

# ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE LÉGISLATURE

---

---

## TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

*rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives*

---

28 Novembre 1946 — 4 Juillet 1951

---

### 2<sup>e</sup> PARTIE

## TABLE NOMINATIVE

---

TOME II

(Lettres F à M)

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1953



# 2<sup>E</sup> PARTIE

TOME II (LETTRES **F** à **M**)

## NOMS

**Par ordre alphabétique.**

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 10 novembre 1946), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc...

*Voir l'avertissement en tête de la 1<sup>re</sup> partie (TABLE DES MATIÈRES).*

## NOTA

A partir du présent volume,

Toutes indications relatives aux impressions du Conseil de la République et aux interventions de MM. les Sénateurs figurent dans

**« LA TABLE DES DÉBATS »**

publiée par le Service des Archives de cette Assemblée.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.



## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

---

<b>F</b> .....	Feuilleton.
<b>J. O.</b> .....	Journal officiel.
<b>p.</b> .....	page.





## F

### FABRE (M. Alexis), *Député de l'Aude.*

Son élection est validée [20 janvier 1949] (p. 58). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [15 février 1949] (p. 563). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à réorganiser l'enseignement agricole, **n° 9275**. — Le 24 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage de neige qui a dévasté la région de Coursan (Aude) près Narbonne, dans la journée du 24 janvier 1950, **n° 9340**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu dans le département de l'Aude le 23 mai 1950, **n° 10139**. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 portant statut légal des

vins délimités de qualité supérieure, **n° 12219**.

— Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 12219) de MM. Fabre et Guille tendant à compléter la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 portant statut légal des vins délimités de qualité supérieure, **n° 12693**. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 11961) de M. Gaillard modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949, réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », **n° 12897**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 10 *quater* : *Amendement de M. Jean Masson tendant à exonérer d'impôts pour certaines opérations commerciales, les coopératives* [21 juillet 1949] (p. 4958) ; — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu*) [24 février 1950] (p. 1493) ; — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Ordre du jour de M. F. Chevallier demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2778, 2779) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; Article additionnel : *Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs ani-*

sés, présentée par M. Barangé [26 juillet 1950] (p. 6008); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la taxe pesant sur le vin)* [7 décembre 1950] (p. 8791); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Moussu* [8 décembre 1950] (p. 8860); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6: *Son amendement tendant à autoriser des prix supérieurs à la règle pour tenir compte des impenses du bailleur* [14 février 1951] (p. 1133, 1134); Art. 7: *Son amendement tendant à ne pas partager le cheptel par tiers* [6 avril 1951] (p. 2816, 2817). — Dépose une demande d'interpellation: sur la politique du Gouvernement en matière viticole [6 avril 1951] (p. 2809); — sur la politique économique du Gouvernement et la crise viticole [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3226, 3227, 3228). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES; CHARGES COMMUNES, Chap. 5110: *Fonds régulateur des prix (Subventions aux engrais et aux aliments pour le bétail)* [16 mai 1951] (p. 5235, 5236). = S'excuse de son absence [20 mars 1951] (p. 2219). = Obtient un congé [20 mars 1951] (p. 2219).

**FAGON (M. Yves)**, Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre: de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la défense nationale [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837), vice-président de cette Commission [3 mars 1949] (**F. n° 384**); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950]

(p. 3674). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au Parlement le décret prévu par l'article 140 du statut général des fonctionnaires et relatif au régime de la sécurité sociale applicable aux fonctionnaires, **n° 80**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, **n° 98**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 140 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, **n° 568**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale des fonctionnaires et des magistrats, **n° 569**. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour la validation en vue de la retraite des années accomplies en qualité d'auxiliaires dans les administrations de l'Etat, **n° 989**. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à assimiler un enfant « mort pour la France » à un enfant vivant pour l'application de l'article 17 de la loi du 14 avril 1924 relatif aux droits à pension des femmes fonctionnaires, **n° 1193**. — Le 8 mai 1947, une proposition de loi tendant à autoriser les fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi que les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, tributaires du régime de pensions de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, à opter, pendant un délai de six mois, pour les régimes institués par les lois du 14 avril 1924 et du 21 mars 1928, **n° 1264**. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative, **n° 1690**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de trois

enfants mineurs et plus, une carte de rationnement de catégorie T, avec l'indice le plus élevé que permettront les possibilités de l'approvisionnement national, n° 1925. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifiant le régime de perception des rémunérations accessoires par les fonctionnaires de la Sûreté nationale et des polices d'Etat, n° 2197. — Le 29 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité, n° 2740. — Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer au sein du Sous-Secrétariat d'Etat à la Guerre une direction spéciale de la gendarmerie, n° 2818. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 2898. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, n° 2899. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régulariser dans les plus brefs délais la situation des fonctionnaires détachés de leur administration d'origine dans d'autres administrations, n° 3292. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 3691. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 10 septembre 1926, n° 3736. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1926 autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour dépôt de corps à l'institut médico-légal et fixant le taux de cette taxe, n° 3737. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi relative à l'organisation administrative, n° 3915. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de

la réforme administrative sur la proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation administrative, n° 4608. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires brestois certaines indemnités (dites de poche) déjà accordées dans les localités sinistrées de Dunkerque, Saint-Lô, Saint-Nazaire, Lorient et Coutances, n° 4938. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barrot et plusieurs de ses collègues complétant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, modifiée par l'article 118 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, n° 5173. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complétée par la loi du 19 mai 1948, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, n° 6454. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de l'article 93, paragraphe 2 (congés de longue durée portés à cinq ans à plein traitement et trois ans à demi-traitement pour les fonctionnaires atteints de tuberculose, de maladie mentale ou d'affection cancéreuse), de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires ; 2° de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le texte de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, n° 6730. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Charles Schauffler et plusieurs de ses collègues tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, n° 7009. — Le 10 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de MM. Yves Fagon et Blocquaux tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complétée par la loi du 19 mai 1948 relative aux candidats aux

services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, n° 7425. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux fonctionnaires des traitements équitables en entreprenant une réforme réelle de l'administration et une mise en ordre des rémunérations publiques, n° 7450. — Le 26 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° 8034. — Le 31 décembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension aux personnels du service actif des égouts ; 2° la proposition de loi de M. Charles Schauffler et plusieurs de ses collègues tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, n° 8918. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° 9168. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les rémunérations des agents de l'Etat les plus défavorisés, n° 10075. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi portant incorporation de la Gendarmerie de l'air et de la Gendarmerie maritime dans la Gendarmerie nationale ; II. la proposition de loi de M. Gau tendant : 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmeries maritime et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par le décret n° 47-1843 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949 ; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie ces deux catégories de gendarmerie en vue d'en obtenir un meilleur rendement, n° 10724. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Louis Rollin portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des Administrations centrales permanentes de

l'Etat et de la Préfecture de Police, n° 10729. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. de Menthon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à titre exceptionnel, la gratuité de l'envoi d'un colis aux soldats d'Indochine à l'occasion des fêtes de Noël, n° 11356. — Le 14 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de MM. Yves Fagon et Blocquaux (n° 6454) tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complétée par la loi du 19 mai 1948 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, n° 11642. — Le 15 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7846) de M. Louis Rollin portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des Administrations centrales permanentes de l'Etat et de la Préfecture de Police, n° 11683. — Le 16 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 11260) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° 11685. — Le 2 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi (n° 9639) portant incorporation de la gendarmerie de l'air et de la gendarmerie maritime dans la gendarmerie nationale ; II. la proposition de loi (n° 9679) de M. Gau tendant : 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmeries maritime et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par le décret n° 47-1843 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949 ; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie ces deux catégories de gendarmerie en vue d'en obtenir un meilleur rendement, n° 12060. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des droits d'enregistrement et d'hypothèques certaines acquisitions immobilières, n° 12230. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à



aider les fonctionnaires à bénéficier de la législation sur les H. L. M., n° 12236. — Le 22 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 11260) portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaariat ; 2° de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n° 12000) portant recrutement, dans le corps des agents spéciaux de la Sûreté nationale, des fonctionnaires et agents de la Sûreté nationale et des policiers d'Etat dégagés des cadres ou licenciés par application de la loi du 3 septembre 1947 et des textes qui l'ont modifiée et complétée, n° 12317. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11994) modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° 12730.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : sur le rapport tendant à modifier le règlement adopté, à titre provisoire, par l'Assemblée Nationale; Art. 12 [12 décembre 1946] (p. 83); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES; Art. 15 : *Son amendement tendant à soumettre à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique les décrets d'annulation de crédits pour modifications de services* [21 décembre 1946] (p. 223); *le retire* (ibid.); Art. 16 : *Concours d'entrée dans l'administration* (p. 224); Art. 19 : *Indemnité aux agents licenciés* (p. 225). — Est entendu au cours du débat sur : le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite; Art. 5 : *Amendement de M. Pineau tendant à maintenir les indemnités payées pour les heures supplémentaires comprises entre 40 et 45 heures* [31 janvier 1947] (p. 139); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 140); — le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 716); — le projet de loi relatif au ré-

gime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1167, 1168, 1169, 1470, 1171, 1172), [28 mars 1947] (p. 1221, 1228, 1229, 1230); Article unique : *Son contre-projet* (p. 1241). — Est entendu sur une motion d'ordre relative à la date du débat sur les messageries de presse [29 mars 1947] (p. 1319). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 20 *bis* (nouveau) : *Age limite d'accession aux emplois publics* [29 mai 1947] (p. 1787); Art. 22 : *Sanctions disciplinaires au titre de l'épuration administrative* (ibid.); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant la mise à la retraite* (p. 1790); Art. 110 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* (p. 1799); Dépenses civiles, Etat A, AGRICULTURE; Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel de l'administration centrale* [12 juin 1947] (p. 2073); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 107 : *Indemnité compensatrice en faveur des ingénieurs et ingénieurs-adjoints des travaux publics, sortis par concours du cadre des adjoints techniques* [19 juin 1947] (p. 2243); INTÉRIEUR, Chap. 121 : *Compagnies républicaines de sécurité* [26 juin 1947] (p. 2523); Chap. 402 : *Œuvres sociales* (p. 2529); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 304 : *Réduction de crédits de frais de mission* [3 juillet 1947] (p. 2684); P. T. T., Chap. 117 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour indemnités diverses* [11 juillet 1947] (p. 2970); FINANCES, Chap. 350 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour remboursement de frais à l'administration des contributions indirectes* (p. 2983); *le retire* (ibid.); IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 101 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour salaires des ouvriers et augmenter les crédits pour indemnités en faveur des correcteurs d'épreuves* [16 juillet 1947] (p. 3054, 3055); *le retire* (ibid.). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, Services civils); Art. 27 *ter* : *Durée de la prolongation des fonctionnaires au-delà de la limite d'âge* [31 juillet 1947] (p. 3737, 3738); — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par

le Conseil de la République; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour les allocations et indemnités diverses* [7 août 1947] (p. 4022, 4023); *le retire* (p. 4024). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraite des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2145, 2147, 2148); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 33 : *Son amendement tendant à augmenter les allocations familiales pour les fonctionnaires et auxiliaires* [23 juin 1947] (p. 2385); *le retire* (ibid.); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2928, 2929). Est entendu sur une motion d'ordre (*Présence du Président du Conseil*) [16 juillet 1947] (p. 3058). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3071); *Discussion générale* (p. 3075, 3076, 3077, 3078); Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* (p. 3087). — Est entendu : sur le procès-verbal (*Son interprétation d'une déclaration de M. Chausson*) [17 juillet 1947] (p. 3104); — sur un incident personnel (*Son interprétation d'une parole de M. Chambeiron*) [17 juillet 1947] (p. 3128, 3129). — Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3807). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission de la réforme administrative : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [24 juillet 1947] (p. 3476, 3477); *Fonctionnement de la commission* (p. 3486); — d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier la loi municipale du 5 août 1884; Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser les cas de révocabilité du mandat de conseiller municipal* [8 août 1947] (p. 4100); — du projet de loi de dégage- ment des cadres des fonctionnaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Toujas tendant à tenir compte du statut des fonctionnaires dans l'établissement des catégories de fonctionnaires touchées par la loi* [12 août 1947] (p. 4271, 4272); Art. 7 : *Amendement de M. Llante tendant à soumettre le*

*reclassement des fonctionnaires à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4278); Art. 8 : *Conditions d'établissement des pensions et retraites pour les fonctionnaires licenciés* (p. 4280); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4286, 4287). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5222, 5223, 5224); — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité, en qualité de *Rapporteur* [9 décembre 1947] (p. 5567, 5568); *Motion préjudicielle de M. Dreyfus-Schmidt tendant à accorder à la Commission de l'intérieur le pouvoir d'enquêter* (p. 5575); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Malleret-Joinville tendant à définir exactement les effectifs des 64 compagnies* [9 décembre 1947] (p. 5577); Art. 2 : *Amendement de M. Demusois tendant à modifier les conditions de radiation des cadres* (p. 5579); *Amendement de M. Servin tendant à accorder une pension avec jouissance immédiate aux radiés des cadres* (p. 5581, 5582); Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à tenir compte dans le recrutement de la valeur professionnelle* (p. 5584); Art. 4 : *Effectifs nouveaux des compagnies* (p. 5584, 5585). — Son rapport sur une pétition [31 décembre 1947] (p. 6688). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 384, 385, 386, 387, 397); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire d'un million les crédits* [5 février 1948] (p. 441, 442); *Amendement de M. Marcel David tendant à réduire d'un million les crédits* (p. 446, 447); Art. 2 : *Son amendement tendant à mettre en concordance cette loi avec la circulaire parue au J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1948* [6 février 1948] (p. 494); *le retire* (ibid.); Art. 5 bis : *Son amendement relatif au supplément familial de traitement* (p. 510, 511); *Amendement de Mme Lempereur concernant les fonctionnaires sanctionnés par le Gouvernement de Vichy* (p. 511); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1169); Art. 9 bis : *Son amendement relatif aux fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre* (p. 1170); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1172); — de la pro-

position de loi relative à l'accèsion aux services publics en vertu de l'ordonnance du 25 juin 1945 : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de certains Alsaciens-Lorrains)* [16 mars 1948] (p. 1720); — du projet de loi portant autorisation de dépenses en 1948 et majoration de droits, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1912, 1913). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégagement de cadres [27 mai 1948] (p. 2957, 2958). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégagement de cadres, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 mai 1948] (p. 2988, 2989, 2990, 2991, 2992); *Ses explications de vote sur la question de confiance contre es conclusions de la commission* [28 mai 1948] (p. 3054, 3055, 3056); *Son intervention sur l'attitude de M. Thorez* [3 juin 1948] (p. 3170); Article unique : *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier de fonctionnaires résistants* (p. 3176); *Amendement de M. Serre tendant à suspendre le recrutement de non-titulaires* (p. 3180); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3183); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du paragraphe C* [9 juillet 1948] (p. 4555); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de ce paragraphe relatif à la fixation à 15 0/0 du total des licenciements, le pourcentage de titulaires licenciés* (p. 4555); le retire (ibid.); *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne pas licencier le conjoint d'un agent déjà licencié* (p. 4556); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 juillet 1948] (p. 4760, 4761, 4762); Chap. 6044 : *Son amendement tendant à diminuer de 10 millions les crédits pour expertises et constats* [18 juillet 1948] (p. 4790); INTÉRIEUR, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour le personnel de l'administration centrale* [19 juillet 1948] (p. 4839, 4840); Chap. 108 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les préfets « hors cadres »* [27 juillet 1948] (p. 4914, 4915); le retire (p. 4915); Chap. 117 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 4.082.000 francs les crédits pour l'inspection générale* (p. 4916); Chap. 121 : *Son amendement tendant à réduire*

*de 67.500 francs les crédits pour le personnel de la sûreté nationale* (p. 4919); le retire (ibid.); Chap. 319 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 4931, 4932); Chap. 326 : *Dépenses de matériel de la sûreté nationale* (p. 4932, 4933); Chap. 502 : *Subventions à la police municipale de Paris* (p. 4934); Chap. 5066 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le laboratoire du feu* [28 juillet 1948] (p. 4962); FINANCES, Chap. 100 : *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Revalorisation des traitements)* [30 juillet 1948] (p. 5156, 5157, 5158); Art. 9 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 août 1948] (p. 5460, 5461); Art. 21 : *Son amendement tendant à exclure les fonctionnaires frappés de sanctions par le Gouvernement de Vichy* (p. 5463); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Son amendement relatif aux subventions aux sociétés mutualistes de fonctionnaires* [14 septembre 1948] (p. 6520, 6521); Art. 14 : *Disjonction de l'article* (p. 6521, 6522); Art. 21 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au cas des fonctionnaires révoqués ou suspendus pendant l'occupation* (p. 6522, 6523); Art. 22 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au cas des fonctionnaires n'ayant pas les annuités nécessaires pour la retraite* (p. 6523); Art. 30 : *Son amendement de forme* (p. 6524); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer « veuves » par « conjoints »* [6 août 1948] (p. 5475); le retire (p. 5476); Art. 3 : *Retenues pour pensions* (p. 5476); Art. 4 : *Son amendement relatif au non-versement imputable à l'Administration* (p. 5477); le retire (ibid.); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Servin tendant à supprimer l'article* [9 août 1948] (p. 5590); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948; Art. 108 bis : *Son amendement tendant à augmenter les suppléments familiaux de traitements* [20 août 1948] (p. 6091); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer deux articles relatifs aux emplois créés par le Ministère de la Reconstruction* (p. 6097); — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6109,

6140) ; — de la proposition de loi relative aux élections cantonales ; Art. 8 : *Amendement de M. Barel relatif à l'inéligibilité des fonctionnaires des Finances* [25 août 1948] (p. 6196) ; — du projet de loi tendant à la création de ressources nouvelles et à l'aménagement des impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6624) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son amendement tendant à prévoir le paiement en trois versements égaux échelonnés* [24 septembre 1948] (p. 6892) ; — du projet de loi portant statut du personnel de la police ; Art. 2 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à supprimer l'article réprimant la grève* [21 septembre 1948] (p. 6777, 6778, 6779) ; *Amendement de M. A. Petit tendant à exiger, en cas de grève, un service minimum de sécurité* (p. 6780) ; — du projet de loi relatif aux frais de mission et indemnités des maires et adjoints, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 septembre 1948] (p. 6920) ; — de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance ; Art. 6 : *Son amendement de forme* [14 décembre 1948] (p. 7573) ; Art. 8 : *Son amendement relatif aux demandes de prêt des combattants volontaires* (ibid.) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à octroyer aux bénéficiaires de la loi les avantages sociaux accordés par l'Office national des anciens combattants* (ibid.) ; — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Viatte* [17 décembre 1948] (p. 7699) ; *Son amendement tendant à préciser : « dans les conditions fixées par la loi »* (p. 7699) ; *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la Sécurité sociale* (p. 7699, 7700) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas accorder les prestations à tous les militaires atteints d'une invalidité égale à 50 0/0* (p. 7701) ; *Amendement de M. Mazier tendant à inclure les mutilés et veuves de guerre ne pouvant exercer de profession* (p. 7703) ; *Sa demande de réserver l'amendement* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* (p. 7703, 7704) ; *Sa demande de supprimer l'article* (p. 7704) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rendre la cotisation de l'Etat égale à celle des bénéficiaires de la loi* (p. 7705) ; Art. 3 (suite) : *Amendement de M. Mazier tendant à accorder les pres-*

*tations aux veuves de guerre et mutilés incapables d'exercer une activité* (p. 7706) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer « par décret »* (p. 7707) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7707) ; Art. 15 : *Amendement de M. Viatte tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la date du 1<sup>er</sup> juin 1949 à celle du 1<sup>er</sup> février 1949* (p. 7712) ; — du projet de loi fixant le budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949 ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [31 décembre 1948] (p. 8257) ; *Son amendement relatif aux intégrations dans le cadre des administrateurs civils* (p. 8258) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à majorer les allocations familiales aux fonctionnaires* (p. 8259, 8260) ; Art. 38 : *Budget annexe des P. T. T.* (p. 8268, 8269) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 8279) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Ses observations sur le reclassement de la fonction publique)* [21 janvier 1949] (p. 85) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Discussion générale* [25 janvier 1949] (p. 108, 109, 110) ; *Son amendement tendant à annuler les élections de la Réunion* (p. 112) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative ; Article additionnel : *Son amendement relatif au reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 469) ; — d'une proposition de loi relative au statut général des agents communaux : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 655), [8 novembre 1949] (p. 6007, 6008) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* [10 novembre 1949] (p. 6031) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses observations sur l'amendement de M. Bouvier-O' Cottereau relatif aux agents à temps de travail incomplet* (p. 6032) ; Art. 2 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer la possibilité pour les syndicats d'introduire des instances devant les tribunaux administratifs* (p. 6032) ; *Amendement de M. E. Hughes tendant à insérer six nouveaux articles relatifs à la réglementation du droit de grève* (p. 6035) ; Art. 5 : *Octroi de délais aux agents communaux pour opter entre leurs fonctions publiques et privées* (p. 6039) ;

Art. 9 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer le deuxième alinéa faisant couvrir, par la collectivité locale dont il dépend, l'agent condamné pour des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions* (p. 6040) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à élire les membres de la Commission paritaire communale au scrutin de liste avec représentation proportionnelle* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6493, 6494) ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à élire une commission paritaire intercommunale par département au scrutin de liste avec représentation proportionnelle* (p. 6494) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 : *Amendement de M. Cayol relatif aux fonctions des commissions paritaires intercommunales* (p. 6495) ; Art. 19 : *Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter une année par enfant à charge à l'âge maximum pour le recrutement* (p. 6504) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à faire fixer par le Comité paritaire national les échelles de traitement* (p. 6529, 6530) ; Art. 23 : *Amendement de M. Allonneau tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois semblables de l'Etat* [2 décembre 1949] (p. 6591, 6592) ; Art. 30 : *Son amendement relatif à la rédaction des listes d'aptitude* (p. 6593) ; *le retire* (ibid.) ; — de sa proposition de loi relative à l'organisation administrative, en qualité de *Rapporteur (Sa demande d'ajournement)* [17 février 1949] (p. 655) ; en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 780, 781, 782, 783) ; *Question préalable posée par M. Triboulet* (p. 786, 787) ; — du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales ; Art. 8 bis : *Sa demande de seconde délibération* [18 février 1949] (p. 678) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme ; Etat A, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel titulaire* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1072) ; Chap. 105 : *Indemnités pour heures supplémentaires* (p. 1073) ; Chap. 302 : *Frais de déplacement du personnel des ponts et chaussées* (p. 1078) ; Chap. 323 : *Frais de correspondance* (p. 1080) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 58 milliards 966 millions pour deux mois (Ses observations sur les départs de gendarmes pour l'Indochine)* [3 mars 1949] (p. 1222,

1223) ; — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Garaudy : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1272) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1681) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme ; Chap. 100 : *Traitement du personnel (réduction des effectifs)* [23 mars 1949] (p. 1790, 1791) ; Chap. 310 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du matériel automobile* (p. 1791, 1792) ; — du projet de loi portant application aux militaires du régime de la Sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture tendant à n'accorder les avantages de la Sécurité sociale qu'à partir de l'âge de 55 ans* [31 mars 1949] (p. 1923, 1924). — Dépose une demande d'interpellation sur les conclusions que le Gouvernement entend tirer pour la fonction publique de l'arrêt Trèbes du Conseil d'Etat annulant les intégrations effectuées au Ministère de la Défense nationale dans le corps des administrateurs civils [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2016). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur ; Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements de l'Administration centrale* (p. 2136, 2137) ; *le retire* (p. 2138) ; Chap. 118 : *Inspection générale de l'Administration* (p. 2141, 2142, 2143) ; Chap. 312 : *Amendement de M. Ginestet tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les dépenses de transport de la Sûreté nationale* (p. 2155, 2156) ; Chap. 500 : *Amendement de M. A. Petit tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement sur la subvention de l'Etat à la Préfecture de la Seine* (p. 2158) ; Chap. 515 : *Participation du Ministère de l'Intérieur aux dépenses de la gendarmerie* (p. 2161) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances ; Chap. 100 : *Services de liquidation des pensions* [6 avril 1949] (p. 2164, 2165) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2205) ;

— du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur le budget des P. T. T. ; Etat A, Chap. 113 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 977.000 francs l'annulation proposée sur le service des locaux [12 avril 1949] (p. 2301) ; Chap. 124-2 : Reclassement de la fonction publique (p. 2302, 2303) ; Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation sur ce chapitre (p. 2304) ; Chap. 304 : Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs les crédits pour travaux d'impression (p. 2312, 2313) ; le retire (p. 2313) ; — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels ; Art. 5 : Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas souligner la précarité des créations d'emplois [27 juillet 1949] (p. 5380) ; Art. 4 : Son amendement relatif aux modalités d'intégration des agents de l'O. C. R. P. I. venant en concurrence avec des fonctionnaires titulaires [28 juillet 1949] (p. 5437, 5438) ; — du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat, en qualité de Rapporteur [4 novembre 1949] (p. 5989, 5990), [10 novembre 1949] (p. 6060) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à sauvegarder les intérêts des victimes de la guerre (p. 6061, 6062) ; Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas exclure les fonctionnaires qui ne sont pas permanents (p. 6062) ; Amendement de M. Cristofol tendant à titulariser les fonctionnaires permanents (p. 6062, 6063) ; Amendement de M. Ballanger relatif aux emplois classés dans les catégories C et D (p. 6064) ; Amendement de M. E.-L. Lambert relatif au pourcentage de titularisations réservé aux victimes de la guerre (p. 6065) ; Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses sur les crédits accordés l'année précédente (p. 6066) ; Art. 2 : Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à réduire à trois ans la durée de service exigée pour les titularisations dans le cas des victimes de guerre (p. 6067, 6069) ; Amendement de M. Cristofol tendant à rendre la titularisation obligatoire (p. 6068) ; Amendement de M. Ballanger relatif aux aides temporaires (p. 6068) ; Amendement de MM. Gresa et Barangé tendant à modifier la durée de service nécessaire pour obtenir éventuellement la titularisation (p. 6068, 6069) ; Amendement de M. Ballanger tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 21 mai

1945 relative aux auxiliaires (p. 6070) ; Art. 3 : Amendement de M. Ballanger relatif à l'intégration des auxiliaires avec un échelon de traitement égal ou supérieur à celui précédemment occupé (p. 6071) ; Art. 4 : Amendement de M. Monteil tendant à ne pas limiter le recrutement d'auxiliaires dans les services de l'armée (p. 6071) ; Art. 6 : Ses observations sur l'interprétation de l'article (p. 6073). — Dépose une demande d'interpellation sur la pérennité des retraites des fonctionnaires civils et militaires [24 novembre 1949] (p. 6261) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6415, 6416) ; la développe (p. 6418, 6419). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la constitution du corps d'adjoints techniques à l'Institut national de la statistique et des études économiques [16 décembre 1949] (p. 6962). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du projet de loi relatif aux patentes [19 janvier 1950] (p. 359). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement et demandant l'indemnisation des sinistres et l'écoulement du bois des Landes [20 janvier 1950] (p. 400) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg ; Article unique : Amendement de Mme Schell tendant à prévoir une priorité pour les rapatriés de Kehl [20 janvier 1950] (p. 405) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : Contre-projet de M. Pierre André tendant à prévoir l'établissement de conventions collectives particulières avant le vote de la loi relative aux conventions collectives [26 janvier 1950] (p. 546) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 42 B : Son amendement tendant à supprimer l'article réduisant le nombre des fonctionnaires [29 janvier 1950] (p. 785, 786) ; — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 ; Art. 2bis : Interdiction de nommer des fonctionnaires titulaires nouveaux [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 860) ; — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : Discussion générale [28 mars 1950] (p. 2443) ; — d'une proposition de loi relative

au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Césaire relatif au calcul de l'indemnité de résidence* [31 mars 1950] (p. 2710); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 17 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article abrogeant l'article 10 du décret du 28 juin 1947* [25 avril 1950] (p. 2821); Art. 26 : *Son amendement relatif à la situation des fonctionnaires nommés administrateurs d'entreprises publiques ou de sociétés d'économie mixte* (p. 2823); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 3090 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits demandés pour le fonctionnement du Centre national d'études des télécommunications* [3 mai 1950] (p. 3228); INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4056, 4057, 4058, 4059); Chap. 1100 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration préfectorale, présentée par le Gouvernement* (p. 4069); Chap. 3120 : *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 500 millions les crédits pour frais de déplacement des compagnies républicaines de sécurité* (p. 4078); Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports de la sûreté nationale* (p. 4079); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Demande de rétablissement des crédits pour subventions à l'École nationale d'administration, présentée par le Gouvernement* [14 juin 1950] (p. 4758, 4759); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3080 : *Frais de déplacement de la gendarmerie* [10 mai 1950] (p. 3507); Etat A, MARINE : *Ses observations sur le budget de la Marine* [11 mai 1950] (p. 3568, 3569, 3570); MARINE, Etat B, Chap. 181 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel ouvrier (Licencier dans les chantiers navals)* (p. 3598, 3599); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre la loi aux veuves et orphelins des invalides civils* [30 mai 1950] (p. 3992, 3993); *le retire* (p. 3993); *Son amendement tendant à définir les droits des invalides hors guerre* (p. 3995, 3996); *le retire* (p. 3996);

— d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Son contre-projet tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150, une indemnité spéciale de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4563, 4565, 4566, 4567); *Recevabilité de son contre-projet* (p. 4577, 4578); *Son contre-projet* [15 juin 1950] (p. 4839, 4840, 4841, 4842); *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant total des majorations de 1950, présentée par le Gouvernement* [22 juin 1950] (p. 5159); *Demande d'application de l'article premier de la loi des maxima, présentée par le Gouvernement* (p. 5160); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5260, 5261); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique : *Ses explications de vote sur l'article premier* [27 juillet 1950] (p. 6084); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6087, 6088); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages commis par les troupes alliées mais non ceux causés par les services civils* [4 août 1950] (p. 6729); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6740); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux sursitaires et ajournés le sort de leur classe d'âge* [27 octobre 1950] (p. 7328); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7344); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Ordre du jour de M. Duveau approuvant les conclusions du rapport Delahoutre* [28 novembre 1950] (p. 8236, 8237, 8238); — du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement destiné à la création d'emplois nouveaux* [12 décembre 1950] (p. 8928); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir*

les crédits demandés par le Gouvernement pour les salaires des ouvriers (p. 8929); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 9051 : Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour travaux maritimes (Base de Mers-el-Kébir) [29 décembre 1950] (p. 9799); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : Personnel de la sûreté nationale (Compression du personnel) [6 février 1951] (p. 816, 817); Chap. 1280 : Indemnités au personnel titulaire de la sûreté nationale [13 février 1951] (p. 1059, 1060); FINANCES, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1620 : Amendement de M. P. Meunier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le contrôle économique (Suppression des brigades polyvalentes) [25 avril 1951] (p. 3955, 3956); P. T. T., Chap. 1070 : Amendement de M. M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Revendications de salaires) [2 mai 1951] (p. 4432, 4433); Chap. 1050 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contrôleurs des installations mécanographiques [4 mai 1951] (p. 4542, 4543); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4190 : Amendement de Mme Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation aux familles nécessiteuses (Agriculteurs mobilisés) [5 mai 1951] (p. 4595); FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Chap. 0710 : Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions militaires (Revalorisation des pensions) [16 mai 1951] (p. 5220, 5221); Chap. 1840 : Reclassement du personnel de l'Etat (Achèvement du reclassement) (p. 5223); Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour reclassement (Insuffisance du reclassement actuel) (p. 5225, 5226); P. T. T. amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de M. Barthélemy tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la redevance exigible des fonctionnaires logés [22 mai 1951] (p. 5670); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à prévoir une avance de 1 milliard au fonds national de l'habitat [13 avril

1951] (p. 3289); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 58 : Son amendement tendant à remplacer « autorisé » par « prononcé » [16 avril 1951] (p. 3340); Art. 76 bis : Son amendement tendant à faciliter les mutations d'agents d'une commune à une autre (p. 3342); le retire (ibid.); Art. 80 : Son amendement tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite des agents des services insalubres (p. 3343, 3345, 3346); Art. 84 : Son amendement tendant à ne pas appliquer le statut au personnel de Paris et de la Seine (p. 3347); Art. 86 : Son amendement tendant à supprimer « intercommunal » (p. 3348); Art. 86 bis : Amendement de M. Cristofol tendant à titulariser obligatoirement le personnel en fonction (p. 3348, 3349); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3352, 3353); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 : Discussion générale (Brigades polyvalentes) [30 avril 1951] (p. 4355); Art. 2 : Montant des crédits alloués pour le mois de mai (p. 4358, 4359); Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa interdisant les nominations dans les administrations publiques (p. 4360); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies : Discussion générale [5 mai 1951] (p. 4611, 4612); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : Demande de disjonction de l'article prévoyant 4.549 millions d'économies sur le budget civil (p. 5465); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, GENDARMERIE, Chap. 1030 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités (Fusion des trois corps de gendarmerie) [17 mai 1951] (p. 5376); Etat A, MARINE, Chap. 1025 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des marins (Solde des officiers marinières) [18 mai 1951] (p. 5424, 5425); Chap. 3005 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (p. 5426); Chap. 9041 : Programme de réarmement naval (Porte-avions La Fayette, etc.) (p. 5427); Art. 21 : Amendement de M. Triboulet tendant à accorder une bonification d'un an aux officiers sortant de l'Ecole navale (p. 5446); Article additionnel : Amendement de M. Triboulet tendant à abroger le décret fusionnant les trois corps de gendar-



merie (p. 5450, 5451); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 21 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée accordant une bonification d'une année aux officiers de la marine sortant d'une grande école d'ingénieurs* [22 mai 1951] (p. 5709); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 15 J : *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer le dernier alinéa interdisant de recruter des auxiliaires pour les préfectures* [18 mai 1951] (p. 5532).

**FAJON (M. Etienne)**, Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

#### Dépôts :

Le 29 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions utiles à la remise en état de l'Ecole nationale professionnelle de Saint-Ouen et d'utiliser ces bâtiments pour le centre de formation professionnelle de Saint-Ouen et pour l'enseignement primaire, n° 4762. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance-vieillesse aux lieu et place du de cujus, n° 12832.

#### Interventions :

Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 116). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution relative à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'acompte provisionnel [18 février 1947] (p. 370). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de réquisition que M. le Président du Conseil vient de prendre à

l'égard du personnel des exploitations électriques et gazières [29 mai 1947] (p. 1782). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [3 juin 1947] (p. 1874, 1875, 1877, 1878). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 10 juin (*Intervention de M. July contre M. Duclos.*) [12 juin 1947] (p. 2047). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Explications de vote sur la question de confiance (Subvention au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4865, 4866). — Est entendu pour un fait personnel (*Censure appliquée à M. Bonte*) au cours du débat sur le projet de loi tendant à la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5282, 5283). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la défense de la République; Art. 2 : *Son rappel au règlement (nécessité de suspendre pendant le pointage)* [29 novembre 1947] (p. 5292); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Application de la censure avec exclusion temporaire à M. Calas* [29 novembre 1947] (p. 5338). — Dépose une demande d'interpellation sur la réouverture éventuelle de la frontière espagnole qui compromettrait l'indépendance française [4 février 1948] (p. 417); la développe [27 février 1948] (p. 1200, 1201, 1202, 1203, 1204). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat de politique étrangère*) [13 février 1948] (p. 747).

**FARAUD (M. Roger)**, Député de la Charente-Maritime.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des affaires économiques [4 mai 1947] (p. 1459), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [28 juin 1948] (p. 4060), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier

1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 6 août 1947, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. Les propositions de loi : a) de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques ; b) de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme ; II. La proposition de résolution de Mme Poinso-Châpuis, MM. Cayol et Valay tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, n° 2263. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accélérer le recrutement des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive nécessaire à l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements de l'enseignement et à l'encadrement des sociétés sportives ; 2° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le pourcentage des réductions de personnel opérées au sein de la Direction générale de l'Education physique, des Sports et de la Jeunesse par le décret du 2 janvier 1948, n° 3476. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un statut particulier des Caisses coopératives d'équipement sportif et culturel et à organiser une Caisse autonome de crédit à l'intention de ces Caisses d'équipement, n° 9496. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi portant réduction sur le prix du voyage de grandes vacances des étudiants bénéficiaires de la Sécurité sociale, n° 10093. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues (n° 11089) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain collectif de l'exercice 1950 (dépenses de fonctionne-

ment des services civils) les crédits nécessaires à l'attribution de nouvelles bourses aux élèves des cours complémentaires et au relèvement du montant de celles qui sont actuellement accordées ; 2° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues (n° 11129) tendant à inviter le Gouvernement : a) à prendre d'urgence toutes les mesures pour que les bourses attribuées dans les cours complémentaires correspondent aux besoins réels ; b) à envisager, lors de la préparation du budget de 1951, des crédits suffisants pour l'attribution des bourses aux élèves des divers ordres d'enseignement, n° 11666.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'enseignement de l'éducation physique et sportive, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1948] (p. 2805, 2806) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux amendé par le Conseil de la République, Art. 29 ex-52 : *Droits de consommation sur les vins d'appellation contrôlée* [10 juin 1948] (p. 3383, 3384) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* [3 août 1948] (p. 5283) ; Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5292, 5293, 5296) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, Art 6 : *Son amendement relatif aux fonctionnaires remplissant les conditions d'âge* [6 août 1948] (p. 5478) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort [7 juin 1949] (p. 3176, 3177). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'éducation nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4013, 4014) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5050 : *Subventions aux organismes de tourisme* [7 juin 1950] (p. 4416, 4417) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Administration académique (Direction de la culture populaire)* [23 juin 1950] (p. 5221, 5222) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1700 : *Auxiliaires de la direction de la jeunesse et des sports* [17 juillet 1950] (p. 5483) ; Chap. 5370 :

*Camps et colonies de vacances* [18 juillet 1950] (p. 5567, 5568). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1640: *Son amendement tendant à titulariser le personnel contractuel de l'équipement sportif* [21 avril 1951] (p. 3748).

**FARINE (M. Philippe)**, *Député des Basses-Alpes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [6 décembre 1947] (p. 5526), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé : membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452); membre titulaire de cette Commission [8 février 1949] (p. 400); membre de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de Justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) — *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150). — *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 1131. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi sur l'enseignement du ski, n° 2175. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi sur les guides de montagne,

n° 2176. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Southon, Conseiller de la République et plusieurs de ses collègues tendant à mettre à la disposition du Ministre de l'Education nationale un contingent exceptionnel de 250 rosettes d'officier de l'Instruction publique et de 750 palmes d'officier d'académie pour lui permettre de récompenser les prisonniers de guerre, déportés et internés, qui ont, au cours de leur captivité, rendu des services à l'Education nationale, n° 5697. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant à la simplification de certaines procédures, n° 6356. — Le 9 mars 1959, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 au profit des organisations de jeunesse et de plein air, n° 6743. — Le 10 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Southon, sénateur et plusieurs de ses collègues tendant à mettre à la disposition du Ministre de l'Education nationale un contingent exceptionnel de 250 rosettes d'officier de l'Instruction publique et de 750 palmes d'officier d'Académie pour lui permettre de récompenser les prisonniers de guerre, déportés et internés, qui ont, au cours de leur captivité, rendu des services à l'Education nationale, n° 6781. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord culturel conclu entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la Sarre le 15 décembre 1948, n° 7011. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6616), concernant M. Florimond Bonte, n° 7295. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse; 2° de M. Philippe Farine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 au profit des organisations de jeunesse et de

plein air, n° 7335. — Le 10 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2792 rectifié) concernant M. de Chevigné, n° 7413. — Le 30 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord culturel conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Sarre le 15 décembre 1948, n° 7699. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7453) concernant M. Arthaud, n° 7715. — Le 20 juin 1950, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinées à la jeunesse ; 2<sup>o</sup> de M. Thuillier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 10366. — Le 23 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord du 1<sup>er</sup> août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie, n° 10427. Le 24 juin 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole une somme de 1 milliard de francs destinée à la création de prêts à moyen terme et à intérêts réduits en faveur des cultivateurs victimes du gel, n° 10466. — Le 24 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 9720) assurant la sécurité dans les établissements de natation, n° 12353. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 9610) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues, tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 13191.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre

financier (Services civils, budget ordinaire, exercice 1947); Art. 129 : *Formation prémilitaire* [29 mai 1947] (p. 1805); *Son amendement tendant à utiliser le reliquat des crédits inscrits au chap. 606 pour la réorganisation de la formation physique de la jeunesse* (p. 1806); *le retire* (ibid.); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3363, 3364); *Ses observations relatives au Ministère de la Jeunesse, des arts et des lettres* (ibid.); Chap. 538 : *Subventions aux associations sportives* (p. 3431); Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la jeunesse* (p. 3432, 3433, 3435); Chap. 604 : *Son amendement tendant à modifier le libellé du chapitre pour l'étendre à toutes les organisations de culture physique* (p. 3439); Chap. 606 : *Formation prémilitaire* (p. 3440). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Ses explications de vote sur l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2554); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* [14 mai 1948] (p. 2675); — de la proposition de résolution relative à l'enseignement de l'éducation physique et sportive : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2807); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires de l'administration centrale* [2 août 1948] (p. 5215); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur le détachement d'instituteurs* [3 août 1948] (p. 5243); Chap. 102 : *Contractuels de l'administration centrale* (p. 5259, 5260); Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 5283); Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5293, 5294, 5296); Chap. 532 : *Maisons de jeunes et mouvements de jeunesse* (p. 5342, 5343, 5344); Chap. 536 : *Camps et colonies de vacances* (p. 5347, 5348); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 2 : *Son amendement tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* [21 janvier 1949] (p. 96, 97); Art. 3 : *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir des représentants d'autres Ministères dans la Commission de surveillance de la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 145); *Amendement de Mme François tendant à supprimer le repré-*

sentant de l'enseignement privé (p. 146); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 178, 179); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2: Amendement de M. Dominjon tendant à préciser les publications non soumises à la loi [2 juillet 1949] (p. 4096); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel: Amendement de M. Fagon relatif au reclassement des fonctionnaires [10 février 1949] (p. 469); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 154: Professeurs d'éducation physique [5 avril 1949] (p. 2054); Chap. 534: Camps et colonies de vacances (p. 2083, 2084); Amendement de Mlle Rumeau tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (p. 2087); Chap. 536: Office du sport scolaire et universitaire (p. 2087); Chap. 603: Son amendement tendant à réduire de 2.700.000 francs les crédits pour le rayonnement sportif (p. 2095); le retire (ibid.); Chap. 606: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'éducation physique dans le milieu du travail (p. 2095); le retire (p. 2096); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Florimond Bonte, en qualité de Rapporteur [2 juin 1949] (p. 3045); — d'une proposition de résolution relative aux billets collectifs des organisations de jeunesse et de plein air, en qualité de Rapporteur [17 juin 1949] (p. 3464, 3465); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>: Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009: Reconstruction des établissements du second degré [4 juillet 1949] (p. 4153); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE: Discussion générale (Ses observations sur les mouvements de jeunesse, les ouvrages de la jeunesse, les colonies de vacances et les centres éducatifs) [22 juin 1950] (p. 5174, 5175); Chap. 3170: Observatoire et institut de physique du globe [17 juillet 1950] (p. 5498); Chap. 3240: Examens et concours dans l'enseignement du second degré (p. 5498); Chap. 3620: Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement [18 juillet 1950] (p. 5330, 5331); Chap.

3718: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement de la jeunesse et des sports (p. 5536); le retire (ibid.); Chap. 5300: Apprentissage artisanal (p. 5564, 5565); Chap. 5360: Auberges de la jeunesse (p. 5566); Chap. 5410: Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les mots « mouvements de jeunesse » [19 juillet 1950] (p. 5586); Ses explications de vote sur le chapitre relatif aux œuvres post-scolaires (p. 5588); Chap. 6050: Amendement de M. Albert Masson tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour activités de plein air (p. 5607, 5608); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5030: Son amendement tendant à rétablir le crédit de 78 millions pour la subvention aux départements pauvres [15 février 1951] (p. 1168, 1169); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3650: Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux de la jeunesse et des sports (Centre des marquisats à Annecy) [23 avril 1951] (p. 3769); Chap. 5420: Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres post-scolaires et organisations d'éducation populaire (p. 3780, 3781); Chap. 6050: Amendement de M. Airoldi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air (Billets de chemins de fer dits de plein air) (p. 3782); Article additionnel: Amendement de M. Thamier tendant à détaxer les activités des associations sportives (p. 3787). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

#### FARINEZ (M. Auguste), Député des Vosges.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre: de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est

nommé membre de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357) — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

### Dépôts :

Le 18 décembre 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, **n° 2928**. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Le Sciellour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, **n° 6631**. — Le 20 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, annuellement, aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, bénéficiaires de la retraite du combattant, un déplacement gratuit, à leur choix, sur les chemins de fer français, aussi longtemps que n'aura pas été réalisée la revalorisation de leur retraite, **n° 8227**. — Le 24 novembre 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à la suppression du Haut-Commissariat au ravitaillement, **n° 8470**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1621); — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de primes différentielles* [6 juin 1947] (p. 1957); — du projet de loi visant à la réalisation du plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2824). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi visant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Amendements de MM. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises*

*occupant deux ouvriers au plus* [25 juillet 1947] (p. 3534, 3535). — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4419); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 512 : *Dépenses de fonctionnement de la Gendarmerie* [28 juillet 1948] (p. 4964); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8151); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles pour 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* [21 juillet 1949] (p. 4976); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 4 bis : *Amendement de M. Laurens tendant à affecter les jeunes gens suivant leur situation de famille* [2 mars 1950] (p. 1632); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à transférer les crédits prévus pour les activités culturelles aux crédits pour les subventions aux foyers ruraux* [25 mai 1950] (p. 3945); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder une réduction de 55 0/0 sur les transports ferroviaires aux anciens combattants âgés de plus de 50 ans* [21 juillet 1950] (p. 5749); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6197); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réserver les prêts par priorité aux agriculteurs* [3 août 1950] (p. 6589); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 5 : *Son amendement tendant à incorporer les cultivateurs en automne* [27 octobre 1950] (p. 7335); *le retire* (p. 7337); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder la qualité d'anciens combattants aux soldats du front d'Orient en 1914-1918* [15 mai 1951] (p. 5194).

**FAURE (M. Edgar),** *Député du Jura.*

*Secrétaire d'Etat aux Finances*

(Cabinet QUEUILLE)

du 13 février 1949 au 28 octobre 1949

*Secrétaire d'Etat aux Finances*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

*Ministre du Budget*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950

*Ministre du Budget*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Ministre du Budget*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des finances [16 décembre 1947] (p. 5757) ; [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 27 janvier 1948] (p. 848), [J. O. du 19 janvier 1949] (p. 765). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'article 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné par la Commission des finances en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabac [10 février 1948] (**F<sup>o</sup> 203**). Est nommé à la Haute-Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945 modifiant l'ordonnance du 18 novembre 1944) *en qualité de* : Juré [27 décembre 1946] (p. 370) ; Vice-président suppléant [13 novembre 1947] (p. 4997) ; Vice-président [1<sup>er</sup> mai 1948] (p. 2501). — Est nommé à la Haute-Cour de justice (application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) *en qualité de* : Juge titulaire [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 17 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2579 du 21 novembre 1946, unifiant des circonscriptions administratives des Eaux et Forêts, n° 238. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser l'École du Bois de Mouchard (Jura), n° 361. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles, n° 457. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la perception de la taxe dite du Fonds forestier national, n° 714. — Le 28 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du tribunal de Saint-Claude (Jura), n° 792. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à instituer en matière de confiscation de profits illicites, des règles spéciales de procédure à l'égard de certaines catégories de redevables, n° 950. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux titulaires de pensions proportionnelles les avantages prévus par l'article 7 du décret du 24 avril 1940 relatif aux allocations familiales, n° 1181. — Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la remise de la majoration de 10 0/0 prévue par l'article 383 *bis* du Code général des impôts directs aux contribuables de bonne foi demeurant en dehors de la commune du siège de la perception, n° 1262. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 336 *quater* du titre V *bis* du Code général des impôts directs relatif à la redevance départementale et communale des mines, n° 1295. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi complétant l'article 6 de la loi du 16 mai 1947, sur les comités d'entreprise, n° 1361. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi portant amnistie ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie ; 2<sup>o</sup> de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues relative à l'amnistie de certains délits de hausse illicite ; 3<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont tendant à préciser l'application de la loi

du 16 avril 1946 portant amnistie ; III. La proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder une amnistie pénale aux délinquants économiques, n° 1430. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion les agents de l'Etat qui n'ont pu en temps voulu faire valider leurs services temporaires ou auxiliaires, n° 1474. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 1514. — Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté dans le marché de la viande, n° 1591. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi modifiant l'article 188 bis du Code de l'enregistrement relatif à l'exercice d'un droit de préemption au profit du Trésor, n° 1592. — Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les travaux d'adduction d'eau dans les communes rurales, n° 1593. — Le 17 juin 1947, une proposition de loi supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux d'instance, n° 1713. — Le 21 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport, n° 1795. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi relative au prix des loyers, n° 1832. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi étendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée, n° 1833. — Le 28 juillet 1947, une proposition de loi fixant certaines dispositions transitoires en matière de loyers, n° 2147. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 pour des faits commis dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, n° 2189. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'article 13 de la loi du 21 décembre 1941 relatif aux hôpitaux et hospices publics, n° 2671. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 11 septembre

1941, modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1945, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques, n° 2672. — Le 27 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution, dans le cadre de l'organisation des Nations Unies, d'une juridiction internationale des Droits de l'homme, n° 2727. — Le 29 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail, n° 2743. — Le 30 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la lettre rectificative (n° 2745) concernant le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail, n° 2746. — Le 5 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la Direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au Ministère de la Production industrielle, n° 2788. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la possibilité d'octroi par la Banque de France d'avances sur délégation des titres de l'emprunt émis en vertu de la loi du 7 janvier 1948, n° 3105. — Le 26 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un projet de réforme du régime fiscal de la viande et de la charcuterie, n° 3138. — Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant à interpréter les dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1943 déclarant nul et de nul effet l'acte dit loi du 31 janvier 1942 sur le régime fiscal des sociétés et organismes agricoles, n° 3428. — Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant à la révision des actes de concession consentis en vertu de la loi du 27 août 1940 sur la mise en culture des terres abandonnées, n° 3429. — Le 18 février 1948, une proposition de loi relative à l'application des lois du 20 septembre 1941 et du 22 mars 1942 sur l'ouverture des débits de boisson, n° 3430. — Le 25 février 1948, une proposition de loi relative aux réquisitions de véhicules automobiles, n° 3564. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi modifiant l'article 348 bis du Code général des impôts directs, n° 3901. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à commémorer le fait historique du 8 mai 1945, n° 4039. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectifi-



cative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires). Justice, n° 4046. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi relative à la taxation des cessions de véhicules automobiles d'occasion, n° 4382. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant la cession amiable à la société à responsabilité limitée des établissements Jacqueau-Berjonneau de l'usine de Mocdiou, à Nonancourt (Eure) et Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir), n° 4617. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux contribuables de demander sans délai le remboursement des sommes versées en trop au titre de l'acompte provisionnel, n° 5072. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, une proposition de loi modifiant la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 5429. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de dépôt des actions au porteur à la Caisse centrale de dépôts et de virements de titres, n° 5430. — Le 7 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi étendant les dispositions de l'article 18 du décret-loi du 30 octobre 1935 introduisant le monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° 5721. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant à donner des délais aux propriétaires pour le paiement du tiers provisionnel, n° 6347. — Le 12 avril 1949, une lettre rectificative au projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7055. — Le 7 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, n° 7783. — Le 8 juillet 1949, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par

ce statut, n° 7816. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, n° 9116. — Le 8 février 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (réparation des dommages de guerre), n° 9207. — Le 8 février 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (prêts et garanties pour l'exercice 1950), n° 9208. — Le 8 février 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 9209. — Le 8 février 1950, une lettre rectificative n° 1 au projet de loi (n° 8337) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 9215. — Le 28 février 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (année 1950), n° 9372. — Le 14 mars 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (année 1950), n° 9475. — Le 17 mars 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 9521. — Le 17 mars 1950, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre), n° 9522. — Le 28 mars 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 8582) relatif au développement des dépenses d'investissement (prêts et garanties pour l'exercice 1950), n° 9651. — Le 29 mars 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 9657. — Le 30 mars 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° 9682. — Le 4 mai 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative (nos 8735-9682) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° 9858. — Le 9 mai 1950, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au

développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° 9903. — Le 10 mai 1950, une 5<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 9917. — Le 11 mai 1950, une 4<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° 9942. — Le 12 mai 1950, une 6<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 9948. — Le 24 mai 1950, une 7<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10045. — Le 30 mai 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des voies et moyens affectés au financement des dépenses de l'exercice 1950, n° 10091. — Le 31 mai 1950, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 10137. — Le 5 juin 1950, une 8<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10181. — Le 9 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, n° 10240. — Le 20 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950, n° 10359. — Le 20 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, n° 10360. — Le 23 juin 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 10441. — Le 23 juin 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des voies et moyens affectés au financement des dépenses de l'exercice 1950, n° 10442. — Le 23 juin 1950, une 10<sup>e</sup> lettre

rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10443. — Le 24 juillet 1950, un projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et à améliorer la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat, n° 10733. — Le 27 juillet 1950, une 12<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10786. — Le 1<sup>er</sup> août 1950, une 13<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10837. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, n° 11029. — Le 12 décembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8763) relatif à la contribution des patentes et à diverses dispositions concernant les impositions départementales et communales, n° 11584. — Le 15 décembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11045) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et urbanisme), n° 11674. — Le 20 décembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 10942) portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1950 (Services civils et militaires), n° 11718. — Le 22 décembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, Transports et Tourisme) n° 11752. — Le 28 décembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11483) portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, n° 11784. — Le 4 janvier 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande, Travaux publics, Transports et Tourisme). Dispositions concernant le budget de la Marine marchande, 11850. — Le 23 janvier 1951, une

lettre rectificative au projet de loi (n° 11043) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil) (Section II. — Service de Presse), n° 11923. — Le 25 janvier 1951, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, Transports et Tourisme) n° 11956. — Le 26 janvier 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11035) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture et prestations familiales agricoles), n° 11975. — Le 31 janvier 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11042) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice), n° 12009. — Le 31 janvier 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), n° 12010. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11043) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil. — Section I. — Services administratifs), n° 12044. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11041) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur), n° 12049. — Le 7 février 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), n° 12093 (rectifié). — Le 9 février 1951, un projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères, n° 12154. — Le 13 février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande, Travaux publics, Transports et Tourisme. — Section II. — Aviation civile et commerciale), n° 12179. — Le 13 février 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11041) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses

de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur), n° 12187. — Le 14 février 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11042) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice), n° 12190. — Le 15 février 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. Travaux publics, Transports et Tourisme). Section II. — Aviation civile et commerciale, n° 12222. — Le 23 février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11047) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 12336. — Le 20 mars 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 10943) relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, n° 12570. — Le 21 mars 1951, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 8715) tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 12578. — Le 3 avril 1951, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11043) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil), n° 12676. — Le 10 avril 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11775) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, n° 12758. — Le 11 avril 1951, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11775) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, n° 12780. — Le 18 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11046) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et Population), n° 12875. — Le 19 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11048) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Postes, Télégraphes et Téléphones. — Caisse Nationale d'Épargne), n° 12902. — Le 20 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11037) relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale), n° 12923. — Le 21 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11766) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux) n° 12932. — Le 21 avril 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11037) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale), n° 12934. — Le 25 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11036) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), n° 12949. — Le 30 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), n° 13032. — Le 4 mai 1951, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 11048) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Postes, Télégraphes et Téléphones. — Caisse nationale d'Épargne), n° 13072. — Le 5 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 12226) portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, n° 13092. — Le 9 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8845) portant aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer, n° 13142. — Le 11 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11766) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux. — I. Dispositions concernant la réparation des dommages de guerre et la construction), n° 13212. — Le 16 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 12850) relatif à l'exécution du budget de l'exercice 1951 et portant relèvement du plafond des dépenses militaires, n° 13261. — Le 16 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques) (Articles de loi), n° 13280 (rectifié). — Le 17 mai 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale), n° 13295.

### Interventions :

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 23). — Est entendu au cours du débat sur : le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature, Art. 3 : *Son amendement tendant à introduire la réélection* [30 janvier 1947] (p. 91); Art. 5 : *Son amendement visant à reprendre le texte gouvernemental (Designation des membres titulaires et suppléants)* (p. 94); — le projet de loi relatif à diverses dispositions financières, Art. 18 : *Confiscation des biens par décision judiciaire, sa demande de disjonction de l'article 18* [4 février 1947] (p. 161); Art. 22 : *Son amendement tendant à ne punir que les infractions commises de mauvaise foi* (p. 165); Art. 26 : *Son amendement tendant à augmenter le délai accordé aux créanciers chirographaires pour exercer une action contre les patrimoines ou le produit de leur réalisation pour la quote-part des biens dévolus à l'Etat* [6 février 1947] (p. 193, 200); Art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux demandes de suspension de poursuites, de délai d'exécution ou de limitation de mesures conservatoires* [7 février 1947] (p. 244); le retire (ibid); — le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel en vue de majorer les loyers* [26 mars 1947] (p. 1115, 1116, 1118); le retire (p. 1127); — sur le projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande : *Ses observations sur l'urgence* [28 mars 1947] (p. 1239); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ce que la carte d'acheteur ne soit exigée qu'à titre provisoire* (p., 1261); Art 2 : *Son amendement tendant à ce que le retrait de la carte ne soit effectué que pour des motifs légitimes* (p. 1263); Art. 4 : *Son amendement tendant à attribuer des cartes d'acheteurs à tous les professionnels inscrits au registre du*

commerce à la date de la promulgation de la présente loi (p. 1263, 1264). — Intervient dans la discussion : du projet de loi d'amnistie, en qualité de Rapporteur [18 juin 1947] (p. 2182, 2190, 2193); Art. 1<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier la diffamation par la presse (p. 2196); Art. 1<sup>er</sup>, 44<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Guesdon tendant à préciser les infractions amnistiées en matière de contributions indirectes (p. 2197); Art. 1<sup>er</sup>, 46<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. J. Cayeux tendant à ne pas amnistier l'exercice illégal de la médecine (p. 2198); Application de l'amnistie à l'Algérie [21 juin 1947] (p. 2301); Art. 4 : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier tous les faits d'insoumission commis par des militaires (p. 2302); Art. 7 : Amendement de M. Pierre Courant tendant à supprimer cet article relatif à l'amnistie des faillis (p. 2304); Art. 9, 1<sup>er</sup> alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier certains criminels lorsque leur peine est correctionnelle [21 juin 1947] (p. 2305); Art. 9, deuxième alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à remplacer le terme « combattants » par celui de « militaires » (p. 2305); Amendement de M. Dixmier tendant à ajouter les mots « guerre 1914-1919 » à ceux de « guerre 1939-1945 » (p. 2306); 4<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à intercaler les mots « et raciaux » après « déportés et internés politiques » (p. 2306); Art. 9, § 5 : Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à supprimer les partis politiques comme organismes servant de base à la définition du résistant (p. 2308); Art. 9, 7<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. André Mercier tendant à porter le plafond de l'amende à 15.000 francs en faveur des personnes qui, en raison de l'occupation ennemie n'ont pas été en mesure de présenter leur défense régulièrement (p. 2309); Art. 9 : Amendements relatifs aux délits économiques (p. 2309); Amendement de M. Ramarony tendant à amnistier les jeunes résistants criminels (p. 2314); Distinction entre la « grâce amnistiante » accordée après avis du Conseil supérieur de la magistrature et l'amnistie accordée par décret ordinaire (p. 2315); Art. 10 : Amendement de M. Minjoz tendant à faire bénéficier de l'amnistie les titulaires de la médaille de la Reconnaissance (ibid); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à faire bénéficier de l'amnistie les titulaires de la carte du combattant (p. 2316); Art. 11 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à amnistier

toutes les infractions qui n'ont été sanctionnées que par une amende (p. 2318); Art. 14 : Amendement de M. Bocquet tendant à amnistier des infractions à la législation économique commises en faveur de la Résistance [30 juin 1947] (p. 2562); Amendement de M. Mabrut tendant à ce que les demandes puissent être introduites après la clôture de l'information (ibid); Demande de disjonction présentée par M. Pierre Teitgen de l'alinéa 4 relatif à la restitution des amendes et confiscations (p. 2564); Amendement de M. Dreyfus-Schmidt relatif aux bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 6 avril 1946 (p. 2565); Amendements de M. Roisdon tendant à accorder aux délinquants la restitution des amendes et confiscations (p. 2565); Art. 15 : Amendement de M. Viatte tendant à amnistier les infractions économiques sans gravité (2566, 2567); Article additionnel de M. Gau tendant à amnistier les condamnés par les Cours de justice (p. 2567); Art. 19 : Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées en Afrique du Nord pour indignité nationale [7 juillet 1947] (p. 2774, 2777); Amendement de M. Ribeyre tendant à amnistier les anciens combattants condamnés (2778); Amendement de M. Boisdon tendant à éviter toute sanction disciplinaire aux personnes qui ont rendu des services dans la Résistance (p. 2779); Amendement de M. Peytel tendant à amnistier les mineurs condamnés pour collaboration et ayant été l'objet d'une citation dans les Forces de la Libération (p. 2779); Amendement de M. Desjardins tendant à amnistier les condamnés à cinq ans d'indignité nationale ou moins (2780); Amendement de M. Crouzier tendant à ce que l'amnistie s'étende aux sanctions administratives prises en conséquence d'infraction amnistiée (p. 2781); Art. 22 : Observations sur la non restitution à tous les bénéficiaires de l'amnistie des confiscations et amendes fiscales (p. 2781); Art. 25 : Amendement de M. Bentaieb tendant à ce que les Musulmans amnistiés ne subissent pas de confiscation pour profits illicites (p. 2782, 2783); Art. 27 : Amendements de MM. Dreyfus-Schmidt et Bouxom tendant à la réintégration des militaires quand les actes à eux reprochés ont été accomplis pour la Libération (p. 2784); Art. 31 : Amendement de M. Badie tendant à sanctionner les fonctionnaires judiciaires qui n'auraient pas détruit les pièces des dossiers amnistiés (p. 2785); Art. 9-2 :

*Nouvelle rédaction du 7<sup>e</sup> alinéa* (p. 2789, 2790); Art. 932: *Amendements de MM. Lamine Guèye, Martine, Diallo, Valentino tendant à étendre aux Territoires d'outre-mer l'application de la loi* (p. 2793); Art. 9-3: *Nouvelle rédaction de l'article 11 bis* [8 juillet 1947] (p. 2805, 2806); *Amendement de M. Charpin tendant à remplacer les mots « ou d'une de ces deux peines seulement » par « ou d'une amende ne dépassant pas 200.000 francs »* (p. 2806); Art. 15: *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2807); Art. 15 bis: *Amnistie en Algérie* (p. 2809); Art. 15 ter: *Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie* (p. 2810); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3840); Art 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçons* (p. 3841); Art. 11 bis: *Infractions relatives à la législation des prix, du ravitaillement, etc.* (p. 3844); Art. 12 bis: *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 3845); Art. 14: *Modification de forme* (p. 3846); Art. 15: *Amendes prononcées par les comités de confiscation des profits illicites* (p. 3846); Art. 15 bis: *Amnistie pour les Musulmans d'Afrique du Nord* (p. 3847); Art. 19: *Non application de la loi aux délits de collaboration* (p. 3848). — Est entendu au cours du débat: sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Cour de Cassation, Art. 11: *Son amendement relatif à la tenue du fichier* [30 juin 1947] (p. 2552); *le retire* (ibid); Art. 19: *Son amendement tendant à imposer au demandeur l'obligation de faire connaître au greffe la date de signification des mémoires* (p. 2552, 2553); Art. 20: *Son amendement relatif au procès verbal constatant la non-production du mémoire* (p. 2554); Art. 22: *Son amendement relatif au dépôt du mémoire en défense* (ibid); Art. 23: *Son amendement relatif au délai du dépôt du rapport du Conseiller rapporteur* (p. 2554); Art. 26: *Son amendement concernant l'inscription d'office de l'affaire* (p. 2554); Art. 38: *Son amendement tendant à contraindre le greffier à signifier le mémoire du demandeur dans un délai de quinze jours* (p. 2555); Art. 39: *Son amendement tendant à abréger les délais de procédure pour porter l'affaire à l'audience* (p. 2556); *Son alinéa additionnel tendant à ce que le pourvoi comporte l'énoncé des moyens de droit invoqués* (p. 2557); Art. 41: *Sa disposi-*

*tion additionnelle tendant à fixer un délai à l'Assemblée plénière pour statuer* (p. 2557); Art. 42: *Son amendement relatif à la compétence de la Cour de Cassation en matière de règlement des juges* (p. 2558), *le retire* (ibid); Art. 54: *Son amendement tendant à ne pas prévoir le cas de guerre maritime* (p. 2558); *le retire* (p. 2559); Art. 55: *Son amendement concernant la résidence du défendeur* (p. 2559); *le retire* (ibid); Art. 66: *Son amendement tendant à faire courrir le délai de pourvoi du 15 août au lieu du 1<sup>er</sup> octobre* (p. 2560); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de M. Albert Schmitt relative à la grâce amnistiante dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, en qualité de Rapporteur [30 juin 1947] (p. 2564); *Demande de discussion d'urgence* [8 juillet 1947] (p. 2812); *Discussion générale* (ibid); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [2 juillet 1947] (p. 2625, 2626, 2627, 2628); — sur le projet de loi concernant le plan de congélation de la viande; Art. 3: *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Triboulet tendant à faire contrôler le stockage et la congélation par un organisme professionnel* [8 juillet 1947] (p. 2828); Art. 4: *Son amendement tendant à prévoir les achats prioritaires* (p. 2830); Art. 6 nouveau: *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraisons de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3527, 3528). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires: *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3487, 3488); Art. 1<sup>er</sup>: *Son contre projet concernant les loyers des localités de plus de 4.000 habitants* [28 juillet 1947] (p. 3628); *le retire* (ibid); *son second contre projet tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* (p. 3628, 3629, 3630); *Date de la suite de la discussion* (p. 3633); — sa proposition de loi fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers: *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [29 juillet 1947] (p. 3640, 3641, 3646); Art. 1<sup>er</sup>: *Substitution de la date du 1<sup>er</sup> janvier 1948 à celle du 1<sup>er</sup> août 1947* (p. 3649); *Amendement de M. Valentino concernant les sous-locataires de bonne foi* (p. 3650); Art. 2: *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise sur les locataires étrangers* (p. 3650); *Amendement de M. Guy Petit concernant les locations saisonnières en stations balnéaires ou climatiques*

(p. 3651); Art. 3 : Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 3, 4, 5, 6, 7 (p. 3652); Sa modification précisant le premier alinéa (p. 3653); Amendement de M. Delachenal concernant le droit de reprise par les conjoints des descendants (p. 3653); Amendement de M. de Moro-Giafferri concernant les locaux à usage professionnel (p. 3653); Art. 3 : Amendement de M. Minjot concernant les conditions du droit de reprise (p. 3654); Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise (p. 3654, 3655); Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires en retraite (p. 3655, 3656); Art. 4 : Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article (p. 3657); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à réduire les majorations de 60 0/0 et 30 0/0 à 45 0/0 et 25 0/0 (p. 3657); Amendement de M. Yvon tendant à ne pas appliquer l'article aux immeubles sinistrés reconstruits (p. 3665); Amendement de M. Ramarony tendant à faire payer aux locataires les charges, prestations ou fournitures pour l'entretien de l'immeuble (p. 3666); Art. 5 : Amendement de M. Courant tendant à ne pas accorder le bénéfice des dispositions de l'article aux locataires qui sous-louent (p. 3667); Art. 6 : Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 3668); Amendement de M. Citerne tendant à modifier les troisième et quatrième alinéas et à supprimer le cinquième (p. 3668); Amendement de M. Citerne tendant à modifier le cinquième alinéa (p. 3669); Amendement de M. Amiot tendant à modifier le onzième alinéa (p. 3669, 3670); Art. 7 : Amendement de M. Mondon tendant à préciser le fonctionnement des Commissions des loyers (p. 3671). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail, en qualité de Rapporteur : Son exposé du projet de loi [29 novembre 1947] (p. 5305); Ses observations sur les piquets de grève (p. 5311); Discussion générale (p. 5329); Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations : Sur l'entrée en vigueur de la loi (p. 5384); Sur la date de sa promulgation (p. 5386); Amendement de M. de Chambrin tendant à sauvegarder le droit de grève (p. 5394); Art. 2 : Amendement de M. Llante tendant à substituer à cet article l'article 414 du Code pénal (p. 5419); Amendement de M. Mabrut concernant la propagation des fausses nouvelles (p. 5419, 5420); Amendement de M. Citerne concernant la répression des violences (p. 5420);

Amendement de M. Cot visant la cessation concertée du travail (p. 5422); Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie, tendant à sanctionner les atteintes au droit de grève [3 décembre 1947] (p. 5456); Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article (p. 5458, 5459); Sous-amendement de M. Cot tendant à modifier la définition du sabotage (p. 5463); Sous-amendement de M. Bacon tendant à supprimer dans le premier alinéa la définition du sabotage (p. 5464); Nouveau texte de l'article présenté par la Commission (p. 5468); Amendement de M. Diori tendant à ne pas appliquer la loi dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 5476); Rectification matérielle du texte (p. 5486); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 7 : Son amendement tendant à inclure un article nouveau relatif à une redevance sur l'extraction du chlorure de sodium [11 décembre 1947] (p. 5612); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 1<sup>er</sup> : Son contre-projet tendant à calculer en points la valeur relative des loyers et à fixer de nouveaux barèmes de loyers [18 décembre 1947] (p. 5866, 5867, 5868); le retire (p. 5868); — du projet de loi tendant à instituer un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : Amendement de M. Mondon tendant à distinguer les redevables n'ayant rien investi dans leurs professions [22 décembre 1947] (p. 6141, 6142); Art. 7 bis : Réduction de 10 0/0 sur les dépenses de l'Etat (p. 6151); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales, en nouvelle délibération; Art. 5 : Son amendement de forme [29 décembre 1947] (p. 6433, 6434); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : Son contre-projet [3 février 1948] (p. 345); le retire (ibid.); Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'intervention préfectorale pour l'extension de la loi (p. 352); Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 353); Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 354, 355); Proposition de M. de Moro-Giafferri de réserver l'article (p. 355); Art. 2 bis : Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles postérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 1939 [10 février 1948] (p. 564); Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 567); Art. 52 bis : Son amendement tendant à ne pas

*interdire la transformation des locaux d'habitation en locaux professionnels* [16 mars 1948] (p. 1712, 1713); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* (p. 1717); *Son amendement tendant à supprimer l'article* [4 juin 1948] (p. 3218); le retire (ibid.); Art. 25 : *Amendements de MM. Claudius Petit, Ramarony et Minjoz relatifs aux délais d'application de la hausse des loyers* [17 juin 1948] (p. 3648, 3649); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi que lorsque l'augmentation n'est pas justifiée par une hausse du prix de revient* [18 février 1948] (p. 858, 859, 860, 861); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Déclaration obligatoire par les dépositaires et vendeurs* [19 février 1948] (p. 879); Art. 3 : *Son amendement relatif aux poursuites en cas d'infractions à la loi et aux transactions possibles* (p. 884, [887]); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Définition de pratique de prix illicites pour les produits majorés depuis le 15 janvier 1948* [24 février 1948] (p. 1017); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1019, 1020, 1021); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1948] (p. 1557, 1558); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 bis : *Demande de disjonction de l'article* [23 avril 1948] (p. 2228, 2229); Art. 14 : *Son amendement tendant à déduire des revenus imposables de l'année suivante l'impôt sur le revenu* (p. 2232); — du projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire de la Société une société d'économie mixte* [29 avril 1948] (p. 2333, 2334); le retire (p. 2334); *Amendement de M. Bouret tendant à faire de la Compagnie une société anonyme* (p. 2335); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir la participation des capitaux privés* (p. 2340, 2341); Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2343); Art. 7 : *Son amendement relatif au contrôle financier par l'Etat* (p. 2346); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux attributions du conseil d'administration et du directeur* (p. 2347); Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2358, 2359, 2360); *Amen-*

*dement de M. Bouret relatif à la composition de ce conseil* (p. 2361); Art. 9 : *Son amendement relatif au cahier des charges* (p. 2363, 2364); *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Benoist relatif aux cahiers des charges* (p. 2365); Art. 10 : *Son amendement relatif aux rapports établis par les commissaires* (p. 2366); le retire (ibid.); Art. 11 : *Son amendement relatif aux subventions de l'Etat et des collectivités locales* (p. 2367); Art. 13 : *Son amendement concernant le statut du personnel de la Compagnie* (p. 2373); le retire (ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à soumettre le programme d'achat et de créations de lignes au Ministre des Transports* (p. 2373); *Son amendement tendant à insérer un article exonérant les actes et conventions annexes à la loi, de tous droits* (p. 2374); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.); le retire (ibid.); *Amendement de M. Bouret tendant à faire participer le personnel aux bénéficiaires* (p. 2375); Art. 18 : *Son amendement relatif à la Commission fixant le prix de rachat des actions* (p. 2377); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2380); — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 4 : *Son amendement tendant à céder 30 0/0 des actions à des sociétés publiques ou privées* [4 mai 1948] (p. 2512, 2513); Art. 19 : *Calcul du prix de rachat des actions* (p. 2520); — de la proposition de loi tendant à faire du huit mai un jour férié : *Demande de discussion d'urgence* [30 avril 1948] (p. 2433). — Est élu *Vice-Président de la Haute Cour de Justice* [4 mai 1948] (p. 2501); — Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer toutes sanctions administratives* [28 juillet 1948] (p. 4991); le retire (ibid.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 511 : *Hygiène et prophylaxie mentales* [29 juillet 1948] (p. 5067); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5531); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6619, 6620, 6621); Art. 7 : *Son amendement tendant à diminuer le*



taux des droits sur les alcools (p. 6677); Son amendement tendant à réduire le taux des droits sur les vins de liqueur (p. 6680); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects [23 décembre 1948] (p. 7903, 7904); Art. 12 : Amendement de MM. Nisse, Crouzier et Schmitt tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables (p. 7921); Amendement de M. Ribeyre tendant à permettre de mobiliser auprès du Crédit national les titres s'ils n'ont pas été cédés (p. 7922); Art. 13 bis : Amendement de M. Louvel tendant à affecter 4 milliards d'économies faites sur les entreprises nationales au fonds d'équipement (p. 7925); — de la proposition de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, en qualité de Rapporteur pour avis [30 décembre 1948] (p. 8152, 8153). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Finances (1<sup>er</sup> Cabinet Queuille) [13 février 1949] (J. O. du 14 février 1949, p. 1674).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Valentino relative au traitement des fonctionnaires des anciens cadres locaux des nouveaux départements d'outre-mer [18 février 1949] (p. 697); — de M. Wagner relative à la catégorie d'imposables dans laquelle sont classés les établissements financiers qui n'ont pas le droit de faire toutes les opérations bancaires [18 février 1949] (p. 697). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 8 : Ouverture d'un crédit de 325 millions [18 février 1948] (p. 699, 700); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : Discussion générale [2 mars 1949] (p. 1119, 1123, 1131); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Louvel tendant à prévoir un crédit de 18 milliards pour les travaux d'Electricité de France et Gaz de France (p. 1140); Amendement de M. Apithy tendant à prévoir 20 milliards pour les territoires d'outre-mer (p. 1141, 1142); Amendement de M. Michel tendant à fixer un délai pour le dépôt du plan de modernisation et d'équipement (p. 1142); Amendement de M. Paumier tendant à prévoir, outre les prêts, des avances (p. 1147); Art. 4 : Absence d'un auteur d'amendement [9 mars 1949] (p. 1403); Art. 10 quater : Amendement

de M. Poumadère relatif au mode de financement des travaux d'équipement rural (p. 1406, 1407); Ses observations sur l'équipement rural (p. 1408, 1409, 1410); Article additionnel : Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires (p. 1415, 1416, 1417, 1418); Sous-amendement de M. Hamon tendant à fixer à 85 0/0 du total des dépenses de constructions scolaires, la subvention de l'Etat (p. 1419); Amendement de Mlle Dienesch tendant à accorder au Centre de la recherche scientifique une subvention de 5 milliards (p. 1421); Art. 2 : Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour les dommages immobiliers (p. 1427); Amendement de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter à 15 milliards les crédits pour les dommages mobiliers (p. 1424, 1425, 1426); Amendement de M. Lenormand tendant à dépasser le plafond de 270 milliards fixé par la loi des maxima (p. 1442); Art. 3 : Amendement de M. Deixonne relatif à l'affectation de l'excédent des ressources aux constructions scolaires (p. 1443, 1444); Amendement de M. Dagain tendant à faire admettre les titres de l'emprunt obligatoire en souscription aux emprunts de reconstructions (p. 1444, 1445); Art. 3 ter : Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide (p. 1449); Amendement de M. Halbout tendant à excepter du paiement par titres, les sociétés et associations culturelles et hospitalières (p. 1452); Art. 3 quater : Avances du Crédit national (p. 1452); Article additionnel : Amendement de M. Pourtalet tendant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Breil—Tende (p. 1454); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A : Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République affectant 2.500 millions à l'industrie de l'azote [8 avril 1949] (p. 2267); Art. 1<sup>er</sup> bis : Demande de disjonction présentée par le Gouvernement (p. 2268, 2269); Art. 1<sup>er</sup> ter : Demande de disjonction, présentée par la Commission, de l'article prévoyant l'émission de 20 milliards de bons de consommation par Electricité de France (p. 2269, 2270); Art. 3 ter : Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles (p. 2273). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (Suite des débats sur les

*investissements*) [8 mars 1949] (p. 1340), — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [8 mars 1949] (p. 1349); Art. 24 : *Amendement de M. Grenier tendant à ne pas limiter le texte aux entreprises nationales existantes* (p. 1356); Art. 29 bis A : *Amendements de MM. Gabelle, Albert Petit et René Schmitt, tendant à subventionner les offices d'habitation à bon marché* (p. 1360); Art. 37 septième : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain, tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1364). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi concernant les rentiers voyageurs en seconde lecture* [9 mars 1949] (p. 1456). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1492); Art. 2 : *Financement de l'allocation par avances du Trésor* (p. 1493); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des finances : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2479); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur l'utilisation des 100 milliards de l'emprunt et le déficit dû à la S. N. C. F. et à la guerre d'Indochine)* [23 mai 1949] (p. 2834, 2835, 2836); *Ses observations sur le rapport Pellenc* [24 mai 1949] (p. 2857, 2858); Art. 8 : (*Institution d'un double secteur pour l'essence*) *Amendement de M. Yvon tendant à fixer à 175 millions de litres, au moins, le contingent d'essence attribué au prioritaire* [25 mai 1949] (p. 2897); *Amendement de M. Livry-Level tendant à maintenir l'attribution d'essence aux prioritaires au niveau des mois précédents* (p. 2899); *Amendement de M. Couston tendant à rétablir la liberté pour les gas oils* (p. 2899, 2900); *Amendement de M. Theetten tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 2901); *Amendement de M. Ruffe tendant à ne pas diminuer le contingent attribué aux agriculteurs* (p. 2902); *Amendement de M. Guiguen tendant à fixer le contingent attribué à la flotte de pêche* (p. 2902, 2903); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* [31 mai 1949] (p. 2969); Art. 2 : *16 mil-*

*liards 700 millions d'économies à réaliser sur le budget des dépenses civiles* (p. 2970, 2971, 2972, 2973); *Amendement de M. Abelin tendant à prévoir 20 milliards d'économies et le blocage de 20 0/0 des crédits de matériel* (p. 2976, 2977); *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer les économies sur le budget de la reconstruction* (p. 2978); *Amendement de M. Pleven tendant à ne pas réduire les crédits pour l'équipement rural* (p. 2979); *Amendement de M. Garaudy tendant à ne pas réduire les crédits de l'éducation nationale* (p. 2980); *Amendement de M. Condray tendant à créer des commissions de contribuables pour étudier les économies à réaliser* (p. 2981, 2982); *Amendement de M. de Tinguy tendant à établir un budget spécial du service des alcools* (p. 2985, 2986); Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards d'économies sur le budget des dépenses militaires* (p. 2988, 2989); Art. 12 : *Amendement de M. Tournaud tendant à soumettre les prévisions pour renouvellement de stock à la taxe additionnelle de 16 0/0* [2 juin 1949] (p. 3055); Art. 13 : *Amendement de M. Tournaud tendant à maintenir la taxe additionnelle sur les incorporations au capital des réserves de réévaluation* (p. 3055, 3056); *Amendement de M. Montel tendant à étendre l'article aux actes de fusion des sociétés* (p. 3056); Art. 14 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire les taux des taxes sur les alcools* (p. 3057, 3058); *Sa demande de disjonction de cet amendement* (ibid.); *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et les droits sur les alcools* (p. 3059, 3060, 3061, 3062); Art. 23 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reprendre l'article en supprimant la diminution d'impôt pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires en 1949* (p. 3067); Art. 26 : *Amendement de M. Pleven tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers* (p. 3068, 3069); *Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à inclure tous les établissements saisonniers* (p. 3070); Art. 30 : *Amendement de Mme Galicier tendant à supprimer l'article tendant à développer la productivité des entreprises* (p. 3074, 3075); Art. 31 : *Amendement de M. Siefridt tendant à n'appliquer l'interruption de la prescription pour les déclarations de l'impôt de solidarité, qu'aux biens qui sont l'objet de litiges* (p. 3076); *Amendement de M. Halbout tendant à n'interrompre cette prescription que pour les différences d'ap-*

précision de plus de 500.000 francs entre l'administration et l'intéressé (p. 3076, 3077); Art. 32 : Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article (p. 3077, 3078); Art. 33 : Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article diminuant la taxe spéciale sur les avoirs à l'étranger (p. 3078); Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les forfaits pour 1949 au niveau de ceux de 1948 [3 juin 1949] (p. 3109, 3110); Art. 34 : Amendement de M. Plevin tendant à admettre les titres de l'emprunt exceptionnel aux emprunts des collectivités locales (p. 3111); Sous-amendement de M. Paumier tendant à prévoir un arrêté du Ministère de l'Agriculture (p. 3111); Art. 35 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre l'article 35 admettant les titres de l'emprunt exceptionnel pour les augmentations de capital des collectivités privées finançant l'équipement rural (p. 3112); Art. 36 : Amendement de M. Louvel tendant à ne prolonger que de trois mois le délai pour scinder le Gaz et l'Electricité de France (p. 3113, 3114, 3115); Sous-amendement de M. Halbout tendant à prévoir l'expropriation des terrains où sont bâtis les constructions provisoires du Ministère de la Reconstruction (p. 3116); Art. 2 : Amendement de M. de Tinguy tendant à insérer deux articles créant un budget annexe du service des alcools en 1950 (p. 3117, 3118); Art. 14 : Sa demande de renvoi à la Commission (p. 3118); Amendement de M. Livry-Level tendant à diminuer les droits sur les alcools de parfumerie (p. 3133); Amendement de M. Paumier tendant à ne pas augmenter les droits en cours d'année (p. 3133); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*Régime de vente de l'essence*) : Discussion générale [2 juin 1949] (p. 3051, 3052); Dispositions générales; Art. 18 bis : Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte accordant des délais supplémentaires pour le paiement des impôts dus [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4058, 4059); Art. 23 bis : Amendement de M. Bardoux tendant à reprendre l'article du Conseil de la République facilitant l'exportation des produits français (p. 4060); Art. 25 bis : Amendement de M. Bardoux tendant à reprendre l'article du Conseil de la République détaxant les produits français exportés (p. 4060); Art. 26 bis : Etablissement de patentes saisonnières (p. 4060); Art. 31 : Amendement de M. Gabelle tendant à mettre un terme au redressement de déclarations pour l'impôt de solida-

rité par l'administration (p. 4062); Art. 32 bis : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre l'article du Conseil de la République amnistiant les infractions à la législation des prix (p. 4063); Art. 33 : Amendement de M. Monteil tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de la C. C. D. V. T. (p. 4064, 4065); Art. 34 bis : Admission des titres de l'emprunt obligatoire aux emprunts des collectivités locales pour l'équipement rural (p. 4066); — d'une proposition de loi relative à la revision du montant des patentes en 1949; Article unique : Contre-projet de M. Auguet tendant à retenir pour base de calcul la valeur locative fixée en 1948 [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4005, 4006, 4007); Contre-projet de M. Guy Petit tendant à dégrever les contribuables ayant subi des majorations de patente en 1949 (p. 4011); Contre-projet de M. E. Rigal tendant à tenir compte pour le calcul de la patente de la valeur locative en 1948 (p. 4012, 4013); Amendement de M. Rollin tendant à prévoir un abattement de 40 0/0 sur la contribution des patentes (p. 4013, 4014); Amendement de M. Chaze tendant à accorder des abattements de façon à ramener les recettes au niveau des prévisions des collectivités locales (p. 4015); Amendement de M. Plevin tendant à rendre les Conseils généraux seuls qualifiés pour se prononcer sur les abattements (p. 4017); Amendement de M. Auguet tendant à ne pas tenir compte de l'équilibre du budget départemental (p. 4018); Amendement de M. Courant tendant à prévoir des réductions spéciales pour les communes sinistrées (p. 4019); Amendement de M. Mauroux tendant à interdire aux contribuables de réclamer si l'abattement atteint 80 0/0 de la majoration effectuée en 1949 (p. 4019, 4020); Article additionnel : Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale (p. 4027); Amendement de M. Hughes tendant à retarder la date d'exigibilité de la contribution sur les patentes (p. 4028, 4029); Amendement de M. Guy Petit tendant à harmoniser le taux des abattements que voteront les assemblées locales (p. 4029, 4030); — du projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de bourse : Discussion générale [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4032); — d'une proposition de résolution relative aux attributions de farine panifiable : Urgence du débat [31 mai 1949] (p. 2948); Discussion générale (p. 2950). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour (*Débat sur le statut de*

*la Cochinchine* [2 juin 1949] (p. 3072); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat financier*) [2 juin 1949] (p. 3079); — sur les interventions de l'ordre du jour (*Suite du débat financier*) [3 juin 1949] (p. 3130). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Peyrat tendant à maintenir l'usine de la S.N.C.A.C. située à Châteauroux* [28 juin 1949] (p. 3854); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4141, 4145, 4147, 4148); Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, AGRICULTURE; Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* (p. 4151); Chap. 9159 : *Mise en valeur des Landes* (p. 4152); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE; Chap. 9029 : *Amendement de M. Dutard tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la cité sanitaire de Clairvivre* (p. 4153); EDUCATION NATIONALE; Chap. 9379 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux constructions scolaires du second degré* (p. 4162, 4163); FINANCES; Chap. 8009 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction des services financiers* [5 juillet 1949] (p. 4187); Chap. 9009 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction d'immeubles* (ibid.); Chap. 9019 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'équipement technique* (p. 4187); Chap. 9029 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la participation de l'Etat aux augmentations de capital des sociétés nationales* (p. 4187, 4188); INTÉRIEUR; Chap. 9039 : *Amendement de M. Ginestet tendant à augmenter de 200 millions la subvention aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* (p. 4188, 4189); MARINE MARCHANDE; Chap. 8029 : *Matériel des sociétés de sauvetage* (p. 4203); Chap. 8049 : *Amendement de M. Yvon tendant à rétablir les crédits demandés pour la reconstruction d'immeubles de la marine marchande* (p. 4204); PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 9089 : *Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4204, 4206); *Suite du débat* (p. 4213); FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 900 : *Subventions au F.I.D.E.S.* [6 juillet 1949] (p. 4295); Art. 10 : *Amendement de M. Goudoux tendant à ne pas accorder au Gouverne-*

*ment l'autorisation de vendre les titres appartenant à l'Etat* (p. 4301, 4302); *Amendement de M. Michel tendant à ne pas accorder au Gouvernement l'autorisation de vendre les titres des sociétés où l'Etat est majoritaire* (p. 4302); *Amendement analogue de M. Michel* (p. 4303); Art. 12 : *Sa demande de rétablissement de l'article disjoint* (p. 4303); — d'une proposition de résolution relative aux attributions d'essence aux chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4259); — d'une proposition de résolution exemptant de taxe certains chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4260); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux commerciaux : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4261); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 4261, 4262); — d'une proposition de loi relative aux loyers des locaux d'habitation et professionnels : *Urgence*; *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [6 juillet 1949] (p. 4263, 4264); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4320, 4321); *Application de l'article 16 de la loi des maxima* (p. 4322); *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4762); Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à exonérer de droits de douane les appareils à l'usage des aveugles* (p. 4767); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima à l'article prévoyant la gratuité des transports pour les invalides titulaires de la carte* (p. 4768, 4769); Art. 10 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à fournir les moyens du financement de ce projet* (p. 4770); — d'une proposition de loi relative à la sécurité sociale dans les mines : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4323); *Sa demande de suspension de séance* (p. 4323, 4324); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4360, 4361, 4362); Art. 3 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à confisquer les profits de change faits par les sociétés grâce à l'achat à terme de devises étrangères* (p. 4366); Art. 4 : *Amendement de M. Marcel David tendant à porter à 900 millions les prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour acquisition de moyens de transport* (p. 4369, 4370); Art. 34 : *Emission de pièces de 5 francs* (p. 4377); Art. 38<sup>ter</sup> : *Amendement de M. Baylet tendant à prévoir un décret réglementant les modalités de la suppression de la C. C. D. V. T.* (p. 4379); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes via-

gères; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Bourbon tendant à majorer les rentes souscrites avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948 [12 juillet 1949] (p. 4661); Art. 2 : Amendement de M. Denais tendant à n'accorder la majoration de rente qu'aux rentiers de plus de 55 ans de nationalité française et ne payant pas l'impôt sur le revenu (p. 4662); Amendement de M. Médecin tendant à ne majorer que les rentes supérieures à 500 francs (p. 4663); Art. 4 : Amendement de M. Denais tendant à prévoir un crédit de 500 millions pour couvrir ces majorations (p. 4664); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Discussion générale [20 juillet 1949] (p. 4858, 4859); Art. A : Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 4868, 4869); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Mazier tendant à supprimer l'impôt sur la culture des pommes de terre de semence (p. 4871); Amendement de M. Paumier tendant à exonérer d'impôt les jeunes cultivateurs pendant les cinq premières années de leur installation (p. 4873); Amendement de M. Godin tendant à ne pas porter les impôts sur les bénéficiaires agricoles à plus du triple de ceux de l'année précédente (p. 4875); Amendement de M. Rochet tendant à limiter le montant global des impôts pesant sur l'agriculture en 1949 (p. 4875, 4876, 4878); Art. 2 bis : Amendement de M. Mauroux tendant à ne pas appliquer la décote aux agriculteurs au-dessus du chiffre de 27.000 francs d'impôts (p. 4882); Amendement de M. Tournaud tendant à exonérer les vieux cultivateurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 fr. (p. 4883); Amendement de M. Charpentier tendant à augmenter l'abattement pour les femmes veuves ou célibataires chefs d'exploitation (p. 4884); Sous-amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à préciser les « nouveaux exploitants » et « pour leur première installation » (p. 4884); Amendement de M. Charpentier relatif aux exploitants agricoles sinistrés (p. 4885); Amendement de M. Thiriet relatif aux agriculteurs ayant contracté un emprunt auprès d'une caisse de crédit agricole (p. 4886); Amendement de M. Charpentier tendant à frapper d'une surtaxe les exploitants ayant un revenu cadastral supérieur à 2.500 francs (p. 4887); Nouvelle rédaction de l'article (ibid); Art. 7 : Amendement de M. Lalle tendant à supprimer toute discrimination relative au revenu cadastral supérieure à 2.000 francs (p. 4887); Art. 7 bis :

Amendement de M. Baurens tendant à prévoir que les décisions des commissions départementales seront prises à la majorité des deux tiers (p. 4888); Art. 8 : Amendement de M. Rochet relatif au partage de l'impôt entre bailleur et métayer (p. 4889); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 4889); la retire (p. 4890); Art. 9 : Amendement de M. Baurens tendant à prévoir l'audition de l'ingénieur directeur des services agricoles départementaux (p. 4890); Art. 10 quater : Sa demande de ne pas adopter l'article relatif à la surtaxe progressive (p. 4890); Art. 10 quater : Sous-amendement de M. Valay tendant à spécifier « présentement » (p. 4893); Amendement de M. Hugues tendant à soumettre les coopératives aux impôts indirects (p. 4893, 4894); Art. 10 sexies : Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article 234 du décret portant réforme fiscale [21 juillet 1949] (p. 4961); Amendement de M. Valay tendant à modifier cet article relatif aux coopératives agricoles (p. 4933); Sous-amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à inclure les coopératives d'achat (p. 4964); Amendement de M. Charpentier tendant à placer les petits exploitants groupés, dans les mêmes conditions qu'un gros exploitant (p. 4965); Art. 11 : Amendement de M. Charpentier tendant à faire signer par le Ministre de l'Agriculture l'arrêté appliquant la loi outre-mer (p. 4968); Art. A : Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties (p. 4970, 4971); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants (p. 4974, 4975, 4976); Amendement de M. Pouyet relatif aux exploitants agricoles sinistrés (p. 4978); Amendement de M. Mauroux tendant à confronter les décisions de commissions départementales voisines pour unifier les estimations forfaitaires (p. 4979); Art. 2 : Sous-amendement de M. de Sesmaisons tendant à défalquer du bénéfice le montant des améliorations pour réparations (p. 4979); Art. 4 : Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à exonérer les bois pendant les trente premières années de l'exploitation (p. 4979); Art. 10 bis : Amendement de M. E. Rigal tendant à accélérer le recouvrement des rôles de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles (p. 4981); Article additionnel : Amendement de M. Hugues tendant à fixer les modalités de perception de l'impôt (p. 4983,

4984); Art. 42 : *Revision du taux et du recouvrement de la taxe locale* [23 juillet 1949] (p. 5114); *Sous-amendement de M. Pleven tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles* (p. 5115); *Amendement de M. Hugues tendant à définir les entreprises intégrées* (p. 5117, 5118); *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* (p. 5119); *Amendement de M. Cristofol relatif à l'exonération de la taxe locale accordée aux chantiers de constructions navales* (p. 5120); *Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5121, 5122); *Amendement de M. Delachenal relatif à la répartition de la taxe locale entre les différentes communes intéressées* (p. 5123); *Amendement de M. Temple relatif à la répartition de la taxe locale entre les diverses communes intéressées* (p. 5123, 5124); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124, 5125); *Motion de M. Hugues tendant à ajourner le débat* [24 juillet 1949] (p. 5141); *Amendement de M. Simonnet tendant à supprimer le mot « établissement »* (p. 5142); *Ses observations sur l'article relatif à la répartition des taxes locales* (p. 5142, 5143); *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer le mot « ordinaire »* (*Observations de M. Simonnet sur la mise en application du texte*) (p. 5144); *Amendement de M. Césaire tendant à exonérer de la taxe locale les ventes de bananes en gros* (p. 5149); *Amendement de M. Cristofol tendant à appliquer la taxe locale aux chantiers navals* (p. 5151); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à appliquer l'article à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 5151, 5152); *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas appliquer la taxe locale dans les départements d'outre-mer* (p. 5152); Art. 42 bis : *Amendement de M. Pierre Meunier relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5154, 5155); Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5157, 5158); Art 43 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article 42 supprimant la taxe locale au 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 5159); Art. 44 bis : *Répartition du produit de la taxe locale* (p. 5162); *Demande de modification du titre de la loi présentée par M. Barangé* (p. 5162); Art. 13 B : *Amendement de M. Delachenal tendant à assimiler aux fonds de commerce les charges, offices et cessions de*

*clientèle* (p. 5166); *Taxe sur les plus-values provenant de la cession d'éléments d'actif immobilisés* (p. 5167); Art. 13 C : *Amendement de Mme Schell tendant à supprimer l'article* (p. 5168); Art. 13 E : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à modifier le taux de l'impôt sur les bénéfices des artisans et des professions non commerciales* (p. 5181); *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le taux de la taxe proportionnelle sur les bénéfices et son mode de calcul* (ibid.); *Amendement de M. Garcia tendant à réduire le taux pour les traitements, salaires, pensions et bénéfices des artisans* (p. 5182); *Amendement de M. Delahoutre tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* (p. 5182); *Amendement analogue de M. Dusseaulx* (p. 5182, 5183); Art. 13 E : *Amendement de M. Tourtaud tendant à appliquer l'article 23 du Code des impôts directs aux maîtres artisans* (p. 5183); Art. 13 G : *Amendement de M. Garcia tendant à élargir la définition des personnes à charge* (p. 5183); *Amendement de M. Mauroux tendant à accorder aux établissements de bienfaisance les réductions pour charges de famille* (p. 5184); Art. 13 H : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à étaler les tranches de l'impôt sur le revenu* (p. 5185, 5186); *Amendement de M. Delahoutre tendant à assimiler les ascendants aux enfants à charge dans certaines conditions* (p. 5186); *Application de cet article à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950* (ibid.); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950 »* (p. 5186); *Amendement de M. Garcia tendant à diminuer le taux des impôts sur les bénéfices des artisans* (p. 5186, 5187); Art. 17 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à maintenir comme dettes sociales les impositions comprises dans les rôles au nom des gérants* (p. 5187); Art. 26 G : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5188); Art. 26 H : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5189); Art. 28 B : *Ses observations sur l'article relatif à l'estimation des biens pour le droit de succession* (p. 5189); Art. 29 : *Réévaluation des insuffisances de déclaration pour droits de succession* (p. 5190, 5191, 5192, 5193, 5194); Art. 31 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à abroger l'article 212 du décret portant réforme fiscale* (p. 5194, 5195); Art. 31 D : *Sa demande de disjonction* (p. 5195); Art. 39 A : *Amendement de M. Delahoutre relatif à la notification par lettre recommandée des commandements par huissier* (p. 5196); Art. 39 E :

*Amendement de M. Auguet tendant à modifier le mode de calcul de la patente* (p. 5198); *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 5198); Art. 39 F : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 5198); *Nouveau texte de la Commission* [25 juillet 1949] (p. 5206); Art. 26 G : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les droits de succession pour les ayants droit en ligne directe et atteints d'infirmités* (p. 5207); *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire le taux de l'impôt sur les successions pour les familles de plus de trois enfants* (p. 5208); *Amendement de M. Rochet tendant à exonérer partiellement les enfants reprenant l'exploitation agricole familiale* (p. 5209); Art. 31 : *Enregistrement des actes sous seing privé portant cession de parts d'intérêts* (p. 5210); *Amendement de M. Rigal relatif au délai d'établissement des formules pour l'enregistrement de ces actes* (p. 5211); Art. 39 A : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 5212); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation appliquée au contribuable qui dénonce son forfait pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* [30 juillet 1949] (p. 5637); Art. 10 bis : *Modification de forme* (p. 5637, 5638); *Explications de vote sur l'ensemble du projet en matière de bénéfices agricoles et revenu foncier* (p. 5639); Art. 4 : *Amendements de MM. Guillon et Cristofol tendant à soumettre les chantiers navals au paiement de la taxe locale* (p. 5642); Art. 5 : *Application de la taxe locale dans les départements d'outre-mer* (p. 5643); Art. 7 : *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République rétablissant la taxe locale en 1950* (p. 5643); Art. 5 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au calcul de la surtaxe sur le revenu* (p. 5645); Art. 12 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de conciliation pour l'évaluation du montant des successions* (p. 5647); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi portant aménagements d'ordre fiscal* (p. 5650); Art. 4 : *Amendement de M. de Tinguy relatif à la répartition du produit de la taxe locale prélevée sur une entreprise de travaux publics entre plusieurs communes intéressées* (p. 5652); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art.

1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tâches de répartition des conseils agricoles départementaux* [28 juillet 1949] (p. 5401, 5402); Etat B, AGRICULTURE, Chap. 351 : *Entretien des ouvrages édifiés pour la construction des terrains de montagne* (p. 5410); Chap. 5222 : *Subventions aux travaux d'équipement rural* (p. 5410); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Barangé relatif au décompte du temps de travail par année de service sans majoration pour heures supplémentaires* [30 juillet 1949] (p. 5616); Art. 26 : *Amendement de M. Barangé tendant à ne pas accorder aux ouvriers employés par l'Etat des avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires* (p. 5617); *la nécessité de hâter la péréquation des retraites* (p. 5617); — de la proposition de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Barangé tendant à substituer le taux de 150.000 francs à celui de 180.000 francs* [30 juillet 1949] (p. 5660). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Bidault) [Décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de décrets portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5979); — de la proposition de loi relative à la contribution des patentes pour 1949 : *Urgence* [22 novembre 1949] (p. 6156, 6157); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition de loi, présentée par le Gouvernement* [14 décembre 1949] (p. 6867); *Sa demande de disjonction des deux amendements de MM. Duprat et Mondon tendant à augmenter l'allocation temporaire* (p. 6868); *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Duprat tendant à porter à 3.000 francs par mois à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950 l'allocation temporaire* (p. 6871); Art. 6 : *Amendement de M. Beugniez tendant à prévoir*

une avance de 10 milliards faite par le Trésor aux caisses professionnelles (p. 6872) ; Art. 7 : Amendement de Mlle Archimède tendant à insérer un article nouveau accordant une allocation de 1.000 francs par mois aux vieux travailleurs non salariés des départements d'outre-mer (p. 6874) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes : Discussion générale [14 décembre 1949] (p. 6879, 6881) ; — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 2 : Sa demande de suspension du débat [16 décembre 1949] (p. 6975, 6976, 6977) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool [20 décembre 1949] (p. 7019) ; Amendement de M. Jules Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel (p. 7023) ; Amendement de M. Peytel tendant à abroger l'article 6 du Code des contributions indirectes (p. 7024) ; Art. 2 : Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à liquider les stocks d'alcool existant sans augmentation du prix de l'essence (p. 7025) ; Application de l'article 48 du règlement aux amendements supprimant ou diminuant la taxe intérieure sur les carburants utilisés par les agriculteurs (p. 7027) ; Amendement de Mme Reyraud tendant à insérer un article nouveau supprimant la taxe intérieure sur les carburants utilisés dans les forêts de Gascogne (p. 7027, 7028) ; Art. 3 : Amendement de M. Michel tendant à réduire les taux de la taxe intérieure sur les carburants (p. 7029) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Discussion générale (Ses observations sur la lutte contre la fraude fiscale, les impôts sur les personnes morales, les précisions sur le budget fournies par le Gouvernement, les compressions de dépenses, les augmentations d'impôts par rapport à 1949, l'impôt sur les bénéfices non distribués, le sort de l'épargne, la diminution des patentes) [21 décembre 1949] (p. 7072, 7076, 7077, 7078, 7079, 7080, 7081, 7088, 7089, 7093) ; Ses observations sur le plan d'investissement (p. 7114, 7115) ; Ses observations sur les charges des collectivités locales comparées à celles de l'Etat, l'augmentation du nombre des fonctionnaires, la hausse des droits de mutation, la suppression du ravitaillement et de l'O. C. R. P. I., les impôts nouveaux, la réforme des impôts existants et la lutte contre la fraude [22 décembre 1949] (p. 7157, 7158,

7161, 7166, 7182, 7183, 7184, 7185) ; Art. 2 : Insuffisance des crédits pour la radiodiffusion [26 décembre 1949] (p. 7249) ; Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'agriculture pour la remise en état de la forêt de Gascogne (p. 7269) ; Amendement de M. Darou tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits des anciens combattants pour les pensions des invalides de guerre (p. 7272) ; Amendement de M. Michel tendant à prévoir 2 milliards pour le pécule des anciens prisonniers de guerre (p. 7277, 7278) ; Sa demande de disjonction des amendements de MM. Betolaud et Devemy tendant à maintenir les crédits des anciens combattants au même chiffre qu'en 1949 (p. 7278, 7279) ; Amendement de M. Védrines tendant à réduire de 4 milliards les subventions au charbon (p. 7279) ; Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'Algérie (p. 7280, 7281) ; Amendement de Mme Péri tendant à prévoir 418 millions pour l'Office national des anciens combattants (p. 7282) ; Art. 4 : Amendement de Mme Marie Lambert tendant à augmenter de 35 milliards les crédits pour la reconstruction [27 décembre 1949] (p. 7337) ; Annonce le dépôt d'une lettre rectificative au projet (p. 7351, 7352) ; Art. 6 : Amendement de Mme Marie Lambert tendant à interdire le blocage des crédits de la reconstruction (p. 7352) ; Art. 5 : Motion M. Denais tendant à surseoir à l'examen des propositions de recettes nouvelles jusqu'à la justification des recettes anciennes (p. 7354, 7355) ; Article additionnel : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à prévoir un impôt exceptionnel sur les superbénéfices des personnes morales (p. 7364, 7365) ; Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à dispenser les sociétés du versement de l'acompte trimestriel (p. 7369) ; Amendement de M. Deixonne tendant à instaurer le pari au livre pour les courses de chevaux (p. 7370) ; Amendement de M. Bergeret tendant à prévoir un impôt spécial sur les salariés recevant plus d'un million de francs par an (p. 7371) ; Amendement de M. Dusseaulx tendant à prévoir la discussion complète de la réforme fiscale (p. 7372) ; Amendement de M. Guy Petit tendant à prévoir avant le 1<sup>er</sup> février 1950 un examen du décret portant réforme fiscale (p. 7473) ; Amendement de M. Dusseaulx relatif au régime fiscal des provisions pour renouvellement de stocks (p. 7373) ; Amendement de



*M. Bergeret tendant à instituer un impôt sur les salariés recevant plus de 960.000 francs par an* (p. 7374); *Sa demande d'ordonner le débat et de régler l'ordre de discussion des amendements* (p. 7375); *Amendement de M. Brillouet relatif au régime fiscal des mytiliculteurs* (p. 7376); *Amendement de M. Brillouet tendant à inclure dans la cédule des bénéfices agricoles les champignonnières, exploitations avicoles, ostréicoles et piscicoles* (p. 7377); *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les amendements additionnels à la loi sur les voies et moyens* (p. 7380); *Art. 8 : Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article* (p. 7380, 7381); *Amendement de M. Dutard tendant à affecter à l'entretien des routes le produit du timbre sur les contrats de transports* (p. 7381); *Art. 9 : Amendement de M. Theetten tendant à inclure les transports de main-d'œuvre d'une entreprise* (p. 7382); *Amendement de M. Theetten tendant à inclure les communautés religieuses et les ministres du culte* (p. 7382); *Art. 13 : Nouveau texte de la Commission prévoyant de nouvelles recettes* (p. 7383, 7384); *Art. 24 : Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation* (p. 7385, 7386); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à ne pas appliquer la hausse des droits de mutation aux ventes par adjudication* (p. 7387); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à ne pas appliquer la hausse aux ventes inférieures à 300.000 francs* (p. 7387); *Art. 27 : Amendements de MM. Dusseaux, Rigal et Gaillard tendant à supprimer l'article créant un impôt sur les bénéfices non distribués* (p. 7396, 7397, 7398); *Art. 37 : Amendement de M. Lecourt tendant à exiger du Gouvernement un projet de budget avant le 1<sup>er</sup> mars 1950* (p. 7403); *Art. 38 : Amendement de M. Lamps tendant à supprimer l'article relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires* (p. 7404); *Art. 40 : Amendement de M. Morand tendant à faire bénéficier les retraités de la S.N.C.F. des majorations de pensions accordées par l'Etat* (p. 7411); *Amendement de MM. Devemy et Aubry tendant à mettre à parité les traitements des fonctionnaires et les pensions des victimes de guerre* (p. 7413); *Amendement de M. Grésa tendant à ne pas bloquer les crédits nécessaires à la deuxième tranche du reclassement* (p. 7413); *Amendement de M. Marcel David tendant à fixer le montant total des deux tranches du reclassement au double de la tranche*

*initiale* (p. 7413); *Amendement de M. Bessac tendant à bloquer les crédits de la deuxième tranche du reclassement* (p. 7414); *Art. 41 : Amendement de M. Betolaud tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 7418); *Amendement de M. Burlot tendant à prévoir une étude par le Comité central d'enquêtes sur les services publics* (p. 7418); *Amendement de M. Gaillard tendant à publier les rapports des commissions départementales d'économies* (p. 7418); *Art. 44 : Sa demande de renvoi à la Commission de l'amendement de M. Valentino tendant à ne pas appliquer le blocage des prix dans les départements d'outre-mer* (p. 7424); *Art. 45 : Amendement de M. Mauroux relatif à l'établissement du plan de lutte contre la fraude fiscale* (p. 7425); *Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à mettre 2.000 agents du contrôle économique au service de la lutte contre la fraude fiscale* (p. 7425); *Amendement analogue de M. Gazier* (p. 7426); *Art. 25 : Explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7600); *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 27 créant un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés* (p. 7609); *Art. 27 : Amendement de M. Gabelle tendant à insérer un article réduisant la taxe additionnelle au droit d'apport en société en cas d'incorporation de la réserve spéciale de réévaluation* (p. 7613); *Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent)* (p. 7615); *Art. 27 bis : Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir le droit de timbre sur les affiches* [31 décembre 1949] (p. 7667); *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 8, 9, 10, 11, 12); — *du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7522, 7526, 7527, 7528); *Art. 1<sup>er</sup> : Majoration de 25 0/0 sur la taxe locale* (p. 7531); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants* (p. 7533); *Art. 3 : Amendement de M. Dreyfus-Schmitt tendant à répartir les recettes garanties sur la base des taxes perçues en 1948* [30 décembre 1949] (p. 7580); *Amendement de M. Mauroux relatif à la répartition*

du fonds commun de péréquation entre les départements (p. 7580). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif à la taxe locale en seconde lecture*) [31 décembre 1949] (p. 7640) ; — un rappel au règlement (*Sort des deux sous-amendements à l'amendement de M. Tanguy Prigent dans la loi de finances*) [31 décembre 1949] (p. 7640, 7641) ; — le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du projet de loi relatif aux patentes en seconde lecture*) [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant aucun crédit au reclassement des fonctionnaires* [31 décembre 1949] (p. 7652, 7653) ; Art. 14 : *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Valentino relatif à la perception des impôts au profit des budgets locaux dans les départements d'outre-mer* (p. 7658) ; Art. 15 : *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas appliquer de majoration d'impôts dans les départements d'outre-mer* (p. 7659) ; Art. 16 : *Amendement de M. E. Hughes tendant à exiger des versements anticipés sur les contributions directes aux mêmes dates qu'en 1948* (p. 7659, 7660) ; Art. 16 *ter* : *Assimilation des incorporations de bénéfices au capital à des incorporations de réserves* (p. 7660) ; Art. 23 : *Amendement de M. Grésa tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement des arrrages de pensions* (p. 7662) ; *Amendement de M. Mallez tendant à recruter les nouveaux fonctionnaires prévus parmi ceux licenciés par les autres administrations* (p. 7662) ; Art. 22 : *Application de l'article aux conseils municipaux* (p. 7665) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 736, 749, 750) ; Art. 7 A : *Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* (p. 751, 752, 753) ; *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer cet article* (p. 754, 755) ; *Recevabilité d'un second amendement de M. Auguet* (p. 756) ; *Amendement de M. Auguet tendant à fixer la contribution des patentes au montant de 1948* (p. 758) ; *Amendement de M. Gilbert Cartier tendant à fixer le principal fictif de la contribution des patentes à la moyenne des montants de 1948 et 1949* (p. 759) ; Art. 24 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Na-*

*tionale relatif à la modification des taux de droits de mutation* (p. 760) ; Art. 28 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 764) ; *Sa demande de réserver l'article* (*ibid.*) ; Art. 2 : *Crédits destinés aux dépenses civiles (Observations sur le reclassement des fonctionnaires)* (p. 766, 767) ; *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux crédits ouverts pour les dépenses civiles* (p. 767) ; Art. 42 A : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accélérant le licenciement des fonctionnaires* (p. 784) ; — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 ; Art. 2 bis : *Interdiction de nommer des fonctionnaires titulaires nouveaux* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 860) ; Art. 4 : *Ouverture de crédits équivalents à six mois de dépenses pour la Défense nationale* (p. 861) ; Art. 8 : *Evaluation du principal fictif de base pour la contribution des patentes* (p. 862, 863) ; Art. 9 : *Conventions entre le Ministère des Finances et le Crédit foncier, en vue de prêts aux collectivités locales* (p. 864) ; Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas appliquer l'article 16-1 de la loi de finances dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 865) ; — d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 886, 887) ; Article unique : *Contre-projet de M. Lamps supprimant le paiement du tiers provisionnel pour les contribuables payant moins de 10.000 fr. d'impôt* (p. 888) ; *Contre-projet de M. Lamps tendant à réduire l'acompte provisionnel du tiers au quart des sommes dues et à retarder la date d'exigibilité* (p. 889) ; *Contre-projet de M. Paumier tendant à ne pas exiger d'acompte quand le montant de l'impôt dû ne dépasse pas 20.000 francs* (p. 890) ; *Amendement de M. Marie tendant à retarder la date d'exigibilité du versement provisionnel* (p. 890, 891) ; *Sa demande de disjonction de l'article unique* (p. 891) ; Article additionnel : *Amendement de M. Delahoutre tendant à insérer un article retardant la date d'exigibilité pour les agriculteurs victimes de la sécheresse* (p. 891) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer ; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Benoist tendant à prévoir des augmentations de crédit pour le personnel fonctionnaire des*

*territoires d'outre-mer* [23 février 1950] (p. 1341, 1342); *Sous-amendement de M. Benoist tendant à prévoir des augmentations de crédit en fonction des réductions effectuées sur d'autres chapitres* (p. 1342); *Sous-amendement de M. Lamine-Gueye tendant à mentionner « pendant l'exercice courant »* (p. 1343, 1344). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution tendant à reporter la date de déclaration pour l'impôt sur le revenu [24 février 1950] (p. 1410). — Répond à une question de M. Denais relative à l'impôt cédulaire sur certains bons de caisse [17 mars 1950] (p. 2145, 2146). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2152, 2153); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à détaxer les tracteurs des exploitations forestières* (p. 2154, 2155); *Amendement de M. Palewski tendant à fixer les modalités de la perception du droit de timbre* (p. 2155); *Amendement de M. Theetten tendant à exonérer les véhicules à gaz de ville et à gaz naturel* (p. 2156); *Amendement de M. Védrines tendant à exonérer les véhicules ayant une charge utile inférieure à deux tonnes* (p. 2157); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à exonérer les véhicules ayant une charge utile égale à une tonne* (p. 2157); *Amendement de M. J.-P. David tendant à surtaxer les véhicules ayant une charge utile supérieure à deux tonnes* (p. 2158); *Amendement de M. Guy Petit tendant à n'appliquer le droit de timbre qu'aux entrepreneurs de transports* (p. 2158); *Amendement de M. Mauroux tendant à ne faire payer les droits qu'aux véhicules en circulation en 1950* (p. 2159); Art. 3 : *Amendement de M. Midol tendant à affecter les recettes à l'indemnisation des dommages de guerre* (p. 2160, 2161); Art. 4 : *Amendement de M. J.-P. David tendant à ouvrir un crédit de 30 millions pour frais de recouvrement de cet impôt* (p. 2161); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République (*Explications de vote sur l'ensemble*) [30 mars 1950] (p. 2668); — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2295); Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article premier de la loi des maxima* (p. 2296, 2297); *Demande de suspension du débat présentée par M. Ramarony* (p. 2298, 2299); — du projet de loi portant répartition des crédits ouverts pour

1950 : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2639, 2640); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [30 mars 1950] (p. 2642, 2643); *la retire* (p. 2645); *Discussion générale* (p. 2645); — du projet de loi relatif à l'organisation de la Marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2647). — Répond à une question : de M. Aubry relative au percepteur menacé d'expulsion [31 mars 1950] (p. 2721, 2722); — de M. Barel relative au régime fiscal de la ville de Menton [31 mars 1950] (p. 2722, 2723); — de M. Bouvier-O'Cottureau relative au calcul des droits de mutation par décès [31 mars 1950] (p. 2723); — de M. Theetten relative à la répartition des crédits du plan Marshall en 1949 [31 mars 1950] (p. 2723); — de M. Coudray relative aux patentes des établissements saisonniers [31 mars 1950] (p. 2723, 2724). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique de l'alcool-carburant : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2727), [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2770, 2771, 2772, 2773, 2774); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements prévus dans le secteur privé* [26 avril 1950] (p. 2902); *Transfert de crédits à l'agriculture* (p. 2906, 2907); *Amendement de M. Védrines tendant à poursuivre jusqu'à achèvement les travaux en cours* (p. 2908); *Amendement de M. Jean Masson relatif aux avances à la Caisse centrale de la France d'outre-mer pour l'équipement des territoires d'outre-mer* (p. 2909); *Amendement de M. Theetten tendant à ne pas créer d'industrie ou d'entreprises annexes à la S.N.C.F. avec les crédits d'investissements* (p. 2909); *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Gourdon relatif à l'utilisation des crédits dans le secteur agricole* (p. 2911); *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* (p. 2914, 2915); *Amendement de M. Grésa tendant à réduire de un million les crédits pour Air-France* (p. 2918); *Amendement de M. Michel tendant à réduire les prêts aux grosses entreprises et à augmenter les prêts aux artisans* (p. 2919); Art. 3, Etat C : *Amendement de MM. Garcia et Pineau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts sociaux* (p. 2939, 2940); *Amendement de M. F. Chevallier tendant à rétablir les crédits prévus par*

le Gouvernement pour le fonds de progrès social d'Algérie (p. 2940, 2941); Art. 3 : Amendement de M. Charpentier tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances par les établissements bancaires à un taux de 4 0/0 [28 avril 1950] (p. 3039, 3040); Amendement de M. Bourges-Maunoury tendant à faire ordonnancer les prêts prévus à l'article 2 par le Commissariat général au plan (p. 3040, 3041); Amendement de M. Gabelle tendant à accorder le concours financier de l'Etat aux entreprises ou collectivités émettant des emprunts pour financer des programmes susceptibles de bénéficier de prêts (p. 3042); Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas admettre de modifications de la répartition des crédits par la Commission des économies (p. 3042, 3043, 3044); Art 5 : Crédits prévus pour l'équipement rural (p. 3046); Art. 5 bis : Emprunts lancés par la Caisse nationale de crédit agricole (p. 3047); Art 7 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à interdire de transformer les locaux d'habitation construits avec l'aide de l'Etat en locaux commerciaux (p. 3079, 3080); Amendement de M. Mondon tendant à permettre aux collectivités locales de majorer les primes annuelles prévues (p. 3081); Amendement de M. Dusseaux tendant à prévoir le financement des travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'électrification (p. 3082); Art. 8 : Amendement de M. Coudray tendant à augmenter les prêts consentis par le Crédit foncier (p. 3083); Art. 11 : Amendement de M. Siefridt tendant à accorder des remises d'intérêt aux emprunteurs du crédit immobilier (p. 3086); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt relatif aux primes d'assurance contre l'incendie [3 mai 1950] (p. 3171); Art, 11 bis : Amendement de M. Gaillard relatif au financement des travaux de recherche d'eau (p. 3173); Amendement de M. Gaillard relatif à la forme de l'aide de l'Etat (Allocation en capital et annuités) (p. 3173); Art. 11 ter : Amendement de M. Paumier tendant à réserver par priorité la participation de l'Etat aux ouvriers agricoles (p. 3175); Art. 11 quater : Amendement de M. Coudray tendant à porter le maximum de la participation financière de l'Etat à un million (p. 3175); Art. 18 : Amendement de M. Paumier tendant à augmenter le montant maximum des garanties au crédit artisanal (p. 3177, 3178); Art. 21 bis : Amendement de M. Poumadère tendant à supprimer l'article accordant un intérêt aux actionnaires d'Air-France (p. 3179); Art. 23 :

Amendement de M. René Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France (p. 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 397.998 millions pour les investissements [19 juillet 1950] (p. 5614, 5615); Art. 2 : Recevabilité de l'amendement de M. Tinaud tendant à reprendre les crédits prévus pour les investissements en Indochine (p. 5620, 5621); Art. 5 : Crédits prévus pour l'équipement rural (p. 5622, 5623); — d'une proposition de loi relative à la carte des économiquement faibles; Article unique : Octroi aux économiquement faibles d'un voyage annuel sur le réseau de la S.N.C.F. au taux des congés payés [9 mai 1950] (p. 3356); — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne : Discussion générale [9 mai 1950] (p. 3359, 3360, 3361); Art. 2 : Amendement de M. Minjoz tendant à substituer le trésorier payeur général au préfet pour présider les comités des caisses d'épargne (p. 3361); Art. 1<sup>er</sup> : Sa demande de renvoi du cinquième alinéa relatif à l'utilisation de l'excédent des dépôts (p. 3362, 3363); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : Urgence [9 mai 1950] (p. 3367, 3368); Discussion générale (Application de l'article premier de la loi des maxima) (p. 3369); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 904 : Amendement de M. Capdeville tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour la refonte et les gros travaux de la flotte [11 mai 1950] (p. 3587, 3588); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : Contre-projet de M. Bardoux tendant à étendre le texte à d'autres catégories d'artisans [23 mai 1950] (p. 3780, 3781); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 3781); Renvoi du débat (p. 3787, 3788); — d'une proposition de loi instituant un statut des déportés du travail; Art. 5 : Amendement de M. Poirot tendant à inclure les maladies ou infirmités aggravées pendant la déportation [23 mai 1950] (p. 3785); Art 11 : Octroi d'une indemnité forfaitaire; Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima (p. 3786, 3787); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : Discussion générale [23 mai 1950] (p. 3798, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816); Ordre du jour de M. Frédéric-Dupont tendant à

suspendre les expériences du contrôle unique (p. 3818); *Ordre du jour de M. Pineau approuvant la lutte contre la fraude fiscale* (p. 8822); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [25 mai 1950] (p. 3958); Art. 29 bis : *Demande de disjonction de l'article 29 bis relatif au régime des valeurs mobilières en Algérie, présentée par M. Blocquaux* (p. 3960); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4040, 4041, 4042); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6032 : *Première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre* [26 juillet 1950] (p. 6007); INTÉRIEUR, Chap. 5021 : *Participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des collectivités locales* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6353, 6354); *Sa demande de réserver le chapitre* (p. 6356); Art. 2 : *Amendement de M. Hugues tendant à instituer une taxe sur la publicité par affiches perçue au profit des communes* (p. 6358); Chap. 5021 : *Amendement de M. L'huillier tendant à doter le chapitre de 3.790 millions* (p. 6360); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Recevabilité du contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150 des indemnités spéciales de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4567, 4568, 4569, 4578, 4579); *Amendement de M. P. Meunier tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1950* [22 juin 1950] (p. 5156); *Amendement de M. Lamps tendant à accorder cette indemnité à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1950* (p. 5157); *Sa demande de vote par division de l'article premier et sa demande de disjonction du second alinéa* (p. 5157); *demande d'application de l'article premier de la loi des maxima, présentée par le Gouvernement* (p. 5160, 5164). — Répond à une question : de M. Defos du Rau relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [9 juin 1950] (p. 4573); — de M. Borra relative aux retraités de l'Etat domiciliés en Algérie [9 juin 1950] (p. 4574); — de M. Lefèvre-Pontalis relative au revenu des immeubles habités par leurs propriétaires [9 juin 1950] (p. 4574); — de M. Depreux relative aux jetons

de présence des administrateurs des sociétés anonymes [9 juin 1950] (p. 4574). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale : *Urgence* [15 juin 1950] (p. 4818). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre du Budget* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre du Budget* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5651, 5653, 5654); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5667, 5668); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 8019 : *Amendement de M. Joubert tendant à rétablir les crédits pour les haras de Besançon* (p. 5669); INTÉRIEUR, Chap. 903 : *Amendement de M. Borra tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes d'Algérie* (p. 5673); TRAVAUX PUBLICS, Chap. 9079 : *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour le plan de régularisation de l'Isère* (p. 5676); Etat B, AGRICULTURE, Chap. 9320 : *Amendement de M. Fredet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux de pisciculture* (p. 5680); EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré* (p. 5683); INTÉRIEUR, Chap. 8010 : *Réparation des routes départementales endommagées par la guerre* (p. 5685); JUSTICE, Chap. 8000 : *Reconstruction des bâtiments pénitenciers* (p. 5686); TRAVAUX PUBLICS, Chap. 8030 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des ponts des routes nationales* (p. 5689, 5690); MARINE MARCHANDE, Chap. 8040 : *Amendement de M. Antonin Gros tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des immeubles (Pêche artisanale)* (p. 5691); Art. 7 bis : *Subventions aux travaux d'équipement rural* (p. 5696); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la

situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Motion de M. Forcinal demandant la renvoi du budget des anciens combattants à la Commission des finances* [21 juillet 1950] (p. 5725, 5726, 5727); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tourné tendant à rétablir la parité entre les-taux des pensions d'invalidité et des traitements des fonctionnaires* (p. 5740); Art. 3 : *Amendement de M. Theetten tendant à accorder la priorité aux veuves de guerre pour le paiement des dommages de guerre* (p. 5743); *Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* (p. 5745, 5746); *Amendement de MM. Touchard et Theetten tendant à porter à 2.400 francs la retraite des anciens combattants âgés de plus de 55 ans* (p. 5749); *Amendement de M. Farinez tendant à accorder une réduction de 50 0/0 sur les transports ferroviaires aux anciens combattants âgés de plus de 50 ans* (p. 5749); Art. 11 : *Attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre* (p. 5749, 5750); *Amendement de M. Mouton tendant à ne pas qualifier d'exceptionnel le pécule* (p. 5752); Art. 14 : *Création d'une taxe sur les apéritifs anisés* (p. 5753, 5754); Art. 14 : *Amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins* [24 juillet 1950] (p. 5869); *Suppression de l'élévation de l'exonération à la base pour l'impôt général sur le revenu* (p. 5871); Article additionnel : *Amendement de M. Mouton tendant à allouer aux anciens prisonniers de guerre un pécule de 400 francs par mois de captivité* (p. 5872); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique : *Contre-projet de M. Gresa tendant à attribuer une indemnité de 2.000 fr. et une majoration de 20 0/0 des allocations familiales* [27 juillet 1950] (p. 6083); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gresa tendant à appliquer aux fonctionnaires toutes les mesures compensatrices d'impôts nouveaux accordées aux salariés du secteur privé* (p. 6083, 6084); Art. 2 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à substituer le chiffre de 1.940 millions à celui de 1.800 millions* (p. 6086); Art. 3 : *Imputation des dépenses prévues sur le budget des finances* (p. 6087). — Répond à une question : de M. Denais relative à l'indemnisation des porteurs de fonds serbes [28 juillet 1950] (p. 6149); — de M. Denais relative aux porteurs français de certains emprunts étrangers

[28 juillet 1950] (p. 6149); — de M. Paumier relative à l'extension au vin et à l'alcool de la taxe sur les produits agricoles [28 juillet 1950] (p. 6149); — de M. Michelet relative à la domiciliation obligatoire des effets de commerce et billets à ordre [28 juillet 1950] (p. 6150), — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS, Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de réserver l'article relatif aux exonérations des petits exploitants* [29 juillet 1950] (p. 6213); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Perdon tendant à ramener au 1<sup>er</sup> avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* (p. 6215); Art. 2 : *Application de la loi des maxima à l'article 2* (p. 6216); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6217, 6218, 6219); Art. 4 : *Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima à l'article prévoyant une subvention de l'Etat* (p. 6220); PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX EXEMPTIONS DE COTISATIONS D'ALLOCATIONS FAMILIALES, Article unique : *Exonération des exploitants agricoles qui sont salariés en même temps* (p. 6225); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif aux recettes du budget annexe des prestations agricoles* (p. 6228); Art. 2 : *Amendement de MM. Charpentier, Paumier et Tanguy Prigent tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles* (p. 6232, 6233) [31 juillet 1950] (p. 6248); *Amendement de M. Lucas tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du budget des prestations familiales agricoles* (p. 6249, 6250, 6251); Art. 3 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 6254); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* (p. 6252, 6253, 6254, 6255); Art. 3 : *Amendement de MM. Montagnier, Cerclier, Charpentier et Hughes tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* (p. 6257); Article additionnel : *Amendement de M. Garcia tendant à prévoir une subvention annuelle de l'Etat égale au cinquième du budget des prestations familiales agricoles* (p. 6258); Art. 7 : *Amendement de M. Charpen-*

*tier tendant à supprimer l'article refusant l'allocation de salaire unique aux membres de la famille de l'exploitant* (p. 6269); *Validité du vote sur l'article* (p. 6270); Art. 10 : *Possibilité pour les caisses d'accorder ou de refuser des exonérations* (p. 6276); *Amendement de MM. Charpentier et Rochet tendant à supprimer cet article* (p. 6277); Art. 1<sup>er</sup> : *Etat A, Chap. 6020 : Amendement de M. Paumier tendant à supprimer le chapitre prévoyant le remboursement des avances du Trésor* (p. 6279); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit total de 54.300 millions (Taxe sur le bois)* (p. 6280); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6283); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Supplément de recettes perçu en 1949* [31 juillet 1950] (p. 6295); Art. 2 : *Etat A, AGRICULTURE, Chap. 174 : Amendement de M. Gros tendant à supprimer les crédits pour les conseils agricoles départementaux* (p. 6297); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **LOI DES CRÉDITS : Discussion générale** [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6392, 6397, 6399, 6401, 6402, 6403), [2 août 1950] (p. 6414, 6415); Art. 4 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la publicité des contrats et des comptes des entreprises nationales* (p. 6418, 6419); Art. 14 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réévaluer l'assiette de la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 6420); Art. 18 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à l'aide à la manufacture de Sèvres* (p. 6420); Art. 20 : *Sa demande de rétablir l'article établissant une taxe sur les bois* (p. 6421); Art. 28 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à la rémunération des agents des ponts et chaussés* (p. 6423); Art. 28 ter : *Allègements fiscaux éventuels par décrets* (p. 6424); *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Garcia* (p. 6426, 6427); *Explications de vote sur l'article* (p. 6429); Art. 36 A : *Amendement de M. Touchard tendant à élever le taux de la retraite des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 6431); Art. 37 : *Amendement de M. Grésa tendant à porter à sept fois le minimum vital la limite au-dessus de laquelle le cumul d'une retraite et d'un traitement est interdit* (p. 6443, 6444); Art. 38 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à ne pas faire de différence pour la pension des veuves non remariées suivant la date de leur veuvage* (p. 6446); Art. 42 quater : *Sa demande de disjonction de l'article demandant une nouvelle nomenclature*

*budgétaire* (p. 6447, 6448); Art. 49 : *Amendement de M. Le Coutaller relatif au calcul des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat* (p. 6449); Art. 49 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à rétablir l'article relatif à la fixation du nombre des conseillers d'Etat* (p. 6450); Art. 49 N : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à l'application de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer* (p. 6451); Art. 56 : *Sa demande de rétablir l'article relatif au transfert de crédits pour les cadres du personnel ouvrier* (p. 6452); Art. 62, *Etat C, P. T. T. : Amendement de M. Barthélemy tendant à transformer 10.000 emplois d'agents d'exploitation en 10.000 emplois de contrôleurs* (p. 6480); Art. 64 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à ne plus assujettir les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés au taux de 24 0/0* (p. 6481); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 20 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la comptabilisation de la taxe professionnelle sur le bois* [4 août 1950] (p. 6761); Art. 82 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des organismes stockeurs du commerce des grains* (p. 6766); — d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6565, 6566); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture : *Contre-projet de M. Paumier tendant à diminuer de 50 0/0 les taxes sur les carburants agricoles* [4 août 1950] (p. 6683); *Contre-projet de M. Pouyet accordant une ristourne de 33 0/0 aux agriculteurs* (p. 6685); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Vée tendant à spécifier que la ristourne est annuelle* (p. 6685); Art. 4 : *Amendement de M. L. Lambert tendant à payer la ristourne tous les trois mois* (p. 6689); *Amendement de Mme Boutard tendant à ne pas permettre au Trésor de retenir la ristourne en cas de non-paiement des impôts* (p. 6689, 6690); — du projet de loi instituant une aide aux victimes des calamités agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des facilités d'emprunt aux sinistrés détenteurs de titres de l'emprunt de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6769). — Répond

à une question : de M. Morand relative à la détermination du bénéfice agricole forfaitaire [17 novembre 1950] (p. 7879); — de M. Barel relative au financement par un département d'une opération commerciale ou industrielle [17 novembre 1950] (p. 7880). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Passage à la discussion des articles* [28 novembre 1950] (p. 8257); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 8257, 8258, 8259); Art. 9 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires* [6 décembre 1950] (p. 8691, 8692, 8694); Art. 10 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental relatif au plafond des biens en capital* (p. 8694, 8695); *Problème de l'expertise des biens* (p. 8696); Art. 9 : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à fixer à 750 francs le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas exigible* (p. 8711); Art. 13 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 8711); *Amendements de MM. Vée et Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* (p. 8715, 8716, 8717, 8718, 8719, 8720); *Demande de vote sur l'article, présentée par la Commission* (p. 8720); *Suite du débat* (p. 8721, 8722); Art. 21 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental* (p. 8722); Art. 34 : *Amendement de M. Vée tendant à reporter de six mois la mise en application de la loi* (p. 8724); Art. 13 : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à financer l'allocation par majoration de 5 0/0 de l'impôt sur les sociétés* [13 décembre 1950] (p. 9025); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à financer l'allocation par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 9025, 9026); Art. 15 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au contrôle de la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 9029); Art. 16 : *Amendement de M. Garcia tendant à verser la contribution du fonds à la Caisse nationale automatiquement et non en vertu d'un décret* (p. 9030); Art. 17 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation additionnelle à la surtaxe progressive* (p. 9030); *Sous-amendement de M. Garcia tendant à ne percevoir cette cotisation que sur les revenus supérieurs à 500.000 francs* (p. 9031, 9032); *Sa demande de renvoi de l'article à la Commission* (p. 9033). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente

(*Discussion du budget de l'Industrie et du Commerce*) [5 décembre 1950] (p. 8614). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Fagon tendant à rétablir le chiffre du Gouvernement destiné à la création d'emplois nouveaux* [12 décembre 1950] (p. 8928); *Article unique : Régularisation des salaires des ouvriers* (p. 8929). — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Application de la loi des maxima à l'amendement de Mme Claeys tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* [16 décembre 1950] (p. 9238); *Application de la loi des maxima à l'amendement de Mme Darras tendant à majorer de 40 0/0 les allocations en décembre 1950* (p. 9239); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9239); *Application de la loi des maxima au texte de la Commission* (p. 9240, 9241); *Sous-amendement de M. Musmeaux tendant à prévoir une augmentation de 60 0/0 des allocations familiales en janvier 1951* (p. 9241); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à limiter le champ d'application de la majoration des allocations familiales* (p. 9242). — Répond à une question de M. Poimboeuf relative aux ventes sans factures [22 décembre 1950] (p. 9498). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Question préalable opposée par M. Eugène Rigal* [27 décembre 1950] (p. 9661, 9663); *Discussion générale* (p. 9689, 9691, 9698, 9706, 9707); *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à affecter 352 milliards au réarmement* [28 décembre 1950] (p. 9746); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Rouvier-O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour les travaux maritimes (base de Mers-el-Kébir)* (p. 9800); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction de l'article relatif aux augmentations d'impôt présentée par M. Dusseaulx* (p. 9819); Art. 4 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau relatif à la comptabilité du fonds de défense nationale* (p. 9824); Art. 5 : *Amendement de M. Grésa tendant à supprimer l'article relatif à l'énumération des ressources du fonds de défense nationale* (p. 9825); Art. 6 : *Amendement de M. Rouvier-O' Cottereau tendant à prévoir une comptabilité spéciale* (p. 9827, 9828); Art. 11 quater : *Amendement de M. Si-*



*monnet tendant à prévoir des décrets pris en Conseil d'Etat pour l'application des mesures envisagées* (p. 9832); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 14 : *Demande de disjonction présentée par M. Lamps de l'article prorogeant les décimes exceptionnels* [30 décembre 1950] (p. 9885); Art. 15 : *Maintien de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 9885); Art. 22 : *Comptes spéciaux du Trésor* (p. 9886); Art. 36 bis : *Amendement de M. L'Huillier tendant à prévoir un régime spécial pour Paris et la Seine* [31 décembre 1950] (p. 9947); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 9947); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 9947, 9948); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget, des sommes nécessaires aux collectivités locales* [5 janvier 1951] (p. 205, 206); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 13 février* (p. 366, 367); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Renard tendant à porter l'allocation à 67.000 francs par an* [9 février 1951] (p. 995); *Amendement de M. Mazier tendant à porter l'allocation à 52.000 francs par an* (p. 998); *Amendement de M. Palewski tendant à accorder une majoration aux vieux ayant besoin d'une tierce personne salariée* (p. 1001); Art. 2 : *Revalorisation des rentes versées aux vieux travailleurs salariés* (p. 1003, 1004); Article additionnel : *Amendement de M. Mazier relatif à la création d'un fonds d'aide sociale aux vieux travailleurs salariés* (p. 1008); Art. 16 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux titulaires de pensions, retraites et secours versés par un régime vieillesse de la sécurité sociale* (p. 1009, 1010); *Amendement de M. Mazier tendant à ne pas tenir compte des pensions des veuves dans l'évaluation des ressources des requérants de l'allocation temporaire* (p. 1011); *Amendement de M. Darou tendant à abaisser la limite d'âge de 65 ans, dans certains cas, pour l'obtention de l'allocation* (p. 1011). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des projets de loi relatifs aux loyers commerciaux et à la vente d'immeubles par appartements*) [25 janvier

1951]. — Répond à une question : de M. Palewski relative aux inconvénients du refus de division des bons du Trésor [26 janvier 1951] (p. 440); — de M. Paumier relative aux recettes au budget des allocations familiales agricoles [26 janvier 1951] (p. 440); — de M. Mont relative au régime du dépôt des actions des sociétés [26 janvier 1951] (p. 441); — de M. Palewski relative aux saisies conservatoires chez des maraîchers de la région parisienne [26 janvier 1951] (p. 441, 442); — de M. Barthélemy relative aux facilités de transport accordées à certains assurés sociaux [26 janvier 1951] (p. 443). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions : *Sa demande de renvoi à la Commission* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 609, 610, 611, 613); Art. 7 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder à des associations ou amicales de rentiers voyageurs le droit d'agir en justice* [14 mars 1951] (p. 1893); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les capitaux que doivent verser des sociétés d'assurance-vie et de capitalisation* (p. 1894); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les pensions des rentiers ayant plus de 120.000 francs par an de revenu* (p. 1896); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à augmenter de 25 0/0 les rentes déjà revalorisées en 1949* (p. 1897); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les rentes des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale des retraites* (p. 1897, 1898); *Amendement de M. Meck tendant à revaloriser les dépôts de garantie laissés par les salariés chez les employeurs* (p. 1898); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 918, 923, 924); *Application de l'article 48 du règlement aux amendements de MM. Patinaud, Besset, Beugnietz, Gabelle, Mazier tendant à majorer les allocations familiales* (p. 924, 925, 926, 927, 928, 929); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à majorer les allocations familiales des fonctionnaires* (p. 930); *Amendement de M. Beugnietz tendant à étendre la majoration aux allocataires des prestations familiales non visés par la loi du 30 décembre 1950* (p. 930); *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à accorder les autres dispositions transitoires aux allocataires des régimes spéciaux* (p. 930, 931); *Amendement de Mme Boutard tendant à majorer*

les allocations familiales versées aux exploitants agricoles (p. 931); Art. 2 : Allocations familiales en Algérie (p. 938); Allocations familiales dans les départements d'outre-mer (p. 939); Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Renard tendant à porter le salaire de base pour le calcul des prestations familiales à 225 fois le salaire horaire minimum garanti à Paris (p. 940); Sous-amendement de M. Deixonne tendant à faire examiner par la Commission prévue les indemnités de résidence (p. 941); Amendement de M. Genest tendant à supprimer les abattements de zone pour les allocations familiales (p. 942); Article additionnel : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à ouvrir des crédits pour l'augmentation des prestations familiales des travailleurs de l'Etat (p. 945); Amendement de M. Duprat tendant à accorder la parité avec les travailleurs salariés aux travailleurs indépendants (p. 945); Amendement de M. Bentatéb tendant à appliquer la loi en Algérie (p. 945); Explications de vote sur l'ensemble (p. 946). — Répond à une question : de M. Denais relative à l'exonération de droits de mutation [9 février 1951] (p. 983); — de M. Denais relative aux droits relatifs aux acquisitions de terrains destinés à la construction [9 février 1951] (p. 983). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5020 : Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales [15 février 1951] (p. 1163, 1164); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Discussion générale [21 mars 1951] (p. 2268, 2269); Chap. 1000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale (effectif des sous-directeurs) [3 avril 1951] (p. 2580); Chap. 1300 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les comptables du Trésor (p. 2581); Chap. 1340 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des comptables (p. 2582); Chap. 1510 : Traitements des agents des contributions indirectes (Transformation d'emplois) (p. 2583); Chap. 1590 : Traitement du personnel des douanes (p. 2585, 2586); Chap. 1620 : Personnel du contrôle économique (brigades polyvalentes) (p. 2587, 2588, 2596, 2597, 2598); FINANCES : amendé par le Conseil de la République, Chap. 1620 : Amendement de M. P. Meunier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le contrôle économique (Suppression des

brigades polyvalentes) [25 avril 1951] (p. 3954, 3955, 3956); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 0190 : Demande de rétablissement des crédits pour le Crédit national [16 mai 1951] (p. 5219); Chap. 1840 : Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement (Insuffisance du reclassement actuel) (p. 5226); Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement (Titularisation des auxiliaires) (p. 5227); Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement du personnel de l'Etat (Suppression des abattements de zones pour les fonctionnaires) (p. 5227); Chap. 4130 : Amendement de Mme Rabaté tendant à inclure les personnes ayant des ressources inférieures au salaire départemental moyen (p. 5228); Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation compensatrice des augmentations de loyers attribuées aux économiquement faibles (p. 5229); Chap. 5110 : Fonds régulateur des prix (Subventions aux engrais et aux aliments pour le bétail) (p. 5235, 5236); Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 500 millions les crédits pour le fonds régulateur des prix (Subventions au papier de presse) (p. 5237); Article additionnel : Amendement de M. Lamps relatif aux ouvriers de l'Imprimerie nationale licenciés par le Gouvernement de Vichy (p. 5237); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 4020 : Prestations en espèces au titre de la sécurité sociale (Application de la sécurité sociale à toutes les victimes de guerre) [16 mai 1951] (p. 5281); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1050 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux commissaires aux prix, présentée par M. Leenhardt [17 mai 1951] (p. 5318); Art. 2 : Amendement de M. Hughes tendant à supprimer l'article prévoyant la supervision des contrôleurs d'Etat par les commissions parlementaires (p. 5320, 5321); Article additionnel : Amendement de M. Julian tendant à supprimer le contrôle et les enquêtes économiques (p. 5322, 5323); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : Exemptions d'impôts pour les associations sportives, touristiques et culturelles [22 mai 1951] (p. 5666, 5667); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 septième : Remboursement des marks détenus par les

*anciens prisonniers de guerre* [22 mai 1951] (p. 5722, 5723). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1363, 1365); *Accepte la discussion immédiate* (p. 1365); *Discussion générale* (p. 1383, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1703, 1704); Art. 4 : *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1708); Art. 5 : *Garantie de l'Etat aux emprunts émis par des établissements bénéficiant de prêts du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 1709); Art. 11 : *Incorporation de textes dans le Code général des impôts* (p. 1710); *Amendement de M. Degoutte tendant à rendre exécutoire l'article 11 de la loi de finances pour 1951 déduisant du revenu imposable les primes d'assurances sur la vie* (p. 1711); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1712). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote de douzièmes provisoires en seconde lecture*) [28 février 1951] (p. 1722, 1723). — Donne sa démission de *Ministre du Budget* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre du Budget* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2308); *Suite du débat* (p. 2314); Art. 3 : *Article relatif aux dépenses militaires, réservé* (p. 2316); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 ; Dépenses militaires: *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2399); *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale* (p. 2401, 2402); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental ouvrant des crédits pour un mois* (p. 2405, 2406); — du projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Sa demande de rétablissement du texte du Conseil de la République tenant compte de la situation des descendants* [21 mars 1951] (p. 2438, 2439, 2440); *Nouvelle rédac-*

*tion nécessaire de l'article* (p. 2444); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils : *Motion préjudicielle de M. Thamier demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires* [10 avril 1951] (p. 3069, 3070, 3071); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 ; *Déblaiement des ports maritimes (Cherbourg)* [11 avril 1951] (p. 3116); INTÉRIEUR, Chap. 9059 : *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement national et l'assainissement (égouts et îlots insalubres)* (p. 3118); AGRICULTURE, Chap. 9011 : *Electrification rurale* (p. 3120); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : *Amendement de M. Laurent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'équipement rural (adductions d'eau)* (p. 3129); Art. 10 : *Amendement de M. Rollin relatif à l'évacuation des locaux d'habitation occupés par les administrations publiques* (p. 3134, 3135); Art. 15 : *Amendement de M. Thamier tendant à ne pas faire de transfert de crédits sans l'autorisation du Parlement* (p. 3139); Art. 18 : *Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir les 50 milliards prévus pour l'équipement rural en 1951* (p. 3159); *Amendement de M. Charpentier tendant à abroger l'article 24 de la loi du 21 juillet 1950 relative aux subventions en capital du Fonds national de modernisation et d'équipement* (p. 3160, 3161). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951, DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gautier tendant à instituer une taxe sur les bénéfices des personnes morales supérieurs à 2 millions* [18 avril 1951] (p. 3469); Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales* (p. 3472); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 16 : *Demande de disjonction présentée par M. Viatte à l'article relatif aux remboursements des caisses professionnelles de retraite* [19 avril 1951] (p. 3595, 3596); Art. 27 : *Amendement de M. Paumier tendant à ce que la Caisse de crédit agricole n'ait pas de compte dans les banques privées* (p. 3597); Art. 33 : *Sa demande de reprise de l'article relatif aux sociétés d'assurances en*

Sarre (p. 3598) ; Art. 43 : *Sa demande de rétablissement de l'article autorisant les mines domaniales de potasse à émettre un emprunt obligataire* (p. 3600, 3602) ; Article additionnel : *Amendement de M. Paumier relatif à la surtaxe sur les produits laitiers* (p. 3604) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 38 : *Demande de rétablissement de l'article relatif au régime des escomptes de la Banque de France* [21 mai 1951] (p. 5620) ; Art. 43 bis : *Nouvelles méthodes de comptabilité publique* (p. 5621, 5622). — Répond à une question : de M. Duveau relative au régime des retraites dans la zone C. F. A. [20 avril 1951] (p. 3648) ; — de M. Denais relative à la vente publique de cuirs et peaux clandestins [20 avril 1951] (p. 3648) ; de M. Manceau relative à l'écoulement de la production française de tracteurs [20 avril 1951] (p. 3649) ; — de M. R. Schmitt relative au taux de la taxe sur les bétons [27 avril 1951] (p. 4119) ; — de M. E. Rigal relative au taux de l'impôt sur les sociétés [27 avril 1951] (p. 4120). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales* [28 avril 1951] (p. 4143, 4144, 4145, 4146, 4147, 4148) ; *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4333) ; *Nouveau texte de la Commission* (p. 4335) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Besset tendant à porter à 50 0/0 la majoration* (p. 4337) ; *Amendement de M. Duprat tendant à supprimer les abattements de zone* (ibid.) ; *Amendement de M. Valentino tendant à majorer de 50 0/0 les allocations familiales des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4339, 4340) ; *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 25 0/0 les allocations familiales* (p. 4342) ; Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à n'appliquer la majoration qu'en avril 1951* (p. 4342) ; Art. 6 : *Amendement de Mme Daras relatif au versement des allocations prénatales* (p. 4346) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4346) ; — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Application de la loi en Algérie et dans les territoires d'outre-mer* [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4403) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 : *Discussion générale (Brigades polyvalentes)* [30 avril

1951] (p. 4354, 4355, 4356, 4357) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Duprat tendant à exclure le régime d'assistance et de sécurité sociale* (p. 4357) ; *Amendement de M. Gosset relatif aux réserves constituées par les entreprises de presse* (p. 4358) ; Art. 2 : *Montant des crédits alloués pour mai* (p. 4359) ; Art. 10 : *Sa demande de reprise de l'article relatif aux taxes locales* (p. 4361) ; Article additionnel : *Amendement de M. Monin tendant à reporter le versement du deuxième acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu* (p. 4363). — Répond à une question : de M. Courant relative à l'imposition des co-participants d'une association à participation [4 mai 1951] (p. 4538) ; — de M. d'Astier de la Vigerie relative au régime des patentes [4 mai 1951] (p. 4538, 4539). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies, AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Vote de l'ensemble des abattements par Ministère* [5 mai 1951] (p. 4615) ; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Amendements de MM. Charpentier et Pronteau tendant à supprimer l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles (Oppose l'article 48 du règlement)* (p. 4618) ; *Sa demande de suspension de la séance* (p. 4619) ; *Inégalités dans la répartition des crédits* (p. 4619) ; Chap. 5240 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au maïs importé* (p. 4620) ; ANCIENS COMBATTANTS : *Motion préjudicielle de M. Serre tendant à surseoir aux débats en raison des retards pour la délivrance de titres de déportés résistants* (p. 4622) ; Chap. 6020 : *Demande de disjonction de Mme Claeys, du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* (p. 4623) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 4.549 millions d'économies sur le budget civil* [18 mai 1951] (p. 5465) ; Art. 7 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à instituer un carburant agricole vendu aux deux tiers du prix du carburant ordinaire* (p. 5487) ; Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement* (p. 5488) ; — du projet de loi relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951 : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Courant* [10 mai 1951] (p. 4979) ; *Demande de renvoi du projet*

à la Commission des finances [11 mai 1951] (p. 5061); Art. 3 : Amendement de M. Legendre tendant à ne pas appliquer la taxe aux céréales exportées [16 mai 1951] (p. 5247); Article additionnel : Amendement de M. Legendre tendant à exonérer de la taxe les betteraves à sucre dont le produit est exporté (p. 5247, 5248); Demande de reprise du texte gouvernemental pour l'article 11 (p. 5248); Amendement de M. Charpentier tendant à détaxer les alcools exportés (p. 5248, 5249); Art. 4 : Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas appliquer la taxe sur les salaires aux salariés relevant des assurances sociales agricoles (p. 5250); Amendement de M. de Sèsmaisous tendant à exonérer de la taxe sur les salaires les viticulteurs (p. 5250); Art. 5 : Amendement de M. Boulet tendant à supprimer l'article outbrisant les apéritifs à base d'alcool (p. 5252); Art. 9 ter : Amendement de M. de Tinguy tendant à majorer la prime de protection du raffinage des pétroles (p. 5269, 5270); Art. 10 : Amendement de M. Perdon tendant à assurer l'égalité des prestations entre les salariés agricoles et les autres (p. 5270); Amendement de M. Paumier tendant à ne pas prendre les fonds détenus par des coopératives agricoles pour le compte des sociétaires (p. 5272); Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir une subvention de 4 milliards en 1951 au budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 5272); Art. 10 : Amendement de M. Roulon tendant à tenir compte des enfants à charge résidant à l'étranger (p. 5272); Art. 9 : Demande de reprise du texte gouvernemental instituant une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, présentée par le Gouvernement (p. 5279, 5280); Art. 9 quater : Evaluation des recettes avec inclusion d'une subvention du Gouvernement [17 mai 1951] (p. 5314); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 ter : Amendement de M. Legendre tendant à exonérer de la taxe les betteraves utilisées pour fabriquer de l'alcool et du sucre exporté [22 mai 1951] (p. 5726); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des logements défectueux; Art. 1<sup>er</sup> : Application de l'article premier de la loi du 27 mars 1951 au texte prévoyant des subventions de l'Etat [11 mai 1951] (p. 5031); Art. 2 : Proportion des subventions et des dépenses totales (p. 5032); Art. 1<sup>er</sup> : Subventions de l'Etat pour les lotissements défectueux (p. 5039). — Répond à une question de

M. Lespès relative à la limitation du prélèvement exceptionnel [11 mai 1951] (p. 5047). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires: Discussion générale (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 mars 1951 à la proposition de loi) [11 mai 1951] (p. 5059); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : Demande de renvoi à la Commission des finances [12 mai 1951] (p. 5106, 5107, 5117); Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones (p. 5118, 5120); Rappel au règlement de M. Lamps (Suite du débat) (p. 5124); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : Discussion générale [12 mai 1951] (p. 5128); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Airoldi tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946 (p. 5135, 5136); Art. 2 : Application de l'article premier de la loi des maxima à l'article relatif aux élèves des écoles d'Etat ayant qualité de fonctionnaire (p. 5136); Art. 3 : Sa demande de réserver l'article (p. 5136); Art. 1<sup>er</sup> : Application de la loi des maxima à l'article prévoyant une charge de 18 milliards pour le présalaire (p. 5136, 5137, 5138, 5139, 5140, 5141); Sa demande de renvoi à la Commission des finances (p. 5141, 5142); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 36 bis : Demande de disjonction de l'article relatif aux officiers généraux versés dans la réserve et invalides à un taux supérieur à 25 0/0 [18 mai 1951] (p. 5453); Art. 41 : Amendement de M. Triboulet tendant à octroyer la franchise des droits de douane aux matériel et équipement militaires (p. 5455); — du projet de loi de finances pour 1951 : Discussion générale [18 mai 1951] (p. 5493, 5494, 5495, 5496, 5497, 5498, 5499, 5500); Demande de renvoi du débat, présentée par M. Betolaud (p. 5503); Proposition de trier les amendements (p. 5504); Art. 2 : Amendement de M. Temple tendant à prélever sur le fonds régulateur des prix de quoi compenser la diminution du prix du blé (p. 5505); Art. 5 : Amendement de M. Gozard tendant à permettre la constitution des réserves et provisions pour achats aux journaux (p. 5508); Amendement de M. Coudray tendant à élever le plafond du forfait pour les entreprises industrielles et commerciales (p. 5508); Demande de

renvoi à la Commission des amendements tendant à élever le plafond du forfait pour les entreprises industrielles et commerciales (p. 5509); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à considérer comme personne à charge l'ascendant de la femme seule (p. 5509); Art. 6 : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à porter l'abattement à la base à 240.000 francs et à augmenter le taux pour les gros revenus (p. 5510); Article additionnel : Amendement de M. Valentino tendant à réduire le taux de l'impôt sur le revenu dans les départements d'outre-mer (p. 5511); Art. 7 : Amendement de M. Hénault tendant à rétablir le forfait des bouilleurs de cru (p. 5513); Art. 9 : Amendement de M. Mabrut tendant à considérer comme salaires les recettes des travailleurs à domicile (p. 5514); Art. 12 : Amendement de M. Paumier tendant à porter à 36 0/0 le taux de l'impôt sur les sociétés (p. 5517); Art. 14 bis : Amendement de M. Jean-Moreau tendant à soustraire les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés (p. 5519); Amendement de M. Coudray tendant à détaxer les recettes des clubs sportifs (p. 5519); Amendement de M. Cristofol tendant à exonérer d'impôts les recettes des services publics des collectivités locales (p. 5520); Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy tendant à exonérer de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires les maréyeurs (p. 5520); Art. 14 ter : Majoration de la taxe intérieure sur les carburants (p. 5521); Amendement de M. Charpentier tendant à affecter 1.300 millions au paiement de la ristourne du carburant agricole (p. 5521, 5522); Art. 14 quinquies : Amendement de M. Arthaud tendant à mettre à la charge de l'acheteur les taxes à l'achat des produits agricoles (p. 5523); Art. 14 septies : Amendement de M. Lamps tendant à disjoindre l'article établissant une taxe unique sur les viandes (p. 5525); Art. 14 octies : Taxes sur le chiffre d'affaires frappant le vin (p. 5526); Art. 15 D : Amendement de Mme Lempereur relatif aux écoles et au Centre national de géologie (Ecole de Beaumont-sur-Oise) (p. 5528); Article additionnel : Amendement de M. Meck relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine (p. 5530); Art. 15 : Amendement de M. Valentino relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires des départements d'outre-mer (p. 5531); Article additionnel : Amendement de M. David tendant à abroger le décret autorisant

deux ans de prolongation d'activité pour les fonctionnaires (p. 5532); Art. 15 J : Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer le dernier alinéa interdisant de recruter des auxiliaires pour les préfectures (p. 5532); Art. 15 bis : Amendement de M. Valentino tendant à ne pas percevoir dans les départements d'outre-mer les taxes prévues pour les prestations familiales agricoles (p. 5533); Article additionnel : Amendement de M. Cristofol tendant au reclassement des fonctionnaires des douanes (p. 5534); Art. 16 : Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir des décrets contresignés par le Secrétaire d'Etat à la fonction publique (p. 5535); Amendement de M. Cristofol tendant à autoriser les transformations d'emplois approuvées par le Parlement (p. 5536); Art. 18 : Amendement de M. Paumier tendant à disjoindre l'article restreignant l'octroi de l'allocation temporaire aux vieux (p. 5536); Art. 25 : Demande de disjonction de l'article créant l'allocation compensatrice des loyers pour les économiquement faibles, présentée par M. Toujas (p. 5538); Article additionnel : Amendement de M. Valentino tendant à favoriser la construction dans les départements des territoires d'outre-mer (p. 5543); Articles additionnels : Examen des articles additionnels (p. 5544); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à supprimer le plafond pour l'évaluation des revenus fonciers (p. 5545, 5546); Amendement de M. J.-P. David tendant à accorder des remises gracieuses pour les confiscations des profits illicites (p. 5547); Amendement de M. Paumier tendant à permettre aux veuves d'artisans d'employer un compagnon sans augmentation d'impôts (p. 5549); Amendement de M. Poumadère relatif aux artisans des stations saisonnières (p. 5549); Demande de suspension de séance (p. 5552); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 14 nonies : Amendement de M. Delcos tendant à reprendre la date du 1<sup>er</sup> septembre 1951 pour la taxe sur le vin [22 mai 1951] (p. 5745); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 38 bis : Reclassement des agents du corps des douanes [22 mai 1951] (p. 5756, 5757); Art. 73 : Majoration de 15 0/0 des allocations de la Caisse de sécurité sociale dans les mines (p. 5763); Article additionnel : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer un article relatif au report des baux commerciaux, artisanaux ou

*industriels* (p. 5764); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 74 : *Demande de disjonction de l'article relatif à l'allocation aux locataires économiquement faibles* [22 mai 1951] (p. 5769).

### **FAUVEL (M. Étienne), Député de la Manche.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [10 juin 1947] (p. 2000), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

### **Dépôts :**

Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à accorder le droit d'exercer la médecine ou l'art dentaire à certains praticiens étrangers exerçant dans les établissements hospitaliers établis en France par des organismes étrangers et reconnus d'utilité publique, n° 5980. — Le 16 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études, n° 8759.

### **Interventions :**

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 718, 719). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Dépenses civiles) du budget 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 809 :

*Reconstruction de bâtiments scolaires du 2<sup>e</sup> degré* [25 février 1948] (p. 1065). — Est entendu sur une question posée par M. Coudray au Ministre du Travail relative au paiement des médecins hospitaliers de la sécurité sociale [25 février 1949] (p. 944). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un budget des prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le septième alinéa relatif à l'inclusion des frais de gestion et d'action sociale dans le budget annexe* [2 juillet 1949] (p. 4106, 4107); — du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercice clos; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 7 milliards 511 millions pour les caisses d'allocations familiales agricoles* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6519, 6520); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1111); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour les réparations des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2450, 2451, 2461); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 juin 1950] (p. 4739); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'éducation physique)* [22 juin 1950] (p. 5165); Chap. 3590 : *Matériel de l'enseignement scolaire* [18 juillet 1950] (p. 5526, 5527). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5131, 5132). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Réalizations du M. R. U.* [14 décembre 1950] (p. 9107); Chap. 1120 : *Service des constructions provisoires* [15 décembre 1950] (p. 9161, 9162); Chap. 6130 : *Frais de vente et de gestion des immeubles construits par l'Etat* (p. 9185); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 265 milliards de crédits prévus* [12 avril 1951] (p. 3234, 3235); Art. 11 : *Son amendement tendant à assurer l'évaluation des dommages de guerre avant le 1<sup>er</sup> novembre 1951* [13 avril 1951] (p. 3277, 3278); Art. 28 : *Son*

*amendement tendant à supprimer le dernier alinéa appliquant la loi du 28 octobre 1946 en Indochine* [18 avril 1951] (p. 3465); Art. 2: *Travaux d'aménagement du sol* (p. 3471); Art. 10: *Son amendement tendant à étendre les primes à la construction aux logements des salariés agricoles* [19 avril 1951] (p. 3521); Art. 21: *Amendement de M. René Schmitt tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abatement ne sera fait* (p. 3525); Art. 26: *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à créer des commissions d'arrondissement des dommages de guerre* (p. 3536, 3537); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 1010: *Services extérieurs (Contrôleurs des lois sociales dans les départements)* [10 mai 1951] (p. 4994). = S'excuse de son absence [31 janvier 1947] (p. 114), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607). — Obtient des congés [31 janvier 1947] (p. 114). [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607).

**FAYET (M. Pierre)**, Député d'Alger (1<sup>er</sup> collège).

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). = Est nommé membre: de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148).

### Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de loi relative à la Sécurité sociale en Algérie, n° 425. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi sur la taxe d'apprentissage du 13 juillet 1925, n° 506. — Le 25 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés

aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, n° 1040. — Le 25 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de rendre obligatoire l'adhésion à une caisse de compensation de congés payés de tous les propriétaires qui emploient des ouvriers agricoles en Algérie, n° 1041. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux populations victimes, en Algérie, de graves inondations, des secours en nature et en argent, n° 3320. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler les opérations électorales des 4 et 11 avril 1948 pour l'Assemblée algérienne et à faire procéder à de nouvelles élections, n° 4043. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 14 août 1944 portant extension de la compétence des juges de paix à compétence étendue d'Algérie, n° 4362. — Le 3 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret d'exception du 30 mars 1935, dit « Décret Régnier », n° 4434. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, n° 4919. — Le 23 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux populations de Sainte-Barbe-du-Tlelat en Algérie, victimes de graves inondations, des secours en nature et en argent et à prendre des précautions rapides et efficaces pour empêcher le retour de pareilles catastrophes, n° 5642. — Le 17 décembre 1948, une proposition de loi relative aux conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole et dont la famille réside en Algérie, n° 5848. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, n° 6024. — Le 4 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif



à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, n° 6330. — Le 18 février 1949, une proposition de loi tendant à amnistier certains délits politiques commis en Algérie, n° 6495. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, n° 7815. — Le 27 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis dans l'Algérois et sa région Est en particulier, à la suite des inondations de mars et avril, n° 9778. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, n° 10002. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 10182. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi portant extension à l'Algérie des articles 2 et 3 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 11613. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11523) de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements des textes en vigueur en France, n° 12794.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de la déclaration du Gouvernement (*Exécution de 7 musulmans à Constantine*) [17 décembre 1946] (p. 115); — du projet de loi relatif aux conventions collectives; Art. 13 : *Application de la loi aux départements d'outre-mer* [23 décembre 1946] (p. 298). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département d'Alger (2<sup>e</sup> collége) [31 janvier 1947] (p. 121). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au supplément temporaire

augmentant le principal de la pension des anciens militaires et marins musulmans de l'Afrique du Nord [23 mai 1947] (p. 1746, 1747). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Statut politique de l'Algérie*) [3 juillet 1947] (p. 2689). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées en Afrique du Nord pour indignité nationale* [7 juillet 1947] (p. 2773, 2774). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande; Chap. 608 : *Services de paquebots entre l'Afrique du Nord et la France* [18 juillet 1947] (p. 3216, 3217). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 9 : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie* [29 juillet 1947] (p. 3684); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4198, 4199); *Discussion générale* (p. 4218); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil du Gouvernement* [23 août 1947] (p. 4608, 4609); Art. 25 : *Son amendement concernant la composition et le mode d'élection de l'Assemblée algérienne* [26 août 1947] (p. 4644); *le retire* (p. 4646); Art. 27 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4648, 4649); Art. 28 : *Son amendement concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne* (p. 4660); Art. 36 : *Son amendement tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* (p. 4664, 4665); Art. 38 : *Son amendement tendant à faire régler l'organisation de l'administration de l'Algérie par l'Assemblée algérienne* (p. 4670); *le retire* (ibid.); Art. 43 : *Son amendement tendant à ne pas faire attribuer le pouvoir de voter le budget temporairement à l'Assemblée financière* (p. 4675); Articles additionnels : *Son amendement tendant à inclure quatre articles nouveaux (46 à 49) relatifs à l'organisation des collectivités locales en Algérie* (p. 4681); Art. 6 réservé : *Amendement de Mme Sportisse tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 7 mars 1944 et à les*

appliquer aux femmes musulmanes (p. 4698, 4699); Art. 11 réservé : *Amendement de M. Giacobbi tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4725); Art. 15 : *Son amendement tendant à faire disparaître les dispositions concernant la majorité des deux tiers* (p. 4725); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 54 (ex-43) : *Son amendement tendant à reprendre au troisième alinéa le texte de l'Assemblée Nationale relatif au rôle de l'Assemblée financière* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4814, 4815). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie* [12 août 1947] (p. 4299). — Participe à la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à étendre cette loi à l'Algérie* [28 août 1947] (p. 4776); — du projet de loi tendant à assurer la liberté du travail; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* [3 décembre 1947] (p. 5472, 5473, 5474, 5475). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : *Son contre-projet tendant à unifier les diverses circonscriptions en tenant compte uniquement du nombre des électeurs* [12 février 1948] (p. 675, 676); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : Art 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil supérieur de la marine marchande* [19 février 1948] (p. 916); Art. 19 : *Son amendement tendant à empêcher tout licenciement à cause de cette loi* [20 février 1948] (p. 951, 952); Art. 31 : *Son amendement tendant à appliquer cette loi en Algérie* (p. 957) — Dépose une demande d'interpellation sur la politique musulmane du Gouvernement et les répressions contre les travailleurs [25 février 1948] (p. 1123). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la politique musulmane et les affaires d'Algérie* [4 mars 1948] (p. 1340, 1341, 1342); *L'article 43 du règlement lui est appliqué* (p. 1342); — des propositions de résolution invitant le Gouvernement à apporter un secours d'urgence aux populations du Sud-Algérien : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1386). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents en Algérie lors des élections du 4 avril 1948

[20 avril 1948] (p. 2104); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2487, 2488, 2489, 2492). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; AIR, Chap. 325 : *Entretien du matériel aéronautique (Ateliers d'Afrique du Nord)* [15 juillet 1948] (p. 4617); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 310 : *Frais d'enquête et surveillance de la Sûreté nationale* [27 juillet 1948] (p. 4926, 4927); *Amendement de M. Petit tendant à réduire de 10 millions les crédits de ce chapitre* (p. 4928); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 710 : *Contrôle social des Nord-Africains* (p. 4984); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 40 : *Son amendement tendant à réduire la participation de l'Algérie aux dépenses militaires* [20 août 1948] (p. 6068, 6069); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Art. 2 bis : *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6189); Art. 32 bis : *Amendement de M. Rabier tendant à fixer la date des élections cantonales en Algérie* (p. 6214); — des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6453, 6454); — du projet de loi modifiant le Code du travail; Art. 5 : *Son amendement tendant à porter à dix jours le délai accordé aux syndicats pour faire parvenir les listes de candidats* [18 février 1949] (p. 717, 718); Art. 8 : *Amendement de M. Bilal relatif aux bulletins nuls* (p. 719). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision de l'Assemblée algérienne concernant l'application de la Sécurité sociale en Algérie [17 juin 1949] (p. 3521). — Prend part à la discussion des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4691, 4692, 4693, 4694). — Dépose une demande d'interpellation sur les expéditions punitives qui ont eu lieu contre le douar Sidi Ali Bounab [4 novembre 1949] (p. 5991). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation sur les événements de Sidi Ali Bounab* [29 novembre 1949] (p. 6430). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime d'assurance des marins, amendée par

le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1949] (p. 6637); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6931, 6932); Art. 20 : *Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* [4 janvier 1950] (p. 147); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à étendre la prime aux salariés d'Algérie* [26 janvier 1950] (p. 550). — Dépose une demande d'interpellation : sur les arrestations massives faites en Algérie et la campagne raciste de l'*Echo d'Alger* [25 avril 1950] (p. 2806); — sur le lock-out des employés de tramways de la ville d'Alger [2 mai 1950] (p. 3123). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le budget de la France d'outre-mer* [11 mai 1950] (p. 3604, 3605). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à l'expropriation d'une famille en Algérie [12 mai 1950] (p. 3655). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3090 : *Crédits affectés aux Nord-Africains* [5 juin 1950] (p. 4260); AVIATION CIVILE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (Suppression de la base de Maison-Blanche)* [20 juin 1950] (p. 5020, 5021, 5023); *le retire* (p. 5023). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5331, 5332); — à la discussion du projet de loi relatif à la majoration des indemnités pour accidents du travail en Algérie : *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6058, 6059); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 15 : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte du Conseil de la République faisant partir l'application de la loi du 31 mai 1950* [4 août 1950] (p. 6749). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions abominables dans lesquelles vivent les démocrates déportés en Algérie [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion : du

projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (Attitude de M. Naegelen vis-à-vis des problèmes sociaux)* [20 octobre 1950] (p. 7047, 7048); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7503, 7504, 7505, 7506); Article additionnel : *Son amendement tendant à réintégrer les fonctionnaires sanctionnés en vertu de la loi du 17 juillet 1940* [4 décembre 1950] (p. 8553); *Son amendement tendant à réintégrer les fonctionnaires algériens victimes de la loi du 5 octobre 1940* (p. 8553, 8554); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 18 : *Son amendement tendant à interdire le droit de reprise au bénéfice d'un conjoint* [29 novembre 1950] (p. 8297); *Son amendement tendant à limiter à une fois l'exercice du droit de reprise* (p. 8297); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux modalités du droit de reprise* (p. 8298); *Son amendement tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur des immeubles achetés avant 1939* (p. 8299); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la possibilité de reprise sans conditions pour certaines catégories* (p. 8299, 8300); *Son amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas seulement* (p. 8300); Art. 26 : *Son amendement tendant à n'appliquer la majoration de loyers qu'après une hausse de salaires* [30 novembre 1950] (p. 8331); Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux prestations et taxes locatives* (p. 8333, 8334); Art. 38 bis : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyers les économiquement faibles* (p. 8335); Art. 71 : *Amendement de M. Rabier tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement* (p. 8394); *Son sous-amendement tendant à prévoir l'échange entre des appartements situés en France et en Algérie* (p. 8394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas obliger le propriétaire qui démolit à reloger les locataires expulsés* [30 décembre 1950] (p. 9874); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9877, 9878); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et organismes de secours aux Algériens (Ses observations sur la*

*misère des Algériens et les brutalités policières en Algérie* [20 février 1951] (p. 1338, 1339) AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités du personnel aérien (Primes d'insalubrité)* [14 mars 1951] (p. 1927, 1928); *la retire* (p. 1928); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3070 : *Matériel pour les Nord-Africains (Allocations familiales des travailleurs nord-africains)* [20 mars 1951] (p. 2197, 2198, 2214); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4140 : *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Protection des aveugles en Algérie)* [5 mai 1951] (p. 4592, 4593); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 21 : *Son amendement tendant à attribuer 60 sièges à l'Algérie* [21 mars 1951] (p. 2450). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des travailleurs de l'Electricité et du Gaz de l'Algérie [14 avril 1951] (p. 3308). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Régime du territoire du Sud-Algérien*) [25 avril 1951] (p. 3999, 4000). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 18 : *Son amendement tendant à prévoir en Algérie des élections à représentation proportionnelle avec la règle de la plus forte moyenne* [28 avril 1951] (p. 4200, 4201).

**FÉLIX (M. le Colonel) (Jacques Chombart de Lauwe), Député de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 34), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé président de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (ordon-

nance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [3 février 1948] (p. 343), [9 août 1948] (p. 5577), [23 novembre 1948], (p. 7150).

**Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à rajuster l'exonération à la base dont jouissent, sur les produits de leurs parts pour l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les associés gérants des sociétés à responsabilité limitée, n° 377. — Le 20 février 1948, une proposition de loi portant statut de la presse (statut des entreprises de presse), n° 3506. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi portant statut de la presse (organisation professionnelle de la presse), n° 3656. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi portant statut de la presse (Répression des crimes et délits commis par la voie de la presse), n° 4114. — Le 27 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, toutes les mesures utiles pour équiper de pneumatiques les véhicules agricoles livrés aux cultivateurs, n° 5401. — Le 11 février 1949, une proposition de loi relative à l'entretien des chemins ruraux non reconnus (chemins de terre), n° 6413. — Le 11 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un office de l'exportation agricole, n° 6791. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à dégrever les carburants agricoles des droits de douane, n° 6792. — Le 3 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier le régime de répartition des allocations familiales aux ouvriers dont le lieu de travail est différent du lieu de leur domicile, n° 8937. — Le 9 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, n° 10241. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation de la lutte contre la tuberculose bovine et à la création d'une caisse autonome pour la lutte contre les épizooties, n° 12472. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Loire-Inférieure victimes du cyclone qui s'est abattu sur la région au mois de mars 1951, n° 12626. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 4 juillet 1935 instituant la croix du combattant

volontaire pour les anciens combattants de 1914-1918 aux combattants volontaires des théâtres d'opérations extérieures — T. O. E. — et à ceux de 1939-1945, n° 12708.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, Art. 31 : *Impôt sur les bénéficiaires agricoles* [22 décembre 1946] (p. 245); Art. 44 : *Affichage des listes de contribuables à Paris* (p. 251); — du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique, en qualité de *Président de la Commission de la presse* [27 février 1947] (p. 497, 504); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [28 février 1947] (p. 534). — En qualité de *Président de la Commission de la presse* est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la distribution des journaux [24 mars 1947] (p. 997); — au cours du débat sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 2 : *Amendement de M. Grenier tendant à remettre aux coopératives de presse elles-mêmes la distribution des journaux* [27 mars 1947] (p. 1155); Art. 13 : *Remplacement des mots « toute société de presse » par « toute société coopérative de messageries de presse »* (p. 1162); Art. 17 : *Ses observations sur l'heure de la reprise de la discussion* [28 mars 1947] (p. 1242 et 1243); *Amendements de M. d'Astier de la Vigerie et de M. Alfred Coste-Floret* (p. 1254); Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* [29 mars 1947] (p. 1293); — sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1265). — Dépose une demande d'interpellation sur la diminution de la ration de pain et sur l'ensemble des problèmes annexes que soulève cette question [29 avril 1947] (p. 1332); la développe [13 mai 1947] (p. 1586 à 1588); *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance de M. Charles Lussy* [16 mai 1947] (p. 1659). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap.

310 : *Diffusion de l'information à l'étranger* [10 juillet 1947] (p. 2937); Chap. 311 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits du Gouvernement* (p. 2938); Chap. 501 : *Amendements de Mme Braun et de M. Gosset tendant à relever les crédits pour le Centre de cinématographie* (p. 2939); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A., JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 100 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les crédits votés par l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'administration centrale* [7 août 1947] (p. 4044). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4847), — En qualité de Président de la Commission de la presse : prend part à la discussion de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des postes et orchestres régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 668, 670). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débat sur la publicité dans la presse*) [17 mars 1948] (p. 1808). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2726, 2728); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A., PRÉSIDENT DU CONSEIL : INFORMATION; Chap. 100 : *Liquidation des services de l'information* [28 juin 1948] (p. 4085, 4086, 4089); Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits pour France-Presse* (p. 4094, 4092); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7902); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à prévoir la réforme des entreprises nationalisées et de la Sécurité sociale* (p. 7923); *le retire* (ibid.); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Amendement de Mme François tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 150); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chefs de journaux condamnés pour collaboration* (p. 152); Art. 12 : *Son amendement tendant à ne pas réserver 75 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 175,

176); *Amendement de Mme Braun tendant à prévoir une taxe spéciale sur les dessins et plans étrangers* (p. 177); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre le texte prévoyant un décret pour appliquer la loi* [2 juillet 1949] (p. 4102, 4103, 4104). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation de M. Barrachin sur les résultats de la consultation électorale des 20 et 27 mai 1949 [5 avril 1949] (p. 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 534; *Camps et colonies de vacances* [5 avril 1949] (p. 2085, 2086); — d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 4 : *Amendement de M. Guillon tendant à étendre la loi aux bénéficiaires de réquisitions ou aux bénéficiaires de réquisitions converties en locations amiables* [16 juin 1949] (p. 3392); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Dispositions générales*; Art. 39 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux brevets d'invention* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4066, 4067). — Prend part aux débats : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5902); — Sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5927). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7020); Art. 2 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à liquider les stocks d'alcool existant, sans augmentation du prix de l'essence* (p. 7026); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance sur la prise en considération au texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7233); Art. 4 : *Ses explications de vote sur l'article* [27 décembre 1949] (p. 7345); Art. 8 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les transports routiers* (p. 7381); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7605). — Est entendu

sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du projet de loi relatif aux taxes locales*) [27 décembre 1949] (p. 7356). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 287); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés (*Ses explications de vote*) [26 janvier 1950] (p. 552); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la productivité agricole, la politique de soutien des prix en France et aux Etats-Unis, les rendements de la culture du blé et le plan Monnet dans l'agriculture)* [24 mai 1950] (p. 3870, 3871, 3872, 3873, 3874); Chap. 1450 : *Ecole nationale vétérinaire* (p. 3893); Chap. 1490 : *Amendement de M. Moussu tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les services sanitaires vétérinaires* (p. 3893); Chap. 1800 : *Contrôle de la reconstitution des oliviers (Taxes sur les bois d'importation)* [25 mai 1950] (p. 3912); Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 3948, 3949); *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour ce chapitre (Tuberculose bovine)* (p. 3950); RADIODIFFUSION : *Motion préjudicielle de M. Gosset tendant à instituer un débat sur la publicité à la radiodiffusion* [2 juin 1950] (p. 4187); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (Salaires des cheminots)* [7 juin 1950] (p. 4434, 4436); *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Déficit de la S. N. C. F. et procès de M. Tissier contre le Gouvernement, devant le Conseil d'Etat)* (p. 4439, 4440); *Reprend l'amendement de M. Bergeret* (p. 4440, 4441); *le retire* (p. 4441); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5107); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6155, 6157); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7947); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7948); — du projet de loi relatif au développement des cré-

dits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour activité culturelle de la jeunesse rurale et à transférer les crédits aux foyers ruraux* [26 décembre 1950] (p. 9025); Chap. 5140 : *Lutte contre la tuberculose bovine* (p. 9630); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9699, 9700); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5140 : *Prophylaxie des maladies contagieuses (Tuberculose bovine)* [26 janvier 1951] (p. 446); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 5 : *Son rappel au règlement (Absence de quorum)* [31 juillet 1951] (p. 590); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rétablir pour les fils d'exploitants la prime de salaire unique* [8 février 1951] (p. 932); *Son amendement relatif aux ouvriers agricoles cotisant dans une zone de salaire différente de celle de leur domicile* (p. 932); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du statut des employés communaux*) [10 avril 1951] (p. 3045). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 44 : *Nouveau texte de la Commission* [16 avril 1951] (p. 3338); Art. 58 : *Amendement de M. Fagon tendant à remplacer « autorisé » par « prononcé »* (p. 3340); Art. 66 : *Amendement de Mme Sportisse relatif au cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles* (p. 3341); Art. 80 : *Amendements de MM. Fagon, Cristofol et Badiou relatifs à la limite d'âge* (p. 3343, 3344, 3345); *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à faire déterminer par les conseils municipaux les catégories d'agents sédentaires, d'agents actifs et d'agents des services insalubres* (p. 3345); Article additionnel : *Amendement de M. Girard tendant à prévoir pour les agents des communes des départements des territoires d'outre-mer des vacances dans la métropole* (p. 3349); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3351, 3352); du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4402). = S'excuse de son absence [29 mars 1947] (p. 1316), [30 juillet 1948]

(p. 5088), [30 décembre 1948] (p. 8170), [13 octobre 1949] (p. 5764), [13 juillet 1950] (p. 5399), [11 mai 1951] (p. 5044). = Obtient des congés [30 décembre 1948] (p. 8170), [13 octobre 1949] (p. 5764), [11 mai 1951] (p. 5044).

**FÉLIX-TCHICAYA (M. Jean)**, Député du Moyen-Congo (Collège des autochtones).

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 88). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité directeur du F.I.D.E.S. [8 juillet 1949] (F. n° 439).

**Dépôt :**

Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Apithy et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 27 et 28 de la loi du 29 août 1947 tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites : Grands Conseils, n° 3858.

**Interventions :**

Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des Assemblées de groupe en Afrique noire : *Motion préjudicielle de M. Malbrant tendant au renvoi devant la Commission pour établissement de deux projets de loi* [4 août 1947] (p. 3886, 3887); *Discussion générale* (p. 3896, 3897); *Régime des concessions de terres* (p. 3898); Art. 41 : *Son amendement relatif aux concessions forestières, agricoles et permis de recherches* (p. 3906). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le

Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes d'Afrique noire : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4185). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Reconduction du budget* [26 décembre 1947] (p. 2657, 2658). — Est entendu au cours du débat sur : la demande de discussion d'urgence du projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Son rappel au règlement ; renvoi en Commission* [26 janvier 1948] (p. 201) ; *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 243, 244) ; — le projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 483, 484) ; — les propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 636, 637) ; — le projet de loi portant organisation de la marine marchande, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 février 1948] (p. 899, 900) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil supérieur de la Marine marchande* (p. 918) ; *le retire* (ibid). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet de loi sur le F. I. D. E. S. et l'Union française*) [23 novembre 1948] (p. 7168). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1681). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer [17 mai 1949] (p. 2547) ; la développe (*Ses observations sur la réalisation du plan d'équipement, la pénurie et le rôle néfaste des collecteurs, la crainte d'une dévaluation*) [21 juin 1949] (p. 3555, 3556, 3557). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution célébrant le centenaire de la présence française au Gabon : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4516, 4517, 4518) ; — d'un projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour en Nouvelle-Calédonie : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6489, 6490). — Dépose une demande d'interpellation : sur les tentatives de mise en arrestation du député Houphouët-Boigny et la politique de répression menée en Côte-d'Ivoire [31 janvier 1950] (p. 830, 831) ; — sur les incidents criminels de Dimbokro où les colonialistes armés ont ouvert le feu en tuant 13 personnes [7 février 1950] (p. 1018) ; et est entendu sur la fixation de la

date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1126, 1127). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les fonctionnaires des territoires d'outre-mer*) [16 février 1950] (p. 1143). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1322, 1323) ; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Lamine Gueye tendant à mentionner « pendant l'exercice courant »* (p. 1343) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Hamani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (crise de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer)* [6 juin 1950] (p. 4325) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les inspecteurs des colonies* (p. 4331, 4332) ; *le retire* (p. 4332) ; Chap. 5050 : *Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer* (p. 4346) ; — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis ; Art. 5 : *Amendement de M. Juge tendant à modifier la répartition des circonscriptions électorales* [26 juillet 1950] (p. 6029) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [27 novembre 1950] (p. 8192, 8193, 8194) ; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* [2 décembre 1950] (p. 8468) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8446). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur les problèmes économiques de l'Union française* [6 mars 1951] (p. 1774). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 109 : *Amendement de M. Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire* [17 mars 1951] (p. 2136) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FRANCE D'OUTRE-MER,



Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et allocations diverses (Réorganisation du service de santé)* [4 avril 1951] (p. 2687, 2688); *le retire* (p. 2689); Chap. 1030 : *Traitements des gouverneurs en disponibilité (Statut des gouverneurs)* (p. 2690); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la France d'outre-mer (Corps des inspecteurs des colonies)* (p. 2690, 2691); *le retire* (p. 2691); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Investissements du F. I. D. E. S. dans les territoires d'outre-mer* [11 avril 1951] (p. 3086, 3087); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le septième alinéa incluant parmi les électeurs les membres des associations syndicales* [24 avril 1951] (p. 3886); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3903, 3904); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 mai 1951] (p. 5729, 5730).

**FIÉVEZ (M. Henri)**, Député du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 89). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la production industrielle [18 février 1947] (p. 357), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire construire un canal reliant l'Escaut à la Sambre qui serait la réalisation du premier tronçon du projet de canal du Nord-Est destiné à relier l'Est au port de Dunkerque, n° 898. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 171 du

décret du 27 novembre 1946 portant sur la sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 1566. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi complétant l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886, n° 1589. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 40 0/0 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la Caisse autonome nationale (C. A. N.), n° 3222. — Le 8 août 1948, une proposition de loi tendant à faire de la Sainte-Barbe un jour férié et payé pour les mineurs et similaires assujettis au statut des mineurs et tout le personnel effectuant des travaux dans les exploitations minières, n° 5210. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 5321. — Le 23 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Beugniez tendant à modifier l'article 154 (modifié par la loi n° 48-1542 du 1<sup>er</sup> octobre 1948) du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 5638. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Fiévez et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la Sainte-Barbe un jour férié et payé pour les mineurs et similaires assujettis au statut des mineurs et tout le personnel effectuant des travaux dans les exploitations minières, n° 5742. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I, la proposition de loi de M. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir pour les fonctionnaires des localités sinistrées le bénéfice de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence au même taux qu'au 31 décembre 1949 ; II, les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure prise par arrêté du Ministre des Finances, en date du 1<sup>er</sup> février 1950, tendant à ramener Beauvais dans la deuxième catégorie pour l'attribution de l'indemnité de « difficulté exceptionnelle d'existence » ; 2<sup>o</sup> de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à annuler la mesure qui réduit de plus de moitié le taux de l'indemnité dite de difficulté exceptionnelle d'existence dont bénéficiaient les fonctionnaires de Brest ; 3<sup>e</sup> de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence, n<sup>o</sup> 9524. — Le 24 mars 1950, une proposition de loi tendant à imposer, au même titre que les salariés, les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du Code du travail, n<sup>o</sup> 9619. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à la construction, chaque année, de 150.000 logements sains et confortables en faveur de la population laborieuse, n<sup>o</sup> 9896.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947; INTÉRIEUR, Chap. 307-2 : *Son amendement tendant à réduire les missions temporaires à l'étranger* [26 juin 1947] (p. 2524); Chap. 318 : *Son amendement tendant à fondre les chapitres d'achat et d'entretien du matériel automobile* (p. 2527); Chap. 328 : *Son amendement tendant à réduire les crédits d'aménagement d'immeubles* (p. 2528); Chap. 329 : *Son amendement tendant à fondre les trois chapitres relatifs aux bâtiments de la Sûreté nationale* (p. 2527); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [11 juillet 1947] (p. 3001, 3002); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, INTÉRIEUR : *Son amendement tendant à diminuer de 3.500.000 francs les crédits pour indemnités de frais de la Sûreté nationale* [27 décembre 1947] (p. 6328); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 312, INTÉRIEUR : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les transports de la Sûreté nationale* [19 mars 1948] (p. 1981); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 709-5 : *Compensation des exportations de charbon sarrois* [18 juillet 1948] (p. 4812, 4813, 4814); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 7 : *Son amendement relatif aux attributions des comités d'entreprises* [10 août 1948] (p. 5673); — d'une proposition de loi modifiant l'organi-

sation de la sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [25 novembre 1948] (p. 7246); — du projet de loi portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7278, 7279); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Schell tendant à relever les prestations des mineurs retraités* (p. 7280); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur; Article unique : *Son amendement tendant à accorder ces crédits aux grévistes* [9 décembre 1948] (p. 7459, 7460); *Son amendement tendant à afficher la liste des bénéficiaires de cette loi* (p. 7462); *Son amendement tendant à percevoir 50 millions sur les bénéfices des personnes impliquées dans le scandale du vin* (p. 7464); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Urgence* [28 mars 1950] (p. 2439), en qualité de *Rapporteur* (p. 2440, 2441); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2848, 2849, 2850); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3777); — du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6655, 6656); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à construire 150.000 logements à loyer réduit* (p. 6659); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration, amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'amnistie des dégradés nationaux en Alsace-Lorraine* [2 janvier 1951] (p. 4); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 5 milliards 500 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de nouvelles unités de C.R.S.)* [13 février 1951] (p. 1057, 1058); Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le personnel auxiliaire de la Sûreté nationale* (p. 1059); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 18 : *Son amendement tendant à réduire le taux des prêts de 2 à 10/0* [13 avril 1951] (p. 3287); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux; Article additionnel : *Son amendement*

*relatif à l'extension des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité* [11 mai 1951] (p. 5032).

**FINET (M. Maurice)**, Député de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné : pour faire partie de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 mars 1947] (p. 868) ; par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1946) [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680) ; pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [28 juillet 1947] (p. 3623), [30 janvier 1948] (p. 329), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150). — *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des postes de maître d'internat dans les collèges techniques, n° 566. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Hertzog-Cachin et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement des deux collèges moderne et technique de la ville de Suresnes, n° 918. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'édu-

cation nationale sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans le cadre d'État de l'enseignement technique, les contremaitres municipaux titulaires des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie, n° 1700. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi autorisant la cession de l'École centrale lyonnaise à l'État, n° 1886. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions transitoires de l'article 19 de l'acte dit loi du 31 décembre 1940 réglementant l'ordre des architectes, n° 2300. — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Finet tendant à proroger les dispositions transitoires de l'article 19 de l'acte dit loi du 31 décembre 1940 réglementant l'ordre des architectes, n° 2374. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une École nationale professionnelle à Toulouse, n° 2506. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement et de modernisation du « Collège technique Vauban » de la ville de Courbevoie ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la nationalisation des collèges modernes et techniques de Courbevoie, n° 2507. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, n° 3678. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des deux collèges, moderne et technique, de la ville d'Orléans, n° 3869. — Le 18 mars 1948,

un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Couston et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à confier au Ministère de l'Éducation nationale la charge et les frais afférents au fonctionnement du Collège technique et moderne de l'Isle-sur-Sorgues, **n° 3870**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution de M. René Schmitt ; 1° tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du Collège classique et moderne de jeunes filles de la ville de Cherbourg ; 2° tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien des collèges techniques de filles et de garçons de la ville de Cherbourg, **n° 3871**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges moderne et technique d'Aire-sur-Adour (Landes), **n° 3872**. — Le 10 août 1949, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels ; II. Les propositions de loi : a) de MM. Mauroux et Catrice tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels ; b) de MM. Pairault et Maurice Walker et plusieurs de leurs collègues, conseillers de la République, tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, **n° 5238**. — Le 31 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres du gouverneur général Eboué, **n° 5426**. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 50 0/0 les contingents d'essence ou de gas-oil attribués aux prioritaires ; 2° de M. Dusseaulx et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accroître le contingent de carburant alloué aux artisans ; 3° de MM. Médecin, Emile Hugues et Olmi

tendant à inviter le Gouvernement à rétablir une ristourne sur le prix de l'essence en faveur des artisans du taxi ; 4° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce, une attribution de 150 litres d'essence par mois, **n° 6800**. — Le 23 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6846**. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi régularisant la situation des élèves recrutés au concours de 1947 de l'École centrale des arts et manufactures, **n° 7521**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Marcel Poimboeuf et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser et soutenir pécunièrement, moyennant les garanties normalement exigibles, une « saison » artistique et culturelle dans le cadre du palais de Versailles, de ses dépendances et de son parc, **n° 7735**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à : 1° rétablir la ristourne sur l'essence, en faveur des chauffeurs de taxis ; 2° garantir à l'industrie du taxi une allocation d'essence égale à celle qui lui a été accordée au mois de mai 1949, **n° 7736**. — Le 2 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels, **n° 7737**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi créant auprès du Conservatoire national des Arts et Métiers le laboratoire normal de France, **n° 7939**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace, **n° 7940**. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Greffier et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à fournir une attribution exceptionnelle d'essence à tous transporteurs qui s'engagent à ravitailler en eau potable les populations des localités rurales actuellement sans eau, n° 7977. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent d'essence à titre prioritaire à tout salarié possesseur d'un véhicule automobile à l'occasion de son congé annuel, n° 7978. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du 2 juin 1949, relative au régime de vente de l'essence, en substituant jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949, au chiffre de 175.000.000 de litres celui de 200.000.000 de litres, n° 8088. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de l'École de métiers de la meunerie, n° 9180. — Le 17 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 9286) de M. Bergeret tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux, n° 12546. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 11876) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourné sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 13027. — Le 17 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11182) de M. Duveau tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine, n° 13296. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11739) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à faire prendre en charge par l'Etat l'exécution et le paiement des travaux qui restent à effectuer au nouveau lycée de garçons de Perpignan, n° 13350.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de la Côte française des Somalis [28 janvier 1947] (p. 64), — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 719). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Centres de formation professionnelle* [9 juillet 1947] (p. 2685); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 501 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* [17 juillet 1947] (p. 3142); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3362, 3363); Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 453.000 francs pour le personnel d'administration académique* (p. 3390); *Le retire* (ibid.); Chap. 150 : *Traitements du personnel des établissements publics d'enseignement technique* (p. 3397, 3398); Chap. 151 : *Salaires du personnel ouvrier des établissements publics d'enseignement technique* (p. 3398); Chap. 154 : *Personnel de direction et administration des centres d'apprentissage* (ibid.); Chap. 191 : *Traitements du personnel de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts et de celle des Arts décoratifs* (p. 3402); Chap. 343 : *Ecoles nationales d'enseignement technique* [22 juillet 1947] (p. 3412); Chap. 352 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 3413); Chap. 353 : *Loyers des centres d'apprentissage* (p. 3414); Chap. 409 : *Bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 3423). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi réglementant l'ordre des architectes, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4229); — d'une proposition de loi de M. Cayol concernant les contremaîtres municipaux titulaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4229, 4230). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6307, 6308); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels: *Motion préjudicielle de M. Michel tendant*

à ajourner le débat [16 mars 1948] (p. 1756); — du projet de loi portant aménagement du budget de l'exercice 1947 reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4980, 4981); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 501 : *Centres de transfusion sanguine* [29 juillet 1948] (p. 5063); Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 575 millions les crédits pour subventions à l'entraide française* (p. 5073); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 106 : *Commissaires et secrétaires aux prix* [2 août 1948] (p. 5193); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement technique* [3 août 1948] (p. 5241 et suiv.); Chap. 106 : *Personnel de l'administration académique* (p. 5260); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5261); *le retire* (ibid.); Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5277); Chap. 152 : *Indemnités aux établissements d'enseignement technique* (p. 5282); Chap. 191 : *Écoles nationales des Beaux-Arts et des Arts décoratifs* [4 août 1948] (p. 5297); Chap. 343 : *Matériel des écoles d'enseignement technique* (p. 5311); Chap. 345 : *Matériel des ateliers-écoles* (p. 5311, 5312); Chap. 517-1 : *Subventions aux écoles professionnelles de l'aéronautique* (p. 5340); Chap. 600 : *Outillage individuel et prix de l'enseignement technique* (p. 5350); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6045 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour dépenses de documentation et vulgarisation* [14 septembre 1948] (p. 6518); — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter les délais prévus pour soumettre les comptes aux actionnaires* [29 juillet 1948] (p. 5021); *Son amendement tendant à intégrer les provisions dans le bénéfice pour les houillères lorraines* (p. 5021); Art. 4 : *Son amendement tendant à harmoniser toutes les dates dans l'ensemble de la loi* (p. 5023); — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6111). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Retrait de l'ordre du jour du projet sur les centres d'apprentissage*) [24 août 1948] (p. 6139). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement des dépenses et crédits pour 1948 (*Investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6377, 6378); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 4 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage* [16 décembre 1948] (p. 7612); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1948] (p. 8130, 8131); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; Art. 2 : *Taxe couvrant les dépenses du service de répartition* [31 décembre 1948] (p. 8307); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 mars 1949] (p. 1819, 1820); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1912, 1913, 1914); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 148 : *Personnel des établissements publics d'enseignement technique* [5 avril 1949] (p. 2051); Chap. 349 : *Matériel des collèges techniques* (p. 2061); Chap. 355 : *Centres d'apprentissage* (p. 2061); Chap. 360 : *Aménagement des établissements d'enseignement technique* (p. 2062); Chap. 361 : *Contrôle médical et hygiène scolaire* (p. 2063); Chap. 414 : *Bourses aux élèves des centres d'apprentissage* (p. 2080, 2081); Chap. 527 : *Apprentissage artisanal* (p. 2083); — du projet de loi portant transfert au Panthéon du corps de Marc Schœlcher, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1949] (p. 2647, 2648); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009 : *Reconstruction des établissements du second degré* [4 juillet 1949] (p. 4155); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juillet 1949] (p. 5369, 5373); Art. 6 : *Demande de seconde délibération présentée par M. Louvel* [28 juillet 1949] (p. 5438); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5439); — du projet de loi relatif aux sociétés nationales de constructions aéronautiques amendé par le Conseil de la République; Art. 4 bis : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte*

voté en première lecture en supprimant le mot « quatre » [29 juillet 1949] (p. 5492); — d'une proposition de loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République : Art. 2 bis : *Amendement de M. Couston tendant à fixer la puissance maxima des machines pouvant être mises en marche en même temps* [30 juillet 1949] (p. 5607); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2888, 2889); Art. 7 : *Primes accordées à la construction* [28 avril 1950] (p. 3073); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 juillet 1950] (p. 5613); Art. 2, Etat C : *Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour les Charbonnages de France* (p. 5616); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4237, 4238); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Ses observations sur la transfusion sanguine et l'équipement hospitalier)* [12 juin 1950] (p. 4606); COMMERCE ET INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur* [12 juin 1950] (p. 4640, 4641); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4646); Chap. 1020 : *Personnel des services extérieurs (Service de la propriété industrielle)* (p. 4647); Chap. 1140 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Laboratoire central des services chimiques de l'Etat* [13 juin 1950] (p. 4664); Chap. 1180 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits pour l'École supérieure de métrologie* (p. 4666); Chap. 1250 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel chargé des tâches de répartition, présentée par le Gouvernement* (p. 4667); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le centre scientifique et technique du bâtiment* [13 juin 1950] (p. 4719); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale* [16 juin 1950] (p. 4922, 4923); Chap. 1260 : *Conseil supérieur de la comptabilité* (p. 4941); Chap. 5060 : *Amendement de M. Greffier tendant à supprimer les crédits pour l'Association française pour le développement de la productivité (Méfaits de la notion de productivité)* (p. 4947); EDUCATION

NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'orientation scolaire)* [22 juin 1950] (p. 5173, 5174); Chap. 1000 : *Administration centrale d'inspecteurs généraux des services administratifs* [23 juin 1950] (p. 5220); Chap. 1060 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 5220, 5221); Chap. 1480 : *Conservatoire national des Arts et Métiers* [17 juillet 1950] (p. 5469); Chap. 1530 : *École des Arts et Métiers* (p. 5470, 5471); Chap. 1560 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 5478, 5479); Chap. 1570 : *Contractuels des centres d'apprentissage* (p. 5480); Chap. 1580 : *Auxiliaires des centres d'apprentissage* (p. 5480, 5481); Chap. 3290 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le matériel des lycées* (p. 5502); Chap. 3300 : *Grosses réparations dans les lycées* (p. 5502); Chap. 3440 : *Conservatoire national des Arts et Métiers (Institut aéronautique de Saint-Cyr)* [18 juillet 1950] (p. 5520); Chap. 3450 : *Matériel des Ecoles nationales d'enseignement technique* (p. 5520); Chap. 3460 : *Matériel des collèges techniques* (p. 5521); Chap. 3500 : *Bourses de voyage de l'enseignement technique* (p. 5523); Chap. 3520 : *Dépenses de fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 5523); Chap. 4110 : *Bourses de l'enseignement technique* (p. 5550); Chap. 5200 : *Subventions aux écoles nationales supérieures d'ingénieurs* (p. 5562); Chap. 5220 : *Subventions aux cours professionnels* (p. 5563); Chap. 5250 : *Subventions à l'établissement professionnel de l'aéronautique* (p. 5564); Chap. 5300 : *Apprentissage artisanal* (p. 5565); Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* [19 juillet 1950] (p. 5589); Chap. 6140 : *Subventions aux cours de perfectionnement pour la promotion ouvrière* (p. 5610); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 (Travaux neufs); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 802 : *École nationale professionnelle de Saint-Ouen* [20 juillet 1950] (p. 5670); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9020 : *Construction d'établissements du second degré* (p. 5681, 5682); Chap. 9380 : *Constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* (p. 5682, 5683); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6757); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la

République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7945, 7946); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 décembre 1950] (p. 8624); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 mars 1951] (p. 1915); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Personnel des universités (Création de chaires nouvelles dans les universités de médecine)* [20 avril 1951] (p. 3678, 3679); Chap. 1500 : *Conservatoire des arts et métiers* [21 avril 1951] (p. 3737, 3738); Chap. 1520 : *Etablissements d'enseignement technique (Création de collèges)* (p. 3738, 3739); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3740); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ecole d'apprentissage de Strasbourg)* (p. 3740, 3741); Chap. 1540 : *Centres d'apprentissage* (p. 3742); Chap. 1550 : *Personnel contractuel des centres d'apprentissage* (p. 3743); Chap. 2280 : *Direction de l'architecture* (p. 3752, 3753); Chap. 5230 : *Cours professionnels* [23 avril 1951] (p. 3773); Chap. 5260 : *Centres d'apprentissage de l'aéronautique* (p. 3773); Chap. 6130 : *Subventions à la promotion ouvrière* (p. 3785); Chap. 3270 : *Réparation des lycées* (p. 3789); Chap. 3350 : *Constructions scolaires* (p. 3806). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à la fourniture de renseignements aux parlementaires par la régie autonome des transports parisiens [13 avril 1951] (p. 3266). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique une question relative au licenciement du personnel enseignant des centres d'apprentissage et collèges techniques [27 avril 1951] (p. 4119). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* (plan Monnet) [5 mai 1951] (p. 4655, 4656, 4674, 4675); Etat C, CHARBONNAGES DE FRANCE (*Situation de la consommation et production de charbon*) [6 mai 1951] (p. 4728, 4729); ELECTRICITÉ DE FRANCE (*Situation de l'équipement électrique*) (p. 4729); GAZ DE FRANCE (*Situation de la production de gaz*) (p. 4732); Article additionnel : *Amendement de M. Mudry tendant à équilibrer l'autofinancement de l'Electricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737);

— du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [22 mai 1951] (p. 5750).

**FLACHIER (Mme Jenny), Député de la Drôme.**

Est nommée membre de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102). = Son élection est invalidée [30 janvier 1947] (p. 284).

#### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département d'Oran (2<sup>e</sup> collège) [28 novembre 1946] (p. 25).

**FLORAND (M. Anselme), Député de la Creuse.**

Son élection est validée [22 décembre 1950] (p. 9470). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [3 janvier 1951] (p. 49), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur les importations de pommes de terre au préjudice des producteurs [4 avril 1951] (p. 2670); — sur la politique économique du Gouvernement et l'écoulement de la récolte de pommes de terre de la Creuse [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3228). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951; Art. 5 : *Son amendement relatif au dégrèvement fiscal en cas de perte de cheptel* [18 mai 1951] (p. 5507, 5508).

**FONLUPT-ESPERABER (M. Jacques), Député du Haut-Rhin.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946]



(p. 102), [8 mars 1948] (p. 1540), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 1946), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195). — Est nommé : membre titulaire de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837), [2 août 1948] (p. 5188) ; membre suppléant de cette Commission [17 février 1948] (p. 776). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 110. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à introduire d'urgence dans les trois départements d'Alsace et de Lorraine la loi du 9 mars 1941 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement, n° 1194. — Le 10 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne, n° 3307. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne, n° 3553. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie, n° 4978. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23, paragraphe 4, de la loi du 14 avril 1924 et à introduire un paragraphe 5 bis au même article de ladite loi portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, n° 5030. — Le 31 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Ministre des Finances à contresigner le décret accordant l'indemnité de difficultés administratives aux gendarmes en résidence dans les départements

du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et l'arrêté attribuant l'indemnité de difficultés exceptionnelles d'existence (localités sinistrées) au même personnel, n° 5125. — Le 8 août 1948, un avis au nom de la Commission de la réforme administrative sur : I. le projet de loi relatif à l'organisation départementale ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Auguet et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation départementale ; 2<sup>o</sup> de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à réorganiser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative, n° 5213. — Le 10 août 1948, une proposition de loi relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales, n° 5235. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la compétence des juges de paix, n° 5893. — Le 28 décembre 1948, une proposition de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur la réforme des pensions civiles et militaires en ce qui concerne les droits reconnus par l'article 32, paragraphes IV et V, de ladite loi à chaque orphelin atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré, n° 5954. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 6214. — Le 10 juin 1949, une proposition de loi relative aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, n° 7426. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer au profit des départements et des communes un prélèvement en argent sur le rendement des usines hydroélectriques situées sur leur territoire, n° 7428. — Le 14 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations, n° 7451. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'As-

semblée algérienne abaissant d'un degré à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale, **n° 7947**. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à régulariser les assurances sociales des membres des professions agricoles et forestières des départements du Haut Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 8671**. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 144 du Code d'instruction criminelle relatif au ministère public près les tribunaux de simple police, **n° 9213**. — Le 24 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 29 septembre 1948 relatif aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, **n° 10458**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa (paragraphe 8) de l'article 90 du Code civil relatif à la déclaration judiciaire de décès, **n° 10517**. — Le 18 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber relative aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, **n° 10635**. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi du 29 septembre 1948 relatif aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, **n° 10665**. — Le 31 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi du 18 mars 1950 concernant les dispositions d'allègement des obligations militaires prévues au bénéfice de certaines catégories de jeunes gens de la classe 1950, **n° 10832**. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintroduire l'enseignement de l'allemand comme langue secondaire dans les écoles primaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 11146**. — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards, **n° 11338**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature; Art. 5 : (*Maintien du cinquième alinéa*) [30 janvier 1947] (p. 94); — sur l'interpellation

de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1856, 1857, 1858, 1860); — sur la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1985, 1986). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, PRÉSIDENTICE DU CONSEIL; HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION; Chap. 14 : *Amendement de Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle* [2 juin 1947] (p. 2033). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources après amendement du Conseil de la République; Art. 3 : *Pouvoirs du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2458). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de l'explosion de Brest du 28 juillet et l'insuffisance des mesures de précaution [30 juillet 1947] (p. 3722). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4403); *Son élection en tant que Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4565, 4566, 4568, 4569); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Djemad tendant à inclure l'Algérie dans l'Union française* [22 août 1947] (p. 4571); *Contre-projet de M. Benchenouf tendant à accorder à l'Algérie une entière autonomie* (p. 4573); *Amendement de M. Djemad tendant à définir l'Algérie comme une collectivité territoriale de l'Union française* (p. 4580); *Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer* (p. 4582, 4583, 4585); *Sa réponse aux observations de M. Ben Tounès concernant l'attitude des députés musulmans* [23 août 1947] (p. 4601); Art. 2 : *Droits civils des ressortissants français d'Algérie* (p. 4602); *Amendement de Mme Sportisse tendant à accorder le droit de vote aux femmes musulmanes* (p. 4602, 4603); *Amendement de M. Capitant tendant à distinguer la citoyenneté de la République française et celle de l'Union française* (p. 4603, 4604); Art. 3 : *Amendement de M. Mokrari tendant à faire nommer par le Gouvernement français un représentant en Algérie* (p. 4605); *Amendement de M. Rabier tendant à reprendre le texte de la Commission relatif aux pouvoirs du Gouverneur général* (p. 4605); Art. 3 :

*Amendement de M. Viollette tendant à inclure un article nouveau créant cinq secrétaires d'Etat assistant le Gouverneur général* (p. 4606); Art. 4 : *Amendements de MM. Rabier et Djemad tendant à remplacer les mots « auprès du Gouverneur général » par « en accord avec le Gouverneur général »* (p. 4607); *Amendement de M. Bouret tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les intérêts propres à l'Algérie* (p. 4607); Art. 5 : *Amendements de MM. Rabier, Fayet et Augarde tendant à modifier la composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4610, 4611); Art. 7 : *Amendement de M. Capitant tendant à intituler le titre II : « De l'autonomie de l'Algérie »* [25 août 1947] (p. 4625, 4626); *Amendement de M. Moktari tendant à inclure un article nouveau abolissant le régime des décrets en matière législative* (p. 4627, 4628); *Amendements de MM. Viard et Capitant tendant à préciser les cas où les lois françaises peuvent être appliquées à l'Algérie* (p. 4630); *Amendement de M. Capitant tendant à insérer un article nouveau permettant au Gouvernement d'assurer l'exécution en Algérie des lois qui y sont applicables* [25 août 1947] (p. 4631); Art. 8 : *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer les articles 8, 9 et 10* (p. 4631); Art. 10 : *Amendement de M. Rabier relatif au cas de refus d'homologation* (p. 4633); Art. 11 : *Amendement de M. Viollette tendant à autoriser l'Assemblée algérienne à délibérer ou voter les règlements algériens* (p. 4634); *Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les lois algériennes* (p. 4635); *Amendement de M. le général Aumeran tendant à insérer un article nouveau prévoyant la discussion des questions en sections séparées* [26 août 1947] (p. 4641); Art. 12 : *Amendement de M. Rabier concernant l'exécution des décisions de l'Assemblée algérienne relatives aux emprunts ou grands travaux* (p. 4642); *Amendement de M. Jeanmot concernant les lignes de transports aériens ou autres* (p. 4642); Art. 23 : *Amendements de MM. Capitant et Rabier concernant l'approbation du budget algérien* (p. 4643, 4644); Art. 25 : *Amendements de MM. Rabier, Fayet et Mayer concernant la composition et le mode d'élection de l'Assemblée algérienne* (p. 4645); Art. 26 : *Amendements de MM. Rabier et Djemad concernant les conditions d'éligibilité à l'Assemblée algérienne et les règles d'incapacité et d'incompatibilité* (p. 4646, 4647); *Amendement de M. Viard relatif au contentieux des élections* (p. 4647);

Art. 27 : *Amendements de MM. Moktari et Viard relatifs à l'indemnité annuelle aux membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4647, 4648); *Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4648, 4649); Art. 28 : *Amendements de MM. Rabier et Fayet concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne* (p. 4660); Art. 29 : *Amendements de MM. Giacobbi, Rabier, Moktari, Aumeran et Mayer concernant la composition et les fonctions du bureau et des commissions de l'Assemblée algérienne* (p. 4661, 4662); *Amendements de MM. Djemad et Rabier tendant à ajouter un article nouveau organisant la publicité des débats de l'Assemblée algérienne* (p. 4662); *Reprise par la Commission d'un amendement de M. Mayer relatif aux séances secrètes de l'Assemblée algérienne* (p. 4662); Art. 30 : *Droit du Gouverneur général d'assister aux séances et d'y prendre la parole* (p. 4662); Art. 31 : *Amendements de MM. Djemad et Rabier tendant à laisser fixer par l'Assemblée algérienne son règlement intérieur* (p. 4663); Art. 31 bis : *Amendements de Mme Sportisse et de M. Rabier tendant à faire élire par l'Assemblée algérienne les délégués algériens au parlement de l'Union française* (p. 4663); Art. 35 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4664); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* (p. 4664, 4665); *Amendement de M. Giacobbi tendant à ne pas demander l'avis de l'Assemblée Nationale pour dissoudre l'Assemblée algérienne* (p. 4666); Art. 37 : *Amendements de MM. le général Aumeran, Viard et Viollette tendant à définir la compétence administrative du Gouverneur général* (p. 4668); *Amendement de M. Djemad tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa* (p. 4669); *Amendement de M. René Mayer tendant à supprimer les deux premières phrases du deuxième alinéa* (p. 4669); Art. 38 : *Amendement de M. Fayet tendant à faire régler par l'Assemblée algérienne l'organisation de l'Administration de l'Algérie* (p. 4670); Art. 40 : *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer les articles 40, 41 et 42* (p. 4671, 4672); Art. 41 : *Amendement de M. René Mayer tendant à reprendre le texte de la Commission relatif à la validation de certains décrets concernant l'Algérie* (p. 4672); *Amendement de M. Capitant tendant à suppri-*

*mer l'article* (p. 4672, 4673); *Amendement de M. Mayer tendant à reprendre le texte de la Commission* (p. 4674); Art. 43 : *Amendement de M. Serre tendant à faire voter le budget de l'Algérie par les conseils généraux jusqu'à la réunion de l'Assemblée algérienne* (p. 4674, 4675); *Amendement de M. Fayet tendant à ne pas attribuer le pouvoir de voter le budget temporairement à l'Assemblée financière* (p. 4675); Art. 44 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à rendre nécessaire l'avis du Conseil de Gouvernement pour les décrets d'application du statut* (p. 4675); *Articles additionnels : Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à inclure quatre articles nouveaux relatifs à l'organisation des collectivités territoriales en Algérie* (p. 4684); *Sous-amendement de Mme Sportisse tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes* (p. 4684); *Amendements de MM. Serre et Rabier tendant à assurer l'égalité entre français musulmans et non musulmans* (p. 4686); *Amendement de M. Temple tendant à assurer l'indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat* (p. 4687); *Amendements de MM. Rabier et Moktari tendant à rendre obligatoire l'enseignement de la langue arabe* (p. 4689, 4690); *Amendements de MM. Rabier et Moktari relatifs à la réglementation de la presse de langue arabe* (p. 4691); Art. 6 réservé : *Amendement de M. Violette tendant à supprimer l'article* (p. 4696); *Amendement de M. le général Aumeran tendant à ne comprendre dans le 1<sup>er</sup> collège que des citoyens de droit civil français* (p. 4696); *Amendement de M. Viard tendant à homogénéiser le 1<sup>er</sup> collège* (p. 4697); *Amendement de Mme Sportisse tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 7 mars 1944 et à les appliquer aux femmes musulmanes* (p. 4699, 4700); *Son commentaire des travaux de la Commission et de l'établissement du texte de l'article 6* (p. 4700, 4701); Art. 11 réservé : *Amendements de MM. Giacobbi et Bouret tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4721); Art. 15 réservé : *Amendements de MM. Rabier et Fayet tendant à faire disparaître les dispositions concernant la majorité des deux tiers* (p. 4725); *Amendement de M. Mont tendant à fixer les conditions dans lesquelles les impôts seront votés par l'Assemblée algérienne* (p. 4725, 4726); Art. 11. réservé : *Amendement de M. Bouret tendant à inclure un article nouveau nécessitant la majorité des deux tiers dans les votes, quand la majorité absolue n'est pas constatée dans chaque collège* (p. 4726); *Sous-*

*amendement de M. Rabier tendant à limiter la majorité des deux tiers aux décisions financières* (p. 4727); Art. 18 : *Amendement de M. Rabier tendant à faire équilibrer par le Conseil d'Etat le budget de l'Algérie en cas de défaillance de l'Assemblée algérienne* (p. 4729); *Ses explications sur l'ensemble de la loi* (p. 4730, 4731); est entendu dans la discussion de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4806, 4807); Art. 2 bis : *Adoption de l'article inséré par le Conseil de la République reproduisant certains alinéas de l'article 2 dont ils ont été détachés* (p. 4807); Art. 3 : *Modification de forme* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Serre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale* (p. 4808); Art. 5 : *Amendement de M. Serre tendant à reprendre le deuxième alinéa du texte voté par l'Assemblée Nationale définissant la qualité des membres du Conseil de Gouvernement* (p. 4808); Art. 21 : *Adoption du texte du Conseil de la République concernant le Trésor algérien* (p. 4810); Art. 25 : *Reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale* (ibid.); Art. 25 bis : *Amendement de M. Serre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale excluant du 1<sup>er</sup> collège les membres des conseils des sociétés indigènes de prévoyance* (p. 4811); Art. 26 : *Adoption du texte du Conseil de la République concernant le contentieux des élections* (p. 4812); Art. 40 : *Interoersion des articles 40 et 41* (p. 4813); *Reprise du texte de l'Assemblée Nationale* (p. 4813); Art. 51 : *Modifications de forme* (p. 4814); Art. 54 (ex-43) : *Adoption du texte du Conseil de la République relatif à l'Assemblée financière* (p. 4814); *Amendement de M. Fayet tendant à reprendre au troisième alinéa le texte de l'Assemblée Nationale relatif au rôle de l'assemblée financière* (p. 4815). — Participe à la discussion du projet de loi sur l'organisation des territoires rattachés à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4816, 4817). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 22 août 1947 (*Décision de M. Benchenouf de ne plus participer aux débats sur le statut de l'Algérie*) [23 août 1947] (p. 4600). — Prend part à la discussion : des interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5073); — des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U. R. S. S.

[12 décembre 1947] (p. 5701, 5702). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 12 décembre 1947 (*Son attitude au cours de l'occupation allemande*) [16 décembre 1947] (p. 5728, 5729); — pour un fait personnel (*Son attitude pendant l'occupation et les accusations communistes*) [16 décembre 1947] (p. 5784). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 4 : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à exonérer les victimes des inondations dans l'Est* [3 janvier 1948] (p. 37); Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à exonérer totalement les victimes des inondations de l'Est* (p. 44, 45); le retire (p. 47); — du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [12 février 1948] (p. 644, 645); Article unique : *Contre-projet de Mme Sportisse* (p. 660); *Contre-projet de M. Fayet* (p. 676); *Amendement de M. Quilici tendant à créer une circonscription nouvelle de Nemours-Beni Saf en Oranie* (p. 677); *Amendements de MM. Pantaloni et Rabier tendant à modifier les circonscriptions du Constantinois* (p. 677); *Amendement de M. Rabier tendant à créer une nouvelle circonscription dans les territoires du Sud* (p. 678, 679); *Amendement de M. Smail tendant à modifier les 14<sup>e</sup> 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> circonscriptions de l'Algérois* (p. 679); *Amendement de M. Ben Aly Chérif tendant à modifier les circonscriptions du Constantinois* (p. 680); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur*. [26 février 1948] (p. 1135, 1136); Article unique : *Amendement de M. Violette relatif au territoire de Ghardaïa* (p. 1140). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Discussion du projet sur les circonscriptions électorales en Algérie, retour du Conseil de la République*) [26 février 1948] (p. 1135). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses observations sur le rattachement de Kehl* [15 juin 1948] (p. 3545); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 31 : *Son amendement relatif aux enfants infirmes* [6 août 1948] (p. 5489); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'année 1948; Articles additionnels : *Son amendement relatif au règlement des créances sur l'Etat en Alsace-Lorraine* [20 août 1948] (p. 6098); — de la proposition de loi relative aux élections

cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6145, 6151); *Discussion générale* (p. 6156, 6161, 6162, 6163, 6164); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale* (p. 6167, 6168); *Amendement de M. Cristofol tendant à tenir compte de la densité de la population dans chaque canton* (p. 6170); Art. 2 : *Amendement de M. Marin tendant à fixer en mai la date des élections cantonales* [25 août 1948] (p. 6186, 6187); Art. 3 : *Demande de M. Bétolaud de disjoindre l'article* [25 août 1948] (p. 6191); Art. 6 : *Amendement de M. Marin tendant à rendre inéligibles les indignes nationaux* (p. 6194); Art. 9 : *Inéligibilités en fonction de l'article 258 du Code pénal* (p. 6197); Art. 10 : *Incompatibilités* (p. 6198); Art. 27 : *Prise en charge par l'Etat des frais d'élection* (p. 6212); Article additionnel : *Amendement de M. de Menthon tendant à renouveler les conseils généraux dans les trois mois avant la réforme de l'organisation départementale* (p. 6215, 6216, 6217); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6221); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Renouvellement du conseil général intégralement tous les six ans* [22 septembre 1948] (p. 6841), [23 septembre 1948] (p. 6857, 6858); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 septembre 1948] (p. 6750); — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6866, 6867); — d'une proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 4 : *Nullité de la loi du 28 juillet 1942* [28 décembre 1948] (p. 8072). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de propositions de loi relatives aux dommages de guerre* [28 décembre 1948] (p. 8073). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima de dépenses et voies et moyens, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les conclusions de la Commission des finances tendant à reprendre l'ensemble du texte voté par l'Assemblée)* [31 décembre 1948] (p. 8251); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2182); Art. 3 : *Amendement*

de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions (p. 2184, 2185, 2186); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4422; 4423); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* (p. 4425, 4426, 4427, 4430, 4431, 4432); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5528, 5536, 5537, 5538); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6127, 6128); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 bis : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la création d'emplois au Conseil d'Etat* [8 février 1950] (p. 1087, 1088). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie, haut-commissaire à l'énergie atomique [9 mai 1950] (p. 3379). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la construction et l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3397, 3398). — Dépose une demande d'interpellation sur le maintien dans la fonction de Gouverneur général de l'Algérie d'un membre du Parlement [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (Cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7050, 7052, 7053, 7054, 7055, 7057, 7058); Article unique : *Prorogation de missions imparties à des parlementaires* (p. 7073, 7074); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7529, 7530, 7531); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de MM. Minjoz et Juge tendant à supprimer l'article* [9 novembre 1950] (p. 7577); Art. 22 : *Son amendement tendant à prévoir un régime spécial pour les interdits de séjour alsaciens-lorrains* [4 décembre 1950] (p. 8509, 8510, 8511); Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative* (p. 8542, 8543); *Son amendement tendant à préciser toutes les catégories de fonctionnaires et d'employés des services publics intéressés*

(p. 8545); *Amendement de M. Meck tendant à prévoir une durée de service de quinze ans et la réversibilité des pensions* (p. 8546); Article additionnel : *Disjonction des amendements relatifs à l'épuration administrative* (p. 8549, 8550); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 mars 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8443, 8444, 8445, 8446); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Discussion générale* [4 janvier 1951] (p. 120, 121, 122); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine* [20 avril 1951] (p. 3637, 3638, 3639, 3640); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine)* (p. 3671, 3672); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'article unique (Choix malheureux de la date du 17 juin)* [11 mai 1951] (p. 5087). — S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348), [8 novembre 1949] (p. 6002), [13 juillet 1950] (p. 5309), [13 février 1951] (p. 1050). — Obtient des congés [22 juillet 1949] (p. 3348), [8 novembre 1949] (p. 6002), [13 juillet 1950] (p. 5309), [13 février 1951] (p. 1050).

**FORCINAL (M. Albert)**, Député de l'Eure.

*Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de la guerre*

(Cabinet RAMADIER)

du 31 octobre 1947 au 24 novembre 1947,

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); membre de la Commission des pensions [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951]

(p. 348); Président de cette Commission [J. O. du 13 mars 1947] (p. 2332), [J. O. du 16 décembre 1947] (p. 12.220), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 783), [J. O. du 20 janvier 1950] (p. 739).

### Dépôts :

Le 8 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur le projet de loi ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944, n° 4481. — Le 16 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la Défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (France d'outre-mer : II. Dépenses militaires), n° 4974. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944, n° 5298. — Le 26 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la carte de pain, n° 5552. — Le 28 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer incessamment la carte d'ancien combattant à tous ceux qui ont acquis des titres au cours de la campagne 1939-1945 conformément au décret du 1<sup>er</sup> juillet 1930, n° 6232. — Le 20 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en ce qui concerne les rapports entre les porteurs de parts de certaines sociétés immobilières et leurs locataires, n° 7231. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre de rééducation fonctionnelle et d'orientation professionnelle à l'Hôtel des Invalides pour les grands mutilés de guerre, n° 7347. — Le 7 juillet 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux résistants poursuivis le bénéfice de la liberté provisoire, n° 7781. — Le 20 juillet 1949, une proposition de loi tendant à reconduire la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés pour une durée de six mois à compter du 27 octobre 1949, n° 7919. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions sur la proposition de loi de M. Forciñal tendant à reconduire la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés pour une durée de six mois à compter du 27 octobre 1949, n° 7930. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1930 relatif à l'attribution de la carte du combattant, n° 8526. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 du décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 relatif aux barèmes d'invalidité des victimes de la guerre, n° 10485. — Le 24 juillet 1950, une proposition de loi tendant à rétablir dans leur droit aux majorations qu'ils percevaient antérieurement par application de l'article 13 de la loi du 31 mars 1919, les pensionnés de guerre à 85 0/0 et plus, bénéficiaires de l'ordonnance du 25 octobre 1945 et qui ont cessé de percevoir les allocations familiales du fait de l'application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 10732. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi établissant le statut du travailleur déporté, n° 11168. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger les baux ruraux pour la durée d'une année culturale en faveur des préneurs visés par l'article 8 du décret du 1<sup>er</sup> juin 1940 modifié par l'ordonnance du 22 mai 1945, n° 11171. — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 14 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 relative aux crédits militaires pour 1950 et portant création d'un cadre latéral d'ingénieurs civils des fabrications d'armement, n° 11332. — Le 6 avril 1951, une proposition de loi sur les annonces judiciaires et légales, n° 12734.

### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Creuse [28 novembre 1946] (p. 13). — Prend part à la discussion sur la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 114). — Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales : du département des Côtes-du-Nord [30 janvier 1947] (p. 103); du territoire du Dahomey (*ibid.*). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi attribuant au Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre un contingent exceptionnel de décorations dans l'ordre de la Légion d'hon-

neur, en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1947] (p. 1756). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3298, 3299). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Ramadier) [31 octobre 1947] (*J.O.* du 1<sup>er</sup> novembre 1947, p. 10862). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et victimes de la guerre* [20 novembre 1947] (p. 5093).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale (Carte d'ancien combattant 1939-1945)* [5 février 1948] (p. 427, 428); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1303); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1308); de ces propositions de loi (2<sup>e</sup> partie) : *Explications de vote sur l'ensemble* [19 mars 1948] (p. 2010). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le statut des internés et déportés*) [18 mars 1948] (p. 1924). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement envers les victimes de guerre [8 juin 1948] (p. 3281, 3282, 3283). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la circulaire du 9 mars 1948 sur le paiement des retraites et pensions aux anciens combattants d'outre-mer en francs métropolitains [11 juin 1948] (p. 3479). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 juillet 1948] (p. 4710). — Dépose une demande d'interpellation sur le paiement en francs métropolitains des pensions et retraites dans les territoires d'outre-mer [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, FINANCES, Chap. 080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5151, 5152, 5153, 5154); ANCIENS COMBATTANTS, Chap.

001 : *Retraite du combattant* [5 août 1948] (p. 5406); *Amendement de M. Hamani Diori tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* [6 août 1948] (p. 5420, 5421); Chap. 002 : *Allocations provisoires d'attente* (p. 5422); Chap. 100 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Droits des prisonniers)* (p. 5428); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5472); Art. 24 : *Jouissance de la pension ou de la solde de réforme* (p. 5484, 5485). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article 54 du règlement* [12 mars 1949] (p. 1606). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant inhumation du général Giraud à l'Hôtel des Invalides : *Discussion générale* [12 mars 1949] (p. 1607); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Ses observations sur le brouillage des émissions de Radio-Andorre)* [7 avril 1949] (p. 2205, 2206, 2209, 2210); *le retire* (p. 2211); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Rappel au règlement de M. Péron (Application de l'art. 47 de la Constitution au contre-projet de M. Aubry)* [12 avril 1949] (p. 2390); *Discussion générale* (p. 2392); Art. 5 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides de Tunisie, du Maroc et des territoires d'outre-mer* (p. 2396); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2583); *Ses observations sur les pensions d'invalidité et celles des veuves de guerre et la carte du combattant* [19 mai 1949] (p. 2653, 2654, 2655, 2656); Chap. 500 : *Amendement de Mme Péri tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur l'Office national des anciens combattants* (p. 2690). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4778). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la Radiodiffusion



française; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4926, 4727, 4932, 4933, 4934); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant (*Motion préjudicielle de M. Devemy*) [8 décembre 1949] (p. 6692); — des interpellations sur les événements de Dachau (*Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Serre et Lambert*) [13 décembre 1949] (p. 6811); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour les victimes de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7264, 7265); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 7273); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 juin 1950] (p. 4739); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Aubry* [21 juin 1950] (p. 5110); Chap. 701 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Présomption d'origine de maladie accordée aux anciens déportés)* [24 juillet 1950] (p. 5876). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation générale de l'habitat [22 juin 1950] (p. 5150); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950; Article unique : *Amendement de M. Lejeune tendant à débloquer les crédits pour la construction de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5281); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5719, 5720, 5722, 5723, 5724); *Sa motion demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances* (p. 5725, 5726, 5727); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6552, 6553, 6554), [4 août

1950] (p. 6742, 6743); — de la proposition de loi relative au statut des réfractaires, amendée par le Conseil de la République : *Urgence* [3 août 1950] (p. 6554); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* [27 octobre 1950] (p. 7327); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ d'application de la loi* [9 novembre 1950] (p. 7568). — Dépose une demande d'interpellation sur les majorations des pensions des victimes de guerre [3 avril 1951] (p. 2596). — S'excuse de son absence [27 janvier 1950] (p. 595). — Obtient un congé [27 janvier 1950] (p. 595).

**FOUYET (M. Emmanuel)**, Député du Finistère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

#### Dépôt :

Le 17 février 1949, une proposition de loi étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1<sup>er</sup> avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, n° 6485.

#### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance (*Crédits nécessaires à la ville de Brest après les derniers événements*) [7 août 1947] (p. 4030). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Brest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3016, 3017).

**FRANÇOIS (Mme Germaine), Député de la Nièvre.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); Vice-président de cette Commission [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782).

#### Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, n° 980. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les Forges de la Chaussade et leurs dépendances à Guérisny (Nièvre) utilisé par la marine nationale, n° 988. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi portant statut de la presse enfantine, n° 1374. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi portant protection de la presse enfantine française, n° 1375. — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant, par dérogation aux dispositions de la loi du 15 juillet 1905, au cumul des allocations vieillesse avec les allocations d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 6668. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues portant institution d'un statut des personnels hospitaliers, n° 6672. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier le décret accordant médailles et primes, et certaines distributions aux mères de 10, 8 et 5 enfants, n° 7110. — Le 28 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un colis de vivres mensuel à tous les chômeurs et à leurs familles, n° 8877. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale des retraites pour les agents des établissements psychiatriques autonomes, n° 9689. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 9692. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide

aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Pouilly-sur-Loire, Saint-Andelain et dans la région nivernaise, n° 10087.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département des Basses-Pyrénées [28 novembre 1946] (p. 26). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 521 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour subventions à la Croix-Rouge française* [18 juillet 1947] (p. 3158); *le retire* (p. 3159); Chap. 526 : *Subventions à l'Entraide française* (p. 3161). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la population une question relative au paiement des drogues pharmaceutiques par les titulaires de l'assistance médicale [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947; Etat 1, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Ses amendements relatifs aux dispensaires d'hygiène sociale, à l'assistance aux vieillards et aux aveugles* [27 décembre 1947] (p. 6373-6374); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de l'incendie du dépôt de l'Entraide française à Charenton [5 février 1948] (p. 450). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 519-2 : *Subventions à la Croix-Rouge* [29 juillet 1948] (p. 5069); Chap. 526 : *Subvention à l'entraide française* (p. 5071, 5072); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 145, 146); *Représentation de l'Union des associations familiales* (p. 149); *Son amendement tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement privé* (p. 150). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret portant dissolution de l'Entraide française [4 février 1949] (p. 380); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [22 février 1949] (p. 796); la développe [10 mars 1949] (p. 1478, 1479, 1480). — Prend part à la

discussion : du projet de loi amendé par le Conseil de la République portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires de mars, avril et mai 1949; Art. 4 : *Ses observations sur l'usine de la S. N. A. C. de Château-roux* [10 mars 1949] (p. 1498); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat C, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [23 juin 1949] (p. 3704, 3705); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à maintenir les usines de la S. N. C. A. C. en état de marche* [28 juin 1949] (p. 3850); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE EN POPULATION, Chap. 9029 : *Protection de l'enfance* [5 juillet 1949] (p. 4207, 4208). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5938). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5040 : *Ecoles d'infirmières* [12 juin 1950] (p. 4632, 4633, 4634); Chap. 5280 : *Remboursements à la Croix-Rouge des frais de transports* (p. 4638, 4639); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien; Art. 1<sup>er</sup> : *Différentes catégories d'avions prévues (ses observations sur la fermeture de la S. N. A. C. de Fourchambault)* [28 juillet 1950] (p. 6183). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la S. N. A. C. de Fourchambault (Nièvre) et la vente de cette usine à la société italienne Vespa [16 novembre 1950] (p. 7783). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration, Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer l'article limitant la confiscation aux biens présents des condamnés* [4 décembre 1950] (p. 8506); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 3290 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour le matériel des écoles normales primaires* [23 avril 1951] (p. 3805); Chap. 3840 : *Travaux de restauration des bâtiments (École normale de Nevers)*

(p. 3809); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1010 : *Personnel auxiliaire (suppression d'emplois et scandale des bourreaux d'enfants)* [4 mai 1951] (p. 4527); Chap. 4000 : *Prestations familiales (statut du personnel hospitalier)* (p. 4549); Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (hôpitaux psychiatriques)* (p. 4571); Chap. 4120 : *Assistance médicale gratuite* (p. 4575, 4576); Chap. 4170 : *Assistance à la famille* [5 mai 1951] (p. 4594); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au laboratoire de contrôle des médicaments (shampoings mortels)* (p. 4596); — d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure les agents des hôpitaux* [22 mai 1951] (p. 5714).

**FRÉDÉRIC-DUPONT (M. Edouard)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [10 décembre 1946] (p. 69), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [14 janvier 1947] (p. 5), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommé membre : de la Commission des finances [9 août 1948] (p. 5577); de la Commission de la justice et de législation [17 février 1951] (p. 1306). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (Application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (**F. n° 527**). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des petits rentiers ayant souscrit des rentes viagères auprès des particuliers ou auprès de compagnies d'assurances, **n° 40**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés, **n° 42**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme, **n° 95**. — Le 13 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner la possibilité de régulariser, sans pénalités ni formalités particulières, leur situation fiscale jusqu'à la fin de 1946 aux ressortissants français qui possèdent des biens en Italie et qui ont été empêchés de souscrire aux obligations édictées par le décret du 9 septembre 1939 en raison de la guerre, **n° 108**. — Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, **n° 109**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à titulariser les employées auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre, non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, **n° 137**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, **n° 138**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des versements d'attente mensuels prévus par le décret du 29 octobre 1946 aux bibliothécaires, aux archivistes, aux conservateurs de musée, aux aides techniques des bibliothèques, **n° 177**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à chaque profession de dresser un programme d'aide à la vieillesse sur le plan professionnel par la constitution de maisons de retraite et à établir un projet de financement de ce programme, **n° 212**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, **n° 213**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à appliquer aux personnes célibataires ou divorcées les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1946 portant exonération, dans certains cas, des cotisations versées pour les allocations familiales, **n° 214**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, **n° 215**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'accès à la profession de photographe, **n° 216**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés, **n° 217**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faciliter pour la femme seule, abandonnée par un homme marié, l'obtention de subsides à ses enfants adultérins, **n° 417**. — Le 6 février 1947, une proposition de loi relative à la modification de l'article 259 du Code pénal en vue de rétablir son application au costume porté par un ministre d'un culte ou par un membre d'une communauté religieuse, **n° 464**. — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des retraités de l'Imprimerie nationale, **n° 525**. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à exonérer les femmes célibataires, veuves ou divorcées du paiement des cotisations versées pour les allocations familiales, **n° 535**. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à assimiler les femmes seules aux célibataires masculins ayant un enfant à charge en ce qui concerne le taux de l'impôt sur le revenu, **n° 619**. — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à préciser l'application de la loi du 16 avril 1946 portant amnistie, **n° 636**. — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à prolonger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux, **n° 637**. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les invalides civils de certains avantages en matière de transports publics, **n° 646**. — Le 18 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer les bouquinistes au point de vue fiscal comme travailleurs indépendants et à leur appliquer l'ar-

ticle 23 du Code général des impositions directes, n° 958. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de répartition des produits destinés à la réparation des bicyclettes et, d'autre part, à laisser aux réparateurs de bicyclettes une plus grande liberté pour l'utilisation de la monnaie-matière qui leur est accordée, n° 1226. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer de la liste des locaux inoccupés, les maisons de campagne appartenant aux chefs de familles nombreuses et habitées par leurs enfants durant les vacances scolaires, n° 1312. — Le 15 juillet 1947, une proposition de loi ayant pour objet d'instituer le panachage dans toutes les élections municipales qui auront lieu à la proportionnelle, n° 2012. — Le 15 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer le titre de chef de famille à toutes les veuves de guerre, n° 2013. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché, d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale, n° 2684. — Le 29 novembre 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers de l'Etat, n° 2738. — Le 29 novembre 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile, n° 2749. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à permettre aux commerçants assujettis au prélèvement exceptionnel d'opter entre le système du forfait et le système de l'imposition sur les bénéfices réels au point de vue des conséquences de ce prélèvement, n° 3160. — Le 3 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet d'augmenter l'indemnité de fonction des greffiers des tribunaux de paix et de police, n° 3232. — Le 4 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de classer les titulaires de charges et offices dans la cédule des professions non commerciales et non plus dans la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, n° 3247. — Le 5 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de payer aux porteurs de valeurs étrangères réquisitionnées le montant

de leurs titres sur la base du cours du franc au jour du payement, n° 3265. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier en faveur de certaines victimes de la guerre les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3482. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi ayant pour objet de transférer les audiences des justices de paix au Palais de justice dans les villes de plus de 500.000 habitants, n° 3699. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1421 du Code civil en vue d'exiger l'autorisation de la femme pour les ventes d'immeubles ou de fonds de commerce de la communauté, n° 3700. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à faire supporter par les locataires la charge du gardiennage des immeubles et à accorder aux concierges le minimum vital, n° 4553. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 147, 148 et 150 du Code pénal relatifs aux faux en écriture, n° 4555. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les artistes peintres, les sculpteurs, graveurs, musiciens, décorateurs, parmi les bénéficiaires de l'article 23 du Code général des impositions directes, n° 4944. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les bouquinistes parmi les bénéficiaires de l'article 23 du Code général des impositions directes, n° 4945. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille qui ont fait l'objet d'une distinction le jour de la Fête des mères, n° 5442. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères privées, n° 5585. — Le 20 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer au bénéfice des économiquement faibles une carte officielle leur permettant d'obtenir du pain, du charbon, de la viande, des produits pharmaceutiques et des facilités de transport, et aussi de bénéficier sans contestation des avantages qui leur sont déjà accordés, n° 5858. — Le 15 février 1949, une proposition de loi modifiant les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants âgés doivent participer aux Caisses d'allocations familiales, n° 6439. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les

articles 2, 10 et 12 de la loi du 4 mai 1948 sur la majoration des rentes viagères de l'Etat, n° 6447. — Le 15 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la sécurité et au service de la capitale la garde républicaine de Paris, n° 6451. — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix, n° 6700. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 29 mars 1942, validée par l'ordonnance du 28 octobre 1945, relative à la prescription de l'action publique et des peines, n° 6702. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la limite d'âge prévue pour le versement des allocations familiales en cas d'études post-scolaires, n° 6755. — Le 5 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la circulaire n° 112 SS du 3 avril 1947, conformément à la loi du 22 août 1946, afin que les pensions et retraites ne soient plus considérées comme revenus professionnels, n° 6937. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif aux locations faites à des administrations publiques, n° 7180. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'obtention de l'allocation temporaire des économiquement faibles et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7184. — Le 20 mai 1949, une proposition de loi ayant pour objet d'exonérer d'impôt les augmentations de prix des places des représentations cinématographiques comportant intermèdes, n° 7225. — Le 20 mai 1949, une proposition de loi relative à la limite d'âge des fonctionnaires des cadres supérieurs de l'ancienne administration centrale des colonies, n° 7226. — Le 7 juin 1949, une proposition de loi modifiant l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers d'habitation, n° 7373. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi modifiant l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 7574. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi tendant à reporter du 15 juillet au 1<sup>er</sup> août le délai imparti aux propriétaires pour le paiement de l'impôt foncier et des taxes municipales, n° 7575. — Le 30 juin 1949, une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948

relative à la prorogation des baux commerciaux, n° 7688. — Le 30 juin 1949, une proposition de loi ayant pour objet la protection des animaux, n° 7689. — Le 6 juillet 1949, une proposition de loi tendant à réintégrer dans leur emploi les fonctionnaires ayant participé à la Résistance Intérieure Française et ayant été admis à faire valoir leurs droits à la retraite avant la limite d'âge ou mis en disponibilité, n° 7775. — Le 28 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement, n° 8080. — Le 22 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à la suppression de la Cour de justice d'Indochine, n° 8413. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi réorganisant les services hospitaliers et sociaux dans le département de la Seine et portant création de l'Administration générale de la santé du département de la Seine, n° 8451. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 8609. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 juin 1948 pour en faire bénéficier les anciens combattants ayant souscrit auprès des caisses autonomes mutualistes, n° 8641. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi relative au placement des artistes de variétés, n° 8657. — Le 13 décembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 8696. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 9 août 1947 réglementant les examens sérologiques du diagnostic de la syphilis, n° 8698. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi ayant pour objet de faire bénéficier les combattants d'Indochine des dispositions prévues par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1945 relatives à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des démobilisés, n° 8996. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des classes dites « économiquement faibles » au sein du Conseil économique, n° 9123. — Le 7 février 1950, une

proposition de loi modifiant les conditions d'octroi des prêts effectués par le Crédit foncier de France aux pères de famille achetant leur appartement, n° 9194. — Le 28 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver certains emplois aux femmes seules de plus de 50 ans, n° 9635. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer à la police municipale le reclassement auquel elle a droit et à publier le statut spécial devant être appliqué aux gradés de la Préfecture de police, n° 9746. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser la concurrence illégale apportée par les administrations publiques aux entreprises d'édition, librairies ou imprimeries, n° 9751. — Le 2 mai 1950, une proposition de loi relative à l'ouverture des débits de boissons, n° 9822. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi ayant pour objet la suppression immédiate des cours de justice et des chambres civiques, n° 9901. — Le 22 juin 1950, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 10409. — Le 29 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'article 5 du décret n° 47-1309 du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10467. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, n° 10522. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, n° 10523. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, n° 10524. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 du Code général des impôts lorsqu'un artisan-maître et son conjoint relevant de l'article 184 du Code général des impôts exercent chacun pour leur compte une profession distincte, n° 11018. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à instituer une propriété artisanale en matière de baux des locaux à usage artisanal, n° 11053. —

Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 49-1035 du 31 juillet 1949 relatif au bénéfice agricole forfaitaire, n° 11276. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi ayant pour objet de considérer comme « étant à charge » l'ascendant d'une femme seule vivant avec elle, n° 11277. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter en matière fiscale le forfait maximum à 10 millions, n° 11280. — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 juin 1938 réglant le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements, n° 11335. — Le 21 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster l'indemnité de fonction des greffiers de paix et de police, n° 11740. — Le 23 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'associer à la célébration du 300<sup>e</sup> anniversaire de Fénelon, n° 11918. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des femmes de plus de 50 ans après ou avant apprentissage accéléré, n° 11951. — Le 25 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 0/0 des embauchages aux femmes seules de plus de 50 ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser des listes d'emplois pouvant être occupés par elles après un apprentissage accéléré, n° 11952. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi ayant pour objet de réserver 25 0/0 des embauchages dans les entreprises comprenant plus de 5 salariés à des personnes ayant plus de 50 ans, n° 11995. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'attribuer le chômage aux femmes seules de plus de 50 ans inscrites dans les services départementaux de placement, n° 11996. — Le 15 février 1951, une proposition de loi ayant pour objet de créer 30 postes de greffiers au tribunal civil de la Seine, n° 12233. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 12234. — Le 20 février 1951, une proposition de loi tendant à proroger la limite d'âge des apprentis et des étudiants, pour le bénéfice des allocations

familiales, n° 12264. — Le 28 avril 1951, une proposition de loi tendant à la constitution d'un régime de retraite en faveur des « cadres » employés par les administrations, n° 13025. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à créer le statut des droguistes et droguistes marchands de couleurs, n° 13255.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitations en régie des transports postaux dans Paris : *Ses observations sur l'ensemble* [7 février 1947] (p. 222). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles au moment où des campagnes en France et à l'étranger ne cessent d'attaquer le « colonialisme français », M. le Ministre de la France d'outre-mer n'a pas encore fait publier un livre jaune sur les atrocités commises par les forces du Viet-Nam sur nos compatriotes en Indochine [13 février 1947] (p. 316); la développe [11 mars 1947] (p. 802, 803, 804). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A : EDUCATION NATIONALE, Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* [7 mars 1947] (p. 731). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'expropriation de 15 immeubles du 7<sup>e</sup> arrondissement pour l'agrandissement du Ministère de la reconstruction et sur la démolition pour l'agrandissement du même Ministère de l'unique terrain de sport du 7<sup>e</sup> arrondissement [9 mai 1947] (p. 1570); la retire [22 juillet 1947] (p. 3446); — sur l'expropriation de deux immeubles du 7<sup>e</sup> arrondissement pour l'agrandissement du Ministère des Travaux publics [9 mai 1947] (p. 1570), la retire [22 juillet 1947] (p. 3446); — 1<sup>o</sup> sur les conditions dans lesquelles ont pu être réalisées les évasions de Si Allah El Fassi et d'Abd el Krim; 2<sup>o</sup> sur les relations entre ces faits et l'activité de la ligue panarabe [3 juin 1947] (p. 1187). — Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Lespes relative à la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2097, 2098); — sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 10 : *Son amendement tendant à faire bénéficiaire de l'amnistie les titulaires de la carte du combattant 1914-1918* [21 juin 1947] (p. 2315); *le retire* (p. 2316); Art. 11 : *Son amendement tendant à amnistier toutes les infractions qui*

*n'ont pas été sanctionnées que par une amende* (p. 2316, 2317, 2318); *le retire* (p. 2318). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 : (*Dépenses civiles*); Etat A : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3232, 3233). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4141, 4142); Art. 2 : (Seconde partie) : *Procédure du vote* [12 août 1947] (p. 4318); Art. 3 : *Son amendement tendant à établir l'incompatibilité entre les fonctions de député et celles de conseiller municipal de Paris ou général de la Seine* (p. 4318, 4419); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à ne tenir compte dans l'attribution des sièges complémentaires que des listes ayant obtenu au moins 5 0/0 des voix* [28 août 1947] (p. 4781). — Dépose une demande d'interpellation : sur les provocations du Gouvernement à l'égard du commerce de détail parisien [13 novembre 1947] (p. 5003); — sur la politique financière du Gouvernement et les mesures pour restaurer le crédit public et défendre l'épargne [16 décembre 1947] (p. 5782). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5981, 5982, 5983, 5984); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 383, 384); Art. 16 : *Crédits accordés aux victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 512, 513, 514, 515). — Est entendu sur le dépôt avec demandes de discussion d'urgence de propositions de résolution (*Débat sur les rentiers-viaagers*) [12 février 1948] (p. 674). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative au sort des rentiers-viaagers : *Son contre-projet sous forme de proposition de loi* [13 février 1948] (p. 719, 720, 721, 722); — de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1433, 1434); Art. 4 : *Son amendement tendant à ajouter un article nouveau prévoyant un abattement à la base pour les déportés, prisonniers et combattants de 1945* [7 mars 1948] (p. 1504); Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* (p. 1507); *Amendement de M. de Tinguy tendant à permettre au contribuable sou-*



mis au B. I. C. de choisir entre le calcul d'après le bénéfice réel et celui d'après le chiffre d'affaires [8 mars 1948] (p. 1542, 1543). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les rentiers-viagers*) [16 mars 1948] (p. 1745, 1746); (*Modification du règlement*) (1747, 1748). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Discussion générale* [19 mars 1948] (p. 2017, 2018, 2019); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure les rentes constituées par les employeurs à leurs employés* [20 mars 1948] (p. 2040, 2041); Art. 2 : *Son amendement tendant à exiger seulement la nationalité française pour bénéficier de la loi* (p. 2042, 2043); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas exclure de la loi les rentiers-viagers ayant 60.000 francs de rente* (p. 2043, 2044); *Son amendement tendant à assimiler le rentier ayant souscrit une rente à capital différé au rentier à rente à capital aliéné* (p. 2045); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2046); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer les conditions nécessaires pour bénéficier de l'article* (p. 2046); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2047); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2048). Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion des Sœurs de Saint-Vincent de Paul des services sociaux de la S.N.C.F. [25 mai 1948] (p. 2932). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique française en Indochine* [9 juin 1948] (p. 3328, 3329, 3330); *et sur la pauvreté des fonctionnaires coloniaux* (p. 3332); RECONSTRUCTION, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique de reconstruction et le problème du logement* [17 juillet 1948] (p. 4766); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 23 : *Son amendement tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge* [17 juin 1948] (p. 3628, 3630, 3634). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les rentiers-viagers*) [6 juillet 1948] (p. 4370); [15 juillet 1948] (p. 4610). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [7 juillet 1948] (p. 4422). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 357 : *Service de l'artillerie*

[17 juillet 1948] (p. 4732). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine et les pourparlers avec Ho Chi Minh [27 juillet 1948] (p. 4936); est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 août 1948] (p. 5988 et suiv. et 5998); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur l'Indochine*) [3 août 1948] (p. 5267, 5268); (*Débat sur les rentiers-viagers*) [14 septembre 1948] (p. 5627). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter au Gouvernement présent les pouvoirs de cette loi* [9 août 1948] (p. 5585, 5586); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre les particuliers : *Discussion générale* [15 septembre 1948] (p. 6541, 6542, 6543, 6546); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6601, 6602, 6603, 6623); Art. 7 : *Son sous-amendement relatif aux taux des droits sur les alcools pharmaceutiques* (p. 6678). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine et la présence d'un représentant de Ho Chi Minh à Paris [16 novembre 1948] (p. 6990). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur les fonctions de M. Lacour, à la Banque de l'Europe du nord* [19 novembre 1948] (p. 7142). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [27 janvier 1949] (p. 196); la retire [8 mars 1949] (p. 1370); — sur la situation des effectifs en Indochine [10 février 1949] (p. 486); la retire [8 mars 1949] (p. 1370). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées (*Pose la question préalable*) [17 février 1949] (p. 629, 630). — Dépose une demande d'interpellation sur la multiplication des locaux administratifs et particulièrement, l'agrandissement du centre de télévision de la rue de l'Université et du J.O., rue Desaix [18 février 1949] (p. 743). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation et date des débats sur l'Indochine* [22 février 1949] (p. 816, 817). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du

Gouvernement en Indochine : (*Ses observations sur l'accord conclu récemment avec Bao-Daï, la politique du parti socialiste, la situation critique des troupes françaises en Indochine, les machinations de la mission du Viet-Minh à Paris* [10 mars 1949] (p. 1507 et suiv.); — du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine : *Question préalable posée par M. Aumeran* [11 mars 1949] (p. 1546); *Discussion générale* (p. 1560); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1691); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la justice; Chap. 300 : *Matériel de l'administration centrale (Ses observations sur les bureaux des juges d'instruction)* [22 mars 1949] (p. 1723); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1753); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1777); — d'une proposition de loi tendant au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter à deux ans la durée d'application de la loi* [29 mars 1949] (p. 1803); *le retire* (p. 1804); *Son amendement tendant à mettre à la charge du client la justification de son droit au maintien dans les lieux* (p. 1805); *Son amendement tendant à exiger du client la « jouissance en bon père de famille »* (p. 1806); *Son amendement tendant à prévoir une « occupation régulière et continue »* (p. 1807); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas faire de distinction entre les différentes catégories d'hôtels de tourisme* (p. 1808); *Son amendement tendant à exclure de la loi les locataires ayant quitté les lieux sans donner congé* (p. 1808); *Son amendement tendant à n'accorder le droit de priorité au locataire expulsé pour travaux que s'il fait connaître sa volonté avant la fin de ces travaux* (p. 1809); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux personnes à la charge du locataire* (p. 1810); Art. 6 : *Son amendement relatif à la procédure devant le juge des référés* (p. 1811); *le retire* (p. 1812); Article additionnel : *Son amendement tendant à limiter à quatre ans la durée d'application de la loi* (p. 1812); *le retire* (ibid.); de cette proposition de loi amendée

par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2000); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des militaires en Indochine)* [31 mars 1949] (p. 1928); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1953, 1954). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation militaire en Indochine [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2016). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants : *Discussion générale (Ses observations sur les invalides de guerre à l'Hôtel des Invalides)* [19 mai 1949] (p. 2652). — Pose une question à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil relative à l'adresse et à la superficie des locaux administratifs occupés par son Ministère à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1939 et à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1948 [20 mai 1949] (p. 2750). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Question préalable posée par M. Aumeran* [21 mai 1949] (p. 2768); *Discussion générale* (p. 2781, 2782, 2783). — Dépose une demande d'interpellation sur les inconvenances de la vente aux enchères des souvenirs personnels du maréchal Pétain [25 mai 1949] (p. 2908). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2933, 2934, 2935, 2936, 2937); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Moisan tendant à décharger les caisses de la sécurité sociale de la délivrance des cartes* (p. 2942); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Droits attachés à la possession de cette carte* [30 juillet 1949] (p. 5635). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Revalorisation des rentes viagères*) [7 juin 1949] (p. 3186). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3254, 3255, 3256, 3257); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie (Ses observations sur l'envoi de la garde républicaine en Indochine et le reclassement des gendarmes)* [14 juin 1949] (p. 3333, 3334); FRANCE D'OUTRE-MER (*Ses observations sur la guerre d'Indochine*) [22 juin 1949] (p. 3652, 3653, 3654, 3655,

3656); — d'une proposition de loi relative à la revision du montant des patentes en 1949; Article unique: *Contre-projet de M. Rigal tendant à tenir compte pour le calcul de la patente de la valeur locative en 1948* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4012); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant une revision du tableau des patentes* [13 juillet 1949] (p. 4744); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux: *Discussion générale* [5 juillet 1949] (p. 4177, 4178); Art. 4: *Son amendement tendant à ne pas supprimer l'allocation temporaire à ceux qui ne bénéficieraient pas de la loi du 17 janvier 1948* (p. 4180); *Son rappel au règlement* (p. 4181); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4185, 4186). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Débat sur les rentiers voyageurs des compagnies d'assurances* [5 juillet 1949] (p. 4214). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi portant revision de certaines rentes viagères: *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4649, 4650); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à prévoir le cas de rentes souscrites au profit d'un tiers* (p. 4661); Art. 2: *Amendement de M. Denais tendant à n'accorder la majoration de rentes qu'aux rentiers de plus de 55 ans, de nationalité française et ne payant pas l'impôt sur le revenu* (p. 4662); Art. 3: *Son amendement relatif au cas des contrats groupés en un seul* (p. 4663); Art. 5: *Son amendement tendant à préciser les rentes constituées à titre direct ou indirect* (p. 4665); *Son amendement tendant à abroger l'article 4 de la loi du 5 mai 1948* (p. 4665); *le retire* (ibid.); Art. 6: *Son amendement tendant à modifier les coefficients de majorations de rentes suivant la date de constitution de celles-ci* (p. 4665, 4666); Art. 7: *Son amendement tendant à préciser « en vertu de la loi du 5 mai 1948 et de la présente loi »* (p. 4667); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4568); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes; Art. 4: *Son amendement tendant à encourager par une prime les infirmes et aveugles qui travaillent* [19 juillet 1949] (p. 4765, 4766); *Retire le troisième alinéa* (p. 4766); *Son amendement tendant à prévoir une priorité pour les aveugles dans les commandes de broserie faites par l'Etat* (p. 4766); *Son amendement tendant à prévoir un crédit pour les livres en relief (Système Braille)* (p. 4767);

*le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à exonérer de droits de douane les appareils à l'usage des aveugles* (ibid.); *Son amendement tendant à accorder aux aveugles et infirmes l'accès au professorat* (p. 4768). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'école des frères de la Grand'Combe [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5929, 5930, 5931). — Dépose une demande d'interpellation sur les coupures de courant [10 novembre 1949] (p. 6074); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6426); la développe [9 décembre 1949] (p. 6743, 6744); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à améliorer la distribution d'électricité* (p. 6750). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur les économiquement faibles*) [22 novembre 1949] (p. 6171, 6172). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes et notamment l'application de la loi relative à la carte d'économiquement faibles [22 novembre 1949] (p. 6153); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6426, 6427); la développe [14 décembre 1949] (p. 6876, 6877, 6878). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression de la cour de justice d'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6491, 6492). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour défendre la réputation de l'armée française contre les écrits de *Temoignage Chrétien* et de *l'Humanité* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6531). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur les classes moyennes*) [13 décembre 1949] (p. 6812). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles: *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6856, 6857); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Discussion générale (Ses observations sur le sort malheureux des épargnants, l'impôt sur les bénéfices non distribués, les droits de garde bancaires)* [21 décembre 1949] (p. 7080, 7081); Art. 3: *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [26 décembre

1949] (p. 7300, 7301); *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs les crédits pour les forces des territoires d'outre-mer* (p. 7306); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 7308); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7598); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Son amendement relatif au cas particulier de la Ville de Paris* [29 décembre 1949] (p. 7536). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation particulièrement défavorable du personnel de la police, notamment du reclassement de la police parisienne (*Loi du 28 septembre 1948*) [10 janvier 1950] (p. 194); — sur la défense des soldats d'Indochine contre ceux qui sabotent leur matériel, les dilapent et notamment contre la femme-député qui, à Pékin, encourage le Viet-Minh [17 janvier 1950] (p. 278). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 287); *Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une Commission d'enquête* (p. 293); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Juglas tendant à enquêter sur les faits de trahison, sabotage et contact avec le Viet-Minh* (p. 294); *le retire* (ibid.); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine, la propagande communiste en Indochine, le récit fait par Témoignage Chrétien des atrocités commises par les Français, l'insuffisance de l'armement et le sabotage du matériel expédié en Indochine)* [27 janvier 1950] (p. 607, 608, 609, 610, 611, 612); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations d'Indochine* [28 janvier 1950] (p. 686); — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Ses explications de vote sur la proposition* [23 février 1950] (p. 1320); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1614, 1615); Art. 3 : *Amendement de M. Chautard tendant à substituer « éviction » à « évènement »* [24 mars 1950] (p. 2350); — d'une proposition de loi relative à

la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2280, 2282); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2643); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2661, 2662, 2663). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements des nouvelles brigades fiscales recrutées parmi les anciens agents du contrôle économique [25 avril 1950] (p. 2806); la développe [23 mai 1950] (p. 3795, 3796, 3797, 3799, 3800, 3809, 3811); *Son ordre du jour tendant à suspendre les expériences de contrôle unique* (p. 3816, 3818); *Ordre du jour de M. Pineau approuvant la lutte contre la fraude fiscale* (p. 3822). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (*Affaire Revers-Mast*) [4 mai 1950] (p. 3285, 3287, 3288, 3289, 3290); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; JUSTICE, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires (Suppression des cours de justice)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4130, 4131). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes et des économiquement faibles [21 juin 1950] (p. 5095); — sur la composition du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5400); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 5401, 5402). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements en 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'avancement des anciens élèves de l'École polytechnique* [22 juillet 1950] (p. 5795, 5796, 5797); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6152, 6153, 6154). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles M. Figuières a pu se faire photgraphier à la Présidence du Conseil étant l'objet d'un mandat d'arrêt [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur les dramatiques événements d'Indochine [17 octobre 1950] (p. 6920); la

développe (*Ses observations sur la défaite de Caobang, les négociations de Pau, l'insuffisance des troupes de relève, l'insuffisance des crédits alloués à l'Indochine, le mauvais état des routes, le manque d'aviation et l'attitude de M. Figuères*) [19 octobre 1950] (p. 6975, 6976, 6977, 6978, 6979, 6991); *Son ordre du jour demandant des renforts pour l'Indochine et l'aide d'autres puissances* (p. 7013); — sur la politique générale du Gouvernement qui livre la France sans armée, sans alliés et sans courage à la Russie soviétique [9 novembre 1950] (p. 7567); — sur la politique du Gouvernement en Indochine et l'attitude du général Carpentier [14 novembre 1950] (p. 7686); la développe [22 novembre 1950] (p. 8003, 8004, 8005, 8006, 8007, 8008, 8014); *Son ordre du jour tendant à renforcer le corps expéditionnaire* (p. 8046). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8146, 8147); *Son ordre du jour condamnant la to'érance exercée envers des membres du Viet-Minh et exprimant ses regrets à l'armée d'Indochine* (p. 8170); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Duveau déplorant l'impunité des agents du Viet-Minh et exprimant ses regrets à l'armée d'Indochine* [28 novembre 1950] (p. 8238); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [28 novembre 1950] (p. 8255); Art. 36 : *Son amendement tendant à ne pas fixer l'allocation à moins de la moitié de la retraite des vieux travailleurs* [13 décembre 1950] (p. 9034); *le retire* (ibid.); Art. 37 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux personnes ayant moins de 144.000 francs de revenus par an* (p. 9034); *Son amendement relatif au cas des veuves de fonctionnaires* (p. 9035). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction dans les casernes du journal *La voix de la gendarmerie* [29 novembre 1950] (p. 8279). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 16 : *Son amendement relatif au rapatriement et à la remise aux parents amnistiés des corps des anciens combattants morts au champ d'honneur* [4 décembre 1950] (p. 8475); Art. 25 : *Son amendement tendant à soustraire les conditions d'attribution de pensions à l'appréciation des services* (p. 8546); *Son amendement tendant à supprimer*

*les sanctions prises contre des militaires de carrière* (p. 8547, 8548); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer les cours de justice (Vente de bois coloniaux aux Allemands)* (p. 8554, 8555, 8556); *le retire* (p. 8557). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Auguet sur la révocation des maires et adjoints communistes de Paris [12 décembre 1950] (p. 8950, 8951). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9066); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux concessions faites par l'Etat ou par des collectivités publiques* (p. 9081); *Son amendement relatif aux commerçants forains* (p. 9082); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire (Ses observations sur l'Office national d'études et de recherches atomiques)* [29 décembre 1950] (p. 9781, 9782). — Dépose une demande d'interpellation sur la défense des classes moyennes, notamment des rentiers viagers et des économiquement faibles [25 janvier 1951] (p. 362). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Sa proposition de renvoyer le débat au 15 février* [25 janvier 1951] (p. 365, 366). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les rentiers viagers*) [25 janvier 1951] (p. 375, 376); (*Débat sur les rentiers viagers*) [30 janvier 1951] (p. 531). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 612, 613, 614, 615); Art. 5 : *Son amendement tendant à réviser les aliénations en usufruit* [13 mars 1951] (p. 1857); *Amendement de M. Chautard tendant à majorer les rentes payées pour des ventes en usufruit* (p. 1858, 1859, 1860); Art. 7 : *Son amendement tendant à inclure le cas des employés de commerce touchant des rentes des institutions de prévoyance prévues en 1945* (p. 1861); *le retire* [14 mars 1951] (p. 1892); *Son amendement tendant à accorder un délai de trois ans aux rentiers pour négocier un accord amiable* (p. 1892, 1893); *Son amendement tendant à accorder à des associations ou amicales de rentiers viagers le droit d'agir en justice* (p. 1893, 1894); *Son amendement*

tendant à revaloriser les capitaux que doivent verser les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation (p. 1894); Son amendement tendant à revaloriser les pensions des rentiers ayant plus de 120.000 fr. de revenu par an (p. 1894, 1895, 1896); Son amendement tendant à augmenter de 25 0/0 les rentes déjà revalorisées en 1949 (p. 1896, 1897); Son amendement tendant à revaloriser les rentes constituées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1947 au lieu de celles constituées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1946 (p. 1897); Son amendement tendant à revaloriser les rentes des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale des retraites (p. 1897, 1898); Son amendement tendant à majorer le capital avec lequel le débirentier peut racheter du service de la rente (p. 1898); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1900, 1901); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [6 février 1951] (p. 787); Chap. 5150: *Subventions aux foyers et organismes de secours des Algériens (Misère des Algériens dans la région parisienne)* [20 février 1951] (p. 1341); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1620: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du contrôle économique (Suppression des brigades polyvalentes)* [3 avril 1951] (p. 2586, 2587, 2588); FRANCE D'OUTRE-MER: *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Juglas* [4 avril 1951] (p. 2674); Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministère (Pères blancs poursuivis en correctionnelle à Dakar)* (p. 2675, 2676, 2683, 2685); *Demande de rétablissement du crédit pour le Ministre, présentée par le Gouvernement* [5 avril 1951] (p. 2731); Chap. 1270: *Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Procès des Pères blancs de Dakar)* (p. 2743, 2744); Chap. 1000: *Procès des Pères blancs de Dakar* [26 avril 1951] (p. 4013); P. T. T., Chap. 3100: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le transport des correspondances et du personnel (Abonnements-poste internationaux)* [2 mai 1951] (p. 4480); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050: *Mesures générales de protection de la santé publique (Journée du sang)* [4 mai 1951] (p. 4554); Chap. 5020: *Subventions au centre de transfusion sanguine (Sang pour les blessés d'Indochine)* [5 mai 1951] (p. 4596, 4597, 4598); — d'une proposition de

loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5: *Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir un représentant des sociétés coopératives d'achat en commun* [7 février 1951] (p. 848); *Son amendement tendant à prévoir trois représentants de l'épargne* (p. 852); *Son amendement tendant à prévoir trois représentants de la propriété bâtie* (p. 853). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite du débat sur les ventes d'immeubles par appartements*) [20 février 1951] (p. 1370). — Dépose une demande d'interpellation: sur le retard apporté à la réorganisation des services de l'énergie atomique [19 mars 1951] (p. 2148); — sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes et des économiquement faibles [3 avril 1951] (p. 2596); — sur la politique de sectarisme et de gaspillage pratiquée en Afrique occidentale française et le procès fait par le Haut Commissaire à deux Pères blancs [10 avril 1951] (p. 3028); — sur l'impunité dont jouit la campagne du parti communiste auprès des donneurs de sang pour les inciter à refuser leur sang aux soldats d'Indochine [14 avril 1951] (p. 3308); — sur l'absence d'épuration au Commissariat général de l'énergie atomique [5 mai 1951] (p. 4610). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5357); — du projet de loi de finances pour 1951; *Demande de renvoi du débat présentée par M. Bétolaud* [18 mai 1951] (p. 5504); Art. 5: *Son amendement tendant à élever le plafond du forfait pour les entreprises industrielles et commerciales* (p. 5509); *Son amendement tendant à considérer comme personne à charge l'ascendant de la femme seule* (p. 5509); le retire (p. 5510); Art. 15 D: *Son amendement tendant à abroger une disposition licenciant par priorité les fonctionnaires retraités proportionnels* (p. 5528). = S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [20 avril 1948] (p. 2075). = Obtient des congés [20 mai 1947] (p. 1678), [20 avril 1948] (p. 2075).

**FREDET (M. Maurice)**, Député d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la

Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [7 juin 1949] (p. 3172); de la Commission du ravitaillement [21 juin 1949] (p. 3549). — Est élu Secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [15 novembre 1949] (p. 6099). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1946] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer un stock de sécurité de semences de blés de printemps, n° 1261. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à augmenter le nombre des représentants des médecins de la Seine au sein du Conseil national de l'Ordre des médecins, n° 1341. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, n° 1956. — Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant à établir, par l'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, les coefficients applicables au commerce de produits en provenance ou à destination de l'agriculture, n° 3435. — Le 20 mars 1948, une proposition de loi tendant à aménager les conditions d'attribution des allocations de maternité au profit de l'enfant de premier rang, n° 3899. — Le 12 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires

pour améliorer dans le plus bref délai possible la qualité de la farine et du pain, n° 4513. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire payer à domicile toutes les allocations aux « vieux » qui en feront la demande, n° 5526. — Le 29 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser le montant des allocations familiales des travailleurs indépendants et des employeurs avec celui des travailleurs salariés n° 5967. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement au corps médical un contingent exceptionnel d'essence pour lui permettre de continuer la lutte contre l'épidémie de grippe qui sévit actuellement, n° 6086. — Le 20 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1° de M. Maurice Fredet tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement au corps médical un contingent exceptionnel d'essence pour lui permettre de continuer la lutte contre l'épidémie de grippe qui sévit actuellement; 2° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement à tous les docteurs français une attribution supplémentaire d'essence de 250 litres pour le mois de janvier en vue de leur permettre de combattre l'épidémie de grippe, n° 6114. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article premier de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, en ce qui concerne l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme par certains praticiens étrangers, n° 6983. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à porter de 25.000 à 60.000 francs le montant de la majoration accordée aux mutilés du travail à 100,0/0 incurables et dont l'état nécessite des soins constants, n° 7100. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus rapides les dispositions nécessaires pour éviter les coupures de courant électrique aux hôpitaux et maisons de santé agréées, n° 8387. — Le

24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1° de M. Castellani et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes précautions utiles pour que les coupures de courant électrique n'aient aucune répercussion sur le fonctionnement des établissements hospitaliers et plus particulièrement de ceux spécialisés dans les traitements des affections tuberculeuses; 2° de M. Maurice Fredet tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus rapides les dispositions nécessaires pour éviter les coupures de courant électrique aux hôpitaux et maisons de santé agréées, n° 8481. — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés, n° 8685. — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5 0/0, n° 10029. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 9874) sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, n° 11791. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à instituer le scrutin plurinominal à un tour pour l'élection des députés, n° 12486.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 901 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour subventions aux organismes d'hygiène sociale pour leurs dépenses d'équipement* [7 mars 1947] (p. 749 750); *le retire* (ibid.); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 22 : *Son amendement tendant à déduire de la valeur locative de la résidence principale celle des baux professionnels des médecins* [23 juin 1947] (p. 2380); *Son amendement tendant, pour les professions médicales et para-*

*médicales, à déduire un domestique avant de procéder à la taxation forfaitaire* (p. 2380, 2381); — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé : *Discussion générale en deuxième lecture* [8 juillet 1947] (p. 2816). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3118); Chap. 510 : *Etablissement de rééducation pour prostituées* (p. 3145). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3760, 3761); — d'une proposition de résolution de M. Barel invitant le Gouvernement à protéger les forêts du Sud-Est : *Son amendement tendant à généraliser à toute la France cette proposition de résolution* [6 août 1947] (p. 3973); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6045); Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 50 0/0 le prélèvement pour les agriculteurs taxés pour des cultures spécialisées* [22 décembre 1947] (p. 6137); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 81); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 4 ter* (p. 87). — Est entendu sur les propositions de règlement de l'ordre du jour (*Vote du projet d'augmentation des allocations familiales*) [26 janvier 1948] (p. 202). — Est entendu au cours du débat sur : la proposition de loi de M. Minjoz relative à la pêche fluviale : *Discussion générale* [10 février 1948] (p. 585); — le projet de loi tendant à réprimer les hausses injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Sourbet tendant à excepter les produits dont le prix de revient était supérieur au prix de vente* [18 février 1948] (p. 863). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1433); Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* (p. 1443, 1444); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Limitation du prélèvement à 60 0/0 des bénéfices pour les agriculteurs*



[11 mars 1948] (d. 1674); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 20 : *Son amendement tendant à taxer les bénéfices des médecins et dentistes à 17 0/0, avec le même abattement que pour la cédule des traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2252); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4184); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 100 : *Ses observations sur la situation des cliniques* [29 juillet 1948] (p. 5044); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5113, 5114); — de la proposition de résolution tendant à étendre aux travailleurs agricoles la prime de 25.000 francs; Article unique : *Son amendement additionnel relatif aux salariés ayant des avantages en nature* [16 septembre 1948] (p. 6571, 6574); *le retire* (p. 6575); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 14 bis : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à retarder jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1949 l'application de la réforme fiscale* [23 décembre 1948] (p. 7928); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8158); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Diverses recettes du budget annexe* [10 février 1949] (p. 479). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [22 février 1949] (p. 794); *la développe* (*Ses observations sur l'abondance régnant depuis peu, la nécessité de stopper immédiatement les importations de produits agricoles, la possibilité d'exportation, notamment en Angleterre*) [25 février 1949] (p. 958, 959, 960). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer le contingent attribué au corps médical* [25 mai 1949] (p. 2903, 2904); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aménagement de la Sécurité sociale [9 juin 1949] (p. 3259); *la développe* [10 juillet 1949] (p. 4545, 4546, 4547, 4548) : *Discussion générale* (p. 4555). — Prend part à

la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 quater : *Assimilation fiscale de coopératives* [20 juillet 1949] (p. 4891, 4892); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5443); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* (p. 5464, 5465); — d'une proposition de résolution relative aux coupures de courant dans les établissements hospitaliers, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1949] (p. 6400); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* (*Ses observations sur les dépenses non soumises au contrôle du Gouvernement*) [21 décembre 1949] (p. 7115); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1112); *Sa demande de renvoi à la Commission de la santé publique* (ibid.); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale* (*Ses observations sur la garantie des prix agricoles, l'augmentation des dettes agricoles, la capacité de stockage, l'abondance du blé, la question de l'alcool carburant et celle du lait*) [17 février 1950] (p. 1235, 1236, 1237); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. A. Hughes tendant à réglementer la fabrication et la vente des boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur de l'hygiène publique* [28 février 1950] (p. 1532); Art. 2 : *Amendement de M. Montagnier tendant à introduire un article nouveau interdisant la vente du coca-cola* (p. 1534); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE : *Discussion générale* (*Ses observations sur les subventions aux tourteaux, le taux de blutage du blé et les travaux d'adduction d'eau*) [24 mai 1950] (p. 3850, 3851); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* (*Ses observations sur la réforme de la Sécurité sociale*) [12 juin 1950] (p. 4599, 4600); Chap. 3180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux congrès internationaux* (*Congrès international de chirurgie*) (p. 4616); *le retire* (ibid.); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 4060 : *Soins médicaux gratuits* (*Grève du corps médical*) [24 juillet 1950] (p. 5897); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5898, 5899). — Est entendu sur le règlement de

l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Santé publique* [9 juin 1950] (p. 4582). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5332). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 1<sup>er</sup> : Etat B, AGRICULTURE, Chap. 9320 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour travaux de pisciculture* [20 juillet 1950] (p. 5680); *le retire* (ibid.); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur la participation allemande à la défense de l'Europe, l'attitude pacifique des protestants allemands)* [25 octobre 1950] (p. 7201, 7202); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le problème des coopératives agricoles)* [7 décembre 1950] (p. 8789, 8790); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1512). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du 3<sup>e</sup> Cabinet Queuille (*Réforme électorale*) [13 mars 1951] (p. 1831, 1832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ensemble* [30 avril 1951] (p. 4392, 4393); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Danger des vaccinations collectives)* [4 mai 1951] (p. 4551, 4553); *le retire* (p. 4553).

**FROMENT (M. Edouard)**, *Député de l'Ardèche.*

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la défense nationale [21 décembre 1946] (p. 201); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34);

[17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5134); [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôt :

Le 24 mai 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, **n° 10038**.

**FURAUD (M. Jacques)**, *Député de la Charente.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi sur le statut de l'artisanat, **n° 19**. — Le 26 mars 1947, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi autorisant les Ministres de l'Economie nationale et de la Production industrielle à établir un contrôle permanent dans les entreprises dont l'activité est jugée essentielle aux besoins du pays, **n° 1062**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures pour venir en aide aux 24 communes du département de la Charente ravagées par la grêle, **n° 1639**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à préciser les modalités d'application de la loi **n° 48-30** du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation,

**n° 3113.** — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à donner à « Electricité de France » et à « Gaz de France » leurs structures respectives et définitives prévues par la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'Electricité et du Gaz, **n° 3755.** — Le 30 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relatif à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, **n° 4102.** — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relatif à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, **n° 5393.** — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à rétablir la situation des possesseurs d'or en Grande-Bretagne dont les avoirs ont été réquisitionnés par le Gouvernement français en vertu d'une application exceptionnelle des termes de la loi du 26 décembre 1945, du décret du 4 juin 1946 et de l'avis n° 228 de l'Office des changes, **n° 6213.** — Le 1<sup>er</sup> février 1949, une proposition de loi portant création du « Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique », **n° 6254.** — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent exceptionnel de croix de Légion

d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électro-technique de Grenoble, **n° 8417.** — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'Energie » à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électro-technique de Grenoble, **n° 9990.** — Le 21 juillet 1950, une proposition de loi tendant à apporter des précisions au huitième alinéa de l'article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, complétée par la loi n° 49-1090 du 2 août 1949, **n° 10688.**

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6046, 6047); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 *bis* : *Son amendement tendant à accorder des délais de paiement allant jusqu'à trois ans* [6 mars 1948] (p. 1469, 1470); Art. 8 : *Son amendement tendant à ajouter un article relatif aux contribuables dont les trois quarts du revenu sont un salaire* [7 mars 1948] (p. 1521); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre la répression des fraudes dans la gestion* [25 juin 1948] (p. 3998). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5334).

## G

**GABELLE (M. Pierre), Député du Loiret.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [23 novembre 1948] (p. 7150).

**Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à fixer la date d'appréciation de la situation des charges de famille dont il doit être tenu compte pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères, **n° 367**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réaliser en province l'alignement des prestations familiales sur les salaires, **n° 419**. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant au maintien du bénéfice de l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages pendant les deux premières années du mariage, **n° 671**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat C, Caisse nationale d'épargne, **n° 1556**. — Le 30 octobre

1947, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de détermination des pensions d'invalidité des assurances sociales, **n° 2607**. — Le 9 décembre 1947, une proposition de loi tendant au relèvement du minimum et du maximum des versements et des dépôts dans les caisses d'épargne, **n° 2806**. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne ; 2<sup>o</sup> les propositions de loi : a) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du minimum et du maximum des versements et des dépôts dans les caisses d'épargne ; b) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne ; c) de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne, **n° 3322**. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à l'adopté, **n° 3751**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Caisse nationale d'épargne et Travaux publics et Transports, **n° 4046**. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier

de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires, n° 5200. — Le 7 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Minjoz et Robert Schmidt tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, n° 5208. — Le 19 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant création d'un Centre national du tourisme, n° 5325. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant à reporter au 31 janvier 1949 la date d'application de la majoration de 10 0/0 sur les impositions qui n'auront pas été antérieurement réglées, n° 5769. — Le 18 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, des Transports et du Tourisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6523. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, des Transports et du Tourisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7077. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Travaux publics, Transports et Tourisme (I. — Service des travaux publics, des transports et du tourisme), n° 8426 (annexe n° 27). — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt, les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation, n° 8446. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à proroger l'ensemble des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne

d'Alsace et de Lorraine, n° 8583. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi portant modification de l'article 836 du Code général des impôts, n° 8595. — Le 29 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 8892. — Le 24 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac; 2° de MM. Reille-Soult et Taillade tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 5 millions de francs aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac (Tarn); 3° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac, n° 9337. — Le 3 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires, n° 9439. — Le 17 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Dutard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget des ponts et chaussées, n° 9986. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la grêle et de la tornade qui se sont abattues sur le département du Loiret les 21 et 22 mai 1950, n° 10122. — Le 2 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence tendant

à modifier divers articles de la loi du 20 juillet 1895 relatifs aux placements des fonds des caisses d'épargne, n° 10166. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — I. — Services des travaux publics, des transports et du tourisme), n° 10759. — Le 27 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation ; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les gains perçus dans l'exercice de leur métier, par les gérants des maisons à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 10791. — Le 3 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation ; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les gains perçus dans l'exercice de leur métier, par les gérants à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 11164. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à exclure l'imposition des traitements et salaires à la taxe proportionnelle et à rendre au Parlement ses prérogatives en matière de législation fiscale, n° 11441. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant au report de l'échéance des droits de succession dus par l'époux survivant sur l'immeuble constituant son habitation principale et dépendant d'un patrimoine modeste, n° 11443. — Le 15 décembre 1950, un

rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics. — Transports et Tourisme). Dispositions concernant le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme. — Section I. — Travaux publics, Transports et Tourisme, n° 11671. — Le 20 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11044) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, Transports et Tourisme). Dispositions concernant le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme. — Section I. — Travaux publics, Transports et Tourisme, n° 11709. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12090) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11044) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics. — Transports et tourisme. — I. Travaux publics, Transports et tourisme), n° 12473.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à maintenir les effets de la loi du 17 novembre 1944 étendant le bénéfice de l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages pendant les deux premières années suivant la célébration du mariage* [25 février 1947] (p. 452). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 3102 : *Soutient l'amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* [12 juin 1947] (p. 2053), CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [16 juillet 1947] (p. 3055, 3056); Chap. 108 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour indemnités aux services extérieurs*

(p. 3057). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1947 (Budget général); Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier le calcul des charges de famille (enfants)* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3862, 3863). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 35 : *Son amendement tendant à augmenter la majoration pour conjoint à charge des vieux travailleurs* [23 juin 1947] (p. 2387); — sur le projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; Art. 4 : *Son amendement tendant à tenir compte, lors de chaque paiement, des charges effectives de la famille au moment du paiement* [25 juin 1947] (p. 2429, 2430); *le retire* (p. 2430). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3083). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie; Art. 15 réservé : *Amendement de M. Mont tendant à fixer les conditions dans lesquelles les impôts sont votés par l'Assemblée algérienne* [27 août 1947] (p. 4728); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Son amendement tendant à tenir compte des incidences familiales* [22 décembre 1947] (p. 6143, 6144). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [29 décembre 1947] (p. 6436); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 12 : *Modification du Code des impôts directs concernant les abattements à la base pour charges de famille* [30 décembre 1947] (p. 6576, 6577, 6578); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 43 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau modifiant la réglementation des caisses d'épargne* [30 décembre 1947] (p. 6614); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 905 : *Amendement de M. Peyrat tendant à augmenter les crédits pour le Bureau de recherches des pétroles* [25 février 1948] (p. 1079); Art. 23 : *Crédits pour les constructions d'habitations à bon marché* (p. 1118); — du projet de loi portant aména-

gements fiscaux : Art. 12 bis : *Son amendement tendant à ne faire le versement des retenues que tous les trois mois quand les retenues mensuelles sont inférieures à 2.000 francs* [23 avril 1948] (p. 2228); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur spécial* [21 juin 1948] (p. 3750, 3751); Chap. 001 : *Intérêts aux déposants* (p. 3751); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur spécial intérimaire* (p. 3755); Chap. 1022 : *Personnel contractuel de l'Administration centrale* (p. 3757); Chap. 155 : *Commissariat général au tourisme* (p. 3760); Chap. 330 : *Institut géographique national* (p. 3761); Chap. 346 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des routes et ponts* (p. 3762) Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 3764); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 3 : *Amendement de M. Costès tendant à supprimer l'article* [10 août 1948] (p. 5637); *Son amendement relatif à la réforme du financement de la Sécurité sociale* (p. 5637, 5639); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 5 : *Modifications éventuelles par décrets de l'impôt sur les traitements et salaires* [18 septembre 1948] (p. 6672); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8090, 8097, 8098); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 37 bis : *Amendement de M. Taillade tendant à reporter au 31 janvier 1949 la majoration de 10 0/0 sur les contributions non acquittées en temps voulu* [31 décembre 1948] (p. 8264); Art. 48 : *Son amendement tendant à laisser l'article sous réserve de la loi du 21 décembre 1948* (p. 8279); — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers (*Son amendement à la proposition de résolution tendant à ne comprendre les allocations de salaire unique que pour moitié dans le calcul des ressources*) [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 1036); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1068);

Etat A, Chap. 116 : *Personnel spécialisé du contrôle des transports* (p. 1074) Chap. 124 : *Ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées* (p. 1074, 1075), Chap. 125 : *Conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées* (p. 1075, 1076); Chap. 133 : *Commissariat général au tourisme* (p. 1077); Chap. 308 : *Matériel du service des ponts et chaussées* (p. 1079); Chap. 314 : *Matériel de l'Institut géographique national* (p. 1079); Chap. 323 : *Frais de correspondance* (p. 1080); Chap. 324 : *Acquisition d'automobiles* (p. 1081); Chap. 328 : *Entretien des routes et ponts* (p. 1081); Chap. 332 : *Phares, balises et signaux* (p. 1081, 1082); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2491); Chap. 103 : *Amendement de M. Bour tendant à reprendre l'abattement de 967.000 francs sur la rémunération des contractuels* (ibid); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 bis A : *Son amendement tendant à subventionner les offices d'habitations à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1359); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 ter : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2273); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République : *Dispositions générales*; Art. 31 : *Son amendement tendant à mettre un terme aux redressements des déclarations pour l'impôt de solidarité par l'Administration* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4061, 4062); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 38 bis : *Son amendement tendant à faciliter les emprunts des collectivités locales en leur permettant d'accepter la remise de titres d'un taux moins élevé* [7 juillet 1949] (p. 4378); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier le taux de la taxe proportionnelle sur les bénéfices et son mode de calcul* [24 juillet 1949] (p. 5181). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au paiement par chèque bancaire ou postal des coupons de rente française [9 décembre 1949] (p. 6740). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine, en qualité de

*Rapporteur* [19 décembre 1949] (p. 7006, 7007); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 4 million les crédits d'investissements pour les habitations à bon marché* [28 décembre 1949 (p. 7488)]; Art. 27 : *Son amendement tendant à insérer un article réduisant la taxe additionnelle au droit d'apport en société en cas d'incorporation de la réserve spéciale de réévaluation* [30 décembre 1949] (p. 7613); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la prorogation des majorations de décimes sur la taxe à la production* [29 janvier 1950] (p. 761); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 F du Code du travail] : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant des conventions annexes pour chaque catégorie professionnelle* [3 février 1950] (p. 972, 973); Art. 3 bis : *Son rappel au règlement* [8 février 1950] (p. 1079). — Est entendu sur le renvoi à la Commission d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne [28 février 1950] (p. 1554). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Urgence* [17 mars 1950] (p. 2129); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 2130, 2131); — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2278, 2279); *Son contre-projet tendant à accorder à tous les bénéficiaires de la retraite aux vieux travailleurs, le voyage annuel gratuit prévu par la loi instituant la carte des économiquement faibles* (p. 2282, 2283, 2284). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'indemnité de difficultés d'existence dans les villes sinistrées* [25 avril 1950] (p. 2829). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 9510 : *Subvention aux organismes d'habitations à bon marché* [26 avril 1950] (p. 2894); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder le concours financier de l'Etat aux entreprises ou collectivités émettant des emprunts pour financer des programmes suscep-*



tibles de bénéficiaire de prêts [28 avril 1950] (p. 3041, 3042); Art. 6 : Amendement de M. Coudray tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédit immobilier (p. 3072); Art. 7 : Amendement de M. Coudray tendant à prévoir des primes pour les souscripteurs d'un contrat de construction auprès d'une société de crédit immobilier (p. 3079); Art. 18 : Son amendement tendant à accorder la garantie de l'Etat aux exportateurs [3 mai 1950] (p. 3176); Art. 23 : Amendement de M. René Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales d'Electricité et de Gaz de France (p. 3179, 3180); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : Répartition des prêts entre les entreprises par les soins du Ministère [19 juillet 1950] (p. 5620); Art. 5 : Crédits prévus pour l'équipement rural (p. 5622, 5623); Art. 7 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de prime de construction pour les logements de fonction ou les résidences secondaires (p. 5624, 5626); Art. 11 : Amendement de M. Coudray tendant à étendre les avantages prévus pour les familles nombreuses aux familles ayant deux enfants à charge (p. 5627); — d'une proposition de loi relative à la carte des économiquement faibles; Article unique : Octroi aux économiquement faibles d'un voyage annuel sur le réseau de la S. N. C. F. au taux des congés payés [9 mai 1950] (p. 3356); — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne, en qualité de Rapporteur [9 mai 1950] (p. 3357, 3358, 3360); Art. 2 : Amendement de M. Minjot tendant à substituer le trésorier-payeur général au préfet pour présider les comités des caisses d'épargne (p. 3361); Art. 3 : Taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne (p. 3362); Art. 1<sup>er</sup> : Demande de renvoi du cinquième alinéa relatif à l'utilisation de l'excédent des dépôts présentée par le Gouvernement (p. 3363); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article additionnel : Amendement de M. Poumadère tendant à rembourser les impôts payés au titre de 1948 [30 mai 1950] (p. 3988); Amendement de M. Duquesne tendant à annuler les impositions substituant la taxe proportionnelle sur les bénéfices aux retenues à la source sur les salaires (p. 3988, 3989); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de Rapporteur

[6 juin 1950] (p. 4363, 4364, 4365), Chap. 1000 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement [7 juin 1950] (p. 4393); Chap. 1030 : Demande de rétablissement des crédits pour les contractuels de l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement (p. 4394, 4395); Chap. 1100 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents de bureaux des ponts et chaussées (p. 4399, 4400); Chap. 1160 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel spécialisé du contrôle des transports, présentée par le Gouvernement (p. 4400, 4401); Chap. 1390 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut national géographique, présentée par le Gouvernement (p. 4406); Chap. 1410 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel du contrôle des transports routiers (p. 4407); Chap. 3230 : Demande de rétablissement des crédits pour les impressions et publications, présentée par le Gouvernement (p. 4410); Chap. 3320 : Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des voies navigables (p. 4414); Chap. 5150 : Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (Salaires des cheminots) (p. 4435); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de Rapporteur [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6373); Chap. 5150 : Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (ligne de Bort—Eygurande) (p. 6377); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 2 : Amendement de M. Grésa tendant à accorder une prime exceptionnelle aux petits fonctionnaires et à majorer de 20 0/0 leurs allocations familiales en juillet [27 juillet 1950] (p. 6085); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 18 : Demande de rétablir l'article relatif à l'aide à la manufacture de Sévres, présentée par le Gouvernement [2 août 1950] (p. 6420); Art. 42 quater : Demande de disjonction de l'article demandant une nouvelle nomenclature budgétaire, présentée par le Gouvernement (p. 6447); — du projet de loi instituant une aide aux victimes des calamités agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer les mots : « par la Commission sus-

visée » [4 août 1950] (p. 6769); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot: « déportation »* [3 août 1950] (p. 6553); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX NEUFS; Art. 8: *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif aux subventions aux travaux d'adduction d'eau* [4 août 1950] (p. 6720); — d'une proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de la sécurité sociale, amendée par le Conseil de la République; Art. 3: *Amendement de M. Beugnié tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la responsabilité des agents comptables des caisses* [4 août 1950] (p. 6733, 6734); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6: *Son amendement tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* [16 décembre 1950] (p. 9237, 9238, 9239); *Application de la loi des maxima à l'amendement de Mme Claeys tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* (p. 9238); *Son amendement tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9240); *Amendement de Mme Darras tendant à accorder un treizième mois d'allocation familiale* (p. 9242); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur* [19 décembre 1950] (p. 9263, 9264); Chap. 1020: *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel de l'Administration centrale présentée par le Gouvernement* (p. 9266, 9267); Chap. 1310: *Commissariat général au tourisme* (p. 9268, 9269); Chap. 1360; *Institut géographique national* (p. 9269); Chap. 1400: *Demande de rétablissement des crédits pour les fonctionnaires en congé de longue durée et en disponibilité* (p. 9270); Chap. 3010: *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'Administration centrale (chauffage des bâtiments), présentée par le Gouvernement* (p. 9270); Chap. 3120: *Demande de rétablissement des crédits pour le Commissariat général au tourisme, présentée par le Gouvernement* (p. 9270); Chap. 3140; *Personnel ouvrier de l'Institut géographique*

*national* (p. 9271); Chap. 3160: *Matériel de l'Ecole nationale des ponts et chaussées* (p. 9272); Chap. 3200: *Demande de rétablissement des crédits pour le loyer des bureaux et indemnités de réquisition, présentée par le Gouvernement* (p. 9272); Chap. 3230: *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du parc automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 9272); Chap. 3260: *Entretien des routes et ponts* (p. 9274); Chap. 3290: *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'entretien des ports maritimes (Douarnenez)* (p. 9274, 9275); en qualité de *Rapporteur suppléant* [22 décembre 1950] (p. 9473, 9474); AGRICULTURE, Chap. 1140: *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les directions départementales des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526, 9527); Chap. 1180: *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel temporaire de la production agricole* (p. 9527); Chap. 1270: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Institut national de recherches agronomiques* (p. 9530); Chap. 1310: *Contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 9530); Chap. 1480: *Service de la répression des fraudes* (p. 9531); Chap. 1570: *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le génie rural* (p. 9533); Chap. 1620: *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la direction des eaux et forêts (Appellation des gardes forestiers)* (p. 9536); *Réductions opérées par la Commission* (ibid.); Chap. 1660: *Amendement de M. Kauffmann tendant à rétablir les crédits demandés par les exploitations en régie* (p. 9537, 9538); *Amendement de M. Bas tendant à rétablir partiellement les crédits du chapitre et à augmenter les indemnités des agents des eaux et forêts* (p. 9538); Chap. 3050: *Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9551); Chap. 3060: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9553); Chap. 3160: *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement pour les correspondants des directions des services agricoles* (p. 9561); Chap. 3210: *Amendement de M. Errecart tendant à rétablir les crédits demandés pour l'apprentissage agricole et horticole* (p. 9562); Chap. 3460: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits*

pour l'entretien des haras (p. 9590); Chap. 3480 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Comité directeur du machinisme agricole* (p. 9596); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à majorer les allocations prénatales de 20 0/0* [8 février 1951] (p. 928); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 avril 1951] (p. 2760, 2761); Chap. 1000 : *Création d'un corps d'adjoints administratifs* (p. 2761); P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur l'indemnité de responsabilité journalière* [2 mai 1951] (p. 4417, 4418); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Son amendement tendant à prévoir 15 milliards de capitaux bonifiés pour les habitations à loyer modéré* [18 avril 1951] (p. 3503); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir 15 milliards pour l'accession à la petite propriété* [11 mai 1951] (p. 5067); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 avril 1951] (p. 4140); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Besset tendant à porter à 50 0/0 les majorations* [30 avril 1951] (p. 4337); *Amendement de M. Valentino tendant à majorer de 50 0/0 les allocations dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 4340, 4341); *Son amendement tendant à majorer de 25 0/0 les allocations familiales* (p. 4342); Art. 4 : *Son amendement relatif aux allocations familiales dues pour les enfants atteints de maladies incurrables* (p. 4344); Art. 6 : *Son amendement relatif aux majorations dans les territoires d'outre-mer* (p. 4346); *le retire* (ibid.).

### **GABORIT (M. Roger), Député de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949], (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 300) [23 janvier 1951], (p. 348); de

la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 janvier 1946], (p. 102), [26 janvier 1948], (p. 195); de la Commission des affaires étrangères [16 novembre 1948] (p. 6990), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est élu Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est nommé membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [13 mars 1951] (p. 1828). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [21 novembre 1947] (p. 5102), [26 janvier 1948] (p. 196).

### **Dépôts :**

Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à rendre la liberté au commerce du poisson et à supprimer les organismes repartiteurs, **n° 3219**. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-721 du 17 avril 1947 relatif à la restriction et à la consommation de la viande, **n° 3221**. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à mettre en œuvre les moyens propres à secourir les victimes des violents orages qui se sont abattus sur le département de la Charente-Maritime; 2° à donner au Crédit agricole les possibilités de consentir aux victimes de ces intempéries des prêts d'argent remboursables en dix ans et portant intérêt au taux annuel de 1 0/0, **n° 10564**. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'Electricité et du Gaz, **n° 11905**.

### **Interventions :**

Dépose un amendement tendant à insérer après l'article 80 du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, un article nouveau en vue de soumettre les ostréiculteurs au régime fiscal des artisans [7 février 1947] (p. 264). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 914, 915); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 *bis* ;

*Impôt cédulaire sur les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2226); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale : Ses observations sur le fédéralisme et la Ruhr* [15 juin 1948] (p. 8527 et suiv.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, MARINE MARCHANDE, chap. 518 : *Subventions à l'Office technique des pêches maritimes* [28 juillet 1948] (p. 5007); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, chap. 605 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs français en Allemagne* [30 juillet 1948] (p. 5146); *le retire* (ibid.); — Des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Bonte et Capitant* [2 décembre 1948] (p. 7367). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'arsenal de Rochefort [14 avril 1949] (p. 2494), et est entendu sur la date de discussion de son interpellation [7 juin 1949] (p. 3176, 3178). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la fermeture de l'arsenal de Rochefort* [25 mai 1949] (p. 2893), [31 mai 1949] (p. 2962). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son sous-amendement tendant à tenir compte pour l'aliénation, de la rentabilité et de la cadence de production des usines* [28 juin 1949] (p. 3861, 3862); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'article relatif à l'équipement des pêcheurs* [7 juillet 1949] (p. 4374); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir le calcul des prestations sur la base de 9.000 francs par mois à partir du moment où les cotisations permettront le relèvement des allocations* [29 juillet 1949] (p. 5514, 5515), [30 juillet 1949] (p. 5584); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6725). — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 50 : *Emission de titres d'emprunts remis aux sinistrés* [27 décembre 1949] (p. 7434); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter les mareyeurs de la taxe locale* [29 décembre 1949] (p. 7530); — d'une proposi-

tion de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2295). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5945, 5946, 5947); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE : *Amendement de M. Yvon tendant à établir une surtaxe de timbre de 10/0 sur le prix du fret porté au connaissement* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 640, 643). = S'excuse de son absence [26 janvier 1950] (p. 518), [17 avril 1951] (p. 3403). — Obtient des congés [26 janvier 1950] (p. 518), [17 avril 1951] (p. 3403).

**GAILLARD (M. Félix)**, Député de la Charente.

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques*

(1<sup>er</sup> Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des finances [8 mars 1949] (p. 1329) [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des finances [6 avril 1949] (**F. n° 399**); Vice-Président de la Commission des finances [4 août 1950] (**F. n° 612**), [25 janvier 1951] (**F. n° 659**); membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [29 mai 1947] (p. 1783), [16 novembre 1948] (p. 6990); membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [8 juillet 1949]

(F. n° 439). — Est nommé, par la Commission des finances, membre de la Sous-Commission chargée de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [24 février 1951] (F. n° 680). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. n° 680). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une Commission de simplification des réglementations et contrôles économiques en vigueur en France métropolitaine et d'outre-mer, n° 1575. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux habitants de 24 communes du département de la Charente, sinistrés à la suite de l'ouragan de grêle qui s'est abattu sur cette région le 27 mai 1946, n° 1656. — Le 25 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi du 21 mars 1947 n° 47-520 relative à diverses dispositions d'ordre financier, n° 6596. — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente dans les débits de tabac des cigarettes de provenance étrangère, n° 7559. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, n° 7881. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 francs à l'Union internationale des avocats à l'occasion du prochain Congrès à Paris de cette Union, n° 8086. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonc-

tionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. Finances, n° 8426 (annexe n° 7). — Le 16 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant la cession amiable à la Société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.), de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-les-Arpajon (Seine-et-Oise), n° 9228. — Le 17 mai 1950, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance, n° 9983. — Le 21 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Paul Reynaud tendant à abroger l'article 25 de la loi du 14 février 1942 validée par l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier, n° 10383. — Le 21 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gaillard tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance, n° 10384. — Le 21 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à subventionner l'érection à Châteaubriant d'un Monument du Souvenir, n° 10385. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi relative à la substitution d'une taxe unique sur les viandes aux différentes taxes de caractère indirect, n° 10598. — Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants reconnues d'utilité publique, émettrices de participations à la Loterie nationale, de la contribution des patentes et de toutes taxes et impôts, n° 10854. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949 réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », n° 11961. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11593) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 9250), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de

guerre et d'anciens combattants émettrices de participations à la Loterie nationale, n° 12383. — Le 15 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de mutations à titre gratuit, n° 12495. — Le 12 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 12810. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11765) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés), n° 13300.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : Art. 3 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à placer au premier rang de l'urgence l'œuvre de reconstruction* [6 mars 1947] (p. 676); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer les contribuables dont la majoration n'excéderait pas 4.000 francs* [23 juin 1947] (p. 2365); Art. 40 : *Amendement de M. Gilles Gozard tendant à frapper d'une majoration supplémentaire les cotes supérieures à 40.000 francs* (p. 2389); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947; INTÉRIEUR, Chap. 101 : *Son amendement tendant à réduire de 10 0/0 l'ensemble des crédits* [26 juin 1947] (p. 2519, 2520); *le retire* (p. 2521, 2522); Chap. 327 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour achat de matériel automobile* (p. 2528); Chap. 328 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les bâtiments de la Sécurité nationale* (ibid.); *le retire* (ibid.); Chap. 329 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour travaux neufs de la Sécurité nationale* (p. 2528); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Réduction des crédits* [3 juillet 1947] (p. 2676); Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et en Grande-Bretagne* (p. 2683); Chap. 322 : *Frais de postes* (p. 2686); Chap. 700 : *Indemnités pour pertes sur stocks de vin* (p. 2689). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 bis : *Affichage de la liste des*

*contribuables ayant encouru des majorations ou des amendes fiscales* [31 juillet 1947] (p. 3772); Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier les droits sur les alcools* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3870, 3871). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2604, 2605, 2606); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, concernant l'élection des délégués du personnel dans les entreprises (*Renvoi de la discussion*) [3 juillet 1947] (p. 2677). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); AIR, Etat A, Chap. 800 : *Son amendement tendant à élever les crédits pour la reconstruction des bases aériennes* [6 août 1947] (p. 3962); Chap. 900 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les travaux et installations des bases aériennes* (p. 3963); *le retire* (ibid.); Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3963, 3964); Etat B : Chap. 900 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations de bases aériennes* (p. 3965); *le retire* (ibid.); Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3965); *le retire* (ibid.); Chap. 904 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3966); Etat C, Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour construction de nouveaux modèles* (p. 3967); *le retire* (ibid.); Chap. 902 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'équipement industriel* (p. 3967); Etat E, Chap. 800 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les constructions aéronautiques* (p. 3967); Chap. 900 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3967, 3968); Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux neufs* (p. 3968); Chap. 902 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'équipement industriel* (p. 3968); — du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4168, 4169); — du projet de loi relatif au statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [10 août 1947] (p. 4221). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (1<sup>er</sup> Cabinet R. Schu-

man [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles* [18 février 1948] (p. 863, 864); Art. 2 : *Amendement de M. Violette tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 1<sup>er</sup> mars 1948* [19 février 1948] (p. 882). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi constituant des caisses de compensation pour la main-d'œuvre étrangère [17 mars 1948] (p. 1852). — Sa réponse à une pétition [28 juin 1948] (p. 4104). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une Caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Christiaens distinguant les travailleurs saisonniers des frontaliers* [30 juin 1948] (p. 4175); Art. 2 : *Amendement de M. Vendroux tendant à exclure le Pas-de-Calais du ressort de la Caisse* (p. 4176); Art. 3 : *Amendement de M. Ramette tendant à inclure l'industrie des cuirs et peaux et celles de l'alimentation* (p. 4176); *Amendement de M. Theeten tendant à inclure les industries de la sucrerie et des cuirs* (p. 4177); Art. 5 : *Amendement de M. Theeten relatif à la composition du conseil d'administration de cette Caisse* (p. 4177). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* [20 juillet 1948] (p. 4863).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 7 : *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les alcools* [18 septembre 1948] (p. 6677); *le retire* (p. 6678); *Sous-amendement de Mlle Archimède tendant à maintenir le taux actuel de la taxe sur le rhum* (p. 6679); *Son amendement tendant à réduire les droits sur les vins de liqueur* (p. 6680); *le retire* (ibid.); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8090, 8093); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les exportations de vins et d'alcools en*

*bi-zone)* [24 février 1949] (p. 871); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 avril 1949] (p. 2182); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* (p. 2183); *Application de l'article 16 de la loi des maxima* (p. 2185); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3060, 3061); *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les vins de liqueur* [3 juin 1949] (p. 3133); *le retire* (ibid.); Art. 36 : *Son amendement tendant à proroger d'un an le délai pour la réalisation par les sociétés de participation interdites par la loi du 4 mars 1945* [3 juin 1949] (p. 3116); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR, Chap. 320 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* [16 juin 1949] (p. 3438); Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* (p. 3440); Chap. 330 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'achat de carburants* (p. 3444); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur la dévaluation du franc C. F. A )* [21 juin 1949] (p. 3584, 3585, 3593); — du projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3831); Art. 4 : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux Sociétés aéronautiques* (p. 3893, 3894); Art. 6 : *Son amendement relatif aux critères pris en considération pour les licenciements* (p. 3900, 3901); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3905, 3906); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 8089 : *Commissariat à l'énergie atomique* [5 juillet 1949] (p. 4204, 4205, 4206); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-*

*projet tendant à supprimer l'immunité parlementaire pendant les intercessions* [8 juillet 1949] (p. 4434, 4435, 4436) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4438) ; — des interpellations relatives au fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4629, 4630, 4631) ; — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à réduire le nombre de postes de magistrats à créer à la Cour des Comptes* [13 juillet 1949] (p. 4732) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Rochet tendant à limiter le montant global des impôts pesant sur l'agriculture en 1949* [20 juillet 1949] (p. 4879) ; Art. 10 quater : *Assimilation fiscale des coopératives* (p. 4892) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles pour 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* [21 juillet 1949] (p. 4974). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de sa proposition de loi relative à l'immunité parlementaire* [3 novembre 1949] (p. 5958). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements)* [22 décembre 1949] (p. 7177) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à reprendre les chiffres d'ensemble fixés par la Commission des finances* [26 décembre 1949] (p. 7252) : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les subventions aux blé, charbon et plantes fourragères* (p. 7267, 7268) ; *le retire* (p. 7268) ; Article additionnel : *Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à dispenser les sociétés du versement de l'acompte trimestriel* [27 décembre 1949] (p. 7369) ; Art 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation* (p. 7385) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant l'impôt sur les bénéfices non distribués* (p. 7396, 7397, 7398) ; Art. 38 : *Amendement de M. Lamps tendant à supprimer l'article relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires* (p. 7404) ; Art. 40 bis : *Son amendement tendant à soumettre au contrôle de la Commission nationale d'économies, les organismes professionnels* (p. 7419) ; Art. 41 : *Son amendement tendant à publier les rapports des commissions*

*départementales d'économies* (p. 7418) ; Art. 43 : *Son amendement tendant à bloquer les trois quarts des crédits accordés à la S. N. C. F. jusqu'à la réalisation de réformes* (p. 7422, 7423) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 27 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article créant un impôt de 10 0/0 sur les bénéfices non distribués des sociétés* [29 janvier 1950] (p. 762, 763) ; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Ordre de discussion des amendements)* (p. 767) ; *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour les dépenses civiles* (p. 768) ; Art. 5 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réduisant de 35 milliards les crédits d'investissements* (p. 780) ; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Vote par division de l'article)* [31 janvier 1950] (p. 833, 834) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1750, 1751) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Crédits prévus pour les investissements privés* [26 avril 1950] (p. 2900, 2902) ; *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu par les charbonnages de France* (p. 2915) ; *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 5 milliards les investissements pour l'Indochine* (p. 2937) ; *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les investissements en Indochine* (p. 2937, 2938) ; *le retire* (p. 2938) ; Art. 11 bis : *Son amendement relatif au financement des travaux de recherche d'eau* [3 mai 1950] (p. 3172) ; *Son amendement relatif à la forme de l'aide de l'Etat (Allocation en capital et annuités)* (p. 3173) ; — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3809, 3810, 3815) ; *Ordre du jour de M. Chambeiron tendant à mettre fin à l'activité des brigades polyvalentes* (p. 3817) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS ; Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Nécessité de la réorganisation de la S. N. C. F.)* [2 août 1950] (p. 6488, 6489) ; — du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6657) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de



fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 ; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, chap. 5040 : *Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les subventions au centre national de cinématographie* [7 décembre 1950] (p. 8748) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Moussu approuvant la politique agricole du Gouvernement*) [8 décembre 1950] (p. 8860, 8861) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9698) ; **Art. 1<sup>er</sup>** : *Explications de vote sur l'article* [29 décembre 1950] (p. 9802) ; **Art. 14** : *Son amendement tendant à interdire les transferts d'un chapitre d'armement à un chapitre de fonctionnement* (p. 9833) ; — Est entendu sur le dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires [31 décembre 1950] (p. 9951). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 (*Heure de la prochaine séance*) [31 décembre 1950] (p. 9956) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; **FRANCE D'OUTRE-MER**, chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le Ministre, présentée par le Gouvernement (procès des pères blancs de Dakar)* [5 avril 1951] (p. 2730). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [10 avril 1951] (p. 3028). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République ; **Art. 1<sup>er</sup>** : *Sous-amendement de M. Bour tendant à prévoir le scrutin de liste départemental majoritaire à un tour* [26 avril 1951] (p. 4049) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (attitude du groupe radical)* [27 avril 1951] (p. 4114). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au taux imposé aux entreprises pour obtenir des délais de paiement de taxes indirectes [27 avril 1951] (p. 4119). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; **Art. 1<sup>er</sup>** : *Son amendement tendant à prévoir un scrutin uninominal à deux tours* [28 avril 1951] (p. 4193) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies ; **AGRICULTURE**, chap. 5220 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement*

*sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4618) = S'excuse de son absence [8 juillet 1947] (p. 2815), [28 juillet 1948] (p. 4970), [17 mai 1949] (p. 2536). — Obtient des congés [8 juillet 1947] (p. 2815), [28 juillet 1948] (p. 4970), [17 mai 1949] (p. 2536).

**GALICIER (Mme Emilienne)**, Député du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la presse [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôts :**

Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à toutes les mères de famille le bénéfice des attributions exceptionnelles de ravitaillement faites chaque année par les services du ravitaillement général à l'occasion de la « Fête des Mères », **n° 4135**. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer chaque mois à tout Français, à toute Française 500 grammes de farine en plus de la ration normale de pain et de farine de régime. **n° 4136**. — Le 14 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les mères de famille à l'occasion de la Fête des mères une attribution supplémentaire de denrées, notamment 500 grammes de farine, 500 grammes de pâtes et 1 kilo de confitures, **n° 4208**. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer une distribution immédiate d'une ration de 600 grammes de riz à tous les enfants titulaires de la carte E et d'assurer régulièrement à l'avenir chaque distribution mensuelle, **n° 4364**. — Le 18 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice des allocations familiales aux travailleurs en grève, **n° 5620**. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la tornade qui s'est abattue le 21 juillet 1950 sur les différentes localités de la région de Cambrai ; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10718. — Le 20 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires à l'approvisionnement des foyers en charbon domestique, n° 12274.

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) [25 novembre 1946] (p. 32). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) : Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION : Chap. 601 : *Son amendement tendant à réduire à titre indicatif les crédits pour imprimés nécessaires aux mesures de restrictions (marché de la viande)* [12 juin 1937] (p. 2038). — Est entendue pour un fait personnel (*gifle donnée à M. Bessac*) [24 juin 1948] (p. 3937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagement de dépenses pour 1948 (Investissements) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6379, 6380) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6630) ; — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur la misère des familles et des enfants des grévistes* [23 novembre 1949] (p. 7164, 7165). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débats sur la suppression du ravitaillement*) [8 mars 1949] (p. 1340). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 30 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des dispositions favorables à la productivité des entreprises* [2 juin 1949] (p. 3076) ; —

du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 5 : *Amendement de Mme Ginollin tendant à augmenter de 50 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* [28 décembre 1949] (p. 7489) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, RADIODIFFUSION ; Chap. 1000 : *Partialité de la radio d'Etat* [9 avril 1951] (p. 2975, 2976) ; Chap. 1090 : *Emissions publicitaires à la radio* [10 avril 1951] (p. 3000, 3001) ; Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour dépenses d'entretien (habillement du personnel)* (p. 3005) ; Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le service social (revendications de salaires)* (p. 3030) ; P.T.T. ; Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour pension de retraite du personnel (validation des services des jeunes acteurs)* [2 mai 1951] (p. 4474) ; le retire (p. 4475).

### GALLET (M. Henri), Député de la Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [12 juin 1950] (p. 4599). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [22 mars 1947] (p. 1019), [26 janvier 1947] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

le projet de loi portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 946. — Le 26 mars 1947, un avis au nom de la Commission de la Justice et de législation sur la proposition de loi de M. Garet tendant à modifier et compléter l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, n° 1059. — Le 18 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 2074. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Chautard tendant à suspendre les délais de procédure du 17 novembre 1947 au 11 décembre 1947, n° 3561. — Le 2 juin 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; II. — La proposition de loi de M. Chautard relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de 18 ans, n° 4416. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à relever de la forclusion les personnes victimes des événements qui se sont déroulés du 17 novembre 1947 au 15 décembre 1947, n° 5031. — Le 30 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que, désormais, soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, n° 5109. — Le 4 août 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à

l'adopté ; 2° de MM. Bernard Lafay et Teysandier, conseillers de la République, tendant à faciliter le changement du nom patronymique et des prénoms de l'adopté dans le cas de légitimation adoptive, n° 5152. — Le 4 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 8309. — Le 28 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier la quotité disponible entre époux, n° 9811. — Le 29 juin 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires » ; 2° la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, n° 10486. — Le 16 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 11294. — Le 5 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 10623) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4184) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 11865. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à supprimer la publicité des débats judiciaires en matière de poursuites pour avortements, n° 12379. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 3170) modifiant l'article 302 du Code pénal ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2839) tendant à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne la répression de l'infanticide ; 2° de M. Charles Schauflier et plusieurs de ses collègues (n° 9709) tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du Code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants ; 3° de Mme Degrand et plu-

sieurs de ses collègues (n° 9830) tendant à renforcer les peines prévues par l'article 312 du Code pénal contre les bourreaux d'enfants; 4° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 9932) tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants; 5° de M. Léo Hamon, sénateur (n° 9765) tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du Code pénal, n° **13043**. — Le 16 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12432) de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, n° **13270**. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11355) de M. Dominjon tendant à compléter l'article 344 du Code civil sur l'adoption, n° **13272**. — Le 16 mai 1951, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12379) de M. Gallet tendant à supprimer la publicité des débats judiciaires, en matière de poursuites pour avortements, n° **13273**.

### Interventions :

Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure tendant à fixer certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 6 : *Amendement de M. Citerne tendant à modifier les troisième et quatrième alinéas et à supprimer le cinquième* [29 juillet 1947] (p. 3668). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 6 : *Son amendement relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail* [2 mars 1948] (p. 1236, 1237); Art. 44 bis : *Son amendement relatif à l'application des amendes civiles* [4 juin 1948] (p. 3212); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 juin 1948] (p. 3270); Art. 2 : *Son amendement tendant à transférer certains pouvoirs discrétionnaires du juge des enfants au tribunal* (p. 3273); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à l'accès des candidats mariés au concours de Rome [25 juin 1948] (p. 3986). — Prend part à la discussion : du projet de loi

relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de « représentant »* [20 août 1948] (p. 6035); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6037, 6038); — d'un projet de loi relatif aux établissements privés pour mineurs déficients, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1551, 1552); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement relatif à l'étendue du droit de préemption au profit des membres de la famille de l'exploitant* [8 décembre 1950] (p. 8815, 8816); *Son rappel au règlement* [15 décembre 1950] (p. 9135); *Son sous-amendement tendant à conserver le droit de préemption au preneur s'il est parent du cédant* (p. 9140); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur le scandale du vol des bijoux de la Béguin et le rôle de la police judiciaire* [6 février 1951] (p. 791, 792, 793); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Sanctions à prendre contre des fonctionnaires de la P. J.)* (p. 810); Chap. 1090 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration préfectorale (Attitude du préfet Holveck)* (p. 813); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer la part d'un métayer pendant le bail en cours* [6 avril 1951] (p. 2820); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5622); *Proposition de reporter le débat à plus tard, présentée par Mme Lempereur* (p. 5623); Art. 2 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer l'interdiction absolue d'exercer dans ces établissements pour les condamnés de droit commun* (p. 5625); Art. 3 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir appel aux décisions des commissions départementales devant le Conseil supérieur de l'entraide sociale* (p. 5626); Art. 13 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer le dernier alinéa permettant de continuer à exercer à des personnes n'ayant pas les conditions de moralité exigées* (p. 5628); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5630).

**GALY-GASPARROU (M. Georges), Député de l'Ariège.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

**Dépôt :**

Le 9 mars 1948, une proposition de loi relative aux calamités publiques, n° 3723.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la résiliation de contrats privés : Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à l'Alsace-Lorraine* [25 novembre 1948] (p. 7229); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Ordre de priorité des propositions de résolution* [28 novembre 1950] (p. 8235). — S'excuse de son absence [28 mars 1947] (p. 1219). — Obtient un congé [28 mars 1947] (p. 1219).

**GARAUDY (M. Roger), Député du Tarn.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) [23 janvier 1951] (p. 347); de la Com-

mission de la presse [17 décembre 1946] (p. 194). — Est élu Président de la Commission de l'éducation nationale (*J. O.* du 21 décembre 1946, p. 10803) (*J. O.* du 30 janvier 1948, p. 1011). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

**Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air », n° 355. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, n° 688. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux futurs instituteurs et institutrices effectuant leur stage de formation professionnelle les mêmes avantages qu'aux instituteurs stagiaires; 2° de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux futurs maîtres et maîtresses le traitement d'instituteurs stagiaires pendant leur stage de formation professionnelle, n° 762. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire à dater de la présente année scolaire, n° 1400. — Le 18 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à satisfaire les légitimes revendications du personnel enseignant, n° 2668. — Le 28 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le collectif la somme nécessaire à la rémunération des heures supplémentaires du personnel enseignant au taux décidé par l'Assemblée Nationale, n° 2732. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collègue classique de jeunes filles d'Albi, n° 3281. — Le 16 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une échelle unique des traitements du personnel enseignant du second degré, n° 3811. — Le

20 mai 1948, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaires à dater de la présente année scolaire, n° 4265. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à organiser la formation technique supérieure, n° 4300. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux étudiants le bénéfice de la Sécurité sociale, n° 4301. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 45-2301 du 27 novembre 1946 et à procéder à la réouverture de la section d'architecture de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris, n° 4805. — Le 20 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 du 3 mars 1945 et les décrets n° 48-855 du 22 mai 1948 et n° 48-965 du 10 juin 1948 se référant à ladite ordonnance, n° 5010. — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi tendant à faire considérer comme contractée en service toute affection pulmonaire survenant trois mois, au moins, après l'admission dans les cadres du corps enseignant, n° 5826. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Marc Scherer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le centenaire de la mort de Frédéric Chopin, n° 6486. — Le 3 juin 1949, une proposition de loi tendant à la création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés, n° 7364. — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter la Constitution en réintégrant le professeur Teissier dans ses fonctions de directeur du Centre national de la recherche scientifique, n° 9178. — Le 17 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac, n° 9265. — Le 8 mars 1950, une proposition de loi tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, n° 9453. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans le Tarn le 23 mai

1950; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10121. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres, n° 11789. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, n° 11790.

### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Lot [28 novembre 1946] (p. 20). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Traitement des élèves instituteurs et institutrices*) [28 mars 1947] (p. 1265). — Intervient dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Cogniot relative aux droits universitaires [23 mai 1947] (p. 1750). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de l'éducation nationale* [22 juillet 1947] (p. 3351, 3352, 3353); Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* (p. 3393); Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3408); Chap. 541-1 : *Amendement de M. Gioveni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la jeunesse* (p. 3435); — du projet de loi tendant à la défense de la République : *Pose la question préalable* [29 novembre 1947] (p. 5253, 5254, 5255); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1947] (p. 5388); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les deux premiers alinéas* [3 décembre 1947] (p. 5469, 5470, 5471). — Est entendu : sur le *procès-verbal* de la séance du 29 novembre 1947 (*Accident du train Paris-Lille*) [3 décembre 1947] (p. 5448 et suiv.); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la*

*nationalisation des écoles des houillères*) [4 mai 1948] (p. 2505, 2506); *Débat sur le décret de Mme Poinso-Chapuis* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3067).

— Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Thamier relative aux subventions aux unions d'associations familiales, en qualité de *Président de la Commission : Demande de M. Deixonne de renvoi à la Commission* [10 juin 1948] (p. 3394, 3395, 3396, 3397); *Ses observations sur la laïcité en France et à l'étranger* (ibid.); *Sa reprise des conclusions de M. Deixonne, Rapporteur* (p. 3402); *Explications de vote sur les conclusions de la Commission : Sa réponse à M. Badie* (p. 3404, 3405); *Question préalable de M. Deixonne* (p. 3407, 3408). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. Marie* [24 juillet 1948] (p. 4885 et suiv.); — sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales : *Sur l'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4986, 4987). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur : le manque de crédits, la laïcité, les bourses* [3 août 1948] (p. 5243, 5244); *l'enseignement en Algérie* (p. 5250); — de la proposition de loi amendée par le Conseil de la République relative au traitement des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale* [4 août 1948] (p. 5328); — de la proposition de loi portant application de la sécurité sociale aux étudiants; Art. 5 : *Amendement de M. Barangé tendant à baser la participation de l'Etat sur les cotisations des étudiants* [4 août 1948] (p. 5334); *Son amendement tendant à exonérer les boursiers de toute cotisation* (p. 5335). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur et les soi-disant interventions extérieures au mouvement gréviste en France [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur le déroulement de la grève des mineurs et l'action de Jaurès lors de grèves analogues*) [17 novembre 1948] (p. 7043 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations, sur les révélations du Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur le déroulement des grèves dans le Tarn* [18 novembre 1948] (p. 7109); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration;

Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7274, 7275); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 novembre 1948] (p. 7283); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [16 décembre 1948] (p. 7616); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires : *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1948] (p. 7628, 7629); *Demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 7621); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 3 : *Ouverture de crédits pour la radiodiffusion française (Ses observations sur l'émission « Tribune de Paris »)* [31 décembre 1948] (p. 8215); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup>, EDUCATION NATIONALE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits (Ses observations sur l'insuffisance des constructions scolaires et les sanatoria d'étudiants)* [31 décembre 1948] (p. 8226, 8227); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty [8 février 1949] (p. 402, 403, 404). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification du Code du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à reprendre le chiffre de dix ans pour les délégués mineurs étrangers* [4 mars 1949] (p. 1260); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuite contre lui-même : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1269 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Attitude de M. Deixonne à Carmaux*) [8 mars 1949] (p. 1294, 1295). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Article additionnel : *Amendement de Mlle Diensch tendant à accorder au Centre national de la recherche scientifique une subvention de 5 milliards* [9 mars 1949] (p. 1421); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1982 et suiv., 2006); Chap. 137 : *Son rappel au règlement* [5 avril 1949] (p. 2037); Chap. 500 : *Amende-*

ment de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (p. 2083); Chap. 548 : Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale (p. 2093); Article additionnel : Amendement de M. Viatte tendant à prévoir le blocage de 25 0/0 des crédits jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949 et une réforme de l'enseignement (p. 2097); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2 : Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits du budget de l'Éducation nationale [31 mai 1949] (p. 2979). — Dépose une demande d'interpellation : sur les licenciements illégaux prononcés contre des ouvriers du barrage de Rivières dans le Tarn exerçant leur droit de grève [4 janvier 1950] (p. 162); — sur la politique scolaire du Gouvernement [20 janvier 1950] (p. 418). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur la politique de M. Delbos à l'égard de l'Université française*) [24 janvier 1950] (p. 468). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre colonialiste et le sort lamentable des populations opprimées par la France)* [7 février 1950] (p. 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1039, 1040); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Question préalable posée par M. Péron* [3 mars 1950] (p. 1718, 1719); *Discussion générale* (p. 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation la révocation ou nomination de professeurs de facultés au mépris des règlements et traditions* (p. 1834). — Dépose une demande d'interpellation sur la révocation de M. Joliot-Curie, Haut Commissaire de l'énergie atomique [2 mai 1950] (p. 3123); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [9 mai 1950] (p. 3379, 3380, 3381, 3385, 3386). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la révocation de M. Joliot-Curie* [2 mai 1950] (p. 3143, 3144). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur*

*l'augmentation dérisoire du budget, les constructions scolaires, le statut du personnel de l'enseignement primaire, les centres d'apprentissage, les suppressions de postes et la recherche scientifique)* [21 juin 1950] (p. 5116, 5117, 5118, 5119). — Dépose une demande d'interpellation sur la convocation à Paris de M. Henry, Recteur de l'Université de Rennes pour avoir adressé un message de sympathie à Henri Denis [23 novembre 1950] (p. 8078). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Insuffisance des crédits et de la politique scolaire du Gouvernement* [19 avril 1951] (p. 3606, 3607, 3608); Chap. 3590 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des élèves des écoles normales supérieures (Recrutement des élèves maîtres)* [23 avril 1951] (p. 3808).

#### **GARAVEL (M. Joseph), Député de l'Isère.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission du ravitaillement (*J. O.* du 20 janvier 1949, p. 783). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 858); — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (*Loi* du 27 décembre 1945) [6 décembre 1947] (p. 5536), [26 janvier 1948] (p. 196). — Est nommé membre de la Commission spéciale chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

#### **Dépôts :**

Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de la loi du 3 dé-



cembre 1945 du Code général des impôts directs relatif au relèvement de l'exonération à la base de l'impôt sur le bénéfice de l'exploitation agricole, n° 909. — Le 20 mai 1948, rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Anxionnaz et plusieurs de ses collègues portant création d'un plan décennal d'encouragement à l'élevage ovin et à la production lainière, n° 4281. — Le 3 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour faciliter l'introduction en France des blés en grains aux lieux et place de farines, n° 4439. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux victimes de l'inondation causée par l'Isère et le Drac, n° 4641. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 30 août 1947 sur la déclaration de stocks de divers produits d'épicerie, n° 4838. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les directions régionales de l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 6184. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de MM. Caillavet, Baylet et Jean Masson tendant à instaurer l'échange en nature blé-pain ; 2° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois du 18 septembre 1940 et du 11 juin 1941, ainsi que de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1947 et réinstituant l'échange en nature blé-pain, n° 6185. — Le 15 mars 1949, une proposition de loi tendant à faire admettre au bénéfice de la législation du travail dans les mines, le personnel des exploitations souterraines de pierre à ciment, n° 6824. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 26 janvier 1949, relatif aux taux d'extraction et aux caractéristiques obligatoires des différentes farines ; 2° de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ramener à 81 le taux de blutage du blé, n° 7182. — Le 14 juin 1949, un rapport

au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de MM. Emile Hugues et Médecin tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, n° 7443. — Le 22 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de MM. Caillavet, Baylet et Jean Masson tendant à instaurer l'échange en nature blé-pain ; 2° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois du 18 septembre 1940 et du 11 juin 1941, ainsi que de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1947 et réinstituant l'échange en nature blé-pain, n° 7986. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de loi : 1° de MM. Emile Hugues et Médecin tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande ; 2° de M. Siefriid et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, n° 8662. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'échange en nature blé-pain ou blé-farine, n° 9153. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres, n° 9837 (rectifié).

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 907 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* [7 mars 1947] (p. 747) ; — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé : *Discussion générale en deuxième lecture* [8 juillet 1947] (p. 2816) ; — Intervient dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'Exercice 1947, Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier*

*l'abattement à la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3860); — du projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « ravitaillement général de la nation en temps de guerre » : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4013, 4014); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE ; Chap. 509 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les missions et congrès* [25 mai 1948] (p. 2917); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Son amendement relatif à l'application des conventions collectives aux professions agricoles* [2 février 1950] (p. 924). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275), [28 janvier 1949] (p. 237), [15 décembre 1949] (p. 6907), [24 novembre 1950] (p. 8118). = Obtient des congés [11 février 1947] (p. 275), [15 décembre 1949] (p. 6907), [24 novembre 1950] (p. 8118).

#### **GARCIA (M. Félix), Député des Landes.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); — de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); — de la Commission des finances [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### **Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à supprimer la rédhibition en matière de tuberculose bovine et à modifier la législation existante en cette matière, **n° 72 (rectifié)**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier rapidement le classement des communes en zones en ce qui concerne l'attribution des allocations familiales, **n° 863**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer les cotisations des métayers en matière d'assu-

rances sociales en rendant facultative l'indemnité journalière, **n° 864**. — Le 4 mai 1947, une proposition de loi tendant à créer une caisse autonome nationale des calamités agricoles assurant le fonctionnement de l'assurance nationale obligatoire pour les calamités agricoles, **n° 1234**. — Le 4 mai 1947, une proposition de loi tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, **n° 1239**. — Le 2 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs victimes de la grêle dans le département des Landes, **n° 1889**. — Le 21 août 1947, une proposition de loi tendant à organiser la protection contre les incendies et autres fléaux et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, **n° 2461**. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 relatif à la conversion des baux à colonat partiaire en baux à ferme, **n° 3332**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 9 avril 1947 et 31 décembre 1948 sur le statut du fermage, **n° 6417**. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté d'approvisionnement et à uniformiser la qualité du pain, **n° 6732**. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'émission et le recouvrement des rôles relatifs à la taxe proportionnelle et à la surtaxe progressive jusqu'à la discussion par le Parlement des dispositions modifiant le décret portant réforme fiscale, **n° 7431**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à garantir aux métayers le bénéfice des dispositions prévues au statut du fermage et du métayage en matière d'impôt foncier, **n° 8206**. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à organiser la protection contre les incendies et autres fléaux et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, **n° 8392**. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 1 milliard 200 millions au budget du Ministère de l'Intérieur pour améliorer l'équipement de la défense contre les incendies de la forêt de Gascogne, **n° 8393**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer immédiatement aux pâtes à papier à la soude importées en France le droit de douane prévu

par l'arrêté du 16 décembre 1947, n° 8439. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à reporter du 30 novembre au 15 janvier 1950 la date d'application de la majoration de 10 0/0 pour les impôts non acquittés, n° 8494. — Le 22 décembre 1949, une proposition de loi tendant à augmenter les allocations familiales versées aux travailleurs indépendants en les calculant sur la même base que celles des salariés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949, n° 8810. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie en matière de prélèvement exceptionnel aux contribuables ayant introduit en cette matière des demandes en remise ou en modération, n° 8906. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département des Landes, n° 10582. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1951 la date de paiement des impôts directs exigibles le 1<sup>er</sup> novembre 1950, n° 11097. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier du taux réduit prévu par l'article 184 du Code général des impôts les artisans qui sont contraints de remplacer par un compagnon, pendant la durée du service militaire, le fils travaillant précédemment avec eux, n° 11581. — Le 19 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement les dispositions légales qui interdisent les coupes abusives de pins non gemmés ou non encore épuisés par le gemmage dans la forêt de Gascogne, n° 11693. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à dispenser de tout versement au titre du « prélèvement exceptionnel » tous les contribuables n'ayant pu s'en acquitter à ce jour et à annuler toutes les poursuites engagées contre eux à ce titre, n° 11720. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi tendant à ce qu'aucun versement provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs de l'année 1951 avant le 30 avril 1951, n° 11989. — Le 16 mars 1951, une proposition de loi tendant à permettre le rétablissement des anciens taux d'échange blé-pain, blé-farine, farine-pain, par l'exonération du blé d'échange de toutes taxes fiscales ou parafiscales, n° 12536. — Le 20 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'adoption d'un ensemble de mesures fiscales en faveur des artisans établissant un équitable statut

fiscal de l'artisanat, n° 12571. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à simplifier les formalités quant à l'attribution aux métayers, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et à supprimer les injustices qui privent nombre de ces travailleurs de la juste retraite à laquelle ils ont droit, n° 12629.

### Interventions :

Ses rapports au nom du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Constantine (2<sup>e</sup> collège ; 1<sup>re</sup> circonscription ; 2<sup>e</sup> circonscription ; 3<sup>e</sup> circonscription) [19 décembre 1946] (p. 177). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux baux à ferme, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice et de législation* [20 décembre 1946] (p. 192); *Interprétation des articles 22 et 22 bis de l'ordonnance sur le statut du fermage du 17 octobre 1945*; *Amendement de M. David* (p. 195); *Retire son amendement tendant à modifier l'article 22 bis de la loi du 13 avril 1946* (p. 196); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 154); *Son amendement relatif à la liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 163). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE; Chap. 915 : *Mise en valeur de la région des landes de Gascogne* [7 mars 1947] (p. 713); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 5 : *Installation à Morcenx d'une usine récupérée en Allemagne* [27 mars 1947] (p. 1200). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1271); — de la proposition de loi de M. Delahoutre relative au forfait en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles; Article unique : *Son amendement tendant à ce qu'un cultivateur puisse dénoncer uniquement le coefficient ou le bénéfice forfaitaire particulier qui ne lui convient pas* [22 mai 1947] (p. 1718); *le retire* (p. 1719). — Est entendu au cours du

débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 79 : *Demande la disjonction de l'article relatif au droit d'examen pour le diplôme d'Etat de conseiller d'orientation professionnelle* [29 mai 1947] (p. 1796); Art. 42 : *Son article additionnel tendant à faire porter la majoration de 10 0/0 sur les droits de mutation lorsqu'une donation ou une succession échoit à un condamné à une peine d'indignité nationale* [30 mai 1947] (p. 1837, 1838); Art. 130 septies : *Article additionnel de M. Pleven tendant à maintenir la délégation de solde aux veuves de guerre* (p. 1841); Dépenses civiles; Etat A, AGRICULTURE : Chap. 3102 : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution de certaines régions* [12 juin 1947] (p. 2054); Chap. 342 : *Compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 2058, 2059); Chap. 356 : *Contribution de l'Etat à la protection des forêts contre les incendies* (p. 2063, 2064); Chap. 512 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 2069, 2070); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 720 : *Entretien des prisonniers de guerre* [9 juillet 1947] (p. 2866). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le matériel récupéré de l'usine de Baiersbronn en Allemagne primitivement attribué à la distillerie nationale de Morcenx, vient d'être enlevé à l'Etat et réattribué à des sociétés privées [20 juin 1947] (p. 2292). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 8 : *Amendement de M. Gozard tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur les créations et extensions d'établissements commerciaux et industriels* [23 juin 1947] (p. 2372); Art. 15 : *Amendement de M. July tendant à majorer les taxes perçues sur les produits agricoles pour alimenter le fonds national de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2373); *Son amendement tendant à mettre à la charge du propriétaire l'imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 2374, 2375). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3037, 3038). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3<sup>e</sup> trimestre 1947 : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4397); Art. 4 : *Amendement de M. Waldeck Rochet*

*tendant à réviser les bases guidant les commissions cantonales d'assistance statuant sur les demandes d'allocations* (p. 4399, 4400). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de moitié le prélèvement sur les métayers* [22 décembre 1947] (p. 6129); 3<sup>e</sup> alinéa concernant l'abattement à la base sur le bénéfice imposable (p. 6132); *Son amendement tendant à supprimer tout prélèvement inférieur à 2.501 francs* (p. 6132); *Son rappel au Règlement (conduite inqualifiable du rapporteur)* (p. 6136); *Son amendement n° 76 déjà discuté* (p. 6137); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy permettant aux contribuables de faire souscrire une tierce personne à leur place* [22 décembre 1947] (p. 6171); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier permettant l'utilisation des titres de l'emprunt en garantie d'avances aux agriculteurs pour l'achat de matériel agricole* (p. 6172, 6173); — du projet de loi relatif à diverses dispositions budgétaires et créant de nouvelles ressources pour 1948; Art. 17 : *Son amendement tendant à modifier les droits de consommation sur les alcools* [30 décembre 1947] (p. 6601, 6602). — Dépose une demande d'interpellation sur les odieuses violences policières exercées à Dax contre une paisible réunion paysanne [30 décembre 1947] (p. 6618). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles); Chap. 915, Etat A : *Crédits ouverts pour la reconstitution de la forêt de Gascogne* [31 décembre 1947] (p. 6653, 6654); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire le taux de prélèvement basé sur le revenu cadastral des exploitants agricoles* [3 janvier 1948] (p. 25); *Amendements de MM. Delachenal, Desson, Biscarlet, Gros et Sourbet tendant à exonérer les victimes des calamités agricoles en 1947* (p. 29); *Son amendement tendant à exonérer du prélèvement les exploitations familiales* (p. 31); *Son amendement tendant à répartir le prélèvement entre le propriétaire et le métayer* (p. 31); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à assimiler aux artisans certaines catégories des professions libérales* (p. 33, 34); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération*

*des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 81, 82); — du projet de loi portant réforme fiscale amendé par le Conseil de la République; Art. 59 : *Son amendement tendant à supprimer le premier paragraphe relatif à la prime d'encouragement à la production textile* [5 janvier 1948] (p. 90); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 915 : *Mise en valeur des Landes* [25 février 1948] (p. 1059); Chap. 921 : *Centre de recherches du génie rural* (p. 1060). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'allocation d'attente aux personnes faisant la demande d'allocation aux vieux travailleurs [25 juin 1948] (p. 3986). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas réformer le mode de financement de la sécurité sociale* [10 août 1948] (p. 5638); *Son amendement relatif au financement de la sécurité sociale agricole* (p. 5641); Art. 7 : *Extension de la compétence du pouvoir réglementaire* (p. 5671); *Son amendement tendant à excepter de cette compétence la sécurité sociale agricole* (p. 5676, 5677); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [17 août 1948] (p. 5823, 5824); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 37 : *Son amendement tendant à ne percevoir le droit de vérification sur les automobiles que si le véhicule a donné lieu à un procès-verbal de réception* [20 août 1948] (p. 6067, 6068); Art. 48 : *Son amendement tendant à envisager des prévisions et autorisations de dépenses semestrielles* (p. 6079); Art. 52 : *Son amendement tendant à clore le compte spécial pour l'introduction du franc en Sarre* (p. 6080); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre cette reconduction au 4<sup>e</sup> trimestre 1948* [21 août 1948] (p. 6116); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Ses explications de vote sur la question préalable* [18 septembre 1948] (p. 6598); Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à exonérer de majoration d'impôts les petits commerçants et industriels* (p. 6658, 6659); *Rectification d'une erreur de M. Poher, Secré-*

*taire d'Etat au Budget* (p. 6663); *Son amendement tendant à tripler l'impôt sur les ventes ou achat d'or* (p. 6663); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6674); Art. 12 : *Son amendement tendant à excepter de la nouvelle taxe les véhicules professionnels* (p. 6685); *Son amendement tendant à exonérer les véhicules de moins de 11 chevaux-vapeur* (p. 6687); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux majorations d'impôts directs* [24 septembre 1948] (p. 6890, 6891); *Amendement de M. Fagon tendant à prévoir le paiement par trois versements échelonnés* (p. 6892); — du projet de loi portant modification d'autorisation d'engagements de dépenses amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre le chiffre des crédits prévus initialement pour la S. N. C. F.* [24 septembre 1948] (p. 6886); — du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7401); Art. 2 : *Application possible des circonstances atténuantes* (p. 7403); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rochet tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* [28 décembre 1948] (p. 8032); *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* (p. 8033, 8034, 8035, 8036); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer l'article instituant une taxe additionnelle à la contribution foncière sur les propriétés non bâties* [29 décembre 1948] (p. 8109); Article additionnel : *Amendement de M. Mauroux relatif à la taxe alimentant le fonds forestier* (p. 8112); *Amendement de M. Ruffe tendant à rétablir la commission paritaire des planteurs de tabac* (p. 8115, 8116); *Son rappel au règlement* (p. 8116, 8117); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8118, 8119); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : JUSTICE (*Ses observations sur les tribunaux paritaires* [31 décembre 1948] (p. 8234); Art. 37 bis : *Son amendement tendant à ne pas majorer de 10 0/0 les contributions non acquittées en temps voulu* (p. 8262, 8263); *Son rappel au règlement*

(*Son droit de parole*) (p. 8264); Art. 42 : *Augmentation de la taxe radiophonique* (p. 8273, 8274). — Dépose une demande d'interpellation sur les dilapidations signalées par le rapport de la Cour des Comptes [31 décembre 1948] (p. 8346). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des mélayers vieux travailleurs)* [4 février 1949] (p. 342, 343, 344); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la carence du Gouvernement* (p. 351). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la situation difficile des producteurs de charbon de bois, du fait des importations de goudron d'Amérique [18 février 1949] (p. 697). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la modification de l'article 54 du règlement*) [24 février 1949] (p. 872). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution demandant le report du délai pour les déclarations fiscales; Article unique : *Report au 31 mars* [24 février 1949] (p. 876); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (*Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission*) [25 février 1949] (p. 932, 933); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1162, 1163, 1166); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 3 : *Budgets annexes (Ses observations sur la distillerie nationale de Morcenx)* [3 mars 1949] (p. 1229, 1230, 1231). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage du discours de M. Petsche, présentée par M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1506). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : *Discussion générale (Application de l'art. 16 de la loi des maxima)* [30 mars 1949] (p. 1877); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas pénaliser les contribuables devant payer plus de 25.000 francs* [6 avril 1949] (p. 2127, 2128); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder aux souscripteurs la possibilité de négocier leurs titres d'emprunt* (p. 2130); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement à la base de 120.000 francs pour les redevables de l'impôt sur*

*les bénéfices industriels et commerciaux et de 50.000 francs pour les redevables de l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 2130, 2131); *Son amendement tendant à étendre l'article à toutes les catégories de contribuables* (p. 2132); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 167 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements de la direction générale des eaux et forêts (Ses observations sur le reclassement des agents des eaux et forêts)* [12 avril 1949] (p. 2337, 2338); *Son amendement analogue (Ses observations sur le régime forestier des Landes)* (p. 2339, 2340, 2341); Chap. 172 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation en régie des forêts domaniales* (p. 2343); Chap. 301 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'abattement sur les crédits du matériel de l'administration centrale* (p. 2348); Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 2357, 2358); Chap. 509 : *Prophylaxie et contrôle de la salubrité* (p. 2363, 2364, 2365); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article portant ouverture d'un crédit de 3.750.000 francs pour couverture du déficit résultant de l'importation de crédits pour alimenter le bétail* (p. 2375, 2376); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 5 : *Rappel au règlement de M. Mouton; Application de l'article 16 de la loi des maxima* [12 avril 1949] (p. 2398); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 16 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à prévoir dans le conseil d'administration, deux représentants des familles* [17 mai 1949] (p. 2548); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mai 1949] (p. 2578); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 23 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à supprimer la diminution d'impôt pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires en 1949* [2 juin 1949] (p. 3066); Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer l'article diminuant la taxe spéciale sur les avoirs à l'étranger* (p. 3078); *Son amendement tendant à maintenir les forfaits pour 1949 au niveau de ceux de 1948* [3 juin 1949] (p. 3109, 3110); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Dispositions générales; Art. 18 bis : Son amendement tendant à reprendre*

le texte accordant des délais supplémentaires pour le paiement des impôts dus [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4058, 4059); Art. 26 bis : *Etablissement de patentes saisonnières* (p. 4060); Art. 33 : *Amendement de M. Monteil tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de la C. C. D. V. T.* (p. 4065, 4066). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au refus par l'Académie de Bordeaux de l'admission au concours des bourses du fils d'un métayer père de trois enfants [3 juin 1949] (p. 3129). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de bourse : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4032); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4304, 4305); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : *Discussion générale (Application de l'art. 16 de la loi des maxima)* [7 juillet 1949] (p. 4322); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4687, 4688, 4689, 4690); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4849); Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 4868, 4869); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Sa demande de réserver l'article* (p. 4870); *Rappel au règlement de M. Cristofol, application de l'article 48 du Règlement* (p. 4873); Art. 2 bis : *Son amendement relatif au calcul de la décote pour la taxe proportionnelle* (p. 4881); Art. 7 : *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer toute discrimination relative au revenu cadastral supérieur à 2.000 francs* (p. 4887); Art. 10 quater : *Sous-amendement de M. Valay tendant à spécifier « présentement »* (p. 4893); *Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à préciser les conditions dans lesquelles les coopératives agricoles seront soumises aux impôts indirects* [21 juillet 1949] (p. 4954); *Amendement de M. Jean Masson tendant à exonérer d'impôt les coopératives agricoles pour certaines opérations commerciales de vente et d'achat* (p. 4959); Art. 10 sexiès : *Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article 254 du décret portant réforme fiscale* (p. 4960, 4961); *Son amendement tendant à modifier l'article 254 du décret portant réforme fiscale*

(p. 4961); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Valay tendant à modifier cet article relatif aux coopératives agricoles* (p. 4963, 4964); *Amendement de M. Baudry d'Asson tendant à supprimer la distinction entre les différentes opérations commerciales des coopératives* (p. 4966); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* (p. 4976); Art. 4 : *Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à exonérer les bois pendant les trente premières années de l'exploitation* (p. 4979); Art. 10 bis : *Amendement de M. Jean Masson relatif au calcul des charges de l'exploitation* (p. 4981, 4982); Article additionnel : *Amendement de M. Hughes tendant à fixer les modalités de perception de l'impôt* (p. 4984); Art. 42 : *Sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à substituer le taux de 2 0/0 à celui de 2,70 0/0* [23 juillet 1949] (p. 5116); Art. 42 bis : *Amendement de M. Pierre Meunier relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises construisant des barrages* [24 juillet 1949] (p. 5154, 5155); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5162, 5163); *Discussion générale* (p. 5165); Art. 13 E : *Imposition pesant sur les artisans travaillant chez eux et exploitant un magasin* (p. 5179, 5180); *Son amendement tendant à réduire le taux pour les traitements, salaires, pensions et bénéfices des artisans* (p. 5181, 5182); *Son amendement tendant à prévoir un abattement à la base égal au minimum vital* (p. 5183); Art. 13 G : *Son amendement tendant à élargir la définition des personnes à charge* (p. 5183); Art. 13 H : *Son amendement tendant à supprimer « à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950 »* (p. 5186); *Son amendement tendant à diminuer le taux des impôts sur les bénéfices des artisans* (p. 5186, 5187); Art. 31 D : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 5195); Art. 39 E : *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer l'article 294 du décret portant réforme fiscale* (p. 5197); *Amendement de M. Auguet tendant à modifier le mode de calcul de la patente* (p. 5197, 5198); Article additionnel : *Recevabilité de son amendement relatif à l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires* (p. 5213); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au partage des impôts entre bailleurs et métayers* [30 juillet 1949] (p. 5637); Art. 10 sexiès : *Son amende-*

ment tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale étendant les exonérations pour les opérations commerciales effectuées par les coopératives agricoles (p. 5638, 5639); Art. 12 : Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de conciliation pour l'évaluation du montant des successions (p. 5647); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5649, 5650); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Waldech Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé [28 juillet 1949] (p. 5455, 5456). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Modification de l'ordre du jour) [30 juillet 1949] (p. 5571). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le relèvement des prestations familiales dès que les cotisations le permettront [30 juillet 1949] (p. 5584, 5585, 5586, 5587); Son rappel au Règlement (p. 5588); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5589). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incendies de la forêt de Gascogne [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur les incendies de la forêt de Gascogne [15 novembre 1949] (p. 6135); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635); — sur la condamnation infligée par le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan à un militant syndicaliste paysan [24 novembre 1949] (p. 6261). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer la subvention de 2 milliards allouée au G. N. A. P. O. [26 décembre 1949] (p. 7254); Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de l'agriculture pour la remise en état des forêts de Gascogne (p. 7268, 7269, 7270); Article additionnel : Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens [27 décembre 1949] (p. 7379); Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer les articles 8 et 9 créant une taxe sur les transports (p. 7380, 7381); Art. 13 : Nouveau texte de la Commission (p. 7383); Amendement de M. Penoy tendant à établir une taxe de 15 0/0 sur les pneus destinés aux véhicules lourds (p. 7389); Art. 46 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux avoirs à l'étranger (p. 7426, 7427); Art. 47 : Son amendement ten-

dant à supprimer l'article relatif au rapatriement des avoirs à l'étranger (p. 7427); Art. 27 : Sous-amendement de M. Paumier tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 5.000 francs [30 décembre 1949] (p. 7621). — Est entendu pour un rappel au règlement (Sort des deux sous-amendements à l'amendement de M. Tanguy Prigent dans la loi de finances [31 décembre 1949] (p. 7640). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : Développe son interpellation [13 janvier 1950] (p. 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243); Discussion générale [19 janvier 1950] (p. 338, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Activité du Comité régional d'aide aux sinistrés) [17 janvier 1950] (p. 278). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'expulsion scandaleuse d'un métayer de Narrosse (Landes) et l'incorrection du préfet et du sous-préfet à l'égard d'une délégation de syndicats paysans [25 janvier 1950] (p. 486); — sur le lock-out de l'usine Fougà à Aire-sur-Adour [25 janvier 1950] (p. 486); — sur la situation faite aux malades en traitement dans les établissements de cure et les sanatoria [24 février 1950] (p. 1434). — Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles : Discussion générale (Ses observations sur les expulsions de fermiers faites dans les Landes par les C. R. S.) [24 février 1950] (p. 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450). — Est entendu pour un fait personnel (Ses observations sur l'intégrité de M. Lamarque-Cando et sa réponse à M. David) [24 février 1950] (p. 1455, 1456). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation toute mesure dirigée contre les paysans et l'agriculture [3 mars 1950] (p. 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 bis : Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'aliénation d'immeubles ou de matériel militaire [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2782); Art. 19 : Amendement de M. Paumier tendant à disjointer l'article créant un budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 2785). — Est entendu



sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la rentrée parlementaire au 25 avril 1950*) [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2850, 2851); Art. 2, Etat C : *Reprend l'amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* [26 avril 1950] (p. 2937); Art. 3 : *Crédits prévus pour les prêts agricoles* (p. 2938, 2939); Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts sociaux* (p. 2935); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Sa motion préjudicielle* [4 mai 1950] (p. 3250); *Son rappel au règlement* (p. 3258); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1730 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Défense de la forêt des Landes)* [24 mai 1950] (p. 3899, 3900); Chap. 3510 : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les forêts domaniales (Modification du Code forestier)* [25 mai 1950] (p. 3933); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour congrès, missions et expositions* (p. 3940); Chap. 5120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses (Tuberculose bovine)* (p. 3949, 3950); AVIATION CIVILE, Chap. 3210 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réparation et l'entretien du matériel aéronautique (Accident du Latécoère 631 à Biscarosse)* [19 juin 1950] (p. 4998, 4999, 5000, 5001); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5220 : *Subventions aux cours professionnels* [18 juillet 1950] (p. 5562, 5563); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AGRICULTURE, Chap. 1770 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (Statut des gardes forestiers)* [27 juillet 1950] (p. 6105); *le retire* (ibid.); Chap. 3290 bis : *Caisse de solidarité pour les calamités agricoles* (p. 6105); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les missions, congrès et expositions (Congrès de Strasbourg)* (p. 6106); — du projet de loi portant majoration du pour-

centage des crédits de fonctionnement pour 1950 : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5279, 5280); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, AGRICULTURE, Chap. 9150 : *Mise en valeur des landes de Gascogne* [20 juillet 1950] (p. 5679, 5680); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 14 : *Amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins* [24 juillet 1950] (p. 5869, 5870); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; proposition de loi portant exonération de cotisations; Art. 2 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à exonérer de toute cotisation les économiquement faibles* [29 juillet 1950] (p. 6214); proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles; Art. 2 : *Son rappel au Règlement (Application de la loi des maxima)* (p. 6215, 6216); *Son rappel au Règlement (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 6216, 6217); projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir une subvention annuelle de l'Etat égale au cinquième du budget des prestations familiales agricoles* [31 juillet 1950] (p. 6257); *Son amendement tendant à ne pas accorder les prestations familiales aux non-salariés ayant un revenu supérieur à 500.000 francs* (p. 6271, 6272); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 20 : *Demande de rétablir l'article établissant une taxe sur les bois, présentée par le Gouvernement* [2 août 1950] (p. 6421, 6422); Art. 28 ter : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant des allègements fiscaux par décrets* (p. 6426, 6427, 6428); Article additionnel : *Son rappel au Règlement (Application de l'article 68 du Règlement)* (p. 6516, 6517); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6518); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Son rappel au règlement (Suite du débat)* [3 novembre 1950] (p. 7422, 7423); *Sa demande de clôture de la discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8109); *Contre-projet de M. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8415, 8416, 8417, 8418); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa motion préjudicielle tendant à repousser tous les amendements* (p. 8422, 8423). — Dépose une

demande d'interpellation sur la remise à l'armée américaine de la base aéro-navale de Biscarosse [14 novembre 1950] (p. 7744). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8323, 8324); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à fixer l'allocation par une majoration de 5 0/0 de l'impôt sur les sociétés* [13 décembre 1950] (p. 9023, 9024); *Son rappel au règlement* (p. 9024, 9025); *Amendement de M. Ruffe tendant à exonérer de cotisations les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 250 francs* (p. 9027); Art. 16 : *Son amendement tendant à verser la contribution du fonds à la Caisse nationale automatiquement et non en vertu d'un décret* (p. 9029, 9030); Art. 17 : *Son sous-amendement tendant à ne pas percevoir la cotisation additionnelle à la surtaxe progressive sur les revenus inférieurs à 500.000 francs* (p. 9031, 9032); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la délégation française auprès du conseil des suppléants du Pacte atlantique : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9099, 9100); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1180 : *Personnel temporaire de la production agricole* [22 décembre 1950] (p. 9528); Chap. 1620 : *Direction des eaux et forêts (Appellation des gardes forestiers)* (p. 9534, 9535); *Amendement de M. David tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 9535); *le reprend* (p. 9536); *Réductions opérées par la Commission* (p. 9536, 9537); Chap. 1660 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à rétablir les crédits demandés par les exploitations en régie* (p. 9538); *Amendement de M. Bas tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre et à augmenter les indemnités des agents des eaux et forêts* (p. 9538); Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques (Pool agricole franco-européen)* [23 décembre 1950] (p. 9554, 9555, 9556); Chap. 3300 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Ravage des forêts de pins)* (p. 9586); Chap. 3560 : *Son amendement tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour l'exploitation des forêts domaniales des Landes* [26 décembre 1950] (p. 9615); *le retire* (ibid.);

Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour frais de vulgarisation et d'information éducative* (p. 9623); *Son rappel au règlement (Méthodes de discussion)* (p. 9628); Chap. 5140 : *Lutte contre la tuberculose bovine* (p. 9629, 9630); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à augmenter l'impôt sur les sociétés, les taxes d'enregistrement, la taxe à la production, les droits de douane sur les produits pétroliers* [29 décembre 1950] (p. 9818, 9819, 9820, 9821); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article incorporant des décimes supplémentaires aux impôts normaux* (p. 9829); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 282, 283); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Amendement de M. Olmi tendant à fixer le bail d'après les denrées produites par type d'exploitation* [9 février 1951] (p. 968); *Amendement de M. Delahoutre tendant à prévoir d'autres points de comparaison pour l'année 1959* [14 février 1951] (p. 1132); *Amendement de M. Fabre tendant à autoriser des prix supérieurs pour tenir compte des impenses du bailleur* (p. 1133, 1134); *Amendement de M. Olmi tendant à permettre l'établissement d'une échelle mobile des fermages* (p. 1136); *Amendement de M. Dumet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'intervention des tribunaux paritaires en cas de désaccord* (p. 1136, 1137, 1138); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant une augmentation de bail en cas de réparation* (p. 1139); *Son amendement tendant à prévoir la fixation du cours moyen par arrêté préfectoral* (p. 1142); *Amendement de M. Pirot tendant à permettre la révision des baux conclus à des prix anormaux* [16 février 1951] (p. 1239, 1240); *Suite du débat* (p. 1244); *Ses explications de vote sur l'article 6 tendant à maintenir les avantages acquis au cours de baux antérieurs* [6 avril 1951] (p. 2790, 2791, 2793, 2794); *Son amendement tendant à diminuer la part du bailleur quand elle est déjà inférieure au tiers* (p. 2819, 2820); *Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public* (p. 2824); *Son amendement tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le feu* (p. 2836, 2837);

2838); *Amendement de M. Rincent tendant à appliquer l'article aux partages postérieurs à la présente loi* (p. 2839); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2839); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer la possibilité de reprise aux personnes qui surveillent seulement les travaux agricoles* (p. 2851, 2852); *Son amendement tendant à appliquer l'article rétroactivement* (p. 2857); Art. 12 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif aux droits de conversion* (p. 2863); *Suite du débat* (p. 2864); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 : *Régime des salariés agricoles* [9 février 1951] (p. 1005, 1006); *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir des « avantages identiques »* (p. 1007); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5070 : *Participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des services d'incendie* [15 février 1951] (p. 1171); Chap. 6010 : *Secours aux victimes des calamités publiques (Sinistrés des Landes)* [20 février 1951] (p. 1346, 1347, 1348); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder aux métayers l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [21 mars 1951] (p. 2264); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Son rappel au règlement (Suspension de séance)* [21 mars 1951] (p. 2265); ANCIENS COMRATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 4060 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'appareillage des mutilés (Insuffisance des centres d'appareillage)* [16 mai 1951] (p. 5282); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1701, 1702, 1704). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'occupation de routes, gares et voies ferrées à Poteau (Landes) [21 mars 1951] (p. 2469); — sur les aménagements de l'aérodrome de Mont-de-Marsan [21 mars 1951] (p. 2469); — sur l'utilisation militaire de la base de Biscarosse [21 mars 1951] (p. 2469); — sur les travaux stratégiques effectués dans les Landes [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 915 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à la mise en valeur de la forêt de Gascogne* [11 avril 1951] (p. 3089, 3090); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Son*

*rappel au règlement (Organisation du débat sur les amendements)* [19 avril 1951] (p. 3551, 3552); — du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à augmenter l'abattement à la base pour les artisans* [18 mai 1951] (p. 5548).

#### GARET (M. Pierre), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de la législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu vice-président de cette commission [25 février 1948] (**F. n° 211**), [20 janvier 1949] (**F. n° 358**), [19 janvier 1950] (**F. n° 500**), [25 janvier 1951] (**F. n° 659**). — Est nommé membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [20 juillet 1948] (p. 4864). — Est nommé juré à la Haute cour de justice [15 juillet 1947] (p. 3016).

#### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, **n° 366**. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1946, ayant trait aux brevets d'invention déposés depuis 1939 et non exploités, **n° 555**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1<sup>er</sup> septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, **n° 747**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre

sur la proposition de résolution de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité aux propriétaires de voitures automobiles, motocyclettes, vélos-moteurs et bicyclettes dont les machines ou seulement les pneus ont été réquisitionnés, **n° 748**. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, **n° 1452**. — Le 5 juin 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre : 1° sur le projet de loi instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre ; 2° sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit « loi du 1<sup>er</sup> septembre 1942 » et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, **n° 1564**. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Citerne et plusieurs de ses collègues portant modification de la loi du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 2417**. — Le 2 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de la région de Montdidier, victimes de l'ouragan du 28 juin 1947, **n° 2548**. — Le 31 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les projets de loi relatifs aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, **n° 3075**. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier, pour les communes sinistrées, la loi du 28 mars 1947 réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou usage professionnel, **n° 3296**. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Paul Duclercq et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, relatif au montant des cotisations des membres des associations réguliè-

ment déclarées, **n° 3582**. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les secrétaires de parquet de l'indemnité exceptionnelle accordée aux greffiers des tribunaux par la loi du 7 octobre 1946 et le décret du 22 octobre 1946, **n° 3675**. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'augmenter l'indemnité de fonction des greffiers des tribunaux de paix et de police ; II. — les propositions de résolution : 1° de M. Chautard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonction allouée aux greffiers de paix et de simple police ; 2° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonctions allouée aux greffiers de paix et de police ; 3° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans retard au relèvement de l'indemnité de fonction allouée aux greffiers des tribunaux de paix et de simple police, **n° 3934**. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. René Coty tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit au bail par dérogation à l'article 1722 du Code civil ; 2° de M. Joseph Laniel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, **n° 4020**. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, **n° 4333**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat, **n° 5032**. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. de Tinguy tendant à modifier certaines conditions d'application de l'ordonnance du

2 novembre 1945 sur le statut des huissiers ; 2° de M. Bougrain tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers ; 3° de M. Tony Revillon tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, n° 5242. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Edgar Faure supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux d'instance, n° 5243. — Le 18 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant les taux des amendes pénales, n° 5499. — Le 24 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 53 de la loi du 16 juin 1948, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, n° 5643. — Le 16 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. René Coty tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit au bail par dérogation à l'article 1722 du Code civil ; 2° de M. Joseph Laniel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre ; 3° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés par faits de guerre et dans lesquels ils exerçaient leurs professions, n° 5825. — Le 21 décembre 1948, un rapport au nom de la commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la réunion de plusieurs justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat, n° 5880. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 5924. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 6039. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, n° 6180. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Garey et plusieurs de ses collègues portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, modifié par la loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, n° 6301. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934, relatif à l'organisation judiciaire ; 2° la proposition de loi de M. Charlet et plusieurs de ses collègues, Conseillers de la République, portant création d'une chambre supplémentaire à la Cour d'appel de Limoges, n° 6307. — Le 17 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — les projets de loi : 1° portant création de postes à la Cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934, relatif à l'organisation judiciaire ; 2° modifiant l'effectif de la Cour d'appel d'Amiens, de la Chambre détachée à Metz, de la Cour d'appel de Colmar et de l'Administration centrale du Ministère de la Justice ; II. — la proposition de loi de M. Charlet et plusieurs de ses collègues, sénateurs, portant création d'une chambre supplémentaire à la Cour d'appel de Limoges, n° 6465. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Mondon tendant à supprimer le ministère d'avoué en cas de demandes de mutation d'immeubles sinistrés présentées au tribunal de première instance statuant en Chambre du Conseil, n° 6675. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code

de procédure civile relatif aux délais de procédure, n° 6980. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — le projet de loi tendant à modifier le décret du 5 novembre 1926 relatif aux conditions de nomination des juges de paix ; II. — la proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues complétant l'organisation des justices de paix, n° 6981. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de transférer les audiences des justices de paix au palais de justice dans les villes de plus de 500.000 habitants, n° 6982. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à exclure de l'application du décret du 29 octobre 1936, relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions, les commissaires et le personnel des associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 7181. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, n° 7308. — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement (Dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 30 juin 1949), n° 7535. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi relatif au cumul, par le même titulaire, de plusieurs greffes de justice de paix ; 2° la proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues sur le cumul des greffes de juridiction, n° 8591. — Le 13 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 5 et 10 du décret-loi du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, n° 8707. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement ; II. les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du

11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 2° de M. Pflimlin tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 3° de M. René Coty tendant à suspendre, dans les communes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 4° de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché, d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale ; 5° de M. Angeletti et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 6° de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés ; 7° de M. Mondon tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel ; 8° de MM. Frédéric-Dupont et Bergasse tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 10° de M. Chautard et Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation ; III. les propositions de résolution : 1° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints ; 2° de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (Dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 31 décembre

1949), n° 8719. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, n° 9202. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement ; II. les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 2° de M. Pflimlin tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 3° de M. Bené Coty tendant à suspendre, dans les communes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 4° de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale ; 5° de M. Angeletti et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 6° de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés ; 7° de M. Mondon tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel ; 8° de MM. Frédéric-Dupont et Bergasse tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 10° de M. Chautard et Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation ; 11° de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant

à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains bénéficiaires de réquisition et à proroger la durée des autres réquisitions ; 12° de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir le régime des réquisitions en matière de logement ; III. les propositions de résolution : 1° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints ; 2° de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (Dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 30 juin 1950), n° 10294. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels qui permettront de venir en aide aux habitants de la région d'Abbeville, du Vimeu et du Ponthieu, victimes de la catastrophe du 20 juin 1950, n° 10398. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10506. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 10298) modifiant le taux de compétence de diverses juridictions. — II. les propositions de loi : 1° de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues (n° 4118) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale ; 2° de M. Castellani (n° 7677) tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions ; 3° de M. Emile Hugues (n° 7755) tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort ; 4° de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues (n° 8250) tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix. — III. la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont (n° 6700) tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix, n° 11537. — Le 23 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — le projet de loi (n° 10298) modifiant le taux de compétence de diverses juridictions ;

II. — les propositions de loi : 1° de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues (n° 4118) tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale; 2° de M. Castellani (n° 7677) tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions; 3° de M. Emile Hugues (n° 7755) tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort; 4° de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues (n° 8250) tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix; III. — la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont, (n° 6700) tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix, **n° 12340**. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les intérêts des livrets de caisse d'épargne de la surtaxe progressive, et le montant des livrets des droits de mutation par décès, **n° 12765**.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 29). — Est entendu au cours du débat : sur la prorogation de jouissance des locaux d'habitation ou à usage professionnel, en qualité de *Rapporteur* [20 décembre 1946] (p. 187) : *Augmentation des loyers* (p. 190); — sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature; Art. 8 : *Désignation des représentants titulaires et des représentants suppléants* [30 janvier 1947] (p. 93, 94); — sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* [26 mars 1947] (p. 1109, 1110, 1111); Art. 4 : *Son amendement tendant à préciser que le locataire devra justifier qu'il n'a pas la possibilité de prendre, dans l'habitation dans laquelle il demeure, ceux qui doivent en principe vivre avec lui* (p. 1120, 1121); Art. 6 : *Son amendement relatif à l'exercice du droit de reprise* (p. 1124); *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire la durée du préavis s'il existe déjà une décision de justice passée en force de chose jugée* (p. 1125); Art. 8 bis nouveau : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de l'article* (p. 1126); *le retire* (ibid.); *Ses observations*

*sur l'ensemble* (p. 1128). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux; Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* [28 mars 1947] (p. 1260). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi concernant la procédure et l'organisation de la Cour de Cassation; Art. 39 : *Amendement de M. Faure tendant à ce que le pourvoi énonce les moyens de droit invoqués* [30 juin 1947] (p. 2557). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [4 juillet 1947] (p. 2732, 2733, 2735); Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [9 juillet 1947] (p. 2861, 2863); JUSTICE, Chap. 105 : *Traitements de la Cour d'appel; Son amendement tendant à réduire les crédits* [15 juillet 1947] (p. 3026); *le retire* (p. 3027); Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les tribunaux de première instance* (p. 3027); *le retire* (ibid.). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3491, 3492, 3493); — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3641, 3642); Art. 3 : *Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 5, 4, 5, 6, 7* (p. 3652); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3674). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Citerne modifiant la loi du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers, en qualité de *Rapporteur* [13 août 1947] (p. 4381, 4382). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Amendement de M. Charpin tendant à prévoir la suspension des journaux ayant publié les écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4768, 4771). — Prend part à la discussion : du projet de loi permettant l'accession des femmes à diverses professions d'auxiliaires de la justice; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article comme inutile* [5 décembre 1947] (p. 5506); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 2 : *Son amendement*



tendant à insérer un article nouveau relatif à la juridiction compétente en matière de reprise par le propriétaire [19 décembre 1947] (p. 5874); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5877); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6490); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 4 ter* [5 janvier 1948] (p. 87); — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises en faveur des économiquement faibles et vieux travailleurs [26 janvier 1948] (p. 202). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers : Art. 3 : *Amendements de MM. Buron et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* [10 février 1948] (p. 574); *Renvoi de la discussion* [17 février 1948] (p. 763); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948] (p. 779, 780, 781, 782, 783); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer les associations syndicales* [2 mars 1948] (p. 1260); *Amendement de M. Schmitt tendant à une modification de forme* (p. 1262); Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Thiriet et Guillon concernant les coopératives agricoles* (p. 1282, 1283); [17 mars 1948] (p. 1828); *Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* (p. 1830); *Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas demander l'avis de tous les Ministères intéressés* (p. 1833); Art. 3 : *Amendement de M. Guiguen tendant à prévoir l'adhésion des départements et communes aux sociétés coopératives* (p. 1833); Art. 5 : *Amendement de M. Gautier relatif à l'agrément du Ministre après avis favorable au nom de la commission nationale* (p. 1834); *Amendement de M. Coudray relatif à l'agrément du Ministre après avis favorable au nom de la commission nationale* (p. 1835); Art. 6 : *Amendements de MM. Crouzier et Marin tendant à prévoir l'avis de fédérations de sinistrés* (p. 1836); *Amendement de M. Schmitt tendant à supprimer les alinéas 2, 3, 4, 5* (p. 1837); Art. 9 : *Conseils d'administration des sociétés coopératives* (p. 1838);

Art. 13 bis : *Amendement de M. Desjardins tendant à supprimer l'article* (p. 1841); Art. 18 : *Amendement de M. Desjardins relatif aux sinistrés qui ont refusé d'adhérer à ces associations* (p. 1853); *Amendement de M. Midol tendant à autoriser les propriétaires à former des associations spéciales sans attendre le remembrement* (p. 1853); Art. 21 : *Amendement de M. Triboulet tendant à insérer l'article 36 après l'article 24* (p. 1855); Art. 24 : *Amendement de M. Coudray tendant à permettre au bureau de déléguer des pouvoirs au Commissaire du Gouvernement* (p. 1856, 1857); Art. 32 bis : *Insertion de l'article 36* (p. 1858); Art. 37 : *Amendement de M. Billoux relatif au droit de retrait des signataires* (p. 1859); Art. 40 : *Amendement de M. Desjardins relatif au quantum des subventions* (p. 1861); Art. 43 : *Amendement de M. Michaut tendant à supprimer toute dérogation à l'interdiction faite à certaines personnes de gérer ces sociétés* (p. 1862); Art. 44 : *Amendement de M. Billoux tendant à transmettre au préfet les pouvoirs du Ministre pour la résiliation des marchés* (p. 1863); Art. 55 : *Amendement de M. Schmitt relatif à la dissolution des associations syndicales* (p. 1866); Art. 58 : *Amendement de M. Lucas tendant à accorder l'agrément du Ministre si le statut est conforme à la loi dans un délai de trois mois* (p. 1867); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3058); Art. 4 : *Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3059); Art. 5 : *Amendement de M. Lenormand tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'agrément du Ministre pour chaque coopérative* (ibid); Art. 12 : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer le 5<sup>e</sup> alinéa* (p. 3062); Art. 15 : *Concurrence entre les entrepreneurs pour les travaux* (p. 3068, 3069); *Amendement de M. Marin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3070); Art. 16 : *Possibilité pour le Ministre de désigner dans les coopératives des administrateurs provisoires* (p. 3071); Art. 18 : *Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte du Conseil de la République facilitant la constitution des associations syndicales* (p. 3071, 3072); Art. 54 ter : *Amendement de M. Thiriet tendant à supprimer cet article nouveau* (p. 3073). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la reconstruction*) [17 février

1948] (p. 791). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative au dépôt d'un projet de loi indemnisant les sinistrés renonçant à la reconstruction de leurs biens [27 février 1948] (p. 1198). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder des remises aux sinistrés de 1939-1940* [7 mars 1948] (p. 1500, 1501). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative à la francisation des bateaux de pêche de moins de 10 tonnes [23 avril 1948] (p. 2246); — à M. le Ministre de la Justice une question relative aux greffiers et secrétaires de Parquet et à leur reclassement [28 mai 1948] (p. 3031). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement des crédits reconduits à l'Exercice 1948, Etat A, JUSTICE, Chap. 105 : *Traitements des Cours d'appel* [2 juin 1948] (p. 3112); Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de première instance* (p. 3114); Chap. 611 : *Nomination de juges de paix suppléants* (p. 3118); INTÉRIEUR, Chap. 307 : *Dépenses relatives aux élections* [28 juillet 1948] (p. 4923); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 400 : *Allocations familiales* [28 juillet 1948] (p. 4973); Chap. 410 : *Prise en charge d'un acompte pour la retraite des vieux* (p. 4975, 4976); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME; Chap. 6045 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour documentation et vulgarisation* [14 septembre 1948] (p. 6518, 6519). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique de reconstruction et la réparation des dommages de guerre [12 août 1948] (p. 5752); — sur la situation des personnes âgées économiquement faibles [12 août 1948] (p. 5752). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre les particuliers, en qualité de *Rapporteur* [15 septembre 1948] (p. 6540, 6541); — du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales, en qualité de *Rapporteur* [18 septembre 1948] (p. 6696); Art. 8 : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 6697). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction et le paiement des dommages de guerre [23 septembre 1948] (p. 6868); — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux instructions données au trésorier-

payeur général pour le remboursement des billets de 5.000 francs déposés après le 22 février 1948 [26 novembre 1948] (p. 7264, 7265). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7272, 7273); — du projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix, en qualité de *Rapporteur* [7 décembre 1948] (p. 7404, 7405); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* [16 décembre 1948] (p. 7608); *le retire* (ibid.); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative à la crise du logement (Réquisitions), en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1948] (p. 8049, 8050, 8051); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Schmitt tendant à reconduire l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant le régime des réquisitions* (p. 8054); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à accorder un délai de grâce d'un an avant l'éviction pour les baux à usage professionnel* [28 décembre 1948] (p. 8062, 8063); — d'une proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés, en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1948] (p. 8068, 8069); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Desjardins tendant à ce que le droit au bail du commerçant persiste, même si l'immeuble est reconstruit dans une autre commune* (p. 8070, 8071); Art. 2 : *Amendement de M. Coudray tendant à obliger le propriétaire à prévenir directement le locataire* (p. 8071); *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à autoriser le commerçant à changer la nature de son commerce* (p. 8071). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet relatif aux fonds des caisses d'épargne*) [20 janvier 1949] (p. 60). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de postes de magistrat, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 807); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1055, 1056); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* [9 mars 1949] (p. 1399, 1400). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents

(*Débat sur les sociétés coopératives de reconstruction*) [8 mars 1949] (p. 1339). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1692, 1693). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à la possibilité pour un redevable du prélèvement exceptionnel de s'acquitter en souscrivant au nom de sa femme ou de ses enfants [8 avril 1949] (p. 2248). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi sur les fonds des caisses d'épargne* [17 mai 1949] (p. 2547); *Discussion de la proposition de loi sur le rapport des baux des commerçants sinistrés* [28 juin 1949] (p. 3834). — Dépose une demande d'interpellation : sur les opérations de récupération d'engins de guerre et de désobusage et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre la population à l'abri d'accidents [7 juillet 1949] (p. 4384); — sur le dépôt par le Gouvernement du plan de financement des dommages de guerre [28 juillet 1949] (p. 5468); — sur le prix du blé de la récolte de 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5901, 5902). — Son rapport supplémentaire sur les élections du département de Saône-et-Loire [27 octobre 1949] (p. 5940). — Dépose une demande d'interpellation : sur le financement de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre [3 novembre 1949] (p. 5960); — sur les conditions dans lesquelles est effectuée la récupération d'engins de guerre depuis quatre années [3 novembre 1949] (p. 5960). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le financement des dommages de guerre et le prix de la betterave* [8 novembre 1949] (p. 6018, 6019); [29 novembre 1949] (p. 6430, 6432). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6861, 6862); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* (*Ses observations sur la cascade d'impôts nouveaux, le financement de la reconstruction*) [22 décembre 1949] (p. 7162, 7163); Art. 4 : *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7333);

Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 6, 7); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2458, 2459); Art. 12 : *Son amendement tendant à transformer la caisse des marchés en établissements bancaires finançant les marchés des coopératives de reconstruction* (p. 2517); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'indemnité de difficultés d'existence dans les villes sinistrées* [25 avril 1950] (p. 2829). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident d'un train de pèlerins revenant de Lourdes [19 juillet 1950] (p. 5607). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, JUSTICE, Chap. 8000 : *Reconstruction des bâtiments pénitenciers* [20 juillet 1950] (p. 5685). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi relatif aux calamités agricoles* [25 juillet 1950] (p. 5948). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 3 : *Son amendement tendant à porter à trois mois le délai dans lequel l'acheteur peut nantir le matériel acheté* [27 juillet 1950] (p. 6094); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à faire conclure le nantissement dans les trois mois suivant la livraison* (p. 6094); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement relatif au privilège des créanciers nantis sur les biens qui deviennent immeubles par destination* (p. 6095); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas relatifs au conflit entre créanciers* (p. 6096); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues* (p. 6097); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du quatrième alinéa* (p. 6097); Art. 21 : *Son amendement tendant à soumettre la quittance à un droit fixe* (p. 6097); Art. 21 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6097); Art. 25 : *Son amendement relatif à l'application de l'article 406 du Code pénal aux acheteurs qui auront porté atteinte au nantissement* (p. 6099); — d'une proposition de loi relative au sursis à certaines

peines d'emprisonnement; Art. 3 : *Inclusion d'autres lois dans la liste fournie* [27 juillet 1950] (p. 6103); *Son amendement tendant à compléter la liste des lois visées* (p. 6103); — d'une proposition de loi relative à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. René Mayer* [27 juillet 1950] (p. 6104); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 79 : *Amendement de M. Robert Prigent tendant à relever à 0,70/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [2 août 1950] (p. 6512); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6569, 6570); Art. A : *Son amendement tendant à prévoir 20 milliards de prêts à 10/0 amortissables en dix ans* (p. 6586); Article additionnel : *Son amendement tendant à indemniser par priorité les agriculteurs sinistrés ayant également droit à des dommages de guerre* [4 août 1950] (p. 6626); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7397, 7398, 7399); — d'une proposition de loi relative austatut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8105, 8106); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Oppose la question préalable* [14 décembre 1950] (p. 9062, 9063); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 284, 285). — Dépose une demande d'interpellation sur la production des sociétés houillères nationales et les difficultés d'approvisionnement en charbon [23 janvier 1951] (p. 346). — Pose à M. le Ministre du Travail une question relative à l'octroi d'allocations familiales au profit d'enfants âgés de plus de 20 ans [6 avril 1951] (p. 2810). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 avril 1951] (p. 3189); Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance de 265 milliards de crédits prévus* (p. 3233, 3234); Art. 26 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer l'autorisation administrative à l'autorisation judiciaire*

*pour les mutations de dommages de guerre* [18 avril 1951] (p. 3463); Art. 29 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'article relatif à la procédure de recouvrement des recettes des associations de remembrement* (p. 3466); Art. 21 : *Amendement de M. Halbout tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abattement ne sera fait* [19 avril 1951] (p. 3525). = S'excuse de son absence [22 septembre 1948] (p. 6834), [11 janvier 1949] (p. 1), [9 janvier 1951] (p. 309). = Obtient un congé [22 septembre 1948] (p. 6834).

### GAU (M. Albert), Député de l'Aude.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); — de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); — de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 31 mai 1949] (p. 5457), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), et Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). Est élu Président de cette Commission [*J. O.* du 14 avril 1951] (p. 3691). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [21 novembre 1947] (p. 5102).

### Dépôts :

Le 16 décembre 1947, une proposition de loi relative à la limite d'âge des fonctionnaires anciens combattants, n° 2861. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi relative à l'exonération de l'application des baisses de 5 et 10 0/0 à certains marchés de vins, n° 3655. — Le 9 mars 1948, une proposition de loi portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codi-

fication et modification de la législation sur les jardins ouvriers, n° 3717. — Le 8 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Albert Petit et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les jardins familiaux de l'impôt de solidarité agricole, n° 4476. — Le 25 juin 1948, une proposition de loi portant modificatif de l'article 8 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, n° 4732. — Le 10 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Jean Perrin et Paul Langevin, n° 5462. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi tendant à la réforme de la structure économique, n° 6144. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi tendant à prohiber tous les procédés techniques qui portent atteinte à l'intégrité de la personne humaine, n° 6715. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la fabrication, l'offre et la consommation de tous les apéritifs à bas degré alcoolique, n° 7776. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder la Croix de la Légion d'honneur à certaines catégories de sous-officiers de réserve médaillés militaires, n° 8291. — Le 29 novembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la fabrication, l'offre et la consommation de tous les apéritifs à bas degré alcoolique, n° 8520. — Le 30 mars 1950, une proposition de loi tendant : 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmeries maritimes et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par le décret n° 47-1843 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949 ; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie, ces deux catégories de gendarmes en vue d'en obtenir un meilleur rendement, n° 9679. — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards, n° 11977. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier le statut viticole, n° 12886.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1864) ; — du projet de loi d'amnistie ; Art. 15 : *Son article additionnel relatif à l'application de la grâce amnistiante aux condamnés de la Cour de justice* [30 juin 1947] (p. 2567) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à faire bénéficier de l'amnistie les personnes condamnées par les Cours de justice ou les Chambres civiques* (p. 2572) ; *le retire* (p. 2574). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5270, 5271) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) : Art. 20 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse nationale de crédit agricole en faveur des prisonniers et déportés* [25 février 1948] (p. 1115) ; *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse de crédit agricole en faveur des viticulteurs* (p. 1116) ; — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau provoquant la législation des jardins ouvriers* [26 février 1948] (p. 1147) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à proroger la législation des jardins ouvriers* [27 février 1948] (p. 1215, 1216) ; — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2641) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux fonctionnaires pères de dix enfants au moins* [6 août 1948] (p. 5477) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7642). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Arrestation du cardinal Mindszenty*) [31 décembre 1948] (p. 8247, 8248). — Dépose une demande d'interpellation sur l'admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty et est

entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [8 février 1949] (p. 400, 401, 402, 404). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à la fusion de la gendarmerie maritime avec la gendarmerie nationale [8 avril 1949] (p. 2247). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2940); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Fontuult-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4431); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4683, 4684); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 3 : *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux actes n'ayant pas de rapport avec des faits de résistance* [29 juillet 1949] (p. 5484); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6110, 6111, 6112). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incidence du préambule de la Constitution relative au droit de grève et les mesures de lock-out prises dans un grand nombre d'usines [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1323); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la situation difficile des agriculteurs, le coût élevé du matériel de culture, la crise viticole du Languedoc)* [24 février 1950] (p. 1450, 1451, 1452); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1616); Art. 3 : *Amendement de Mme Ginollin tendant à insérer un article nouveau ne permettant pas d'expulser le locataire d'un local d'un immeuble vendu par appartements sans le reloger* [24 mars 1950] (p. 2353, 2354); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article majorant de 5 francs par hectolitre le droit de circulation sur le vin* [4 août 1950] (p. 6642, 6643); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de colla-

boration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7433, 7434, 7435); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Amendement de M. Roques tendant à limiter dans le temps le droit de révision des baux par les tribunaux paritaires* [16 février 1951] (p. 1244). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la réforme électorale* [9 mars 1951] (p. 1797). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5380 : *Camps et colonies de vacances (Œuvres des jeunes laïques)* [23 avril 1951] (p. 3777, 3778); Chap. 4020 : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement supérieur (Bourses des étudiants de l'enseignement libre)* (p. 3811); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les salaires les viticulteurs* [16 mai 1951] (p. 5250).

#### GAUTIER (M. André), Député de Seine-et-Marne.

\* Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [25 juillet 1947] (p. 3541), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la justice et de législation [8 novembre 1949] (p. 6002). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution) [18 novembre 1947] (p. 5060).

#### Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, conformément à l'article 5 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, une caisse autonome destinée à assurer les opérations financières de la reconstruction, n° 858. — Le 6 mai 1947, un rapport au nom de la

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer, conformément à l'article 5 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, une caisse autonome destinée à assurer les opérations financières de la reconstruction, n° 1253. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'article 5 de l'ordonnance n° 45-624 du 11 avril 1945 et l'article 10 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 relatifs à la dévolution de certains biens meubles récupérés par l'Etat à la suite d'actes de pillage et de spoliation commis par l'occupant, n° 1402. — Le 12 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs en argile et en ocre du statut des mineurs, n° 2845. — Le 18 décembre 1947, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 2910. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi tendant à reconnaître le caractère permanent de certaines tâches incombant au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, n° 3042. — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement aux communes les frais qu'elles exposent pour le transport et la réinhumation des victimes de la guerre restituées aux frais de l'Etat, n° 4273. — Le 25 novembre 1948, une proposition de loi portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948, portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, n° 5659. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une proposition de loi portant révision des cessations de droits à indemnité de sinistres immobiliers, n° 9122. — Le 3 février 1950, une proposition de loi portant suppression de la majoration du prix des cartes hebdomadaires de travail sur la S. N. C. F. réalisée le 30 janvier

1950, n° 9166. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi portant prorogation des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 et par la loi n° 49-1100 du 2 août 1949 relatives aux jardins ouvriers, n° 9762. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à faire admettre au bénéfice de la Caisse autonome nationale les mineurs en argile par l'extension à leur bénéfice de l'ordonnance n° 45-2148 du 22 septembre 1945, n° 10098. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi portant à un minimum de 500 milliards les crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction pour le budget de 1951, et réservant obligatoirement 10 0/0 de ces crédits au paiement des dommages mobiliers, n° 11195.

### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Lot-et-Garonne [28 novembre 1946] (p. 20). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 753). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*) ; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les traitements du Ministre et de l'Administration centrale* [19 juillet 1947] (p. 3253) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 303 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour paiements à l'Imprimerie nationale* (p. 3259) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation du transport des voyageurs dans la région parisienne ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Demusois, Regaudie, Robert Schmidt et Lespès sur la modification de la définition de la région parisienne* [12 décembre 1947] (p. 5670) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [16 décembre 1947] (p. 5737) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 41 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à supprimer l'article* [18 décembre 1947] (p. 5816) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6485, 6486) ; — du projet de loi relatif aux sociétés

coopératives et associations syndicales de reconstruction ; Art. 5 : *Son amendement tendant à obliger le Ministre à donner son agrément après avis favorable de la Commission nationale* [17 mars 1948] (p. 1834) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer pour les associations l'obligation de représenter les deux tiers des intérêts* (p. 1853) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8003, 8004) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat D, chap. 361 : *Matériel et entretien des locaux* [8 avril 1949] (p. 2235) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article 71 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* [16 juin 1949] (p. 3394) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, chap. 1019 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour réparation des routes départementales* [5 juillet 1949] (p. 4188) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 4 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à substituer la date du 31 juillet 1950 à celle du 31 juillet 1949* [6 juillet 1949] (p. 4266) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 4 : *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* [27 décembre 1949] (p. 7340) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 51 : *Remise de titres de la Caisse autonome de la reconstruction en paiement des dommages agricoles* [29 janvier 1950] (p. 793) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2454, 2455, 2456) ; Etat A, chap. 8500 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits prévus pour la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 2490). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression de 1.500 emplois au Ministère de la Reconstruction [23 mai 1950] (p. 3794). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 6060 : *Son amendement tendant à réduire*

*de 4.000 francs les crédits pour le contrôle technique des travaux de reconstruction (Centre de perfectionnement du M. R. U.)* [13 juin 1950] (p. 4719, 4720) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 12 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer aux amnistiés la loi sur les dommages de guerre* [21 novembre 1950] (p. 7965) ; Article additionnel : *Amendement de M. Coudray tendant à indemniser les condamnés amnistiés après les autres sinistrés* [4 décembre 1950] (p. 8537). — Dépose une demande d'interpellation sur les accidents mortels trop fréquents chez les mineurs en argile du bassin de Provins [8 décembre 1950] (p. 8831). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 1000 : *Lenteur de la reconstruction, hauts prix des loyers* [14 décembre 1950] (p. 9111, 9112, 9113) ; Chap. 4010 : *Services de l'allocation logement* [15 décembre 1950] (p. 9163). — Pose : à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'augmentation des loyers dans les immeubles sinistrés et reconstruits [2 février 1951] (p. 681, 682) ; — à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative à la situation de familles de Seine-et-Marne expulsées de leur appartement [9 février 1951] (p. 982). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude grossière observée par le préfet de la Seine-et-Marne à l'égard d'une délégation de parlementaires le 1<sup>er</sup> avril 1951 [5 avril 1951] (p. 2741). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à la construction de la cité Château-Gaillard à Chelles (Seine-et-Marne) [13 avril 1951] (p. 3263). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter les crédits à 551 milliards* [18 avril 1951] (p. 3468) ; *Son amendement tendant à instituer une taxe sur les bénéfices des personnes morales supérieurs à 2 millions de francs* (p. 3469) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les autorisations de paiement (Budget de la défense nationale exagéré)* (p. 3474) ; *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs l'autorisation de programme (Suspension sans trai-*



tement de M. Bodaert) (p. 3478); Art. 8 : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir 45 milliards pour les habitations à loyer modéré (p. 3503); Art. 9 : Son amendement tendant à exonérer de la taxe à la production les matériaux de construction (p. 3504).

### GAVINI (M. Jacques), député de la Corse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé : membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); Vice-président de cette Commission [J. O. du 5 février 1948] (p. 1264), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 26 janvier 1951] (p. 912); — membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des finances [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires économiques [24 octobre 1950] (p. 7102), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [13 mars 1951] (p. 1828). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance dn 18 novembre 1944, modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de loi relative au rétablissement de la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse, n° 726. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Air. — Budget annexe des constructions aéronautiques), tome I, Défense nationale, Air, n° 7379. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Air. — Budget annexe des constructions aéronautiques), tome II, Défense nationale, Budget annexe des constructions aéronautiques, n° 7385.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Moyens de transport entre la France et la Corse [9 décembre 1946] (p. 168); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le mois de juillet 1947; Art. 10 : Présence du Ministre des Finances au banc du Gouvernement [26 juin 1947] (p. 2505); — sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : Proposition de M. Jacques Duclos de surseoir à l'élection du reste du bureau [14 janvier 1948] (p. 155). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande : Art. 19 : Amendements de MM. Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France-Corse à la Compagnie générale transatlantique [20 février 1948] (p. 951); Amendement de M. Fayet tendant à interdire tout licenciement à cause de cette loi (p. 952); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : Statut du personnel des Compagnies maritimes [27 février 1948] (p. 1182); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 12 : Son amendement relatif au taux des titres remis aux sinistrés [23 décembre 1948] (p. 7921); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949, en qualité de Rapporteur pour avis [3 mars 1949] (p. 1201); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de Rapporteur pour l'Air [9 juin 1949] (p. 3226); Etat A, AIR, Chap. 120 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 145 millions les crédits pour la solde des officiers [16 juin 1949] (p. 3435); Chap. 122 : Crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe, situation des aspirants de l'Air (p. 3435); Chap. 135 : Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel civil des services du matériel (p. 3436); Chap. 320 : Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement (p. 3438, 3439); Chap. 325 : Entretien du matériel aéronautique (p. 3441); Chap. 326 : Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le matériel des télécommunications

(p. 3442); Chap. 330 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'achat de carburant* (p. 3443, 3444); Chap. 332 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 800 millions les crédits pour munitions de l'armée de l'Air* [17 juin 1949] (p. 3467); Chap. 335 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* (p. 3468); Chap. 904 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les services du matériel* (p. 3469); Chap. 905 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour achat de matériel des surplus* (p. 3469); Chap. 908 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'achat de surplus par le Service de santé* (p. 3469, 3470); Chap. 942 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les acquisitions immobilières* (p. 3489); Etat B, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 908 : *Demande de rétablissement des crédits pour le Service de santé, présentée par le Gouvernement* [23 juin 1949] (p. 3697); Art. 4 : *Ses observations sur le budget des constructions aéronautiques* (p. 3698, 3699); Etat C, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'Air* (p. 3702); *Amendement de M. Costes tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3707); Chap. 3313 : *Matériel technique non aérien* (p. 3708); Chap. 930 : *Acquisitions immobilières* (p. 3720, 3721); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, AIR, Chap. 911 : *Subventions au budget annexe des constructions aéronautiques* [22 juillet 1949] (p. 5018); Chap. 330 : *Carburant* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur l'attitude du Rapporteur de la Commission des finances lors de la discussion du budget de l'Armée*) [17 juin 1949] (p. 3463, 3464). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Amendement de Mme Francine Lefebvre tendant à prévoir que la communication aux Commissions de la liste des usines aliénées ne sera pas faite pendant les vacances parlementaires* [28 juin 1949] (p. 3886); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat D, DÉFENSE

NATIONALE, Chap. 327 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile présentée par le Gouvernement* [28 juillet 1949] (p. 5431); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 747, 748); — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [21 mars 1950] (p. 2235, 2236); Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article premier de la loi des maxima* [23 mars 1950] (p. 2298); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4816, 4817); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au mode de calcul de la ristourne* [4 août 1950] (p. 6774); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5090 : *Amendement de M. Gioveni tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'exploitation des chemins de fer concédés (Chantiers de la S. N. C. F. à Propriano)* [19 décembre 1950] (p. 9304); AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Service de la protection des végétaux (Agriculture en Corse)* [23 décembre 1950] (p. 9583); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9504, 9505, 9509, 9510); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gioveni tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au service avec la Corse* (p. 9514); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les relations entre la Corse et le continent)* [2 mai 1951] (p. 4410, 4412); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 28 : *Son amendement tendant à ne mentionner que les bulletins imprimés* [28 avril 1951] (p. 4203).

**GAY (M. Francisque)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission des affaires écono-

miques [3 décembre 1947] (p. 5451); de la Commission des affaires étrangères [3 décembre 1947] (p. 5451), [26 janvier 1948] (p. 194), [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [23 mai 1947] (p. 1761), [20 juin 1947] (p. 2274, 2277, 2278). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2924, 2925). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'établissement d'un bilan national des ressources nationales agricoles, industrielles et financières [8 août 1947] (p. 4115). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4140, 4145, 4176, 4177, 4178); *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4232, 4233, 4236); *Demande de réouverture de la discussion générale présentée par M. Demusois* [12 août 1947] (p. 4293). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la distribution des denrées rationnées ; Article unique : *Amdement de M. Charpin prévoyant la suspension des journaux ayant publié des écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4769, 4770). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5175) ; — du projet de loi tendant à la protection du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1947] (p. 5391) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements* [22 décembre 1949] (p. 7179) ; du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5926, 5927). — S'excuse de son absence [20 avril 1948]

(p. 2075), [7 décembre 1950] (p. 8783), [10 mai 1951] (p. 4965), [12 mai 1951] (p. 5095). — Obtient des congés [20 avril 1948] (p. 2075), [7 décembre 1950] (p. 8783), [10 mai 1951] (p. 4965), [12 mai 1951] (p. 5095).

**GAZIER (M. Albert)**, député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre de l'Information.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre de l'Information.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (F. n° 527).

### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant création d'un Office français de radiodiffusion, n° 297. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi, n° 709. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à déterminer les règles d'indemnisation des bureaux de pla-

nement payants supprimés en application des dispositions de l'ordonnance du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 1496. — Le 10 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer la nationalisation des collèges modernes et technique de Courbevoie, n° 1633. — Le 18 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 36 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 2076. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprises, n° 2116. — Le 29 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à déterminer les règles d'indemnisation des bureaux de placement payants supprimés en application des dispositions de l'ordonnance du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 2150. — Le 6 août 1947, une proposition de loi tendant à opérer la fusion, sous l'autorité du Préfet de police, des services départementaux et municipaux de désinfection et de vaccination dans le département de la Seine, n° 2256. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprise, n° 2307. — Le 21 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dassaud et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 2960. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels, n° 3159. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposi-

tion de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 3345. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de MM. Theetten et Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à porter, pour une période transitoire, la durée du travail de quarante à quarante-huit heures, n° 3696. — Le 4 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi ; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement, n° 4113. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux salariés qui se séparent volontairement de leurs employeurs, le bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés, n° 4450. — Le 21 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 24 mai 1945, en vue de faciliter aux organisations professionnelles l'accomplissement des formalités prescrites par ladite ordonnance, n° 4646. — Le 19 août 1948, une proposition de loi tendant à assurer des ressources stables aux Comités d'entreprise, n° 5310. — Le 10 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° la proposition de loi de MM. Armengaud et Maurice Walker, conseillers de la République, modifiant le régime des prix et portant création de la marge globale de distribution ; 2° la proposition de résolution de M. Chautard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier les bases de calcul des marges bénéficiaires des intermédiaires, n° 5795. — Le 11 février 1949, une proposition de loi relative aux attributions du contrôle économique, n° 6411. — Le 25 février 1949, une proposition de loi tendant à préciser les pouvoirs des Comités d'entreprise

et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947, n° 6611. — Le 3 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer des ressources stables aux comités d'entreprise, n° 6658. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi confirmant l'application de l'article 31 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail sur les conventions collectives aux Offices publics et ministériels, n° 6851. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues confirmant l'application de l'article 31 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail sur les conventions collectives aux Offices publics et ministériels, n° 7105. — Le 10 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprise, n° 7421. — Le 21 juin 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 107 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, n° 7541. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer à l'indemnité représentative de congé payé les dispositions spéciales de l'article 47 A du Livre I<sup>er</sup>, titre 3, du Code du travail, n° 7633. — Le 30 juin 1949, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant application au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, n° 7682. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7706. — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à assurer des ressources stables aux comités d'entreprise, n° 7985. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais et des

remises aux contribuables s'étant trouvés en état de chômage, n° 8299. — Le 24 novembre 1949, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprise, n° 8479. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, n° 9061. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 107 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, n° 9128. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des Comités d'entreprise, n° 9297. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi prorogeant le délai d'application pour l'article 6 de la loi du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 9519. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les Comités d'entreprises, n° 9586. — Le 8 juin 1950, une proposition de loi tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles, n° 10223. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la création de service sociaux du travail, n° 10272. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à préciser à l'égard du personnel des caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, n° 10503.

#### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [16 janvier 1947] (1).

**En qualité de Député :**

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1221, 1222); — sur une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 17 *ter* : *Amendement de M. Gosset tendant à ce que le Commissaire du Gouvernement exerce ses fonctions sur avis du conseil supérieur des messageries* [29 mars 1947] (p. 1295, 1296); *Son sous-amendement tendant à ce que le Commissaire du Gouvernement puisse s'opposer à toute décision ayant pour conséquence d'altérer le caractère coopératif* (p. 1297). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 15 : *Son amendement tendant à excepter de l'intégration dans le corps des ponts et chaussées les cantonniers du département de la Seine* [30 mai 1947] (p. 1844). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées : *Ses observations sur les ordres du jour* [20 juin 1947] (p. 2288). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2331); la développe [25 juin 1947] (p. 2431 à 2434); *Politique économique du parti socialiste* (p. 2452); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2755). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi sur l'élection des délégués du personnel dans les comités d'entreprises*) [23 juin 1947] (p. 2399). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2487); *Discussion d'urgence* (p. 2488); *Discussion générale* (p. 2491, 2492); Article unique : *Son amendement tendant à maintenir le scrutin majoritaire* (p. 2497, 2498). — Intervient dans la

discussion : de la proposition de M. Le Sciellour tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprise : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2501); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Article unique [3 juillet 1947] (p. 2679). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique; Art. 10 : *Amendement de M. Poimboeuf tendant à créer un Secrétaire général adjoint* [18 juillet 1947] (p. 3202); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3204); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « recrutés au concours »* (p. 3217); — du projet de loi portant statut de la coopération : *Discussion générale* [30 juillet 1947] (p. 3706); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa unique (Ses explications de vote)* (p. 3709); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 304 : *Matériel de l'Administration centrale* [7 août 1947] (p. 4046, 4047). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur la situation sociale : *Sa réponse à M. le Ministre du Travail* [6 décembre 1947] (p. 5540). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au maintien dans les lieux des locataires dans les hôtels* [18 décembre 1947] (p. 5870); — du projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 833, 834). — Pose une question : à M. le Ministre des Finances concernant la réglementation du prix des chambres d'hôtel [4 juin 1948] (p. 3232); — à M. le Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique concernant le problème de l'auxiliarat [4 juin 1948] (p. 3232). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale* [23 juin 1948] (p. 3862 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à interdire le cumul des fonctions d'administrateur à la S. N. E. C. M. A. avec celles de directeur d'une entreprise privée* [25 juin 1948] (p. 3975); *Ses explications de vote sur l'ensemble*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

(p. 4009). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique à suivre par M. Marie (Question du dirigisme)* [24 juillet 1948] (p. 4887, 4888). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 606 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour rémunérations d'études économiques* [2 août 1948] (p. 5202); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art 7 bis : *Amendement de M. Guérin relatif au rôle des corps de contrôle auprès des Commissions parlementaires* [9 août 1948] (p. 5623); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 45 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7895). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative à l'injustice subie par les agents administratifs des établissements de l'armement qui ne bénéficient pas d'un échelon supplémentaire [28 janvier 1949] (p. 240). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 mars 1949] (p. 1807); Art. 3 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas faire de distinction entre les différentes catégories d'hôtels de tourisme* (p. 1808); — d'une proposition de loi relative à l'indemnité représentative des congés payés, en qualité de *Rapporteur* (p. 3988); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 juillet 1949] (p. 4186); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4555, 4556); [11 juillet 1949] (p. 4600); *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [13 juillet 1949] (p. 4708); *Ordre du jour de M. Reynaud tendant à réorganiser la sécurité sociale* (p. 4709); *Amendement de M. Costes à son ordre du jour tendant à améliorer le fonctionnement de la sécurité sociale plutôt qu'à le maintenir en état* (p. 4716, 4717); *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 4719, 4720); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exclure les organismes de la mu-*

*tualité sociale agricole* [13 juillet 1949] (p. 4740); Art. 4 : *Son amendement tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées à des associations privées* (p. 4741); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir à titre temporaire la prise en charge des agents de l'O.C.R.P.I. par l'Etat* [27 juillet 1949] (p. 7375, 7376, 7377); *Amendement de M. Joubert relatif à la priorité de licenciement des agents de l'O.C.R.P.I.* (p. 5377, 5378); Art. 5 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas souligner la précarité de ces créations d'emploi* (p. 5380); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5440); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à faire centraliser les propositions des conseils d'administration de la sécurité sociale par les unions de travailleurs indépendants* [30 juillet 1949] (p. 5588); — d'une proposition de loi relative aux ressources des comités d'entreprise, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5655); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6915, 6916, 6917, 6918); Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 du Code du travail) : *Amendement de M. Emile Hugues tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* [23 décembre 1949] (p. 7197); (Art. 31 E du Code du travail) : *Amendement de M. André Hugues tendant à prévoir la possibilité pour les membres d'un syndicat de ne pas accepter la convention signée par leur représentant* (p. 7204); (Art. 31 F du Code du travail) : *Amendement de M. André tendant à laisser le soin de la convocation des commissions paritaires au Ministre du travail* (p. 7207); *Amendement de M. Lespès tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie de travailleurs intéressée* [31 décembre 1949] (p. 7643); *Amendement de M. Poimboeuf tendant à permettre aux représentants syndicaux des diverses catégories professionnelles de discuter les avenants aux conventions* (p. 7644, 7645); (Art. 31 G du Code du travail) : *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* [3 janvier 1949] (p. 32);

(Art. 31 H) : *Son amendement tendant à prévoir des représentants syndicalistes pour chaque branche d'activité* (p. 41) ; *Amendement de M. André tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une Commission* (p. 42) ; (Art. 31 I) : *Amendement de M. Poimbeau relatif au cas où des conventions nationales n'existeraient pas* (p. 44, 45) ; (Art. 3 J) : *Amendement de M. Bichet tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de cette convention* (p. 56, 57, 58, 60) ; *Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme », par « sur avis motivé »* (p. 64) ; (Art. 31 P) : *Amendement de M. Hugues tendant à fixer par décret les éléments de la rémunération du personnel* [4 janvier 1950] (p. 86, 87, 88) ; (Art. 31 X) : *Amendement de M. Devinat tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 90) ; *Sous-amendement de M. Bouzom tendant à introduire 3 représentants de l'Union nationale des associations familiales dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 91) ; Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflit du travail* (p. 112) ; Art. 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflits* (p. 121) ; Art. 20 : *Amendement de M. Cayol relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la marine marchande* (p. 145, 146) ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 Y) : *Son sous-amendement tendant à prévoir que le budget type servira à l'établissement du salaire minimum interprofessionnel* (p. 153) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir un rapport annuel sur les travaux de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 156, 157) ; Art. 3 bis : *Non-rupture du contrat de travail par une grève* (p. 157, 158) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 160) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 du Code du travail) : *Son amendement tendant à prévoir des conventions collectives pour le personnel des caisses d'épargne privées* [2 février 1950] (p. 910) ; *Amendement de M. André tendant à prévoir un décret pour l'application de la loi aux offices publics et ministériels* (p. 911) ; (Art. 31 F) : *Amendement de M. Bichet tendant à reprendre les deuxième et troisième alinéas du texte du Conseil de la République relatifs à la composition des commissions mixtes* (p. 931, 932) ; *Amendements de MM. André, Lespès, Degoutte,*

*Bichet et Theetten, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 956) ; (Art. 31 G) : *Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conditions d'établissement de la hiérarchie des salaires et des avantages accessoires au contrat du travail* (p. 982, 983) ; (Art. 31 X) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant voix consultative aux 3 représentants de l'Union des associations familiales* [8 février 1950] (p. 1068) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure le personnel des caisses d'épargne privées dans le champ des conventions collectives* (p. 1071) ; Art. 3 bis : *Son rappel au règlement* (p. 1079, 1080) ; *Amendement de M. André tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* (p. 1082, 1083) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à abroger la loi instituant un statut obligatoire pour le personnel des caisses d'épargne privées* (p. 1087) ; Art. 20 : *Maintien en vigueur des conventions collectives signées sous le régime de la loi du 25 décembre 1946* (p. 1089) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1089, 1090) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance sur la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7234, 7235) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à mettre 2.000 agents du contrôle économique au service de la lutte contre la fraude fiscale* (p. 7425, 7426) ; Art. 45 bis : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa* [28 décembre 1949] (p. 7474) ; Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Louvel tendant à supprimer la phrase prévoyant un blocage temporaire des crédits d'investissements* (p. 7485, 7486) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Amendement de M. Moisan tendant à rapprocher le mois de référence de la date de paiement* [26 janvier 1950] (p. 547) ; *Amendement de M. Musmeaux tendant à renouveler la prime chaque mois, jusqu'à la conclusion des conventions collectives* (p. 547, 548) ; — du projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale et d'allocations familiales, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 : *Son amendement tendant à créer une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 400 ou-*



vriers [3 mars 1950] (p. 1678, 1679) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, chap. 1050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le contrôle de la sécurité sociale (Suppression d'emplois de contrôleurs généraux)* [5 juin 1950] (p. 4249) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4251, 4253) ; *le retire* (p. 4253) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les contrôleurs d'Etat* [16 juin 1950] (p. 4935) ; *le retire* (p. 4936) ; Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique* (p. 4940, 4941) ; *le retire* (p. 4941). — Est nommé *Ministre de l'Information* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS, art. 12 : *Programme d'équipement de la radiodiffusion française (Émissions publicitaires)* [20 juillet 1950] (p. 5698, 5699) ; — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à ajourner le débat* [4 janvier 1951] (p. 120) ; *Discussion générale* (p. 132, 133) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Betolaud tendant à ne pas appliquer le transfert aux journaux qui n'ont pas été condamnés* (p. 143) ; *Amendement de M. Pierrard tendant à fixer les indemnités sur la base de la valeur en 1940* (p. 146, 147) ; — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 523) ; *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à soumettre les indemnités aux taxes de mutation* (p. 525) ; *Amendement de M. Betolaud tendant à restituer aux entreprises les biens autres que ceux servant à la publication d'un journal* (p. 526, 528) ; *Son rappel au règlement (heure de la prochaine séance)* [2 février 1951] (p. 698). — Donne sa démission de *Ministre de l'Information* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de l'Information* (3<sup>e</sup> Cabinet

Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951) (p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part : à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, chap. 1000 : *Ses observations sur le manque du papier journal* [3 avril 1951] (p. 2607) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer la subvention à l'agence France-Press* (p. 2627) ; RADIODIFFUSION, chap. 1000 : *Ses observations sur l'équipement nouveau, le statut de la télévision, l'amélioration des programmes, les émissions compensées et la publicité à la radio* [9 avril 1951] (p. 2981, 2982, 2983, 2984, 2985) ; *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour ce chapitre (Droit de grève des fonctionnaires de la radio)* [10 avril 1951] (p. 2996) ; *Amendement de M. Borra tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Situation des auxiliaires de Radio-France à Alger)* (p. 2997) ; *Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre (Suppression d'emplois)* (p. 2998) ; Chap. 1070 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour indemnités des services administratifs (Prime de rendement)* (p. 3000) ; Chap. 1090 : *Publicité compensée à la radio* (p. 3001, 3002, 3003) ; Chap. 1100 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 4 million les crédits pour les émissions artistiques (Insuffisance des crédits de Radio-Bretagne)* (p. 3003) ; Chap. 1150 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour indemnités de résidence* (p. 3004) ; Chap. 3060 : *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour droits d'auteurs (Rémunération des œuvres inédites)* (p. 3006) ; Chap. 3080 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la mécanographie des services de la redevance (Suppression des centres régionaux de la redevance)* (p. 3028, 3029) ; Chap. 3100 : *Frais de déplacement et de mission* (p. 3029) ; Chap. 6032 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer la participation à l'exploitation de Radio-51* (p. 3031) ; Chap. 6040 : *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer les crédits pour frais de recouvrement de la taxe radiophonique* (p. 3031, 3032, 3033) ; Chap. 6080 : *Travaux de reconstruction et d'équipement (Poste de Nancy)* (p. 3033) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de*

*M. Delcos tendant à prévoir des émissions publiques agricoles* (p. 3035); *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance téléphonique les vieux travailleurs et économiquement faibles* (p. 3035, 3036); FINANCES, CHARGES COMMUNES, chap. 5110: *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 500 millions les crédits pour le fonds régulateur des prix (Subventions au papier de presse)* [16 mai 1951] (p. 5236); *RADIODIFFUSION FRANÇAISE*, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [21 mai 1951] (p. 5594); Art. 1<sup>er</sup> bis: *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux émissions compensées* (p. 5595, 5596); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; *RADIODIFFUSION*, chap. 900: *Outillage pour la radio (Radio-Nancy)* [11 avril 1951] (p. 3131); Art. 16: *Autorisation de programmes pour la radio (Radio-Alger)* (p. 3140); *Amendement de M. Baylet tendant à établir une taxe sur la publicité diffusée par des postes situés à l'étranger* (p. 3141).

**GENEST (M. Maurice)**, Député d'Eure-et-Loir).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre: de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

#### Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de tabac, n° 477

(rectifié). — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre la ration de sucre à 750 grammes pour les catégories M et C, n° 1248. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant une allocation viagère aux vieux médaillés du travail, n° 1486. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour sauvegarder les récoltes contre les incendies, n° 2503. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, n° 3115. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à priver les oisifs des cartes de rationnement, n° 3278. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la carte de priorité aux malades atteints de paralysie des membres inférieurs à la suite de poliomyélite, n° 3279. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement de la production laitière, n° 3386. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission d'agriculture sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la suppression de toutes les taxes sur l'avoine pour la partie de ce produit vendue au marché libre, n° 3847. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un supplément d'un quart de litre de lait cru aux vieillards, n° 4463. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux catégories J et A, 200 grammes de beurre en remplacement des 200 grammes de margarine, n° 4601. — Le 25 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1948, la ration de pain à 350 grammes et à en améliorer la qualité, en ramenant le taux de blutage à 85 0/0, n° 4729. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un

rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un supplément d'un quart de litre de lait cru aux vieillards, n° 4819. — Le 15 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux apprentis avec contrat, n° 5472. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles à la remise en vigueur des lignes de chemin de fer à faible trafic (dites lignes secondaires) notamment la ligne Nogent-le-Rotrou—Courtalain reliant les plus grandes lignes de la région ouest, n° 5493. — Le 26 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les salariés des professions agricoles du remboursement de l'impôt cédulaire, de la prime aux allocations familiales et de la majoration des salaires accordées aux travailleurs des autres professions, n° 5666. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre « Jean-Moulin », maison de post-cure des déportés et internés patriotes, n° 5799. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de sucre à 1 kilo 500 pour tous les enfants et jeunes gens (catégories J et A), n° 5908. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T.S.F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, n° 6236. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions d'invalidité ainsi que leurs accessoires, n° 6600. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir des tarifs préférentiels de transports pour certains produits agricoles, n° 6603. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté pour le commerce du sucre sans augmentation de prix, n° 7430. — Le 27 octobre

1949, une proposition de loi tendant à accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de 1.000 francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, n° 8283. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de café de 125 à 250 grammes à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1949, sans augmentation de prix en attendant la suppression du rationnement pour cette denrée, n° 8313. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans, n° 8323. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier dans les moindres délais les décrets d'assimilation et les arrêtés d'échelonnement dont la non-parution retarde la liquidation, sur les bases de la péréquation, des pensions de certaines catégories de fonctionnaires retraités, n° 9169. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux familles des anciens déportés du travail, décédés hors de leur résidence habituelle même après le 31 mai 1946, le bénéfice de la loi 46-2443 du 16 octobre 1946 relative au transfert des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9220. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves et orphelins de guerre de la prorogation des baux ruraux, n° 9344. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à établir le statut de la Résistance intérieure française, n° 10064. — Le 13 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 6 millions, les victimes de l'orage survenu au sud de la région chartraine le 26 mai 1950, notamment dans les communes de Berchères-les-Pierres et Sours et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, au prorata des dégâts subis, n° 10264. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer totalement des droits du permis de chasse et du permis de pêche, tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs et les bénéficiaires de l'allocation temporaire, n° 10434. — Le 21 juillet 1950, une proposition

de loi tendant à abroger le décret n° 50-806 du 29 juin 1950 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F.F.I., n° 10689. — Le 21 juillet 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-807 du 29 juin 1950, portant forclusion en matière d'attribution de grades d'assimilation aux membres des F.F.I. et de la R.I.F., n° 10690. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés et internés politiques le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, n° 11303. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité, n° 11397. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Genest et plusieurs de ses collègues (n° 11303) tendant à accorder aux déportés et internés politiques le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, n° 11737. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, en vue d'étendre le régime des prêts aux ayants droit des « Morts pour la France » combattants volontaires de la Résistance, n° 11890. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-1264 du 9 octobre 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti dans l'agriculture, n° 12460. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 51-95 du 27 janvier 1951 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F. F. I., n° 12833. — Le 14 avril 1951, une proposition de loi tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T.S.F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables et toutes personnes âgées de 65 ans pouvant justifier d'un revenu annuel inférieur à 150.000 francs par an ou 200.000 francs pour un ménage, n° 12843.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Rhône

(2<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 28). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1632); — du projet de loi portant majoration de l'indemnité pour accidents du travail dans les professions agricoles; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations supérieures à 25.000 fr. au moins* [30 avril 1948] (p. 2444); Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'au moins 25.000 francs* (p. 2445); Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir des pensions d'invalidité d'au moins 25.000 francs* (p. 2445). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur la ration de pain*) [30 juin 1948] (p. 4181). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à améliorer sa qualité, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4181, 4182) : *Discussion générale* (p. 4183); — du projet de loi portant prorogation du compte spécial du ravitaillement : *Discussion générale* [18 juillet 1948] (p. 4792, 4793); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à améliorer la qualité du pain et à augmenter la ration, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1948] (p. 5113); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, RAVITAILLEMENT, AGRICULTURE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5205, 5206, 5207). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question concernant la permission donnée aux artisans de produits laitiers de fournir directement leur clientèle de détaillants [10 décembre 1948] (p. 7532). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7647); *Son amendement tendant à supprimer les réunions d'exploitation depuis 1914 au lieu de depuis 1939 seulement* (p. 7650, 7651); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 003 : *Allocation spéciale supplémentaire aux grands mutilés* [19 mai 1949] (p. 2669); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la Radiodiffusion française;

Art. 4 : *Recouvrement de la taxe radiophonique au profit de la Radiodiffusion française* [21 juillet 1949] (p. 4923); *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs et les économiquement faibles* (p. 4925); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Augmentation du taux de la redevance radiophonique* [30 juillet 1949] (p. 5578, 5579); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 4 : *Amendement de M. Joubert relatif à la priorité de licenciement des fonctionnaires de l'O. C. R. P. I.* [27 juillet 1949] (p. 5378); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : Etat B, AGRICULTURE, Chap. 346 : *Commission consultative départementale de fermage* [28 juillet 1949] (p. 5409); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 J du Code du travail]; *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture du champ d'application de la loi* [3 janvier 1950] (p. 66); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Amendement de M. Perdon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'instituant pas de commission de conciliation spéciale pour l'agriculture* [8 février 1950] (p. 1085); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2400, 2401, 2402). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Sa rectification d'une erreur matérielle*) [28 mars 1950] (p. 2447). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision que vient de prendre le préfet Rastel en révoquant le docteur David, médecin-chef d'un dispensaire de l'Eure-et-Loir [29 mars 1950] (p. 2585). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le contrôle économique des U. S. A. sur l'Europe)* [16 juin 1950] (p. 4917, 4918); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 10 : *Amendement de M. Touchard tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés de guerre* [17 novembre 1950] (p. 7885, 7886); — du projet de loi relatif au

développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3570 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la chasse (Taux du permis de chasse)* [26 décembre 1950] (p. 9615, 9616); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Suppression des abattements de zone* [8 février 1951] (p. 937, 938); *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zone pour les allocations familiales* (p. 942); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux salariés agricoles* [9 février 1951] (p. 1006); Art. 16 : *Cas des titulaires de pensions, retraites, secours, versés par un régime vieillesse de sécurité sociale* (p. 1009); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Brutalités de la police contre les déportés manifestant place de l'Opéra)* [21 février 1951] (p. 1420, 1421); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le salaire minimum garanti aux ouvriers agricoles* [16 mars 1951] (p. 2074, 2075); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Parité accordée aux travailleurs agricoles)* [20 mars 1951] (p. 2189); RADIODIFFUSION, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs économiquement faibles, infirmes et incurables* [10 avril 1951] (p. 3036); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les indemnités de personnel (Heures supplémentaires)* [25 avril 1951] (p. 3963); Chap. 1050 : *Subventions économiques* (3963, 3964); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour indemnités horaires du personnel de l'Institut de la statistique* (p. 3966); Chap. 4060 : *Installation de restaurants sociaux* (p. 3969, 3970); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* [17 mai 1951] (p. 5339, 5340); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres-primés, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1914); — d'une proposition de loi relative

au statut du fermage et du métayage; Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder à l'exploitant les avantages réservés aux locataires principaux* [6 avril 1951] (p. 2859, 2860). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre, une question relative à la carte du combattant volontaire de la résistance [11 mai 1951] (p. 5045). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**GEOFFRE (M. Jean de), Député du Maine-et-Loire.**

. Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé secrétaire : de la Commission des moyens de communication [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882); de la Commission de l'éducation nationale [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

**Dépôts :**

Le 21 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, **n° 1008**. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer à l'aviation civile les appareils légers Morane et Stamp actuellement inemployés et inutilisables pour l'aviation militaire, **n° 4056**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 20 juin 1950 sur plusieurs communes du département du Maine-et-Loire, **n° 10415**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1634). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amnistie amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pawlewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçons* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3842). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948, Etat A, AVIATION CIVILE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'aviation sportive* [29 juillet 1948] (p. 5029); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P.T.T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le courrier des agences postales* [3 mai 1950] (p. 3196); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3880 : *Frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer (Reconstruction de la maison d'Adam à Angers* [18 juillet 1950] (p. 5541, 5542); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3040 : *Matériel de l'aviation légère et sportive (Dégâts de l'aérodrome d'Angers)* [14 mars 1951] (p. 1932). = S'excuse de son absence [15 mars 1949] (p. 1622).

**GERNEZ (M. Raymond), Député du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré de la Haute cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172). — Est nommé juge suppléant à la Haute cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de

la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 25 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes de la catastrophe de chemin de fer de Thumeries (Nord), n° 3555. — Le 25 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre une somme de cinq milliards à la disposition de la région du Cambrésis ravagée par la tornade du 21 juillet 1950, n° 10735. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le port de la médaille des engagés volontaires aux membres des Forces françaises de l'Intérieur et aux membres des Forces françaises combattantes engagés pour la durée de la guerre, n° 11158.

### Interventions :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux sanctions encourues par les propriétaires refusant d'acquitter la contribution foncière de leur immeuble réquisitionné pour des sinistrés et réfugiés [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1998). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3775, 3776, 3777); *Contre-projet de M. Bardoux tendant à étendre le texte à d'autres catégories d'artisans* (p. 3780); Article unique : *Assimilation fiscale des artisans à domicile et des salariés* [30 mai 1950] (p. 3986); Article additionnel : *Son amendement tendant à rembourser l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux payés par les intéressés* (p. 3987); *le retire* (p. 3988).

**GERVOLINO (M. Roger)**, *Député de la Nouvelle-Calédonie.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches

[17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (**F. n° 370**), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [7 décembre 1948] (p. 7391); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à étendre le paiement par titres aux biens à usage agricole au artisanal supérieurs à 120.000 francs* [23 décembre 1948] (p. 7919). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6), [10 janvier 1950] (p. 194), [11 janvier 1951] (p. 326).

**GIACCOBI (M. Paul)**, *Député de la Corse.*

*Ministre d'Etat chargé de la fonction publique*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 7 juillet 1950

*Ministre sans portefeuille*

(Cabinet PLEVEN)

du 30 juillet 1950 au 9 mars 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des moyens de communication [16 décembre 1947] (p. 5757); de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la réforme administrative

[5 août 1947] (p. 3924, 3925). — Est nommé membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à relever certaines personnes de l'inéligibilité prévue par la loi n° 46-2175 du 8 octobre 1946, n° 2502. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 10948. — Le 9 février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 10948) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12155.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 8 : *Sa demande de disjonction* [4 février 1947] (p. 153); Art. 80 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à faire participer un membre du Conseil de la République à la commission de contrôle de la circulation monétaire* [7 février 1947] (p. 266). — Prend part à la discussion du projet de loi complétant et modifiant la législation économique (*Renvoi à la Commission de l'agriculture*) [14 février 1947] (p. 328). — Est entendu sur l'ordre du jour déposé en conclusion du débat ouvert sur les interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement [20 février 1947] (p. 406). — Prend part à la discussion : sur le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 70 : *Renvoi de cet article relatif au droit d'amendement devant la Commission* [4 mars 1947] (p. 570); — sur le projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur*

[7 mars 1947] (p. 733); — sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 17 : *Amendement de M. Fernand Grenier tendant à transférer aux sociétés coopératives de messageries les biens utiles à leur exploitation, appartenant aux entreprises de messageries qui auront dû cesser de fonctionner en exécution de la loi* [27 mars 1947] (p. 1164, 1165), [28 mars 1947] (p. 1242); — sur les interpellations relatives aux événements de Madagascar (*Pour un fait personnel*) [8 mai 1947] (p. 1523, 1524), [9 mai 1947] (p. 1541, 1558); — sur les interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Ordres du jour déposés à l'issue de la discussion* [16 mai 1947] (p. 1656, 1657); — sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2268, 2275, 2276); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Discussion générale (Date de la suite de la discussion)* [26 juin 1947] (p. 2496); sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2677); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Renvoi de la discussion* [3 juillet 1947] (p. 2684). — Est entendu sur le renvoi de la discussion des propositions de loi concernant la Haute Cour de justice [8 juillet 1947] (p. 2832, 2833). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute-Cour de justice; Article unique : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un président, deux vice-présidents et seize jurés dans la Haute-Cour* [9 juillet 1947] (p. 2879); — sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3067, 3068). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Clôture de la session*) [29 juillet 1947] (p. 3686). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Péron tendant à abaisser la majorité politique à 20 ans [6 août 1947] (p. 3575); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Cristofol instituant une procédure du vote par correspondance dans les élections canton-



nales et municipales [7 août 1947] (p. 4020); *Sa demande de scrutin* (p. 4021); *la retire* (ibid.); — sur un projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4167); *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4234, 4235); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans l'âge de l'électorat* [12 août 1947] (p. 4297, 4298); *Sa demande de disjonction*; *Amendement de M. Jean Masson tendant à remplacer le chiffre 9.000 par 10.000* (p. 4308); Articles additionnels : *Amendement de M. Péron tendant à accorder un délai d'un mois pour l'inscription sur les listes électorales* (p. 4321); — sur le projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à proroger la loi du 24 août 1946 pour l'année 1947* [12 août 1947] (p. 4323, 4324); — sur le projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [10 août 1947] (p. 4218); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer* [22 août 1947] (p. 4585); *Amendements de MM. Viard et Defferre tendant à définir les départements d'Algérie* (p. 4586); Art. 9 : *Amendement de M. Augarde tendant à faire homologuer par décret les dispositions d'extension prises par l'Assemblée* [25 août 1947] (p. 4632); Art. 11 : *Amendement de M. le général Aumeran prévoyant la discussion des questions en sections séparées* [26 août 1947] (p. 4641); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau permettant à l'Assemblée de voter par collège séparé à la demande du gouverneur ou de vingt députés* (p. 4641); Art. 27 : *Amendements de MM. Rabier et Fayet tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4648, 4649); Art. 29 : *Son amendement concernant la composition et les fonctions du bureau et des commissions de l'Assemblée algérienne* (p. 4661); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* (p. 4665); *Son amendement tendant à ne pas demander l'avis de l'Assemblée Nationale pour la dissolution de l'Assemblée algérienne* (p. 4666); Articles additionnels : *Amendement de M. Rabier tendant à rendre obligatoire l'enseignement de l'arabe en Algérie* (p. 4690); Art. 11 réservé : *Son amendement tendant à permettre à l'Assemblée algé-*

*rienne de voter par collège séparé à la demande du gouverneur ou de vingt membres* [27 août 1947] (p. 4720, 4721); *Amendement de M. Bouret tendant à inclure un article nouveau nécessitant le vote à la majorité des deux tiers quand la majorité absolue n'est pas constatée dans chaque collège* (p. 4727); *Désignation de l'amendement de M. Bouret comme article 11 bis* (p. 4727). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la loi sur le dégageant des cadres des fonctionnaires*) [10 août 1947] (p. 4223). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Amendement de M. Charpin tendant à suspendre les journaux ayant publié des articles délictueux* [28 août 1947] (p. 4770, 4771). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement (*Ravitaillement du maquis du Vercors*) [28 octobre 1947] (p. 4923, 4924). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la discussion des interpellations sur les incidents de Marseille*) [18 novembre 1947] (p. 5079, 5080). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5102, 5103). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement, de M. Lecourt* [27 novembre 1947] (p. 5190, 5191); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Censure proposée contre M. Pierre André* [29 novembre 1947] (p. 5313); *Ses observations : sur les formes de l'obstruction* (p. 5321), *sur la date effective de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1947* (p. 5415); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 77 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa relatif aux droits sur le divorce* [29 décembre 1947] (p. 6457). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à relever certaines personnes de l'inéligibilité, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6658). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter l'abattement à la base pour*

*les professions non commerciales* [3 janvier 1948] (p. 34). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 13 janvier 1948 (*Élection du bureau*) [14 janvier 1948] (p. 147). — Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la marine marchande; Art. 19 : *Amendements de MM. Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France—Corse à la Compagnie générale transatlantique* [20 février 1948] (p. 950). — Son rapport sur une pétition [2 mars 1948] (p. 1289). — Prend part à la discussion : du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Regaudie relatif au choix au directeur général* [2 juin 1948] (p. 3100); — du projet de loi relatif au dégagement des cadres; Article unique : *Son sous-amendement tendant à licencier les fonctionnaires épurés qui n'ont pas été amnistiés* [3 juin 1948] (p. 3179); — du projet de loi relatif au statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.; Art. 3 : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas laisser au Ministre des Finances le soin de poursuivre* [25 juin 1948] (p. 4000). — Est entendu : au cours du débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. André Marie (Question des élections)* [24 juillet 1948] (p. 4888); — \*sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suppression de la séance du 11 août*) [10 août 1948] (p. 5648); — sur une motion d'ordre (*Débat sur le projet de loi relatif au renouvellement du Conseil de la République*) [10 août 1948] (p. 5682). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, en qualité de *Rapporteur* [12 août 1948] (p. 5708 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Cristofol* (p. 5729, 5734, 5735); Art. 2 : *Amendement de M. Bour relatif à la représentation de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'Indochine* (p. 5739); Art. 4 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à fixer à 25 ans l'âge pour l'éligibilité* (p. 5739); Art. 6 : *Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir des délégués élus dans chaque commune à la représentation proportionnelle* (p. 5742); *Amendement de M. Viard tendant à prévoir de grands électeurs* (ibid); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5744, 5745); Art. 12 : *Amendement de M. Demusois tendant à faire élire les délégués à la représentation pro-*

*portionnelle* (p. 5746); Art. 19 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs aux sanctions contre les délégués n'ayant pas pris part au vote* (p. 5747); Art. 20 : *Amendements de MM. Cristofol et Pinay relatifs à l'application de la représentation proportionnelle à cette élection* (p. 5748); Art. 24 : *Amendement de M. Benchenouf tendant à supprimer l'intercession d'un chef de division de la préfecture dans la réunion du collège électoral* (p. 5750, 5751); Art. 25 : *Amendement de M. Benchenouf tendant à préciser le droit d'assister au dépouillement des votes pour les représentants des candidats* (p. 5751); Art. 26 : *Amendement de M. Bour tendant à supprimer le troisième tour de scrutin* [13 août 1948] (p. 5772); Art. 28 : *Amendement de M. Cristofol tendant à appliquer la règle de la plus forte moyenne* (p. 5773); Art. 29 : *Nouvelle rédaction* (p. 5774); Art. 32 : *Amendements de MM. Viard et Marin tendant à ne pas limiter les élections partielles* (p. 5775); Art. 33 : *Amendement de M. Viard tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 5777); Art. 35 : *Amendement de M. Péron tendant à faire organiser les réunions électorales sur simple demande du candidat* (p. 5781); Art. 36 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article* (p. 5781); Art. 37 : *Amendement de M. Cristofol tendant à abaisser le pourcentage de voix nécessaire pour obtenir le remboursement de la caution* (p. 5784); *Continuation du débat* (p. 5785); Art. 55 : *Demande de réserver les articles relatifs à l'élection dans les protectorats* (p. 5786); *Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article* (p. 5787, 5788); Art. 60 : *Election des conseillers représentant les Français à l'étranger* (p. 5789); *Renvoi du débat* (p. 5789); Articles réservés, en qualité de *Rapporteur* [17 août 1948] (p. 5839, 5840); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée* (p. 5843); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux* (p. 5846, 5847); Art. 1<sup>er</sup> : *Motion de M. Marin relative à l'ordre de la discussion* [18 août 1948] (p. 5869); *Ordre de la discussion* (p. 5871); *Amendement de M. Viard tendant à faire nommer onze conseillers par l'Assemblée* (p. 5872); *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* (p. 5876, 5877);

*Amendement de M. Pleven tendant à augmenter la représentation des Français des protectorats (Maroc, Tunisie) (p. 5880) ; Ordre de vote des amendements (p. 5893) ; Amendement de M. Viard tendant à faire nommer onze conseillers par l'Assemblée (p. 5894) ; Fixation du nombre des conseillers désignés par l'Assemblée (p. 5895) ; Amendement de M. Pleven tendant à fixer à douze le nombre de conseillers nommés par l'Assemblée (p. 5895) ; Amendement de M. Desson tendant à fixer à treize ce nombre (p. 5895) ; Amendement de M. Demussis tendant à substituer le mot « élus » à « désignés » (p. 5897) ; Renvoi de l'article à la Commission (p. 5898) ; Art. 8 : Amendement de M. Llante tendant à fixer le nombre des délégués élus en fonction du nombre des conseillers municipaux (p. 5900) ; Amendement de M. Bichet tendant à ne pas élire les délégués uniquement dans le sein des conseils municipaux (p. 5900) ; Amendement de M. Bour tendant à n'accorder de délégués supplémentaires qu'aux villes de plus de 50.000 habitants (p. 5902) ; Amendement de M. Bichet tendant à accorder des délégués supplémentaires aux villes de plus de 45.000 habitants (p. 5903) ; Amendement de M. Cristofol tendant à augmenter la représentation des villes de plus de 45.000 habitants (p. 5903) ; Art. 1<sup>er</sup> : Nouvelle rédaction (p. 5904) ; Amendement de M. Silvoandre tendant à fixer à 44 la représentation des territoires d'outre-mer (p. 5907) ; Art. 10 : Amendement de M. Cudenet tendant à prévoir un tour de scrutin spécial pour les délégués suppléants (p. 5910) ; Art. 11 : Amendement de M. Bour tendant à admettre le vote par procuration en certains cas (p. 5914) ; Art. 21 : Amendement de M. Marin tendant à interdire les candidatures multiples (p. 5912, 5913) ; Amendement analogue de M. Cristofol (p. 5914, 5915) ; Art. 51 : Amendement de M. Horma Ould Babana tendant à faire élire outre-mer les conseillers par les Assemblées territoriales (p. 5919) ; Amendements de MM. Rabier et Castellani relatifs au mode d'élection des conseillers de Tunisie (p. 5928, 5929) ; Art. 57 : Amendement de M. Viard relatif au mode d'élection des conseillers pour le Maroc (p. 5931) ; Amendement de M. Bour tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation des groupes (p. 5931) ; Art. 60 : Amendement de M. Desson tendant à faire élire sur présentation par des députés les conseillers pour les Français de l'étranger (p. 5932) ; Art. 61 bis : Sous-*

*amendement de M. Marin tendant à ne pas élire de candidat battu au suffrage universel (p. 5933, 5934) ; — sur la proposition de loi relative aux élections cantonales et à la formation du conseil général : Demande de renvoi à la Commission du suffrage universel [18 août 1948] (p. 5892) ; Question préalable posée par M. Barrachin [24 août 1948] (p. 6142, 6143) ; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale (p. 6166) ; Art. 6 : Amendement de M. Marin tendant à rendre inéligibles les indignes nationaux [25 août 1948] (p. 6193, 6194, 6195) ; — des interpellations sur les révélations du Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : Ses observations sur les textes portant répression de la propagande communiste [18 novembre 1948] (p. 7105). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre sans portefeuille* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).*

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution ; Article unique : *Révision des articles 49 et 50 relatifs à la question de confiance et à la motion de censure* [30 novembre 1950] (p. 8367) ; Amendement de M. Delachenal tendant à réviser l'article 51 relatif à la dissolution (p. 8368) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Question préalable posée par M. Boulet [21 décembre 1950] (p. 9421, 9422) ; Discussion générale (p. 9425, 9433) ; Motion préjudicielle de M. Eugène Rigal demandant l'ajournement du débat (p. 9432) ; Demande de renvoi du projet à la Commission, présentée par M. Barrachin (p. 9454) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un referendum sur ce sujet [22 février 1951] (p. 1485, 1487) ; Contre-projet de M. André tendant à abroger la loi existante (p. 1517, 1518) ; Demande de prise en considération du projet gouvernemental [23 février 1951] (p. 1588). — Donne sa démission de *Ministre sans portefeuille* [6 mars 1951] (p. 1762). = S'excuse de son absence [8 février 1949] (p. 399), [17 janvier 1950] (p. 278),

[15 mars 1951] (p. 1987). — Obtient des congés [8 février 1949] (p. 399), [17 janvier 1950] (p. 278), [15 mars 1951] (p. 1987). — Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [5 avril 1951] (p. 2741).

**GINESTET (M. Edmond)**, (*Député de l'Aveyron*).

Son élection est validée [15 septembre 1948] (p. 6539). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [30 novembre 1948] (p. 7302), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [30 novembre 1948] (p. 7302), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

#### Dépôts :

Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de la taxe de séjour dans les stations climatiques pendant la durée de leur hospitalisation les malades de la sécurité sociale, **n° 7890**. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Aveyron, victimes de la grêle et de la sécheresse persistante, **n° 7968**. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, **n° 9302**. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le taux de la redevance sur le charbon, **n° 10807**. — Le 23 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10714) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de

l'Etat et des Services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, **n° 11762**. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11885) portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, **n° 12975**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines; Art. 5 : *Son amendement tendant à majorer l'allocation au décès pour les orphelins de moins de 16 ans* [26 novembre 1948] (p. 7281); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur : *Ses explications de vote sur l'article unique* [9 décembre 1948] [9 décembre 1948] (p. 7461); — du projet de loi portant fixation des maxima de dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 14 bis : *Amendement de M. Camille Hugues relatif au recouvrement des confiscations sur profits illicites* [23 décembre 1948] (p. 7932); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur : *Discussion générale (Ses observations sur les sanctions prises contre les mineurs grévistes)* [30 décembre 1948] (p. 8126, 8127). — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120), [24 février 1949] (p. 917, 918), [31 mai 1949] (p. 3012). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre lui-même : *Discussion générale (Ses observations sur les incidents du bassin de Decazeville lors des grèves des mineurs d'octobre et novembre 1948 et son action en qualité de maire d'Aubin)* [11 février 1949] (p. 539, 540, 541); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1 000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (Ses observations sur les subventions à l'enseignement privé)* [6 avril 1949] (p. 2135); Chap. 113 : *Traitement des fonctionnaires de préfecture, secrétaires de mairie* (p. 2141); Chap. 312 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement pour les dépenses de transport de la Sécurité nationale*

(p. 2155, 2156); Chap. 500 : *Subventions de l'Etat à la préfecture de la Seine* (p. 2157); Chap. 605 : *Services du Journal officiel aux mairies des chefs-lieux de canton* (p. 2163); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le chômage dans l'industrie gantière)* [24 mai 1949] (p. 2857, 2858). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1949] (p. 3914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9039 : *Son amendement tendant à augmenter de 200 millions les subventions aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* [5 juillet 1949] (p. 4188, 4189); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 38 bis : *Amendement de M. Gabelle tendant à faciliter les emprunts des collectivités locales en leur permettant d'accepter la remise de titres d'un taux moins élevé* [7 juillet 1949] (p. 4378); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Amendement de M. Hugues tendant à définir les entreprises intégrées* [23 juillet 1949] (p. 5118); *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* (p. 5119, 5120); *Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5121, 5122); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Amendement de M. Goudoux tendant à reprendre le texte voté en première lecture relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kilowatts-heure par an* [30 juillet 1949] (p. 5605, 5606, 5607); — du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino relatif aux droits de police des préfets dans les départements d'outre-mer* [4 novembre 1949] (p. 5988); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988); — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005); Art. 14 : *Son amendement tendant à faire déterminer par le Comité paritaire national*

*les catégories de fonctionnaires pour procéder à l'élection des délégués du personnel* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6493); Art. 15 : *Son amendement relatif aux modalités des élections des représentants du personnel* (p. 6494); Art. 19 : *Son amendement tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6504, 6505, 6524); *le retire* (p. 6524); Art. 21 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement* (p. 6528, 6529); Art. 21 bis : *Son amendement tendant à inclure les charges de famille* [2 décembre 1949] (p. 6588); *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le Comité paritaire national* (p. 6589); Art. 24 : *Amendement de M. Cristofol relatif à la fixation des éléments pour la détermination des notes* (p. 6592); Art. 31 : *Son amendement tendant à permettre une amnistie pour certaines sanctions disciplinaires* (p. 6593, 6594); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6061); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excès de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente* (p. 6066); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7526); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la majoration de 25 0/0 de la taxe locale* (p. 7532). — Ses rapports sur des pétitions [2 janvier 1950] (p. 17), [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 868). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projets de Mme Peyroles, MM. Capitant et Betolaud tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1417); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au Règlement* [3 mars 1950] (p. 1867). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes*) [23 mars 1950] (p. 2285). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux vic-times de guerre* [30 mars 1950] (p. 2670, 2671);

— d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de Mme Reyraud tendant à limiter les cotisations à 8 francs par hectolitre* [30 mars 1950] (p. 2674); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4055, 4056); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Allonneau* (p. 4062); Chap. 5040: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions exceptionnelles aux collectivités locales* (p. 4084); Chap. 5050: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux collectivités locales (Atteintes par faits de guerre)* (p. 4084); Chap. 507: *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4096); Chap. 5170: *Péréquation des pensions des sapeurs-pompiers* (p. 4099); — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée; Art. 2: *Amendement de M. Minjot tendant à ne prévoir d'inscriptions à l'ordre du jour de projets ou de propositions non rapportés, que par la Conférence des présidents* [17 octobre 1950] (p. 6928); Art. 4: *Procédure des demandes de discussion d'urgence* (p. 6929, 6930). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1950] (p. 7483), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9: *Son amendement tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* [16 novembre 1950] (p. 7829, 7830, 7831); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution; Article unique: *Révision de l'article 52 relatif à la formation du Cabinet en cas de dissolution* [30 novembre 1950] (p. 8368); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3: *Participation de l'Etat au Fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 204, 205); *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206). — Son rapport sur une pétition [12 janvier 1951] (p. 340). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Son rappel au règlement (Son droit à la parole)* [2 février 1951] (p. 697); — du projet

de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [6 février 1951] (p. 787); Chap. 1030: *Personnel technique contre l'incendie (Retraite des sapeurs pompiers de Paris)* (p. 810, 811); Chap. 1180: *Personnel auxiliaire des préfectures* (p. 814); Chap. 1240: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de la Sécurité nationale* (p. 815, 816); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Sécurité nationale (Création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité)* [13 février 1951] (p. 1052, 1053); Chap. 1260: *Personnel auxiliaire de la Sécurité nationale* (p. 1059); Chap. 1280: *Son amendement tendant à annuler l'indemnité forfaitaire de danger des C. R. S.* (p. 1060, 1061); Chap. 3160: *Son amendement tendant à réduire de 2.520.000 francs les crédits pour le matériel de la Sécurité nationale* (p. 1081); Chap. 3190: *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le service des transmissions* (p. 1082); Chap. 3230: *Achat et entretien de matériel automobile* (p. 1093); *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer les crédits de ce chapitre* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire de 120 millions les crédits de ce chapitre* (p. 1094); Chap. 3240: *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 1094, 1095); Chap. 5020: *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1166, 1167); Chap. 5150: *Subventions aux foyers et œuvres de secours pour les algériens (Misère des algériens, saisie du journal l'Algérie Libre et brutalités de la police contre des manifestants algériens)* (p. 1172, 1173, 1174, 1175); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4140: *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Assistance aux infirmes)* [5 mai 1951] (p. 4593); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum: *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1470); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1501, 1502, 1503, 1504); Art. 6: *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'appariement de deux listes* [15 mars 1951] (p. 1998, 1999); Art. 13: *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu 70 0/0 des voix* [21 mars 1951] (p. 2331, 2332); Art. 1<sup>er</sup> bis: *Son amendement tendant à*

*maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de quatre députés* (p. 1412); *Amendement de M. Marius Cartier tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de cinq députés* (p. 2413); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à ne pas radier des listes électorales les condamnés à moins de six mois de prison* (p. 2455, 2456); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote (Truquage du scrutin de liste majoritaire avec apparentements)* [26 avril 1941] (p. 4050, 4051). — Est entendu sur une question de M. Thamié à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme relative aux transports ferroviaires dans la région de Cahors [23 février 1951] (p. 1564). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2292, 2293); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le vote de l'Assemblée Nationale accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* (p. 2294); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 47 : *Son amendement tendant à accorder aux maires le pouvoir de maintenir la rémunération des agents malades* [16 avril 1951] (p. 3338); Art. 66 : *Amendement de Mme Sportisse relatif au cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles* (p. 3344); Art. 82 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 3347); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3351, 3352); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer « majoritaire »* [28 avril 1951] (p. 4193); *Son amendement tendant à supprimer l'appareillage des listes et le panachage* (p. 4193); Art. 13 : *Amendement de M. Simonnet tendant à aménager la représentation des listes apparentées même si elles ont en moins 5 0/0 des voix* (p. 4198); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS, Chap 6020 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés présentée par Mme Claeys* [5 mai 1951] (p. 4623); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au Règlement (Disjonction des amen-*

*dements communistes)* [18 mai 1951] (p. 5441); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 73 : *Majoration de 15 0/0 des allocations de la Caisse de sécurité sociale dans les mines* [22 mai 1951] (p. 5764).

**GINOLLIN (Mme Denise)**, *Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). Est élue vice-présidente de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée Juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196). [4 mai 1948] (p. 2484). — Est nommée membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

#### Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers, et afin d'aménager la zone, n° 143. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la mise en régie autonome des Halles Centrales de Paris, n° 272. — Le 13 mai 1948,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter le taux de l'allocation temporaire versée aux économiquement faibles à 1.600 francs par mois, n° 4143. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux catégories J et A, 200 grammes de beurre en remplacement des 200 grammes de margarine, n° 4365. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances, les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement, n° 4425. — Le 19 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la liberté totale du commerce aux fruitiers détaillants et la suppression du double étiquetage, et à accorder à ces derniers une attribution normale d'essence, la protection de la profession et la fermeture obligatoire du lundi, n° 5628. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions permettant d'assurer le ravitaillement en lait de la région parisienne et des grands centres, afin que les rations des catégories A et V soient au moins honorées, n° 5803. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 *ter* de la loi n° 808 du 12 mars 1948 instituant un prélèvement exceptionnel et à modifier ladite loi, n° 6867. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi tendant à permettre à tous les commerçants et artisans désireux de bénéficier des dispositions du décret n° 49-367 du 17 mars 1949 sur la dotation pour approvisionnements techniques de produire leur déclaration et documents annexes à l'administration jusqu'au 30 juin 1949 inclus, et à autoriser les commerçants et artisans soumis au régime du forfait et désireux d'être imposés pour 1948 sur les bénéfices réels à en faire la demande jusqu'au 30 juin 1949, n° 7203. — Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à surseoir à toute expulsion de locataires sans qu'il soit préalablement pourvu à leur relogement, n° 9079. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder le transport gratuit aux jeunes filles et jeunes gens sans emploi, n° 9408. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité ou des réductions de transports pour les enfants partant en vacances, n° 10097. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à maintenir

le régime des réquisitions en matière de logement, n° 10261.

### Interventions :

Est entendue : au cours du débat sur le projet de loi instituant une carte d'acheteur du commerce du bétail et de la viande [28 mars 1947] (p. 1240) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 308 : *Frais de déplacement et de mission* [12 juin 1947] (p. 2036, 2037). — Est entendue au cours du débat sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande ; Art. 3 : *Achat de bétail* [8 juillet 1947] (p. 2826, 2827) ; *Son amendement tendant à verser un pourcentage sur les tonnages aux sociétés de professionnels* (p. 2828) ; *le retire* (p. 2829). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4758, 4759) ; — de l'interpellation de M. Michel sur les incidents sanglants de Valence du 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] (p. 5519, 5520). — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance du 5 décembre 1947 : *Son attitude dans la Résistance* [6 décembre 1947] (p. 5535, 5536) ; — pour un rappel au règlement : *Son attitude en 1940 et les accusations de M. de Chevigné concernant les tentatives de réparation de l'Humanité* [11 décembre 1947] (p. 5622, 5623). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution de Mme Vermeersch relative à l'attribution de suppléments de pain aux familles nombreuses : *Ses explications de vote* [27 avril 1948] (p. 2314). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur le ravitaillement* [27 avril 1948] (p. 2314). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement pour le ravitaillement [27 avril 1948] (p. 2318). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 1<sup>er</sup> : *Economies de 50 milliards* [18 septembre 1948] (p. 6649) ; — de l'interpellation de M. Viatte sur les prestations familiales aux travailleurs



indépendants : *Discussion générale* (*Ses observations sur l'anticommunisme de M. Viatte, la suppression des subventions à la Caisse des allocations familiales, l'augmentation des prestations payées à l'occasion des naissances et la nécessité d'augmenter le salaire de base*) [17 décembre 1948] (p. 7730, 7731); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques : *Discussion générale* (*Ses observations sur le licenciement du personnel du contrôle économique et les hausses illégales des primes des compagnies d'assurance*) [23 mars 1949] (p. 1752, 1753); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations un droit de priorité pour réoccuper* [29 mars 1949] (p. 1808, 1809); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'industrie du commerce : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1820, 1821, 1822); Chap. 100 : *Liquidation de l'O. C. R. P. I.* (p. 1827). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation sans licence de vêtements de travail sélectionnés [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour les habitations à bon marché* [28 décembre 1949] (p. 7477, 7478); *Son amendement tendant à augmenter de 50 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* (p. 7489); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1514, 1515, 1516); *Son contre-projet tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements* [21 mars 1950] (p. 2205, 2206); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau ne permettant pas d'expulser le locataire d'un local d'un immeuble vendu par appartements sans le reloger* [24 mars 1950] (p. 2352, 2353); Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954* [16 mai 1950] (p. 3699); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à flétrir la mise en liberté de policiers condamnés pour collaboration* [3 mars 1950] (p. 1816, 1817, 1818); *Son sous-amendement tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation l'emploi de la police contre les femmes et les mères de famille* (p. 1843,

1844, 1845); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2844, 2845, 2846). — Pose à M. le Ministre du Travail une question relative au licenciement du personnel du bazar de l'Hôtel de Ville [12 mai 1950] (p. 3653, 3654). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3803, 3804, 3805); *Son ordre du jour demandant la dissolution des brigades fiscales polyvalentes* (p. 3816); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement* (*Observations sur les besoins des prioritaires et le fichier immobilier*) [13 juin 1950] (p. 4710, 4711); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9066, 9067, 9068).

#### GIOVONI (M. Arthur), Député de la Corse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'éducation nationale, [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la marine marchande et des pêches [15 juillet 1947] (p. 3016), [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires étrangères [12 avril 1949] (p. 2310), [21 novembre 1950] (p. 7934), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est nommé juré à la Haute cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

#### Dépôts :

Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs corses victimes du cyclone

du 29 mai 1947, n° 1684. — Le 20 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur : 1° le projet de loi tendant à étendre à l'année 1947 les dispositions de la loi du 24 août 1946 instituant le vote par correspondance des réfugiés pour les élections municipales ; 2° la proposition de loi de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-667 du 12 avril 1946, instituant une procédure exceptionnelle du vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales et à étendre son application aux élections cantonales et municipales, n° 1783. — Le 20 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à abaisser la majorité politique à 20 ans, n° 1784. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'arsenal d'Ajaccio, n° 2026. — Le 5 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas rappeler sous les drapeaux le 2° contingent de la classe 1943 des originaires du département de la Corse qui ont fait la guerre, n° 2790. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la S.N.C.F., n° 3355. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 48-859 du 24 mai 1948, portant relèvement des droits d'inscription au baccalauréat, n° 4366. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à créer un centre national d'éditions universitaires, n° 4524. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat des écoles et instituts dentaires et à l'unification de l'enseignement de l'art dentaire, n° 4778. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer effectivement la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 accordant aux élèves de 3° et 4° année des écoles normales supérieures « le traitement de début des professeurs certifiés », n° 6488. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 48-327 du 27 février 1948 relative aux con-

ditions d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires et agents de l'Etat résidant dans les communes classées déshéritées, n° 6491. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qui supprime, à compter du 1<sup>er</sup> février 1949, les services du Commissariat de la Marine en Corse, n° 6492. — Le 24 février 1950, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à verser le traitement de fonctionnaires stagiaires aux élèves de l'Ecole normale de la rue d'Ulm et de l'Ecole normale supérieure de Sèvres qui accomplissent une quatrième année dite de « réparation », n° 9342. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 afin d'empêcher la suppression de la subvention prévue pour le fonctionnement et l'entretien des chemins de fer corses, n° 10023. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à inscrire au budget de l'Education nationale, pour l'année 1951, les crédits nécessaires à l'application intégrale de la loi du 23 septembre 1948 portant extension de la sécurité sociale aux étudiants, n° 12347 (rectifié). — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer dès 1951 le concours de l'agrégation de lettres et littératures modernes, n° 12399. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une seconde année de préparation avec traitement à tous les concours de sortie des écoles normales supérieures, n° 12400. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat en fonction dans le département de la Corse, n° 12978.

### Interventions :

Prend part à la discussion du rapport tendant à modifier le règlement adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale ; Art. 22 : *Son amendement concernant la deuxième délibération demandée par le Président de la République* [27 décembre 1946] (p. 372). — Est entendu au cours du débat portant fixation du budget de Reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 718). — Son rapport : au nom du 4<sup>e</sup> Bu-

reau sur les opérations électorales du territoire des Etablissements français de l'Inde [18 mars 1947] (p. 912); — sur une pétition [13 mai 1947] (p. 1605). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et Transports une question relative au rétablissement de la ligne de chemin de fer sur la côte orientale de la Corse [13 juin 1947] (p. 2106). — Ses rapports sur des pétitions [25 juin 1947] (p. 2467), [31 juillet 1947] (p. 3808, 3811). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat à la Marine marchande; Chap. 314 : *Surveillance et protection des pêches maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3194); Chap. 517 : *Exploitation des services maritimes postaux* (p. 3214); EDUCATION NATIONALE, chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement de constructions scolaires (Distribution de brochures de propagande parmi les livres scolaires)* [22 juillet 1947] (p. 3409); Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3420, 3421); Chap. 532 : *Œuvres post-scolaires, mouvements de jeunesse* (p. 3426); Chap. 541-1 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la jeunesse* (p. 3432, 3433); *le retire* (p. 3437); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [29 novembre 1947] (p. 5291); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Amendement de M. Duclos tendant à supprimer le deuxième alinéa* [22 décembre 1947] (p. 6139); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6301, 6302); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 181.550 millions* [30 décembre 1947] (p. 6500); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 5 : *Amendement de M. Cogniot tendant à inclure un alinéa stipulant le maintien de la clause de sauvegarde* [6 février 1948] (p. 509); — du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le Continent et la Corse : *Discussion générale* [29 avril 1948] (p. 2368, 2369). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions de l'expulsion du journal *Le*

*Patriote de Bastia* [29 avril 1948] (p. 2383). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative aux droits d'inscription au baccalauréat : en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1948] (p. 3186); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Demande de discussion d'urgence de M. Thamier* [10 juin 1948] (p. 3408). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Reclassement du personnel enseignant* [29 juin 1948] (p. 4149). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : Etat A, chap. 7020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits des F.F.I.* [8 juillet 1948] (p. 4468, 4469); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à instituer une échelle unique des traitements des professeurs du second degré : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4482); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article* [16 décembre 1948] (p. 7608); Art. 4 : *Amendement de M. Masson tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage* (p. 7612); — de l'interpellation de M. Viatte sur les prestations familiales aux travailleurs indépendants : *Discussion générale (Ses observations sur les protestations d'un avocat provincial contre l'insuffisance des allocations)* [17 décembre 1948] (p. 7731, 7732); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1<sup>er</sup> : EDUCATION NATIONALE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts (Ses observations sur l'insuffisance de la construction de bâtiments scolaires)* [31 décembre 1948] (p. 8209, 8210); *le retire* (ibid.); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1184, 1185, 1186); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1988 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2483, 2484). — Dépose une demande d'interpellation sur l'occupation par la police du journal *Le Patriote de Bastia* et la remise des locaux à l'ancien propriétaire M. Santi, [31 mai 1949] (p. 3008). — Prend part à la discussion ;

du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, EDUCATION NATIONALE, chap. 8009 : *Reconstruction des établissements du second degré* [4 juillet 1949] (p. 4157) ; Chap. 9379 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux constructions scolaires du second degré* (p. 4163) ; — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux dépenses du Conseil de l'Europe* [9 juillet 1949] (p. 4501) ; — du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique ; Article unique : *Ratification du Pacte de l'Atlantique conclu à Washington* [26 juillet 1949] (p. 5330, 5331, 5332, 5333). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction du défilé organisé par les étudiants le 11 novembre 1949 à Paris [22 novembre 1949] (p. 6186). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la liquidation des soldes des F. F. I.* [26 décembre 1949] (p. 7305) ; — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1317) ; *Ses explications de vote sur la proposition* (p. 1320). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences policières ordonnées à Corte par le sous-préfet le 5 mars 1950 [14 mars 1950] (p. 1986). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de Mme Sportisse sur les incidents du port d'Oran [21 mars 1950] (p. 2223) ; — pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du budget des finances* [7 juin 1950] (p. 4395, 4396). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, chap. 1450 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Etat dans les départements d'outre-mer (routes et ponts des Antilles)* [7 juin 1950] (p. 4409) ; Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (Chemins de fer de Corse)* (p. 4437) ; EDUCATION NATIONALE, chap. 3690 : *Entretien des ouvrages de la jeunesse* [18 juillet 1950] (p. 5536) ; Chap. 4060 : *Œuvres sociales*

*pour les étudiants (Cité universitaire de Paris)* (p. 5545) ; Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les restaurants universitaires* (p. 5548) ; Chap. 5000 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique* (p. 5560) ; Chap. 5360 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5565, 5566) ; Chap. 5410 : *Œuvres postcolaires et associations d'éducation populaire* (p. 5571, 5572) ; Chap. 6050 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air* [19 juillet 1950] (p. 5607, 5608) ; Chap. 6070 : *Activités physiques dans les milieux du travail* (p. 5609) ; Chap. 1370 : *Personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1950] (p. 5799, 5800) ; Chap. 5410 : *Œuvres postcolaires des mouvements de jeunesse* (p. 5805, 5806) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget de l'Education nationale* (p. 5806, 5807) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; EDUCATION NATIONALE, chap. 4070 : *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale supprimant la contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* [4 août 1950] (p. 6711, 6712, 6713). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'Education nationale* [21 juillet 1950] (p. 5755) ; — pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion de la proposition relative au cadre unique dans l'enseignement* [2 août 1950] (p. 6492). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6567) ; — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7947). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements sanglants d'Enfidaville (Tunisie) [27 novembre 1950] (p. 8177). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, chap. 1000 : *Ses observations sur les incidents d'Enfidaville en Tunisie* [12 décembre 1950] (p. 8968, 8969) ; Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Office de protection des réfugiés (Arrestation de républicains espagnols réfugiés en*

France) [13 décembre 1950] (p. 9006, 9007, 9008, 9009) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'exploitation des chemins de fer concédés (Réseau de Corse et de Provence)* [19 décembre 1950] (p. 9299) ; *le retire* (p. 9300) ; *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Fermeture des chantiers de la S. N. C. F. à Propriano)* (p. 9300) ; Art. 3 : *Ouverture de crédits (chantiers de Propriano)* [22 décembre 1950] (p. 9481) ; — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9505, 9506, 9507, 9508) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux services de transports pour la Corse* (p. 9510, 9514) ; *le retire* (p. 9514) ; *Son amendement tendant à fixer le tarif kilométrique entre la France et la Corse aux tarifs kilométriques de la S. N. C. F.* (p. 9511) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; MARINE MARCHANDE, chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'exploitation des services maritimes postaux (Relations postales avec la Corse)* [30 janvier 1951] (p. 559) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, chap. 1000 : *Ses observations sur la suppression des crédits pour la sécurité sociale des étudiants* [16 mars 1951] (p. 2067, 2068) ; EDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle tendant à demander une lettre rectificative augmentant les crédits* [20 avril 1951] (p. 3629) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits de ce chapitre (Primes de rendement)* (p. 3673) ; Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les indemnités pour écoles normales supérieures (Indemnités de transports aux élèves)* [21 avril 1951] (p. 3705) ; Chap. 1360 : *Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la création de postes dans l'enseignement secondaire* (p. 3708) ; Chap. 5320 : *Internats de l'enseignement technique* [23 avril 1951] (p. 3775) ; Chap. 3270 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les bibliothèques et matériel scolaire du second degré (Lycée de Bastia)* (p. 3789) ; *le retire* (p. 3790) ; Chap. 3290 : *Son rappel au règlement (Droit à la parole des orateurs)* (p. 3806) ; Chap. 3590 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'entretien des élèves des écoles nor-*

*males supérieures* (p. 3807, 3808) ; *Amendement de M. Airoldi tendant à porter le pécule des élèves à 72.000 francs par an* (p. 3809) ; Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement supérieur (Insuffisance des bourses)* (p. 3811) ; Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le prêt d'honneur aux étudiants* (p. 3812) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 5650 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la subvention pour l'Université fédéraliste mondiale* (p. 3821) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder des allocations d'études aux étudiants* (p. 3825) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3825) ; P. T. T., chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la pose de lignes télégraphiques (Primes d'insularité aux postiers de Corse)* [2 mai 1951] (p. 4471) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, chap. 5010 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la lutte contre le paludisme (Paludisme en Corse)* [5 mai 1951] (p. 4596) ; EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République ; Chap. 5500 : *Son amendement tendant à disjoindre le chapitre relatif aux activités théâtrales* [22 mai 1951] (p. 5665). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Rémunération des étudiants, échelle mobile des salaires, allocations de salaire unique aux familles d'exploitants agricoles* [24 avril 1951] (p. 3867). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les relations maritimes entre la Corse et le Continent)* [2 mai 1951] (p. 4408, 4409, 4410, 4411, 4412).

**GIRARD (M. Rosan)** Député de la Guadeloupe.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [11 février 1947]

(p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

### Dépôts :

Le 4 février 1948, une proposition de loi visant à doter temporairement de ressources nouvelles les caisses de péréquation de la Guadeloupe et de la Martinique, n° 3243. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi visant à faire bénéficier effectivement et sans délai les populations des quatre nouveaux départements d'outre-mer des lois sociales en vigueur dans la France métropolitaine, n° 3733. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à permettre aux Conseils généraux des départements, créés par la loi du 19 mars 1946, de procéder, en vue des élections cantonales des 20 et 27 mars prochain, au tirage au sort des séries renouvelables de Conseillers généraux, n° 6436. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote, n° 9398. — Le 12 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote, n° 9949. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections, n° 11325.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils);

LOI DE FINANCES, Art. 127 : *Son amendement tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947 le délai pour ériger en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane* [22 décembre 1946] (p. 261). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux conventions collectives; Art. 13 : *Application de la loi à la Guadeloupe* [23 décembre 1946] (p. 297); *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa concernant les départements français d'outre-mer* (p. 297, 298); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite; Art. 5 : *Son amendement tendant à appliquer aux départements d'outre-mer la durée hebdomadaire de travail* [31 janvier 1947] (p. 137); *le retire* (p. 138). — Prend part à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités; Art. 4 : *Dispositions transitoires applicables à la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane* [25 février 1947] (p. 453); *Son amendement tendant à ce que la durée de la prorogation soit la même que pour les départements métropolitains* (ibid.); *le retire* (p. 454). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 584); Art. 15 : *Amendement de M. Serre tendant à prévoir l'application par décrets de la loi à la France d'outre-mer* (p. 601); Art. 16 : *Son amendement relatif à l'application de la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 603); *le retire* (ibid.). — Ses rapports sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1604), [13 juin 1947] (p. 2128), [31 juillet 1947] (p. 3807). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3190). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir des précautions contre toute fraude* [12 août 1947] (p. 4314, 4315, 4316); Art. 12 : *Modification de forme* (p. 4316); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi dans les*

départements d'outre-mer. [22 décembre 1947] (p. 6158, 6159). — Son rapport sur une pétition [31 décembre 1947] (p. 6687). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [27 janvier 1948] (p. 224, 225); — sur les propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 630, 631, 632); *Ses explications de vote* (p. 665); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour la Conférence des Indes occidentales à la Guadeloupe : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 661); — sur le projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 27 : *Amendement de M. Valentino concernant la perception des impôts directs et indirects dans les départements d'outre-mer* [23 avril 1948] (p. 2257, 2258); Art. 64 : *Amendement de M. Valentino tendant à maintenir un régime fiscal spécial dans les départements d'outre-mer* [27 avril 1948] (p. 2304, 2305); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 27 *ter* : *Exonérations fiscales sur les ventes à l'exportation* [20 juin 1948] (p. 3380, 3381) — sur le projet de loi portant ouverture de crédits comme conséquence de l'érection en départements de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2820, 2821, 2823); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE : *Ses observations sur les cultures aux Antilles* (p. 2826); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* (p. 2828); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 2829); — sur le projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 160 : *Services du génie rural* [25 mai 1948] (p. 2899); Chap. 169-2 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour les exploitations en régie* (p. 2905, 2906); INTÉRIEUR, Chap. 506-2 : *Subventions pour équipement des services d'incendie et de secours* [28 juillet 1948] (p. 4962); Chap. 512 : *Dépenses de fonctionnement de la gendarmerie (Grève sucrière aux Antilles)* (p. 4963); Chap. 707 : *Services départementaux de formation professionnelle (Grèves aux Antilles)* (p. 4983); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Mesures générales de protection de la santé publique (Situation outre-mer)* [29 juillet 1948] (p. 5050); Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un alinéa relatif aux fonctionnaires d'outre-mer* [6 août 1948] (p. 5462). — Est entendu sur le

règlement de l'ordre du jour (*Prétentions inqualifiables de l'Assemblée de l'Union française*) [9 juin 1948] (p. 3349). — Son rapport sur des pétitions [28 juin 1948] (p. 4102). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant le régime de l'allocation vieillesse; Art. 2 : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer* [16 juillet 1948] (p. 4681, 4682); *Son amendement tendant à élever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements d'outre-mer* (p. 4689, 4690, 4691); — du projet de loi tendant à fixer l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 15 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 35 0/0 le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires outre-mer* [20 août 1948] (p. 6053); Art. 16 *septies* : *Droits de quai outre-mer* (p. 6057, 6058); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime uniforme et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6568); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 4 million les crédits pour la reconstitution de la flotte rhénane (Ses observations sur le développement économique des départements d'outre-mer)* [23 décembre 1948] (p. 7949, 7950); *le retire* (p. 7950); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Élévation à 1.600 francs de cette allocation* [31 décembre 1948] (p. 8202, 8203); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [31 décembre 1948] (p. 8239). — Dépose une demande d'interpellation sur l'exécution de la loi du 19-mars 1946 portant érection de la Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion en départements [28 janvier 1949] (p. 256). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs; Article additionnel : *Son amendement relatif au taux de l'allocation dans les départements d'outre-mer* [4 février 1949] (p. 354, 355, 356); *Son amendement tendant à majorer de 55 0/0 les allocations dans les départements d'outre-mer* (p. 356, 357); — du projet de loi fixant la date des élections aux conseils généraux dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 798, 799); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Césaire tendant à fixer la même*

date qu'en France (p. 800); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir un nouveau découpage des circonscriptions* (p. 802, 803). — Ses rapports sur des pétitions [21 février 1949] (p. 917). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1856, 1857); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration des caisses de la sécurité sociale* (p. 1859); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1860); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2322, 2323, 2324); — du projet de loi relatif à la législation des loyers dans les départements d'outre-mer; Article unique : *Son amendement relatif à la transmission du droit au maintien dans les lieux* [28 juin 1949] (p. 3810, 3811); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4169, 4170); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4571, 4572); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à appliquer la loi du 10 août 1871 dans les départements d'outre-mer à une date fixée par les conseils généraux* (p. 4576, 4577); Art. 2 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à modifier le tableau des cantons de la Guadeloupe* (p. 4579, 4580); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer l'article relatif à la réorganisation des justices de paix* (p. 4582, 4583); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4583); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Amendement de M. Césaire tendant à exonérer de la taxe locale les ventes de bananes en gros* [23 juillet 1949] (p. 5148, 5149). — Dépose une demande d'interpellation : sur les actes de l'Administration préfectorale pour fausser les résultats des élections cantonales de la Guadeloupe [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les abus de pouvoir commis par le préfet de la Guadeloupe et le sous-préfet de Pointe-à-Pitre [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mlle Archimède tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans la métropole* [20 janvier 1950] (p. 432); Article additionnel : *Amendement de*

*Mlle Archimède tendant à majorer les allocations aux vieux travailleurs d'outre-mer dans la même proportion que dans la métropole* (p. 434). — Ses rapports sur des pétitions [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 869), [14 mars 1950] (p. 2021). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2079); — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif au supplément spécial de recrutement* [31 mars 1950] (p. 2705, 2706); *Amendement de M. Valentino relatif au calcul de l'indemnité de résidence* (p. 2709, 2710); Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer l'indemnité de recrutement par une majoration générale de 40 0/0* (p. 2710, 2711); *le retire* (p. 2711); Art. 5 : *Amendement de M. Valentino tendant à étendre, à titre transitoire, le régime de la sécurité sociale, institué pour les fonctionnaires métropolitains aux fonctionnaires d'outre-mer* (p. 2711, 2712); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2752); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 4 *ter* : *50 milliards d'avances à la Caisse centrale de la France d'outre-mer* [28 avril 1950] (p. 3045). — Dépose une demande d'interpellation sur la participation du sous-préfet de Pointe-à-Pitre à une conférence politique à la Guadeloupe [3 mai 1950] (p. 3187). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à étendre la loi aux invalides des départements d'outre-mer* [30 mai 1950] (p. 3997); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 1400 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer (Attitude du préfet de la Guadeloupe)* [31 mai 1950] (p. 4072, 4073); JUSTICE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4417); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1180 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux fonctionnaires des départements d'outre-mer (Allocations aux vieux travailleurs)*



[5 juin 1950] (p. 4255, 4256, 4257, 4258) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1320 : *Indemnités pour personnel des territoires d'outre-mer (Réglementation sanitaire à la Martinique)* [12 juin 1950] (p. 4614, 4615). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux modalités d'intégration des fonctionnaires d'outre-mer [4 août 1950] (p. 6639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée ; Art. 3 : *Procédure d'arbitrage en cas de conflit entre la Commission et le Gouvernement sur une discussion d'urgence* [17 octobre 1950] (p. 6928) ; Art. 6 : *Délai imparti au Conseil économique pour formuler son avis* (p. 6931). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1950] (p. 7482, 7483), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Reconstruction et manque de logements en Guadeloupe* [15 décembre 1950] (p. 9157, 9158) ; AGRICULTURE, Chap. 1570 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural* [22 décembre 1950] (p. 9533) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales ; Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la majoration des allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [16 décembre 1950] (p. 9244, 9245) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire ; Art. 3 : *Situation scolaire à la Guadeloupe* [20 décembre 1950] (p. 9368, 9369) ; Art. 6 : *Situation scolaire à la Guadeloupe* (p. 9371, 9372) ; — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale ; Ligne France—Antilles* [22 décembre 1950] (p. 9508). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 2 : *Allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [8 février 1951] (p. 936, 937) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements des territoires d'outre-mer au niveau de l'allocation métropolitaine* [9 février 1951] (p. 999, 1000) ; — du projet

de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 3080 : *Dépenses relatives aux élections (Listes électorales des départements d'outre-mer)* [13 février 1951] (p. 1079, 1080, 1081) ; JUSTICE, Chap. 3190 : *Amendement de M. Toujas tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'entretien des mineurs détenus dans les établissements d'éducation surveillée* [16 février 1951] (p. 1256, 1257) ; Chap. 6010 : *Secours aux victimes des calamités publiques (Victimes de l'incendie de Pointe-à-Pître et inscriptions sur les listes électorales de la Guadeloupe)* [20 février 1951] (p. 1348) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur la misère de la Guadeloupe* [16 mars 1951] (p. 2077) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement à la Guadeloupe* [20 avril 1951] (p. 3657, 3658) ; FINANCES, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Situation des industriels des Antilles)* [25 avril 1951] (p. 3962) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1160 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux délégués dans les départements des territoires d'outre-mer (Investissements dans les territoires d'outre-mer)* (p. 3964, 3965) ; — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1445, 1446, 1447) ; Article unique : *Son amendement tendant à maintenir la possibilité d'invoquer l'article 74 une fois par séance* (p. 1470) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 13 bis : *Son amendement tendant à affecter un quarante et unième des crédits aux départements d'outre-mer* [13 avril 1951] (p. 3282, 3283) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir pour les agents des communes et des départements des territoires d'outre-mer des vacances dans la métropole* [16 avril 1951] (p. 3349, 3350). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Situation misérable des Antilles*) [25 avril 1951] (p. 3999). — Son rapport sur une pétition [27 avril 1951] (p. 4126). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection

des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste dans les départements d'outre-mer* [28 avril 1951] (p. 4194); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4334); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à majorer de 10 0/0 les allocations familiales des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4338, 4339, 4340, 4343); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements aux Antilles et la construction d'aérodromes militaires)* [6 mai 1951] (p. 4673, 4674); AGRICULTURE : *Son amendement tendant à ouvrir des crédits à la Caisse nationale de crédit agricole pour des prêts dans les territoires d'outre-mer* (p. 4698, 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Son amendement tendant à reporter 1 milliard des investissements en Sarre aux investissements dans les territoires d'outre-mer* (p. 4704, 4705); *Amendement de Mlle Archimède tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer* (p. 4707). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative à la construction de logements et la réglementation des rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer [11 mai 1951] (p. 5045). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la vie aux Antilles)* [11 mai 1951] (p. 5057).

**GIRARDOT (M. Pierre)**, *Député des Basses-Alpes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires économiques [29 mai 1947] (p. 4783), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la marine marchande et des pêches [12 avril 1949] (p. 2310); de la

Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exproprier pour cause d'utilité publique les terrains sur lesquels sont construits les bâtiments de l'annexe de la Poudrerie nationale de Saint-Chamas, à Sisteron, et à entreprendre dans cette usine des fabrications utiles à la défense nationale et à l'économie du pays, n° 1550. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre l'effort de reboisement dans le bassin de la Durance et à rétablir la conservation des eaux et forêts de Digne, n° 1689. — Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour la défense de la culture de la lavande et du lavandin, à favoriser l'exportation des essences de lavande et de lavandin, à faire étudier leur emploi en France et à réprimer sévèrement la fraude pratiquée sur ces essences, n° 1826. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3868. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues abrogeant la décision n° 2464 du Comité central des prix, prise en date du 1<sup>er</sup> avril 1942, n° 4383. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Garavel tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour faciliter l'introduction en France des blés en grains aux lieux et place de farines, n° 4885. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner six demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6806. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à l'assouplissement des lois du 7 janvier 1948 et du 12 mars 1948 connues sous le nom de Plan Mayer, n° 7000. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en faveur des producteurs de pommes de terre, n° 7631. — Le 26 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à renforcer les installations thermiques de la centrale électrique mixte de Sainte-Tulle pour permettre un débouché normal au bassin minier des Basses-Alpes, à prévoir au budget d'équipement les crédits nécessaires à cet effet, et à surseoir à la fermeture de la mine du Bois d'Asson, n° 8274. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Edmond Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier, en faveur des cadres chargés de famille, l'instruction n° 97.284 PM/IB, en date du 23 juin 1949, du Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui règle le tour de départ aux T.O.E., n° 8632. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant au retour immédiat dans leurs foyers des militaires du corps expéditionnaire d'Indochine arrivés à expiration de leur contrat, n° 8872. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant au retour immédiat dans leurs pays d'origine des militaires nord-africains et des militaires de l'Afrique noire qui font partie du corps expéditionnaire d'Indochine, et à l'interdiction de nouveaux départs, n° 9030. — Le 4 mai 1950, une proposition de loi tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts, n° 9859. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à remettre en liberté les objecteurs de conscience emprisonnés, n° 9897. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le violent orage accompagné de rafales de grêle qui s'est abattu le 17 juin 1950 dans la vallée de l'Ubaye ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 4° à accorder aux communes des subventions leur permettant de réparer les chemins vicinaux gravement endommagés par l'orage, n° 10419. — Le 15 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour la reprise de l'exploitation de la mine de Bois-d'Asson (Basses-Alpes) soit par mise en demeure à la Société concessionnaire de rouvrir le puits, soit par déchéance de ses droits à concession et dommages et intérêts, n° 11667. — Le 15 février 1951, une proposi-

tion de loi tendant à l'établissement des avant-projets du canal du Forcalquiérois, du canal « des Plaines » (communes des Mées et d'Oraison), du système d'irrigation du plateau de Salignac et de l'endiguement de la moyenne Durance, n° 12201. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole—Riez, n° 12297. — Le 20 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des particuliers et des collectivités ayant subi des dégâts par suite de la crue de la Durance, dans le département des Basses-Alpes les 13 et 14 mars 1951, n° 12564.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le 2<sup>e</sup> trimestre de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires) ; Etat, A AIR, Chap. 312 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour la presse, la propagande et l'information* [27 mars 1947] (p. 1193) ; *le retire* (ibid.) ; GUERRE, Chap. 326 : *Son amendement tendant à réduire de 4.200.000 francs les crédits destinés à la presse, l'information, la propagande* (p. 1195) ; MARINE, Chap. 319 : *Son amendement tendant à réduire d'un million 200.000 francs les crédits destinés à la presse, l'information et à la propagande* (p. 1197) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 351 : *Restauration et conservation des terrains de montagne* [12 juin 1947] (p. 2062, 2063) ; — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947 ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 302 : *Son amendement relatif aux dépenses de propagande* [27 décembre 1947] (p. 6358) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 ; Art. 3 : *Mesures d'exemption et d'allègement en faveur de la classe 1948* [11 mars 1948] (p. 1641). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement des mineurs et la fermeture des mines des Basses-Alpes [22 avril 1948] (p. 2197). — Prend part à la discussion :

du projet de loi portant aménagement du Budget de l'Exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 362 : *Répartition de pneus par les conseils agricoles départementaux* [25 mai 1948] (p. 2914) ; Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 2916) ; Chap. 530 : *Migrations de familles d'agriculteurs* (p. 2924, 2925) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 : *Discussion générale (Impérialisme américain dans l'Union française)* [30 juin 1948] (p. 4206 et suiv.) ; Etat A, Chap. 1101 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux* [8 juillet 1948] (p. 4449) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour les installations du service des poudres* (p. 4467) ; Chap. 7071 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour liquidation des marchés résiliés (Air)* (p. 4471) ; *le retire* (ibid.) ; GUERRE, Chap. 335 : *Carburants* [9 juillet 1948] (p. 4527, 4528) ; Etat B, Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du service des transmissions* (p. 4537) ; Chap. 907 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de la Commission* (p. 4538) ; *Son amendement tendant à réduire de deux milliards les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* (p. 4538) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article portant ouverture de crédits de 252 milliards 745 millions* [6 août 1948] (p. 5451, 5452) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5459) ; — du projet de loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture, faisant supporter à l'Etat toute la majoration de cotisation nécessaire* [31 mars 1949] (p. 1924) ; — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Son contre-projet tendant à respecter la loi du 31 mars 1928* [31 mars 1949] (p. 1929) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat D : *Son amendement tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale* [8 avril 1949] (p. 2229, 2230, 2233) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2324, 2323) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ;

Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7042 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires rapatriés d'Indochine blessés ou malades* [16 juin 1949] (p. 3419, 3420) ; GUERRE, Chap. 330 : *Son amendement tendant à réduire de 427 millions les crédits pour l'achat de carburant* (p. 3443) ; Art. 38 : *Son amendement relatif aux officiers rayés des cadres entre 1940 et 1944* [23 juin 1949] (p. 3735) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 38 : *Fixation de la date de prise de rang des officiers* [22 juillet 1949] (p. 5039, 5040). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accident qui a coûté la vie à cinq soldats parachutistes à la base aéronavale de Lanveoc-Poulmic au cours de manœuvres aéronavales [4 juillet 1949] (p. 4174) ; — sur la fermeture de la mine du Bois-d'Asson (Basses-Alpes) [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6745, 6746) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 3 : *Son amendement tendant à diminuer de 425 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7302, 7303) ; — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 676, 677) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis ; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un alinéa prévoyant une loi pour fixer le chiffre maximum du personnel prévu par l'article 6 de l'accord* [15 mars 1950] (p. 2092, 2093) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; Etat B, SERVICE DES POUDES, Chap. 370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation du service des poudres (Baisse sur les poudres de chasse)* [11 mai 1950] (p. 3602, 3603) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [24 juillet 1950] (p. 5760, 5761, 5762) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1600 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale à Fontainebleau* [14 juin 1950] (p. 4772, 4773) ; — du projet de loi relatif à la fixation d'un pro-

gramme aérien : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1950] (p. 6187, 6188); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur les rigueurs de la guerre, les souffrances du corps expéditionnaire, l'action de M. Fiquères pour la paix)* [19 octobre 1950] (p. 7004, 7005). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la ligne de chemin de fer de Digne à Nice [26 octobre 1950] (p. 7255); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant l'amnistie par décret des condamnations à la dégradation nationale* [16 novembre 1950] (p. 7788, 7789); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 6070 : *Exercices périmés (Pont des Mées sur la Durance)* [22 décembre 1950] (p. 9473); Chap. 6080 : *Exercices clos (Ligne Nice—Digne)* (p. 9474); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.710 millions les crédits pour l'équipement de la gendarmerie* [29 décembre 1950] (p. 9788, 9789); Chap. 9061 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le matériel lourd de la gendarmerie* (p. 9789); Art. 6 : *Son amendement tendant à faire vérifier par l'Assemblée Nationale les opérations du fonds de la défense nationale* (p. 9826); Art. 14 : *Amendement de M. Billat tendant à supprimer l'article prévoyant des transferts de crédit d'un chapitre à l'autre* (p. 9832); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 janvier 1951] (p. 93, 94); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5230 : *Disjonction du chapitre subventionnant les engrais azotés et les phosphates* [26 janvier 1951] (p. 470); — du projet de loi relatif à la constitution de détachements de météorologie : *Discussion générale* [16 février 1951] (p. 1262); Art. 2 : *Son amendement tendant à défendre le statut des fonctionnaires contre les exceptions prévues* [6 février 1951] (p. 1263). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents développements militaires de la situation au Viet-Nam [13 avril 1951]

(p. 3263). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre en Indochine)* [17 mai 1951] (p. 5365, 5366, 5367); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Disjonction des amendements communistes)* [18 mai 1951] (p. 5441); Art. 23 : *Sa motion préjudicielle tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949* (p. 5449); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret du 29 septembre 1950 relatif à la défense en surface* (p. 5452); — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 5505 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les armées des Etats associés* (p. 5460); Chap. 5565 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour réception du matériel étranger* (p. 5460).

**GODIN (M. André-Jean)**, Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [2 août 1948] (p. 5188), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [4 août 1950] (p. 6614); de la Commission de la presse [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300), [4 août 1950] (p. 6614), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J. O. du 29 janvier 1947] (p. 1090). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933

à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la réforme administrative [5 août 1947] (p. 3924, 3925).

### Dépôts :

Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 152. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'Administration préfectorale, n° 754. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à organiser la profession artisanale, n° 1490. — Le 22 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'Administration préfectorale, n° 2476. — 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à assurer la réparation intégrale des dommages subis par les victimes des accidents du travail provoqués par des faits de sabotage, n° 5873. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à fixer l'interprétation de l'article 26 de la loi du 23 décembre 1946 relatif aux bénéfices des exploitations agricoles, n° 6935. — Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter pour tous les contribuables la date extrême de production des déclarations pour l'établissement de l'impôt sur le revenu, n° 9224. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à autoriser le paiement des impôts directs par compensation avec les créances sur l'Etat et particulièrement avec les créances résultant de dommages de guerre, n° 9756. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 10552. — Le 1<sup>er</sup> août 1950, une proposition de loi relative à la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, n° 10833.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'administration préfectorale, en qua-

lité de *Rapporteur de la Commission de l'Intérieur* [20 mars 1947] (p. 972, 973, 974). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 1947 (Services civils); Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale (Suspension d'un fonctionnaire avec traitement)* [25 mars 1947] (p. 1065). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4466, 4467, 4468, 4469, 4470). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4926, 4927); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947, budget de l'Intérieur : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5232); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères; Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Farine tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* [14 mai 1948] (p. 2677); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2682, 2683); — de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mai 1948] (p. 2784); — des interpellations sur l'activité du Rassemblement du Peuple français et le complot dit « de la Pentecôte » : *Discussion générale (Ses observations sur le complot organisé à la préfecture de police)* [14 juin 1949] (p. 3359); — du projet de loi portant aménagement fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à ne pas porter les impôts sur les bénéficiaires agricoles à plus du triple de ceux de l'année dernière* [20 juillet 1949] (p. 4874, 4875); Art. 10 bis : *Son amendement tendant à exonérer les bâtiments d'exploitation* [21 juillet 1949] (p. 4982). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du blé en 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête* [17 janvier 1950] (p. 296). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Limitation du temps de parole de M. Capitant* [17 juillet 1950] (p. 5462, 5463); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au règlement; rectification d'un scrutin* [25 juillet 1950] (p. 5949). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des

crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **LOI DES CRÉDITS** : *Pose la question préalable* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6392, 6393, 6394, 6395, 6396); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Oppose la question préalable* [4 janvier 1951] (p. 111, 112, 113); *la retire* (p. 113); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Rappel au règlement de M. Hugues (Heure de la prochaine séance)* [2 février 1951] (p. 698). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique financière du Gouvernement [4 avril 1951] (p. 2670); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3206, 3207). = S'excuse de son absence [7 décembre 1948] (p. 7390), [8 mars 1949] (p. 1348), [28 juillet 1949] (p. 5436), [3 mars 1950] (p. 1758). = Obtient des congés [7 décembre 1948] (p. 7390), [8 mars 1949] (p. 1348), [28 juillet 1949] (p. 5436), [3 mars 1950] (p. 1758).

**GORSE (M. Georges)**, *Député de la Vendée.*

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires musulmanes*

(Cabinet BLUM)

du 20 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194) [18 janvier 1949] (p. 34), [25 janvier 1950] (p. 5913), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu secrétaire de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 27 janvier 1951] (p. 944). — Est nommé juré de la Haute cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôt :

Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Paris, le 10 février 1947, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Australie, la Belgique, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, le Brésil, le Canada, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union Sud-Africaine, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, d'une part et l'Italie, d'autre part, n° 1634.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires musulmanes* (Cabinet Léon Blum) [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10794). Donne sa démission en cette qualité [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, en qualité de *Rapporteur* [13 juin 1947] (p. 2108 à 2111). — Dépose une demande d'interpellation sur les grèves administratives de l'Ouest [2 juin 1948] (p. 3124). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la ratification d'un accord financier franco-libanais, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juin 1948] (p. 3156, 3157); — du projet de loi portant ratification du Pacte atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5326, 5327). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] [*J. O.* du 31 octobre 1949] (p. 10846).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5982). — Donne sa démission

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

de *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [*J. O.* du 7 février 1950] (p. 1479).

**En qualité de Député :**

Dépose une demande d'interpellation : sur l'appel à la grève de l'impôt lancé par des personnalités ecclésiastiques et civiles au cours d'un rassemblement pour la défense des libertés scolaires, le 23 avril, à Saint-Lambert-sur-Sèvres [26 avril 1950] (p. 2895); — sur la situation politique en Tunisie [10 novembre 1950] (p. 7628).

**GOSNAT (M. Georges), Député de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôt :**

Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le cyclone qui s'est déchaîné dans les départements de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres le 2 juillet 1950; 2<sup>o</sup> à prendre des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3<sup>o</sup> à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950, n<sup>o</sup> 10527.

**Interventions :**

Est entendu sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1186, 1187, 1188, 1189); — sur les interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1521 à 1523); — sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [5 juin 1947] (p. 1909), [13 juin 1947] (p. 2088, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protec-

tion de la liberté du travail : *Pour un fait personnel, son attitude pendant sa captivité* [29 novembre 1947] (p. 5340); *Ses observations sur l'article premier* (p. 5383 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort [7 juin 1949] (p. 3178, 3179). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son rappel au règlement* [28 juin 1949] (p. 3863); *Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation de la rentabilité de la cadence de production des usines* [28 juin 1949] (p. 3864, 3865). — Dépose une demande d'interpellation : sur le transfert des parlementaires malgaches aux îles Comores [29 juillet 1949] (p. 5544); — sur l'explosion du camp de Bussac-la-Forêt (Charente-Maritime) du 18 août 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de la Présidence du Conseil pour l'état-major des forces occidentales à Fontainebleau* [26 décembre 1949] (p. 7276); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1737, 1738, 1739, 1740, 1741). — Dépose une demande d'interpellation : sur la transformation du port de La Pallice en base américaine [10 novembre 1950] (p. 7628); — sur la livraison du port de La Rochelle-La Pallice aux forces militaires américaines [17 mars 1951] (p. 2120).

**GOSSET (M. Paul), Député du Nord (5<sup>e</sup> circonscription).**

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu président de la Commission de la presse [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 817), [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739), [*J. O.* du 27 janvier



1951] (p. 944). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné par les Commissions de la presse, des Affaires étrangères, de la défense nationale et des finances pour faire partie de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de la Radiodiffusion française vers l'étranger [19 mars 1951] (F. n° 695). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 30 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, parallèlement au plan général d'équipement, un programme d'ensemble de construction de logements, et à soumettre au Parlement pour le financement d'un programme de construction un projet de loi obligeant les entreprises industrielles à consacrer une part de leurs investissements à la construction de logements ouvriers, n° 1867. — Le 28 août 1947, une proposition de loi tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Levens et Roquebillière à Nice et à créer cinq études complémentaires, n° 2517. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi concernant le régime des retraites des fonctionnaires et agents de préfecture, n° 2626. — Le 28 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les titulaires des études de notaire de l'Escarène, Levens et Roquebillière à instrumenter à Nice, n° 3033. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946, n° 3364. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; II. la proposition de loi de Mme François et plusieurs de ses collègues portant statut de la presse infantine, n° 5305. — Le 26 septembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder des subventions à certains chefs de famille en vue de leur permettre d'accéder à la petite propriété, n° 5553. — Le

14 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; II. la proposition de loi de Mme François et plusieurs de ses collègues portant statut de la presse infantine, n° 5813. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale sur les publications destinées à la jeunesse, n° 7010. — Le 26 janvier 1950, une proposition de loi tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, n° 9063. — Le 28 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire admettre au bénéfice des allocations familiales les enfants d'âge scolaire, fréquentant un établissement d'enseignement à l'étranger, n° 9088. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder la double nationalité française et belge à certaines catégories de nationaux belges, résidant ou établis en France, n° 9175. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à débloquer immédiatement un crédit de 50 millions à titre de secours de première urgence en faveur des sinistrés du Cambrésis atteints par la tornade du 21 juillet 1950, n° 10720. — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans les cahiers budgétaires pour 1951 les moyens de financement et les modalités de paiement d'allocation dites de soutien de famille au bénéfice des familles dont l'un ou plusieurs de ses membres sont incorporés dans l'armée, soit au titre de l'active, soit au titre de la réserve, n° 11124. — Le 7 février 1951, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 74 du Règlement, n° 12102. — Le 4 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et à étendre le bénéfice des allocations militaires des soutiens de famille, n° 13084.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, PRÉSIDENT DU CONSEIL : *Discussion générale (Conflit de la presse)* [7 mars 1947] (p. 734); — sur une proposition de loi de

M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 17 : *Amendements de M. d'Astier de la Vigerie et de M. Coste Floret* [28 mars 1947] (p. 1254); Art. 17 *ter* : *Amendement tendant à ce que le Commissaire du Gouvernement exerce ses fonctions sur avis du conseil supérieur des messageries* [29 mars 1947] (p. 1295); Art. 17 *ter* : *Son sous-amendement tendant à limiter le contrôle du Commissaire du Gouvernement au seul secteur des messageries* (p. 1297). — Participe à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2269). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2916, 2917); Chap. 101 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2932); *le retire* (p. 2933); Chap. 107 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits* (ibid.); *Son autre amendement tendant à augmenter les crédits* (p. 2934); *le retire* (ibid.); Chap. 108 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour l'information à l'étranger* (p. 2934, 2935); Chap. 309 : *Ses trois amendements tendant à augmenter les crédits* (p. 2935, 2936); *Maintient le troisième* (ibid.); Chap. 311 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement* (p. 2937); *le retire* (p. 2938); Chap. 501 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour le Centre de cinématographie* (p. 2939); Chap. 502 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'information en Alsace-Lorraine* (p. 2940, 2941); *le retire* (ibid.). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1092, 1093). — Ses rapports sur des pétitions [2 mars 1948] (p. 1289), [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 500 : *Hygiène et salubrité* [29 juillet 1948] (p. 5058); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10 : *Amendement de MM. Lenormand, Crouzier et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement*

*des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7915). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse, en qualité de *Rapporteur* [21 janvier 1949] (p. 90, 93, 95); Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* (p. 96, 97, 98); *Amendement de M. Bardoux tendant à inclure la lâcheté parmi les vices condamnés* (p. 97, 96); *Amendement de M. Dominjon tendant à interdire toute publicité pour d'autres publications interdites* (p. 98); Art. 3 : *Amendement de M. Bardoux tendant à modifier la composition de la Commission de surveillance de la presse infantine* [27 janvier 1949] (p. 142); *Amendement de Mme François tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé* (p. 146); *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir trois représentants des auteurs et trois représentants des dessinateurs* (p. 148); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse infantine les directeurs et rédacteurs en chef de journaux condamnés pour collaboration* (p. 152, 153); Art. 7 : *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'interdiction temporaire de la publication condamnée* (p. 154); Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Bardoux relatif à l'importation de publications étrangères* (p. 173); *Amendement analogue de M. Pierrard* (p. 173, 174); Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à réserver 95 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 175, 176); *Amendement de M. Pierrard tendant à accorder en cas d'infraction le droit de poursuite aux organisations syndicales* (p. 177); Article additionnel : *Amendement de Mlle Lamblin tendant à appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 178); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 181, 182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser les publications non soumises à la présente loi* [2 juillet 1949] (p. 4096, 4097); Art. 3 : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer le représentant du Ministère de l'Intérieur dans la Commission du contrôle* (p. 4097); Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Deixonne relatif à la prohibition d'importation en France de publications non conformes à la loi* (p. 4098); Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne pas interdire l'exposition et la publicité des publications licencieuses*

*destinées aux adultes* (p. 4100); Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas* (p. 4101); Art. 12 : *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importations de dessins étrangers* (p. 4102, 4104). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour : *Débats sur la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 154, 155). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [17 février 1949] (p. 626). — Dépose une demande d'interpellation sur la procédure d'examen et d'enquête des dossiers de demande d'allocation temporaire aux vieux et le relèvement du plafond des ressources limitant le droit à la retraite des vieux travailleurs [22 mars 1949] (p. 1726). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Chap. 111 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les rémunérations des collaborateurs extérieurs pour les services de documentation* [7 avril 1949] (p. 2178, 2213); *Modification de l'ordre du jour* (p. 2179); Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Liberté d'émission de Radio-Andorre)* (p. 2210); Etat A, Chap. 305 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 4.500.000 francs l'abattement sur les frais de fonctionnement des services de documentation* [8 avril 1949] (p. 2225); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2407, 2408). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement et la réorganisation de l'Office des changes [24 juin 1949] (p. 3791). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse en seconde lecture* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4071). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française; Art. 2 : *Amendement de M. Desson tendant à augmenter le taux de la taxe radiophonique* [19 juillet 1949] (p. 4807); *Son amendement tendant à faire payer semestriellement la taxe* (p. 4807); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Pierrard relatif au remboursement des services rendus par la Radiodiffusion française*

*aux divers Ministères* [21 juillet 1949] (p. 4924); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur Radio-Andorre)* (p. 4935); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance de crédits pour la Radiodiffusion* [26 décembre 1949] (p. 7248, 7249); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 X du Code du travail) : *Son amendement relatif à la représentation des entreprises publiques, des petites entreprises et des artisans* [4 janvier 1950] (p. 105); *le retire* (p. 106). — Est entendu : sur le conflit de compétence entre deux Commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2126, 2127); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de la Radiodiffusion française* [2 juin 1950] (p. 4175). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Sa motion préjudicielle tendant à instituer un débat sur la publicité à la Radiodiffusion* [2 juin 1950] (p. 4186, 4187); *le retire* (p. 4187, 4188); PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions à l'École nationale d'administration, présentée par le Gouvernement* [14 juin 1950] (p. 4758); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxe sur l'affichage et la publicité* [4 août 1950] (p. 6754); *Son amendement tendant à exonérer de la taxe les affiches et panneaux publicitaires des spectacles* (p. 6755); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Charpentier tendant à accorder des prêts pour les bâtiments d'habitation* [3 août 1950] (p. 6588); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à dispenser de service les fils aînés des familles de sept enfants* [27 octobre 1950] (p. 7304, 7305); *Son rappel au règlement (Discussion commune des amendements relatifs aux cas de dispenses)* (p. 7306); *Son amendement tendant à réduire de six mois le service pour les fils de morts en service commandé* (p. 7307); *Amendement de M. Bouzom tendant à augmenter*

*Les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7325, 7326); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7327); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Subventions au Centre national de cinématographie (Aide temporaire au cinéma)* [7 décembre 1950] (p. 8748); Art. 4 : *Amendement de M. Vée tendant à accorder l'aide de l'Etat à toutes les demandes d'aide temporaire de producteurs de cinéma* (p. 8750). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux biens des entreprises de presse [8 décembre 1950] (p. 8864, 8865). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Demande de renvoi à la Commission de la justice, présentée par M. Chamant* [4 janvier 1951] (p. 134); *Sa demande de continuation du débat jusqu'à 2 heures du matin* (p. 149); *Suite du débat* (p. 150); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 523); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RADIO-DIFFUSION, Chap. 1000 : *Ses observations sur les investissements et le statut de la télévision* [9 avril 1951] (p. 2985, 2986); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIO-DIFFUSION, Art. 16 : *Amendement de M. Baylet tendant à établir des taxes sur la publicité diffusée à l'étranger* [11 avril 1951] (p. 3140); *Son amendement tendant à interdire la publicité à la télévision* (p. 3141); *Son amendement tendant à prévoir l'ouverture de nouvelles dépenses par décret du Ministre de l'Information* (p. 3141, 3142); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux réserves constituées par les entreprises de presse* [30 avril 1951] (p. 4358). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). = Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

**GOUDOUX (M. Jean)**, Député de la Corrèze.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [17 décembre

1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de loi portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydroélectriques, n° 402. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3859. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser par l'octroi d'un premier secours de 50 millions les victimes des orages qui ont eu lieu en Corrèze, en particulier dans la région d'Egleton et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10418. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze), n° 10431. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac—Béziers, n° 10668. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 10668) de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac—Béziers, n° 12728. — Le 27 avril 1951, un rapport au rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 10431) de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze), n° 13001. — Le 27 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 12297) de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à la poursuite accélérée de construction

de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole—Riez, n° 13003.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948); Art. 9: *Crédits pour Electricité et Gaz de France et les Houillères nationales* [25 février 1948] (p. 1106); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 2 : *Son amendement tendant à exiger des nouvelles entreprises un accord préalable avec l'Electricité de France* [20 mai 1949] (p. 2724, 2725); Art. 3 : *Son amendement tendant à n'autoriser l'aménagement de nouvelles installations non nationalisées que dans certaines conditions* (p. 2725); *le retire* (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture rétablissant la dernière phrase maintenant « le contingent supérieur aux besoins de l'entreprise »* (p. 5590); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture, relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kilowatts par an* (p. 5605); Art. 4 : *Son amendement tendant à restreindre la puissance des centrales non susceptibles d'être nationalisées* (p. 5609); Art. 4 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article accordant à la S. N. C. F. et aux Houillères nationales l'autonomie de leur production d'électricité* (p. 5610); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1949] (p. 4138, 4139); Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas accorder au Gouvernement l'autorisation de vendre des titres appartenant à l'Etat* [6 juillet 1949] (p. 4300, 4301). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur l'attitude de M. Michelet dans la Résistance*) [26 juillet 1949] (p. 5275, 5276). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 332 : *Stages et*

*recherches géologiques et géophysiques* [28 juillet 1949] (p. 5424); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour l'Electricité de France* [28 décembre 1949] (p. 7477); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Electricité de France* [26 avril 1950] (p. 2916, 2917); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat C : *Son amendement tendant à augmenter de 500 millions les avantages prévus pour les familles nombreuses en faveur des familles ayant deux enfants à charge* (p. 5627); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder à tous les exploitants agricoles les prestations familiales, quelle que soit la valeur du revenu cadastral* [31 juillet 1950] (p. 6270, 6271); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (Ligne de Bort—Eygurande)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6374, 6375, 6377); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : *Amendement de M. Mury tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Convention avec les mines de Blodolsheim)* [5 décembre 1950] (p. 8638, 8639); Chap. 5050 : *Installations industrielles de l'Etat* [7 décembre 1950] (p. 8750, 8751); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat C, ÉLECTRICITÉ DE FRANCE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (Arrêt de la construction des centrales dans la Corrèze)* [6 mai 1951] (p. 4730).

**GOUGE (M. Henry), Député de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948]

(p. 195) [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 janvier 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (F. n° 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 18 juin 1947, une proposition de loi tendant à mettre fin à la situation des salariés licenciés pour leur activité syndicale le 30 novembre 1938 et au cours des années qui suivirent jusqu'à la Libération, n° 1741. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à l'amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraite des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, n° 2250. — Le 4 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi du 3 septembre 1947 et à améliorer les pensions des marins du commerce, n° 3661. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 100 millions, les victimes des orages et des grêles qui se sont abattus sur plus de 40 communes de la Loire-Inférieure du 3 au 6 juillet 1950, et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10584. — Le 24 novembre 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux locataires le remboursement de travaux exécutés par eux dans un immeuble sinistré, n° 11415. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 8328) de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à faire attribuer des appareils de prothèse, à titre gratuit, aux mutilés du travail inscrits maritimes, n° 12229.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Flotte sturviale)* [7 mars 1947] (p. 743, 744). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A., TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande; Chap. 317 : *Organisation du pilotage* [18 juillet 1947] (p. 3195). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires; Art. 13 : *Son amendement subordonnant les règlements d'administration publique appliquant la loi à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* [12 août 1947] (p. 4281). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 9 : *Son amendement tendant à rationaliser les accords de trafic pour les lignes couvertes par le monopole de pavillon* [20 février 1948] (p. 938); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à inclure un article créant un commissaire du Gouvernement auprès des conseils d'administration* (p. 946); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 5 : *Son amendement relatif au retrait d'agrément par le Ministre* [17 mars 1948] (p. 1835, 1836); *Son amendement tendant à faire consulter la commission nationale avant un retrait d'agrément* (p. 1836); Art. 17 : *Amendement de M. Billoux tendant à appliquer aux sociétés la loi du 10 septembre 1947* (p. 1844); Art. 46 : *Son amendement tendant à interdire aux unions de refuser l'adhésion d'une coopérative* (p. 1864); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 18 : *Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte du Conseil de la République facilitant la constitution des associations syndicales* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3071); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à limiter le paiement par titre aux dommages supérieurs à 5 millions* [23 décembre 1948] (p. 7919); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale (Ses observations sur la reconstitution de la flotte marchande française)* [2 mars 1949] (p. 1124, 1125, 1126); — du projet de loi portant répartition de l'abatte-

ment opéré sur le budget de la Marine marchande; Chap. 602: *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur l'indemnité aux armateurs de navires perdus* [8 avril 1949] (p. 2255, 2256); — d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 4: *Maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* [16 juin 1949] (p. 3390). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident du pétrolier *Brière* pendant les travaux effectués sur les Chantiers de la Loire, à Nantes [13 juillet 1949] (p. 4745). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 39 E: *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale* [24 juillet 1949] (p. 5197); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4: *Ouverture d'un crédit de 529 milliards pour les dommages de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7310); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre; Etat A, Chap. 8500: *Amendement de M. Gauthier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits prévus pour la Caisse autonome de la reconstruction* [28 mars 1950] (p. 2490); Art. 3: *Régime financier des indemnités de reconstitution et d'éviction* (p. 2508, 2509); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2, Etat C: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les prêts pour la flotte marchande* [26 avril 1950] (p. 2931); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE, Chap. 4070: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement maritime* [8 juin 1950] (p. 4535, 4536); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5000: *Son amendement tendant à augmenter les crédits prévus pour la participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement* [13 juin 1950] (p. 4716); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7459, 7460, 7461, 7462, 7463, 7464, 7465, 7466). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Réponse de M. Morice aux accusations de collaboration économique lancées contre lui*) [4 novembre 1950] (p. 7468). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MAR-

CHANDE, Chap. 4100: *Enseignement maritime* [3 janvier 1951] (p. 65, 66, 67); *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 71); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 6020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités d'attente aux armateurs de navires perdus (Chômage dans les chantiers navals)* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 619, 620); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET DE RECONSTRUCTION, Art. 28: *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux dommages en Indochine* [18 avril 1951] (p. 3465); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement par titres* (p. 3468); Art. 5: *Son amendement tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950* (p. 3499, 3500); *le retire* (p. 3500); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; INTÉRIEUR, Chap. 5050: *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les abattements pour subventions aux collectivités locales atteintes par faits de guerre* [7 mai 1951] (p. 4759); — du projet de loi relatif à la construction navale; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à rendre obligatoire l'allocation forfaitaire aux chantiers pour la construction de navires* [16 mai 1951] (p. 5241); *Son amendement tendant à rendre obligatoire l'allocation forfaitaire aux chantiers pour réparations* (p. 5241); Art. 2: *Son amendement tendant à introduire dans la commission interministérielle des délégués des syndicats* (p. 5241).

**GOUIN (M. Félix)**, Député des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre du Plan, puis Ministre d'Etat*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947

*Ministre d'Etat, Président du Conseil du Plan*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commis-

sion des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

### Dépôts :

Le 4 mars 1947, un projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux, n° 814. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 11562. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à l'agrandissement, l'extension et l'équipement du canal du Verdon dans la région est du département des Bouches-du-Rhône et dans la région sud-ouest du département du Var, n° 11705.

### Interventions :

Est nommé *Ministre du Plan* (*J.O.* du 17 décembre 1946, p. 10691) ; puis *Ministre d'Etat* [*J.O.* du 21 décembre 1946] (p. 10794). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre d'Etat, Président du Conseil du Plan* [22 janvier 1947] (*J.O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

#### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris [7 février 1947] (p. 221) ; — sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 667, 668, 669). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat, Président du Conseil du Plan* [*J.O.* du 23 octobre 1947] (p. 10463).

#### En qualité de Député :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur le scandale des vins et sa hâte de voir aboutir les travaux de la Commission d'enquête* [14 décembre 1948] (p. 7586) ; — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin : *Sa réponse à l'exposé de M. Citerne. (Ses observations sur la production de vin, les difficultés*

*rencontrées pour assurer la distribution de cette ration, la campagne de presse de M. Farge, les transports frauduleux de vins et les licences accordées à la Société Sapvin*) [29 mars 1950] (p. 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601).

### GOURDON (M. Robert), Député du Gard.

Son élection est validée [17 décembre 1948] (p. 7670). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 4 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues relative aux apports de vendanges, n° 9849. — Le 20 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des dégâts causés par les récents orages, n° 10364. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi portant organisation du marché des vins de consommation courante et tendant à assurer la sécurité des viticulteurs en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles, et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausse des prix du vin, n° 11062. — Le 13 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour que les exploitations viticoles disposent des quantités de cuivre et de soufre qui leur sont nécessaires, et pour que soient compensées sur le marché intérieur les hausses ayant affecté, sur le marché international, les cours de ces produits indispensables à la viticulture, n° 12464. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir à l'application de l'article 55 du Code du vin, relatif à l'échelonnement des sorties de la propriété pour les vins de la récolte 1950, n° 12525. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 12103) de M. Guille et plusieurs de ses

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.



collègues relative à la création de caisses mutuelles d'assurance récolte, n° 13042. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés, et assurer la sauvegarde des propriétés familiales, n° 13146.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Son amendement relatif à l'utilisation des crédits dans le secteur agricole* [26 avril 1950] (p. 2910, 2911) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4110, 4111).

### GOZARD (M. Gilles), Député de l'Allier.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 104) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 104) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [21 décembre 1946] (p. 202), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 février 1948] (p. 776). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. n° 680). — Est nommé juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à fixer le mode de présentation du

budget conformément à l'article 16 de la Constitution, n° 591. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage, n° 951. — Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits les retraités de l'Imprimerie nationale victimes de la loi du 30 avril 1941, n° 1048. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatif au contrôle de la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, n° 1293. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatif au contrôle de la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, n° 1313. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'application d'un plan comptable pour les entreprises industrielles et commerciales, n° 1319. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les traitements et salaires la fraction correspondant au minimum vital, n° 1331. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire entrer les agents du cadre complémentaire et les auxiliaires des Ponts et Chaussées et du service vicinal dans le cadre normal, n° 1386. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les retraités de la loi du 21 mars 1928 et les retraités de l'Imprimerie nationale de l'indemnité provisionnelle établie par le décret du 16 janvier 1947, n° 1388. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution relative aux modalités de présentation, d'examen et de vote de la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947, n° 1459. — Le 30 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prononcer la déchéance de l'actuel concessionnaire du droit d'exploiter l'établissement thermal civil de Bourbon-l'Archambaud, n° 1509. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles) ;

Etat A, Commerce, n° 1556. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Economie nationale, n° 1556 (**Etats législatifs**). — Le 23 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans la commune de Lurcy-Lévy, n° 1803. — Le 23 juin 1947, une proposition de loi accordant aux sociétés d'habitations à bon marché la possibilité de recourir à la procédure d'expropriation pour se procurer les terrains nécessaires aux constructions qu'elles désirent édifier, n° 1804. — Le 3 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan et de l'orage qui ont ravagé la région de Montluçon le 28 juin 1947, n° 1891. — Le 17 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'aménagement du terrain d'aviation de Vichy-Rhue, n° 2043. — Le 6 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 2255. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit, n° 2338. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une chaire d'italien à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand, n° 2421. — Le 13 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais pour le paiement de l'impôt général sur le revenu aux contribuables dont les revenus sont composés principalement de traitements, salaires, retraites et rentes viagères, n° 2631. — Le 3 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 2766. — Le 3 décembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi du 8 août 1947 pour permettre aux fonctionnaires suspendus par les lois d'exception du gouvernement de fait se disant gouvernement de l'Etat français de continuer à bénéficier des dispositions de l'article 10

de la loi du 15 février 1946, n° 2767. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, n° 2894. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener à 7,50 0/0 la remise accordée aux débiteurs de tabac sur les produits vendus par eux, n° 3037. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les coefficients prévus par le décret du 14 janvier 1947 pris en application de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3206. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret autorisant le remboursement des billets de 5.000 francs à concurrence d'une somme de 10.000 francs pour toutes les personnes ayant déposé 10 billets au plus et permettant aux déposants de billets de 5.000 francs d'acquitter leurs impôts échus ou les acomptes provisionnels relatifs aux impôts à l'aide des billets déposés, n° 3256. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à suspendre les délais de paiement en raison du blocage et de la démonétisation des billets de 5.000 francs, n° 3327. — Le 25 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder des dégrèvements et des remises d'impôts sur les bénéfices agricoles pour les superficies emblavées en blé et en seigle au cours de la campagne 1947-1948, n° 3554. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République sur la loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit, n° 3799. — Le 20 mars 1948, une proposition de loi modifiant la loi du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 3896. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 relative à la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique, n° 3906. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général

pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Finances et Affaires économiques. II. — Affaires économiques, n° 4046. — Le 9 juin 1948, une proposition de loi tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances, n° 4501. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi tendant à la création de commissions parlementaires chargées de suivre l'application en France du programme de relèvement européen (E.R.P.) et de la convention de coopération économique européenne, n° 4745. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une Commission permanente du bilan national, n° 4798. — Le 4 août 1948, une proposition de loi tendant à normaliser les pensions de retraite et indemnités accessoires servies aux inspecteurs principaux des régies financières, n° 5150. — Le 28 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reclasser d'extrême urgence tout le personnel de l'usine de distillation et de synthèse d'huile minérale de Saint-Hilaire (Allier), et de procurer à ce personnel et aux familles des ouvriers employés sur leurs nouveaux lieux de travail les moyens de logement et d'existence nécessaires, n° 5959. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter les sommes provenant de l'emprunt et excédant 100 milliards à une tranche supplémentaire d'équipement et d'investissement, n° 6351. — Le 18 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Affaires économiques par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6515. — Le 24 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier la fiscalité agricole, n° 6569. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948, n° 6601. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à autoriser les contribuables qui n'ont pas souscrit à l'emprunt libérateur du prélèvement à y souscrire sous réserve de souscrire simultanément et pour une somme double à un emprunt d'équipement rural ou à un

emprunt émis par un groupement de sinistrés, n° 6802. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application de l'article 5 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948 instituant des ressources exceptionnelles, n° 6803. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages qui ont ravagé le département de l'Allier au mois de mai 1949, n° 7342. — Le 7 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 7366. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à exonérer les « coopératives culturelles » des taxes et impôts sur les cercles privés, n° 7406. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à échelonner sur plusieurs mois les déclarations exigées des entreprises industrielles et commerciales par les administrations fiscales, n° 7418. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente dans les débits de tabac des cigarettes de provenance étrangère, n° 7498. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à appliquer à l'indemnité représentative de congé payé les dispositions spéciales de l'article 47 A du Livre I<sup>er</sup>, titre 3, du Code du travail, n° 7534. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers pour se rendre sur le lieu de leur travail, n° 7615. — Le 21 juillet 1949, une proposition de loi tendant à supprimer les entreprises dites sociétés de crédits différés, n° 7975. — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi tendant à ce que les conjoints qui exercent des activités artisanales, commerciales ou professionnelles distinctes bénéficient d'une décote double pour le calcul de la taxe proportionnelle sur le revenu, n° 8234. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques les intérêts servis aux titulaires de livrets de Caisse d'épargne, n° 8257. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à majorer à l'encontre des contribuables de mauvaise foi les frais de poursuites prévus en cas de non-paiement des impôts directs, n° 8288. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à créer un carburant agricole spécial d'un prix inférieur de 33 0/0 au

prix de l'essence tourisme, n° 8289. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à autoriser le Trésor à consentir de nouvelles avances à la Caisse nationale de crédit agricole, n° 8339. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Finances et Affaires économiques. II. — Affaires économiques, n° 8426 (annexe n° 8). — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du Code du blé prévoyant le versement d'une prime de conservation aux producteurs de blé et le warrantage des blés, n° 8626. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à substituer l'Etat aux communes qui pourraient se trouver débitrices à l'égard du Gaz de France et d'Electricité de France du fait de la réglementation officielle des prix, n° 8995. — Le 7 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux artisans et aux entreprises industrielles et commerciales occupant moins de dix salariés et aux entreprises agricoles occupant moins de trois salariés qui justifieront avoir payé à leurs salariés la prime de 3.000 francs prévue à l'arrêté ministériel du 7 février 1950 des délais pour le paiement des acomptes provisionnels à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des facilités de crédit, n° 9201. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier le barème de la surtaxe progressive sur le revenu des personnes physiques prévue par l'article 72 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, n° 9263. — Le 3 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique, n° 9423. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les commerçants qui exercent leur activité commerciale sans le secours de salariés, des dispositions du troisième alinéa de l'article 66 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 9529. — Le 30 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 27 mai 1885 relative à la peine de la relégation, n° 9670. — Le 31 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter

la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5 0/0, n° 9684. — Le 2 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 juin la date de payement du deuxième acompte provisionnel sur les impôts de 1950, n° 9827. — Le 17 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 63 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier, n° 9982. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950; Etat A (Finances et Affaires économiques. — II. — Affaires économiques), n° 10035 (annexe n° 8 rectifiée). — Le 30 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord de paiements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950 et la Convention de prêt entre le Royaume de Belgique et la République française signés à Paris le 7 septembre 1949, n° 10101. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans le département de l'Allier au cours du mois de mai 1950, n° 10118. — Le 15 juin 1950, une proposition de loi autorisant les entreprises exploitées individuellement et les sociétés de personnes n'ayant pas exercé l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés à incorporer les réserves de réévaluation au montant de leur capital, n° 10310. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 12 juin 1950 qui a détruit les récoltes dans diverses communes du sud ouest du département de l'Allier, n° 10336. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat et l'indemnisation intégrale pour les dégâts causés par l'orage de grêle du 16 juin qui a

dévasté la commune de Lurcy-Lévy (Allier) et les communes environnantes, n° 10350. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des permissions agricoles exceptionnelles aux militaires sous les drapeaux des régions sinistrées par les orages de grêle, n° 10416. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit les récoltes dans diverses communes de la région montluçonnaise, n° 10528. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et Affaires économiques. — II. — Affaires économiques), n° 10887. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir sans délai l'Assemblée Nationale du projet de budget 1951, n° 10950. — Le 24 novembre 1950, une proposition de loi tendant à élargir la dispense de cotisation au titre des allocations familiales dont bénéficient les travailleurs indépendants ayant élevé quatre enfants, n° 11350. — Le 22 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le régime antérieur au 21 février 1949 en ce qui concerne l'imposition aux taxes sur le chiffre d'affaires des échanges de laine brute contre de la laine filée ou en tissu, n° 11381. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les rémunérations des médecins des hôpitaux et hospices publics à des salaires au regard des impôts sur le revenu, n° 11424. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des travailleurs sans emploi en réduisant le délai de carence de cinq à trois jours et en supprimant les réductions d'allocations lorsque le chômage dure plus de douze mois, n° 11426. — Le 30 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux agriculteurs de souscrire aux Bons à quinze ans de la Caisse nationale de crédit agricole jusqu'à concurrence de 30 0/0 par remise de titres de l'emprunt libérateur du pré-lèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation,

n° 11461. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à régulariser la fixation des droits à la retraite des anciens agents du Service de l'assurance-crédit d'Etat, n° 11608. — Le 21 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une pension proportionnelle à certains officiers de l'armée de l'air prématurément démobilisés en 1940, n° 11727. — Le 27 décembre 1950, une proposition de loi tendant à élever le plafond du chiffre d'affaires au-dessous duquel les exploitations industrielles et commerciales peuvent être taxées à l'impôt sur le revenu sous le régime du forfait, n° 11773. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à assurer la publication dans chaque mairie des impositions au titre de la taxe proportionnelle, de la surtaxe progressive et de l'impôt sur les sociétés à la charge des contribuables de la commune, n° 11862. — Le 7 février 1951, une proposition de loi tendant à repousser au 1<sup>er</sup> mars et au 1<sup>er</sup> juin les dates de versement des acomptes provisionnels sur le revenu et tendant à fixer au 15 juillet et au 15 septembre les dates de versement de ces mêmes acomptes pour les entreprises ayant une activité saisonnière et, particulièrement, les établissements touristiques, n° 12105. — Le 16 février 1951, une proposition de loi tendant à prolonger jusqu'au 31 mars 1951 le délai de déclaration des revenus et bénéfices assujettis à l'impôt sur le revenu, n° 12252. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à assurer la publicité des privilèges du Trésor et de la sécurité sociale et à limiter leur exercice, n° 12433. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques. — Dispositions concernant le budget des Affaires économiques), n° 12762. — Le 12 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence en faveur des vieux métayers le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 12782. — Le 16 avril 1951, une proposition de loi tendant à la mise en recouvrement anticipée des impôts différés afférents aux dotations pour approvisionnements techniques, n° 12846. — Le 11 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes des gelées des

29 et 30 avril 1951 qui ont causé de graves dégâts aux vignobles de diverses communes du département de l'Allier dans l'aire de Saint-Pourçain et les régions de Domerat et d'Huriel, n° 13207. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12167) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, n° 13219. — Le 16 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11038) et la lettre rectificative (n° 13032) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques. — Dispositions concernant le budget des Affaires économiques), n° 13262. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13324) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11038) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires économiques), n° 13327.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite : *Ses observations sur l'ensemble* [31 janvier 1947] (p. 140). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Discussion générale* [4 février 1947] (p. 152); Art. 23 : *Son amendement tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire des biens aux mesures de confiscation* (p. 166); Art. 74 : *Son amendement ayant pour objet la création de comptes courants de traites acceptées par le Crédit national* [7 février 1947] (p. 255); Art. 80 : *Son amendement tendant à supprimer le recouvrement des cotisations établies par les comités d'organisation* (p. 256). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'Exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 662, 663); — sur sa proposition de résolution relative aux modalités de présentation, d'examen et de vote de la loi

portant fixation du Budget ordinaire de l'Exercice 1947 [29 mai 1947] (p. 1781); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* [29 mai 1947] (p. 1790, 1791); Art. 126 : *Disjonction de l'article relatif aux cotisations dues à la C. A. R. C. O.* (p. 1803); Art. 45 *bis* (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* (p. 1882); Dépenses civiles, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Direction de l'enseignement et de la jeunesse* [19 juin 1947] (p. 2249); Dépenses civiles : ECONOMIE NATIONALE : *Son exposé en qualité de Rapporteur* [3 juillet 1947] (p. 2651, 2652, 2653); Chap. 114 : *Suppression des crédits par la Commission des finances* (p. 2671); Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et G.-B.* (p. 2682); Chap. 128-2 : *Mission commerciale en Allemagne* (p. 2683); Chap. 304 : *Réduction des crédits pour frais de mission* (p. 2684); Chap. 305 : *Regroupement des services* (p. 2685); COMMERCE : *Discussion générale*, en qualité de Rapporteur [17 juillet 1947] (p. 3108); Chap. 309 : *Achat de matériel automobile* [17 juillet 1947] (p. 3111). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'Exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3764). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) amendé par le Conseil de la République; Etat A, ECONOMIE NATIONALE, Chap. 115 : *Service des importations et exportations* [7 août 1947] (p. 4034). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2351, 2352); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Pleven tendant à réduire de 50 milliards les dépenses de l'Etat* (p. 2355); Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* (p. 2364); *Son amendement tendant à exonérer de la majoration les économiquement faibles* (p. 2365); Art. 7 : *Son amendement tendant à instituer une taxe exceptionnelle sur les bénéfices réalisés par les entreprises assujetties aux B.I.C.* (p. 2367, 2368, 2369); Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur les créations et extensions d'établissements commerciaux et industriels* (p. 2371); *le retire* (p. 2372);

Art. 22 : *Son amendement en vue d'atteindre les contribuables résidant en meublé ou à l'hôtel* (p. 2379); *le retire* (p. 2380); Art. 32 bis : *Son amendement en vue de reprendre les articles 50, 51 et 52 et de les compléter par des articles 51 bis et 52 bis tendant à limiter les dividendes* (p. 2382, 2383); Art. 35 : *Soutient l'amendement de M. Segelle tendant à augmenter les allocations aux vieux travailleurs* (p. 2387); Art. 40 : *Son amendement tendant à frapper d'une majoration supplémentaire de 10 0/0 les cotes émises pour le recouvrement de l'impôt général sur le revenu supérieures à 10.000 francs* (p. 2389). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi concernant la procédure et l'organisation de la Cour de Cassation ; Art. 38 : *Amendement de M. Grimeud tendant à contraindre le greffier à signifier le mémoire du demandeur dans un délai de quinze jours* [30 juin 1947] (p. 2556); — sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6043, 6044, 6045); Art. 2 : *Son amendement tendant à faire fixer par le Parlement les coefficients applicables au chiffre d'affaires en 1946* [22 décembre 1947] (p. 6110); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 6162). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947; Etat I, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 502: *Son amendement relatif à la subvention au service des examens de permis de conduire* [27 décembre 1947] (p. 6379); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6385, 6386); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 59 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6449); *le retire* (ibid.); Art. 64: *Son amendement tendant à la suppression de l'article* (p. 6450); Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* (p. 6452); Art. 73 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6453); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier patrimonial et fiscal* (p. 6461); Art. 10 : *Son amendement tendant à augmenter le chiffre de l'exonération à la base pour l'impôt sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6575); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 31 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau limitant et réglementant l'ouverture de comptes spéciaux* [30 décembre 1947]

(p. 6609, 6610); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [3 janvier 1948] (p. 10, 11); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5 000 francs ; Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 janvier 1948] (p. 291, 292); — du projet de loi portant aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 293, 294, 295); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir que des décrets fixeront les conditions d'application de l'article 2* [30 janvier 1948] (p. 333); — de la proposition de résolution relative à l'amélioration du sort des rentiers-viagers : *Discussion générale* [13 février 1948] (p. 718); *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Frédéric-Dupont* (p. 721); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* [5 mars 1948] (p. 1435); Art. 7 : *Demande de renvoi de l'article à la Commission* [7 mars 1948] (p. 1520); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [11 mars 1948] (p. 1671); Art. 6 bis : *Limitation du prélèvement à 60 0/0 des bénéfices pour les agriculteurs* [11 mars 1948] (p. 1674); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1948] (p. 2048); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2091, 2092); *Son amendement tendant à étendre le taux de 15 0/0 à tous les revenus des professions non commerciales reçus par chèque* [23 avril 1948] (p. 2223, 2224); *Son amendement relatif au cas des professions non commerciales ayant opté pour le régime de l'amendement précédent* (p. 2214); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à exempter de l'impôt les pensionnés pour accidents du travail* (p. 2236); Art. 17 : *Amendement de M. Pinay tendant à ne publier que la liste des fraudeurs de mauvaise foi* (p. 2249); Art. 28 ter : *Son amendement tendant à insérer un article relatif aux industries et commerces saisonniers* (p. 2260); *le retire* (ibid.); Art. 51 ter : *Exonération de la taxe sur les transactions des recettes des terrains de sport* [27 avril 1948] (p. 2283); Art. 52 : *Son amendement tendant à maintenir au taux de 1947 l'impôt sur les bicyclettes* (p. 2289); — de la proposition de loi

prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libératoire, amendé par le Conseil de la République ; Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [30 juillet 1948] (p. 5136, 5137); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des finances*) [30 juillet 1948] (p. 5138); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, FINANCES, Chap. 161 : *Auxiliaires des contributions indirectes* [31 juillet 1948] (p. 5174); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* (p. 5179, 5180); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5564, 5565, 5566); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant au respect du statut général des fonctionnaires* (p. 5591, 5592); Art. 7 bis : *Amendement de M. Guérin relatif au rôle des corps de contrôle auprès des Commissions parlementaires* (p. 5623); — du projet de loi relatif à la procédure du vote du budget de 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la situation financière, les trop nombreux collectifs d'aménagement, l'inefficacité du contrôle parlementaire)* [10 décembre 1948] (p. 7543); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la politique financière du Gouvernement, le rapport de la Commission du bilan national, l'effort déjà accompli pour réaliser des économies, le recours à l'emprunt et l'amnistie fiscale, la réforme des finances locales)* [21 décembre 1948] (p. 7827, 7828, 7829); Art. 9 bis : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à créer une taxe exceptionnelle sur les sociétés ayant échappé au prélèvement Mayer* [23 décembre 1948] (p. 7955); Art. 10 : *Amendement de M. Midol tendant à excepter les dommages commerciaux du paiement par titres d'emprunt inaliénables* (p. 7956). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi budgétaire* [22 décembre 1948] (p. 7869). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8098); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative : *Discussion générale*

[10 février 1949] (p. 454, 455); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2, ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles* (p. 458, 459, 460, 461); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire produire les comptes en fin de trimestre et non pas en fin de mois* (p. 467); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [15 février 1949] (p. 570); Art. 2, Etat B : *Son amendement relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 577); Art. 37 bis : *Son amendement tendant à abroger la taxe d'encouragement à la production de textiles* (p. 594); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1109, 1110); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1161). — Est entendu pour un fait personnel : *Attitude de M. Pouyet dans son département de l'Allier* [3 mars 1949] (p. 1171). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques, en qualité de *Rapporteur* [22 mars 1949] (p. 1725); Chap. 112 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement sur les services d'expansion économique à l'étranger* [23 mars 1949] (p. 1764); Chap. 117 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour la direction générale du Contrôle économique* (p. 1765); Chap. 119 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour le personnel auxiliaire de la direction du Contrôle économique* (p. 1765, 1766); Chap. 302 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'achat d'automobiles* (p. 1766); Chap. 303 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du matériel automobile* (p. 1766); Chap. 307 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les frais d'expansion économique à l'étranger* (p. 1767); Chap. 310 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour le fonctionnement de la direction du Contrôle économique* (p. 1767); Chap. 316 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouverne-*



ment pour l'Institut national de la statistique (p. 1767); Chap. 401 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les œuvres sociales* (p. 1768); — du projet de loi ratifiant l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1949] (p. 1860, 1861); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES; Chap. 606 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur les dépenses de propagande théâtrale en Allemagne* [30 mars 1949] (p. 1895); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 26 : *Amendement de M. Pleven tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers* [2 juin 1949] (p. 3069, 3070); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4351, 4352, 4353, 4354); Art. 24 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse centrale de crédit hôtelier* (p. 4374); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7133, 7134); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la présentation de la loi des maxima, l'intervention de l'Etat dans l'économie, les investissements, le recours à l'emprunt, les comptes spéciaux du Trésor)* [22 décembre 1949] (p. 7138, 7139, 7140, 7141); Art. 13 : *Amendement de M. Penoy tendant à établir une taxe de 15 0/0 sur les pneus destinés aux véhicules lourds* [27 décembre 1949] (p. 7389); Art. 25 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à insérer un article exigeant 50 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* (p. 7391); Art. 37 : *Amendement de M. Lecourt tendant à exiger du Gouvernement un projet de budget avant le 1<sup>er</sup> mars 1950* (p. 7403); — Art. 39 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article relatif aux transferts de crédits pour la Défense nationale* (p. 7406); Article additionnel : *Son amendement tendant à porter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au taux de 50 0/0* [28 décembre 1949] (p. 7474); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour

janvier 1950; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant aucun crédit au reclassement des fonctionnaires, présentée par le Gouvernement* [31 décembre 1949] (p. 7652); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts pour 1950 : *Discussion générale* [20 mars 1950] (p. 2639); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2889, 2890); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3760); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* [16 juin 1950] (p. 4903); Chap. 3040 : *Frais de fonctionnement de l'Administration centrale* (p. 4942); Chap. 3060 : *Frais de fonctionnement du Service de l'expansion économique à l'étranger* (p. 4943); Chap. 3142 : *Demande de rétablissement des crédits pour le fichier central automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 4945); AVIATION CIVILE, Chap. 3020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les carburants du groupement aérien du Ministère* [19 juin 1950] (p. 4996, 4997); *le retire* (p. 4997). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions d'emploi de l'emprunt de 200 millions de dollars contracté aux États-Unis [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9288, 9290); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9700, 9701, 9702); — Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réforme* [29 décembre 1950] (p. 9830); *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir des décrets pris en Conseil d'Etat pour l'application des mesures envisagées* (p. 9832); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir trois représentants du tourisme et un des exportateurs* [7 février 1951] (p. 853, 854); *Amendement de*

*M. Weill-Raynal tendant à prévoir un représentant de l'épargne, un de la propriété bâtie, un du tourisme et un des exportateurs* (p. 855). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3224, 3225). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, en qualité de *Rapporteur* [25 avril 1951] (p. 3936); Chap. 1000 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Création de postes)* (p. 3960); Chap. 1050 : *Demande de rétablissement du chapitre disjoint relatif aux subventions économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3963, 3964); Chap. 1090 : *Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964); Chap. 1170 : *Demande de renvoi du chapitre relatif aux enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3966); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, **INVESTISSEMENTS SOCIAUX** : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les prêts divers (Insuffisance des crédits)* [6 mai 1951] (p. 4708); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre la constitution de réserves et provisions pour achats, aux journaux* [18 mai 1951] (p. 5508); *le retire* (ibid.)

**GREFFIER (M. Paul), Député de l'Eure.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la modification des lois et règlements relatifs à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier en vue d'indemniser les propriétaires fermiers ou métayers, pour les dégâts occasionnés par le gros gibier et, en particulier, par les sangliers, **n° 1777**. — Le 19 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de **MM. Pierre Chevallier, René Kuehn et Vendroux** tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés une exonération d'impôts équivalant au montant des loyers dont ils ont été privés depuis la destruction de leurs immeubles, **n° 2081**. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, d'urgence, les mesures nécessaires pour la construction du pont de chemin de fer des Andelys (Eure), **n° 6678**. — Le 19 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fournir une attribution exceptionnelle d'essence à tous transporteurs qui s'engagent à ravitailler en eau potable les populations des localités rurales actuellement sans eau, **n° 7901**. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux bénéficiaires de la carte des « économiquement faibles », une indemnité de 500 francs pour frais de timbres, de déplacements, de photographies occasionnés par les conditions d'attribution de la carte, **n° 9144**. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection aux Chambres de commerce, **n° 10273 (rectifié)**. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent d'urgence pour organiser le marché des pommes à cidre, et à accorder des tarifs de transports préférentiels en faveur de ce produit, **n° 10861**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (**Dépenses civiles**); Etat A, **RECONSTRUCTION ET URBANISME**, Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* [19 juillet 1947] (p. 3257). — Prête serment en qualité de

membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Discussion générale* [21 juillet 1949] (p. 4902); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 1<sup>er</sup> : *Report au 1<sup>er</sup> août 1949 du transfert au Ministre du Commerce et de l'Industrie des fonctions de l'O.C.R.P.I.* [27 juillet 1949] (p. 5374); Art. 10 : *Maintien de la perception de la taxe sur l'énergie* (p. 5381); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 48 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* [27 décembre 1949] (p. 7430); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à attribuer une partie de l'emprunt à la Caisse autonome de la Reconstruction* (p. 7430); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des emprunts lancés directement par la Caisse autonome de Reconstruction* (p. 7431). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des 600 ouvriers des sucreries-raffineries Bouchon à Nassandres (Eure) [28 janvier 1950] (p. 660). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 6050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les retraités des chemins de fer (Licenciements à la suite des grèves de 1920)* [7 juin 1950] (p. 4442, 4443); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 5060 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'Association française pour le développement de la productivité (Méfaits de la notion de productivité)* [16 juin 1950] (p. 4946, 4947, 4948); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les allocations provisoires d'attente (Victimes civiles)* [24 juillet 1950] (p. 5874, 5875). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la ligne de chemins de fer Beuil-Louviers [19 juillet 1950] (p. 5607). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit de la S.N.C.F. (Fermeture des lignes secondaires)* [19 décembre 1950] (p. 9309); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement

des services civils en 1951; MONNAIES ET MÉDAILLES, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Ouvriers de Beaumont-le-Roger)* [6 février 1951] (p. 759, 760); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Secrétaires titulaires d'expansion économique)* [25 avril 1951] (p. 3964); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à supprimer les subventions à l'Association française de l'accroissement de la productivité* (p. 3970, 3971); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre aux rapporteurs du Conseil économique d'assister aux débats de l'Assemblée Nationale* [7 février 1951] (p. 846); Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir l'entrée au Conseil économique des Ministres, Secrétaires d'Etat et Commissaires du Gouvernement* (p. 881); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951, Etat B, COMMUNICATIONS : *Prêts à la S.N.C.F.* [6 mai 1951] (p. 4694, 4695).

**GRENIER (M. Fernand)**, Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président de cette commission [J.O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [J.O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J.O. du 21 janvier 1949] (p. 817), [J.O. du 20 janvier 1950] (p. 739).

#### Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de loi sur le transport des périodiques, n° 684. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à constituer des sociétés de messageries, n° 685. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la révision des accords Blum-

Byrnes et à assurer la protection du film français, n° 3140. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française, n° 4182. — Le 22 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à empêcher la fermeture de l'usine de pianos Pleyel, n° 4661. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger que, pour chaque film tourné dans les studios français en langue étrangère, soit réalisée une version intégralement française de ce même film réalisée par des auteurs, des techniciens, des acteurs et des ouvriers français, n° 9124. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à subventionner l'érection à Châteaubriant d'un monument du souvenir, n° 9276. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la presse sur les propositions de loi : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certains formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse; 2° de M. Thuillier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 9601. — Le 8 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur les propositions de loi : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 7744) tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse; 2° de M. Thuillier et plusieurs de ses collègues (n° 7796) tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1949, relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 11543.

### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône [28 novembre 1946] (p. 28). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives; Art. 13 : *Application de la loi aux départements français d'outre-mer* [23 décembre 1946] (p. 297). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 44 : *Son amendement tendant à diminuer les taxes qui frappent les petites*

*et moyennes exploitations cinématographiques* [6 février 1947] (p. 197); *le retire* (p. 200); — sur le projet de loi portant suppression de l'autorisation de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 498); — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat C, **RADIODIFFUSION FRANÇAISE : Discussion générale** [7 mars 1947] (p. 777, 778, 780). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique française en Indochine [14 mars 1947] (p. 851). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher que se reconstitue, à la faveur des événements créés par la grève du livre, un monopole de fait dans la distribution des journaux, lequel placerait ces derniers sous le contrôle direct d'intérêts privés, portant ainsi une grave atteinte à l'indépendance et à la liberté de la presse [14 mars 1947] (p. 855); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [21 mars 1947] (p. 994, 995, 996). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1141 à 1144, 1147, 1148); Art. 2 : *Son amendement tendant à remettre aux coopératives de presse elles-mêmes la distribution des journaux* (p. 1155); Art. 7 : *Amendements de M. Charles Lussy tendant à ce qu'à l'échelon national, il ne puisse y avoir qu'une seule coopérative de messageries* (p. 1159, 1160); Art. 11 : *Amendement de M. Lucien Dutard tendant à ce que 25 0/0 des excédents distribuables soient versés au comité d'entreprise* (p. 1162); Art. 17 : *Son amendement tendant à transférer aux sociétés coopératives de messageries les biens utiles à leur exploitation appartenant aux entreprises de messageries qui auront dû cesser de fonctionner en exécution de la loi* (p. 1163, 1164, 1165); *Ses observations sur la reprise de la discussion de l'amendement de M. d'Astier de la Vigerie à l'article 17* [28 mars 1947] (p. 1242, 1251); *Ses observations sur l'ensemble de la proposition* [29 mars 1947] (p. 1310, 1311); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République [29 mars 1947] (p. 1319). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1265); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Projet relatif aux messageries de*

*presse* [28 mars 1947] (p. 1279); — sur une motion d'ordre relative à la date de discussion du projet de loi relatif aux messageries de presse [29 mars 1947] (p. 1319). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application par les services du Ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres, de la loi du 11 mai 1946, portant dévolution des biens des entreprises de presse, les incidents graves qui en résultent, notamment les menaces d'expulsion qui pèsent sur de nombreux journaux de la Résistance et, en conséquence, sur les mesures que le Ministre compte prendre pour prononcer immédiatement la dévolution des biens des entreprises visées par la loi du 11 mai 1946 [8 mai 1947] (p. 1524); la développe [23 mai 1947] (p. 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762), [30 mai 1947] (p. 1857, 1858, 1867), [20 juin 1947] (p. 2267, 2268, 2272, 2275). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de son interpellation relative à la dévolution des biens des entreprises de presse* [6 juin 1947] (p. 1965). — Pose une question à M. le Garde des Sceaux concernant l'audition des témoins à charge dans les procès de collaboration [11 juillet 1947] (p. 2991). — Est entendu dans la discussion : des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3572, 3573, 3574, 3575); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, Services civils); Art. 104 : *Amendement de M. Buron tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma* [31 juillet 1947] (p. 3742, 3743). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ravitaillement du maquis du Vercors* [28 octobre 1947] (p. 4924, 4925). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation du cinéma français et la revision des accords Blum-Byrnes [13 novembre 1947] (p. 5003); — sur les motifs du meeting de la salle Wagram et les sanglants incidents qui suivirent [13 novembre 1947] (p. 5003). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5032); *Débat sur le passage à la discussion des articles* (p. 5037); Art. 6 : *Création d'une banque de réescompte de la Sarre comme correspondant de la Banque de France en Sarre (Problème des bénéfices de guerre)* (p. 5039); *Ses explications*

*de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 5041). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Demande de discussion d'une proposition de modification du règlement* [29 novembre 1947] (p. 5260). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République : *Discussion générale (contre la clôture)* [29 novembre 1947] (p. 5273, 5274); *Ses explications de vote contre la motion tendant au rejet en bloc de tous les amendements* (p. 5284 et suiv.); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Son rappel au règlement (Application de la censure à M. Calas)* [29 novembre 1947] (p. 5337); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations contre la clôture* (p. 5393); Art. 2 : *Ses observations contre l'article* (p. 5405 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5459); *Son rappel au règlement (Attitude déplacée de l'Assemblée)* (p. 5475). — Demande à interpellier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à la situation dramatique de l'industrie cinématographique française [29 novembre 1947] (p. 5428). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 6 décembre 1947 : *Attitude de Mme Ginollin en 1940 et ses efforts pour la réparation de l'Humanité* [9 décembre 1947] (p. 5563); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de son interpellation sur la situation du cinéma français* [21 décembre 1947] (p. 5639). — Dépose une demande d'interpellation : sur les actes d'hostilité contre l'U.R.S.S. et les conséquences néfastes de ces procédés [12 décembre 1947] (p. 5691); en demande la discussion immédiate (p. 5691); la développe (p. 5704, 5705, 5706, 5707, 5708); — sur les atteintes à la liberté de la presse concernant les journaux de province : *Saisies d'exemplaires, censure, interdictions de paraître, menaces et perquisitions* [16 décembre 1947] (p. 5782). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [18 décembre 1947] (p. 5878, 5879); — d'une proposition de résolution tendant à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de renvoyer le débat à une autre séance* [19 décembre 1947] (p. 5943); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947]

(p. 6007, 6008, 6009, 6010, 6011); — du projet de loi portant reconduction des crédits du budget 1947 à l'exercice 1948; Etat I, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, chap. 002 : *Amendement de Mme Darras tendant à augmenter de 500 francs les dépenses relatives aux allocations provisoires d'attente* [26 décembre 1947] (p. 6284); INTÉRIEUR, chap. 125 : *Son amendement relatif aux indemnités du personnel de la Sûreté nationale* [27 décembre 1947] (p. 6344, 6345); *Question des allocations d'essence au parti communiste* (ibid.). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Appel de M. Barangé aux auteurs d'amendements*) [26 décembre 1947] (p. 6292); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6334, 6335). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Smaïl tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne : *Discussion générale (Suppression de l'essence au parti communiste)* [29 décembre 1947] (p. 6429, 6430) — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation dramatique du cinéma français et l'utilisation des recettes des films américains bloquées par le Gouvernement [15 janvier 1948] (p. 177); — sur les conditions financières, administratives et commerciales de l'exploitation de l'agence Havas depuis la Libération [15 janvier 1948] (p. 177). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1889, 1890, 1891, 1896, 1897); *Son contre-projet* (p. 1898); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1961, 1962). — Est entendu pour un fait personnel (*Insinuations sur M. Livry-Level, sa fortune et ses liaisons avec des trusts*) [18 mars 1948] (p. 1963, 1964). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Internement aux U. S. de Mme Joliot-Curie)* [19 mars 1948] (p. 1993); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance (2<sup>e</sup> partie : *Déportés politiques*); Art. 3 : *Amendement de M. Mouton tendant à compléter l'article par un alinéa relatif aux internés condamnés en vertu de lois abrogées* [19 mars 1948] (p. 2008); — du projet de loi

portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2053, 2054, 2055). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Interruption de la session jusqu'au 20 avril*) [20 mars 1948] (p. 2062, 2063); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Doute sur le vote à mains levées*) [4 mai 1948] (p. 2505) (*Débat sur les subventions à l'industrie cinématographique*) [15 juin 1948] (p. 3540, 3541). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2729). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur l'industrie cinématographique*) [22 juin 1948] (p. 3808). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Sabotages communistes en 1939)* [23 juin 1948] (p. 3869); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Gresa tendant à maintenir le statu quo* [24 juin 1948] (p. 3937); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Situation de la presse* [26 juin 1948] (p. 4047, 4048); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 302 : *Information et propagande* [29 juin 1948] (p. 4136); RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Partialité de la radio* [29 juin 1948] (p. 4139, 4140); INTÉRIEUR : *Discussion générale (Appareils d'écoute de la police sur les lignes téléphoniques)* [19 juillet 1948] (p. 4833); Chap. 302 : *Commissions de l'administration centrale* [27 juillet 1948] (p. 4921, 4922); Chap. 309 : *Frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 4925, 4926); *Difficultés de diffusion de journaux communistes* (ibid.); Chap. 311 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 142 millions les crédits pour frais de déplacement des C. R. S.* (p. 4930); AFFAIRES ALLEMANDES; Chap. 617 : *Ses observations sur la politique française en Allemagne* [30 juillet 1948] (p. 5147); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 100 : *Observations relatives à la politique suivie en Sarre* (p. 5148); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100 : *Ses observations sur la répartition des matières premières* [31 juillet 1948] (p. 5183). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la discussion sur le cinéma*) [28 juin 1948] (p. 4099, 4100). — Prend part à la dis-

cussion du projet de loi instituant une aide à l'industrie du cinéma : *Discussion générale (Situation lamentable du cinéma français* [29 juin 1948] (p. 4121 et suiv., 4124 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet accordant une subvention d'un milliard* (p. 4129); Art. 2 : *Son amendement tendant à excepter de la taxe de sortie des films les films français* [30 juillet 1948] (p. 5091, 5092); *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie des films* (p. 5093); *Son amendement tendant à réduire à 25 francs par mètre la taxe sur les films en version originale* (p. 5093); *Son amendement tendant à exempter de la taxe de sortie les films non exploités commercialement* (p. 5094); Art. 3 : *Amendement de M. Brault tendant à inclure dans le conseil d'administration un représentant des syndicats de techniciens* (p. 5096, 5097); Art. 4 : *Amendement de Mme Nédelec tendant à ne pas accorder d'aide aux films réalisés avec participation étrangère* (p. 5099); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5102, 5103); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Ses observations sur le quatrième alinéa concernant les coproductions* [16 septembre 1948] (p. 6553, 6554); Art. 5 : *Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'aide aux exploitants* (p. 6555, 6556); *Son amendement tendant à aider tous les exploitants sans distinction* (p. 6556); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6557, 6558). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du projet de loi sur le cinéma*) [15 juillet 1948] (p. 4611). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des Finances*) [30 juillet 1948] (p. 5138). — Dépose une demande d'interpellation : sur la suspension de la projection du film documentaire « 1948 » par ordre du Ministre de l'Intérieur [26 novembre 1948] (p. 7285); — sur les atteintes à la liberté d'expression constituées par le décret du 7 décembre 1948 sur la production et l'exploitation de films cinématographiques non commerciaux [16 décembre 1948] (p. 7656). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 13 bis : *Amendement de M. Félix tendant à prévoir la réforme des entreprises nationalisées et de la sécurité sociale* [23 décembre 1948]

(p. 7924); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la crise du cinéma français; le meeting antisoviétique de la salle Wagram et le procès Pucheu* [31 décembre 1948] (p. 8222, 8223, 8224, 8225); Art. 42 : *Augmentation de la taxe radiophonique* (p. 8276, 8277); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* [21 janvier 1949] (p. 96); Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à constituer la Commission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice* [27 janvier 1949] (p. 144); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chef de journaux condamnés pour collaboration* (p. 152); Art. 12 : *Son amendement tendant à réserver 95 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 175). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur les atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique [8 février 1949] (p. 404, 405, 406). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du délégué de la France au Conseil de sécurité de l'O.N.U., repoussant la proposition soviétique de désarmement [18 février 1949] (p. 743). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Son amendement tendant à ne pas limiter le texte aux entreprises nationales existantes* [8 mars 1949] (p. 1356); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1679, 1681); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Justice; Chap. 116 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'administration centrale* [22 mars 1949] (p. 1722, 1723); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 161 : *Etablissements d'enseignement de la direction de la jeunesse et des sports (Ses observations sur la publication d'écrivains français en U. R. S. S.)* [5 avril 1949] (p. 2055, 2056). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des prési-

dents : *Amendement de M. Charlot tendant à siéger le samedi 16, le dimanche 17 et le lundi 18 avril 1949* [5 avril 1949] (p. 2066). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Chap. 111 : *Ses observations sur l'absence du Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2178); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la grève des égoutiers)* [14 avril 1949] (p. 2478); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Affaires étrangères; Chap. 505 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les subventions des organismes internationaux (Groupes fédéralistes)* [14 avril 1949] (p. 2481, 2482); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Florimond Bonte : *Son rappel au règlement (Renvoi du scrutin public à la tribune)* [2 juin 1949] (p. 3048). — Est entendu sur les réponses des Ministres à des questions orales (*Procédure des questions orales*) [3 juin 1949] (p. 3129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Discussion générale* [7 juin 1949] (p. 3192, 3193, 3194, 3195, 3197); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4275). — Pose une question à M. le Secrétaire d'Etat relative aux suppressions exigées dans le film « Clochemerle » et à la modification de la composition de la Commission de censure par le Gouvernement [10 juin 1949] (p. 3289, 3290). — Dépose une demande d'interpellation : sur la projection en France du film américain « Le Rideau de fer » [17 juin 1949] (p. 3524); — sur le refus du Gouvernement d'accorder le visa de censure au film soviétique « La dernière nuit » [17 juin 1949] (p. 3521). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation sur le film américain « Le Rideau de fer »* [21 juin 1949] (p. 3567). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative à la suppression de l'émission radiophonique « Chants et chœurs soviétiques » [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4025). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement :

*Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4148, 4149); Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9149 : *Matériel de transmission de la sûreté nationale (Ses observations sur la projection du film « Le rideau de fer »)* [5 juillet 1949] (p. 4200, 4201, 4202); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 9089 : *Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4204, 4205); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4559, 4560); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radiodiffusion française; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4931, 4932). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur le cas de M. Cyprien Quinet, Député communiste*) [26 juillet 1949] (p. 5275, 5276). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 287). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements de personnel de la grande usine de tracteurs M. A. P. de Saint-Denis [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1516, 1517); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 février 1950] (p. 1536) — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2009); Article unique : *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* [15 mars 1950] (p. 2083); *Son rappel au règlement (Droit à la parole de M. Djemad* (p. 2101, 2102). — Est entendu sur le conflit de compétence entre deux Commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2128). — Dépose une demande d'interpellation sur



l'arbitraire gouvernemental en matière de censure cinématographique [23 mai 1950] (p. 3794). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RADIO-DIFFUSION, Chap. 1000 : *Ses observations sur radio Monte-Carlo* [2 juin 1950] (p. 4206, 4207, 4208, 4209, 4210); Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (émissions vers l'étranger)* (p. 4212); *le retire* (ibid.); Chap. 6090 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement des travaux de reconstruction et d'équipement* [5 juin 1950] (p. 4233); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 3090 : *Crédits affectés aux Nord-africains* [5 juin 1950] (p. 4259); *Son amendement tendant à rétablir les crédits du Gouvernement pour ce chapitre* (p. 4261); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour l'administration centrale (Ses observations sur la censure cinématographique dirigée contre les films soviétiques)* [14 juin 1950] (p. 4742, 4743, 4744, 4745, 4746, 4747). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'atteinte à la liberté de la presse que constitue le refus d'imprimer *l'Algérie libre* [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur la violation du secret de la correspondance pratiquée sur l'ordre du Gouvernement [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7457, 7461). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du statut du personnel navigant et de son interpellation sur le procès David-Rousset contre Lettres Françaises*) [28 novembre 1950] (p. 8240). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intervention du substitut Bécognée dans l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français sur les instances d'une ambassade étrangère [29 novembre 1950] (p. 8279); Et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 décembre 1950] (p. 8951, 8952, 8953, 8954, 8955, 8956). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9785, 9786, 9787); — du

projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* [4 janvier 1951] (p. 106); *Discussion générale* (p. 122); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas appliquer le transfert aux journaux n'ayant pas été condamnés* (p. 144); *Continuation du débat jusqu'à 2 heures du matin* (p. 149). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction en France d'une série de publications soviétiques [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 523). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (*Son rappel au règlement, absence des parlementaires aux débats*) [2 février 1951] (p. 714). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'interdiction en France de revues soviétiques* [6 février 1951] (p. 805, 806, 807, 808); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Vol de publications soviétiques à lui envoyées)* (p. 810); RADIO-DIFFUSION : *Son rappel au règlement (Vote des parlementaires des groupes non représentés en séance)* [10 avril 1951] (p. 3005); Chap. 6040 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour frais de recouvrement de la taxe radiophonique* (p. 3031, 3032, 3033); P.T.T., Chap. 3010 : *Fournitures de l'administration centrale (Non distribution du courrier adressé avenue Staline)* [2 mai 1951] (p. 4476, 4477). — Dépose une demande d'interpellation sur les saisies arbitraires de films effectuées au cours de leur fabrication [6 avril 1951] (p. 2809). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti 30 listes de candidats pour qu'il soit national* [28 avril 1951] (p. 4195, 4196); Art. 28 : *Son amendement tendant à faire mentionner les apparentements en caractères gras* (p. 4202); Art. 30 : *Frais d'affichage (Fonds de propagande de « Paix et Liberté »)* (p. 4204); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Amendement de*

*M. Verneyras tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au Centre de cinématographie* [7 mai 1951] (p. 4754, 4759).

**GRÉSA (M. Jacques), Député de la Haute-Garonne.**

*Questeur,*

*puis Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné par la Commission des finances en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabac [10 février 1948] (**F. n° 203**). — Est nommé membre de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N. C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549).

#### Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1946, ayant trait aux brevets d'invention déposés depuis 1939 et non exploités, **n° 199**. — Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de Gourdan-Polignan (Haute-Garonne) en école nationale professionnelle d'artisanat rural, **n° 811**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation des aspirants de réserve de l'armée de l'air, nommés sous-lieutenants à leur sortie de l'Ecole des cadres et démobilisés faute d'avoir pu présenter, dans les délais prévus, une demande d'activation, **n° 875**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été « activés » de nombreux officiers de réserve de l'armée de l'air issus des Forces françaises de l'intérieur,

**n° 876**. — Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'une Ecole nationale professionnelle à Toulouse, **n° 899**. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques au cours de la guerre 1939-1945 des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927, **n° 1205**. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les inventeurs d'une extension du délai de grâce pour le paiement des taxes d'annuités des brevets, **n° 1303**. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1946 concernant la limite d'âge des fonctionnaires et à modifier les bases du calcul de la retraite, **n° 1347**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A. — Travaux publics et transports. — III. — Secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, **n° 1556**. — Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les conditions actuelles de fonctionnement des centres d'apprentissage de l'industrie aéronautique en attendant la réforme complète de la formation professionnelle, **n° 1570**. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur les dispositions de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 concernant les ayants cause des retraités militaires proportionnels devenus fonctionnaires civils, **n° 1610**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les lignes aériennes postales de nuit, **n° 1673**. — Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été « activés » de nombreux officiers de réserve de l'armée de l'air issus des Forces françaises de l'intérieur, **n° 1737**. — Le 20 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les chefs d'atelier des forges et les chefs jardiniers des écoles nationales vétérinaires des dispositions du décret du 16 janvier 1947, **n° 1787**. — Le 2 juillet 1947, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à hâter la publication du tableau spécial prévu par la loi du 22 mai 1946 et fixant les conditions de prise de rang des aspirants de l'armée de l'air en vue de leur nomination au grade de sous-lieutenant, n° 1885. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à admettre pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux la déduction du salaire de la femme mariée travaillant avec son conjoint, n° 1934. — Le 9 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai les projets de loi concernant la péréquation des retraites, n° 1963. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 janvier 1948 les délais prévus à l'article 75 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant organisation de l'ordre des comptables et des experts-comptables, n° 2137. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux étudiants boursiers de l'Etat, aux élèves-maîtres des écoles normales, aux élèves des centres d'apprentissage et établissements d'enseignement technique les facilités de transports accordées aux militaires permissionnaires, n° 2324. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux tributaires des lois du 29 juin 1927 concernant le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie Nationale et du 21 mars 1928 portant réforme des régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, l'indemnité provisionnelle accordée par les décrets des 16 janvier 1947 et 24 juillet 1947, n° 2405. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre au plus tôt toutes mesures propres à lutter avec efficacité contre les invasions de criquets dans la région du Sud-Ouest et en particulier dans le département de la Haute-Garonne ; 2° à attribuer des secours immédiats aux agriculteurs victimes des ravages occasionnés par les criquets, n° 2406. — Le 28 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 7,50 0/0 taux des remises allouées aux débitants de tabacs, n° 2520. — Le 18 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1947 un nouvel acompte provisionnel aux fonctionnaires et agents des services publics et

à réaliser le reclassement général de la fonction publique, n° 2669. — Le 21 novembre 1947, une proposition de loi concernant le droit à pension de réversion des veuves des fonctionnaires retraités par application des dispositions de l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, n° 2693. — Le 21 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et développer les postes et orchestres régionaux de la Radiodiffusion française, n° 2694. — Le 28 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter la publication du tableau spécial prévu par la loi du 22 mai 1946 et fixant les conditions de prise de rang des aspirants de l'armée de l'air en vue de leur nomination au grade de sous-lieutenant, n° 2733. — Le 3 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation des aspirants de réserve de l'armée de l'air, nommés sous-lieutenants à leur sortie de l'Ecole des cadres et démobilisés faute d'avoir pu présenter, dans les délais prévus, une demande d'activation, n° 2772. — Le 20 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi portant réforme de la loi du 14 avril 1924 et à faire connaître à l'Assemblée Nationale, les modalités suivant lesquelles il compte réaliser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, la première étape de la péréquation des pensions de retraite civiles et militaires, n° 3494. — Le 11 mars 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France, n° 3787. — Le 20 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires). Travaux publics et transports. — III. Aviation civile et commerciale (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-50), n° 4046. —

Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter : 1° d'une part, les dispositions des articles 19 et 29 du statut général des fonctionnaires portant création et attributions du Conseil supérieur de la fonction publique en ce qui concerne les suppressions d'emplois effectuées par la Commission de la guillotine ; 2° d'autre part, les dispositions concernant les commissions administratives paritaires et les comités techniques paritaires, les mesures prises dans la confusion et l'incohérence les plus extrêmes, sans qu'intervienne la réorganisation administrative, jetant sur le pavé des dizaines de milliers de fonctionnaires, **n° 4133**. — Le 16 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la Fédération nationale aéronautique une subvention de dix millions de francs au titre de la quinzaine aéronautique internationale organisée à Paris du 8 au 22 août 1948, **n° 4580**. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la Fédération nationale aéronautique une subvention de dix millions de francs au titre de la quinzaine aéronautique internationale organisée à Paris du 8 au 22 août 1948, **n° 4880**. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le problème du reclassement des traitements de la fonction publique, à fixer le minimum vital applicable aux fonctionnaires et à accorder un acompte minimum de 2.500 francs par mois, **n° 4932**. — Le 17 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, **n° 5280**. — Le 25 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les agriculteurs, viticulteurs et maraîchers de la Haute-Garonne victimes de calamités agricoles au cours de l'année 1948, **n° 5389**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, une proposition de loi tendant à instituer un régime de prestations-pensions pour le personnel navigant de l'aéronautique civile, **n° 5436**. — Le 7 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant validation et modification

de l'acte dit loi n° 531 du 4 octobre 1943 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, **n° 5446**. — Le 28 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité mensuelle de 3.000 francs aux fonctionnaires et assimilés et de 2.000 francs aux retraités, **n° 5961**. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, **n° 6249**. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6519**. — Le 2 mars 1949, une proposition de loi tendant à préciser le droit à pension des fonctionnaires entrés tardivement dans les cadres, **n° 6633**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7078**. Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une indemnité immédiate de 3.000 francs par mois aux fonctionnaires titulaires et auxiliaires appartenant aux catégories les plus défavorisées ; 2° à titulariser les auxiliaires occupant un emploi permanent ; 3° à verser aux auxiliaires de bureau le complément qui leur est dû au titre de la 2<sup>e</sup> tranche du reclassement ; 4° à réaliser dans les moindres délais la 3<sup>e</sup> tranche du reclassement des fonctionnaires postiers, agents des services publics et assimilés, **n° 7424**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin que soit réalisée dans les plus brefs délais, la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires (y compris les retraites des agents des collectivités locales), **n° 8109**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la grande détresse des retraités

civils et militaires, à réaliser effectivement et sans délai la péréquation intégrale des retraites, conformément aux dispositions des lois du 20 septembre 1948 (modifiant la loi du 14 avril 1924) et du 2 août 1949 (ouvriers des établissements industriels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928) dispositions dont le bénéfice doit être également étendu aux agents des collectivités locales, de l'Imprimerie nationale et des régimes d'outre-mer, n° 8317. — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à réaliser au 1<sup>er</sup> janvier 1950 le reclassement intégral des fonctionnaires, postiers, agents des services publics et assimilés, dans le cadre du statut de la fonction publique, n° 8330. Le 20 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des dégrèvements d'impôts au titre de l'année 1949 en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse, n° 8783. — Le 27 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier dans les moindres délais les décrets d'assimilation et les arrêtés d'échelonnement dont la non-parution retarde la liquidation sur les bases de la péréquation, des pensions de certaines catégories de fonctionnaires retraités, n° 9070. — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux d'aménagement hydraulique de la Montagne-Noire (Haute-Garonne), n° 9173. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de droits de succession les rappels d'arrérages de pensions dus à des retraités décédés, n° 9345. — Le 14 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Coustou et Guesdon tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs, pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéroclubs, pour les jeunes de moins de 21 ans, n° 9476. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à attribuer aux personnels civils et militaires de l'Etat dans les conditions du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, une majoration de reclassement qui ne saurait être inférieure : 1° aux deux tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1950; 2° aux quatre tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1950; 3° au double de la majora-

tion fixée par le décret susvisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1951, n° 9547. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant : 1° à réaliser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950 la revalorisation effective des traitements, soldes et retraites des fonctionnaires civils et militaires en fixant le minimum vital défini à l'article 32 du statut de la Fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950 sur la base du budget type établi au Conseil supérieur de la Fonction publique, à 19.000 francs par mois, soit 228.000 francs annuellement; 2° à porter le traitement net à l'indice 100 à 22.800 francs par mois par application du 120 0/0 prévu à l'article 32 du statut de la Fonction publique, n° 9548. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des mois de mai et juin 1950, n° 10848. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes, fixées pour l'accès de certains agents des régies financières à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946, n° 10849. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 11241. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre, n° 11278. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'extension aux retraités tributaires des lois des 20 septembre 1948 et 2 août 1949 des dispositions du décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950 portant attribution d'un complément de rémunération à titre de minimum garanti, n° 11279. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de 1951 les crédits nécessaires à la réalisation du plan de défense de la ville de Toulouse contre les inondations et à tout mettre en œuvre pour l'achèvement rapide des travaux correspondants, n° 11541. — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant : 1° à revaloriser à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1950 les traitements et retraites des fonctionnaires et agents des services publics par la fixation du traitement de base à l'indice 100 par référence au salaire

moyen de la métallurgie parisienne, conformément aux règles retenues en 1947-1948 pour l'établissement des échelles de traitement dans le cadre du reclassement de la fonction publique; 2° à verser à tous les fonctionnaires et retraités un acompte mensuel uniforme au moins égal au 1/12<sup>e</sup> de la majoration annuelle du traitement de base soit 4.250 francs à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1950, n° 11362. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0/0 en janvier aux fonctionnaires et agents des services publics, n° 11711. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à verser aux retraités de l'Etat tributaires de la loi du 2 août 1949 : arsenaux (air-guerre-marine), poudreries, cartoucheries, magasins administratifs, etc., le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation qui s'impose impérieusement et qui est constamment et arbitrairement retardée, n° 11903. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat, des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer, accordées au titre de la loi du 2 août 1949 et de la loi du 1<sup>er</sup> août 1950, n° 12441. — Le 6 août 1951, une proposition de loi tendant : 1° à revaloriser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951, les traitements et retraités des fonctionnaires et agents des services publics par la fixation du traitement de base à l'indice 100 à 215.000 francs par référence au salaire moyen de la métallurgie parisienne, conformément aux règles retenues en 1947-1948 pour l'établissement des échelles de traitement dans le cadre du reclassement de la fonction publique; 2° à verser aux fonctionnaires et retraités un acompte mensuel de 6.500 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1951, n° 12720. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à se conformer aux amendements adoptés par l'Assemblée Nationale le 4 avril 1951 et par le Conseil de la République le 19 avril 1951 afin : 1° d'améliorer sans retard le reclassement indiciaire des receveurs buralistes de 1<sup>re</sup> classe; 2° d'unifier les catégories dans la 2<sup>e</sup> classe; 3° d'accorder le bénéfice du salaire national

minimum interprofessionnel garanti aux receveurs-buralistes de 2<sup>e</sup> classe; 4° de leur attribuer la prime de transport, n° 13241. — Le 22 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux gardes forestiers et aux agents dépendant du Ministère de l'Agriculture le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945, n° 13349.

### Interventions :

Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 48). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 15 : *Son amendement tendant à soumettre à l'avis d'une Commission paritaire les décrets d'annulation de crédits et de modification de services* [21 décembre 1946] (p. 222). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 130); Art. 1<sup>er</sup> : *Retraités bénéficiaires de la loi de 1928* (p. 137); Art. 5 : *Amendement de M. Pineau tendant à maintenir les indemnités payées pour les heures supplémentaires comprises entre quarante et quarante-cinq heures* (p. 138). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 56 bis : *Son amendement tendant à ne déduire des profits illicites à confisquer aucune provision de quelque nature que ce soit* [6 février 1947] (p. 204); — de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 424 et suiv., 429); — du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 716) — Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de l'Aude [13 mars 1947] (p. 840). — Est entendu sur une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur le budget [29 mai 1947] (p. 1778). — Prend part à la discussion du

projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 27 bis (nouveau) : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de cet article relatif à la limite d'âge des agents contractuels et auxiliaires* [29 mai 1947] (p. 1788); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à reculer à l'âge de 28 ans l'embauchage dans les services publics* (p. 1790); Art. 130 bis : *Son article additionnel relatif à l'interdiction d'extension des locaux administratifs* (p. 1840, 1841); Art. 25 : *Son amendement tendant à faire bénéficier les cadres du génie de l'air de la loi du 30 mars 1927 sur le fonds de prévoyance de l'aéronautique* (p. 1847); TRAVAUX PUBLIQUES ET TRANSPORTS : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [3 juillet 1947] (p. 2696, 2697, 2698, 2699, 2700); *Critique du Stamp* (p. 2702); Chap. 150 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* [4 juillet 1947] (p. 2720); Chap. 318 : *Frais de déplacement et mission* (p. 2723); Chap. 343 : *Missions à l'étranger* (p. 2726); Chap. 519-2 : *Exploitation de la ligne France—Antilles* (p. 2729); Chap. 613 : *Suppression de lignes postales de nuit* (p. 2729); PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Services de contre-espionnage* [10 juillet 1947] (p. 2910); P. T. T., Chap. 310 : *Frais de transport des correspondances (Lignes aériennes de nuit)* [11 juillet 1947] (p. 2973); PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 709 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour couverture du déficit provenant des importations de produits industriels* (p. 3009, 3010); *le retire* (p. 3011); EDUCATION NATIONALE, Chap. 150 : *Traitements du personnel des établissements publics d'enseignement technique* [22 juillet 1947] (p. 3397, 3398); Chap. 195 : *Traitements du personnel des écoles nationales d'art départementales* (p. 3402). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1947 (Budget général); Art. 2 additionnel : *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à déduire des bénéfices imposables le salaire du conjoint* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3858); *Son amendement tendant à constater la nullité de la loi du 5 octobre 1941* (p. 3872, 3873). — Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1858, 1859, 1860, 1863, 1864); — de l'interpellation de M. Lespès

sur la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2091); — de la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraite des fonctionnaires des services publics [17 juin 1947] (p. 2145, 2146, 2147). — Participe à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2266). — Dépose une proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer des projets de loi concernant la péréquation des retraites [9 juillet 1947] (p. 2881). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos invitant le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2927); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3080, 3081, 3082); — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) [6 août 1947]; AIR : *Discussion générale* (p. 3954, 3955, 3956, 3957); Etat A, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel de série aérien* (p. 3964); *le retire* (ibid.); Etat E, Chap. 902 : *Equipement industriel (Usines Latécoère)* (p. 3966); — du projet de loi sur le dégage ment des cadres de fonctionnaires : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner les débats* [12 août 1947] (p. 4254, 4255, 4257); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4286); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Son amendement concernant les bonifications de services accordées aux militaires et marins dégagés* [21 août 1947]; (p. 4543); *le retire* (p. 4544). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incidents du camp de Noë le 14 septembre [28 octobre 1947] (p. 4914); — sur les conséquences de la non-application de la loi du 11 mai 1946 concernant la dévolution à l'Etat des biens des journaux ayant paru sous l'occupation [30 octobre 1947] (p. 4983). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5219, 5220, 5221, 5222, 5223); Art. 1<sup>er</sup> : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat* (p. 5227); — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécu-

rité : *Discussion générale* [9 décembre 1947] (p. 5571, 5572, 5573, 5574, 5575) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; Art. 2, Etat B : *Reclassement du personnel* [24 décembre 1947] (p. 6234) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 6.731.246.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6557, 6558, 6559, 6560, 6561, 6562, 6563) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Création d'un emploi de secrétaire général au Ministère des Forces armées* [31 décembre 1947] (p. 6682) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires en 1948, amendé par le Conseil de la République ; Art. 16 : *Son amendement tendant à reprendre le texte déjà voté par l'Assemblée Nationale concernant les droits sur les produits pétroliers* [5 janvier 1948] (p. 85). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. Ducloux à la liste établie par les présidents de groupes* [14 janvier 1948] (p. 157). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [14 janvier 1948] (p. 159). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Attitude de la majorité de l'Assemblée Nationale* [15 janvier 1948] (p. 172). — Donne sa démission de Secrétaire de l'Assemblée Nationale [15 janvier 1948] (p. 175). — Est entendu sur la démission de membres du Bureau de l'Assemblée Nationale [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 391, 392, 393, 394, 395, 396) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1 million les crédits* [5 février 1948] (p. 447) ; *Amendements de MM. Anxionnaz et Masson tendant à réduire les crédits accordés* [6 février 1948] (p. 489, 490) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter la majoration provisoire pour les fonctionnaires* (p. 492, 493) ; *Son amendement tendant à fixer un minimum de 24.000 fr. à cette majoration* (p. 493) ; *Son amendement*

*relatif à la péréquation des pensions* (p. 493, 494) ; Art. 5 : *Amendement de Mme Guérin relatif à l'indemnité de résidence* (p. 505, 506) ; Art. 5 bis : *Indemnité compensatrice aux fonctionnaires* (p. 510) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Indemnités de résidence* [27 février 1948] (p. 1167) ; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions militaires et celui des traitements* (p. 1163) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1172) ; — de la proposition de résolution en faveur des travailleurs du taxi : *Discussion d'urgence* [6 février 1948] (p. 499) ; — de sa proposition de résolution relative au maintien et au développement des orchestres et des postes régionaux : *Ses explications de vote* [12 février 1948] (p. 672) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'électrification rurale* [25 février 1948] (p. 1116). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'hydravion Laté 631-7 et la mort de l'équipage [26 février 1948] (p. 1158). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France, en qualité de Rapporteur pour avis [16 mars 1948] (p. 1735, 1736) ; *Discussion générale* (p. 1741, 1742, 1743) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Faure tendant à prévoir une société d'économie mixte* [29 avril 1948] (p. 2334) ; *Amendement de M. Bouret tendant à faire de la Compagnie une société anonyme* (p. 2335) ; *Amendement de M. Bouret tendant à interdire à la Compagnie de fabriquer du matériel d'aviation* (p. 2338) ; Art. 4 : *Amendements de MM. Anxionnaz, Lécirvain-Servoz, Faure et Bouret relatifs à la composition du conseil d'administration* (p. 2345) ; Art. 7 : *Son amendement relatif au contrôle financier de l'Etat* (p. 2346) ; *Voyages de contrôle* (p. 2346, 2347) ; Art. 4 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bouret relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2362) ; Art. 9 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Benoist relatif aux cahiers des charges* (p. 2364, 2365) ; Art. 18 : *Son amendement relatif à l'indemnisation des porteurs d'actions* (p. 2376) ; *Son amendement tendant à insérer un article relatif au calcul de la valeur de remboursement des actions* (p. 2378) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2380) ; — du nouveau projet de



loi portant institution de la Compagnie Air-France ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création de la Compagnie Air-France et définition de son objet* [4 mai 1948] (p. 2512) ; Art. 4 : *Amendement de M. Faure tendant à céder 30 0/0 des actions à des sociétés publiques et privées* (p. 2513) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1960, 1961) ; — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (Languedoc-101)* [23 juin 1948] (p. 3859) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à maintenir le statu quo* [24 juin 1948] (p. 3930, 3931, 3932, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937) ; *Son amendement tendant à maintenir la S.N.E.C.M.A. en pleine activité* [25 juin 1948] (p. 3974) ; Art. 2 : *Sa demande de disjonction* (p. 3987, 3988) ; Art. 3 : *Etablissement d'un bilan par l'administrateur spécial* (p. 3995, 3996) ; *Amendement de Mme Nedelec tendant à réajuster les prix de la S. N. E. C. M. A. avec effet rétroactif* (p. 3998) ; Art. 4 : *Amendement de M. Métayer tendant à soumettre les décisions importantes au Gouvernement* (p. 4003) ; Art. 5 : *Amendement de M. Ballanger tendant à régler les arriérés dus par l'Etat à la S. N. E. C. M. A.* (p. 4005, 4006) ; Art. 6 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à prévoir une augmentation de capital et une avance de trois milliards* (p. 4007, 4008) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A, SECTION GUERRE : *Question préalable posée par M. Monteil* [8 juillet 1948] (p. 4477) ; SECTION AIR, Chap. 120 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour la solde des officiers* [15 juillet 1948] (p. 4601, 4602) ; Chap. 331 : *Son amendement tendant à réduire de 44.250.000 francs les crédits pour l'armement de l'armée de l'air* (p. 4622, 4623, 4624) ; Chap. 912 : *Matériel de série de l'air* [16 juillet 1948] (p. 4651) ; Etat D, Chap. 931 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux neufs (O.N.E.R.A.)* (p. 4661, 4662, 4663) ; Chap. 932 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour équipement technique (Centre de Saint-Elix)* (p. 4663) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 août 1948] (p. 6329) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948, retour du Conseil de la Répu-

blique : *Vote de ces crédits en l'absence du groupe communiste* [20 juillet 1948] (p. 4867) ; — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux ; Art. 8 : *Amendement de M. Charlot relatif au combiné industriel de Decazeville* [29 juillet 1948] (p. 5024) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5025, 5026, 5027) ; Chap. 139 : *Contractuels du service de l'aviation légère et sportive* (p. 5031) ; Chap. 500 : *Subventions aux aéroclubs* (p. 5034) ; Chap. 519 : *Exploitation des lignes aériennes françaises* (p. 5035) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; Art. 17 : *Son amendement tendant à liquider les pensions sur la base du traitement moyen des six derniers mois* [6 août 1948] (p. 5483) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves* (p. 5487) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5592) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à éviter la transformation de sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* [17 août 1948] (p. 5823) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948 ; Art. 16 bis : *Son rappel au règlement (Prix du permis de chasse)* [20 août 1948] (p. 6056) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Garcia tendant à étendre au 4<sup>e</sup> trimestre 1948 cette reconduction* [23 août 1948] (p. 6117) ; Art. 5 : *Demande de suppression de l'article par le Gouvernement* (p. 6118) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6110) ; — du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6142) ; — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses pour 1948 (Investissements) ; Art. 10 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la taxe à la production* [27 août 1948] (p. 6388, 6389, 6390, 6391) ; — du projet de loi relatif à la réparation des dégâts causés par des crues et orages ; Article unique : *Ouverture de crédits* [27 août 1948] (p. 6392) ; — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de

l'exercice 1949 amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 décembre 1948] (p. 7781) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la fiscalité trop avide, la réforme administrative, le chômage dû au Plan Marshall, la ruine de l'industrie aéronautique, la réorganisation des services de la police, la situation des fonctionnaires trop mal payés et celle des retraités)* [22 décembre 1948] (p. 7858, 7859, 7860, 7861, 7862) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et portant dispositions d'ordre financier ; Article additionnel : *Son amendement tendant à détaxer l'essence consommée par les clubs d'aviation* [29 décembre 1948] (p. 8113). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

— Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Ses observations sur le reclassement de la fonction publique)* [21 janvier 1949] (p. 83, 84, 85) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative ; Article additionnel : *Amendement de M. Lecourt tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées, l'amélioration du reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 472). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur le rapport de la Cour des comptes* [22 février 1949] (p. 817) ; *Son amendement tendant à fixer la date de cette discussion au 1<sup>er</sup> mars* (p. 818). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances ; Chap. 100 : *Situation des retraités* [6 avril 1949] (p. 2165) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A, AIR, Chap. 122 : *Solde des sous-officiers et hommes de troupe, situation des aspirants de l'air* [16 juin 1949] (p. 3436). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions appliquées aux fonctionnaires ayant fait grève [17 juin 1949] (p. 3521). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à faire recenser les biens des sociétés nationalisées nécessaires au programme quinquennal* [28 juin 1949] (p. 3842, 3843, 3844, 3845) ; Art. 7 : *Demande de dis-*

*jonction présentée par le Gouvernement* (p. 3901, 3902) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Désignation des usines à maintenir en activité* [29 juillet 1949] (p. 5488, 5489, 5490) ; Art. 4 bis : *Amendement de M. Barangé tendant à supprimer le mot « quatre »* (p. 5492, 5493) ; — d'une proposition de loi portant revision du montant des patentes en 1949 : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3992) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4030) ; — du projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de bourse : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4032) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 18 bis : *Programmes d'achat d'Air-France* [7 juillet 1949] (p. 4370, 4371) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 44 bis : *Son amendement tendant à répartir les sommes mises en réserve depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1949* [24 juillet 1949] (p. 5161) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi accordant des allocations au personnel des chantiers de Provence, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5593) ; — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat ; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à trois ans la durée du service nécessaire pour obtenir éventuellement la titularisation* [10 novembre 1949] (p. 6068). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles s'est produite la catastrophe aérienne des Açores [10 novembre 1949] (p. 6073) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [15 novembre 1949] (p. 6101, 6102, 6103, 6104, 6105). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires : *Urgence* [24 novembre 1949] (p. 6212) ; — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6416, 6417, 6420) ; *Son ordre du jour demandant la péréquation immédiate des pensions* (p. 6423) ; *Son amendement à l'ordre du jour de M. Le Coutaller tendant à « inviter » le Gouvernement au lieu de « faire confiance » au Gouvernement* (p. 6424) ; *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Le Coutaller* (p. 6424) ; — d'une proposition de loi ouvrant un crédit supplémentaire pour les dépenses de l'Assemblée Nationale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 164 millions* [20 décembre 1949] (p. 7032) ; — du projet de loi de

finances pour l'exercice 1950 ; *Ses explications de vote sur la question de confiance sur la prise en considération du texte Gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7228, 7229) ; Art. 40 : *Reclassement de la fonction publique* [27 décembre 1949] (p. 7408, 7409) ; *Son amendement tendant à hâter la réalisation du reclassement* (p. 7411) ; *Son amendement tendant à ne pas bloquer les crédits nécessaires à la deuxième tranche du reclassement* (p. 7413) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant aucun crédit au reclassement des fonctionnaires, présentée par le Gouvernement* [31 décembre 1949] (p. 7652) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement des arrérages de pensions* (p. 7662) ; — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1972, 1973) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour Air-France* [26 avril 1950] (p. 2917, 2918) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3675, 3676) ; Article unique : *Son contre-projet tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés et à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en juin 1950* [15 juin 1950] (p. 4843, 4844) ; *Fixation du montant total des trois majorations de 1950 au double de la majoration versée en janvier 1949* [22 juin 1950] (p. 5152, 5153, 5154, 5155) ; *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant total de la majoration de 1950, présentée par le Gouvernement* (p. 5159). — Dépose une demande d'interpellation sur les deux catastrophes aériennes de Bahreim [19 juin 1950] (p. 4962). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur la construction de moteurs et de cellules français, la ligne aérienne des Antilles, les accidents de Bahreim et les sports aériens)* [19 juin 1950] (p. 4978, 4979, 4980, 4981) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (Suppression de la base de Maison-Blanche)*

[20 juin 1950] (p. 5022, 5023) ; *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Comptabilité d'Air-France et compression des frais généraux)* (p. 5029) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, chap. 1140 : *Indemnité pour vol de nuit* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6378, 6379). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion *Armagnac* à Toulouse [17 juillet 1950] (p. 5464). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS, art. 9 : *Prêt de 4 milliards aux sociétés de construction aéronautiques et à la S. N. E. C. M. A. (Licenciement des ouvriers de la S. N. E. C. M. A. Kellermann)* [20 juillet 1950] (p. 5697) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5, Etat B : *Matériel de transport civil (Construction de 15 Armagnac)* [21 juillet 1950] (p. 5773) ; *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale* (p. 5774) ; Art. 6, Etat C, chap. 3317 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les avions de transport civils* [22 juillet 1950] (p. 5787) ; — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6081, 6082, 6083) ; *Son contre-projet tendant à attribuer une indemnité de 2.000 francs et une majoration de 20 0/0 des allocations familiales* (p. 6083) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à appliquer aux fonctionnaires toutes les mesures compensatrices d'impôts nouveaux accordées aux salariés du secteur privé* (p. 6083, 6084) ; *le retire* (p. 6084) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder une prime exceptionnelle aux petits fonctionnaires et à majorer de 20 0/0 leurs allocations familiales en juillet* (p. 6084, 6085) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, art. 37 : *Limite du cumul des retraites* [2 août 1950] (p. 6442) ; *Son amendement tendant à porter à sept fois le minimum vital la limite au-dessus de laquelle le cumul d'une pension et d'un traitement est interdit* (p. 6443, 6444). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation de médecins de l'hôpital de la rue de Varsovie à Toulouse

[17 octobre 1950] (p. 6919); — sur les provocations et exactions perpétrées contre la population laborieuse de la Haute-Garonne par la police [27 octobre 1950] (p. 7315); — sur la situation des travailleurs du pétrole du bassin d'Aquitaine [4 novembre 1950] (p. 7468); — sur l'attitude à l'O. N. U. du représentant de la France qui s'est fait le complice d'une décision prise en faveur du général Franco [14 novembre 1950] (p. 7686). — Est entendu sur un incident : *Retraite payée aux anciens députés et à leurs ayants droit* [14 décembre 1950] (p. 9091). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'énumération des ressources du fonds de défense nationale* [29 décembre 1950] (p. 9824, 9825); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, chap. 1240 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 100 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Assassinat de M. François Passeret en Haute-Garonne par la police, et arrestation de militants communistes espagnols)* [13 février 1951] (p. 1055, 1056, 1057); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, chap. 1000 : *Ses observations sur le déficit d'Air-France, la concurrence américaine, le statut du personnel navigant* [16 février 1951] (p. 1292, 1293, 1294, 1295); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, chap. 1000 : *Ses observations sur le reclassement des fonctionnaires des finances et les revendications des fonctionnaires et auxiliaires* [3 mars 1951] (p. 2575, 2576, 2577, 2578); Chap. 1510 : *Traitements des agents des contributions indirectes (Transformation d'emplois)* (p. 2582, 2583); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Reclassement des receveurs-buralistes de 2<sup>e</sup> classe)* (p. 2583, 2584); FINANCES, amendé par le Conseil de la République, chap. 1620 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le contrôle économique (Suppression des brigades polyvalentes)* [25 avril 1951] (p. 3955); FINANCES, CHARGES COMMUNES, chap. 0710 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions militaires (Revalorisation des pensions)* [16 mai 1951] (p. 5220, 5221); Chap. 0720 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour pensions civiles* (p. 5221);

Chap. 1840 : *Reclassement du personnel de l'Etat (Achèvement du reclassement)* (p. 5221, 5222, 5223); *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour reclassement (Insuffisance du reclassement actuel)* (p. 5224); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement (Titularisation des auxiliaires)* (p. 5226, 5227); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, COMMUNICATIONS : *Prêts à Air-France* [6 mai 1951] (p. 4695, 4696); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 2 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement supplémentaire de 1.600 millions (Achat de matériel français)* [8 mai 1951] (p. 4809, 4810).

### GRIMAUD (M. Henri), Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu président de cette Commission [J. O. du 13 août 1947] (p. 7914), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [25 février 1947] (p. 444); de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (F. n° 687).

### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la Magistrature n'ayant pas qualité de magistrats de carrière, n° 404. — Le 25 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Grimaud et plusieurs de ses

collègues relative au statut des membres du Conseil supérieur de la Magistrature n'ayant pas qualité de magistrats de carrière ; 2° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les modes d'élection et les conditions d'exercice du mandat des membres titulaires et suppléants du Conseil supérieur de la magistrature, élus conformément à l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution de la République et fixant des conditions communes à l'ensemble des membres du Conseil supérieur de la magistrature, n° 736. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 2° la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 3° la proposition de loi de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 4° la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 5° la proposition de loi de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 6° la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme ; 7° la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 8° la proposition de loi de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat ; 9° la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gou-

vernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n° 992 (1<sup>re</sup> partie). — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 2° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 3° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 4° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 5° de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 7° de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat ; 8° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1947 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et professionnel ; 9° de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 10° de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative au prix des loyers ; 11° de M. Edgar Faure étendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée ; III. La proposition de résolution de MM. Joseph Denais, Xavier Bouvier

et Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements. Deuxième partie : Dispositions générales. — Maintien dans les lieux. — Prix. — Meublés. — Procédure. — Sanctions. — Dispositions diverses. — (1) Nouvelle rédaction présentée par la Commission le 22 juillet 1947 pour les articles 3, 3 *bis* nouveau, 4, 10, 13, 17 *bis* nouveau, 19, 27, 28, 32, 36, 46, 52 *bis* nouveau, 59, 61, 62 et le chapitre VIII nouveau. — (2) Nouvelle rédaction présentée par la Commission le 25 juillet 1947 pour les articles premier, 2 *bis* nouveau, 3, 4, 10, 35, 48 et 62 *ter*. — (3) Nouvelle rédaction présentée par la Commission le 28 novembre 1947 pour les articles premier, 3, 3 *ter* nouveau, 6, 7, 7 *bis* nouveau et 8 *bis* nouveau. — (4) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles premier à 5, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 3 février 1948. — (5) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 3, 3 *ter*, 5 à 11, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans ses séances des 4 et 5 février 1948. — (6) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles premier *bis*, 6, 7 *bis* et 10, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 18 février 1948. — (7) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 32 à 36 compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 4 mars 1948. — (8) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 45 à 62, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 4 mars 1948. — (9) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 36, 51, 52 *bis*, 53, 54, 55 *bis* et 59, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 11 mars 1948. — (10) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 37 à 44 *bis* et 62 *bis* à 62 *quater* compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 28 avril 1948. — (11) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 12 à 15 compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans ses séances des 13, 14 et 19 mai 1948. — (12) Nouveau texte présenté par la Commission pour les ar-

ticles 13, 13 *bis*, 27 à 31, 44 *bis*, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans ses séances des 28 mai et 2 juin. — (13) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 13 *bis*, 27 à 31, 44 *bis*, 52 *bis*, 52 *ter*, 52 *quater*, 53, 53 *bis*, 62 *bis*, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 3 juin 1948. — (14) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 16 à 26 *quinquiès*, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans ses séances des 4, 8 et 9 juin 1948. — (15) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 21 *bis*, 26 *sexiès* à *octiès*, 59, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans sa séance du 10 juin 1948. — (16) Nouveau texte présenté par la Commission pour les articles 26 *noniès*, 56 à 58, compte tenu des nouvelles rédactions (1) (2) (3) et des décisions par elle adoptées dans ses séances des 10 et 11 juin 1948, n° 1996. — Le 18 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 2° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 3° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 4° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 5° de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à

ferme ; 6° de M. Joseph Denais tendant à régler les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 7° de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat ; 8° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1947 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et professionnel ; 9° de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 10° de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative aux prix des loyers ; 11° de M. Edgar Faure étendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée ; III. La proposition de résolution de MM. Joseph Denais, Xavier Bouvier et Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements. Troisième partie. Allocations de logement, n° 2075 (et nouvelle rédaction présentée par la Commission le 10 juin pour les articles 63 à 67, 68, 69, 70 nouveaux). — Le 13 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats, n° 2430. — Le 19 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les avoués exerçant près le tribunal civil de première instance de Grasse, à ouvrir des bureaux dans la ville de Cannes ; 2° de MM. Emile Hugues, Médecin, Olmi, tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, n° 2440. — Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux droits de plaidoirie des avocats, n° 2970. — Le 9 juillet 1948, une proposition de loi tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 4940. — Le 20 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil

de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 5342. — Le 3 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ; II. Le projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ; III. La proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales, n° 7360. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 10, paragraphe 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, afin de favoriser une meilleure utilisation des locaux existants et de faciliter le relogement de certains locataires évincés ; 3° de MM. Bouxom, Coudray, Pierre-Henri Teitgen tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 4° de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, afin de protéger les locataires dont l'occupation est liée au contrat de travail ; 5° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'assurer le relogement des locataires privés de leur habitation pour des raisons indépendantes de leur volonté ; 6° de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les

loyers ; 7<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n<sup>o</sup> 7456. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n<sup>o</sup> 11512) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 4587) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n<sup>o</sup> 11783. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 12197-rectifié) de M. Louis Rollin modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal, n<sup>o</sup> 12529. — Le 8 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Citerne et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6402) tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 2<sup>o</sup> de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6422) tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 3<sup>o</sup> de M. Citerne et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6558) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 4<sup>o</sup> de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6843) tendant à compléter les articles 20 et 78 de la loi de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 pour préciser certaines conditions du droit de reprise et permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France ; 5<sup>o</sup> de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 7461) tendant à modifier les articles 2 et 63 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 6<sup>o</sup> de M. Ramarony (n<sup>o</sup> 8497) tendant à modifier l'article 38 de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 7<sup>o</sup> de MM. André-François Mercier, Barrot, Gallet (n<sup>o</sup> 8689) tendant à accorder aux jeunes propriétaires d'immeubles ou d'appartements une reprise rapide ; 8<sup>o</sup> de MM. Gabelle et Delahoutre (n<sup>o</sup> 8892) tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux

d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 9<sup>o</sup> de M. Robert Bichet (n<sup>o</sup> 9183) tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 10<sup>o</sup> de M. Coudray et Mlle Prévert (n<sup>o</sup> 11988) tendant à compléter l'article 32 de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n<sup>o</sup> 13116.

### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Maine-et-Loire [28 novembre 1946] (p. 20). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la magistrature, en qualité de *Rapporteur de la Commission de la justice et de législation* [4 mars 1947] (p. 560, 561); Art. 15 : *Suppléance dans leur charge des titulaires d'un office ministériel désignés comme membres du Conseil supérieur* (p. 562). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1947] (p. 1108, 1109); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guy Petit tendant à ce que la loi ne soit prorogée que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947* (p. 1114, 1115); Art. 2 : *Amendement de M. André Mercier tendant à ce que les locaux occupés par les syndicats ou unions de syndicats soient considérés comme locaux à usage professionnel* (p. 1115); *Nouvelle rédaction de l'article 2* (ibid.); *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* (p. 1117); Art. 3 : *Amendement de M. Defos du Rau relatif au maintien dans les lieux, en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire, des personnes vivant habituellement avec lui* (p. 1120); Art. 4 : *Amendement de M. Pierre Garet tendant à préciser que le locataire devra justifier qu'il n'a pas la possibilité de prendre, dans l'habitation dans laquelle il demeure, ceux qui doivent en principe vivre avec lui* (p. 1121); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à considérer comme occupants de mauvaise foi ceux qui ont pris l'engagement écrit d'évacuer les lieux* (p. 1121); Art. 5 : *Amendement de M. Joseph Yvon relatif à la situation des sinistrés* (p. 1123); *Amendement de M. Emmanuel Temple tendant à ce que le propriétaire expulsé ait le droit de reprendre dans le plus*



bref délai son appartement (ibid.) ; *Situation des étrangers* (p. 1124) ; Art. 8 : *Amendement de M. Jean Cayeux tendant à permettre, dans les villes sinistrées, aux propriétaires qui ont des charges de famille, lorsque celles-ci sont supérieures à celles des locataires, d'exercer le droit de reprise* (p. 1126) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [28 mars 1947] (p. 1230). — Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales de la Martinique [22 mai 1947] (p. 1722) ; — sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux peines disciplinaires contre les avocats et les officiers publics* [21 juin 1947] (p. 2303) ; *Son amendement tendant à amnistier certains faits ayant donné lieu à sanctions disciplinaires (Fraudes des étudiants un jour de concours)* (p. 2303) ; sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer l'amnistie aux délits sur les marques de fabrique et de commerce* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3841) ; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3844, 3845) ; — sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Cour de Cassation ; Art. 11 : *Son amendement tendant à assurer la continuité de la tenue du fichier* [30 juin 1947] (p. 2552) ; le retire (ibid.) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à préciser que c'est l'avocat qui se constitue au greffe* (p. 2553) ; Art. 30 : *Son amendement concernant la cassation de l'arrêt* (p. 2554, 2555) ; Art. 36 : *Son amendement concernant les pouvoirs de l'avoué et du mandataire* (p. 2555) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à contraindre le greffier à signifier le mémoire du demandeur dans un délai de quinze jours* (p. 2555, 2556) ; le retire (p. 2556) ; *Son amendement concernant le dépôt du mémoire ampliatif* (p. 2556) ; le retire (ibid.) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à abrégé les délais de procédure pour porter l'affaire à l'audience* (p. 2556) ; le retire (ibid.) ; — sur la discussion d'un projet de loi relatif aux rapports entre les bailleurs et locataires : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [24 juillet 1947] (p. 3467, 3468) ; *Demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Lecourt concernant les rapports entre bailleurs et locataires* [28 juillet 1947] (p. 3624) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* ; *Son renvoi à la Commission* [28 juillet 1947] (p. 3633). — Intervient dans la discus-

sion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers ; Art. 3 : *Amendement de M. Minjoz concernant les conditions du droit de reprise* [29 juillet] 1947 (p. 3653). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail et la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5248, 5249) ; — sur la discussion d'un projet de loi permettant l'accession des femmes à diverses professions d'auxiliaire de la justice, en qualité de *Président de la Commission de la justice* [5 décembre 1947] (p. 5505) ; Art. 4 : *Amendement de M. Garey tendant à supprimer l'article comme inutile* (p. 5506). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la discussion sur les loyers*) [18 décembre 1947] (p. 5820). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers ; Art. 2 : *Amendement de M. Castellani relatif au droit de reprise par les Français ayant résidé dix ans outre-mer* [18 décembre 1947] (p. 5875) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 nouveau : *Mesures en faveur des économiquement faibles* [27 décembre 1947] (p. 6332) ; — d'un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats en seconde lecture, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1947] (p. 6274) ; — du projet de loi prorogeant la durée de certains délais modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de Cassation, en qualité de *Président de la Commission* [27 décembre 1947] (p. 6360) ; — du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 74 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6454, 6455, 6456). — En qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* : prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers, en qualité de *Rapporteur* [3 février 1948] (p. 344, 345) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Définition du champ d'application de la nouvelle loi pour abroger les lois précédentes* (p. 346, 347) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à rendre la nouvelle loi applicable à toutes les communes* (p. 347, 348) ; *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre la loi aux villes d'eaux* (p. 350) ; *Amendement de M. Angeletti tendant à supprimer le septième alinéa* (p. 351) ; *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer l'intervention de M. le*

*Président de la République et de deux Ministres* (p. 351); Amendement de M. Mondon tendant à remplacer l'avis de la Commission départementale des loyers par celui du conseil général (p. 352); Art. 2 : Occupation d'immeubles par des administrations (p. 354); Amendement de M. Faure tendant à supprimer l'article (p. 354, 355); Art. 2 bis : Amendements de MM. Minjoz et Péron tendant à supprimer l'article [10 février 1948] (p. 563); Amendement de M. Mondon tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles en construction ou à construire (p. 563, 567); Sous-amendements de MM. Faure et Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux bâtiments achevés depuis 1939 (p. 564); Art. 3 : Maintien dans les lieux des locataires (p. 565, 566); Amendement de M. Chautard relatif au maintien dans les lieux des locataires (p. 567); Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 568); Sous-amendement de M. Toujas tendant à supprimer dans le premier alinéa toute allusion aux clauses et conditions de contrat (p. 571); Amendement de M. Mabrut tendant à supprimer l'obligation de jouir en bon père de famille (p. 572); Amendements de MM. Buron et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et spoliés (p. 573, 574); Explications de vote : Durée du maintien dans les lieux (p. 574, 575); Art. 3 bis : Amendement de M. Delachenal concernant les bénéficiaires du maintien dans les lieux (p. 575, 576); Art. 3 ter : Amendement de M. Toujas relatif au maintien dans les lieux pour les personnes morales [13 février 1948] (p. 707, 708); Art. 5 : Amendement de M. Cayeux relatif au maintien dans les lieux pour les locaux administratifs (p. 708); Art. 6 : Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui n'occupent pas effectivement les locaux loués (p. 709); Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui occupent des locaux expropriés (p. 709); Amendement de M. Auban tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi ou mortes en déportation comme vivant au foyer (p. 710, 711); Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui peuvent exercer un droit de reprise (p. 712, 713); Art. 7 : Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article [17 février 1948] (p. 756); Amendement de M. Toujas tendant à substituer aux mots « du dernier occupant » les mots « de l'occupant » (p. 757); Amendement de M. Pé-

ron tendant à ajouter un alinéa relatif à la réoccupation des locaux disponibles à cause des travaux (p. 757); Art. 8 : Amendement de M. Berger relatif à l'éviction de locataires pour cause de travaux (p. 758); Amendement de M. Péron tendant à intercaler dans le premier alinéa le mot mansardé (p. 758); Amendement de M. de Moro-Giafferri prévoyant la consécration des droits du propriétaire par le juge des loyers (p. 759); Art. 8 bis : Amendement de M. Angeletti relatif aux locataires évincés pour cause de travaux (p. 759, 760); Amendement de M. Charpin tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 761); Demande de disjonction du dernier alinéa de l'article (p. 761); Renvoi de la discussion (p. 762); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article [2 mars 1948] (p. 1230); Art. 3 bis : Amendement de M. Minjoz étendant l'article à diverses catégories de victimes de guerre (p. 1231, 1232); Art. 6 : Nouveau texte de la Commission (p. 1233, 1234); Amendements de MM. Péron et Minjoz relatifs aux ouvriers logés par leurs employeurs (p. 1234, 1235); Amendement de M. Citerne tendant à accorder l'évacuation des lieux seulement si un autre local est offert (p. 1238); Amendement de M. Courant tendant à prévoir l'évacuation si un local suffisant est offert en échange (p. 1239, 1240); Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer au neuvième alinéa la clause relative aux membres de la famille (p. 1241); Art. 9 : Amendement de M. Béranger relatif au maintien dans les lieux pour les cours et jardins (p. 1241, 1242); Amendement de M. Berger tendant à faire commencer les travaux dans le mois suivant l'éviction (p. 1242); Amendement de M. Delachenal relatif au maintien dans les cours et jardins (p. 1242); Art. 10 : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir un acte extra-judiciaire (p. 1242); Renvoi de la discussion (p. 1243); Art. 32 : Amendement de M. Minjoz relatif à l'organisation de la procédure en cas de contestation [5 mars 1948] (p. 1376, 1377); Art. 33 : Amendement de M. Chautard relatif au rôle du juge de paix en cas de procès (p. 1378, 1382); Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de conciliation (p. 1379); Sous-amendement de M. Angeletti à l'amendement de M. Chautard tendant à faire du juge de paix le juge unique des loyers (p. 1382); Autre sous-amendement de M. Angeletti tendant à

remplacer le chiffre de 10.000 francs par celui de 40.000 (p. 1383); Art. 34 : Amendement de M. Tinaud relatif à la procédure si le loyer excède 10.000 francs par an (p. 1384); Amendement de M. Berger relatif à la forme de procédure employée en référé (p. 1384, 1385); Art. 36 : Suppression des frais de procédure (p. 1385, 1386); Chap. VII : Dispositions diverses (Règles de louage) [9 mars 1948] (p. 1598, 1599, 1600); Art. 46 : Constructions régies par la législation des habitations à bon marché (p. 1600, 1601); Art. 47 : Dispositions spéciales pour les immeubles sinistrés (p. 1601, 1602); Amendement de M. Halbout relatif à l'habitation personnelle d'un propriétaire sinistré (p. 1603); Amendement de M. Angeletti tendant à permettre au locataire de demander des dommages-intérêts en cas de non-exécution des clauses de l'article (p. 1604); Art. 48 : Montant du loyer dans les immeubles sinistrés (p. 1604, 1605); Art. 49 : Remboursement par le propriétaire des frais d'aménagement faits par le locataire (p. 1606); Amendement de M. Citerne tendant à réduire le taux d'amortissement de ces aménagements (p. 1607); Amendement de M. Dominjon tendant à ne rembourser de ses frais que le locataire évincé (p. 1607); Art. 51 : Paiement des loyers par mensualités (p. 1608); Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article (p. 1608, 1609); Art. 52 bis : Sa demande de renvoi à la Commission (p. 1609, 1610); Art. 53 : Dispositions concernant les sous-locations (p. 1610); Art. 36 : Gratuité de la procédure des loyers [16 mars 1948] (p. 1711); Art. 51 : Amendement de M. Angeletti tendant à supprimer l'article (p. 1711); Art. 52 bis : Transformation des locaux et changement d'utilisation (p. 1712); Amendement de M. Faure tendant à ne pas interdire l'utilisation de locaux d'habitation comme locaux professionnels (p. 1712, 1713); Art. 53 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations (p. 1714, 1715); Art. 62 bis : Amendement de M. de Tinguay tendant à éviter que les majorations de loyers n'entraînent des majorations d'impôts en 1948 [4 mai 1948] (p. 2477, 2478); Art. 12 : Report des amendements concernant le droit de reprise à l'article 14 bis [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 14 bis : Limitation du droit de reprise (p. 2795, 2796); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux

professionnels (p. 2798); Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la référence à l'article 13 bis (p. 2799); Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer les mots « au moins tacite » (p. 2799); Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 2800); Amendement de M. Citerne tendant à garantir les droits des locataires louant des locaux à usage professionnel (p. 2800); Art. 12 : Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers (p. 2801); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à tenir compte des accords internationaux (p. 2802); Amendement de M. Mabrut tendant à étendre la définition aux appartements (p. 2803); Amendement de M. Péron tendant à n'accorder le droit de reprise qu'aux parents en ligne directe (p. 2803); Amendement de M. Delachenal tendant à étendre le droit de reprise aux conjoints des ascendants et descendants (p. 2803, 2804); Amendement de M. Minjoz tendant à fixer le degré de confort et de salubrité des logements offerts en échange (p. 2804); Sous-amendement de M. Petit tendant à exiger du local offert en échange d'une reprise des conditions au moins égales de salubrité (p. 2804, 2805); Amendement de M. Mabrut tendant à limiter les reprises aux besoins familiaux du propriétaire [21 mai 1948] (p. 2837); Amendement de M. Citerne relatif au degré du confort du logement offert en échange (p. 2837); Amendement de M. Citerne relatif au degré d'hygiène des logements offerts en échange (p. 2838); Art. 13 : Amendement de M. Delachenal tendant à n'accorder le droit de reprise aux parents du propriétaire que s'ils ne sont pas propriétaires eux-mêmes (ibid.); Amendement de M. Citerne tendant à limiter le droit de reprise aux parents vivant avec le propriétaire (p. 2839); Amendement de M. Chautard tendant à prévoir le renoncement volontaire du propriétaire au droit de reprise (p. 2839); Amendement de M. Minjoz tendant à favoriser les familles nombreuses et à limiter à une fois le droit de reprise (p. 2840, 2841); Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le droit de reprise pour les immeubles acquis depuis 1939 (p. 2842); Amendement de M. Citerne tendant à ne pas permettre de reprise pour des intérêts familiaux (p. 2842); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des exceptions au droit de reprise (p. 2843); Sa motion d'ordre : Lenteur des débats [25 mai 1948]

(p. 2888); Art. 13 (suite) : Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans ne payant pas d'impôt sur le revenu [27 mai 1948] (p. 2944, 2945, 2947); Art. 13 bis : Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de discrimination entre propriétaires français et étrangers (p. 2948); Amendement de M. Citerne tendant à étendre le droit de reprise à tous les travailleurs mis à la retraite (p. 2949, 2950, 2951); Amendement de M. Minjoz tendant à étendre le droit de reprise aux sinistrés et réfugiés (p. 2954); Amendement de M. Coudray tendant à étendre le droit de reprise aux prisonniers et déportés (p. 2952); Amendements de MM. Castellani et Juglas tendant à étendre le droit de reprise aux fonctionnaires coloniaux (p. 2952, 2953); Amendement de M. Mondon tendant à accorder le droit de reprise aux mariés depuis moins d'un an (p. 2953); Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir le relogement des locataires évincés (p. 2954); Amendement de M. Chautard tendant à ne pas accorder le droit de reprise à ceux qui auront cédé leur logement (p. 2955); Renvoi de la discussion (p. 2956); Amendement de M. Péron tendant à insérer un article nouveau exceptant du droit de reprise les locataires sinistrés [28 mai 1948] (p. 3016); Amendement de M. Mabrut tendant à éviter que le propriétaire ne fasse un choix arbitraire parmi les locataires pour le droit de reprise (p. 3017); Art. 14 : Amendement de M. Citerne tendant à déchoir du droit de reprise les propriétaires malhonnêtes (p. 3017); Art. 14 ter : Amendement de M. Minjoz tendant à priver le propriétaire condamné du droit de reprise (p. 3018, 3019); Amendement de M. Minjoz tendant à rembourser au locataire les améliorations apportées au local en cas de reprise (p. 3019); Art. 15 : Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article (p. 3021, 3022); Amendement de M. Dominjon tendant à maintenir les effets des lois antérieures sur les loyers (p. 3023, 3024); Art. 44 : Sanctions contre le propriétaire ayant mésusé de la reprise (p. 3025, 3026); Art. 13 : Droit de reprise des locaux professionnels [3 juin 1948] (p. 3132); Nouvelle rédaction de l'article (p. 3132, 3133); Sa motion d'ordre : Organisation des débats (p. 3135); Amendement de M. Mondon tendant à ce que les propriétaires puissent faire des reprises deux années après l'achat seulement (p. 3135);

Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 3136, 3137); Amendement de M. Citerne tendant à ce que le propriétaire faisant une reprise puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe (p. 3137, 3138, 3139); Amendement de M. Dominjon tendant à ce que le propriétaire du bailleur puisse s'opposer à la cession de l'appartement occupé par le bailleur (p. 3140 et suiv.); Sous-amendement de M. Masson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui fait la reprise, sauf opposition du propriétaire (p. 3143, 3144); Nouvelle rédaction du dernier alinéa (ibid.); Art. 13 bis : Nouvelle rédaction de l'article (p. 3145); Amendement de M. Chautard tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité (p. 3146, 3147); Amendement de M. Claudius-Petit tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés même mutés dans une localité différente de celle où est la propriété; Nouvelle rédaction de l'article [4 juin 1948] (p. 3204); Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter de trois à quatre le nombre d'enfants à charge nécessaires pour avoir le droit de reprise (p. 3205); Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 3206); Amendement de M. Minjoz tendant à obliger le propriétaire faisant la reprise à mettre son local à la disposition du locataire évincé (p. 3206); Amendement de M. Claudius-Petit tendant à étendre à la ville d'origine de l'employé ou fonctionnaire muté la possibilité de reprise (p. 3207); Art. 27 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux sous-locataires en meublés (p. 3208); Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux fonctionnaires provisoires du temps de guerre (p. 3209); Art. 29 : Conditions du maintien dans les lieux en hôtels (p. 3211); Art. 44 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à exclure du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration (p. 3213); Amendement de M. Chautard tendant à appliquer les sanctions prévues aux infractions aux lois précédentes (p. 3215); Art. 52 bis : Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le premier alinéa (p. 3216); Amendement de M. Médecin tendant à supprimer les offices d'habitation à bon marché de la liste des personnes morales pouvant attaquer en justice (p. 3217); Art. 53 : Amendement de M. Guy

*Petit tendant à ne pas interdire les cessions de bail de locaux à usage professionnel* (p. 3218); *Ses observations sur les sous-locations* (p. 3219); *Amendement de M. Minjoz tendant à faciliter les échanges d'appartement* (p. 3219, 3220); Art. 53 bis : *Amendement de M. Segelle relatif à la substitution éventuelle du sous-locataire au locataire* (p. 3221); *Amendement de M. Dominjon tendant à simplifier la récupération d'un appartement réquisitionné* (p. 3222); Art. 62 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter à l'exercice 1948 l'exonération fiscale* (p. 3223); Chap. III, Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz tendant à modifier le système proposé de majoration de loyer [11 juin 1948]* (p. 3430, 3440, 3441); *Amendement de M. Citerne tendant à établir une caisse de compensation des loyers* (p. 3432, 3433); *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte initial du Gouvernement [15 juin 1948]* (p. 3504); *Amendement de M. Delachenal tendant à créer une commission municipale des loyers* (p. 3505); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article* (p. 3507); *Modification de forme apportée à l'article* (p. 3509); Art. 18 : *Amendement de M. Berger tendant à prévoir une loi au lieu d'un décret* (p. 3510); *Amendement de M. Chautard tendant à adjoindre le mot « notamment »* (ibid.); *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte de la vétusté du local* (ibid.); Art. 19 : *Amendement de M. Citerne tendant à prendre l'avis de commissions départementales* (p. 3511); *Question de M. Minjoz relative au calcul du prix de base* (p. 3512); *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à fixer un loyer-type lié au salaire départemental moyen* (p. 3516, 3517); Art. 20 : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre le rôle des commissions départementales des loyers [17 juin 1948]* (p. 3617); *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 3619); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 3620); Art. 21 : *Amendement de M. Berger tendant à supprimer l'article* (p. 3621); *Amendement de M. Minjoz relatif à l'évaluation de la valeur locative des garages* (p. 3622); *Son sous-amendement tendant à préciser les conditions d'occupation des garages* (ibid.); Art. 23 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne rembourser que les prestations préalablement fournies* (p. 3623); *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires* (p. 3624, 3625, 3626); *Amendement de M. Triboulet tendant à*

*étendre le nombre des prestations remboursées aux propriétaires* (p. 3627); *Amendement de M. Triboulet tendant à inclure l'entretien des appareils de chauffage* (p. 3627, 3628); *Amendement de MM. Denais, Pinay, Chautard, Mondon, Triboulet et F. Dupont tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge* (p. 3629, 3630); *Amendements de MM. Mondon et Triboulet tendant à inclure les tapis dans les prestations* (p. 3631, 3632); *Amendement de M. Triboulet tendant à inclure le conditionnement d'air et l'abonnement téléphonique* (p. 3633); *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des relevés détaillés des prestations* (p. 3634); *Date de mise en exécution de l'article* (p. 3634, 3635); Art. 24 : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire à 10 0/0 la majoration en cas de sous-location* (p. 3635, 3636); *Amendement de M. Chautard tendant à faire connaître aux locataires la valeur locative de leurs logements* (p. 3636); Art 25 : *Amendements de MM. Rollin et Citerne tendant à renvoyer à une loi ultérieure la hausse des loyers* (p. 3641, 3643); *Amendements de MM. Claudius-Petit, Ramarony et Minjoz relatifs aux délais d'application de la hausse des loyers* (p. 3648, 3649) [18 juin 1948] p. 3672, 3673); *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à fixer le prix de base pour un local-type par rapport au salaire moyen départemental* (p. 3673); Art. 23 : *Date de mise en vigueur de l'article* (p. 3680); Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse aux économiquement faibles et familles nombreuses* (p. 3681, 3682); Art. 25 bis : *Amendement de M. Courant tendant à excepter de la loi les immeubles sinistrés reconstruits* (p. 3682, 3683); Art. 26 noniès : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 3685); Art. 56 : *Annulation des lois contraires* (p. 3686); Art. 40 additionnel : *Amendement de M. Chautard tendant à punir les infractions à l'article 52 bis* (p. 3687); Art. 62 bis : *Pas de majorations d'impôts en conséquence des majorations de loyers* (p. 3687, 3688); Titre II : *Allocations-logement* (p. 3709); *Motion préjudicielle de Mme Rabaté* (p. 3711, 3712); Art. 64 : *Amendement de M. Barrot tendant à accorder l'allocation aux familles ayant deux enfants à charge* (p. 3715); *Amendement de M. Beugniez tendant à accorder l'allocation aux familles ayant deux personnes à charge* (p. 3716); *Amendement de M. Beugniez tendant à accorder l'allocation aux familles*

recevant la prime de salaire unique (p. 3717, 3718); Amendement de M. Thamier accordant l'allocation aux nouveaux ménages pendant trois ans (p. 3718); Amendements de MM. Barrot et Beugniz tendant à accorder l'allocation seulement aux familles ne disposant pas de ressources supérieures à un plafond fixé (p. 3719); Amendement de M. Coudray relatif au versement de l'allocation aux propriétaires d'après la valeur locative du local qu'ils habitent (p. 3720, 3721); Amendement de M. Citerne tendant à accorder l'allocation même pour des logis insalubres en cas de force majeure (p. 3722); Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles [23 juin 1948] (p. 3828); Art. 16 c : Allocations-logement en fonction des enfants à charge (p. 3820); Art. 16 f : Amendement de M. Minjoz relatif aux primes de déménagement et d'emménagement (p. 3833); Modification de forme (p. 3836); Art. 16 i : Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article (p. 3836); Date de mise en application de l'allocation-logement (p. 3837); Amendement de M. Duquesne relatif à la date de mise en application de l'allocation-logement (p. 3837); Art. 65 : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les alinéas relatifs à la composition des commissions en cas de litige (p. 3841); Art. 67 : Amendement de M. Citerne relatif à la date de mise en vigueur de l'allocation-logement (p. 3842); Art. 69 : Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article [24 juin 1948] (p. 3892); Amendement de M. Minjoz tendant à créer un fonds commun des allocations-logement et à supprimer la prime de salaire unique (p. 3894, 3895); Art. 70 : Amendement de M. Claudius Petit tendant à réduire de 50 à 30 0/0 le taux du prélèvement sur les loyers en faveur de l'allocation-logement (p. 3898, 3900); Amendement de M. Petit tendant à accorder des primes aux personnes quittant des appartements trop vastes (p. 3900, 3901); Art. 16 b : Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer de hausse des loyers aux économiquement faibles (p. 3902); Sa demande de seconde délibération (p. 3903); de ce projet de loi en seconde délibération [24 juin 1948] (p. 3909); Art. 2 bis : Addition relative aux locaux utilisés commercialement (ibid.); Art. 3 bis : Modification de forme et du libellé (p. 3910); Art. 12 : Utilisation des formules consacrées et de précisions (p. 3911) Art. 13 : Adjonction de « le cas échéant » (p. 3911, 3912); Art. 13 bis : Modifi-

cation de l'ordre des bénéficiaires du droit de reprise (p. 3912); Art. 23 : Substitution de « propriétaire » à « bailleur » (p. 3913); Art. 26 : Majoration des loyers par paliers depuis leur niveau actuel (p. 3914); Art. 26 a : Réduction des loyers supérieurs à la valeur locative (p. 3914); Art. 32 : Interprétation du mot « connexe » (p. 3917); Art. 46 : Extension des dispositions des titres IV, V et VI aux habitations à bon marché (p. 3918); Art. 48 bis : Modifications de forme (p. 3919); Art. 49 : Installation éventuelle du gaz, de l'électricité, du téléphone (p. 3919); Art. 59 bis : Dispositions d'ordre public (p. 3920); Art. 61 : Application de la loi dans les départements d'outre-mer (p. 3920); Ses remerciements à l'Assemblée (p. 3928); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre le texte du Conseil de la République appliquant la loi dans l'ensemble du pays [25 août 1948] (p. 6223); Art. 2 bis : Amendement de M. Citerne relatif aux locaux dans des immeubles inachevés (p. 6225); Art. 3 : Amendements de MM. Dominjon et Mondon tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisition (p. 6226); Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux sous-locations (p. 6226); Art. 3 bis : Amendements de MM. Dominjon et Mondon relatifs au droit de reprise par la concubine (p. 6228); Art. 6 : Amendement de M. Ninine tendant à accorder le maintien dans les lieux à ceux qui n'occupent pas effectivement (p. 6230); Art. 11 : Amendement de Mme Vaillant-Couturier tendant à sauvegarder les droits des locataires ayant des intérêts professionnels dans leur logement (p. 6232); Art. 12 bis : Amendements de M. Minjoz et de Mme Vaillant-Couturier tendant à excepter du droit de reprise les locaux professionnels mixtes (p. 6233); Art. 13 : Amendement de M. Toujas tendant à limiter les motifs que peut invoquer le propriétaire contre le locataire (p. 6247); Amendement de M. Charpin tendant à traiter le nouveau locataire comme un locataire de bonne foi (p. 6247); Art. 13 bis : Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise (p. 6248); Amendement de M. Claudius-Petit tendant à accorder le droit de reprise aux jeunes ménages (p. 6249); Sa proposition de discuter ensemble tous les amendements (p. 6252); Amendements de

*MM. Minjoz, Ninine et Claudius-Petit tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies* (p. 6255); *Amendements de MM. Minjoz, Coudray et Mondon tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés et réfugiés* (p. 6255); *Nouvelle rédaction de l'alinéa premier* (p. 6256); *Art. 14 bis : Amendements de M. Minjoz et Mme Vaillant-Couturier tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 6257); *Art. 14 bis A : Amendement de Minjoz relatif au choix du propriétaire pouvant exercer sa reprise sur plusieurs logements* (p. 6258); *Amendement de M. Chautard tendant à intercaler « dans le même immeuble »* (p. 6258); *Art. 14 quater : Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer l'article* (p. 6259); *Art. 15 : Amendement de M. Citerne relatif aux congés déjà donnés* [26 août 1948] (p. 6281); *Art. 16 : Amendement de M. Triboulet tendant à ne majorer les loyers que là où le maintien dans les lieux est applicable* (p. 6282); *Art. 18 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le mot « éventuellement »* (p. 6283); *Art. 20 ter : Amendement de M. Chautard tendant à établir la liberté des prix des loyers pour les immeubles bâtis depuis 1939* (p. 6286); *Art. 23 : Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux fournitures individuelles* (p. 6287); *Art. 24 A : Amendements de MM. Minjoz et Berger tendant à reprendre l'article réprimant les spéculations sur sous-locations* (p. 6288); *Art. 27 : Amendement de M. Toujas accordant le maintien dans les lieux au sous-locataire* (p. 6289); *Art. 33 : Amendement de M. Minjoz tendant à permettre aux huissiers de représenter les parties* (p. 6290); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'exécution provisoire des jugements* (p. 6290); *Art. 34 bis : Amendement de M. Toujas tendant à prévoir l'intervention d'un arbitre* (p. 6291); *Art. 40 bis : Amendement de M. Chautard tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant le doublement des peines* (p. 6292); *Art. 42 bis : Rectification matérielle* (p. 6293); *Art. 46 : Nouvelle rédaction* (p. 6294); *Art. 48 : Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au loyer des locaux reconstruits ou réparés depuis la guerre* (p. 6295); *Art. 51 : Amendement de M. Citerne tendant à ne pas imposer de paiement mensuel du loyer* (p. 6296); *Art. 52 : Amendement de M. Minjoz relatif au cautionnement versé par le locataire* (p. 6296); *Art. 57 : Rectification d'une erreur*

*matérielle* (p. 6298); *Art. 60 : Amendement de Mlle Archimède tendant à supprimer l'article 60 relatif à l'application de la loi outre-mer* (p. 6299); *Art. 13 bis ; Nouvelle rédaction de l'article* (p. 6311); *de ce projet de loi en seconde délibération, en qualité de Rapporteur* [31 août 1948] (p. 6418). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante (*Débat sur les loyers*) [6 février 1948] (p. 473). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; *Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Leenhardt tendant à préciser sur quelle base sera établi l'acte de vente à un prix illicite* [18 février 1948] (p. 854, 855); *Amendements de MM. Faure et Péron tendant à n'appliquer la loi que lorsque la hausse n'est pas justifiée par l'augmentation du prix de revient* (p. 860, 861); *Art. 2 : Amendement de M. Llante tendant à supprimer l'article* [19 février 1948] (p. 880); *Amendement de M. Ribeyre tendant à faire contresigner les arrêtés par le Ministre de l'Agriculture* (p. 881); *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer la dernière phrase de l'article* (p. 882); *Amendement de M. Viollette tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 1<sup>er</sup> mars 1948* (p. 882); *Art. 3 : Amendements de MM. Ramarony et Faure relatifs aux poursuites en cas d'infractions* (p. 884, 885); *Amendement de M. Minjoz relatif à la procédure en cas de poursuites* (p. 888); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [24 février 1948] (p. 1015, 1016); *Art 1<sup>er</sup> : Définition de pratique de prix illicite pour les produits majorés depuis le 15 janvier 1948* (p. 1017); *Art. 3 : Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1020); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; *Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Gau tendant à proroger la législation des jardins ouvriers* [26 février 1948] (p. 1147); — d'une proposition de loi relative à la résidence des avoués près le tribunal de Grasse; *Article unique : Ouverture de bureaux à Cannes par ces avoués* [5 mars 1948] (p. 1374, 1375); — de propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice; *Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Chautard tendant à compléter la liste des jurés à la représentation proportionnelle en cas de défaillance* [9 mars 1948] (p. 1578); *de ces propositions de loi amen-*

dées par le Conseil de la République [19 mars 1948] (p. 2013); — du projet de loi tendant à permettre aux femmes l'accèsion à diverses professions d'auxiliaire de la justice, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [9 mars 1948] (p. 1612); — de la proposition de loi portant prorogation des baux commerciaux, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1911); — de la proposition de loi portant révision des baux commerciaux, en qualité de *Président de la Commission de législation* [18 mars 1948] (p. 1923); — de la proposition de résolution accordant une prolongation de délai au Conseil de la République (*Pour le vote de la proposition de loi permettant la révision des baux commerciaux*) [19 mars 1948] (p. 2012); — de la proposition de loi abrogeant la loi du 31 août 1946 relative à l'enquête sur les événements de 1933 à 1945, en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1948] (p. 2628); — du projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, en qualité de *Rapporteur* [25 mai 1948] (p. 2890, 2891); Article unique : *Amendement de M. Bardoux tendant à étendre les avantages de la loi aux greffiers* (p. 2891); — du projet de loi relatif à la prescription des obligations entre commerçants : *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2892); — de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution des jugements d'expulsion : *Discussion générale* [2 juin 1948] (p. 3105); — du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* [2 juin 1948] (p. 3115); — du projet de loi portant réduction du nombre des Cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à les supprimer* [8 juin 1948] (p. 3268); — du projet de loi portant modification de l'article 378 du Code criminel; Art. 2 : *Sa modification de rédaction* [8 juin 1948] (p. 3274). — Est entendu sur : une attribution de compétence à la Commission de la justice [17 juin 1948] (p. 3616); -- le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux victimes des inondations de l'Isère*) [24 juin 1948] (p. 3909). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à apporter une aide aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948]

(p. 4419); — du projet de loi portant redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5520, 5521); Art. 6 : *Son amendement relatif aux sanctions applicables* [9 août 1948] (p. 5622); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de représentant* [20 août 1948] (p. 6035); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour le Budget général de 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* [20 août 1948] (p. 6050); — de la proposition de loi relative à la prolongation de la validité des brevets d'invention amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [16 septembre 1948] (p. 6559); — du projet de loi relatif à la rectification administrative d'actes d'état civil, en qualité de *Rapporteur* [20 septembre 1948] (p. 6733); — d'une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels, garnis et meublés, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 septembre 1948] (p. 6734); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Discussion générale (Incidents de Grenoble)* [20 septembre 1948] (p. 6756). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Grenoble le 18 septembre 1948 [20 septembre 1948] (p. 6759); la développe [21 septembre 1948] (p. 6795, 6796). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 décembre 1948] (p. 7400, 7401); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7402); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas transférer au Code forestier des dispositions du Code pénal* (p. 7403); le retire (*ibid.*); *Application possible des circonstances atténuantes en vertu des articles 463 et 351 du Code pénal* (*ibid.*). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion d'une proposition de loi sur les rentiers voyageurs*) [17 décembre 1948] (p. 7406). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7639, 7640, 7641); Article unique : *Amendement de M. Mehaignerie tendant à faire déclarer par l'exploitant les fonds réunis et ceux qu'il veut conserver* [17 décembre 1948]



(p. 7673); *Son amendement tendant à supprimer le 5<sup>e</sup> alinéa* (p. 7675); *Amendement de M. Halbout tendant à accorder un délai jusqu'au 29 septembre 1949 pour les locations à l'amiable* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7681). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 2: *Amendement de MM. Defos du Rau et Tanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer* [28 décembre 1948] (p. 8039, 8040); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative à la crise du logement; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à déterminer le tribunal compétent pour les litiges soulevés par les réquisitions* [28 décembre 1948] (p. 8055); Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à considérer les prioritaires comme locataires de bonne foi* (p. 8056); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à proroger les baux à usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8059, 8060); — de la proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 4 : *Nullité de la loi du 28 juillet 1942* [28 décembre 1948] (p. 8072); — d'une proposition de loi relative aux loyers dans les départements d'outre-mer; en qualité de *Président de la Commission de la justice* [31 décembre 1948] (p. 8216); — des propositions de lois relatives aux loyers, en qualité de *Président de la Commission de la justice* [28 janvier 1949] (p. 225) : *Discussion générale (Ses observations sur les différentes critiques apportées à la loi sur les loyers, le petit nombre de contestationns et de procès actuellement en cours, la nécessité, dans l'intérêt national, d'augmenter les loyers pour permettre de nouvelles constructions, le faible pourcentage de leurs ressources consacrées par les Français à leurs loyers, l'extension de l'allocation-logement)* (p. 251, 252, 253, 254, 255); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1948] (p. 377); *Renvoi de la discussion* [17 février 1949] (p. 634); *Amendement de M. Palewski à la proposition de résolution tendant à prévoir des mesures de compensation pour les locataires ayant une ou plusieurs personnes à charge* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1034); *Renvoi du débat* (p. 1040); Art. 2 (de la proposition de loi) : *Amendement de*

*MM. Minjoz et Toujas tendant à ramener au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée, les loyers trop élevés* [8 mars 1949] (p. 1296, 1297); Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* (p. 1305); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* (p. 1307); *Amendement de M. Viard tendant à considérer comme locataires de bonne foi les locataires de locaux réquisitionnés ayant payé davantage que prévu par la réquisition* (p. 1308); *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel* (p. 1310); — d'une proposition de loi portant prorogation des délais accordés aux locataires; Article unique : *Amendement de M. Dominjon tendant à faire payer le loyer pratiqué le 31 décembre 1948 à titre d'acompte aux échéances normales* [17 février 1949] (p. 628); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à limiter à deux ans la durée d'application de la loi* [29 mars 1949] (p. 1804); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à mettre à la charge du client la justification de son droit au maintien dans les lieux* (p. 1805); *Amendement de Mme Rabaté tendant à ne pas exiger du client six mois d'occupation préalable* (p. 1806); Art. 2 : *Amendement de M. Gazier tendant à supprimer l'article* (p. 1807); *Amendement de M. Martel tendant à compléter l'énumération des prestations secondaires* (p. 1807); Art. 3 : *Amendement de Mme Ginollin tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations un droit de priorité pour réoccuper* (p. 1809); Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif à la procédure devant le juge des référés* (p. 1811). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour : *Proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis en seconde lecture* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1992). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression des cours de justice, en qualité de *Rapporteur* [7 juin 1949] (p. 3180); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des cours de justice* (p. 3199); — d'une proposition de loi relative aux loyers, en qualité de *Rapporteur* [16 juin 1949] (p. 3384, 3385); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement*

de M. Albert Petit tendant à ne pas majorer les loyers dans le deuxième semestre 1949 (p. 3387); Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers à toute la France (p. 3388); Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir des décrets du Ministère de la Reconstruction (p. 3389); Art. 4: Amendement de Moisan relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés ayant obtenu un local de l'Administration (p. 3391); Amendement de M. Guillon tendant à étendre la loi aux bénéficiaires de réquisitions ou aux bénéficiaires de réquisitions converties en locations amiables (p. 3392, 3393); Amendement de M. Moisan relatif au maintien dans les lieux des locataires ayant obtenu un local de l'Administration (p. 3393); Art. 4 bis: Amendement de Mme Claeys tendant à ne rendre applicable l'augmentation prévue qu'après accord amiable entre propriétaires et locataires (p. 3393); Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Gautier tendant à supprimer l'article 71 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 (p. 3394); Art. 6: Amendement de M. Dominjon relatif aux modalités d'application de la nouvelle loi et au maintien dans les lieux des locataires de locaux insuffisamment occupés devant sous-louer une pièce (p. 3395); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, en qualité de Rapporteur [23 février 1950] (p. 1347); Motion préjudicielle de M. Villon tendant au renvoi à la Commission de la défense nationale (p. 1348); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Toujas tendant à ne pas maintenir le décret relatif aux inventions intéressant la défense nationale (p. 1350); Art. 4: Amendement de M. Halbout tendant à mettre fin aux réquisitions d'immeubles par les services publics dans les communes sinistrées (p. 1354); Art. 6: Amendement de Mlle Archimède tendant à ne pas appliquer la loi aux départements d'outre-mer [24 février 1950] (p. 1411); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [28 février 1950] (p. 1558); Art. 4: Amendement de M. Villon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 1560). — Est entendu: sur le renvoi de la discussion d'un projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat [2 mars 1950] (p. 1610); — sur un incident: Discussion de ce projet de loi [2 mars 1950] (p. 1611). — Prend part à la

discussion: du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, en qualité de Rapporteur [3 mars 1950] (p. 1715): Question préalable posée par M. Péron (p. 1716); Demande le renvoi à la Commission, présentée par M. Pronteau (p. 1724); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'extension du droit de reprise aux propriétaires évincés du local dont ils sont locataires [24 mars 1950] (p. 2346); Art. 3: Amendement de M. Chautard tendant à substituer « éviction » à « événement » (p. 2349, 2350); Article additionnel: Amendement de M. Minjot tendant à exempter du droit de reprise les mutilés, invalides et vieillards de plus de 75 ans [16 mai 1950] (p. 3696); Amendement de M. Cayeux tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954 (p. 3698, 3699); Art. 4: Son amendement tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente (p. 3700, 3701, 3702); Art. 6: Amendement de M. Citerne tendant à permettre de plein droit la résiliation de toutes promesses d'achat (p. 3719); Art. 7: Amendement de M. Bourbon tendant à obliger le vendeur à faire connaître aux acheteurs éventuels les dispositions de la loi (p. 3721); Amendement de M. Malbrant tendant à permettre aux Français allant dans les territoires d'outre-mer de sous-louer leur appartement (p. 3723). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des économiquement faibles pour couvrir leur frais de déménagement [5 mai 1950] (p. 3333). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 4: Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à accorder l'aide financière aux propriétaires économiquement faibles désireux de se réinstaller dans leur maison [9 mai 1950] (p. 3392); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis: Possibilité pour les départements et communes d'accorder un complément pris sur leurs budgets [27 juillet 1950] (p. 6099); Art. 2: Reprise du texte voté en première lecture (p. 6100) — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE: Sa demande d'ajournement du débat [17 mai 1950] (p. 3765,

3766, 3767). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Prorogation de la loi sur les réquisitions*) [29 juin 1950] (p. 5282). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logements, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1950] (p. 5284, 5285); Art. 2 : *Amendement de M. Jeanmot tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* (p. 5285); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux, dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5286); — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 14 : *Amendement de M. Chautard relatif au règlement de conflits entre titulaires de nantissements successifs* [27 juillet 1950] (p. 6096); Art. 24 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'homologation des contrats de nantissement* (p. 6098); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 163); Art. 1<sup>er</sup> : *Nantissement possible de l'outillage et du matériel d'équipement* (p. 164), Art. 4 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à prolonger d'un mois le délai d'inscription du nantissement* (p. 166); Art. 11 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le texte de l'Assemblée relatif à la publicité en cas de vente des biens grevés* (p. 168); Art. 13 : *Amendement de M. Bourbon tendant à tenir compte du privilège de la Sécurité sociale sur les biens grevés* (p. 169); Art. 21 quater : *Demande de disjonction de l'article prévoyant l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires, présentée par M. Paul Coste-Floret* (p. 170, 171); — d'une proposition de loi relative au sursis à certaines peines d'emprisonnement, en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1950] (p. 6103); — d'une proposition de loi relative à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété, en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1950] (p. 6104); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Motion préjudicielle de M. Minjoz* [24 octobre 1950] (p. 7110); *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7514, 7515, 7516, 7517); *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7560, 7561). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la loi sur les loyers en Algérie*) [2 novembre 1950]

(p. 7390). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9074, 9075, 9076, 9077, 9078); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à appliquer la loi aux sociétés qui construisent des locaux commerciaux* (p. 9082); Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne pas prévoir de restrictions quant aux conditions de l'exploitation par le locataire* (p. 9083, 9084); *Son amendement tendant à préciser la date marquant le terme de la durée de jouissance requise pour le renouvellement du bail* (p. 9084); *Sa demande de réserver l'article* (p. 9085); Art. 3 : *Son amendement relatif aux formalités de notification du congé* (p. 9086, 9087); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : *Amendement de M. Péron tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires de bail à défaut de paiement* [30 décembre 1950] (p. 9865); *Son amendement tendant à rajuster provisoirement la valeur des loyers commerciaux* (p. 9870); *Son amendement tendant à accorder la prorogation aux personnes épurées ou condamnées par une cour de justice* (p. 9871, 9872); — du projet de loi portant délégation de magistrats à la Cour d'appel de Colmar, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 172); Art. 2 : *Amendement de M. Mondon relatif au détachement de magistrats de la Cour de Colmar à Metz* (p. 172). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un juge aurait saisi un dossier confié à un avocat par son client [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la part du métayer* [6 avril 1951] (p. 2789); *le retire* (p. 2790); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4156); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à permettre au président du tribunal siégeant en référé d'accorder des délais de longue durée aux locataires qui doivent être expulsés* (p. 4157); *Sous-amendement de M. Bétolaud tendant à substituer « propriétaire ou bailleur » à « bailleur »* (p. 4162); Art. 3 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif aux personnes occupant*

*un logement au titre de leur profession* (p. 4165); Art. 1<sup>er</sup> : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 4165); Article additionnel : *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas appliquer la loi aux Français rentrant des territoires d'outre-mer après un séjour de cinq ans au moins* (p. 4167); *Amendement de M. Bourbon tendant à appliquer la loi sur tout le territoire* (p. 4167).

### **GROS (M. Antonin), Député de l'Hérault.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); — de la Commission de l'agriculture [21 janvier 1947] (p. 27) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357).

#### **Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, **n° 15**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux viticulteurs ayant eu une récolte déficitaire, une indemnité pour insuffisance de rendement, **n° 73**. — Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité compensatrice aux viticulteurs ayant eu, en 1946, une récolte déficitaire dont la vente ne leur a pas permis de couvrir leurs frais d'exploitation, **n° 162**. — Le 22 décembre 1946, une proposition de loi tendant à valider les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire du 3 août 1946 et augmentant les salaires agricoles de 25 0/0, **n° 194**. — Le 7 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans leurs droits

les viticulteurs ayant commercialisé tout ou partie de leur récolte avant la parution de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1946, **n° 488**. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour exonérer de la baisse de 5 0/0 les viticulteurs qui ont vendu leur vin antérieurement au décret n° 47-1 du 2 janvier 1947, **n° 733**. — Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à débloquer, pour les vins récoltés en 1946, les déclarations de récoltes des viticulteurs titulaires d'un titre de propriété viticole ou ayant contracté un bail de fermage ou de métayage viticole au plus tard le 15 février 1946, **n° 798**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à autoriser la commercialisation de l'excédent de la part réservataire aux viticulteurs ayant récolté, en 1946, moins de dix hectolitres ou qui ont eu une récolte inférieure à la part réservataire qui leur revient, **n° 857**. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des gelées de janvier 1947, **n° 1329**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à indemniser les viticulteurs victimes des gelées de janvier 1947 des pertes de récoltes et de la perte partielle ou totale de leur vignoble, **n° 2311**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à rapporter la sanction prise contre M. Raoul Calas, député de l'Hérault, par application de la censure avec exclusion temporaire, **n° 2920**. — Le 20 décembre 1947, une proposition de loi tendant à créer une caisse autonome nationale d'assurances contre les calamités viticoles, **n° 2951 (rectifié)**. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 3963**. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles qui en feront la demande une quantité d'avoine égale en poids à la quantité de blé qu'ils auront à livrer au ravitaillement concernant la prochaine récolte, **n° 4464**. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses

collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en place le personnel et le cadre actuel de l'administration des haras, n° 4579. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de transport aux ouvriers agricoles saisonniers, n° 4773. — Le 28 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions, n° 5086. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault, du Gard et de l'Aude, à la suite des orages de grêle du 4 août dernier, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, n° 5259. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs, fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948 aux travailleurs salariés de l'agriculture et des forêts, n° 5454. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder des indemnités en espèces : 1° aux viticulteurs dont les récoltes ont été successivement sinistrées par des calamités atmosphériques en 1947 et en 1948 ; 2° aux viticulteurs dont la récolte de 1948 a été sinistrée par des calamités atmosphériques, n° 5794. — Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le régime de liberté des transactions et des prix en matière viticole, dans le cadre du statut viticole, pour la durée de la campagne 1948-1949, n° 6181. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de sucre à 1 kilo 500 pour tous les enfants et jeunes gens (catégories J et A), n° 6375. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, sans délai, toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne viticole en cours, n° 6602. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi

de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux salariés des professions agricoles le bénéfice de la majoration aux allocations familiales octroyé aux salariés des autres professions, n° 6630. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt le décret fixant les modalités d'application de la loi n° 48-1398 majorant les indemnités dues aux accidentés du travail, dans les professions agricoles ou forestières, n° 6632. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants viticulteurs, maraîchers et fruitiers sinistrés de la région agricole de Ganges (Hérault), victimes de la tornade du 9 juin 1949 : a) des secours d'urgence pris sur le crédit spécial du Ministère de l'Intérieur ; b) l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de 1949 ; c) des dégrèvements d'impôts ; d) des crédits spéciaux à moyen et à long terme à faible intérêt ; e) des indemnités en espèces progressives pour toute perte de récolte supérieure à une proportion de 40 0/0 ; f) l'exonération des droits de circulation pour les quantités de vin achetées au stade de la production par les exploitants sinistrés en vue d'assurer leur provision familiale et celle de leurs ouvriers, n° 7515. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions en vue d'assurer aux travaux des prochaines vendanges une main-d'œuvre normale en employant les chômeurs des départements viticoles et en accordant certaines facilités de transport aux chômeurs des départements non viticoles, n° 7722. — Le 7 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à distribuer à tous les consommateurs, en plus de la ration normale de juillet, trois kilos de sucre en vue de confectionner des confitures, n° 7784. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration journalière de vin des soldats des trois armes à trois quarts de litre de vin par jour et par homme, n° 7931. — Le 4 novembre 1949, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre sans délai toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole de 1949-1950, n° 8314. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation, la fabrication et la mise en vente de boisson dite « coca-cola » ou de toute autre boisson similaire dans la métropole, en Algérie et dans les pays et territoires de l'Union française, n° 8326. — Le 24 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 28 octobre 1946 relative à l'indemnisation des dommages de guerre, n° 9045. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle du 16 juin 1950 : a) des indemnités de sinistre ; b) des prêts à moyen ou à long terme à très faible intérêt par les caisses de crédit agricole ; c) des exonérations et des dégrèvements fiscaux ; d) la cessation de toutes poursuites ayant pour cause le non-paiement d'impôts, n° 10437. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 3 de la loi n° 779 du 13 août 1942 relative au ravitaillement en vin de la métropole, n° 11396. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder des exonérations de caractère spécial aux viticulteurs dont les rendements de la récolte de 1950 n'atteignent pas les seuils d'exonération établis pour l'exercice 1950 en matière de taxe proportionnelle et de surtaxe progressive concernant le vin, n° 11808. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à rétablir le bénéfice de l'allocation de « salaire unique » aux salariés agricoles, petits exploitants dont le travail salarié constitue l'activité professionnelle principale, n° 12459. — Le 12 mai 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de l'Hérault et du Gard, victimes des gelées du 30 avril 1951 et des orages de grêle du 7 mai 1951, n° 13227.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement [20 février 1947] (p. 391) ; — du projet de loi portant fixation du

Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, chap. 345 : *Frais de fonctionnement des commissions paritaires* [12 juin 1947] (p. 2061, 2062). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles ; Art. 2 : *Amendements de MM. Pinçon et Ribeyre tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises n'occupant pas plus de deux ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3537) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Prélèvement sur les exploitants agricoles* [22 décembre 1947] (p. 6112, 6113, 6114). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat I : AGRICULTURE : *Son amendement tendant à incorporer un chapitre relatif aux indemnités pour frais de déplacements* [26 décembre 1947] (p. 6279) ; *le retire* (p. 6279) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire ; Art. 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les produits de parfumerie et de toilette* [30 décembre 1947] (p. 6597) ; *le retire* (p. 6598) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les victimes de calamités agricoles en 1947* [3 janvier 1948] (p. 26, 27) ; *Son amendement tendant à exonérer partiellement ces victimes de calamités agricoles en 1947* (p. 27, 28) ; — du projet de loi tendant à réglementer le temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1250) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, chap. 316 : *Contrôle des lois sociales agricoles* [25 mai 1948] (p. 2909, 2910) ; Chap. 510 : *Subvention aux assurances contre la grêle* (p. 2919, 2920) ; Chap. 518 : *Recherches pour la viticulture* (p. 2921, 2922) ; RAVITAILLEMENT, chap. 100 : *Ses observations sur les prix en hausse* [2 août 1948] (p. 5206) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 63 : *Prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques* [20 août 1948] (p. 6083) ; — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses pour 1948 (Investissements) ;

Art. 8 : *Son amendement tendant à élever le plafond des prêts aux jeunes agriculteurs* [27 août 1948] (p. 6387, 6388); — du projet de loi relatif à la réparation des dégâts causés par des crues et orages : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6392). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Débat sur l'extension de la prime de 2.500 francs aux travailleurs agricoles* [16 septembre 1948] (p. 6569). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution tendant à l'extension de la prime de 2.500 francs aux travailleurs agricoles : *Ordre de la discussion des amendements* [16 septembre 1948] (p. 6572); Article unique : *Amendements de MM. Sourbet, Vée et Frédet relatifs aux salariés recevant des avantages en nature* (p. 6573, 6574); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à diminuer les droits sur les alcools* [18 septembre 1948] (p. 6678); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* [25 novembre 1948] (p. 7242, 7243, 7244). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'acquittement d'une taxe de 127 francs par hectolitre (Taxe de solidarité) par les viticulteurs de l'Hérault [26 novembre 1948] (p. 7262). — Pose à M. le Ministre des Finances une question pour savoir qui, du viticulteur ou du négociant doit supporter la baisse de 5 0/0 en vertu du décret du 2 janvier 1947 [26 novembre 1948] (p. 7263). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative à la contribution foncière des propriétés non bâties et à la répartition de cet impôt entre l'Etat et les collectivités locales [25 février 1949] (p. 943). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 345 : *Amendement de M. Zunino tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement de la Commission nationale agricole de l'inaptitude au travail* [12 avril 1949] (p. 2355); Chap. 502 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation française à l'Office international du vin* (p. 2360, 2361); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République : *Dispositions générales*; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la coordination des transports*

*présentée par M. Poumadère* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4039). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'importation des vins étrangers [13 octobre 1949] (p. 5766). — Est entendu sur le renvoi à la Commission de la santé publique d'une proposition de résolution relative à la vente du coca-cola [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6506). — Dépose une demande d'interpellation sur les fraudes sur le vin pratiquées dans l'Hérault par de gros propriétaires [2 décembre 1949] (p. 6595). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'importation de vins étrangers [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1527, 1528); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1745, 1746); Art. 1<sup>er</sup> : *Insultes lancées contre lui par M. A. Coste-Floret* (p. 1829, 1830). — Pose à M. le Ministre de la Défense Nationale une question relative à l'approvisionnement de l'intendance militaire en vin étranger [17 mars 1950] (p. 2142, 2143). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin : *Discussion générale* [29 mars 1950] (p. 2605, 2606, 2607). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative aux contrats de vente en matière de vins [28 avril 1950] (p. 3061). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, chap. 3240 : *Fonctionnement des commissions paritaires du travail* [25 mai 1950] (p. 3920, 3921); Chap. 3550 : *Service de la répression des fraudes* (p. 3924, 3925); Chap. 4000 : *Prestations familiales (Taxes sur les produits agricoles)* (p. 3935, 3936); INTÉRIEUR, chap. 3260 : *Son amendement tendant à réduire de 200 millions les crédits pour le matériel de la Sûreté nationale (Incidents de Montpellier)* [31 mai 1950] (p. 4081, 4082); MARINE MARCHANDE, chap. 3040 : *Protection et surveillance des pêches* [8 juin 1950] (p. 4529, 4530); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, art. 1<sup>er</sup>, Etat B : MARINE MARCHANDE, chap. 8040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

pour les reconstructions d'immeubles (*Pêche artisanale*) [20 juillet 1950] (p. 5690, 5691); le retire (p. 5691); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949; Art. 2, Etat A, AGRICULTURE, chap. 174 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les conseils agricoles départementaux* [31 juillet 1950] (p. 6296, 6297); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Insuffisance des crédits pour les commandes de matériel, notamment aux usines Fouga)* [2 août 1950] (p. 6485, 6486, 6491). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la mine d'anhracite de Plaisance, dans l'Hérault [3 août 1950] (p. 6562). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 3 : *Indemnités aux viticulteurs sinistrés* [3 août 1950] (p. 6594, 6595); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, chap. 1480 : *Service de la répression des fraudes (Fraudes sur le vin)* [22 décembre 1950] (p. 9530, 9531); MARINE MARCHANDE, chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la pêche maritime (Pêche à Sète)* [3 janvier 1951] (p. 74, 75, 76); le retire (p. 76); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, chap. 1280 : *Amendement de M. Ginestet tendant à annuler l'indemnité forfaitaire de danger des C. R. S. (Manifestations de Montpellier et grenades lacrymogènes lancées par les C. R. S.)* [13 février 1951] (p. 1061, 1062); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 2 : *Amendement de M. Paumier relatif aux allocations familiales agricoles* [30 avril 1951] (p. 4343, 4344); *Son amendement tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux familles d'exploitants agricoles* (p. 4344); Art. 6 : *Amendement de M. Paumier relatif à l'allocation de salaire unique aux fils d'exploitants agricoles* (p. 4346); — du projet de loi relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 10 : *Son amendement tendant à appliquer l'article 10 aux ouvriers agricoles petits exploitants* [16 mai 1951] (p. 5271).

**PIERRE-GROUËS (M. l'Abbé Henri),**  
(Député de Meurthe et-Moselle).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918, **n° 317**. — Le 21 janvier 1951, une proposition de loi tendant, sous certaines conditions, à faire considérer comme des condamnations prononcées et des exécutions ordonnées par les tribunaux militaires ou par les cours martiales des armées en opérations de guerre les condamnations prononcées et les exécutions ordonnées par les officiers des « Forces françaises de l'intérieur », **n° 323**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire, **n° 364**. — Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale et édictant diverses mesures de simplification fiscale, **n° 680**. — Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permissions agricoles aux militaires, du 15 mars au 15 avril, pour réensemencer les blés de printemps, **n° 774**. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 66 du Code général des impôts directs en vue de faire bénéficier des mêmes réductions que les chefs de famille pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments et les salaires, les orphelins chargés de famille et les aînés de famille qui



doivent remplacer leur père ou leur mère en état d'incapacité constatée, n° 805. — Le 4 août 1947, une proposition de loi tendant à compléter le décret du 11 décembre 1946 et à étendre à une nouvelle catégorie de bénéficiaires les exceptions de délai de deux années pour l'attribution de la prime à la première naissance, n° 2230. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918, n° 2266. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la Commission chargée de l'étude des dossiers d'attribution de récompenses au titre de la Résistance, ne termine pas ses travaux avant qu'aient pu lui être soumis les dossiers nombreux qui semblent avoir été égarés dans leur transmission, et qu'il ait été statué par ses soins sur tous ces dossiers, n° 2273. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la quantité d'huile allouée aux réservataires sur les premiers quintaux de graines oléagineuses fournis, n° 2425. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prévaloir au sein de l'O. N. U. la prédominance du pouvoir politique sur le pouvoir militaire, n° 11444.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 15 : *Son amendement tendant à amnistier les récidivistes depuis vingt ans* [30 juin 1947] (p. 2567). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; MARINE, Etat E, Chap. 902 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions de terrains* [6 août 1947] (p. 3994). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour que les éléments les plus défavorisés cessent d'être sacrifiés [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations contre le*

*passage à la discussion des articles* [29 novembre 1947] (p. 5345) ; Art. 2 : *Ses observations sur le rôle de l'Eglise* (p. 5403) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Art. 47 *ter* : *Son amendement tendant à prévoir une contribution de 1/1000 des dépenses militaires au profit des organisations fédérales mondiales* [23 juin 1949] (p. 3736, 3737). — Dépose une demande d'interpellation sur la publication d'atrocités attribuées aux troupes françaises combattant en Indochine [23 juin 1949] (p. 3738). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance [19 juillet 1949] (p. 4785). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des incarcérations d'objecteurs de conscience [13 octobre 1949] (p. 5766). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question relative à l'accident ferroviaire d'Ambermenil le 4 juillet 1949 [2 décembre 1949] (p. 6580). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Cabinet Queuille [4 juillet 1950] (p. 5344) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 5345). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement Pleven : *Son rappel au règlement (Limitation du temps de parole)* [13 juillet 1950] (p. 5407). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [22 novembre 1950] (p. 8055, 8056) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8441, 8442, 8443). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 871). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités des agents à l'égard des étudiants [17 mars 1951] (p. 2120). = S'excuse de son absence [22 mai 1947] (p. 1710), [19 août 1948] (p. 5987), [14 septembre 1948] (p. 6512), [18 novembre 1948] (p. 7088), [24 juillet 1949] (p. 5139), [14 mars 1950] (p. 1986). = Obtient des congés [19 août 1948] (p. 5987), [14 septembre 1948] (p. 6512), [18 novembre 1948] (p. 7088), [24 juillet 1949] (p. 5139), [14 mars 1950] (p. 1986).

**GROUSSEAUD (M.),** *Député de la Seine.*

Son élection est validée [17 mai 1951] (p. 5312).

**GUÉRIN (Mme Lucie),** *Député de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196) [4 mai 1948] (p. 2484).

**Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, **n° 4354**. — Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à attribuer aux futurs maîtres et maîtresses le traitement d'instituteurs stagiaires pendant leur stage de formation professionnelle, **n° 501**. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux instituteurs et institutrices retraités une avance sur pension jusqu'à l'obtention de leur livret de pension, **n° 784**. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves professeurs des écoles normales primaires, des écoles normales supérieures et des écoles normales d'éducation physique, le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire, à dater de la présente année scolaire, **n° 911**. — Le 8 juillet 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, **n° 1944**. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'Education nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage, **n° 5777**. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à établir un programme de constructions scolaires, **n° 8663**. — Le 23 décembre, 1949, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948, **n° 8830**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au titre de premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue sur la région de Foucarmont (Seine-Inférieure), **n° 10421**. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950, **n° 11636**. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 15 avril 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, fixant les modalités d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, **n° 12303**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires pour l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3407, 3408) ; Chap. 407 : *Caisses des écoles* (p. 3422) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat 1, JUSTICE, Chap. 103 : *Son amendement relatif à la Haute Cour de justice* [27 décembre

1947] (p. 6349); *le retire* (p. 6350); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 5 : *Son amendement relatif à l'indemnité de résidence* [6 février 1948] (p. 504, 505, 506); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 812 : *Reconstruction du matériel des établissements d'enseignement technique* [25 février 1948] (p. 1066); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rappeler que les déportés ont sauvé la France* [4 mars 1948] (p. 1308); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 541 : *Subventions au Jamboree de la jeunesse* [19 mars 1948] (p. 1980); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Ecoles normales primaires (Elèves stagiaires)* [3 août 1948] (p. 5266); Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (Enseignement primaire)* [4 août 1948] (p. 5306, 5307); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Personnel des écoles normales primaires* [14 septembre 1948] (p. 6513); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des retraités de l'enseignement)* [22 décembre 1948] (p. 7862); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2007); Chap. 134 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement proposé pour le personnel des écoles normales primaires* [5 avril 1949] (p. 2031, 2032); Chap. 414 : *Bourses aux élèves des centres d'apprentissage* (p. 2081); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009 : *Reconstruction des établissements du second degré* [4 juillet 1949] (p. 4153, 4154, 4155). — Prend part aux débats sur l'urgence d'une proposition de loi établissant un programme de constructions scolaires : *Urgence* [16 décembre 1949] (p. 6969, 6972). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances

pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Education nationale pour les constructions scolaires* [26 décembre 1949] (p. 7273, 7274); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Ouverture de crédits pour les dommages de guerre et investissements (Observations sur les constructions scolaires)* [29 janvier 1950] (p. 774, 775); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 321 milliards pour la reconstruction (Observations sur la reconstruction des écoles publiques)* [28 mars 1950] (p. 2494, 2495); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4493, 4494); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1450 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités dans l'enseignement primaire (Postes deshérités)* [17 juillet 1950] (p. 5467, 5468); Chap. 2500 : *Indemnités de résidence (Zones de salaires)* (p. 5495, 5496); Chap. 3310 : *Amendement de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement dans l'enseignement agricole* (p. 5502, 5503); Chap. 3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 5504, 5505, 5506); Chap. 4181 : *Allocations de logement* [18 juillet 1950] (p. 5558); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* [20 juillet 1950] (p. 5683, 5684); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les constructions scolaires du premier degré* [4 août 1950] (p. 6718, 6719); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des suppléants éventuels* [20 décembre 1950] (p. 9365, 9366); *Son amendement tendant à inscrire les sup-*

*pléants éventuels au bout d'un an sur la liste des suppléants permanents* (p. 9368). — Dépose une demande d'interpellation sur les répercussions désastreuses de la politique de réarmement sur les crédits de l'Éducation nationale [23 février 1951] (p. 1562). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Création de nouvelles écoles maternelles)* [11 mai 1951] (p. 5083).

**GUÉRIN (M. Maurice)**, *Député du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1951 (**F. n° 680**)]. — Est élu Vice-président de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 décembre 1946] (p. 196), [30 décembre 1948] (p. 2442). — Est nommé juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier la composition du jury de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945, **n° 1202**. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier

la base d'appréciation des allocations familiales, **n° 1438**. — Le 9 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet ; II. les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet ; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet ; III. la proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une Société d'économie mixte Berliet et compagnie, **n° 5775**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant statut général des entreprises publiques, **n° 8572**. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer les centres de formation professionnelle accélérée, notamment par le maintien et le rétablissement de l'intégralité des crédits prévus au budget de 1950, **n° 9864**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux familles sinistrées par les récentes inondations dans la région du Rhône et de la Saône, **n° 11268**. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, **n° 12483**. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi modifiant le régime des prestations longue-maladie et des pensions d'invalidité servies aux assurés sociaux du commerce et de l'industrie, **n° 13278**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi concernant la composition du jury de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [9 juin 1947] (p. 2868); *Contre-projet de M. Péron tendant à créer une Commission d'instruction de la Haute Cour composée de douze personnes nommées par l'Assemblée Na-*

tionale (p. 2877, 2878) ; Article unique : *Son amendement concernant la nomination du greffier-chef* (p. 2879). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des ingénieurs, des agents et techniciens de l'entreprise Berliet [18 novembre 1947] (p. 5078). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au conflit des établissements Berliet, dont la durée et l'extension risquent de compromettre l'expérience en cours et par avance le nouveau statut de ces établissements [29 novembre 1947] (p. 5428). — Donne sa démission de *Premier Vice-Président de la Haute Cour de justice (En raison des incidents lors de la dernière session)* [30 janvier 1948] (p. 325). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 841) ; — des propositions de loi relatives à la modification de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1348, 1349). — Est réélu *Vice-Président de la Haute Cour de justice* [30 avril 1948] (p. 2442). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5517, 5518) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir l'article supprimé* [9 août 1948] (p. 5619) ; Art. 7 bis : *Son amendement relatif au rôle des corps de contrôle auprès des Commissions du Parlement* (p. 5622, 5623) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 5678) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2260, 2261, 2262, 2263), [12 avril 1949] (p. 2297) ; — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 novembre 1949] (p. 6109, 6110) ; *Discussion générale* (p. 6114, 6115, 6116, 6126). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux dépenses de congés payés incombant à une entreprise en cas de rupture du contrat de travail [25 novembre 1949] (p. 6297). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6909, 6918) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le statut des entreprises publiques la procédure de réglementation des conflits du travail*

[4 janvier 1950] (p. 110) ; *Son amendement tendant à imposer les procédures d'arbitrage aux entreprises publiques comme aux entreprises privées* (p. 157) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la gestion des sociétés nationales)* [21 décembre 1949] (p. 7118) ; *Ses observations sur la nécessité de réforme de structure* [22 décembre 1949] (p. 7155) ; Art. 43 : *Amendement de M. Poumadère tendant à étudier les moyens d'équilibrer le budget de la S. N. C. F.* [27 décembre 1949] (p. 7422) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 F du Code du travail] : *Amendement de M. Theeten tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales* [3 février 1950] (p. 959, 960) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* [5 juin 1950] (p. 4284, 4285) ; FINANCES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réformes de structure des Ministères)* [16 juin 1950] (p. 4892) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6397) ; Art. 28 ter : *Ses explications de vote sur l'article prévoyant des allègements fiscaux fixés par décrets* [2 août 1950] (p. 6428, 6429) ; Art. 77 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. l'avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Insuffisance des commandes de matériel passées par la S. N. C. F.)* (p. 6490, 6491) ; le retire (p. 6491) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des avenants à la convention de 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F.* (p. 6491) ; *Son amendement relatif à la gestion des biens immeubles de la S. N. C. F.* (p. 6491) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7386, 7387, 7388, 7389), [7 novembre 1950] (p. 7512) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à prévoir des lois pour l'application des mesures d'économies* [29 décembre 1950] (p. 9832) ; —

d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [7 février 1951] (p. 843) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir la présence du Commissaire du Gouvernement* (p. 880, 881). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à l'approvisionnement du pays en charbon [16 mars 1951] (p. 2046, 2047, 2048). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur la réforme électorale*) [8 mai 1951] (p. 4800). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 mai 1951] (p. 5323). — S'excuse de son absence [17 août 1948] (p. 5819), [14 septembre 1948] (p. 6508). — Obtient des congés [17 août 1948] (p. 5819), [14 septembre 1948] (p. 6508).

**GUÉRIN (Mme Rose), Député de la Seine**  
(5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission de la presse [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des finances [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du ravitaillement [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôts :**

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la réquisition de l'atelier de parachutes de Clichy pour permettre d'établir un statut définitif garantissant les intérêts de l'État, n° 1587. — Le 7 juillet 1947, une proposition de loi tendant à permettre à la femme qui allaite de retrouver son travail après une absence qui peut atteindre neuf mois, n° 1921. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à

reconnaître la qualité de salarié au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 4117. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Galicier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les mères de famille à l'occasion de la fête des Mères une attribution supplémentaire de denrées notamment 500 grammes de farine, 500 grammes de pâtes, 1 kilo de confitures, n° 4225. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures propres à faire cesser les expulsions arbitraires et les prix abusifs pratiqués par la direction du « Palais de la femme » et à faire réintégrer les expulsées, n° 6554. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer à l'avance, les rations de denrées diverses et les tickets correspondant à la délivrance des produits, afin que la distribution puisse être faite dans tout le pays, dès les premiers jours de chaque mois, n° 6584. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, comme par le passé, la farine panifiable nécessaire aux industries utilisatrices françaises, n° 7162. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, dans les locaux actuels, le centre d'apprentissage féminin de Puteaux, n° 7555. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 11876. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11898) de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires à l'application des dispositions votées par le Parlement pour améliorer le sort des anciens combattants, invalides, veuves, orphelins, déportés et à l'indemnisation équitable des anciens prisonniers de guerre, déportés du travail ou autres victimes des guerres, n° 12038. — Le

9 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 11525) de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la perception de redevances pour la location et l'entretien des compteurs, des branchements et des colonnes montantes de gaz et d'électricité, n° 12152.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1633, 1634); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'Exercice 1947; Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à déduire des bénéfices imposables le salaire de la femme mariée* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3858); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 novembre 1947] (p. 5422); — de la proposition de résolution de Mme Vermersch invitant le Gouvernement à accorder des suppléments de pain aux familles nombreuses : *Demande de discussion d'urgence* [27 avril 1948] (p. 2313); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (*Investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6374, 6375, 6376, 6377); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et augmentation d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6629, 6630, 6631, 6632, 6633); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [27 décembre 1948] (p. 8012). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 60, 61); — sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1634); — sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution relative aux attributions de farine panifiable [24 mai 1949] (p. 2852). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux attributions de farine panifiable, en qualité de Rapporteur [31 mai 1949] (p. 2948,

2949, 2950). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mise au chômage des 4.000 ouvriers et employés licenciés par la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre [21 juillet 1949] (p. 4987); — sur le sinistre survenu à la distillerie « La Madone » à Puteaux le 13 septembre 1949 et le danger que présente l'existence de dépôts de carburants en pleine ville [22 novembre 1949] (p. 6186); — sur les expulsions de locataires et de concierges [17 janvier 1950] (p. 278); — sur le non-renouvellement de l'accord commercial franco-polonais [7 février 1950] (p. 1018); — sur la politique de répression pratiquée par le Gouvernement à l'égard des travailleurs du gaz et de l'électricité [23 mars 1950] (p. 2289). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'attribution des logements dits « I.S.A.I. » de Saint-Ouen [12 mai 1950] (p. 3653). — Dépose une demande d'interpellation sur la perte, par la Société les Fermiers réunis, de 20.000 litres de lait ces jours derniers [2 juin 1950] (p. 4179). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à l'utilisation des locaux de l'hôtel de ville de Neuilly [16 juin 1950] (p. 4913). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des pertes subies par les déportés et résistants* [24 juin 1950] (p. 5903); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'hostilité du Gouvernement à l'égard des déportés et internés et la lenteur de la distribution des cartes de déportés [2 novembre 1950] (p. 7374). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics relative à la prolongation de la ligne de Saint-Ouen à Saint-Denis [17 novembre 1950] (p. 7879). — Prend part à la discussion ; du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards compensé par des recettes nouvelles (hausse de l'essence)* [5 janvier 1951] (p. 212); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Droit de manifestation*

*dénié aux déportés*) [21 février 1951] (p. 1416, 1417, 1418, 1419, 1420); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Art. 2 quinquies : *Son amendement tendant à étendre le bénéfice de l'article à tous les déportés* [15 mai 1951] (p. 5186); Chap. 1000 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Biens des déportés pillés par les Allemands)* (p. 5195, 5196); Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des biens des déportés (Insuffisance des crédits)* [17 mai 1951] (p. 5338); Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* (p. 5339, 5340). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications présentées par le personnel de la régie autonome des transports parisiens [16 mars 1951] (p. 2045). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Sa motion tendant à suspendre le débat pour examiner les revendications du personnel de la R. A. T. P.* [19 mars 1951] (p. 2154); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République : *Sa motion préjudicielle tendant à discuter d'abord les grèves des transports de la région parisienne* [21 mars 1951] (p. 2289, 2290). — Dépose une demande d'interpellation sur la lenteur de la distribution des cartes de déportés et internés de la Résistance [21 mars 1951] (p. 2470). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à la libération de M. Krupp [6 avril 1951] (p. 2811, 2812).

#### **GUESDON (M. Raymond), Député de l'Orne.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [11 février 1947] (p. 276); de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 858), [23 janvier 1951]

(p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné par la Commission des finances en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [10 février 1948] (**F. n° 203**), — Est nommé membre du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [13 mai 1948] (p. 2564). — Est nommé membre, par la Commission des Finances, de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

#### **Dépôts :**

Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la loi relative au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le traité de Paris du 10 février 1947 avec l'Italie (adoptée par l'Assemblée Nationale, le 2 septembre 1947 pour laquelle une nouvelle délibération a été demandée par M. le Président de la République), **n° 2683**. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi limitant les primes d'assurance incendie des sinistrés logés dans des constructions provisoires, et instituant une surprime générale sur les contrats d'assurance incendie pour couvrir les risques supplémentaires des sinistrés, **n° 3035**. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948. (*Forces armées : Section commune ; Guerre ; Rudget annexe des fabrications d'armement ; Articles de loi.*) — Tome I. Forces armées. Section commune. (*Dépenses ordinaires et dépenses de reconstruction et d'équipement.*) — Tome II. Forces armées. Section Guerre (*Dépenses ordinaires.*



— Dépenses de reconstruction et d'équipement.  
 — Budget annexe des fabrications d'armement).  
 — Tome II. Forces armées. Section commune.  
 (Rapport sur la lettre rectificative n° 1.).  
 (Forces armées : Section commune ; Guerre ;  
 Budget annexe des fabrications d'armement ;  
 Articles de loi.). — Tome III. Forces armées.  
 Articles de loi, n° 4718. — Le 29 juin 1948,  
 un rapport supplémentaire au nom de la  
 Commission des finances sur le projet de  
 loi portant fixation du budget des dépenses  
 militaires pour l'exercice 1948 (Forces  
 armées : Section commune ; Guerre ; Budget  
 annexe des fabrications d'armement ; Articles  
 de loi) n° 4746. — Le 5 juillet 1948, un  
 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Com-  
 mission des finances sur le projet de loi portant  
 fixation du budget des dépenses militaires pour  
 l'exercice 1948. — Tome II. — Forces armées.  
 Section guerre (Dépenses ordinaires. —  
 Dépenses de reconstruction et d'équipement. —  
 Budget annexe des fabrications d'armement.),  
 n° 4850. — Le 24 août 1948, un rapport au  
 nom de la Commission des finances sur l'avis  
 donné par le Conseil de la République sur le  
 projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale  
 portant fixation du budget des dépenses mili-  
 taires pour l'exercice 1948. (Forces armées :  
 Section commune ; Guerre ; Budget annexe des  
 fabrications d'armement ; Articles de loi.),  
 n° 5361. — Le 30 décembre 1948, un rapport  
 au nom de la Commission des finances sur le  
 projet de loi portant ouverture de crédits pro-  
 visaires et autorisation d'engagement de  
 dépenses au titre des dépenses militaires  
 pour les mois de janvier et février 1949,  
 n° 5991. — Le 31 décembre 1951, un rapport  
 au nom de la Commission des finances  
 sur l'avis donné par le Conseil de la  
 République sur le projet de loi adopté par  
 l'Assemblée Nationale portant ouverture de  
 crédits provisoires et autorisation d'engage-  
 ment de dépenses au titre des dépenses mili-  
 taires pour les mois de janvier et février 1949,  
 n° 6047. — Le 3 mars 1949, un rapport au  
 nom de la Commission des finances sur le  
 projet de loi portant ouverture de crédits  
 provisoires et autorisation d'engagement de  
 dépenses au titre des dépenses militaires pour  
 les mois de mars, avril et mai 1949, n° 6663.  
 — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la  
 Commission des finances sur le projet de loi

portant fixation du budget des dépenses mili-  
 taires pour l'exercice 1949 (Défense nationale :  
 Section commune, Guerre, Articles de loi). —  
 Tome I. Défense nationale. Section commune,  
 n° 7376. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom  
 de la Commission des finances sur le projet de  
 loi portant fixation du budget des dépenses  
 militaires pour l'exercice 1949 (Défense nation-  
 ale : section commune ; guerre ; articles de loi),  
 n° 7377. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom  
 de la Commission des finances sur le projet de  
 loi portant fixation du budget des dépenses  
 militaires pour l'exercice 1949 (Défense nation-  
 ale : section commune ; guerre ; articles de  
 loi), n° 7378. — Le 9 juin 1949, un rapport au  
 nom de la Commission des finances sur le projet  
 de loi portant ouverture de crédits provisoires  
 et autorisation d'engagement de dépenses au  
 titre des dépenses militaires pour le mois de  
 juin 1949, n° 7386. — Le 14 juin 1949, un rap-  
 port supplémentaire au nom de la Commis-  
 sion des finances sur le projet de loi portant  
 fixation du budget des dépenses militaires pour  
 l'exercice 1949 (Défense nationale : Section  
 commune, Guerre, Articles de loi). —  
 Tome III. Défense nationale. Articles de loi,  
 n° 7433. — Le 16 juin 1949, un 2<sup>e</sup> rapport  
 supplémentaire au nom de la Commission des  
 finances sur le projet de loi portant fixation du  
 budget des dépenses militaires pour l'exercice  
 1949 (Défense nationale : Section commune,  
 Guerre, articles de loi). — Tome III. Défense  
 nationale. Articles de loi, n° 7458. — Le  
 12 juillet 1949, un rapport au nom de la Com-  
 mission des finances sur l'avis donné par le  
 Conseil de la République sur le projet de loi  
 adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixa-  
 tion du budget des dépenses militaires pour  
 l'exercice 1949, n° 7862. — Le 28 février 1950,  
 un rapport au nom de la Commission des  
 finances sur le projet de loi et la lettre rectifi-  
 cative au projet de loi relatif au développement  
 des crédits affectés aux dépenses militaires de  
 fonctionnement et d'investissement pour l'exer-  
 cice 1950 (Défense nationale : Section com-  
 mune, Guerre, Budget annexe des fabrications  
 d'armement, articles de loi). — Tome I.  
 Défense nationale. Section commune, n° 9360  
 (annexe n° I). — Le 28 février 1950, un rap-  
 port au nom de la Commission des finances sur  
 le projet de loi et la lettre rectificative au  
 projet de loi relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Section commune, Guerre, Budget annexe des fabrications d'armement, articles de loi). — Tome II. Défense nationale. Section Guerre, n° **9361 (annexe n° III)**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Section commune, Guerre, Budget annexe des fabrications d'armement, articles de loi). — Tome III. Défense nationale. Budget annexe des fabrications d'armement, n° **9362 (annexe n° VIII)**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Section commune, guerre, budget annexe des fabrications d'armement, articles de loi). — Tome IV. Défense nationale. Articles de loi, n° **9363**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950. Défense nationale. Budgets annexes des services des essences et des poudres, n° **9368 (annexe nos IX et X)**. — Le 11 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Section commune, guerre, budget, annexe des fabrications d'armement, articles de loi), n° **9920**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de l'Orne, en raison des dommages causés par plusieurs orages de grêle, n° **10512**. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la Répu-

blique sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° **10658**. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11935) portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° **12766**. — Le 5 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues (n° 12630) tendant à assimiler le salaire des ouvriers titulaires, auxiliaires ou journaliers des établissements militaires (Air, Guerre et Marine) avec le salaire pratiqué dans les industries similaires de la région parisienne; 2° de M. Alfred Coste-Floret (n° 12660) tendant à fixer le salaire des ouvriers civils des établissements militaires, n° **13099**. — Le 5 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 8617) de M. Boutavant et plusieurs de ses collègues tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, n° **13100**. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale). — I. Dispositions concernant la section commune, n° **13138**. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale). — II. Dispositions concernant la section guerre et le budget annexe des fabrications d'armement, n° **13144**. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale). — IV. Dispositions concernant la section marine et le budget annexe des constructions et armes navales, n° **13203**. — Le 16 mai 1951, un rap-

port au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale. — VI. Articles de loi), n° 13265. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13325) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale), n° 13326.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux conventions collectives ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accroître l'efficacité de la Commission supérieure des conventions collectives* [23 décembre 1946] (p. 296) ; *le retire* (ibid.). — Dépose, au cours du débat sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature, un amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 13 [30 janvier 1947] (p. 95). — Dépose, au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, un amendement à l'article 10 tendant à remplacer le mot « imposé » par le mot « soumis » (*Comptabilité-matière*) [14 février 1947] (p. 337). — En qualité de *Rapporteur*, prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Viollette tendant à préciser que les membres non-parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945 ne pourraient participer, ni à l'élection du bureau, ni à aucun scrutin [20 mars 1947] (p. 957, 958). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 1<sup>er</sup>, 44<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à préciser les infractions amnistiées en matière de contributions indirectes* [18 juin 1947] (p. 2197). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Lecourt concernant les rapports entre bailleurs et locataires* [28 juillet 1947] (p. 3625) ; — du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 août 1947] (p. 4287, 4288). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif au changement de nationalité sur les

territoires réunis à la France, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4817) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations sur le droit de grève* [29 novembre 1947] (p. 5322) ; — du projet de loi relatif au changement de nationalité sur les territoires italiens réunis à la France, en nouvelle délibération, en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1947] (p. 5690) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6095). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à appliquer la nouvelle loi à toutes les communes* [3 février 1948] (p. 348) ; Art. 3 : *Son amendement de forme* [10 février 1948] (p. 572) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur* [4 mars 1948] (p. 1328) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre l'option aux professions libérales* [8 mars 1948] (p. 1550) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1943, 1944) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948, en qualité de *Rapporteur* [27 mai 1948] (p. 2975, 2976) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948), en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4151 et suiv.) ; Etat A, Chap. 1000 : *Traitements du Ministre et des Secrétaires d'Etat* [7 juillet 1948] (p. 4413) ; Chap. 1011 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour l'administration centrale de l'Air* (p. 4413) ; Chap. 1013 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir un crédit de 2.525.000 francs pour les services de l'administration centrale de la Marine* [8 juillet 1948] (p. 4437) ; *Proposition de M. Montel de voter le budget en bloc* (p. 4440, 4441) ; Chap. 1023 : *Traitements du personnel civil de la Marine* (p. 4442) ; Chap. 1060 : *Service cinématographique de l'armée* (p. 4444) ; Chap. 1082 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de la justice*

*militaire* (p. 4446); Chap. 1101: *Services sociaux de l'Air* (p. 4448); Chap. 3000: *Services de presse et d'information* (p. 4464); Chap. 3040: *Primes d'alimentation de la gendarmerie* (p. 4465); Chap. 3070: *Matériel et équipement de la gendarmerie* (ibid.); GUERRE: Chap. 120: *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 3.200 millions les crédits pour la solde de officiers* (p. 4480, 4481); Chap. 122: *Proposition du Gouvernement de rétablissement des crédits demandés pour la solde des sous-officiers et soldats* (p. 4492); Chap. 124: *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel civil de l'Intendance* (p. 4493); Chap. 127: *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits pour le personnel civil du génie* (p. 4494); Chap. 317: *Chauffage et éclairage des camps* [9 juillet 1948] (p. 4519); Chap. 318: *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour le couchage, l'ameublement et l'habillement* (p. 4519); Chap. 320: *Indemnités de déplacement* (p. 4520); Chap. 323: *Ecoles d'instruction* (ibid.); Chap. 323-2: *Convocation des réserves* (p. 4521); Chap. 324: *Préparation militaire* (p. 4525); Chap. 330: *Frais généraux du service du matériel* (p. 4526); Chap. 335: *Carburants* (p. 4527); Chap. 342: *Entretien des immeubles du domaine militaire* (p. 4536); Etat B, Chap. 905: *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du service des transmissions* (p. 4538); Chap. 907: *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 2 milliards les achats à la Société nationale des surplus* (p. 4538); Etat C, Chap. 160: *Personnel des fabrications d'armement* (p. 4539); Chap. 161: *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour les ouvriers des fabrications d'armement* (p. 4540); Chap. 360: *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour fonctionnement des fabriques d'armement* (p. 4541); MARINE, Etat A: *Continuation du débat* (p. 4553); Art. 31: *Rétablissement de l'article relatif à l'utilisation du produit de la vente d'excédents de matériel* [6 août 1948] (p. 5457); Art. 37: *Demande de rétablissement de l'article relatif au produit de la vente des cartes marines* (p. 5458); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6319, 6320); Etat A, FORCES ARMÉES, Chap. 1103: *Personnel des services sociaux* (p. 6320); **Art. 40: Subventions pour constructions d'im-**

*meubles pour le logement du personnel* (p. 6327); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1948] (p. 4864, 4865); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts: *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6617, 6618, 6619); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Duclos* (p. 6646); Art. 15: *Son amendement tendant à ne confisquer les véhicules qu'en certains cas graves* (p. 6692); *le retire* (ibid.); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 *ter*: *Son amendement relatif au statut des sous-officiers de carrière* [26 septembre 1948] (p. 6941); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8280, 8281); Art. 5: *Répartition des crédits par décrets* (p. 8298); Art. 11: *Liquidation des réquisitions de guerre* (p. 8299); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8331); — d'une proposition de loi relative à la dérégistration des véhicules automobiles, en qualité de *Rapporteur pour avis à la Commission des finances: Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [22 février 1949] (p. 805, 806); — de la proposition de résolution relative à l'évaluation des indemnités de réquisition, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 février 1949] (p. 806); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949, en qualité de *Rapporteur* [3 mars 1949] (p. 1199, 1200); Art. 2: *Amendement de M. Michelet tendant à poursuivre les travaux sur le « Jean-Bart » et le « Clemenceau »* (p. 1227); *Amendement de M. Michelet tendant à ne pas faire de nouveaux dégagements de cadre* (p. 1228); Art. 3: *Budgets annexes: Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 40 millions les crédits pour le service des poudres* (p. 1233); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1949] (p. 1494). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Douzièmes provisoires pour les crédits militaires*) [9 mars 1949] (p. 1455). — Prend part à la **discussion: du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de Rapporteur**

pour la Guerre [9 juin 1949] (p. 3216, 3217, 3218); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1011 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de l'Air [14 juin 1949] (p. 3330, 3331); Chap. 1013 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la Marine (p. 3332); Chap. 1022 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de la Guerre (p. 3333); Chap. 1030 : Soldes et indemnités de la Gendarmerie, reclassement des gendarmes (p. 3335); Chap. 1080 : Amendement de M. Dassonville tendant à réduire de 80 millions les crédits pour le personnel de la justice militaire (p. 3339, 3340); Chap. 1120 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement de la Fonction publique [16 juin 1949] (p. 3405); Chap. 3000 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 12 millions les crédits pour les services de presse (p. 3406); Chap. 3020 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 100 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement de matériel et d'entretien de l'Administration centrale (p. 3407); Chap. 3030 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du parc automobile (p. 3408); Chap. 3070 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 150 millions les crédits pour les dépenses de matériel de la Gendarmerie (p. 3409); Chap. 3120 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 10 millions les crédits pour la justice militaire (p. 3410); Chap. 3150 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement des services sociaux (p. 3410); Chap. 4000 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1 million les crédits pour le personnel de liquidation (p. 3416, 3417); Chap. 7042 : Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires rapatriés d'Indochine, blessés ou malades (p. 3420); GUERRE, Chap. 122 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 2 milliards les crédits pour la solde de la troupe [17 juin 1949] (p. 3496); Chap. 130 : Recrutement du personnel civil extérieur (p. 3497); Demande de modification de l'ordre du jour, présentée par le Gouvernement (p. 3498);

Chap. 316 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (3507); Chap. 320 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de déplacement (p. 3508); Chap. 321 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (p. 3509); Chap. 322 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le logement et le cantonnement (p. 3510); Chap. 323-2 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour convocation des réserves (p. 3512); Chap. 327 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel blindé présentée par le Gouvernement (p. 3513, 3514); Chap. 801 : Demande de rétablissement des crédits pour la reconstitution du service de santé présentée par le Gouvernement (p. 3516); Chap. 903 : Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement du service du génie, présentée par le Gouvernement (p. 3518); Art. 6 : Amendement de M. Métayer tendant à imputer les abattements votés sur les 18 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur les dépenses militaires [23 juin 1949] (p. 3729); Art. 8 : Sa demande de disjonction de l'article (p. 3729); Art. 24 : Amendement de M. Billat tendant à accorder des congés de cinq ans avec solde entière aux militaires de carrière tuberculeux, aliénés ou cancéreux (p. 3733); Art. 38 : Demande de rétablissement de l'article relatif aux confirmations de grades, présentée par le Gouvernement (p. 3734); Art. 7 : Annulation du dernier douzième provisoire [24 juin 1949] (p. 3758); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, en qualité de Rapporteur [22 juillet 1949] (p. 5012); Chap. 1030 : Soldes et indemnités de la Gendarmerie (p. 5013); Chap. 3150 : Dépenses de fonctionnement et d'entretien d'immeubles des services sociaux (p. 5016); Chap. 4000 : Secours et allocations diverses des services sociaux (p. 5018); GUERRE, Chap. 122 : Solde des sous-officiers et hommes de troupe (p. 5019); Chap. 133 : Ouvriers du personnel civil extérieur (p. 5022); Chap. 323 : Instruction, recrutement et écoles (p. 5026); Chap. 341 : Amendement de M. Monteil tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour études et expérimentations techniques (p. 5027); — du projet de loi por-

tant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1949. en qualité de *Rapporteur* [10 juin 1949] (p. 3307, 3308); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 11 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la Défense nationale* [31 décembre 1949] (p. 7654, 7655); — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale (Ses observations sur le voyage d'une Sous-Commission de la Défense nationale en Indochine)* [17 janvier 1950] (p. 288); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 bis : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'aliénation d'immeubles ou de matériel militaire* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2782); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 : *Rappel au règlement de M. Métayer (Organisation du débat)* [9 mai 1950] (p. 3410); en qualité de *Rapporteur* (p. 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3417, 3418); Art. 1<sup>er</sup>, État A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les soldes de la gendarmerie (limite d'âge des officiers, gendarmes)* [10 mai 1950] (p. 3501); le retire (p. 3502); Chap. 1080 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel de la justice militaire* (p. 3503); Chap. 1110 : *Personnel officier du service de santé* (p. 3504, 3505); Chap. 4000 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés pour les allocations versées par les services sociaux* (p. 3508, 3509); Chap. 7001 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 12 millions 500.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 3509); Chap. 7012 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 88 millions les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3511); Chap. 7033 : *Dépenses résultant des hostilités (Marine)* (p. 3512); Chap. 9040 : *Amendement de M. P.-O. Lapie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour construction de logements militaires* (p. 3514); État A, GUERRE, Chap. 1005 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les*

*crédits pour les soldes des officiers (Soldes dues aux prisonniers de guerre)* [11 mai 1950] (p. 3537); Chap. 1025 : *Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 3539); Chap. 1045 : *Amendement de M. Evrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'intendance* (p. 3547); Chap. 1085 : *Recrutement du personnel civil extérieur* (p. 3548); Chap. 1095 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services de l'intendance, présentée par le Gouvernement* (p. 3548); Chap. 1105 : *Personnel civil du service du matériel* (p. 3549); Chap. 3005 : *Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour l'alimentation de la troupe* (p. 3550, 3551); Chap. 3055 : *Demande de rétablissement des crédits pour indemnités de déplacement, présentée par le Gouvernement* (p. 3552); Chap. 3085 : *Ecoles et instructions des cadres* (p. 3553); Chap. 3115 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire et le perfectionnement de la réserve* (p. 3554); Chap. 3025 : *Demande de rétablissement des crédits pour la remonte des mulets, présentée par le Gouvernement* (p. 3555); Chap. 3245 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la rénovation du matériel automobile* (p. 3556); Chap. 3275 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des immeubles du service du génie, présentée par le Gouvernement* (p. 3556); Chap. 912 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armement* (p. 3559); État A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3510 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport du personnel militaire (Admission des familles en Indochine)* (p. 3614); Chap. 4500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service social outre-mer (Relève en Indochine)* (p. 3615); Art. 26 : *Son amendement tendant à unifier les limites d'âge dans les corps de contrôle* (p. 3625); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 juillet 1950] (p. 5760); Art. 1<sup>er</sup>, État A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1002 : *Demande de rétablissement des crédits pour le traitement des Ministres et des Secrétaires d'Etat, présentée par le Gouvernement* (p. 5766); GUERRE, Chap. 3145 : *Demande de rétablisse-*

ment des crédits pour l'entretien du matériel blindé, présentée par le Gouvernement (p. 5767); Chap. 3175 : Demande de rétablissement des crédits pour frais généraux du service du matériel, présentée par le Gouvernement (p. 5767); Art. 5 : Fabrication d'armements [22 juillet 1950] (p. 5786); Art. 15 : Réorganisation des télécommunications des départements militaires (p. 5790, 5791); Art. 18 : Intégration des ingénieurs de l'Ecole centrale dans le corps des ingénieurs militaires de l'air (p. 5792); Art. 23 : Nomination d'officiers supérieurs généraux de l'air (p. 5793); Art. 31 : Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif à l'avancement des anciens élèves de l'Ecole polytechnique (p. 5795, 5796, 5797); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif, en qualité de Rapporteur pour avis [26 octobre 1950] (p. 7255, 7256, 7257); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à prévoir des mises en congé libérable [27 octobre 1950] (p. 7317); Amendement de M. Bouxom tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille (p. 7326); Art. 3 : Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge jusqu'en 1952 (p. 7334); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis [23 novembre 1950] (p. 8078); Art. 1 bis : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux prêts des militaires servant dans les territoires d'outre-mer (p. 8083); le retire (ibid.); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, en qualité de Rapporteur spécial [27 décembre 1950] (p. 9645, 9646, 9647); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 3025 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement [29 décembre 1950] (p. 9797); Art. 14 : Amendement de M. Gaillard tendant à interdire des transferts d'un chapitre d'armement à un chapitre de fonctionnement (p. 9833); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de Rapporteur [21 mars 1951] (p. 2398, 2399); Art. 1<sup>er</sup> : Demande présentée par le Gouvernement de reprendre le texte ouvrant des crédits pour un mois entier (p. 2465); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de Rapporteur (Ses observations sur les dépenses militaires

comparées à celles des U.S.A. et de l'Angleterre) [17 mai 1951] (p. 5345, 5346, 5347, 5348, 5349); Discussion générale (p. 5351), Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 912; Prix de cession du matériel lourd (p. 5371); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour 1951; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1011 : Soldes du personnel employé au Secrétariat de l'Air [17 mai 1951] (p. 5374); GENDARMERIE, Chap. 1030 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités (Fusion des trois corps de gendarmes) (p. 5376); SERVICE D'ACTION SOCIALE, Chap. 1100 : Personnel des services sociaux (p. 5378); SERVICE DE SANTÉ, Chap. 1110 : Demande de rétablissement des crédits pour les officiers du Service de santé, présentée par le Gouvernement (p. 5378); CABINETS DES MINISTRES, Chap. 3000 : Presse (Interdiction de journaux dans les casernes) (p. 5379); SERVICES DIVERS, Chap. 3230 : Services de recherches scientifiques (p. 5380); INVESTISSEMENTS, Chap. 9021 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 77 millions les crédits pour le service des semences [18 mai 1951] (p. 5407); GUERRE, Chap. 3025 : Habillement couchage (p. 5411); Chap. 3095 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour convocation des réserves (p. 5414); Chap. 9021 : Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à rétablir les crédits pour le service du génie (Ecole de Coëtquidan) (p. 5415, 5416); Chap. 9131 : Demande de rétablissement des crédits pour munitions, présentée par le Gouvernement (p. 5417); Art. 9 : Amendement de M. Triboulet relatif aux arrêtés permettant des transferts de crédits (p. 5444); Art. 10 : Suppression de deux budgets annexes en 1951 relatifs aux armements (p. 5444); Art. 16 : Demande de reprise du texte gouvernemental pour le recrutement des ingénieurs chimistes du service des poudres, présentée par le Gouvernement (p. 5445); Art. 21 : Recrutement des médecins du service de santé (p. 5446); Art. 23 : Amendement de M. Triboulet tendant à intercaler « sur demande des intéressés » (p. 5447); Motion de M. Tourné tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour (p. 5448); Article additionnel : Son amendement tendant à définir l'étendue de la gendarmerie nationale (p. 5450); Art. 36 bis : Demande de disjonction de l'article relatif aux officiers généraux versés

*dans la réserve et invalidés à un taux supérieur à 25 0/0, présentée par le Gouvernement* (p. 5453); Art. 38 : *Demande de rétablissement de l'article relatif à la production d'états comptables périmés avec une nouvelle rédaction, présentée par le Gouvernement* (p. 5453); Art. 40 : *Demande de rétablissement de l'article relatif aux travaux du service du génie, présentée par le Gouvernement* (p. 5454); Art. 41 : *Amendement de M. Triboulet tendant à octroyer la franchise des droits de douane aux matériel et équipement militaires* (p. 5455); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5706); Art. 21 bis : *Amendement de M. Fagon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée accordant une bonification d'une année aux officiers de la marine sortant d'une grande école d'ingénieurs* (p. 5709, 5710); Art. 23 : *Rappel au règlement de M. Cristofol (Vote en deuxième lecture)* (p. 5711); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 7 : *Sont rappel au règlement (Vote de la loi rétablissant le privilège des bouilleurs de cru)* [18 mai 1951] (p. 5514).

#### **GUIGUEN (M. Louis), Député du Morbihan.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348).

#### **Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation à usage professionnel, **n° 92**. — Le 30 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la marine marchande le voilier « Duchesse Anne » en vue de son utilisation comme navire-école, **n° 399**. — Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à ouvrir un crédit au comité départemental du Morbihan d'aide aux familles des marins péris en mer, **n° 1551**. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition de la pêche des attributions normales en gaz-oil ainsi qu'en essence, **n° 3273**. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître d'urgence les arrêtés devant fixer la valeur des campagnes de la guerre 1939-1945, afin de permettre la revision des pensions des retraités ayant repris du service en 1939, **n° 3288**. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du « Robert-Marie » un premier secours d'un million de francs, **n° 6070**. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur les côtes bretonnes les 30 et 31 décembre 1948, **n° 6071**. — Le 21 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à installer un radiophare à Pen-Men (Ile de Groix), **n° 6145**. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à appliquer pour les élections cantonales des 20 et 27 mars 1949 les dispositions de la loi n° 46-1846 du 24 août 1940, **n° 6438**. — Le 29 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence au département du Morbihan un crédit de 32.195.796 francs, afin d'indemniser les victimes des dégâts causés par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, **n° 6870**. — Le 29 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement toute importation de poissons, **n° 6873**. — Le 5 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 10 juillet la date de versement du deuxième acompte provisionnel et à supprimer les pénalités pour les contribuables n'ayant pu payer à temps le premier acompte provisionnel, **n° 6924**. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à rendre applicables dans les localités classées sinistrées, les articles 19 et 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, **n° 6926**. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur



nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949, n° 8263. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser, à titre d'avance, à la Caisse centrale du crédit maritime mutuel, la somme de 100 millions de francs, n° 8388. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire parvenir d'urgence aux familles des péris en mer au cours de la tempête des 24, 25 et 26 octobre 1949, la somme de 10 millions de francs au titre de premier secours, n° 8389. — Le 21 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déclasser le fort de Locquetas en Larmor-Plage (Morbihan), n° 8795. — Le 21 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, n° 8809. — Le 22 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Gâvres et à Larmor-Plage (Morbihan), n° 8811. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de réglementer la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques, n° 8855. — Le 4 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre les installations de pompage nécessaires pour rendre navigable toute l'année la section Nantes — Redon du canal de Nantes à Brest, n° 8945. — Le 4 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, n° 8946. — Le 4 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence au département du Morbihan les crédits nécessaires au complément d'indemnités dues aux victimes des dégâts causés par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, n° 8950. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer la liaison téléphonique entre les ports bretons et les différents postes de météo régionaux afin de permettre l'affichage des avis de coups de vent et de tempêtes, n° 10355. — Le 3 août 1950, une proposition de loi tendant à

compléter le Code général des impôts, afin de prévoir des mesures exceptionnelles au cours de la campagne 1950, en faveur des producteurs de pommes à cidre, n° 10882. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 391 du Code général des impôts afin de favoriser la création et le développement des coopératives de distillerie en vue d'un écoulement normal de la production cidricole, n° 11155. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer la liaison téléphonique entre les ports bretons et les différents postes de météo régionaux afin de permettre l'affichage des avis de coups de vent et de tempêtes, n° 11385. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 11401) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans les prochains comptes spéciaux du Trésor un crédit de 1 milliard 500 millions francs en faveur de la Caisse centrale de crédit coopératif, ce crédit étant destiné à couvrir les demandes d'avances formulées à cet établissement par les caisses régionales de crédit maritime mutuel pour l'année 1951, n° 11644. — Le 19 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire parvenir d'urgence au Comité national d'entraide aux familles des marins péris en mer, la somme de 10 millions de francs, n° 11686. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, n° 11891. — Le 23 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de l'allocation-logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à charge et remplissant les conditions requises, n° 11913. — Le 23 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'écoulement de la production de choux de la région de Lorient, n° 11914. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à maintenir dans les lieux les locataires des logements de l'Office des H. L. M. de Pontivy, menacés d'expulsion pour loger des C. R. S.

**n° 11915.** — Le 30 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux patrons et marins pêcheurs de l'île d'Houat (Morbihan) victimes de la tempête du 27 janvier 1951, **n° 11997.** — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 11594) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le relèvement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du carburant au prix international, la détermination d'un prix particulier du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection des pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, **n° 12035.** — Le 13 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Larmor-Plage (Morbihan), **n° 12177.** — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à garantir aux veuves de marins un taux minimum de pension compatible avec les difficultés actuelles de l'existence, **n° 12662.**

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Vienne [28 novembre 1946] (p. 35). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 43 : *Son amendement tendant à permettre à l'Etat d'entreprendre la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif, destinés au logement des populations sinistrées* [6 mars 1947] (p. 686); *le retire* (p. 687). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande ; Art. 20 : *Son amendement relatif à la composition des conseils d'administration de compagnies* [20 février 1948] (p. 953); *Son amendement tendant à choisir les représentants du personnel à l'intérieur de la compagnie* (p. 954);

— du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; Chap. 805 : *Déblaiement des ports* [25 février 1948] (p. 1095); Art. 24 : *Crédits pour le crédit maritime mutuel* (p. 1119, 1120); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction ; Art. 2 : *Son amendement tendant à atténuer le principe de la vocation spéciale des sociétés* [17 mars 1948] (p. 1829); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir l'adhésion des départements et communes aux sociétés coopératives* (p. 1833); Art. 20 : *Son amendement tendant à payer leurs frais aux membres du bureau* [17 mars 1948] (p. 1854); *le retire* (ibid.); Art. 22 : *Son amendement tendant à rembourser ses frais au président de l'association* (p. 1855); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le cas du sous-préfet de Lorient autrefois sous-préfet de Bergerac [26 juin 1948] (p. 4052). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, MARINE MARCHANDE, chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritimes* [28 juillet 1948] (p. 5000, 5001); EDUCATION NATIONALE ; Chap. 322-1 : *Constructions scolaires (Enseignement du 1<sup>er</sup> degré)* [4 août 1948] (p. 5308, 5309); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 7 : *Son amendement tendant à respecter les droits acquis des sinistrés et réfugiés* [10 août 1948] (p. 5679). — Dépose une demande d'interpellation sur l'activité du sous-préfet de Lorient en mars 1944 [26 novembre 1948] (p. 7285). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'assurance des marins contre la perte d'équipements : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 276, 277); — du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le vote par correspondance et par procuration* [18 février 1949] (p. 675, 676); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, transports et tourisme ; Etat A, chap. 332 : *Phares, balises et signaux* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1081); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale (Ses observations sur la reconstitution de la flotte marchande française)* [2 mars 1949]

(p. 1126); Art. 2 : *Ouverture de 270 milliards de crédits pour la reconstruction* [3 mars 1949] (p. 1191); *Allocation d'attente aux sinistrés* [9 mars 1949] (p. 1428); *Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes* (p. 1430); Art. 19 : *Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche* (p. 1433, 1434); *Son amendement tendant à confier par priorité les travaux de constructions navales aux chantiers français* (p. 1434); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1687, 1688); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2192, 2193); Article unique : *Ses observations sur la crise du poisson* [8 avril 1949] (p. 2250, 2251); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Son amendement tendant à fixer le contingent attribué à la flotte de pêche* [25 mai 1949] (p. 2902, 2903). — Dépose une demande d'interpellation sur la non utilisation des navires et avions de guerre pour rechercher les bateaux de pêche désemparés lors de la dernière tempête [3 novembre 1949] (p. 5960). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux caisses d'entraide aux familles de péris en mer : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6471, 6472). — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 329 milliards pour les dommages de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7310, 7311). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement du secrétaire du syndicat C. G. T. de l'arsenal de Lorient [16 février 1950] (p. 1125). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation d'attente aux sinistrés* [28 mars 1950] (p. 2505, 2506); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Allocation d'attente* [2 juin 1950] (p. 4171); Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à reprendre le texte relatif à la majoration des plafonds pour les dommages mobiliers* (p. 4174); — d'une proposition de résolution accordant des secours aux familles de marins péris en mer, en qualité de Rapporteur pour avis [16 mai 1950] (p. 3681); *Son amendement tendant à accorder 10 millions*

*au Comité national d'entraide* (p. 3681); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes de calamités publiques (Victimes de naufrages)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4101, 4102); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, chap. 3340 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des phares et balises* [7 juin 1950] (p. 4415); Chap. 5050 : *Subventions aux organismes de tourisme* (p. 4416); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur les crédits aux pêcheurs et les importations de sardines du Maroc)* [8 juin 1950] (p. 4520, 4521); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la surveillance des pêches (Pêche au marsouin)* (p. 4530); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au crédit maritime mutuel* [9 juin 1950] (p. 4555); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 6070 : *Expertise des dommages de guerre (Scandales de Lorient)* [14 juin 1950] (p. 4735, 4736); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; RECONSTRUCTION, chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'administration centrale (Insuffisance de la reconstruction dans le Morbihan)* [27 juillet 1950] (p. 6102); — du projet de loi relatif à l'aide à la reconstruction; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer de taxe les matériaux utilisés pour la construction d'habitations à loyer modéré par les sociétés coopératives ou les particuliers* [4 août 1950] (p. 6660); *Amendement de M. Coudray tendant à créer un fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6663); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6732); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des pommes à cidre)* [7 décembre 1950] (p. 8795, 8796); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 6110 : *Liquidation du service des constructions provisoires* [15 décembre 1950] (p. 9182, 9183, 9184); TRAVAUX PUBLICS

ET TRANSPORTS, chap. 3300 : *Fonctionnement de la signalisation maritime (Phare de Pen Men, île de Groix)* [19 décembre 1950] (p. 9283); MARINE MARCHANDE, chap. 1000 : *Ses observations sur les stations de canots de sauvetage* [3 janvier 1951] (p. 54, 55); Chap. 3040 : *Protection de la pêche maritime (Ravage des bélugas)* (p. 71, 72); Chap. 5010 : *Subventions au fonds du crédit maritime mutuel* (p. 82, 83); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, chap. 5030 : *Subventions à l'Office scientifique des pêches (Navire océanographique Président Théodore Tisier)* [30 janvier 1951] (p. 552, 553); Chap. 4050 : *Subventions à l'Etablissement national des invalides de la marine (Ses observations sur les difficultés des pêcheurs)* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 631, 632, 633). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation de forces américaines à Lanu-Bihoué (Morbihan) [21 mars 1951] (p. 2470). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 : DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 11 : *Son amendement tendant à établir l'évaluation des dommages de guerre avant le 31 décembre 1951* [13 avril 1951] (p. 3277).

#### **GUILBERT (M. Paul), Député de la Manche.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); — de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestation familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (**application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée**) [10 juin 1947] (p. 2000); *Session*

*du 7 décembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### **Dépôts :**

Le 18 juin 1947, une proposition de loi tendant à instituer un ordre des masseurs kinésithérapeutes et un ordre des pédicures, **n° 1729**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues relative à la conservation du lait, **n° 4053**. — Le 10 décembre 1948, un rapport au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à réglementer la publicité relative à l'appareillage médical et chirurgical, **n° 5783**. — Le 17 février 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur, **n° 6478**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 et à étendre le bénéfice de l'article 49 de la loi du 10 mars 1925 à certaines catégories d'agents des ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, **n° 8447**. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à préciser les conditions dans lesquelles peuvent être relevés de l'inéligibilité, les parlementaires ayant voté « pour » le 10 juillet 1940 à Vichy, **n° 9375**. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° la proposition de loi de M. Dutard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'arrêté du 3 février 1949 et à abroger l'arrêté du 26 juillet 1949 en vue de permettre aux sages-femmes diplômées d'Etat de pratiquer des soins infirmiers; 2° la proposition de résolution de M. Henri Lacaze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de permettre aux sages-femmes diplômées d'Etat, de pratiquer des soins infirmiers, **n° 9883**. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Roclore et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article

4 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 10482. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de MM. Bourguès-Maunoury et Fabre tendant à réglementer le commerce et l'emploi de la saccharine et des substances édulcorantes artificielles, n° 10701.

### Interventions :

Est entendu dans la discussion du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre ; Art. 7 : *Son amendement tendant à majorer l'allocation pour les familles nombreuses* [1<sup>er</sup> août 1947] (pp. 3830, 3831). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et transports une question concernant les mesures prises pour éviter des catastrophes analogues à celle de Brest dûe à l'explosion d'un chargement de nitrate d'ammoniaque [19 décembre 1947] (p. 5921). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation de la coopération dans le commerce de détail amendée par le Conseil de la République ; Art. 10 bis : *Son amendement tendant à rétablir l'article excluant de la loi les coopératives pharmaceutiques* [30 juillet 1949] (p. 5576).

**GUILLANT (M. André)**, Député de l'Eure.

*Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 20 juin au 11 juillet 1950

*Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948]

(p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé vice-président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716). — Est désigné : pour faire partie de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 février 1948] (p. 776) ; par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 juin 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles). Etat A, travaux publics et transports. I. — Services des travaux publics et transports, n° 1556. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi relatif à la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les inondations dans l'Est de la France aux mois de décembre 1947 et janvier 1948 ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est, une indemnité égale au montant des dommages subis ; 2<sup>o</sup> de Mme Schell et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une indemnisation représentant les trois quarts du salaire de base départemental aux ouvriers réduits au chômage par suite des inondations récentes des départements de l'Est ; III. La proposition de résolution de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation des dommages occasionnés par les inondations qui ont ravagé les départements de l'Est du 28 décembre 1947 au 5 janvier 1948, n° 3855. — Le 1<sup>er</sup> avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre

d'affaires ; II. La proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0/0 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948), **n° 6922**. — Le 8 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers ; II. Le projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires et la proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0/0 (en remplacement des art. 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948) ; III. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux (art. 13 B, 13 C, 13 E, 13 F, 13 G, 13 H, 17, 21, 26 G, 26 H, 26 I, 26 J, 28 B, 29, 30, 31, 33 D, 39 A, 39 E et 39 F), **n° 7812**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 127 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* [7 février 1947] (p. 260) ; — des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*rationnement en viande*) [18 février 1947] (p. 360) ; — de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir une indemnité provisionnelle* [4 mars 1947] (p. 597). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction

et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 659, 660, 661) ; Art. 28 bis : *Communication aux commissions des finances des autorisations de dépenses* [7 mars 1947] (p. 758). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Son exposé en qualité de Rapporteur)* [19 juin 1947] (p. 2238, 2239) ; Chap. 505 : *Organismes de tourisme* (p. 2250) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Etat A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; Chap. 107 : *Demande de M. le Ministre des Travaux publics et Transports de rétablissement du crédit du Conseil de la République pour les ingénieurs des travaux publics de l'Etat* [7 août 1947] (p. 4052, 4053) ; Chap. 700 : *Organisation et contrôle des transports routiers* (p. 4054). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4804) ; *Demande de discussion d'urgence* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [11 décembre 1947] (p. 5645) ; Art. 21 : *Son amendement concernant le financement par l'Etat de la Régie autonome* [16 décembre 1947] (p. 5740) ; le retire (ibid.) ; Art. 23 : *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas relatifs aux participations financières de l'Etat* (p. 5741) ; *Son amendement tendant à préciser les bases de calcul des subventions de l'Etat* (p. 5742, 5744) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à supprimer in fine « actuelle ou future »* [18 décembre 1947] (p. 5851). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel* [22 décembre 1947] (p. 6090, 6091) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel et mesures favorisant les sinistrés et spoliés* [31 décembre 1947] (p. 6667, 6668) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs ; Art. 2 : *Conditions de remboursement de ces billets* [29 janvier 1948] (p. 283). — Est entendu sur la demande

de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Contre l'urgence* [4 février 1948] (p. 401). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1434); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1929); Art. unique : *Contre-projet de M. Kriegel-Valrimont tendant à indemniser tous les dommages* (p. 1934); *Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à réparer intégralement tous les dommages* (p. 1935, 1936); *Amendement de Mme Schell tendant à indemniser les chômeurs du fait de l'inondation* (p. 1937); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Réévaluation par les entreprises soumises à l'impôt sur les B.I.C. de leurs actifs* [22 avril 1948] (p. 2172); Art. 38 *quater* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article relatif au cas de scission d'une société* [27 avril 1948] (p. 2280); Art. 45 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau réduisant à 5 0/0 la taxe sur l'incorporation au capital des réserves* (p. 2281); Art. 69 *ter* : *Son amendement relatif aux abonnements téléphoniques de l'Assemblée de l'Union française* (p. 2310); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la faiblesse du crédit de l'Etat, le déficit du budget, la gestion des entreprises nationalisées, l'emprunt forcé, la nécessité d'une politique économique plus saine)* [21 décembre 1948] (p. 7796, 7797); Art. 14 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à permettre au Gouvernement de proposer de nouveaux impôts à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1949 en cas d'échec de l'emprunt* [23 décembre 1948] (p. 7927); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Interdiction de majoration d'impôt du fait des majorations des loyers* [31 décembre 1948] (p. 8328); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à maintenir l'attribution d'essence aux prioritaires au niveau des mois précédents* [25 mai 1949] (p. 2899); — du projet de loi

relatif au Conseil de l'Europe; Art. additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des recettes correspondant aux dépenses engagées* [9 juillet 1949] (p. 4502) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux, en qualité de *Rapporteur spécial* [23 juillet 1949] (p. 5108); Art. 42 : *Amendement de M. Hughes tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de produits agricoles et portant à 2,70 0/0 le taux de cette taxe sur les entreprises intégrées* [23 juillet 1949] (p. 5109, 5110); *Révision du taux et du recouvrement de la taxe locale* (p. 5111, 5112); *Sous-amendement de M. Pleven tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles* (p. 5114); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124); Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [24 juillet 1949] (p. 5156); Art. 44 *bis* : *Répartition du produit de la taxe locale* (p. 5161); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (ses observations sur le plan Monnet)* [21 décembre 1949] (p. 7114); Article additionnel : *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens* [27 décembre 1949] (p. 7378); Art. 27 : *Impôt sur les bénéficiaires non distribués* (p. 7394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 748). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5648, 5649); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Explications de vote sur ce budget* [22 juillet 1950] (p. 5822). — Répond à une question de M. Pierrard relative à la révision des accords de Paris sur le cinéma [24 novembre 1950] (p. 8119). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE,

Chap. 5040 : *Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au Centre national de cinématographie* [7 décembre 1950] (p. 8746, 8747) ; Art. 4 : *Amendement de M. Vée tendant à accorder l'aide de l'Etat à toutes les demandes d'aide temporaire de producteurs de cinéma* (p. 8750). — Répond à une question de M. Thuillier relative à la projection de films français en Allemagne occidentale [15 décembre 1950] (p. 9151). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951) (p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République : **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Chap. 5040 : *Subventions au Centre national de cinématographie* [14 mars 1951] (p. 1921).

**GUILLE (M. Georges), Député de l'Aude.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du ravitaillement [21 décembre 1946] (p. 202) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; — Est nommé Président de la Commission des boissons [*J. O.* du 3 janvier 1949] (p. 5457), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881) ; — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357) ; de la Commission de la réforme administrative [19 mai 1948] (p. 2732). — Est désigné par la Commission de l'agriculture en

vue de la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [9 juin 1948] (**F. n° 252**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à créer une Caisse nationale des calamités agricoles, **n° 497**. — Le 13 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire jouer la Caisse de compensation en vue d'exonérer de la baisse de 50/0 les vins vendus avant le 2 janvier et non retirés à cette date, **n° 915**. — Le 21 juillet 1947, une proposition de loi réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », **n° 2082**. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole des vins délimités de qualité supérieure, **n° 3500**. — Le 26 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 3572**. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », **n° 4147**. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, **n° 7116**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi n° 3187 du 26 juillet 1941 relatif aux achats sur souches dans le commerce des vins, **n° 7485**. — Le 31 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de neige du 24 janvier 1950 dans le département



de l'Aude, n° 9100. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi relative aux apports de vendanges, n° 9771. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs audois dont la récolte a été anéantie par les violents orages de grêle du 23 mai 1950, n° 10114. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des dégâts causés par les récents orages, n° 10136. — Le 29 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage, n° 11447. — Le 13 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 11386) relatif au degré minimum des vins de coupage, n° 11603. — Le 7 février 1951, une proposition de loi relative à la création de caisses mutuelles d'assurance récolte, n° 12103.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier le statut viticole, en qualité de *Rapporteur* [25 novembre 1948] (p. 7233 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* (p. 7242); *Amendement de M. Paumier tendant à interdire l'arrachage des vignes existantes* (p. 7244). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 918); [28 juin 1949] (p. 3915). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Dépose une demande de pouvoir d'enquête, en qualité de *Président de la Commission des boissons* [16 juin 1949] (p. 3430). — Est entendu sur le renvoi, à la Commission de la santé publique, d'une proposition de résolution relative à la vente de coca-cola [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6506). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le marché du vin)* [23 février 1950] (p. 1376, 1377); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise viticole)* [7 décembre 1950] (p. 8787, 8788); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionne-

ment des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1480 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes* [22 décembre 1950] (p. 9531).

#### GUILLOIN (M. Jean), Député de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 21), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la presse [23 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des avances aux propriétaires sinistrés à qui des sujétions d'intérêt général imposent des charges non couvertes par la loi des dommages de guerre, n° 1602. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la revision des nominations et promotions abusives prononcées entre le 17 juin 1940 et le 17 août 1945 en faveur des personnels régis par décret ayant été en service en Indochine au cours de cette période, n° 1739. — Le 25 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, n° 5660. — Le 13 février 1951, une proposition de loi tendant à la validation des services des agents de poudreries mis à la retraite d'office ou en solde de réforme en application de l'acte dit loi du 31 juillet 1940 et qui ont été réintégrés en vertu de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, n° 12178.

**Interventions :**

Son rapport au nom du cinquième bureau sur les opérations électorales du département du Loiret [28 novembre 1946] (p. 19). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 886 à 899). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégage-ment des cadres des fonctionnaires; Art. 4 : *Son amendement tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant bénéficié de promotions abusives* [12 août 1947] (p. 4274, 4275). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation illégale et l'emprisonnement du Président de la délégation de la République démocratique du Viet Nam à Paris [4 février 1948] (p. 417). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi instituant le Conseil général de Haute-Volta; Art. 2 : *Amendement de M. Caillavet tendant à diminuer le nombre des membres du deuxième Collège* [18 mars 1948] (p. 1886); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1952, 1953); — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme: Article unique : *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement des prix des baux à l'échéance, stipulés en céréales et produits laitiers* [30 avril 1948] (p. 2439); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER; Chap. 100 : *Ses observations sur la presse en Indochine* [9 juin 1948] (p. 3329, 3333, 3334); Chap. 312 : *Service d'information* (p. 3356, 3357); Chap. 701 : *Entretien des travailleurs indochinois* (p. 3359, 3360, 3361); Chap. 702 : *Crédits pour les sports et l'enseignement des Indochinois* (p. 3361); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale (guerre d'Indochine)* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4255, 4256, 4257); SERVICE DES POUDRES; Chap. 171 : *Services des produits antibiotiques* [16 juillet 1948] (p. 4700, 701); FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde des officiers (inégalité entre officiers blancs et indigènes)* (p. 4714, 4715); Chap. 157 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les troupes supplé-*

*tives en Indochine* [17 juillet 1948] (p. 4728, 4729)); Chap. 353 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'alimentation de la troupe* (p. 4730); Chap. 362 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'entretien des troupes supplétives en Indochine* (p. 4734); Chap. 652 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour services divers (revue « Climats »)* (p. 4734); Chap. 653 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice et réparation civiles (brutalités de la Légion étrangère)* (p. 4734, 4735, 4736); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 août 1948] (p. 5474, 5475); Art. 7 : *Son amendement tendant à accorder aux fonctionnaires indigènes venant en Europe les avantages des fonctionnaires européens allant outre-mer* (p. 5479); le retire (idib); Art. 17 : *Amendement de M. Touchard tendant à supprimer au premier alinéa « depuis six mois au moins »* (p. 5483); Art. 42 : *Son amendement tendant à accorder l'égalité de droits aux militaires indigènes du Maroc et de Tunisie* (p. 5491, 5492); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Motion préjudicielle tendant au renvoi à l'Assemblée de l'Union française* [8 août 1948] (p. 5535, 5536, 5537). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'Indochine*) [17 août 1948] (p. 5831). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5907, 5908); Art. 51 : *Amendement de M. Silvanre tendant à appliquer le régime normal de scrutin dans les territoires d'outre-mer* (p. 5924); *Amendement de M. Martine concernant les députés élus au collège unique en A.O.F.* (p. 5924). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Viet Nam [18 août 1948] (p. 5938). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 août 1938] (p. 5991 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi devant l'Assemblée de l'Union française* [26 août 1948]

(p. 6332); *Discussion générale* (p. 6332, 6333, 6334); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer un délai aux décrets fixant la fin du privilège d'émission* [26 août 1948] (p. 6335); Art. 2 : *Son amendement tendant à rejeter la convention du 10 juillet 1947 avec la Banque d'Indochine* (p. 6335, 6336); — du projet de loi portant création d'un institut d'émission de l'Indochine : *Question préalable posée par M. Pronteau* [26 août 1948] (p. 6350); *Sa motion préjudicielle* (ibid); *la retire* (ibid); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pronteau tendant à n'accorder le privilège qu'à titre provisoire* (p. 6351); Art. 4 : *Son amendement tendant à faire approuver la Convention prévue par une loi* (p. 6351); Art 5 : *Son amendement tendant à fixer un délai au décret prévu* (p. 6351); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6351). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement du procès de Madagascar : *Indignité de la justice française* [22 septembre 1948] (p. 6829, 6830, 6831). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence du Haut Conseil de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur les incidents au Maroc en mai et juin 1948 et l'interdiction d'une réunion du Rassemblement démocratique africain à Bobo Dioulasso)* [10 décembre 1948] (p. 7518 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Serre tendant à ne prévoir que des Ministres dans la délégation du Gouvernement français* (p. 7521, 7522); Art. 3 : *Son amendement tendant à solliciter l'avis de l'Assemblée de l'Union française* (p. 7522); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7523). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du Viet-Nam et son refus de négocier avec le Président Ho-Chi-Minh [25 février 1949] (p. 941); *la développe (Ses observations sur l'accord conclu récemment avec Bao Daï, les variations de la politique socialiste en Indochine, l'exploitation de l'Indochine par les trusts, les lourdes pertes subies par le corps expéditionnaire français)* [10 mars 1949] (p. 1521 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 mars 1949] (p. 1589); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le

budget de la France d'outre-mer ; Chap. 131 : *Personnel d'encadrement des travailleurs indo-chinois* [31 mars 1949] (p. 1962); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Urgence du débat* [21 mai 1949] (p. 2761); *Pose la question préalable* (p. 2769, 2770, 2771, 2772); Art. 2 : *Rattachement de la Cochinchine au Viet Nam* (p. 2791, 2792); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2795); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Ses explications de vote sur l'article* [3 juin 1949] (p. 3145); — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3136, 3137); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; SERVICE DES POUDRES, Chap. 170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des poudreries nationales* [23 juin 1949] (p. 3724); *le retire* (ibid). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus du Ministère des Travaux publics de remettre en service des autorails sur les lignes de l'Etoile du Blanc [20 juillet 1949] (p. 4895); — sur les conditions dans lesquelles quatre jeunes soldats ont trouvé la mort en luttant contre l'incendie des Landes [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur la transformation du camp d'aviation de Parçay-Meslay près de Tours, en base américaine [21 mars 1951] (p. 2469).

#### **GUILLOU (M. Louis), Député du Finistère.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [4 mars 1947] (p. 557), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [11 mars 1947] (p. 796), [21 novembre 1947] (p. 5102), [23 novembre 1948] (p. 7150).

**Dépôt :**

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 bis du Code de l'enregistrement, en vue d'exonérer des droits de soulte et de retour la valeur des parts et portions des biens acquis par le copartageant attributaire de tous les biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique d'une valeur de 1.400.000 francs, n° 979.

**Interventions :**

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1), [14 janvier 1947] (p. 1), [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 22 : *Exonération pour le partage des successions inférieures à 1 million* [10 juin 1948] (p. 3379); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 2 : *Son amendement relatif aux automobiles de mutilés 100 0/0* [18 septembre 1948] (p. 6666). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix de vente de certains produits agricoles, l'écoulement normal de ces produits, leur exportation et la politique générale du Gouvernement en matière agricole [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1949] (p. 1). — Développe son interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (*Ses observations sur le marché des pommes de terre, choux-fleurs et oignons, l'exportation nécessaire de pommes de terre en Espagne, en Angleterre et en Allemagne, le poids trop lourd de la fiscalité pour les agriculteurs*) [24 février 1949] (p. 861, 862, 863). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation de pommes de terre de Hollande et du Danemark [10 novembre 1949] (p. 6074). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des pommes de terre et les expéditions de choux-fleurs en Grande-Bretagne)* [23 février 1950] (p. 1378, 1379); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le régime fiscal des produits agricoles)* [7 décembre 1950]

(p. 8784, 8785). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [9 janvier 1951] (p. 309). — S'excuse de son absence [30 janvier 1947] (p. 88). — Obtient un congé [30 janvier 1947] (p. 88).

**GUISSOU (M. Henri)**, *Député de la Haute-Volta.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 mars 1949] (p. 1813). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [14 mars 1950] (p. 1966), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Interventions :**

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote des indépendants d'outre-mer au sujet de la motion déposée par M. Le Troquer flétrissant les députés communistes* [20 octobre 1949] (p. 5883). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte-d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1136). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 142 : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance des inspecteurs du travail* [14 avril 1951] (p. 3321); Art. 144 : *Son amendement tendant à préciser les attributions des inspecteurs généraux* (p. 3322); Art. 145 : *Son amendement tendant à ne pas mentionner que les arrêtés seront pris sur proposition de l'inspecteur général du travail* (p. 3324).

**GUITTON (M. Jean)**, *Député de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948]

(p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de la marine marchande et des pêches pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [12 juin 1948] (p. 3483), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une réparation morale et matérielle à certaines victimes de la grève générale du 30 novembre 1938, **n° 1852**. — Le 19 mars 1948, une proposition de loi relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière, **n° 3888**. — Le 23 juin 1949 un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement (Dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 30 juin 1949), **n° 7587**. — Le 22 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement ; II. les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 2° de M. Pflimlin tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 3° de M. René Coty tendant à suspendre, dans les communes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et

temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 4° de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché, d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale ; 5° de M. Angeletti et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 6° de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés ; 7° de M. Mondon tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel ; 8° de MM. Frédéric-Dupont et Bergasse tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948 prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 10° de M. Chautard et Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation ; III. les propositions de résolution : 1° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints ; 2° de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (Dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 31 décembre 1949), **n° 8817**. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 relatives à la réquisition d'usage des immeubles nécessaires au fonctionnement des administrations et services publics sinistrés, **n° 9335**. — Le 12 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 10250**. — Le 12 juin 1950, une proposition de loi prorogeant les dispositions de l'ordon-

nance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 10251. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 relatives à la réquisition d'usage des immeubles nécessaires au fonctionnement des administrations et services publics sinistrés, n° 11141. — Le 25 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 11946. — Le 14 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 11929) et la lettre rectificative (n° 12170) au projet de loi portant création de deux contingents exceptionnels de Croix du mérite maritime destinés à récompenser, l'un, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche, et l'autre, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation de grands travaux portuaires d'Abidjan, n° 12193. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 14274) de MM. Siefert et Guilbert tendant à sauvegarder les intérêts généraux des villes sinistrées, n° 12247.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 ; RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer les commissions locales aux commissions cantonales de dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 318) ; — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1587, 1588) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Administration centrale (allocations et indemnités diverses)* [12 juin 1947] (p. 2048) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Reconstruction d'écoles.)* [22 juillet 1947] (p. 3378, 3379) ; — du projet

de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 394). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel : *Sur l'urgence* [4 février 1948] (p. 402, 403). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction ; Art. 2 : *Régime des sociétés coopératives* [2 mars 1948] (p. 1281) ; *Son amendement tendant à prévoir des coopératives agricoles* (p. 1281), [17 mars 1948] (p. 1825, 1826, 1828) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à interdire aux unions de grouper des coopératives ayant leur siège dans divers départements* (p. 1864) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 54 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1865) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 28 *ter* : *Son amendement tendant à insérer un article reportant au 31 mai 1948 la majoration de 10 0/0 pour impôts impayés* [23 avril 1948] (p. 2260, 2261) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (bâtiments de l'enseignement primaire)* [4 août 1948] (p. 5309) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8091, 8092) ; — de propositions de loi relatives aux loyers : *Renvoi du débat* [28 janvier 1949] (p. 255). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion d'urgence de sa proposition de loi relative au maintien dans les lieux des sinistrés logés dans des stations balnéaires* [3 juin 1949] (p. 3108, 3109). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à prévoir un local « correspondant aux besoins » des sinistrés* [16 juin 1949] (p. 3390, 3391) ; *Son amendement tendant à étendre la loi aux bénéficiaires de réquisitions ou aux bénéficiaires de réquisitions converties en locations amiables* (p. 3391, 3392, 3393) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Art. 6 : *Amendement de M. Métayer tendant à imputer les abattements votés sur les 18 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur les dépenses militaires* [23 juin 1949] (p. 3729) ; — du projet

de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Son amendement tendant à soumettre les chantiers navals au paiement de la taxe locale* [30 juillet 1949] (p. 5641, 5642) ; — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la taxe sur les chantiers de constructions navales* [31 décembre 1949] (p. 7680) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2325) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 mars 1950] (p. 2519) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2652) ; — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général ; Art. 8 : *Son amendement tendant à accorder au personnel sédentaire des compagnies les avantages accordés à un service public de transports* [22 décembre 1950] (p. 9515) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 202, 203) ; Art. 4 : *Amendement de M. David tendant à favoriser les communes dont les biens patrimoniaux ont été sinistrés* (p. 226) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 230) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dépenses de liquidation de la Société des services contractuels des Messageries maritimes (insuffisance de la flotte marchande)* [30 janvier 1951] (p. 557, 558) ; *le retire* (p. 558) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4000 : *Prestations familiales (statut du personnel hospitalier)* [4 mai 1951] (p. 4549) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4156).

**GUYOMARD (M. Joseph)**, Député du Morbihan.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Com-

mission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [21 novembre 1947] (p. 5102).

#### Dépôt :

Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à autoriser, jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1951, les producteurs de cidre à distiller sans limitation de quantité, les cidres et lies moyennant le paiement d'une taxe à l'hectare, n<sup>o</sup> 11248.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, INTÉRIEUR : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4957) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la vente des pommes de terre de semence)* [24 février 1949] (p. 867) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances ; Chap. 100 : *Impôt sur les sélectionneurs de pommes de terre* [6 avril 1949] (p. 2165) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 523 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention à l'Office interprofessionnel des céréales* [12 avril 1949] (p. 2373) ; *le retire* (p. 2374) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur les amendes infligées aux agriculteurs)* [24 mai 1950] (p. 3876) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4059). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles* [27 juillet 1950] (p. 6107). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6651). — Dépose une demande d'interpellation sur l'écoulement de la récolte

de pommes [17 octobre 1950] (p. 6920); la dé-veloppe : *Ses observations sur la mévente des pommes à cidre* [7 décembre 1950] (p. 8779, 8780, 8781). = S'excuse de son absence [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607). — Obtient un congé [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607).

**GUYON (M. Raymond)**, *Député de la Gironde.*

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); — Est élu président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [*J. O.* du 27 janvier 1948] (p. 848), [*J. O.* du 19 janvier 1949] (p. 765), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882); — Est nommé membre de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 451. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, n° 552. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des ostréiculteurs, n° 575. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances des 26 août et 30 septembre 1944 et à rendre applicables les dispositions des dites ordonnances aux individus inculpés d'intelligence avec l'ennemi ou coupables de crimes d'indignité nationale décadés ou disparus avant jugement, n° 682. — Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des vins, n° 848. — Le

27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer au système du « double secteur » en matière de tabac et à augmenter la ration, n° 1127. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale modifiée et complétée par l'ordonnance du 26 septembre 1944 et la loi du 25 février 1946, n° 1128. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 56 du Code général des impôts directs en vue de faire bénéficier les petits agriculteurs, pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, du tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule, n° 1642. — Le 17 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 2055. — Le 14 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'organisation des offices agricoles départementaux, n° 4212. — Le 3 juin 1948, une proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés, n° 4438. — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 7058. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire le droit de consommation sur l'alcool, n° 7173. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants du département de la Gironde, victimes des intempéries du 15 juin 1949, n° 7519. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi relative à la nomination des juges de paix, n° 8256. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à admettre les victimes civiles des incendies de forêt au bénéfice de la loi du 20 mai 1946 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, n° 8265. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à créer une tranche spéciale de la Loterie nationale au profit des sinistrés des Landes, n° 8255. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les bois incendiés des Landes de Gascogne, n° 8404. — Le 22 novembre 1949,



un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950, tomes I et II, n° 8425. — Le 31 décembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8920. — Le 30 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la souveraineté de la Commission paritaire chargée de fixer le prix du tabac indigène, n° 9680. — Le 7 février 1951, une proposition de loi relative à la réglementation des boissons à base d'alcool, n° 12107. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à simplifier le régime fiscal des vins, n° 12220. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser les modalités de fixation du prix d'achat du tabac indigène, n° 12292. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux retraités des ports autonomes des facilités de transport par chemin de fer, n° 12445. — Le 28 avril 1951, une proposition de loi relative à la situation fiscale des ostréiculteurs, n° 13017.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Léon Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 31 : *Calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1946] (p. 243). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* [16 janvier 1947] (1).

#### En qualité de député :

Dépose un amendement tendant à insérer après l'article 80 du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, un article nouveau prévoyant la prorogation des délais de revision des marchés passés par le Commissariat ou le Ministère de la Reconstruction [7 février 1947] (p. 264). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à

diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 54 : *Son article additionnel tendant à l'abandon de la taxe ad valorem sur les vins* [30 mai 1947] (p. 1839); *Son article additionnel tendant à ramener le taux de la taxe à la production de 25 à 10 0/0* (ibid.). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget de l'exercice 1947; Art. 2 *quinquies* : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3773, 3774, 3776); Art. 2 *quater* nouveau : *Élévation de la taxe de circulation sur les vins d'appellation contrôlée* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3853); Article additionnel : *Son amendement tendant à rapporter les lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941* (p. 3868, 3869); *Mise en circulation des apéritifs à base d'alcool* : *Son amendement tendant à classer vins ordinaires les vins doux naturels d'appellation contrôlée* (p. 3869); *Son amendement tendant à abroger la loi du 5 octobre 1941* (p. 3872). — Est entendu au cours du débat sur la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3061, 3062). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique; Art. 6 : *Son amendement tendant à instituer un trésorier agent comptable responsable des paiements* [18 juillet 1947] (p. 3200); Art. 7 : *Son amendement tendant à définir les attributions du trésorier agent comptable* (p. 3201); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement tendant à fixer le montant de l'indemnité des membres du Conseil national économique* (p. 3201); Art. 12 : *Son amendement limitant à cinq le nombre des chargés de mission* (p. 3203); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer dix emplois de commis* (p. 3203); Art. 14 : *Son amendement tendant à préciser le nombre des agents employés par le Conseil national économique* (p. 3204). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Ajournement de la discussion* [9 décembre 1947] (p. 5567). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Examen des projets financiers de M. René Mayer* [19 décembre 1947] (p. 5931,

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

5932). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6077, 6078); *Renvoi du débat* (p. 6082); Art. 3 : *Prélèvement exceptionnel sur les exploitants agricoles* (p. 6115, 6116); *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6124); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lucas tendant à ouvrir l'emprunt à tous et sans limitation de souscription* [22 décembre 1947] (p. 6169); — du projet de loi portant reconduction pour l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : *Question préalable posée par M. Jacques Duclos* [26 décembre 1947] (p. 6253, 6254); — du projet de loi portant réforme fiscale : *Avís du Conseil économique* [29 décembre 1947] (p. 6448); Art. 59 : *Amendements de MM. Paumier et Gozard tendant à supprimer l'article* (p. 6449); Art. 64 : *Amendements de MM. Bouvier et Gozard tendant à supprimer l'article* (p. 6450); Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* (p. 6452); Art. 72 : *Amendement de M. Paumier tendant à insérer un article nouveau relatif aux droits sur les vins d'appellation contrôlée* (p. 6453); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier patrimonial et fiscal* (p. 6458, 6461); *Son amendement tendant à tenir compte de l'administration du contrôle et des enquêtes économiques* (p. 6464); en qualité de *Président de la Commission des finances* [30 décembre 1947] (p. 6569, 6570); Art. 74 bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 6579); *Demande de nouvelle délibération présentée par M. Bétolaud* (p. 6579, 6580); — du projet de loi relatif à certaines dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles; Art. 4 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne maintenir les administrations dans les immeubles occupés que jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1948* [30 décembre 1947] (p. 6583); Art. 5 : *Amendement de M. Sion tendant à exempter les heures supplémentaires de l'impôt cédulaire* (p. 6585); Art. 8 : *Amendement de M. de Sesmaisons relatif au délai d'exigibilité des impôts directs* (p. 6587); Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* (p. 6593, 6595); Art. 17 : *Droits sur les alcools* (p. 6598); *Amendements de MM. Masson, Lucas et Véry relatifs aux droits*

*sur les rhums* (p. 6599). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence du nouveau projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Président de la Commission des finances* [31 décembre 1947] (p. 6681). — En qualité de *Président de la Commission des finances* : Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Question préalable posée par M. Jacques Duclos* [3 janvier 1948] (p. 6, 7); Art. 2 : *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer la motion de bénéfice réel à celle du chiffre d'affaires* (p. 21). — Est entendu : sur une motion d'ordre : *Examen du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs* [29 janvier 1948] (p. 268); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [4 février 1948] (p. 399). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Crédit de 100 milliards pour le reclassement* [5 février 1948] (p. 437, 438); *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de 1 million* (p. 441); *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article premier* (p. 448); *Amendements de MM. Anxionnaz et Jean Masson tendant à réduire les crédits demandés* [6 février 1948] (p. 489). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur l'abrogation du prélèvement exceptionnel* [10 février 1948] (p. 601). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des postes et orchestres régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 667, 668, 669, 670, 671, 672); — des propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Contre-projet de M. Lamine-Guèye* [13 février 1948] (p. 715). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le prélèvement exceptionnel* [2 mars 1948] (p. 1267, 1268, 1270, 1271, 1272). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Option entre le bénéfice réel et le forfait pour le contribuable* [7 mars 1948] (p. 1507, 1508); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à aug-*

menter de 50 0/0 le chiffre d'affaires pris en considération [8 mars 1948] (p. 1544, 1545); le retire (p. 1545); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2081, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098); Art. 3 bis : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du bénéfice net imposable sur le salaire versé par le patron à son conjoint travaillant avec lui* [22 avril 1948] (p. 2175, 2176, 2177); Art. 15 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à modifier le taux progressif de l'impôt sur le revenu* [23 avril 1948] (p. 2247); Art. 17 : *Amendement de M. Chassaing tendant à supprimer l'article relatif à la publication de la liste des fraudeurs* (p. 2248, 2249); *Amendement de M. Pinay tendant à ne publier que la liste des fraudeurs de mauvaise foi* (p. 2250); Art. 51 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux propriétaires de véhicules devant changer de cartes grises à la suite de la suppression de la ligne de démarcation* [27 avril 1948] (p. 2282, 2283); Art. 51 ter : *Exonération de la taxe sur les transactions des recettes des terrains de sport* (p. 2283); Art. 52 : *Droits de circulation sur les vins* (p. 2285); *Amendement de M. Auguet tendant à fixer à 140 francs par hectolitre les droits de circulation sur les vins* (p. 2286); *Son amendement tendant à fixer à 240 francs les droits de circulation des vins à appellation contrôlée* (p. 2287); Art. 52 : *Amendement de M. Gozard tendant à maintenir au niveau de 1947 l'impôt sur les bicyclettes* (p. 2289); Art. 54 : *Amendement de M. Pleven relatif au mode de calcul des taxes de licences des débits de boisson* (p. 2302); Art. 55 : *Amendement de M. Denais tendant à augmenter les déductions accordées aux entrepositaires de boissons* (p. 2302); *Amendement précédemment réservé de M. Rochet tendant à insérer un article limitant les coefficients applicables aux revenus fonciers au niveau de l'année précédente* (p. 2342); — du projet de loi portant suspension de la taxe de 4 0/0 sur les viandes fraîches; Article unique : *Amendements de M. Arthaud et Mme Degrand tendant à appliquer partout cette suspension* [30 avril 1948] (p. 2427, 2428); — de sa proposition de loi créant un conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant au contrôle des décrets d'appellation d'origine* [14 mai 1948] (p. 2631); Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier la composition du bureau de ce conseil* (p. 2632,

2633); Art. 5 : *Son amendement relatif aux délibérations du conseil* (p. 2633); le retire (ibid.); Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du conseil* (p. 2634, 2635); Art. 9 : *Son amendement tendant à ne permettre le retrait des fonds qu'aux membres du bureau* (p. 2635); le retire (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2636, 2637); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2726, 2727); — du projet de loi autorisant la ratification des accords franco-polonais du 19 mars 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 mai 1948] (p. 2961, 2962); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (ibid.); — de la proposition de résolution accordant une avance de la Caisse nationale de crédit agricole aux producteurs de fleurs : *Sa demande de renvoi à la Commission* [7 juillet 1948] (p. 4421); — de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Amendement de M. Rollin tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article* [30 juillet 1948] (p. 5137); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, FINANCES; Chap. 100 : *Ses observations sur la lettre rectificative reçue et l'aménagement de ce budget* [30 juillet 1948] (p. 5155, 5156); *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fonctionnaires de l'administration centrale* (p. 5156, 5157, 5158); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6624, 6625, 6626). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Ordre du jour des travaux*) [25 septembre 1948] (p. 6927). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de comprimer les dépenses, les impôts exceptionnels, l'inflation en puissance, le problème budgétaire, les caisses noires et les fausses imputations faites par les différents services des Ministères, la fraude en matière de reconstruction, la fraude fiscale et son importance pour les impôts cédulaires non stoppés à la source, la restauration de l'épargne)* [20 décembre 1948] (p. 7762, 7763, 7764, 7765, 7766, 7767); *Ses observations sur la nécessité de hâter le débat* [22 décembre 1948] (p. 7854);

*Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* (p. 7868). — Est entendu sur le dépôt d'un rapport de la Cour des Comptes [22 décembre 1948] (p. 7855). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [31 décembre 1948] (p. 8321). — En qualité de *Président de la Commission des finances*, prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer qu'en 1950 la limitation à 25 0/0 des charges totales pour les charges dues au titre des cotisations et impositions* [10 février 1949] (p. 484); *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour les vins et eaux-de-vie* (p. 485); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article attribuant le reversement du service des alcools au budget des prestations familiales agricoles* [11 février 1949] (p. 515, 516, 517); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le Budget des Travaux publics, transports et tourisme. Etat A, Chap 124 : *Ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1075); Chap. 302 : *Frais de déplacement du personnel des ponts et chaussées* (p. 1078); — du projet de loi relatif aux Comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 37 septièmes : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain tendant à disjointer l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1363, 1364); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le Budget des Affaires économiques : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1758, 1760); Chap. 117 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour la direction générale du contrôle économique* (p. 1765); Chap. 302 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'achat d'automobiles* (p. 1766); *Suite de la discussion budgétaire* (p. 1769); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Président de la Commission des finances* [6 avril 1949] (p. 2126, 2127);

Art. 5 : *Sous-amendement de M. Tourtaud tendant à établir une taxe de 2 0/0 sur les réserves des sociétés* (p. 2131); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Contre-projet de M. Aubry tendant à relever ces pensions* [12 avril 1949] (p. 2389). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et fiscale du Gouvernement en matière d'alcool [17 mai 1949] (p. 2549). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur la taxe locale sur le chiffre d'affaires* [19 mai 1949] (p. 2691). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Nouveau texte de la Commission* [25 mai 1949] (p. 2900); Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à créer un budget spécial du service des alcools* [31 mai 1949] (p. 2983, 2984, 2985); Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3059, 3060, 3062); Art. 26 : *Amendement de M. Plevén tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers* (p. 3070); Art. 33 : *Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les forfaits pour 1949 au niveau de ceux de 1948* [3 juin 1949] (p. 3109); Art. 14 : *Politique de détente fiscale suivie par le Gouvernement* (p. 3134). — Est entendu : sur le retrait d'une demande de renvoi à la Commission du projet de loi relatif à la réorganisation de la S. C. A. N. et de la S. N. E. C. M. A. [2 juin 1949] (p. 3072, 3073); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du budget de l'armée* [9 juin 1949] (p. 3209). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la transmission d'une pharmacie à un héritier qui n'a pas encore obtenu de diplôme de pharmacien [24 juin 1949] (p. 3771). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : *Discussion générale (Application de l'article 16 de la loi des maxima)* [7 juillet 1949] (p. 4322, 4323); *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4762); Art. 4 : *Amendement de M. Arthaud tendant à prévoir un crédit pour les livres en relief système Braille et l'exonération des droits de douane pour les appareils à l'usage des aveugles* (p. 4767); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima à l'article prévoyant la gratuité des transports pour les invalides titulaires de la carte* (p. 4768); — du

projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. A : Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties [20 juillet 1949] (p. 4869) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Paumier tendant à exonérer d'impôts les jeunes cultivateurs pour les cinq premières années de leur installation (p. 4873) ; Rappel au règlement de M. Cristofol (p. 4873) ; Art. 10 sexies : Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article 234 du décret portant réforme fiscale [21 juillet 1949] (p. 4961) ; Art. 10 bis : Amendement de M. Jean Masson relatif au calcul des charges de l'exploitation (p. 4981, 4982) ; Nouveau texte présenté par la Commission [25 juillet 1949] (p. 5206). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur les aménagements fiscaux*) [20 juillet 1949] (p. 4894). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat D, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 327 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement [28 juillet 1949] (p. 5431) ; Sa proposition de modifier le titre du projet (p. 5436) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République : Proposition de Mme Braun de renvoyer le débat au lendemain [30 juillet 1949] (p. 5614, 5615) ; — d'une proposition de loi relative au prix de vente de l'essence : Sa demande de renvoi à la Commission [9 décembre 1949] (p. 6733) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, en qualité de Rapporteur en remplacement de M. Barangé [19 décembre 1949] (p. 6990, 6991, 6992) ; Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement (p. 7002) ; Renvoi à la Commission du projet accompagné d'une lettre rectificative (p. 7005) ; en qualité de Président de la Commission des finances [21 décembre 1949] (p. 7066, 7068) ; Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Jacques Duclos [26 décembre 1949] (p. 7242, 7243) ; Art. 3 : Amendement de M. Forcinal tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour les anciens combattants et victimes de la guerre (p. 7265) ; Amendement de M. Védrines tendant à augmenter de 1.370 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunication

(p. 7267) ; Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'agriculture pour la remise en état de la forêt de Gascogne (p. 7270) ; Art. 3 : Amendement de M. Barrachin tendant à affecter 1.200 millions au solde dû aux anciens prisonniers de guerre (p. 7307) ; Art. 4 : Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5 [27 décembre 1949] (p. 7334) ; Dépôt par le Gouvernement d'une lettre rectificative au projet (p. 7352) ; Article additionnel : Sa demande de renvoi à la Commission de l'amendement de M. Bergeret tendant à instituer un impôt sur les salariés recevant plus de 960.000 francs par an (p. 7374) ; Art. 40 : Amendement de M. Bessac tendant à bloquer les crédits de la deuxième tranche de reclassement (p. 7414) ; Art. 41 : Amendement de M. Cristofol tendant à réaliser 5 millions d'économies sur les chiens policiers (p. 7417) ; Art. 40 bis : Amendement de M. Gaillard tendant à soumettre au contrôle de la Commission nationale d'économies les organismes professionnels (p. 7419) ; Art. 43 : Amendement de M. Gaillard tendant à bloquer les trois quarts des crédits accordés à la S. N. C. F. jusqu'à la réalisation de réformes (p. 7423) ; Art. 45 : Amendement de M. Gazier tendant à mettre 2.000 agents du Contrôle économique au service de la lutte contre la fraude fiscale (p. 7426) ; Art. 46 : Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article relatif aux avoirs à l'étranger (p. 7427) ; Examen des amendements réservés par la Commission (p. 7437) ; Art. 5 : Amendement de M. Servin tendant à affecter 500 millions aux houillères menacées de fermeture [28 décembre 1949] (p. 7490) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article interdisant les dépenses au delà des maxima fixés (p. 7493) ; Art. 27 : Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles) [30 décembre 1949] (p. 7614) ; Demande de renvoi de l'amendement de M. Tanguy Prigent à la Commission de l'agriculture, présentée par M. Temple (p. 7617) ; Renvoi du débat [31 décembre 1949] (p. 7640) ; Art. 27 bis : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers [2 janvier 1950] (p. 6) ; Amendement de M. Delcos tendant à insérer un article addition-

nel surtaxant les apéritifs anisés (p. 14). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Examen de la loi de finances*) [20 décembre 1949] (p. 7029). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux taxes locales additionnelles aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Demande de renvoi à la Commission de l'intérieur, présentée par M. Cordonnier* [28 décembre 1949] (p. 7496) ; Art. 2 : *Amendement de M. Mouchet tendant à mettre à égalité les petites communes et les communes de 10.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7577) ; *Son amendement tendant à instituer un fonds commun départemental* (p. 7579) ; le retire (p. 7580) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant aucun crédit au reclassement des fonctionnaires* [31 décembre 1949] (p. 7653) ; Art. 11 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la Défense nationale* (p. 7654) ; Art. 24 : *Demande de reprise du texte gouvernemental supprimant des emplois au service du ravitaillement, présentée par le Gouvernement* (p. 7663) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 décembre 1949] (p. 7686) ; Art. 22 : *Report de la date limite des sessions pour l'adoption des budgets départementaux* (p. 7686) ; Art. 24 : *Amendement de M. Hughes tendant à ne maintenir que 100 postes des services du ravitaillement* (p. 7686). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [31 décembre 1949] (p. 7670). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 228, 240, 244, 245), [19 janvier 1950] (p. 345, 346, 347, 348, 349, 350). — En qualité de *Président de la Commission des finances* : Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 A : *Recevabilité d'un amendement de M. Auguet* [29 janvier 1950] (p. 756) ; Art. 43 : *Amendement de M. Védrines tendant à supprimer l'article relatif aux prêts du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 787). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi portant répartition des crédits ouverts sur l'exercice 1950*) [31 jan-

vier 1950] (p. 836). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique de l'alcool et les solutions envisagées par le Gouvernement [7 février 1950] (p. 1018) ; la développe [31 mars 1950] (p. 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735). — Est entendu : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Urgence* [16 février 1950] (p. 1106) ; — sur les propositions de la conférence des présidents : *Discussion générale* [21 mars 1950] (p. 2238, 2239). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire les prêts aux grosses entreprises et à augmenter les prêts aux artisans* [26 avril 1950] (p. 2919) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires, en qualité de *Président de la Commission des finances* [16 mai 1950] (p. 3674, 3675) ; *Discussion générale : Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima* (p. 3678, 3679, 3680) ; Article unique : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* (p. 3680, 3681) ; en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1950] (p. 4562, 4563) ; *Recevabilité du contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150, l'indemnité spéciale de cherté de vie* (p. 4563, 4566, 4567, 4568, 4575, 4576) ; *Contre-projet de M. Grésu tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés* [15 juin 1950] (p. 4844) ; *Son amendement tendant à accorder la troisième majoration de reclassement le 1<sup>er</sup> décembre 1950* (p. 4845) ; *Nouveau texte de la Commission* [22 juin 1950] (p. 5151) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. P. Meunier tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1950* (p. 5156) ; *Amendement de M. Lamps tendant à accorder des indemnités aux fonctionnaires les plus défavorisés à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1950* (p. 5157) ; *Demande d'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima, présentée par le Gouvernement* (p. 5159, 5160, 5161) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5269, 5270) ; — d'une proposition de résolution accordant des secours aux familles de marins péris en mer, en

qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3681); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Urgence* [16 mai 1950] (p. 3682); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 mai 1950] (p. 3684); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3761, 3762). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de la Santé publique* [9 juin 1950] (p. 4582); *Débat sur le reclassement des fonctionnaires* [21 juin 1950] (p. 5094); — sur le dépôt du rapport de la Cour des Comptes [29 juin 1950] (p. 5278, 5279). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950 ; Article unique : *Amendement de M. Lejeune tendant à débloquer les crédits pour la construction de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5281); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1950] (p. 5287, 5288); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tourné tendant à rétablir la parité entre les taux des pensions d'invalidité et des traitements des fonctionnaires* [21 juillet 1950] (p. 5740) ; Art. 11 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant l'attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* (p. 5751) ; Art. 14 : *Demande de renvoi de l'article créant une taxe sur les apéritifs anisés présentée par M. Betolaud* (p. 5753, 5754) ; — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique, en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1950] (p. 6081, 6082) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grésa tendant à appliquer aux fonctionnaires toutes les mesures compensatrices d'impôts nouveaux accordées aux salariés du secteur privé* (p. 6084) ; Art. 2 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à substituer le chiffre de 1.940 millions à celui de 1.800 millions* (p. 6086) ; Art. 3 : *Imputation des dépenses prévues sur le budget des finances* (p. 6086, 6087) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Question préalable posée par M. Palewski* [27 décembre 1950] (p. 9658, 9659, 9660, 9661) ; *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à affecter*

*352 milliards au réarmement* [28 décembre 1950] (p. 9743) ; Art. 4 : *Amendement de M. Bouvier-O'cottreau relatif à la comptabilité du fonds de défense nationale* [29 décembre 1950] (p. 9824) ; Art. 5 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 9820) ; Art. 6 : *Amendement de M. Girardot tendant à faire vérifier par l'Assemblée Nationale les opérations d'un fonds de défense nationale* (p. 9826). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Réunion de la Commission des finances* [28 décembre 1950] (p. 9745). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 ; Art. 36 bis : *Question préalable posée par M. Betolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9892) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1950] (p. 9948). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du tabac en 1950 [31 janvier 1951] (p. 594) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 février 1951] (p. 1359, 1360, 1365) ; la développe (p. 1383, 1384, 1385, 1386, 1387) ; — sur la politique du Gouvernement en matière d'oléagineux et sur le chômage des usines d'arachide de Rordeaux [15 mars 1951] (p. 1987). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le salaire minimum des maîtres laïcs de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2216, 2217) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; RADIODIFFUSION : *Amendement de M. Charpentier tendant à abroger l'article 24 de la loi du 21 juillet 1950 relative aux subventions en capital au fonds de modernisation et d'équipement* [11 avril 1951] (p. 3160) ; — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 ; Etat C, SERVICE DES POUDRES, Chap. 371 : *Demande de rétablissement des crédits pour matières et marchés (poudrerie de Sevran-Livry), présentée par le Gouvernement* [18 mai 1951] (p. 5432) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la 6<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'O.N.U., en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5617).

**GUYOT (M. Raymond)**, *Député de la Seine* (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission du ravitaillement [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la défense nationale [7 juin 1949] (p. 3172), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de loi relative aux statuts de l'artisanat, n° 871. — Le 27 mars 1947; une proposition de loi tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 1116. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'application de sanctions pénales et judiciaires à l'encontre des loueurs de voitures automobiles de 2<sup>e</sup> classe convaincus de se livrer au trafic de location d'autorisations de circuler, n° 1243. — Le 13 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes réglementant la vente des articles textiles avec points, n° 1304. — Le 3 juin 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions de tarif sur les lignes de la S. N. C. F. semblables à celles accordées déjà aux mutilés de guerre et faire qu'une semblable mesure soit prise pour les transports de la région parisienne, n° 1547. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les coupons d'achat pour certaines catégories de chaussures et pantoufles et à accorder un coupon supplémentaire « usage ville » à toute personne exerçant une profession, n° 1773. — Le 20 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du tabac et cigarettes, n° 1788. — Le 20 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le mode d'attribution des bons d'achats de bicyclettes, n° 1789. — Le 20 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939,

et à instituer une échelle mobile, n° 2957. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions afin de faire inscrire les chauffeurs de taxis au fonds de chômage et à donner toutes instructions utiles aux services des contributions afin de surseoir au recouvrement des taxes et impôts dus par cette catégorie de travailleurs, n° 3269. — Le 30 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement, toutes poursuites ou mesures de contraintes engagées contre tout transporteur, et l'annulation des réclamations de la S. A. T. A. R. en ce qui concerne le remboursement des sommes perçues par les transporteurs, n° 5114. — Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 6204. — Le 20 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, autobus, métro, chemins de fer, n° 7230. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1<sup>o</sup> rétablir la ristourne sur l'essence, en faveur des chauffeurs de taxis; 2<sup>o</sup> garantir à l'industrie du taxi une allocation d'essence égale à celle qui lui a été accordée au mois de mai 1949, n° 7361. — Le 28 juin 1949, une proposition de loi tendant à exempter les chauffeurs de taxis, propriétaires de leurs véhicules, de certaines taxes, n° 7652. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 9607. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à surseoir à l'application de la majoration des loyers tant que n'est pas effectuée une revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites, en rapport avec le coût de la vie, n° 10262. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance-vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime



général des assurances sociales entre le 1<sup>er</sup> juillet 1930 et le 1<sup>er</sup> janvier 1936, n° 10670. — Le 19 octobre 1950, une proposition de loi tendant à rendre résiliables les contrats d'engagement des militaires de tout grade après accomplissement de leur temps de service légal, n° 11079. — Le 7 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une permission supplémentaire de vingt jours (voyage non compris) aux soldats des contingents de la classe 1950 servant dans le cadre de la durée légale de service militaire qui sont stationnés en Afrique du Nord et les territoires d'outre-mer, n° 11530. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, n° 12872. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le paiement des prestations des assurances-maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France, n° 12873. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le paiement des prestations des assurances-maladie, longue maladie, maternité, aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés algériens travaillant dans l'agriculture en France, n° 12874. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à organiser la célébration du centenaire de la fondation de l'École normale militaire de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, n° 12880.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Prix de la viande* [18 février 1947] (p. 359) ; *Répression des actes de collaboration économique : Taxe des prix des fruits et légumes* [20 février 1947] (p. 388, 389) ; *Ravitaillement en viande, en vin, en blé et en poisson* (p. 390, 391, 392, 401), — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *Ses explications de vote sur l'article unique* [28 août 1947] (p. 4772, 4773). — Dépose une demande d'interpellation sur le meurtre d'un cheminot par la police lors des incidents de la Salle Wagram, le 28 octobre 1947 [13 novembre 1947]

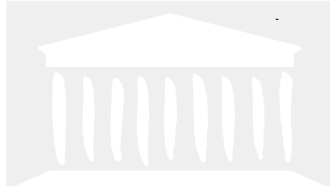
(p. 5003). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [27 novembre 1947] (p. 5191, 5192). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Fixation de l'heure de la séance du 29 novembre* [28 novembre 1947] (p. 5233). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. Garaudy ; la censure lui est appliquée (art. 107 et 108 du Règlement)* [29 novembre 1947] (p. 5256) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Maintien du régime de subventions en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1945 ; Ses explications de vote sur la demande de disjonction* [6 décembre 1947] (p. 5547, 5548). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Besset sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 : *Personnalité de M. Robert Marchadier* [18 juin 1948] (p. 3708). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A., amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4265, 4266). — Pose une question : à M. le Ministre de l'Intérieur relative aux droits des commissaires de police à percevoir des vacations pour les opérations d'ouverture de logements réquisitionnés [28 janvier 1949] (p. 239) ; — à M. le Ministre de l'Intérieur relative à l'attribution des allocations familiales aux commerçants et artisans nord-africains installés en France et ayant leurs enfants en Algérie [4 février 1949] (p. 366) ; — à M. le Ministre de l'Intérieur relative au délai de résidence pour l'inscription sur les listes électorales des Nord-Africains résidant en France [4 février 1949] (p. 367). — Dépose une demande d'interpellation au sujet du rétablissement par la S.N.C.F. du collectif à 50 0/0 pour les campeurs et l'attitude de la police parisienne envers les manifestants de la gare de l'Est [2 juin 1949] (p. 3080). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'activité du Rassemblement du Peuple français et le complot dit « de la Pentecôte » : *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Lussy et Péron* [14 juin 1949] (p. 3371). — Dépose une demande

d'interpellation sur le raid de 1.500 hommes du R.P.F. à Ivry-sur-Seine le 15 janvier 1950 [17 janvier 1950] (p. 278). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la dissolution de la Chambre des métiers de la Seine [14 juin 1950] (p. 4754). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'envoi de troupes françaises en Corée [17 octobre 1950] (p. 6919) ; — sur les entraves apportées à la parution et à la diffusion de l'*Algérie Libre* [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950]

(p. 7263, 7264, 7265, 7266, 7267, 7268, 7269, 7270, 7271). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur la politique belliqueuse des occidentaux, la hausse du coût de la vie, la guerre au Vietnam et les provocations anticommunistes de la police* [6 mars 1951] (p. 1769, 1770, 1771, 1772). — Dépose une demande d'interpellation : sur les brutalités policières dont ont été victimes les étudiants en grève [20 mars 1951] (p. 2213) ; — sur l'interdiction du meeting du 1<sup>er</sup> avril 1951 au Palais de la Mutualité, organisé par l'Istiqlal [3 avril 1951] (p. 2596).



## H



**HALBOUT (M. Emile)**, *Député de l'Orne*,

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [28 janvier 1947] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [8 mars 1949] (p. 1329), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); — Est élu secrétaire de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883); — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [21 novembre 1947] (p. 5102). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

#### Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de loi relative aux valeurs mobilières détruites au cours des bombardements, **n° 722**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Garet

tendant à modifier et compléter l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, **n° 775**. — Le 7 août 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Mouchet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière, en vue de satisfaire les besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 2301**. — Le 14 novembre 1947, une proposition de loi tendant à permettre l'établissement de jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations, **n° 2640**. — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité dans l'indemnisation de leurs dommages à certaines catégories de sinistrés : agriculteurs, artisans, industriels, commerçants, membres des professions libérales, soumis au prélèvement exceptionnel, **n° 3241**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. André Carles transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 3744**. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi relative aux primes d'assurances payées par les sinistrés relogés en baraquement, **n° 4128**. — Le 30 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la recons-

truction et des dommages de guerre sur : I. Le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; II. — Les propositions de loi : a) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; b) de M. Carles, conseiller de la République, tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5118. — Le 17 août 1948, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — Le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; II. — Les propositions de loi : a) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; b) de M. Carles, conseiller de la République, tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5282. — Le 16 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à créer des commissions départementales chargées d'étudier et de proposer les économies réalisables, n° 5583. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi portant élévation du plafond fixé à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, pour les indemnités afférentes aux biens meubles, d'usage courant ou familial, n° 5594. — Le 21 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Emile Halbout portant élévation du plafond fixé à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, pour les indemnités afférentes aux biens meubles, d'usage courant ou familial, n° 5883. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation de décisions votées par l'Assemblée algérienne portant modification de la décision n° 48-027 de l'Assemblée financière réglant le budget de l'Algérie pour l'exercice 1948 et diverses dispositions d'ordre fiscal ; portant ouverture de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et d'exercices périmés ;

portant ouverture sur le budget annexe des P. T. T. de l'Algérie de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 5978. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de Mme Marie Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 8770) tendant à l'indemnisation des professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer ; 2° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 9376) tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, n° 12376.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Garet relative à la réparation des dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur* [27 mars 1947] (p. 1154) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 5 : *Droit pour les redevables de s'acquitter de l'impôt en remettant des titres de la libération* [23 juin 1947] (p. 2367). — Est entendu dans la discussion du projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande ; Art. 6 (nouveau) : *Son amendement tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de la viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3520, 3521, 3523). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement des dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 3 : *Prorogation des dispositions concernant la reconstruction par les associations syndicales* [30 décembre 1947] (p. 6507). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 46 : *Son amendement relatif à l'habitation personnelle d'un propriétaire sinistré* [19 mars 1948] (p. 1603) ; — du projet de loi créant la Caisse autonome de la Reconstruction ; Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser les bénéficiaires des versements de la Caisse* [19 mars 1948] (p. 1998) ; *le reire* (ibid) ; — du projet de loi portant aména-

gement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 700 : *Organisation et contrôle des transports routiers* [21 juin 1948] (p. 3769) ; RECONSTRUCTION, Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* [18 juillet 1948] (p. 4778) ; Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses de personnel des services de logement* (p. 4781, 4782) ; INTÉRIEUR ; Chap. 503 : *Participation aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4952) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* (p. 4977) ; Chap. 706 : *Formation professionnelle* (p. 4978, 4979) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 106 : *Secrétaires et commissaires aux prix (Fixation des prix)* [2 août 1948] (p. 5193) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Etablissements d'enseignement technique privés* [4 août 1948] (p. 5312) ; — du projet de loi modifiant les plafonds de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre : en qualité de *Rapporteur* [6 août 1948] (p. 5433, 5434, 5435) ; Article unique : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 5436) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 6 : *Majoration de 10 0/0 des cotisations non payées le 31 octobre* [18 septembre 1948] (p. 6675) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7642) ; Article unique : *Son amendement tendant à faire fixer avant 1949 par les préfets les surfaces minima au-dessus desquelles le cumul pourra être annulé* (p. 7652, 7653) ; *Sous-amendement de M. Vée tendant à substituer 1950 à 1949* (p. 7652, 7653) ; *Amendement de M. Méhaignerie tendant à faire choisir par l'exploitant le fonds qu'il veut conserver* [17 décembre 1948] (p. 7671, 7672) ; *Son amendement tendant à accorder un délai jusqu'au 29 septembre 1949 pour les locations à l'amiable* (p. 7675) ; *Amendement de M. Méhaignerie tendant à préciser les conditions de l'habitabilité des bâtiments* (p. 7677) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à laisser pour neuf ans à l'exploitant les terres dont l'amodiation n'aura pas été demandée pendant le délai accordé* (p. 7677) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7682) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : *Son amendement*

*tendant à excepter de ce paiement par titres les immeubles d'habitation affectés à usage commercial ou industriel* [23 décembre 1948] (p. 7919) ; *le retire* (ibid.). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, transports et tourisme, Etat A, Chap. 510 : *Subventions pour déficit d'exploitation des sociétés de transport de la région parisienne* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1083) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 2 : *Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1936) ; Art. 3 bis : *Son amendement tendant à prolonger jusqu'au 30 avril le délai pour les redevables du prélèvement exceptionnel* (p. 1445) ; Art. 3 ter : *Son amendement tendant à payer tous les sinistrés prioritaires de 1948 en espèces* (p. 1450) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à réserver le paiement par titres pour les éléments d'exploitation* (p. 1450, 1451) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à excepter du paiement par titres les sociétés et associations culturelles et hospitalières* (p. 1452) ; Art. 3 bis : *Son amendement tendant à accorder un délai jusqu'au 30 avril 1949 aux redevables du prélèvement exceptionnel* (p. 1453, 1454) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2272) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur ; Chap. 510 : *Subventions aux collectivités locales pour l'équipement des services de lutte contre l'incendie* [6 avril 1949] (p. 2159) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances ; Chap. 170 : *Répartition des amendes et confiscations en matière de contributions indirectes* [6 avril 1949] (p. 2166) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 125 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocation aux établissements d'enseignement agricole* [12 avril 1949] (p. 2334) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 174 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions la contribution de l'Etat aux dépenses des Conseils agricoles départemen-*

taux (p. 2347) ; Chap. 344 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais d'établissement des cartes professionnelles d'exploitants agricoles* (p. 2354) ; Chap. 509 : *Prophylaxie et contrôle de la salubrité publique* (p. 2365) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 31 : *Son amendement tendant à ne suspendre la prescription pour les déclarations de l'impôt de solidarité que pour les différences d'appréciation de plus de 500.000 francs entre l'administration et l'intéressé* [2 juin 1949] (p. 3076 ; 3077) ; le retire (p. 3077) ; Art. 36 : *Son sous-amendement tendant à prévoir l'expropriation des terrains où sont bâties les constructions provisoires du Ministère de la Reconstruction* [3 juin 1949] (p. 3115) ; le retire (p. 3116). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur le cumul des exploitations agricoles* [2 juin 1949] (p. 3072). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles amendée par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Baudry d'Asson relatif au cas où la demande d'amodiation ne serait pas recevable* [10 juin 1949] (p. 3279) ; *Son amendement tendant à limiter la possibilité de se déclarer preneur éventuel* (p. 3279) ; *Son amendement relatif à l'état des bâtiments* (p. 3280) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, Art. 20 : *Prêt de démarrage pour la fabrication de fournitures destinées à la reconstruction* [7 juillet 1949] (p. 4373) ; — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6058) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 50 : *Son sous-amendement tendant à indemniser la part des travaux laissée à la charge du sinistré non prioritaire* [27 décembre 1949] (p. 7435, 7436) ; le retire (ibid) ; Art. 27 : *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Tanguy-Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles* [31 décembre 1949] (p. 7638) ; le retire (ibid) ; *Son rappel au règlement (interprétation de la disjonction)* (p. 7639) ; — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre ; Art. 4 : *Son amendement tendant à mettre fin aux réquisitions d'immeubles par les services publics dans les communes*

*sinistrées* [23 février 1950] (p. 1353) ; — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la forclusion pour le dépôt des demandes de dispenses* [2 mars 1950] (p. 1632) ; le retire (p. 1633) ; *Son amendement tendant à prévoir la possibilité pour les intéressés de présenter leur demande de dispense au moment de la visite d'incorporation* (p. 1634) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Art 3 bis : *Son amendement tendant à ne permettre la mobilisation que des titres non aliénés par les sinistrés* [28 mars 1950] (p. 2509) ; Art. 11 : *Son amendement relatif aux logements construits grâce au préfinancement* (p. 2515) ; *Son sous-amendement tendant à maintenir l'autorisation du tribunal civil pour l'acquisition de créances de dommages de guerre* (p. 2515) ; — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2738) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOIS DES CRÉDITS, Art. 28 ter : *Allègements fiscaux éventuels par décrets* [2 août 1950] (p. 6425) ; *Son amendement tendant à donner plus de liberté à l'initiative gouvernementale* (p. 6428) ; — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées ; Art. 12 : *Amendement de M. Rochet tendant à faire rembourser l'allocation-vieillesse par les héritiers si l'héritage du bénéficiaire est supérieur à 2 millions* [6 décembre 1950] (p. 8709) ; Art. 34 : *Amendement de M. Vée tendant à reporter de six mois la mise en application de la loi* (p. 8724) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Defos du Rau relatif au droit de préemption en matière de donation* [15 décembre 1950] (p. 9137) ; *Sous amendement de M. Roques tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* (p. 9138) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à libeller le chapitre « vulgarisation et exposition internationale du bois »* [26 janvier 1951] (p. 449). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*absence du quorum la veille*) [1<sup>er</sup> février 1951]

(p. 606). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4070 : *Amendement de M. Midol tendant à rétablir les crédits pour les services du logement* [15 décembre 1950] (p. 9166); Chap. 6100 : *Prêt du Crédit foncier aux sinistrés* (p. 9181); Chap. 6110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des constructions provisoires (réquisitions de terrains)* (p. 9184); *le retire* (p. 9185); Art 3 : *Son amendement tendant à maintenir les services du logement dans les villes sinistrées à plus de 30 0/0* (p. 9187); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 11 : *Amendement de M. Albert Rigal relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par les propriétaires sinistrés* [13 avril 1951] (p. 3281); Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas étendre les primes d'économies aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier* (p. 3282); Art. 14 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à confier le plan de constructions en série de logements aux organismes d'habitation à loyer modéré* (p. 3284); Art. 18 : *Amendement de M. Siefridt tendant à ne reconduire les lois mentionnées que pour 1951* (p. 3286); Art. 24 : *Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report des dommages agricoles sur d'autres constructions* [18 avril 1951] (p. 3450); Art. 26 : *Son amendement relatif aux mutations des dommages de guerre* (p. 3460, 3463); *Sa demande de renvoi de l'article à la Commission* (p. 3464); Art 3 : *Son amendement tendant à prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés* (p. 3496); *le retire* (p. 3498); Art. 21 : *Son amendement tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abattement ne sera fait* [19 avril 1951] (p. 3524, 3525); *Son amendement tendant à prévoir des cas exceptionnels où les dommages seront remboursés intégralement au-dessus de 5 millions* (p. 3526); *le retire* (ibid); Art. 26 : *Son amendement relatif aux formalités de mutation des biens sinistrés* (p. 3528, 3529); *Son amendement relatif à l'indemnisation des commerçants et industriels privés du report de leur droit au bail* (p. 3535); *le retire* (ibid). — S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**HAMANI (M. Diori)**, *Député du Niger*.

Son élection est validée [30 janvier 1947]

(p. 88). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des pensions [18 février 1947] (p. 357), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361). — Est nommé secrétaire : de la Commission des pensions [J.O. du 20 janvier 1949] (p. 782); de la Commission chargée d'examiner des pièces concernant la condamnation de MM. Ravoahangy, Raseta, et Rabemananjara, Députés [8 novembre 1949] (**F. n° 461**),

#### Dépôts :

Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Fily-Dabo Sissoko et plusieurs de ses collègues tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, **n° 1359**. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre les effets de l'article 85 de la loi de finances du 28 février 1933 concernant la prescription annale opposable aux titulaires de pensions et à leurs héritiers domiciliés dans les territoires d'outre mer, **n° 2124**. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 73 et 74 de la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, **n° 2125**. — Le 20 août 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Augarde et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les retraites des anciens militaires autochtones des territoires d'outre-mer, **n° 2460**. — Le 5 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'ordonnance n° 45-2516 du 25 octobre 1945

aux anciens militaires indigènes coloniaux pensionnés à 85 0/0 au moins et à leurs veuves, **n° 2565**. — Le 5 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du Code de la famille et des allocations pour charges de famille aux anciens militaires indigènes ayant accompli au moins vingt-cinq ans de service effectifs, **n° 2566**. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de l'acte dit loi n° 223 du 26 janvier 1942, relatives aux pensions des ayants cause des militaires indigènes musulmans d'Afrique du Nord, **n° 2567**. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 42 et 52 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions militaires en ce qu'ils ont de restrictif vis-à-vis des militaires indigènes, **n° 2568**. — Le 27 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'admission immédiate et sans condition des instituteurs et institutrices africains, dans le cadre commun supérieur de l'enseignement en A.O.F., **n° 3602**. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à appliquer aux anciens combattants et victimes de la guerre ressortissants des territoires d'outre-mer le bénéfice de la loi du 31 mars 1919, **n° 6551**. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à appliquer aux anciens combattants ressortissants des territoires d'outre-mer le bénéfice de la loi du 16 avril 1930, **n° 6552**. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution de soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, **n° 9267**. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires retraités ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C.F.A. d'un indice de correction équivalent à celui dont bénéficient les fonctionnaires en activité de service dans les mêmes territoires, **n° 9931**. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 42 de la loi du 20 septembre 1948 fixant les règles

d'attribution des pensions civiles et militaires, **n° 11609**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; État A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3298, 3299) : *Situation des anciens combattants africains* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à assurer la liberté du travail ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi dans les départements et territoires d'outre-mer* [3 décembre 1947] (p. 5472) ; — du projet de loi portant réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité ; Art. 1<sup>er</sup> : *Diminution du nombre de ces compagnies de 65 à 54* [9 décembre 1947] (p. 5575, 5576) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6352, 6353). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 décembre 1947 : *Sa réponse à M. Theeten* [30 décembre 1947] (p. 6546). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 428, 429, 430, 431, 436) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à étendre cette loi aux invalides d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 520, 521) ; *le retire* (p. 521) ; *Son amendement analogue* (p. 521) ; *le retire* (p. 522) ; — de la proposition de loi tendant à instituer le Conseil général de la Haute-Volta ; Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à instituer un système mixte entre le double collège et le collège unique* [48 mars 1948] (p. 1884) ; *Amendement de M. Caillavet tendant à diminuer le nombre des membres du 2<sup>e</sup> collège* (p. 1885) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1899, 1900) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à diminuer le nombre des membres du 1<sup>er</sup> collège au Soudan* [20 mars 1948] (p. 2059, 2060) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; État A, FINANCES, Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5154) ; ANCIENS COM-



BATTANTS, Chap. 001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant* [6 août 1948] (p. 5420) ; *le retire* (p. 5421) ; — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5382 et suiv.) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; Art. 42 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder égalité de droits aux militaires et indigènes du Maroc et de Tunisie* [6 août 1948] (p. 5492) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 51 : *Son amendement tendant à reporter l'élection des Conseillers des territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5922) ; *Amendement de M. Silvandre tendant à appliquer le régime normal de scrutin aux territoires d'outre-mer* (p. 5923) ; — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6793) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 58 milliards 966 millions pour deux mois (Ses observations sur l'insuffisance des pensions des militaires africains)* [3 mars 1949] (p. 1222) ; — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre ; Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre la loi aux invalides des territoires d'outre-mer, de Tunisie et du Maroc* [12 avril 1949] (p. 2396, 2397) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la Guerre ; Chap. 001 : *Retraite du combattant (Pension des combattants en Afrique Noire)* [19 mai 1949] (p. 2667) ; Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Mutilés d'outre-mer)* (p. 2678, 2679) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3281, 3282) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER ; Chap. 153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel non officier* [23 juin 1949] (p. 3670) ; Chap. 350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction de la troupe* (p. 3675) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER,

Chap. 900 : *Subventions au F. I. D. E. S.* [6 juillet 1949] (p. 4295) ; — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4423, 4424) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Niger : *Discussion générale (Ses observations sur la campagne électorale de M. Condat et les conditions dans lesquelles s'est effectué le vote)* [30 juillet 1949] (p. 5556 et suiv.). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer* [20 octobre 1949] (p. 5901) ; — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée* [27 octobre 1949] (p. 5939). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique Noire et particulièrement en Côte d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1139, 1140) ; *Sa motion demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire* (p. 1140). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1323) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à reprendre sa proposition de loi* (p. 1326) ; *Pension des retraités militaires des territoires d'outre-mer* (p. 1327) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1346) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2054, 2055) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2403, 2404). — Dépose une demande d'interpellation sur l'épidémie de méningite devenue endémique au Niger [25 avril 1950] (p. 2806). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (crise de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer)* [6 juin 1950] (p. 4324) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les crédits pour la gestion de la caisse intercoloniale de retraite*

(p. 4348) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur les anciens combattants des territoires d'outre-mer)* [21 juin 1950] (p. 5103) ; Chap. 6020 : *Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des pertes subies par les déportés et résistants* [24 juillet 1950] (p. 5903). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations sur le rôle du F.I.D.E.S.* [6 juin 1950] (p. 4329). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux fonctionnaires retraités en zone C.F.A., en qualité de *Rapporteur* [15 juin 1950] (p. 4820, 4821). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique sociale du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer [21 juin 1950] (p. 5095). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : Art. 9 : *Extension de l'article 73 de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires de l'armée française* [21 juillet 1950] (p. 5745) ; *Son amendement tendant à étendre le texte relatif à la pension des anciens combattants aux soldats de l'Union française* (p. 5745) ; — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis ; Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir des bulletins de couleur pour permettre aux illettrés de voter* [24 juillet 1950] (p. 5849) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à ne pas inclure dans les dépenses obligatoires celles pour les forces armées* (p. 5853) ; Art. 50 : *Rapports du chef du territoire avec l'Assemblée* (p. 5854) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 36 : *Amendes infligées aux salariés* [20 décembre 1950] (p. 9342) ; Art. 121 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un correctif de change pour les salaires des employés des territoires du Pacifique* [7 avril 1951] (p. 2921) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1260 : *Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité (Commission d'enquête de la Côte d'Ivoire)* [4 avril 1951] (p. 2700) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (Sort des anciens combattants des territoires d'outre-mer)* [15 mai 1951] (p. 5174, 5175).

**HAMON (M. Marcel)**, *Député des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

#### Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de loi tendant à l'amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraite des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, n<sup>o</sup> 1580. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le développement des possibilités touristiques de la côte bretonne, n<sup>o</sup> 1931. — Le 13 août 1947, une proposition de loi tendant à la titularisation des maîtres et maîtresses d'internat des lycées, collèges et tous établissements scolaires, n<sup>o</sup> 2436. — Le 24 décembre 1947, une proposition de loi tendant à réintégrer certains fonctionnaires dans le droit que leur accordait en ce qui concerne leur retraite, la loi du 18 août 1936, n<sup>o</sup> 2991. — Le 11 juin 1948, une proposition de loi tendant à instituer jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1950, le nouveau délai de forclusion pour l'application des dispositions de l'article 63 du décret-loi du 17 juin 1938, sur le cumul d'une pension pour accident sur la caisse générale de prévoyance et de la pension d'ancienneté sur la caisse de retraites des marins, n<sup>o</sup> 4537. — Le 9 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à veiller à ce que chaque port et chaque station balnéaire soient munis d'un canot de sauvetage

en bon état et complètement équipé, n° 5224. — Le 12 août 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux marins de la grande pêche, le bénéfice de l'article 2 du décret n° 48-677 du 7 avril 1948, n° 5241. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à veiller à ce que chaque port et chaque station balnéaire soit munis d'un canot de sauvetage en bon état et complètement équipé, n° 5316. — Le 21 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret revalorisant l'indemnité de logement des inspecteurs d'académies, n° 5877. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes, n° 5905. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à activer le paiement aux inscrits maritimes de leur nouvelle pension, n° 6116. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'article 2 de la loi du 30 octobre 1886 sur les écoles primaires et à abroger les décrets des 22 mai et 10 juin 1948, ainsi que l'ordonnance du 3 mars 1945, n° 6590. — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la Caisse de prévoyance des Inscrits maritimes, n° 8324. — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire attribuer des appareils de prothèse, à titre gratuit, aux mutilés du travail inscrits maritimes, n° 8328. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 8 juillet 1949 sur le cadre unique dans l'enseignement du second degré et à publier sans délai les indices afférents aux différents échelons, n° 8450. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins, n° 11235. — Le 9 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues (n° 9020) tendant à

inviter le Gouvernement à reviser les conditions d'attribution de la carte du combattant aux marins du commerce de la guerre 1914-1918, n° 12446. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 50-872 et de l'arrêté du 25 juillet 1950 instituant une redevance sur l'échange blé-farine, blé-pain, farine-pain, n° 12839. — Le 19 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 30 0/0 les salaires forfaitaires des marins de commerce, n° 12909.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 900 : *Ecoles de préapprentissage maritime* [7 mars 1947] (p. 747) ; — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, exercice 1947, services civils) ; Art. 124 bis nouveau : *Son amendement tendant à rétribuer les élèves-maitres et maitresses des écoles normales pendant leur stage à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1947* [29 mai 1947] (p. 1801) ; — Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3183) ; — ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 339 : *Subventions à l'enseignement postscolaire agricole* [22 juillet 1947] (p. 3410) ; Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3420, 3422) ; — sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juillet 1947] p. 2777). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la défense de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5271, 5272, 5273) ; Art. 2 : *Attaque contre le siège du parti communiste à Saint-Brieuc* (p. 5294, 5295) ; — Est l'objet de l'application de la censure (art. 106 et 108 du Règlement) au cours de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail [29 novembre 1947] (p. 5319) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 3 : *Cas du général Guillaudot* [3 décembre 1947] (p. 5461) ; — de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des orchestres et postes régionaux : *Discussion*

générale [12 février 1948] (p. 674) ; — de la proposition de résolution relative à l'attribution de gas-oil et d'essence à la pêche : en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948] (p. 763, 764) ; — de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948] (p. 764) ; — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande : Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer les indemnités en cas de réquisition* [20 février 1948] (p. 939, 940) ; Art. 14 : *Son amendement relatif à l'utilisation de leurs bénéficiaires par les sociétés* (p. 941) ; *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participations par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* (p. 942, 943) ; *Son amendement relatif aux placements faits par les compagnies de navigation* (p. 944, 945) ; Art. 18 : *Son amendement relatif à la répartition du capital de la Compagnie générale transatlantique* (p. 949) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 976). — Dépose une demande d'interpellation sur l'offensive contre la laïcité du « Comité d'action pour la liberté scolaire » dans l'Ouest [2 mars 1948] (p. 1284). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [9 mars 1948] (p. 1613, 1614). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Ses explications de vote sur la question préalable* [13 mai 1948] (p. 2558) ; *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644) ; Art. 2 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à insérer un article nouveau prévoyant la création d'un conseil de parents d'élèves* (p. 2679) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 403 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Etablissement national des invalides de la Marine* [28 juillet 1948] (p. 5002, 5003, 5004) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 133 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* [3 août 1948] (p. 5264, 5265) ; Chap. 260-2 : *Relèvement du taux des heures supplémentaires* [4 août 1948] (p. 5301, 5302) ; — de la proposition de loi relative aux traitements des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale* [29 juillet 1948] (p. 5060) ; — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amen-*

*dement tendant à tenir compte de l'ancienneté pour la titularisation* [28 janvier 1949] (p. 221) ; Article additionnel : *Amendement de M. Doyen tendant à titulariser tous les intérimaires remplissant les conditions requises* (p. 223). — Dépose une demande d'interpellation : sur le vote illégal par certaines collectivités locales de subventions aux écoles libres [4 février 1949] (p. 380) ; — sur la circulaire du Ministre de l'Intérieur demandant aux préfets de ne pas annuler les décisions des conseils municipaux et généraux attribuant des subventions à l'enseignement confessionnel [18 février 1949] (p. 743). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les subventions à l'enseignement confessionnel* [22 février 1949] (p. 819). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de l'équipement scolaire, l'attitude de M. Deixonne en faveur de l'école laïque et devant le décret de Mme Poinso-Chapuis)* [3 mars 1949] (p. 1186 et suiv.) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1108, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des subventions pour les travaux de constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1414, 1415, 1416, 1417) ; *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir des subventions pour les écoles primaires* (p. 1419) ; *Son sous-amendement tendant à fixer la subvention de l'Etat à 85 0/0 du total des dépenses de constructions scolaires* (p. 1419) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir une subvention de 100 0/0 pour la construction d'écoles dans les communes sinistrées* (p. 1420) ; Art. 3 : *Amendement de M. Deixonne relatif à l'affectation de l'excédent des ressources aux constructions scolaires* (p. 1443) ; Art. 3 ter : *Paiement des dommages aux sinistrés* (p. 1449) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction de l'article* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2008) ; Chap. 132 : *Traitement des professeurs des lycées et collèges* [5 avril 1949] (p. 2027, 2028) ; Chap. 149 : *Indemnités pour les établissements publics d'enseignement technique* (p. 2053) ; *Son amendement tendant à prélever les fonds nécessaires sur les crédits militaires* (ibid.) ; — du projet de loi portant répartition

de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande ; Chap. 107 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'inspection maritime* [8 avril 1949] (p. 2251) ; le retire (ibid.) ; Chap. 404 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'Etablissement des invalides de la marine* (p. 2252, 2253, 2254). — Pose à M. le Garde des Sceaux une question relative à la suppression du service des recherches des criminels de guerre ennemis [17 juin 1949] (p. 3484). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation de M. Jean Lejeune, ancien combattant F. F. I. et héros de la Résistance [28 juin 1949] (p. 3908). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat G, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 144 : *Ecole nationale de perfectionnement* [28 juillet 1949] (p. 5421) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de la marine marchande [19 décembre 1949] (p. 6998, 6999) ; Art. 40 : *Reclassement de la fonction publique* [27 décembre 1949] (p. 7410) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article (Emploi de M. Plevin par une compagnie américaine avant la guerre)* [3 mars 1950] (p. 1794) ; *Son rappel au Règlement* (p. 1855) ; — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2291, 2292, 2293) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre, en qualité de Rapporteur pour avis [23 mars 1950] (p. 2315, 2316, 2317, 2318, 2319) ; Etat A, Chap. 8540 : *Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour la reconstitution de la marine marchande* [28 mars 1950] (p. 2491) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2651, 2653) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2656). — Dépose une demande d'interpellation : sur le naufrage de la frégate *Laplace* [17 octobre 1950] (p. 6919) ; — sur l'attentat perpétré contre le siège de la fédération communiste des Côtes-du-Nord [19 octobre 1950] (p. 6988). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation des

services maritimes d'intérêt général : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 décembre 1950] (p. 9516, 9517) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, AGRICULTURE, Chap. 3250 : *Commission consultative départementale des baux ruraux* [23 décembre 1950] (p. 9581) ; Chap. 5130 : *Subventions à l'association nationale des migrations rurales* [26 décembre 1950] (p. 9627, 9628, 9629) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à ramener les crédits aux chiffres de 1950 (Licenciement de fonctionnaires)* [3 janvier 1951] (p. 63, 64) ; le retire (p. 64) ; Chap. 1080 : *Indemnités au personnel des services extérieurs* (p. 65) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 6010 : *Indemnité de privation de jouissance pour les bâtiments sous réquisition (Reconstruction de la flotte marchande)* [30 janvier 1951] (p. 560, 561), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 617, 618, 619) ; Chap. 4050 : *Subventions à l'Etablissement national des invalides de la marine* (p. 626, 627, 636) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à affecter certains droits de douane à l'Etablissement national des invalides de la marine* [2 février 1951] (p. 683, 684, 685, 686) ; *Son rappel au Règlement (Application de l'article 48 du Règlement à son amendement)* (p. 688) ; *Son rappel au Règlement (Application de cet article du Règlement à tous les amendements sur l'article)* (p. 688) ; Art. 3 : *Sous-amendement de M. Signor tendant à diminuer de 0,5 0/0 la contribution des marins pour les pensions maritimes* (p. 691) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration académique (Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports)* [20 avril 1951] (p. 3676). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de deux erreurs du compte rendu analytique*) [2 février 1951] (p. 707). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas fixer de quantités de denrées supérieures à celles produites en 1939* [9 février 1951] (p. 971, 972, 973, 974). — Dépose une demande d'interpellation sur la déclaration du général Eisenhower qui a l'intention de transformer la Bretagne en réduit américain [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend

part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux ; Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la reconstitution de la flotte marchande* [6 mai 1951] (p. 4734) ; Art. 2, MARINE MARCHANDE, Chap. 9600 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstitution de la flotte de commerce* [9 mai 1951] (p. 4879, 4880) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Pensions des inscrits maritimes)* [11 mai 1951] (p. 5082). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**HELLEU (M. Yves), Député de l'Allier.**

Son décès est annoncé à l'Assemblée [28 novembre 1946] (p. 4).

**HÉNAULT (M. Pierre), Député de la Manche.**

Son élection est validée [3 novembre 1949] (p. 5954). = — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [7 décembre 1948] (p. 7390), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [7 décembre 1948] (p. 7390), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6218. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir un délai pour le **payement du deuxième tiers provisionnel des**

**impôts, n° 7153.** — Le 31 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à amnistier certains contribuables assujettis au paiement de l'impôt de solidarité et à limiter les recours de l'administration en matière de paiement de cet impôt, n° 7302. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 4 de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 ainsi que l'article 25 du Code des contributions indirectes, n° 7576. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines infractions en matière de contributions indirectes et de service des alcools, n° 7602. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à autoriser la fabrication, l'offre et la consommation de tous les apéritifs à bas degré alcoolique, n° 7641. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le **Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1948 concernant le statut du fermage, n° 8338.** — Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux étudiants ayant résilié leur sursis d'être incorporés immédiatement, n° 8499. — Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg un secours d'extrême urgence de 50 millions pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et de l'inondation survenus dans la nuit du 24 au 25 novembre 1949, n° 8507. — Le 21 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe de l'habitat les propriétaires d'immeubles sinistrés et reconstruits, n° 8801. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, n° 9732. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme, n° 10073. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de résolution : 1° de MM. Desjardins, Joseph Laniel et de Sesmaisons tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes **mesures utiles pour faciliter la vente, le transport, la transformation et l'exploitation des**

pommes à cidre ; 2° de M. Greffier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent d'urgence pour organiser le marché des pommes à cidre, et à accorder des tarifs de transports préférentiels en faveur de ce produit ; 3° de M. Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement toute importation de pommes à cidre et de table pour l'année en cours, n° 11363. — Le 27 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires permettant de poursuivre l'amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre ; 2° à admettre que la loi des maxima ne sera pas opposée à leur budget, n° 11419. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière, le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948, et notamment les articles 49 et 50, n° 11908. — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier la classification des boissons et leur réglementation, n° 11980. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder une dernière prorogation aux anciens prisonniers preneurs de baux ruraux, n° 12429. — Le 15 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 21 février 1926, concernant la franchise accordée aux bouilleurs de cru, n° 13248.

### Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120), [24 février 1949] (p. 917, 918), [28 juin 1949] (p. 3914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P.T.T. : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2294) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 14 : *Son amendement relatif aux droits sur les vins doux et apéritifs* [2 juin 1949] (p. 3056) ; — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter à vingt ans la durée du renouvellement du privilège d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6558, 6559) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à autoriser la Banque*

*à ouvrir des crédits à long terme* (p. 6562). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*abus de l'article 17 de la Constitution*) [27 décembre 1949] (p. 7329, 7330). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 50 : *Son amendement relatif à l'émission de titres remis aux sinistrés non prioritaires* [27 décembre 1949] (p. 7434, 7435) ; — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg, en qualité de *Rapporteur* [20 janvier 1950] (p. 402, 403) ; — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1527, 1529) ; *Sa demande d'ajournement du débat* (p. 1530) ; *la retire* (ibid.) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6734) ; — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'incorporation des militaires ayant résilié leur sursis* [2 mars 1950] (p. 1631) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Développe l'interpellation de M. Barrachin* [24 mars 1950] (p. 2378, 2379) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder des crédits supplémentaires aux sinistrés agricoles* [28 mars 1950] (p. 2507) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir la construction de nouvelles écoles* (p. 2512) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Payement des sinistrés par titres d'emprunt non négociables* [2 juin 1950] (p. 4172) ; — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3784, 3785) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à qualifier les déportés du travail de « requis »* [4 août 1950] (p. 6744) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* [25 mai 1950] (p. 3949) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5106, 5107) ; — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des

invalides, veuves et orphelins de guerre : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 3992); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5724, 5725) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6205, 6206); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux commis par les services civils* [4 août 1950] (p. 6729) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 5140 : *Prophylaxie des maladies contagieuses (fièvre aphteuse)* [26 janvier 1951] (p. 445, 446) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'aérodrome de Montpertus-Gonneville (Manche)* [16 février 1951] (p. 1289) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (pensions des invalides de guerre)* [15 mai 1951] (p. 5170, 5171) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rembourser les marks des prisonniers de guerre* (p. 5191, 5192) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 901, 902) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [12 avril 1951] (p. 3197) ; — du projet de loi de finances pour 1951 ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rétablir le forfait des bouilleurs de cru* [18 mai 1951] (p. 5512, 5513) ; Art. 10 : *Son amendement relatif aux règles d'évaluation de stocks* (p. 5514) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement relatif aux règles d'évaluation des stocks* (p. 5515) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à supprimer la mention des sanctions et peines prévues* [22 mai 1951] (p. 5726, 5727). = S'excuse de son absence [27 octobre 1949] (p. 5917). = Obtient un congé [27 octobre 1949] (p. 5917).

**HENNEGUELLE (M. Henri)**, *Député du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la Marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [*J.O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011), [*J.O.* du 5 février 1948] (p. 1264), [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J.O.* du 26 janvier 1951] (p. 912). — Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [13 décembre 1949] (p. 6793). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3178),

#### Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux villes et populations du Pas-de-Calais actuellement victimes d'inondations répétées et dévastatrices, n° 970. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Guesdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi limitant les primes d'assurance incendie des sinistrés logés dans des constructions provisoires, et instituant une surprime générale sur les contrats d'assurance incendie pour couvrir les risques supplémentaires des sinistrés, n° 3560. — Le 9 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux industries dentellières de Calais un contingent plus important de fil de coton, n° 4499. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux victimes des inondations du Pas-de-Calais,



**n° 8258.** — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 9277**. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à étendre au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux les dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, **n° 9413**. — Le 28 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 juin 1949 relatif à l'application des taxes à la production aux produits légèrement transformés, **n° 10805**. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 47-1309 du 16 juillet 1947, déterminant les modalités d'application de la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transport gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 11172**. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Henne-guelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 juin 1949 relatif à l'application des taxes à la production aux produits légèrement transformés, **n° 11224**. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 11384**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de l'inscription maritime* [8 juin 1950] (p. 4256) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, RECONSTRUCTION, Chap. 8070 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'urbanisme dans les villes sinistrées* [20 juillet 1950] (p. 5687, 5688) ; — du projet de loi

1951 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000 : *Ses observations sur la pêche maritime* [3 janvier 1951] (p. 55, 56, 57) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8070 : *Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées (Boulogne-sur-Mer)* [11 avril 1951] (p. 3112, 3113) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 8021 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage* (p. 3125) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4155, 4156) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à spécifier le cas où le logement est l'objet d'une spéculation* (p. 4162) ; — du projet de loi relatif à la construction navale : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [16 mai 1951] (p. 5245).

**HERRIOT (M. Edouard)**, Député du Rhône  
(1<sup>re</sup> circonscription).

Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102)

### Dépôts :

Prononce le 21 janvier 1947, une allocution, **n° 346**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi relative au titre de « député » **n° 2897**. — Prononce le 15 janvier 1948, une allocution, **n° 3092**. — Le 3 juin 1948, une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française, **n° 4452**. — Le 17 décembre 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des députés, **n° 5854**. — Prononce le 11 janvier 1949, une allocution, **n° 6054**. — Prononce le 10 janvier 1950, une allocution, **n° 8952**. — Prononce le 9 janvier 1951, une allocution, **n° 11887**.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [12 décembre 1946] (p. 77, 78, 79). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [21 janvier 1947] (p. 27); Son allocution en prenant place au fauteuil (*ibid.*); Préside : les séances des : 21 janvier 1947 (p. 27), 28 janvier 1947 (p. 39), 30 janvier 1947 (p. 88); la 2<sup>e</sup> séance du 31 janvier 1947 (p. 124); les séances du 4 février 1947 (p. 148), 6 février 1947 (p. 188), 11 février 1947 (p. 275), 13 février 1947 (p. 299), 14 février 1947 (p. 324), 18 février 1947 (p. 355), 21 février 1947 (p. 419), 25 février 1947 (p. 444), 27 février 1947 (p. 484); 28 février 1947 (p. 523), 4 mars 1947 (p. 557); la 2<sup>e</sup> séance du 5 mars 1947 (p. 640); la 2<sup>e</sup> séance du 6 mars 1947 (p. 673); la 2<sup>e</sup> séance du 7 mars 1947 (p. 726); les séances des : 11 mars 1947 (p. 795), 13 mars 1947 (p. 823), 14 mars 1947 (p. 847), 18 mars 1947 (p. 867); la 1<sup>re</sup> séance du 20 mars 1947 (p. 931); les séances des : 22 mars 1947 (p. 1019), 25 mars 1947 (p. 1040); la 2<sup>e</sup> séance du 27 mars 1947 (p. 1152); les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances du 28 mars 1947 (p. 1236); la 2<sup>e</sup> séance du 29 mars 1947 (p. 1308); la séance du : 22 mai 1947 (p. 1709), 23 mai 1947 (p. 1742); la 1<sup>re</sup> séance du 29 mai 1947 (p. 1773); la 2<sup>e</sup> séance du 30 mai 1947 (p. 1848); la séance du 3 juin 1947 (p. 1873); la 1<sup>re</sup> séance du 5 juin 1947 (p. 1903); la 2<sup>e</sup> séance du 6 juin 1947 (p. 1971); la séance du 10 juin 1947 (p. 2000); la 2<sup>e</sup> séance du 13 juin 1947 (p. 2105); la séance du 17 juin 1947 (p. 2135); la 2<sup>e</sup> séance du 20 juin 1947 (p. 2279); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 23 juin 1947 (p. 2325); la 4<sup>e</sup> partie de la même séance (p. 2379); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 juin 1947 (p. 2453); la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1947 (p. 2559); la 2<sup>e</sup> séance du 4 juillet 1947 (p. 2737); la 2<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1947 (p. 2815); la 1<sup>re</sup> séance du 9 juillet 1947 (p. 2852); la 2<sup>e</sup> séance du 11 juillet 1947 (p. 2987); la séance du 15 juillet 1947 (p. 3015); la séance du 16 juillet 1947 (p. 3048); la 1<sup>re</sup> séance du 19 juillet 1947 (p. 3227); la 2<sup>e</sup> séance du 22 juillet 1947 (p. 3348); la 2<sup>e</sup> séance du 25 juillet 1947 (p. 3541); la 1<sup>re</sup> séance du 26 juillet 1947 (p. 3583); la 2<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1947 (p. 3664); la séance du 30 juillet 1947 (p. 3704); la 3<sup>e</sup> séance du 31 juillet 1947 (p. 3785); la 2<sup>e</sup> séance du

1<sup>er</sup> août 1947 (p. 3837); la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> août 1947 (p. 3852); la séance du 5 août 1947 (p. 3924); la 2<sup>e</sup> séance du 6 août 1947 (p. 3980); la 1<sup>re</sup> séance du 8 août 1947 (p. 4100); la 2<sup>e</sup> séance du 8 août 1947 (p. 4109); la 1<sup>re</sup> séance du 9 août 1947 (p. 4136); la 2<sup>e</sup> séance du 9 août 1947 (p. 4160); la 1<sup>re</sup> séance du 10 août 1947 (p. 4191); la séance du 11 août 1947 (p. 4228); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 12 août 1947 (p. 4286); la 1<sup>re</sup> séance du 19 août 1947 (p. 4392); la 1<sup>re</sup> séance du 20 août 1947 (p. 4447); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 20 août 1947 (p. 4484); la 1<sup>re</sup> séance du 21 août 1947 (p. 4527); la 2<sup>e</sup> séance du 21 août 1947 (p. 4542); la 1<sup>re</sup> séance du 22 août 1947 (p. 4564); la 2<sup>e</sup> séance du 22 août 1947 (p. 4578); la séance du 23 août 1947 (p. 4599); la séance du 25 août 1947 (p. 4620); la 1<sup>re</sup> séance du 26 août 1947 (p. 4640); la 2<sup>e</sup> séance du 26 août 1947 (p. 4658); la 3<sup>e</sup> séance du 26 août 1947 (p. 4681); la séance du 27 août 1947 (p. 4720); la séance du 1<sup>er</sup> septembre 1947 (p. 4800); la séance du 2 septembre 1947 (p. 4832); la séance du 5 septembre 1947 (p. 4863); la séance du 28 octobre 1947 (p. 4911); la séance du 30 octobre 1947 (p. 4967); la séance du 13 novembre 1947 (p. 4991); la séance du 14 novembre 1947 (p. 5023); la 2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1947 (p. 5059); la séance du 21 novembre 1947 (p. 5101); la séance du 22 novembre 1947 (p. 5123); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 27 novembre 1947 (p. 5147); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 28 novembre 1947 (p. 5211); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5245); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5253); la 5<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5281); la 7<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5319); la séance du 3 décembre 1947 (p. 5448); la séance du 5 décembre 1947 (p. 5504); la séance du 9 décembre 1947 (p. 5560); la 2<sup>e</sup> séance du 11 décembre 1947 (p. 5621); la 3<sup>e</sup> séance du 11 décembre 1947 (p. 5639); la 2<sup>e</sup> séance du 12 décembre 1947 (p. 5690); la 2<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1947 (p. 5918); la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1947 (p. 6015); la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1947 (p. 6138); la 1<sup>re</sup> séance du 24 décembre 1947 (p. 6229); la 2<sup>e</sup> séance du 26 décembre 1947 (p. 2670); la 2<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1947 (p. 6342); la 1<sup>re</sup> séance du 29 décembre 1947 (p. 6425); la 2<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1947 (p. 6522); la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1947 (p. 6662);

la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1947 (p. 6679).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1948] (p. 132). — Son discours en prenant place au fauteuil [15 janvier 1948] (p. 173). — Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 3 janvier 1948 (p. 1); la 4<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1948 (p. 38); la séance du 5 janvier 1948 (p. 66); la séance du 6 janvier 1948 (p. 113); la séance du 15 janvier 1948 (p. 169); la séance du 26 janvier 1948 (p. 193); la séance du 27 janvier 1948 (p. 221); la séance du 28 janvier 1948 (p. 237); la séance du 29 janvier 1948 (p. 266); la 2<sup>e</sup> séance du 4 février 1948 (p. 406); la 2<sup>e</sup> séance du 5 février 1948 (p. 437); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 février 1948 (p. 479); la 2<sup>e</sup> séance du 10 février 1948 (p. 584); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 12 février 1948 (p. 675); la 2<sup>e</sup> séance du 13 février 1948 (p. 730); la 2<sup>e</sup> séance du 17 février 1948 (p. 776); la 3<sup>e</sup> séance du 19 février 1948 (p. 910); la 2<sup>e</sup> séance du 20 février 1948 (p. 972); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 24 février 1948 (p. 998); la 2<sup>e</sup> séance du 5 mars 1948 (p. 1388); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 6 mars 1948 (p. 1454); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 7 mars 1948 (p. 1500); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 8 mars 1948 (p. 1553); la 2<sup>e</sup> séance du 11 mars 1948 (p. 1652); la 2<sup>e</sup> séance du 16 mars 1948 (p. 1729); la 3<sup>e</sup> séance du 17 mars 1948 (p. 1851); la 2<sup>e</sup> séance du 18 mars 1948 (p. 1905); la 3<sup>e</sup> séance du 18 mars 1948 (p. 1943); la 1<sup>re</sup> séance du 20 mars 1948 (p. 2040); la 2<sup>e</sup> séance du 20 mars 1948 (p. 2059); la 1<sup>re</sup> séance du 20 avril 1948 (p. 2075); la 2<sup>e</sup> séance du 20 avril 1948 (p. 2089); la 1<sup>re</sup> séance du 23 avril 1948 (p. 2220); la 2<sup>e</sup> séance du 27 avril 1948 (p. 2296); la 1<sup>re</sup> séance du 29 avril 1948 (p. 2332); la 1<sup>re</sup> séance du 30 avril 1948 (p. 2411); la 2<sup>e</sup> séance du 4 mai 1948 (p. 2483); la 1<sup>re</sup> séance du 13 mai 1948 (p. 2547); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 14 mai 1948 (p. 2627); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 14 mai 1948 (p. 2649); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 14 mai 1948 (p. 2686); la 1<sup>re</sup> séance du 19 mai 1948 (p. 2715); la 2<sup>e</sup> séance du 21 mai 1948 (p. 2849); la 1<sup>re</sup> séance du 27 mai 1948 (p. 2943); la 1<sup>re</sup> séance du 28 mai 1948 (p. 3015); la séance du 1<sup>er</sup> juin 1948 (p. 3048); la 1<sup>re</sup> séance du 3 juin 1948 (p. 3131); la 2<sup>e</sup> séance du 4 juin 1948 (p. 3229); la 2<sup>e</sup> séance du 8 juin 1948

(p. 3276); la 3<sup>e</sup> séance du 9 juin 1948 (p. 3350); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juin 1948 (p. 3393); la 3<sup>e</sup> séance du 11 juin 1948 (p. 3467); la 1<sup>re</sup> séance du 12 juin 1948 (p. 3483); la 2<sup>e</sup> séance du 15 juin 1948 (p. 3522); la séance du 16 juin 1948 (p. 3558); la 2<sup>e</sup> séance du 18 juin 1948 (p. 3695); la 2<sup>e</sup> séance du 22 juin 1948 (p. 3790); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 23 juin 1948 (p. 3868); la 2<sup>e</sup> séance du 24 juin 1948 (p. 3908); la 1<sup>re</sup> séance du 25 juin 1948 (p. 3963); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 juin 1948 (p. 4007); la séance du 26 juin 1948 (p. 4035); la 2<sup>e</sup> séance du 29 juin 1948 (p. 4131); la 3<sup>e</sup> séance du 29 juin 1948 (p. 4150); la 3<sup>e</sup> séance du 30 juin 1948 (p. 4195); la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1948 (p. 4215); la séance du 2 juillet 1948 (p. 4280); la 2<sup>e</sup> séance du 6 juillet 1948 (p. 4356); la 1<sup>re</sup> séance du 8 juillet 1948 (p. 4436); la 2<sup>e</sup> séance du 9 juillet 1948 (p. 4535); la séance du 15 juillet 1948 (p. 4592); la 1<sup>re</sup> séance du 16 juillet 1948 (p. 4648); la 3<sup>e</sup> séance du 16 juillet 1948 (p. 4709); la 2<sup>e</sup> séance du 19 juillet 1948 (p. 4846); la séance du 24 juillet 1948 (p. 4879); la séance du 27 juillet 1948 (p. 4912); la 3<sup>e</sup> séance du 28 juillet 1948 (p. 4995); la 3<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1948 (p. 5061); la 3<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1948 (p. 5144); la 2<sup>e</sup> séance du 3 août 1948 (p. 5251); la 3<sup>e</sup> séance du 4 août 1948 (p. 5338); la 2<sup>e</sup> séance du 5 août 1948 (p. 5375); la 2<sup>e</sup> séance du 7 août 1948 (p. 5509); la 1<sup>re</sup> séance du 8 août 1948 (p. 5515); la 2<sup>e</sup> séance du 9 août 1948 (p. 5577); la 2<sup>e</sup> séance du 10 août 1948 (p. 5633); la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 10 août 1948 (p. 5682); la 2<sup>e</sup> séance du 12 août 1948 (p. 5722); la 2<sup>e</sup> séance du 17 août 1948 (p. 5821); la 1<sup>re</sup> séance du 18 août 1948 (p. 5867); la séance du 19 août 1948 (p. 5987); la 1<sup>re</sup> séance du 24 août 1948 (p. 6139); la 1<sup>re</sup> séance du 25 août 1948 (p. 6184); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 août 1948 (p. 6221); la 2<sup>e</sup> séance du 26 août 1948 (p. 6308); la séance du 31 août 1948 (p. 6403); la séance du 7 septembre 1948 (p. 6439); la séance du 10 septembre 1948 (p. 6471); la séance du 14 septembre 1948 (p. 6508); la 2<sup>e</sup> séance du 16 septembre 1948 (p. 6564); la séance du 17 septembre 1948 (p. 6583); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 18 septembre 1948 (p. 6610); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 18 septembre 1948 (p. 6679); la 2<sup>e</sup> séance du 21 septembre

1948 (p. 6792); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 22 septembre 1948 (p. 6837); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 23 septembre 1948 (p. 6862); la séance du 25 septembre 1948 (p. 6920); la séance du 26 septembre 1948 (p. 6936); la séance du 16 novembre 1948 (p. 6989); la séance du 17 novembre 1948 (p. 7037); la 2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1948 (p. 7088); la 3<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1948 (p. 7107); la 2<sup>e</sup> séance du 19 novembre 1948 (p. 7123); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 23 novembre 1948 (p. 7149); la séance du 24 novembre 1948 (p. 7189); la 1<sup>re</sup> séance du 25 novembre 1948 (p. 7213); la séance du 30 novembre 1948 (p. 7301); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 2 décembre 1948 (p. 7329); la séance du 7 décembre 1948 (p. 7390); la 2<sup>e</sup> séance du 10 décembre 1948 (p. 7531); la séance du 14 décembre 1948 (p. 7566); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1948 (p. 7634); la 1<sup>re</sup> séance du 20 décembre 1948 (p. 7745); la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1948 (p. 7854); la 2<sup>e</sup> séance du 23 décembre 1948 (p. 7884); la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 23 décembre 1948 (p. 7941); la 2<sup>e</sup> séance du 28 décembre 1948 (p. 8049); la 2<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1948 (p. 8148); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8247); la 4<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8309); la 6<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8336).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 4). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 4, 5). — Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 11 janvier 1949 (p. 4); la séance du 18 janvier 1949 (p. 33); la séance du 25 janvier 1949 (p. 105); la 2<sup>e</sup> séance du 28 janvier 1949 (p. 237); la séance du 1<sup>er</sup> février 1949 (p. 264); la 2<sup>e</sup> séance du 4 février 1949 (p. 366); la 2<sup>e</sup> séance du 8 février 1949 (p. 399); la 2<sup>e</sup> séance du 11 février 1949 (p. 532); la séance du 15 février 1949 (p. 562); la 2<sup>e</sup> séance du 18 février 1949 (p. 696); la 2<sup>e</sup> séance du 22 février 1949 (p. 794); la 2<sup>e</sup> séance du 24 février 1949 (p. 875); la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> mars 1949 (p. 1045); la 1<sup>re</sup> séance du 2 mars 1949 (p. 1101); la 1<sup>re</sup> séance du 29 mars 1949 (p. 1800); la 1<sup>re</sup> séance du 31 mars 1949 (p. 1903); la 2<sup>e</sup> séance du 5 avril 1949 (p. 2044); la 1<sup>re</sup> séance du 7 avril 1949 (p. 2175); la 2<sup>e</sup> séance du 12 avril 1949 (p. 2309); la 2<sup>e</sup> séance du 14 avril 1949 (p. 2460); la séance du 17 mai 1949 (p. 2536); la 2<sup>e</sup> séance du 20 mai 1949 (p. 2746);

la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 21 mai 1949 (p. 2760); la séance du 23 mai 1949 (p. 2815); la 2<sup>e</sup> séance du 24 mai 1949 (p. 2867); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 mai 1949 (p. 2877); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 mai 1949 (p. 2947); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 2 juin 1949 (p. 3044); la 1<sup>re</sup> séance du 7 juin 1949 (p. 3171); la 1<sup>re</sup> séance du 9 juin 1949 (p. 3207); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juin 1949 (p. 3287); la 2<sup>e</sup> séance du 14 juin 1949 (p. 3347); la 1<sup>re</sup> séance du 16 juin 1949 (p. 3383); la 2<sup>e</sup> séance du 17 juin 1949 (p. 3482); la 2<sup>e</sup> séance du 21 juin 1949 (p. 3549); la 1<sup>re</sup> séance du 22 juin 1949 (p. 3631); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 24 juin 1949 (p. 3784); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3816); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3880); la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1949 (p. 4057); la 2<sup>e</sup> séance du 4 juillet 1949 (p. 4158); la 2<sup>e</sup> séance du 5 juillet 1949 (p. 4195); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 6 juillet 1949 (p. 4256); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 5 juillet 1949 (p. 4225); la 3<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1949 (p. 4434); la 2<sup>e</sup> séance du 9 juillet 1949 (p. 4470); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juillet 1949 (p. 4527); la 2<sup>e</sup> séance du 12 juillet 1949 (p. 4656); la 2<sup>e</sup> séance du 19 juillet 1949 (p. 4777); la 1<sup>re</sup> séance du 21 juillet 1949 (p. 4899); la 3<sup>e</sup> séance du 22 juillet 1949 (p. 5063); la 2<sup>e</sup> séance du 23 juillet 1949 (p. 5107); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juillet 1949 (p. 5139); la 2<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1949 (p. 5275); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1949 (p. 5301); la 1<sup>re</sup> séance du 28 juillet 1949 (p. 5392); la 2<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1949 (p. 5510); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1949 (p. 5604); la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1949 (p. 5648); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 13 octobre 1949 (p. 5763); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 13 octobre 1949 (p. 5801); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 18 octobre 1949 (p. 5827); la séance du 20 octobre 1949 (p. 5883); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 27 octobre 1949 (p. 5917); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 27 octobre 1949 (p. 5940); la séance du 3 novembre 1949 (p. 5953); la séance du 8 novembre 1949 (p. 6002); la 1<sup>re</sup> séance du 22 novembre 1949 (p. 6153); la 2<sup>e</sup> séance du 25 novembre 1949 (p. 6295); la 2<sup>e</sup> séance du 29 novembre 1949 (p. 6413); la 2<sup>e</sup> séance du 2 décembre 1949 (p. 6578); la 2<sup>e</sup> séance du 6 décembre 1949 (p. 6633); la 2<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1949 (p. 6684); la 2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1949 (p. 6793); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1949 (p.

6815) ; la 2<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1949 (p. 6907) ; la 1<sup>re</sup> séance du 20 décembre 1949 (p. 7018) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 décembre 1949 (p. 7129) ; la séance du 24 décembre 1949 (p. 7226) ; la 1<sup>re</sup> séance du 26 décembre 1949 (p. 7241) ; la 2<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7351) ; la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7409) ; la 1<sup>re</sup> séance du 30 décembre 1949 (p. 7573) ; la séance du 2 janvier 1950 (p. 1) ; la 1<sup>re</sup> séance du 4 janvier 1950 (p. 81).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale*. [10 janvier 1950] (p. 192). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 193). — Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 10 janvier 1950 (p. 193) ; la 1<sup>re</sup> séance du 13 janvier 1950 (p. 221) ; la séance du 17 janvier 1950 (p. 278) ; la 3<sup>e</sup> séance du 19 janvier 1950 (p. 361) ; la 2<sup>e</sup> séance du 27 janvier 1950 (p. 595) ; la 1<sup>re</sup> séance du 28 janvier 1950 (p. 645) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 29 janvier 1950 (p. 743) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 janvier 1950 (p. 830) ; la 2<sup>e</sup> séance du 3 février 1950 (p. 967) ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 7 février 1950 (p. 1017) ; la 2<sup>e</sup> séance du 16 février 1950 (p. 1124) ; la 2<sup>e</sup> séance du 21 février 1950 (p. 1263) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 24 février 1950 (p. 1461) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 février 1950 (p. 1523) ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1666) ; la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1694) ; la 7<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1790) ; la 10<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1829) ; la séance du 8 mars 1950 (p. 1918) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 14 mars 1950 (p. 1986) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 15 mars 1950 (p. 2075) ; la 2<sup>e</sup> séance du 21 mars 1950 (p. 2217) ; la 2<sup>e</sup> séance du 24 mars 1950 (p. 2361) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 mars 1950 (p. 2447) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 mars 1950 (p. 2657) ; la 1<sup>re</sup> séance du 31 mars 1950 (p. 2694) ; la 1<sup>re</sup> séance du 25 avril 1950 (p. 2806) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 27 avril 1950 (p. 2985) ; la 2<sup>e</sup> séance du 2 mai 1950 (p. 3123) ; la 2<sup>e</sup> séance du 4 mai 1950 (p. 3267) ; la 1<sup>re</sup> séance du 5 mai 1950 (p. 3305) ; la 2<sup>e</sup> séance du 9 mai 1950 (p. 3377) ; la 3<sup>e</sup> séance du 10 mai 1950 (p. 3497) ; la 2<sup>e</sup> séance du 16 mai 1950 (p. 3692) ; la 1<sup>re</sup> séance du 17 mai 1950 (p. 3754) ; la 3<sup>e</sup> séance du 24 mai 1950 (p. 3885) ; la 1<sup>re</sup> séance du 30 mai 1950 (p. 3982) ; la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juin 1950 (p. 4124) ; la 2<sup>e</sup> séance du 6 juin 1950 (p. 4329) ; la 1<sup>re</sup> séance du 7 juin 1950 (p. 4381) ; la 3<sup>e</sup> séance du 8 juin

1950 (p. 4523) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 9 juin 1950 (p. 4582) ; la 2<sup>e</sup> séance du 13 juin 1950 (p. 4688) ; la 1<sup>re</sup> séance du 14 juin 1950 (p. 4733) ; la 1<sup>re</sup> séance du 16 juin 1950 (p. 4886) ; la 2<sup>e</sup> séance du 20 juin 1950 (p. 5042) ; la 3<sup>e</sup> séance du 21 juin 1950 (p. 5111) ; la séance du 24 juin 1950 (p. 5257) ; la séance du 30 juin 1950 (p. 5307) ; la séance du 4 juillet 1950 (p. 5343) ; la séance du 11 juillet 1950 (p. 5367) ; la séance du 13 juillet 1950 (p. 5399) ; la 2<sup>e</sup> séance du 18 juillet 1950 (p. 5536) ; la 3<sup>e</sup> séance du 21 juillet 1950 (p. 5759) ; la 2<sup>e</sup> séance du 25 juillet 1950 (p. 5931) ; la 1<sup>re</sup> séance du 26 juillet 1950 (p. 5977) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1950 (p. 5992) ; la 1<sup>re</sup> séance du 29 juillet 1950 (p. 6197) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 juillet 1950 (p. 6270) ; la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> août 1950 (p. 6372) ; la 2<sup>e</sup> séance du 3 août 1950 (p. 6562) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6680) ; la 5<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6755) ; la séance du 17 octobre 1950 (p. 6918) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 octobre 1950 (p. 6973) ; la 3<sup>e</sup> séance du 19 octobre 1950 (p. 7006) ; la 2<sup>e</sup> séance du 24 octobre 1950 (p. 7114) ; la 3<sup>e</sup> séance du 25 octobre 1950 (p. 7209) ; la 2<sup>e</sup> séance du 27 octobre 1950 (p. 7315) ; la 1<sup>re</sup> séance du 2 novembre 1950 (p. 7373) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 novembre 1950 (p. 7429) ; la 2<sup>e</sup> séance du 7 novembre 1950 (p. 7514) ; la 2<sup>e</sup> séance du 10 novembre 1950 (p. 7627) ; la 2<sup>e</sup> séance du 14 novembre 1950 (p. 7686) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1950 (p. 7782) ; la 3<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1950 (p. 7819) ; la 2<sup>e</sup> séance du 21 novembre 1950 (p. 7951) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 novembre 1950 (p. 7997) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1950 (p. 8142) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 novembre 1950 (p. 8234) ; la 2<sup>e</sup> séance du 29 novembre 1950 (p. 8279) ; la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1950 (p. 8428) ; la 1<sup>re</sup> séance du 5 décembre 1950 (p. 8613) ; la 2<sup>e</sup> séance du 7 décembre 1950 (p. 8761) ; la 3<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1950 (p. 8869) ; la 2<sup>e</sup> séance du 12 décembre 1950 (p. 8943) ; la 3<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1950 (p. 9178) ; la 2<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1950 (p. 9280) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 20 décembre 1950 (p. 9336) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1950 (p. 9481) ; la 1<sup>re</sup> séance du 26 décembre 1950 (p. 9605) ; la 3<sup>e</sup> séance du 29 décembre 1950 (p. 9817) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du

31 décembre 1950 (p. 9931) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1950 (p. 9967) ; la séance du 2 janvier 1951 (p. 2) ; la 4<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1951 (p. 141) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 5 janvier 1951 (p. 209) ; la séance du 8 janvier 1951 (p. 284).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1951] (p. 313). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 313, 314). — Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 9 janvier 1951 (p. 313) ; la séance du 11 janvier 1951 (p. 325) ; la séance du 12 janvier 1951 (p. 337) ; la 1<sup>re</sup> séance du 25 janvier 1951 (p. 361) ; la 3<sup>e</sup> séance du 26 janvier 1951 (p. 468) ; la 4<sup>e</sup> séance du 30 janvier 1951 (p. 519) ; la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> février 1951 (p. 631) ; la 2<sup>e</sup> séance du 6 février 1951 (p. 784) ; la 2<sup>e</sup> séance du 7 février 1951 (p. 861) ; la 1<sup>re</sup> séance du 9 février 1951 (p. 965) ; la 2<sup>e</sup> séance du 13 février 1951 (p. 1069) ; la 3<sup>e</sup> séance du 16 février 1951 (p. 1281) ; la 2<sup>e</sup> séance du 20 février 1951 (p. 1353) ; la 3<sup>e</sup> séance du 22 février 1951 (p. 1513) ; la 2<sup>e</sup> séance du 23 février 1951 (p. 1561) ; la 2<sup>e</sup> séance du 27 février 1951 (p. 1663) ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 6 mars 1951 (p. 1762) ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 9 mars 1951 (p. 1795) ; la 1<sup>re</sup> séance du 13 mars 1951 (p. 1827) ; la 3<sup>e</sup> séance du 16 mars 1951 (p. 2074) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 20 mars 1951 (p. 2219) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2269) ; la 5<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2397) ; la 9<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2443) ; la 2<sup>e</sup> séance du 3 avril 1951 (p. 2595) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 5 avril 1951 (p. 2740) ; la 3<sup>e</sup> séance du 5 avril 1951 (p. 2752) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 6 avril 1951 (p. 2835) ; la 2<sup>e</sup> séance du 10 avril 1951 (p. 3027) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 12 avril 1951 (p. 3203) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 17 avril 1951 (p. 3390) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 avril 1951 (p. 3516) ; la 3<sup>e</sup> séance du 20 avril 1951 (p. 3670) ; la 2<sup>e</sup> séance du 24 avril 1951 (p. 3851) ; la 3<sup>e</sup> séance du 25 avril 1951 (p. 3991) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 27 avril 1951 (p. 412) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 28 avril 1951 (p. 4151) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 28 avril 1951 (p. 4188) ; la 2<sup>e</sup> séance du 2 mai 1951 (p. 4426) ; la 3<sup>e</sup> séance du 4 mai 1951 (p. 4567) ; la 3<sup>e</sup> séance du 5 mai 1951 (p. 4648) ; la 2<sup>e</sup> séance du 8 mai 1951 (p. 4830) ; la 2<sup>e</sup> séance du 9 mai 1951 (p. 4894) ; la 1<sup>re</sup> séance du

11 mai 1951 (p. 5020) ; la 2<sup>e</sup> séance du 15 mai 1951 (p. 5165) ; la 1<sup>re</sup> séance du 16 mai 1951 (p. 5216) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 22 mai 1951 (p. 5719) ; la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 22 mai 1951 (p. 5741).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [21 janvier 1947] (p. 27). — Son allocution en prenant place au fauteuil (*ibid.*). — Donne lecture : d'une communication de M. le Président de la République désignant M. Paul Ramadier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, comme *Président du Conseil* ; et d'une lettre de M. Paul Ramadier, informant l'Assemblée de sa désignation comme *Président du Conseil* [21 janvier 1947] (p. 28). — Son éloge funèbre de M. Alexandre Varenne [18 février 1947] (p. 356). — Son éloge funèbre de M. Champetier de Ribes, *Président du Conseil de la République* [6 mars 1947] (p. 673). — Donne lecture d'une lettre priant MM. les Députés de bien vouloir assister aux obsèques de M. Champetier de Ribes [7 mars 1947] (p. 726). — Fait part à l'Assemblée d'une lettre de M. le Président de l'Assemblée constituante italienne [7 mars 1947] (p. 726). — Applique l'article 110 du règlement à M. Gaston Defferre [28 mars 1947] (p. 1241). — Son éloge funèbre de M. Kabore Zinda [29 mai 1947] (p. 1773, 1774). — Donne lecture du serment de MM. les membres de la Haute Cour de justice [23 juin 1947] (p. 2325). — Adresse au nom de l'Assemblée ses vœux de bienvenue à MM. Bevin et Molotov [23 juin 1947] (p. 2325). — Remercie l'Assemblée pour sa manifestation d'amitié à l'occasion de sa réception à l'Académie et annonce son départ à Londres : *Visite à la Chambre des Communes* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2579). — Annonce à l'Assemblée le succès d'un raid aérien France—Antilles et la brillante participation à ce raid de M. Lécivain-Servoz, membre de l'Assemblée Nationale [11 juillet 1947] (p. 2990). — Annonce l'accident automobile survenu à M. Bouxom, *Vice-Président de l'Assemblée Nationale*, et lui adresse ses vœux de guérison [11 juillet 1947] (p. 2990). — Exprime l'émotion de l'Assemblée Nationale au sujet de la catastrophe de Brest [29 juin 1947] (p. 3676). — Donne lecture d'une lettre de M. Forcinal, *Président de la Commission des pensions*, demandant une extension de ses pouvoirs d'enquête [6 août 1947] (p. 3994). — Fait savoir à l'Assemblée que, conformément au désir de certains

de ses membres, le compte rendu de la séance du 26 août après-midi sera envoyé au domicile des membres de l'Assemblée [26 août 1947] (p. 4681). — Communique à l'Assemblée Nationale un message de sympathie de la Chambre des députés du Pérou à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Paris et la réponse qui lui a été faite [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4800). — Communique à l'Assemblée un message de l'Assemblée constituante du Laos venant de voter la loi fondamentale du royaume du Laos et d'entrer comme Etat associé dans l'Union française [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4800). — Communique à l'Assemblée un message de M. le Président de la République demandant au Parlement de délibérer à nouveau sur la loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit [5 septembre 1947] (p. 4870). — Donne lecture à l'Assemblée de la lettre de convocation de l'Assemblée présentée par M. Ramadier, *Président du Conseil* [28 octobre 1947] (p. 4911). — Est entendu au cours de la communication faite à l'Assemblée par M. Ramadier, *Président du Conseil*, sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4914). — Donne lecture à l'Assemblée d'un message de M. le Président de la République demandant une nouvelle délibération sur la loi relative au changement de nationalité sur les territoires enlevés à l'Italie par le traité de Paris du 10 février 1947 [28 octobre 1947] (p. 4928). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Son intervention au cours des explications de vote pour rappeler le règlement* [30 octobre 1947] (p. 4977). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 octobre 1947 : *Sa réponse aux observations de M. Desjardins sur l'interprétation du vote de celui-ci* [13 novembre 1947] (p. 4992). — Annonce à l'Assemblée Nationale le décès de M. René Jadfard, député de la Guyane et prononce son éloge funèbre [13 novembre 1947] (p. 4992). — Est entendu : sur un rappel au règlement : *Diffusion par M. le Président du Conseil d'un discours extrait du Journal officiel sans demande d'affichage* [14 novembre 1947] (p. 5044); — sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française [14 novembre 1947] (p. 5042, 5043); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la dis-*

*cussion des interpellations sur les incidents de Marseille* [18 novembre 1947] (p. 5079, 5080). — Donne lecture de communications de M. le Président de la République et de M. le Président du Conseil désigné (M. Léon Blum) [21 novembre 1947] (p. 5101, 5102). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (M. Léon Blum) (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5102, 5103, 5113, 5114). — Annonce à l'Assemblée Nationale la prochaine communication de lettres de MM. le Président de la République et le Président du Conseil désigné [22 novembre 1947] (p. 5123). — Donne lecture de communications de MM. le Président de la République et le Président du Conseil désigné (M. Robert Schuman) [22 novembre 1947] (p. 5123, 5124). — Rend hommage à M. le Speaker de la Chambre des Communes [27 novembre 1947] (p. 5148). — S'adresse à l'Assemblée au sujet du fonctionnement de la Haute Cour de Justice [27 novembre 1947] (p. 5148). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 novembre 1947 (*Mécanisme du vote par scrutin public*) [28 novembre 1947] (p. 5212). — Mentionne l'article 17 du Règlement au cours de la discussion du projet de loi portant ouverture des crédits supplémentaires sur l'exercice 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat* [28 novembre 1947] (p. 5227). — Informe l'Assemblée de la convocation demandée par le Gouvernement [29 novembre 1947] (p. 5245). — Rend hommage au général Leclerc [29 novembre 1947] (p. 5245). — Communique à l'Assemblée un télégramme de Mme Schell, député de la Moselle, affirmant n'avoir pas été présente à l'usine de Hayange [29 novembre 1947] (p. 5248). — Son rappel à la courtoisie au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi tendant à assurer la Défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5248, 5249). — Applique la censure à M. Guyot (art. 107 et 108 du Règlement) au cours du débat sur le projet de loi tendant à la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5256, 5257). — Est entendu sur un fait personnel (*Censure appliquée à M. Bonte et attitude de celui-ci*) au cours du débat sur le projet de loi tendant à la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5282, 5283). — Applique la censure avec exclusion temporaire

(art. 107 du Règlement) à M. Raoul Calas, au cours du débat sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail [29 novembre 1947] (p. 5334). — Est entendu sur un fait personnel (Application de la censure avec exclusion temporaire à M. Calas) [29 novembre 1947] (p. 5336). — Est l'objet d'une motion de confiance de la part des Présidents des groupes de la majorité (p. 5337). — Donne lecture d'une déclaration solennelle de députés d'Alsace et de Lorraine, protestant contre une injure faite à M. Robert Schuman, *Président du Conseil* [29 novembre 1947] (p. 5341). — Donne lecture d'une lettre de M. Raoul Calas protestant contre la mesure dont il a été l'objet [3 décembre 1947] (p. 5451). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 (*Exactitude contestée du scrutin public à la tribune n° 338*) [5 décembre 1947] (p. 5504). — Donne lecture : d'une communication du Gouvernement annonçant le rappel des contingents 47/1 et 46/2 [5 décembre 1947] (p. 5504); — d'une communication de M. le Président de la République annonçant l'ouverture des travaux de l'Assemblée de l'Union française [9 décembre 1947] (p. 5565); — d'une communication de M. le Président de l'Assemblée de l'Union française au sujet de la composition du bureau de cette Assemblée [20 décembre 1947] (p. 5984); — d'une communication de M. le Président du Conseil demandant la convocation de l'Assemblée pour une session extraordinaire le 3 janvier 1948 [31 décembre 1947] (p. 6687). — Annonce la clôture de la session de l'Assemblée pour 1947 [31 décembre 1947] (p. 6687). — Déclare ouverte la session extraordinaire de 1948 [3 janvier 1948] (p. 1). — Son allocution à l'Assemblée pour la remercier de son ardeur au travail et de son dévouement à la République [6 janvier 1948] (p. 122). — Déclare close la session extraordinaire de 1948 [6 janvier 1948] (p. 123). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1948] (p. 132). — Son allocution en prenant place au fauteuil [15 janvier 1948] (p. 173, 174). — Donne lecture : d'une lettre de M. Monnerville, *Président du Conseil de la République*, annonçant l'élection du Bureau du Conseil de la République [15 janvier 1948] (p. 175); — d'une lettre de M. Jouhaux, *Président du Conseil économique*, annonçant l'élection du Bureau de ce Conseil [15 janvier 1948] (p. 175, 176). — Prononce

l'éloge funèbre de M. Camille Lhuissier, *Député de la Mayenne* [26 janvier 1948] (p. 193, 194). — Donne lecture : de la lettre de démission de M. Max Lejeune en qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 février 1948] (p. 730); — d'un message de l'Assemblée nationale cambodgienne [13 février 1948] (p. 732); — d'une communication de M. le Ministre de l'Intérieur notifiant le refus d'homologation de la décision de l'assemblée financière algérienne instituant une caisse de retraite pour les Mahakmas et les Aouns des justices de paix [8 mars 1948] (p. 1563). — Rend hommage à la mémoire de M. Jean Masaryk, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie [11 mars 1948] (p. 1653). — Informe l'Assemblée d'une décision du Conseil économique relative à la proposition de loi concernant la liberté du commerce du poisson [11 mars 1948] (p. 1675). — Donne lecture de la lettre de démission de M. Pinçon, *Député de la Mayenne* [20 mars 1948] (p. 2062). — Déclare la session interrompue jusqu'au 20 avril 1948 [20 mars 1948] (p. 2064). — Donne lecture de la lettre de démission de M. Marcel Paul, *Député de la Haute-Vienne* [20 avril 1948] (p. 2089). — Rend hommage à la mémoire de M. Jean Zay [14 mai 1948] (p. 2628). — Donne lecture de la demande de M. le Garde des Sceaux de communication de documents d'archives sur l'explosion de Rrest [4 juin 1948] (p. 3229). — Transmet aux fins de promulgation une loi devenue définitive, à la suite du retard du Conseil de la République à donner son avis [12 juin 1948] (p. 3497). — Donne lecture de messages de M. le Président de la République relatifs aux délibérations du Comité constitutionnel [18 juin 1948] (p. 3695). — Rend hommage à la mémoire de M. Georges Mandel [6 juillet 1948] (p. 4356, 4357). — Prononce l'éloge funèbre de M. Pierre Rourdan, *Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription)* [15 juillet 1948] (p. 4592, 4593). — Communique à l'Assemblée : un message du Président de la Chambre des députés de la République argentine à l'occasion du 14 juillet [15 juillet 1948] (p. 4593); — un message de la Chambre des députés du Pérou à l'occasion du 14 juillet [16 juillet 1948] (p. 4709); — la lettre de M. le Président de la République désignant M. Marie comme *Président du Conseil* [25 juillet 1948] (p. 4880); — les résultats d'une enquête faite au sujet de la photographie montrant la



Salle des séances vide [8 août 1948] (p. 5529, 5530). — Commémore le souvenir de la Libération de Paris [25 août 1948] (p. 6221, 6222); — Donne lecture de communications de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Marie, *Président du Conseil*, et désignant à l'investiture, M. Robert Schuman, pour le remplacer [31 août 1948] (p. 6404). — Prononce l'éloge funèbre de M. Benès [7 septembre 1948] (p. 6439, 6440); — Communique à l'Assemblée un message de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Schuman, *Président du Conseil*, et la désignation de M. Queuille en qualité de *Président du Conseil* [10 septembre 1948] (p. 6471, 6472); — Rend hommage : à la mémoire du Comte Bernadotte, mort en Palestine [18 septembre 1948] (p. 6610); — à l'Assemblée Nationale, la remerciant de son assiduité et de son ardeur au travail [26 septembre 1948] (p. 6949). — Déclare interrompue la session de 1948 [26 septembre 1948] (p. 6950). — Déclare reprise la session de 1948 [16 novembre 1948] (p. 6989). — Donne lecture d'une communication du *Président du Conseil de la République* donnant la liste des Bureaux du Conseil de la République [26 novembre 1948] (p. 7283, 7284). — Prononce l'éloge funèbre de M. Cudenet, *Député de l'Aude* [20 décembre 1948] (p. 7745, 7746). — Présente ses vœux à l'Assemblée Nationale [31 décembre 1948] (p. 8260). — Déclare close la session de l'Assemblée Nationale pour 1948 [31 décembre 1948] (p. 8347).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 4). — Son allocution en prenant place au fauteuil : *Ses observations sur le redressement économique, le prestige de la France, l'aide américaine et le problème de la Ruhr* (p. 4, 5). — Donne lecture : d'une communication de M. le Président du Conseil de la République faisant connaître la composition du Bureau du Conseil [18 janvier 1949] (p. 33); — d'une communication du Président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la composition du Bureau de cette Assemblée [18 janvier 1949] (p. 33, 34); — d'une communication du Président du Conseil économique faisant connaître la composition du Bureau de ce Conseil [18 janvier 1949] (p. 34); — d'une communication du Président de la Cour des comptes annonçant la réunion de la Cour de discipline budgétaire [5 avril 1949] (p. 2044, 2045). — Déclare interrompue la session de

1949 [14 avril 1949] (p. 2496). — Déclare reprise la session de 1949 [17 mai 1949] (p. 2536). — Donne lecture d'une adresse de M. le Président de l'Assemblée algérienne [17 mai 1949] (p. 2538). — Son allocution à l'Assemblée avant les vacances parlementaires [30 juillet 1949] (p. 5662). — Déclare reprise la session de 1949 [13 octobre 1949] (p. 5764). — Donne lecture de deux communications de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Queuille, *Président du Conseil* et désignant comme *Président du Conseil* M. Jules Moch [13 octobre 1949] (p. 5764). — Prononce l'éloge funèbre de M. Ahne, député de l'Océanie [13 octobre 1949] (p. 5764). — Donne lecture : d'un message de M. le Président de la République demandant une nouvelle délibération de la loi fixant les conditions de levée d'immunité parlementaire [13 octobre 1949] (p. 5764); — d'une communication de M. le Ministre de la France d'outre-mer demandant la déchéance des députés Ravoahangy, Raseta, Rabemananjara [13 octobre 1949] (p. 5765). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ses précisions sur certains votes contestés* [18 octobre 1949] (p. 5828, 5829, 5830). — Donne lecture : d'une communication de M. le Président de la République annonçant que M. Jules Moch renonce à former le Cabinet [20 octobre 1949] (p. 5883); — d'une communication de M. le Président de la République désignant M. René Mayer comme *Président du Conseil* [20 octobre 1949] (p. 5884); — d'une communication de M. le Président de la République annonçant que M. René Mayer renonce à former le cabinet [27 octobre 1949] (p. 5917); — d'une communication de M. le Président de la République désignant M. Georges Bidault comme *Président du Conseil* [27 octobre 1949] (p. 5918). — Déclare ouverte la session extraordinaire de janvier 1950 [2 janvier 1950] (p. 1). — Donne lecture d'un message de sa Majesté l'Empereur Bao Daï à l'occasion du Nouvel An [2 janvier 1950] (p. 17).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 192). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 193). — Donne lecture : d'une communication du Président du Conseil de la République informant l'Assemblée Nationale de la composition du Bureau de ce Conseil [10 janvier 1950] (p. 194); — d'une communication de M. le Président du Conseil économique donnant la liste du Bureau de cette Assemblée

[13 janvier 1950] (p. 222). — Prononce l'éloge funèbre : du Président Albert Lebrun [8 mars 1950] (p. 1918) ; — du Président Léon Blum [30 mars 1950] (p. 2657). — Déclare reprise la session de 1950 [25 avril 1950] (p. 2806). — Est entendu pour le règlement d'un incident : *Levée inopinée de la séance* [5 mai 1950] (p. 3305, 3306). — Donne lecture d'un message du Président de l'Assemblée algérienne [24 mai 1950] (p. 3885). — Prononce l'éloge funèbre de M. Marc Sangnier [30 mai 1950] (p. 3982). — Donne lecture : d'une communication du Président de la République désignant M. Queuille comme *Président du Conseil* [30 juin 1950] (p. 5308) ; — d'une communication du Président de la République annonçant la démission de M. Queuille en qualité de *Président du Conseil* [11 juillet 1950] (p. 5368) ; — d'une communication du Président de la République désignant M. Pleven comme *Président du Conseil* [11 juillet 1950] (p. 5368). — S'associe à l'hommage rendu à M. Mackenzie-King [26 juillet 1950] (p. 5993). — Déclare interrompue la session de 1950 [4 août 1950] (p. 6775). — Déclare reprise la session de 1950 [17 octobre 1950] (p. 6918). — Donne lecture d'une communication : du Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1950] (p. 6918) ; — du Président du Conseil annonçant le maintien sous les drapeaux du deuxième contingent de la classe 1948 [24 octobre 1950] (p. 7117). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Inauguration de la nouvelle Chambre des Communes à Londres, message de condoléances adressé au Riksdag de Suède à l'occasion de la mort du roi Gustave V et message de félicitations adressé au Président Truman à l'occasion de l'attentat perpétré contre lui* [2 novembre 1950] (p. 7374). — Prononce l'éloge funèbre de M. Biondi [10 novembre 1950] (p. 7627, 7628). — Donne lecture d'un message du Président du Riksdag de Suède remerciant l'Assemblée Nationale pour ses condoléances [14 novembre 1950] (p. 7686). — Prononce l'éloge funèbre de M. Cerclier Député de la Creuse [16 novembre 1950] (p. 7782, 7783). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers-Mast) : *Discussion générale (Sa réponse aux insinuations de*

*M. Kriegel-Valrimont)* [24 novembre 1950] (p. 8155). — Donne lecture d'une demande de convocation du Parlement en session extraordinaire, présentée par le Gouvernement [31 décembre 1950] (p. 9969). — Déclare close la session ordinaire de 1950 et présente ses vœux aux membres de l'Assemblée Nationale [31 décembre 1950] (p. 9970). — Déclare ouverte la session extraordinaire de 1951 [2 janvier 1951] (p. 2). — Donne lecture : d'un message de sa Majesté l'Empereur Bao Daï présentant ses vœux au Parlement français [2 janvier 1950] (p. 2) ; — d'une adresse de sympathie envoyée par l'Assemblée Nationale aux populations des Iles Comores [8 janvier 1951] (p. 181). — Déclare close la session extraordinaire de 1951 [8 janvier 1951] (p. 294).

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1951] (p. 313). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 313, 314). — Donne lecture : d'une communication de M. le Président du Conseil de la République communiquant à l'Assemblée la composition du Bureau de ce Conseil [11 janvier 1951] (p. 326) ; — d'une communication de M. le Président du Conseil économique donnant la liste des membres du Bureau [25 janvier 1951] (p. 362) ; — d'une communication relative à la date de la session de l'Assemblée du Conseil de l'Europe [6 février 1951] (p. 784). — Prononce l'éloge funèbre : de M. Desjardins [7 février 1951] (p. 861, 862) ; de M. Ambroise Croizat [13 février 1951] (p. 1069, 1070). — Donne lecture : de la lettre de M. Pleven donnant sa démission de *Président du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1762) ; — du message de M. le Président de la République désignant M. Guy Mollet comme *Président du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1762) ; — du message de M. le Président de la République désignant M. Queuille comme *Président du Conseil* [9 mars 1951] (p. 1795). — Prononce l'éloge funèbre de M. Giaccobi [5 avril 1951] (p. 2740, 2741). — Donne lecture à l'Assemblée d'une lettre annonçant le décès de M. Bévin [17 avril 1951] (p. 3390). — Prononce l'éloge funèbre de M. Schauflier [4 mai 1951] (p. 4567, 4568). — Déclare interrompue jusqu'au 5 juillet la session de 1950 [22 mai 1951] (p. 5774). — Son allocution au terme de la 1<sup>re</sup> législature de la IV<sup>e</sup> République [22 mai 1951] (p. 5774, 5775).

**HERTZOG-CACHIN (Mme Marcelle),**  
*Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 300). [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale. [2 juillet 1949] (p. 4092), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est élue vice-président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [J.O. du 20 janvier 1951] (p. 739).

#### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'éducation nationale les frais de fonctionnement des deux collèges moderne et technique de la ville de Suresnes, n° 91. — Le 7 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir les services d'hospitalisation existants à l'Hôpital Foch de Suresnes, n° 6962. — Le 24 novembre 1950, une proposition de loi sur l'ordonnement et le fonctionnement des établissements hospitaliers, n° 11418. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et janvier aux travailleurs de l'Electricité de France, n° 11716.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 519 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la protection maternelle et l'enfance* [18 juillet 1947] (p. 3157); *le retire* (p. 3157); Chap. 526 : *Subventions à l'entr'aide française* (p. 3160,

3161). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux réductions de taux des mémoires des entrepreneurs adjudicataires [25 juin 1948] (p. 3987). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour asiles d'aliénés* [29 juillet 1948] (p. 5054, 5055); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population; Chap. 507 : *Subventions aux œuvres luttant contre la tuberculose* [23 mars 1949] (p. 1782, 1783, 1784); — d'une proposition de loi tendant à créer une carte sociale des économiquement faibles; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir pour les titulaires de la carte l'assistance médicale gratuite* [31 mai 1949] (p. 2944); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4763); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1114, 1115); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4110 : *Hôpitaux psychiatriques (déficiência de l'installation des asiles d'aliénés)* [12 juin 1950] (p. 4618, 4619, 4620, 4621, 4622); Chap. 4140 : *Subventions à la ville de Paris* (p. 4622, 4623); Chap. 5020 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* (p. 4631, 4632); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3620 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs dans l'enseignement* [18 juillet 1950] (p. 5530); Chap. 4080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les restaurants universitaires* (p. 5541); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique*. (p. 5560). — Dépose une demande d'interpellation sur la réduction des crédits portant sur le budget de la Santé publique [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et organismes de secours des Algériens*

(campagnes électorales en Algérie sous la pression de la police) [20 février 1951] (p. 1341); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réparations des lycées (lycée de Nanterre)* [23 avril 1951] (p. 3790); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux universités pour travaux d'entretien (universités fédéralistes mondiales)* (p. 3816); Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux universités pour renouvellement du matériel* (p. 3816); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Sa motion préjudicielle demandant la modification du régime d'assistance* [26 avril 1951] (p. 4018); Chap. 3110 : *Contrôle des spécialités (cortisone)* [4 mai 1951] (p. 4532); Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (recrudescence des malades mentaux, augmentation nécessaire du personnel médical spécialisé)* (p. 4572, 4573); Chap. 4130 : *Subventions à la ville de Paris (hôpitaux de la ville)* (p. 4578); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mai 1951] (p. 4604, 4605); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4070 : *Son amendement tendant à disjoindre le chapitre relatif à la contribution de l'Etat à la Sécurité sociale des étudiants* [22 mai 1951] (p. 5662); Chap. 4080 : *Son amendement tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* (p. 5663); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mai 1951] (p. 5629).

**HERVÉ (M. Pierre)**, Député du Finistère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

### Dépôts :

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés et mesures nécessaires à la conservation de la langue et de la culture bretonnes, à l'abrogation des dispositions qui proscrivent l'usage de la langue bretonne dans l'enseignement public et à l'organisation d'un enseignement de la langue bretonne dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, n° 1326. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de Mme Madeleine Braun et plusieurs de ses collègues tendant à faire admettre les femmes à égalité de titres à toutes les fonctions publiques et professions libérales, n° 1631.

### Interventions :

Ses rapports au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (Collège des autochtones, 1<sup>re</sup> circonscription); (Collège des autochtones, 2<sup>e</sup> circonscription); (Collège des citoyens de statut français, 1<sup>re</sup> circonscription) [19 décembre 1946] (p. 177); (Collège des citoyens de statut français, 2<sup>e</sup> circonscription) (p. 178). — Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du territoire de Madagascar [18 mars 1947] (p. 912). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945 ne pourraient participer, ni à l'élection du Bureau, ni à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 961). = Donne sa démission de Député [15 juin 1948] (p. 3541).

**HORMA OULD BABANA (M.)** (Député du Territoire de la Mauritanie).

Son élection est validée [23 mai 1947] (p. 1742). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [13 mai 1947] (p. 1582), [24 février 1948] (p. 998), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôts :**

Le 23 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adopter dans les écoles du Gouvernement général dites écoles normales de Rufisque et de Sébikotane en A.O.F. le même programme que celui des écoles normales dans la métropole, n° 1806. — Le 23 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> catégories dans les hôpitaux des territoires d'outre-mer où ces catégories existent, n° 1807. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret n° 46-2375 du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française, en ce qui concerne la Mauritanie, n° 12449.

**Interventions :**

Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1558). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Questions relatives aux Territoires de l'Union française* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2585, 2586) ; — sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juillet 1947] (p. 2776) ; Art. 15 : *Nouvelle rédaction (Amnistie en Algérie)* [8 juillet 1947] (p. 2808) ; Art. 15 *ter (Amnistie en Mauritanie)* (p. 2811). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel des Territoires d'outre-mer : *discussion générale* [10 février 1948] (p. 588) ; — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *ses explications de vote* [12 février 1948] (p. 664) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948) : Etat A : Chap. 7051 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* [8 juillet 1948] (p. 4470) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap 155 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie* [16 juillet 1948] (p. 4717) ; Art. 1<sup>er</sup> :

*Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz* [19 juillet 1948] (p. 4847) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 117 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 4.082.000 francs les crédits pour l'inspection générale* [27 juillet 1948] (p. 4916). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*date des vacances parlementaires*) [10 août 1948] (p. 5648). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un article sauvegardant les attributions de l'Assemblée* [10 août 1948] (p. 5679) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 55 : *Demande de réserver les articles relatifs à l'élection des conseillers dans les Protectorats* [13 août 1948] (p. 5786) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des Territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5875) ; Art. 51 : *Son amendement tendant à faire élire outre-mer les conseillers par les Assemblées territoriales au scrutin majoritaire* (p. 5919) ; le retire (p. 5920) ; *Amendement de M. Silvandre tendant à reporter l'élection des conseillers des Territoires d'outre-mer* (p. 5923) ; Art. 57 : *Sous-amendement de M. Castellani tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation des groupes politiques* (p. 5932) ; — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*date des vacances parlementaires*) [24 août 1948] (p. 6159). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *demande de renvoi de la discussion* [22 septembre 1948] (p. 6842) ; — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à fixer en octobre 1948 le renouvellement des conseils généraux* [25 septembre 1948] (p. 6923) ; — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 juin 1949] (p. 3579) ; — du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5985).

**HOUPHOUET-BOIGNY (M. Félix)**, Député  
du Territoire de la Côte-d'Ivoire.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu Secrétaire de cette Commission [J.O. du 21 décembre 1946] (p. 10803); [J.O. du 29 janvier 1948] (p. 965).

#### Dépôts :

Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, n° 623. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites : Conseil fédéral, n° 624. — Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° la proposition de loi de M. Houphouet-Roigny et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française; 2° la proposition de loi de M. Lamine-Guèye et plusieurs de ses collègues tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer les assemblées locales; 3° la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française; 4° la proposition de loi de M. Devinat et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), n° 2245.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 906); — des interpellations relatives aux événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1541, 1542). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour : *Assemblées locales en Afrique noire* [22 juillet 1947] (p. 3366, 3367). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire; Art. 41 : *Amendement de M. Félix-Tchicaya relatif aux concessions forestières, agricoles et permis de recherches* [4 août 1947] (p. 3906, 3907, 3908, 3909). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4504, 4505, 4506); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4734, 4735); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4815). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur l'interdiction par M. Mouragnes, Gouverneur de la Haute-Volta, d'un congrès à Bobo-Dioulasso* [7 décembre 1948] (p. 7407). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction de la tenue à Bobo-Dioulasso du Congrès du Rassemblement démocratique africain par le Gouverneur de la Haute-Volta [9 décembre 1948] (p. 7448). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

**HUBERT (M. Jean)**, Député de la Seine  
(3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [21 juin 1950] (p. 5082). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 347).

**HUGONNIER (M. Auguste)**, Député du  
Rhône.

Son élection est validée [27 janvier 1949] (p. 172). = Est nommé membre : de la Com-

mission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [8 février 1949] (p. 400), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [21 mai 1949] (p. 2760), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juge suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'art. 58 de la Constitution) [8 mai 1949] (p. 1328).

#### Dépôt :

Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à décider que les propositions de loi émanant des conseillers de la République ne peuvent être reçues par l'Assemblée Nationale que dans la forme où elles lui sont parvenues jusqu'à ce jour en application de l'article 14 de la Constitution, n° 7634.

#### Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [31 mai 1949] (p. 3012), [28 juin 1949] (p. 3915). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant du Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [28 juin 1949] (p. 3801, 3802, 3803). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents lors de la célébration de l'anniversaire de la libération de Lyon [13 octobre 1949] (p. 5766). — Ses rapports sur des pétitions [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6539), [14 mars 1950] (p. 2021), [21 juillet 1950] (p. 5778), [4 novembre 1950] (p. 7488), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12 : *Effets de l'amnistie* [21 novembre 1950] (p. 7958, 7959, 7960); Chap. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux effets de l'amnistie* (p. 7961); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Discussion générale* [4 janvier 1951] (p. 126, 127, 128, 129, 130); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article énumérant les motifs pour lesquels le bailleur peut refuser le renouvellement du bail* [6 février

1951] (p. 763); *Son amendement tendant à prévoir le paiement d'une indemnité en cas de refus du renouvellement du bail* (p. 763). — Son rapport sur une pétition [20 février 1951] (p. 1397). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum; Article unique : *Son amendement tendant à renvoyer en cas d'absence du quorum la séance suivante à une heure plus tard* [21 février 1951] (p. 1467, 1468, 1469); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Promotion des gardiens de bureaux)* [3 avril 1951] (p. 2579); PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à supprimer les subventions à l'Agence France-Presse* (p. 2626, 2627); RADIODIFFUSION, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire (Suppression d'emplois)* [10 avril 1951] (p. 2999, 3000); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des services administratifs (Prime de rendement)* (p. 3000); Chap. 1490 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mesures diverses en faveur du personnel (Techniciens et agents contractuels)* (p. 3004, 3005).

#### HUGUES (M. André-Joseph), Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [30 novembre 1948] (p. 7302). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951], (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [8 mars 1949] (p. 1329), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1951] (p. 348); — Est élu secrétaire de la Commission des affaires économiques [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est désigné par la Commission des affaires

économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixtes (application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527) [24 février 1951] (F. n° 680). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à procéder à un rajustement des abattements accordés aux gérants de sociétés à responsabilité limitée, n° 334. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage, n° 362. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, n° 9769. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à Paris en 1951 une exposition internationale des inventions, n° 9770. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi ayant pour but de réglementer la pratique des arrhes, n° 11188. — Le 3 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la « protection civile », n° 11838. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à reporter dans certains cas le paiement des droits de succession au décès du conjoint survivant, n° 11940. — Le 26 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 11616) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, n° 11983. — Le 21 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 11149)

tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie et à l'exécution de certaines clauses du Traité de paix, n° 11984 (rectifié). — Le 17 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à grouper les jours fériés légaux de la semaine du 30 avril au 5 mai 1951, n° 12856. — Le 21 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 12581) relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat hongrois, aux ressortissants français dont les biens, droits et intérêts en Hongrie ont été affectés par les mesures de nationalisation, d'expropriation ou de restrictions d'un caractère similaire prises par l'Etat hongrois, ainsi qu'en exécution de certaines clauses du Traité de paix, n° 12935.

— Le 21 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 11616) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, n° 12937.

### Interventions :

Son rapport supplémentaire sur les opérations électorales dans le département de Saône-et-Loire [20 décembre 1949] (p. 7053). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 E du Code du travail] : *Son amendement tendant à prévoir la possibilité pour les membres d'un syndicat de ne pas accepter la convention signée par leur représentant* [23 décembre 1949] (p. 7203, 7204) ; [Art. 31 G du Code du travail] : *Son amendement tendant à notifier à chaque salarié son coefficient personnel* [3 janvier 1950] (p. 31) ; *le retire* (p. 32) ; *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives le régime des retraites du personnel* (p. 41) ; [Art. 31 P] : *Son amendement tendant à faire fixer par décret ministériel les éléments de la rémunération du personnel* [4 janvier 1950] (p. 86) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Ré-



publique; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 O du Code du travail] : *Son amendement tendant à reprendre partiellement le texte du Conseil de la République relatif aux primes de productivité* [3 février 1950] (p. 991); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réglementer la fabrication et la vente de boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur d'hygiène publique* [28 février 1950] (p. 1530, 1531); le retire (p. 1532); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6735). — Est entendu sur la discussion du procès-verbal (*Retrait de l'ordre du jour de propositions relatives aux ventes avec primes*) [21 juillet 1950] (p. 5731); [26 juillet 1950] (p. 5977). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Art. 3; *Son amendement tendant à exonérer de la taxe les affiches de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.* [4 août 1950] (p. 6755); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9; *Son amendement tendant à amnistier par décret les condamnés à moins de cinq ans de prison* [16 novembre 1950] (p. 7828); le retire (*ibid.*); *Son amendement relatif aux condamnés mis en liberté conditionnelle* (p. 7828, 7829); Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre le droit d'éligibilité aux épurés administratifs* [4 décembre 1950] (p. 8552); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique; Art. 5; *Son amendement tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* [7 février 1951] (p. 847); *Son amendement tendant à prévoir 6 représentants des entreprises nationalisées* (p. 849); le retire (*ibid.*); *Son amendement tendant à prévoir 34 représentants des organisations agricoles représentatives* (p. 849); le retire (*ibid.*); *Son amendement tendant à prévoir des représentants de l'épargne* (p. 852, 853); le retire (p. 855); Art. 7: *Son amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques* (p. 878); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5480: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les*

*théâtres nationaux (gestion de l'Opéra)* [23 avril 1951] (p. 3818),

**HUGUES (M. Emile)**, *Député des Alpes-Maritimes*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), de la Commission de l'intérieur [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du ravitaillement [16 novembre 1948] (p. 8990); de la Commission de la France d'outre-mer [16 novembre 1948] (p. 6990); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 novembre 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des finances [2 novembre 1950] (p. 7375), [23 janvier 1951] (p. 347) — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1046). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3048) [23 novembre 1948] (p. 7150), [30 novembre 1948] (p. 7302),

#### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques, n° 409. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à la réglementation des commerces forains et ambulants, n° 537. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret-loi du 1<sup>er</sup> juin 1940, relatif à la révision des pensions militaires, n° 705. — Le 25 février 1947, une proposition de loi relative aux peines infligées pour défaut de possession du volet « C » en matière d'automobile, n° 706. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à faire admettre au bénéfice du dommage de carrière certains officiers invalides de la guerre 1914-1918, n° 817. — Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai le décret prévu par la loi du 22 février 1941, au

sujet du renouvellement des inscriptions hypothécaires et de nantissement, n° 818. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre le recouvrement des sommes dues à la Caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation (C. A. R. C. O.), n° 1368. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 36 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 1369. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, n° 1457. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi autorisant les commerçants à déduire de leurs bénéfices, à titre de charge, la rémunération de leur épouse travaillant effectivement dans leur entreprise, n° 1675. — Le 18 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions légales réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques, n° 2656. — Le 28 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer de nouvelles ressources fiscales en faveur des collectivités locales, n° 2734. — Le 3 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 39 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 2769. — Le 9 décembre 1947, une proposition de loi tendant à la création d'un barème unique pour la répartition des dépenses d'assistance entre l'Etat, les départements et les communes, n° 2796. — Le 9 décembre 1947, une proposition de loi tendant à créer un fonds de péréquation départemental au profit des communes d'une population inférieure à 5.000 habitants, n° 2797. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946, et du 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage, n° 3406. — Le 18 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la remise accordée aux débitants de tabac sur les produits vendus par eux, n° 3433. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 24 mai 1945, en vue de faciliter aux organisations professionnelles l'accomplissement des formalités prescrites par ladite ordonnance, n° 3937. — Le 27 avril 1948, une proposition de loi tendant à

la modification de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, relatif aux fonctionnaires frappés de sanctions par le Gouvernement de l'Etat français, n° 4028. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), n° 4322. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures administratives et financières destinées à assurer la reprise des travaux d'équipement réalisés par le Génie rural, n° 4404. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 457 bis du Code de l'enregistrement relatif aux droits de mutation perçus à l'occasion de la vente d'un immeuble neuf, n° 4776. — Le 20 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement d'un programme d'assainissement, d'équipement rural et d'équipement scolaire des territoires recouverts rattachés aux Alpes-Maritimes, n° 5001. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi sur l'organisation du territoire de Libre rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, n° 5048. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder l'extension du bénéfice de l'article 23 du Code général des impôts directs à tous les maîtres-artisans, n° 5593. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 14 août 1947, (n° 47-1501) portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 5785. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix, n° 5809. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 92 de la loi du 26 septembre 1948, relatif aux paiements par chèques, n° 5815. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi relative à la création de l'hippodrome de la Côte d'Azur à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), n° 6212. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, n° 6545. — Le 24 février 1949, un rapport au

nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale sur l'organisation du territoire de Libre rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, n° 6573. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à ramener la valeur locative en 1949 à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1948 pour le calcul de la patente, n° 7644. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort, n° 7755. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la patente des loueurs en meublés, n° 7952. — Le 14 décembre 1949, une proposition de loi tendant à étendre à toutes les communes le régime réglant le taux des licences des débits de boissons, selon un taux progressif en raison de l'importance des établissements, n° 8712. — Le 14 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 8714. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 13 octobre 1945 relatives aux spectacles, n° 9272. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes, n° 9597. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à réglementer le dépôt légal, n° 9847. — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en cours applicable aux constructions scolaires, n° 10031. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code de la nationalité et à renforcer les mesures interdisant l'ingérence des réfugiés et ressortissants étrangers dans les affaires intérieures de la France, n° 10738. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à diminuer le taux des intérêts de retard perçus par la sécurité sociale en vertu de l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, n° 11311. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions

civiles et militaires, n° 11516. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 11517. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 18, paragraphe 5, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 11518. — Le 12 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les mesures de régionalisation des directions départementales des Anciens combattants, n° 11902. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi relative aux peines infligées pour défaut de déclarations statistiques à l'Administration des eaux et forêts, n° 12029. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11038) et les lettres rectificatives (n° 12010 et 12093) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), Finances, Section II. — Services financiers, n° 12115. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à préciser le droit à révision pour les victimes d'erreurs judiciaires commises par les juridictions dites d'exception, n° 12302. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves d'agents tributaires des régimes de retraites des collectivités locales et de la France d'outre-mer le bénéfice des dispositions prévues en faveur des veuves d'agents tributaires du régime général de retraites et du régime des ouvriers de l'Etat, n° 12304. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12054) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11038) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Imprimerie nationale), n° 12391. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à fixer le régime des indemnités allouées aux membres du Conseil d'Etat et aux magistrats de la Cour des comptes, n° 12455. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à réaliser certains aménagements fiscaux en vue d'encourager la construction, n° 12761. — Le 24 avril 1951, un rapport au

nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11038) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances. — II. Services financiers), n° 12948. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11038) et les lettres rectificatives (nos 12010 et 12093) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques. Dispositions concernant le budget des Finances. Section I. — Charges communes), n° 13205. — Le 21 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13316) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11038) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), n° 13320.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>o</sup> Bureau sur les élections dans le département de Constantine (1<sup>er</sup> collège) [21 janvier 1947] (p. 35). — Prend part à la discussion de ce rapport [30 janvier 1947] (p. 95, 99). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux; Article unique : *Soutient l'amendement de M. Pierre Courant relatif au refus de renouvellement motivé par l'exercice du droit de reprise* [28 mars 1947] (p. 1272). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Discussion générale* [5 décembre 1947] (p. 5510, 5511, 5512); Art. 8 : *Son amendement tendant à instituer un fonds départemental de péréquation* [11 décembre 1947] (p. 5613); *Son amendement tendant à instituer une nouvelle taxe pour le fonds départemental de péréquation* (p. 5614); *le retire* (ibid.); Art. 8 bis : *Nouvel alinéa concernant les taxes spéciales pour les stations balnéaires, thermales et touristiques* (p. 5618); — la proposition de loi relative à la résidence des avoués près le tribunal de Grasse; Article unique : *Ouverture de bureaux à Cannes par ces avoués* [5 mars 1948] (p. 1376); — de

propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Duclos tendant à fractionner l'emprunt en neuf tranches* [6 mars 1948] (p. 1459); *Son amendement relatif à la date d'émission de l'emprunt* (p. 1462); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Raulin-Laboureur tendant à ajouter un alinéa relatif aux industries saisonnières* (p. 1462, 1463); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas prévoyant la contrainte par corps pour non-paiement de la taxe sur les oisifs* [27 avril 1948] (p. 2277, 2278); Art. 34 : *Amendes pour déclaration inexacte pour la taxe sur les oisifs* (p. 2279); Art. 50 : *Amende de 1 0/0 par mois de retard pour les droits de mutation* (p. 2282); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 27 ter A : *Son amendement tendant à maintenir cet article nouveau concernant le régime des taxes locales de vente* [10 juin 1948] (p. 3381, 3382); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 522-2 : *Travaux d'équipement rural* [25 mai 1948] (p. 2923, 2924); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles : *Sa demande de renvoi à la Commission de la justice* [25 mai 1948] (p. 2931); — du projet de loi instituant une aide à l'industrie du cinéma : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4120 et suiv.); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [30 juillet 1948] (p. 5100); — d'une proposition de loi relative à la revision et résiliation des contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4992); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Truffaut permettant aux collectivités d'opter entre les trois éventualités prévues* (p. 4993); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Question des élections cantonales)* [20 septembre 1948] (p. 6749); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Bouvier* [20 septembre 1948] (p. 6755); Art. 4 : *Amendement de M. Ballanger tendant à n'attribuer aucune indemnité aux policiers envoyés en mission contre des grévistes* [21 septembre 1948] (p. 6783); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale*

(*Ses observations sur la réforme fiscale, la modification des règles d'assiette, les taxes locales et leur insuffisance dans le nouveau projet*) [21 décembre 1948] (p. 7790, 7791, 7792, 7793); Art. 14 bis : Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement [23 décembre 1948] (p. 7931); Son amendement relatif aux hôtels sous séquestre (p. 7932); Son amendement relatif au recouvrement des confiscations sur profits illicites (ibid.); Art. 3 : Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement (p. 7946, 7947); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy tendant à introduire un article concernant l'emploi des fonds libres par les collectivités [9 mars 1949] (p. 1413); — d'une proposition de loi portant revision du montant des patentes en 1949 : Discussion générale [30 juin 1949] (p. 3992, 3993); Article unique : Amendement de M. Chaze tendant à accorder les abattements de façon à ramener les recettes au niveau des prévisions des collectivités locales [30 juin 1949] (p. 4015); Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale (p. 4027); Son amendement tendant à retarder la date d'exigibilité de la contribution sur les patentes (p. 4028); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4031); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 quater : Assimilation fiscale des coopératives [20 juillet 1949] (p. 4891); Son amendement tendant à soumettre les coopératives aux impôts indirects (p. 4892, 4893); Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à préciser les conditions dans lesquelles les coopératives agricoles seront soumises aux impôts indirects [21 juillet 1949] (p. 4954); Son amendement tendant à soumettre les coopératives agricoles aux impôts et taxes indirectes (p. 4955, 4956); Art. 10 sexiès : Son amendement relatif à l'application de la taxe à la production aux sociétés coopératives (p. 4966); Article additionnel : Son amendement tendant à fixer les modalités de perception de l'impôt (p. 4983, 4984); Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article [22 juillet 1949] (p. 5056, 5057); Art. 42 : Son amendement tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de produits agricoles et portant à 2.70 0/0 le taux de cette taxe sur les entreprises intégrées [23 juillet 1949] (p. 5108,

5109, 5110, 5116, 5117); *Revision du taux et du recouvrement de la taxe locale* (p. 5113, 5114); *Son amendement tendant à définir les entreprises intégrées* (p. 5117); *Amendement de M. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour les taxes locales* (p. 5119); *Sa motion tendant à ajourner le débat* [24 juillet 1949] (p. 5140, 5141); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 5153); Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5156, 5157); Art. 43 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article 43 en supprimant la taxe locale au 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 5158, 5159); Art. 44 bis : *Amendement de M. Jean Masson tendant à répartir les sommes mises en réserve depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1949* (p. 5161); Art. 13 F : *Imposition pesant sur les artisans travaillant chez eux et exploitant un magasin* (p. 5180); Art. 29 : *Réévaluation des insuffisances de déclaration pour les droits de succession* (p. 5192); Art. 31 : *Enregistrement des actes sous seing privé portant cession de parts d'intérêt* (p. 5194) [25 juillet 1949] (p. 5209, 5210); *Son amendement tendant à supprimer l'article 212 du décret portant réforme fiscale* (p. 5211); — d'une proposition de loi relative aux locations-gérance; Art. 3 : *Amendement de M. E. Rigal relatif au délai d'immatriculation du contrat de location-gérance* [8 novembre 1949] (p. 6016); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer six articles nouveaux portant réglementation du droit de grève* [10 novembre 1949] (p. 6033); Art. 16 : *Amendement de M. Cristofol tendant à compléter le premier alinéa par les mots : « une fois par trimestre civil »* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6495); *Amendement de M. Allonneau relatif aux fonctions des commissions paritaires intercommunales* (p. 6495); Art. 20 : *Amendement de M. Cristofol tendant à exiger des candidats un diplôme ou la justification de leurs aptitudes* (p. 6498); *Nouvelle rédaction de l'article relatif aux conditions de recrutement* (p. 6498, 6499); *Son amendement tendant à supprimer la fin du deuxième alinéa* (p. 6500); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à favoriser lors des concours les personnes ayant eu des emplois inférieurs dans la même administration* (p. 6503); Art. 19 : *Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6505); *Amendement de M. Truffaut*

tendant à fixer à 35 ans pour toutes les communes la limite d'âge pour le recrutement (p. 6524) ; Amendement de M. Cartier tendant à excepter certains emplois des conditions d'âge pour le recrutement (p. 6525, 6526) ; Son amendement analogue (p. 6526) ; Le retire (p. 6526) ; Art. 21 : Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement (p. 6529) ; Amendement de M. Fagon tendant à faire fixer par le Comité paritaire national les échelles de traitement (p. 6530) ; Art. 21 bis : Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le Comité paritaire national [2 décembre 1949] (p. 6589) ; Art. 22 : Amendement de M. Viollette tendant à faire fixer les primes de rendement par les Conseils municipaux (p. 6590) ; Art. 24 : Amendement de M. Cristofol relatif à la fixation des éléments pour la détermination des notes (p. 6592) ; Art. 31 : Amendement de M. Ginestet tendant à permettre une amnistie pour certaines sanctions disciplinaires (p. 6594) ; — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : Ordre du jour de M. Grésa invitant le Gouvernement à effectuer immédiatement la péréquation des pensions [29 novembre 1949] (p. 6424). — Dépose une demande d'interpellation sur l'allègement et l'uniformisation des charges d'assistance des départements et des communes [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant réglementation des boissons non alcooliques : Urgence [14 décembre 1949] (p. 6851). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Séance de l'Assemblée Nationale le samedi 24 décembre [20 décembre 1949] (p. 7032). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Discussion générale (Ses observations sur les droits de mutation et leur hausse) [22 décembre 1949] (p. 7165, 7166, 7167) ; Art. 24 : Son amendement tendant à ne pas appliquer la hausse des droits de mutation aux ventes par adjudication [27 décembre 1949] (p. 7386) ; Son amendement tendant à ne pas appliquer la hausse aux ventes inférieures à 300.000 francs (p. 7387) ; le retire (ibid.) ; Art. 27 bis : Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir le droit de timbre sur les affiches [31 décembre 1949] (p. 7667) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et à l'organisation des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : [Art. 31 du Code

du travail] : Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi [23 décembre 1949] (p. 7196, 7197, 7198) ; [Art. 31 A du Code du travail] : Amendement de M. Pierre André tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure des conventions collectives (p. 7201) ; [Art. 31 D du Code du travail] : Amendement de M. Devinat tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministre à une convention collective (p. 7202, 7203) ; [Art. 31 E du Code du travail] : Son amendement tendant à mentionner «sauf stipulations contraires desdits contrats» (p. 7204) ; Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 7205) ; — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : Discussion générale [29 décembre 1949] (p. 7513, 7514, 7515) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Ginestet tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la majoration de 25 0/0 de la taxe locale (p. 7532) ; Son amendement tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants (p. 7532, 7533) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble 31 décembre 1949] (p. 7685). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : Discussion du projet de loi relatif aux patentes [31 décembre 1949] (p. 7650) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi relatif à la taxe locale en seconde lecture [31 décembre 1949] (p. 7640). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 16 : Son amendement tendant à exiger les versements anticipés sur les contributions directes aux mêmes dates qu'en 1948 [31 décembre 1949] (p. 7659, 7660) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 24 : Son amendement tendant à ne maintenir que 100 emplois des services du ravitaillement [31 décembre 1949] (p. 7686). — Dépose une demande d'interpellation sur la prise en charge par le Gouvernement aux lieux et places des communes, des pertes de l'Electricité et du Gaz de France [17 janvier 1950] (p. 278). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 A : Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948 [29 janvier 1950] (p. 750, 751, 752) ;

*Amendement de M. Auguat tendant à supprimer l'article* (p. 754, 755); *Amendement de M. Auguat tendant à fixer la contribution des patentes au montant de 1948* (p. 757, 758); Art. 4: *Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à réduire de 8 milliards les crédits pour les investissements* (p. 777); — *Du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950*; Art. 8: *Evaluation du principal fictif de base pour la contribution des patentes* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 862); *Son amendement tendant à maintenir en vigueur l'article 291 du décret portant réforme fiscale* (p. 863); *Amendement de M. Dusseaulx relatif à la fixation de la patente pour les droits ad valorem* (p. 863). — *Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le respect de l'ordre public* [17 février 1950] (p. 1219). — *Prend part à la discussion; du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif à l'appel sous les drapeaux en 1950*; Art. 6: *Son amendement tendant à reprendre la texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire* [17 mars 1950] (p. 2149); — *d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles*; Art. 2: *Amendement de M. J.-P. David tendant à ne pas fractionner les paiements de cet impôt inférieurs à 10.000 francs* [17 mars 1950] (p. 2160); Art. 4: *Amendement de M. J.-P. David tendant à ouvrir un crédit de 30 millions pour frais de recouvrement de cet impôt* (p. 2161); — *du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils*; P. T. T., Chap. 1110: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services d'enseignement* [3 mai 1950] (p. 3218); Chap. 1120: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services spéciaux* (p. 3219); Chap. 1140: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour le personnel des services techniques spécialisés* (p. 3219); Chap. 3020: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le mobilier et les locaux de l'administration centrale* (p. 3225); Chap. 3030: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le chauffage et l'éclairage des services extérieurs* (p. 3225,

3226); Chap. 3040: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux d'impression* (p. 3226); Chap. 3080: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel électrique (ligne téléphonique Paris—Riviera)* (p. 3227); *le retire* (ibid.); Etat A, DÉFENSE NATIONALE: SERVICES DE LA DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DU CONTRE-ESPIONNAGE, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits de l'Administration centrale (fusion du S.D.E.C.E. et du G.C.R.)* [12 mai 1950] (p. 3662, 3663); INTÉRIEUR: *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4039, 4040, 4041); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Allonneau* (p. 4062, 4063); Chap. 507: *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4095); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5050: *Demande de réserver le chapitre relatif au Centre national de cinématographie, présentée par M. Verneyras (festival de Cannes)* [13 juin 1950] (p. 4673); INTÉRIEUR, Chap. 5021: *Participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des collectivités locales* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6351, 6352, 6353, 6355); Art. 2: *Son amendement tendant à instituer une taxe sur la publicité par affiches perçue au profit des communes* (p. 6357, 6358); Chap. 5021: *Amendement de M. L'Huillier tendant à doter le chapitre de 3.790 millions* (p. 6360); — *d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'éducation nationale*; *Contre-projet de M. Thamier tendant à n'effectuer aucune réduction sur les crédits affectés à l'éducation nationale* [8 juin 1950] (p. 4503); — *du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles*; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 3: *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* [31 juillet 1950] (p. 6257); — *d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage*: *Son rappel au règlement (non distribution du rapport)* [3 novembre 1950] (p. 7416); *discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7621, 7622, 7623, 7624); [17 novembre 1950] (p. 7858, 7868); *Son contre-projet* [24 novembre 1950] (p. 8114); [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8412, 8413, 8414, 8415); Art. 1<sup>er</sup>: *Motion préjudicielle de M. Garoia tendant à repousser tous les amendements* (p. 8423); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Defos du*

*Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de préemption sur les biens indivis* [8 décembre 1950] (p. 8810); *Son amendement tendant à donner aux preneurs en place un droit de retrait* (p. 8812, 8814); *Amendement de M. Delahoutre relatif à l'exercice du droit de préemption en cas d'aliénation* (p. 8815); Art. 3 : *Amendement de M. Pirot tendant à supprimer l'article permettant à des agriculteurs seulement l'achat de certaines terres* [20 décembre 1950] (p. 9382, 9383); *Amendement de M. Baudry d'Asson tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption* (p. 9386, 9387); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux formalités pour la vente* (p. 9387, 9388); *le retire* (p. 9389); *Sous-amendement de M. Pautier tendant à substituer trois mois à deux mois* (p. 9390); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 10 : *Son amendement tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants* [6 décembre 1950] (p. 8696); — du projet de loi portant ouverture de crédits aux services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Subventions au centre national de la cinématographie (aide temporaire au cinéma)* [7 décembre 1950] (p. 8742, 8743, 8744); *Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre le chiffre proposé par le Gouvernement* (p. 8746, 8747); *Son sous-amendement tendant à réduire d'un million les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 8749). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*absence du quorum*) [31 janvier 1951] (p. 582); *absence du quorum la veille* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 605, 606). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant dévolution des biens de presse : *Son rappel au règlement (absence du quorum)* [2 février 1951] (p. 698); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Personnel de la Sûreté nationale (police municipale)* [13 février 1951] (p. 1051); Chap. 3310 : *Son rappel au règlement (digression des orateurs communistes)* (p. 1099); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 5040 : *Subventions au Centre national de la cinématographie (exportation de films, aide aux exploitants de salles et importation de films étrangers)* [14 mars 1951] (p. 1919, 1920, 1921); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Son rappel au règlement (sus-*

*pension de séance)* [21 mars 1951] (p. 2265); en qualité de *Rapporteur* (p. 2265, 2266, 2267, 2268); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (nombre des sous-directeurs)* [3 avril 1951] (p. 2580); Chap. 1510 : *Traitements des agents des contributions indirectes (transformations d'emplois)* (p. 2582); *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (reclassement des receveurs ruralistes de 1<sup>re</sup> classe)* (p. 2583); *Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (reclassement des receveurs ruralistes de 2<sup>e</sup> classe)* (p. 2584); Chap. 1620 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 2 millions les crédits pour le personnel du contrôle économique (brigades polyvalentes)* (p. 2599, 2600); FINANCES : amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 avril 1951] (p. 3953); Chap. 1620 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée pour le personnel du contrôle économique (suppression des brigades polyvalentes)* (p. 3954); FINANCES, CHARGES COMMUNES : en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1951] (p. 5216, 5217, 5218); Chap. 0190 : *Demande de rétablissement des crédits pour le Crédit national, présentée par le Gouvernement* (p. 5219); *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement (insuffisance du reclassement actuel)* (p. 5224, 5226); *Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour reclassement (titularisation des auxiliaires)* (p. 5227); Chap. 5110 : *Amendement de Mme Schell tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le fonds régulateur des prix (subventions aux charbons importés)* (p. 5236); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : en qualité de *Rapporteur suppléant* [17 mai 1951] (p. 5318); Chap. 1060 : *Indemnités des commissaires aux prix* (p. 5319); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la supervision des contrôleurs d'Etat par les commissions parlementaires* (p. 5320, 5321); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée nationale : *Contre-projet de M. Pierre Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à 2 tours* [23 février 1951] (p. 1569, 1570); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à diviser les départements les plus peu-*



plés en circonscriptions [15 mars 1951] (p. 1994); Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir l'ordre préférentiel établi par les électeurs* [21 mars 1951] (p. 2339); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951; Art. 11 : *Incorporation de textes dans le Code général des impôts* [28 février 1951] (p. 1710). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Son amendement tendant à arrêter à minuit, le 22 mars, le débat sur le statut du fermage* [13 mars 1951] (p. 1834). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 mars 1951] (p. 1854); Art. 5 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réviser les aliénations en usufruit* (p. 1857); *Amendement de M. Chautard tendant à majorer les rentes payées pour des ventes en usufruit* (p. 1858). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [5 avril 1951] (p. 2741). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage, Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la part du métayer* [6 avril 1951] (p. 2789); *le retire* (p. 2790); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la définition de la direction des travaux agricoles* (p. 2851); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951, **RADIODIFFUSION**, Art. 18 : *Son amendement tendant à rétablir les 50 milliards prévus pour le programme de l'équipement rural* [11 avril 1951] (p. 3157, 3158); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION**, Art. 8 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir 45 milliards pour les habitations à loyer modéré* [18 avril 1951] (p. 3503); Art. 10 : *Prime à la construction* (p. 3505, 3506); *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction sur tout le territoire* [19 avril 1951] (p. 3519). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Chambeiron condamnant l'opposition du Gouvernement à la suppression des abattements de zones de salaires (*date du vote sur la motion*) [11 mai 1951] (p. 5060). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des pres-

tations familiales agricoles en 1951; Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental instituant une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires* [16 mai 1951] (p. 5278, 5279); Art. 9 quater : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation spéciale des gros exploitants* [17 mai 1951] (p. 5314). = S'excuse de son absence [29 juillet 1949] (p. 5480), [24 novembre 1950] (p. 8118). = Obtient des congés [29 juillet 1949] (p. 5480), [24 novembre 1950] (p. 8118).

#### **HULIN (M. Henri)**, Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944) [25 mars 1947] (p. 1040), [21 novembre 1947] (p. 5102), [30 novembre 1948] (p. 7302); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### **HURAU (M. André)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [16 mars 1951] (p. 2020). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [13 mars 1951] (p. 1828).

#### **Dépôts :**

Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur

les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que la loi de rajustement du 12 janvier 1948, relevant les chiffres des salaires de calcul des rentes de mutilés du travail, ainsi que les majorations des rentes des anciens mutilés, n° 12657. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7230) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, autobus, métro, chemins de fer, n° 12964. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12709) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à interdire le calcul de la rémunération du travail au rendement sur la base de salaires inférieurs : 1° au salaire minimum interprofessionnel garanti ; 2° aux salaires garantis suivant les classifications par les conventions collectives du travail, n° 12969.

#### Interventions :

Prend part à la discussion ; d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bourbon tendant à appliquer l'échelle mobile à toutes les rentes viagères à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1951* [13 mars 1951] (p. 1855, 1856) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5090 : *Centres de sélection pour la formation professionnelle* [21 mars 1951] (p. 2262) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas considérer comme revenu professionnel les allocations de chômage, pensions de guerre et pensions d'invalidité* (p. 2263). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Débat sur les interpellations au sujet de la grève des transports parisiens*) [21 mars 1951] (p. 2270). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 avril 1951] (p. 4346). — Est entendu sur les propositions

de la conférence des présidents (*Echelle mobile des salaires, statut du fermage, allocations de salaire unique aux invalides, assurance-vieillesse aux chauffeurs de taxi*) [2 mai 1951] (p. 4440).

**HUSSEL (M. Lucien)**, Député de l'Isère.

*Questeur de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de l'intérieur [21 décembre 1946] (p. 202), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné par la Commission de l'intérieur en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission d'examen des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux dans les casinos [*J. O.* 25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé membre de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

#### Dépôts :

Le 22 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 250 millions, pour venir en aide aux victimes des inondations du département de l'Isère, n° 4652. — Le 18 février 1949, une proposition de loi tendant à permettre la cession gratuite des immeubles désaffectés par l'autorité militaire afin de favoriser la construction d'habitations à bon marché, n° 6527.

#### Interventions :

Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 48), [14 janvier 1947] (p. 4), [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion ; de propositions de résolution tendant à accorder une aide aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915) ; — du projet de loi relatif à la réparation de dégâts causés par des orages et orages : *Discussion générale* [27 août

1948] (p. 6392). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6), [10 janvier 1950] (p. 194), [11 janvier 1951] (p. 326).

**HUTIN-DESGRÈES (M. Paul)**, *Député du Morbihan*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [25 février 1947] (p. 444), [26 janvier 1948] (p. 194), [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [24 avril 1951] (p. 3835); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [3 décembre 1947] (p. 5152), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à instituer le bénéfice automatique de l'assistance médicale gratuite aux personnes visées par la loi du 13 septembre 1946, relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 439. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter la législation des allocations familiales en rendant la valeur des prestations fournies à la famille indépendante du temps de travail déclaré par l'employeur de l'allocataire, n° 565. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les employés communaux des garanties dont jouissent en matière de retraites les fonctionnaires de l'Etat, n° 985. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services du Sous-Secrétariat d'Etat à

l'éducation nationale (jeunesse et sports), n° 1074. — Le 6 août 1948, une proposition de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de croix de guerre à l'occasion du I<sup>er</sup> Congrès national et international des combattants volontaires des armées françaises et alliées, n° 5187. — Le 12 août 1948, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5252. — Le 7 septembre 1948, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5438. — Le 31 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région bretonne et en particulier de la région morbihannaise durement éprouvées par un cyclone dans la nuit du 30 au 31 décembre 1948, n° 6014. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager un assouplissement dans l'application des dispositions relatives aux majorations de 10 0/0 pour payement tardif des impôts directs, n° 7199. — Le 25 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger des économies des départements ministériels et administratifs spécialement en ce qui concerne les missions et les déplacements, n° 7292. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France, n° 7405. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à attribuer la Croix de guerre aux titulaires de la Croix du combattant volontaire au titre de la guerre 1914-1918, n° 7603. — Le 22 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 75 de la loi de finances du 31 décembre 1936 relative aux loteries, n° 7987. — Le 20 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les conditions d'attribution de la carte du combattant aux marins du commerce de la guerre 1914-1918, n° 9020. —

Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à faciliter l'application des dispositions de la loi n° 49-588 du 25 avril 1949 créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire, pour faits de guerre, dans la période qui va du mois d'août 1914 à la commission Fayolle incluse, n° 9797. — Le 15 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour l'ensemble du territoire métropolitain la date des vacances scolaires du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre, n° 11673. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à retarder la date de pénalisation du premier acompte provisionnel prévu pour 1951, n° 12013. — Le 22 février 1951, une proposition de loi créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950, n° 12306. — Le 27 février 1951, une proposition de résolution tendant à créer une commission parlementaire habilitée à connaître des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat, et à proposer les sanctions nécessaires, n° 12367.

### Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1866). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4463, 4464, 4465); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [26 décembre 1947] (p. 6247). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [5 janvier 1948] (p. 93). — Dépose une demande d'interpellation sur les efforts d'économie faits par le Gouvernement [20 mars 1948] (p. 2063). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant les contingents de décorations : *Discussion générale*

[6 juillet 1948] (p. 4353). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Injures adressées au général de Gaulle*) [22 septembre 1948] (p. 6820). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Son amendement relatif aux pouvoirs de la Commission de surveillance de la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 150); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chefs de journaux condamnés pour collaboration* (p. 151, 152); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 179, 180); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Ses explications de vote sur l'article unique* [26 juillet 1949] (p. 5340). — Dépose une demande d'interpellation sur la compression des dépenses à faire dans les administrations de l'Etat et les industries nationales [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à ne pas faire ratifier par le Parlement l'expulsion éventuelle des prétendants ou des membres de leur famille* [16 mai 1950] (p. 3727); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 12 : *Son amendement tendant à permettre aux médaillés militaires chevaliers de la Légion d'honneur d'opter pour le traitement le plus avantageux* [21 juillet 1950] (p. 5752, 5753); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5987, 5988); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9 : *Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* [16 novembre 1950] (p. 7831); Art. 10 : *Amnistie aux invalides et mutilés de guerre* [17 novembre 1950] (p. 7883, 7884, 7885); Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir un tour de priorité pour les anciens combattants pour la réintégration dans la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8211, 8212, 8213); Art. 24 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer l'article relatif aux effets de la dégradation nationale* [4 décembre 1950]

(p. 8535); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8574). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Paroles de M. Touchard relatives au patriotisme*) [26 avril 1951] (p. 4012). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, GUERRE, Chap. 9021 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service du génie (Ecole de Coëtquidan)* [18 mai 1951] (p. 5415); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5503); *Demande de renvoi du début, pré-*

*sentée par M. Betolaud* (p. 5503); Art. 14 bis : *Amendement de M. Coudray tendant à détaxer les recettes des clubs sportifs* (p. 5519); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé)* [22 mai 1951] (p. 5771). — S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000), [25 juillet 1947] (p. 3519), [30 juillet 1947] (p. 3713), [7 mai 1951] (p. 4778). — Obient des congés [30 juillet 1947] (p. 3713), [7 mai 1951] (p. 4778).



## I

**IHUEL (M. Paul)**, *Député du Morbihan.*

*Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152).

#### Dépôts :

Le 20 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un crédit exceptionnel de 10 millions pour la reconstitution de la flottille de l'île d'Houat détruite par la tempête du 28 janvier

1951, n° 12275. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 12024) annulant et remplaçant la loi du 15 juillet 1942 sur l'équipement rural, n° 12971.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie [28 novembre 1946] (p. 29). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'équipement agricole, l'électrification rurale, les adductions d'eau, la construction de silos, le développement des industries alimentaires, les prêts du Crédit national, la complexité des lenteurs administratives, l'habitat rural, les crédits de la Caisse nationale de crédit agricole)* [23 février 1950] (p. 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* [29 juin 1950] (p. 5278). — S'excuse de son absence [7 décembre 1950] (p. 8741). — Obtient un congé [7 décembre 1950] (p. 8741).

## J



**JACQUET (M. Gérard)**, *Député de la Seine* (6<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 18); de la Commission du Règlement et du suffrage universel [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des territoires d'outre-mer [13 décembre 1949] (p. 6793), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3355). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (**F. n° 527**). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du

18 novembre 1944, modifiée) *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la ville de Paris, certaines dispositions du Code des contributions indirectes résultant de l'acte dit loi du 31 décembre 1941, modifiée par l'ordonnance du 17 avril 1945, concernant le recouvrement de la taxe sur les spectacles, **n° 204**. — Le 31 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, **n° 422**. — Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, **n° 945**. — Le 26 août 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant le régime général des élections municipales, **n° 2488**. — Le 26 août 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant le

régime électoral pour les élections au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, n° 2489. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi abrogeant l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n° 3193. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi tendant à annuler la spoliation dont sont victimes les citoyens Français tombant sous le coup des lois du Gouvernement de fait dit de l'Etat français portant réquisition d'urgence de leurs propriétés ou des locaux qu'ils occupent sur la zone des anciennes fortifications de Paris et sur la zone de sauvegarde de 150 mètres autour de Paris, n° 7440. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à améliorer les modalités de calcul de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique et à faciliter la reconstruction des immeubles expropriés, n° 8947. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir de nouveaux délais pour l'application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires de la Résistance révoqués pendant l'occupation, n° 9262. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 pour faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer exerçant dans la métropole, des mêmes avantages pour la gratuité des transports lors de leurs congés, que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements ou territoires, n° 9530.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 225); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République [20 mars 1947] (p. 971). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, en qualité de *Rapporteur* [12 août 1947] (p. 4290); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans l'âge de l'électorat* (p. 4297); *Amendement de M. Cristofol tendant à inclure un titre nouveau concernant le vote par correspondance et par procuration* (p. 4306); *Amendement de M. Lhuillier tendant à ne pas appliquer l'article dans les communes de la Seine* (p. 4308); Art. 5 :

*Amendement de M. Louvel tendant à simplifier les opérations de répartition des sièges* (p. 4312); Art. 8: *Amendement de M. Mokhtari tendant à ne pas appliquer la loi du 5 avril 1884 en Algérie* (p. 4313); Art. 12: *Modifications de forme* (p. 4316); Art. 17: *Amendement de M. Bour tendant à établir des commissions chargées de la préparation matérielle du vote* (p. 4317); Seconde partie, Art. 3: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à établir l'incompatibilité entre les fonctions de député et celles de conseiller municipal de Paris ou conseiller général de la Seine* (p. 4319); Art. 15: *Dispositions concernant l'identité des électeurs et la propagande électorale dans le département de la Seine* (p. 4320). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe: *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7726, 7727).

**JACQUINOT (M. Louis)**, Député de la Meuse.

*Ministre de la Marine*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier au 22 octobre 1947

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 2 au 11 juillet 1950

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commis-



sion de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); — de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 20 mars 1947, un projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 29 mars 1941 » et « loi du 28 septembre 1942 » portant modification à la loi du 4 mars 1929 sur l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des Equipages de la Flotte, n° 990. — Le 20 mars 1947, un projet de loi relatif à la nomination dans la réserve de l'armée de mer des officiers auxiliaires ainsi que des officiers et non-officiers détenteurs d'un grade à titre temporaire, n° 991. — Le 29 mai 1947, un projet de loi portant modification aux règles d'avancement fixées par la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'Armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 1464. — Le 12 juin 1947, un projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes, n° 1650. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi relatif à l'établissement des Forges de la Chaussade à Gué-rigny, n° 2541. — Le 25 avril 1950, un projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés, n° 9748. — Le 30 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, n° 10105. — Le 12 juin 1950, un projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945, n° 10255. — Le 4 août 1950, un projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, n° 10906. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils déportés et otages de la guerre 1914-1918, n° 11008. — Le 21 mars 1951, un projet de loi tendant à proroger dans certains cas exceptionnels le

droit à la protection de l'Etat pour les orphelins de guerre et pupilles de la Nation devenus majeurs, n° 12580.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Marine* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 1947 (Dépenses militaires); Etat A, MARINE, Chap. 319 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire les crédits affectés à la presse, à la propagande et à l'information de 1.200.000 francs* [27 mars 1947] (p. 1197). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); MARINE : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3981, 3982, 3983, 3984); Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves* (p. 3984, 3985, 3986, 3987, 3988, 3989); *Porte-avions*; Chap. 905 : *Amendement de M. Montel tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations maritimes* (p. 3990); Chap. 906 : *Equippedement des bases de l'aéronautique navale* (p. 3991); Chap. 907 : *Amendement de M. Montel tendant à attribuer des crédits pour acquisitions d'immeubles* (p. 3991, 3992); Etat B, Chap. 905 : *Amendement de M. Jeanmot tendant à élever les crédits pour travaux maritimes* (p. 3993); Etat E, Chap. 902 : *Amendement de M. Grouès tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3994); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; MARINE, Chap. 907 : *Acquisitions immobilières (Magasins de Saint-Denis)* [9 août 1947] (p. 4153). — Donne sa démission de *Ministre de la Marine* [*J. O.* du 23 octobre 1947] (p. 10463).

### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Anxionnaz et Masson tendant à réduire les crédits* [6 février 1948] (p. 487); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Ses observations sur les états-majors* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4246, 4247); — du projet de loi portant ouverture

de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 2 : *Amendement de M. Michelet tendant à poursuivre les travaux sur le Jean-Bart et le Clemenceau* [3 mars 1949] (p. 1227); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3230); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3030 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du parc automobile* [16 juin 1949] (p. 3408); Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* (p. 3413); Chap. 7012 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1 million les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3416); AIR, Chap. 120 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 143 millions les crédits pour le solde des officiers* (p. 3434); Chap. 317 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le chauffage et l'éclairage* (p. 3437); Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* (p. 3440); Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [17 juin 1949] (p. 3478); Chap. 923 : *Etudes et prototypes* (p. 3488); MARINE, Chap. 138 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement de la fonction publique* [21 juin 1949] (p. 3530); Chap. 318 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement, présentée par le Gouvernement* (p. 3531); Chap. 320 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement, présentée par le Gouvernement* (p. 3531); Chap. 904 : *Refontes et gros travaux pour la flotte (Ses observations sur l'achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 3533); *Amendement de M. Augardé tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 3537); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 3539); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3757); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 133 : *Officiers du personnel civil extérieur* [22 juillet 1949] (p. 5022, 5023); MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 5027, 5032). — Est nommé

*Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Bidault) [Décret du 28 octobre 1949] (*J.O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Dachau : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6799, 6805). — Répond à une question de M. Barel relative à la situation d'une employée du Centre de réforme de Nice [17 février 1950] (p. 1224). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au taux de la pension de certains orphelins de guerre : *Urgence* [14 mars 1950] (p. 1978, 1979); — d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2125); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2377, 2380, 2403, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409); *Explications de vote sur l'ordre du jour de M. Devemy demandant la revalorisation des pensions des victimes de guerre et la majoration de la retraite du combattant* (p. 2411, 2412); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3364, 3365); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 3365); Art. 5 : *Amendement de M. Poirot tendant à inclure les maladies ou infirmités aggravées pendant la déportation* [23 mai 1950] (p. 3785); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6553); *Renvoi à la Commission* (p. 6554); *Amendement de M. Lambert tendant à qualifier les déportés du travail de « requis »* [4 août 1950] (p. 6743); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6747); — d'une proposition de loi relative au statut des réfractaires : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3367); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 6 : *Sa demande de reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la présentation des délégués et non leur désignation par les organismes de réfractaires* [3 août 1950] (p. 6555); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3367); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ;

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5089, 5096, 5097, 5098, 5104, 5105) ; Chap. 700 : *Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant* [24 juillet 1950] (p. 5874) ; Chap. 701 : *Amendement de M. Poirot tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Cas des veuves de guerre)* (p. 5875) ; *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Présomption de l'origine de la maladie accordée aux anciens déportés)* (p. 5876) ; Chap. 703 : *Amendement de M. Durroux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux aveugles de la Résistance* (p. 5877) ; Chap. 704 : *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux tuberculeux pensionnés* (p. 5878) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Situation des anciens combattants volontaires français de la guerre d'Espagne)* (p. 5878) ; *Situation des anciens combattants invalides et veuves de guerre en Algérie* (p. 5879, 5880) ; *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Situation des anciens combattants alsaciens-lorrains de la Wehrmacht)* (p. 5880) ; *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 2.000 francs les crédits de ce chapitre (Licenciement de personnel du Ministère)* (p. 5881) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Refonte des commissions de réforme)* (p. 5891) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la commission chargée de l'examen des candidatures aux emplois réservés* (p. 5892, 5893) ; Chap. 3110 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de déplacement du personnel et indemnités aux médecins civils (Observations sur les centres de réforme)* (p. 5894) ; *Amendement de M. Boccagny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Centres de réforme)* (p. 5895) ; Chap. 4060 : *Soins médicaux gratuits (Grève du corps médical)* (p. 5897, 5898) ; *Amendement de M. Fredet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Grève du corps médical)* (p. 5899) ; *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Remboursement des*

*spécialités pharmaceutiques)* (p. 5899) ; Chap. 4070 : *Amendement de M. Maillocheau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés* (p. 5900) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Accélération de la distribution de la carte des anciens combattants)* (p. 5901) ; Chap. 5000 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Liquidation des dossiers des pupilles de la Nation)* (p. 5902) ; Chap. 6020 : *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des pertes subies par les déportés et résistants* (p. 5903) ; *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5903, 5904) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits pécuniaires des forces françaises, combattants et déportés* [26 juillet 1950] (p. 6002, 6003) ; *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Distribution des cartes de déportés)* (p. 6005) ; Chap. 6032 : *Première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre* (p. 6007) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale (Statistiques du Ministère et livre d'or des victimes civiles 1939-1945)* [4 août 1950] (p. 6722). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre :

*Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5718, 5719, 5720, 5722) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tourné tendant à rétablir la parité entre les taux des pensions d'invalidité et des traitements des fonctionnaires* (p. 5738) ; Art. 2 : *Amendement de M. Poirot tendant à calculer la pension des veuves de guerre par rapport aux pensions*

des invalides à 100 0/0 y compris les allocations (p. 5741, 5742); Amendement de Mme Péri tendant à augmenter de 50 0/0 la pension des veuves de guerre à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950 (p. 5742); Art. 3 : Amendement de M. Emile-Louis Lambert tendant à augmenter de 25 0/0 les pensions des victimes de guerre en moyenne (p. 5743); Art. 5 : Amendement de Mme Péri tendant à accorder une pension à chacun des enfants orphelins dans un groupe familial (p. 5743, 5744); Art. 6 : Amendements de M. Auban et de Mme Péri relatifs aux enfants des veuves de guerre (p. 5744); Art. 9 : Amendement de M. Hamani tendant à étendre le texte relatif à la pension des anciens combattants aux soldats de l'Union française (p. 5745); Art. 10 : Sous-amendement de M. Theeten tendant à inclure les anciens combattants inscrits au bureau de bienfaisance (p. 5747); Art. 12 : Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à permettre aux médaillés militaires, chevaliers de la Légion d'honneur, d'opter pour le traitement le plus avantageux (p. 5753); Article additionnel : Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés, présentée par M. Barangé [24 juillet 1950] (p. 5872). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : Demande de renvoi à la Commission des propositions intéressant les anciens combattants [15 mai 1951] (p. 5154, 5155, 5156); Chap. 700 : Retraite du combattant (Relèvement des pensions des blessés de guerre) (p. 5162, 5166, 5167, 5170); Retraite du combattant (Forclusion des demandes de pension) (p. 5175); Art. 2 : Son amendement tendant à doubler les pensions d'invalidité inférieures à 80 0/0 (p. 5176); Amendement de Mme Péri tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0 (p. 5177); Amendement de M. Maillocheau tendant à majorer l'amende payée par les entreprises n'employant pas suffisamment de blessés de

guerre (p. 5179); Art. 2 ter : Amendement de Mme Péri tendant à majorer de 16.000 francs les pensions des veuves de guerre non remariées (tracts lancés en séance) (p. 5184); Amendement de Mlle Weber tendant à accorder des suppléments familiaux aux veuves des militaires n'ayant pas atteint quinze ans de services (p. 5184, 5185); Art. 2 quater : Demande de renvoi à la Commission de l'article relatif à la pension des orphelins de guerre, présentée par Mme Péri (p. 5185); Amendement de Mme Péri tendant à accorder une pension spéciale à l'enfant unique orphelin de guerre et une pension pour chaque enfant d'un groupe familial (p. 5185); Art. 2 quinquies : Amendement de Mme Rose Guérin tendant à étendre le bénéfice de l'article à tous les déportés (p. 5186); Art. 2 septies : Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre (p. 5187, 5188, 5190); Demande d'application de l'article 17 de la Constitution (p. 5190); Demande de renvoi à la Commission (p. 5191); Article additionnel : Amendement de M. Hénault tendant à rembourser les marks des prisonniers de guerre (p. 5192); Amendement de M. Bocagny tendant à allouer 2.000 francs par mois de captivité aux déportés politiques (p. 5193); Amendement de Mlle Weber relatif à l'allocation aux aveugles de la Résistance (p. 5193, 5194); Amendement de M. Farinez tendant à accorder la qualité d'anciens combattants aux soldats du front d'Orient en 1914-1918 (p. 5194); Chap. 700 : Demande de vote du chapitre relatif à des dépenses obligatoires (p. 5194, 5195); Chap. 1000 : Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Méfaits de la « régionalisation » et lenteurs de l'examen des dossiers) (p. 5197); Chap. 4060 : Demande de disjonction du chapitre relatif à l'appareillage des mutilés (Insuffisance des centres d'appareillage) [16 mai 1951] (p. 5282); Chap. 5000 : Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Veuves de guerre remariées) [17 mai 1951] (p. 5324); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des anciens combattants (Pupilles de la Nation) (p. 5324); Chap. 5010 : Subventions aux associations et œuvres diverses (p. 5325); Chap. 5020 : Abrogation de la forclusion (p. 5337); Chap. 6020 : Amendement de

Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 jr. les crédits pour l'indemnisation des biens des déportés (*Insuffisance des crédits*) (p. 5338) ;

Article additionnel : Amendement de M. Draveny tendant à abroger les articles relatifs à la présomption d'origine (p. 5342).

#### JADFARD (M. René). Député de la Guyane.

Son élection est validée [17 juin 1947] (p. 2139). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des moyens de communication [21 décembre 1946] (p. 202).

#### Interventions :

S'excuse de son absence [2 juillet 1947] (p. 2619). — Obtient un congé [2 juillet 1947] (p. 2619). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [3 novembre 1947] (p. 4992).

#### JEAN-MOREAU (M.), Député de l'Yonne.

*Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie  
et au Commerce*

(Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [31 juillet 1948] (p. 5168), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 10824). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [15 novembre 1949] (p. 6099.) — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'article 70 de la loi du 27 mars

1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947). [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. 680) ; par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947), [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680).

#### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une indemnité d'attente les archivistes, bibliothécaires et conservateurs des musées, n° 392. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés, n° 393. — Le 30 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes, n° 408. — Le 18 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupation lors des ventes organisées par l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, n° 616. — Le 18 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence le service central de la sécurité aérienne, n° 618. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de l'Yonne dont les récoltes et les biens ont subi de très graves dommages par suite de violentes tornades les 30 juillet et 4 août 1947, n° 2343. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le fonctionnement de la Société nationale de vente des surplus américains (S.N.V.S.), n° 2432. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Travaux publics, Transports et Tourisme, II. — Aviation civile et commerciale, n° 8426 (annexe n° 28). — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des

finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Air, Budget annexe des constructions aéronautiques), Tome I, Défense nationale, Air, n° 9364 (annexe n° II). — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Air, Budget annexe des constructions aéronautiques), Tome II, Défense nationale, Budget annexe des constructions aéronautiques, n° 9365 (annexe n° VI). — Le 11 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, Tome II, Défense nationale, Budget annexe des constructions aéronautiques, n° 9918. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans le département de l'Yonne le 20 mai 1950, n° 10054. — Le 22 novembre 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Travaux publics, Transports et Tourisme, II. — Aviation civile et commerciale, n° 10035 (annexe n° 28). — Le 26 juillet 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien, n° 10753. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale), n° 10758. — Le 2 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme.

— II. Aviation civile et commerciale), Dispositions concernant la Section II. — Aviation civile et commerciale, n° 12070. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions avant le 1<sup>er</sup> mai 1951 pour accorder l'allocation compensatrice de l'augmentation de loyers prévue à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, n° 12625. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12817) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11044) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale), n° 12867. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale), III. — Dispositions concernant la section Air et le Budget annexe des constructions aéronautiques (Annexes IV et X au projet de loi n° 11764), n° 13178.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Ses observations sur l'ensemble* [23 décembre 1946] (p. 361). — Est entendu au cours du débat sur le Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 39 : *Durée des interventions et de la discussion (Dépose une demande de scrutin)* [7 février 1947] (p. 231). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Est* (p. 261); — *des interpellations sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement (Rationnement en confiserie)* [18 février 1947] (p. 358); — de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 426); — du projet de loi portant

ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947; Art. 21 : *Soutient l'amendement de M. Petsche tendant à disjoindre cet article relatif à la suppression de la participation de l'Etat aux charges d'intérêt général des départements* [25 mars 1947] (p. 1091, 1092). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le deuxième trimestre 1947, en qualité de *Rapporteur spécial du budget de l'Air : Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1184, 1185, 1186); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 15 : *Amdement de M. Albert Gazier tendant à excepter de l'intégration dans le Corps des Ponts et chaussées les cantonniers du département de la Seine* [30 mai 1947] (p. 1845, 1846); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Aviation française)* [3 juillet 1947] (p. 2699, 2700); ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR, Chap. 70 : *Traitements des membres de l'Ordre* [16 juillet 1947] (p. 3053); Chap. 300 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour la Grande Chancellerie* (p. 3054); — sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2087, 2088, 2089, 2091). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour développer l'armée de l'air tout en limitant les dépenses [7 juillet 1947] (p. 2794). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3792, 3793); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3930); AIR : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur spécial* [6 août 1947] (p. 3949, 3950, 3951); Etat B, Chap. 904 : *Amdement de M. de Tinguuy tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3966); Etat E, Chap. 800 : *Amdement de M. Bougrain tendant à augmenter les crédits pour les constructions aéronautiques* (p. 3967); Chap. 901 : *Amdements de MM. Gaillard et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour travaux neufs* (p. 3968). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le dégage- ment des cadres des fonction-

naires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Vice-Président de la Commission des finances* [21 août 1947] (p. 4542); Art. 8 : *Reprise du texte du Conseil de la République concernant les pensions et bonifications accordées aux militaires et marins dégagés* (p. 4544). — Demande la discussion d'urgence d'un projet de loi concernant les allocations familiales [28 août 1947] (p. 4784). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au titre du Budget ordinaire (Services civils et militaires) pour l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4803). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et au Commerce* (Cabinet Schuman) [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et au Commerce* [20 juillet 1948] (p. 4864).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 16 bis : *Son amendement tendant à réduire le prix du permis de chasse* [20 août 1948] (p. 6055, 6056). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la construction en France des avions Vampire)* [3 mars 1949] (p. 1218); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Ses observations sur le Cormoran* [10 mars 1949] (p. 1498, 1499); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 3 : *Amdement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2990); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3299, 3300, 3301, 3302, 3303); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1021 : *Amdement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'administration centrale de l'Air* [14 juin 1949] (p. 3332); Chap. 7031 : *Amdement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses*

*résultant des hostilités* [16 juin 1949] (p. 3419); AIR, Chap. 122 : *Solde des sous-officiers et hommes de troupe (Situation des aspirants de l'armée de l'air)* (p. 3435, 3436); Chap. 135 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel civil du service du matériel* (p. 3436); Chap. 318 : *Habillement et campement du personnel* (p. 3437); Chap. 320 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* (p. 3438, 3439); Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* (p. 3439); Chap. 324 : *Amendement de M. Mercier tendant à supprimer le chapitre relatif à la préparation militaire* (p. 3444); Chap. 325 : *Entretien du matériel aéronautique (ibid.)*; Chap. 327 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien du matériel roulant* (p. 3442); Chap. 328 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien de l'armement* (p. 3443); Chap. 330 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'achat de carburant* (p. 3443, 3444); Chap. 330 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat de carburant* [17 juin 1949] (p. 3466, 3467); Chap. 335 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* (p. 3468); Chap. 500 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour constructions aéronautiques* (p. 3438); Chap. 904 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les services du matériel* (p. 3469); Chap. 905 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat de surplus américains* (p. 3469); Chap. 908 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'achat de surplus pour le service de santé* (p. 3469, 3470); Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3471, 3472); *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3476, 3477); Chap. 923 : *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études et proto-*

*types* (p. 3489); Chap. 942 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les acquisitions immobilières* (p. 3489); Etat B, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 908 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le service de santé* [23 juin 1949] (p. 3697); Chap. 940 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les acquisitions immobilières dans les bases* (p. 3697); Chap. 942 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les acquisitions immobilières du service du matériel* (p. 3697); MARINE, Chap. 904 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la refonte et les gros travaux d'unités de la flotte* (p. 3698); Chap. 905 : *Sa demande de rétablissement des crédits des travaux maritimes (Base d'Arzeu)* (p. 3698); Etat C, Chap. 130 : *Situation du personnel titulaire et auxiliaire des sociétés aéronautiques* (p. 3699, 3700, 3707); Chap. 131 : *Personnel ouvrier des sociétés aéronautiques* (p. 3707, 3708); Chap. 330 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les dépenses de fonctionnement des usines aéronautiques* (p. 3708); Chap. 331-3 : *Matériel technique non aérien* (p. 3708); Chap. 331-6 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série d'Air-France* (p. 3708, 3709); Chap. 331-6 bis : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de transport civil* (p. 3716); Chap. 331-7 : *Matériel de série destiné à la vente* (p. 3716, 3717); Chap. 332 : *Entretien du matériel et rechanges* (p. 3717); Chap. 336 : *Etudes et prototypes, fonctionnement de l'O. N. E. R. A.* (p. 3717, 3719, 3720); Chap. 930 : *Acquisitions immobilières* (p. 3720, 3721); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 330 : *Carburant* [22 juillet 1949] (p. 5018); Etat C, AIR, Chap. 330 : *Dépenses de fonctionnement des budgets annexes des constructions aéronautiques* (p. 5035); Chap. 3314 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de série destiné aux transports aériens* (p. 5037); Chap. 930 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour acquisitions immobilières* (p. 5038); Chap. 931 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour travaux neufs* (p. 5038); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [24 juin 1949] (p. 3776); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat D, DÉFENSE NATIONALE,



Chap. 327 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile* [28 juillet 1949] (p. 5430, 5431) ; Etat F, Chap. 910 : *Fabrication pour le service des télécommunications* (p. 5433) ; Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (ibid.). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (air)* [13 octobre 1949] (p. 5764).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder 70 0/0 du produit de la taxe aux villes de plus de 10.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7577) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 22 : *Ses observations sur l'application de l'article aux conseils municipaux* [31 décembre 1949] (p. 7665) ; — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3120, 3124, 3130) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à prévoir des conventions entre les Ministères et les offices publics d'habitation* [3 mai 1950] (p. 3175) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1950] (p. 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3468) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 1005 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Statut des officiers généraux)* [11 mai 1950] (p. 3527) ; Chap. 3065 : *Frais de transport du personnel* (p. 3528) ; Chap. 3075 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits demandés pour le logement et le cantonnement des troupes* (p. 3528, 3529) ; Chap. 3085 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits demandés pour l'instruction et le recrutement* (p. 3529) ; Chap. 3115 : *Amendement de M. Bouret tendant à supprimer les crédits pour la préparation militaire* (p. 3529) ; Chap. 3165 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel roulant, présentée par le Gouvernement* (p. 3530) ; Chap. 3195 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits demandés pour les carburants* (p. 3530) ; Art. 5, Etat B, AIR, Chap. 3317 : *Demande d'augmentation des crédits pour le matériel des transports civils, présentée par le*

*Gouvernement* (p. 3534, 3535) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Aviation de transport (Construction de 15 « Armagnac »)* [21 juillet 1950] (p. 5769, 5770) ; Etat B : *Matériel de transport civil (Plan de constructions aéronautiques)* (p. 5772) ; Art. 23 : *Nomination d'officiers supérieurs et généraux de l'air* [22 juillet 1950] (p. 5793) ; *Amendement de M. Triboulet relatif à la nomination d'officiers généraux de l'air* (p. 5794) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur la fusion de l'aviation civile et militaire* [19 juin 1950] (p. 4964, 4965, 4966, 4967, 4968, 4969, 4975) ; Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (Poste d'inspecteur général de l'aviation civile)* (p. 4986) ; Chap. 1010 : *Amendement de M. Noël tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les fonctionnaires détachés à l'administration centrale (Postes confiés aux membres du corps de navigation aérienne, plutôt qu'aux fonctionnaires civils)* (p. 4986, 4987) ; Chap. 1020 : *Amendement de M. Marius Cartier tendant à reprendre les chiffres du Gouvernement pour les contractuels de l'administration centrale* (p. 4987) ; Chap. 1050 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de maîtrise (Statut de ce personnel)* (p. 4988) ; — Chap. 1100 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (situation des ouvriers imprimeurs)* (p. 4989) ; Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation aérienne* (p. 4990) ; Chap. 1140 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de navigation aérienne (relèvement de l'indemnité de nuit)* (p. 4991) ; Chap. 1160 : *Amendement de M. Pineau tendant à reprendre le chiffre demandé par le Gouvernement pour l'aviation légère et sportive (fusion avec l'aviation militaire)* (p. 4992, 4993, 4994) ; Chap. 1170 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la météorologie nationale (imprimeurs de la météorologie)* (p. 4994) ; Chap. 3020 : *Amendement de M. Pineau tendant à reprendre le*

chiffre du Gouvernement pour les carburants du groupement aérien du Ministère (p. 4996, 4997); Chap. 3040: Aviation légère et sportive (p. 4997); Chap. 3050: Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation légère et sportive (p. 4997); Chap. 3120: Amendement de M. Marius Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'aviation civile (école d'Orly) (p. 4998); Chap. 1170: Radio-sondage (p. 4998); Chap. 3210: Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réparation et l'entretien du matériel aéronautique (accident du Latécoère-631 à Biscarosse) (p. 5000); Chap. 5000: Amendement de M. Lavergne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (aéro-club du Périgord) [20 juin 1950] (p. 5019); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5031); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de Rapporteur [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6377, 6378); Chap. 1140: Indemnité pour vol de nuit (p. 6378, 6379); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien, en qualité de Rapporteur pour avis [28 juillet 1950] (p. 6137, 6138, 6139, 6140, 6141, 6142); Art. 4: Son amendement tendant à n'engager des crédits pour un prototype qu'après adoption de celui-ci par les autorités compétentes (p. 6184); Art. 6: Amendement de M. Montel tendant à autoriser le Gouvernement à modifier les constructions dans le cadre du programme fixé (p. 6185); Son sous-amendement tendant à prévoir l'avis du Conseil de la République et des commissions parlementaires compétentes (p. 6185); Art. 7 bis: Son amendement tendant à prévoir un rapport annuel du Gouvernement sur la réalisation du programme (p. 6186); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de Rapporteur [16 février 1951] (p. 1264, 1265, 1266, 1267, 1268); Chap. 1020: Personnel contractuel de l'administration centrale [14 mars 1951] (p. 1925); Chap. 1150: Personnel contractuel de l'aviation légère et sportive (aéroclubs) (p. 1928); Chap. 3050: Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation sportive (détaxe sur les carburants) (p. 1933); Chap. 3120: Amen-

dement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition (p. 1946); Chap. 5000: Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1 franc les crédits pour subventions (moniteurs des aéroclubs) (p. 1949); Chap. 5040: Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (licenciement des ateliers de Montaudran) (p. 1954); Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (installation de la Pan American Airways à Orly) (p. 1956, 1957); Article additionnel: Amendement de M. Bouret tendant à bloquer la moitié des crédits d'Air-France jusqu'à communication du bilan [16 mars 1951] (p. 2051); Sous-amendement de M. Poumadère tendant à bloquer la moitié de ces crédits tant que ne sera pas promulgué le statut du personnel navigant (p. 2054); EDUCATION NATIONALE, Article additionnel: Son amendement tendant à autoriser une caisse des écoles privées [23 avril 1951] (p. 3823); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [25 avril 1951] (p. 3956); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951; Art. 4: Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour le programme d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement [28 février 1951] (p. 1707); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: Ses explications de vote sur l'ensemble [21 mars 1951] (p. 2464); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de Rapporteur pour avis [17 mai 1951] (p. 5349, 5350); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, AIR, Chap. 5005: Subventions aux constructions aéronautiques (école professionnelle d'Alger) [18 mai 1951] (p. 5420); Chap. 9110: Demande de rétablissement des crédits pour les constructions aéronautiques (machines-outils), présentée par le Gouvernement (p. 5422); Chap. 9120: Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le matériel de série de l'air (p. 5422); Chap. 9230: Demande de rétablissement des crédits pour études et prototypes (avions à réaction), présentée par le Gouvernement (p. 5423); Etat C, AIR, Chap. 331: Matériel de

*série de l'air* (p. 5423); Etat A, MARINE, Chap. 9120: *Acquisitions immobilières* (p. 5428); Etat C, CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 180: *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel auxiliaire, présentée par le Gouvernement* (p. 5429); Chap. 9821: *Demande de rétablissement des crédits pour acquisitions immobilières (terrain de la Tindja à Bizerte), présentée par le Gouvernement* (p. 5430); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 3: *Ouverture de 743 milliards pour les départements militaires et nécessité probable de 55 milliards supplémentaires, demandés par le Gouvernement* [18 mai 1951] (p. 5506, 5507); Art. 14 bis: *Son amendement tendant à soustraire les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés* (p. 5519); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé)* [22 mai 1951] (p. 5769, 5770). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [8 décembre 1949] (p. 6674), [22 juin 1950] (p. 5130). = Obtient des congés [8 décembre 1949] (p. 6674), [22 juin 1950] (p. 5130).

**JEANMOT (M. Henri), Député d'Oran (1<sup>er</sup> collège).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [16 décembre 1947] (p. 5757); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [24 octobre 1950] (p. 7102), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est nommé: vice-président de la Commission de la défense nationale [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782) [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882); vice-président de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 juillet 1950] (p. 6246); membre de la Commission chargée d'enquêter sur les

événements survenus en Côte d'Ivoire [4 août 1950] (p. 6614).

**Dépôts :**

Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une contribution de 50 millions à titre de secours immédiat pour les victimes du raz de marée des 12 et 13 décembre 1949 en Algérie, **n° 8765**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Nemours (Algérie), **n° 10725**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Laghouat (Algérie), **n° 10726**. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Miliana (Algérie), **n° 10727**. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de justice militaire, **n° 11346**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11010) relatif au déclassement de la Place de Mascara (Algérie), **n° 11619**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11011) relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône (Algérie), **n° 11620**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11012) relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Dra-El-Mizan (Algérie), **n° 11621**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11013) portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la Place d'Arzew (Algérie), **n° 11622**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11014) relatif au déclassement du Fort

Cavaignac à Bou Saada (Algérie), n° 11623. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11015) relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud-Algérien), n° 11624. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11016) relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place d'Aumale (Algérie), n° 11625. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 12172) relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif (Algérie), n° 13196.

### Interventions :

Intervient dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; MARINE, Etat B, Chap. 905 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux maritimes* [6 août 1947] (p. 3992) ; — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4496, 4497, 4498) ; Art. 12 : *Son amendement concernant les lignes de transports aériens ou autres* [26 août 1947] (p. 4642). — Participe à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives dans les départements d'outre-mer en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4783). — Son rapport sur une pétition [30 avril 1948] (p. 2449). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 705 : *Facilités aux touristes algériens et marocains venant en France en automobile* [21 juin 1948] (p. 3769) ; — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 décembre 1948] (p. 7727) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AVIATION CIVILE, Chap. 5020 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air France (base d'Air France à Maison Blanche)* [20 juin 1950] (p. 5023) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (intégration du cadre spécial en Algérie)* [23 juin 1950]

(p. 5246) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5984) ; — du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logements ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* [29 juin 1950] (p. 5285) ; — du projet de loi portant majoration des crédits de fonctionnement pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Débloccage de crédits pour les constructions de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5288) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1515, 1516) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2308) ; *Sa demande d'ajournement du débat* (ibid.) = S'excuse de son absence [29 avril 1947] (p. 1332), [30 octobre 1947] (p. 4967), [25 juillet 1948] (p. 4879), [31 août 1948] (p. 6403), [17 mai 1949] (p. 2536), [17 octobre 1950] (p. 6923), [16 mars 1951] (p. 2074), [20 mars 1951] (p. 2188). — Obtient des congés [29 avril 1947] (p. 1332), [30 octobre 1947] (p. 4967), [31 août 1948] (p. 6403), [17 octobre 1950] (p. 6923), [16 mars 1951] (p. 2074), [20 mars 1951] (p. 2188).

**JOUBERT (M. Auguste)**, Député du Doubs.

*Questeur de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission chargée

de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (F. n° 687).

### Dépôt :

Le 17 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser d'urgence, aux vieux, l'allocation temporaire pour le deuxième trimestre de l'année 1947, n° 2040.

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département d'Oran (1<sup>er</sup> collège) [28 novembre 1946] (p. 24). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1222). — Dépose une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux vieux l'allocation temporaire pour le deuxième trimestre 1947 et en demande la discussion d'urgence [17 juillet 1947] (p. 3104); la retire (*Rappel au règlement de M. Ramette*) (p. 3107). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers ; Art. 3 : *Amendement de M. Ramette tendant à inclure les industries des cuirs et de l'alimentation* [30 juin 1948] (p. 4176); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels ; Art. 4 : *Son amendement relatif à la priorité de licenciement des agents de l'O.C.R.P.I.* [27 juillet 1949] (p. 5377, 5378), [28 juillet 1949] (p. 5437) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants ; Art. 2 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le relèvement des prestations dès que les cotisations le permettront* [30 juillet 1949] (p. 5587) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exclure de la loi les gens de maison* [20 décembre 1949] (p. 7045, 7046) ; *Son amendement tendant à ne pas soumettre à la loi les exploitations familiales agricoles n'occupant pas plus de deux ouvriers* (p. 7048) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 899) ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Amendement de*

*M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* (p. 922, 923) ; [Art. 31 A] : *Amendement de M. André tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle* (p. 927) ; [Art. 31 F] : *Amendement de M. Bichet tendant à reprendre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas du texte du Conseil de la République relatifs à la composition des commissions mixtes* (p. 932) ; *Sa demande de vote par division* [3 février 1950] (p. 957) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Sa demande de renvoi au mardi 13 juin* [9 juin 1950] (p. 4580, 4581) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 8019 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les haras de Besançon* [20 juillet 1950] (p. 5668, 5669) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 10 : *Demande de reprise du texte gouvernemental relatif au plafond des biens en capital* [6 décembre 1950] (p. 8695) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9423) ; — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Contre-projet de M. Legendre tendant à faire constater au début de chaque séance la présence de la majorité absolue des députés* [21 février 1951] (p. 1455, 1456) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Renvoi de la suite du débat au lundi 19 mars 1951* (p. 1990) ; *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1991, 1996) ; Art. 6 : *Amendement de M. Eugène Rigal tendant à prévoir la présentation d'un ou de plusieurs candidats* [21 mars 1951] (p. 2326) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à nécessiter le dépôt de listes dans 50 départements pour qu'un parti soit considéré comme national* (p. 2326) ; Art. 16 bis : *Sous-amendement de M. André tendant à ne pas tenir compte des votes préférentiels s'ils sont inférieurs au quart des votes exprimés* (p. 2429) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales* [28 avril 1951] (p. 4147) ; *Nouveau texte de la Commission* [30 avril 1951] (p. 4335) ; — du projet de loi relatif à l'élection

des membres de l'Assemblée Nationale ; Art 9 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti 30 listes de candidats pour qu'il soit national* [28 avril 1951] (p. 4196) ; *Son amendement tendant à substituer « circonscription » à « département »* (p. 4196-4197). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [10 mai 1951] (p. 4977). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre l'article au personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* [22 mai 1951] (p. 5714).

### JOUVE (M. Géraud), Député du Cantal.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195, [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10.784). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [21 décembre 1946] (p. 201), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré de Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) : [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196), [7 décembre 1948] (p. 7390).

#### Dépôts :

Le 11 décembre 1947, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Bèche et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, **n° 2835**. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la révision des accords Blum-Byrnes et à assurer la protection du film français, **n° 3282**. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie en ce qui concerne les sanctions prévues à l'article 16 de

ladite loi, **n° 4373**. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique ; II. la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française, **n° 4374**. — Le 25 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur : I. le projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique ; II. la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française **n° 4728 et (nouvelle rédaction)**. — Le 14 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, **n° 5469**. — Le 27 décembre 1948, une proposition de loi portant organisation d'une agence coopérative française d'information et d'une agence de presse des territoires de l'Union française, **n° 5940**. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 700 millions pour l'équipement de la télévision, **n° 7964**. — Le 3 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer à l'Assemblée Européenne de Strasbourg, la création d'une station européenne de radiodiffusion, **n° 10888**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 528). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bétolaud sur l'installation de centres de recherches scientifiques à proximité de Paris [25 mars 1947] (p. 1042). — Participe à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Ses observations sur l'ensemble* [29 mars 1947] (p. 1311). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS

ET LETTRES, Etat A : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2920); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ;

RADIODIFFUSION, Chap. 110 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions d'information* [7 août 1947] (p. 4049) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à réviser les accords Blum-Byrnes, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1887, 1888, 1889) ; *Contre-projet de M. Grenier* (p. 1898, 1899) ; *Amendement de M. Verneyras tendant à faire limiter le nombre des journaux filmés* (p. 1899) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 6 : *Son amendement tendant à diminuer le taux d'imposition des salles cinématographiques* [27 avril 1948] (p. 2303) ; — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Contrôle de la Ruhr, sécurité française, sort futur de l'Allemagne)* [15 juin 1948] (p. 3525 et suiv.) ; — du projet de loi créant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4115 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Grenier accordant une subvention d'un milliard* (p. 4129) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 4129) ; *Sa demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi modifiant le Centre national de cinématographie* [30 juillet 1948] (p. 5088) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant à accorder une subvention immédiate d'un milliard* (p. 5088, 5089) ; Art. 2 : *Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films* (p. 5090) ; *Amendement de M. Grenier tendant à excepter les films français de la taxe de sortie des films* (p. 5091) ; *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie sur les films* (p. 5093) ; *Amendement de M. Grenier tendant à réduire à 25 francs par mètre la taxe à la sortie sur les films en version originale* (p. 5093) ; *Amendement de M. Grenier tendant à exempter de la taxe de sortie les films non exploités commercialement* (p. 5094) ; Art. 3 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à adjoindre au conseil d'administration un représentant du Ministère de l'Education nationale* (p. 5096) ; *Amendement de M. Brault tendant à inclure dans le conseil un représentant des syn-*

*dicats de techniciens et ouvriers* (p. 5096) ; Art. 4 : *Amendements de Mme Nédelec et M. Verneyras relatifs à l'aide à apporter aux films réalisés avec participations étrangères* (p. 5099) ; Art. 7 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article* (p. 5101) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à ne pas appliquer de sanction en cas de retard dans le paiement de la taxe* (p. 5101) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à faire appliquer ces sanctions par des tribunaux* (p. 5102) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5103) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [16 septembre 1948] (p. 6552) ; Art. 4 : *Ses observations sur le quatrième alinéa concernant les coproductions* (p. 6553, 6554) ; *et sur le sixième alinéa relatif aux recettes dans l'Union française* (p. 6554) ; Art. 5 : *Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'aide aux exploitants* (p. 6555) ; *Amendement de M. Grenier tendant à aider tous les exploitants sans distinction* (p. 6556) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6557, 6558) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Réorganisation de la Radio* [29 juin 1948] (p. 4143) ; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 508 : *Subvention au Centre national de cinématographie* [18 juillet 1948] (p. 4812). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur les atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique [8 février 1949] (p. 406). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat B, Chap. 500 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 23 millions 850.000 francs l'abattement sur la subvention à France-Presse* [8 avril 1949] (p. 2227) ; — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4792) ; Art. 2 : *Etablissement d'une taxe sur les postes de télévision* (p. 4804, 4805) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4934) ; — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5329, 5330) ; — du projet de loi

relatif à l'exploitation des substances intéressant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5978); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'étude aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5982); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2848); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale (Ses observations sur la Conférence de Copenhague)* [2 juin 1950] (p. 4193, 4194); **PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000** : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'Administration centrale (Censure cinématographique)* [14 juin 1950] (p. 4747, 4748); **AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000** : *Administration centrale (Mise en disponibilité de fonctionnaires des Affaires étrangères)* [20 juin 1950] (p. 5063); **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000** : *Personnel de l'Administration centrale (Réduction d'effectifs de l'Administration française en Allemagne)* [26 juillet 1950] (p. 5988, 5989, 5990); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150** : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (ligne de Bort—Eygurande)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6374, 6375, 6376, 6377). — Pose à M. le Ministre : de l'Industrie et du Commerce une question relative à la protection de la production nationale de wolfram [21 juillet 1950] (p. 5734); — de l'Agriculture une question relative à l'exportation des fromages [17 novembre 1950] (p. 7876). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 3060** : *Services de documentation et de diffusion* [3 avril 1951] (p. 2609); **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000** : *Ses observations sur le statut du personnel* [5 avril 1951] (p. 2733); **AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3090** : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour frais de mission à l'étranger (Exportation de pommes de terre)* [9 avril 1951] (p. 2966); **RADIODIFFUSION, Chap. 1000** : *Ses observations sur la télé-*

*vision et l'équipement nouveau* [9 avril 1951] (p. 2979).

**JUGE (M. Pierre), Député de Tarn-et-Garonne.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

#### Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le marché de la viande, **n° 424**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à étendre la gratuité des voyages pour se rendre sur les fosses communes portant l'inscription « Corps non identifiés » aux veuves, ascendants et descendants des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés des militaires « Morts pour la France » dont le corps n'a point été reconnu, **n° 1373**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux boulangers des campagnes qui ravitaillent les hameaux sans boulangeries une quantité d'essence en rapport avec le kilométrage à parcourir, **n° 1682**. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à défendre l'artisanat français et le petit commerce par : le retour à la liberté de vente pour certains produits, une plus juste répartition des produits qui leur sont indispensables, et la suppression des droits perçus par les organismes répartiteurs lorsque l'artisan n'aura pas eu d'attribution ou lorsque ses bons n'auront pas été honorés, **n° 1843**. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : **1° à renforcer les mesures préventives contre la**



fièvre aphteuse par l'installation dans chaque département de services de vaccination; 2° à faire bénéficier d'un dégrèvement sur l'impôt foncier les cultivateurs dont le cheptel a été atteint par la fièvre aphteuse, n° 4122. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement « à réouvrir au trafic voyageurs, la ligne Montauban—Saint-Sulpice », n° 4368. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à dater du 1<sup>er</sup> août 1948, la ration de pain à 350 grammes et à en améliorer la qualité, en ramenant le taux de blutage à 85 0/0, n° 5075. — Le 29 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 5097. — Le 30 juillet 1948, une proposition de loi tendant à ce que les majorations de loyers résultant des lois en vigueur n'entraînent en aucun cas des majorations d'impôts et de taxes, n° 5113. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à l'application avant le 1<sup>er</sup> février 1949 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, n° 5906. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence, en vue d'éviter le chômage des ouvriers des établissements Portal à Montauban (Tarn-et-Garonne), les dispositions nécessaires afin de régler les 15 millions dus par le Ministère de la Guerre à cette entreprise, n° 6119. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à amnistier les responsables syndicaux fermiers et métayers et les membres assesseurs aux tribunaux paritaires, n° 6750. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner neuf demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6769. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6770. — Le 29 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6881. — Le 29 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6882. — Le 7 avril 1949,

une proposition de loi tendant à assurer aux vieux travailleurs une représentation dans les commissions cantonales d'assistance, n° 6973.

— Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en temps utile à la disposition des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles les crédits nécessaires afin que ces dernières puissent payer les prestations aux intéressés dans les délais réglementaires, n° 7427.

— Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'arrachage des vignes dont la plantation a été effectuée, dans certaines conditions, depuis 1939 et à supprimer les amendes fiscales infligées aux agriculteurs pour ces plantations, n° 8771. — Le 22 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité à Montauban « le Magasin des tabacs en feuilles », n° 10715. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 afin de maintenir en activité les moniteurs et les services de l'aviation légère et sportive, n° 11169. — Le 21 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à cesser toute importation de tabac pouvant concurrencer la production française; 2° à annuler le contingentement de la production tabacole dans les centres dits « nouveaux planteurs » comme le Tarn-et-Garonne, n° 11361. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'État les dépenses occasionnées par les opérations de remembrement prévues par la loi du 9 mars 1941, validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, n° 12840. — Le 11 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Tarn-et-Garonne, victimes des calamités agricoles des 30 avril et 6 mai 1951, n° 13208.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 305 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour le matériel des centres d'arbitrage* [12 juin 1947] (p. 2035); *le retire* (p. 2036); AGRICULTURE,

Chap. 346 : *Frais de fonctionnement des commissions consultatives de fermage* (p. 2062). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles sont établis les bénéfices forfaitaires et les injustices en résultant [11 juillet 1947] (p. 3011). — Est entendu dans la discussion du projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraisons de la viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3527). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Amendement de M. Citerne tendant à limiter le droit de reprise aux parents vivant avec le propriétaire* [21 mai 1948] (p. 2839); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité :

*Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5115, 5116); Article unique : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à demander cette augmentation pour le plus tôt possible* (p. 5117); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers : *Son rappel au Règlement (Son droit de réponse au Ministre)* [15 septembre 1948] (p. 6547). — Pose une question à M. le Ministre du Commerce relative au contingent de monnaie-matière alloué au Tarn-et-Garonne en 1947 et à son mode de répartition [4 février 1949] (p. 368). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Duprat tendant à porter l'allocation à 2.500 francs par mois* [10 mars 1949] (p. 1493); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Subventions aux travaux d'aménagements sportifs* [4 juillet 1949] (p. 4165, 4166); JUSTICE, Chap. 8009 : *Reconstruction des bâtiments pénitentiaires* [5 juillet 1949] (p. 4203); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Fixation des évaluations cadastrales des bénéfices agricoles par les commissions départementales* [20 juillet 1949] (p. 4870, 4871); Art. 13 E : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire le taux pour les traitements, salaires, pensions et bénéfices des artisans* [24 juillet 1949] (p. 5181, 5182); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Amendement de M. Girardot*

*tendant à réduire de 125 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7303); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 584); [28 janvier 1950] (p. 669). — Est entendu sur une question de M. Paumier à M. le Ministre des Finances relative à l'attribution de matières premières à la Monnaie [27 janvier 1950] (p. 596, 597). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (Prix du lait)* [25 mai 1950] (p. 3951, 3952); *le retire* (ibid); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Situation des Malgaches prisonniers politiques)* [6 juin 1950] (p. 4337, 4338); Chap. 1240 : *Indemnités de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5824). — Pose à M. le Ministre du Travail, une question relative à la fermeture du centre de formation professionnelle accélérée de Montauban [16 juin 1950] (p. 4913). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis* [22 juillet 1950] (p. 5808). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5829, 5830); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 24 membres élus pour cinq ans par un collège unique* [24 juillet 1950] (p. 5843, 5844; 5845); *Demande de réserver l'article, présentée par M. Castellani* (p. 5845) Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la répartition des circonscriptions électorales* [26 juillet 1950] (p. 6029); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas exiger des candidats la connaissance du français* [27 juillet 1950] (p. 6090, 6091); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6091); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la guerre d'Indochine, et l'échange de prisonniers avec le Viet Minh)* [31 juillet 1950] (p. 6314, 6315, 6317, 6318). — Dépose une demande d'interpellation sur le

développement des préparatifs de guerre au Maroc et la recrudescence de la répression colonialiste [4 août 1950] (p. 6772). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur l'échange des prisonniers avec le Viet Minh)* [19 octobre 1950] (p. 6974, 6975); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [9 novembre 1950] (p. 7576, 7577); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 15 : *Son amendement tendant à inclure les caisses de solidarité* [16 décembre 1950] (p. 9198); Art. 57 : *Amendement de M. Castellini tendant à prévoir le cas de conventions spéciales entre l'employeur et la famille de l'apprenti* [3 février 1951] (p. 734); *Question de confiance posée par le Gouvernement sur l'ajournement de ce projet* [21 avril 1951] (p. 3700). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur le prix du tabac*) [21 février 1951] (p. 1409, 1410); — une question de M. Thamier à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, relative au licenciement arbitraire opéré dans une usine du Lot [23 février 1951] (p. 1567). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Répression à Madagascar)* [4 avril 1951] (p. 2677, 2678, 2684); Chap. 5040 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à supprimer les crédits pour les œuvres privées dans les territoires d'outre mer* [5 avril 1951] (p. 5728); P.T.T., Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités aux facteurs)* [2 mai 1951] (p. 4468); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour rattachement des abonnés au téléphone (Cabines téléphoniques rurales)* (p. 4479); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder la franchise postale aux soldats en garnison en Afrique du Nord* [4 mai 1951] (p. 4518); ETATS ASSOCIÉS : *Oppose la question préalable* [21 mai 1951] (p. 5586); FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Répression à Mada-*

*gascar)* [21 mai 1951] (p. 5604); P.T.T., amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Amendement de M. Schmitt tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la franchise postale à tous les militaires* [22 mai 1951] (p. 5669); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3854, 3855); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure parmi les électeurs les habitants capables de lire et écrire en langue vernaculaire* (p. 3887, 3888); *Son rappel au Règlement (Continuation du débat)* (p. 3895); Art. 9 : *Régime électoral de Madagascar* (p. 3896); Art. 15 : *Amendement de M. Mercier tendant à supprimer dans les commissions chargées de distribuer les cartes électorales, le représentant de l'Administration* (p. 3897, 3898); TABLEAUX ANNEXES : *Son amendement relatif aux ressortissants français des Nouvelles-Hébrides* (p. 3900); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer*) [25 avril 1951] (p. 3998) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Art. 2 : *Insuffisance des crédits accordés au F.I.D.E.S. (Construction de bases militaires en Afrique)* [6 mai 1951] (p. 4677).

**JUGLAS (M. Jean-Jacques)**, Député de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Président de cette commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 25 janvier 1950] (p. 922), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer : en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier

1947] (p. 1025), [8 juillet 1949] (**F. n° 439**) ; — pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**). — Est nommé Président de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en Côte d'Ivoire [24 mai 1950] (**F. n° 553**). — Est désigné, par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**).

### Dépôts :

Le 12 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique en vue de porter de 15 à 16 le nombre des représentants des territoires d'outre-mer, **n° 2415**. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux territoires où circule le franc C.F.A. les mesures de dévaluation qu'il a appliquées dans la métropole, **n° 3354**. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, **n° 4198**. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 ; II. la proposition de loi de M. Gaston Mounerville, conseiller de la République, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 4638**. — Le 28 juin 1948, un rapport au

nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les articles premier, 2, 2 bis et 3, disjoints du rapport supplémentaire, portant sur : I. le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 ; II. la proposition de loi de M. Gaston Monnerville, conseiller de la République, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 4743**. — Le 7 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser, à l'occasion du Congrès international d'ingénieurs pour le développement des pays d'outre-mer, une exposition de matériel et d'outillage adaptés aux besoins de ces pays, **n° 5724**. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant création d'une Assemblée représentative territoriale élue en Cochinchine, **n° 6779**. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un referendum dans les Etablissements français dans l'Inde et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, **n° 7270**. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter à l'Assemblée Nationale, avant que celle-ci ne termine sa session, un projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour assurer l'équipement des territoires d'outre-mer pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1949 au 30 juin 1950, **n° 8071**. — Le 6 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du recensement agricole mondial de 1949-1950 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés, **n° 8611**. — Le 28 décembre 1949, un

avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [F.I.D.E.S.] et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer [F.I.D.O.M.]), n° 8862. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à proroger le mandat des membres du Conseil représentatif de la Côte française des Somalis, n° 9571. — Le 7 juin 1950, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 [Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.)], n° 10197. — Le 21 juillet 1950 un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis ; 2° la proposition de loi de M. Martine et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Côte française des Somalis, n° 10694.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre 1947, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel titulaire du Ministère* [25 mars 1947] (p. 1063, 1064). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1517 à 1520), [9 mai 1947] (p. 1552) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses

civiles), Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Direction du Plan* [19 juin 1947] (p. 2217) ; *Direction des chasses* (p. 2219) ; Chap. 101 : *Service colonial des statistiques* (p. 2221) ; Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs et résidents en position d'expectative* (p. 2222) ; Chap. 107 : *Traitements des fonctionnaires de l'agence économique des colonies* (p. 2222) ; Chap. 114 : *Elèves-administrateurs de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 2223) ; Chap. 304 : *Publications du service des statistiques* (p. 2226) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Situation des anciens combattants africains)* [21 juillet 1947] (p. 3306). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2899). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et le fonctionnement des Assemblées de groupe en Afrique Noire : *Motion d'ajournement de M. Pleven tendant à ne discuter du projet de loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française* [30 juillet 1947] (p. 3719) ; *Renvoi de la discussion* (ibid.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à assurer une représentation égale aux deux sections des assemblées locales* [4 août 1947] (p. 3900, 3901) ; Art. 37 bis : *Attributions du Conseil général* (p. 3905) ; *Prolongation de la séance* (p. 3911) ; Art. 41 : *Nouveau texte de la Commission* (p. 3912). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique Noire : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4184) ; — du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Motion préjudicielle de M. Pleven tendant à différer le débat jusqu'à la fusion du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française* [22 août 1947] (p. 4259). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5000). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses de reconstruction et d'équipement en 1948 (Dépenses civiles) ; En qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer* [31 dé-

cembre 1947] (p. 6643, 6644) ; *Discussion générale* (p. 6646). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Son rappel au Règlement (Renvoi en Commission)* [26 janvier 1948] (p. 201). — Prend part à la discussion de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 638). — Est entendu : sur un incident (*Suite de la discussion sur la dévaluation du franc colonial*) [12 février 1948] (p. 665, 666) ; sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la dévaluation du franc colonial* [13 février 1948] (p. 747). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi instituant un Conseil général de Haute-Volta : En qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer* [8 mars 1948] (p. 1879, 1880, 1881) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à instituer un système mixte entre le double collège et le collège unique* (p. 1883) ; *Amendement de M. Caillavet tendant à diminuer le nombre des membres du 2<sup>e</sup> collège* (p. 1885) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : En qualité de *Rapporteur* [20 mars 1948] (p. 2059) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à diminuer le nombre des membres du 1<sup>er</sup> collège au Soudan* (p. 2060) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 2060). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la création du Conseil général en Haute-Volta, en deuxième lecture*) [20 mars 1948] (p. 2055, 2056). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 13 bis : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires coloniaux* [27 mai 1948] (p. 2953) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : En qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juin 1948] (p. 3240), [8 juin 1948] (p. 3287) ; Chap. 100 : *Ses observations sur les fonctionnaires coloniaux* [9 juin 1948] (p. 3322, 3326, 3327, 3331) ; Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs* (p. 3341, 3342) ; Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 3342) ; Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 3345) ; Chap. 131 : *Personnel d'autorité outre-mer* (p. 3347) ; *Nécessité d'abrèger les débats* (p. 3352) ; Chap. 306 : *Matériel automobile* (p. 3355) ; Chap. 310 : *Matériel de l'agence économique des colonies*

(p. 3356) ; Chap. 311 : *Matériel de la section technique d'agriculture tropicale* (ibid.) ; Chap. 312 : *Service d'information* (ibid.) ; Chap. 317 : *Musée de la France d'outre-mer* (p. 3357) ; Chap. 603 : *Caisse intercoloniale des retraites* (p. 3359) ; Chap. 701 : *Entretien des travailleurs indochinois* (p. 3359). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Crédits pour le F. I. D. E. S.* [15 juin 1948] (p. 3544). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer : En qualité de *Rapporteur* [22 juin 1948] (p. 3784, 3785, 3786, 3787) ; *Donne lecture de l'avis du Conseil économique* (p. 3786) ; *Demande de la disjonction des trois premiers articles* (p. 3787) ; — de projets de lois ratifiant trois actes internationaux : En qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4295 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5721, 5722) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Silvandre tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5907) ; *Amendement de M. Guillon analogue* (p. 5908) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : En qualité de *Rapporteur pour avis* [20 septembre 1948] (p. 6734, 6735) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malbrant tendant à rendre deux sièges à l'Indochine* (p. 6736) ; Art. 51 : *Amendement de M. Silvandre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Soudan, Sénégal et Madagascar* (p. 6746). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5997) ; — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6865, 6866). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif à l'Union française*) [25 novembre 1948] (p. 7227). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union Française ; Art. 2 : *Amendement de M. Serre tendant à ne prévoir que des Ministres dans la délégation du Gouvernement français* [10 décembre 1948] (p. 7521) ; *le reprend* (ibid.) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : en qualité de *Rapporteur*

pour avis (*Ses observations sur l'équipement des territoires d'outre-mer et le financement des fonds d'investissement*) [20 décembre 1948] (p. 7754, 7755, 7756); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1948] (p. 8206); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 1<sup>er</sup> : *Avances et prêts sur le Fonds national de modernisation et d'équipement* [2 mars 1949] (p. 1135); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine (*Sa proposition d'interrompre la discussion*) [10 mars 1949] (p. 1528); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Urgence* [11 mars 1949] (p. 1542); en qualité de *Rapporteur* (p. 1543, 1544, 1545); *Question préalable posée par M. Lozeray* (p. 1549); *Discussion générale* (p. 1579, 1580); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Bardoux, Duveau et Malbrant tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée* (p. 1583, 1584); Art. 2 : *Amendement de M. Martine tendant à prévoir un collège de grands électeurs dans la province de Saïgon-Cholon* (p. 1585); *Amendement de M. Castellani tendant à accorder le droit de vote aux militaires* (p. 1586); Art. 3 : *Amendement de M. Duveau relatif à la composition du collège électoral de Saïgon-Cholon* (p. 1587); Art. 4 : *Amendement de M. Saravane tendant à spécifier le désir du Gouvernement d'intégrer la Cochinchine dans le Vietnam* (p. 1588); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1949] (p. 1608, 1609); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Castellani tendant à reprendre le chiffre des membres fixé par le Conseil de la République* (p. 1609); Art. 2 : *Amendement de M. Castellani tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition de la section française* (p. 1609); Art. 4 bis : *Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre l'article permettant à tout citoyen français autochtone d'opter pour la nationalité française* (p. 1609); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1610). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut de la Cochinchine* [17 mai 1949] (p. 2547). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Urgence du débat* [21 mai 1949] (p. 2760); *Renvoi du débat* (p. 2761);

Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rivet tendant à traiter avec Ho-Chi-Minh* (p. 2784); *Contre-projet de M. Capitant tendant à prévoir un traité préalable entre la France et le Viet-Nam* (p. 2788); Art. 2 : *Amendement de M. Capitant tendant à sauvegarder les intérêts du Cambodge en Cochinchine* (p. 2793); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 ter : *Droit d'option pour la citoyenneté française accordée aux Cochinchinois* [3 juin 1949] (p. 3146). — Est entendu au cours du débat sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence du projet de loi organisant le referendum dans les Etablissements français de l'Inde [23 mai 1949] (p. 2817, 2818). — Prend part à la discussion du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor, en qualité de *Rapporteur* [25 mai 1949] (p. 2878, 2879). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Suspension de la séance*) [25 mai 1949] (p. 2907); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la proposition de résolution relative aux droits du Cambodge en Cochinchine*) [31 mai 1949] (p. 2962); — pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur le statut de la Cochinchine et les droits du Cambodge* [2 juin 1949] (p. 3072). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le statut de la Cochinchine : *Motion préjudicielle de M. Capitant* [3 juin 1949] (p. 3120, 3121). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur le statut de la Cochinchine* [3 juin 1949] (p. 3121); — pour une interversion de l'ordre du jour : *Débat sur la Cochinchine* [3 juin 1949] (p. 3130). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur les erreurs de l'autarcie, le problème des devises, le développement des bananeraies)* [21 juin 1949] (p. 3595, 3596, 3597); *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 3603); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la guerre d'Indochine* [22 juin 1949] (p. 3655); Chap 152 : *Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [23 juin 1949] (p. 3666); Chap. 153 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 13 milliards les crédits pour le personnel non officier* (p. 3669);

Chap. 350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction de la troupe* (p. 3675); le retire (ibid.); Chap. 351 : *Frais de transport et déplacement* (p. 3676); Chap. 352 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3677); Chap. 356 : *Fonctionnement du service de santé* (p. 3688); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3689); Chap. 359 : Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service automobile (p. 3694); Chap. 950 : *Travaux et installations domaniales* (p. 3693); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1949] (p. 4131, 4138); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un délégué des territoires d'outre-mer* [9 juillet 1949] (p. 4500). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accélérer l'équipement des territoires d'outre-mer*) [26 juillet 1949] (p. 5291). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'équipement des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5552); — du projet de loi portant ratification de décrets portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 novembre 1949] (p. 5979); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6405, 6407, 6408); [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6473); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Lisette tendant à créer un institut d'émission à Madagascar* [2 décembre 1949] (p. 6555, 6556); Amendement de M. Duveau tendant à maintenir les règles d'émission fixées par la loi du 22 décembre 1925 (p. 6558); *Son amendement tendant à limiter à douze ans le renouvellement du privilège d'émission* (p. 6558, 6559); Art. 2 : *Augmentation du capital de la société* (p. 6560); Amendement de MM. Burlot, Duveau et Silvandre tendant à maintenir la participation de l'Etat à 51 0/0 du capital (p. 6561); Amendement de M. Arthaud tendant à obliger la banque à subvenir aux besoins de la production indigène (p. 6564); Art. 3 : Amendement de M. Apüthy tendant à prévoir des prêts à long

terme aux artisans et pour la construction d'immeubles (p. 6565, 6566); Art. 4 : Amendement de MM. Burlot et Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration un membre de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (p. 6581); Amendement de M. Arthaud tendant à inclure dans ce conseil six membres élus par les assemblées représentatives locales (p. 6582); Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans ce conseil quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce (p. 6582, 6583); Amendement de M. Duveau tendant à spécifier que six administrateurs sont « privés » (p. 6584). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet portant ouverture de crédits au F. I. D. E. S.*) [20 décembre 1949] (p. 7030). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement des territoires d'outre-mer* [26 décembre 1949] (p. 7246, 7247, 7248). — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Son ordre du jour demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci* [17 janvier 1950] (p. 289). — Est entendu sur la réunion des membres nouvellement élus de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 362). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Motion préjudicielle de M. Defferre tendant à affirmer l'indépendance du Viet-Nam quel que soit son gouvernement* [27 janvier 1950] (p. 605); *Discussion générale (ses observations sur les accords conclus avec le Laos et le Cambodge, l'historique des négociations depuis les accords de Fontainebleau, la personnalité de Bao-Daï, le nationalisme indochinois, l'organisation de l'Union française grâce aux Etats associés, les progrès économiques dus à la France)* [28 janvier 1950] (p. 667, 668, 669, 670, 671, 675). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer [16 février 1950] (p. 1106, 1107); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les fonctionnaires des territoires d'outre-mer*) [16 février 1950] (p. 1142). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la



situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Demande de renvoi présentée par M. E. Lambert* [21 février 1950] (p. 1255); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Hamani tendant à reprendre sa proposition de loi* [23 février 1950] (p. 1326); *Sous-amendement de M. Malbrant relatif à l'attribution d'une prime de départ* (p. 1336); — du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1950] (p. 2224); — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Defferre tendant à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français* [30 mars 1950] (p. 2654, 2655); — d'une proposition de résolution relative à la commémoration de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvick : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3395); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 juin 1950] (p. 4289, 4290, 4291); Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (reclassement des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [6 juin 1950] (p. 4322, 4330); le retire (p. 4334); *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (politique du Gouvernement en Côte d'Ivoire)* (p. 4322, 4323); Chap. 1280 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité dans les territoires d'outre-mer (incidents de la Côte d'Ivoire)* (p. 4336); Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les bourses d'enseignement et de voyages* (p. 4343); Chap. 5070 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Gouvernement pour les chaires d'enseignement colonial spécialisé* (p. 4346); Chap. 1000 : *Direction de l'enseignement de la France d'outre-mer* (p. 4348); *Chapitres réservés* [22 juillet 1950] (p. 5823); Chap. 1240 : *Indemnités de résidence des fonctionnaires des territoires d'outre-mer* (p. 5825); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis, en qualité de *Rapporteur* [22 juillet 1950] (p. 5826, 5827, 5828, 5833) [24 juillet 1950] (p. 5842); Art. 2 : *Demande de réserver l'article, présentée par M. Castellani* (p. 5845); *Amendement de M.M. Silvanre et Juge tendant à prévoir*

*24 membres élus par un collège unique* (p. 5845, 5846); Art. 7 : *Amendement de M. Malbrant tendant à porter à un an le délai pendant lequel les ex-fonctionnaires ne sont pas éligibles* (p. 5848); *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux administrateurs des colonies* (p. 5848); Art. 13 : *Amendement de M. Hamani tendant à prévoir des bulletins de couleur pour permettre aux illettrés de voter* (p. 5849); Art. 37 : *Amendement de M. Duveau tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la compétence de l'Assemblée* (p. 5852); Art. 40 : *Amendement de M. Hamani tendant à ne pas inclure dans les dépenses obligatoires, celles pour les forces armées* (p. 5853); Art. 50 : *Amendement de M. Duveau relatif au délai de présentation du rapport annuel par le chef du territoire* (p. 5854); Article additionnel : *Amendement de M. Sissoko tendant à spécifier que cette loi n'est applicable qu'à la Côte française des Somalis* (p. 5856); Art. 2 : *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir un collège unique élisant des membres de toutes les races du territoire* (p. 5857, 5858); *Date de la suite du débat* (p. 5858); En qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1950] (p. 6028); Art. 5 : *Amendement de M. Juge tendant à modifier la répartition des circonscriptions électorales* (p. 6029); *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir 12 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* (p. 6030); *Amendement de M. Senghor tendant à supprimer la représentation des tirailleurs sénégalais* (p. 6031); *Amendement de M. Senghor tendant à prévoir 10 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* (p. 6036); Art. 5 : *Amendement de M. Moisan tendant à prévoir 12 conseillers dans le premier collège* [27 juillet 1950] (p. 6089); Art. 6 : *Amendement de M. Juge tendant à ne pas exiger des candidats la connaissance du français* (p. 6090, 6091); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [18 novembre 1950] (p. 7929), [27 novembre 1950] (p. 8186, 8187); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Senghor tendant à définir la notion de travailleur dans les territoires d'outre-mer* [2 décembre 1950] (p. 8463, 8464); Art. 2 : *Demande de suspension du débat présentée par M. Castellani* (p. 8464); *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le travail forcé en principe* (p. 8465); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Senghor relatif à la définition du*

travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer [9 décembre 1950] (p. 8895, 8896); Art. 98 : Amendement de M. Castellani tendant à ne délivrer de bulletin de paye que sur demande du salarié [17 mars 1951] (p. 2107); Question de confiance posée par le Gouvernement sur l'ajournement de ce projet [21 avril 1951] (p. 3700); Art. 153 : Amendement de M. Benoist tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale [29 avril 1951] (p. 4270); — des interpellations sur la situation en Indochine : Discussion générale [22 novembre 1950] (p. 8019 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : Amendement de M. Castellani tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine [21 mars 1951] (p. 2449); Article additionnel : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux territoires d'outre-mer (p. 2458, 2459); Sous-amendement de M. Arthaud tendant à prévoir un texte spécial pour les territoires d'outre-mer (p. 2459, 2460); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER : Sa demande de renvoi du débat [4 avril 1951] (p. 2670, 2671); En qualité de Rapporteur pour avis (p. 2672, 2673); Chap. 1000 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Pères blancs poursuivis en correctionnelle à Dakar) (p. 2676, 2677); Chap. 1010 : Amendement de M. Tchicaya tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et allocations diverses (réorganisation du service de santé) (p. 2688); Chap. 1030 : Traitements des gouverneurs en disponibilité (statut des gouverneurs) (p. 2689); Chap. 1110 : Ecole nationale de la France d'outre-mer (p. 2696); Chap. 1260 : Personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (dépolitisation des gouverneurs) (p. 2697); Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Commission d'enquête sur les événements de la Côte d'Ivoire) (p. 2700); Chap. 1280 : Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats dans les territoires d'outre-mer (Commission d'enquête de la Côte d'Ivoire) (p. 2704); Chap. 6010 : Caisse des retraites de la France d'outre-mer [5 avril 1951] (p. 2729); Chap. 1000 : Demande de rétablissement des

crédits pour le Ministre, présentée par le Gouvernement (p. 2730, 2731); Chap. 1270 : Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Procès des Pères blancs de Dakar) (p. 2742, 2743); En qualité de Rapporteur [26 avril 1951] (p. 4012, 4013); Chap. 1270 : Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Incidents de Tieme en Côte d'Ivoire) (p. 4015); Chap. 6010 : Demande de rétablissement des crédits pour la caisse des retraites de la France d'outre-mer, présentée par le Gouvernement (p. 4016, 4017); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils : En qualité de Rapporteur suppléant [10 avril 1951] (p. 3038, 3039, 3040); Art. 1<sup>er</sup> : Investissements du F. I. D. E. S. dans les territoires d'outre-mer [11 avril 1951] (p. 3086); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le F. I. D. E. S. (p. 3098); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 9051 : Sa demande de réserver le chapitre relatif aux recherches de pétrole au Gabon (p. 3101); Art. 18 bis : Son amendement relatif à la composition du comité directeur du F. I. D. E. S. (p. 3161, 3162, 3163); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 9001 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les subventions au F. I. D. E. S. (p. 3163, 3164); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 9051 : Subventions au Bureau de recherches des pétroles (Recherches au Gabon) (p. 3166, 3167); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 18 bis : Son amendement relatif à la composition du comité directeur du F. I. D. E. S. [21 mai 1951] (p. 5592); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 11 ter : Son amendement relatif au programme d'équipement en Indochine [19 avril 1951] (p. 3563, 3564); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale [24 avril 1951] (p. 3843, 3852); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Mercier tendant à attribuer un député par 500.000 habitants et par fractions supérieures à 250.000 habitants (p. 3856, 3857); Art. 7 : Son amendement tendant à prévoir un scrutin uninominal à un tour (p. 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895); le retire (p. 3895). = S'excuse de son absence [29 mars 1949] (p. 1800), [29 juil-

let 1950] (p. 6197), [9 janvier 1951] (p. 309).  
 == Obtient des congés [9 janvier 1951] (p. 309),  
 [29 mars 1949] (p. 1800), [29 juillet 1950]  
 (p. 6197).

**JULIEN (M. Jules)**, *Député du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription)*.

*Secrétaire d'Etat au Commerce.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [3 janvier 1950] (p. 26), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des moyens de communication [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission de la défense nationale [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission de la justice et de législation [22 décembre 1947] (p. 6071), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la production industrielle [15 novembre 1949] (p. 6099), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1946 sur la sécurité sociale, **n° 164**. — Le 3 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, **n° 1902**. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, **n° 1993**. — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à compléter la loi du 27 octobre 1947 relative à la composition

et au fonctionnement du Conseil économique, **n° 2380**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, **n° 3849**. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi complétant et modifiant l'ordonnance du 28 août 1944 sur les crimes de guerre, **n° 3972**. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à assurer aux fonctionnaires des administrations civiles de l'Etat, titulaires d'une pension militaire, la faculté d'opter en fin de carrière pour une pension unique rémunérant à la fois leurs services militaires et civils, **n° 4285**. — Le 7 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant et complétant l'ordonnance du 28 août 1944 relative à la répression des crimes de guerre, **n° 5207**. — Le 9 août 1948, une proposition de loi tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, **n° 5229**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif au renouvellement du Conseil économique, **n° 9577**. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique, **n° 9664**. — Le 30 mai 1950, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à faciliter l'équipement des entreprises par le recours au crédit, **n° 10116**. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi portant organisation de l'artisanat, **n° 11242**. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 11148) créant un Institut national de la propriété industrielle, **n° 11547**. — Le 7 décembre 1950,

un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 11345) relatif à la fixation des taxes perçues en matière de propriété industrielle, n° 11548. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues (n° 11577) tendant à proroger le mandat du Conseil économique, n° 11662. — Le 19 décembre 1950, un rapport au nom des affaires économiques sur : I. — Les propositions de loi : 1° de MM. Juglas et Boisdon (n° 2415) tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique en vue de porter de 15 à 16 le nombre des représentants des territoires d'outre-mer ; 2° de MM. Paul Ribeyre, Ramarony et Joubert (n° 3291) tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; 3° de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues (n° 3848) tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique ; 4° de MM. Max Brusset et Jacques Bardoux (n° 8379) tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; 5° de MM. Max Brusset et Jacques Bardoux (n° 8577) tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique ; 6° de M. Antier et plusieurs de ses collègues (n° 9006) tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; 7° de MM. Frédéric-Dupont et Jean-Paul David (n° 9123) tendant à assurer la représentation des classes dites « économiquement faibles » au sein du Conseil économique ; 8° de M. Mauroux et plusieurs de ses collègues (n° 9349) tendant à réformer la composition et le fonctionnement du Conseil économique ; 9° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 9423) tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique ; 10° de M. Damas et plusieurs de ses collègues (n° 9572) modifiant l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; 11° de Mme Devaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 8986 rectifié) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 46-2384

du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; II. — La proposition de résolution de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues (n° 3645) tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil économique, n° 11696. — Le 2 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 11811) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 11577) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger le mandat du Conseil économique, n° 11832. — Le 13 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 12372) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 2415) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 12453. — Le 10 mai 1951, une proposition de loi portant création d'un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et vins de qualité supérieure, n° 13186. — Le 22 mai 1951, une proposition de loi tendant à établir une réforme de la fiscalité artisanale, n° 13334.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : dès interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Nationalisations, ravitaillement en vin, baisse de 10 0/0*) [13 février 1947] (p. 312); des conclusions du rapport du 4<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales de la Guyane [17 juin 1947] (p. 2137, 2138). — Est entendu au cours du débat sur la discussion d'un projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [18 juillet 1947] (p. 3198, 3199); Art. 4 : *Précision de la rédaction de l'article* (p. 3200); Art 6 : *Amendement de M. Guyon tendant à instituer un trésorier agent comptable responsable des paiements* (p. 3200); Art. 8 : *Amendement de M. Guyon tendant à fixer le montant de l'indemnité des membres du Conseil national économique* (p. 3204); Art. 10 : *Amendement de M. Poimboeuf tendant à créer un secrétaire général adjoint* (p. 3202); Art. 12 : *Amendement de M. Guyon tendant à limiter à cinq le nombre des chargés de mission* (p. 3203). — Est entendu dans la discussion : du projet de

loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149, 4150) ; — du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique : en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4239) ; Art. 6 : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Contrôle par la Cour des Comptes)* (p. 4239) ; Art. 8 : *Traitements et indemnités des membres du Conseil national économique* (p. 4240). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 49 : *Remboursement par le propriétaire des frais d'aménagement faits par les locataires* [9 mars 1948] (p. 1606) ; Art. 50 : *Son amendement tendant à prévoir un accord amiable* (p. 1608) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter de 1 à 3 la représentation des Français à l'étranger* [18 août 1949] (p. 5883) ; — du projet de loi portant répression des crimes de guerre : en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6316, 6317) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à supprimer la preuve de l'incorporation forcée* (p. 6317, 6318) ; *Amendement de M. Wasmer tendant à ne nécessiter que l'une ou l'autre des deux preuves* (p. 6319) ; Art. 3 : *Modification de forme* (p. 6319). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Commerce* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général 1949 : (Dépenses civiles) ; Art. 1<sup>er</sup> ; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Amendement de M. Desjardins tendant à réduire de dix millions les crédits (Répartition de l'essence)* [31 décembre 1948] (p. 8230) ; — du projet de loi relatif à l'assurance des marins contre la perte d'équipements (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 275, 276, 277). — Répond à une question : de M. Juge relative au contingent de monnaie-matière alloué au Tarn-et-Garonne en 1947 et à son mode de répartition [4 février 1949] (p. 368) ; — de M. Beugniez relative au statut des charretiers transportant au domicile des mineurs le charbon alloué gra-

tuitement par les houillères [18 février 1949] (p. 696, 697). — Prend part à la discussion du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 37 septièm : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1364, 1365). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Commerce* [13 octobre 1949] (p. 5764).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* [20 décembre 1949] (p. 7022) ; — du projet de loi relatif au renouvellement du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1950] (p. 2300) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2656, 2657) ; — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 juillet 1950] (p. 6033) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 janvier 1951] (p. 163) ; Art. 21 quater : *Demande de disjonction de l'article prévoyant l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires, présentée par M. Paul Coste-Floret* (p. 171) ; — d'une proposition de loi portant prorogation du mandat du Conseil économique, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 162, 163) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Vulgarisation (Exposition internationale du bois)* [26 janvier 1951] (p. 448, 449) ; *Son amendement tendant à libeller le chapitre « Vulgarisation et exposition internationale du bois »* (p. 449, 450) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour dépenses de fonctionnement de divers organismes internationaux* (p. 484) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1951] (p. 839, 840, 841) ; Art. 5 : *Amendement de M. Hughes tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* (p. 848) ; *Amendement de M. d'Aragon tendant à inclure un représentant des*

*communautés de travail et des coopératives ouvrières de production* (p. 849, 850, 856); *Amendement de M. Malbrant tendant à inclure 15 représentants des territoires d'outre-mer* (p. 850, 851); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à inclure 3 représentants de l'épargne* (p. 852); *Amendement de M. Weill-Raynal tendant à prévoir un représentant de l'épargne, un de la propriété bâtie, un du tourisme et un des exportateurs* (p. 854, 855); *Amendement de M. Viard tendant à prévoir des représentants de l'Algérie* (p. 857); *Art. 7: Amendement de M. Hughes tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques* (p. 878); *Amendement de M. Lavergne tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* (p. 879); *Art. 9: Amendement de M. Julian tendant à limiter le rôle du Bureau* (p. 880); *Amendement de M. Maurice Guérin tendant à prévoir la présence de commissaires du Gouvernement* (p. 880); *Art. 11: Amendement de M. Greffier tendant à prévoir l'entrée au Conseil, des Ministres, Secrétaires d'Etat et commissaires du Gouvernement* (p. 881); *Art. 13: Amendement de Mme Lejeune tendant à assurer l'indépendance des fonctionnaires du Conseil économique par rapport à l'Etat* (p. 883); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1951] (p. 1846); *Art. 5: Amendement de M. Schauffler tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant une représentation distincte aux femmes chefs d'entreprise* (p. 1847); *Amendement de M. Bergasse tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant une représentation distincte au petit commerce* (p. 1848).

**JULIAN (M. Gaston)**, *Député des Hautes-Alpes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 101). — Est élu Secrétaire de la Commission des affaires économiques [J. O. du 21 décembre

1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre de la Commission de comptabilité [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Secrétaire de cette Commission [25 janvier 1950] (**F. n° 500**), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation [25 novembre 1947] (p. 513).

#### Dépôts :

Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à donner publicité aux répartitions assurées par les organismes professionnels, **n° 1275**. — Le 17 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les bénéfices forfaitaires imposables, au titre de l'année 1947, pour les cultures fruitières du département des Hautes-Alpes, **n° 3421**. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil économique, **n° 3645**. — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département des Hautes-Alpes, victimes des inondations causées par la crue du Guil, **n° 4271**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à empêcher la fermeture de l'usine de pianos Pleyel, **n° 4701**. — Le 31 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs fruitiers des Hautes-Alpes dont les vergers ont été atteints par les gelées printanières, notamment par des dégrèvements fiscaux, **n° 7297**. — Le 6 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la réalisation des travaux de parachèvement, réparations, améliorations et extensions du canal d'irrigation

de Ventavon (Hautes-Alpes), n° 8619 (rectifié). — Le 3 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour accélérer l'attribution de la carte du combattant aux combattants de la guerre 1939-1945, n° 9429. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de résolution : 1° de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'industrie française de la taille du diamant ; 2° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures utiles pour assurer la sauvegarde de l'industrie française de la taille du diamant, n° 10059. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les victimes de la guerre des mesures transitoires prévues au titre III de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, n° 10502. — Le 27 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 19 juillet 1950 sur la commune de Ventavon (Hautes-Alpes), n° 10780. — Le 22 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans les crédits d'équipement, sur le budget de 1951, les sommes nécessaires pour la réalisation du barrage de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes), n° 11747. — Le 17 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et des intempéries dans les Hautes-Alpes, n° 12557.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Corrèze [28 novembre 1946] (p. 12). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947) ; Art. 126 : *Son amendement tendant à dégrèver des sommes dues à la C. A. R. C. O. les entreprises industrielles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 4 millions* [29 mai 1947] (p. 1802) ; le retire (p. 1803) ; — sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes ; Art. 2 : *Amendements de M. M. Petsche et de Tinguy concernant les subventions compensatrices aux départements*

*pauvres* [11 décembre 1947] (p. 5611). — Dépose une demande d'interpellation sur le cas du préfet des Hautes-Alpes compromis dans un procès [4 mai 1948] (p. 2523). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les victimes des inondations du Guil et de la Durance : *Sa demande de jonction de sa proposition de résolution* [21 mai 1948] (p. 2844) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 305-2 : *Conservation des terrains en montagne* [25 mai 1948] (p. 2913) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100 : *Ses observations sur la situation des fonctionnaires, l'état économique, la répartition des matières premières* [31 juillet 1948] (p. 5182, 5183, 5184) ; Chap. 126 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 5 millions les crédits pour la Commission des approvisionnements en Grande-Bretagne* (p. 5197, 5198) ; Chap. 507 : *Son amendement tendant à supprimer la subvention au Centre national d'information économique* (p. 5202). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur sa demande d'interpellation* [25 mai 1948] (p. 2915), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3066). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4990) ; — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6030) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chambeiron tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés d'économie mixte* (p. 6034) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à empêcher les anciens membres du Gouvernement d'exercer des fonctions dans les sociétés d'économie mixte* (p. 6037) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour 1948 (Subventions) : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6127, 6128) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de M. Petsche au sujet du refus de payer l'impôt)* [21 décembre 1948] (p. 7826). — Est entendu sur une question posée par M. Juge à M. le Secrétaire d'État au Commerce relative au contingent de monnaie-matière alloué au Tarn-et-Garonne en 1947 [4 février 1949] (p. 368). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aména-

ments fiscaux ; Art. 13 E : *Amendement de M. Tournaud tendant à appliquer l'article 23 du Code des impôts directs aux maîtres artisans* [24 juillet 1949] (p. 5183) ; — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels : *Discussion générale* [27 juillet 1949] (p. 5371, 5372, 5373, 5374) ; Art. 2 : *Son amendement relatif à l'intégration des agents de l'O. C. R. P. I.* (p. 5375) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5340). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions prises contre deux fonctionnaires et l'inculpation de plusieurs personnes pour leur participation à la manifestation de Gap en faveur de la paix le 2 octobre 1949 [10 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Barel tendant à ne pas punir le jet d'un pylone à la mer* [3 mars 1950] (p. 1836) ; — du projet de loi portant validation des actes réglementaires provisoires du Gouvernement de Cochinchine : *Discussion générale* [21 mars 1950] (p. 2229, 2230) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Développe l'interpellation de M. Védérines* [24 mars 1950] (p. 2367, 2368, 2369, 2370) ; — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2435, 2436). — Son rapport supplémentaire sur les élections du département du Cher [30 mars 1950] (p. 2678). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question relative à la fermeture de maisons de cure à Briançon [31 mars 1950] (p. 2720, 2721). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3807, 3808) ; *Ordre du jour de M. Pineau approuvant la lutte contre la fraude fiscale* (p. 3819, 3820) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; INTÉRIEUR, Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux départements pauvres* [31 mai 1950] (p. 4084) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur la nouvelle orientation de l'économie française, les investissements de l'industrie privée et les conséquences du Plan Marshall)* [16 juin 1950] (p. 4914, 4915, 4916) ;

Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Travaux de la Commission nationale des économies)* (p. 4934, 4935) ; *le retire* (p. 4935) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Transformation d'emplois)* (p. 4935) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 1140 : *Amendement de M. A. Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service d'expansion économique à l'étranger (Crise des porcelaines de Limoges)* (p. 4937) ; — d'une proposition de résolution relative au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1948 : *Discussion générale* [14 juin 1950] (p. 4782, 4783) ; — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française. *Discussion générale (Ses observations sur la prime de vacances aux serveuses du restaurant parlementaire et les pensions versées aux anciens parlementaires condamnés et à leurs ayants droit)* [14 juin 1950] (p. 4785, 4786, 4787) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du budget de l'Assemblée Nationale* (p. 4793) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la caisse de pensions des anciens députés* (p. 4794) ; — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit : *Discussion générale* [26 juillet 1950] (p. 6034, 6035) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [7 février 1951] (p. 842, 843) ; Art. 3 : *Amendement de M. Alliot tendant à permettre au Conseil économique de donner son avis sur les moyens matériels nécessaires à la réalisation des plans proposés* (p. 845) ; Art. 5 : *Amendement de M. Weill-Raynal tendant à prévoir un représentant de l'épargne, un de la propriété bâtie, un du tourisme et un des exportateurs* (p. 855) ; Art. 7 : *Amendement de M. Lavergne tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* (p. 879) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à limiter le rôle du bureau* (p. 880) ; *Amendement de M. Maurice Guérin tendant à prévoir la présence de commissaires du Gouvernement* (p. 881) ; Art. 11 : *Amendement de M. Greffier tendant à prévoir l'entrée au Conseil économique des Ministres, Secrétaires d'Etat et Commissaires du Gouvernement* (p. 881) ; — du projet de loi



relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Titularisation d'auxiliaires)* [25 avril 1951] (p. 3961); Chap. 5080 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre le chapitre prévoyant le remboursement des charges fiscales à certaines industries (Exportations vers la zone dollar)* (p. 3971); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer le contrôle et les enquêtes économiques* [17 mai 1951] (p. 5322, 5323); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; **Etat B, INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE** : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord* [6 mai 1951] (p. 4702); **INVESTISSEMENTS SOCIAUX** : *Amendement de M. Gozard tendant à réduire de 1 million les prêts divers (Insuffisance des crédits)* (p. 4708); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à prévoir 3 milliards pour les entreprises artisanales et petites entreprises* (p. 4709, 4710); **Etat C, ELECTRICITÉ DE FRANCE** : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (Barrage de Serre-Ponson, Hautes-Alpes)* (p. 4732); **Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES** : *Son amendement tendant à prévoir des prêts pour les petites entreprises artisanales* [9 mai 1951] (p. 4876, 4877).

### **JULY (M. Pierre), Député d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383); de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3355). Est nommé Président de cette Commission [24 mai 1950] (**F. n° 553**). — Est

nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### **Dépôts :**

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer et à mettre en application l'allocation-logement, **n° 379**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à fixer l'incidence de l'impôt de solidarité nationale en ce qui concerne les biens de communauté et les biens propres des époux, **n° 381**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi autorisant l'adoption même en présence d'enfants légitimes, à condition que ceux-ci soient majeurs, **n° 1089**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés 100 0/0. bénéficiaires des articles 10 et 12 de la loi du 31 mars 1919, qui auront postérieurement été nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur, la possibilité d'être l'objet d'une promotion dans cet ordre, **n° 1090**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi supprimant pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie, **n° 1095**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative aux conditions dans lesquelles peuvent être publiées les annonces légales concernant la vente des fonds de commerce, **n° 1748**. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, une proposition de loi tendant à accroître la représentation familiale auprès des tribunaux pour enfants, **n° 2202**. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, une proposition de loi tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille, **n° 2203**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à relever le niveau de vie des personnes économiquement faibles par l'octroi d'une majoration des allocations familiales aux descendants qui acceptent de recevoir des ascendants à leur foyer, **n° 2573**. — Le 19 décembre 1947, une proposition de loi portant rajustement immédiat des pensions principales et des allocations s'y rattachant des grands blessés (grands invalides, aveugles de guerre, blessés de la face, blessés multiples et amputés, trépanés et blessés de la tête) à un taux au moins égal à celui des autres pensionnés civils et militaires, **n° 2934**. — Le 3 février

1948, une proposition de loi portant suppression de juridictions d'exception en matière pénale, n° 3208. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à prévoir un secours immédiat en faveur du département de l'île de la Réunion, victime d'un terrible cyclone et des mesures monétaires et financières susceptibles d'aider l'économie de ce territoire, n° 3300. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi portant réglementation du droit de grève dans les services publics, n° 5059. — Le 28 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir toutes mesures utiles en faveur des exploitants agricoles qui n'auront pu souscrire dans les délais de rigueur à l'emprunt exceptionnel prévu par les lois du 7 janvier 1948, du 12 mars 1948 et du 4 août 1948, n° 5951. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales, n° 6433. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi tendant à préconiser l'application des articles 309 et 311 du Code pénal en cas d'utilisation de nouvelles techniques d'aveux spontanés, n° 7197. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etablissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, n° 7805. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 383 bis du Code général des impôts directs en élevant de 20.000 à 40.000 francs le plafond à partir duquel le paiement des impôts directs s'effectue par anticipation, n° 8948. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier la taxation des bénéficiaires agricoles afin d'atténuer les difficultés de trésorerie des exploitants agricoles, n° 9013. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etablissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, n° 9355. — Le 13 juillet 1950, une proposition

de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 10600. — Le 12 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 10175) concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11910.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les graves événements qui se déroulent à Madagascar [29 avril 1947] (p. 1332); la développe [6 mai 1947] (p. 1482 à 1488); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour déposé par M. Jacques Duclos comportant l'institution d'une Commission parlementaire d'enquête* [9 mai 1947] (p. 1564); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Gaston Defferre* (p. 1565, 1566). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 15 : *Son amendement tendant à majorer les taxes perçues sur les produits agricoles pour alimenter le Fonds national de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2373). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 4 bis : *Son amendement tendant à réduire le prélèvement de 20.000 fr. par enfant à charge et de 30.000 francs pour épouse sans revenus* [3 janvier 1948] (p. 37, 38, 39); — des propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1352, 1353, 1354, 1355); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à supprimer la Haute Cour de justice* [9 mars 1948] (p. 1576, 1577); *Amendement de M. Chautard tendant à compléter la liste des jurés à la représentation proportionnelle en cas de défaillance* (p. 1578); — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 51 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article* [9 mars 1948] (p. 1609); — du projet de loi portant réduction du nombre des Cours de justice; Art 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à les supprimer* [8 juin 1948] (p. 3268); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3269); — du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949]

(p. 2884, 2885); — du projet de loi portant suppression des Cours de justice : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4275); — d'un projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour dans les territoires d'outre-mer, A. E. F., Océanie, Territoires de l'Inde, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6491); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Motion préjudicielle de M. Deveny* [8 décembre 1949] (p. 6691). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la ratification des accords franco-vietnamiens du 8 mars 1949*) [20 décembre 1949] (p. 7029). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur « l'immobilisme », l'augmentation de la dette, les résultats de l'emprunt Petsche, l'inflation grandissante, la confiance nécessaire à l'épargne et la péréquation des retraites)* [21 décembre 1949] (p. 7096, 7097, 7098, 7099); *Son rappel au Règlement (Droit à la parole du parti P.R.L.)* (p. 7115). — Est entendu : sur la réunion des membres nouvellement élus de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 362); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du rapport de M. Delahoutre sur les travaux de la Commission d'enquête au sujet du scandale Revers-Mast*) [2 mai 1950] (p. 3145, 3146). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3292); *Motion de M. Delcos constatant que les Ministres ont agi dans l'intérêt national* [5 mai 1950] (p. 3312, 3313); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12 : *Son amendement tendant à établir la confusion des peines pour les*

*confiscations prononcées par différentes cours* [21 novembre 1950] (p. 7963, 7964); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Duveau* [28 novembre 1950] (p. 8239, 8240); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8438, 8439, 8440); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 février 1951] (p. 946). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation considérable du prix du papier journal [20 février 1951] (p. 1352). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la réforme électorale* [9 mars 1951] (p. 1808, 1809). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. P.H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2238); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5480 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les théâtres nationaux (Gestion de l'Opéra)* [23 avril 1951] (p. 3818); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste* [28 avril 1951] (p. 4206). = S'excuse de son absence [3 décembre 1946] (p. 46), [4 mars 1947] (p. 557), [27 mars 1947] (p. 1139), [17 août 1948] (p. 5819). = Obtient des congés [27 mars 1947] (p. 1139); [17 août 1948] (p. 5819).

## K

**KABORE ZINDA (M. Philippe)**, *Député de la Côte d'Ivoire.*

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27).

**Interventions :**

Est nommé *Secrétaire d'âge* [14 janvier 1947] (p. 1). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [29 mai 1947] (p. 1774).

**KAUFFMANN (M. Michel)**, *Député du Bas-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [30 novembre 1948] (p. 7302).

**Dépôts :**

Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à aménager la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en modifiant et complétant l'article 3, n° 3334. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi relative à l'obligation de l'arrachage des pieds de houblons mâles dans les régions houblonnières, n° 4154. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer les quantités de blé attribuées aux agriculteurs échangistes (échange blé-farine) de façon à leur permettre de bénéficier du régime de liberté appliqué à la vente du pain et à les soustraire aux poursuites du contrôle économique en cas d'infraction à la législation actuellement en vigueur, n° 6471. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les sinistrés des derniers orages qui se sont abattus sur le département du Bas-Rhin, n° 10376. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Bas-Rhin sinistrés à la suite des graves orages accompagnés de chutes de grêle qui ont dévasté les cultures au cours du mois d'août, n° 10971. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé, n° 11365. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 9235) instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la

Moselle, n° 11730. — Le 16 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations militaires aux parents et épouses de militaires sous les drapeaux, n° 12527. — Le 5 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte lors de la fixation du prix d'été du lait de l'augmentation générale des frais de production survenus depuis le calcul du prix d'hiver ainsi que des répercussions économiques découlant des ajustements de prix et salaires à la suite des récentes grèves, n° 12705. — Le 5 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier les zones de salaires dans le département du Bas-Rhin et à assimiler ce département à la zone de Paris, n° 12706. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, n° 12707. — Le 11 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 9235) instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 12775.

### Interventions :

Participe à la discussion : des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Coopérative des planteurs de houblon* [20 février 1947] (p. 400) ; — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1636, 1637) ; — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [23 mai 1947] (p. 1722) ; — de la proposition de loi de M. Gras tendant à la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6054) ; — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1254) ; —

du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A, Chap. 3070 : *Matériel et équipement de la gendarmerie* [8 juillet 1948] (p. 4465) ; — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5793) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture ; Chap. 322 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. l'abattement sur les services de la protection des végétaux* [12 avril 1949] (p. 2350) ; *le retire* (p. 2351) ; Chap. 334 : *Nourriture des étalons des haras* (p. 2351) ; — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949 ; Article unique : *Amendement de M. Vendroux tendant à ne pas mettre à la charge des collectivités locales les frais résultant de la modification des rôles* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4026). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de chemin de fer de la ligne Paris—Strasbourg [13 juillet 1949] (p. 4746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4856, 4857) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son sous-amendement tendant à supprimer l'impôt sur la culture du tabac et du houblon* (p. 4871) ; *Son amendement tendant à assimiler la culture de la vigne aux cultures non spécialisées* (p. 4872) ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes exploitants pour une durée de trois ans* (p. 4882) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur l'admission de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe et l'arrêt des démontages d'usines)* [25 novembre 1949] (p. 6341, 6342) ; *Son ordre du jour demandant la négociation des accords avec le gouvernement de Bonn* (p. 6351). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix de l'essence et les taxes envisagées sur les véhicules utilitaires [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6724) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Son amendement relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* [2 février 1950] (p. 921) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion*

générale (*Ses observations sur la crise agricole, le prix du lait, la cherté du matériel de culture*) [23 février 1950] (p. 1385, 1386); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1950] (p. 1536); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1730 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Agents forestiers d'Alsace-Lorraine)* [24 mai 1950] (p. 3900); Chap. 1780 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exploitations en régie* [25 mai 1950] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire du 12 avril 1950 faisant supporter par les producteurs agricoles les hausses prévues sur le gaz et le pain [30 mai 1950] (p. 3982). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6171, 6172); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à dispenser de service les chefs d'exploitation agricole* [27 octobre 1950] (p. 7305); *Amendement de M. Mançeau tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant de trois mois le service militaire* (p. 7317); *Son amendement tendant à accorder les gratuités de chemins de fer aux soldats du contingent* (p. 7322); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2 : *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Epuraton en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7582); Art. 3 : *Son amendement tendant à exclure de l'amnistie les personnes ayant encouragé l'incorporation des Alsaciens-Lorrains dans la Wehrmacht* [16 novembre 1950] (p. 7770); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8693, 8694); Art. 10 : *Son amendement tendant à exclure bâtiments et outils pour le calcul du revenu* (p. 8695); Art. 13 : *Amendement de M. Rochet tendant à fixer l'allocation par une majoration de 5 0/0*

*de l'impôt sur les sociétés* [13 décembre 1950] (p. 9023); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise agricole, la baisse des prix agricoles et la mévente)* [7 décembre 1950] (p. 8788, 8789); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1140 : *Direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526); Chap. 1660 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les exploitations en régie* (p. 9537). — Dépose une demande d'interpellation sur le préjudice subi par le corps des ingénieurs des eaux et forêts par l'application du décret du 30 décembre 1950 relatif à leur statut [24 février 1951] (p. 1618). = S'excuse de son absence [22 mars 1947] (p. 1019).

**KHIDER (M. Mohamed),** *Député d'Alger* (2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 141). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission de la presse [30 janvier 1948] (p. 329).

#### Dépôt :

Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à décider l'envoi en Algérie d'une Commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi-Ali-Bounab le 28 septembre 1949, n<sup>o</sup> 8492.

#### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 905, 906). — Dépose une demande d'interpellation sur les provocations administratives envers les Musulmans algériens [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5319, 5320, 5321, 5322);

— d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab : *urgence* [13 décembre 1949] (p. 6770, 6771) ; = S'excuse de son absence [20 décembre 1950] (p. 9346). = Obtient un congé [20 décembre 1950] (p. 9346).

### KIR (M. Félix), Député de la Côte d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946, (p. 38)]. = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [*J.O.* du 30 janvier 1946] (p. 1011), [*J.O.* du 21 janvier 1949] (p. 816), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 882) ; de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965) ; [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires ; 2<sup>o</sup> de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes ; 3<sup>o</sup> de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement ; 4<sup>o</sup> de MM. Penoy et Blocquaux tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement, n<sup>o</sup> 2302. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à associer la Nation tout entière aux manifestations et cérémonies qui doivent commémorer le bi-millénaire de la bataille d'Alésia, n<sup>o</sup> 6719. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier la loi du 7 mai 1946, instituant l'ordre des géomètres experts, n<sup>o</sup> 7709. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Maurice Frédet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année, à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés ; 2<sup>o</sup> de MM. Fauvel, Siefert et Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études ; 3<sup>o</sup> de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'École de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice ; 4<sup>o</sup> de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, n<sup>o</sup> 9161.

### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1001, 1008). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements d'Indochine* [29 avril 1947] (p. 1337) ; — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1922). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Reclassement des fonctionnaires* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2590, 2591). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Son intervention au sujet des primes de rendement aux agents du con-*

*trôle économique* [3 juillet 1947] (p. 2673, 2674, 2675). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 quinquies : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3775). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2929); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Renvoi à la Commission* [16 juillet 1947] (p. 3072). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une Commission de la réforme administrative : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3480); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son appel à la concorde* [9 décembre 1947] (p. 5564). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 83); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire de 1 million les crédits* [5 février 1948] (p. 441, 442); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Accords économiques de l'Europe occidentale* [4 mars 1948] (p. 1339); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2589, 2590, 2591); — du projet de loi relatif aux loyers; Art 14 bis : *Limitation du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2795); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Demande de renvoi à la Commission* [10 juin 1948] (p. 3396); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4183); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4237); — de la proposition de loi amendée par le Conseil de la République stabilisant les prix des baux à ferme : *Discussion générale* [7 juillet 1948]

(p. 4396); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4959, 4960); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'Ecole des beaux-arts de Dijon* [3 août 1948] (p. 5249); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6151, 6152); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la sécurité sociale* [17 décembre 1948] (p. 7700); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens : *Discussion générale (Ses observations sur la lenteur administrative des organismes créés pendant la guerre)* [21 décembre 1948] (p. 7813, 7814); *Ses observations sur l'abondance de la viande en Bourgogne* (p. 7856) et *l'industrie aéronautique française* (p. 7859); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1948] (p. 8057); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8133); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8151); — de la proposition de loi relative à la législation contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 278); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 376); *Sa demande de renvoi au mardi suivant* (p. 380); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel : *Amendements de MM. Fagon, Petit et Mme Lempereur relatifs au reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 471); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1905); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les



drapeaux : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1926); Art. 4 : *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* (p. 1932); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2003, 2007, 2008); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2237); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Chap. 309 : *Rattachement des abonnés au téléphone* [12 avril 1949] (p. 2314); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 26 : *Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à inclure tous les établissements saisonniers* [2 juin 1949] (p. 3070); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3150 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement des services sociaux* [16 juin 1949] (p. 3410); Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* (p. 3412, 3413); — d'une proposition de résolution relative aux attributions d'essence aux chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4259); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4909); — du projet de loi ratifiant le Pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5278); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5439). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Moch* [13 octobre 1949] (p. 5794). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Discussion générale* [8 novembre 1949] (p. 6007); Art. 19 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas exclure les personnes de plus de 35 ans de la candidature aux emplois communaux* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6497); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6422); —

d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7020); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la réduction des centimes additionnels à Dijon)* [23 décembre 1949] (p. 7157); — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1949] (p. 7473); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la distillation de la betterave)* [25 janvier 1950] (p. 494); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 536); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine, en qualité de Rapporteur [16 février 1950] (p. 1107, 1108); *Demande de renvoi à la Commission de la santé publique, présentée par M. Frédet* (p. 1115); *Demande de renvoi à la Commission de l'éducation nationale présentée par M. Boulet* (p. 1116); *Demande de vote par division présentée par M. Bouvier* (p. 1117); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1290 : *Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses en faveur du personnel (Octroi de la prime de 3.000 francs)* [3 mai 1950] (p. 3224); AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à faire répartir par les conseils généraux les subventions aux activités culturelles* [25 mai 1950] (p. 3946); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* [19 juillet 1950] (p. 5589); Chap. 5490 : *Activité théâtrales (Décentralisation)* (p. 5591, 5592); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, RECONSTRUCTION : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6102); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3761); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5665); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 :

*Amendements de MM. Touchard et Theetten tendant à porter à 2.400 francs la retraite des anciens combattants âgés de plus de 55 ans* [21 juillet 1950] (p. 5749); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6070); Art. 2 : *Amendement de M. Rochet tendant à établir un prix différentiel selon le prix de revient* (p. 6071); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article* [27 juillet 1950] (p. 6084); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S.N.C.F. (Bas prix des transports)* [2 août 1950] (p. 6489); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Ses explications de vote* [14 novembre 1950] (p. 7741, 7742); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : *Amendement de M. Pierre Teitgen tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles* [20 décembre 1950] (p. 9363, 9364); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9443); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 194, 195, 196); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour, proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 988); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et œuvres de secours pour les Algériens* [15 février 1951] (p. 1174); JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le reclassement des prisonniers* [15 février 1951] (p. 1185); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Veuves de guerre remariées)* [17 mai 1951] (p. 5324); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5344); — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1386); — du projet de loi

portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1951] (p. 1712); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2293); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3397); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 2 : *Amendement de M. Cance tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* [18 avril 1951] (p. 3476); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4154).

**KONATÉ (M Mamadou), Député du Soudan.**

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 300). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [16 juin 1950] (p. 4886).

#### Dépôts :

Le 6 juin 1947, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant amnistie, n° 1608. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la suppression de la constitution obligatoire de greniers de réserves fonctionnant dans certains territoires de l'Afrique occidentale française, n° 2411. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Hamani Diori et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'admis-

sion immédiate et sans condition des instituteurs et institutrices africains, dans le cadre commun supérieur de l'enseignement en A.O.F., n° 7506.

— Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à décider la création d'une Commission chargée d'enquêter sur les incidents qui se sont déroulés en Côte d'Ivoire, n° 9248.

— Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à instituer un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, n° 9285. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à la création d'un « cadre unique » du personnel des chemins de fer d'Afrique occidentale française, n° 9352.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux événements de Madagascar : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour déposé par M. Jacques Duclos et comportant l'institution d'une Commission d'enquête parlementaire* [9 mai 1947] (p. 1564) ; — du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des territoires d'outre-mer* [18 juin 1947] (p. 2183) ; Art. 32 : *Amendement de M. Lamine Gueye tendant à étendre aux territoires d'outre-mer l'application de la loi* [7 juillet 1947] (p. 2790) ; — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*), Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* [21 juillet 1947] (p. 3326), EDUCATION NATIONALE, Chap. 360 : *Coordination de l'enseignement dans la France d'outre-mer* [22 juillet 1947] (p. 3416). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement envers les victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3283). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget 1947 reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 181 : *Personnel d'autorité outre-mer* [9 juin 1948] (p. 3347, 3348). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude de l'administration lors des élections au Soudan et au Niger et les incidents sanglants de Boromo [26 juin 1948] (p. 4053). — Prend part à la discussion des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : *Convention de coopération économique européenne* ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4389,

4390). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*son droit à la parole*) [16 juillet 1948] (p. 4648) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 155 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie* [16 juillet 1948] (p. 4717, 4718) ; Chap. 352 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation de la troupe* [17 juillet 1948] (p. 4729, 4730) ; Chap. 353 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement, le campement et le couchage* (p. 4730) ; Chap. 360 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des constructions (logement des indigènes)* (p. 4733, 4734) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5909) ; Art. 51 : *Son amendement tendant à instaurer outre-mer l'unicité du collège et le scrutin proportionnel* (p. 5920) ; *Amendement de M. Silvandre tendant à reporter l'élection des Conseillers des territoires d'outre-mer* (p. 5923). — Dépose une demande d'interpellation sur le déroulement du procès des parlementaires malgaches à Madagascar [16 septembre 1948] (p. 6576). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [22 septembre 1948] (p. 6823, 6824, 6825). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative en Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 mars 1949] (p. 1589) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1679) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer ; Chap. 130 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement proposé sur les traitements des magistrats de droit civil et pénal* [31 mars 1949] (p. 1960) ; Chap. 401 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les œuvres sociales* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1976, 1977) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 156 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des gendarmes (ses obser-*

vations sur la gendarmerie en A.O.F.) [23 juin 1949] (p. 3672, 3673); le retire (p. 3673); Chap. 158 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des états-majors (p. 3674, 3675); Chap. 353 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'habillement et le couchage (p. 3677). — Dépose une demande d'interpellation : sur les poursuites intentées par le Gouvernement contre deux membres de l'Assemblée de l'Union française pour des déclarations faites à la tribune de cette Assemblée [24 juin 1949] (p. 3791); — sur les campagnes de diffamation contre la Résistance [13 juillet 1949] (p. 4746); — sur les crimes causés en Côte d'Ivoire, sur des manifestants sans armes et la violation des libertés constitutionnelles en Afrique noire [16 février 1950] (p. 1126); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 1135, 1136). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Situation de M<sup>e</sup> Matarasso en Côte d'Ivoire*) [21 février 1950] (p. 1249, 1250). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction par le gouvernement du Tchad du congrès du parti progressiste tchadien [28 mars 1950] (p. 2447). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Amendement de M. Hamani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (crise de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer) [6 juin 1950] (p. 4324, 4326); Chap. 1280 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (incidents de la Côte d'Ivoire) (p. 4336); Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (incidents du Niger) (p. 4339, 4340, 4341); Chap. 1240 : Indemnité de résidence des fonctionnaires d'outre-mer [22 juillet 1950] (p. 5825). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5327, 5328). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'une Assemblée représentative en Côte française des Somalis* [24 juillet 1950] (p. 5842); Art. 2 : Amendement de M. Silvanre tendant à prévoir 24 membres élus pour cinq ans par un

collège unique (p. 5846, 5847); Art. 5 : Amendement de M. Duveau tendant à supprimer la représentation des tirailleurs sénégalais [26 juillet 1950] (p. 6031, 6032); Ses explications de vote sur l'ensemble [27 juillet 1950] (p. 6092); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale [27 novembre 1950] (p. 8186, 8187, 8188, 8189); Art. 2 : Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu [2 décembre 1950] (p. 8466, 8467); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Senghor relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer [9 décembre 1950] (p. 8895); Art. 23 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un délai de huit ans d'appartenance pour qu'un ex-membre de syndicat puisse encore être membre des sociétés de secours mutuel [16 décembre 1950] (p. 9206); Art. 28 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités des associations professionnelles (p. 9212, 9213); Art. 109 : Amendement de M. Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire [17 mars 1951] (p. 2137); Art. 122 : Frais de voyage de la famille du salarié à la charge de l'employé [7 avril 1951] (p. 2923); Art. 118 : Congés payés accordés aux salariés [29 avril 1951] (p. 4276); Son amendement tendant à prévoir un congé à l'occasion des fêtes rituelles (p. 4277, 4278); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite [17 avril 1951] (p. 3414); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 7 : Amendement de M. Juglas tendant à prévoir un scrutin uninominal à un tour [24 avril 1951] (p. 3892).

### KRIÉGEL-VALRIMONT (M. Maurice),

Député de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951]

(p. 348). Est élu vice-président de cette Commission (*J. O.* du 20 décembre 1946) (p. 10784), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Es nommé membre de la Commission de la presse [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est élu vice-président de la Haute Cour de justice (appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [20 décembre 1946] (p. 196) et [11 mars 1947] (p. 796) (appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de la sidérurgie, n° 41. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution relative aux conditions de l'examen des demandes en autorisation de poursuite, n° 1198. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Florimond Bonte et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions dans lesquelles peuvent être annulées les procédures de faillite engagées contre des commerçants ayant dû abandonner la direction de leur commerce du fait de l'ennemi ou de l'autorité se disant « Gouvernement de l'Etat français » ; 2° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire ; 3° de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1321. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder le marché de l'eau-de-vie de fruits, n° 2025. — Le 5 septembre 1947, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant création de conseils supérieurs de prud'hommes, n° 2559.

— Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est, une indemnité égale au montant des dommages subis, n° 3274. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le budget de 1948 certains crédits destinés à permettre l'installation d'émetteurs au poste de Radio-Nancy, n° 3646. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à porter de 15.000 à 25.000 francs les règlements devant être opérés par chèques, n° 4337. — Le 12 juin 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 69 du Livre IV du Code du travail concernant la procédure devant les conseils de prud'hommes, n° 4540. — Le 16 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par la Commission départementale des contributions directes de Meurthe-et-Moselle, n° 4590. — Le 24 juin 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est, une indemnité égale au montant des dommages subis, n° 4696. — Le 2 août 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5132. — Le 20 août 1948, une proposition de loi tendant à modifier le taux de redevance minière perçu au titre de l'extraction du minerai de fer, n° 5337. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6428. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à accorder une juste indemnité aux sinistrés par inondations des départements de l'Est de décembre 1947, n° 6721. — Le 6 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs lors des dernières grèves dans les mines et la sidérurgie ; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ces conflits ; 3° à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les travailleurs licenciés ou suspendus à la suite de ces conflits, n° 6942. — Le 8 juillet 1949, une proposition

de loi tendant à garantir les droits prévus à l'article 22 de la Constitution aux membres de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 7797. — Le 23 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 8004. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer, n° 9121 (rectifié). — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales, avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, n° 11364. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à la réouverture des écoles normales de maîtres et maîtresses d'éducation physique et sportive et des centres régionaux d'éducation physique et sportive de Besançon, de Nancy et de la Haute-Barde près de Tours, n° 12882.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département : des Vosges [28 novembre 1946] (p. 36); de l'Yonne (p. 36). — Est élu Vice-Président de la Haute Cour de justice [20 décembre 1946] (p. 196). — Est entendu au cours du débat : sur la nomination des Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 162); — sur une proposition de loi relative à la procédure devant les Conseils de prud'hommes, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice et de législation* [21 février 1947] (p. 434). — Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire du Tchad (Collège des autochtones) [11 mars 1947] (p. 814), [20 mai 1947] (p. 1687, 1688, 1692). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la nullité des actes de spoliation, en qualité de *Rapporteur* [29 mai 1947] (p. 1779); Art. 3 : *Date à laquelle ne sera plus recevable la demande en nullité ou en annulation* [29 mai 1947] (p. 1780, 1781); — de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2265, 2275); — du projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2189); Art. 14 : *Amendements de M. Boisdon relatifs à la restitution aux délinquants des amendes et*

*confiscations* [30 juin 1947] (p. 2565); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*Suspension de séance*) [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3840); Art. 9 : *Demande de M. le Gardes des Sceaux de rétablissement du texte voté en première lecture* (p. 3843, 3844); Art. 12 bis : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 3845, 3846); Art. 19 : *Non-application de la loi aux délits de collaboration* (p. 3848); Art. 32 : *Modification de forme* (p. 3849). — Dépose une demande d'interpellation sur l'action du Gouvernement contre les agissements de plusieurs officiers au service du Gouvernement de Vichy [2 juillet 1947] (p. 2619, 2620). — Est entendu sur le renvoi de la discussion sur les propositions de loi relatives à la Haute Cour [8 juillet 1947] (p. 2833). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [9 juillet 1947] (p. 2868, 2869, 2870, 2871, 2875, 2876); Article unique : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir dans la Haute Cour un président, deux vice-présidents et seize jurés* (p. 2879); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la discussion sur les loyers*) [26 juillet 1947] (p. 3615). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), JUSTICE, Chap. 611 : *Dépenses pour exercice clos; Archives concernant la collaboration découvertes en Allemagne* [15 juillet 1947] (p. 3029, 3030). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre locataires et bailleurs; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3631); *Son renvoi à la Commission* (p. 3633); — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3646); Art. 3 : *Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 3, 4, 5, 6, 7 (Ses explications de vote)* (p. 3652); *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à accorder aux fonctionnaires en retraite le droit de reprise* (p. 3656); Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à réduire les majorations de loyers de 60 et 30 0/0 à 45 et 25 0/0* (p. 3657, 3658); *Amendement de M. Ramarony tendant à faire payer aux locataires les charges, prestations ou fournitures pour l'entretien de l'immeuble* (p. 3666); Art. 6 : *Amendement de*

*M. Citerne tendant à modifier le cinquième alinéa* (p. 3669); — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales : *Demande de discussion d'urgence* [4 août 1947] (p. 3884); *Nouvelle demande de discussion d'urgence* [7 août 1947] (p. 4019, 4020); *Discussion générale* (p. 4058); Art. 1<sup>er</sup> : *Liste des condamnations interdisant de créer un commerce ou une entreprise*; Alinéa 7 : *Amendement de M. Montillot tendant à disjoindre l'alinéa* (p. 4061); Art. 5 bis : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à exiger les mêmes conditions des élus aux tribunaux de commerce* (p. 4063); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149, 4150); — d'une proposition de loi concernant le fonctionnement des cours et tribunaux en temps de guerre : *Discussion générale (Urgence du projet)* [8 août 1947] (p. 4122). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Demande de réouverture de la discussion générale présentée par M. Demusois* [12 août 1947] (p. 4292); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le panachage* (p. 4308, 4309, 4310, 4311); — du projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger la loi du 24 août 1946 en 1947* [12 août 1947] (p. 4323). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Jugements d'expulsion contre des familles nombreuses*) [2 septembre 1947] (p. 4839, 4840). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4977, 4978, 4980); — d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement : *Son rappel au Règlement (Conditions d'application du texte voté)* [29 novembre 1947] (p. 5270); — d'un projet de loi tendant à la défense de la République : *Son rappel au Règlement (Conditions d'application de la modification à l'article 83 du Règlement)* [29 novembre 1947] (p. 5270); *Son rappel au Règlement (Motion tendant au rejet en bloc de tous les amendements)* (p. 5286); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Modification du texte par la*

*Commission* [29 novembre 1947] (p. 5311); — Est entendu pour un fait personnel (*Ses origines; une lettre de M. Pierre André*) [29 novembre 1947] (p. 5424 et suiv.); — de la proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Son rappel au Règlement* [19 décembre 1947] (p. 5936); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article exonérant les victimes des inondations de l'Est* [3 janvier 1948] (p. 36, 37); *Renvoi de l'article 4 ter* (p. 37); *Discussion de l'article 4 ter* (p. 44). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par les autorités de Meurthe-et-Moselle pour alerter la population devant le danger imminent des inondations [6 janvier 1948] (p. 122). — Est entendu au cours du débat : sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Opposition de M. Duclos à la liste établie par les Présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 156, 157); — sur la démission de M. Noguères en qualité de Président de la Haute Cour de Justice : *Ses observations sur l'attitude des jurés communistes* [30 janvier 1948] (p. 326, 327). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à toutes les communes* [3 février 1948] (p. 348). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les inondations de l'Est*) [2 mars 1948] (p. 1267). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les inondés de l'Est* [7 mars 1948] (p. 1503); — de propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de Justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le secret des délibérations* [9 mars 1948] (p. 1580, 1581); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant des sanctions contre les jurés défaillants* (p. 1582, 1583, 1584, 1585, 1586); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir une amende pour les jurés défaillants* (p. 1587); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant la publicité des débats et votes de la Haute Cour* (p. 1588); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1933, 1934); Article unique : *Son*

*contre-projet tendant à indemniser tous les dommages* (p. 1934); *Son rappel au Règlement (Application de l'art. 48 du Règlement); Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à rembourser intégralement les dommages* (p. 1936). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interprétation de la loi du 27 février 1948 sur le mode de détermination de l'impôt sur les bénéfices agricoles [8 juin 1948] (p. 3293). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, **RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE**, Chap. 104 : *Emissions artistiques (Poste de Nancy)* [29 juin 1948] (p. 4147); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4419). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier*) [7 août 1948] (p. 5510). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant au respect du statut des fonctionnaires* [9 août 1948] (p. 5594); Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un article limitant les pouvoirs réglementaires visés à l'article 6* [10 août 1948] (p. 5666, 5667, 5668); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République ; Art. 12 : *Amendement de M. Demusois tendant à faire élire les délégués par les électeurs à la représentation proportionnelle* [12 août 1948] (p. 5746). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Demandes de discussion d'urgence*) [17 août 1948] (p. 5831, 5832). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [14 septembre 1948] (p. 6508, 6509). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution relative à l'extension aux travailleurs agricoles de la prime de 2.500 fr. : *Son rappel au Règlement (Ordre de la discussion)* [16 septembre 1948] (p. 6572, 6573). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy fixant la date des élections cantonales*) [23 septembre 1948] (p. 6863). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6865). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations à la presse du

Ministre de l'Intérieur prouvant que le Ministre a donné des ordres ayant pour effet de soustraire à la justice un document constituant, selon lui, un faux [24 novembre 1948] (p. 7203). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de sa demande d'interpellation sur la soustraction d'un document à la justice par M. le Ministre de l'Intérieur* [30 novembre 1948] (p. 7316); *Discussion de son interpellation sur le faux disparu par ordre de M. le Ministre de l'Intérieur* [7 décembre 1948] (p. 7407, 7408); *Discussion de son interpellation sur le faux disparu par ordre de M. le Ministre de l'Intérieur* [14 décembre 1948] (p. 7585, 7586). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires de 1949 : *Son rappel au Règlement sur la prise en considération des amendements à l'article 42* [31 décembre 1948] (p. 8278). — Est entendu : sur la nomination du Bureau de l'Assemblée nationale (*Son opposition à la liste constituée par les Présidents de groupes*) [11 janvier 1949] (p. 5, 6); — pour un rappel au Règlement (*Réunion de la Commission de la justice en vue d'une modification éventuelle de la loi sur les loyers*) [18 janvier 1949] (p. 35, 36); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand : *Son rappel au Règlement* [27 janvier 1949] (p. 186, 187). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [28 janvier 1949] (p. 253) (*Ses observations sur les difficultés d'application de la précédente loi sur les loyers, l'inefficacité des modifications actuellement proposées, l'insuffisance de la Reconstruction*) [3 février 1949] (p. 310, 311, 312); — d'une interpellation sur la campagne de presse engagée contre M. Marie, Garde des Sceaux (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Delcos tendant à repousser les attaques lancées contre le Garde des Sceaux*) [3 février 1949] (p. 320, 321). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (A. Marie) et la développe [8 février 1949] (p. 406, 410, 411, 412, 416); — sur la nomination de M. Lecourt en qualité de Garde des Sceaux et est entendu sur la fixation de la date de discussion [15 février 1949] (p. 565, 566). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil



de la République relative à la procédure devant le conseil des prud'hommes : *Discussion générale* [24 février 1949] (p. 877); — d'une interpellation sur les décorations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. de Menthon faisant confiance au Gouvernement*) [24 février 1949] (p. 909, 910); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale (Ses observations sur l'accident de Port-d'Atelier)* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1053); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Marcel Gachin : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1267 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Barrachin sur les résultats de la consultation électorale des 20 et 27 mai 1949 [5 avril 1949] (p. 2048, 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression de ces cours* [7 juin 1949] (p. 3200, 3201). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application du décret du 30 juin 1948 relatif à la rémunération des dommages exceptionnels causés par les calamités publiques [17 juin 1949] (p. 3483). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions de l'accident du chemin de fer Paris—Strasbourg, près de Lunéville [5 juillet 1949] (p. 4234). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [12 juillet 1949] (p. 4673); *Droit à la parole des orateurs* [19 juillet 1949] (p. 4793). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la radio-diffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4800); Art. 6 : *Versement des sommes attribuées sur le budget général de Radio-Nancy* [21 juillet 1949] (p. 4925, 4926); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4856, 4857); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer les modalités de perception de l'impôt* [21 juillet 1949] (p. 4983); — du projet de loi portant ratification du Pacte atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5270). — Dépose une demande d'interpellation : sur le scandale de la publication par un journal français de déclarations du général

von Choltitz [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur la composition et le programme du Gouvernement [3 novembre 1949] (p. 5954); et est entendu sur la fixation de la date de discussion (*Ses observations sur le nombre imposant de membres du cabinet et les mesures urgentes à prendre par le Ministère*) [3 novembre 1949] (p. 5957, 5958); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sauvegarder la mémoire des soldats morts à Paris du 17 au 25 août 1944 [10 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne (*Priorité de l'ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement*) [25 novembre 1949] (p. 6352). — Dépose une demande d'interpellation sur l'instruction d'un certain nombre de scandales, notamment les affaires de MM. Félix Gouin et Jules Moch, l'affaire Saint-Rapt et Brice et l'affaire Scaffa [17 janvier 1950] (p. 278). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 901); *Son rappel au règlement (Modification de l'ordre du jour)* [3 février 1950] (p. 1006); — des interpellations sur la composition du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'affaire Revers-Mast et les chèquiers de Van Co)* [7 février 1950] (p. 1037, 1038); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Clôture de la discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1756, 1757). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Scandale de l'affaire Revers-Mast et publication de la liste Tripier*) [8 mars 1950] (p. 1919, 1920, 1921); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du rapport de M. Delahoutre sur la Commission d'enquête au sujet de l'affaire Revers-Mast*) [2 mai 1950] (p. 3148, 3149); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport Delahoutre sur les travaux de la Commission d'enquête* [3 mai 1950] (p. 3206, 3207). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Son rappel au règlement* [4 mai 1950] (p. 3251); *Ordre de la discussion* (p. 3257, 3258); *Discussion générale* (p. 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3292); *Sa motion*

décidant de saisir la Haute Cour de justice des faits imputés à MM. Queuille et Ramadier [5 mai 1950] (p. 3307, 3308, 3309); Motion de M. Delcos constatant que les Ministres ont agi dans l'intérêt national (p. 3311, 3312). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Heure de la prochaine séance*) [4 mai 1950] (p. 3263); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Contestation de la régularité de l'intervention de M. Le Troquer en fin de séance*) [5 mai 1950] (p. 3326, 3327). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Services de la documentation extérieure et du contre-espionnage : *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer les crédits de ce service* [12 mai 1950] (p. 3660, 3664). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation arbitraire de M. Louis Dupont, directeur du journal *La Voix de l'Est* [22 juin 1950] (p. 5150); — sur l'arrestation arbitraire de M. Louis Dupont, directeur du journal *La Voix de l'Est* [22 juillet 1950] (p. 5820). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8140, 8141, 8148, 8151, 8152, 8153, 8154, 8155, 8156, 8157, 8158, 8159, 8160, 8161, 8162, 8263, 8164, 8165); *Sa proposition invitant le Gouvernement à obtenir l'extradition de M. Peyré et à sanctionner les fautes commises* (p. 8170); *Ordre de priorité des propositions de résolution* [28 novembre 1950] (p. 8235); *Amendement de M. Frédéric-Dupont à l'ordre du jour de M. Duveau déplorant l'impunité des agents du Viet Minh et exprimant ses regrets à l'armée d'Indochine* (p. 8239); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8446, 8447); — Est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux biens des entreprises de presse [8 décembre 1950] (p. 8864, 8865); — sur la nomination des membres de la Commission des affaires étrangères (*Cas de M. Marin*) [25 janvier 1951] (p. 363). — Prend part à la discussion du projet de loi portant

dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mlle Prevert tendant à exempter d'impôts les opérations de liquidation des sociétés de presse dissoutes* [30 janvier 1951] (p. 526). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'installation des aérodromes militaires à Croismar près de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) [11 avril 1951] (p. 3111); — sur la signature du traité d'alliance entre marchands de canons dits « Plan Schuman » [9 mai 1951] (p. 4894).

### KRIEGER (M. Alfred), Député de la Moselle.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des finances [23 novembre 1948] (p. 7150), [18 janvier 1949] (p. 34); — Est nommé secrétaire de la Commission de la production industrielle [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] p. 717, [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913).

### Dépôts :

Le 13 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Louvel tendant à abroger l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz, n° 2428. — Le 19 août 1948, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement du régime hydraulique de la région supérieure de la plaine d'Alsace, n° 5318. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Bouvier-O'Cottureau tendant à faire bénéficier le Maroc et la Tunisie des facilités de financement accordées par les lois des 23 mars 1941 et 21 février 1942 aux entreprises fabriquant les produits nécessaires aux besoins du pays, n° 5322. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la produc-

tion industrielle sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 relative au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse, n° 8540. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'Etat les pertes subies par les exploitations gazières du fait de la réglementation officielle des prix et des circonstances de guerre et d'après guerre, n° 8644. — Le 13 février 1951, une proposition de loi tendant à appliquer au personnel des industries électriques et gazières la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application du décret-loi du 29 octobre 1936 concernant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, n° 12183. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 11459) et la lettre rectificative (n° 11857) au projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, n° 12510. — Le 20 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les entreprises des amendes et frais de retard dont elles sont redevables au Trésor et à diverses caisses pour défaut de paiement des sommes inférieures aux montants qui leur sont dus par l'Etat, n° 12930.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [2 juillet 1947] (p. 2632, 2633). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques* [14 novembre 1947] (p. 5024, 5025). — Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion de la Mission de rapatriement en U.R.S.S. [11 décembre 1947] (p. 5620) ; la développe [12 décembre 1947] (p. 5699, 5700). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [22 décembre 1947] (p. 6161, 6162) ; — du projet de loi instituant un prélève-

ment exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération d'amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 68). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Clermont-Ferrand [18 juin 1948] (p. 3723). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le coefficient de réduction aux houillères non rééquipées par l'Etat* [29 juillet 1948] (p. 5020) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à intégrer dans le bénéfice les provisions faites par les houillères lorraines* (p. 5021) ; — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7552) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte adopté en première lecture et relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kwh par an* [30 juillet 1949] (p. 5606) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions conclues entre les entreprises privées et l'Electricité de France* (p. 5608) ; le retire (ibid.) ; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article accordant à la S.N.C.F. et aux houillères nationales l'autonomie de leur production d'électricité* (p. 5610) ; Art. 4 bis A : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux sociétés de distribution d'électricité régies par des collectivités locales* (p. 5611). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la restitution par les banques allemandes de dépôts effectués pendant l'occupation par des entreprises d'Alsace-Lorraine [24 février 1950] (p. 1435). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* (25 juillet 1950) (p. 5965, 5966). — S'excuse de son absence [27 novembre 1947] (p. 5147), [14 décembre 1948] (p. 7566), [20 octobre 1949] (p. 5883). — Obtient des congés [27 novembre 1947] (p. 5147), [14 décembre 1948] (p. 7566).

**KUEHN (M. René)**, *Député du Haut-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [4 juillet 1950] (p. 5344), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des affaires étrangères [20 juin 1950] (p. 5018), [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission administrative [4 août 1947] (p. 3884). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 435. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception de l'alinéa 2 et les lois du 26 juin 1941 et 21 octobre 1941, relatives à la représentation des justiciables devant les cours et tribunaux, n° 517. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux villes de plus de 20.000 habitants le bénéfice du décret n° 46-2210 du 11 octobre 1946 relatif au paiement des émoluments des fonctionnaires et ouvriers, n° 760. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 8 de la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, n° 808. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour modifier le paragraphe 2 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des

syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, n° 986. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à autoriser, sous certaines conditions, la déduction de provisions pour renouvellement du stock dans les bilans établis en 1946, n° 1189. — Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, les personnes domiciliées en Alsace-Lorraine et en Algérie pendant toute ou une partie de l'occupation ennemie, ainsi que les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, n° 1277. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à créer un office de rationalisation du matériel et des bâtiments utilisés par les administrations publiques et les entreprises nationales, rattaché à la Présidence du Conseil ; 2° de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à généraliser la création des bureaux d'organisation et de méthodes dans les Ministères et à la direction de la fonction publique, n° 1752. — Le 8 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Serre tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre ; 2° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées en 1944 sur le territoire métropolitain ; 3° de MM. André Denis et Serre tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des domaines et des surplus américains aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par fait de guerre ou saisies par l'autorité occupante sous condition de restitution de l'indemnité reçue ; II. — Les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ; 2° de MM. Edgar

Faure et Morice tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles; 3<sup>o</sup> de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupation lors des ventes organisées par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, n<sup>o</sup> 1935. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans et à prévoir des facilités de financement pour les propriétaires des immeubles intéressés, n<sup>o</sup> 2001. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi tendant à habilitier le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n<sup>o</sup> 2909. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Schaff tendant à l'introduction dans les départements du Ras-Rhin, du Haut-Rhin et la Moselle des textes législatifs et réglementaires modifiant ou complétant l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières, n<sup>o</sup> 3573. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant autorisation de céder à la Manufacture des produits chimiques du Nord, Etablissements Kuhlmann, un terrain industriel de 90 ares, 54 centiares, dépendant de l'usine de Port-de-Rouc (Rouches-du-Rhône) et appartenant à l'Etat, n<sup>o</sup> 3577. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à habilitier le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n<sup>o</sup> 3745. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'ordonnance

n<sup>o</sup> 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, n<sup>o</sup> 4013. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi rendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n<sup>o</sup> 4349. — Le 11 juin 1948, une proposition de loi relative à l'exercice de l'art dentaire par les candidats alsaciens et lorrains bénéficiaires des décrets des 20 mai 1946 et 2 janvier 1947, n<sup>o</sup> 4533. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits les fonctionnaires ou assimilés ayant appartenu à un organisme de Résistance et qui ont fait l'objet de sanctions au titre de l'épuration administrative, n<sup>o</sup> 4669. — Le 16 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la réforme administrative sur le projet de loi tendant à sanctionner la violation des règles relatives à l'exécution des dépenses de l'Etat et portant création d'une « Cour de discipline budgétaire », n<sup>o</sup> 4980. — Le 18 novembre 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-179 du 5 février 1945 mettant en vigueur la procédure du référé dans les départements du Ras-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n<sup>o</sup> 5623. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Médecin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence par l'Assemblée Nationale les crédits qui permettront de verser aux communes qui peuvent y prétendre le reliquat de la subvention spéciale d'équilibre pour l'exercice 1947, n<sup>o</sup> 5681. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n<sup>o</sup> 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n<sup>o</sup> 6152. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à supprimer le cadre des agents supérieurs et à intégrer ceux-ci dans le cadre des administrateurs civils, n<sup>o</sup> 7121. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi autorisant la passation d'un bail pour une durée de trente ans par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location à

cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest affectée au Ministère de l'Intérieur, n° 8743. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 380 du Code pénal (vol entre parents), n° 10543. — Le 25 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes de l'orage de pluie et de grêle qui s'est abattu sur la région de Mulhouse le 22 juillet 1950, n° 10739. — Le 27 juillet 1950, une proposition de loi tendant à suspendre certains délais de procédure pendant la période légale des vacances judiciaires, n° 10782. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la réforme administrative sur la proposition de loi de M. Palewski relative à la réforme des méthodes administratives d'approvisionnements, d'achats et de règlement des matériels des Départements ministériels, n° 11328. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 11230) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3407) adoptée par l'Assemblée Nationale ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, n° 11629. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5171) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3101) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle, n° 11631. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2637) de MM. Pflimlin, Edgar Faure et Guesdon tendant à réprimer le trafic des véhicules automobiles volés ou détournés, n° 11634. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 10867) étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires, n° 11728. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la

justice et de législation sur le projet de loi (n° 7948) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, n° 12223. — Le 4 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître à l'édition lois et décrets du « Journal officiel » les références des travaux parlementaires préalables à l'adoption de chaque loi, n° 12684. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 12684) de MM. René Kuehn, Palewski et René Capitant tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître à l'édition lois et décrets du « Journal officiel » les références des travaux parlementaires préalables à l'adoption de chaque loi, n° 12954. — Le 26 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer une lettre rectificative au budget du Ministère de l'Éducation nationale pour rétablir et augmenter les crédits affectés aux subventions accordées à la décentralisation lyrique, notamment au titre des théâtres d'Alsace et de Lorraine, n° 12970.

#### Interventions :

Intervient dans la discussion d'une proposition de loi relative à la restitution des automobiles réquisitionnées : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction* [31 juillet 1947] (p. 3760). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1947 (Budget général); Art. 2 *quinquies* : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins à appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3775); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [14 novembre 1947] (p. 5040). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions prises par le Gouvernement pour le rapatriement des Alsaciens-Lorrains retenus en U.R.S.S. [11 décembre 1947] (p. 5620); la développe [12 décembre 1947] (p. 5698, 5699). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à étendre les avantages prévus pour les sinistrés aux victimes des récentes inondations* [3 janvier 1948] (p. 43) — Est entendu sur les propositions de

la Conférence des présidents (*Débat sur les associations et coopératives de reconstruction*) [24 février 1948] (p. 1012). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Bas relative à l'accession aux services publics en vertu de l'ordonnance du 15 juin 1945, en qualité de *Rapporteur* [16 mars 1948] (p. 1718, 1719); *Article unique : Énumération de catégories ayant été empêchées de concourir pour les services publics* (p. 1719, 1720); *Explications de vote sur l'article* (p. 1720); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 avril 1948] (p. 2349); — du projet de loi relatif au dégagement de cadres : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2996, 2997), en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juin 1948] (p. 3121, 3122); *Nouveau texte de la Commission* [3 juin 1948] (p. 3170, 3171) : *Article unique : Son amendement tendant à ne pas licencier les fonctionnaires résistants ou entrés sur concours* (p. 3174, 3175, 3176). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Modification du vote sur le projet de loi portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur la sécurité, le contrôle de la Ruhr, la question de Kehl)* [15 juin 1948] (p. 3542 et suiv.); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales et à la formation du conseil général : *Demande de renvoi à la Commission du suffrage universel* [18 août 1948] (p. 5892); — du projet de loi portant création d'une cour de discipline budgétaire : *Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à prévoir les sanctions pour les membres des cabinets des Secrétaires et Sous-Secrétaires d'Etat également* [18 septembre 1948] (p. 6693); *Art. 2 : Son amendement analogue* (ibid.); *Art. 3 : Son amendement analogue* (p. 6994); *Art. 14 : Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase* (p. 6694); *Art. 16 : Son amendement tendant à modifier l'énoncé du deuxième alinéa* (p. 6694). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a bloqué des colis familiaux en provenance de Suisse [16 novembre 1948] (p. 6991). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de*

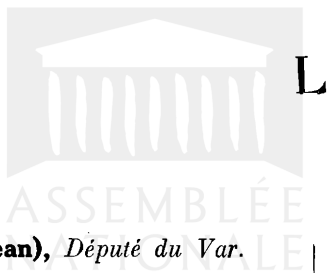
*Commissions d'enquête et ses observations sur l'analogie de l'activité communiste avec celle des autonomistes alsaciens* [23 novembre 1948] (p. 7157); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale (Ses observations sur la propriété des mines de la Ruhr, l'attitude de M. Rosenblatt, la force possible de l'Allemagne, l'opposition de l'U.R.S.S. et des U.S.A.)* [2 décembre 1948] (p. 7347 et suiv.); — d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux, en qualité de *Rapporteur* [2 décembre 1948] (p. 7355); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; *Art. 2 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1426); *Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes* (p. 1430); *Art. 3 ter : Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide* (p. 1448); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; *Art. 2 : Son amendement tendant à prévoir un scrutin secret pour l'élection des délégués* [9 juillet 1949] (p. 4498); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le commerce franco-sarrois et l'échange de vins français contre des vins allemands [9 juillet 1949] (p. 4505). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur l'accord de Bonn, le démantèlement d'usines et la possibilité d'un réarmement de l'Allemagne)* [25 novembre 1949] (p. 6279, 6280, 6281). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion Air-France Paris—Tunis [2 décembre 1949] (p. 6595). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence* [20 décembre 1949] (p. 7041). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative aux retenues opérées sur le salaire de certains fonctionnaires à la suite de la grève des 14 et 15 janvier 1949 [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES** : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5957, 5958, 5959); — des inter-

pellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur le péril russe et le danger germanique)* [25 octobre 1950] (p. 7200, 7204); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution; Article unique : *Contre-projet de M. Capitant tendant à réviser de très nombreux articles de la Constitution* [30 novembre 1950] (p. 8362, 8363); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 8370); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire de la Sûreté nationale (Dégagement de fonctionnaires de la police)* [13 février 1951] (p. 1060); Chap. 1290 : *Son amendement ten-*

*dant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocation au personnel de la Sûreté nationale (Indemnité horaire de nuit à Colmar)* (p. 1062, 1063); le retire (p. 1063); JUSTICE, Chap. 1090 : *Greffiers de la Cour d'appel de Colmar* [15 février 1951] p. 1214); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Enseignement de l'allemand en Alsace)* [20 avril 1951] (p. 3682); *Sa demande de renvoi à la Commission* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement et les voyages du Président du Conseil aux Etats-Unis et en Italie [27 février 1951] (p. 1663). = S'excuse de son absence [23 juin 1947] (p. 2325). — Obtient un congé [23 juin 1947] (p. 2325).







### LABROSSE (M. Jean), *Député du Var.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [28 février 1950] (p. 1524), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [16 décembre 1947] (p. 5757).

#### Dépôts :

Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1946 sur la sécurité sociale, **n° 1758**. — Le 24 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1946 sur la sécurité sociale, **n° 2138**. — Le 21 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 46-2420 du

30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 2465**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer le secteur reconversion qui permettra de donner du travail aux 5.000 ouvriers des arsenaux de la marine menacés de licenciement, **n° 9588**. — Le 3 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux collectivités locales la contrepartie des impôts directs et taxes indirectes non versées par les entreprises de l'Etat, **n° 9835**. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes de prestations familiales, **n° 12136**. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail (art. 31 X du chapitre 4 bis du titre II du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production, **n° 12715**. — Le 30 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes des prestations familiales, **n° 13036**.

#### Interventions :

Son rapport supplémentaire sur les élections du département du Cher [15 janvier 1948] (p. 178). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup>, MARINE, Etat B, Chap. 181 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Licencie-*

ments) [11 mai 1950] (p. 3595, 3596) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9077) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 901) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à majorer les allocations familiales des ouvriers de l'Etat de 20 0/0* (p. 929). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3213). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**LACAZE (M. Henri)**, *Député du Tarn-et-Garonne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [8 février 1949] (p. 400) ; membre titulaire de cette Commission [23 mai 1949] (p. 2816). — Est désigné par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [23 novembre 1948] (p. 7150) ; *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 16 décembre 1947, une proposition de loi relative à la codification des textes législatifs et réglementaires concernant la consommation des boissons alcooliques, la réglementation et la police des débits de boissons et la répression de l'ivresse publique, **n° 2871**. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique

sur la proposition de résolution de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes âgés de moins de 21 ans, avec accompagnateurs à raison d'un accompagnateur pour 10 voyageurs ou fraction de 10, une réduction de 75 0/0 sur le prix des transports, **n° 4792**. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1° de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances ; 2° de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement, **n° 4793**. — Le 20 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de permettre aux sages-femmes diplômées d'Etat, de pratiquer des soins infirmiers, **n° 9029**. — Le 2 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Baylet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions prévues à l'article 2, paragraphe 4, de la loi du 3 avril 1942 en ce qui concerne le classement des stations uvales françaises, **n° 9825**. — Le 27 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 4413) de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances, **n° 11774**. — Le 20 février 1951, une proposition de loi relative à la protection de l'enfance inadaptée, **n° 12276**. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes des prestations familiales, **n° 13115**.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Marne [28 novembre 1946] (p. 24), [28 janvier 1947] (p. 64). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement

exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 9 bis : Amendement de M. Cayeux tendant à modifier la composition des commissions paritaires du prélèvement [6 mars 1948] (p. 1473, 1474) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse : En qualité de Rapporteur pour avis [21 janvier 1949] (p. 90, 91) ; Art. 2 : Amendement de M. Dominjon tendant à interdire toute publicité pour d'autres publications interdites (p. 98) ; Art. 3 : Son amendement de forme sur l'intitulé du Ministère de la Santé publique [27 janvier 1949] (p. 144) ; Son amendement tendant à réduire à un le nombre des représentants de la Commission de la presse de l'Assemblée Nationale (p. 148) ; Amendement de M. Brusset tendant à prévoir un père de famille comme représentant (p. 149) ; Ses observations sur la représentation de l'Union des associations familiales (ibid.) ; Art. 7 : Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'interdiction temporaire de la publication condamnée (p. 154) ; Art. 12 : Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique (p. 176) ; Article additionnel : Amendement de Mlle Lamblin tendant à appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer (p. 178). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de carburant et le retour à la liberté de l'essence [22 mars 1949] (p. 1726). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux ; Art. 6 : Amendement de M. Cayeux tendant à reporter éventuellement la dispense de service du fils aîné de veuve ou de l'orphelin à ses cadets [31 mars 1949] (p. 1932) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales ; Art. 2 : Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement [16 décembre 1950] (p. 9233) ; Art. 6 : Son rappel au règlement (p. 9243) ; Disjonction des articles 2 à 5 (p. 9243) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 9245) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 2 : Son sous-amendement tendant à prévoir 3 représentants de la Commission de la famille et de la santé publique [8 février 1951] (p. 940) ; Son sous-amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet avant le 15 mars 1951 (p. 942) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendée par le Conseil de la République ;

Art. 5. Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat [13 mars 1951] (p. 1851). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur les majorations des allocations familiales [28 avril 1951] (p. 4153). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 : Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (Apéritifs à base d'alcool) [9 mai 1951] (p. 4907) ; Art. 5 : Son amendement tendant à supprimer l'article autorisant les apéritifs à base d'alcool [16 mai 1951] (p. 5251). — S'excuse de son absence [3 décembre 1946] (p. 46), [21 janvier 1947] (p. 25), [11 mars 1947] (p. 795). — Obtient des congés [3 décembre 1946] (p. 46), [21 janvier 1947] (p. 25).

**LACOSTE (M. Robert)**, Député de la Dordogne.

*Ministre de la Production industrielle*  
(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947

*Ministre de la Production industrielle*  
(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 11 août 1947

*Ministre du Commerce et de l'Industrie*  
(Cabinet RAMADIER)

du 11 août 1947 au 24 novembre 1947

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet QUEUILLE)

du 10 septembre 1948 au 18 octobre 1949

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950

Son élection est validée [29 novembre 1946].  
(p. 38). — Est nommée membre : de la Com-

mission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [25 juillet 1950] (p. 5913), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 27 mars 1947, un projet de loi modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 1085. — Le 26 juin 1947, un projet de loi étendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, n° 1855. — Le 3 juillet 1947, un projet de loi sur l'utilisation de l'énergie, n° 1897. — Le 21 juillet 1947, un projet de loi permettant la modification de certains tarifs et de certaines conditions de vente de l'énergie électrique et du gaz, n° 2085. — Le 24 juillet 1947, un projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels, n° 2126. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant modification à la loi n° 47-654 du 9 avril 1947 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 2357. — Le 9 août 1947, un projet de loi modifiant la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, n° 2372. — Le 22 décembre 1947, un projet de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1919 sur les unités de mesure en ce qui concerne les unités électriques et optiques, n° 2977. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord intervenu le 6 juin 1947 à La Haye et relatif à la création d'un Bureau international des brevets à La Haye, n° 3124. — Le 5 février 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° l'accord franco-danois du 16 juillet 1947; 2° l'accord complémentaire franco-américain du 28 octobre 1947, relatifs à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 3270. — Le 17 mars 1948,

un projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, n° 3826. — Le 17 mars 1948, un projet de loi relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, n° 3837. — Le 23 avril 1948, un projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie en ce qui concerne les sanctions prévues à l'article 16 de ladite loi, n° 4010. — Le 29 avril 1948, un projet de loi relatif aux écoles privées des Houillères nationales, n° 4069. — Le 19 mai 1948, un projet de loi sur la réforme du registre du commerce, n° 4228. — Le 21 mai 1948, un projet de loi autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à « Electricité de France », Service national, les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat, sur la Loire et l'Ardèche, départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire et de la Loire, n° 4292. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires », n° 4387. — Le 19 juillet 1948, un projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels, n° 4993. — Le 31 août 1948, un projet de loi portant prorogation de la législation actuelle fixant la répartition des produits industriels, n° 5422. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi relatif aux contrats d'amodiation de carrière, n° 5740. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, n° 5741. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, n° 5972. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi fixant la date des élections aux chambres de métiers, n° 6099. — Le 11 février 1949, un projet de loi concernant le statut de la coopération commerciale et de la coopération d'entreprises industrielles, n° 6426. — Le 15 février 1949, un projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes travailleurs provenant de l'organisation dite « Chantiers de Jeunesse » par le fait ou à l'occasion de leur service dans les formations encadrées du Ministère de la Production indus-

truelle, n° 6455. — Le 17 février 1949, un projet de loi autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du Grand canal d'Alsace, n° 6483. — Le 25 février 1949, un projet de loi relatif à la constitution de la « Société des transports pétroliers par pipeline » et à la construction d'un pipeline entre la Basse-Seine et la région parisienne, n° 6597. — Le 8 mars 1949, un projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, n° 6692. — Le 8 mars 1949, un projet de loi prononçant la dissolution de la Société en commandite par actions « Automobiles M. Berliet et Cie » et de la « Société civile Berliet », et portant statut de l'entreprise Berliet, n° 6703. — Le 17 mai 1949, un projet de loi tendant à créer un Conseil des mines dans le département de la Guyane, n° 7159. — Le 24 juin 1949, un projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, n° 7613. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les mines, n° 8563. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi relatif à l'application, à l'égard des taxes perçues en matière de propriété industrielle, des dispositions de l'article 8, paragraphe 2, de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima de dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 8883. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi relatif à l'organisation de la Compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, n° 8884.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Production industrielle* (Cabinet Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Ministre de la Production industrielle* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre de la Production industrielle* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et répartition des produits industriels; Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer cet article relatif à la taxe destinée à financer l'Office central de répartition* [28 mars 1947] (p. 1268); Art. 3 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs aux décisions réglementaires des organismes professionnels* (p. 1269); Art. 4 : *Disjonction demandée par M. René Mayer de l'article relatif aux pouvoirs du directeur de la Caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation* (p. 1269); Art. 7 : *Disjonction demandée par M. René Mayer de l'article relatif aux plaintes générales pour infractions en matière de répartition* (p. 1270). — Répond à une question de M. Desjardins relative à la publication de l'avis de la Commission chargée d'examiner les comptes des charbonnages de France [30 mai 1947] (p. 1850, 1854). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2100, 2101, 2102, 2103). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [11 juillet 1947] (p. 3000, 3002, 3003, 3004, 3005); Chap. 109 : *Indemnités et allocations aux Ecoles des mines et écoles techniques* (p. 3005); Chap. 111 : *Amendement de M. Laurens tendant à réduire les crédits des services extérieurs de l'électricité* (p. 3006); Chap. 124 : *Amendement de M. Bougrain tendant à réduire les crédits pour le personnel contractuel* (p. 3007); Chap. 319 : *Frais de déplacements* (p. 3008); Chap. 503 : *Avances aux entreprises de transport et production d'électricité* (p. 3009); Chap. 709 : *Amendement de M. Gresa tendant à réduire les crédits pour couvrir les importations déficitaires de produits industriels* (p. 3010, 3011); Chap. 710 : *Subventions à la production d'or* (p. 3011). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Ramadier) [11 août 1947] (*J. O.* du 12 août 1947, p. 7863). — Sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* est acceptée (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Ramadier) [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5029). — Donne sa démission de *Ministre du Commerce et de l'Industrie* [20 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : *Motion préjudicielle de M. Michel* [16 mars 1948] (p. 1757); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Bouvier-O' Cottereau tendant à créer d'autres centres analogues* (p. 1761); Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à modifier la composition des conseils d'administration* (p. 1763); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1895, 1896, 1897); — du projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation transitoire de la répartition des produits industriels [19 mars 1948] (p. 2022, 2023). — Répond à une question de M. Villard concernant la réorganisation des entreprises du gaz et de l'électricité [30 avril 1948] (p. 2431); — de M. Robert Schmidt relative au commerce de détail fait par l'Electricité de France [21 mai 1948] (p. 2850). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur l'augmentation du prix de l'électricité : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2856, 2867); *Sa réponse aux interpellateurs* [4 juin 1948] (p. 3232 et suiv.); *Ordre du jour de confiance de M. Lecourt* (p. 3239). — Répond à une question de M. Yvon relative à la répartition de l'essence entre les usagers [28 mai 1948] (p. 3032, 3033). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Desjardins relative à la répartition de l'essence [6 juillet 1948] (p. 4358); — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 100 : *Politique commerciale et industrielle (sa réponse à divers orateurs)* [18 juillet 1948] (p. 4802 et suiv.); Chap. 106 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs de la Direction des mines*

(p. 4805); Chap. 112 : *Services extérieurs de la Direction des carburants* (p. 4805); Chap. 116 : *Laboratoire central des services chimiques (Francolor)* (p. 4806); Chap. 122 : *Personnel du Corps des mines* (p. 4807); Chap. 124 : *Traitements des contractuels* (p. 4807); Chap. 303 : *Ecole nationale supérieure des mines* (p. 4808); Chap. 304 : *Matériel de la Direction de l'électricité* (p. 4808); Chap. 306 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits du matériel du laboratoire central des services chimiques* (p. 4808, 4809); Chap. 314-2. *Impression de titres de rationnement* (p. 4809); Chap 322 : *Dépenses de fonctionnement de conseils et de commissions* (p. 4810); Chap 502 : *Subvention au Centre national de cinématographie* (p. 4812). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4990, 4991); Article unique : *Prorogation de la loi existante au 31 août 1948* (p. 4992); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Amendement de M. Grenier tendant à excepter de la taxe à la sortie les films français* [30 juillet 1948] (p. 5092); *Amendement de M. Lecrivain-Servoz tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie des films* (p. 5093); Art. 7 : *Sanctions prévues contre les fraudeurs* (p. 5101); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5103). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (2<sup>e</sup> Cabinet Robert Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [10 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Ses observations sur le*

quatrième alinéa concernant les coproductions [16 septembre 1948] (p. 6553, 6554); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6558); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7082); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 7084); *Sa réponse à M. Lecœur au sujet du sabotage des mines* (p. 7097); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur l'état de la production, le salaire des mineurs, le sabotage des mines et les conséquences économiques des grèves* [18 novembre 1948] (p. 7091 et suiv.); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Schell tendant à relever les prestations des mineurs retraités* [26 novembre 1948] (p. 7279, 7280); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Camphin tendant à accorder une retraite après dix années de travail* (p. 7281); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance du rendement en France, les pertes dues à la grève, l'achat supplémentaire de 2 millions de tonnes aux Etats-Unis, les échelles des salaires des mineurs, le vide de la trésorerie des charbonnages, la question des effectifs de fonds et de surface, les sabotages lors de la reprise du travail dans le Nord et dans l'Est et les sanctions prises contre les saboteurs)* [30 décembre 1948] (p. 8139, 8140, 8141, 8142); *Explications de vote sur l'article unique* (p. 8142); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8165, 8167, 8168); Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales* (p. 8173, 8174); Art. 3 : *Amendement de M. Louvel relatif à la réorganisation administrative du Gaz de France* (p. 8176); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Palewski relatif au pourcentage prélevé pour les œuvres sociales* (p. 8179); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Louvel, Abelin, Poimboeuf tendant à confier les fonctions de l'O.C.R.P.I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* (p. 8304, 8305, 8306); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8326,

8327); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1823, 1824, 1825, 1826); Chap. 100 : *Répartition des fonctions entre les affaires économiques et le commerce et l'industrie* (p. 1827); Chap. 307 : *Matériel du laboratoire des services chimiques de l'Etat* [30 mars 1949] (p. 1878); Chap. 311 : *Sa demande de suppression de l'abattement sur les paiements à la S. N. C. F.* (p. 1878); Chap. 314 : *Sa demande de suppression d'abattement sur le matériel automobile* (p. 1879); Chap. 501 : *Encouragement à l'artisanat* (p. 1880); Chap. 505 : *Amendement de M. Verneyras tendant à réduire l'abattement pour la subvention au Centre national de la cinématographie* (p. 1881); Chap. 506 : *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'abattement pour la subvention à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides* (p. 1882); Chap. 507 : *Amendement de M. Michel tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention au Gaz de France* (p. 1884); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1918, 1919, 1920). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Louvel sur les travaux d'équipement hydro-électriques [17 mai 1949] (p. 2540). — Répond à une question : de M. Coudray relative à la répartition entre les ports français des importations de charbon anglais [10 juin 1949] (p. 3288); — de M. Cot relative aux subventions gouvernementales accordées aux communes rurales exécutant des travaux d'extension de la distribution d'énergie électrique [24 juin 1949] (p. 3770). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4906, 4907, 4908); — d'une proposition de résolution relative au contingent de l'essence des prioritaires : *Discussion générale* [21 juillet 1949] (p. 4910); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels : *Discussion générale* [27 juillet 1949] (p. 5372, 5373, 5374); Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir à titre temporaire la prise en charge des agents de l'O. C. R. P. I. par l'Etat* (p. 5376, 5377); Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les*

*emplois créés dès qu'ils ne seront plus indispensables* (p. 5379); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5440, 5441); — d'une proposition de loi relative au transport pétrolier par pipe-line amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5486, 5487); Art. 5 : *Participation de l'Etat au capital de cette société* (p. 5487); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5581, 5582); Art. 2 : *Amendement de M. Capdeville tendant à contrôler le transport du gaz naturel* (p. 5591, 5592); *Amendement de M. Mudry tendant à éliminer du transport du gaz naturel les entreprises publiques où l'Etat n'est pas majoritaire* (p. 5592); Art. 2 bis : *Amendement de M. Goudoux et de M. Krieger tendant à reprendre le texte voté en première lecture relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kwh par an* (p. 5606); *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer les trois derniers alinéas* (p. 5607); Art. 3 : *Aménagements et installations des nouvelles entreprises privées de production électrique* (p. 5608); Art. 4 A : *Amendement de MM. Poulain et Mudry tendant à supprimer l'article prévoyant des prix spéciaux pour l'électricité fournie aux sociétés filiales des producteurs de courant* (p. 5609); Art. 4 bis : *Amendement de MM. Goudoux et Krieger tendant à supprimer l'article accordant à la S. N. C. F. et aux Houillères nationales l'autonomie de leur production d'électricité* (p. 5610). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Bidault) [Décret du 28 octobre 1949] (p. 10766).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6116, 6117, 6118, 6119, 6128); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la Société Berliet à la date du 5 décembre 1944* [29 novembre 1949] (p. 6442, 6443, 6445, 6446); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6624, 6625, 6627). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la distribution d'électricité : *Sa demande de renvoi* [29 no-

vembre 1949] (p. 6425, 6426). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Contre-projet de M. Charlot tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 fr. le litre* [9 décembre 1949] (p. 6730); — des interpellations sur la distribution d'électricité : *Ses observations sur le déficit d'électricité pendant le mois de novembre dû à la sécheresse de l'été, l'insuffisance du remplissage des barrages du Massif-Central, l'augmentation de la production d'électricité thermique, l'importation de courant des pays voisins et la suppression momentanée des coupures et délestages* [9 décembre 1949] (p. 6746, 6747, 6748, 6749, 6750). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

#### LALLE (M. Albert), Député de la Côte-d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [22 décembre 1947] (p. 6071); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195). — Est désigné comme secrétaire de la Commission de l'agriculture [*J.O.* du 22 janvier 1949] (p. 851) [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé secrétaire de cette Commission [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 13 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à



accorder une prime d'encouragement à la livraison de 75 francs par quintal de blé livré aux organismes stockeurs entre le 1<sup>er</sup> novembre 1946 et le 31 mars 1947, n° 157. — Le 3 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article premier de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, n° 1900. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des voitures automobiles mises à la disposition des vétérinaires, n° 2105. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Temple et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les militaires des armées de terre, de mer et de l'air qui ont participé aux campagnes d'Afrique (Abyssinie, Libye, Tripolitaine, Fezzan et Tunisie), d'Italie, de France, d'Allemagne et d'Autriche des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts de crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 2107. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des voitures automobiles mises à la disposition des vétérinaires, n° 2204. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à créer un taux de taxation intermédiaire pour le droit de circulation en ce qui concerne les vins « intégrés », n° 2884. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bougrain tendant à compléter l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par l'article 182 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, et relatif à l'exonération de certains assujettis aux allocations familiales agricoles, n° 2923. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-78 du 13 janvier 1948 relatif au classement hiérarchique des emplois permanents de l'Etat en vue d'accorder aux fonctionnaires des services agricoles les indices applicables aux autres services du Ministère de l'Agriculture et notamment aux fonctionnaires des eaux et forêts, n° 3209. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Monin, tendant à inviter le

Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser l'élevage des chevaux, n° 3342. — Le 13 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Robert Sérot et Robert Gravier transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à modifier certains articles de l'ordonnance du 17 octobre 1944, relative à l'attribution de prêts par le Crédit agricole mutuel pour la reprise de l'activité agricole, n° 3376. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Côte-d'Or, victimes d'un violent ouragan de grêle le 10 mai 1948, n° 4172. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article premier de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, n° 4286. — Le 10 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Robert Sérot et Robert Gravier, conseillers de la République, tendant à modifier certains articles de l'ordonnance du 17 octobre 1944, relative à l'attribution de prêts par le crédit agricole mutuel pour la reprise de l'activité agricole, n° 4518. — Le 6 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un tarif spécial pour le transport des vins et spiritueux destinés à l'exportation, n° 7762. — Le 6 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 304 du Code du vin, n° 7768. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à réglementer les plantations forestières, n° 9007. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Delachenal sur les exemptions d'allocations familiales agricoles, n° 9926. — Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation des offices agricoles départementaux ; 2° de MM. Jacques Bardoux et Dixmier tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture ; III. la proposition de résolution de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à provoquer les élections complémentaires aux chambres

d'agriculture par application de la loi du 3 janvier 1924 (Dispositions relatives au régime électoral des chambres d'agriculture), n° 10850. — Le 3 janvier 1951, une proposition de loi tendant à encourager la construction et l'amélioration de l'habitat rural, n° 11843.

### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1594, 1595). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'attribution de monnaie-matière [30 mai 1947] (p. 1851). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Castera relative à l'encouragement à la culture du blé ; Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* [6 juin 1947] (p. 1962). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 7 : *Son rappel au Règlement (Application de l'article 48)* [7 mars 1948] (p. 1515) ; *Son amendement tendant à diminuer le taux du prélèvement pour les viticulteurs* (p. 1514, 1516) ; *Amendement de M. Temple tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles* (p. 1518) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (ibid.) ; — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat tendant à appliquer la loi aux soldats ayant déjà trois mois de service* [23 juin 1948] (p. 3867) ; Art. 7 : *Extension aux militaires servant en Afrique du Nord* (p. 3868). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ravages dans la Côte d'Or* [9 août 1948] (p. 5577). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour vins et eaux-de-vie* [10 février 1949] (p. 484, 485) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 février 1949] (p. 536, 537) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2323) ; Chap. 174 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 20 mil-*

*lions la contribution de l'Etat aux Conseils agricoles départementaux* (p. 2347) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer toute discrimination relative au revenu cadastral supérieur à 2.000 francs* [20 juillet 1949] (p. 4887) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une surtaxe progressive sur les exploitants dont le revenu cadastral est supérieur à 2.500 francs* [21 juillet 1949] (p. 4977) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation appliquée au contribuable qui dénonce son forfait pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* [30 juillet 1949] (p. 5636) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5445, 5446) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* [28 juillet 1949] (p. 5463) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5463) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes ; Art. 19 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article excluant les personnes de plus de 35 ans de la candidature aux emplois communaux* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6498) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'habitat rural, l'équipement agricole, la garantie des prix, le stockage, la nécessité de l'alcool carburant, la baisse du prix de la viande, le problème de l'exportation du dumping)* [17 février 1950] (p. 1230, 1231, 1232, 1233, 1234). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Suite du débat sur les prix agricoles* [21 février 1950] (p. 1280) ; — le règlement de l'ordre du jour : *Suite du débat sur les prix agricoles* [23 février 1950] (p. 1355). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2745, 2746) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2887, 2888). — Dépose une demande d'interpellation sur le mode de calcul du prix de revient d'un hectare de blé, d'après le décret du 30 avril 1950 [11 mai 1950] (p. 3545). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ;

AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur le reclassement des ingénieurs des services agricoles et le décret du 30 avril modifiant le mode de calcul du prix de revient du blé)* [24 mai 1950] (p. 3862, 3863) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : En qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1950] (p. 6200, 6201, 6204, 6205) ; PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6249) ; PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX EXEMPTIONS DE COTISATIONS D'ALLOCATIONS FAMILIALES, Article unique : *Exonération des exploitants agricoles qui sont salariés en même temps* (p. 6225) ; PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6253) ; Art. 10 : *Possibilités pour les caisses d'accorder ou de refuser des exonérations* (p. 6276) ; *Amendement de M. Boutard tendant à accorder un abattement de 30 0/0 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6278) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6283) ; — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6065, 6069) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer le prix du blé avant le 1<sup>er</sup> août de chaque année* (p. 6070, 6071) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 *ter* : *Allègements fiscaux éventuels par décrets (Impôts sur les viticulteurs)* [2 août 1950] (p. 6425) ; — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article instituant une caisse nationale de solidarité agricole* [3 août 1950] (p. 6592, 6593) ; Art. 4 *bis* : *Amendement de M. Paumier tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 1421 du Code des impôts directs n'accordant pas de dégrèvement aux agriculteurs non assurés* [4 août 1950] (p. 6622, 6623) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6653). — Est entendu sur : le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux chambres d'agriculture [4 août 1950] (p. 6653) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Renouvellement des chambres d'agricul-*

*ture* [17 octobre 1950] (p. 6932). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 13 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à mettre 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole à la charge de l'Etat* [6 décembre 1950] (p. 8718) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix du blé et le prix de la journée de cheval)* [7 décembre 1950] (p. 8785, 8786), [8 décembre 1950] (p. 8842) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 3050 : *Frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9550, 9551) ; Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9554) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Demande de réserver le chapitre relatif à la ristourne pour détaxe des carburants agricoles, présentée par M. Charpentier* [26 janvier 1951] (p. 458, 459) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (Délai de forclusion des demandes de pension)* [15 mai 1951] (p. 5175) ; Art. 2 *quater* : *Son amendement relatif à l'affiliation des orphelins de guerre aux assurances sociales* (p. 5185, 5186). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut du fermage et du métayage* [20 mars 1951] (p. 2222). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 8 : *Amendement de M. Triboulet tendant à tenir compte des conditions d'exploitation effective du fonds* [6 avril 1951] (p. 2855) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 ; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas appliquer la taxe sur les salaires aux salariés relevant des assurances sociales agricoles* [16 mai 1951] (p. 5250) ; *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à exonérer de la taxe sur les salaires les viticulteurs* (p. 5250) ; Art 10 : *Son amendement tendant à rétablir l'allocation de salaire unique à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1951* (p. 5271) ; Art. 11 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exempter les exploitants employant une main-d'œuvre familiale* (p. 5275) ; Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental instituant*

*une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, présentée par le Gouvernement* (p. 5279, 5280). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [16 juillet 1947] (p. 3048), [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3820), [24 novembre 1948] (p. 7189), [18 février 1949] (p. 674), [13 avril 1951] (p. 3263), [18 mai 1951] (p. 5485). — Obtient des congés [24 novembre 1948] (p. 7189), [18 février 1949] (p. 674), [13 avril 1951] (p. 3263), [18 mai 1951] (p. 5485).

**LAMARQUE-CANDO (M. Charles), Député des Landes.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 décembre 1948] (p. 7390).

**Dépôts :**

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier, 6 et 8 de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, **n° 496**. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Faure et Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2579 du 21 novembre 1946, unifiant des circonscriptions administratives des eaux et forêts, **n° 2216**. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de combattre efficacement les invasions de criquets dans la région Sud-Ouest et à attribuer des secours importants aux agriculteurs victimes des acridiens, **n° 2251**. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de

l'Education nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges modernes et techniques d'Aire-sur-Adour (Landes), **n° 2252**. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à proroger, jusqu'à la codification du statut des baux ruraux, la loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948 relative à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 5807**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8642**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8643**. — Le 23 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8826**. — Le 23 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8827**. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lefèvre-Poitallès tendant à régulariser la situation des assesseurs en place dans les sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissement en modifiant la loi n° 50-44 du 12 janvier 1950, relative à l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 et à l'article 2 de la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 9814**. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par

l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, n° 10675. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage ; 2° de M. Monin tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux ; 3° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage ; 4° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage ; 5° de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage ; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage ; 7° de MM. Terpend et Martineau tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 ; 8° de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage ; 9° de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 10° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946, en matière de conversion ; 11° de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 12° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 10687. — Le 26 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage ; 2° de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux ; 3° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage ; 4° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage ; 5° de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage ; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage ; 7° de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 ; 8° de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage ; 9° de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 10° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion ; 11° de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 12° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 11768. — Le 15 février 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage; 2<sup>o</sup> de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux; 3<sup>o</sup> de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage; 4<sup>o</sup> de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage; 5<sup>o</sup> de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage; 6<sup>o</sup> de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage; 7<sup>o</sup> de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946; 8<sup>o</sup> de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage; 9<sup>o</sup> de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prevert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 10<sup>o</sup> de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion; 11<sup>o</sup> de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 12<sup>o</sup> de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 12241. — Le 22 février 1950, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage; 2<sup>o</sup> de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux; 3<sup>o</sup> de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage; 4<sup>o</sup> de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage; 5<sup>o</sup> de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage; 6<sup>o</sup> de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage; 7<sup>o</sup> de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946; 8<sup>o</sup> de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage; 9<sup>o</sup> de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 10<sup>o</sup> de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion; 11<sup>o</sup> de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 12<sup>o</sup> de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 12329.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme, en qualité de *Rapporteur* [20 décembre 1946] (p. 194) ; *Amendement de M. David* (p. 195) ; — sur une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1252, 1253, 1254, 1255) ; Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* (p. 1259, 1270) ; — sur une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1261, 1271) ; Article unique : *Amendement de M. Pierre Courant relatif au refus de renouvellement motivé par l'exercice du droit de reprise* (p. 1272). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées contingentées ; Article unique : *Son amendement tendant à préciser la définition des délinquants* [28 août 1947] (p. 4766) ; le retire (p. 4767). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la stabilisation du prix des baux à ferme : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2419, 2420) ; Article unique : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Laurens permettant le recours aux tribunaux paritaires* (p. 2424) ; *Son amendement tendant à étendre le délai prévu jusqu'à la promulgation du statut des baux révisé* (p. 2433, 2434) ; *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement du prix à l'échéance comme base du prix du bail* (p. 2437, 2438) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Retrait de l'ordre du jour* [2 juillet 1948] (p. 4282) ; Article unique : *Amendement de M. Moussu tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [7 juillet 1948] (p. 4399, 4400) ; — du projet de loi portant aménagements du budget recodifié à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 168 : *Fonds forestier national* [25 mai 1948] (p. 2902) ; — de la proposition de loi tendant à encourager la culture

du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 167 : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs l'abattement sur les traitements de la Direction générale des eaux et forêts (Ses observations sur le régime forestier des Landes)* [12 avril 1949] (p. 2339, 2340). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes et les conséquences des incendies des forêts du Sud-Ouest [25 novembre 1949] (p. 6357) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1949] (p. 6852) ; — d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1945, relative au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1949] (p. 6854) ; — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Développe son interpellation* [13 janvier 1950] (p. 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255) ; *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 337, 338, 349) [20 janvier 1950] (p. 395) ; *Son ordre du jour de confiance demandant la défense préventive de la forêt contre le feu, l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* (p. 396) ; *Ordre du jour de M. Chaban-Delmas demandant une enquête administrative et technique et un statut de la commission régionale des Landes* (p. 398) ; *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 402) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; INTÉRIEUR, Chap. 5170 ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la défense des zones forestières contre l'incendie* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4099, 4100) ; — d'une proposition de loi relative au mandat des assesseurs des tribunaux paritaires prévus par le statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1950] (p. 5134) ; — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée ; Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas modifier la procédure pour les discussions d'urgence déjà inscrites à l'ordre du jour le 3 août 1950* [17 octobre 1950] (p. 6931). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut*

*des baux ruraux* [17 octobre 1950] (p. 6933). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Urgence* [3 novembre 1950] (p. 7414); en qualité de *Rapporteur* (p. 7416, 7417, 7418, 7419, 7420, 7421, 7422), [17 novembre 1950] (p. 7860); *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8113); *Contre-projet de M. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8418, 8419, 8420, 8421); Art. 5 : *Droit de préemption dans le cas de vente par adjudication* [20 décembre 1950] (p. 9392); Art. 5 : *Amendement de M. Roques relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* [26 janvier 1951] (p. 424); *Amendement de M. Rochet tendant à n'exclure que certaines petites parcelles du bénéfice du statut* (p. 429); *Amendement de M. Tricart relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 588); Art. 6 : *Amendement de Mme Lambert tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* [2 février 1951] (p. 671, 672, 673, 674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à fixer le prix du fermage par référence aux quantités produites en 1939* [9 février 1951] (p. 969, 970); *Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités de denrées supérieures à celles produites en 1939* (p. 973); *Amendement de Mme Lambert tendant à ne permettre l'augmentation du bail que si le preneur sortant a touché une indemnité de plus-value* [14 février 1951] (p. 1130); *Amendement de M. Degoutte tendant à préciser le cas des cultures spécialisées dont le bailleur doit assurer la plantation* (p. 1135); *Amendement de M. Olmi tendant à permettre l'établissement d'une échelle mobile des fermages payables en nature* (p. 1136); *Amendement de M. Dumet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'intervention des tribunaux paritaires en cas de désaccord* (p. 1138); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer le 6<sup>e</sup> alinéa faisant payer aux preneurs une augmentation de bail en cas de réparation de travaux neufs* (p. 1140); *Amendement de M. Lucas relatif à la fixation du prix moyen du lait et du beurre pour les baux spécifiés en produits laitiers* [16 février 1951] (p. 1235); *Amendement de Mme Lambert tendant à imposer un abattement de 15 0/0 sur les baux normalement calculés* (p. 1236); *Amendement de M. Paumier relatif au prix des baux stipulés en vin* (p. 1237); *Amendement de M. Montagnier*

*tendant à prévoir des réductions des baux en cas de calamités agricoles* (p. 1237); *Amendement de M. Pirot tendant à permettre aux tribunaux paritaires de reviser tous les baux conclus à des prix anormaux* (p. 1239); *Amendement de M. Roques tendant à limiter dans le temps le droit de revision des baux par le tribunal paritaire* (p. 1243); *Amendement de M. Tricart tendant à fixer à un dixième l'écart entre les quantités maxima et minima de denrées représentant la valeur locative* [16 mars 1951] (p. 2032); Art. 7 : *Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les avantages acquis au cours de baux antérieurs* [6 avril 1951] (p. 2792, 2793); *Amendement de M. Roques tendant à supprimer l'expression « prix du bail »* (p. 2798, 2800, 2801); *Amendement de M. Fabre tendant à ne pas partager le cheptel par tiers* (p. 2817); *Amendement de M. Paumier tendant à tenir compte des besoins de la famille du preneur* (p. 2818, 2819); *Amendement de M. Garcia tendant à diminuer la part du bailleur quand elle est déjà inférieure au tiers* (p. 2819, 2820); *Amendement de M. Gallet tendant à ne pas diminuer la part d'un métayer pendant le bail en cours* (p. 2820); *Amendement de M. Roques tendant à admettre le forfait sur certains produits selon les usages locaux* (p. 2822); *Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public* (p. 2824); *Amendement de M. Ruffe relatif au cas de perte de la récolte* (p. 2831); *Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le feu* (p. 2837); Art. 8 : *Sous-amendement de M. David tendant à mentionner « dans les conditions réglées par un décret »* (p. 2849); *Amendement de M. Maurellet tendant à accorder le droit de reprise à un orphelin d'exploitant agricole* (p. 2850); *Amendement de M. Delcos tendant à rendre nécessaire pour la reprise, l'exploitation directe par le demandeur* (p. 2852); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion* (p. 2853, 2854); Art. 11 : *Droit de reprise sur les jardins, chasses, pêches et domaines des collectivités publiques* (p. 2860); Art. 12 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de conversion* (p. 2863). — Son rapport supplémentaire sur les élections de l'Oise concluant à l'élection de M. Weill-Raynal [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8452).



**LAMBERT (M. Emile-Louis)**, *Député du Doubs.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 349) ; de la Commission de la défense nationale [5 septembre 1947] (p. 4863), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé vice-président de la Commission de la défense nationale [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [23 novembre 1948] (p. 7150). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 6 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, **n° 467**. — Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder un pécule aux anciens prisonniers de guerre durant la période de leur captivité, **n° 1042**. — Le 8 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, **n° 1263**. — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 33 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives, **n° 1414**. — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de

loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives, **n° 1415**. — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au payement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 11 février 1947 entre la France et la Pologne, **n° 1416**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, **n° 1598**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Augarde et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires autochtones des territoires d'outre-mer et leurs ayants cause, **n° 1599**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Augarde et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les autochtones des territoires d'outre-mer du régime de la loi du 16 avril 1930, concernant la retraite du combattant, **n° 1600**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire, **n° 1601**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à limiter les droits de succession des orphelins de guerre, **n° 1645**. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Emile Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un pécule aux anciens prisonniers de guerre durant la période de leur captivité ; 2<sup>o</sup> de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux prisonniers de guerre qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, **n° 1701**. — Le 22 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux militaires et marins retraités de l'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer les dispositions du décret n° 47-148 du 16 janvier 1946 et de l'article 6 du décret n° 47-1372 du 24 juillet

1947 portant attribution d'une indemnité provisionnelle aux attributaires de la loi du 14 avril 1924, n° 2474. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du décret du 26 mai 1920, modifié par le décret du 13 décembre 1943, pour assouplir les conditions d'attribution de la Médaille de la famille française aux veuves de guerre, n° 2575. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à établir définitivement, dans la détermination du droit à pension, la présomption d'origine lorsque les infirmités ont été constatées au cours du service après trois mois d'incorporation, n° 2725. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la Commission chargée de l'étude des dossiers d'attribution de récompenses au titre de la Résistance ne termine pas ses travaux avant qu'aient pu lui être soumis les dossiers nombreux qui semblent avoir été égarés dans leur transmission et qu'il ait été statué par ses soins sur tous ces dossiers, n° 2817. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1945 étendant aux militaires des F.F.L. certains avantages prévus en faveur des prisonniers de guerre et déportés, n° 2830. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 2831. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de MM. Emile-Louis Lambert et Mekki tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux militaires et marins retraités de l'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer les dispositions du décret n° 47-148 du 16 janvier 1947 et de l'article 6 du décret n° 47-1372 du 24 juillet 1947 portant attribution d'une indemnité provisionnelle aux attributaires de la loi du 14 avril 1924, n° 2832. — Le 16 décembre 1947, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions sur la proposition de loi de M. Vourc'h et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à faire bénéficier les militaires de tous grades qui ont participé à la guerre 1939-1945 d'une retraite proportionnée à la durée de leurs services, n° 2872. — Le 5 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance ; 2° de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la Résistance ; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut définitif des déportés résistants et des internés résistants ; 4° de M. Bougrain tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale, n° 3271. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général Leclerc de Hauteclouque et adoption de ses enfants par la Nation, n° 3550. — Le 5 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de rembourser aux familles, dans certains cas, les frais de transfert des corps des militaires et marins morts pour la France, n° 3701. — Le 9 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1948 et à la dispense de service actif en faveur des jeunes gens des classes 1946 et 1947 en résidence à l'étranger, n° 3713. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 3760. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1945 étendant aux militaires des F.F.L. certains avantages prévus en faveur

des prisonniers de guerre et déportés, n° 3761. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance ; 2° de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la Résistance ; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut définitif des déportés résistants et des internés résistants ; 4° de M. Bougrain tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale (2° partie : Déportés et internés politiques), n° 3765. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une prime forfaitaire en faveur des veuves de guerre, non salariées, décorées de la médaille de la famille française, n° 4414. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 4808. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 4822. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Dusseaux tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclère et instituant une souscription nationale à cet effet, n° 4897. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement, des armées de Terre, de Mer, de l'Air et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer, n° 4898. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition, n° 5013. — Le 24 juillet 1948, un

rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Anxionnaz, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 37 du décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités accordées en matière de réquisitions, n° 5014. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi relatif aux droits à pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord, n° 5089. — Le 30 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5119. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Joseph Dehais tendant à préciser les règles de déréquisition des voitures automobiles ; 2° de MM. Palewski et Dusseaux tendant à modifier la loi n° 47-1502 du 14 août 1947 et la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les réquisitions des véhicules automobiles ; 3° de M. Edgar Faure relative aux réquisitions de véhicules automobiles ; 4° de M. Ramarony, tendant à modifier l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938 relatif aux réquisitions, n° 5148. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à définir le statut et les droits des déportés et internés politiques, n° 5181. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de MM. Hutin-Desgrées, Godin, portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de croix de guerre à l'occasion du 1<sup>er</sup> Congrès national et international des combattants volontaires des armées françaises et alliées, n° 5292. — Le 25 août 1948, une proposition de loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire, n° 5380. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion

d'honneur et la Médaille militaire, n° 5381. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à réparer le préjudice subi par les officiers et assimilés de l'armée de terre du fait de l'acte dit « loi du 2 août 1940 », n° 5383. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5394. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant déclassement d'un terrain militaire dépendant de l'ouvrage de la Miotte, n° 5386. — Le 10 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 5456. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attribution spéciale d'essence à certains pensionnés de guerre, n° 6065. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre conclue le 1<sup>er</sup> décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie, n° 6066. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à inclure les anciens F. F. L. dans les bénéficiaires des emplois réservés et prioritaires, n° 6067. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité ; 2° de M. Jean-Jullien, sénateur, membre du Conseil de la République tendant à faire rembourser aux prisonniers de guerre les marks (lager-marks et reich-marks) détenus par eux à leur retour de captivité, n° 6068. — Le 11 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 6069. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 6189. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République sur la loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire, n° 6341. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur, n° 6372. — Le 29 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques, pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand et à réaliser l'internationalisation des principaux camps de concentration d'Allemagne, n° 6884. — Le 29 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le remboursement par priorité des pertes matérielles de toute nature subies par les déportés et internés de la Résistance, n° 6886. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application de la sécurité sociale des militaires, n° 7104. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la Croix de guerre aux titulaires de la Croix du combattant volontaire au titre de la guerre 1914-1918, n° 7963. — Le 30 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à proclamer « Journée nationale » le dimanche qui suit la date du 18 juin, n° 8129. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de MM. Emile-Louis Lambert et Guilbert tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques, pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand et à réaliser l'internationalisation des principaux camps de concentration d'Allemagne; 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne, n° 8717. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de MM. Thiriet et Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1949 la période pendant laquelle les demandes de restitution des dépouilles mortelles des victimes civiles et leur transfert aux frais de l'Etat peuvent être prises en considération; 2° de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article premier du décret n° 48-1830 du 1<sup>er</sup> décembre 1948, relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de guerre, n° 9131. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Legendre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer au camp de Royallieu, à Compiègne, un ossuaire dans lequel seraient placées des cendres recueillies dans les fours crématoires et les charniers des camps de concentration allemands, n° 9877. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 9987. — Le 7 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant attribution d'un supplément

exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, n° 10205. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter l'application des dispositions de la loi n° 49-588 du 25 avril 1949 créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire, pour faits de guerre, dans la période qui va du mois d'août 1914 à la commission Fayolle incluse, n° 10403. — Le 24 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés, n° 10462. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Forcinal et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 9 du décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 relatif aux barèmes d'invalidité des victimes de la guerre, n° 10667. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, n° 11375. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11075) de M. Louis Marin ayant pour objet d'accorder une pension nationale à la veuve de Victor Liotard, n° 11544. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 9511) de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute disposition nécessaire pour que les enfants mineurs dont les deux parents, un des parents ou la personne qui les avaient à charge ont été tués par suite des conséquences de la guerre (bombardement, accident ferroviaire, incendie, etc.), aient droit à un voyage gratuit chaque année pour se rendre sur le lieu de la sépulture, n° 11549. — Le 16 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11075) de M. Louis Marin ayant pour objet d'accorder une pension nationale à la veuve de Victor Liotard, n° 11684. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-1251 du

6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 12015. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 12015) de M. Emile-Louis Lambert tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 12518. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12306) de M. Hutin-Desgrées et plusieurs de ses collègues créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, en supplément de celles prévues par la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, modifiée par la loi n° 50-917 du 9 août 1950, n° 12586. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit forfaitaire destiné à financer partiellement l'assemblée générale constitutive de la Fédération internationale des déportés, n° 12599. — Le 3 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proclamer journée de fête nationale chômée le 8 mai de chaque année, n° 12673.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention franco-polonaise relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 11 février 1947, en qualité de *Rapporteur* [18 juin 1947] (p. 2176). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3299, 3300, 3301); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder un abattement aux veuves de guerre* [22 décembre 1947] (p. 6142); *le retire* (p. 6143); — de la proposition de résolution de M. Pierre Grouès relative à l'attribution de récompenses au titre de la Résistance, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6683); *Discussion générale* (p. 6684); — du projet de loi relatif au rappel en activité

des officiers en non-activité, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6684). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 7 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre cette loi aux invalides des territoires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 524); Art. 8 bis : *Amendement de M. Viatte relatif au cumul de ces pensions avec les allocations aux économiquement faibles* (p. 523); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 528); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance, en qualité de *Rapporteur* [4 mars 1948] (p. 1303, 1304); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1305, 1306; 1307); *Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à rappeler que les déportés ont sauvé la France* (p. 1308); *Amendement de Mme Nédelec relatif aux diverses catégories intéressées* (p. 1309); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Mouton concernant les droits de toutes les catégories de résistants* (p. 1309); Art. 2 : *Amendement de M. Rosenblatt relatif à la définition des déportés* (p. 1311); Art. 3 : *Amendement de M. Mouton relatif à la définition des internés* (p. 1312); Art. 3 : *Amendement de M. Michelet tendant à supprimer la fin de l'article* (p. 1312); Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1313); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur prévoyant un règlement d'administration publique* (p. 1314); Art. 5 bis : *Amendement de M. Mouton tendant à créer un pécule pour les déportés* (p. 1314); Art. 6 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à ajouter un alinéa relatif aux ayants droit des décédés* (p. 1315); Art. 8 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer l'article* (p. 1316); Art. 10 : *Amendement de M. Roucaute relatif au bénéfice de la campagne double pour le temps de déportation* (p. 1316, 1317); Art. 12 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à créer une médaille des déportés* (p. 1317); Art. 13 : *Amendement de M. Mouton relatif à l'attribution de la carte du combattant aux déportés* (p. 1317); Art. 15 : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif au paiement des dommages de guerre aux sinistrés* (p. 1318); Art. 17 : *Amendement de M. Roucaute concernant les modalités d'application de la loi* (p. 1319); *Ses observations sur*

*l'ensemble* (p. 1320); de cette proposition de loi (2<sup>e</sup> partie, *Déportés et internés politiques*), en qualité de *Rapporteur* [19 mars 1948] (p. 2004); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Touchard tendant à assimiler déportés politiques et déportés résistants* (p. 2005); Art. 8 : *Amendement de M. Mouton tendant à insérer un article nouveau relatif aux bonifications pour campagnes de guerre* (p. 2009); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [18 juillet 1948] (p. 4814); Art. 5 : *Amendements de MM. Devemy et Michelet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs en Allemagne* (p. 4818); *Explications de vote sur l'ensemble* [19 juillet 1948] (p. 4824); de cette proposition de loi (2<sup>e</sup> partie, *Internés et déportés politiques*) amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 août 1948] (p. 6038); — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948, en qualité de *Rapporteur* [11 mars 1948] (p. 1632); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à limiter à un an le service* (p. 1637); *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* (p. 1639, 1640); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [19 mars 1948] (p. 1994). — Est entendu : sur le Règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le statut des déportés et internés de la Résistance*) [18 mars 1948] (p. 1924); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement vis-à-vis des victimes de guerre. [8 juin 1948] (p. 3280). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Amendement de M. de Tinguuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Droits des prisonniers)* [6 août 1948] (p. 5427). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du matin (*Statut des déportés*) [20 août 1948] (p. 6046, 6047). — Dépose une demande d'interpellation : sur les réquisitions des véhicules automobiles [24 novembre 1948] (p. 7203); — sur certains errements du Ministère de la Reconstruction en Franche-Comté [24 novembre 1948] (p. 7203). — Prend part à la discussion de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance : *Ses explications de vote sur l'ensemble*

[14 décembre 1948] (p. 7575, 7576, 7577). — Est entendu sur une demande d'arbitrage sur l'urgence d'une discussion relative au statut des déportés et internés de la Résistance, en qualité de *Rapporteur* de la proposition de loi [11 février 1949] (p. 506). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [11 février 1949] (p. 533, 534). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le règlement d'administration publique relatif au statut des déportés et internés de la Résistance n'a pas encore paru au *Journal officiel* [17 février 1949] (p. 657). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la dérégistration des véhicules automobiles, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 803); Art. 1<sup>er</sup> : *Dérégistration des véhicules automobiles sur demande du propriétaire, demande de disjonction du Gouvernement* (p. 805, 806); — de la proposition de résolution relative à l'évaluation des indemnités de réquisition, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 806); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2588, 2589, 2590); — du projet de loi accordant une pension nationale à la veuve du commandant Charcot, en qualité de *Rapporteur* [16 juin 1949] (p. 3403, 3404). — Est entendu sur une question de M. Theetten à M. le Garde des Sceaux relative à une nouvelle promotion de la médaille de la Résistance [17 juin 1949] (p. 3484). — Dépose une demande d'interpellation sur la profanation de tombes à Dachau [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à sauvegarder les intérêts des victimes de la guerre* [10 novembre 1949] (p. 6061); *le retire* (p. 6062); *Son amendement relatif au pourcentage de titularisation réservé aux victimes de la guerre* (p. 6065); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire à trois ans la durée de service exigée pour la titularisation dans le cas des victimes de guerre* (p. 6067, 6069, 6070); *le modifie en substituant la durée de cinq ans à celle de trois ans* (p. 6070). — Dépose une demande d'interpellation sur la profanation des corps de déportés au camp de Dachau [10 novembre 1949] (p. 6074); la développe [13 décembre 1949] (p. 6800, 6801, 6802,

6803); *Son ordre du jour demandant des sanctions contre les sacrilèges commis* (p. 6811). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Sa demande de renvoi* [21 février 1950] (p. 1254, 1255); en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 février 1950] (p. 1321, 1322); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer la mention des différences de race* (p. 1335); *Son amendement relatif au cas des militaires en service dans un territoire dont ils ne sont pas originaires* (p. 1335); *le retire* (p. 1336); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux militaires* (p. 1337, 1338); *le retire* (p. 1338); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de la guerre* [30 mars 1950] (p. 2669, 2670, 2671, 2672); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur les droits des anciens combattants, la situation des veuves de guerre, les revendications des déportés)* [21 juin 1950] (p. 5107, 5108, 5109); Chap. 701 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Présomption d'origine de maladie accordée aux anciens déportés)* [24 juillet 1950] (p. 5876); *Son rappel au règlement (Sa demande de scrutin)* [26 juillet 1950] (p. 6007). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion du budget des Anciens combattants* [22 juin 1950] (p. 5178). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 3 : *Son amendement tendant à augmenter de 25 0/0 les pensions des victimes de guerre en moyenne* [21 juillet 1950] (p. 5742, 5743); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 juillet 1950] (p. 6008, 6009, 6010, 6011); — du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements en 1950 amendé par le Conseil de la République; Art. 23 : *Son amendement relatif à la nomination d'officiers supérieurs et généraux de l'air* [22 juillet 1950] (p. 5793); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail amendée par

le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6551, 6552); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Montel* (p. 6554); *Son amendement tendant à qualifier les déportés du travail de « requis »* [4 août 1950] (p. 6742, 6743, 6744, 6745); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6747); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 31 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au régime spécial du paiement des cantonniers* [4 août 1950] (p. 6762); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* [27 octobre 1950] (p. 7332); *Son amendement tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge jusqu'en 1952* (p. 7334); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7341, 7342). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français [12 décembre 1950] (p. 8953). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; PRÉSIDENT DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 avril 1951] (p. 2604, 2605); SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Wasmer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil et militaire* (p. 2629); Chap. 3000 : *Amendement de M. Wasmer tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais de déplacement* (p. 2629, 2630); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2<sup>ter</sup> : *Amendement de Mlle Weber tendant à accorder des suppléments familiaux aux veuves des militaires n'ayant pas atteint quinze ans de services* [15 mai 1951] (p. 5184); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre de rapporter les décisions du Ministère des Anciens combattants pour l'attribution des cartes de combattants et de déportés* (p. 5192); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer le délai pour les demandes de pensions* [17 mai 1951] (p. 5342). — S'exuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).



**LAMBERT (M. Lucien)**, *Député des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 349). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour activer la répartition des engrais à l'agriculture, **n° 757**. — Le 21 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entamer la procédure en vue de proclamer la déchéance de la Compagnie française d'irrigation, concessionnaire du canal des Alpes, **n° 1019**. — Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 1302**. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt des mesures propres à lutter efficacement contre les éphippigères et les barbitistes, communément appelés « boudragues » et dont le développement rapide menace de détruire les récoltes futures particulièrement dans les départements du sud-est, **n° 2058**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, **n° 2134**. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant : 1° à accorder des exemptions ou des dégrèvements aux exploitants agricoles anciens prisonniers, déportés, et aux jeunes agriculteurs de moins de 35 ans, soumis au prélèvement prévu par la loi du 7 janvier 1948

instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; 2° à porter au 31 décembre 1948 la date limite des versements à l'emprunt forcé pour les agriculteurs **n° 3310**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin, supprimé par le décret-loi du 31 mai 1938, et relatif aux déclarations de récolte, **n° 3743**. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 47-1973 relatif à la passation des engagements de livraison de bétail, **n° 3832**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser les bénéfices forfaitaires imposables, au titre de l'année 1947, pour les cultures fruitières du département des Hautes-Alpes; 2° de M. Michel et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à réviser les bénéfices forfaitaires imposés pour les cultures spécialisées des départements de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère, **n° 4455**. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948, et de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, **n° 4632**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues relative au statut du fermage en ce qui concerne les anciens combattants, prisonniers et déportés, **n° 4700**. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel, institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948, et de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, **n° 4682**. — Le 20 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de nuit le supplément de tickets de matières grasses qui leur a été supprimé, **n° 5336**. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à

suspendre, sans délai, toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole en cours, n° 7108. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les importations de certains légumes et fruits, concernant les variétés récoltées habituellement en France durant la campagne en cours, n° 7630. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des avances remboursables au Crédit mutuel agricole pour financer les prêts à long terme et les prêts aux jeunes agriculteurs, n° 8216. — Le 3 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer et à encourager l'élevage ovin afin de couvrir les besoins en laine de notre pays, n° 8298. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à relever le taux de la prime d'encouragement à la reconstitution des oliveraies et à accorder les crédits nécessaires à son financement, n° 8351. — Le 17 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application du protocole signé le 7 mars 1950 entre la France et l'Italie et des accords relevant de l'union douanière et à remettre en vigueur des mesures de protection de la production française, n° 9984. — Le 2 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Bouches-du-Rhône notamment sur le territoire de la commune de Sénas ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts ; 4° à accorder à la Caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêt aux sinistrés, n° 10160. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à suspendre la réalisation du plan d'expropriation des terrains et immeubles envisagé à Marignane, tant que n'auront pas été consultés les propriétaires, locataires, fermiers et métayers intéressés, afin de tenir compte des modifications, par eux demandées, à ce plan ; 2° à restituer aux anciens propriétaires les terrains déjà expropriés

et jusqu'ici inutilisés, n° 10859. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire toutes importations en France d'huile d'olive d'Espagne, pour la campagne en cours, n° 11263. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950, du Ministre de l'Agriculture relative au mode d'attribution du crédit de 200 millions aux producteurs d'olives, en supprimant l'abattement prévu pour les 25 premiers pieds d'olivier et à payer la prime à compter du premier olivier, n° 11264. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à suspendre l'application de la Convention d'union douanière entre la France et l'Italie signée à Rome le 23 juin 1950 et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, n° 11466. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser immédiatement au département des Bouches-du-Rhône la somme de 450 millions restant due pour les travaux exécutés de la première tranche du projet d'extension du canal du Verdon, dit projet Rigaud, et à porter le pourcentage de la part de l'Etat dans les dépenses en cours et à venir de 60 à 80 0/0 pour obtenir une totale et rapide réalisation du projet Rigaud, n° 11540. — Le 19 décembre 1950, une proposition de loi tendant à porter le taux de la prime d'encouragement à la culture de l'olivier à 80 francs par pied d'olivier nouvellement planté, n° 11699. — Le 14 février 1951, une proposition de loi tendant à assurer le financement des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 12202. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les particuliers et les collectivités victimes des dégâts occasionnés par la crue de la Durance dans le département des Bouches-du-Rhône, en accordant des secours, des exonérations d'impôts et des subventions pour permettre la reconstruction ou la réparation des ouvrages d'art, détruits ou endommagés par la crue et pour permettre l'organisation de la défense contre les crues de la Durance, n° 12573.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice

1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 3102 : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* [12 juin 1947] (p. 2054); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement : (budget 1948), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 901 : *Travaux d'équipement rural* [25 février 1948] (p. 1057, 1058); Chap. 906 : *Travaux d'aménagement de la basse vallée du Rhône* (p. 1058); Art. 19 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 1114); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1251); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs anciens prisonniers ou déportés ayant moins de 100.000 fr. à payer* [7 mars 1948] (p. 1516); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 313 : *Ecoles d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2908); Chap. 517 : *Reconstitution des olivaires* (p. 2920, 2921); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 32 : *Amendement de M. Grésa tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari celle de la veuve* [6 août 1948] (p. 5487); — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 18 : *Taxes sur le matériel agricole* [20 août 1948] (p. 6058, 6059); *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* (p. 6060); Art. 63 : *Amendement de M. Paumier tendant à élever le plafond des prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques* (p. 6084); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3 : *Son amendement tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* [25 novembre 1948] (p. 7240 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéficiaires agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1160, 1161). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture : une question relative à la répartition parmi les agriculteurs du matériel et des pneus du camp de Vitrolles

[1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1999, 2000); — une question relative à la répartition de pneus parmi les agriculteurs et les transporteurs de France et particulièrement des Bouches-du-Rhône [8 avril 1949] (p. 2248, 2249). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 357 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des chasses* [12 avril 1949] (p. 2356, 2357); *le retire* (p. 2357); Chap. 510 : *Reconstitution des olivaires* (p. 2355, 2356); Chap. 519-2 : *Subventions pour les activités culturelles de la jeunesse rurale* (p. 2368, 2369). — Dépose une demande d'interpellation : sur les méthodes inadmissibles employées à l'occasion des saisies effectuées chez des paysans de Saint-Rémy-de-Provence [2 décembre 1949] (p. 6595); — sur la catastrophe survenue le 7 février 1950 à Port-de-Bouc [16 février 1950] (p. 1124). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (ses observations sur l'union douanière franco-italienne, l'opposition paysanne aux saisies fiscales, la mévente de l'huile d'olive)* [21 février 1950] (p. 1284, 1285, 1286, 1287, 1288); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (ses observations sur l'encouragement à la culture de l'olivier)* [24 mai 1950] (p. 3877). — Dépose une demande d'interpellation sur l'effondrement des prix agricoles [20 juillet 1950] (p. 5663); la développe (*ses observations sur la mévente des récoltes, la hausse des prix industriels, les importations d'huile d'olive et de tomates*) [7 décembre 1950] (p. 8762, 8763). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 4 : *Son amendement tendant à payer la ristourne tous les trois mois* [4 août 1950] (p. 6688, 6689). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'imposition des viticulteurs des Bouches-du-Rhône [10 novembre 1950] (p. 7632, 7633). — Est entendu sur une question posée par M. Montagnier à M. le Ministre des Finances, relative au règlement des impôts des exploitants victimes des calamités agricoles [8 décembre 1950] (p. 8832, 8833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation [26 janvier 1951] (p. 450, 451); Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers* (p. 454, 455); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le déficit d'Air-France (expropriations à Marignane)* [14 mars 1951] (p. 1955, 1956); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Ecole des houillères de Fuveau* [20 avril 1951] (p. 3652); *Sa demande de disjonction du chapitre (Houillères de Fuveau)* (p. 3666); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (accords franco-espagnol et franco-italien)* [25 avril 1951] (p. 3967); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention au maïs importé* [5 mai 1951] (p. 4620, 4624); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, AGRICULTURE : *Prêts à l'agriculture et à l'industrie de l'azote (canal du Verdon)* [6 mai 1951] (p. 4697); INVESTISSEMENTS SOCIAUX, Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 5 milliards de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs par la Caisse mutuelle de crédit agricole* (p. 4711).

**LAMBERT (Mme Marie)** (*Député du Finistère*).

Son élection est validée [15 juillet 1948] (p. 4593). — Est nommée membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'agriculture [31 mai 1949] (p. 3010), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des

autres professions, n° 7390. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement de l'impôt sur les bénéfices agricoles les veuves de guerre non remariées et les femmes seules élevant des orphelins de guerre chefs d'exploitation dont le bénéfice imposable n'excède pas 150.000 francs, n° 7513. — Le 11 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, telle qu'elle est établie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1949, en y ajoutant le bureau de douane de Roscoff, n° 7854. — Le 22 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin aux importations de chevaux, n° 7991. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi complétant les dispositions de l'article 62, paragraphe III, alinéa 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des retraites civiles et militaires, n° 8616. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer, n° 8770. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à mettre fin immédiatement au recrutement féminin pour le corps expéditionnaire en Indochine, à libérer et à rapatrier les femmes et jeunes filles dont le contrat est en cours et à leur assurer les garanties nécessaires leur permettant de reprendre place dans la vie familiale, n° 9143. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Gâvres et à Larmor-Plage (Morbihan), n° 9600. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0/0 en janvier aux ouvriers agricoles et forestiers, n° 11715. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948 afin de faire bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée, n° 11799. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agri-

culture appelés sous les drapeaux lorsque le revenu cadastral de l'exploitation familiale est inférieur ou égal à 1.500 francs, n° 11884. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 12177) de M. Guignen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Larmor-Plage (Morbihan), n° 12312. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 11914) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'écoulement de la production de choux de la région de Lorient, n° 12313. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 12680) de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la majoration de 20 0/0 d'allocations familiales pour février et mars aux exploitants agricoles, n° 12926.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; *Discussion générale (Ses observations sur la situation difficile des paysans bretons et la mévente de la récolte de pommes de terre et de primeurs)* [25 février 1949] (p. 986, 987, 988) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour les dommages immobiliers* [9 mars 1949] (p. 1427, 1428) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3303, 3304, 3305, 3306, 3307) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales aux salariés des professions agricoles : *Demande de discussion d'urgence* [24 juin 1949] (p. 3752, 3753) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 3788, 3789) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 2 : *Suppression des Chambres civiques (Ses observations sur l'arrestation du résistant breton Le Jeune)* [5 juillet 1949] (p. 4223, 4224) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à augmenter l'abattement pour les femmes veuves ou célibataires*

*chefs d'exploitations* [20 juillet 1949] (p. 4883, 4884) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* [28 juillet 1949] (p. 5457). — Dépose une demande d'interpellation sur la libération des 36 milliards de crédits destinés à la reconstruction, provisoirement bloqués [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement rural* [26 décembre 1949] (p. 7249) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter de 50 milliards les crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7335) ; *Son amendement tendant à augmenter de 35 milliards les crédits de la reconstruction* (p. 7337) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à interdire le blocage des crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7352) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1490, 1491) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2459, 2460, 2461, 2462, 2479) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages agricoles* (p. 2505) ; — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 2988, 2989). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des « Textiles de Brest » [26 octobre 1950] (p. 7255). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'indemnisation des victimes du sinistre survenu à Brest le 28 juillet 1947 [8 décembre 1950] (p. 8836). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour 1951 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 5070 : *Subventions à l'Office de protection des réfugiés (Enfants russes retenus en Allemagne)* [13 décembre 1950] (p. 9003, 9004, 9005, 9006) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1120 : *Service des constructions provisoires* [15 décembre 1950] (p. 9160, 9161) ; AGRICULTURE, Chap. 1260 : *Etablissements d'enseignement agricole* [22 décembre 1950] (p. 9529) ; Chap. 3250 : *Commission consultative départementale des baux ruraux* [23 décembre 1950] (p. 9581) ; *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9582); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Etablissement des prix des fermages* [2 février 1951] (p. 666, 667); *Son amendement tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* (p. 668, 669, 670, 671); *Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités supérieures à celles produites en 1939* [9 février 1951] (p. 971, 972); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation du prix des baux par référence aux quantités de denrées produites* [14 février 1951] (p. 1127, 1128); *Son amendement tendant à ne permettre l'augmentation du bail que si le preneur sortant a touché une indemnité de plus-value* (p. 1130); *Son amendement tendant à imposer un abattement de 15 0/0 sur les baux normalement calculés* [16 février 1951] (p. 1235, 1236); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas remettre en cause les avantages déjà acquis par les preneurs* [6 avril 1951] (p. 2820, 2821). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mise en liberté du général allemand Ramcke [2 février 1951] (p. 679); — sur la politique de guerre américaine et la transformation de la Bretagne en réduit pour les troupes américaines [20 mars 1951] (p. 2213); — sur le procès du général Ramcke, commandant du port de Brest pendant la guerre [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Art. 18 : *Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir les 50 milliards prévus pour l'équipement rural en 1951* [11 avril 1951] (p. 3158, 3159); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION**, Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocation aux familles nécessiteuses (Agriculteurs mobilisés)* [5 mai 1951] (p. 4595); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles d'exploitants agricoles mobilisés* (p. 4603); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à établir une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés* [10 mai 1951] (p. 4993); Art. 10 : *Son amendement tendant à payer mensuellement au domicile du bénéficiaire* [16 mai 1951] (p. 5272).

**LAMBLIN (Mlle Solange)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [19 juillet 1949] (p. 4777), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302) *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 9 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (disposition relative aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique) (3<sup>e</sup> partie); 3<sup>o</sup> de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux dames secrétaires des établissements du second degré l'avance sur reclassement accordée aux fonctionnaires et assimilés des divers ordres d'enseignement, **n° 1292**. — Le 17 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du Conservatoire national de musique, de l'École nationale des Beaux-Arts, de l'École des Arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, **n° 5484**. — Le 23 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 0/0 par groupe de 10 pour les sportifs, n° 5641. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'Université de Paris une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne ; 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris d'une réduction de 50 0/0 sur les transports en commun de la région parisienne ; 3° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 7825. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à classer à l'indice 135-195, les agents de bibliothèque considérés comme gardiens, et à leur accorder un statut conforme à leurs fonctions, n° 10408.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales : du département de la Vienne [28 janvier 1947] (p. 64) ; du département de la Haute-Vienne (p. 65). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires de l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3408, 3409) ; Chap. 333 : *Bibliothèques scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3409) ; Chap. 359 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de matériel d'hygiène scolaire* (p. 3415) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 361 : *Cinématographie d'enseignement* (p. 3416) ; Chap. 532 : *Subventions aux œuvres post-scolaires mouvements de jeunesse* (p. 3427, 3428) ; Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse*

(p. 3432, 3433). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant création d'un contingent de légions d'honneur pour les anniversaires de l'École normale supérieure et de l'Institut de Chimie, en qualité de *Rapporteur* [9 août 1947] (p. 4182). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5171) ; — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2055) ; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien des écoles privées* [14 mai 1948] (p. 2674) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire des universités* [3 août 1948] (p. 5262) ; Chap. 133 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5263, 5264, 5265, 5266) ; Chap. 214 : *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des musées de France* [4 août 1948] (p. 5299) ; Chap. 322 : *Examens et concours du second degré* (p. 5304, 5305) ; Chap. 323 : *Frais de stage des établissements du second degré* (p. 5305) ; Chap. 328 : *Entretien et aménagement des lycées* (p. 5306) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Son amendement tendant à adopter le chiffre du Conseil de la République pour le personnel des écoles normales primaires* [14 septembre 1948] (p. 6513, 6514) ; Chap. 323 : *Son amendement tendant à adopter le chiffre du Conseil de la République pour les frais de stage dans l'enseignement secondaire* (p. 6515) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à inclure la lâcheté parmi les vices condamnés* [21 janvier 1949] (p. 98) ; *Son amendement tendant à inclure la haine parmi les vices condamnés* (ibid.) ; Art. 3 : *Amendement de Mme François tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 151) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 178) ; — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble*

[28 janvier 1949] (p. 225) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale ; Chap. 534 : *Camps et colonies de vacances* (p. 2085) ; Chap. 556 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 2094) ; Chap. 560 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les œuvres complémentaires de l'école* (p. 2094, 2095). — Prend part : à la discussion des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6421) ; — aux débats sur l'urgence d'une proposition de loi établissant un programme de constructions scolaires : *Contre l'urgence* [16 décembre 1949] (p. 6972). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Urgence* [23 février 1950] (p. 1314, 1315) ; En qualité de *Rapporteur* (p. 1315, 1316, 1317) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la réforme de l'enseignement, les nouvelles méthodes pédagogiques, l'enseignement spécial destiné aux jeunes filles et le stage pédagogique pour les futurs professeurs de lycées* [21 juin 1950] (p. 5119, 5120, 5121) ; Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Réforme pédagogique et classes rurales)* [23 juin 1950] (p. 5242, 5243) ; Chap. 1450 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'enseignement primaire (Postes déshérités)* [17 juillet 1950] (p. 5468) ; Chap. 2120 : *Personnel de la bibliothèque nationale de Paris (Reclassement des gardiens de bibliothèques)* (p. 5492) ; Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stage de l'enseignement secondaire (Certificat d'aptitude pédagogique)* (p. 5499, 5500) ; le retire (p. 5501) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1070 : *Personnel de l'administration académique (Personnel des services extérieurs)* [20 avril 1951] (p. 3675) ; Chap. 1410 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* [21 avril 1951] (p. 3731) ; Chap. 2190 : *Personnel auxi-*

*liaire des bibliothèques (Bibliobus)* (p. 3751, 3752) ; Chap. 2390 : *Indemnités de résidence (Pensions des veuves d'instituteurs)* (p. 3755) ; Chap. 4180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation logement (Constructions scolaires)* (p. 3814). = S'excuse de son absence [22 décembre 1947] (p. 6087). = Obtient un congé [22 décembre 1947] (p. 6087).

**LAMINE DEBAGHINE (M. Mohamed),**  
*Député de Constantine (2<sup>e</sup> collège, 2<sup>e</sup> circonscription).*

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [27 décembre 1946] (p. 370) ; de la Commission du ravitaillement [30 janvier 1948] (p. 329) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [30 janvier 1948] (p. 329).

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4463, 4464, 4465, 4466).

**LAMINE-GUEYE (M),** *Député du Sénégal.*

*Sous-Secrétaire d'Etat  
à la Présidence du Conseil  
(Cabinet BLUM)*

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [27 décembre 1946] (p. 371). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361). Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 27 février 1947] (p. 1851). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34),



[17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). Est nommé Secrétaire de cette Commission [17 mai 1950] (F. n° 552).

### Dépôts :

Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer les Assemblées locales, n° 952. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à ne pas se prononcer sur la demande de levée de l'immunité parlementaire des élus malgaches avant d'avoir entendu les intéressés, n° 1476. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer où elles ne sont pas encore en vigueur, différentes lois relatives à l'inscription maritime et organisant dans ces territoires le fonctionnement de l'administration de l'inscription maritime, n° 1847. — Le 4 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2427 du 30 octobre 1946 portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, n° 1907. — Le 15 juillet 1947, un rapport (et nouvelles rédactions nos 2 et 3) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. les projets de loi : 1° fixant l'organisation et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand Conseil de l'Afrique occidentale française » ; 2° fixant l'organisation et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française » ; II. les propositions de loi : 1° de M. Houphouët-Boigny et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites « Conseil fédéral » ; 2° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand Conseil

de l'Afrique équatoriale française » ; 3° de M. Devinat et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand Conseil de l'Afrique occidentale française », n° 2019. — Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° le projet de loi créant en Afrique occidentale française le territoire de la Haute-Volta ; 2° la proposition de loi de M. Boganda et plusieurs de ses collègues portant rétablissement de l'autonomie du territoire de la Haute-Volta, n° 2236. — Le 21 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° la proposition de résolution de M. Mamadou Konate et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la suppression de la constitution obligatoire de greniers de réserves fonctionnant dans certains territoires de l'A. O. F. ; 2° la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure, n° 4299. — Le 2 janvier 1950, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 8935. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Lamine-Gueye et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 9106. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 9862.

**Interventions :**

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Léon Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [16 janvier 1947] (1).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1540 à 1542) ; — des opérations électorales du territoire du Tchad [20 mai 1947] (p. 1692, 1693, 1694) ; — des opérations électorales du département de la Martinique [22 mai 1947] (p. 1716) ; — de la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1982, 1983, 1984, 1987). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 32 : *Son amendement tendant à étendre aux territoires d'outre-mer l'application de la loi d'amnistie* [7 juillet 1947] (p. 2790) ; *Nouvelle rédaction de l'article* [8 juillet 1947] (p. 2804). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe de l'Afrique noire en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1947] (p. 3713, 3714) ; *Motion d'ajournement de M. Pleven tendant à ne pas discuter la loi avant avis de l'Assemblée de l'Union française (Art. 74 de la Constitution)* (p. 3715, 3716, 3717, 3718) ; *Renvoi de la discussion* (p. 3719) ; *Suite de la discussion générale* [4 août 1947] (p. 3885, 3886) ; *Motion préjudicielle de M. Malbrant tendant au renvoi devant la Commission pour établissement de deux projets de loi distincts* (p. 3886, 3887) ; Art. 37 : *Amendement de M. Castellani tendant à inclure dans les attributions des Grands Conseils les tarifs des impôts sur le revenu* (p. 3904, 3905) ; Art. 55 : *Amendement de M. Malbrant tendant à définir le siège de la Commission permanente du Grand Conseil* (p. 3911) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur* [12 août 1947] (p. 4301, 4302) ; Art. 22 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer « assemblées électriques » dans le premier alinéa comme faisant double emploi* (p. 4303) ; — du projet de loi portant statut organique de

l'Algérie ; Art. 6 : *Nouvelle rédaction de l'article proposée par la Commission, concernant les catégories de musulmans électeurs au 1<sup>er</sup> collège* [26 août 1947] (p. 4691, 4692, 4693). — Prend part à la discussion de propositions de résolution concernant la dévaluation des francs coloniaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 février 1948] (p. 591, 592, 593) ; *Contre-projet de M. Pleven* [12 février 1948] (p. 662) ; *Son contre-projet* [13 février 1948] (p. 714) ; *Nouvelle proposition transactionnelle* [17 février 1948] (p. 754). — Est entendu sur un incident (*suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux*) [12 février 1948] (p. 665, 666). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur l'excédent de production d'huile d'arachide en A. O. F.)* [21 juin 1949] (p. 3586, 3587) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production (Ses observations sur le décret différenciant le régime des fonctionnaires aux colonies suivant leur origine)* [30 décembre 1949] (p. 7603, 7604, 7606, 7607) ; — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur les insuffisances du traité prévu et l'absence d'arbitre entre les gouvernements français et vietnamien)* [28 janvier 1950] (p. 656, 657) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer : *Renvoi du débat* [2 février 1950] (p. 882), en qualité de *Rapporteur* [21 février 1950] (p. 1251, 1252, 1253) ; *Discussion générale* (p. 1260, 1261) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malbrant tendant à uniformiser les soldes et suppléments de solde sans tenir compte de l'origine du fonctionnaire* [23 février 1950] (p. 1335) ; *Amendement de M. E. Lambert tendant à supprimer la mention de différence de race* (p. 1335) ; Art. 2 : *Amendement de M. E. Lambert tendant à ne pas appliquer l'article aux militaires* (p. 1337, 1338) ; *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir une réglementation uniforme pour les prestations familiales* (p. 1340) ; Art. 3 : *Amendement de M. Laurelli tendant à ne pas empiéter sur les prérogatives des assemblées représentatives* (p. 1339) ; Art. 4 : *Sous-amendement de*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

*M. Benoist* tendant à prévoir des augmentations de crédits pour le personnel fonctionnaire des territoires d'outre-mer (p. 1342); Son sous-amendement tendant à mentionner « pendant l'exercice courant » (p. 1343); Amendement de *M. Laurelli* tendant à prévoir le cas des fonctionnaires métropolitains arrivant dans les territoires d'outre-mer après la promulgation de la loi (p. 1344); Art. 5: Amendement de *M. Malbrant* tendant à prévoir des décrets d'application (p. 1345); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [15 juin 1950] (p. 4822); Art. 1<sup>er</sup> bis: Amendement de *M. Burlot* tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne différenciant pas trois catégories de cadres (p. 4823); Amendement de *M. Malbrant* tendant à inclure le mot « risque » (p. 4824); Art. 2: Amendement de *M. Malbrant* relatif au régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer (p. 4825); Art. 4: Amendement de *M. Malbrant* tendant à reprendre le texte du Conseil de la République précisant le maintien des avantages acquis (p. 4826). — Est entendu sur: la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer: Urgence [16 février 1950] (p. 1106); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le statut des fonctionnaires des territoires d'outre-mer*) [16 février 1950] (p. 1143, 1144). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER: Discussion générale (*Ses observations sur les budgets locaux des territoires d'outre-mer*) [6 juin 1950] (p. 4312, 4313, 4314); Art. 2: Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer (p. 4320, 4321); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer: Discussion générale [27 novembre 1950] (p. 8183, 8184); Art. 1<sup>er</sup>: Contre-projet de *M. Castellani* tendant à prévoir des décrets particuliers pour chaque territoire [2 décembre 1950] (p. 8462); Demande de suspension du débat présentée par *M. Castellani* (p. 8465); Amendement de *M. Malbrant* tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu (p. 8467, 8468); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de *M. Senghor* relatif à la définition des travailleurs et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer [9 décembre 1950] (p. 8897); Article

additionnel: Amendement de *M. Malbrant* tendant à faire communiquer au procureur de la République le bilan des syndicats (p. 8903); Art. 27: Amendement de *M. Martine* tendant à prévoir la mise à la disposition des syndicats de locaux par les gouverneurs [16 décembre 1950] (p. 9211); Art. 28: Amendement de *M. Castellani* tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités des associations professionnelles (p. 9213); Art. 38; Sous-amendement de *M. Castellani* tendant à ne pas exiger de l'employeur un certificat dans tous les cas de congédiement [20 décembre 1950] (p. 9345); Article additionnel: Amendement de *M. Castellani* relatif au droit d'appel attribué au chef du service judiciaire [29 avril 1951] (p. 4303); Art. 198: Son amendement relatif au recours en cassation (p. 4304). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement contre les campagnes d'excitation en Afrique occidentale pour défendre les représentants de la religion catholique [21 avril 1951] (p. 3730). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 7: Amendement de *M. Juglas* tendant à établir le scrutin uninominal à un tour [24 avril 1951] (p. 3892, 3893, 3894); TABLEAUX ANNEXES: Amendement de *M. Caillavet* tendant à rétablir le double collège au Cameroun (p. 3902); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique: Fixation des élections au 17 juin (nécessité de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer) [10 mai 1951] (p. 4959, 4960, 4961, 4963); Son contre-projet tendant à prévoir le vote de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer (p. 4965); Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement (p. 4966, 4967); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (réforme électorale dans les territoires d'outre-mer) [11 mai 1951] (p. 5085, 5086).

#### LAMPS (M. René), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948]

(p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 10824), [*J. O.* du 27 janvier 1948] (p. 848), [*J. O.* du 19 janvier 1949] (p. 765). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réparer en faveur des retraités de l'Imprimerie nationale une injustice commise par Vichy, n° 340. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat C, Imprimerie nationale, n° 1556. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordinaires), Imprimerie nationale, n° 4046. — Le 17 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi attribuant une prime mensuelle de 3.000 francs hiérarchisée aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat ainsi qu'aux militaires à solde mensuelle, aux personnels des collectivités locales et aux retraités de l'Etat et des collectivités locales, n° 5475. — Le 20 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Ministère de l'Education nationale à participer aux frais d'organisation d'une exposition de la Résistance, n° 7232. — Le 28 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une indemnité exceptionnelle de maintien des avantages acquis aux ouvriers de l'Imprimerie nationale, n° 8077. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour

l'exercice 1950, Etat C, Imprimerie nationale, n° 8426 (annexe 30). — Le 29 novembre 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à créer un centre national d'éditions universitaires, n° 8522. — Le 24 janvier 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions exigeant le versement anticipé d'impôts pour les contribuables imposés au titre des revenus des personnes physiques pour une somme supérieure à 10.000 francs, n° 9034. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions exigeant des versements provisionnels sur les impôts dus au titre des revenus des personnes physiques pour les contribuables imposés en 1949 pour une somme supérieure à 10.000 francs, n° 9114. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à maintenir pour les fonctionnaires des localités sinistrées le bénéfice de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence au même taux qu'au 31 décembre 1949, n° 9392. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Fiévez et plusieurs de ses collègues, tendant à imposer au même titre que les salariés, les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du Code du travail, n° 9996. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, n° 10043. — Le 24 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Fiévez et plusieurs de ses collègues, tendant à imposer au même titre que les salariés, les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du Code du travail, n° 10044. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-401 du 3 avril 1950 en vue d'exonérer du droit de timbre exceptionnel sur les véhicules automobiles, les commerçants et industriels forains, n° 10275. — Le 14 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du Code du travail, n° 10287. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à diminuer le prix du sucre par la suppres-

sion des taxes, n° 10609. — Le 20 juillet 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, n° 10679. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 0/0, n° 11170. — Le 28 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951, Finances et affaires économiques, Budget annexe de l'Imprimerie nationale, Crédits concernant le budget annexe de l'Imprimerie nationale, n° 11429. — Le 14 avril 1951, une proposition de loi tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, n° 12844.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Discussion générale* [4 février 1947] (p. 151) ; — sur un projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur*, Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à réduire les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les opérations de guerre* [7 mars 1947] (p. 721) ; Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 730, 732). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils), pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 534 : *Son amendement tendant à réduire de 15 millions de francs les crédits alloués aux mouvements de jeunesse et associations d'étudiants* [25 mars 1947] (p. 1058) ; *le retire* (p. 1059). — Est entendu : sur une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Services civils) [23 mai 1947] (p. 1778, 1779) ; — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947) ;

Art. 150 septième : *Soutient l'amendement de M. Ramette tendant à continuer les versements d'attente aux vieux travailleurs* [30 mai 1947] (p. 1841) ; *le retire* (ibid) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* [22 juillet 1947] (p. 3393, 3394) ; Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires élémentaires* (p. 3395, 3396) ; Chap. 362 : *Entretien des élèves professeurs de l'enseignement* (p. 3416) ; LOI DE FINANCES, Art. 11 : *Traitement des élèves maîtres* (p. 3443). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation de l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1942 ; Article additionnel : *Amendement de M. Meunier tendant à reviser les abattements pour charges de famille* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3864). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République ; Etat A, P. T. T., Chap. 107 : *Service intérieur des bureaux* [7 août 1947] (p. 4073) ; Chap. 111 : *Services techniques spécialisés* (p. 4073, 4074) ; Chap. 117 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour indemnités éventuelles* (p. 4074, 4075) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 245 : *Traitements du personnel des services d'architecture* (p. 4083). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagements de ressources ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rapporter aux bases de l'impôt sur les B. I. C. les provisions pour renouvellement d'outillage, de matériel et de stock* [23 juin 1947] (p. 2371) ; *Son amendement tendant à interdire toute constitution de provision en franchise d'impôt* (p. 2371). — Est entendu : au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement [25 juin 1947] (p. 2446 à 2448) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Douzièmes provisoires pour les crédits militaires*) [30 juillet 1947] (p. 3721) ; — dans la discussion du projet de loi de dégagement de cadres des fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Gresa tendant à l'ajournement des débats* [12 août 1947] (p. 4255, 4256, 4257) ; *Discussion générale* (p. 4268, 4269) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Catégories de fonctionnaires touchées par la loi (Licenciements de caractère politique)* ; *Amendement de M. Toujas tendant à tenir compte du statut des fonctionnaires dans les catégories touchées par la loi* (p. 4272) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi

portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6310) [27 décembre 1947] (p. 6323) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés ; Art. 17 : *Son amendement relatif aux arrérages de l'allocation et au fonctionnement des caisses de paiement* [28 décembre 1947] (p. 6443) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1947 : en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6442) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bissol tendant à accorder aux vieux des nouveaux départements d'outre-mer cette allocation* (p. 6446) ; Art. 4 : *Demande de disjonction de l'article par le Gouvernement* (p. 6447) ; — du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier fiscal et patrimonial* [29 décembre 1947] (p. 6458, 6459, 6463) ; Art. 10 : *Taux et base de l'impôt général sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6574, 6575) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6580) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire le taux du bénéfice imposable pour les professions non commerciales* [3 janvier 1948] (p. 32, 34) ; — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* [5 mars 1948] (p. 1437, 1438) ; Art. 8 : *Exonération des ouvriers à domicile* [7 mars 1948] (p. 1521) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement de M. de Tinguy* [8 mars 1948] (p. 1543, 1544, 1545) ; *Son sous-amendement tendant à diminuer le taux appliqué aux artisans* (p. 1546) ; *Son rappel au Règlement (Application de l'art. 48)* (ibid.) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1922) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 4 : *Son amendement tendant à élever à 84.000 francs l'abattement pour les commerçants soumis au forfait* [22 avril 1948] (p. 2189) ; *Son amendement tendant à augmenter le taux des impôts à 28 0/0 pour les sociétés anonymes* (p. 2189) ; — du projet de loi portant approbation d'une convention entre le Gouvernement et la Banque de France : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2566). — Est entendu

pour un fait personnel (*Prétendus mensonges de M. Maroselli*) [25 juin 1948] (p. 4015). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur suppléant* [2 août 1948] (p. 5223 et suiv.) ; Chap. 100 : *Sa réponse au Ministre de l'Education nationale* (p. 5254, 5255) ; Chap. 133 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5266) ; Chap. 147 : *Auxiliaires du Conservatoire national des Arts et Métiers* (p. 5276) ; Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5276) ; Chap. 153 : *Secrétaires d'orientation professionnelle* (p. 5282) ; Chap. 214 : *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des musées de France* [4 août 1948] (p. 5298) ; Chap. 256 : *Indemnités de résidence* (p. 5300) ; Chap. 260-2 : *Relèvement du taux des heures supplémentaires* (p. 5301, 5302) ; Chap. 260-4 : *Rémunération des élèves des écoles normales supérieures* (p. 5303) ; Chap. 327 : *Matériel des lycées* (p. 5305) ; Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (Enseignement du 1<sup>er</sup> degré)* (p. 5306) ; Chap. 352 : *Fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 5312) ; Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 5324) ; Chap. 409 : *Bourses de l'enseignement technique* (p. 5326) ; Chap. 514 : *Subventions pour l'orientation professionnelle* (p. 5339) ; Chap. 517 : *Subventions aux écoles techniques privées* (p. 5340) ; Chap. 517-1 : *Subventions aux écoles professionnelles de l'aéronautique* (p. 5340) ; Chap. 535 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5347) ; Chap. 546 : *Activité théâtrale* (p. 5349) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Personnel des écoles normales primaires* [14 septembre 1948] (p. 6513) ; Art. 14 : *Disjonction de l'article relatif au recrutement des fonctionnaires* (p. 6522) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6526) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Doyen tendant à ne pas réformer les services de l'Education nationale* [9 août 1948] (p. 5596) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le dépôt du plan de réforme fiscale devant le Parlement avant le 15 novembre 1948* [10 août 1948] (p. 5665, 5666) ; Art. 7 : *Extension de la compétence du pouvoir réglementaire* (p. 5669, 5670) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article*

(p. 5671); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948 (primes de 2.500 fr.) : *Discussion générale* [16 septembre 1948] (p. 6565, 6566); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Pose la question préalable* [18 septembre 1948] (p. 6597, 6598); Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à ne majorer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qu'au-dessus d'un certain chiffre* (p. 6659); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1981); Chap. 106 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 2010); Chap. 132 : *Traitements des professeurs des lycées et collèges* [5 avril 1949] (p. 2024, 2025, 2029); Chap. 137 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel des écoles primaires* (p. 2035); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2483); Chap. 407 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les œuvres sociales en faveur des étudiants* (p. 2486); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Ses explications de vote sur l'article créant un double secteur de l'essence* [25 mai 1949] (p. 2905); Art. 13 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à maintenir la taxe additionnelle sur les incorporations au capital des réserves de réévaluation* [2 juin 1949] (p. 3055, 3056); — du projet de loi relatif à une exposition de la Résistance, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1949] (p. 3150). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident du dépôt de munitions de Fignièrès (Somme) le 29 juin 1949 [13 juillet 1949] (p. 4746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de décrets portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5979); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (*Sa motion refusant le renvoi à la Commission et décidant la discussion immédiate*) [19 décembre 1949] (p. 7005, 7006); *Discussion générale* (*Ses observations sur la fiscalité excessive, la préparation à la guerre, le reclassement des fonctionnaires, la péréquation des retraites, la reconstruction, la subvention à la S. N. C. F., les impôts à établir sur les personnes morales*) [21 décembre

1949] (p. 7073, 7074, 7075, 7076); *Son rappel au règlement (droit à la parole du parti communiste)* [22 décembre 1949] (p. 7175); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à intercaler le qualificatif « maximum »* [26 décembre 1949] (p. 7250); *Amendement de M. Bourghès-Maunoury tendant à reprendre les chiffres d'ensemble fixés par la Commission des finances* (p. 7252); Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires* [27 décembre 1949] (p. 7404); Art. 27 : *Amendement de M. Gabelle tendant à insérer un article réduisant la taxe additionnelle au droit d'apport en société, en cas d'incorporation de la réserve spéciale de réévaluation* [30 décembre 1949] (p. 7613); Art. 28 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements aux articles 28, 32 et 33* (p. 14, 15); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer un emploi de président de chambre* [22 décembre 1949] (p. 7136); *Son amendement tendant à supprimer quatre emplois de conseillers maires* (p. 7136); *Son amendement tendant à supprimer trois emplois d'auditeurs de 2<sup>e</sup> classe* (p. 7136); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 : *Discussion générale* [31 décembre 1949] (p. 7651); Art. 11 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la défense nationale* (p. 7655); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 738, 739, 740); Art. 25 : *Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la majoration de la taxe à la production* (p. 761); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle* [31 janvier 1950] (p. 815, 816); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 4 : *Ouverture de crédits équivalant à six mois de dépenses pour la défense nationale* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 860, 861); Art. 8 : *Evaluation du principal fictif de base pour la contribution des patentes* (p. 862); — d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 885, 886); Article

**unique** : *Son contre-projet supprimant le paiement du tiers provisionnel pour les contribuables payant moins de 10.000 francs d'impôts* (p. 887, 888); *Son contre-projet tendant à réduire l'acompte provisionnel du tiers au quart des sommes dues et à retarder la date d'exigibilité* (p. 888, 889); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à rejeter tout texte contraire aux droits inscrits dans la Constitution* [3 mars 1950] (p. 1859 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Urgence* [28 mars 1950] (p. 2439, 2440); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts pour 1950 : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2639); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art 7 : *Proposition de M. Leenhardt tendant à renvoyer le débat* [28 avril 1950] (p. 3082, 3083); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 mai 1950] (p. 3182). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des P. T. T.*) [3 mai 1950] (p. 3183). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Services de la documentation extérieure et du contre-espionnage, Chap. 1000 : *Amendement de M. E. Hugues tendant à réduire de 1 million les crédits de l'administration centrale (fusion du S. D. E. C. E. et du G. C. R.)* [12 mai 1950] (p. 3663); FINANCES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (principalat des agents gardiens de bureaux)* [16 juin 1950] (p. 4892, 4893); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (création d'un corps d'huissiers-chefs)* (p. 4893); FRANCE D'OUTREMER, Art. 2 : *Annulation de cent millions de crédits pour les dépenses éventuelles en 1950* [31 juillet 1950] (p. 6344); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile, en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1950] (p. 3775); *Contre-projet de M. Bardoux tendant à étendre le texte à d'autres catégories d'artisans* (p. 3780, 3781); *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Faure* (p. 3781, 3782); *Renvoi du débat* (p. 3787, 3788); en qualité de *Rapporteur* [30 mai 1950] (p. 3984, 3985); **Article unique** : *Amendement de M. Bardoux*

*tendant à étendre l'article aux artisans employant une main-d'œuvre familiale ou un seul apprenti* (p. 3987); **Article additionnel** : *Amendement de M. Duquesne tendant à annuler les impositions mises en recouvrement (substituer la taxe professionnelle sur les bénéficiaires aux retenues sur les salaires)* (p. 3989); *Amendement de M. Biscarlet tendant à exempter de la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile* (p. 3989). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor en seconde lecture* [25 mai 1950] (p. 3956). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; **Article unique** : *Recevabilité du contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150 une indemnité spéciale de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4576, 4577, 4578); *Demande de renvoi du débat au mardi 13 juin présentée par M. de Menthon* (p. 4582); *Son rappel au règlement (recevabilité du contre-projet de M. Fagon)* [15 juin 1950] (p. 4839); *Son amendement tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1950* [22 juin 1950] (p. 5156); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Son rappel au règlement* [20 juillet 1950] (p. 5653); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Son droit à la parole)* [21 juillet 1950] (p. 5740); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juillet 1950] (p. 6088); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949 : *Discussion générale* [31 juillet 1950] (p. 6294, 6295); — du projet de loi portant ratification de décrets : *Discussion générale* [31 juillet 1950] (p. 6339, 6340); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [2 août 1950] (p. 6414, 6415, 6416); Art. 56 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif au transfert des crédits pour les cadres du personnel ouvrier* (p. 6452); — du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Fagou tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement destiné à*



la création d'emplois nouveaux [12 décembre 1950] (p. 8928); Article unique: *Régularisation des salaires des ouvriers* (p. 8229); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3130: *Matériel du commissariat général du tourisme (Travaux de Mers-les-Bains)* [19 décembre 1950] (p. 9270, 9271); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement: *Contre-projet de M. Jacques Duclos tendant à fixer à 340 milliards le budget militaire* [28 décembre 1950] (p. 9738, 9739, 9740, 9742); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951: *Son rappel au règlement (Distribution du rapport)* [30 décembre 1950] (p. 9882); Art. 14: *Sa demande de disjonction de l'article prorogeant les décimes exceptionnels* (p. 9885); Art. 18: *Son amendement tendant à supprimer les acomptes provisionnels* (p. 9886); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951: *Discussion générale* [31 décembre 1950] (p. 9952); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Sa motion incidente demandant le renvoi à la Commission des finances* [2 février 1951] (p. 694, 695). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Sa demande de scrutin sur le procès-verbal*) [2 février 1951] (p. 709). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6: *Son amendement tendant à ne permettre l'appareillement qu'entre deux listes seulement* [19 mars 1951] (p. 2154); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat pour discuter de la grève des transports parisiens* [21 mars 1951] (p. 2305); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951: *Sa proposition de suspendre le débat* [21 mars 1951] (p. 2314); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2316); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République; Art. 3: *Renvoi de l'article à la Commission* [21 mars 1951] (p. 2444), en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 2444); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'emplois d'aides-commis)* [3 avril 1951] (p. 2578, 2579); *Son amendement tendant à réduire de*

*1.000 francs les crédits de ce chapitre (Statut des agents mécanographes)* (p. 2579); Chap. 1020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités et allocations diverses (Indemnités d'insalubrité pour les ouvriers)* (p. 2580); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 6000: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les fonds secrets* (p. 2612); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: *Son rappel au règlement (Respect de l'ordre du jour)* (p. 2632); FINANCES, Charges communes, Article additionnel: *Son amendement relatif aux ouvriers de l'Imprimerie nationale licenciés par le Gouvernement de Vichy* [16 mai 1951] (p. 5237). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des baux commerciaux*) [4 avril 1951] (p. 2668). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la contre-partie de l'aide américaine* [19 avril 1951] (p. 3550); Art. 10: *Amendement de M. Michel tendant à affecter 2.755 millions au pécule des prisonniers de guerre* (p. 3562); Art. 16: *Amendement de M. Paumier tendant à substituer « à chaque année » les mots: « à partir de 1952 »* (p. 3596); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 42: *Son amendement tendant à interdire l'extension des magasins à prix unique et des camions bazar* [21 mai 1951] (p. 5621); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951: *Discussion générale* [30 avril 1951] (p. 4353); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à supprimer l'article prorogeant la loi du 27 mars 1951* (p. 4357); *Amendement de M. Gosset relatif aux réserves constituées par les entreprises de presse* (p. 4358); Art. 8: *Son amendement tendant à interdire l'augmentation des effectifs militaires* (p. 4360); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 1<sup>er</sup>: *Son contre-projet tendant à réduire de 25 milliards les dépenses militaires* [5 mai 1951] (p. 4612, 4613, 4614); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1060: *Abattements sur le personnel du Haut Commissariat* (p. 4614, 4615); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 4615); AGRICULTURE, Chap. 5220: *Son rappel au règlement (Oppose l'article 48 du règlement)* (p. 4619); FINANCES, Chap. 0710: *Sa demande de disjonction de l'abattement sur les pensions militaires* [7 mai 1951] (p. 4754); Chap. 6430: *Sa demande de disjonction de*

*l'abattement sur les dépenses éventuelles proposées par les parlementaires* (p. 4754); Chap. 1000 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur l'administration centrale (Titularisation des auxiliaires)* (p. 4755); JUSTICE, Chap. 1070 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur les tribunaux de première instance* (p. 4762); RECONSTRUCTION, Chap. 4070 . *Sa demande de disjonction de l'abattement sur le personnel des services de logement* [8 mai 1951] (p. 4801); Art. 16 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la taxe sur les logements insuffisamment occupés* [9 mai 1951] (p. 4895); Art. 5 bis : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 3 milliards d'économies par décret* (p. 4897); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* (p. 4900); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4901); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Amendement de M. Thuillier tendant à reprendre l'abattement du Conseil de la République sur la subvention au Centre national de cinématographie* [18 mai 1951] (p. 5463); Art. 9 : *Amendement de M. Thuillier relatif au financement du Centre national du cinéma* (p. 5488); Art. 17 : *Son amendement tendant à substituer le 31 mai au 31 décembre 1951* (p. 5489). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Petit nombre des présents*) [6 mai 1951] (p. 4674, 4672). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reports de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950 : *Discussion générale* [9 mai 1944] (p. 4908); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Son rappel au règlement (Suite du débat)* [12 mai 1951] (p. 5123); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 23 : *Motion de M. Tourné tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour* [18 mai 1951] (p. 5448); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5492, 5493, 5501, 5502); *Proposition du Gouvernement de trier les amendements* (p. 5504); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction fixant des maxima de dépenses* (p. 5505); Art. 5 : *Son amendement tendant à considérer les apprentis comme des personnes à charge* (p. 5510); Art. 6 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à porter l'abattement à la base à 240.000 francs et à augmenter*

*le taux pour les gros revenus* (p. 5510); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer la pénalité de 10 0/0 en cas de retard de paiement des impôts* (p. 5514); Art. 10 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article portant amnistie fiscale* (p. 5515); Art. 12 : *Amendement de M. Paumier tendant à porter à 36 0/0 le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 5517); Art. 14 bis : *Amendement de M. Meck tendant à soustraire les communes à l'impôt sur les sociétés* (p. 5518); Art. 14 septièm : *Son amendement tendant à disjoindre l'article établissant une taxe unique sur les viandes* (p. 5524, 5525); Article additionnel : *Son amendement tendant à diminuer les charges fiscales des artisans* (p. 5548); *Son amendement tendant à ne pas comprendre parmi les salaires la rémunération des apprentis* (p. 5548); *Amendement de M. Poamadère relatif aux artisans des stations saisonnières* (p. 5549); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 14 nonièm : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre la date du 1<sup>er</sup> septembre 1951 pour la taxe sur le vin* [22 mai 1951] (p. 5745); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Exemptions d'impôts accordées aux écoles libres par l'article 14 sexièm)* (p. 5749). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Vote par correspondance pour les fonctionnaires et salariés en congé payé*) [22 mai 1951] (p. 5713). — Prend part à la discussion du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article exonérant de certaines taxes les écoles libres* [22 mai 1951] (p. 5754); Art. 38 bis : *Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* (p. 5757); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 13 : *Sa demande de disjonction de l'article exonérant de taxes les boîtes de nuit* [22 mai 1951] (p. 5767); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article exonérant de taxes les écoles libres* (p. 5768); Art. 23 : *Son amendement tendant à appliquer l'article à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952* (p. 5768); Art. 48 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la fixation de certains droits d'entrée par arrêtés* (p. 5768); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Exonérations en faveur de l'enseignement privé)* (p. 5771). — Est entendu sur un incident (*Paroles de MM. Durroux et Faure, vis-à-vis du Parti communiste*) [22 mai 1951] (p. 5775).

**LANDRY, Député de la Corse.**

Son élection est validée [21 mai 1951] (p. 5584).

**LANIEL (M. Joseph), Député du Calvados.**

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*  
*Secrétaire d'Etat aux Finances*  
*(Economie nationale)*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1948] (p. 6610), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), [7 décembre 1948] (p. 7390) ; du Conseil d'administration de la Caisse autonome de Reconstruction [13 mai 1948] (p. 2564).

**Dépôts :**

Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, **n° 1340**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles) Etat A, Reconstruction et urbanisme, **n° 1556**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1947, d'un crédit de 80 millions de francs pour participation de la France à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, **n° 2192**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à permettre en matière d'impôts directs la déduction du salaire de la femme mariée travaillant avec son conjoint (ou du salaire du conjoint travaillant avec sa femme chef d'en-

treprise), **n° 2577**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale : 1° du compte d'emploi des crédits et emprunts obtenus par l'Etat de l'étranger, et notamment des Etats-Unis ; 2° du compte d'apurement des créances de l'Etat sur les cessionnaires de matériel et marchandises importées, **n° 2919**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi instituant une Caisse autonome de la reconstruction, **n° 3850**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) Reconstruction et urbanisme, **n° 4046**. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à un nouvel examen du projet de construction d'un tunnel sous la Manche, **n° 5023**. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Reconstruction et de l'urbanisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6517**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Thiriet, portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948, instituant une Caisse autonome de la reconstruction ; 2° de M. Crouzier, portant modification de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948, instituant une Caisse autonome de la reconstruction, **n° 7936**. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire effectuer d'urgence les travaux de mise hors d'eau et faire voter les crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Fervagues, près Lisieux (Calvados) **n° 8252**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. Etat A. Reconstruction et Urbanisme, **n° 8426 (annexe n° 24)**. — Le 20 janvier 1950, un avis au nom

de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 9017. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder une aide immédiate de 150 millions aux victimes de l'ouragan qui a dévasté la région de Fervaques (près Lisieux), n° 9257. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 3 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu le 21 janvier 1950 au bâtiment de l'O.N.C.O.R. à Caen, n° 9289. — Le 10 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 9909. — Le 9 juin 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10239. — Le 20 juillet 1950, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10680. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Reconstruction et Urbanisme), n° 10700. — Le 10 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de MM. Penoy et Blocquaux tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires ; 2° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de réglementer la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques ; 3° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de leur loyer les sinistrés

logés en baraques, n° 11238. — Le 6 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et Urbanisme), n° 11515. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11942) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11045) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et Urbanisme), n° 12246. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer d'une manière uniforme, au 1<sup>er</sup> octobre 1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de Résistance (reconnaissance de réseaux ou d'unités ; demandes de certificats d'appartenance aux F.F.C., F.F.L., F.F.I., R.I.F., d'attributions de grades d'assimilation dans ces groupements ; propositions de récompenses, etc.) ; 2° à fixer au 31 décembre 1951 la date à laquelle devront être prises et publiée au *Journal Officiel* — pour celles qui doivent l'être — les décisions consécutives à ces propositions, la date du 31 décembre 1951 devant marquer la clôture définitive des opérations administratives concernant la Résistance, à l'exception de celles à titre posthume, n° 12637.

### Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, *Discussion générale* : Ses observations sur : *le déficit, la déflation économique, la taxation d'office* [21 décembre 1946] (p. 208) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, EQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) ; en qualité de *Rapporteur* ; Art. 5 : *Mise en application de la loi sur les dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 310). — Est entendu au cours du débat sur la déclaration de

M. Paul Ramadier désigné comme Président du Conseil (*Politique française en Indochine. — Nationalisations. — Liberté de la presse. — Ministère de la Défense nationale*) [21 janvier 1947] (p. 30). — Son ordre du jour pur et simple déposé à la suite de l'interpellation de M. Capitant sur la composition du Cabinet [28 janvier 1947] (p. 52). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Discussion générale* [4 février 1947] (p. 151); Art. 80 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en vue de prendre en recettes au budget général toutes taxes et impositions instituées au profit d'organismes particuliers, publics ou semi-publics, dotés de l'autonomie financière* [7 février 1946] (p. 263); le retire (p. 264); — au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 632, 633, 634); Art. 3 : *Son amendement tendant à ce que soit placée au premier rang de l'urgence, l'œuvre de la reconstruction* [6 mars 1947] (p. 674); Art. 29 : *Son amendement tendant à attribuer au Ministère de la Reconstruction les sommes économisées sur les chapitres ne paraissant pas de première urgence* (p. 680, 681); *Son exposé sur l'ensemble* [7 mars 1947] (p. 783). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1462, 1463); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Pose la question préalable* [23 juin 1947] (p. 2330, 2331); la retire (p. 2331); Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gozard relatif à la limitation des dividendes* (p. 2382). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Complots armés contre la République*) [2 juillet 1947] (p. 2638). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1947] (p. 3227, 3228, 3229); Chap. 404 : *Indemnités de réquisitions* (p. 3263); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget

général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3747, 3748). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 80 millions pour participation à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation : en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3827); — du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3829); — du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4837, 4838). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4968); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5986, 5987). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa demande de pointage d'un scrutin* [22 décembre 1947] (p. 6168). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6484, 6485); Art. 4 : *Mesures permettant la construction de voies de communication d'outillage et d'installations d'intérêt général* [30 décembre 1947] (p. 6508); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à permettre aux sinistrés d'imputer sur le prélèvement les sommes dues par l'Etat* [3 janvier 1948] (p. 41, 42); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 72, 73); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 244, 245); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Son rappel au règlement* [29 janvier 1948] (p. 290); — de propositions de loi relatives à l'abrogation du prélèvement exceptionnel; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* [5 mars 1948] (p. 1435, 1436); — du projet de loi créant une Caisse autonome de la reconstruction : en qualité de *Rapporteur*

[19 mars 1948] (p. 1995, 1996); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; RECONSTRUCTION ET URBANISME : en qualité de *Rapporteur spécial* [17 juillet 1948] (p. 4759, 4760); Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* [18 juillet 1948] (p. 4779); Chap. 3023 : *Demande du Gouvernement de rétablissement de crédits pour regroupement des délégations départementales* (p. 4779); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* (p. 4786); Chap. 502 : *Amendement de M. Létourneau tendant à rétablir les crédits prévus pour la Fondation française du bâtiment* (p. 4787, 4788); Chap. 6045 : *Vulgarisation et documentation* (p. 4791) — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* des 27 et 28 juillet 1948, p. 7363 et 7426).

**En cette qualité :**

Prend part à la suite de la discussion du projet de loi ci-dessus; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100 : *Ses observations sur la répartition des matières premières* [31 juillet 1948] (p. 5184); *et sur la politique économique* [2 août 1948] (p. 5190, 5191); Chap. 102 : *Sa demande de rétablissement de crédits pour l'administration centrale* (p. 5192); Chap. 106 : *Commissaires et secrétaires aux prix* (p. 5193); Chap. 108 : *Contrôleurs d'Etat* (p. 5193, 5194); Chap. 109 : *Expansion économique à l'étranger* (p. 5194); Chap. 115 : *Service d'importation et exportations (Impex)* (p. 5195); Chap. 118 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du Contrôle économique (Décentralisation régionale)* (p. 5196); Chap. 124 : *Institut national de la Statistique* (p. 5197); Chap. 126 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 5 millions les crédits pour la Commission des approvisionnements en Grande-Bretagne* (p. 5198); *Sa demande de rétablir les crédits prévus pour ce chapitre (ibid.)*; Chap. 128-2 : *Représentation commerciale en Allemagne* (p. 5199); Chap. 312 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement du Contrôle économique* (p. 5200); Chap. 501 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à rétablir les crédits pour les foires à l'étranger* (p. 5201); Chap. 507 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à supprimer la subvention au Centre national d'in-*

*formation économique* (p. 5202); Chap. 601 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Commissions d'études du coût de la vie* (p. 5202). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions passées avec la Banque de France (Or récupéré en Allemagne): *Discussion générale* [7 août 1948] (p. 5508); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord économique franco-américain; Art. 3 : *Amendements de M. Leenhardt relatifs à la constitution d'une commission mixte d'application des crédits provenant du plan Marshall* [19 août 1948] (p. 6002); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la Production industrielle pour 1947 (Subventions) : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6115); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisations de dépenses pour 1948 (Subventions); Article unique : *Amendement de M. Valentino tendant à accorder une subvention de 500 millions à la Caisse centrale de la France d'outre-mer* [23 août 1948] (p. 6128); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai pour les décrets mettant fin à ce privilège* [26 août 1948] (p. 6335); Art. 2 : *Amendement de M. Guillon tendant à rejeter la convention du 10 juillet 1947* (p. 6336); *Amendement de M. Dureau tendant à approuver la convention, mais en calculant différemment le prix de rachat des actions* (p. 6336); — du projet de loi portant création d'un Institut d'émission de l'Indochine : *Question préalable posée par M. Pronteau* [26 août 1948] (p. 6350).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [23 décembre 1948] (p. 7887, 7888, 7889); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'intérêt pour la construction d'habitations à bon marché* [15 février 1949] (p. 597); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1949] (p. 1788); Chap. 310 : *Amendement de M. Fagon tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du*

matériel automobile (p. 1792); Chap. 501 : *Subventions aux centres scientifiques et techniques du bâtiment* (p. 1792); Chap. 610 : *Frais du Crédit foncier pour étude et réalisation de prêts complémentaires* (p. 1792, 1793); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la politique économique pratiquée depuis 1945, la baisse mondiale des prix, le besoin des collectivités locales)* [23 mai 1949] (p. 2841, 2842, 2843). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5776, 5777). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre budgétaire et la nécessité d'une réforme fiscale)* [21 décembre 1949] (p. 7109, 7110); *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7234); Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits de la Reconstruction de 100 milliards* [26 décembre 1949] (p. 7314); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7599, 7600); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 5); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 734, 735); — du projet de loi relatif aux investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : *Son amendement tendant à porter de 37 à 45 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3069, 3070, 3071); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* [13 juin 1950] (p. 4689, 4690); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4694); Chap. 1060 : *Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour rémunération de concours extérieurs* (p. 4697); Chap. 1090 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 4698);

Chap. 1140 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de surveillance, présentée par le Gouvernement* (p. 4699); Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction* (p. 4714); Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique du bâtiment* (p. 4718); — du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France; Article unique : *Ratification de l'accord conclu au sujet de la réévaluation du stock d'or* [2 août 1950] (p. 6526, 6527); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Son ordre du jour demandant une politique plus ferme en Indochine* [22 novembre 1950] (p. 8046); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8434, 8435); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1950] (p. 9104); Chap. 4070 : *Amendement de M. Midol tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services du logement* [15 décembre 1950] (p. 9166); Chap. 5010 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au Centre scientifique du bâtiment* (p. 9170, 9174); Chap. 6080 : *Amendement de M. Poulain tendant à rétablir le chiffre demandé par le Gouvernement pour documentation et vulgarisation* (p. 9180); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9930, 9931). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Sa demande de suspension de séance* [9 mars 1951] (p. 1797); *Motion de M. Delcos investissant M. Queuille* (p. 1811); — à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3391, 3392). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275), [7 septembre 1948] (p. 6439). = Obtient un congé [7 septembre 1948] (p. 6439).

**LAPIE (M. Pierre-Olivier)**, *Député de*  
*Meurthe-et-Moselle.*

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre de l'Education nationale.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre de l'Education nationale.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299). Est nommé secrétaire de cette Commission [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention économique européenne et du programme du relèvement européen (application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (F. n° 527). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1946) [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 496).

### Dépôts :

Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à l'interdiction des contrats de fournitures exclusives de bières et autres boissons, intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locataires ou gérants de débits de boissons, n° 1760. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de la taxe minière, en ce qui concerne le minerai de fer, prélevée au profit des communes et des départements, et à modifier l'assiette de cette taxe, n° 3987. — Le 19 mai 1948, une proposition de résolution tendant à adresser un hommage de sympathie au nouvel

Etat d'Israël, n° 4249. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948, n° 4816. — Le 26 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer la Nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le dixième anniversaire de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik, n° 8844. — Le 31 juillet 1950, un projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, n° 10831. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à attribuer au Ministre de l'Education nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la mort de Balzac, n° 11004. — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant création d'un établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, n° 12604. — Le 11 mai 1951, un projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, n° 13211.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Léon Blum) (J. O. du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères* [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Intervient dans la discussion : des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou : *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen, la France ayant priorité sur l'Allemagne* [26 juillet 1947] (p. 3611) ; — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5032, 5033). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Contre la clôture de la discussion (Ses observations sur l'Espagne, le plan Marshall, les problèmes allemands et soviétiques)* [11 mars 1948] (p. 1663, 1664, 1665) ; — de la proposition de résolution

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.



rendant hommage à M. Jean Masaryk, *Ministre des Affaires étrangères* de Tchécoslovaquie : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1668) ; — de la proposition de résolution adressant un hommage de sympathie au nouvel Etat d'Israël : *Sa demande de discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2743) ; en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1948] (p. 2780, 2781) ; — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour* [16 juin 1948] (p. 3581 et suiv.) ; — des projets de loi portant ratification de trois actes internationaux : en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4287, 4288, 4289) ; — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Bonte et Capitant* [2 décembre 1948] (p. 7366, 7367). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des résolutions de la Conférence des cinq sur la constitution de l'Union européenne [4 février 1949] (p. 380). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [25 février 1949] (p. 940), [2 mars 1949] (p. 1124, 1130, 1131) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1891) ; — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4407) ; — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5233, 5234, 5235, 5236, 5237). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les accords de Bonn, les réparations, la sécurité française et le contrôle de l'économie allemande)* [25 novembre 1949] (p. 6318, 6319, 6320) ; — d'une proposition de résolution relative à la commémoration de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3393, 3394) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 ; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour construction de logements militaires* [10 mai 1950] (p. 3513) ; *le retire* (p. 3514) ; Etat A, AIR, Chap. 900 : *Son amendement*

*tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux et installations de bases (terrain d'Essey-les-Nancy)* [10 mai 1950] (p. 3531, 3532) ; *le retire* (ibid.) ; Etat A, MARINE, Chap. 9062 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (hélicoptères)* (p. 3589). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Tunisie [5 juin 1950] (p. 4248). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur le cadre complémentaire des affaires étrangères, les conférences internationales, la création de légations nouvelles)* [20 juin 1950] (p. 5051, 5052, 5053) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Administration académique (Reclassement des Recteurs d'Académies)* [23 juin 1950] (p. 5222, 5223) ; Chap. 1370 : *Personnel des lycées et collèges (Directrices de collèges)* (p. 5228) ; en qualité de *Ministre de l'Education nationale* ; Chap. 1430 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs le traitement des instituteurs des écoles primaires (Statut des instituteurs auxiliaires)* [17 juillet 1950] (p. 5465, 5466) ; Chap. 1440 : *Suppléances dans les écoles primaires* (p. 5466) ; Chap. 1450 : *Indemnités dans les écoles primaires (Ecoles d'application temporaires)* (p. 5467) ; *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Postes déshérités)* (p. 5468) ; Chap. 1460 : *Allocation aux médaillés de l'enseignement primaire* (p. 5469) ; Chap. 2120 : *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bibliothèques nationales de Paris (Reclassement des gardiens de bibliothèques)* (p. 5492, 5493) ; Chap. 2340 : *Personnel des archives de France* (p. 5493) ; Chap. 2490 : *Hygiène scolaire* (p. 5495) ; Chap. 2500 : *Indemnités de résidence (Zones de salaires)* (p. 5496) ; Chap. 2540 : *Réglementation relative aux fonctionnaires suspendus de leurs fonctions* (p. 5496) ; *Amendement de M. Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 5497) ; Chap. 3130 : *Indemnités de déplacement des inspecteurs d'académie* (p. 5497, 5498) ; Chap. 3170 : *Observatoire et Institut de Physique du Globe* (p. 5498) ; Chap. 3240 : *Examens et concours de l'enseignement secondaire* (p. 5498, 5499) ; Chap. 3250 :

*Amendement de Mme Lamblin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stage de l'enseignement secondaire (Certificat d'aptitude pédagogique)* (p. 5500); Chap. 3280 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire* (p. 5501, 5502); Chap. 3290 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des lycées* (p. 5502); Chap. 3310 : *Amendement de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement de l'enseignement agricole* (p. 5503); Chap. 3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 5506, 5507); Chap. 3400 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux manuels dans l'enseignement du premier degré* [18 juillet 1950] (p. 5519); Chap. 3590 : *Matériel de l'hygiène scolaire* (p. 5526, 5527); Chap. 3600 : *Enseignement dans la France d'outre-mer (Problèmes scolaires en Afrique du Nord)* (p. 5528, 5529); Chap. 3610 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la cinématographie de l'enseignement* (p. 5529); Chap. 3620 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves-professeurs de l'enseignement* (p. 5530, 5531); Chap. 3680 : *Construction de collèges du second degré (Centres régionaux d'éducation physique)* (p. 5532); Chap. 3728 : *Manufacture nationale de Sèvres* (p. 5537); Chap. 3736 : *Restauration des Musées de France* (p. 5538); Chap. 3738 : *Bibliothèques de l'Institut* (p. 5538); Chap. 3747 : *Conservation des ruines d'Oradour-sur-Glane* (p. 5539); Chap. 3780 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à réduire de 1 million les crédits pour la restauration des monuments historiques privés* (p. 5540); Chap. 3810 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les palais nationaux (Grand Palais)* (p. 5540, 5541); Chap. 3840 : *Conservation du Château de Versailles* (p. 5541); Chap. 3880 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de voyages des fonctionnaires d'outre-mer en congé* (p. 5541); *Reconstruction de la casa Valasquez à Madrid* (p. 5542); Chap. 4020 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 5544); Chap. 4040 : *Prêt d'honneur aux étudiants* (p. 5545); Chap. 4060 : *Œuvres sociales pour les étudiants (Cité Uni-*

*versitaire de Paris)* (p. 5547); Chap. 4150 : *Bibliothèque circulante* (p. 5558); Chap. 4181 : *Allocations de logement* (p. 5558); Chap. 4200 : *Secours aux fonctionnaires, retraités, veuves et orphelins* (p. 5559); Chap. 5040 : *Subventions aux universités* (p. 5561); Chap. 5180 : *Aide aux internats du second degré* (p. 5561); Chap. 5400 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de un franc les crédits pour l'organisation d'épreuves de masse (Meeting pour la paix sur la Côte d'Azur)* (p. 5571); Chap. 5410 : *Œuvres post-scolaires et associations d'éducation populaire* (p. 5573); Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* [19 juillet 1950] (p. 5589); Chap. 5490 : *Amendement de Mlle Rumeau et de M. Audeguil tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits sur l'activité théâtrale (Décentralisation provisoire)* (p. 5594, 5595); Chap. 5550 : *Amendement de M. Chevallier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux Musées de France* (p. 5597); Chap. 5640 : *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir une subvention au comité français pour la création d'une université européenne* (p. 5607); Chap. 6190 : *Commissions et comités techniques paritaires* (p. 5611, 5612); Chap. 1370 : *Personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1950] (p. 5799); Chap. 4070 : *Contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* (p. 5800); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 4070 : *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale supprimant la contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* [4 août 1950] (p. 6711, 6713); Chap. 5370 : *Subventions aux camps et colonies de vacances* (p. 6714). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de la rubrique d'un chapitre du budget de l'Education nationale*) [17 juillet 1950] (p. 5482). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5648, 5649); — d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6565, 6567). — Répond à une question : de M. Minjoz relative à l'insuffisance des crédits

alloués pour les bourses d'enseignement [3 novembre 1950] (p. 7429, 7430); — de M. Pierre-Henri Teitgen relative aux enquêtes sur les candidats à des postes dans l'enseignement public [17 novembre 1950] (p. 7876, 7877). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7946); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [16 décembre 1950] (p. 9236), [20 décembre 1950] (p. 9359); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne relatif aux instituteurs restés à la disposition de leur académie* (p. 9361); *Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats* (p. 9362); *Sa demande de suspension de séance* (p. 9364); Art. 2 bis : *Amendement de Mme Guérin tendant à supprimer l'article prévoyant des suppléants éventuels sur la liste des suppléants permanents* (p. 9368); Art. 3 : *Situation scolaire à la Guadeloupe* (p. 9369); Art. 4 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à fixer la rémunération mensuelle à 120 0/0 du minimum vital* (p. 9371); Art. 9 : *Amendement de M. Signor tendant à appliquer la loi un mois après promulgation* (p. 9372, 9373). — Répond à une question : de M. Airoldi relative à l'enquête menée sur l'enseignement d'un professeur d'histoire [22 décembre 1950] (p. 9496); — de M. Palewski relative à l'accès au parc de Versailles [22 décembre 1950] (p. 9497); — de M. Dumas relative au paiement des traitements du personnel des collèges de la Seine [23 février 1951] (p. 1562); — de M. Desson relative à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère frontalière [23 février 1951] (p. 1564, 1565). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [6 mars 1951] (p. 1762). = Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 900: *Frais d'études des travaux d'équipement (Collège de Champagnolles)* [11 avril 1951] (p. 3094); Chap. 9380 : *Amendement de Mme Vaillant-Couturier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'en-*

*seignement primaire* (p. 3097); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Décentralisation théâtrale, enseignement agricole, médersas algériennes, enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine, création d'une faculté de médecine à Reims, écoles laïques, écoles préparatoires de médecine, subventions aux écoles de droit de Caen, enseignement en Algérie* [20 avril 1951] (p. 3631, 3632, 3635, 3636, 3639, 3640, 3644, 3651, 3654, 3662, 3663); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine)* (p. 3672); *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes de rendement)* (p. 3674); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Sort des agents de l'Administration centrale)* (p. 3674); Chap. 1070 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration académique (Services extérieurs)* (p. 3675); *Statut des inspecteurs d'académies* (p. 3675, 3676); *Amendement de M. Thamier tendant à supprimer les crédits de ce chapitre (Reclassement des inspecteurs d'académies)* (p. 3676); *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports)* (p. 3676, 3677); *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Statut du personnel des inspections académiques)* (p. 3677); Chap. 1090 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auxiliaires des territoires d'outre-mer* (p. 3678); Chap. 1100 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités dans l'Administration académique (Indemnités de bureaux)* (p. 3678); Chap. 1110 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des universités (Reclassement des professeurs des universités)* (p. 3680); Chap. 1120 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des universités (Préparateurs)* (p. 3681); Chap. 1140 : *Ecoles normales supérieures* [21 avril 1951] (p. 3704); Chap. 1360 : *Création de postes dans l'enseignement secondaire et création du cadre unique* (p. 3707); *Amende-*

ment de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du second degré (Surveillants généraux des lycées) (p. 3710); Chap. 1380 : Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales (Traitements des élèves-maîtres) (p. 3711); Chap. 1410 : Ecoles primaires (Création de postes) (p. 3713); Amendement de Mlle Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires) (p. 3731); Amendement de M. J. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Instituteurs chargés d'écoles à classe unique) (p. 3732); Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Congés de maladie) (p. 3732, 3733); Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Professeurs de cours complémentaires) (p. 3733); Chap. 1430 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de suppléances des écoles primaires (Statut des suppléants) (p. 3734); Chap. 1440 : Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux écoles primaires élémentaires (Taux des études surveillées) (p. 3735, 3736); Amendement de M. Billières tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Classe temporaire d'application) (p. 3736); Chap. 1830 : Personnel du mobilier national, des manufactures de Sèvres et des Gobelins (p. 3750); Chap. 2050 : Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des bibliothèques (Reclassement des gardiens) (p. 3751); Chap. 2190 : Personnel auxiliaire des bibliothèques (Bibliobus) (p. 3752); Chap. 2280 : Direction de l'architecture (p. 3753); Chap. 2380 : Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'hygiène scolaire (p. 3754); Chap. 2390 : Indemnités de résidence (p. 3755); Chap. 2420 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour fonctionnaires suspendus de leurs fonctions (Répression dans l'enseignement) (p. 3756, 3757); Chap. 3120 : Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des quatre écoles normales supérieures (p. 3788); Chap. 3270 : Amendement de Mme Hertzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la répa-

ration des lycées (Lycée de Nanterre) (p. 3790); Chap. 3390 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 10 millions les crédits pour les écoles nationales de perfectionnement (Etablissements de Crotenay) (p. 3807); Chap. 4010 : Amendement de M. Biscarlet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales (p. 3809, 3810); Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3810); Chap. 4020 : Amendement de M. Gau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement supérieur (Bourses aux étudiants de facultés libres) (p. 3811); Amendement de M. Giovani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Insuffisance des bourses) (p. 3811); Chap. 4060 : Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (Cité universitaire) (p. 3813); Chap. 4180 : Amendement de Mlle Lamblin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation logement (Constructions scolaires) (p. 3815); Chap. 5440 : Amendement de M. Cogniot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à l'enseignement et à la production artistique (p. 3817); Chap. 5450 : Subventions au Conservatoire national de musique (p. 3817); Chap. 5480 : Amendement de M. July tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les théâtres nationaux (Opéra) (p. 3819); Chap. 5620 : Œuvres complémentaires de l'école (Ligue laïque de l'enseignement) (p. 3821); Art. 3 : Amendement de M. Viatte tendant à transformer les observatoires en établissements publics autonomes (p. 3823); Article additionnel : Amendement de M. Jean-Moreau tendant à autoriser la Caisse des écoles privées (p. 3824); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4020 : Bourses de l'enseignement supérieur (Bourses aux étudiants démobilisés) [22 mai 1951] (p. 5662); Chap. 4070 : Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif à la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants (p. 5662); Chap. 4080 : Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires (p. 5663); Chap. 5500 : Amendement de M. Giovani tendant à disjoindre le chapitre relatif aux activités théâtrales (p. 5665); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supé-

rieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5127, 5131, 5132); *Contre-projet de M. Allonneau tendant à établir un présalaire proportionnel au traitement des fonctionnaires* (p. 5132, 5133).

**LAREPPE (M. Pierre), Député des Ardennes.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

**Dépôts :**

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour fournir des engrais en quantités suffisantes aux propriétaires des terres de l'Est dépossédés par application du système de culture allemand dénommé W. O. L., n° 603. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'exportation des matériaux de construction, n° 881. — Le 28 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles visant à procéder à un règlement équitable et rapide des indemnités dues aux victimes d'accidents causés par les armées françaises, alliées et allemandes sur leurs personnes et dans leurs biens, n° 1139. — Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Lareppe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'exportation des matériaux de construction, n° 1270. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Penoy et Blocquaux tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux habitants du département des Ardennes la qualité d'évacués par ordre afin de les faire bénéficier de certaines dispositions spéciales

accordées aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1987. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Pflimlin et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national ; 2° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 2182. — Le 17 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement et dans les plus brefs délais les sinistrés et spoliés indemnisés de leurs dommages de guerre en billets de 5.000 francs, n° 3415. — Le 27 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ordonner une action en justice sur les responsabilités de la tragédie du maquis des Manises à Revin (Ardennes), n° 3610. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — le projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 ; II. — la proposition de loi de M. Mondon et plusieurs de ses collègues portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5251. — Le 25 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. — le projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour rendre effective la garantie de l'Etat accordée à certaines catégories de spoliés par l'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur

la nullité des actes de spoliation (Nouvelle rédaction présentée par la Commission, le 30 décembre 1948) **n° 5385**. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Crouzier tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 2° de M. Westphal, conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 5695**. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Mondon tendant à compléter l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 5696**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en étendant le bénéfice des indemnités de déménagement aux locataires et occupants temporairement exclus de locaux sinistrés, **n° 6420**. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 6773**. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 6900**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 7929**. — Le 16 décembre 1949, une proposition de loi tendant à permettre à certaines catégories de locataires professionnels

sinistrés (artisans, commerçants, industriels) de céder leur droit au bail sans avoir par avance procédé eux-mêmes à la réinstallation de leur fonds, **n° 8750**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 9595**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la Reconstruction et des Dommages de guerre en 1948; Art. 6 : *Prorogation des dispositions en vigueur en faveur des agriculteurs sinistrés* [30 décembre 1947] (p. 6509); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 802 : *Reconstitution du cheptel dans les Ardennes* [25 février 1948] (p. 1057); — d'une proposition de résolution de M. René Schmitt relative à la législation sur les dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1948] (p. 1063). — Dépose une demande d'interpellation sur la garantie donnée par le Gouvernement à la liberté des citoyens et les sanctions prises contre les tortionnaires d'un patriote interné dans une maison d'aliénés [16 juillet 1948] (p. 4718). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 310 : *Enquêtes de la Sûreté nationale (Cas de M. Noiret)* [27 juillet 1948] (p. 4927, 4928); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à réserver aux personnes morales le paiement par titres* [23 décembre 1948] (p. 7917, 7918); Art. 12 : *Son amendement tendant à faire accepter ces titres en paiement d'impôts* (p. 7922); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1948] (p. 8074, 8075), [30 décembre 1948] (p. 8152); — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur*

[28 décembre 1948] (p. 8076); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2176); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 100 : *Réduction du personnel du cadre temporaire* [30 mars 1949] (p. 1895); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2184); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4209); — du projet de loi portant suppression des Cours de justice; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article abrogeant les Chambres civiques* [5 juillet 1949] (p. 4224); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 48 : *Son amendement tendant à prévoir sur le montant des emprunts 10 milliards pour les spoliés* [27 décembre 1949] (p. 7430, 7431); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6728); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hénault tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux commis par les services civils* (p. 6730, 6732).

**LARIBI (M. Ghalamallah)**, *Député d'Oran* (2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 116). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [21 mars 1950] (p. 2202); de la Com-

mission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348); du Conseil supérieur de la Sécurité [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la réforme administrative [8 août 1947] (p. 4109). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôt :

Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Serre relative à l'établissement de l'égalité civile et de la justice sociale entre les travailleurs métropolitains, musulmans et indigènes des secteurs publics et privés, n° 2287.

#### Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Lespès sur la gestion des entreprises nationalisées [5 juin 1947] (p. 1915). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 9 : *Amendement de M. Fayet tendant à appliquer la loi en Algérie* [29 juillet 1947] (p. 3684, 3685); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Clôture de la session avant le débat sur le statut de l'Algérie*) [29 juillet 1947] (p. 3688). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4518, 4519); *Ses observations sur la décision de M. Benchenouf de ne plus participer aux débats sur le statut de l'Algérie* [23 août 1947] (p. 4601). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4976). — Est entendu au cours du débat sur un rappel au règlement (*Retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur l'Assemblée de l'Union française*) [18 novembre 1947] (p. 5054). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à les*

*supprimer* [8 juin 1948] (p. 3268) ; — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Servin* [20 septembre 1948] (p. 6754) ; *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6774) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6784) ; — de la proposition de loi tendant à abroger le décret « Régnier » du 30 mars 1935 : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6813, 6814) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2293). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Mascara [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Henri Teitgen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République limitant la levée aux seuls faits visés* [30 juillet 1949] (p. 5554). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents d'Oran, les 25 et 27 février 1950, à la suite de la grève des dockers [3 mars 1950] (p. 1829) ; la retire [14 mars 1950] (p. 2016). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5995). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 *quinquiès* : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la composition des bureaux de vote en Algérie* [26 avril 1951] (p. 4065, 4066) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Elections en Algérie)* [27 avril 1951] (p. 4123). = S'excuse de son absence [4 février 1947] (p. 148), [10 juin 1947] (p. 2000), [28 juin 1948] (p. 4059), [29 juin 1950] (p. 5277). — Obtient des congés [4 février 1947] (p. 148), [10 juin 1947] (p. 2000), [28 juin 1948] (p. 4059), [29 juin 1950] (p. 5277).

**LAURELLI (M. Antoine)** *Député de Saint-Pierre-et-Miquelon.*

Son élection est invalidée [22 juillet 1947] (p. 3350 et suiv.). — Sa réélection est vali-

dée [13 novembre 1947] (p. 4993). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [30 avril 1947] (**F. n° 51**). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un droit de douane « ad valorem » sur les pelleteries apprêtées, **n° 3016**. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remédier par des mesures appropriées aux graves conséquences de la dévaluation du franc dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, **n° 3216**. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de paiement des pensions civiles et militaires dans les territoires d'outre-mer, **n° 4197**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant création d'un « Fonds de compensation » des îles Saint-Pierre et Miquelon, **n° 4385**. — Le 25 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique occidentale française et au Togo les lois des 9 juillet 1934 et 2 avril 1946 portant modification aux articles 187 et 193 du Code d'instruction criminelle, **n° 5662**. — Le 10 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, **n° 5789**. — Le 3 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancien-



neté, n° 6646. — Le 24 juin 1949, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la liste des inéligibilités prévues par le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875 modifié par l'article 45 de la loi du 5 octobre 1946, n° 7643. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier les délais prévus en matière d'inéligibilités relatives, n° 8457. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du Code d'instruction criminelle applicables en Afrique occidentale française, n° 8603. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à l'extension dans certains territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle des dispositions de l'ordonnance du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du Code pénal, n° 8604. — Le 9 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicables à Saint-Pierre et Miquelon à partir du 30 juin 1948 les concessions tarifaires négociées à Genève, n° 8674. — Le 9 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel, n° 8676. — Le 9 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947, demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le Code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles, n° 8678. — Le 9 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi ratifiant : 1° la délibération du Conseil du Gouvernement de l'A.E.F. du 30 mai 1947 relative : a) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1940 étendant au

Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo ; b) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun ; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe ; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du Conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun, n° 8680. — Le 9 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article premier de la délibération de ladite Assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère, n° 8682. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9870) tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus, n° 12124. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9155) étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du Code pénal, n° 12125. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 9062) de Mme Jane Vialle, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à la promulgation, dans les territoires d'outre-mer où il n'est pas encore en vigueur, de l'article 340 du Code civil, relatif à la recherche de paternité, n° 12286.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 634, 635, 636) ; — de sa propo-

sition de résolution invitant le Gouvernement à modifier les pensions civiles et militaires dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1948] (p. 2745, 2746); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2193, 2194); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur les subventions au fonds de compensation de Saint-Pierre et Miquelon)* [21 juin 1949] (p. 3582, 3583); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas empiéter sur les prérogatives des Assemblées représentatives* [23 février 1950] (p. 1339); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir le cas d'un fonctionnaire métropolitain arrivant dans les territoires d'outre-mer après la promulgation de la loi* (p. 1344); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1347); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1950] (p. 4321); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 4343, 4344); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 5020 : *Subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* [5 avril 1951] (p. 2626, 2627, 2628); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies : *Discussion générale (Saint-Pierre et Miquelon)* [5 mai 1951] (p. 4612).

#### LAURENS (M. Camille), Député du Cantal.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 4 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure

dans le prix du blé une « prime de compensation » pour les départements de faible production, en vue de fixer un plus juste prix en fonction du prix de revient, n° 1236. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi relative au rétablissement en nature des propriétés rurales expropriées pour la réalisation des équipements hydro-électriques et industriels, n° 1830. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de résolution de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du porc, du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage des régions pauvres vers les pays européens, n° 9437. — Le 23 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique de stockage des fromages de garde; 2° de M. Boccagny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à cesser toutes importations de produits laitiers et à pratiquer une politique de soutien aux organismes stockeurs de fromages de garde, n° 10433. — Le 4 avril 1951, une proposition de loi tendant à prévoir un abattement à la base pour le calcul de la taxe proportionnelle, n° 12691.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Problème social et démographique)* [6 mars 1947] (p. 693, 694). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont motivé l'incorporation des jeunes gens de la classe 1947 par séries de départements [8 mai 1947] (p. 1507). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion [9 mai 1947] (p. 1569). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1923, 1924); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 15 : *Financement des lois sociales en agriculture* [23 juin 1947] (p. 2375, 2376). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports concernant la reconstruction de la

voie ferrée Bort—Eygurande [4 juillet 1947] (p. 2743). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question concernant l'emploi du fonds collectif d'équipement rural d'après le plan Monnet [18 juillet 1947] (p. 3181). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502 : *Amendement de M. Bardoux tendant à réduire les crédits pour subventions* [10 juillet 1947] (p. 2941) ; P. T. T., Chap. 313 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour entretien des automobiles* [11 juillet 1947] (p. 2974, 2975) ; *le retire* (ibid.) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 111 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services extérieurs de la Direction de l'Electricité* (p. 3005, 3006) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale* [25 juillet 1947] (p. 3532) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3762) ; — du projet de loi portant statut de la coopération ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à définir les coopératives de façon à les distinguer du commerce* [30 juillet 1947] (p. 3706, 3707) ; Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa (Ses explications de vote)* (p. 3709) ; — d'une proposition de loi de M. Chaumel concernant l'article 33 du statut des baux ruraux ; Art. 3 : *Amendement de M. Orvoen tendant à appliquer la loi du 13 avril 1946 au bail à domaine congéable* [11 août 1947] (p. 4238). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4763) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6119, 6120, 6127, 6128) ; — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt ; Art. 4 : *Son amendement permettant aux souscripteurs de payer en bons du Trésor* [22 décembre 1947] (p. 6173). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer pour la tranche de 1 à 32.500 francs*

*les contribuables dont les bénéfices forfaitaires taxés sont inférieurs à 100.000 francs* [3 janvier 1948] (p. 19) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer aux agriculteurs les mêmes taux qu'aux industriels et commerçants* (p. 29) ; *Son second amendement analogue* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles* [18 février 1948] (p. 863, 864) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires* [19 février 1948] (p. 879) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles), Etat A, P. T. T., Chap. 902 : *Matériel radioélectrique* [25 février 1948] (p. 1103) ; — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1252, 1253) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier les commissions paritaires de prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1472) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement analogue de M. Courant* (p. 1473, 1476) ; *Amendement analogue de M. Lucas* (p. 1474) ; *Son amendement tendant à tenir compte des conditions d'établissement des impositions en 1946* (p. 1476, 1477) ; *le retire* (p. 1477) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 1513) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Amendement de M. Ramarony tendant à fixer des plafonds au prélèvement* [8 mars 1948] (p. 1542) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* [11 mars 1948] (p. 1640) ; — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels ; Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à modifier la composition des conseils d'administration* [6 mars 1948] (p. 1763) ; — de la proposition de loi portant stabilisation du prix des baux à ferme ; Article unique : *Son contre-projet tendant à permettre le recours devant le tribunal paritaire* [30 avril 1948] (p. 2421, 2422) ; *Amendement de M. Coudray tendant à prendre le cours moyen de plusieurs années comme références pour le prix du bail* (p. 2347) ; —

d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Amendement de M. Louvel relatif aux fermes démembrées et devenues de ce fait inexploitable* [16 décembre 1948] (p. 7652); *Son sous-amendement tendant à faire dépendre la décision préfectorale de l'avis de la Commission consultative des baux ruraux* (p. 7653, 7654); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des fromages d'Auvergne et l'importation du fromage de Hollande)* [25 février 1949] (p. 995, 996); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne prévoyant pas de collèges cantonaux* [17 mai 1949] (p. 2541); Art. 14 : *Amendement relatif à la composition du conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole* (p. 2543); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* [20 mai 1949] (p. 2734). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation en France de produits laitiers de Belgique, Hollande et Danemark [17 juin 1949] (p. 3521). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [21 juin 1949] (p. 3568). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3975, 3976, 3977); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties* [20 juillet 1949] (p. 4869); *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* [21 juillet 1949] (p. 4971); Art. 42 : *Ses observations sur l'article relatif à la répartition de la taxe locale* [24 juillet 1949] (p. 5142, 5143); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* [28 juillet 1949] (p. 5465); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Ses explications de vote* [10 novembre 1949] (p. 6060); — du projet de loi de finances pour l'exercice

1950; Art. 27 : *Son rappel au règlement (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles* [30 décembre 1949] (p. 7614); *Son rappel au règlement; Son droit à la parole* [31 décembre 1949] (p. 7638, 7639). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite du débat sur la politique agricole*) [24 janvier 1950] (p. 468, 469). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix des fromages)* [25 janvier 1950] (p. 497); *Différents ordres du jour présentés par MM. Desjardins, Masson, Moussu, Rochet et Antier* [24 février 1950] (p. 1484, 1485); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à affecter les jeunes gens dans les garnisons suivant leur situation de famille* [2 mars 1950] (p. 1634); *le retire* (p. 1632); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires du Centre national d'études des télécommunications* [3 mai 1950] (p. 3200); AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix de revient agricoles, la nécessité des exportations agricoles et l'importation de beurre étranger)* [24 mai 1950] (p. 3855, 3856, 3857); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le marché laitier)* [16 juin 1950] (p. 4920); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (Ligne de Bort—Eygurande)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6375). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative au rétablissement de la voie ferrée Bort—Eygurande [9 juin 1950] (p. 4572, 4573). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6543); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6 : *Amendement de M. Charpentier tendant à percevoir une taxe de 5 francs par quintal de blé* [4 août 1950]

(p. 6644); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 1<sup>er</sup>: *Ristourne en faveur du carburant utilisé par les moteurs fixes* [4 août 1950] (p. 6686); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 10: *Amendement de M. Charpentier tendant à disjoindre l'article donnant aux caisses la possibilité d'accorder ou de refuser des exonérations* [4 août 1950] (p. 6727); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 11: *Application de la loi aux exemptés de la classe 1950* [27 octobre 1950] (p. 7340); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur le prix du seigle et de l'avoine)* [7 décembre 1950] (p. 8796, 8797). = S'excuse de son absence [4 décembre 1946] (p. 51). = Obtient un congé [4 décembre 1946] (p. 51).

**LAURENT (M. Augustin)**, Député du Nord  
(2<sup>e</sup> circonscription).

Ministre d'Etat.

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à l'organisation du marché de la viande, n° 282. — Le 18 mars 1947, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à modifier les lois n° 46-118 du 20 mai 1946 et n° 46-1835 du 22 août 1946 relatives au régime des prestations familiales, n° 965. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à obtenir le relèvement du taux de l'assistance à domicile versée aux vieillards, infirmes et incurables en application de la loi du 14 juillet 1905, n° 6756. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur de certains travailleurs indépendants l'exonération des cotisations aux caisses d'allocations familiales, n° 6757. — Le 28 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler le paiement de la prime exceptionnelle et à l'étendre à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, n° 8867. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 344 du Code civil, relatif à l'adoption, n° 9456. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux conseils généraux la perception d'une majoration de 0,10 0/0, des taxes locales additionnelles à la taxe sur le chiffre d'affaires (modification de l'art. 41 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires), n° 10972.

#### Interventions :

Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [16 janvier 1947] (1).

#### En qualité de Député :

Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Situation des conflits sociaux*) [3 décembre 1947] (p. 5466). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail; Art. 3: *Explications de vote (Sa réponse à M. Ramette)* [3 décembre 1947] (p. 5470). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

les subventions reçues par le parti socialiste [23 novembre 1948] (p. 7151 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la titularisation d'agents auxiliaires du département du Nord en vertu du décret du 2 octobre 1945 fixant le statut des agents des cadres complémentaires [26 novembre 1948] (p. 7264). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 520, 521, 522); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement rural (Adductions d'eau)* [11 avril 1951] (p. 3129). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et sociale du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3206).

### LAVERGNE (M. Clément), Député du Cantal.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission du ravitaillement [21 mai 1949] (p. 2760); — de la Commission des affaires économiques [14 juin 1949] (p. 3347), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux ouvriers agricoles en chômage, les mêmes avantages dont bénéficient les ouvriers de l'industrie (allocations de chômage, prestations des assurances sociales, allocations familiales, allocations de salaire unique), **n° 195**. — Le 7 février 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 69 du Livre IV du Code du travail sur la représentation des ouvriers agricoles en justice par les permanents de leurs syndicats; 2° la proposition de loi (rectifiée) de MM. Jean Masson et

Edgar Faure relative à la représentation des ouvriers et employés devant les Conseils de prud'hommes, **n° 489**. — Le 6 juin 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, **n° 1605**. — Le 6 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 69 du Livre IV du Code du travail concernant la procédure devant les conseils de prud'hommes, **n° 1606**. — Le 17 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désirant s'installer comme artisan; 2° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1941; 3° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1941, **n° 5845 (rectifié)**. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de fromage à 350 grammes par mois, **n° 6331**. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux cultivateurs du village de Chazelles, commune d'Auriac l'Eglise (Cantal), sinistrés par un violent orage de grêle le 1<sup>er</sup> juillet 1950; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950, **n° 10583**.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur une proposition de loi relative à la procédure devant les conseils de prud'hommes, en qualité de *Rapporteur* [21 février 1947] (p. 434); — sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Demande de renvoi du projet à la Commission du travail* [29 novembre 1947] (p. 5308); — sur le projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de

dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts pour la reconstruction pour attirer l'attention du Gouvernement sur les sinistrés du Cantal* [20 décembre 1947] (p. 6502, 6503). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du premier trimestre 1947 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à réduire les crédits de cinq milliards* [30 décembre 1947] (p. 6549) ; — d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative à la procédure devant le conseil des prud'hommes, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1949] (p. 877). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique d'importation de charbon étranger [13 octobre 1949] (p. 5766) ; — sur les agissements du préfet du Cantal, qui a saisi le journal *Le Cantal ouvrier et paysan* [3 mars 1950] (p. 1693). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur la défense du marché laitier)* [16 juin 1950] (p. 4921) ; AVIATION CIVILE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Aéro-club d'Aurillac)* [20 juin 1950] (p. 5019) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* [7 février 1951] (p. 879) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes de contrôleurs)* [25 avril 1951] (p. 3960).

**LE BAIL (M. Jean)**, Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des affaires

étrangères [21 décembre 1946] (p. 201), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 539). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3570, 3571, 3572). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur le sort de l'Europe et les accords économiques d'Europe occidentale* [5 mars 1948] (p. 1393, 1394) ; — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6804, 6805) ; — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale ; Ses observations sur le nouveau statut de la Ruhr, le point de vue anglo-saxon sur le relèvement de l'Allemagne* [2 décembre 1948] (p. 7326 et suiv.) ; — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1915, 1916) ; — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5251, 5252, 5253), [26 juillet 1949] (p. 5259, 5260, 5261, 5262). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le rapprochement franco-allemand, l'unité allemande, l'essor économique de l'Allemagne, les précautions à prendre contre une défaite économique de la France)* [25 novembre 1949] (p. 6284, 6285, 6286, 6287) ; *Ses observations sur l'attitude des communistes en cas d'invasion soviétique* (p. 6325). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie, Haut Commissaire à l'énergie atomique [9 mai 1950] (p. 3382, 3383).

**LECACHEUX (M. Joseph)**, *Député de la Manche.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel, [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [9 août 1948] (p. 5577). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577).

#### Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout va », n° 440. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des locataires ou occupants de nationalité française, sinistrés de guerre au profit des bénéficiaires de la loi du 14 novembre 1944, n° 524. — Le 27 février 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Ramorony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 764. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Courant et René Coty tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le taux de 1 0/0 pour le droit perçu à l'occasion de la cession par les sinistrés de leurs créances sur l'Etat au titre des dommages de guerre, n° 1010. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. René Coty et Pierre Courant, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des dispositions plus équitables pour le recouvrement des impôts dus par les sinistrés, n° 1011.

#### Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt* [5 mars 1948] (p. 1441). — Son rapport sur une pétition [10 septembre 1948] (p. 6492). = Donne sa démission de député [16 novembre 1948] (p. 6989).

**LE COENT (M. Auguste)**, *Député des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38).

#### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Ain [28 novembre 1946] (p. 7). = Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

**LECŒUR (M. Auguste)**, *Député du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195).

#### Dépôts :

Le 13 février 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 533. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs public par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la Caisse de retraite des fonctionnaires, n° 881. — Le 7 mars 1947, une proposition de



loi tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1946 portant sur la sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 882. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail au personnel des exploitations minières et assimilées, n° 883. — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence assurant la sécurité des ouvriers mineurs, n° 1252. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 1482. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence assurant la sécurité des ouvriers mineurs, n° 1658. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 5017. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur — décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées — décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, n° 9484.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences qu'auront les accords passés à Moscou avec les Gouvernements américains et anglais en ce qui concerne l'approvisionnement en charbon de la France [3 juin 1947] (p. 1874). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [5 juin 1947] (p. 1913 à 1915); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Paul Sion* [20 juin 1947] (p. 2287); *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 2288). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les conséquences de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3549, 3550, 3551, 3552), [26 juillet 1947] (p. 3592, 3593,

3599); *Ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Scherer : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne du plan de reconstruction européen* (p. 3608). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4840, 4841, 4842, 4846); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5027, 5028, 5029). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et sa composition [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5171, 5172, 5173, 5174). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5278, 5279); Art. 3 : *Menaces contre la classe ouvrière* (p. 5297); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Contre-projet de M. Yves Péron* [29 novembre 1947] (p. 5349); Art. 1<sup>er</sup> : *Les trafiquants du marché noir* (p. 5384); *Grève des mineurs du Pas-de-Calais* (p. 5394); *Amendement de M. de Chambrun tendant à sauvegarder le droit de grève* (p. 5395); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6001, 6002, 6003, 6004). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948) : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1048); — de propositions de loi portant amélioration de la sécurité sociale pour les ouvriers mineurs : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1143, 1144). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe de Courrières [22 avril 1948] (p. 2197); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2498, 2499, 2500). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de Mme Sportisse et M. Serre sur la catastrophe de Kenadsa [8 juin 1948] (p. 3279, 3280). — Prend part à la discussion des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4308 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les négligences du **Ministre de la production industrielle, du prési-**

dent et du directeur général des Charbonnages de France, lors de la catastrophe de Liévin du 10 septembre 1948 [16 novembre 1948] (p. 6990); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur au sujet de prétendues interventions extérieures qui auraient exercé des pressions sur la politique française [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur le motif de la grève des mineurs, la répression, sa prise à partie du Ministre de l'Intérieur*) [17 novembre 1948] (p. 7038 et suiv.); *Sa réplique à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce; Ses observations sur l'absentéisme des mineurs et la politique de l'Etat patron* [18 novembre 1948] (p. 7094 et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête, ses observations sur les conditions de déroulement de la grève, les décrets Lacoste et la grève des dockers* [23 novembre 1948] (p. 7162, 7163, 7164); — sur les nouvelles méthodes d'exploitation mises en vigueur dans les mines et la suppression des services de sécurité [11 février 1949] (p. 548). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Son rappel au règlement (Insultes lancées à Mme Vermeersch)* [27 janvier 1950] (p. 623). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation de l'article 12 du statut des mineurs [14 mars 1950] (p. 1986). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8617, 8618).

**LECOURT (M. Robert)**, Député de la Seine  
(2<sup>e</sup> circonscription).

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet QUEUILLE)

du 13 février 1949 au 28 octobre 1949

Son élection est validée [29 novembre 1946]

(p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la réforme administrative [30 novembre 1948] (p. 7302); de la Commission des finances [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à : 1<sup>o</sup> porter prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2<sup>o</sup> permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation; 3<sup>o</sup> fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946; 4<sup>o</sup> protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements; 5<sup>o</sup> renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations, n<sup>o</sup> 23. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n<sup>o</sup> 29. — Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire, n<sup>o</sup> 200. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à adresser aux troupes françaises de l'Indochine l'expression de son admiration et sa confiance et à saluer leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence et la paix françaises, n<sup>o</sup> 290. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi du 14 avril 1924 en vue de permettre à toutes les femmes divorcées à leur profit de bénéficier de la retraite de leur mari décédé, quelle que soit la date du divorce, n<sup>o</sup> 523. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consacrer la réalité de l'Union française par la visite solennelle d'une haute personnalité de l'Etat aux populations des départements français et des territoires français d'outre-mer, n<sup>o</sup> 608. — Le 25 février 1947, une proposition de loi relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte, n<sup>o</sup> 718. — Le 14 mars 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 52 du Règlement, n<sup>o</sup> 933. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative,

**n° 1156.** — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 83 du Règlement, **n° 2742.** — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à adresser le salut fraternel de l'Assemblée Nationale aux officiers, sous-officiers et soldats qui, dans l'accomplissement de leur devoir, défendent en Indochine l'intégrité de l'Union française, **n° 3109.** — Le 2 septembre 1948, un projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, **n° 5410.** — Le 31 août 1948 un projet de loi modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, **n° 5418.** — Le 31 août 1948, un projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie, **n° 5419.** — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, **n° 6059.** — Le 11 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 57 du Règlement, **n° 6063 (rectifié).** — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à faciliter le travail des administrations et des entreprises par l'impression rationnelle des textes législatifs et réglementaires, **n° 6431.** — Le 22 février 1949, un projet de loi modifiant l'article 475 du Code pénal, **n° 6543.** — Le 24 février 1949, un projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, **n° 6571.** — Le 24 février 1949, un projet de loi portant création de « France-Presse », **n° 6576.** — Le 29 mars 1949, un projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881, **n° 6859.** — Le 29 mars 1949, un projet de loi constatant la nullité de la loi du 26 juin 1941 et instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, **n° 6860.** — Le 6 avril 1949, un projet de loi relatif à la vente des immeubles de faible valeur, dépendant des successions vacantes, **n° 6959.** — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, **n° 7022.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi modifiant les articles 23, 24, 63, 69 et 326 du Code d'instruction criminelle, **n° 7133.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi complétant et modifiant l'article 23

de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, **n° 7134.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des bâtiments de l'ancien tribunal de Thionville, **n° 7155 (et annexe).** — Le 18 mai 1949, un projet de loi complétant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, **n° 7189.** — Le 24 mai 1949, un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 7259.** — Le 25 mai 1949, un projet de loi accordant aux militaires et marins mobilisés à Madagascar le bénéfice des dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939, ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, **n° 7265.** — Le 16 juin 1949, un projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle, **n° 7462.** — Le 16 juin 1949, un projet de loi modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif au baignage, **n° 7463.** — Le 21 juin 1949, un projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger et affectation de magistrats à la Chambre de révision en matière musulmane, **n° 7543.** — Le 21 juin 1949, un projet de loi prorogeant la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, **n° 7544.** — Le 30 juin 1949, un projet de loi relatif à l'abandon de famille, **n° 7684.** — Le 11 juillet 1949 un projet de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 francs à l'Union internationale des avocats à l'occasion du prochain Congrès à Paris de cette Union, **n° 7848.** — Le 12 juillet 1949, un projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 7866.** — Le 12 juillet 1949, un projet de loi relatif au cumul par le même titulaire, de plusieurs greffes de justices de paix, **n° 7867.** — Le 20 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi instituant une procédure de révision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation

de collaboration avec l'ennemi, **n° 7934**. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger, **n° 8095**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant les articles 251 et 310 du Code d'instruction criminelle et 217 du Code pénal, **n° 8191**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi complétant le Livre II, titre III, chapitre IV, du Code d'instruction criminelle, **n° 8192**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 14 août 1885 « sur les moyens de prévenir la récidive », **n° 8193**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif aux pouvoirs des juges d'instruction et procureurs de la République, **n° 8198**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant l'article 196 du Code d'instruction criminelle, **n° 8199**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Travail et Sécurité sociale, **n° 8426 (Annexe n° 26)**. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à amender certaines dispositions de la Constitution, **n° 9148**. — Le 14 mars 1950, une proposition de résolution tendant à compléter et modifier le Règlement pour empêcher l'obstruction des débats de l'Assemblée, **n° 9477**. — Le 28 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1948 ; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1949, **n° 9647**. — Le 23 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13 500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, **n° 9997**. — Le 23 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; 2° les propositions de loi : a) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions

du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs ; b) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves ; c) de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, **n° 10014**. — Le 21 juillet 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires, **n° 10705 (rectifié)**. — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travail et Sécurité sociale), **n° 10823**. — Le 14 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, **n° 11258**. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à préparer un plan de réformes administratives, **n° 11805**. — Le 7 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale),

Travail et Sécurité sociale, n° 12095. — Le 13 février 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 10503) tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, n° 12180. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11047) et la lettre rectificative (n° 12336) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 12392. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à mettre en œuvre les éléments d'une politique sociale, n° 12468. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12713) accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, n° 12870. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gérard Vée (n° 2574) et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, n° 13086. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues (n° 12218) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés; 2° de M. d'Astier de la Vigerie et plusieurs de ses collègues (n° 12300) tendant à supprimer les abattements de zones, n° 13087. — Le 7 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse (n° 9108) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 9174) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail; 3° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues (n° 9359) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, n° 13106. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13139) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11047) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour

l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 13279.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la nomination du bureau définitif de l'Assemblée [3 décembre 1946] (p. 46); — sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 56), [5 décembre 1946] (p. 59). — Prend part à la discussion : de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 109 et suiv.); — de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 325). — Est entendu au cours du débat sur la composition du Gouvernement : *Ses observations sur l'ordre du jour (Continuité de la politique étrangère; Ministère de la Défense nationale)* [28 janvier 1947] (p. 54). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les droits des tiers qui ont traité après le 1<sup>er</sup> juin 1944 et avant le jugement ordonnant la confiscation* [6 février 1947] (p. 191). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [6 février 1947] (p. 207). — Participe à la discussion du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 70 : *Renvoi à la Commission de l'article 70 relatif au droit d'amendement* [4 mars 1947] (p. 570). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL : *Discussion générale; Grève des journaux parisiens* [7 mars 1947] (p. 735, 736); — sur la date du débat pour l'élection du Président de la Haute Cour de justice [11 mars 1947] (p. 796), [18 mars 1947] (p. 868). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance (Politique en Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1025, 1026); — d'une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Ses observations sur l'heure de reprise de la discussion* [28 mars 1947] (p. 1243). — Est entendu sur le règle-

ment de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336, 1338, 1339). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1461). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de l'interpellation de M. Lespès sur les entreprises nationalisées* [3 juin 1947] (p. 1888). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence du débat*) [18 juin 1947] (p. 2180); — de l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées : *Son ordre du jour de confiance* [20 juin 1947] (p. 2287); — des interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement (*Date de la discussion*) [25 juin 1947] (p. 2431); *Ses observations concernant la discussion de l'ordre du jour* [2 juillet 1947] (p. 2635); *Renvoi du débat sur l'ordre du jour* (p. 2640); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2752); — de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués des entreprises : *Discussion générale; Renvoi de la discussion* [26 juin 1947] (p. 2495). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3067); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Nécessité d'interrompre la session le 13 août*) [29 juillet 1947] (p. 3685, 3686). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres de fonctionnaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (Obstruction prétendue du groupe communiste)* [12 août 1947] (p. 4286). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 quinquies : *Application de l'article 48 du règlement au sujet de l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947] (p. 3778, 3779); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Discussion générale (Subventions au charbon et à l'acier)* [2 septembre 1947]

(p. 4849). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour éviter des manifestations comme celles organisées à Verdun [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4968, 4969, 4970). — Est entendu au cours du débat sur : l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Léon Blum) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lussy* [21 novembre 1947] (p. 5115, 5116); — l'investiture du Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à l'investiture de M. Robert Schuman* [22 novembre 1947] (p. 5127). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [27 novembre 1947] (p. 5188). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Discussion immédiate d'une proposition de modification du règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5260); — au cours de la discussion du projet de loi sur la défense de la République : *Ses observations sur l'obstruction organisée contre le vote de la loi* [29 novembre 1947] (p. 5287); — au cours de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Sa motion de confiance au Président Herriot, signée des présidents des groupes de la majorité* [29 novembre 1947] (p. 5337); Art. 3 : *Son amendement tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5457, 5460); *Son rappel au règlement sur sa demande de clôture* (p. 5471). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Michel sur les incidents sanglants de Valence le 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 5521); — des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U. R. S. S. : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [12 décembre 1947] (p. 5718); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 73, 74); — sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle tendant à l'affichage de*

la liste de candidats établie par les présidents de groupes [14 janvier 1948] (p. 151). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les loyers*) [30 janvier 1948] (p. 335); — sur le dépôt, avec demande de discussion d'urgence, de propositions de résolution (*Mauvaise organisation du travail*) [12 février 1948] (p. 673, 674). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées; Art. 2 : *Amendement de M. Violette tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 1<sup>er</sup> mars 1948* [19 février 1948] (p. 882). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement* [2 mars 1948] (p. 1271, 1272); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur l'organisation des transports*) [11 mars 1948] (p. 1675); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2497). — Prend part à la discussion : de ces interpellations : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [4 juin 1948] (p. 3235); — de la proposition de loi portant stabilisation des prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République : *Sa demande de retrait de l'ordre du jour* [2 juin 1948] (p. 4281); — des projets de loi notifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Absence des orateurs* [6 juillet 1948] (p. 4343). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture de M. Marie, Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Queuille* [24 juillet 1948] (p. 4894). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées : *Question préalable posée par M. Michel* [20 août 1948] (p. 6032, 6033); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Deixonne tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant l'aide de l'Etat* (p. 6034, 6035); *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de représentant* (p. 6035, 6036); *Amendement de M. Roucaute tendant à étendre les incompatibilités aux fonctions d'ambassadeur, gouverneur et chargé de mission* (p. 6036); Art. 2 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à interdire*

*aux anciens membres du Gouvernement d'exercer des fonctions dans les sociétés d'économie mixte* (p. 6037); — du projet de loi relatif aux loyers, amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Amendement de MM. Dominjon et Mondon tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisitions* [25 août 1948] (p. 6226); Art. 13 bis : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés dont le logement est dans un rayon de 20 kilomètres de leur nouvelle résidence* (p. 6251, 6252, 6254); Art. 15 : *Amendement de M. Citerne relatif aux congés déjà donnés* [26 août 1948] (p. 6280, 6281); Art. 33 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'exécution provisoire des jugements* (p. 6291); Art. 57 : *Rectification d'une erreur matérielle* (p. 6298); Art. 13 bis : *Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans* (p. 6312, 6313). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [10 septembre 1948] (p. 6471).

#### En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au nombre actuel des agents du contrôle économique et à la réduction éventuelle de ce nombre malgré la continuation du recrutement [17 décembre 1948] (p. 7695); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* (*Ses observations sur l'administration pléthorique, les économies à réaliser en ce domaine, la lenteur de la machine administrative, l'auto-défense des différents services contre toute mesure de suppression ou de réduction de personnel*) [20 décembre 1948] (p. 7756, 7757, 7758); *Discussion générale* (*Ses observations sur le plan de la réforme administrative et les Comités techniques d'études*) [21 décembre 1948] (p. 7814, 7815); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles de 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [31 décembre 1948] (p. 8257); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative : *Discussion générale* [10 février

1949] (p. 452, 453) ; Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2 ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles* (p. 459) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées, l'amélioration du reclassement des fonctionnaires* (p. 471, 472). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Queuille) [13 février 1949] (*J. O.* du 14 février 1949, p. 1674).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux de locataires de garnis et chambres meublées : *Sa demande de renvoi à la Commission* [17 février 1949] (p. 632, 633) ; — du projet de loi relatif à l'acquisition de la naturalisation française par déclaration ; Article unique : *Amendement de M. Pourtalet tendant à inclure tous les « originaires »* [17 février 1949] (p. 638, 639) ; *Amendement de M. Barel tendant à étendre la loi aux personnes résidant à Monaco* (p. 640) ; *Amendement de M. Pourtalet tendant à étendre la loi aux originaires de ces territoires déjà naturalisés* (p. 641) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5629). — Répond à une question de Mme Lefebvre relative aux personnes imposables en 1948, ne l'étant plus en 1949, qui se voient réclamer un certificat de non-imposition 1948 [18 février 1949] (p. 698). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République, portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1485, 1486) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la justice ; *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1721) ; Chap. 101 : *Sa demande de suppression de l'abattement sur les indemnités pour le personnel de l'administration centrale* (p. 1721) ; Chap. 116 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'administration centrale* (p. 1722, 1723) ; Chap. 300 : *Matériel de l'administration centrale (Bureaux des juges d'instruction)* (p. 1723, 1724) ; Chap. 301 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'installation du Conseil supérieur de la magistrature* (p. 1724) ; — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel ; Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri*

*relatif à la procédure devant le juge des référés* [29 mars 1949] (p. 1812). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Abattement pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [29 mars 1949] (p. 1814). — Répond à une question de M. Fernand Maillocheau relative au malaise résultant des congés abusifs donnés par de nombreux propriétaires à leurs fermiers et métayers [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1997, 1998). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* [7 avril 1949] (p. 2184) ; — de la proposition de loi relative à la publicité des protêts ; Art. 3 : *Procédure de la publicité des protêts* [20 mai 1949] (p. 2728) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Interdiction de publier les états établis en vertu de cette loi* [30 juillet 1949] (p. 5630) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Question préalable posée par M. Péron (Ses observations sur l'affaire Scaffa-Joanovici)* [7 juin 1949] (p. 3181, 3182) ; *Discussion générale* (p. 3194, 3195) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des cours de justice* [5 juillet 1949] (p. 4222) ; *Sous-amendement de M. Mutter tendant à supprimer le 31 juillet 1949 les Cours de justice de Colmar, de Lyon et de Toulouse* (p. 4222) ; Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires* (p. 4225) ; Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à renvoyer les affaires de presse devant la Cour de justice de Paris* [6 juillet 1949] (p. 4267) ; *Sous-amendement de M. Péron tendant à renvoyer les affaires pendantes devant la Cour de justice de Paris* (p. 4268) ; Art. 5 : *Maintien provisoire des Chambres civiques pour liquider les affaires en cours* (p. 4271) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 6 : *Amendement de M. Dominjon relatif aux modalités d'application de la nouvelle loi et au maintien dans les lieux des locataires de locaux insuffisamment occupés devant sous-louer une pièce* [16 juin 1949] (p. 3395). — Répond à une question : de M. Theetten relative à une nouvelle promotion de la médaille de la Résistance [17 juin 1949] (p. 3484) ; — de M. Hamon relative à la sup-



pression du service des recherches des criminels de guerre ennemis [17 juin 1949] (p. 3484). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [23 juin 1949] (p. 3679) ; — du projet de loi relatif à la législation des loyers dans les départements d'outre-mer ; Article unique : *Amendement de M. Valentino relatif à la transmission du droit au maintien dans les lieux* [28 juin 1949] (p. 3810) ; — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer le représentant du Ministère de l'Intérieur dans la Commission de contrôle* [2 juillet 1949] (p. 4097) ; Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Deixonne relatif à la prohibition d'importation en France de publications non conformes à la présente loi* (p. 4098) ; Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'extension faite par le Conseil de la République à toute publication licencieuse* (p. 4100) ; *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> alinéas* (p. 4101) ; Art. 12 : *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importation de dessins étrangers* (p. 4103) ; — d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion ; Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser le paiement de l'astreinte et le paiement de l'indemnité due* [30 juin 1949] (p. 3986, 3987) ; Art. 3 : *Rétroactivité de la loi* (p. 3987, 3988) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; *Sa demande de vote par division* [8 juillet 1949] (p. 4401, 4402) ; — d'une proposition de loi relative à l'amnistie en matière de condamnation pour faits de grève : *Urgence* [19 juillet 1949] (p. 4761). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance [19 juillet 1949] (p. 4785, 4786). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la législation sur les jardins ouvriers : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5092) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Différence de statuts entre les jardins familiaux et les jardins attenants aux maisons d'habitation* [30 juillet 1949] (p. 5633) ; — d'une proposition de loi

relative à l'amnistie : *Urgence* [29 juillet 1949] (p. 5480) ; — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants : *Urgence* [29 juillet 1949] (p. 5480, 5481) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Mise en liberté provisoire de tous les inculpés résistants* (p. 5482, 5483) ; Art. 2 : *Extension de la loi à tous ceux qui auront accompli des actes en faveur de la libération du territoire* (p. 5483) ; — du projet de loi portant prorogation de certaines sociétés arrivées à leur terme statutaire, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article* [30 juillet 1949] (p. 5629). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [13 octobre 1949] (p. 5764).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 37 : *Son amendement tendant à exiger du Gouvernement un projet de budget avant le 1<sup>er</sup> mars 1950* [27 décembre 1949] (p. 7403) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur* [5 juin 1950] (p. 4234, 4235, 4236, 4237) ; Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale présentée par le Gouvernement* (p. 4248) ; Chap. 1050 : *Amendement de M. Gazier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le contrôle de la Sécurité sociale (Suppression d'emplois de contrôleurs généraux)* (p. 4250) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4252, 4253) ; Chap. 1070 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les auxiliaires des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4253) ; Chap. 1090 : *Demande de rétablissement des crédits pour les contractuels des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, présentée par le Gouvernement* (p. 4254) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir partiellement les crédits pour les attachés du travail* (p. 4255) ; Chap. 1150 : *Demande de rétablissement des crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale, présentée par le Gouvernement* (p. 4255) ; Chap. 3060 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais d'enquête de la main-d'œuvre, présentée*

par le Gouvernement (p. 4259) ; Chap. 3090 : *Crédits affectés aux Nord-Africains* (p. 4260, 4261) ; Chap. 3190 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses de fonctionnement des conseils et commissions, présentée par le Gouvernement* (p. 4262) ; Chap. 4060 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* (p. 4267) ; Chap. 4140 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prime de change aux travailleurs immigrés italiens* (p. 4282) ; Chap. 5020 : *Aide aux travailleurs immigrants* (p. 4282) ; *Suite du débat* (p. 4288) ; Chap. 4060 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4361, 4362) ; — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 novembre 1950] (p. 8251, 8252) ; — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8273, 8274, 8275) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 février 1951] (p. 900, 901) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 mars 1951] (p. 1748) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Exclusion des exploitants agricoles du bénéfice de l'article* (p. 1753) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre les ouvertures de crédit prévues par l'Assemblée Nationale* (p. 1754) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Renard tendant à porter l'allocation à 66.000 francs par an* [9 février 1951] (p. 995) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur* [16 mars 1951] (p. 2057, 2058, 2059, 2060) ; Chap. 1000 : *Personnel temporaire de l'Administration centrale* [20 mars 1951] (p. 2190) ; Chap. 1110 : *Demande de rétablissement des crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale, présentée par le Gouvernement* (p. 2192) ; *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 2193) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2193) ; Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le*

*remboursement des frais de tournée, présentée par le Gouvernement* (p. 2194) ; Chap. 3050 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais d'enquête de main-d'œuvre, présentée par le Gouvernement* (p. 2195) ; Chap. 3060 : *Demande de rétablissement des crédits pour le service mécanographique, présentée par le Gouvernement* (p. 2195, 2196) ; Chap. 3100 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 2215) ; Chap. 3110 : *Loyers et frais de réquisition* (p. 2215) ; Chap. 4120 : *Prime d'accueil aux immigrants italiens* [21 mars 1951] (p. 2257, 2258) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Theetten tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'aide aux travailleurs immigrants* (p. 2258) ; Art. 4 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à instituer une taxe sur le renouvellement des autorisations de travail aux étrangers* (p. 2263) ; Article additionnel : *Amendement de M. Huriaux tendant à ne pas considérer comme revenu professionnel les allocations de chômage, pensions de guerre et pensions d'invalidité* (p. 2264) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5598) ; Art. 3 bis : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre le texte du Conseil de la République autorisant des créations d'emplois à la Caisse nationale de sécurité sociale* (p. 5599) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite (Œuvre de la législation)* [17 avril 1951] (p. 3393, 3394, 3395) ; — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 mai 1951] (p. 5052) ; — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bichet tendant à prévoir l'autorisation du Ministre des travaux publics* [21 mai 1951] (p. 5617) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la 6<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'O. N. U. ; Article unique : *Son amendement tendant à consulter la Commission de contrôle des opérations immobilières* [21 mai 1951] (p. 5618) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant une aide*

*financière pour l'équipement des théâtres privés de Paris* [21 mai 1951] (p. 5619) ; Art. 39 : *Sa demande de rétablissement de l'article créant une taxe spéciale sur le prix des places des théâtres privés de Paris* (p. 5620).

**LE COUTALLER (M. Jean)**, *Député du Morbihan.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer à l'ensemble de la pension et des majorations s'y rattachant la majoration de 10 0/0 sur pension accordée aux titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, **n° 1756**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, **n° 2128**. — Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, **n° 2685**. — Le 26 décembre 1947, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions sur la proposition de loi de M. Louis Marin, tendant à supprimer tout délai entre la mise à la retraite ou la disparition des fonctionnaires civils ou militaires et le paiement de leur pension de retraite et de celle de leurs veuves ou orphelins, **n° 3010**. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dès maintenant, dans quelles limites et conditions les titres de l'emprunt dit « forcé », pourront être admis en souscription aux emprunts locaux de la reconstruction, **n° 3303**. — Le 2 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à calculer le prélèvement institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, sur la moyenne des bénéficiaires réalisés pendant les années 1940 à 1946 incluse, en ce qui concerne les victimes de la guerre (sinistrés, spoliés, prisonniers, déportés), **n° 3626**. — Le 11 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, **n° 3746**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite, bénéficiant d'une pension basée sur la durée des services, de percevoir des avances mensuelles dès l'expiration du premier mois qui suit la date de leur mise à la retraite, **n° 4075**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, **n° 5051**. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 5104**. — Le 19 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dé-

poser d'urgence un projet de réforme de la loi du 21 mars 1928 concernant le régime des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, et comportant la péréquation des pensions déjà concédées en vertu de cette loi, n° 5309. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 5437. — Le 14 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 7444. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter ou à modifier les articles 36, 58 et 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7904. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 8070. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à préciser le droit à pension des fonctionnaires entrés tardivement dans les cadres ; 2° de M. Jean Masson tendant à maintenir dans leurs droits acquis les bénéficiaires du décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux pensions, n° 8654. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter ou à modifier les articles 36, 58 et 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 8660. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser avant le 15 février 1950 à tous les retraités dont la pension n'est pas révisée par péréquation un versement trimestriel supplémentaire, à valoir sur le rappel dû

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1948, n° 9042. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser avant le 15 février 1950 à tous les retraités dont la pension n'est pas révisée par péréquation un versement trimestriel supplémentaire, à valoir sur le rappel dû depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1948, n° 9056. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à régler la situation des débits de boissons détruits par faits de guerre, n° 9324. — Le 1<sup>er</sup> avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 9 et 27 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat titulaires de la loi du 21 mars 1928, n° 9702. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2, 9 et 27 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat titulaires de la loi du 21 mars 1928, n° 9776. — Le 19 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, n° 10638. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, n° 11391. — Le 28 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 6, 25, 36, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 11786. — Le 3 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique, de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, n° 11842. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à com-

pléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 12656.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES; Art. 9 : *Son amendement tendant à maintenir le compte spécial pour les approvisionnements en bois* [21 décembre 1946] (p. 221); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse aux non-salariés; Art. 17 : *Amendement de M. Lamps relatif aux arrérages de l'allocation et au fonctionnement des caisses de paiement* [28 décembre 1947] (p. 6413); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération; Art. 5 bis : *Allocations familiales aux salariés agricoles* [29 décembre 1947] (p. 6434, 6435); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire les crédits d'un million de francs pour attirer l'attention sur les instituteurs* [5 février 1948] (p. 445, 446); *Amendement de M. Barthélemy tendant à diminuer les crédits accordés* [6 février 1948] (p. 491); Art. 5 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne diminuer en aucun cas le montant de l'indemnité de résidence* (p. 506, 507); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1168, 1169); *Ses explications de voie sur l'ensemble* (p. 1172); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 4 : *Poursuite de la discussion* [4 mars 1948] (p. 1314); Art. 6 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa relatif aux ayants droit des décédés* (p. 1315); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article permettant de convertir les titres de l'emprunt obligatoire en emprunt de la reconstruction pour les sinistrés* [7 mars 1948] (p. 1527, 1528). — Est entendu smr la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Livry-Level et Tourné sur les arrestations

de résistants [18 mars 1948] (p. 1911). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [6 août 1948] (p. 5439); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, en qualité de *Rapporteur* [6 août 1948] (p. 5472, 5473); Art. 3 : *Amendement de M. Médecin tendant à tenir compte de l'indemnité de résidence pour la pension* (p. 5476); Art. 6 : *Amendement de M. Mouton tendant à accorder des bonifications aux fonctionnaires des zones maritimes* (p. 5478); Art. 7 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder aux fonctionnaires indigènes venant en Europe les avantages des fonctionnaires européens allant outre-mer* (p. 5478); Art. 8 : *Amendement de M. Médecin tendant à tenir compte des services militaires* (p. 5479); *Amendement de M. Mabrut tendant à valider les services rendus aux collectivités locales* (p. 5480); Art. 17 : *Amendement de M. Touchard tendant à supprimer au premier alinéa « depuis six mois au moins »* (p. 5483); Art. 18 : *Amendement de M. Delcos tendant à prévoir des majorations pour les retraites proportionnelles* (p. 5484); Art. 24 : *Jouissance de la pension ou solde de réforme* (p. 5484, 5485); Art. 25 : *Amendement de M. Barangé tendant à interdire de mettre à la retraite d'office les fonctionnaires invalides* (p. 5485); Art. 30 : *Amendement de M. Médecin relatif au calcul de la pension d'invalidité* (p. 5486); Art. 32 : *Amendement de M. Bergasse relatif au droit à pension des veuves* (p. 5488); Art. 35 : *Amendement de Mlle Weber tendant à ne pas tenir compte de la date du divorce* (p. 5490); Art. 42 : *Amendement de M. Barangé tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article* (p. 5493); Art. 52 : *Amendement de M. Barangé relatif aux conditions de paiement des pensions* (p. 5494); Art. 60 : *Amendement de M. Barangé tendant à supprimer l'article* (p. 5496, 5497); Art. 68 : *Amendement de M. Médecin tendant à augmenter l'indemnité provisionnelle* (p. 5499); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale* (*Ses observations sur la péréquation des pensions civiles et militaires*) [22 décembre 1948]

(p. 7857) ; — du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales ; Art. 5 bis : *Son amendement tendant à prévoir le vote par correspondance et par procuration* [18 février 1949] (p. 676). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux impôts cédulaires, taxe de transaction, auxquels sont assujettis les patrons pêcheurs ayant la qualité d'armateurs-gérants [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1998). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5613) ; Art. 4 : *Amendement de M. Barangé relatif au décompte du temps de travail par année de service sans majoration pour heures supplémentaires* (p. 5615) ; Art. 26 : *Amendement de M. Barangé tendant à ne pas accorder aux ouvriers employés par l'Etat des avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires* (p. 5617) ; *Nécessité de hâter la péréquation des retraites* (p. 5617). — Dépose une demande d'interpellation sur la péréquation des pensions de retraite en vertu de la loi du 20 septembre 1948 [3 novembre 1949] (p. 5959) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6414, 6415, 6418) ; la développe (p. 6418) ; *Son ordre du jour demandant que le Gouvernement mette tout en œuvre pour hâter la péréquation des pensions* (p. 6423). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires : *Urgence* [24 novembre 1949] (p. 6212) ; — du projet de loi fixant le statut social des ministres du culte catholique ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à restreindre l'article aux prêtres se limitant à une activité religieuse* [6 décembre 1949] (p. 6629) ; — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Contre-projet de M. Charlot tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 francs le litre* [9 décembre 1949] (p. 6728). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1950] (p. 1968, 1969, 1970, 1971, 1974, 1975, 1976) ; *Son contre-projet tendant à doubler l'avance prévue en attendant la réalisation de la*

*péréquation des retraites* (p. 1977) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2280, 2281) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Art. 3 ter : *Son amendement tendant à porter le plafond des dommages mobiliers à 500.000 fr.* [28 mars 1950] (p. 2510) ; — des conclusions d'un rapport sur la commission d'enquête sur le vin : *Son rappel au règlement (Irrégularité du vote de M. Minjoz)* [29 mars 1950] (p. 2622, 2623) ; — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2769) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction* [13 juin 1950] (p. 4714, 4715) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration académique (Inspecteurs primaires)* [23 juin 1950] (p. 5224) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (Refonte des centres et commissions de réforme)* [24 juillet 1950] (p. 5891, 5892) ; le retire (p. 5892) ; Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions chargées de l'examen des candidatures aux emplois réservés* (p. 5892, 5893) ; le retire (p. 5893) ; — d'une proposition de loi relative au régime des pensions des personnels ouvriers de l'Etat : *Urgence* [22 juin 1950] (p. 5135), en qualité de *Rapporteur* (p. 5135, 5136, 5137) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 37 : *Son amendement tendant à permettre le cumul de la retraite et d'un traitement aux officiers du cadre latéral et à limiter le cumul d'une retraite et d'un traitement à quatre fois le minimum vital* [2 août 1950] (p. 6442, 6443, 6444) ; *Retire l'avant-dernier alinéa* (p. 6444) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à ne pas faire de différence pour la pension des veuves non remariées suivant la date de leur veuvage* (p. 6445, 6446) ; *Son amendement tendant à porter à 2 0/0 du*

*minimum vital par année de service l'allocation viagère aux veuves non remariées* (p. 6446); Art. 49 : *Son amendement relatif au calcul des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat* (p. 6449); Art. 75 *ter* : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la Sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires* (p. 6484, 6485); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6554); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6740); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 14 : *Amendement de M. Rincent tendant à spécifier que l'amnistie n'entraîne pas de réintégration dans les emplois et fonctions publiques* [28 novembre 1950] (p. 8216, 8218); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Péron tendant à élire les députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale* [23 février 1951] (p. 1553); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1901); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 2 : *Situation des sinistrés manquant de liquidité* [18 avril 1951] (p. 3470, 3471); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5038).

**LÉCRIVAIN-SERVOZ (M. Albert)**, Député du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [27 avril 1948] (p. 2296), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens

de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946, p. 10803]. — Est nommé membre de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé : juge suppléant à la Haute Cour de Justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796); juré à la Haute Cour de Justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [8 juin 1948] (p. 3276, 3277).

### Dépôts :

Le 28 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un régime de prestations-pensions pour le personnel navigant de l'aéronautique civile, n<sup>o</sup> 6233. — Le 30 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Livry-Level et plusieurs de ses collègues portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, n<sup>o</sup> 11465.

### Interventions :

Participe à la discussion de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 423, 424). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration de la société* [29 avril 1948] (p. 2343); le retire (p. 2358); Art. 10 : *Son amendement relatif aux juridictions compétentes en cas de conflit avec le personnel ou des tiers* (p. 2366); le retire (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir une avance de 2 milliards par l'Etat* (p. 2367); le retire (p. 2368); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article prévoyant une convention de dix ans entre la Compagnie et l'Etat* (p. 2372); le retire

(ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2373); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2380, 2381, 2382); — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser l'objet de la Compagnie* [4 mai 1948] (p. 2514); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2524); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie sur les films* [30 juillet 1948] (p. 5092); *Son amendement tendant à supprimer le minimum pour la taxe sur les films en version originale* (p. 5094); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [10 août 1948] (p. 5681, 5682); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6802, 6803, 6804); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes du Pacifique Sud : *Discussion générale* [24 septembre 1948] (p. 6899); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [3 mars 1949] (p. 1238); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Amendement de M. Augarde tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les refontes et gros travaux de la flotte* [21 juin 1949] (p. 3538); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3756, 3757). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4778, 4779, 4780). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5937, 5938). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6159, 6160). = S'excuse de son absence [24 novembre 1949] (p. 6209), [2 janvier 1950] (p. 2), [28 février 1950] (p. 1523). = Obtient des congés [24 novembre 1949] (p. 6209), [2 janvier 1950] (p. 2), [28 février 1950] (p. 1523).

**LEENHARDT (M. Francis)**, Député des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102). — Est élu président de la Commission des affaires économiques [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 746), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné par la Commission des Affaires économiques pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**).

#### Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de majorité nécessaire pour l'obtention d'un concordat, **n° 1000**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à renforcer la publicité nécessaire sur l'identité des propriétaires de fonds de commerce et sur les cessions de parts de société, **n° 1001**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à réglementer les gérances libres ou locations gérances de fonds de commerce, **n° 1004**. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution (rectifiée) tendant à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1197 (rectifié)**. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, **n° 1282**. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réunir, dans un organisme spécialisé, les personnalités compétentes chargées d'élaborer et de mettre en place, en liaison avec la Commission de la réforme administrative de l'Assemblée Nationale, un plan d'ensemble d'organisation et d'équipement de l'administration;



**n° 2399.** — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à favoriser la réparation des dommages subis par les industriels entrepreneurs, artisans, commerçants et membres de professions libérales du fait de leur comportement patriotique, **n° 2717.** — Le 6 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 2791.** — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à refondre le système de répartition des licences d'importation et d'exportation, **n° 3116.** — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948, **n° 4828.** — Le 17 mai 1949, une proposition de loi relative aux restaurants sociaux, **n° 7139.** — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'orientation de la lutte contre la fraude fiscale, **n° 8683.** — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de recouvrement des impôts directs, **n° 8684.** — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser l'exposition internationale de 1957 suivant une conception qui associe toutes les régions de France à son succès et favorise l'équipement touristique du pays, **n° 9187.** — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner des facilités de trésorerie aux entreprises, **n° 9523.** — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'importation de certains biens d'équipement en franchise des droits de douane, **n° 10358.** — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement, **n° 11243.** — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi tendant au dégrèvement de la surtaxe progressive au titre de 1950 (revenus de 1949) en faveur des petites cotes, **n° 11329.** — Le 8 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 8 juin 1948 à l'ancienne

école des houillères de Fuveau, **n° 11560.** — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger le mandat du Conseil économique, **n° 11577.** — Le 13 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 43 de la loi du 20 septembre 1948 relatif au régime des pensions civiles, **n° 12175.** — Le 2 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'une réforme fiscale des artisans, **n° 12406.** — Le 6 avril 1951, une proposition de loi tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, **n° 12725.** — Le 15 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions des articles 159 et 136 du Code de commerce relatifs à la lettre de change, **n° 13244.**

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Président de la Commission* ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre le troc pour les besoins de l'exploitation agricole* [14 février 1947] (p. 329) ; Art. 5 : *Amendement de M. Chaze tendant à réprimer les délits de négligence, d'incurie et de sabotage commis par des fonctionnaires chargés du ravitaillement ou de la conservation des stocks* (p. 335) ; Art. 11 : *Amendement de M. Schneiter tendant à refuser la qualité d'officiers de police judiciaire aux fonctionnaires de la direction générale du contrôle et des enquêtes économiques* (p. 338) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Rétention de stock* [20 mars 1947] (p. 964) ; Art. 4 : *Exigence d'une facture* (p. 965) ; Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* (p. 968, 975) ; Art. 12 : *Procédures engagées en vertu de la loi du 14 mai 1946* (p. 971). — Prend part à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur les dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités ; Art. 5 : *Entreprises réquisitionnées, inventions intéressant la défense nationale* [25 février 1947] (p. 455). — Est entendu : sur le procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance du 20 mars 1947 : *Délai entre la question de confiance et le vote* [20 mars 1947] (p. 963) ; — au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et

annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1021) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de sa proposition sur les entreprises placées sous réquisition* [20 mai 1947] (p. 1695). — Demande la discussion d'urgence de sa proposition sur les entreprises placées sous réquisition, en qualité de *Président de la Commission des affaires économiques* [22 mai 1947] (p. 1710, 1711, 1712). — Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de la Mauritanie [22 mai 1947] (p. 1725). — Est entendu : dans la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1860), [20 juin 1947] (p. 2272) ; — au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 17 : *Amendements de MM. Bardoux et Mutter tendant à amnistier de l'indignité nationale les mineurs de vingt et un ans* [30 juin 1947] (p. 2569) ; Art. 18 : *Soutient l'amendement de M. Minjoz tendant à ajouter le mot « amnistiant » après le mot « grâce »* (p. 2569, 2570) ; Art. 9 ter : *Son amendement tendant à remplacer les mots « législation économique » par « législation des prix, du ravitaillement, de la répartition »* [8 juillet 1947] (p. 2806) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux infractions provenant de l'incompréhension des textes* [8 juillet 1947] (p. 2808) ; *le retire* (ibid.) ; — au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [2 juillet 1947] (p. 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 100 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire les crédits* [3 juillet 1947] (p. 2664, 2665) ; Chap. 118 : *Son intervention au sujet des primes de rendement attribuées aux agents du contrôle économique* [3 juillet 1947] (p. 2675) ; JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502 : *Rappel de l'ordre du jour* [10 juillet 1947] (p. 2941) ; P. T. T., BUDGET ANNEXE : *Discussion générale* (p. 2945, 2946) ; Chap. 102 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'inspection générale* [11 juillet 1947] (p. 2968) ; Chap. 104 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour les services d'enseignement* (p. 2969, 2970) ; Chap. 117 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour indemnités diverses*

(p. 2970) ; Chap. 300 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les indemnités pour difficultés d'existence* [11 juillet 1947] (p. 2971) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : *Amendement de M. Fagon tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour les allocations et indemnités à l'administration centrale* [7 août 1947] (p. 4025) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 123 : *Son amendement tendant à rétablir le crédit du Conseil de la République pour l'Institut national de la statistique et des études économiques* (p. 4035, 4036) ; P. T. T., Chap. 117 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour indemnités spéciales et éventuelles* (p. 4074) ; *le retire* (p. 4075) ; — Est entendu : au cours du débat sur le renvoi de la discussion de la proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une Commission de la réforme administrative [24 juillet 1947] (p. 3456) ; — dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lécourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3482, 3483, 3484) ; *Amendement de M. Biondi tendant à ajouter au texte de la résolution un alinéa prévoyant que la commission resterait compétente pour les autres projets* (p. 3487). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération ; Art. 9 : *Amendement de M. Vée tendant à supprimer l'importance des affaires traitées dans le nombre des voix attribué aux coopératives* [30 juillet 1947] (p. 3710) ; Art. 20 : *Formalités de contrôles et de constitutions de coopératives* (p. 3711) ; — d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille : *Discussion générale* [11 août 1947] (p. 4231) ; — du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 concernant la composition et le fonctionnement du Conseil national économique, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Trésorier agent comptable justiciable de la Cour des comptes)* [11 août 1947] (p. 4240). — Participe à la discussion : du projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la législation des prix, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Président de la Commission des*

*affaires économiques* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4802); — d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, en qualité de *Rapporteur* [9 décembre 1947] (p. 5578); — de propositions de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale: *Sur l'urgence* [19 décembre 1947] (p. 5910); *Discussion générale* (p. 5913, 5914); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement concernant les vice-présidents de l'Assemblée* (p. 5939); *Son rappel au Règlement (Absence du quorum de Députés)* [20 décembre 1947] (p. 5960). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves: *Son rappel au Règlement* [19 décembre 1947] (p. 5934); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6047, 6048, 6049, 6050); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées: *Sa demande de renvoi au Conseil économique* [17 février 1948] (p. 801); *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 835); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à préciser sur quelle base est établi le prix illicite* (p. 854, 855, 856); *Son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa relatif aux prix agricoles* (p. 863, 864); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; Art. 2: *Son amendement relatif aux délais de prorogation des groupements d'importations* [26 février 1948] (p. 1148); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du règlement de l'Assemblée: *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1797, 1798); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement relatif à la modification de l'ordre du jour* (p. 1799, 1800, 1801); *le retire* (p. 1801). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2497). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948: *Demande de renvoi à la Commission des finances* [27 mai 1948] (p. 2962); — des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix de l'électricité: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [4 juin 1948] (p. 3236, 3237); — de la proposition de loi portant revision des zones de

salaires: *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4078, 4079); — des propositions de loi portant autorisation de ratifier trois actes internationaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4283, 4284, 4285, 4286); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 121: *Personnel de la Sécurité nationale* [27 juillet 1948] (p. 4917); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Président de la Commission* [31 juillet 1948] (p. 5182); Chap. 118: *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du Contrôle économique (Décentralisation régionale)* [2 août 1948] (p. 5195, 5196); Chap. 124: *Institut national de la statistique* (p. 5197); Chap. 501: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les foires à l'étranger* (p. 5201); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels: *Discussion d'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4970); Article unique: *Amendement de M. Faure tendant à supprimer toutes sanctions administratives* (p. 4991). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier et sur la réorganisation de la répartition des matières premières*) [7 août 1948] (p. 5510), [10 août 1948] (p. 5648). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 4: *Son amendement tendant à soumettre à l'approbation du Parlement le plan de modernisation et d'équipement* [9 août 1948] (p. 5620); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord économique franco-américain; Art. 3: *Ses amendements relatifs à la constitution de commissions mixtes consultatives d'application des crédits du plan Marshall* [19 août 1948] (p. 6001, 6002); *les retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949: *Discussion générale (Ses observations sur le vide de la trésorerie, la crise des salaires et des prix, l'absence de politique économique du Gouvernement, la rétention des stocks, les importations frauduleuses, la gestion des banques nationalisées, la coopération économique européenne, le risque d'inflation, la réforme fiscale et la lutte contre la fraude)* [22 décembre 1948] (p. 7855, 7856, 7857, 7858); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qua-

lité de *Rapporteur pour avis* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1048, 1049, 1050) : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1103); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à ouvrir pour six mois un crédit de 134 milliards 500 millions* (p. 1136, 1137); le retire (p. 1137); *Amendement de M. Louvel tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 18 milliards pour les travaux de l'Electricité et du Gaz de France* (p. 1140); *Amendement de M. Michel tendant à fixer un délai pour le dépôt du plan de modernisation et d'équipement* (p. 1142); Etat A : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 2 milliards les prêts à la S. N. C. F.* (p. 1145); *Prêts pour l'équipement de l'industrie de l'azote* (p. 1147); — du projet de loi portant modification du Code du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à reprendre le chiffre de dix ans* [4 mars 1949] (p. 1262); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 37 septiès : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1363); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques : *Discussion générale (Ses observations sur le licenciement des fonctionnaires, le contrôle des sociétés nationales et les différentes attributions du Ministère des Affaires économiques)* [23 mars 1949] (p. 1758, 1759, 1760, 1761); Chap. 103 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à porter à 155.416.000 francs l'abattement sur la direction des approvisionnements français aux U. S. A.* (p. 1764); Chap. 119 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement présenté par le Gouvernement pour le personnel auxiliaire de la direction du Contrôle économique* (p. 1766); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce; Chap. 100 : *Répartition des fonctions entre les affaires économiques et le commerce et l'industrie* [29 mars 1949] (p. 1828); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 301 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les crédits du matériel de l'Administration centrale* [12 avril 1949] (p. 2348); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et finan-

cières; Art. 19 : *Dispositions tendant au développement du commerce extérieur* [2 juin 1949] (p. 3064, 3065); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 : *Avances à la S. N. C. F.* [7 juillet 1949] (p. 4376); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir à titre temporaire la prise en charge des agents de l'O. C. R. P. I. par l'Etat* [27 juillet 1949] (p. 7376); Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les emplois créés dès qu'ils ne seront plus indispensables* (p. 5379); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas souligner la précarité des créations d'emploi* (p. 5380); Art. 4 : *Amendement de M. Joubert relatif à la priorité de licenciement des agents de l'O. C. R. P. I.* [28 juillet 1949] (p. 5437). — Dépose une demande d'interpellation sur les désordres économiques et sociaux que provoqueraient une libération des échanges et les décisions de l'O. E. C. E. [15 novembre 1949] (p. 6135); la développe (*Ses observations sur la libération des échanges prévue par l'O. E. C. E. et l'aide américaine*) [24 novembre 1949] (p. 6214, 6215, 6216, 6217, 6218). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la fraude fiscale)* [21 décembre 1949] (p. 7088); *Ses observations sur le programme d'investissements* (p. 7114); *Ses observations sur les investissements dans l'industrie privée et dans les sociétés nationales, le chômage grandissant et l'augmentation incertaine de la production* [22 décembre 1949] (p. 7176, 7177, 7178, 7179, 7180); Art. 48 : *Son amendement tendant à prévoir les suppressions de crédits en cas de succès des emprunts* [27 décembre 1949] (p. 7430); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Ouverture d'un crédit de 398 milliards pour les prêts et investissements* [29 janvier 1950] (p. 778, 779); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises, en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1950] (p. 2432, 2433, 2434, 2435); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2885, 2886, 2887); Art. 2 : *Blocage temporaire des crédits* (p. 2904, 2905); *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de*

22,5 milliards prévu pour les Charbonnages de France (p. 2914); Art. 4 : Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à faire ordonner par le Commissariat général au Plan les prêts prévus à l'article 2 [28 avril 1950] (p. 3040); Son amendement tendant à ne pas admettre de modifications de la répartition des crédits par la Commission des économies (p. 3042, 3044); Art. 7 : Sa proposition de renvoi du débat (p. 3082); Art. 9 : Son amendement tendant à réduire à six mois les délais administratifs relatifs à l'instruction d'un projet de construction d'habitations à bon marché (p. 3084); le retire (ibid.); Art. 18 : Amendement de M. Gabelle tendant à accorder la garantie de l'Etat aux exportateurs [3 mai 1950] (p. 3177); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3181, 3182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat C : Amendement de M. Finet tendant à augmenter de 1 milliard les crédits pour les Charbonnages de France [19 juillet 1950] (p. 5617, 5618); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1280 : Rajustement de la rémunération des fonctionnaires des P. T. T. (Inspecteurs et chefs de sections) [3 mai 1950] (p. 3223, 3224); FINANCES, en qualité de Rapporteur pour avis [15 juin 1950] (p. 4849, 4850, 4852, 4864, 4865); Chap. 1000 : Amendement de M. Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réforme de structure des Ministères) [16 juin 1950] (p. 4892); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Discussion générale (Ses observations sur la réforme du Ministère de l'Economie nationale) (p. 4923, 4924); Chap. 1130 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de l'expansion économique à l'étranger (Crise des tailleries françaises de diamants) (p. 4936); Chap. 1140 : Amendement de M. A. Denis tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel du service d'expansion économique à l'étranger (p. 4937); Chap. 1220 : Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de statistiques et études économiques (p. 4940); Chap. 3040 : Frais de fonctionnement de l'Administration centrale (p. 4942); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : Sa demande de modification de l'ordre du jour [8 juin 1950] (p. 4505); — d'une proposition de loi relative

aux baux commerciaux industriels et artisanaux : Discussion générale [14 décembre 1950] (p. 9078, 9079); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Mendès-France [27 décembre 1950] (p. 9681); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Nantissement possible de l'outillage et du matériel d'équipement [5 janvier 1951] (p. 164); Amendement de Mlle Dupuis tendant à fixer par décret les catégories d'outillage et de matériel régis par la loi (p. 164, 165); Art. 4 : Son amendement tendant à prolonger d'un mois le délai d'inscription du nantissement (p. 165, 166); Art. 11 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la publicité en cas de vente des biens grevés (p. 167, 168); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : Personnel de la sûreté nationale (Compression de personnel) [6 février 1951] (p. 817, 818); RADIODIFFUSION, Chap. 3080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mécanographie des services de la redevance (Suppression du Centre de Marseille) [10 avril 1951] (p. 3029); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5390 : Subventions aux associations sportives [23 avril 1951] (p. 3779, 3780); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Discussion générale [25 avril 1951] (p. 3938, 3939); Chap. 1000 : Ses observations sur les exportations de matières premières (p. 3942); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1240 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel de la sûreté nationale [25 avril 1951] (p. 3950, 3951); Chap. 3300 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les travaux neufs de la sûreté nationale (p. 3951); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Comité supérieur du tarif des douanes (Accords commerciaux franco-espagnol et franco-italien) (p. 3967); Chap. 4060 : Installation de restaurants sociaux (p. 3970); P. T. T., Chap. 1050 : Personnel titulaire (Déclassement du personnel) [4 mai 1951] (p. 4539, 4540, 4541); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1050 : Sa demande de

*disjonction du chapitre relatif aux commissaires aux prix* [17 mai 1951] (p. 5318); Art. 2 : *Amendement de M. Hughes tendant à supprimer l'article prévoyant la supervision des contrôleurs d'Etat par les Commissions parlementaires* (p. 5320, 5321); *Son amendement tendant à prévoir l'intermédiaire des Ministres compétents* (p. 5321); Article additionnel : *Amendement de M. Julian tendant à supprimer le contrôle et les enquêtes économiques* (p. 5323); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 mai 1951] (p. 5721); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [7 février 1951] (p. 841, 842); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa et à permettre à l'Assemblée Nationale de prendre l'initiative des enquêtes à confier au Conseil économique* (p. 845); Art. 4 : *Son amendement tendant à faire émettre des avis représentant l'opinion de tous les groupes du Conseil économique* (p. 846); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir 15 représentants des territoires d'outre-mer* (p. 851); Art. 7 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer deux alinéas relatifs à la représentation des régions économiques* (p. 878); *Amendement de M. Lavergne tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* (p. 879); Art. 12 : *Son amendement relatif à la transmission des procès-verbaux des séances* (p. 882); *Son amendement relatif à la diffusion des débats* (p. 882); *Sa demande adressée au Conseil de la République de hâter l'examen du projet* (p. 883); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1850); *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant quatre représentants des organisations les plus représentatives de l'épargne, du tourisme et de la propriété bâtie* (p. 1852). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3219, 3220, 3221, 3222). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance*

*des 263 milliards prévus pour la reconstruction* [13 avril 1951] (p. 3266, 3267); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 26 quater : *Son amendement tendant à reprendre l'article créant un poste de Commissaire du Gouvernement* [22 mai 1951] (p. 5673); Art. 27 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux déclarations de dommages par les sinistrés* (p. 5673); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 12 : *Subventions aux services d'importation et d'exportation* [19 avril 1951] (p. 3588, 3589). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Report du vote sur la question de confiance au mercredi 25 avril en soirée*) [20 avril 1951] (p. 3667). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951; en qualité de Rapporteur pour avis (*Fonds de modernisation et d'équipement, charbonnages, Electricité de France, possibilité d'emprunt des entreprises nationalisées*) [5 mai 1951] (p. 4653, 4654, 4655); Etat B, ligne 4 : *Demande de disjonction du prêt de 10 milliards à la Compagnie nationale du Rhône, présentée par M. Michel* [6 mai 1951] (p. 4693); ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Sa demande de réserver le paragraphe (Insuffisance des crédits pour le secteur libre)* (p. 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* (p. 4700, 4701); *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord* (p. 4702); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 31 milliards de crédits pour les entreprises privées* (p. 4708, 4709); *Son amendement tendant à prévoir 5 milliards de prêts pour le tourisme* (p. 4710); *Suite du débat* (p. 4712); Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Sa demande de disjonction des prêts pour le plan de modernisation et d'équipement* (p. 4726); Etat C, ELECTRICITÉ DE FRANCE : *Son amendement tendant à augmenter de 18 milliards les crédits de paiement* (p. 4729); *Amendement de M. A. Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Centrale électrique de Peyrat, Haute-Vienne)* (p. 4731); *Suite du débat* (p. 4740); *Nouveau texte de la Commission* [9 mai 1951] (p. 4874, 4875); Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amen-*

dement tendant à prévoir des prêts pour les « trains à bandes » (p. 4875, 4876); Amendement de M. Julian tendant à prévoir des prêts pour les petites entreprises artisanales (p. 4877); Article additionnel : Son amendement tendant à fixer à 20 milliards le montant maximum des garanties de l'Etat (p. 4883); Son amendement tendant à accorder l'aide de l'Etat aux entreprises qui lanceront des emprunts en 1951 (p. 4883, 4884); Son amendement tendant à prévoir le dépôt d'un nouveau plan de modernisation (p. 5885); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4901, 4902); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : Demande de disjonction de l'article prévoyant une loi réorganisant les sociétés nationales présentée par M. R. Schmitt [22 mai 1951] (p. 5677). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du budget des Affaires étrangères*) [15 mai 1951] (p. 5180).

**LEFEBVRE (Mme Francine), Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329). — Est désignée par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. n° 680). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944

modifiée par la loi du 27 décembre 1945, [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 54 G du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, n° 1999. — Le 29 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Delachenal tendant à compléter l'article 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 2151. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la base d'appréciation des allocations familiales, n° 2196. — Le 20 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 54 g du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, n° 3891. — Le 16 juin 1948, une proposition de loi tendant à assurer aux gérants salariés et gérants mandataires des maisons à succursales multiples de l'alimentation un repos effectif durant la période légale des congés payés, n° 4588. — Le 2 juillet 1948, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet ; II. les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet ; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet ; III. la proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions

utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une société d'économie mixte Berliet et Compagnie, n° 4834. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille, n° 4835. — Le 7 juillet 1948, une proposition de loi tendant à obliger les employeurs à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ainsi qu'aux commissions qui en dépendent, n° 4879. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à obliger les employeurs à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ainsi qu'aux commissions qui en dépendent, n° 5363. — Le 23 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à obliger les employeurs à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ainsi qu'aux commissions qui en dépendent, n° 5921. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le salaire des concierges, n° 5982. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949; II. les propositions de loi : a) de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1948; 2° à élever le taux de cette allocation à 2.500 francs par mois; b) de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949 et tendant à élever le taux de cette allocation, n° 5984. — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécu-

rité sociale sur les propositions de loi : 1° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant, par dérogation aux dispositions de la loi du 15 juillet 1905, au cumul des allocations vieillesse avec les allocations d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables; 2° de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues, tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour les deux premiers trimestres de 1949 et à modifier les règles de cumul des prestations assistance et de l'allocation temporaire aux vieux, n° 6711. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de familles salariées des facilités de congé le jour de la fête des mères, n° 6744. — Le 18 mai 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des allocations de chômage les travailleurs sans emploi quelle que soit la localité dans laquelle ils résident, n° 7188. — Le 18 mai 1949, une proposition de loi portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions, n° 7190. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à permettre aux salariés membres d'un conseil général ou d'un conseil municipal de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent, n° 7852. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 8297. — Le 13 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la loi du 13 septembre 1946 afin de reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1949 et pour le 1<sup>er</sup> trimestre 1950, à porter le taux annuel de ladite allocation à 36.000 francs et à élever le plafond des ressources à 100.000 francs pour une personne seule et 130.000 francs pour un ménage; 2° de M. Jean-Paul David tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1949, à porter le taux de ladite allocation à 30.000 francs par an et à relever le plafond des ressources à 100.000 francs pour une personne seule et à 130.000 francs pour un ménage; 3° de M. Beugniz, tendant à régler



au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles; 4<sup>o</sup> de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles et à unifier le taux des divers avantages prévus en faveur des vieillards par la législation de sécurité sociale et d'assistance; II, la proposition de résolution de M. Mondon et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire et qui ne bénéficient pas de la loi du 13 juillet 1949, n<sup>o</sup> 8702. — Le 29 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles, n<sup>o</sup> 8878. — Le 4 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, n<sup>o</sup> 9861. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer les centres de formation professionnelle accélérée, notamment par le maintien et le rétablissement de l'intégralité des crédits prévus au budget de 1950, n<sup>o</sup> 10050. — Le 27 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 32 et 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de 60 ans, n<sup>o</sup> 10459. — Le 29 juillet 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels du service actif de la désinfection de la ville de Paris le bénéfice de la loi n<sup>o</sup> 50-328 du 17 mars 1950, n<sup>o</sup> 10789. — Le 24 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que les crédits indispensables au fonctionnement de la formation professionnelle accélérée ne soient pas inférieurs pour l'année 1951 à ceux accordés par la loi de finances de l'exercice 1949, n<sup>o</sup> 11776. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécu-

rité sociale sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 4422) relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés politiques, résistants, travailleurs non volontaires, réfractaires au service du travail obligatoire et anciens combattants, n<sup>o</sup> 12209. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 4423) portant validation de l'acte dit « loi du 20 janvier 1941 » fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat, n<sup>o</sup> 12210. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 8414) de M. Delalande, sénateur, transmis par M. le Président du Conseil de la République tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949 permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil, n<sup>o</sup> 12211. — Le 2 mars 1951, une proposition de loi sur le statut des sociétés d'épargne immobilière et de crédit différé, n<sup>o</sup> 12413. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 11954) tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les stagiaires signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du traité de Bruxelles, n<sup>o</sup> 12506. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 11031) de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs, n<sup>o</sup> 12507. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, n<sup>o</sup> 12609. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n<sup>o</sup> 12781. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 12609) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives

de travail, n° 12967. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 13292) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8414) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949, permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent, n° 13329.

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> Bureau sur les élections dans le département de l'Orne [21 janvier 1947] (p. 36). — Pose à M. le Ministre du Travail une question concernant les mesures prises pour régler les conflits sociaux dans le respect de la liberté du travail [18 juillet 1947] (p. 3176). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie ; Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* [26 août 1947] (p. 4665). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [8 août 1948] (p. 5559). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi accordant un congé supplémentaire aux mères de famille exerçant une activité salariée, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1948] (p. 3155) ; — de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales, Article unique : *Amendement de Mme Bastide tendant à modifier les conditions d'obtention de l'allocation de naissance* [3 juin 1948] (p. 3186). — Pose une question à M. le Ministre de l'Agriculture sur le marché de la viande fraîche [4 juin 1948] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Titre II, Art. 64 : *Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation-logement aux économiquement faibles* [23 juin 1948] (p. 3829) ; — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance-vieillesse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Moisan tendant à tenir compte des personnes ayant élevé trois enfants* [16 juillet 1948] (p. 4677) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948,

amendé par le Conseil de la République ; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 308 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour frais de déplacement* [14 septembre 1948] (p. 6513). — Son rapport sur une pétition [16 novembre 1948] (p. 7013). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8198) ; — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale* [4 février 1949] (p. 347). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance du 4 février 1949 (*Rectification d'une erreur matérielle*) [8 février 1949] (p. 393). — Pose : à M. le Ministre de la Justice une question relative aux personnes imposables en 1948 ne l'étant plus en 1949 et qui se voient réclamer un certificat de non-imposition 1948 [18 février 1949] (p. 698) ; — à M. le Ministre des Finances une question relative au paiement de l'allocation-logement aux économiquement faibles [4 mars 1949] (p. 1257). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1949] (p. 1487, 1488) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1778). — Son rapport sur une pétition [5 avril 1949] (p. 2103). — Est entendue : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Fixation de la date de rentrée parlementaire au 17 mai*) [12 avril 1949] (p. 2325) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Proposition de M. de Moro-Giafferri de fixer la rentrée parlementaire au 17 mai 1949* [14 avril 1949] (p. 2491, 2492). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique une question relative au choix fait parmi les assistantes sociales par la Commission paritaire de licenciement [10 juin 1949] (p. 3288). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques ; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son amendement tendant à prévoir que la communication aux commissions de la liste des usines aliénées ne sera pas faite pendant les vacances parlementaires* [28 juin 1949] (p. 3885) ; — d'une proposition de loi instituant la carte sociale des économiquement faibles, amendée par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> :

*Définition juridique des économiquement faibles* [30 juillet 1949] (p. 5634, 5635); Art. 3 : *Droits attachés à la possession de la carte sociale des économiquement faibles* (p. 5635); — d'une proposition de loi portant extension de l'allocation aux vieux, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5652); — de sa proposition de loi relative à la participation aux délibérations des conseils généraux ou municipaux de leurs membres salariés, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5653); — du projet de loi relatif aux effets du service militaire sur le contrat de travail, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5653, 5654); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet, en qualité de *Rapporteur* [15 novembre 1949] (p. 6110). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion des interpellations sur les classes moyennes* [13 décembre 1949] (p. 6812). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1949] (p. 6855); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Duprat tendant à porter l'allocation temporaire à 3.000 francs par mois* (p. 6868); *Demande de disjonction de l'amendement de M. Duprat, présentée par le Gouvernement, en application de l'article 48 du règlement* (p. 6871); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1949] (p. 7510); Art. 3 : *Inclusion du trésorier-payeur général dans la commission départementale* (p. 7510, 7511); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure dans la loi les concierges* [20 décembre 1949] (p. 7047); Art. 31 G du Code du travail : *Amendement de Mme Claeys tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe 6 relatif au travail à temps réduit* [3 janvier 1950] (p. 40, 41); Art. 31 O : *Son amendement tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité* [4 janvier 1950] (p. 84, 85); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure les concierges d'immeubles à usage ou non d'habitation* (p. 109); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> (art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de M. Cor-*

*donnier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi du personnel à capacité réduite* [3 février 1950] (p. 981). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur un sous-amendement de M. Bouxom lors de la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives*) [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 23 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France* [3 mai 1950] (p. 3179); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* [5 juin 1950] (p. 4251); le retire (*ibid.*); — d'une proposition de résolution relative aux centres de formation professionnelle accélérée, en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1950] (p. 5134, 5135). — Est entendue sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux ventes avec primes (*Son rappel au règlement*) [21 juillet 1950] (p. 5712). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 5 : *Amendement de M. Moisan tendant à prévoir 12 conseillers dans le premier collège* [27 juillet 1950] (p. 6089); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article* [9 décembre 1950] (p. 8905); Art. 33 : *Son amendement tendant à mettre le rapatriement à la charge de l'employeur* [20 décembre 1950] (p. 9340); Art. 35 : *Amendement de M. Solinhac relatif aux conditions de discipline, d'hygiène et de sécurité de travail* (p. 9341); Art. 42 : *Amendement de M. Solinhac tendant à définir les licenciements abusifs* (p. 9348); Art. 69 : *Son amendement tendant à interdire à l'administration de prendre connaissance des registres d'adhésion et de la comptabilité des syndicats* [10 février 1951] (p. 1035, 1036); Art. 57 : *Son amendement tendant à prévoir « la liberté » en plus du temps libre* [17 février 1951] (p. 1308); Art. 97 : *Amendement de M. Moisan tendant à retenir à l'employé congédié l'indemnité de préavis* [24 février 1951] (p. 1634); Art. 98 :

*Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la mention pour solde de tout compte* [17 mars 1951] (p. 2107); Art. 109 : *Son amendement tendant à supprimer « laïques ou religieuses »* [7 avril 1951] (p. 2909); *Son amendement tendant à fixer la durée du travail légal à 40 heures par semaine* (p. 2910); *Amendement de M. Bonnet tendant à préciser que les heures supplémentaires seront majorées* (p. 2910); Art. 113 : *Amendement de M. Castellani tendant à réduire les congés de maternité* (p. 2913); Art. 115 : *Amendement de M. Malbrant relatif aux travaux interdits aux enfants* (p. 2917); Art. 122 : *Amendement de M. Benoist tendant à tenir toujours compte de la résidence habituelle du salarié* (p. 2924); *Son amendement tendant à prévoir le cas de rupture de contrat dû à un cas de force majeure* (p. 2924, 2925); Art. 118 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'alinéa relatif aux mères de famille* [29 avril 1951] (p. 4277); Art. 157 : *Son amendement tendant à supprimer « qui auront voix délibérative »* (p. 4278); Art. 158 : *Amendement de M. Duveau relatif aux modalités d'élections des délégués du personnel* (p. 4280); *Son amendement relatif aux modalités d'élection des délégués du personnel* (p. 4280); Art. 160 : *Son amendement tendant à réintégrer les délégués licenciés irrégulièrement* (p. 4281); *le retire* (ibid.); Art. 166 : *Son amendement tendant à rétablir l'article instituant une carte de travail remise aux salariés* (p. 4282, 4283); Art. 167 : *Son amendement tendant à reprendre l'article prévoyant un duplicatum de la carte de travail remise aux travailleurs* (p. 4283, 4284); *le retire* (p. 4284); Art. 168 : *Son amendement relatif à l'Office de la main-d'œuvre* (p. 4284); Art. 171 : *Son amendement relatif au rôle de l'Office de la main-d'œuvre en cas de grève* (p. 4285); Art. 183 : *Son amendement tendant à préciser les obligations des parties devant les tribunaux du travail* (p. 4297); Art. 196 : *Son amendement tendant à remplacer 10.000 par 36.000 francs* (p. 4302); Art. 197 : *Son amendement tendant à prévoir la représentation des parties convoquées* (p. 4302); Art. 198 : *Son amendement relatif au recours en cassation* (p. 4303); Art. 216 : *Son amendement relatif aux élections en cas de récidive* (p. 4312); Art. 208 : *Son amendement tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert* (p. 4373); — du projet de loi

relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 41 : *Bénéficiaires de l'allocation temporaire qui perçoivent l'allocation des vieux travailleurs salariés* [13 décembre 1950] (p. 9037); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Son amendement tendant à limiter le champ d'application de la majoration de 20 0/0 des allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* [16 décembre 1950] (p. 9241, 9242); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9879); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* [21 mars 1951] (p. 2259); Art. 4 : *Son amendement tendant à instituer une taxe sur le renouvellement des autorisations de travail aux étrangers* (p. 2263); FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation compensatrice des augmentations de loyers attribuée aux économiquement faibles* [16 mai 1951] (p. 5228, 5229); ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Haut Conseil de l'Union française)* [21 mai 1951] (p. 5587); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, Art. 3 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil autorisant des créations d'emplois à la Caisse nationale de sécurité sociale* (p. 5599); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1420 : *Instituteurs intérimaires de l'enseignement primaire (Statut des directeurs d'écoles primaires)* [22 mai 1951] (p. 5660); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 3 : *Non prise en considération de la situation des descendants* [21 mars 1951] (p. 2287); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Renvoi du débat (Débat sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés)* [21 mars 1951] (p. 2347); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à mentionner « à la date de l'élection »* [24 avril 1951] (p. 3887); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte*

de l'Assemblée Nationale fixant les catégories d'indigènes à inscrire sur les listes électorales [22 mai 1951] (p. 5733, 5734); Son amendement tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants (p. 5735). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote le même jour*) [10 mai 1951] (p. 4983). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour 1951; Art. 25: *Demande de disjonction de l'article créant l'allocation compensatrice des loyers pour les économiquement faibles, présentée par M. Toujas* [18 mai 1951] (p. 5538); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 25: *Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles* [22 mai 1951] (p. 5748); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 bis: *Amendement de M. Juglas relatif à la composition du comité directeur du F. I. D. E. S.* [21 mai 1951] (p. 5592); Art. 18 ter: *Amendement de M. Silvanandre tendant à supprimer l'article enlevant aux assemblées locales la préparation du programme d'équipement* (p. 5592, 5593); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 42: *Son amendement tendant à interdire l'extension des magasins à prix unique et des camions bazar* [21 mai 1951] (p. 5624); — d'une proposition de loi relative à la participation de membres salariés aux délibérations de divers organismes, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5712).

**LEFÈVRE-PONTALIS (M. Hubert)**, Député de la Sarthe.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [9 août 1948] (p. 5577), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est élu vice-président de la Commission de la presse [*J.O.* du 27 janvier 1951] (p. 944). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du

27 décembre 1945), [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 25 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, n° 1045. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier le mode de désignation des Jurés de la Haute Cour de justice, n° 2900. — Le 19 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté aux commerces du lait, du beurre, des huiles et des matières grasses en général, n° 4989. — Le 27 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Commissions d'enquête extra-parlementaires chargées d'examiner la gestion des entreprises nationalisées et de rechercher les méthodes de travail et les économies indispensables à la bonne marche de ces entreprises, n° 5064. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des assesseurs en place dans les sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissement, en modifiant la loi n° 50-44 du 12 janvier 1950, relative à l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 et à l'article 2 de la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, n° 9768. — Le 28 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à user du pouvoir qui lui est accordé par la loi du 17 août 1948 pour abroger l'ordonnance n° 45-1580 du 17 juillet 1945 portant création d'un Service provisoire de l'économie laitière, n° 9801.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1139, 1140, 1141, 1150); Art. 4: *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant : 1° à remplacer dans le texte les mots « sociétés coopératives de presse » par « sociétés coopératives de messageries de presse » ; 2° à empêcher les coopératives de se dessaisir de leur privilège au*

*profit des entreprises commerciales* (p. 1156) ; Art. 7 : *Amendements de M. d'Astier de la Vigerie et de M. Charles Lussy tendant à ce qu'à l'échelon national il ne puisse y avoir qu'une seule coopérative de messageries* (p. 1160) ; Art. 17 : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à placer un Commissaire du Gouvernement près de chaque société coopérative de presse et à leur procurer l'appui de l'administration des P. T. T.* (p. 1166). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incidents du Mans les 11 et 12 septembre 1947 [28 octobre 1947] (p. 4914) ; — sur les événements du 16 septembre 1948 au Mans [18 septembre 1948] (p. 6699). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand [27 janvier 1949] (p. 186) ; — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Moch* [13 octobre 1949] (p. 5796). — Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1489). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au revenu des immeubles habités par leur propriétaire [9 juin 1950] (p. 4574). — S'excuse de son absence : [28 janvier 1947] (p. 39), [13 juillet 1950] (p. 5399), [31 juillet 1950] (p. 6268). — Obtient des congés : [13 juillet 1950] (p. 5399), [31 juillet 1950] (p. 6268).

#### **LEGENDRE (M. Jean)**, *Député de l'Oise.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de l'Agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des immunités parlementaires [5 avril 1949] (p. 2045), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est appelé à figurer sur la

liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577).

#### **Dépôts :**

Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant au rétablissement de la législation d'avant-guerre en matière de calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 534**. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant : 1° à abroger les lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt ; 2° à modifier l'article 2 de la loi n° 48-164 du 30 janvier 1948 portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs de la Banque de France, **n° 3323**. — Le 19 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer au camp de Royallieu, à Compiègne, un ossuaire dans lequel seraient placées des cendres recueillies dans les fours crématoires et les charniers des camps de concentration allemands, **n° 9001**. — Le 22 mai 1950, une proposition de loi annulant le décret n° 49-1546 du 1<sup>er</sup> décembre 1949 relatif au plan de production betteravière, **n° 10025**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures modifiant le régime actuel des carburants, **n° 11114**. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 6 de la loi n° 50-948 du 8 août 1950, portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950, **n° 11183**. — Le 17 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouer immédiatement des relations diplomatiques normales avec l'Espagne, **n° 11330**. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi réprimant les menées antinationales des organisations dépendant de puissances étrangères, **n° 11379**. — Le 13 février 1951, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 74 du Règlement afin de lutter contre l'absentéisme parlementaire, **n° 12181**. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 11307) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à l'encouragement de la production du blé, **n° 12084**.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire [12 décembre 1946] (p. 80). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre M. le Ministre de l'Agriculture afin d'assurer l'approvisionnement en blé de la France pour la prochaine campagne [31 janvier 1947] (p. 144) ; la développe [21 mars 1947] (p. 1001, 1002, 1003, 1007). — Est entendu : au cours du débat sur une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'acompte provisionnel [18 février 1947] (p. 369) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur le problème du blé et les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1588). — Pose, au nom de M. Desjardins, une question à M. le Ministre de la Production industrielle sur la publication de l'avis de la Commission chargée d'examiner les comptes des charbonnages de France [30 mai 1947] (p. 1851). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1920, 1921, 1922, 1923, 1926) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à établir un prix unique et suffisamment rémunérateur* (p. 1933) ; le retire (p. 1934) ; Art. 3 : *Amendements de M. Paul Ribeyre et de M. Charpentier tendant à supprimer cet article relatif à l'institution d'un prix différentiel* [6 juin 1947] (p. 1955, 1959). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2392, 2393, 2394). — Est entendu sur la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre cette demande* [24 février 1948] (p. 1003, 1004, 1005). — Dépose une demande d'interpellation sur les honneurs rendus aux personnalités civiles et militaires à Beauvais et Compiègne les 6 et 7 mars [6 mars 1948] (p. 1482). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 juin 1948] (p. 4010, 4011). — Dépose une demande

d'interpellation sur les mesures prises pour mettre fin aux sabotages de l'économie française organisés par le parti communiste [16 novembre 1948] (p. 6990) ; et la développe : *Ses observations sur les mots d'ordre communistes et les mesures à prendre contre le parti communiste* (p. 6995 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête, ses observations sur les dépenses de propagande du parti communiste en 1946* [23 novembre 1948] (p. 7155 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance du budget, la déclaration de M. Devinat sur l'honnêteté du budget en 1949, les déclarations optimistes des chefs de Gouvernement depuis 1946, le retard dans le licenciement des fonctionnaires, les économies faites par lui à Compiègne, la politique financière du parti socialiste et l'inutilité des promesses du Gouvernement)* [20 décembre 1948] (p. 7767 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi, et la développe [8 février 1949] (p. 406, 409, 410) : *Son ordre du jour demandant la nomination d'une Commission d'enquête* (p. 420) ; *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 426). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles ; Article unique : *Amendement de MM. Dusseaulx et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* [8 mars 1949] (p. 1333, 1335). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1640). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur les engagements pris par MM. Queuille et Petsche de ne pas augmenter le prix de l'essence en 1949)* [23 mai 1949] (p. 2820). — Dépose une demande d'interpellation : sur la nécessité de mettre un terme aux provocations policières organisées par le Ministre de l'Intérieur [3 juin 1949] (p. 3153) ; la développe : *Ses observations sur le rôle du colonel Delore*

dans le complot dit « de la Pentecôte », la réunion du boulevard Suchet, les contacts de Delore avec la police, l'action précipitée de la sécurité militaire, une note confidentielle des services des renseignements généraux sur l'activité du R. P. F., les articles communistes du procureur Boisserie) [14 juin 1949] (p. 3351, 3352, 3353, 3354); Discussion générale (p. 3370, 3371); — sur la fixation du prix du blé, l'achat de seigle en Pologne et la politique de l'O. N. I. C. en matière de seigle [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur la garantie de prix pour les produits agricoles de base, promise par le Gouvernement [3 novembre 1949] (p. 5959). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : Discussion générale [10 novembre 1949] (p. 6052, 6053, 6059). — Dépose une demande d'interpellation sur la démission de M. Pflimlin et l'abandon par le Gouvernement de la politique du prix garanti de la betterave [6 décembre 1949] (p. 6634); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [9 décembre 1949] (p. 6753, 6754, 6757). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation des dépenses civiles et du nombre des fonctionnaires, l'activité de l'O. N. I. C., la gestion de la Sécurité sociale et celle de la S. N. C. F., les gaspillages de l'Etat, la réduction des impôts municipaux à Compiègne) [22 décembre 1949] (p. 7155, 7156, 7157, 7158); Art. 27 bis : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers [2 janvier 1950] (p. 10, 11). — Dépose une demande d'interpellation sur les pertes subies par le Gouvernement par suite de l'exploitation malheureuse de Gaz de France [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles, et développe cette interpellation : Ses observations sur : les difficultés de la culture betteravière, le prix du blé, le prix trop faible de la betterave à sucre, le problème de l'alcool-carburant, la motorisation de la culture betteravière à l'étranger, la consommation de sucre en France et l'importation de sucre de l'étranger [24 janvier 1950] (p. 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462); Différents ordres du jour déposés par MM. Desjardins, Masson, Moussu, Rochet et Antier [24 février

1950] (p. 1485, 1486); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon [8 mars 1950] (p. 1934); — des interpellations sur la politique de l'alcool : Ordre du jour de M. F. Chevallier demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2776, 2777, 2778); Amendement de M. Couston à l'ordre du jour de M. F. Chevallier tendant à ne remettre en vigueur l'article 6 du Code des contributions indirectes que sur avis d'une Commission mixte (p. 2779, 2780). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Rectification au sujet de la société Desmarais Frères [25 avril 1950] (p. 2806). — Dépose une demande d'interpellation sur la compatibilité des récentes déclarations de M. Joliot-Curie avec ses fonctions de Haut Commissaire à l'énergie atomique [25 avril 1950] (p. 2806); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [9 mai 1950] (p. 3378, 3379). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : Discussion générale (Ses observations sur la fixation du prix de revient du blé par décret du 30 avril et le problème de l'alcool carburant) [24 mai 1950] (p. 3864, 3865); Son rappel au Règlement (Dépôt d'une motion préjudicielle) (p. 3867); Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat (p. 3868, 3869). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé pour la campagne 1950-1951 [17 octobre 1950] (p. 6918); la développe : Ses observations sur le prix du blé trop bas [7 décembre 1950] (p. 8767, 8768, 8769); Son ordre du jour (p. 8863); le retire (p. 8864); — sur l'entrée au Ministère de M. Antier du groupe paysan [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation en Indochine : Ses explications de vote sur les ordres du jour [22 novembre 1950] (p. 8051, 8052). — Est entendu sur une motion d'ordre : Non publication du discours du Président Cachin [9 janvier 1951] (p. 314). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum : Son contre-projet tendant à faire constater au début de chaque séance la présence



de la majorité absolue des Députés [21 février 1951] (p. 1455, 1456, 1457); le retire (p. 1457); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental [27 février 1951] (p. 1669, 1670). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'approvisionnement en superphosphates [41 mai 1951] (p. 5048). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1954; Art. 3: Son amendement tendant à ne pas appliquer la taxe aux céréales exportées [16 mai 1951] (p. 5246, 5247); Article additionnel: Son amendement tendant à exonérer de la taxe les betteraves à sucre dont le produit est exporté (p. 5247); le retire (p. 5248); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 ter: Son amendement tendant à exonérer de la taxe les betteraves utilisées pour fabriquer de l'alcool et du sucre exporté [22 mai 1951] (p. 5725). = S'excuse de son absence [27 mars 1947] (p. 1139). = Obtient un congé [27 mars 1947] (p. 1139).

#### LE JEUNE (Mme Hélène), Député des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 124). = Est nommée membre: de la Commission des affaires économiques [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élue vice-présidente de la Commission du ravitaillement [J.O. du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommée membre de la Commission de la défense nationale [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à débloquer des points de laine pour l'ensemble de la population, n° 1530. —

Le 7 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 0/0 de la prime d'allaitement, le montant des bons de lait de toutes qualités, accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement à l'exception des seuls laits médicamenteux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les médicaments, n° 1917. — Le 7 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui limite l'attribution des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein, n° 1918. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les directrices et directeurs d'écoles publiques à mettre à la disposition des municipalités les locaux des établissements scolaires aux jours et heures où ils ne sont pas occupés, pour y organiser des garderies d'enfants, chaque fois que quinze familles au moins en font la demande d'ouverture, n° 1930. — Le 27 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement une ration de beurre aux consommateurs de toutes catégories dans la région parisienne et les centres urbains, n° 3615. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement une ration de beurre aux consommateurs de toutes catégories dans la région parisienne et les centres urbains, n° 3985. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de café et à maintenir son prix actuel, n° 4363. — Le 29 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à distribuer immédiatement 500 grammes de confitures aux enfants et aux vieillards de toutes les localités, n° 4761. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans les communes rurales le régime de suralimentation aux « femmes allaitant », n° 5029. — Le 28 juillet 1948, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux enfants, aux jeunes et aux vieillards de province, la même quantité de lait qu'aux ayants droit de la région parisienne, n° 5073. — Le 28 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Douteau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les régimes de suralimentation en faveur des tuberculeux, n° 6220. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les soldats appelés ou rappelés de la métropole, des territoires occupés ou en garnison en Afrique, la franchise postale pour la correspondance, ainsi que pour les colis de vêtements et denrées alimentaires qui leur seront expédiés par leurs familles, n° 12710.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 503 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les écoles d'infirmières et d'assistantes sociales* [17 juillet 1947] (p. 3142) ; *le retire* (p. 3143) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat I, ÉCONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6286) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 401 : *Œuvres sociales* [2 août 1948] (p. 5200) ; Chap. 601 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions d'étude du coût de la vie* (p. 5202) ; RAVITAILLEMENT, Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions aux collectivités locales (Restrictions)* [2 août 1948] (p. 5220, 5221, 5222) ; *le retire* (p. 5222) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 403 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement supérieur* [4 août 1948] (p. 5324) ; Chap. 405 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement des exonérations de droits accordées aux étudiants* (p. 5325) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 406 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des étudiants* (p. 5325, 5326) ; *le retire* (ibid.) ; —

du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4866, 4867) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 11 bis : *Restauration de l'habitat rural* [3 mai 1950] (p. 3171, 3172) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 : *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3485, 3486, 3487) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand et l'importation de produits agricoles)* [16 juin 1950] (p. 4920, 4921, 4922) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Comité économique interministériel)* (p. 4920) ; *le retire* (p. 4921). — Dépose une demande d'interpellation sur les attentats fascistes contre les organisations démocratiques dans les Côtes-du-Nord [18 novembre 1950] (p. 7914). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur les incidents de Saint-Brieuc et l'agression dont a été victime M. Henri Denis)* [22 novembre 1950] (p. 8040, 8041, 8042) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Chap. 4 : *Libérations anticipées* [4 décembre 1950] (p. 8477, 8478, 8479) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 9001 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour travaux et installations de base* [29 décembre 1950] (p. 9789, 9790) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; Art. 5 : *Composition du Conseil économique* [7 février 1951] (p. 846, 847) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance des fonctionnaires du Conseil économique par rapport à l'Etat* (p. 882, 883) ; — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; Etat A, SERVICES DIVERS, Chap. 3240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le transport des correspondances militaires* [17 mai 1951] (p. 5281) ; GUERRE, Chap. 3065 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Permission à l'occasion des élections législatives)* [18 mai 1951] (p. 5412, 5413) ; AIR, Chap. 3085 ;

*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le recrutement* (p. 5419) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'envoyer aucun soldat du contingent en Extrême-Orient* (p. 5441) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder des permissions exceptionnelles pour les élections* (p. 5442) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1535 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des hommes (Envoi de nouveaux volontaires en Indochine)* [18 mai 1951] (p. 5458).

**LEJEUNE (M. Max)**, Député de la Somme.

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

*Ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 12 février 1948 au 25 juillet 1948.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 9 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Com-

mission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [30 mai 1950] (p. 3983) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la révision des pensions abusives, n° 245. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (dépenses militaires), n° 904. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour le 2<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1947, n° 1058. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945, n° 1183. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance, n° 1184. — Le 9 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947, n° 2808. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté, le 20 juin 1950, 50 communes du département de la Somme et à exempter les sinistrés des impôts de l'année 1950, n° 10411. — Le 29 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer, lors de la fixation du prix du blé de la récolte 1950, une cotisation destinée à alimenter une caisse d'assurance agricole en faveur des producteurs de blé, n° 10483.

**Interventions :**

Est nommé *Ministre des anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* [16 janvier 1947] (1).

**En qualité de Député :**

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [28 janvier 1947] (p. 54). — Préside la 1<sup>re</sup> séance du 6 mars 1947 (p. 659); la 1<sup>re</sup> séance du 27 mars 1947 (p. 1139); la 1<sup>re</sup> séance du 2 mai 1947 (p. 1419); la 2<sup>e</sup> séance du 16 mai 1937 (p. 1630); la 2<sup>e</sup> séance du 12 juin 1947 (p. 2047); la 1<sup>re</sup> séance du 13 juin 1947 (p. 2087); la 1<sup>re</sup> séance du 19 juin 1947 (p. 2215); la 2<sup>e</sup> séance du 25 juin 1947 (p. 2439); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 26 juin 1947 (p. 2510); la séance du 30 juin 1947 (p. 2548); la 2<sup>e</sup> séance du 10 juillet 1947 (p. 2911); la 2<sup>e</sup> séance du 21 juillet 1947 (p. 3307); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juillet 1947 (p. 3456); la 3<sup>e</sup> séance du 7 août 1947 (p. 4069); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 12 août 1947 (p. 4253); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 12 août 1947 (p. 4301); la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 27 novembre 1947 (p. 5167); la 4<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5269); la 9<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5408); la 1<sup>re</sup> séance du 11 décembre 1947 (p. 5608); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1947 (p. 6035); la 1<sup>re</sup> séance du 27 décembre 1947 (p. 6321); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1947 (p. 6679). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 948, 949); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur de la Commission des finances* : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1181, 1182). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale (Vente des véhicules militaires)* [23 juin 1947] (p. 2351);

Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret tendant à insérer un nouvel alinéa limitant à 150 milliards les crédits militaires* (p. 2357, 2358); *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa réduisant de 180 milliards les dépenses militaires* (p. 2359); — sur le renvoi de la séance [2 juillet 1947] (p. 2639). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3168, 3170). — Est entendu sur la fixation de l'ordre de discussion du budget [18 juillet 1947] (p. 3196). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3794); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à réduire les crédits* (p. 3803); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3804); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1947] (p. 3926, 3927, 3928); BUDGET ANNEXE : *Sa demande de réserver les chapitres relatifs aux fabrications d'armement* (p. 3935); *Abattement de 10 0/0 sur les crédits pour la fabrication d'armement* [6 août 1947] (p. 3953, 3954). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de décembre 1947, en qualité de *Rapporteur* [28 novembre 1947] (p. 5212, 5213). — Applique la censure contre M. Bonte au cours du débat sur le projet de loi tendant à la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5274). — Au cours de ce même débat est entendu pour un fait personnel [29 novembre 1947] (p. 5282). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Son attitude entre 1939 et 1945 [29 novembre 1947] (p. 5339 et suiv.). — Propose la censure contre Mme Denise Bastide au cours de la discussion du même projet de loi [29 novembre 1947] (p. 5411). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur* [24 décembre 1947] (p. 6230, 6231); Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, *Réduction du nombre des officiers* (p. 6233); *Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6238); — du projet de loi portant reconduc-

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

tion à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, JUSTICE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6347); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1947] (p. 6522, 6523); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant le vote de trois douzièmes au lieu de deux* (p. 6548); Art. 10 : *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination d'officiers généraux* (p. 6556). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Suite de la discussion des projets financiers* [30 décembre 1947] (p. 6544). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1947] (p. 6557). — Est élu *Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159).

**En cette qualité :**

Préside : la séance du 30 janvier 1948 (p. 321); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 4 février 1948 (p. 399); la 1<sup>re</sup> séance du 5 février 1948 (p. 421). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées* (Cabinet Robert Schuman) [12 février 1948] (*J. O.* du 13 février 1948 (p. 1562)). — Donne sa démission de *1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 février 1948] (p. 730).

**En qualité de Secrétaire d'Etat aux Forces armées :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948), Etat A, Chap. 1022 : *Traitements du personnel civil de l'administration centrale de la guerre* [8 juillet 1948] (p. 4442); Chap. 7062 : *Amendement de M. Buron tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel de liquidation des hostilités* (p. 4471); Chap. 122 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats* (p. 4492); Chap. 124 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel civil de l'Intendance* (p. 4493); Chap. 126 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les services du matériel automobile* (p. 4494); Chap. 127 : *Sa demande de rétablissement de*

*crédits pour le personnel civil du génie* (ibid.); Chap. 317 : *Chauffage et éclairage des camps* [9 juillet 1948] (p. 4519); Chap. 318 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, couchage et ameublement* (p. 4519, 4520); Chap. 320 : *Indemnités de déplacement* (p. 4520); Chap. 321 : *Transport des troupes* (ibid.); Chap. 323 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les écoles d'instruction* (ibid.); Chap. 323-2 : *Sa demande de rétablir les crédits pour convocation des réserves* (p. 4520, 4521, 4523); Chap. 324 : *Préparation militaire* (p. 4525); Chap. 330 : *Frais généraux du service du matériel* (p. 4526); Chap. 335 : *Carburants : Sa demande de rétablissement des crédits demandés* (p. 4526, 4528); Chap. 342 : *Sa demande de rétablir les crédits pour les immeubles du domaine militaire* (p. 4536); Chap. 907 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 2 milliards les achats à la Société nationale des surplus* (p. 4538); Etat C : Chap. 160 : *Personnel des fabrications d'armement* (p. 4539); Chap. 161 : *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour les ouvriers des fabrications d'armement* (p. 4540, 4541); Chap. 360 : *Amendement de M. Bartolini tendant à relever les crédits pour le fonctionnement des fabriques d'armement* (p. 4541). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Adoption des amendements de M. Buron*) [8 juillet 1948] (p. 4489). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux forces armées* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. d'Astier de la Vigerie relative aux catégories d'engagés pouvant bénéficier de la résiliation de leur engagement [17 décembre 1948] (p. 7695); — de M. d'Astier de la Vigerie relative à la restitution à la municipalité de Saint-Malo du terrain militaire du Petit Rocabey [17 décembre 1948] (p. 7695, 7696). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale : Ses observations sur la vente d'immeubles (Fort de Tourneville au Havre)* [20 décembre 1948] (p. 7775); — de la proposition de loi relative à la dérégulation des véhicules automobiles; Art. 1<sup>er</sup> : *Dérégulation des véhicules automobiles sur demande du*

*propriétaire* [22 février 1949] (p. 804, 805); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires de mars, avril et mai 1949 : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1495, 1496). — Répond à une question de M. Gau relative à la fusion de la gendarmerie nationale [8 avril 1949] (p. 2247). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat D : *Amendement de MM. Girardot et Dassonville tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale* [8 avril 1949] (p. 2233); Chap. 360 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* (p. 2233, 2234). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Coulibaly sur l'envoi de tirailleurs africains en Indochine [31 mai 1949] (p. 2950, 2951, 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2990); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3229); [10 juin 1949] (p. 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3304, 3305); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7060 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 100 millions les crédits pour la reconstruction des casernes de gendarmerie* [16 juin 1949] (p. 3422); GUERRE, Chap. 121 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Observations sur les vétérinaires généraux)* [17 juin 1949] (p. 3490); Chap. 122 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 2 milliards les crédits pour la solde de la troupe* (p. 3497); Chap. 133 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services du matériel du personnel civil extérieur* (p. 3498); Chap. 316 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3507); Chap. 318 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement* (p. 3508); Chap. 320 : *Amendement de*

*M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité de déplacement* (p. 3508); Chap. 321 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports* (p. 3509); Chap. 322 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3510); Chap. 323 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction des réserves* (p. 3511); *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Observations sur la revue « Médecine tropicale »* (p. 3511, 3512); Chap. 323-2 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la convocation des réserves* (p. 3512); Chap. 324 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire* (p. 3513); Chap. 327 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel blindé et chenillé* (p. 3513); Chap. 334 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le télégraphe et le téléphone* (p. 3514); Chap. 336 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour la rénovation du matériel automobile* (p. 3515); Chap. 340 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de transmission* (ibid.); Chap. 342 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des immeubles du génie* (p. 3515, 3516); Chap. 800 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction des bâtiments de l'intendance* (p. 3516); Chap. 801 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la reconstitution du service de santé* (p. 3516); Chap. 902 : *Equippedement du service du matériel auto* (p. 3518); Chap. 905 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du service des transmissions* (p. 3519); Etat C, Chap. 960 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les fabrications d'armement* [23 juin 1949] (p. 3727); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 122 : *Solde des sous-officiers et hommes de troupe* [22 juillet 1949] (p. 5020); Chap. 124 : *Personnel civil extérieur* (p. 5020, 5021); Chap. 323 : *Instruction, recrutement et écoles* (p. 5025, 5026). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)*

[13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale (Ses observations sur la Légion d'honneur de M. Peyré)* [17 janvier 1950] (p. 289). — Répond à une question de M. Michelet relative à l'application de l'article 27 de la loi du 5 avril 1946 sur le dégageant des cadres [20 janvier 1950] (p. 419). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

**En qualité de Député.**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 3025 : *Demande présentée par M. Bouvier-O' Cottureau de réserver le chapitre relatif à l'habillement* [11 mai 1950] (p. 3551) ; — du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950 ; Article unique : *Son amendement tendant à débloquent les crédits pour la construction de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5280, 5281). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Mudry relative aux officiers d'active anciens fonctionnaires [21 juillet 1950] (p. 5736). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements pour 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 3175 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais généraux du service du matériel* [24 juillet 1950] (p. 5767) ; — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7257, 7262, 7268, 7269, 7274, 7275, 7283, 7284, 7285, 7290, 7291) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction des amendements prévoyant des dispenses, présentée par le Gouvernement* [27 octobre 1950] (p. 7309, 7310) ; *Amendement de M. Tourné tendant à maintenir e service à 12 mois* (p. 7316) ; *Amendement de*

*M. Manceau tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant le service de 3 mois* (p. 7317) ; *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à porter la solde à 30 francs par jour* (p. 7323) ; *Amendement de M. Tourné tendant à augmenter la ration de vin* (p. 7324) ; *Amendements de MM. Billat et Bouxom tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7325, 7326) ; Art. 3 : *Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7328, 7329) ; Art. 5 : *Amendement de M. Farinez tendant à incorporer les agriculteurs en automne* (p. 7327) ; Art. 6 : *Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article prévoyant des examens et épreuves de sélection* (p. 7338) ; Art. 7 : *Amendement de M. Malleret-Joinville relatif à l'envoi des hommes du contingent dans les territoires d'outre-mer* (p. 7339) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Prime aux militaires servant dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1950] (p. 8034). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Toujas sur la révocation d'ouvriers de l'arsenal de Tarbes : *Ses observations sur l'attitude de M. Marty en 1919* [12 décembre 1950] (p. 8944, 8945). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9769) ; Etat A, GUERRE, Chap. 3025 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement* (p. 9796) ; — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article augmentant l'effectif des militaires de carrière, présentée par M. Billat* [30 décembre 1950] (p. 9889) ; — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine : *Discussion générale* [3 janvier 1951] (p. 89) ; Art. 2 : *Amendement de M. Theetten tendant à inclure les officiers de réserve ayant servi dans des unités combattantes* (p. 90) ; *Amendement de M. Billat tendant à ne pas envoyer de soldats du contingent en Asie* (p. 91) ; Art. 6 : *Résiliation du contrat en cas d'inaptitude physique* (p. 93). — Répond à une question : de M. Billat relative au refus de dispense du service militaire à des jeunes gens de la classe 1950 [9 février 1951] (p. 980) ; — de M. Minjoz relative aux honoraires de certains

experts désignés pour déterminer la surface corrigée des locaux d'habitation [9 février 1951] (p. 984). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 ; DÉPENSES MILITAIRES, Art. 1<sup>er</sup> : *Demande présentée par le Gouvernement de reprendre le texte ouvrant des crédits pour un mois entier* [21 mars 1951] (p. 2406). — Répond à une question de M. Viatte relative à l'indemnisation de propriétaires de véhicules réquisitionnés par l'autorité militaire [6 avril 1951] (p. 2812). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 912 : Prix de cession du matériel lourd* [17 mai 1951] (p. 5371) ; — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; *Etat A, CABINETS DES MINISTRES, Chap. 3050 : Voitures automobiles* [17 mai 1951] (p. 5379) ; *Etat A, GUERRE, Chap. 1025 : Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des hommes (Bataillon de Corée)* [18 mai 1951] (p. 5409) ; *Solde des sous-officiers du service de recrutement* (p. 5409) ; *Chap. 3005 : Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Nourriture)* (p. 5410) ; *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Ration de vin)* (p. 5411) ; *Chap. 3025 : Habillement, couchage* (p. 5411) ; *Chap. 3065 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Payement des frais de voyage des permissionnaires)* (p. 5412) ; *Chap. 3095 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la convocation des réserves* (p. 5413) ; *Chap. 9021 : Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à rétablir les crédits pour les services du génie (Ecole de Coëtquidan)* (p. 5415) ; *Chap. 9121 : Amendement de M. Montagnier tendant à réduire de 1.500 millions les crédits pour le matériel lourd et l'armement (Usine de Fives-Fille à Glvros)* (p. 5416) ; *Etat D, ARMEMENT,*

*Chap. 365 : Etudes, recherches et prototypes* (p. 5418).

**LEMPEREUR (Mme Rachel), Député du Nord** [2<sup>e</sup> circonscription].

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommée membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est élue : Vice-présidente de la Commission de l'éducation nationale [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 30 janvier 1948] p. 1014), [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 816), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Secrétaire de la Commission du Règlement, des pétitions et du suffrage universel [*J. O.* du 30 janvier 1948], (p. 1012). — Est nommée membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désignée par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**) — Est appelée à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée). *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

**Dépôts :**

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause de fonctionnaires masculins, **n° 115**. — Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service sans entraîner la nomination définitive à un poste, **n° 119**. — Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur les



postes de T.S.F. les ménages de vieux ou les vieillards vivant seuls et âgés de 65 ans minimum, n° 411. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux instituteurs et institutrices titulaires de l'enseignement public, et ayant exercé au préalable dans les écoles privées des houillères, les mêmes avantages de reclassement que ceux accordés par l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 aux maîtres des écoles privées des houillères, n° 674. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder des mesures réparatrices aux agents féminins atteints par la loi du 11 octobre 1940, n° 679. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à appliquer à l'ensemble de la pension et des majorations s'y rattachant la majoration de 10 0/0 sur pension accordée aux titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, n° 681. — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 10 de la loi du 15 février 1946 reculant de trois ans la limite d'âge à laquelle le fonctionnaire est mis obligatoirement à la retraite, n° 741. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'Assistance publique, n° 799. — Le 5 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir rapidement le « statut des adjointes d'hygiène scolaire », n° 829. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, n° 1330. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au perfectionnement et au renforcement de la langue française dans tous les établissements scolaires et, notamment, ceux des départements où la langue régionale utilisée dans la famille est autre que le français, n° 1641. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à fixer, pour l'enseignement du second degré, une rémunération normale des heures supplémentaires, n° 1923. — Le 21 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, n° 2464. —

Le 26 décembre 1947, une proposition de loi concernant le droit à pension de réversion pour les femmes des fonctionnaires retraités en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, n° 2997. — Le 26 décembre 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves dont le mari est tombé, victime du travail, les mêmes avantages quant aux allocations familiales et aux majorations pour enfants, que ceux consentis aux veuves de guerre, n° 3014. — Le 27 décembre 1947, une proposition de loi tendant à suspendre l'application de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 pour permettre à certains fonctionnaires de continuer à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1946, n° 3021. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à examiner dans le plus bref délai, la situation des fonctionnaires dans les postes déshérités, n° 3297. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans délai à un aménagement transitoire des pensions civiles et militaires soumises à la loi du 14 avril 1924, n° 3741. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux femmes ex-salariées le bénéfice absolu de l'allocation « vieux travailleurs », n° 3781. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 93, paragraphe 2 (congés de longue durée portés à cinq ans à plein traitement et trois ans à demi-traitement pour les fonctionnaires atteints de tuberculose, de maladie mentale ou d'affection cancéreuse), de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 4356. — Le 9 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 61 du chapitre IV du titre III du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail (de la saisie-arrêt et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis), n° 4500. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaires à dater de la présente année scolaire, n° 4918. — Le 2 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant

dant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, n° 5710. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge, n° 5798. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi tendant à placer les maisons d'enfants de l'Entraide française sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale, n° 6151. — Le 27 janvier 1949, un 2<sup>e</sup> rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. le projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs intérimaires et suppléants; II. la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de services sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 6206. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à maintenir en fonction certains fonctionnaires et à modifier l'article 16 de la loi du 14 septembre 1948 portant aménagement des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948, n° 6244. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants, n° 6419. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en fonctions et à titulariser, suivant un pourcentage déterminé, les instituteurs et les institutrices pourvus du brevet élémentaire et qui sont restés à la disposition de leurs académies respectives durant la guerre et l'occupation, n° 7036. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux instituteurs et aux institutrices publics ayant subi un retard de carrière, le reclassement qu'ils méritent, n° 7448. — Le 29 juin 1949, une proposition de loi tendant à fixer le sort des enfants placés dans les maisons dites « de l'Entraide française », n° 7678. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à établir un statut des cantines scolaires, n° 7910 (rectifié). — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 4 du Code de l'enregistrement en ce qui concerne les droits de mutation par décès des rappels d'arrérages de pensions de retraites, n° 8300. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à

accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause des fonctionnaires masculins, par modification à la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 8427. — Le 20 décembre 1949, une proposition de loi portant ouverture d'un crédit de sept millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason à l'occasion du premier congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier du moulage de sceaux des Archives nationales, n° 8774. — Le 21 décembre 1949, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, n° 8804. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi portant dérogation à l'article 2 III, de la loi du 20 septembre 1948 n° 48-1450 en faveur des fonctionnaires et agents précédemment maintenus en fonction au-delà de la limite d'âge du fait des dispositions alors en vigueur et à qui a été faite application rétroactive de l'article 17 de la loi du 14 septembre 1948 relatif aux limites d'âge, n° 8866. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne prévoir aucune réduction du crédit global affecté au Ministère de l'Education nationale et au Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports, n° 9809. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant prorogation de la concession du Pavillon de Marsan à l'Union centrale des arts décoratifs, n° 10813. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, n° 11190. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à assimiler aux travailleurs salariés en chômage les membres de l'enseignement intérimaires ou suppléants en état d'inactivité, n° 11298. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter

les crédits de suppléance, afin d'assurer au maximum le fonctionnement des écoles primaires publiques, n° 11308. — Le 16 décembre 1950 un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, n° 11679. — Le 23 décembre 1950, une proposition de loi tendant à remédier aux charges qui pèsent sur les départements pour le fonctionnement des centres d'orientation professionnelle et à préserver l'existence de ces centres, n° 11763. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter les concessions des palais nationaux et bâtiments civils. n° 12023. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, n° 12385. — Le 24 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis (n° 12309) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 688) adoptée par l'Assemblée Nationale relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré, n° 12619.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 910 : *Son amendement tendant à inscrire 20 millions de crédits pour les acquisitions des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* [7 mars 1947] (p. 722); Chap. 911 : *Son amendement tendant à inscrire un crédit de 45 millions pour les travaux des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* (p. 722); Chap. 912 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour acquisitions des établissements nationaux d'éducation physique et sportive* (p. 726 et 727); *le retire* (ibid.), Chap. 914 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les acquisitions des centres régionaux, collèges nationaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (p. 727); *le retire* (ibid.); Chap. 915 : *Son amendement tendant à inscrire un crédit de 280 millions pour la construction et l'aménagement des collèges nationaux,*

*centres régionaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (ibid.); *le retire* (ibid.); Chap. 916 : *Son amendement tendant à porter de 2 à 13 millions le crédit destiné aux constructions et aménagements de centres de formation nautique* (ibid.); *le retire* (ibid.); Chap. 918 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les travaux d'équipement de la montagne* (ibid.); *le retire* (p. 728); Chap. 945 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les travaux des maisons de jeunes* (p. 737); Chap. 947 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement aux collectivités pour travaux d'aménagement sportif* (p. 738); Chap. 948 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et des établissements d'enseignement* (p. 738); — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour (*Traitement de stagiaire aux élèves de quatrième année des écoles normales*) [27 mars 1947] (p. 1207); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* [29 mai 1947] (p. 1790, 1791, 1792), EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3353, 3354, 3355, 3384); Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* (p. 3393, 3394); Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires* (p. 3396); Chap. 144 : *Personnel des écoles nationales de perfectionnement* (p. 3397); Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement de constructions scolaires pour l'enseignement primaire* (p. 3407); Chap. 351 : *Frais de stage des maîtres des centres d'apprentissage* (p. 3413); Chap. 362 : *Entretien des élèves professeurs de l'enseignement* (p. 3416); Chap. 407 : *Caisnes des écoles* (p. 3423); Chap. 532 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de subventions aux colonies de vacances* (p. 3429, 3430); de ce projet de loi en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, dépenses civiles); Art. 27 *ter* : *Prorogation des fonctionnaires au-delà de la limite d'âge* [31 juillet 1947] (p. 3738); — sur le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3770); — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de*

sa proposition sur la limite d'âge des fonctionnaires [13 juin 1947] (p. 2104). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi relative aux limites d'âge et retraite des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2143, 2144, 2145, 2148). — Est entendue sur la fixation de l'ordre de discussion du budget [18 juillet 1947] (p. 3197). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 3 : Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à subordonner à un arrêté préfectoral la mise en vigueur des articles concernant les heures supplémentaires [29 juillet 1947] (p. 3682). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pensions des veuves de guerre en seconde lecture : Discussion générale [26 décembre 1947] (p. 6291); — du projet de loi portant reconduction des crédits du budget 1947 à l'exercice 1948, Etat 1, EDUCATION NATIONALE : Discussion générale [26 décembre 1947] (p. 6306). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour (Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget) [27 décembre 1947] (p. 6336). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : Discussion générale [4 février 1948] (p. 407, 408); Art. 5 : Amendement de Mme Guérin relatif à l'indemnité de résidence [6 février 1948] (p. 505); Son amendement tendant à ne diminuer en aucun cas le montant de l'indemnité de résidence (p. 506); le retire (p. 508); Art. 5 bis : Son amendement concernant les fonctionnaires frappés de sanctions par le Gouvernement de Vichy (p. 511, 512); Ses explications de vote sur l'ensemble du projet (p. 531, 532); — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (Longueur de la séance de nuit) [17 février 1948] (p. 793). — Son rapport sur une pétition [2 mars 1948] (p. 1290). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégageant de cadres : Discussion générale [27 mai 1948] (p. 2990, 2992, 2993, 2994); Article unique : Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier d'abord les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative [3 juin 1948] (p. 3178); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à insérer un alinéa interdisant le licenciement

du conjoint d'un agent déjà licencié [9 juillet 1948] (p. 4555); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 69 : Amendement de M. Minjoz tendant à créer un fonds commun d'allocation-logement et à supprimer la prime de salaire unique [24 juin 1948] (p. 3895, 3896, 3897). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (Débat sur le reclassement du personnel enseignant) [29 juin 1948] (p. 4149). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux traitements des élèves des écoles normales supérieures : en qualité de Rapporteur [29 juillet 1948] (p. 5060); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [4 août 1948] (p. 5328); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 411 : Bourses aux élèves des centres d'apprentissage [4 août 1948] (p. 5327); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 32 : Son amendement tendant à prévoir la réversibilité de la retraite de la femme sur le mari [6 août 1948] (p. 5487, 5488); le retire (ibid.); Art. 35 : Son amendement tendant à restreindre le droit à pension de la femme divorcée (p. 5490); — de la proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres [26 novembre 1948] (p. 7276); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires : Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission [16 décembre 1948] (p. 7619); Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission des finances (p. 7621); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires, en qualité de Rapporteur [28 janvier 1949] (p. 218); Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Doyen (p. 219, 220); Article additionnel : Son amendement tendant à titulariser les instituteurs intérimaires avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1949 (p. 224); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [15 février 1949] (p. 597); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel : Son amendement relatif au reclassement des fonctionnaires [10 février 1949] (p. 469); Amendement de M. Lecourt tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées, l'amélio-

ration du reclassement des fonctionnaires (p. 472). — Pose à M. le Ministre des Finances : une question relative à l'exonération de l'impôt général sur le revenu qui n'est pas accordé aux titulaires de pension pour invalidité résultant du service [11 février 1949] (p. 532); — une question relative à l'arrêté énumérant les localités bombardées donnant droit à des bénéfices de pension [25 février 1949] (p. 943). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1182); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Article additionnel : *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1415, 1417); *Sous-amendement de M. Hamon tendant à fixer la subvention de l'Etat à 85 0/0 du total des dépenses de constructions scolaires* (p. 1419); Art. 3 : *Amendement de M. Deixonne relatif à l'affectation de l'excédent des ressources aux constructions scolaires* (p. 1443, 1444); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 106 : *Inspection générale de l'enseignement* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2010, 2011); Chap. 134 : *Traitement du personnel des écoles normales primaires* [5 avril 1949] (p. 2030, 2031); Chap. 137 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel des écoles primaires* (p. 2034, 2035); Chap. 150 : *Secrétaires d'orientation professionnelle* (p. 2054); Chap. 161 : *Etablissements d'enseignement de la Direction de la jeunesse et des sports* (p. 2055); Chap. 361 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le contrôle médical et l'hygiène scolaire* (p. 2063, 2064); Chap. 394 : *Frais de voyage des professeurs d'outre-mer en congé* (p. 2077, 2078); Chap. 408 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 1.000 francs la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 2080); Chap. 534 : *Camps et colonies de vacances* (p. 2084); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 juillet 1949] (p. 4668); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949]

(p. 6419, 6420); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Le Coutaller* (p. 6424, 6425); — d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux : Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer « sur proposition du directeur départemental de la population »* [16 décembre 1949] (p. 6967); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Amendement de Mme Roca relatif à l'application de la loi dans chaque commune* (p. 6969). — Prend part aux débats sur l'urgence d'une proposition de loi établissant un programme de constructions scolaires : *Contre l'urgence* [16 décembre 1949] (p. 6970). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Demande de reprise du texte gouvernemental relatif à la suppression des emplois du ravitaillement, présentée par le Gouvernement* [31 décembre 1949] (p. 7663); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1318, 1319); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3683, 3684); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* [16 mai 1950] (p. 3731, 3732). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Budget de l'Education nationale et propositions relatives aux économies*) [30 mai 1950] (p. 3999, 4000). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1950] (p. 4007, 4008, 4009); *Contre-projet de M. Thamier tendant à n'effectuer aucune réduction sur les crédits affectés à l'Education nationale* [8 juin 1950] (p. 4502, 4503); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale; Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4830, 4831); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7938); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7947). — Est entendue sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950]

(p. 5132, 5133). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits et la réforme de l'enseignement)* [23 juin 1950] (p. 5205, 5206) ; Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (ouverture d'écoles maternelles)* (p. 5238, 5239) ; Chap. 1430 : *Traitement des instituteurs des écoles primaires (écoles maternelles privées)* [17 juillet 1950] (p. 5465) ; Chap. 1440 : *Suppléances dans les écoles primaires* (p. 5466) ; Chap. 1450 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités spéciales (postes déshérités)* (p. 5467) ; Chap. 1550 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les secrétaires d'orientation professionnelle* (p. 5475, 5476, 5477) ; Chap. 2340 : *Personnel des archives de France* (p. 5493) ; Chap. 3400 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux manuels dans l'enseignement du premier degré* [18 juillet 1950] (p. 5518, 5519) ; Chap. 3728 : *Manufacture nationale de Sèvres* (p. 5537) ; Chap. 3810 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les palais nationaux (Grand Palais)* (p. 5540, 5541) ; le retire (p. 5541) ; Chap. 4200 : *Secours aux fonctionnaires, retraités, veuves et orphelins* (p. 5559) ; Chap. 6140 : *Subventions aux cours de perfectionnement pour la promotion ouvrière* [19 juillet 1950] (p. 5610). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) [13 juillet 1950] (p. 5419). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8541, 8542) ; Sa demande de disjonction de l'article (p. 8544) ; le retire (p. 8545). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du statut des auxiliaires de l'enseignement primaire*) [12 décembre 1950] (p. 8959). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales ; Art 6 : *Discussion du statut des auxiliaires de l'enseignement primaire* [16 décembre 1950] (p. 9235) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, en qualité de Rap-

porteur [16 décembre 1950] (p. 9235, 9236, 9237) ; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ce que le Ministre ne puisse diminuer le nombre des suppléants proposés par les inspections académiques* [20 décembre 1950] (p. 9361) ; *Amendement de M. Deixonne relatif aux instituteurs restés à la disposition de leur académie* (p. 9361) ; *Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats* (p. 9362) ; Art. 2 bis : *Amendement de Mme Guérin tendant à supprimer l'article prévoyant des suppléants éventuels* (p. 9366, 9367) ; Art. 4 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à fixer la rémunération mensuelle à 120 0/0 du minimum vital* (p. 9370) ; Art. 9 : *Amendement de M. Signor tendant à appliquer la loi un mois après promulgation* (p. 9372) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1507) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le salaire minimum des maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2218, 2234, 2235) ; Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* (p. 2259, 2260, 2261) ; EDUCATION NATIONALE : Chap. 1000 : *Création d'emplois et recrutement d'instituteurs* [20 avril 1951] (p. 3659) ; *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (subventions aux écoles confessionnelles)* (p. 3763) ; Chap. 1070 : *Personnel de l'administration académique (services extérieurs)* (p. 3675) ; Chap. 1140 : *Ecoles normales supérieures (traitement des élèves-maîtres)* [21 avril 1951] (p. 3702, 3703) ; Chap. 1360 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'enseignement secondaire (surveillants généraux des lycées)* (p. 3709, 3710) ; Chap. 1410 : *Ecoles primaires (constructions d'écoles)* (p. 3713, 3714) ; *Amendement de Mlle Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (situation des directeurs des écoles normales primaires)* (p. 3730, 3731) ; Chap. 1430 : *Amendement de M. Thamiér tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de suppléances (suppléants de la région parisienne)* (p. 3735) ; Chap. 1450 : *Allocation aux médaillés de l'enseignement* (p. 3737) ;

Chap. 1640 : *Amendement de M. Faraud tendant à titulariser le personnel contractuel de l'équipement sportif* (p. 3748); Chap. 1660 : *Personnel complémentaire des centres régionaux de la jeunesse et des sports* (p. 3749); Chap. 1830 : *Personnel du Mobilier national et des Manufactures de Sèvres et des Gobelins* (p. 3750); Chap. 2380 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de l'hygiène scolaire* (p. 3754); Chap. 5220 : *Orientation professionnelle* [23 avril 1951] (p. 3772); Chap. 5320 : *Internats de l'enseignement technique (orientation des élèves)* (p. 3774, 3775); Art. 11 : *Son amendement tendant à créer des inspections de l'orientation professionnelle* (p. 3786); EDUCATION NATIONALE : amendé par la Conseil de la République; Chap. 1420 : *Instituteurs intérimaires de l'enseignement primaire (statut des directeurs d'écoles primaires)* [22 mai 1951] (p. 5660); Chap. 4070 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif à la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 5662); Art. 12 : *Exemptions d'impôts pour les associations sportives, touristiques et culturelles* (p. 5666); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour les dépenses d'équipement de l'Education nationale* [11 avril 1951] (p. 3137, 3138); — du projet de loi de finances pour 1951, Art. 15 A : *Son amendement relatif à la constitution des cadres supérieurs des administrations centrales* [18 mai 1951] (p. 5527); Art. 15 D : *Son amendement relatif aux écoles et au Centre national de géologie (école de Beaumont-sur-Oise)* (p. 5528); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République : *Absence du Rapporteur pour avis* [21 mai 1951] (p. 5622); *sa proposition de reporter le débat à plus tard* (p. 5623); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 5624); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'interdiction absolue d'exercer dans ces établissements pour les condamnés de droit commun* (p. 5625); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir appel des décisions des commissions départementales devant le Conseil supérieur de l'entraide sociale* (p. 5625, 5626); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer*

le dernier alinéa permettant de continuer à exercer à des personnes n'ayant pas les conditions de moralité exigées (p. 5627, 5628); *amendement de M. Dominjon tendant à considérer le personnel en fonction comme possédant les titres prévus* (p. 5629); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5629, 5630).

### LENORMAND (M. Marcel), Député du Calvados.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102). [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu : secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803); vice-président de cette Commission [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommé membre de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [19 mai 1948] (p. 2732).

### Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation journalière d'attente accordée aux sinistrés et aux réfugiés nécessiteux, dont le taux actuel a été fixé par l'ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1945 ainsi qu'à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficier de cette allocation, n° 869. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale, n° 926. — Le 19 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour réviser et améliorer la réparation des dommages causés par les troupes alliées dans les maisons réquisitionnées, n° 2080. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur

la proposition de loi de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation journalière d'attente accordée aux sinistrés et aux réfugiés nécessiteux, dont le taux actuel a été fixé par l'ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1945 ainsi qu'à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficier de cette allocation, n° 2205. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant : 1° à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale aux victimes de l'accident survenu le 8 mai 1948 au chantier de démolition des hauts fourneaux du Colombelle et à leurs familles ; 2° à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles de ces victimes, n° 4179. — Le 13 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer une commission d'enquête pour connaître des responsabilités encourues dans l'accident survenu le 8 mai 1948 au chantier de démolition des hauts fourneaux de Colombelle et à en dégager les indications capables de conduire aux mesures susceptibles d'éviter les catastrophes qui frappent le monde du travail, n° 4187. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à constituer une commission d'enquête pour connaître des responsabilités encourues dans l'accident survenu le 8 mai 1948 au chantier de démolition des hauts fourneaux de Colombelle et à en dégager les indications capables de conduire aux mesures susceptibles d'éviter les catastrophes qui frappent le monde du travail, n° 4209. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale, n° 4508. — Le 17 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la gratuité des transports aux sinistrés réfugiés hors de leur lieu de travail, n° 4594. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi tendant à reconnaître le caractère permanent de certaines

tâches incombant au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, n° 4904. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la gratuité des transports aux sinistrés réfugiés hors de leur lieu de travail, n° 5163. — Le 7 août 1948, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés, n° 5209. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux familles des victimes de l'accident survenu le 18 mai 1949 à la fabrique de dynamite d'Ablon (Calvados), n° 7196. — Le 31 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 3 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu le 21 janvier 1950 au bâtiment de l'O.N.C.O.R. à Caen, n° 9112. — Le 17 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions telles que les « économies » prévues par l'article premier de la loi portant autorisation d'un programme de réarmement et de dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 ne puissent en aucun cas affecter les crédits prévus pour être attribués à la Caisse autonome de reconstruction, n° 12262. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à fixer le prix des loyers des immeubles d'Etat mis à la disposition des sinistrés au titre de leurs dommages de guerre, n° 12596.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*), Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 101 : *Services extérieurs et délégations départementales* [19 juillet 1947] (p. 3254) ; Chap. 106 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les représentants ouvriers* (p. 3256) ; *le maintient* (ibid.) ; Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* (p. 3263) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 002 ; *Amendement de M. Au-*



garde tendant à réduire les crédits pour allocations provisoires d'attente (*Barème des pensions attribuées aux victimes civiles*) [21 juillet 1947] (p. 3316). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances et les conséquences des évasions de la Centrale de Beaulieu à Caen [27 novembre 1941] (p. 5194); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 décembre 1947] (p. 5775, 5776); — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyer; Art. 2: *Son amendement concernant les loyers des locaux réparés ou reconstruits depuis la deuxième guerre mondiale* [18 décembre 1947] (p. 5872); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à exempter les sinistrés en reportant le prélèvement sur les dommages dus par l'Etat* [22 décembre 1947] (p. 6101); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6672); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948: *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6487, 6488); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 8: *Son amendement tendant à accorder aux victimes civiles les mêmes pensions qu'aux militaires* [6 février 1948] (p. 523); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948): *discussion générale* [25 février 1948] (p. 1051, 1052, 1053); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4: *Son amendement tendant à ajouter un article exonérant partiellement les sinistrés* [7 mars 1948] (p. 1504, 1505); Art. 7: *Son amendement relatif aux sinistrés* (p. 1520); [8 mars 1948] (p. 1551, 1552); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 2: *Son amendement tendant à ne pas demander l'avis de tous les Ministres intéressés* [17 mars 1948] (p. 1832, 1833); Art. 5: *Amendement de M. Gautier tendant à obliger le Ministre à donner son agrément après avis favorable de la Commission nationale* (p. 1834); Art. 11 *Son*

*amendement relatif aux charges de la société* (p. 1839); Art. 18: *Amendement de M. Gautier tendant à supprimer pour les associations l'obligation de représenter les deux tiers des intérêts* (p. 1853); Art. 27: *Son amendement tendant à faire rembourser aux associations leurs frais d'emprunts* (p. 1857); Art. 43: *Amendement de M. Michaut tendant à supprimer toute dérogation à l'interdiction faite à certaines personnes de gérer ces sociétés* (p. 1862); Art. 51: *Son amendement relatif aux charges des unions de coopératives* (p. 1865); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3059); — du projet de loi créant la Caisse autonome de reconstruction; Art. 6: *Amendement de M. Midol tendant à faire consulter le conseil d'administration sur le programme de travaux* [19 mars 1948] (p. 2002); Art. 12: *Amendement de M. Midol tendant à ce que les sommes inscrites au compte spécial soient affectées à la Caisse dès la signature de l'accord prévu* (p. 2003, 2004); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à créer une Commission d'enquête sur la catastrophe de Colombelles en qualité de Rapporteur [14 mai 1948] (p. 2660, 2661). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes de l'accident des hauts fourneaux de Colombelles (Calvados) [14 mai 1948] (p. 2688); la retire [19 mai 1948] (p. 2747). — Prend part à la discussion: de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles: *demande de M. Montillot de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2930); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 bis: *Son amendement tendant à prévoir le relogement des locataires évincés par reprises* [27 mai 1948] (p. 2954); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 48: *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au loyer des locaux réparés ou reconstruits depuis 1944* [26 août 1948] (p. 6294, 6295); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948, Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 100: *Ses observations sur la politique de reconstruction* [17 juillet 1948] (p. 4767, 4768, 4769, 4770); Chap. 106: *Rémunération des concours extérieurs; activité des représentants ouvriers auprès des services du Ministère* [18 juillet 1948]

(p. 4776, 4777, 4778) ; Chap. 3023 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour regrouper les délégations départementales* (p. 4780) ; ANCIENS COMBATTANTS ; Chap. 002 : *Allocations provisoires d'attente* [6 août 1948] (p. 5422) ; Chap. 500 : *Office national des Combattants et Victimes de guerre* (p. 5431, 5432) ; — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6010, 6011) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7637, 7638) ; Article unique : *Son contre-projet tendant à interdire dorénavant la réunion d'exploitations agricoles* (p. 7649) ; *Amendement de M. Genest tendant à supprimer les réunions d'exploitations faites depuis 1914 au lieu de 1939 seulement* (p. 7651) ; *Son amendement tendant à accorder un sursis de trois ans aux chefs de famille exploitants, installant un de leurs enfants dans un fonds réuni au leur* [17 décembre 1948] (p. 7670) ; *Son amendement tendant à faire déclarer par l'exploitant les fonds susceptibles d'amodiation et ceux qu'il veut conserver* (p. 7672) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la production française, l'insuffisance des crédits pour la reconstruction, l'incertitude des crédits américains, les titres d'emprunt remis aux sinistrés)* [23 décembre 1948] (p. 7874, 7875, 7876) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7911, 7912) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7920) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.) ; *Son amendement tendant à réduire le délai de remboursement des titres émis pour les sinistrés* (p. 7921) ; — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative à la crise du logement : *Discussion générale* [28 décembre 1948] (p. 8053). — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre (*Demande de M. Denais de renvoi à la Commission des finances*) [28 décembre 1948] (p. 8077) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit total de 106.691.000.000 francs* [31 décembre 1948] (p. 8208) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de 1949 (Dépenses civiles) ; Art. 1<sup>er</sup> : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Son amendement tendant à réduire les*

*crédits de 1.000 francs (Ses observations sur la suppression des commissions cantonales, l'insuffisance de l'indemnisation des sinistrés)* [31 décembre 1948] (p. 8236) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1106, 1107, 1108, 1109) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1396) ; *Son amendement tendant à supprimer la référence à la loi des maxima budgétaires* (p. 1397) ; Etat B : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* (p. 1400, 1401, 1402) ; Art. 4 : *Absence d'un auteur d'amendement* (p. 1403) ; Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour les dommages immobiliers* (p. 1423) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 1423) ; *Son amendement tendant à porter à 15 milliards ces mêmes crédits* (ibid.) ; *Son amendement tendant à dépasser le plafond de 270 milliards fixé par la loi des maxima* (p. 1442) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à affecter les ressources nouvelles, le cas échéant, à la reconstruction* (p. 1442, 1443) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 1453) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les économies sur le budget de la Reconstruction* [31 mai 1949] (p. 2977, 2978, 2979) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les crédits de la Caisse autonome de la reconstruction)* [22 décembre 1949] (p. 7175, 7176) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter de 100 milliards les crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7330, 7331, 7332) ; *Son amendement tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 7340, 7343) ; Art. 48 : *Amendement de M. Greffier tendant à attribuer une partie de l'emprunt à la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 7430) ; Article additionnel : *Amendement de M. Greffier tendant à prévoir des emprunts lancés par la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 7431) ; Art. 50 : *Emission de titres d'emprunt remis aux sinistrés* (p. 7432) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 48 : *Amendement de M. Midol*

tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emprunts contractés par la Caisse autonome de reconstruction et la S. N. C. F. [29 janvier 1950] (p. 790); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2325, 2326, 2327, 2328); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa permettant de faire des virements de crédits d'un chapitre à l'autre* [28 mars 1950] (p. 2485, 2486); Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet tendant à prévoir la répartition de ces crédits entre les diverses catégories de sinistrés* (p. 2496); *Amendement de M. Brillouet relatif à l'attribution de priorités nationales de reconstitution d'immeubles* (p. 2498); *Amendement de M. Midol tendant à modifier la répartition des crédits par catégories de sinistrés en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2499, 2504); Art. 3 ter : *Amendement de M. Midol tendant à fixer le forfait pour les mobiliers détruits à 225.000 francs* (p. 2510); — du projet de loi relatif au développement des investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : *Son amendement tendant à porter à 150 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3069); Art. 7 : *Son amendement tendant à n'accorder de prime à la construction que pour les maisons individuelles ou les habitations à bon marché* (p. 3073, 3074); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* (*Ses observations sur la réforme de la politique de l'habitat*) [13 juin 1950] (p. 4690, 4691, 4692); Chap. 6140 : *Frais de vente des immeubles construits par l'Etat* [14 juin 1950] (p. 4738, 4739); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4740, 4741); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Question préalable posée par M. Nisse* [14 décembre 1950] (p. 9106); Chap. 1000 : *Suppression du personnel, lenteur de la reconstruction et insuffisance des crédits alloués* (p. 9108, 9109, 9110, 9111); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Insuffisance des crédits de reconstruction)* [15 décembre 1950] (p. 9158, 9159); Chap. 6110 : *Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions provisoires* (p. 9185); — du projet

de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; RECONSTRUCTION ET URBANISME; Art. 1<sup>er</sup> A : *Blocage de 15 0/0 des crédits votés* [14 mars 1951] (p. 1922, 1923); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Sa motion préjudicielle tendant à demander 500 milliards pour la reconstruction* [12 avril 1951] (p. 3190, 3191, 3192); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guiguen tendant à établir une évaluation totale des dommages de guerre avant le 31 décembre 1951* [13 avril 1951] (p. 3278, 3279); *Amendement de M. Albert Rigal relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par des propriétaires sinistrés* (p. 3280); Art. 18 : *Amendement de M. Fievez tendant à réduire le taux des prêts de 2 à 1 0/0* (p. 3287); Art. 19 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à reloger les locataires des immeubles insalubres détruits* (p. 3288); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gouge tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement par titres* [18 avril 1951] (p. 3468, 3469); Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales* (p. 3472, 3473); *Amendement de M. René Schmitt tendant à prévoir un emprunt de 80 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction* (p. 3494); Art. 21 : *Amendement de Mme Nautre tendant à porter le plafond des indemnités forfaitaires pour les dommages mobiliers à 225.000 francs* [19 avril 1951] (p. 3524); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; INTÉRIEUR, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les abattements sur subventions aux collectivités locales atteintes par faits de guerre* [7 mai 1951] (p. 4759); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article portant suppression des services de logement* [8 mai 1951] (p. 4834).

**LEPERVANICHE (M. Léon de)** Député de la Réunion.

Son élection est validée [25 janvier 1949] (p. 113). = Est nommé membre : de la commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse

[21 janvier 1947] (p. 27); de la Commission de l'intérieur [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 19 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au département de la Réunion en vue de secourir des sinistrés et de réparer les dégâts causés par un cyclone qui s'est abattu sur l'île entre le 11 et le 13 janvier 1950, n° 9008. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 et à maintenir l'organisme autonome du chemin de fer et du port de la Réunion dit « C. P. R. », n° 11924.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (*Fonctionnaires d'outre-mer*) [31 janvier 1947] (p. 136); — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 767); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Elections du Tchad*) [29 mars 1947] (p. 1320); — sur le projet de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane [10 juillet 1947] (p. 2899). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Urgence du débat sur la proposition de résolution en faveur des sinistrés de l'île de la Réunion* [3 février 1948] (p. 356). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 484); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer le reclassement dans les départements d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 495, 496); Art. 4 : *Modalités d'application du reclassement en territoires*

*occupés et outre-mer* (p. 496); *Amendement de M. Césaire relatif à l'application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 501); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les secours aux victimes du cyclone de la Réunion : *Ses explications de vote* [17 mars 1948] (p. 1821, 1822). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du sucre à la Réunion et est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Babet sur le prix du sucre à la Réunion [4 mai 1948] (p. 2502, 2503). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du sucre à la Réunion fixé par l'arrêté du 4 mai 1948 [13 mai 1948] (p. 2603). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les nouveaux départements d'outre-mer : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2822, 2823); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE : *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2824, 2825, 2826); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 169-2 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour les exploitations en régie* [25 mai 1948] (p. 2905); INTÉRIEUR, Chap. 601 : *Secours aux victimes des calamités publiques de la Réunion* [28 juillet 1948] (p. 4967); EDUCATION NATIONALE, Chap. 360 : *Coordination de l'enseignement outre-mer* [4 août 1948] (p. 5314, 5315). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prix du sucre à la Réunion*) [15 juin 1948] (p. 3540); (*Débat sur les fonctionnaires de la Réunion*) [15 juillet 1948] (p. 4608, 4609). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intégration dans le cadre métropolitain des fonctionnaires coloniaux des eaux et forêts [15 juillet 1948] (p. 4624). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer; Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer l'article relatif à la réorganisation des justices de paix* [11 juillet 1949] (p. 4583); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6422). — Son rapport sur les élections du territoire de l'Océanie [6 décembre 1949] (p. 6653). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1<sup>er</sup> : *Amen-*

dement de Mlle Archimède tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans la métropole [20 janvier 1950] (p. 432);

Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un taux spécial dans la zone du franc C. F. A.* (p. 433, 434). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des cheminots et dockers de la Réunion et l'attitude du préfet Béchof [17 octobre 1950] (p. 6921). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 octobre 1950] (p. 6923, 6924). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 27 décembre 1950 autorisant le département de la Réunion à exploiter en régie directe le chemin de fer de la Réunion [8 janvier 1951] (p. 281). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 50.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Attitude de M. Bozzy, sous-préfet de la Réunion)* [6 février 1951] (p. 814); Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Salaire de la police de la Réunion)* [13 février 1951] (p. 1052); Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais de déplacement des C. R. S.* (p. 1081); Chap. 5160 : *Son amendement tendant à réduire de 1 franc les crédits de ce chapitre (Prix du pain dans les départements d'outre-mer)* [20 février 1951] (p. 1344); Chap. 5170 : *Subventions pour la limitation du prix du pain aux Antilles* (p. 1345). — S'excuse de son absence [17 juin 1947] (p. 2135), [10 février 1948] (p. 562). — Obtient des congés [17 juin 1947] (p. 2135), [10 février 1948] (p. 562).

### LE SASSIER-BOISAUNÉ (M. Etienne),

*Député de l'Orne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (ibid.)

Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

### LE SCIELLOUR (M. Joseph), Député du *Maine-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [8 novembre 1949] (p. 6002); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi de 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, n° 100. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprises, n° 670. — Le 18 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 141 du Livre II du Code du travail, n° 3864. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, n° 4905. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 6378. — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur : 1° la proposition de loi

de M. Besson et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe ; 2° la proposition de résolution de M. Morand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à considérer les mineurs affiliés à la Caisse autonome de retraites comme les mineurs de charbon et à leur accorder une indemnité égale au montant d'une journée de travail à l'occasion de la Sainte-Barbe, **n° 8799**. — Le 3 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. — le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs ; 2° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, **n° 9841**. — Le 24 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; 2° les propositions de loi : a) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs ; b) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves ; c) de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, **n° 10039**. — Le 7 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi modifiant le décret **n° 46-2769** du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines,

**n° 10206**. — Le 14 juin 1950, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; 2° les propositions de loi : a) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs ; b) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves ; c) de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, **n° 10284**. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret **n° 46-2769** du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 10919**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés de l'agriculture le bénéfice du décret **n° 50-1029** du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti, **n° 11319**. — Le 13 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (**n° 10909**) instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées, **n° 11605**. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (**n° 12189**) donné par le Conseil de République sur la proposition de loi (**n° 8627**) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe, **n° 12320**. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (**n° 10487**) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 205 du décret **n° 46-2769** du 27 novembre 1946, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 13156**.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 31).

**LESCORAT (M. André)**, Député du Lot-et-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [4 mars 1947] (p. 557); de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [21 février 1950] (p. 1263), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 (modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [3 février 1948] (p. 362). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles ; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7647, 7648); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 décembre 1948] (p. 7680); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la lourdeur des impôts, la politique agricole et l'absence de grands hommes de Gouvernement)* [23 décembre 1948] (p. 7878, 7879). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement [18 janvier 1949] (p. 36); la développe (*Ses observations sur la carence du Gouvernement en matière agricole, la nécessité de diriger et*

*d'orienter les cultures, l'inefficacité du dirigisme en matière agricole, les bénéfices scandaleux réalisés par la Société interprofessionnelle de répartition des pommes de terre de semence, lors des exportations de pommes de terre en Espagne, la production de paille française, la taxation trop lourde pour les agriculteurs*) [24 février 1949] (p. 863, 864, 865, 866); — sur les conditions de la détention du maréchal Pétain âgé maintenant de 94 ans [17 mai 1949] (p. 2549); — sur les sanctions administratives à prendre contre M. Lecène, préfet de l'Ain, convaincu de faux et usage de faux [28 juillet 1949] (p. 5468). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 735, 736, 737); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à condamner le fait d'avoir sollicité des autorités allemandes la réparation d'un organe de presse* [3 mars 1950] (p. 1818, 1819). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5334, 5335). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6652); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur la possibilité de négociations, l'union nécessaire en France)* [19 octobre 1950] (p. 7006, 7007); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ d'application de la loi* [9 novembre 1950] (p. 7568, 7569, 7570, 7572); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8037, 8038). — Dépose une demande d'interpellation sur l'affaire de dénonciation calomnieuse visant Mme Capitani [5 décembre 1950] (p. 8614). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9942, 9943). — S'excuse de son absence [6 février 1947] (p. 188). — Obtient un congé [6 février 1947] (p. 188).

**LESPÈS (M. Henri)**, *Député de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [17 janvier 1949] (p. 299) ; de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 décembre 1948] (p. 7390).

### Dépôts :

Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer toutes les communes « à régime normal » de la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne), dans les communes « à régime spécial » pour les modalités du ravitaillement, **n° 1481**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à soumettre au Parlement les directives générales de la politique économique, **n° 1637**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à assurer à la modernisation et à l'équipement de l'agriculture de la métropole, et plus généralement des territoires de l'Union française, la priorité dans les programmes établis pour la mise en œuvre du plan en 1948, **n° 2298**. — Le 20 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Eugène Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à prohiber toute application rétroactive des modifications aux tarifs de prestations de gaz et d'électricité, **n° 4280**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1949, une proposition de loi modifiant la loi n° 46-2924 du 29 décembre 1946 relative aux conventions collectives de travail, **n° 6921**. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Furaud tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur, dite « Promotion de l'Energie », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électro-technique de Grenoble,

**n° 10766**. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 11793) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 9990), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à créer une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur, dite « Promotion de l'Energie », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électro-technique de Grenoble, **n° 12145**. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 12183) de M. Alfred Krieger tendant à appliquer au personnel des industries électriques et gazières la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application du décret-loi du 29 octobre 1936 concernant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, **n° 12498**.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives ; Art. 3 : *Composition « paritaire » de la Commission supérieure des conventions collectives* [23 décembre 1946] (p. 296). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la Sécurité sociale, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1947, et sur la position que compte adopter, à cet égard, le Gouvernement, relativement aux engagements pris par M. le Ministre du Travail devant l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 [28 janvier 1947] (p. 55) ; la développe [31 janvier 1947] (p. 112, 115) ; — sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement pour mettre en œuvre dans les entreprises nationalisées des méthodes de gestion assurant l'efficacité de leur organisation et l'équilibre de leur bilan, conformément à leur caractère industriel et commercial pour répondre aux buts que leur assignait la charte de la Résistance [2 mai 1947] (p. 1436) ; la développe [5 juin 1947] (p. 1903 à 1910), [13 juin 1947] (p. 2097), [20 juin 1947] (p. 2282, 2283, 2284) ; *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 2287, 2288). — Pose à M. le Ministre du Travail une question sur la représentation de la Chambre syndicale nationale des voyageurs, représentants et placiers auprès du conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale [30 mai 1947] (p. 1849). — Est



entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de son interpellation sur la gestion des entreprises nationalisées*) [13 juin 1947] (p. 2104). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement : *Discussion générale (Politique économique : prix, salaires et production; hausse des premiers, baisse de cette dernière)* [27 novembre 1947] (p. 5180, 5181, 5182), — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la définition de la région parisienne* [12 décembre 1947] (p. 5669, 5670); *le retire* (p. 5671). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du prix du courant électrique par le Gouvernement et le financement de l'équipement des industries nationalisées [26 janvier 1948] (p. 202); est entendu sur la fixation de la date de discussion [24 février 1948] (p. 1014), [4 mai 1948] (p. 2495, 2496, 2497); développe cette interpellation [21 mai 1948] (p. 2851 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [4 juin 1948] (p. 3235, 3236); *Son ordre du jour motivé* (p. 3239). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation*) [17 février 1948] (p. 792). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1418, 1419); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; *Discussion générale* [16 mars 1948] (p. 1759, 1760); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Peyrat relatif au rôle du Centre national de la recherche scientifique* (p. 1761); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 juillet 1948] (p. 4518); — du projet de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [13 mai 1948] (p. 2570, 2571); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (Mauvaise gestion financière, aérodrome de Villaroche)* [22 juin 1948] (p. 3808 et suiv.); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma; Art. 2 : *Amendement de*

*minimum pour la taxe de sortie sur les films* [30 juillet 1948] (p. 5092, 5093); *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à supprimer le minimum pour la taxe sur les films en version originale* (p. 5094); Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir le concours de la Confédération nationale du cinéma* (p. 5095); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'aide aux exploitants* [16 septembre 1948] (p. 6554, 6555); *le retire* (p. 6556); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6557). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6490). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6612, 6613, 6614, 6615); Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à ne pas majorer l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6658); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas modifier l'assiette de l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6673); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à considérer comme utilitaires tous les véhicules professionnels* (p. 6685); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à indemniser les victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7467); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : *Pose la question préalable* [10 décembre 1948] (p. 7534 et suiv.); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8131); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 8142); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8162, 8163, 8164); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa proposition de réserver l'article* (p. 8171); Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales* (p. 8172); Art. 3 : *Amendement de M. Louvel relatif à la réorganisation administrative du Gaz de France* (p. 8176, 8177); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8330);

— de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Michel tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 271); *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul l'initiative de la fixation des droits* (p. 273); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir, pour un trimestre, un crédit de 67.250 millions* (p. 1138); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1905, 1906, 1907, 1908, 1920). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de déflation pratiquée par l'Etat vis-à-vis des entreprises agricoles, industrielles et commerciales [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit de la S. N. C. F. et l'augmentation du prix de l'essence)* [23 mai 1949] (p. 2822, 2823, 2824); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels : *Discussion générale* [27 juillet 1949] (p. 5371); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 6, 7, 8 et 9* (p. 5380, 5381); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5439); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5583, 5584); Art. 3 : *Aménagements et installations des nouvelles entreprises privées de production électrique* (p. 5608); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la Société Berliet à la date du 5 décembre 1944* [29 novembre 1949] (p. 6442, 6443, 6444, 6445, 6446); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6624, 6625); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer un prix de vente uniforme* [9 décembre 1949] (p. 6730). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux recettes et dépenses du Centre national du commerce extérieur et du *Moniteur officiel du commerce*

*et de l'industrie* [16 décembre 1949] (p. 6961). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Sous-amendement de M. Gazier tendant à supprimer la phrase prévoyant un blocage temporaire des crédits* [28 décembre 1949] (p. 7486); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Demande de suspension de la séance, présentée par M. de Tinguy* [31 décembre 1949] (p. 7641); Art. 1<sup>er</sup> (art. 31 F du Code du travail) : *Son amendement tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie de travailleurs intéressée* (p. 7642, 7643); Art. 31 G : *Son amendement relatif aux dispositions que doivent contenir obligatoirement toutes les conventions collectives* [3 janvier 1950] (p. 30, 31); *le retire* (p. 31); Art. 31 H : *Amendement de M. André tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une commission* (p. 42); Art. 31 I : *Son amendement tendant à prévoir, au cas de l'existence d'une convention nationale, que les conventions locales en seront une adaptation* (p. 43); *le retire* (ibid.); Art. 20 : *Son amendement tendant à maintenir les avantages acquis dans les conventions collectives antérieures* [4 janvier 1950] (p. 146, 147); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 161); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> (art. 31 F du Code du travail) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [2 février 1950] (p. 929, 930), *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 955, 957); Art. 31 G : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conditions d'établissement de la hiérarchie des salaires et des avantages accessoires aux contrats du travail* (p. 982); Art. 31 I : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République fixant les clauses contenues dans les conventions régionales ou locales* (p. 984, 985); Art. 310 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la conclusion d'accords particuliers à un ou plusieurs établissements et prévoyant des primes de productivité* (p. 988); *Amendement de M. Theetten tendant*

à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux primes à la productivité (p. 991) ; Ses explications de vote sur l'ensemble [8 février 1950] (p. 1090, 1091). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux frais de perception de l'impôt de 5 0/0 au titre des gens de maison [17 février 1950] (p. 1222). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement massif de milliers de travailleurs de la S. N. E. C. M. A. [25 avril 1950] (p. 2806) ; la développe [2 mai 1950] (p. 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3128) ; *Son ordre du jour demandant la réorganisation de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3149, 3154, 3155). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à la catastrophe aérienne des Açores [28 avril 1950] (p. 3060, 3061). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 13 : *Amendement de M. Michelet tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant un délai de deux ans pour la réintégration dans la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8211) ; Art. 14 : *Amendement de M. Michelet tendant à prévoir par décret des réintégrations individuelles dans les emplois et fonctions publiques* (p. 8216) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils pour l'exercice 1950 ; **INDUSTRIE ET COMMERCE** : Chap. 5070 : *Subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux (Importations de charbons américain et allemand)* [7 décembre 1950] (p. 8751, 8752). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise d'approvisionnement en charbon [25 janvier 1951] (p. 362). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Adoption sans débat d'une promotion de Légion d'honneur*) [23 février 1951] (p. 1561, 1562). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Vente avec coupons-primes* [14 mars 1951] (p. 1905) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République ; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Chap. 1000 : *Ses observations sur le ravitaillement en charbon* [14 mars 1951] (p. 1915, 1916, 1918). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de salaires et de prix [5 avril 1951] (p. 2741) ; est entendu sur la fixation de la date de discus-

sion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3207, 3208). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la limitation du prélèvement exceptionnel [11 mai 1951] (p. 5047).

**LETOURNEAU (M. Jean)**, *Député de la Sarthe.*

*Ministre du Commerce.*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 9 mai 1947.

*Ministre du Commerce, de la Reconstruction et de l'Urbanisme.*

(Cabinet RAMADIER)

du 9 mai 1947 au 11 août 1947.

*Ministre de la Reconstruction et à l'Urbanisme.*

(Cabinet RAMADIER)

du 11 août 1947 au 22 octobre 1947.

*Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et de l'Urbanisme.*

(Cabinet RAMADIER)

du 31 octobre 1947 au 24 novembre 1947.

*Ministre de la France d'outre-mer.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre d'Etat, chargé de l'information*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

*Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.*

(Cabinet PLEVEN)

du 11 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 janvier 1948]

(p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 28 février 1947, un projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales, n° 780. — Le 28 février 1947, un projet de loi relatif à la création et à l'extension de fonds de commerce et à l'attribution de contingents de démarrage, n° 781. — Le 16 mai 1947, un projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds, n° 1316. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1947, un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1947, d'un crédit de 80.000.000 de francs pour participation de la France à l'exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, n° 1875. — Le 8 juillet 1947, un projet de loi modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts, n° 1939. — Le 21 juillet 1947, un projet de loi relatif aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, n° 2084. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant suppression du Comité consultatif des arts et manufactures et création d'un comité consultatif des établissements classés, n° 2335. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures, n° 2354. — Le 12 août 1947, un projet de loi relatif au *Bulletin officiel du registre du commerce* et du *registre des métiers*, n° 2398. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi tendant à habilitier le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à tenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 2582. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le Gouverne-

ment de la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 4833. — Le 22 novembre 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane), n° 8420. — Le 29 novembre 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949, portant approbation de la délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 janvier 1949 tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire, des collectivités publiques et de l'Institut de recherches médicales d'Océanie, n° 8516. — Le 8 décembre 1949, un projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français à statut civil particulier au statut civil de droit commun, n° 8640. — Le 23 décembre 1949, un projet de loi relatif à l'accession au statut civil de droit commun des administrés français des territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, n° 8837. — Le 31 décembre 1949, un projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 8930 (Rectifié). — Le 13 janvier 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> août 1949 rejetant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales, n° 8973. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, n° 8974. — Le 3 février 1950, un projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du Code pénal, n° 9155. — Le 3 février 1950, un projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de la loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948 modifiant l'article 13 de la loi du

22 juillet 1867 sur la contrainte par corps, n° 9158. — Le 7 février 1950, une lettre rectificative au projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis, n° 9190. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 réglementant le régime des douanes dans ce territoire, n° 9305. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire, n° 9307. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à proroger le mandat des membres du Conseil représentatif de la Côte française des Somalis, n° 9308. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire, n° 9309. — Le 23 février 1950, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, les dispositions de la loi du 20 décembre 1884 concernant la répression des infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 relative à la protection des câbles sous-marins, n° 9316. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Conseil d'administration des Iles Wallis et Futuna modifiant le tarif des droits de douane applicables dans cet archipel, n° 9317. — Le 28 février 1950, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du Conseil d'administration du Cameroun, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, n° 9383. — Le 14 mars 1950, un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et terri-

toires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 9468. — Le 23 mars 1950, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar, n° 9590. — Le 5 mai 1950, un projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, l'article 248 du Code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus, n° 9870. — Le 5 mai 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 20 septembre 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 9 juin 1938 sur le régime de l'admission temporaire dans ce territoire, n° 9873. — Le 5 mai 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 25 octobre 1949 par le Grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire, n° 9875. — Le 23 mai 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, n° 9993. — Le 5 juin 1950, un projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 10175. — Le 8 juin 1950, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du Code pénal, n° 10235. — Le 15 juin 1950, un projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 7 juin 1949, abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle, n° 10295. — Le 19 octobre 1950, un projet de loi portant amnistie en faveur des Issaraks ralliés au Gouvernement cambodgien, n° 11076.

**Interventions :**

Est nommé : *Ministre du Commerce* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939); — *Ministre du Commerce, de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Ramadier) [Décret du 9 mai 1947] (*J. O.* du 10 mai 1947, p. 4334) (1).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), **COMMERCE** : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3109, 3110); Chap. 100 : *Traitements du Ministre et de l'administration centrale* (p. 3110); Chap. 101 : *Indemnités pour l'administration centrale* (ibid.); Chap. 309 : *Achat de matériel automobile* (p. 3111); Chap. 310 : *Entretien du parc automobile* (p. 3111, 3112); Chap. 604 : *Situation des inventeurs* (p. 3112); **RECONSTRUCTION ET URBANISME** : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3230, 3234, 3237, 3241); Chap. 100 : *Ses observations sur la politique générale de la Reconstruction* (p. 3249, 3250, 3251, 3252, 3253); *Amendement de M. Gautier tendant à réduire les crédits pour traitements du Ministre et de l'administration centrale* (p. 3253); Chap. 101 : *Ses observations sur l'obtention des permis de construire* (p. 3254); *Ses observations sur la répartition des matériaux et le paiement des entreprises* (p. 3255); Chap. 106 : *Rémunération de concours extérieurs* (p. 3255); Chap. 109 : *Indemnités aux fonctionnaires en Alsace-Lorraine* (p. 3257); Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* (p. 3257, 3258); Chap. 300 : *Remboursements de frais de matériel et d'entretien* (p. 3258); Chap. 301 : *Indemnités pour difficultés d'existence* (p. 3258); Chap. 302 : *Utilisation du matériel inemployé et réductions de crédits pour le matériel* (p. 3259); Chap. 304 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour frais de correspondance* (p. 3259, 3260); Chap. 306 : *Réduction de crédits pour l'édification de baraquements provisoires* (p. 3260, 3261); Chap. 307 : *Acquisition de matériel automobile* (p. 3261); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 3261, 3262); Chap. 403 : *Amendement de M. Bougrain tendant à supprimer la participation de l'Etat aux dépenses du personnel des services de logement* (p. 3262, 3263);

Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* (p. 3263, 3264); Chap. 406 : *Observations de M. Tourné sur les sinistrés des Pyrénées-Orientales* (p. 3265); Chap. 410 : *Subventions aux organismes d'habitations à bon marché* (p. 3266); Chap. 500 : *Observations de M. Midol sur la forclusion des demandes des sinistrés* (p. 3266); Chap. 604-2 : *Etudes et recherches relatives à l'urbanisme* (p. 3266); Chap. 604-5 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits pour la documentation* (p. 3267); Chap. 700 : *Dépenses de déminage et désobusage* (p. 3267). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour participation à l'Exposition internationale d'urbanisme et d'habitation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3827, 3828); Art. 7 : *Amendement de M. Guilbert tendant à majorer l'allocation pour les familles nombreuses* (p. 3831); Art. 8 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer les dispositions de l'article 47 de la loi du 28 octobre 1946; Demande la reprise de l'ancien article 7 du projet du Gouvernement* (p. 3831); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget de la Reconstruction et de l'Equipement (Exercice 1947); Art. 5 : *Montant des crédits pour les dommages de guerre (Emprunts émis par les groupes de sinistrés)* [8 août 1947] (p. 4105). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [11 août 1947] (*J. O.* du 12 août 1947, p. 7863) (1). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et l'Urbanisme* [31 octobre 1947] (*J. O.* du 1<sup>er</sup> novembre 1947, p. 10862) (1). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et à l'Urbanisme* [20 novembre 1947] (p. 5093).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : de trois projets de lois portant ratification de trois actes internationaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4290 et suiv.) : *Engagements de Bretton Woods* [6 juillet 1948] (p. 4368); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, **RECONSTRUCTION**; Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* [18 juillet 1948] (p. 4786); Chap. 502 : *Son amendement tendant*

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

à rétablir les crédits prévus pour la fondation française du bâtiment [18 juillet 1948] (p. 4786, 4787, 4788). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Bidault) [Décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Defferre tendant à confier l'émission de la monnaie à un institut d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6557, 6558); *Amendement de M. Duveau tendant à maintenir les règles d'émission fixées par la loi du 22 décembre 1925* (p. 6558); *Amendement de M. Duveau tendant à limiter à vingt ans la durée du renouvellement du privilège d'émission* (p. 6559, 6560); Art. 2 : *Augmentation du capital de la société* (p. 6560); *Amendement de MM. Burlot, Duveau et Silvandre tendant à maintenir la participation de l'Etat à 51 0/0 du capital* (p. 6561); Art. 3 : *Amendement de M. Burlot tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562); *Sous-amendement de M. Citerne tendant à prévoir des crédits à court terme* (p. 6563, 6564); *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir des crédits sans intérêt pour le crédit agricole* (p. 6564, 6565); *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir des prêts à long terme aux artisans et pour la construction d'immeubles* (p. 6566); Art. 4 : *Amendement de MM. Burlot et Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration un membre de la Caisse centrale de la France d'outre-mer* (p. 6581); *Amendement de M. Arthaud tendant à inclure dans le conseil d'administration six membres élus par les assemblées représentatives locales* (p. 6582); *Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce* (p. 6582, 6583, 6584); *Amendement de M. Duveau tendant à spécifier que six administrateurs au moins seront « privés »* (p. 6584); *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir le transfert du siège social à Tananarive* (p. 6584); Art. 6 : *Amendement de M. Apithy tendant à faire contrôler la banque par deux commissaires aux comptes experts-comptables* (p. 6585); Art. 7 : *Amendement de M. Arthaud tendant à faire approuver par une loi les conventions sur les modalités d'application* (p. 6585); *Amendement*

*de M. Duveau tendant à dispenser les conventions prévues des droits de timbre et d'enregistrement* (p. 6586); Art. 8 : *Amendement de M. Silvandre relatif à la contre-valeur des billets perdus* (p. 6586); *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le troisième alinéa (ibid.)*; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6587). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Paroles prononcées par M. Arthaud au sujet de la politique coloniale française*) [23 décembre 1949] (p. 7194) — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Amendement de M. Rivet tendant à diminuer de 5 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7304); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à augmenter de 1.000 francs les crédits pour les forces des territoires d'outre-mer* (p. 7306); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production (Ses observations sur le décret différenciant le régime des fonctionnaires coloniaux, suivant leur origine)* [30 décembre 1949] (p. 7606). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 590, 591, 592, 593, 594); *Question préalable posée par M. Aumeran* (p. 601); *Motion préjudicielle de M. Jacques Duclos tendant à surseoir à la ratification* (p. 602); *Motion préjudicielle de M. Defferre tendant à affirmer l'indépendance du Viet-Nam quel que soit son Gouvernement* (p. 604, 606); *Discussion générale* (p. 611, 634, 635), [28 janvier 1950] (p. 647, 653, 661, 662, 667, 675); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation générale des populations de l'Indochine* (p. 685, 687). — Répond à une question de M. Benoist relative au débouchage des Malgaches dans les entreprises publiques pour motif politique [27 janvier 1950] (p. 598). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer [29 janvier 1950] (p. 733). — Répond à une question : de M. Benoist relative au régime de certains condamnés malgaches [3 février 1950] (p. 970); — de M. Benoist relative au traitement infligé à certains condamnés malgaches [3 février 1950] (p. 971); — de M. Castellani relative à l'attribution d'une

décoration dans l'ordre de la Légion d'honneur [3 février 1950] (p. 971). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Urgence* [16 février 1950] (p. 1106); — la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1126, 1136, 1137, 1138, 1139). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 février 1950] (p. 1253, 1260, 1261), [23 février 1950] (p. 1325); Art. 1<sup>er</sup> : *Pension des retraités militaires des territoires d'outre-mer* (p. 1327); Art. 2 : *Amendement de M. E. Lambert tendant à ne pas appliquer l'article aux militaires* (p. 1337); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir une réglementation particulière pour le régime des congés* (p. 1338); Art. 3 : *Amendement de M. Laurelli tendant à ne pas empiéter sur les prérogatives des assemblées représentatives locales* (p. 1339); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1347); — du projet de loi organisant un référendum dans les établissements français de l'Inde : *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1438, 1439); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2, Etat C : *Amendement de M. Biscarlet tendant à supprimer les investissements en Indochine* [26 avril 1950] (p. 2933); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 2 milliards les investissements en Indochine et à augmenter de 2 milliards les prêts agricoles* (p. 2934, 2935); *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* (p. 2936). — Répond à une question de M. Citerne relative à la réintégration de fonctionnaires malgaches licenciés [5 mai 1950] (p. 3331, 3332). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1520 : *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1 million les crédits pour la solde des officiers (Cercle de l'Adrar en Mauritanie)* [11 mai 1950] (p. 3610); *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (prime capital-décès)* (p. 3611); *Amendement de M. Métayer tendant*

*à réduire de 1 million les crédits de ce chapitre (armée vietnamienne)*. (p. 3611); Chap. 1530 : *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour solde de la troupe (prime d'engagement)* (p. 3612, 3613); *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe (Volontaires du contingent)* (p. 3612, 3613); Chap. 1560 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Envoi de gendarmes en Indochine)* (p. 3613); Chap. 3510 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport du personnel militaire (Admission des familles en Indochine)* (p. 3614); Chap. 4500 : *Amendement de M. Guesdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service social outre-mer (Rythme des relèves en Indochine)* (p. 3615); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [6 juin 1950] (p. 4313, 4314, 4315); Art. 2 : *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4320); Chap. 1000 : *Amendement de M. Martine tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour le personnel de l'administration centrale (Création d'emplois)* (p. 4330, 4331); Chap. 1060 : *Amendement de M. Félix Tchicaya tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les inspecteurs des colonies* (p. 4332); Chap. 1130 : *Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école supérieure d'agriculture tropicale* (p. 4333); Chap. 1150 : *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les chiffres du Gouvernement pour l'institut de médecine vétérinaire des pays tropicaux* (p. 4334); Chap. 1270 : *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les crédits pour les rappels aux fonctionnaires réintégrés* (p. 4334, 4335); Chap. 1280 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 100.000 francs les crédits demandés pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Incidents de la Côte d'Ivoire)* (p. 4336); *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 398 millions les crédits pour le personnel d'autorité (Guerre du Viet-Nam)* (p. 4338); *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Incidents du Niger)* (p. 4340, 4341); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de déplacement et de mission* (p. 4341);



Chap. 3140 : *Amendement de M. Césaire tendant à réduire de 32 millions 525 mille francs les crédits pour la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer* (p. 4342) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Laurelli tendant à rétablir les crédits demandés pour les subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 4343, 4344) ; Chap. 5040 : *Amendement de M. Pronreau tendant à réduire de 2 millions les crédits pour les subventions aux œuvres privées* (p. 4344) ; Chap. 5050 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer* (p. 4345, 4346) ; Chap. 5080 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Académie des sciences coloniales* (p. 4347) ; Chap. 5090 : *Amendement de M. Arthaud tendant à supprimer les crédits pour la radiodiffusion France-Asie* (p. 4347) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les crédits pour la gestion de la Caisse intercoloniale des retraites* (p. 4348) ; Chapitres réservés : *Examen de ces chapitres par la Commission* (p. 4349). — Répond à une question : de M. Senghor relative aux coopératives du Sénégal [9 juin 1950] (p. 4574, 4575) ; — de M. Senghor relative aux listes électorales des territoires du Sénégal [9 juin 1950] (p. 4575). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé de l'Information* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Pléven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires en 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine et l'échange des prisonniers avec le Viet-Minh)* [31 juillet 1950] (p. 6316, 6317) ; — des interpellations sur la situation en Indochine : *Sa déclaration sur les résultats de son enquête et l'indépendance à accorder au Viet-Nam* [22 novembre 1950] (p. 7998, 7999, 8000, 8001, 8002, 8003, 8004, 8005, 8006, 8022). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre d'Etat*

*chargé des relations avec les Etats associés* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Motion préjudicielle de M. Arthaud tendant à suspendre le débat pour protester contre l'exécution de vingt otages vietnamiens à Dalat* [17 mai 1951] (p. 5359) ; Art. 2 : *Etat B, FRANCE D'OUTRE-MER* ; Chap. 950 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour installations domaniales (Base de Cam Ranh)* (p. 5372) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; *FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, ETATS ASSOCIÉS* ; Chap. 1535 : *Amendement de Mme Le Jeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des hommes (Envoi de non volontaires en Indochine)* [18 mai 1951] (p. 5459) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1951 ; *ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1000 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Haut Conseil de l'Union française)* [21 mai 1951] (p. 5587).

**LE TROQUER (M. André)**, *Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription)*.

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la défense nationale [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu Président de cette Commission (*J. O.* du 14 février 1947, p. 1461).

**Dépôts :**

Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à flétrir les députés communistes qui se sont rendus coupables d'outrages adressés au président Edouard Herriot, n° 8210. — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale; II. les propositions de loi : 1° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues portant organisation de la défense nationale; 2° de M. Métayer et plusieurs de ses collègues sur l'organisation générale de la défense nationale; 3° de M. Serre sur l'organisation générale de la défense nationale; 4° de MM. Boivin-Champeaux et Alric, sénateurs, sur l'organisation de la défense nationale, n° 8794.

**Interventions :**

Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance (*Constitution et compétence de la Commission du règlement*) [3 décembre 1946] (p. 45); — au cours du débat sur la nomination du bureau définitif [3 décembre 1946] (p. 46); — au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 56), [5 décembre 1946] (p. 61, 63), [12 décembre 1946] (p. 74). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (J. O. du 17 décembre 1946, p. 10691).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Son exposé d'ensemble* [23 décembre 1946] (p. 348); FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* (p. 353); Art. 2 : *Sa demande de rétablissement de cet article disjoint par la Commission* (p. 354); Art. 12 : *Sa demande de rétablissement de cet article disjoint par la Commission* (p. 356). Donne sa démission de *Ministre de la Défense Nationale* [16 janvier 1947] (1).

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

**En qualité de député :**

Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3070); *Retire la proposition de résolution de M. Dagain au nom du parti socialiste* (p. 3070, 3071). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégage-ment des cadres des fonctionnaires; Art. 14 : *Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des militaires* [12 août 1947] (p. 4283, 4284); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Fixation de la date de la discussion des articles* [22 août 1947] (p. 4569). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5162); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Lecourt* (p. 5192, 5193); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Pour un fait personnel, son attitude entre 1939 et 1945* [29 novembre 1947] (p. 5340). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Rappel au règlement de M. Jacques Duclos et sa proposition de surseoir à l'élection* [14 janvier 1948] (p. 155). — Prend part à la discussion du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Demande de suspension de la séance* [29 janvier 1948] (p. 282). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [19 février 1948] (p. 902).

**En cette qualité :**

Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 4 mars 1948 (p. 1327); la 3<sup>e</sup> séance du 5 mars 1948 (p. 1441); la 2<sup>e</sup> séance du 9 mars 1948 (p. 1597); la 1<sup>re</sup> séance du 16 mars 1948 (p. 1696); la 2<sup>e</sup> séance du 22 avril 1948 (p. 2187); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 29 avril 1948 (p. 2371); la 2<sup>e</sup> séance du 20 mai 1948 (p. 2788); la 2<sup>e</sup> séance du 28 mai 1948 (p. 3031); la 2<sup>e</sup> séance du 2 juin 1948 (p. 3120); la 1<sup>re</sup> séance du 10 juin 1948 (p. 3372); la 2<sup>e</sup> séance du 11 juin 1948 (p. 3451); la 1<sup>re</sup> séance du 21 juin 1948 (p. 3736); la 1<sup>re</sup> séance du 24 juin 1948 (p. 3891); la 1<sup>re</sup> séance du 28 juin 1948 (p. 4059); la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1948 (p. 4231); la 2<sup>e</sup> séance du 5 juillet 1948 (p. 4325); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1948 (p. 4415); la 2<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1948 (p. 4463); la 1<sup>re</sup> séance du 9 juillet

1948 (p. 4516); la 1<sup>re</sup> séance du 17 juillet 1948 (p. 4728); la 2<sup>e</sup> séance du 18 juillet 1948 (p. 4794); la 2<sup>e</sup> séance du 28 juillet 1948 (p. 4970); la 1<sup>re</sup> séance du 30 juillet 1948 (p. 5088); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 2 août 1948 (p. 5188); la 1<sup>re</sup> séance du 3 août 1948 (p. 5235); la 2<sup>e</sup> séance du 4 août 1948 (p. 5311); la 3<sup>e</sup> séance du 6 août 1948 (p. 5472); la 2<sup>e</sup> séance du 8 août 1948 (p. 5546); la 3<sup>e</sup> séance du 9 août 1948 (p. 5610); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 10 août 1948 (p. 5654); la 1<sup>re</sup> séance du 12 août 1948 (p. 5707); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 18 août 1948 (p. 5892); la 3<sup>e</sup> séance du 20 août 1948 (p. 6079); la séance du 23 août 1948 (p. 6108); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 août 1948 (p. 6211); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 août 1948 (p. 6222); la 1<sup>re</sup> séance du 26 août 1948 (p. 6280); la séance du 27 août 1948 (p. 6372); la 1<sup>re</sup> séance du 16 septembre 1948 (p. 6552); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 18 septembre 1948 (p. 6636); la séance du 24 septembre 1948 (p. 6884); la 1<sup>re</sup> séance du 19 novembre 1948 (p. 7122); la 2<sup>e</sup> séance du 25 novembre 1948 (p. 7233); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 23 décembre 1948 (p. 7917); la 1<sup>re</sup> séance du 9 décembre 1948 (p. 7421); la 1<sup>re</sup> séance du 21 décembre 1948 (p. 7787); la 3<sup>e</sup> séance du 28 décembre 1948 (p. 8074); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 décembre 1948 (p. 8130); la 1<sup>re</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8198). — Donne lecture de la lettre de M. le Ministre des Forces armées annonçant le maintien sous les drapeaux des militaires du 1<sup>er</sup> contingent 1947 [4 mars 1948] (p. 1327). — Applique l'article 43 du règlement à M. Faget [4 mars 1948] (p. 1342). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Modification du vote final sur le projet de loi portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393). — Donne lecture d'une communication de M. le Président de la République demandant une seconde délibération du projet de loi relatif aux loyers [27 août 1948] (p. 6395). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

**En cette qualité :**

Préside : la séance du 20 janvier 1949 (p. 57); la 2<sup>e</sup> séance du 27 janvier 1949 (p. 169); la 2<sup>e</sup> séance du 17 février 1949 (p. 645); la 2<sup>e</sup> séance du 2 mars 1949 (p. 1115); la 2<sup>e</sup> séance du 8 mars 1949 (p. 1329); la 1<sup>re</sup> séance du 11 mars 1949 (p. 1541); la 2<sup>e</sup> séance du 11 mars 1949 (p. 1555); la 3<sup>e</sup> séance du 11 mars 1949

(p. 1575); la séance du 15 mars 1949 (p. 1622); la 2<sup>e</sup> séance du 22 mars 1949 (p. 1686); la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> avril 1949 (p. 1995); la 1<sup>re</sup> séance du 8 avril 1949 (p. 2224); la 1<sup>re</sup> séance du 14 avril 1949 (p. 2440); la séance du 18 mai 1949 (p. 2575); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 21 mai 1949 (p. 2784); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 23 mai 1949 (p. 2833); la 1<sup>re</sup> séance du 31 mai 1949 (p. 2931); la 2<sup>e</sup> séance du 22 juin 1949 (p. 3648); la 2<sup>e</sup> séance du 23 juin 1949 (p. 3687); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3847); la 3<sup>e</sup> séance du 30 juin 1949 (p. 3984); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1949 (p. 4039); la 1<sup>re</sup> séance du 5 juillet 1949 (p. 4176); la 3<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1949 (p. 4368); la 3<sup>e</sup> séance du 10 juillet 1949 (p. 4549); la 3<sup>e</sup> séance du 20 juillet 1949 (p. 4880); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 22 juillet 1949 (p. 5025); la 2<sup>e</sup> séance du 22 juillet 1949 (p. 5051); la 1<sup>re</sup> séance du 23 juillet 1949 (p. 5091); la 1<sup>re</sup> séance du 25 juillet 1949 (p. 5203); la 1<sup>re</sup> séance du 30 juillet 1949 (p. 5551); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 13 octobre 1949 (p. 5787); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 octobre 1949 (p. 5935); la 1<sup>re</sup> séance du 15 novembre 1949 (p. 6097); la 2<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1949 (p. 6230); la 1<sup>re</sup> séance du 6 décembre 1949 (p. 6617); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1949 (p. 7181); la 3<sup>e</sup> séance du 26 décembre 1949 (p. 7298); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 28 décembre 1949 (p. 7488); la séance du 29 décembre 1949 (p. 7509). — Dépose une demande d'interpellation sur la suspension du Directeur général de l'Assistance publique de Paris [18 février 1949] (p. 743). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine (*proposition de M. Juglas d'interrompre la discussion*) [10 mars 1949] (p. 1529). — Annonce à l'Assemblée Nationale le décès du général Giraud [11 mars 1949] (p. 1584). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A. : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3412, 3413). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*ordre du jour non respecté*) [22 juillet 1949] (p. 5063, 5064); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*ses précisions sur la légitimité de son vote*) [18 octobre 1949] (p. 5830). —

Dépose une motion de confiance à M. le Président Herriot et prend part à la discussion de cette motion [18 octobre 1949] (p. 5831). — Est élu *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194).

**En cette qualité :**

Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 13 janvier 1950 (p. 233); la 2<sup>e</sup> séance du 19 janvier 1950 (p. 342); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 24 janvier 1950 (p. 453); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 29 janvier 1950 (p. 771); la 2<sup>e</sup> séance du 23 février 1950 (p. 1333); la 3<sup>e</sup> séance du 23 février 1950 (p. 1371); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 24 février 1950 (p. 1473); la 2<sup>e</sup> séance du 2 mars 1950 (p. 1619); la 4<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1713); la 9<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1811); la 13<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1874); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 15 mars 1950 (p. 2063); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 24 mars 1950 (p. 2385); la 1<sup>re</sup> séance du 29 mars 1950 (p. 2573); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 mars 1950 (p. 2638); la 1<sup>re</sup> séance du 26 avril 1950 (p. 2881); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 27 avril 1950 (p. 2995); la 2<sup>e</sup> séance du 10 mai 1950 (p. 3475); la 1<sup>re</sup> séance du 11 mai 1950 (p. 3523); la 1<sup>re</sup> séance du 31 mai 1950 (p. 4029); la 1<sup>re</sup> séance du 2 juin 1950 (p. 4158); la 3<sup>e</sup> séance du 5 juin 1950 (p. 4278); la 2<sup>e</sup> séance du 7 juin 1950 (p. 4399); la 1<sup>re</sup> séance du 8 juin 1950 (p. 4489); la 2<sup>e</sup> séance du 12 juin 1950 (p. 4630); la 2<sup>e</sup> séance du 14 juin 1950 (p. 4752); la 1<sup>re</sup> séance du 19 juin 1950 (p. 4961); la 1<sup>re</sup> séance du 22 juin 1950 (p. 5129); la 2<sup>e</sup> séance du 19 octobre 1950 (p. 6988); la 3<sup>e</sup> séance du 24 octobre 1950 (p. 7135); la 3<sup>e</sup> séance du 26 octobre 1950 (p. 7251); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 novembre 1950 (p. 7439); la 1<sup>re</sup> séance du 4 novembre 1950 (p. 7453); la 1<sup>re</sup> séance du 9 novembre 1950 (p. 7549); la 2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1950 (p. 7873); la 1<sup>re</sup> séance du 24 novembre 1950 (p. 8101); la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1950 (p. 8409); la 1<sup>re</sup> séance du 8 décembre 1950 (p. 8805); la séance du 9 décembre 1950 (p. 8894); la 2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1950 (p. 9017); la 1<sup>re</sup> séance du 15 décembre 1950 (p. 9134); la 3<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1950 (p. 9298); la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1950 (p. 9495); la 1<sup>re</sup> séance du 27 décembre 1950 (p. 9644); la 2<sup>e</sup> séance du 28 décembre 1950 (p. 9745); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 30 décembre 1950 (p. 9859); la 3<sup>e</sup> séance du

3 janvier 1951 (p. 86); la première partie de la 2<sup>e</sup> séance du 5 janvier 1951 (p. 188); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 5 janvier 1951 (p. 225). — Donne lecture d'une communication de M. le Président de l'Union française donnant la liste des membres du bureau de cette Assemblée [13 janvier 1950 (p. 255)]. — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale (ses protestations contre les calomnies lancées à son sujet)* [17 janvier 1950 (p. 285, 286, 287)]; — des conclusions d'un rapport d'enquête sur les faits relatés par M. le Président du Conseil (affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3292). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951 (p. 326)].

**En cette qualité :**

Préside : la séance du 23 janvier 1951 (p. 345); la 2<sup>e</sup> séance du 8 février 1951 (p. 907); la 3<sup>e</sup> séance du 9 février 1951 (p. 994); la 1<sup>re</sup> séance du 15 février 1951 (p. 1161); la 2<sup>e</sup> séance du 22 février 1951 (p. 1494); la 1<sup>re</sup> séance du 23 février 1951 (p. 1546); la séance du 2 mars 1951 (p. 1747); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 6 mars 1951 (p. 1779); la 2<sup>e</sup> séance de 15 mars 1951 (p. 1987); la 2<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2281); la 7<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2411); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 5 avril 1951 (p. 2742); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 12 avril 1951 (p. 3223); la 3<sup>e</sup> séance du 12 avril 1951 (p. 3233); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 13 avril 1951 (p. 3263); la 2<sup>e</sup> séance du 19 avril 1951 (p. 3525); la 2<sup>e</sup> séance du 23 avril 1951 (p. 3804); la 3<sup>e</sup> séance du 26 avril 1951 (p. 4058); la 1<sup>re</sup> séance du 28 avril 1951 (p. 4135); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 avril 1951 (p. 4344); la 2<sup>e</sup> séance du 30 avril 1951 (p. 4352); la 1<sup>re</sup> séance du 5 mai 1951 (p. 4592); la 1<sup>re</sup> séance du 7 mai 1951 (p. 4752); la 2<sup>e</sup> séance du 11 mai 1951 (p. 5044); la 2<sup>e</sup> séance du 18 mai 1951 (p. 5437); la 1<sup>re</sup> séance du 21 mai 1951 (p. 5584). — Donne lecture : du message du Président de la République demandant une seconde délibération de la loi ratifiant la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques [23 janvier 1951] (p. 346); — d'une communication de M. le Président de l'Assemblée de l'Union française donnant la liste du bureau de cette Assemblée [23 janvier 1951] (p. 346). — Est entendu sur un incident (*reproches de M. Deixonne aux services de la Présidence*) [8 février 1951] (p. 907).

— Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1<sup>er</sup> ; *Sa demande de renvoi du débat* [27 février 1951] (p. 1680).

**LEVINDREY (M. Marcel)**, Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du ravitaillement [21 décembre 1946] (p. 202) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter cette commission au sein de la commission supérieure des comités d'entreprise [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi relative aux arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, n° 328. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1941, n° 3337. — Le 15 mars 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en ce qui concerne la reconstitution des stocks de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, n° 12496.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3242, 3243). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à régler le temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale*

[25 juillet 1947] (p. 3534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction ; Art. 2 : *Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* [17 mars 1948] (p. 1830, 1831) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1427) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 500 millions les crédits pour constructions expérimentales* (p. 1432) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2456, 2457, 2458) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6060 : *Contrôle technique des travaux de reconstruction* [14 juin 1950] (p. 4734) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4070 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* [15 décembre 1950] (p. 9164, 9165) ; AGRICULTURE, Chap. 3240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions paritaires du travail* [23 décembre 1950] (p. 9562) ; *le retire* (p. 9565) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 6 : *Son amendement relatif à l'établissement des prix moyens pour les produits laitiers* [14 février 1951] (p. 1142, 1143) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION ; Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3255, 3256).

**L'HUILLIER (M. Waldeck)**, Député de la Seine (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946]

(p. 102) ; de la Commission de l'éducation nationale [21 décembre 1946] (p. 201) ; de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est désigné par la Commission de l'intérieur en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil supérieur de la protection civile [18 février 1948] (F. n° 209).

### Dépôts :

Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi portant réforme des finances locales ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes ; 2° de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une Caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales ; 3° de MM. Léo Hamon, Trémintin et Voyant, Conseillers de la République, tendant à la réforme des finances locales, n° 1371. — Le 17 juin 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant réforme des finances locales ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit loi du 22 décembre 1940 portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes ; 2° de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une Caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales ; 3° de MM. Léo Hamon, Trémintin et Voyant, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à la réforme des finances locales, n° 1720. — Le 29 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes, n° 2753. — Le 11 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes, n° 2815. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant

création de ressources nouvelles pour les départements et les communes, n° 2940. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de perception de la taxe locale sur les ventes et prestations de service, n° 3979. — Le 21 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Beugniez et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon ; 2° de M. Delachenal tendant à modifier l'article 748 du Code de l'enregistrement ; 3° de M. Beugniez et plusieurs de ses collègues tendant à répartir le produit des taxes locale et départementale sur les ventes de combustibles entre les communes et les départements miniers ; 4° de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les modalités de perception de la taxe locale sur les ventes et prestations de service ; 5° de M. Philippe Gerber et plusieurs de ses collègues, Conseillers de la République, ayant pour objet de déterminer le lieu de perception de la taxe sur les ventes et prestations de services, n° 4302. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi tendant à fixer le statut général des agents communaux, n° 4401. — Le 25 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Beugniez et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon ; 2° de M. Delachenal tendant à modifier l'article 748 du Code de l'enregistrement ; 3° de M. Beugniez et plusieurs de ses collègues tendant à répartir le produit des taxes locale et départementale sur les ventes de combustibles entre les communes et les départements miniers ; 4° de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les modalités de perception de la taxe locale sur les ventes et prestations de service ; 5° de M. Philippe Gerber et plusieurs de ses collègues, Conseillers de la République, ayant pour objet de déterminer le lieu de perception de la taxe sur les ventes et prestations de services, n° 4724. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Pierre Chevalier et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les municipalités des communes de moins de 2.000 habitants à inscrire sur leur budget le montant des frais d'intérim du secrétaire de mairie pendant son congé annuel,

**n° 5093.** — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° la proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut général des agents communaux ; 2° la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, **n° 5364.** — Le 4 juillet 1949, un rapport supplémentaire et 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> nouvelles rédactions au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi portant statut du personnel des communes et des établissements publics communaux ; 2° la proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut général des agents communaux ; 3° la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, **n° 7747.** — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux, **n° 10285.** — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux ; 2° de M. Marrane, Sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux maires et adjoints permanents les avantages de la sécurité sociale et la constitution d'une retraite, **n° 10806.** — Le 12 avril 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi (n° 6366) portant statut du personnel des communes et des établissements publics communaux ; 2° la proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues (n° 4401) tendant à fixer le statut général des agents communaux ; 3° la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 4288) tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, **n° 12786.** — Le 2 mai

1951, une proposition de loi tendant à supprimer les majorations semestrielles de loyer prévues par les arrêtés du 29 juin 1949 et du 12 juillet 1949 en application de l'article 5 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 sur les habitations à loyer modéré, **n° 13058.**

#### Interventions :

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Nord (3<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 24). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 582) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A ; INTÉRIEUR : *Discussion générale (Subventions aux collectivités locales)* [7 mars 1947] (p. 763, 764). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation aux charges d'intérêt général des collectivités locales* [17 juillet 1947] (p. 3106). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article dans les communes de la Seine* [12 août 1947] (p. 4307, 4308) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder des sièges supplémentaires à la liste ayant réuni le plus de suffrages* (p. 4312). — *Seconde partie* ; Art. 14 : *Son amendement tendant à appliquer les mesures de l'article 12 au Conseil général de la Seine* (p. 4320) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes, en qualité de *Rapporteur* [5 décembre 1947] (p. 5507, 5508, 5510, 5514, 5515) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Maintien du régime en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1945* [6 décembre 1947] (p. 5547) [11 décembre 1947] (p. 5608) ; Art. 8 : *Amendement de M. Hugues tendant à instituer une nouvelle taxe pour le fonds départemental de péréquation* (p. 5614) ; *Amendement de M. Billères tendant à instituer une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics au profit du fonds départemental de péréquation* (p. 5615, 5616) ; Art 10 : *Demande de disjonction de l'article* (p. 5617) ; Art. 8 bis : *Nouvel alinéa concernant les taxes spéciales pour les stations balnéaires, thermales et touristiques* (p. 5618) ; de ce projet de loi ; amendé par le

Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 décembre 1947] (p. 5998) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Adoption partielle du texte du Conseil de la République* (p. 5999) ; Art 10 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir le texte du Conseil de la République* (p. 6000). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1948, amendé par le Conseil de la République : Art. 9 : *Amendement de M. Deixonne relatif aux crédits pour l'équipement de l'Electricité de France* [20 mars 1948] (p. 2051). — Est entendu : sur une question de Mme Schell à M. le Ministre des Finances relative à la création de différentes catégories pour l'impôt sur l'habitation [23 avril 1948] (p. 2246) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Réforme des finances des collectivités locales*) [25 mai 1948] (p. 2916). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Visites parlementaires dans les usines)* [23 juin 1948] (p. 3864) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A : INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4952, 4953, 4954, 4957, 4958) ; Chap. 513 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire d'un million les subventions au fonds de progrès social en Algérie* (p. 4965) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 356 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les camps et colonies de vacances* [4 août 1948] (p. 5348) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux ressources des collectivités locales* [10 août 1948] (p. 5662) ; le retire (p. 5663) ; — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6148, 6149). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du 11 novembre 1948 à Paris [25 novembre 1948] (p. 7214). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 7217 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 26 : *Demande du Gouvernement tendant à la disjonction des articles 26 à 32* [29 décembre 1948] (p. 8107, 8108) ; — du projet de loi portant création de subventions spéciales aux collectivités locales pour 1948 : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8170, 8171) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949 ; Art. 37 bis : *Amendement de M. Pleven relatif au paiement de la taxe sur les transactions par les établissements industriels de l'Etat* [31 décembre 1948] (p. 8280) ; — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8330) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance du reclassement de la fonction publique et la situation des fonctionnaires des communes)* [21 janvier 1949] (p. 86, 87) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Discussion générale* [25 janvier 1949] (p. 111). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'établissement du budget des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 192, 193) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 279). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 29 bis : *Nouvelle rédaction de l'article* [15 février 1949] (p. 594) ; Article additionnel : *Amendement de M. Laniel tendant à prévoir des bonifications d'intérêt pour la construction d'habitations à bon marché* (p. 596) ; — du projet de loi relatif au statut général des agents communaux, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1949] (p. 653, 654, 655) ; [8 novembre 1949] (p. 6003, 6004, 6005) ; *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* (p. 6005) ; *Discussion générale* (p. 6011, 6012) ; en qualité de *Rapporteur* [10 novembre 1949] (p. 6031) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Viollette tendant à tenir compte de l'importance des communes* (p. 6031) ; *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 6031) ; *Amendement de M. Defferre tendant à prévoir un cadre spécial pour les employés des villes de plus de 100.000 habitants* (p. 6031) ; Art. 2 : *Amendement de M. Defferre tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à l'action des syndicats devant les tribunaux administratifs* (p. 6033) ; *Amende-*



ment de M. E. Hugues tendant à insérer six articles nouveaux relatifs à la réglementation du droit de grève (p. 6034); Art. 11 : Amendement de M. Viollette tendant à n'établir de dossiers pour chaque agent que dans les communes où existe un service du personnel (p. 6041); Amendement de M. Viollette tendant à substituer « prend un emploi » à « est muté » (p. 6041); Art. 13 : Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes (p. 6042, 6043); Art. 14 : Amendement de MM. Fagon et Meck tendant à élire les membres de la commission paritaire communale au scrutin de liste avec représentation proportionnelle [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6494); Amendement de M. Allonneau tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article (p. 6493); Amendement de M. Meck tendant à faire déterminer par décret les catégories de fonctionnaires pour l'élection des délégués du personnel (p. 6493); Art. 14 bis : Amendement de M. Meck tendant à élire une commission paritaire intercommunale par département au scrutin de liste avec représentation proportionnelle (p. 6494); Art. 19 : Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article excluant les personnes de plus de 35 ans de la nomination aux emplois communaux (p. 6497); Art. 20 : Nouvelle rédaction de l'article relatif aux conditions et règles de recrutement (p. 6498, 6499); Amendement de M. Truffaut relatif aux règles de recrutement (p. 6499, 6500); Modalités d'application des règles de recrutement établies par les maires (p. 6500); Amendement de M. Hughes tendant à supprimer la fin du deuxième alinéa (p. 6500); Amendement de M. Truffaut tendant à fixer la liste des diplômes exigés et le programme des concours par analogie avec l'Etat (p. 6501); Amendement de M. Defferre relatif aux agents n'ayant pas accompli de service militaire (p. 6502); Amendement de M. Meck tendant à dispenser des règles ordinaires de recrutement les personnes ayant déjà rempli des fonctions analogues (p. 6502); Amendement de M. Defos du Rau tendant à favoriser lors des concours les personnes ayant eu des emplois inférieurs dans la même administration (p. 6502, 6503); Amendement de M. Meck relatif aux règles de recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale (p. 6504); Art. 19 : Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter à l'âge maximum pour le recrutement une année par

enfant à charge (p. 6504, 6505); Nouvelle rédaction de l'article (p. 6523, 6524); Amendement de M. Truffaut tendant à fixer à 35 ans pour toutes les communes la limite d'âge pour le recrutement (p. 6524, 6525); Amendement de M. Cartier tendant à excepter certains emplois des conditions d'âge pour le recrutement (p. 6525); Amendement de M. Truffaut tendant à ne fixer aucune limite d'âge dans les communes de moins de 2.500 habitants (p. 6525); Art. 20 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 6526); Demande de rétablissement du texte gouvernemental au premier alinéa, présentée par le Gouvernement (p. 6526); Amendement de M. Bardoux tendant à ajouter trois articles nouveaux relatifs aux secrétaires de mairies (p. 6527); Art. 21 : Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article déterminant les échelles de traitement (p. 6528); Amendement de M. Fagon tendant à faire fixer par le comité paritaire national les échelles de traitement (p. 6530, 6531); Art. 21 bis : Amendement de M. Meck relatif à la définition de la rémunération du personnel [2 décembre 1949] (p. 6587, 6588); Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le comité paritaire national (p. 6588, 6589); Art. 22 : Amendement de M. Viollette tendant à faire fixer les primes de rendement par les conseils municipaux (p. 6590); Art. 23 : Amendement de M. Allonneau tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois semblables de l'Etat (p. 6591); Art. 34 : Amendement de M. Meck relatif au fonctionnement du conseil de discipline intercommunal (p. 6595); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : Son rappel au règlement, renvoi du débat [28 juin 1949] (p. 3846); — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes, en qualité de Rapporteur pour avis [30 juin 1949] (p. 3990, 3991); Article unique : Son contre-projet tendant à ce que la valeur locative en 1949 pour l'établissement des patentes ne dépasse pas la valeur locative fixée en 1948 [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4009, 4010). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du statut du personnel communal [16 décembre 1949] (p. 6972). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : Son amendement tendant à augmenter

de 3 milliards 790 millions les subventions aux communes [26 décembre 1949] (p. 7265); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires (*Discussion générale*) [29 décembre 1949] (p. 7522, 7523, 7524, 7525, 7528); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer la taxe additionnelle par une taxe sur les ventes au détail* (p. 7531); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement relatif aux communes suburbaines de la Seine* [31 décembre 1949] (p. 7683, 7684); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 A : *Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* [29 janvier 1950] (p. 751); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Garcia tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation, toute mesure dirigée contre les paysans et l'agriculture* [3 mars 1950] (p. 1835); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4048, 4049, 4050, 4051); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour subventions à la police municipale de Paris et de la Seine* (p. 4083); Chapitres réservés : (*Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales*) [22 juillet 1950] (p. 5801, 5802, 5803, 5804, 5805); Chap. 5021 : *Participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des collectivités locales* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6352, 6354, 6355, 6356); *Son amendement tendant à doter le chapitre de 3.790 millions* (p. 6356, 6360, 6361); Art. 2 : *Amendement de M. Hugues tendant à instituer une taxe sur la publicité par affiches perçue au profit des communes* (p. 6358); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6358); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxe sur l'affichage et la publicité* [4 août 1950] (p. 6754). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sa demande de fixer la rentrée du Parlement au 3 octobre au lieu du 17 octobre*) [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6385). — Prend part à la discussion : **d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951** : Art. 36 bis :

*Question préalable posée par M. Bétolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9892); *Son amendement tendant à prévoir un régime spécial pour Paris et la Seine* [31 décembre 1950] (p. 9946); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 192, 193, 194); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à attribuer sur la taxe locale, 60 0/0 aux communes et 15 0/0 aux départements* (p. 217); *Son amendement tendant à accorder 75 0/0 aux communes de la Seine et 15 0/0 aux départements* (p. 220, 221, 222, 224, 225); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir des subventions du Gouvernement au fonds national de péréquation* (p. 227); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 229); — du projet de loi portant **développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951**; INTÉRIEUR, Chap. 3220 : *Matériel de la défense passive (Protection contre le danger atomique)* [13 février 1951] (p. 1082, 1083, 1084, 1085); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.400 millions les crédits pour subventions à la police municipale de Paris et de la Seine* (p. 1101, 1102, 1103); Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1165); Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et œuvres de secours pour les Algériens (Misère des Algériens de Saint-Denis)* (p. 1173); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour la subvention à la police municipale de Paris* [25 avril 1951] (p. 3952). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités locales [21 mars 1951] (p. 2281). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux, en qualité de *Rapporteur* [16 avril 1951] (p. 3336, 3337); Art. 50 : *Amendement de M. Berger tendant à inclure la polyomyélite et la maladie de Parkinson* (p. 3339); Art. 80 : *Amendement de M. Badiou tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite des agents des services insalubres* (p. 3343, 3344); Art. 81 : *Amendement de M. Meck tendant à prévoir l'exception des agents bénéficiant déjà d'un régime plus avantageux* (p. 3346); Art. 84 : *Son amendement tendant à appliquer le statut au personnel de Paris et de*

la Seine (p. 3347); Art. 86 bis : *Amendement de M. Cristofol tendant à titulariser obligatoirement le personnel en fonction* (p. 3349); *Sa demande de deuxième délibération de l'article 18* (p. 3350); — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines : *Discussion générale* [21 mai 1951] (p. 5616, 5617). = S'excuse de son absence [5 février 1948] (p. 421). — Obtient un congé [5 février 1948] (p. 421).

**LHUISSIER (M. Camille)**, *Député de la Mayenne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [19 décembre 1946] (p. 131); de la Commission de l'éducation nationale [21 décembre 1946] (p. 201). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

**Dépôts :**

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres, n° 968. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à organiser le service de surveillance de l'inter-classe et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré, n° 1245. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants titulaires de carte d'abonnement sur les chemins de fer, les mêmes exonérations qu'aux abonnements ouvriers, n° 1853.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 131 : *Frais de suppléance dans les écoles primaires* [22 juillet 1947] (p. 3396, 3397); Chap. 538 : *Subventions aux associations sportives* (p. 3431). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795). = Son

décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [26 janvier 1948] (p. 193, 194).

**LIQUARD (M. Emile)**, *Député de la Gironde.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [10 juin 1947] (p. 2000), [27 avril 1948] (p. 2296); de la Commission de comptabilité [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté totale du commerce du bois, n° 4171. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi réglementant l'emploi de la dénomination « tailleur » et l'emploi de l'expression « sur mesures » dans l'industrie et le commerce, n° 6691. — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures destinées à favoriser la reprise du marché des vins et à permettre de fournir à la consommation un vin dont le prix ne soit pas exagéré par rapport au prix de la production, n° 6695.

**Interventions :**

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4), [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever à 60.000 francs l'abattement à*

la base pour les ostréiculteurs [23 avril 1948] (p. 2227). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Modification du vote final sur le projet de loi portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 229). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [26 avril 1951] (p. 4035). — S'excuse de son absence [29 avril 1947] (p. 1332). — Obtient un congé [29 avril 1947] (p. 1332).

**LISSETTE (M. Gabriel)**, Député du territoire du Tchad (Collège des autochtones).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1695). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 364). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 25 janvier 1950] (p. 922). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025), [8 juillet 1949] (**F. n° 439**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3355). — Est nommé président de cette commission [24 mai 1950] (**F. n° 553**).

#### Dépôts :

Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du coton au producteur dans les régions cotonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari, **n° 2135**. — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi tendant à réprimer les discriminations raciales dans les territoires d'outre-mer, **n° 2167**. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à améliorer l'approvisionnement des territoires d'outre-mer en produits manufacturés, et notamment en tissus, et à adapter l'industrie et le commerce français d'exportation aux besoins de ces territoires, **n° 2890**. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour l'Afrique équatoriale française et l'Afrique occidentale française, le franc C.F.A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, **n° 3213**. — Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, **n° 3536**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Alioune Diop et plusieurs de ses collègues, Conseillers de la République, tendant à créer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun une cantine scolaire pour les élèves des classes primaires, secondaires et techniques, **n° 3857**. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi d'amnistie des délits politiques dans les territoires d'outre-mer, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher et de Félix Eboué, **n° 7353**. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi tendant à la suppression du laissez-passer administratif pour les déplacements des autochtones à l'intérieur d'un territoire ou d'un groupe de territoires d'outre-mer, **n° 7757**. — Le 20 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la législation coopérative en vigueur dans les territoires d'outre-mer et notamment à y rendre applicables la loi du 7 mai 1917 « ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation » et l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 « relative au statut juridique de la coopération agricole, **n° 7933**. — Le 24 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre toutes mesures utiles pour la mise en liberté provisoire immédiate des dirigeants du Parti démocratique de la Côte d'Ivoire incarcérés à la prison de Grand-Bassam, **n° 8838**. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au territoire du Tchad en vue de

secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par les trombes d'eau qui se sont abattues sur le territoire du Tchad en juillet, août et septembre 1950, n° 11083. — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux étudiants originaires de l'Afrique noire française qui sont à l'Université d'El Azar (Le Caire-Egypte), n° 11131. — Le 12 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de charte de l'enfance délinquante pour l'Afrique noire, n° 12809.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 33). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 768) ; Chap. 904 : *Travaux d'aménagement du Cap-Vert* (p. 770) ; — sur les opérations électorales du Tchad [20 mai 1947] (p. 1690, 1691. — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; JUSTICE, Chap. 101 : *Conseil supérieur de la magistrature* [15 juillet 1947] (p. 3025, 3026). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique noire : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4183, 4184) ; — du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail ; Art. 3 : *Amendement de M. Diiori tendant à ne pas appliquer la loi dans les départements et territoires d'outre-mer* [3 décembre 1947] (p. 5476) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles) : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6644, 6645, 6646). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 240, 241) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 4 : *Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 496, 497) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 503, 504) ; — du

projet de loi portant prise en charge par l'Etat de la rémunération du personnel des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 février 1948] (p. 587, 588) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux frais de transports et indemnités de déplacement* (p. 588) ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux dépenses de la gendarmerie* (p. 589) ; — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 629, 630) ; *Contre-projet de M. Pleven* (p. 663) ; *Ses explications de vote sur les propositions de résolution* (p. 664, 665) ; *Nouvelle proposition transactionnelle* [17 février 1948] (p. 754, 755). — Est entendu : sur un incident (*Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux*) [12 février 1948] (p. 665) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la dévaluation des francs coloniaux*) [13 février 1948] (p. 748). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Dépenses civiles, budget 1948) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1071, 1072, 1077) ; Chap. 905 : *Dépenses des exercices périmés* (p. 1078). — Dépose une demande d'interpellation sur la position du Gouvernement envers la dévaluation du franc C.F.A. [25 février 1948] (p. 1123) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 mars 1948] (p. 1729, 1730). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle de l'Afrique dans la politique mondiale)* [11 mars 1948] (p. 1653, 1654). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la Haute-Volta*) [16 mars 1948] (p. 1746). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi instituant le Conseil général de Haute-Volta : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1881, 1882) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à instituer un système mixte entre le double collège et le collège unique* (p. 1883, 1884) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1900) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à diminuer les membres du 1<sup>er</sup> collège au Soudan* [20 mars 1948] (p. 2059) ; — de sa proposition de loi relative à la représentation du territoire de la Haute-Volta : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1886, 1887) ; — du projet de loi portant aménagement du budget

reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Renvoi du débat* [4 juin 1948] (p. 3240); Chap. 100 : *Préjugés raciaux en Afrique* [9 juin 1948] (p. 3320); *Continuation du débat* (p. 3344); Chap. 132 : *Traitements des magistrats* (p. 3354, 3355); Chap. 514 : *Académie des sciences coloniales* (p. 3358); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2764); *Question préalable posée par M. Aumeran* (p. 2767, 2776, 2777); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2795); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 *ter* : *Droit d'option pour la citoyenneté française accordée aux Cochinchinois* [3 juin 1949] (p. 3145, 3146); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3149, 3150); — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3137); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle des coopératives de production autochtones, la création de magasins généraux, les principes du plan Monnet et les questionnaires de l'O.E.C.E.)* [21 juin 1949] (p. 3576, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à revaloriser les prix et les salaires dans les territoires d'outre-mer* (p. 3603); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Juglas* (p. 3604); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Niger : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5564, 5565). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Moch* [13 octobre 1949] (p. 5796, 5797). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à créer un Institut d'émission à Madagascar* [2 décembre 1949] (p. 6554, 6555, 6556); *Amendement de M. Duveau tendant à limiter à vingt ans le renouvellement du privilège d'émission* (p. 6559); Art. 4 : *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir le transfert du siège social à Tananarive* (p. 6585). — Dépose une demande d'interpellation sur l'utilisation des troupes africaines dans la guerre d'Indochine [9 décembre 1949] (p. 6737). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Dis-*

*ussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6824). — Dépose une demande d'interpellation sur les menées du R. P. F. en Afrique équatoriale et les incidents de Brazzaville [14 décembre 1949] (p. 6850). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les arrestations de membres du parti démocrate en Côte-d'Ivoire* [20 décembre 1949] (p. 7030). — Dépose une demande d'interpellation sur la détention arbitraire des dirigeants du parti démocrate de la Côte-d'Ivoire [21 décembre 1949] (p. 7084). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les incidents d'Abidjan et la grève de la faim faite par les démocrates)* [22 décembre 1949] (p. 7173, 7174); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7233, 7234); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de la France d'outre-mer pour les fonctionnaires d'autorité* [26 décembre 1949] (p. 7274, 7275); Art. 27 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'article créant un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés (Ses observations sur le décret différenciant le régime des fonctionnaires aux colonies suivant leur origine)* [30 décembre 1949] (p. 7609, 7610). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Sa réponse à M. Eugène Rigal*) [26 décembre 1949] (p. 7241, 7242). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la nomination des membres des Commissions : *Motion préjudicielle de M. Capitant tendant à ne faire procéder au scrutin que lorsqu'une nouvelle liste de candidats sera établie* [17 janvier 1950] (p. 280). — Dépose une demande d'interpellation sur les épidémies qui sévissent périodiquement au Tchad [2 mai 1950] (p. 3123). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article faisant supporter dès 1950 les dépenses de la magistrature par les budgets locaux* [6 juin 1950] (p. 4318, 4319); *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4320); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Ecole supérieure de l'agriculture tropicale*

(p. 4332, 4333); Chap, 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer (Culture du coton et du riz)* (p. 4346); le retire (ibid.); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 90 : *Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires* [24 février 1951] (p. 1604, 1605); *Son amendement tendant à prévoir le principe d'une indemnité pour tout travailleur employé hors de son territoire d'origine* (p. 1606); le retire (p. 1607); *Son amendement tendant à accorder une indemnité à tout travailleur déplacé du centre où il réside* (p. 1609, 1610); Art. 91 : *Amendement de M. Senghor tendant à fixer par arrêté des chefs des territoires le taux minimum des indemnités* (p. 1624); Art. 92 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article définissant les travailleurs adultes* (p. 1627); Art. 113 : *Amendement de M. Castellani tendant à substituer l'Etat à l'employeur pendant la durée du congé de maternité* [7 avril 1951] (p. 2914, 2915); Art. 114 : *Repos accordé aux mères pour allaiter* (p. 2916); Art. 208 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert* [30 avril 1951] (p. 4373); *Ses explications de vote* (p. 4375, 4376); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à supprimer : « à titre exceptionnel en 1951 »* [21 mars 1951] (p. 2460); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1030 : *Traitements des gouverneurs en disponibilité* [4 avril 1951] (p. 2690); Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats des territoires d'outre-mer* (p. 2706, 2707); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Investissements du F. I. D. E. S. dans les territoires d'outre-mer* [11 avril 1951] (p. 3085, 3086); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3848, 3849, 3850); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Mercier tendant à attribuer un député par 500.000 habitants aux fractions supérieures*

*à 250.000 habitants* (p. 3857); Art. 3 : *Catégories d'électeurs inscrites sur les listes électorales* (p. 3863); Art. 4 : *Création de commissions chargées de la revision des listes électorales* (p. 3889); Art. 18 : *Délai octroyé pour les révisions des listes électorales* (p. 3898); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants* [22 mai 1951] (p. 5736); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Fixation des élections au 17 juin (Nécessité de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [10 mai 1951] (p. 4957, 4958, 4959); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [11 mai 1951] (p. 5075). — S'excuse de son absence [30 novembre 1950] (p. 8332). — Obtient un congé [30 novembre 1950] (p. 8332).

#### LIVRY-LEVEL (M. Philippe), Député du Calvados.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 300).

#### Dépôts :

Le 30 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à répartir un contingent exceptionnel de bicyclettes aux facteurs, n° 1862. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France, n° 1953. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communi-

cation sur le projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France, n° 1953 (rectifié et annexe). — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Livry-Level et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à répartir un contingent exceptionnel de bicyclettes aux facteurs, n° 2194. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi tendant à exonérer les laits condensés sucrés et non sucrés, secs ou en poudre, de la taxe à la production, n° 2677. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence le service central de la sécurité aérienne, n° 2904. — Le 3 février 1948, une proposition de loi relative aux dérogations à apporter aux règles du cumul, n° 3207. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la mise en service des navires météorologiques, n° 3328. — Le 13 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Prot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent d'essence accordé au département de la Somme pour la reconstruction, n° 3374. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à rétablir pour les entreprises l'autorisation de créer des provisions pour renouvellement de stocks non astreints à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 3394. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le nombre d'heures de vol du personnel navigant de l'armée de l'air, n° 4052. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant institution de la Compagnie nationale Air-France, n° 4371. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur de certains porteurs de billets de 5.000 francs qui ont omis de déposer ees billets, n° 4379. — Le 3 juin 1948,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure les anciens F.F.L. dans les bénéficiaires des emplois réservés et prioritaires, n° 4435. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes mariées depuis plus de deux ans et ayant dépassé 25 ans d'âge de la prime à la première naissance, n° 4558. — Le 4 août 1948, une proposition de loi portant interdiction de se servir d'aucun extrait des débats du Parlement publié au *Journal officiel* dans un but publicitaire ou commercial, n° 5141. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de Mme Degron, MM. Richet et Demusois tendant à inviter le Gouvernement à recourir à l'emprunt pour parer à l'insuffisance des crédits d'équipement accordés au titre des télécommunications sur l'exercice 1948, n° 5188. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions qui s'imposent en vue d'éviter l'infraction à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2384 du 11 octobre 1945, constituée par la transformation de l'Hôtel Régina (place Sadi-Carnot, à Marseille) en bureaux destinés aux services du Ministère des Finances, n° 5189. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi tendant à renforcer les peines contre les détenteurs d'armes illicites, n° 6149. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi tendant à réprimer les attaques à main armée et les enlèvements, n° 6150. — Le 10 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la plus stricte application du Code de la route, n° 6384. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le prix auquel le Gouvernement achète les monnaies étrangères provenant de l'exportation de marchandises, n° 6765. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de MM. Livry-Level et Theetten tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la plus stricte application du Code de la route, n° 6782. — Le 10 no-



vembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de

M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures restrictives de liberté des voyages internationaux, n° 8349. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les représentants de la France à l'étranger d'une voiture automobile, n° 8480. — Le 13 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir le statut du personnel de la Compagnie Air-France, n° 8729. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif à la protection hôtelière, n° 9658. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, n° 9739. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en liberté surveillée l'ex-Maréchal Pétain, n° 9740. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à la création d'un contingent spécial de décorations au titre de la Résistance au bénéfice des évadés de guerre, n° 9741. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux évadés de guerre le bénéfice du statut du combattant volontaire de la Résistance, n° 9742. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à attribuer une citation donnant droit au port de la Croix de guerre aux titulaires de la Médaille des évadés 1939-1945, n° 9743. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation des navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord, n° 10607. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Livry-Level et plusieurs de ses collègues portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, n° 10673. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion

de la pensée française, tant dans l'Union française qu'à l'étranger, n° 11435. — Le 12 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'aérodrome de Deauville-Saint-Gratien, n° 11588. — Le 23 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver les postes de direction des sociétés nationalisées ou à contrôle d'Etat au personnel de ces sociétés, n° 11932. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11588) de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'aérodrome de Deauville-Saint-Gratien, n° 12148. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11435) de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française, tant dans l'Union française qu'à l'étranger, n° 12149. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11933) de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures en vue d'appliquer strictement les dispositions du Code de la route, n° 12244. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à construire des logements destinés aux cadres militaires, n° 12788.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales : du territoire du Togo [10 décembre 1946] (p. 70) ; du territoire du Sénégal [23 décembre 1946] (p. 364). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [30 janvier 1947] (p. 99) ; la développe [21 février 1947] (p. 420 et suiv., 429, 432) ; *Son ordre du jour en conclusion de son exposé* (p. 423). — Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire du Soudan [11 février 1947] (p. 290). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour

le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils) ; Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 601 : *Centre national de la cinématographie* [25 mars 1947] (p. 1068) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Traitements exceptionnellement bas)* (p. 1079) ; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* (p. 1086, 1087). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1183, 1184) ; Art. 15 quater : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'interdiction de créer un emploi ou de pourvoir à une vacance dans le personnel civil des départements militaires* (p. 1203) ; le retire (p. 1204). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance : *Forces de police devant le Palais-Bourbon* [1<sup>er</sup> juin 1947] (p. 2592). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juin 1947] (p. 2776, 2777) ; *Amendement de M. Desjardins tendant à amnistier les condamnés à cinq ans d'indignité nationale ou moins* (p. 2780) ; — sur le projet de loi portant fixation des crédits pour le budget 1947 (Dépenses civiles) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale (Police de la circulation)* [26 juin 1947] (p. 2512, 2513, 2515) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 115 : *Quotas d'importation et d'exportation* [3 juillet 1947] (p. 2672) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2702, 2703, 2706, 2707) ; Chap. 318 : *Frais de déplacement et de mission* [4 juillet 1947] (p. 2722) ; Chap. 334 : *Ecoles d'aviation civile* (p. 2723, 2724) ; Chap. 519 : *Fonctionnement des lignes aériennes* (p. 2727, 2728) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 106 : *Emploi des prisonniers de guerre* [9 juillet 1947] (p. 2854). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3930, 3931, 3932) ; Etat A, AIR, Chap. 800 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la reconstruction des bases de l'armée de l'air* [6 août 1947] (p. 3962) ; Chap. 900 : *Son amendement tendant à rétablir*

*les crédits demandés par le Gouvernement pour les travaux et installations des bases aériennes* (p. 3963) ; le retire (ibid.) ; Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3963, 3964) ; le retire (ibid.) ; Etat B, Chap. 800 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour reconstruction de bases aériennes* (p. 3964) ; le retire (ibid.) ; Chap. 900 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations des bases aériennes* (p. 3965) ; le retire (ibid.) ; Chap. 901 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3965) ; le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les moyens pris par le Gouvernement pour assurer la reconstruction des régions dévastées [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ravitaillement du Maquis du Vercors* [28 octobre 1947] (p. 4924). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du 14 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5005). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5136). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 novembre 1947 : *Mécanisme des votes par scrutin public* [28 novembre 1947] (p. 5211, 5212). — Demande à interpellier sur les causes de l'accident qui a coûté la vie au général Leclerc et qui n'est que la suite d'une série d'accidents aussi douloureuse, et sur les mesures que le Gouvernement compte enfin prendre pour faire cesser ces catastrophes scandaleuses [29 novembre 1947] (p. 5428) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion [16 décembre 1947] (p. 5773, 5774) ; Retire sa demande d'interpellation (p. 5575). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6095) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6161) ; — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne rendre la cession des titres d'emprunt passibles que par acte notarié* [22 décembre 1947] (p. 6173, 6174) ; — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions budgétaires ; Art. 13 bis : *Mesures concernant la détention d'or et de devises* [30 dé-

cembre 1947] (p. 6588) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à exempter de droits et taxes les produits pétroliers consommés par les services publics* (p. 6592) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire les droits sur les calvados* (p. 6601) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs ; Art. 2 : *Son amendement permettant d'échanger les sommes retirées des banques dans les trois derniers jours* [29 janvier 1948] (p. 287, 288). — Est entendu : pour un rappel au Règlement : *Réponses aux questions écrites* [6 février 1948] (p. 481) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Prochain débat sur le statut d'Air-France* [10 février 1948] (p. 601). — Dépose une demande d'interpellation sur les enquêtes faites sur des Résistants alors que l'on amnistie les collaborateurs [6 mars 1948] (p. 1482). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 51 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article prévoyant le loyer mensuel* [9 mars 1948] (p. 1609) ; Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1717). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le statut d'Air-France* [9 mars 1948] (p. 1614). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France : en qualité de *Rapporteur* [16 mars 1948] (p. 1734, 1735, 1736) ; *Avis du Conseil économique* (p. 1738, 1739) ; *Discussion générale* (p. 1741) ; *Renvoi de la discussion* (p. 1744) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Faure tendant à faire de la société une société d'économie mixte* [29 avril 1948] (p. 2334) ; *Amendement de M. Bouret tendant à faire de la compagnie une société anonyme* (p. 2335) ; *Amendement de M. Bouret relatif au rôle de la Compagnie Air-France* (p. 2335) ; *Amendement de M. Anxionnaz tendant à rattacher le statut d'Air-France au statut de l'aviation commerciale* (p. 2337) ; *Amendement de M. Bouret tendant à interdire à la compagnie de fabriquer du matériel d'aviation* (p. 2338, 2339) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bouret tendant à préciser que la société sera anonyme* (p. 2340) ; Art. 3 : *Amendement de M. Faure tendant à prévoir la participation des capitaux privés* (p. 2341) ; *Amendement de M. Bouret tendant à préciser le montant du capital* (p. 2342) ; Art. 4 : *Amendements de MM. Faure, Lécivain-Servoz, Anxionnaz et Bouret tendant à modifier la composition du*

*Conseil d'administration* (p. 2343, 2344, 2345) ; *Nouvelle rédaction proposée par la Commission* (p. 2358) ; *Amendement de M. Faure tendant à modifier la composition du Conseil d'administration* (p. 2359) ; *Amendement de M. Bouret relatif à la composition du Conseil d'administration* (p. 2361) ; *Amendement de M. Poumadère relatif à la composition de ce Conseil* (p. 2362) ; Art. 9 : *Amendements de MM. Benoist, Regaudie et Faure relatifs aux cahiers des charges* (p. 2364) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Benoist* (p. 2365) ; Art. 10 : *Son amendement relatif aux juridictions compétentes en cas de conflit avec le personnel ou des tiers* (p. 2366) ; Art. 11 : *Amendement de M. Faure relatif aux subventions de l'Etat et des collectivités locales* (p. 2367) ; Art. 5 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2371) ; Art. 6 : *Nouvelle rédaction de l'article concernant le président et le directeur général* (p. 2372) ; Article additionnel : *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à insérer un article prévoyant une convention de dix ans entre la Compagnie et l'Etat* (p. 2372) ; Art. 13 : *Amendement de M. Faure relatif au statut du personnel* (p. 2373) ; Art. 15 : *Amendement de M. Bouret relatif aux bénéfices ou déficits éventuels* (p. 2374) ; Art. 18 : *Amendement de M. Grésa relatif à l'indemnisation des porteurs d'actions* (p. 2376) ; *Amendement de M. Benoist tendant à exproprier sans indemnité les propriétaires ayant voté la mise à la disposition de la Lufthansa* (p. 2377) ; *Amendement de M. Faure relatif à la commission fixant le prix de rachat des actions* (ibid.) ; *Amendement de M. Ramonet tendant à insérer un article interdisant aux parlementaires de siéger au Conseil d'administration de la société* (p. 2379) ; — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France : en qualité de *Rapporteur* [4 mai 1948] (p. 2510, 2511) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Bouret et Lécivain-Servoz tendant à préciser l'objet de la compagnie* (p. 2511) ; Art. 4 : *Amendement de M. Faure tendant à céder 30 0/0 des actions à des sociétés publiques ou privées* (p. 2513) ; Art. 5 : *Amendement de M. Poumadère tendant à modifier la composition du Conseil d'administration* (p. 2514) ; Art. 6 : *Amendements de MM. Bouret et Palewski relatifs au rôle et au choix du directeur général de la compagnie* (p. 2515, 2516) ; Art. 10 : *Amendement de M. Dutard tendant à prévoir l'utilisation de matériel français* (p. 2517, 2518) ; Art. 11 : *Amendement de M. Montel tendant à*

établir des comptes distincts pour chaque ligne aérienne (p. 2518) ; Art. 18 : Amendement de M. Dutard tendant à exproprier sans indemnité les actionnaires ayant voté la cession à la Lufthansa (p. 2519, 2520) ; Art. 19 : Calcul du prix de rachat des actions (p. 2520) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [2 juin 1948] (p. 3097) ; Art. 1<sup>er</sup> : Institution de la Compagnie nationale Air-France (ibid.) ; Art. 3 : Évaluation du capital (ibid.) ; Art. 5 : Composition du Conseil d'administration (p. 3098) ; Art. 6 : Rôle du président du Conseil d'administration (p. 3098, 3099) ; Amendement de M. Regaudie relatif au choix du directeur général (p. 3100) ; Art. 8 : Conditions exigées du président du Conseil d'administration et du directeur général (p. 3101) ; Art. 10 : Ratification des statuts et des cahiers des charges (ibid.) ; Art. 12 : Financement de la compagnie (ibid.) ; Art. 14 : Établissement d'un bilan annuel (p. 3102). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : Renvoi du débat sur Air-France [17 mars 1948] (p. 1791, 1792) ; — sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur les enquêtes faites sur des Résistants alors que l'on gracie des collaborateurs [18 mars 1948] (p. 1906, 1907) ; Retire sa demande d'interpellation (p. 1910). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est ; Article unique : Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à rembourser intégralement les dommages [18 mars 1948] (p. 1936) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : Ses explications, de vote sur l'ensemble [18 mars 1948] (p. 1959, 1960). — Est entendu pour un fait personnel : Insinuations de M. Grenier sur sa fortune et sa liaison avec des trusts [18 mars 1948] (p. 1963, 1964). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance (2<sup>e</sup> partie) ; Art. 2 : Son amendement tendant à refuser le bénéfice du statut aux femmes déportées pour prostitution [19 mars 1948] (p. 2006). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du statut d'Air-France [30 avril 1948] (p. 2442) ; pour un fait personnel : Sa situation à Péchiney [27 mai 1948] (p. 2984) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de son interpellation sur la reconstruction [8 juin

1948] (p. 3291, 3292). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : Discussion générale (Qualité du matériel aéronautique) [23 juin 1948] (p. 3869 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de son interpellation sur la reconstruction [15 juillet 1948] (p. 4607). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : Etat A, Chap. 1082 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la justice militaire [8 juillet 1948] (p. 4446) ; le retire (ibid.) ; Chap. 1101 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux (p. 4448, 4449) ; AIR, Chap. 120 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers [15 juillet 1948] (p. 4602) ; le retire (ibid.) ; Chap. 321 : Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les frais de transports (p. 4612, 4613) ; Chap. 322 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les logements et cantonnements (p. 4613) ; le retire (ibid.) ; Chap. 323 : Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction (p. 4613) ; le retire (p. 4614) ; Chap. 327 : Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel automobile (p. 4618) ; le retire (p. 4619) ; Chap. 330 : Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les carburants (p. 4622). — Dépose une demande d'interpellation sur le problème de la reconstruction [27 juillet 1948] (p. 4936). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AVIATION CIVILE, Chap. 100 : Ses observations sur l'aviation commerciale [29 juillet 1948] (p. 5028, 5029) ; Chap. 320 : Matériel de l'aviation légère et sportive (p. 5032) ; Chap. 352 : Entretien des bases aériennes (Aérodrome de Caen) (p. 5034) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagements d'impôts : Discussion générale [18 septembre 1948] (p. 6639, 6640) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale : Discussion générale [22 mars 1949] (p. 1713, 1714, 1716, 1717) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères : Discussion générale [30 mars 1949] (p. 1890, 1891) ; —

d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1916) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 8 : *Son amendement tendant à maintenir l'attribution d'essence aux prioritaires au niveau des mois précédents* [25 mai 1949] (p. 2898, 2899) ; *le retire* (p. 2900) ; Art. 5 bis : *Amendement de M. Schmidt tendant à interdire le développement de l'activité routière de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2994, 2995) ; Art. 11 bis : *Autorisation de fabrication d'apéritifs à base d'alcool* (p. 3004, 3005) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les alcools de parfumerie* [3 juin 1949] (p. 3133) ; *le retire* (ibid.) — Est entendu sur les réponses des Ministres à des questions orales : *Retrait d'une question déposée par lui* [3 juin 1949] (p. 3129). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9149 : *Matériel de transmission de la Sécurité nationale (Projection du film « Le rideau de fer »)* [5 juillet 1949] (p. 4201) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 133 : *Ouvriers du personnel civil extérieur* [22 juillet 1949] (p. 5022) ; Chap. 316 : *Prime d'alimentation* (p. 5024). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident survenu aux Açores à l'avion Paris—New-York [8 novembre 1949] (p. 6002) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation [15 novembre 1949] (p. 6100, 6101) ; *Retire sa demande d'interpellation* (p. 6104). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7021) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 24 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation* [27 décembre 1949] (p. 7385) ; Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour la Compagnie Air-France* [28 décembre 1949] (p. 7480) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre ; Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de*

*M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* [28 mars 1950] (p. 2488, 2489, 2490) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un article prélevant 6 milliards sur les crédits de la S. N. C. F. au profit des sinistrés* (p. 2493). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance de la sécurité aérienne et le nouvel accident du Latécoère 631 [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 3880 : *Frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer (Reconstruction de la casa Velasquez à Madrid)* [18 juillet 1950] (p. 5542) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5721) ; du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7260, 7261, 7262) ; — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers-Mast) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Duveau approuvant les conclusions de la Commission* [28 novembre 1950] (p. 8239). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du statut du personnel navigant*) [28 novembre 1950] (p. 8241). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8431). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8617). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9780, 9781) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'arrestation de militants communistes espagnols* [6 février 1951] (p. 797) ; *Ses observations sur la circulation routière dans le Calvados* (p. 808, 809) ;

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les accidents trop fréquents, le déficit d'Air-France, la construction de nouveaux modèles, l'infrastructure du réseau aérien* [16 février 1951] (p. 1289, 1290, 1291, 1292) ; Chap. 1200 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des bases aériennes (Statut du personnel navigant)* [14 mars 1951] (p. 1931) ; Chap. 3110 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Ecole nationale de l'aviation civile* (p. 1944) ; Chap. 3200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Aménagement de l'aérodrome de Caen-Carpiquet)* (p. 1948, 1949) ; le retire (p. 1949) ; Chap. 5040 : *Subventions au déficit d'Air-France* (p. 1953) ; Article additionnel : *Amendement de M. Bouret tendant à bloquer la moitié des crédits d'Air-France jusqu'à communication du bilan* [16 mars 1951] (p. 2051, 2052) ; *Son amendement tendant à fixer le régime des retraites du personnel navigant* (p. 2055, 2056) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Répression à Madagascar)* [4 avril 1951] (p. 2682, 2685) ; RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Ses observations sur les contre-vérités émises par la radio d'Etat* [9 avril 1951] (p. 2976) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Statut du personnel navigant)* [25 avril 1951] (p. 3957) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 ; Art. 4 : *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour le programme d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement* [28 février 1951] (p. 1708). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [5 avril 1951] (p. 2741) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3207). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à demander 500 milliards pour la reconstruction* [12 avril 1951] (p. 3191). — **S'excuse de son absence** [31 janvier 1947]

(p. 127), [20 octobre 1949] (p. 5883), [31 mars 1950] (p. 2718), [5 mai 1950] (p. 3307), [14 mars 1951] (p. 1892). = Obtient des congés [31 janvier 1947] (p. 127), [31 mars 1950] (p. 2718), [5 mai 1950] (p. 3307).

**LLANTE (M. Jean)**, Député de l'Aude.

Son élection est validée [14 mars 1947] (p. 847). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de la législation [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de l'Intérieur [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

#### Dépôts :

Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au village de Lescales une subvention pour venir en aide aux sinistrés de ce village, victimes de l'incendie du 6 juin 1947, après avoir déjà été victimes en 1943 de l'incendie du village par les boches, **n° 1827**. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la gratuite totale de transport les vendangeurs venant dans les régions méridionales assurer la cueillette de la vendange, **n° 2023**. — Le 21 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs victimes de la grêle dans le département de l'Aude, **n° 2463**. — Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer le tombeau d'Armand Barbès situé dans la commune de Villalier (Aude) comme monument historique, **n° 3539**.

— Le 5 mars 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi ; 1° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 concernant la comparution ou la représentation des parties devant la Commission de première instance en matière de sécurité sociale ; 2° de M. Beugniez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, n° 3688. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs de l'Aude et de l'Hérault victimes des gelées d'avril 1948, n° 4057. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 2 milliards de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites en 1948, n° 4529. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6422. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6629. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs victimes des gelées qui ont sévi dans l'Aude et l'Hérault le 10 avril 1949 : 1° des secours d'urgence ; 2° des dégrèvements d'impôts ; 3° l'exonération au titre du prélèvement exceptionnel ; 4° des indemnités proportionnelles à l'importance des dégâts subis par chaque viticulteur sinistré, n° 7112. — Le 25 juillet 1949, une proposition de loi tendant à habiliter les secrétaires du Conseil de prud'hommes à recevoir les contrats d'apprentissage agricoles, n° 8023. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à supprimer la taxe à la production de 12,50 0/0 grevant le prix du vin, n° 8215. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre sans délai toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole de 1949-1950, n° 8755. — Le 30 mai 1950, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 23 mai 1950 dans le département de l'Aude ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10078. — Le 27 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 11180) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime de 50 fr. le degré hecto à tous les vins de qualité supérieure bénéficiant d'une destination spéciale en vue de la fabrication d'apéritifs, n° 11778.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 9, 9<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Guy Petit tendant à amnistier les infractions à la législation économique* [21 juin 1947] (p. 2312). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) JUSTICE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3022, 3023, 3024). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de dégagement des cadres des fonctionnaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Catégories de fonctionnaires touchées par la loi (Compagnies républicaines de sécurité.)* [12 août 1947] (p. 4270, 4271) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à soumettre le reclassement des fonctionnaires à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4277, 4278) ; — du projet de loi sur la défense de la République ; Art. 3 : *Son rappel au règlement (Refus de parole pour explications de vote.)* [29 novembre 1947] (p. 5300) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Evasion de collaborateurs détenus dans des camps* [29 novembre 1947] (p. 5323) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer à cet article, le texte de l'article 414 du Code pénal* (p. 5415 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 5448). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [18 décembre 1947] (p. 5876, 5877) ; — du

projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits des deux tiers pour les départements ravagés par les inondations* [30 décembre 1947] (p. 6515); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles* [19 février 1948] (p. 864); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [19 février 1948] (p. 880); — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449); [10 septembre 1948] (p. 6492); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948, Etat A : AGRICULTURE, Chap. 510 : *Subventions aux assurances contre la grêle* [25 mai 1948] (p. 2917, 2918); JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements pour les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* [2 juin 1948] (p. 3114, 3115); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire nommer 30 conseillers par l'Assemblée* [18 août 1948] (p. 5871); Art. 8 : *Son amendement tendant à fixer le nombre des délégués élus par les conseils municipaux en fonction du nombre de conseillers municipaux* (p. 5899, 5900); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5936, 5937, 5938). — Est entendu sur la question posée par M. Gros à M. le Ministre des Finances pour savoir qui, du viticulteur ou du négociant doit supporter la baisse de 5 0/0 en vertu du décret du 2 janvier 1947 [26 novembre 1948] (p. 7263). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence; Art. 1<sup>er</sup> : *Modification de l'article 63 relatif à la discussion sur le fond d'un projet avec demande d'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7430, 7431, 7432); *Son amendement tendant à n'exiger ni le scrutin, ni la majorité absolue pour les demandes de discussion d'urgence* (p. 7440, 7441); *Son amendement analogue au précédent* (p. 7441); *Son amendement tendant à ne prévoir aucune urgence acquise de plein droit* (p. 7443); — Son rapport sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120); [24 février 1949] (p. 918); [31 mai 1949] (p. 3012). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty [8 février

1949] (p. 403). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Justice; Chap. 116 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'administration centrale* [22 mars 1949] (p. 1723); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4867). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation de vins étrangers et du coca-cola [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Amendement de M. Moussu tendant à tenir compte du cas spécial des ouvriers agricoles logés et nourris* [26 janvier 1950] (p. 552); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Son rappel au Règlement (insultes lancées contre M. Patinaud)* [27 janvier 1950] (p. 607); — des interpellations sur les prix agricoles : *discussion générale (Ses observations sur les difficultés de la viticulture française, l'importation de vins étrangers, la mévente des vins français et l'interdiction du coca-cola)* [21 février 1950] (p. 1274, 1275, 1276, 1277, 1278). — Dépose une demande d'interpellation sur la détention arbitraire de trois résistants de Limoux [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *demande d'ajournement du débat présentée par M. Hénault* [28 février 1950] (p. 1530); Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire provisoirement la vente du coca-cola en France et en Algérie* (p. 1534, 1535); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4056); Chap. 5140 : *amendement de M. Borra tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de progrès social en Algérie* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4098); Chap. 6010 : *secours aux victimes de calamités publiques* (p. 4100, 4101); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *discussion générale (ses observations sur la crise viticole)* [7 décembre 1950] (p. 8790, 8791, 8792). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [6 avril 1951] (p. 2808).



**LOUSTAU (M. Kléber)**, *Député du Loir-et-Cher.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la défense nationale [21 décembre 1946] (p. 201). — Est élu secrétaire de la Commission de la production industrielle (*J. O.* du 21 décembre 1946, p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à la destruction des lapins en Sologne, n° 586. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à la création de caisses de calamités viticoles, n° 1280. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'acte dit loi n° 3187 du 26 juillet 1941 relatif aux achats sur souches dans le commerce des vins, n° 7586.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et le rééquipement (*Budget* 1948, dépenses civiles); Art. 9 : *Son amendement relatif au rééquipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* [25 février 1948] (p. 1106); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des haricots)* [25 février 1949] (p. 996, 997); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6126, 6127); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la pro-*

*ductivité agricole, la libération des échanges de produits agricoles, l'organisation des marchés et des prix par l'Etat)* [24 février 1950] (p. 1464, 1465, 1466); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales des services agricoles (Travaux de la Commission des économies)* (p. 3886); *le retire* (p. 3887); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6573, 6574); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir des prêts à long terme* (p. 6587); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526); *le retire* (p. 9527).

**LOUVEL (M. Jean-Marie)**, *Député du Calvados.*

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*

(Cabinet BIDAULT)

du 7 février 1950 au 29 juin 1950

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951,

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élu : vice-président de cette commission [*J. O.* du 21 décembre 1946]

(p. 10803), [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1012), [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 782); président de cette même commission [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 juillet 1947] (p. 3283); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (**F. n° 370**). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

#### Dépôts :

Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Valentino, tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 914**. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de charbon attribué aux foyers domestiques, **n° 1926**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz, **n° 1988**. — Le 29 juillet 1947, une proposition de loi tendant à l'exonération en faveur des fêtes de bienfaisance, spectacles et kermesses du paiement de toutes taxes, impôts et droits, **n° 2156**. — Le 6 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions des lois des 8 avril 1946 et 21 octobre 1946 portant nationalisation de l'Electricité et du Gaz, **n° 2258**. — Le 9 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions des lois des 8 avril 1946 et 21 octobre

1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 2798**. — Le 12 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner à « Electricité de France » et à « Gaz de France » leurs structures respectives et définitives prévues par la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'Electricité et du Gaz, **n° 2854**. — Le 30 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1919 sur les unités de mesure en ce qui concerne les unités électriques et optiques, **n° 3059**. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à exprimer aux victimes de la catastrophes des Hauts-fourneaux de Mondeville (près Caen) l'hommage de l'Assemblée Nationale et à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes, **n° 4165**. — Le 16 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 4591**. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale portant modification des lois n° 46-628 du 8 avril 1946 et n° 46-2298 du 21 octobre 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 4889**. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 4922**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 5145**. — Le 2 août 1948, une proposition de loi tendant à réprimer la publicité faite autour d'actes qualifiés crimes, ainsi qu'autour de leurs auteurs, **n° 5135**. — Le 24 août 1948, un avis au nom de la production industrielle sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, **n° 5370**. — Le 2 décembre 1948, un rapport au

nom de la Commission de la production industrielle sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 154 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 5680. — Le 14 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Philippe Gerber, conseiller de la République, tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les mines, minières et carrières, n° 5811. — Le 15 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 12 septembre 1946 fixant les modalités d'application du décret du 28 mai 1946, relatif à la cessation des activités des exploitations d'électricité et de gaz, en ce qui concerne les installations intérieures et les appareils ménagers, n° 6821. — Le 29 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Armengaud et plusieurs de ses collègues, sénateurs, modifiant et complétant l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 6874. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les mines, minières et carrières, n° 7115. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 7703. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi tendant à créer un Conseil des mines dans le département de la Guyane, n° 7728. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la Répu-

blique pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 7876. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à créer un Conseil des Mines et à modifier la réglementation minière dans le département de la Guyane, n° 8541. — Le 5 mai 1950, un projet de loi relatif à l'unification législative dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne les mines, n° 9869. — Le 23 mai 1950, un projet de loi portant règlement des charges extra-contractuelles des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, n° 9994. — Le 2 août 1950, un projet de loi fixant les conditions de transfert des charges scolaires des houillères de bassin aux communes, n° 10863. — Le 3 août 1950, un projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la législation métropolitaine relative aux Chambres de Commerce, n° 10884. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 10955. — Le 2 novembre 1950, un projet de loi créant un Institut national de la propriété industrielle, n° 11148. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi relatif à la fixation du taux des taxes perçues en matière de propriété industrielle, n° 11345. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, n° 11459. — Le 4 janvier 1950, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11459) portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières et des autres entreprises concessionnaires de services publics, n° 11857. — Le 13 février 1951, un projet de loi relatif à la prescription des actions en restitution des taxes de transports, n° 12169. — Le 27 février 1951, un projet de loi portant création du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, n° 12358.

— Le 19 avril 1951, un projet de loi portant prorogation de l'homologation de taxes parafiscales instituées dans le domaine industriel et commercial, n° 12910.

### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Ardennes [28 novembre 1946] (p. 9). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 67 quinquies : *Son amendement tendant à créer des sous-commissions habilitées à vérifier sur place et sur pièces la situation des entreprises nationalisées* [7 février 1947] (p. 253); — sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser les causes d'intérêt public justifiant la réalisation des contrats* [4 mars 1947] (p. 588); Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que les transferts soient obligatoires pour ceux de ces biens dont la reprise par le concédant est imposée par le cahier des charges* (p. 592); Art. 5 : *Son amendement tendant à ce que l'indemnité de réquisition soit payée aux intéressés jusqu'à la promulgation du décret d'application de la loi* (p. 594); Art. 9 : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à augmenter le taux des obligations remises au concessionnaire par la collectivité locale* (p. 597); Art. 10 : *Amendement de M. Gaston Defferre tendant à ce que les marchés ou contrats conclus avec les filiales ne soient pas obligatoires pour la collectivité* (p. 599); Art. 10 bis : *Son amendement tendant à mettre l'article 10 bis en harmonie avec l'article 2 amendé* (p. 600). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 908 : *Son amendement tendant à réduire la participation de l'Etat aux dépenses du commissariat à l'énergie atomique* [7 mars 1947] (p. 736); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la production industrielle : Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1267); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer la date du 31 mars 1898 par celle du 30 juin 1947* (p. 1268); Art. 2 : *Son amendement tendant à la*

*suppression de cet article relatif aux modalités de la perception de la taxe destinée à financer l'office central* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article relatifs à la validation des décisions réglementaires des organismes professionnels* (p. 1269); Art. 5 : *Son amendement tendant à ce que la composition et le fonctionnement du comité du contentieux soient fixés par décret en Conseil des Ministres* (p. 1270); — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès sur la gestion des entreprises nationalisées [5 juin 1947] (p. 1911 à 1913). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 juillet 1947] (p. 2999, 3002); JUSTICE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3020); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6045 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la documentation* [19 juillet 1947] (p. 3266, 3267); *le maintient* (p. 3267). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 5 : *Son amendement tendant à simplifier le calcul des opérations pour la répartition des sièges* [12 août 1947] (p. 4312); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter partiellement les sinistrés et spoliés* [22 décembre 1947] (p. 6093); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser les assujettis à se libérer en souscrivant aux emprunts des associations de sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6170); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 13 : *Son amendement tendant à diminuer des deux tiers les crédits pour les départements ravagés du Sud et Sud-Ouest* [30 décembre 1947] (p. 6513, 6514); — du projet de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1919 concernant les unités électriques et optiques, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1947] (p. 6548); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la Fonction publique; Art. 6 : *Crédits accordés aux victimes de la guerre* [6 février 1948] (p. 517); Art. 7 : *Son amendement ten-*

dant à étendre les avantages de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre (p. 520); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Déblaiement des ports de mer* [25 février 1948] (p. 1094, 1095); Art. 8 bis : *Son amendement tendant à supprimer la possibilité d'emprunt sans contrôle pour les entreprises nationalisées* (p. 1104, 1105); le retire (p. 1106); Art. 9 : *Son amendement relatif au rééquipement de l'Electricité et Gaz de France et des Houillères nationales* (p. 1106, 1107); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 19 : *Son amendement tendant à ce que les coopératives aient le caractère d'association d'utilité publique* [17 mars 1948] (p. 1854); le retire (ibid.); Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer trois alinéas relatifs à la gestion financière* (p. 1858); Art. 58 : *Amendement de M. Lucas tendant à accorder l'agrément du Ministre si le statut est en harmonie avec la loi dans un délai de trois mois* (p. 1867); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Contrôle administratif, technique et financier de l'Etat* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3060); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne faire porter l'impôt sur les professions non commerciales que sur 80 0/0 du bénéfice déclaré* [23 avril 1948] (p. 2221, 2222); Art. 52 : *Tarifs des impôts indirects* [27 avril 1948] (p. 2285, 2286); *Amendement de M. Gozard tendant à limiter au taux actuel l'impôt sur les bicyclettes* (p. 2289). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2496, 2497). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution relative à la catastrophe des Hauts Fourneaux de Mondévillè : *Sa demande de discussion d'urgence* [13 mai 1948] (p. 2548); — de la proposition de loi modifiant les lois portant nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1948] (p. 2770, 2771, 2773); Art. 5 : *Son amendement tendant à augmenter les avances aux liquidateurs de sociétés non cotées en bourses* (p. 2775); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet

1948] (p. 5017); — des interpellations de MM. Lespès, Montel et Bergasse sur le prix de l'électricité : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2860, 2861, 2862, 2863); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : Art. 4 : *Son amendement relatif aux contrats passés par l'administrateur spécial* [25 juin 1948] (p. 4004); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : RECONSTRUCTION, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et de l'Administration centrale; Ses observations sur la politique de reconstruction* [17 juillet 1948] (p. 4765, 4766); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services extérieurs de la Direction des mines de 1.000 francs* [18 juillet 1948] (p. 4804, 4805); INTÉRIEUR, Chap. 107 : *Tribunaux administratifs d'Alsace-Lorraine* [19 juillet 1948] (p. 4842, 4843); — de sa proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5018, 5019, 5020); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Krieger tendant à ne pas appliquer de coefficient de réduction aux houillères non rééquipées par l'Etat* (p. 5020); Art. 2 : *Sous-amendement de M. Krieger tendant à intégrer dans les bénéfices de 1939 à 1944 les provisions faites par les houillères lorraines* (p. 5021); Art. 4 : *Amendement de M. Finet tendant à harmoniser toutes les dates dans l'ensemble de la loi* (p. 5023); Art. 8 : *Amendement de M. Charlot relatif au combiné industriel de Decauville* (p. 5024); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1948] (p. 5395); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6030, 6031); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la Production industrielle pour 1947 (Subventions), en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 août 1948] (p. 6114); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et crédits pour 1948 (Equipement), en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6352, 6353, 6354, 6355, 6356, 6382); Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un article relatif au report éventuel des crédits d'un exercice à l'autre* (p. 6386); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 ter : *Son*

*amendement tendant à supprimer l'article* [24 septembre 1948] (p. 6887, 6888); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 12 : *Son amendement tendant à ne faire payer qu'une fois la taxe au propriétaire d'automobiles qui n'en a qu'une en circulation* [18 septembre 1948] (p. 6686); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission* [18 novembre 1948] (p. 7081 et suiv.); — du projet de loi portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines; Art. 6 : *Amendement de M. Roucaute tendant à payer les retraites mensuellement dès mars 1949* [26 novembre 1948] (p. 7283). — Est entendu sur les questions orales : *Ses observations sur l'absence des Ministres et leur négligence pour répondre aux questions orales* [10 décembre 1948] (p. 7533). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7638, 7639); *Son amendement relatif aux fermes démembrées et devenues de ce fait inexploitable* (p. 7651, 7652); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le financement des entreprises nationales, les investissements pour équipement et modernisation, le ralentissement de la réalisation du plan Monnet, la faible productivité française* [20 décembre 1948] (p. 7751, 7752, 7753); Art. 7 : *Versement au fonds de modernisation et d'équipement* [23 décembre 1948] (p. 7885); Art. 13 bis : *Son amendement de forme* (p. 7925); *Son amendement tendant à affecter 4 milliards d'économies sur les entreprises nationales au Fonds de modernisation et d'équipement* (p. 7925); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement* (p. 7946); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1948] (p. 8159, 8160, 8161, 8162); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités publiques* (p. 8172, 8173); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'organisation administrative du Gaz de France* (p. 8175, 8176); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale*

[31 décembre 1948] (p. 8329, 8330); Art. 2 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article* (p. 8330); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8340); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8302, 8303); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à confier les fonctions de l'O.C.R.P.I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* (p. 8303, 8304, 8305). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative à l'Office du bois de l'Afrique équatoriale française [21 janvier 1949] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 février 1949] (p. 936, 937, 938); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ouvrir pour trois mois un crédit de 67.250 millions* [2 mars 1949] (p. 1136, 1137); *Son amendement tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 18 milliards pour les travaux de l'Electricité et du Gaz de France* (p. 1139, 1140); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 37 septies : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1362); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'essence aux médecins et représentants de commerce, en qualité de *Rapporteur* : *Sa demande d'ajournement du débat* [23 mars 1949] (p. 1746, 1747); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques; *Discussion générale* (*Ses observations sur le problème de l'essence et le rationnement des carburants qui pourrait être supprimé*) [23 mars 1949] (p. 1753, 1754); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1789); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du Commerce et de l'Industrie : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1821, 1824); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap 385 : *Entretien des monuments historiques* [5 avril 1949] (p. 2076). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences pour l'économie française du ralentissement des travaux d'équipement électrique [8 avril 1949] (p. 2277); Est entendu sur la fixation de la date de discussion

de cette interpellation [17 mai 1949] (p. 2539, 2540). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1949] (p. 2720, 2721, 2722); *Question préalable posée par M. Mudry* (p. 2722, 2723); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Mudry tendant à ne modifier que la forme* (p. 2723); Art. 2 : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs au transport du gaz naturel* (p. 2723, 2724); *Amendement de M. Maton tendant à exclure de la nationalisation, les usines produisant moins de 12 millions de kw-heure par an et ayant un accord avec l'Electricité de France* (p. 2724); *Amendement de M. Goudoux tendant à exiger des nouvelles entreprises un accord préalable avec l'Electricité de France* (p. 2724, 2725); Art. 3 : *Amendement de M. Goudoux tendant à n'autoriser l'aménagement de nouvelles installations non nationalisées que dans certaines conditions* (p. 2725); Art. 5 : *Amendement de M. Maton tendant à supprimer l'article* (p. 2726); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5580); Art. 2 : *Amendement de M. Capdeville tendant à contrôler le transport du gaz naturel* (p. 5591); Art. 2 bis : *Amendement de M. Goudoux relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kw-heure par an* (p. 5605, 5606, 5607); *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer les trois derniers alinéas* (p. 5607); Art. 3 : *Amendement de M. Krieger tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions conclues entre les entreprises privées et l'Electricité de France* (p. 5608); Art. 4 A : *Amendement de MM. Poulain et Mudry tendant à supprimer l'article prévoyant des prix spéciaux pour l'électricité fournie à des sociétés filiales de producteurs de courant* (p. 5609); Art. 4 bis : *Amendement de MM. Goudoux et Krieger tendant à supprimer l'article accordant à la S.N.C.F. et aux houillères nationales l'autonomie de leur production d'électricité* (p. 5610); Art. 4 bis A : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer l'article relatif aux sociétés de distribution d'électricité régies par des collectivités locales* (p. 5611); Art. 4 ter : *Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés toute activité industrielle ou commerciale autre que celle prévue par la loi* (p. 5612); *Amendement de M. Capdeville tendant*

*à autoriser les sociétés nationales à effectuer tous travaux et fournitures donnant lieu à offres ou adjudications* (p. 5618); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 36 : *Son amendement tendant à ne prolonger que de trois mois le délai pour scinder le Gaz et l'Electricité de France* [3 juin 1949] (p. 3112, 3113, 3114, 3115); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> quater : *Son sous-amendement tendant à spécifier les entreprises nationales « d'aéronautiques »* [28 juin 1949] (p. 3888); Art. 6 : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article* (p. 3898); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8089 : *Reconstitution du matériel détruit des universités et lycées (Ses observations sur les dons étrangers à l'Université de Caen)* [4 juillet 1949] (p. 4159, 4160). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débat sur le pipe-line Le Havre-Paris*) [12 juillet 1949] (p. 4669). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 6 : *Amendement de M. Lespès tendant à supprimer les articles 6, 7, 8 et 9* [27 juillet 1949] (p. 5380, 5381); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5381); *Sa demande de seconde délibération de l'article* [28 juillet 1949] (p. 5438). — Est entendu pour une modification à l'ordre du jour de la séance du 6 décembre 1949 : *Discussion du statut de l'entreprise Berliet* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6478, 6479). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rétablir la liberté de vente de l'essence* [9 décembre 1949] (p. 6730); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif à la fixation du prix de vente de l'essence en fonction des prix paritaires d'acquisition* (p. 6732); *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* (p. 6732); — des interpellations sur la distribution d'électricité (*Son ordre du jour de confiance*) [9 décembre 1949] (p. 6750, 6751, 6752). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence* [16 décembre 1949] (p. 6972). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la*

*production industrielle* [19 décembre 1949] (p. 6996, 6997); Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier les taxes sur les produits pétroliers et à supprimer la caisse de compensation* [27 décembre 1949] (p. 7387, 7388); Art. 48 : *Son amendement tendant à prévoir les suppressions de crédits en cas de succès des emprunts* (p. 7430); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 10 milliards les crédits d'investissements* [28 décembre 1949] (p. 7484, 7485); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à supprimer la phrase prévoyant un blocage temporaire des crédits* (p. 7486). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative au prix de l'essence*) [21 décembre 1949] (p. 7104, 7105). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> : [Art. 31 Y du Code du travail] *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement relatif à la fixation du salaire minimum garanti* [4 janvier 1950] (p. 149); *le retire* (p. 151); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions du transport* [2 février 1950] (p. 913, 914). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Bidault) [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. d'Aragon relative au licenciement de personnel d'entreprises électriques dans la région pyrénéenne [31 mars 1950] (p. 2719); de M. Mercier relative à la liquidation des pensions des vieux travailleurs et économiquement faibles [31 mars 1950] (p. 2719, 2720). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2890, 2891, 2892, 2893); Art. 2 : *Transfert de crédits à l'agriculture* (p. 2907, 2908); *Amendement de M. Theetten tendant à ne pas créer d'industrie ou d'entreprises annexes à la S. N. C. F. avec les crédits d'investissement* (p. 2910); *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les Charbonnages de France* (p. 2913); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Electricité de*

*France* (p. 2916); *Amendement de M. Védrines tendant à réduire d'un million les crédits pour le Gaz de France* (p. 2917); *Amendement de M. Michel tendant à réduire les prêts aux grosses entreprises et à augmenter les prêts aux artisans* (p. 2919); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat C : *Amendement de M. Finet tendant à augmenter de 1 milliard les Crédits pour les Charbonnages de France* [19 juillet 1950] (p. 5616, 5617); *Amendement de M. Goudoux tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour l'Electricité de France* (p. 5619); *Répartition des prêts entre les entreprises, faite par les soins du Ministre* (p. 5619, 5620); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4644, 4645); Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale* (p. 4646); Chap. 1020 : *Services extérieurs (Services de la propriété industrielle)* (p. 4646); Chap. 1030 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour indemnités du personnel des services extérieurs* (p. 4647); Chap. 1060 : *Amendement de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services extérieurs de la direction des mines (augmentation du nombre des ingénieurs des mines)* (p. 4647); Chap. 1070 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour indemnités des services extérieurs de la direction des mines* (p. 4647); Chap. 1130 : *Amendement de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la direction des carburants (recherches de pétrole)* [13 juin 1950] (p. 4663, 4664); Chap. 1140 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le laboratoire central des services chimiques de l'Etat* (p. 4664, 4665); Chap. 1160 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits demandés par le service des instruments de mesures* (p. 4665, 4666); Chap. 1180 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Ecole supérieure de métrologie* (p. 4666); Chap. 1230 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel venant de l'O.C.R.P.I.* (p. 4667); Chap. 1240 : *Sa demande de rétablissement des crédits demandés pour les indemnités du personnel de l'O.C.R.P.I.* (p. 4667); Chap. 1250 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le*



personnel chargé des tâches de répartition (p. 4667); Chap. 1260 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire temporaire (p. 4667, 4668); Chap. 1280 : Amendement de M. Charlot tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les salaires du personnel ouvrier (p. 4668); Chap. 3000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'administration centrale (p. 4669); Chap. 3020 : Matériel de la direction des mines (licenciements dans les mines de potasse) (p. 4669); Chap. 3030 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel des écoles des mines (p. 4669); Chap. 3060 : Matériel de la direction des industries chimiques (p. 4669); Chap. 3130 : Sa demande de rétablissement des crédits pour l'achat de matériel automobile (p. 4670); Chap. 3140 : Sa demande de rétablissement partiel des crédits pour l'entretien du matériel automobile (p. 4670); Chap. 3150 : Sa demande de rétablissement des crédits demandés pour les loyers et indemnités de réquisition (p. 4670); Chap. 3170 : Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour les frais de déplacement (p. 4670); Chap. 3180 : Sondages et recherches géologiques (p. 4671); Chap. 3250 : Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour le matériel des services chargés de la répartition (p. 4671); Chap. 3270 : Exposition internationale de Paris (p. 4671); Chap. 4040 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les œuvres sociales (p. 4671); Chap. 5010 : Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour encouragement à l'artisanat (p. 4672); Chap. 5030 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les recherches techniques (p. 4672); Chap. 5040 : Laboratoires d'études des turbines à gaz (p. 4672); Chap. 5050 : Subventions au Centre national de cinématographie (films parlants allemand projetés en Alsace-Lorraine) (p. 4673); Demande de réserver le chapitre, présentée par M. Verneyras (p. 4674); Chap. 5060 : Entretien des installations industrielles de l'Etat (p. 4674); Chap. 5080 : Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits demandés pour la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux (Ses observations sur les importations de charbons étrangers) (p. 4675, 4676, 4677); Amendement de Mme Schell tendant à réduire de 1 milliard les crédits de ce chapitre (Coût du charbon de la Ruhr) (p. 4679); Chap. 5090 : Amende-

ment de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au Gaz de France (prix du gaz) (p. 4680, 4681); — d'une proposition de résolution relative à la fermeture des mines de Bert Montcomboux; Urgence [22 juin 1950] (p. 5140, 5141). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J.O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J.O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Bouxam relative à la vente des excédents d'alcool [3 novembre 1950] (p. 7431); — de M. Poumardère relative à l'approvisionnement des commerçants en pneumatiques [10 novembre 1950] (p. 7628, 7629); — de Mme Rose Guérin relative à la prolongation de la ligne de métro « Porte de Saint-Ouen » à « Saint-Denis » [17 novembre 1950] (p. 7879). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le rajustement des salaires dans les mines [21 novembre 1950] (p. 7953, 7954). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE; Chap. 100 : Ses observations sur les suppressions d'emplois [5 décembre 1950] (p. 8622); Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (politique charbonnière du Gouvernement) (p. 8634, 8635, 8636, 8637); Amendement de M. Silvoandre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (libération des échanges dans les territoires d'outre-mer) (p. 8637); Amendement de M. Mudry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (convention avec les mines de Blodesheim) (p. 8638, 8639); Chap. 1010 : Institut de la propriété industrielle (p. 8640); Chap. 1040 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les services extérieurs de la direction des mines (p. 8640, 8641); Chap. 1050 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les indemnités des services extérieurs de la direction des mines (p. 8641); Chap. 1270 : Prime de rendement aux fonctionnaires des mines et ponts et chaus-

sées (p. 8641) ; Chap. 5050 : *Installations industrielles de l'Etat* [7 décembre 1950] (p. 8751) ; Chap. 5070 : *Amendement de M. Quilici tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (politique d'importation du charbon)* [8 décembre 1950] (p. 8870, 8871, 8872) ; *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (hausse du prix du gaz)* (p. 8875) ; *Amendement de M. Rabier tendant à rétablir les crédits pour participation au déficit des houillères du Sud-Oranais* (p. 8876). — Répond à une question de M. Ramonet relative à la pollution des eaux par la distillerie de Montierchaume [15 décembre 1950] (p. 9152). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J.O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres-primés, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* [14 mars 1951] (p. 1906) ; Art. 7 : *Décret d'application* (p. 1909) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République ; INDUSTRIE ET COMMERCE ; Chap. 5080 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les houillères du Sud-Oranais* [14 mars 1951] (p. 1922). — Répond à une question : de M. Coudray relative à l'usine marémotrice de la Rance [16 mars 1951] (p. 2046) ; — de M. Maurice Guérin relative à l'approvisionnement du pays en charbon [16 mars 1951] (p. 2046, 2047). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; INDUSTRIE ET COMMERCE ; Chap. 9051 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les subventions au bureau de recherches des pétroles (recherches au Gabon)* [11 avril 1951] (p. 3167) ; Art. 2 : *Amendement de M. Peytel tendant à créer un Conseil supérieur des pétroles* [12 avril 1951] (p. 3180) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 2 : *Amendement de M. Peytel tendant à créer un Conseil supérieur du pétrole*

[19 avril 1951] (p. 3555) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux ; Etat C ; ELECTRICITÉ DE FRANCE : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter de 18 milliards les crédits de paiement* [6 mai 1951] (p. 4729) ; *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (arrêt de construction des centrales dans la Corrèze)* (p. 4730) ; Article additionnel : *Amendement de M. Mudry tendant à équilibrer l'autofinancement de l'Electricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737) ; *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir le Conseil central des œuvres sociales d'Electricité et Gaz de France* (p. 4739). — Répond à une question : de M. E. Rigal relative à la transformation de société à responsabilité limitée en société en nom collectif [11 mai 1951] (p. 5046) ; — de M. Legendre relative à l'approvisionnement en superphosphates [11 mai 1951] (p. 5048) ; — de M. Virgile Barel relative à la reconstruction de la ligne Breil—Tende—Vieville [11 mai 1951] (p. 5048). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [20 mai 1947] (p. 1678), [13 octobre 1949] (p. 5764). — Obtient un congé [13 octobre 1949] (p. 5764).

**LOZERAY (M. Henri), Député du Cher.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des territoires d'outre mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361).

**Interventions :**

Ses rapports au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales : du département du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 25) ; — du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (Collège des citoyens de statut français) [19 décembre 1946] (p. 178). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 887 à 891). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisa-

tion et à la compétence des Assemblées de groupe en Afrique noire : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [4 août 1947] (p. 3913). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Pose la question préalable* [11 mars 1949] (p. 1548, 1549); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer (*Ses explications de vote sur la demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de confiance de M. Juglas*) [21 juin 1949] (p. 3603, 3604). — Donne sa démission de Député [14 mars 1950] (p. 1966).

### LUCAS (M. Maurice), Député de la Manche.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948,] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire aux besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 672**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, **n° 719**. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lucas et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le pari mutuel au concours hippique, **n° 1005**. — Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 12 octobre 1945 sur le statut juridique de la coopération agricole, **n° 1379**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution

de M. Mouchet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire les besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 1565**. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, **n° 2213**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale; 2° de M. Halbout et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'établissement des jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations, **n° 3465**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bocquet tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers, **n° 3466**. — Le 28 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, **n° 5082**. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Dulin, conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, **n° 5743**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative au cumul des exploitations agricoles, **n° 7052**. — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, réglementant la profession de courtiers en vins, dits

« courtiers de campagne », n° 7983. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Dulin et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 8631. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles, n° 8711. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les résolutions adoptées par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur : 1° la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles ; 2° la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage ; 3° la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, n° 8752. — Le 23 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles, n° 8828. — Le 23 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Bas et plusieurs de ses collègues (n° 2424) tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru ; 2° de M. Servin et plusieurs de ses collègues (n° 11174) abrogeant l'acte dit loi du 20 juillet 1940 et rétablissant le régime du forfait pour les bouilleurs de cru ; 3° de M. Guyomard et plusieurs de ses collègues

(n° 11248) tendant à autoriser, jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1951, les producteurs de cidre à distiller, sans limitation de quantité, les cidres et lies moyennant le paiement d'une taxe à l'hectare, n° 12339.

### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Savoie [28 novembre 1946] (p. 29). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, (Services civils); Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 308 : *Frais de déplacement et de mission (Envoi de beurre d'une coopérative)* [12 juin 1947] (p. 2037); Chap. 700 : *Prix de vente du lait* (p. 2039). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 33 : *Son amendement tendant à augmenter les allocations familiales des travailleurs agricoles* [23 juin 1947] (p. 2384, 2385); — sur la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé; Art. 4 : *Rôle des comités départementaux des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2819); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2820); — sur le projet de loi visant à la réalisation du plan de congélation de la viande; Art. 5 : *Réquisition des frigorifiques* [8 juillet 1947] (p. 2834). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 1<sup>er</sup> : *Activité des coopératives* [30 juillet 1947] (p. 3706); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article* [30 juillet 1947] (p. 3708); *Explications de vote* (p. 3709); Art. 9 : *Amendement de M. Vée tendant à ne pas tenir compte de l'importance des affaires traitées dans le nombre des voix attribuées aux coopératives* (p. 3710); Art. 20 : *Formalités de contrôle et de constitution de sociétés coopératives* (p. 3711); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ouvrir l'emprunt à tous et sans limitation de souscription* [22 décembre 1947] (p. 6169, 6170). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions financières et budgétaires; Art. 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6598); — de la proposition de résolution de

M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 361); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1249, 1250); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer les associations syndicales* [2 mars 1948] (p. 1262); Art. 2 : *Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* [17 mars 1948] (p. 1831, 1832); Art. 12 : *Son amendement relatif aux grades des contrôleurs financiers délégués par l'Etat* (p. 1840); le retire (p. 1841); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la loi du 10 septembre 1947* (p. 1843); le retire (p. 1844); Art. 40 : *Son amendement relatif au quantum des subventions* (p. 1861); Art. 58 : *Son amendement tendant à accorder l'agrément du Ministre si le statut est conforme à la loi dans un délai de trois mois* (p. 1867); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier la composition des Commissions paritaires de prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1474); — du projet de loi tendant à appeler sous les drapeaux la classe 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à incorporer par fractions* [11 mars 1948] (p. 1640); — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme; Article unique ; *Amendement de M. de Sesmaisons relatif aux preneurs de baux des fermes laitières* [30 avril 1948] (p. 2434, 2435). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de sa position sur l'amendement de M. de Sesmaisons*) [4 mai 1948] (p. 2468). — Prend part à la discussion : de propositions de loi concernant le cumul des exploitations agricoles, en qualité de Rapporteur [25 mai 1948] (p. 2925, 2926); *Demande de renvoi au Conseil économique* (p. 2928); *Demande de M. Sourbet de renvoi à la Commission* (p. 2930); — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux; Art. 1<sup>er</sup>. *Amendement de M. Billat tendant à étendre la loi aux années futures* [23 juin 1948] (p. 3867); Art. 2 : *Modification de la date de mise en*

*vigueur* (p. 3867); Art. 6 : *Amendement de M. Billat tendant à suspendre les permissions en cas de conflit seulement* (p. 3868); — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5791). — Est entendu sur le retrait d'un projet de loi de l'ordre du jour : *Son rappel au règlement* [14 décembre 1948] (p. 7567). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles, en qualité de Rapporteur; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7646, 7647); *Amendement de M. Genest tendant à supprimer les réunions d'exploitations depuis 1914 au lieu de 1939 seulement* (p. 7651); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rendre aux familles les terres réunies depuis 1939 dans un délai de trois ans après avis de la Commission consultative des baux ruraux* (p. 7651); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à substituer 1950 à 1951* (ibid.); *Amendement de M. Louvel relatif aux fermes démembrées et devenues de ce fait inexploitable* (p. 7652); *Sous-amendement de M. Vée tendant à substituer dans l'amendement de M. Halbout « 1950 à 1949 »* (p. 7652); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à étendre cette mesure à tous les départements* (p. 7653); *Sous-amendement de M. Laurens tendant à faire dépendre la décision préfectorale de l'avis de la Commission consultative* (p. 7653); *Amendements de MM. Lenormand et Triboulet tendant à accorder un sursis de trois ans aux chefs de famille exploitants, installant un de leurs enfants dans un fonds réuni au leur* (p. 7671, 7672); *Amendement de M. Méhaignerie tendant à faire choisir par l'exploitant le fonds qu'il veut conserver* (p. 7672, 7673); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à augmenter le délai accordé aux bailleurs pour trouver un nouveau preneur* (p. 7674); *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer le cinquième alinéa* (p. 7675); *Amendement de M. Halbout tendant à accorder un délai jusqu'au 29 septembre 1949 pour les locations à l'amiable* (ibid.); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas démembrer les petites exploitations familiales* (p. 7676); *Amendement de M. Triboulet tendant à préciser le point de départ du délai accordé* (p. 7677); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à*

dégager la responsabilité civile du bailleur en cas de mauvais état des locaux repris (p. 7677); Amendement de M. Triboulet tendant à laisser pour neuf ans à l'exploitant les terres dont l'amodiation n'aura pas été demandée au cours du délai accordé (p. 7677, 7678); Amendement de M. Perdon tendant à interdire aux étrangers d'occuper, dorénavant, des exploitations agricoles (p. 7678); Amendement de M. Perdon tendant à insérer un nouvel article harmonisant le statut du fermage avec cette loi (p. 7680); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : Discussion générale (Ses observations sur les difficultés financières des communes rurales) [21 décembre 1948] (p. 7793); Art. 9 : Sous-amendement de M. Tanguy Prigent tendant à maintenir l'exonération d'impôts sur les bénéfices pour les caisses de crédit agricole et les coopératives agricoles [23 décembre 1948] (p. 7909); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Rochet tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public [28 décembre 1948] (p. 8032); Art. 2 : Amendements de MM. Defos du Rau et Tanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer (p. 8040); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 8042); — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (Ses observations sur la production laitière et le marché du lait, les difficultés rencontrées par les producteurs du fait de la réglementation excessive) [25 février 1949] (p. 969, 970, 971); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : Discussion générale [22 mars 1949] (p. 1682); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 513 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à l'amélioration de la production agricole [12 avril 1949] (p. 2367); le retire (p. 2368); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [10 juin 1949] (p. 3275); Explications de vote sur l'article premier (p. 3280); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : Discussion générale [7 juillet 1949] (p. 4333); — des interpellations sur le

fonctionnement de la sécurité sociale : Discussion générale [12 juillet 1949] (p. 4685); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 2 bis : Amendement de M. Charpentier relatif aux exploitants agricoles sinistrés [20 juillet 1949] (p. 4885); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé [28 juillet 1949] (p. 5461, 5462); — d'une proposition de loi modifiant la loi relative au cumul des exploitations agricoles, en qualité de Rapporteur [15 décembre 1949] (p. 6893, 6894); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 50 : Amendement de M. Temple relatif à l'indemnisation des dommages agricoles [27 décembre 1949] (p. 7437); — des interpellations sur les prix agricoles : Discussion générale (Ses observations sur l'alcool carburant) [24 janvier 1950] (p. 458). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Suite du débat sur les prix agricoles [24 janvier 1950] (p. 469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 2 : Amendements de MM. Paumier, Tanguy Prigent et Charpentier tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles [29 juillet 1950] (p. 6231, 6232); Son amendement tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du budget des prestations familiales agricoles [31 juillet 1950] (p. 6249, 6250); Art. 10 : Possibilité pour les caisses d'accorder ou de refuser des exonérations (p. 6276); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6282); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : Son amendement tendant à maintenir les importations de produits laitiers nécessaires pour stabiliser les prix [3 août 1950] (p. 6549, 6550); le retire (p. 6550); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 5 : Amendement de M. Farinez tendant à incorporer les agriculteurs en automne [27 octobre 1950] (p. 7336, 7337); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 17 : Sous-amendement de M. Garcia tendant à ne percevoir la cotisation additionnelle à la surtaxe progressive que sur les revenus supérieurs à 500.000 francs [13 décembre 1950] (p. 9032); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 2 : Son amen-

dement tendant à accorder aux petits enfants les mêmes droits qu'aux enfants [15 décembre 1950] (p. 9141); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5020 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais de vulgarisation et d'information éducative [26 décembre 1950] (p. 9624); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 ; Amendement de M. Coudray tendant à prévoir des crédits qui seront répartis par le fonds de péréquation [5 janvier 1951] (p. 228); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Article additionnel ; Son amendement relatif au délai accordé aux bénéficiaires du droit de préemption pour faire valoir ses droits [26 janvier 1951] (p. 418); Art. 5 : Son amendement relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption [31 janvier 1951] (p. 586, 587, 588, 589); Art. 6 : Amendement de M. Thuillier tendant à établir un mode de calcul spécial pour les productions saisonnières [9 février 1951] (p. 974); Son amendement relatif à l'établissement des prix moyens du lait et du beurre [14 février 1951] (p. 1143, 1144, 1145); Son amendement relatif à la fixation du prix moyen du lait et du beurre pour les baux spécifiés en produits laitiers [16 février 1951] (p. 1235); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1270 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Procès des pères blancs de Dakar) [5 avril 1951] (p. 2742); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 5120 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les jardins ouvriers [9 avril 1951] (p. 2967); Art. 8 : Amendement de M. Charpentier relatif aux taxes municipales sur les viandes (p. 2974, 2972); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 7 bis : Amendement de M. Paumier tendant à instituer un carburant agricole vendu aux deux tiers du prix du carburant ordinaire [18 mai 1951] (p. 5487); — du projet de loi de finances pour 1951, Art. 7 : Amendement de M. Hénault tendant à rétablir le forfait des bouilleurs de cru [18 mai 1951] (p. 5513); Art. 14 septième : Amendement de

M. Lamps tendant à disjoindre l'article établissant une taxe unique sur les viandes (p. 5525). = S'excuse de son absence [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607). — Obtient un congé [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607).

### LUSSY (M. Charles), Député du Vaucluse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse (*ibid.*), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [11 février 1947] (p. 276).

### Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, n° 121. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer la rémunération d'entreprise, n° 122. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 janvier 1924 relative à la reprise des concessions centenaires et perpétuelles en état d'abandon, n° 123. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés ayant appartenu à des mouvements de résistance les mêmes avantages qu'aux déportés ayant été inscrits aux réseaux de la France combattante, n° 124. — Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité aux propriétaires de voitures automobiles, de motocyclettes, vélos-moteurs et bicyclettes dont les machines ou seulement les pneus ont été réquisitionnés, n° 125. — Le 6 février 1947, une proposition de loi relative à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme), n° 462. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à réserver le règlement de l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée Nationale, n° 595. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à assurer le transport des journaux et publications périodiques dans des conditions qui

assurent l'égalité de traitement à tous les usagers, n° 949. — Le 22 mars 1947, une proposition de résolution relative à l'Indochine, n° 1026. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à réduire de 10 0/0 la redevance due sur les postes récepteurs de radiodiffusion, n° 1172. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution relative aux conditions de l'examen des demandes en autorisation de poursuite, n° 1199. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale à M. Jean Masaryk, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, n° 3753. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à obliger les établissements de crédit à communiquer au Ministère des Finances les comptes courants et dossiers des titres n'ayant pas donné lieu à opérations depuis cinq ans, n° 6997. — Le 20 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté du marché des pneumatiques, n° 7234. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions de l'article 4 de la loi n° 48-2900 du 31 décembre 1948 qui ont interdit la majoration des valeurs locatives pour le calcul des patentes en 1949, n° 7659. — Le 8 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives utiles afin que les condamnations prononcées à l'encontre des parlementaires malgaches restent dans le cadre prévu par l'article 91 du Code pénal, n° 7793. — Le 20 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés des inondations dont le département de Vaucluse vient d'être victime et, notamment, à procéder d'urgence au rétablissement des ouvrages d'art établissant la communication routière sur la Durance, n° 12563.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'ordre des préséances dans les cérémonies officielles, civiles et militaires [22 décembre 1946] (p. 281). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les conventions collectives : *Ses observations sur l'ensemble* [23 décembre 1946] (p. 299). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Désignation de cinq Conseillers de la Répu-*

*blique*) [23 décembre 1946] (p. 362). — Prend part au débat sur la désignation des Conseillers de la République représentant les Français des pays de protectorat [27 décembre 1946] (p. 376). — Son ordre du jour de confiance présenté à la suite de l'interpellation de M. Capitant sur la composition du Cabinet [28 janvier 1947] (p. 52). — Dépose un amendement à l'article 5 du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite, tendant à étendre par décret le bénéfice de la loi aux nouveaux départements d'outre-mer [31 janvier 1947] (p. 139). — Est entendu au cours du débat sur la nomination de Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 162, 168). — Prend part à la discussion des opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 283). — Son ordre du jour motivé en conclusion du débat ouvert par les interpellations de MM. Charles Schauffler, Guy Petit et Louis Rollin sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement [20 février 1947] (p. 402); le soutien (p. 405). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 498); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *présente les conclusions de la Commission* [28 février 1947] (p. 533). — Son ordre du jour motivé en conclusion du débat sur l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 539). — Est entendu sur la date du débat pour l'élection du *Président de la Haute Cour de Justice* [11 mars 1947] (p. 796). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique française en Indochine [13 mars 1947] (p. 833, 834); *Son ordre du jour de confiance* [18 mars 1947] (p. 900); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'Exercice 1947 (Crédits militaires); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 450 [20 mars 1947] (p. 951, 952); *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1022, 1024, 1025). — Est entendu : au cours du débat sur la proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945, ne pourraient participer, ni à l'élection du bureau, ni



à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 961); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 996, 997). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux ; Art. 1<sup>er</sup> : *son contre-projet* [27 mars 1947] (p. 1149, 1150); Art. 7 : *son amendement tendant à ce qu'à l'échelon national, il ne puisse y avoir qu'une seule coopérative de messageries* [27 mars 1947] (p. 1157, 1158, 1159, 1160). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1337, 1339). — Dépose une demande d'interpellation sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1428); la développe (p. 1428, 1429) : *son ordre du jour de confiance* (p. 1435) : *ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1461, 1462); Demande l'affichage du discours de M. le Président du Conseil (p. 1464); Retire sa demande [6 mai 1947] (p. 1476); — Son ordre du jour de confiance à la suite des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1648); *le soutient* (p. 1653, 1659); *le retire* (p. 1658); *son nouvel ordre du jour de confiance* (p. 1658). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1854, 1855, 1856, 1866) [20 juin 1947] (p. 2272, 2275, 2276) : *son ordre du jour de confiance* (p. 2287); — de la communication de M. Ramadier, *Président du Conseil*, relative à la grève des cheminots (*indemnité parlementaire*) [10 juin 1947] (p. 2016, 2017). — Est entendu sur la demande d'interpellation de M. Gazier relative à la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2395, 2396). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*date des interpellations sur la politique économique du Gouvernement*) [23 juin 1947] (p. 2399). — Intervient dans la discussion des interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement (*Renvoi de la*

*discussion*) [25 juin 1947] (p. 2431); *sa demande d'ajournement du débat* [2 juillet 1947] (p. 2634, 2635); *son ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 2639); *son nouvel ordre du jour de confiance* (*ibid*); *son ordre du jour de confiance*; *Explications de vote* [4 juillet 1947] (p. 2753, 2754, 2755). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos invitant le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2927); — sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3068, 3070). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 6 (nouveau) : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de la viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3526). — Est entendu au cours du débat : sur la demande en autorisation de poursuites contre MM. Ravoahangy et Rabemananjara : *Explications de vote* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3823, 3824); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4299); — sur la proposition de loi tendant à l'application à l'Assemblée Nationale de la loi du 19 juillet 1947 (Relèvement de l'indemnité parlementaire) : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire les crédits demandés* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3825, 3826); — sur la proposition de loi de M. Péron tendant à abaisser à vingt ans la majorité politique (*Demande de discussion d'urgence*) [6 août 1947] (p. 3974, 3975). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4163, 4164, 4165, 4166, 4167, 4168, 4170); *ses explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4236, 4237, 4238); *sa demande de suspension* [12 août 1947] (p. 4290). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *ses explications de vote sur l'article unique* [28 août 1947] (p. 4773); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie amendé par le Conseil de la République : *ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4816); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de

**l'Industrie** : ses explications de vote sur la question de confiance (*Subvention au charbon*) [5 septembre 1947] (p. 4867). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : son ordre du jour de confiance au Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4928). — Est entendu au cours du débat ; sur un rappel au règlement (*Diffusion par M. le Président du Conseil d'un extrait du Journal Officiel sans demande d'affichage*) [14 novembre 1947] (p. 5042) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République ; sa motion tendant à l'investiture de M. Léon Blum [21 novembre 1947] (p. 5115) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt [22 novembre 1947] (p. 5128). — Est entendu ; pour un fait personnel : son rappel au règlement [21 décembre 1947] (p. 6035) ; — pour un rappel au règlement (*Demande de pointage d'un scrutin présentée par M. Lanuel*) [22 décembre 1947] (p. 6169). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat I : Amendement de M. de Chambrun tendant à incorporer dans l'Etat I les chapitres concernant le Commissariat aux Affaires allemandes et autrichiennes [26 décembre 1947] (p. 6263) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2 [5 janvier 1948] (p. 70) ; — des propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance : demande de renvoi à la Commission [4 mars 1948] (p. 1303) ; — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes ; Discussion générale [18 mars 1948] (p. 1894, 1895). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : débats sur la nationalisation des écoles des houillères [4 mai 1948] (p. 2504, 2505). — Prend part à la discussion : du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air France : ses explications de vote sur l'ensemble [4 mai 1948] (p. 2522) ; — du projet de loi relatif au dégageant des cadres : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3054). — Prend

part à la discussion des interpellations sur la Conférence de Londres : Sa demande de suspension de la séance [16 juin 1948] (p. 3572). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur les projets concernant le cinéma [22 juin 1948] (p. 3808). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique : Discussion générale [29 juin 1948] (p. 4126) ; — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : Absence des orateurs [6 juillet 1948] (p. 4344, 4345) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A : Demande de renvoi du débat présentée par M. Capdeville [7 juillet 1948] (p. 4416) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendements de MM. Capdeville, Montel, Anxionnaz et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits [17 juillet 1948] (p. 4752, 4753) ; Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz [19 juillet 1948] (p. 4852, 4853). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Motion d'investiture de M. Queuille accordant la confiance de l'Assemblée à M. Marie [24 juillet 1948] (p. 4892, 4894). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier : Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun [8 août 1948] (p. 5531, 5532). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5994, 5995) ; — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : Question préalable posée par M. Barrachin [24 août 1948] (p. 6151, 6152) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Sa motion préjudicielle tendant à fixer les élections en 1949 [22 septembre 1948] (p. 6834 et suiv.). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Ses explications de vote sur l'investiture de M. Schuman [31 août 1948] (p. 6418) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Ses observations sur l'attitude du groupe communiste et le programme de M. Queuille [10 septembre 1948] (p. 6481, 6482, 6483) ; Sa demande de suspension de séance (p. 6488) ; — sur les interpellations relatives aux incidents de Grenoble : Son ordre du jour de confiance au Gouvernement [21 septembre 1948] (p. 6810) ; Ses explications de vote

sur son ordre du jour (p. 6811). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête, ses observations sur le compte du Populaire à la Banque franco-américaine de crédit et les nouveaux textes portant répression du sabotage* [24 novembre 1948] (p. 7191, 7192) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 9 : *Sa demande de renvoi de la discussion* [23 décembre 1948] (p. 7896) ; — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. de Menthon faisant confiance au Gouvernement* [24 février 1949] (p. 910). — Est entendu : sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1506) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Fixation de la date de rentrée parlementaire au 17 mai* [12 avril 1949] (p. 2326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2895, 2896) ; — des interpellations sur l'activité du rassemblement populaire français et le complot de la Pentecôte : *Son ordre du jour de confiance* [14 juin 1949] (p. 3371). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'établissement du bilan d'une entreprise alsacienne spoliée et sinistrée pendant la guerre [17 juin 1949] (p. 3483). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4231, 4232) ; — du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique : *Son rappel au Règlement* [25 juillet 1949] (p. 5251) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Henri Teitgen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République limitant la levée aux seuls faits visés* [30 juillet 1949] (p. 5554). — Est entendu : au cours du débat sur l'investiture du Président

du Conseil désigné : *Sa motion tendant à l'investiture de M. Moch* [13 octobre 1949] (p. 5795) ; *Ses observations sur le résultat du vote* (p. 5801, 5802) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Truquage du scrutin d'investiture de M. Moch* [18 octobre 1949] (p. 5828). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer et les divers points du programme économique et financier du parti socialiste* [20 octobre 1949] (p. 5887, 5888, 5889, 5900). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'élection d'un Conseiller de la République [30 décembre 1949] (p. 7581, 7582). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 7, 8) ; — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Ordre du jour de M. Juglaç demandant la constitution d'une Commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci* [17 janvier 1950] (p. 290, 291) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 541) ; *Contre-projet de M. Patinaud tendant à attribuer la prime à tous les salariés quel que soit leur traitement* (p. 545) ; *Ses explications de vote* (p. 553, 554) ; — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Ses explications de vote sur l'article unique* [28 janvier 1950] (p. 693, 694, 695). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa réponse à M. Arthaud au sujet de son attitude pendant l'occupation* [28 janvier 1950] (p. 698). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Sa demande de suspension de séance* [7 février 1950] (p. 1029) ; *la retire* (ibid.) ; — des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin : *Amendement de M. Citerne à la proposition de résolution tendant à envoyer devant la Haute Cour de justice MM. Pineau, Moch et Gouin* [29 mars 1950] (p. 2616) ; — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Ordre du jour de M. de Moro-Giufferrì consta-*

tant la régularité de l'action gouvernementale et approuvant les déclarations du Gouvernement [27 avril 1950] (p. 3003, 3004). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport de M. Delahoutre sur les travaux de la Commission d'enquête au sujet du scandale Revers-Mast* [2 mai 1950] (p. 3145), [3 mai 1950] (p. 3206). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Motion préjudicielle présentée par M. Garcia* [4 mai 1950] (p. 3250) ; *Ordre de la discussion* (p. 3257) ; *Organisation du débat* [5 mai 1950] (p. 3307, 3308) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap 3290 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Ravages de la gelée)* [25 mai 1950] (p. 3922, 3924) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires ; Article unique : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant total des majorations de 1950, présentée par le Gouvernement* (p. 5159) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5259, 5260, 5261, 5262, 5263). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille* [30 juin 1950] (p. 5330, 5331). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement Queuille [4 juillet 1950] (p. 5349, 5350) ; — la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition du Gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5414, 5415). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7226, 7227) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Affaire Jules Moch) : *Son rappel au Règlement* [29 novembre 1950] (p. 8282) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier*

[1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8440, 8441) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le régime fiscal des produits agricoles)* [7 décembre 1950] (p. 8784) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat et à prévoir un scrutin majoritaire* [21 décembre 1950] (p. 9446, 9447) ; — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pierrard tendant à fixer les indemnités sur la base de la valeur en 1940* [4 janvier 1951] (p. 145, 146, 147) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Article additionnel : *Son amendement tendant à mettre à la charge de l'acheteur la taxe d'achat additionnelle à la taxe sur les transactions* [26 janvier 1951] (p. 484) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. André tendant à abroger la loi existante* [22 février 1951] (p. 1517, 1518) ; *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir un scrutin de liste majoritaire à deux tours* (p. 1520) ; *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste départemental à deux tours* (p. 1523) ; *Contre-projet de M. Péron tendant à élire les députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale* [23 février 1951] (p. 1553, 1554, 1555, 1556) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1668) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delachenal tendant à ne prévoir qu'un seul tour de scrutin* (p. 1680) ; *Sa demande de suspension de séance* (ibid.) ; *Amendement de M. Delachenal* [28 février 1951] (p. 1721, 1722). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Sa motion investissant M. Guy Mollet comme Président du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1779) ; — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la réforme électorale, la politique des prix, le chômage, les investissements dans les territoires d'outre-mer* [9 mars 1951] (p. 1805, 1806).

## M

**MABRUT (M. Adrien)**, *Député du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); vice-président de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10.784); membre de la Commission de l'agriculture [21 décembre 1946] (p. 201), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) Session du 7 novembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

**Dépôts :**

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 206**. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, **n° 1949**. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi n° 47-1504 du 16 août 1947 portant amnistie, **n° 3525**. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de

résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie visant les grévistes et manifestants de Clermont-Ferrand condamnés à la suite des récents événements survenus dans cette ville, **n° 5170**. — Le 27 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines, **n° 9065**. — Le 13 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre d'indemnité un premier secours de 25 millions aux victimes des orages qui ont saccagé, notamment le 6 juin, dans le département du Puy-de-Dôme, de nombreuses communes de la Vallée de la Cauze-Pavin, telles Saint-Floret, Chévrac, Launier, Saint-Vincent, Perrier, Meilhaud, etc., et à prendre toute mesure d'exonération d'imposition en faveur des sinistrés au titre 1950 jusqu'à concurrence du montant des dégâts subis, **n° 10270**. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les exploitations souterraines de spath-fluor du régime de la sécurité sociale dans les mines, **n° 10497**. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre d'indemnité un premier secours de 50 millions aux victimes des orages qui ont saccagé, notamment les 16 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1950, dans le département du Puy-de-Dôme, les communes de Saint-Bonnet près Riom et Sauviat, etc., et à prendre toute mesure d'exonération d'imposition en faveur des sinistrés au titre 1950 jusqu'à concurrence du montant des

dégâts subis, n° 10672. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur les transactions de 1 0/0 les ouvriers à domicile, notamment de l'industrie de la coutellerie et plus spécialement les émouleurs dans toute la mesure où ils répondent à la définition donnée par l'article 33 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, n° 10912. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne les entreprises ayant fait l'objet d'arrêtés d'assimilation intervenus postérieurement au 27 août 1936, n° 12714. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne les entreprises ayant fait l'objet d'arrêtés d'assimilation intervenus postérieurement au 27 août 1936, n° 12778. — Le 5 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 150 millions aux vignerons victimes des gelées printanières, n° 13097.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre les dispositions de cet article au seigle* [5 juin 1947] (p. 1934). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 112 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits de l'inspection générale de l'agriculture (Indemnité de fonction)* [12 juin 1947] (p. 2051, 2052); Chap. 3102 : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* (p. 2054); P. T. T., Budget annexe : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2948); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Création d'une Faculté à Clermont-Ferrand)* [22 juillet 1947] (p. 3355); Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* (p. 3393). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi d'amnistie; Art. 14 : *Son amendement tendant à ce que les demandes puissent être introduites après la clôture de l'information* [30 juin 1947] (p. 2562); — sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute-

Cour de Justice : *Contre-projet de M. Péron tendant à créer une commission d'instruction de la Haute-Cour composée de 12 personnes désignées par l'Assemblée Nationale* [9 juillet 1947] (p. 2878). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3499, 3500); — au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à instituer une procédure exceptionnelle du vote par correspondance dans les élections municipales et cantonales [7 août 1947] (p. 4021). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Son amendement concernant la propagation des fausses nouvelles* [29 novembre 1947] (p. 5419); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'obligation de jouir en bon père de famille* [10 février 1948] (p. 572); Art. 12 : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux appartements* [20 mai 1948] (p. 2803); *Son amendement tendant à limiter le droit de reprise aux besoins personnels et familiaux du propriétaire* [21 mai 1948] (p. 2836, 2837); Art. 13 bis ; *Amendement de M. Citerne tendant à étendre le droit de reprise à tous les fonctionnaires et travailleurs retraités* [27 mai 1948] (p. 2950); *Son amendement tendant à éviter que le propriétaire ne fasse un choix arbitraire entre les locataires pour son droit de reprise* [28 mai 1948] (p. 3016); *le retire* (p. 3017); Art. 14 ter : *Amendement de Minjoz tendant à faire rembourser au locataire les améliorations apportées au local en cas de reprise* (p. 3021); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 8 : *Exonération des ouvriers à domicile* [7 mars 1948] (p. 1521); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements pour les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* [2 juin 1948] (p. 3115, 3116); *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* (p. 3116, 3117); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 8 : *Son amendement tendant à tenir compte des services auxiliaires rendus aux collectivités locales* [6 août 1948] (p. 5480); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 41 bis : *Turifs*

*réduits accordés par les P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8271). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand [27 janvier 1949] (p. 186). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [28 janvier 1949] (p. 244); Art. 3 bis : *Son amendement tendant à prévoir un décret à chaque augmentation semestrielle* [8 mars 1949] (p. 1302, 1303); — du projet de loi relatif aux accidents du travail dans les départements d'outre-mer; Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant la date et les modalités d'application de la loi* [20 mai 1949] (p. 2737, 2738). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme, relative à l'envoi à l'étranger de brochures concernant les stations thermales [10 juin 1949] (p. 3288). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4862). — Est entendu sur le dépôt d'une proposition de résolution accordant des secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines [27 janvier 1950] (p. 581, 582). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la crise paysanne et la mauvaise récolte dans le Massif central)* [24 février 1950] (p. 1475, 1476, 1477); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Cot tendant à ne prévoir en temps de paix que les travaux forcés à temps* [3 mars 1950] (p. 1809); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Contre-projet de M. Bardoux tendant à étendre le texte à d'autres catégories d'artisans* [23 mai 1950] (p. 3781); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le laboratoire de recherches vétérinaires* [24 mai 1950] (p. 3893, 3894); *le retire* (p. 3894); Chap. 1570 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les encouragements aux exploitants agricoles (stocks de seigle)* [25 mai 1950] (p. 3954); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6652); —

du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de compensation des combustibles minéraux (charbonnages d'Auvergne)* [7 décembre 1950] (p. 8754); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 9 : *Son amendement tendant à considérer comme salaires les recettes des travailleurs à domicile* [18 mai 1951] (p. 5514).

#### MACOUIN (M. Clovis), Député des Deux-Sèvres.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission : des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé par la Commission des pensions en vue de la représenter au sein de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires [19 juin 1948] (*J. O.*, p. 5965). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1949] (p. 5577), [23 novembre 1948] (p. 7150); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à faire admettre au bénéfice du dommage de carrière certains officiers invalides de la guerre 1914-1918, n° 1757. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Max Brusset tendant à faire bénéficier du régime de

retraite de la loi du 14 avril 1924 certains agents permanents des offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la Nation, déjà pensionnés, **n° 5041**. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Forcinal tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre de rééducation fonctionnelle et d'orientation professionnelle à l'Hôtel des Invalides pour les grands mutilés de guerre, **n° 7388**. —

### Interventions :

Pose, au nom de M. Desjardins, une question à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre sur la mise en application de la loi du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés [6 juin 1947] (p. 1972). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles les familles des dragueurs de La Rochelle occupent illégalement un immeuble aux dépens du locataire légal [19 juillet 1947] (p. 3267, 3268); la retire [22 juillet 1947] (p. 3446). — Prend part : à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Sa lettre de demande de fonds adressée à M. Salon* [24 novembre 1948] (p. 7196); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Sa réponse au sujet d'une lettre à lui attribuée par les communistes*) [20 octobre 1949] (p. 5893). — S'excuse de son absence [18 mars 1947] (p. 867), [21 juillet 1947] (p. 3283), [5 juin 1950] (p. 4267). — Obtient des congés [21 juillet 1947] (p. 3283), [5 juin 1950] (p. 4267).

**MAILLOCHEAU (M. Fernand)**, *Député de la Vienne*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des moyens de communication [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier

1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison de ce vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357); membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

### Dépôts :

Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux amputés, victimes civiles de guerre, les mêmes barèmes qu'aux militaires, **n° 643**. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 65 ans l'âge d'attribution de la carte V à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1949, **n° 6391**. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à porter à mille francs la redevance prévue par l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 en matière d'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, **n° 6476**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Chassaing ayant pour but d'étendre aux fonctionnaires retraités et à leurs ayants cause le bénéfice de l'article 20 de la loi du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue du reclassement de la fonction publique, **n° 8646**. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre le bénéfice de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946, **n° 11214**. — Le 16 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11214) de M. Maillocheau et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre le bénéfice de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946, **n° 11682**. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11209) de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 31 de



la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 et à augmenter la redevance sur l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre pour les employeurs qui se refusent à souscrire à la loi. n° 11736. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11153) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application effective de la loi sur les emplois réservés, n° 12037.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 7 : *Relèvement des pensions de guerre* [6 février 1948] (p. 519) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à permettre aux assujettis de s'acquitter avec des titres de rentes* [6 mars 1948] (p. 1465) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AGRICULTURE, Chap. 522-2 : *Travaux d'équipement rural* [25 mai 1948] (p. 2923, 2924) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 78 : *Son amendement tendant à reprendre l'article incorporant aux chemins vicinaux les chemins ruraux* [20 août 1948] (p. 6087). — Pose à M. le Garde des Sceaux une question relative au malaise résultant des congés abusifs donnés par de nombreux propriétaires à leurs fermiers ou métayers [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1997). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre ; Chap. 311 : *Soins médicaux gratuits aux pensionnés de guerre* [19 mai 1949] (p. 2686) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement des communes rurales* [26 décembre 1949] (p. 7245) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 3110 : *Amendement de M. Boccagny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de déplacement du personnel et indemnités aux médecins civils (Centres de réforme)* [24 juillet 1950] (p. 5894, 5895) ; Chap. 4070 : *Son amen-*

*dement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés* (p. 5899, 5900) ; *le retire* (p. 5900) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 3510 : *Etudes d'hydraulique et de génie rural* [26 décembre 1950] (p. 9614) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa permettant la reprise de fermes dont les logements sont en ruine* [6 avril 1951] (p. 2852) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à obliger le propriétaire à acheter le cheptel* (p. 2860) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer l'amende payée par les entreprises n'employant pas suffisamment de blessés de guerre* [15 mai 1951] (p. 5178, 5179) ; Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation provisoire d'attente* (p. 5194).

**MALBRANT (M. René)**, Député de l'Oubangui-Chari-Tchad (Collège des citoyens de statut français).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [11 février 1947] (p. 276), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu : Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783) ; Vice-président de cette Commission [*J. O.* du 25 janvier 1950] (p. 922), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre de la Commission des immunités parlementaires [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée : au sein du Comité de gestion du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025), [*J. O.* du 21 février 1951] (F. n° 679) ; et au sein du Comité directeur du F.I.D.E.S. [8 juillet 1949] (F. n° 439).

**Dépôts :**

Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer les mêmes avantages qu'aux anciens combattants métropolitains et à instituer au chef-lieu de chaque territoire et groupe de territoires un Office du combattant disposant des moyens nécessaires pour régler leur situation, **n° 1192**. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre les centres d'appareillage des pays d'outre-mer, **n° 1362**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à uniformiser le taux de l'allocation du combattant pour tous les anciens combattants de l'Union française, **n° 1363**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à suspendre les effets de l'article 85 de la loi de finances du 28 février 1933 concernant la prescription annale opposable aux titulaires de pensions et à leurs héritiers domiciliés dans les territoires d'outre-mer, **n° 1364**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 73 et 74 de la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, **n° 1365**. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions militaires basées sur la durée des services des originaires d'outre-mer et à les faire bénéficier d'une indemnité pour charges de famille, **n° 1366**. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions des veuves et orphelins mineurs des militaires originaires des territoires d'outre-mer, **n° 1367**. — Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les prévisions de dépenses militaires établies pour 1947 au titre des territoires d'outre-mer et à réformer la structure de l'armée coloniale en la modernisant et en la faisant concourir à la réalisation du plan d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer, **n° 1549**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une As-

semblée de groupe dite : « Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française », **n° 1677**. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'approvisionnement des territoires d'outre-mer en produits manufacturés, et notamment en tissus, et à adapter l'industrie et le commerce français d'exportation aux besoins de ces territoires, **n° 1770**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les moyens voulus pour assurer l'embarquement des marchandises qui se trouvent en souffrance dans les territoires d'outre-mer et à mettre à la disposition de ces territoires les moyens aériens et maritimes capables d'assurer leur évacuation, ainsi que le transport des passagers en instance de départ, **n° 1990**. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française et la loi du 27 août 1947 modifiant cet article, **n° 2638**. — Le 20 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les militaires ayant appartenu aux forces françaises libres le bénéfice des dispositions de l'article premier de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux prêts d'installation, **n° 2687**. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la carte de sinistré aux officiers et fonctionnaires coloniaux ou à toutes autres personnes qui ont perdu leur mobilier au cours de la guerre soit à la suite d'un naufrage de guerre, soit à la suite de la destruction d'un garde-meubles par faits de guerre, **n° 2712**. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence au département de la Réunion des secours en nature et en argent pour venir en aide aux victimes du cyclone qui vient de ravager ce département, **n° 3198**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi créant un Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, **n° 3460**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à envoyer en Afrique occidentale française une mission chargée de régler, sur place, la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 3780**. — Le 16 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des territoires d'outre-mer, notamment au Tchad, en Oubangui et dans les autres territoires d'A. E. F., un plus grand nombre d'instituteurs métropolitains pour y développer rapidement la formation des cadres, l'enseignement scolaire et la formation professionnelle des enfants autochtones, **n° 3804**. — Le 16 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des territoires d'outre-mer les moyens qui leur manquent pour généraliser dans toute la mesure du possible l'assistance médicale et y combattre de façon efficace les maladies sporadiques ou épidémiques qui affectent leurs populations, **n° 3805**. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à régler la situation des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux ou de ceux en service détaché ayant servi sous l'autorité du Comité national français, **n° 3947**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dispenser aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A., soit par une dotation directe, soit en leur accordant une plus grande autonomie commerciale, les devises étrangères et la monnaie matière qui leur sont nécessaires pour pallier le déséquilibre économique et financier que leur vaut la dévaluation et pour leur permettre de mener à bien leur programme d'équipement et de pourvoir à leurs besoins essentiels, **n° 4396**. — Le 7 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à régler la situation des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux ou de ceux en service détaché ayant servi sous l'autorité du Comité national français, **n° 4884**. — Le 6 août 1948, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant création du « Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique », **n° 5197**. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché de l'or dans les

départements et territoires d'outre-mer, **n° 6322**. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi créant un Institut national d'agronomie tropicale, **n° 6437**. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Castellani, Malbrant et Bayrou tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du café aux producteurs, **n° 6494**. — Le 22 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire à deux ans la durée du séjour colonial des militaires métropolitains en service dans les différents territoires d'Afrique noire, **n° 6836**. — Le 22 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter les articles 20 et 78 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 pour préciser certaines conditions du droit de reprise et permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France, **n° 6843**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946 relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du Ministre de la France d'outre-mer, **n° 7024**. — Le 12 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, **n° 7864**. — Le 25 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter à l'Assemblée Nationale, avant que celle-ci ne termine sa session, un projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour assurer l'équipement des territoires d'outre-mer pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1949 au 30 juin 1950, **n° 8014**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à organiser la commémoration solennelle du 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Kousséri et de la réunion

en un seul bloc des trois Afriques françaises, n° 9358. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946 relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du Ministre de la France d'outre-mer, n° 9627. — Le 29 mars 1950, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à déterminer le régime fiscal des sociétés coloniales, n° 9666. — Le 5 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Bayrou et Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la justice en Afrique équatoriale française, n° 10180. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi : 1° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine dans les corps à la charge de l'Etat ou des territoires d'outre-mer ; 2° de MM. Avinin, Dronne et Romani, sénateurs, tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine dans les corps à la charge de l'Etat ou des territoires d'outre-mer, n° 10932. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis, n° 10933. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les sociétés et entreprises ayant leur siège ou exerçant leur activité outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre caisse de retraites donnant aux salariés métropolitains de ces sociétés ou de ces entreprises des garanties du même ordre, n° 11057. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds

spécial de développement de la production aurifère dans les territoires d'outre-mer pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de ces territoires, réduire les prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, n° 11060. — Le 9 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des trois derniers mois et pour concourir à la réparation des dégâts subis, n° 11202.

### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Elections du Tchad) [29 mars 1947] (p. 1320). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1511 à 1513); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Inspection générale des chasses* [19 juin 1947] (p. 2219); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3306); Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* (p. 3326, 3327); Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* (p. 3328); Chap. 702 : *Services de transports et transferts de corps, observations concernant les dépenses résultant des hostilités* (p. 3331). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe d'Afrique Noire : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi devant la Commission pour établissement de deux projets de loi distincts* [4 août 1947] (p. 3886, 3887); *Discussion générale* (p. 3890, 3891); Art. 2 : *Son amendement tendant à assurer une représentation égale aux deux sections des assemblées locales* (p. 3900, 3901); Art. 55 : *Son amendement tendant à définir le siège de la Commission permanente du Grand Conseil* (p. 3911); le retire (ibid); Art. 57 : *Son amendement tendant à préciser le lieu de session de la Commission permanente* (p. 3912); le retire (ibid); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 22 : *Son amendement tendant*

à supprimer « assemblées électriques » dans le premier alinéa, comme faisant double emploi [12 août 1947] (p. 4303); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 4304). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 248, 249); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 626, 627, 628); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la Reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles), Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1073, 1074); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, TERRITOIRES D'OUTREMER, Chap. 100 : *Ses observations sur les traitements des fonctionnaires* [9 juin 1948] (p. 3318, 3319); Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 3342). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification du vote final sur le projet portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393, 3394). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3789, 3790); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 51 : *Amendement de M. Aubame tendant à ce que les membres de l'Assemblée de l'Union française soient délégués de droit* [18 août 1948] (p. 5922); *Amendement de M. Aku tendant à rétablir l'unicité des collèges au Togo* (p. 5926); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à restituer deux sièges à l'Indochine* [20 septembre 1948] (p. 6735, 6736); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1583); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée* (p. 1583); *le retire* (p. 1584); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article permettant à tout citoyen français et autochtone d'opter pour la nationalité française* [12 mars 1949] (p. 1609); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale*

[31 mars 1949] (p. 1937, 1938, 1939, 1940); Chap. 100 : *Reclassement des fonctionnaires des territoires d'outre-mer* (p. 1955); Chap. 109 : *Section technique d'agriculture tropicale* (p. 1958); Chap. 121 : *Service social* (p. 1959); Chap. 130 : *Amendement de M. Konaté tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements des magistrats de droit civil et pénal* (p. 1961); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre (*Rappel au règlement de M. Mouton*) : *Application de l'article 16 de la loi des maxima* [12 avril 1949] (p. 2398); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2413). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer [17 mai 1949] (p. 2547); la développe (*Ses observations sur l'augmentation du coût de la vie, les abus de la fiscalité, le danger d'inflation*) [21 juin 1949] (p. 3557, 3558, 3559, 3560); *Son ordre du jour invitait le Gouvernement à développer l'essor économique des territoires d'outre-mer* (p. 3603); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Juglas* (p. 3604). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Subventions au F.I.D.E.S.* [6 juillet 1949] (p. 4295, 4296); — d'une proposition de résolution relative à l'équipement des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5552). — Est entendu sur le procès-verbal (*Ses observations sur le truquage du vote sur la proposition relative aux immunités parlementaires*) [30 juillet 1949] (p. 5571). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation des substances intéressant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1949] (p. 5978). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation du Fezzan à la suite de la récente décision de l'O. N. U. [22 novembre 1949] (p. 6186). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative à la participation de la métropole aux dépenses supportées par l'Afrique équatoriale française pour le service des emprunts [25 novembre 1949] (p. 6295). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation*

sur la situation du Fezzan [29 novembre 1949] (p. 6429, 6431). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour en Nouvelle-Calédonie, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6489, 6490); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; Art. 8 : *Amendement de M. Silvanore relatif à la contre-valeur des billets perdus* [2 décembre 1949] (p. 6586); *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 février 1950] (p. 1259, 1260, 1261, 1262); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à uniformiser soldes et suppléments de solde sans tenir compte de l'origine du fonctionnaire* [23 février 1950] (p. 1335); *le retire* (ibid.); *Son sous-amendement tendant à ajouter en tête « toutefois »* (p. 1336); *Son sous-amendement relatif à l'attribution d'une prime de départ* (p. 1336); Art. 2 : *Son amendement tendant à uniformiser les conditions de recrutement, d'avancement et de retraite pour les fonctionnaires d'un même territoire* (p. 1337); *Son amendement tendant à prévoir une réglementation particulière pour le régime des congés* (p. 1338); *Son amendement tendant à prévoir une réglementation uniforme pour les prestations familiales* (p. 1338); Art. 4 : *Son amendement tendant à maintenir les avantages acquis* (p. 1340); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir des décrets d'application* (p. 1344, 1345); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne différenciant pas trois catégories de cadres* [15 juin 1950] (p. 4823); *Son amendement tendant à inclure le mot « risque »* (p. 4824); Art. 2 : *Droit d'option pour les fonctionnaires entre la caisse intercoloniale des retraites et la caisse des pensions civiles et militaires* (p. 4825); Art. 2 ter : *Son amendement relatif au régime des prestations familiales outre-mer* (p. 4825); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République précisant le maintien des avantages acquis* (p. 4826); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale*

[24 mars 1950] (p. 2392, 2393); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Devémy* (p. 2412); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 6 : *Son amendement tendant à permettre la résiliation des promesses d'achat si l'acquéreur a perdu son droit de reprise du fait de la nouvelle loi* [16 mai 1950] (p. 3719, 3720); Art. 7 : *Amendement de Mme Bastide tendant à annuler les jugements prononcés en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 contre des locataires occupant encore les lieux* (p. 3722); *Amendement de M. Ninine tendant à prévoir des réquisitions jusqu'à ce que le droit de reprise puisse être exercé* (p. 3723); *Son amendement tendant à permettre aux Français allant dans les territoires d'outre-mer de sous-louer leur appartement* (p. 3723); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4290); Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à supprimer l'article faisant supporter, dès 1950, les dépenses de magistrature par les budgets locaux* [6 juin 1950] (p. 4318); *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4321); Chap. 1130 : *Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école supérieure d'agriculture tropicale* (p. 4333); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits du Gouvernement pour l'Institut de médecine vétérinaire des pays tropicaux* (p. 4333, 4334); Chap. 1270 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les rappels aux fonctionnaires réintégrés* (p. 4334, 4335); *le retire* (p. 4335); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer* (p. 4344, 4345); *le retire* (p. 4346); Chap. 5080 : *Son amendement tendant à rétablir les chiffres du Gouvernement pour l'Académie des sciences coloniales* (p. 4347); *le retire* (ibid.); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la gestion de la Caisse intercoloniale des retraites* (p. 4347, 4348); Chap. 1240 : *Indemnité de résidence des fonctionnaires des territoires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5824); Chap. 1300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats en service outre-mer* (p. 5826); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution relative

aux fonctionnaires retraités en zone C. F. A. : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4824); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 7 : *Son amendement tendant à porter à un an le délai pendant lequel les ex-fonctionnaires ne sont pas éligibles* [24 juillet 1950] (p. 5848); Art. 5 : *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir 12 conseillers au lieu de 13 dans la première circonscription* [26 juillet 1950] (p. 6030); *Amendement de M. Duveau tendant à supprimer la représentation du bataillon de tirailleurs sénégalais* (p. 6031); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6759); Art. 38 : *Amendement de M. Martine relatif à l'initiative des dépenses, partagées entre l'Assemblée et le chef du territoire* (p. 6760); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Article unique : *Renouvellement intégral des conseillers tous les six ans* [26 juillet 1950] (p. 6027, 6028); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [18 novembre 1950] (p. 7922, 7923, 7924, 7925, 7927, 7928); Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire en principe le travail forcé* [2 décembre 1950] (p. 8464); *Son amendement tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* (p. 8466); Article additionnel : *Son amendement tendant à faire communiquer au procureur de la République le bilan des syndicats* [9 décembre 1950] (p. 8901); Art. 64 : *Amendement de M. Castellani tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives au domaine territorial et professionnel* [10 février 1951] (p. 1028); Art. 67 : *Son amendement tendant à appliquer les conventions après approbation du Ministre des Territoires d'outre-mer ou dans un délai de trois mois après la publication des arrêtés* (p. 1033, 1034); Art. 70 : *Son amendement tendant à prévoir pour le travail de nuit des conditions aussi favorables que pour le travail de jour* [17 février 1951] (p. 1309, 1310); *Son amendement tendant à prévoir l'avis du chef de territoire* (p. 1315); Art. 76 : *Amendement de M. Castellani tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives* (p. 1319); Art. 85 : *Conditions du retrait de dépôts des caisses d'épargne* (p. 1321); Art. 90 : *Son amendement tendant à tenir*

*compte des conditions ethniques* [24 février 1951] (p. 1607); *Son amendement tendant à rattacher au salaire la prime d'éloignement* (p. 1608); Art. 91 : *Son amendement tendant à tenir compte de l'avis de la commission consultative du travail du Ministère des Territoires d'outre-mer* (p. 1624); Art. 94 : *Son amendement tendant à ne pas imposer l'affichage des taux de salaire* (p. 1628); Art. 98 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la délivrance d'un bulletin individuel de paye* [17 mars 1951] (p. 2165); Art. 104 : *Amendement de M. Castellani tendant à préciser les cas exceptionnels où des retenues peuvent être faites sur les salaires* (p. 2112); *Son rappel au règlement (Absence des parlementaires)* (p. 2121); Art. 107 : *Son amendement tendant à interdire la vente d'alcools et spiritueux dans les économats* (p. 2127, 2128); Art. 109 : *Son amendement relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef de territoire* (p. 2133, 2134); Art. 110 : *Son amendement relatif à la définition du travail de nuit* [7 avril 1951] (p. 2911); Art. 112 : *Son amendement tendant à inclure les travailleurs non adultes* (p. 2911, 2912); Art. 113 : *Amendement de M. Castellani tendant à substituer l'Etat à l'employeur pendant le congé de maternité* (p. 2915); Art. 114 : *Repos accordé aux mères pour allaiter* (p. 2916); Art. 115 : *Son amendement relatif aux travaux interdits aux enfants* (p. 2917); Art. 121 : *Son amendement tendant à tenir compte des moyens de transport utilisés* (p. 2922); *Organisation du temps de parole* [14 avril 1951] (p. 3308, 3309); Art. 130 : *Son amendement tendant à limiter aux seuls territoires les unités administratives où seront créés les comités consultatifs techniques* (p. 3309, 3310); Art. 131 : *Son amendement tendant à substituer les chefs de territoire aux chefs de groupes de territoires* (p. 3311); Art. 135 : *Assistance médicale aux travailleurs* (p. 3313); Art. 144 : *Son amendement tendant à intercaler « en même temps »* (p. 3323); le retire (*ibid.*); Art. 145 : *Soldes et indemnités à des inspecteurs du travail* (p. 3324); Art. 147 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'affectation des inspecteurs généraux du travail* [29 avril 1951] (p. 4266); Art. 148 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au serment prêté par les inspecteurs du travail* (p. 4267); *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le*

NUM

dernier alinéa relatif au secret professionnel (p. 4267, 4268); Art. 149 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux procès-verbaux rédigés par les inspecteurs du travail (p. 4268); le retire (ibid.); Art. 150 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail (p. 4269); le retire (ibid.); Son amendement tendant à prévoir la notification par l'inspecteur de sa visite à l'employeur (p. 4269); Art. 155 bis : Son amendement tendant à modifier la composition des commissions consultatives du travail (p. 4272, 4273); le retire (p. 4273); Art. 91 : Son sous-amendement relatif à la dénomination de la commission du travail (p. 4273); Art. 118 : Congés payés accordés aux salariés (p. 4276); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir des droits à congé variables suivant les territoires (p. 4276, 4277); Art. 158 : Amendement de M. Castellani tendant à énumérer les décisions que peut prendre par arrêté le chef du territoire (p. 4279); Son amendement relatif aux commissions consultatives du travail intéressées (p. 4280); Art. 163 : Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa prévoyant des exemptions de déclarations (p. 4281); Art. 166 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir l'article instituant une carte du travail remise au salarié (p. 4282, 4283); Art. 168 : Son amendement relatif au contrôle de l'Office de la main-d'œuvre (p. 4284); Art. 183 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à préciser les obligations des parties devant les tribunaux du travail (p. 4297); Art. 189 : Cas de non-conciliation (p. 4299); Art. 196 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à remplacer 10.000 francs par 36.000 francs (p. 4302); Art. 46 : Maintien du contrat de travail pendant le service militaire de l'intéressé [30 avril 1951] (p. 4366); Art. 46 bis : Son amendement tendant à suspendre le contrat de travail pendant la durée légale du service militaire (p. 4366); le retire (ibid.); Son amendement tendant à faire constater la maladie par un médecin agréé (p. 4366, 4367); Art. 105 : Son amendement tendant à prévoir l'avis du chef du territoire (p. 4367); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : Son amendement tendant à inclure quinze représentants des territoires d'outre-mer [7 février 1951] (p. 850, 851); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du projet de loi réformant la justice

à Madagascar [13 mars 1951] (p. 1835). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Ses observations sur le statut des administrateurs des territoires d'outre-mer et la décentralisation administrative [4 avril 1951] (p. 2673, 2674); Chap. 1150 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par l'Institut de médecine vétérinaire des pays tropicaux (p. 2697); Chap. 1260 : Personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Dépolitisation des gouverneurs) (p. 2698, 2699); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : Retraite du combattant (Pensions des anciens combattants des territoires d'outre-mer) [15 mai 1951] (p. 5170); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils; Art. 1<sup>er</sup> : Investissements du F. I. D. E. S. dans les territoires d'outre-mer (en Afrique équatoriale notamment) [10 avril 1951] (p. 3072, 3073). — Est entendu pour un incident : Son rappel au règlement, 7 députés seulement présents en séance [14 avril 1951] (p. 3308). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale [24 avril 1951] (p. 3844, 3845, 3846, 3847); Art. 1<sup>er</sup> : Nombre de députés attribués au Sénégal (p. 3855); Art. 2 : Création de collèges uniques en Afrique noire (p. 3858, 3859); Art. 3 : Catégories d'électeurs inscrites sur les listes électorales (p. 3862); Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa inscrivant sur les listes électorales les membres des associations coopératives et syndicales (p. 3885); Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa incluant parmi les électeurs les membres des associations syndicales (p. 3885, 3886); Art. 4 : Création de commissions chargées de la révision des listes électorales (p. 3888, 3889); Art. 7 : Son rappel au règlement (Continuation du débat) (p. 3895); Art. 12 : Formalités de déclarations de candidatures (p. 3897); TABLEAUX ANNEXES : Chiffre de la population au Sénégal (p. 3899, 3900); Son amendement tendant à rétablir le double collège en A. E. F. (p. 3900); Son amendement tendant à prévoir 2 députés en Oubangui-Chari (p. 3901); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants [22 mai 1951] (p. 5735).



**MALLERET (M. Alfred) (dit Général Joinville)**, Député de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).; Est élu Secrétaire de cette Commission (*J. O.* du 21 décembre 1946, p. 10803). Est élu Président de cette Commission (*J. O.* du 1<sup>er</sup> mars 1947, p. 1927). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

#### Dépôts :

Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à garantir l'intégration dans l'active des officiers résistants actuellement en stage et à reviser la situation des officiers résistants qui ont été éliminés à l'issue d'un stage probatoire, n° 820. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance de plein droit de la carte de résidence privilégiée, n° 865. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les dispositions pour assurer la relève et le rapatriement d'Indochine des militaires dont le contrat d'engagement est expiré, n° 1346. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'incorporation avec leur classe des jeunes gens omis de la classe 1948, n° 3383. — Le 24 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, n° 3523. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi prévoyant en faveur des jeunes démobilisés du 2<sup>e</sup> contingent de la classe 1946 un dégrèvement égal au quart des sommes dues au titre de l'impôt général sur le revenu de l'année 1946 et leur accordant un délai de paiement jusqu'au 31 dé-

cembre 1948, n° 3648. — Le 22 septembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, n° 5510. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à prendre en faveur de certaines catégories de jeunes gens de la première fraction de la classe 1948 des mesures d'allègement à leurs obligations militaires, n° 5703. — Le 6 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits des gardes républicains et les lois et règlements qui les régissent : 1<sup>o</sup> en arrêtant leur départ en Indochine ; 2<sup>o</sup> en rapatriant ceux qui y ont été envoyés ; 3<sup>o</sup> en libérant ceux qui ont été condamnés en infraction à la légalité républicaine, n° 7763. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, n° 7772. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la célébration du centenaire de la fondation de l'école normale militaire de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, n° 8371. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir aux militaires non officiers accomplissant une période de réserve le droit à la solde mensuelle versée aux militaires non officiers de même grade et de même ancienneté servant par contrat au delà de la durée légale, n° 9138. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant : 1<sup>e</sup> à rapatrier immédiatement les anciens prisonniers de guerre actuellement incorporés dans le C. E. F. E. O. ; 2<sup>e</sup> à interdire l'envoi en Indochine de tous soldats, marins, sous-officiers et officiers anciens prisonniers de guerre, n° 9139. — Le 5 décembre 1950, une proposition de loi tendant à réduire de 400 milliards de francs les dépenses militaires prévues pour l'année 1951, n° 11506. — Le 18 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le statut des contractuels (décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949) aux personnels de l'arsenal de l'aéronautique (Châtillon—Villeurbanne—Strasbourg), à maintenir l'arsenal de l'aéronautique en tant qu'établissement de l'Etat, à respecter les classements

actuels, à reclasser les agents de maîtrise d'études et de fabrication prototype (chefs d'équipe, contremaîtres) respectivement en B3 et B2, à améliorer les classements des petites catégories (B4, B5, B6), à reprendre le paiement des acomptes, n° 13307.

### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Lozère [28 novembre 1946] (p. 20). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); ARMÉES : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 343); — d'une proposition de loi de M. Viollette tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945 ne pourront participer ni à l'élection du bureau, ni à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 961); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article limitant à 150 milliards les crédits militaires* [23 juin 1947] (p. 2355, 2356, 2357). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3798, 3799); Art. 5. *Interdiction aux Ministres intéressés d'ouvrir de nouveaux crédits* (p. 3803); — du projet de loi portant fixation des crédits du budget extraordinaire (Dépenses militaires) de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3930); Chap. 907 : *Demande de M. Villon de réserver le chapitre* (p. 3934); *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les achats à la Société nationale des surplus* [6 août 1947] (p. 3951, 3952); — du projet de loi portant dégageant des cadres des fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4263, 4265); Art. 14 : *Son amendement tendant à garder par priorité certaines catégories de militaires* (p. 4284, 4285); Art. 3 : *Son amendement concernant la composition des commissions de licenciement des militaires* (p. 4286); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur*

*la mobilisation de 80.000 hommes* [29 novembre 1947] (p. 5288); Art. 2 : *Réservistes rappelés* (p. 5292); — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité : Art 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à définir exactement le nombre des effectifs des 64 compagnies* [9 décembre 1947] (p. 5576); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire recruter parmi les radiés des cadres en cas de vacances* (p. 5583); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture de nouveaux crédits* [24 décembre 1947] (p. 6231, 6232); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 6238). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires pour le premier trimestre 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6526, 6527, 6528, 6529, 6530, 6531, 6532); Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* (p. 6554); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [30 décembre 1947] (p. 6568); — du projet de loi relatif au rappel en activité des officiers en non-activité; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de résistance* [31 décembre 1947] (p. 6685, 6686); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 415); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de 1 million* [5 février 1948] (p. 442). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de l'incendie de l'entrepôt de l'Entraide française à Charenton [5 février 1948] (p. 450). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur l'incendie de Charenton*) [10 février 1948] (p. 603). — Prend part à la discussion du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter à un an le service fait par cette classe* [11 mars 1948] (p. 1636, 1637, 1638); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1641). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction illégale de la réunion des associations d'anciens combattants, du 19 novembre, pour protester contre les

incidents du 11 novembre [24 novembre 1948] (p. 7203); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [25 novembre 1948] (p. 7215); *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la suite* (p. 7224). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8006, 8007, 8008); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions (Ses observations sur l'inexactitude de la réduction des effectifs, l'importance respective des trois armes, la décadence de l'aviation et de la marine, l'utilisation de l'armée à des fins politiques)* [31 décembre 1948] (p. 8283, 8284, 8285). — Dépose une demande d'interpellation sur la limitation par le Gouvernement des manifestations commémorant la Résistance française [18 février 1949] (p. 743). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance exagérée du budget militaire : plus de 500 milliards de francs, la guerre scandaleuse menée en Indochine, la cession de bases militaires aux Etats-Unis, la politique belliqueuse menée à la suite de la signature du pacte Atlantique)* [3 mars 1949] (p. 1207, 1208, 1209, 1210, 1211); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3291, 3292); Etat A, AIR, Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* [16 juin 1949] (p. 3440); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3755); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 316 : *Prime d'alimentation* [22 juillet 1949] (p. 5024); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5040, 5041); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez : *Discussion générale (Ses observations sur la plainte de Karnisky)* [22 juin 1949] (p. 3633, 3634, 3635); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Motion préjudicielle de M. Tillon* [24 juin 1949] (p. 3777, 3778); Sa

*demande de suspension de séance* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4780). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5246, 5247, 5248, 5249, 5250); *Sa motion préjudicielle* (p. 5250); *Son rappel au règlement* (p. 5251); *Sa motion tendant à n'élever en aucun cas les dépenses militaires françaises à plus de 350 milliards* [26 juillet 1949] (p. 5330); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur le budget militaire, la guerre du Viet-Nam et la volonté de guerre des U. S. A.)* [22 décembre 1949] (p. 7168, 7169, 7170, 7171); Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7299); Art. 39 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au transfert des crédits pour la défense nationale* [27 décembre 1949] (p. 7404); — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci* [17 janvier 1950] (p. 293, 294). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites et l'emprisonnement scandaleux dont sont l'objet de nombreux résistants [24 février 1950] (p. 1434). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement demandant la discussion de son interpellation* [28 février 1950] (p. 1542). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas appeler les jeunes gens nés du 31 octobre 1930 au 30 novembre 1930* [2 mars 1950] (p. 1628); *Son amendement tendant à fixer à un an la durée du service militaire* (p. 1629); *Son amendement tendant à ne pas faire servir les jeunes gens dans un territoire autre que ceux du bassin méditerranéen* (p. 1629, 1630); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1630); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la convocation trimestrielle pour les armées de l'air et de mer* (p. 1631); Art. 10 : *Son amendement tendant à obliger les employeurs à reprendre les jeunes gens dans leur emploi à leur libération*

du service militaire (p. 1637, 1638); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à supprimer l'article* [3 mars 1950] (p. 1792, 1793, 1794); *Sous-amendement de M. Citérne tendant à appliquer les dispositions prévues aux membres du Gouvernement* (p. 1851); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les États-Unis; Article unique: *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* [15 mars 1950] (p. 2084). — Dépose une demande d'interpellation sur la lettre de M. Pléven aux Sous-Secrétaires d'Etat de la Guerre, de l'Air et de la Marine, relative à la Fédération des officiers de réserve républicains [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2789). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950: *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 1005: *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [11 mai 1950] (p. 3579); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3630); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif: *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7276, 7277); Art. 3 *Son amendement tendant à porter la solde à 30 francs par jour* [27 octobre 1950] (p. 7322); Art. 7: *Son amendement relatif à l'envoi des hommes du contingent dans les territoires d'outre-mer* (p. 7339, 7340); Art. 12: *Son amendement tendant à supprimer les articles 43 et 44 de la loi du 31 mars 1928* (p. 7341); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attaque, par un avion de chasse américain, de l'appareil soviétique transportant Maurice Thorez [17 novembre 1950] (p. 7873); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [5 décembre 1950] (p. 8614, 8615, 8617). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à réduire de 740 à 340 milliards les crédits ouverts pour le budget de l'armée* [29 décembre 1950] (p. 9800, 9801). — Dépose une demande d'interpellation: sur l'arrachage par la police des affiches patriotiques protestant contre le réarmement de

l'Allemagne [23 janvier 1951] (p. 346); — sur les réparations que le Gouvernement doit accorder au capitaine Azéma, faussement accusé et finalement acquitté par le tribunal militaire de Paris [3 février 1951] (p. 726). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE: *Son amendement tendant à supprimer les crédits de ces services (Buses américaines en France)* [3 avril 1951] (p. 2628).

**MALLEZ (M. Henri)**, Député du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre: de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu: Secrétaire de la Commission des pensions [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784); [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011); Vice-Président de la Commission de la production industrielle [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1012), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé: membre de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); membre de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); Secrétaire de cette Commission [J. O. du 11 mars 1949] (p. 2531), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts:

Le 19 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'attribution aux agents des contributions indirectes des sommes versées par les

communes au titre d'assiette et de perception des taxes locales, n° 161. — Le 28 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi modifiant la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives, n° 390. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Delachenal sur les pensions des mutilés de guerre, n° 3472.

### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de l'Aube [28 novembre 1946] (p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 318 : *Liaison de l'aéronautique navale et terrestre* [4 juillet 1947] (p. 2721). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; MARINE, Etat A, Chap. 906 : *Equipe-ment des bases de l'aéronautique navale* [6 août 1947] (p. 3991). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées ; Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (cas des ouvriers grévistes)* [28 août 1947] (p. 4764) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire porter le prélèvement sur les bénéficiaires réels et non sur le chiffre d'affaires* [22 décembre 1947] (p. 6108) ; — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération ; Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6433). — Est entendu sur une question de M. Denais relative au déficit de la Société nationale des entreprises de presse [6 février 1948] (p. 482). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre la loi à l'Algérie* [8 mars 1948] (p. 1552) ; le retire (ibid) ; — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 juillet 1948] (p. 5024) ; — du

projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma : Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant à accorder une subvention immédiate de 1 milliard* [30 juillet 1948] (p. 5089) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 5 : *Modification par décrets de l'impôt sur les traitements et salaires* [18 septembre 1948] (p. 6672) ; — du projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7455) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7912) ; — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Liquidation des dommages causés par l'armée américaine)* [30 décembre 1948] (p. 8130) ; — du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales ; Art. 7 : *Son amendement tendant à décharger l'Etat des frais de circulaires* [18 février 1949] (p. 677) ; — de la proposition de loi relative à la dérégulation des voitures automobiles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction du Gouvernement* [22 février 1949] (p. 805) ; — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de mars, avril et mai 1949 ; Art. 4 : *Ses observations sur le « Cormoran »* [10 mars 1949] (p. 1499) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A, AIR, Chap. 135 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour le personnel civil du service du matériel* [16 juin 1949] (p. 3436) ; Chap. 317 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le chauffage et l'éclairage* (p. 3437) ; Chap. 325-2 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique* (p. 3442) ; Chap. 335 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* [17 juin 1949] (p. 3468) ; Etat C, Chap. 336 : *Etudes et prototypes (fonctionnement de l'O.N.E.R.A.)* [23 juin 1949] (p. 3718) ;

— du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4042); *le retire* (p. 4045); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 : *Avances à la S.N.C.F.* [7 juillet 1949] (p. 4376); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à reprendre le texte gouvernemental initial* [6 décembre 1949] (p. 6618, 6619); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 23 : *Son amendement tendant à recruter les nouveaux fonctionnaires prévus, parmi ceux licenciés par les autres administrations* [31 décembre 1949] (p. 7662); Art. 24 : *Demande de reprise du texte gouvernemental supprimant des emplois dans les services du ravitaillement présentée par le Gouvernement* (p. 7663); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 bis : *Amendement de M. Masson tendant à rétablir le droit de timbre sur les affiches* [31 décembre 1949] (p. 7667); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 426); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Villon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [28 février 1950] (p. 1560); — du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950 : *Pose la question préalable* [21 mars 1950] (p. 2224, 2225); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur le recensement agricole)* [24 mai 1950] (p. 3861, 3862); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur l'importation de sucre tchèque)* [16 juin 1950] (p. 4919); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5085); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S.N.C.F. (ligne de Bort-Eygurande)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6375); — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 :

*Son rappel au règlement (longueur des débats)* [6 décembre 1950] (p. 8713), — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Proposition de M. Barrachin de suspendre la séance, puis de continuer jusqu'à achèvement du débat* [19 mars 1951] (p. 2149); Art. 25 : *Amendement de M. Bichet tendant à ne rembourser que deux affiches* [21 mars 1951] (p. 2343).

### MANCEAU (M. Robert), Député de la Sarthe

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549). — Est désigné pour être juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484),

### Dépôts :

Le 13 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fournir les crédits nécessaires et à prendre rapidement les dispositions pour activer la mise au point et la construction en série d'un appareil de sauvetage des équipages de sous-marins, n° 927. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande, un jour férié au même titre que le 11 novembre, n° 1681. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant modification aux règles d'avancement fixées par la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 2160. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de

loi modifiant les limites d'âge fixées par l'ordonnance n° 45-1847 du 18 août 1945 en ce qui concerne les médecins détachés définitivement à l'armée de l'Air, n° 3546. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'appel de la classe 1948, n° 3597. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 48-321 du 19 février 1948 portant maintien sous les drapeaux des militaires de la première fraction de la classe 1947, n° 3658. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à préciser en faveur des militaires dégagés des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946, n° 3614. — Le 15 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et sous-officiers vivant à l'ordinaire (Terre, Air, Marine), par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, n° 8720. — Le 31 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française du chanvre par l'arrêt des importations de chanvre étranger, n° 8929. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution : tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement toute importation de pommes à cidre et de table pour l'année en cours, n° 11086. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et à développer la production de tracteurs français dans nos usines et notamment à l'usine Renault du Mans par l'arrêt d'importations de tracteurs étrangers et par le développement des crédits agricoles, n° 11318. — Le 13 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et sous-officiers vivant à l'ordinaire (Terre, Air, Marine) par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, n° 11612.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Var [28 novembre 1946] (p. 34). — Est entendu

au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 914 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'équipement en matériel de transmission du Ministère de l'Intérieur et de la direction générale de la Sécurité nationale* [7 mars 1947] (p. 766); *le retire* (ibid.). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3799, 3800); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires), MARINE, Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (Porte-avions)* [6 août 1947] (p. 3984, 3985); Etat B, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour constructions neuves* (p. 3992); *le retire* (ibid); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 3 : *Occupation du dépôt du Mans* [29 novembre 1947] (p. 5298); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Citerne concernant la répression des voies de faits* [29 novembre 1947] (p. 5421). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion sur un projet militaire* [9 mars 1948] (p. 1614, 1615). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fractionner l'incorporation* [11 mars 1948] (p. 1639, 1640); — de sa proposition de loi tendant à abroger le décret maintenant sous les drapeaux le premier contingent 1947 : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1643, 1644). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative à l'élévation du tribunal du Mans à la 1<sup>re</sup> classe [23 avril 1948] (p. 2244). — Dépose une demande d'interpellation sur la cession d'une usine nationalisée d'aviation à Arnage (Sarthe) à la société belge Jeumont [4 mai 1948] (p. 2523). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au remboursement des marks des anciens prisonniers de guerre [14 mai 1948] (p. 2657). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A.; Art. 4 : *Amendement de M. Ballanger tendant à soumettre au Conseil*

d'administration les décisions de l'administrateur spécial [25 juin 1948] (p. 4003) ; — de la proposition de loi portant revision des zones de salaires : *Question préalable posée par M. Robert Prigent* [28 juin 1948] (p. 4069) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948) ; Etat A, Chap. 1013 : *Reprend l'amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'administration centrale de la Marine* [8 juillet 1948] (p. 4439) ; Etat C, Chap. 161 : *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour le personnel ouvrier des fabrications d'armement* [9 juillet 1948] (p. 4539, 4540) ; Chap. 360 : *Amendement de M. Bartolini tendant à relever les crédits pour fonctionnement des fabrications d'armement* (p. 4541) ; MARINE, Etat A, Chap. 120 : *Son amendement tendant à réduire de 150 millions la solde des officiers* (p. 4549, 4550) ; Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour les quartiers-maîtres et marins* (p. 4550, 4551) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire de 459 millions les crédits pour achat et construction de navires* (p. 4553) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 31 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à accorder des réductions de service militaire* [20 août 1948] (p. 6066) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 décembre 1948] (p. 7681, 7682) ; — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale ; Art. 15 : *Amendement de M. Viatte tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la date du 1<sup>er</sup> juin 1949 à celle du 1<sup>er</sup> février 1949* [17 décembre 1948] (p. 7712) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions (Ses observations sur la guerre d'Indochine)* [31 décembre 1948] (p. 8285, 8286) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 ; Art. 2 : *Amendement de M. Michelet tendant à ne pas faire de nouveaux dégagements de cadres* [3 mars 1949] (p. 1228, 1229) ; — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [31 mars 1949] (p. 1930, 1931) ; — du projet de

loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre ; Chap. 123 : *Amendement de M. Mouchet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transferts de corps* [19 mai 1949] (p. 2684) ; Chap. 304 : *Cimetières militaires* (p. 2685) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3250, 3251, 3252, 3253) ; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des militaires dégagés des cadres* [16 juin 1949] (p. 3415, 3416) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 150 : *Son amendement tendant à réduire de 58.239.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale* [22 juin 1949] (p. 3657, 3658) ; Chap. 153 : *Son amendement tendant à réduire de 13 milliards les crédits pour le personnel non-officier (Ses observations sur la guerre d'Indochine)* [23 juin 1949] (p. 3667, 3668, 3669) ; Chap. 155 : *Son amendement tendant à réduire de 37 millions les crédits pour les officiers de gendarmerie* (p. 3672) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 354 : *Son amendement tendant à réduire de 37.500.000 francs les crédits pour la remonte et les fourrages* (p. 3687) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 357 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le service d'artillerie* (p. 3690, 3691) ; Chap. 358 : *Son amendement tendant à réduire de 506 millions les crédits pour le service des transmissions* (p. 3691) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 359 : *Son amendement tendant à réduire de 4 milliards 483 millions les crédits pour le service automobile* (p. 3692) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 950 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour travaux et installations domaniales* (p. 3693) ; Chap. 953 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la motorisation et la mécanisation des unités* (p. 3694) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte* [22 juillet 1949] (p. 5032) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits prévus pour les militaires dégagés des cadres* [10 mai 1950] (p. 3510) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fon-



tionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux* [25 mai 1950] (p. 3937, 3939) ; — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7269) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant le service de trois mois* [27 octobre 1950] (p. 7376, 7377) ; Art. 5 : *Amendement de M. Billat tendant à incorporer les agriculteurs en automne* (p. 7335, 7336, 7337) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article appliquant la loi aux hommes de la classe 1950* (p. 7340, 7341) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Guesdon tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux prêts des militaires servant dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1950] (p. 8083) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les sursitaires ajournés et réformés* (p. 8034) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer la possibilité de rengager pour six mois* (p. 8035) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 3480 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le comité directeur du machinisme agricole* [23 décembre 1950] (p. 9591, 9594, 9595, 9596) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 9121 : *Son amendement tendant à réduire de 60 milliards les crédits pour le matériel lourd* [29 décembre 1950] (p. 9798) ; Chap. 9131 : *Son amendement tendant à réduire de 40 milliards les crédits pour les munitions* (p. 9798) ; *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à réduire de 740 à 340 milliards les crédits pour le budget de l'armée* (p. 9800, 9801) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 ; Art. 4 : *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour le programme d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement* [28 février 1951] (p. 1707, 1708) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République ; Chap. 5140 : *Son amendement tendant à*

*reprendre la subvention votée en première lecture pour la S.N.C.F. (Retraités de la S.N.C.F.)* [5 avril 1951] (p. 2765) ; *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question relative à l'écoulement de la production française de tracteurs [20 avril 1951] (p. 3649). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; Etat A, DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7001 : *Soldes des militaires dégagés des cadres* [17 mai 1951] (p. 5382) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les soldes des militaires dégagés (Rappel des dégagés)* (p. 5383) ; Etat A, GUERRE, Chap. 1025 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour solde des hommes (Bataillon de Corée)* [18 mai 1951] (p. 5408, 5409) ; Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'alimentation (Nourriture)* (p. 5410) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 9011 : *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour l'équipement (Stockage des munitions)* (p. 5414, 5415) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à n'accorder aucune base aux puissances étrangères* (p. 5442).

**MARCELLIN (M. Raymond)**, Député du Morbihan.

*Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102) ; membre de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; membre de la Commission de l'intérieur [14 janvier 1947] (p. 5) ; membre de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948]

(p. 195); Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011); membre de la Commission de la comptabilité [26 janvier 1948] (p. 195); membre de la Commission des affaires économiques [23 janvier 1951] (p. 347); membre du Conseil supérieur de la protection civile [*J. O.* du 28 mai 1947] (p. 4891); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [24 juillet 1948] (p. 4880).

### Dépôts :

Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à augmenter les soldes des militaires du contingent, n° 11152. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à interdire la vente dite « à la boule de neige », n° 11960. — Le 20 février 1951, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode d'élection des députés, n° 12271. — Le 13 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les fausses coopératives dans les administrations publiques, n° 12463. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Marcellin (n° 11960) tendant à interdire la vente dite « à la boule de neige » ; 2° de M. Charlot et plusieurs de ses collègues (n° 12231) tendant à interdire le procédé de vente dit de la « boule de neige », n° 12574. — Le 17 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser la prime de 100 francs par quintal demandée par l'Assemblée Nationale pour la récolte 1950 et à fixer immédiatement le pourcentage d'augmentation du prix du blé, n° 12854. — Le 27 avril 1951, une proposition de loi relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, n° 13002.

### Interventions :

Participe à la discussion d'une proposition de loi de M. Signor étendant au domaine congéable le statut du fermage et du métayage ; Art. 7 : *Amendement de M. Delahoutre tendant à régler l'attribution de la propriété des bois plantés par le domanier* [19 août 1947] (p. 4416); Art. 12 : *Amendement de M. Delahoutre concernant les*

*droits réparatoires en fin de bail* (p. 4417). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1264). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [2 décembre 1948] (p. 7355, 7356); — du projet de loi portant modification du statut de la Banque d'Algérie : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7452); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Serre tendant à substituer « République française » à « Etat français »* (p. 7452); Art. 2 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 7453); *Amendement de M. Serre tendant à prévoir deux administrateurs musulmans* (p. 7454); *Amendement de M. Serre tendant à désigner le représentant du Ministre de l'Intérieur après l'avis du Gouverneur général de l'Algérie* (p. 7454); *Amendement de Mme Sportisse tendant à interdire les fonctions d'administrateur de la Banque aux personnes ayant des fonctions dans des banques privées* (p. 7454); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à indemniser les victimes de l'agression communiste contre les classes ouvrières : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7467). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*catastrophe de Groix*) [31 décembre 1948] (p. 8240). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Sa réponse aux divers orateurs au sujet du reclassement de la fonction publique)* [21 janvier 1949] (p. 86, 87). — Répond à une question : de M. Guyot relative aux droits des commissaires de police à percevoir des vacations pour les opérations d'ouverture de locaux réquisitionnés [28 janvier 1949] (p. 239); — de M. Guyot relative aux droits aux allocations familiales des commerçants et artisans nord-africains installés en France et ayant leurs enfants en Algérie [4 février 1949] (p. 366); — de M. Guyot relative au délai de résidence pour l'inscription sur les listes électorales des Nord-Africains résidant en France [4 février 1949] (p. 367). — Prend part à la discussion

d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à inclure les fondations subventionnées par l'Etat* [10 février 1949] (p. 457) ; Art. 3 : *Amendement de M. Gozard tendant à faire produire les comptes en fin de trimestre et non pas en fin de mois* (p. 467). — Répond à une question : de M. Coudray concernant le paiement des honoraires des médecins hospitaliers de la Sécurité sociale [25 février 1949] (p. 944) ; — de Mme Braun relative au détournement par des employés de la préfecture de Gap de dossiers d'Espagnols résistants [4 mars 1949] (p. 1257). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales, amendé par le Conseil de la République (*Ses observations sur les articles 7 et 8 déjà votés et mettant à la charge de l'Etat des dépenses considérables*) [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1062, 1063) ; — du projet de loi relatif au découpage des circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Urgence* [30 juin 1949] (p. 3950) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 42 : *Ses observations sur la mise en application du texte* [24 juillet 1949] (p. 5144). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Bidault), décret du 29 octobre 1949 [J. O. du 31 octobre 1949] (p. 10846).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Villard relative au travail national ne supportant ni charges sociales ni charges fiscales qui constituent un danger permanent pour l'artisanat [2 décembre 1949] (p. 6578). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. d'Astier de la Vigerie sur la dissolution de la Chambre des métiers de la Seine [14 juin 1950] (p. 4753, 4754). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* [29 juin 1950] (p. 5278).

**En qualité de Député :**

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des fausses coopératives des administrations publiques [3 avril 1951] (p. 2596). = S'excuse de son absence [6 juin 1947] (p. 1952) ; [22 mai 1951] (p. 5656). = Obtient un congé [22 mai 1951] (p. 5656).

**MARC - SANGNIER**, *Député de la Seine* (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299). Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (10803), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J. O. du 21 janvier 1949] (p. 816) [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716).

**Dépôt :**

Le 28 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la conservation de l'ensemble du domaine de Port-Royal et en faciliter l'accès au public, n<sup>o</sup> 9637.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 911 : *Son amendement tendant à rétablir un crédit de 80 millions pour les auberges de la jeunesse* [7 mars 1947] (p. 722) ; *le retire* (p. 724). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 541 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse* [22 juillet 1947] (p. 3434, 3435) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 3724 : *Aménagement des locaux des mouvements de jeunesse* [4 août 1948] (p. 5317, 5318) ; Chap. 3984 : *Restauration de monuments historiques privés* (p. 5320, 5321) ; Chap. 535 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5345, 5346, 5347) ; — d'une proposition de loi portant amnistie en

matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7273, 7274). — Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [30 mai 1950] (p. 3982).

**MARIE (M. André)**, *Député de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription)*.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Président du Conseil.*

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Vice-Président du Conseil.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Vice-Président du Conseil,*

*Ministre de la Justice.*

(Cabinet QUELLE)

du 11 septembre 1948 au 13 février 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre: de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [15 novembre 1949] (p. 6099). [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de l'éducation nationale [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 858), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 11 février 1947, un projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats, n° 512. — Le 11 février 1947, un projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix, n° 513. — Le 11 février 1947, un projet de loi interprétant l'article 16 de la loi d'amnistie du 16 avril 1946, n° 514. — Le 11 février 1947, un projet de loi

relatif au fonctionnement et à la composition des cours et tribunaux, n° 515. — Le 11 février 1947, un projet de loi modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, n° 516. — Le 25 février 1947, un projet de loi portant amnistie, n° 695. — Le 27 février 1947, un projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique, n° 752. — Le 27 février 1947, un projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique, n° 766. — Le 28 février 1947, un projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 779. — Le 28 février 1947, un projet de loi portant suppression de l'inspection générale des services judiciaires, n° 795. — Le 14 mars 1947, un projet de loi relatif au rapport écrit du juge chargé de suivre la procédure, n° 889. — Le 25 mars 1947, un projet de loi maintenant pour une durée de deux ans les emplois de suppléants non rétribués de juge de paix en Algérie, n° 1032. — Le 27 mars 1947, un projet de loi relatif aux dettes fiscales en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, n° 1084. — Le 29 avril 1947, un projet de loi modifiant les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil et 41 du Code de commerce, n° 1166. — Le 29 avril 1947, un projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, n° 1169. — Le 29 avril 1947, un projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, n° 1170. — Le 29 avril 1947, un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats, n° 1176. — Le 16 mai 1947 un projet de loi relatif à l'abrogation de la suspension des délais prévus par la loi du 15 juin 1872 concernant les titres au porteur perdus ou volés, n° 1317. — Le 16 mai 1947, un projet de loi tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la Libération, n° 1327. — Le 22 mai 1947, un projet de loi relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie, n° 1406. — Le 29 mai 1947, un projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel, n° 1463. — Le 29 mai 1947, un projet de loi relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants à l'occasion de leur

commerce, n° 1465. — Le 29 mai 1947, un projet de loi modifiant l'article 198 du Code pénal, n° 1468. — Le 29 mai 1947, un projet de loi complétant l'article 161 du Code pénal, n° 1469. — Le 6 juin 1947, un projet de loi portant création d'un poste de juge d'instruction au tribunal civil d'Oran, n° 1618. — Le 6 juin 1947, un projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes, n° 1619. — Le 6 juin 1947, un projet de loi complétant et modifiant l'ordonnance du 28 août 1944 sur les crimes de guerre, n° 1620. — Le 7 août 1947, un projet de loi prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949 certaines dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 tendant à assurer, en cas de guerre, le fonctionnement des cours et tribunaux et la sauvegarde des archives, n° 2280. — Le 9 août 1947, un projet de loi relatif au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le traité de Paris du 10 février 1947, avec l'Italie, n° 2373. — Le 25 août 1947, un projet de loi réprimant les manœuvres et actions tendant à s'opposer à la collecte et à la répartition des denrées rationnées, n° 2486. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions, n° 2583. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, n° 2584. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du Code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire, n° 2591. — Le 13 novembre 1947, un projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du Code pénal, n° 2624. — Le 13 novembre 1947, un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2628. — Le 20 novembre 1947, un projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom, n° 2695. — Le 30 novembre 1947, une lettre rectificative concernant le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail, n° 2745. — Le 5 décembre 1947, une lettre rectificative au projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du Code pénal, n° 2781. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi portant consta-

tation de la nullité de l'acte dit « loi du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau n° 2800. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi relatif aux testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interrompue, n° 2801. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales, n° 2803. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1945 fixant la composition des tribunaux de première instance, n° 2914. — Le 22 décembre 1947, un projet de loi prorogeant la durée de certains délais prévus par l'article 66 de la loi du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de Cassation, n° 2973. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle, n° 3101. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi modifiant l'article 302 du Code pénal, n° 3170. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi sur l'organisation du notariat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3172. — Le 29 janvier 1948, un projet de loi portant annulation de l'acte dit loi du 8 août 1944, n° 3175. — Le 12 février 1948, un projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées, n° 3344. — Le 17 février 1948, un projet de loi modifiant l'article 387 du Code d'instruction criminelle, n° 3398. — Le 17 février 1948, un projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie, et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, n° 3399. — Le 26 février 1948, un projet de loi relatif aux frais de justice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3567. — Le 4 mars 1948, un projet de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 25 novembre 1919 relatif au maintien provisoire de certaines dispositions pénales actuellement en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3668. — Le 5 mars 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 3686. — Le 16 mars 1948, un projet de loi abrogeant le quatrième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle, n° 3798. — Le 16 mars 1948, un projet de loi portant modification à la loi n° 47-1685 du 3 septembre 1947 modifiant

la loi du 26 avril portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 3807. — Le 17 mars 1948, un projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice, n° 3827. — Le 17 mars 1948, un projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse, n° 3838. — Le 19 mars 1948, un projet de loi prorogeant la durée de certains délais prévus par l'article 66 de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de Cassation, n° 3874. — Le 20 avril 1948, un projet de loi complétant l'article 408 du Code pénal, n° 3914. — Le 20 avril 1948, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 3921. — Le 20 avril 1948, un projet de loi modifiant les lois des 15 décembre 1923 et 6 février 1941 relatives à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, n° 3922. — Le 20 avril 1948, un projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat, n° 3924. — Le 20 avril 1948, un projet de loi relatif au fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature et à l'exercice de ses attributions, n° 3938. — Le 20 avril 1948, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-778 du 30 avril 1947 relative à la journée du 1<sup>er</sup> mai, n° 3940. — Le 27 avril 1948, un projet de loi portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine et modifiant le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, n° 4027. — Le 30 avril 1948, un projet de loi ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944, n° 4088. — Le 4 mai 1948, un projet de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 4109. — Le 19 mai 1948, un projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition, n° 4230. — Le 19 mai 1948, un projet de loi modifiant l'article 26 du Code pénal, n° 4239. — Le 19 mai 1948, une lettre rectificative au projet de loi n° 779 relatif aux rapports entre bailleurs

et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 4256. — Le 27 mai 1948, un projet de loi modifiant l'article 412 du Code pénal, n° 4346. — Le 2 juin 1948, un projet de loi tendant à fixer pour une nouvelle période de cinq années, à dater du 1<sup>er</sup> juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 4421. — Le 2 juin 1948, un projet de loi tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, n° 4429. — Le 15 juin 1948, un projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, n° 4559. — Le 21 juin 1948, un projet de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 4639. — Le 22 juin 1948, un projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie, n° 4649. — Le 28 juin 1948, un projet de loi tendant à la prorogation de la loi n° 47-2378 du 27 décembre 1947 prorogeant et modifiant la loi n° 47-1412 du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 4741. — Le 18 septembre 1948, un projet de loi modifiant les taux des amendes pénales, n° 5489. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 5556. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi modifiant l'article 365 du Code pénal, n° 5560. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à modifier le décret du 5 novembre 1926 relatif aux conditions de nomination des juges de paix, n° 5566. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif à la revision des condamnations pénales prononcées pendant l'occupation par les juridictions du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 5567. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi instituant une procédure de revision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi, n° 5587. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats, n° 5588.

— Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à compléter par un article 131 *bis*, le Livre III, titre I, chapitre 2 du Code pénal, n° 5596. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi modifiant les articles 419 et 420 du Code pénal, n° 5597. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi modifiant l'article 438 du Code pénal, n° 5598. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi complétant l'article 598 du Code d'instruction criminelle, n° 5599. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi modifiant le taux de certaines amendes pénales, n° 5602. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi complétant l'article premier de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 5603. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à compléter par une section 5 le Livre III, titre I, chapitre 2 du Code pénal, en vue de réprimer les atteintes contre la Constitution, n° 5606. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi complétant le Livre III, titre II, chapitre 2, section 3 du Code pénal par un article 443 *bis* réprimant le sabotage, n° 5607. — Le 23 novembre 1948, un projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934, relatif à l'organisation judiciaire, n° 5631. — Le 23 novembre 1948, un projet de loi portant application à l'Algérie des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante, n° 5636. — Le 30 novembre 1948, un projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, n° 5674. — Le 30 novembre 1948, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5602) modifiant le taux de certaines amendes pénales, n° 5677. — Le 2 décembre 1948, un projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, n° 5698. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi concernant la prescription en matière pénale, n° 5726. — Le 16 décembre 1948, un projet de loi rattachant le canton de Laissac à l'arrondissement judiciaire de Rodez, n° 5836. — Le 16 décembre 1948, un projet de loi relatif aux sessions des tribunaux criminels

de Tunisie, n° 5840. — Le 20 décembre 1948, un projet de loi concernant certains officiers publics et ministériels et auxiliaires de justice n° 5863. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi déclarant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la législation métropolitaine en matière pénale et de procédure pénale intervenue entre la date de la promulgation de la loi du 19 mars 1946 et l'entrée en vigueur de la Constitution du 27 octobre 1946, n° 6097. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 6143. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi créant un service social dans les prisons, n° 6247. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi modifiant l'effectif de la Cour d'appel d'Amiens, de la Chambre détachée à Metz, de la Cour d'appel de Colmar et de l'Administration centrale du Ministère de la Justice, n° 6250. — Le 15 février 1949, un projet de loi portant modification au régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, n° 6456. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 8953. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du Code général des impôts directs, n° 8957. — Le 13 janvier 1950, une proposition de loi tendant à l'interprétation du décret-loi du 9 septembre 1939 relatif à la création ou à l'extension des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, n° 8971. — Le 16 février 1950, une proposition de loi concernant les droits des militaires des réserves mobilisés et détachés en usine et dans les établissements travaillant pour la défense nationale pendant la guerre de 1914-1918, n° 9232. — Le 3 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 9436. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi tendant à instaurer au regard de la sécurité sociale, un régime spécial en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, primes de rendement et autres participations des salariés aux bénéfices des entreprises, n° 9479. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi tendant à préciser les dispositions de la loi du 19 mars 1947 sur la sécurité sociale, aux fins d'affirmer le principe

du libre choix du médecin et le maintien du paiement direct des honoraires par l'assujetti à son praticien, n° 9481. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 9603. — Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 63 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative aux diverses dispositions d'ordre financier, n° 9779. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à assurer aux producteurs laitiers une meilleure rémunération, n° 10009. — Le 19 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-1595 du 30 décembre 1950 sur la fixation des droits de quai, n° 12787.

### Interventions :

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J.O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

#### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le Conseil supérieur de la magistrature (*Date de discussion du projet de loi*) [28 janvier 1947] (p. 54); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chastellain tendant à faire élire les membres du Conseil par leurs collègues du parquet* [30 janvier 1947] (p. 90); Art. 3 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à empêcher les membres sortants d'être rééligibles* (p. 92); Art. 5 : *Demande de réserver cet article jusqu'à la discussion du deuxième alinéa de l'article 8* (ibid.); Art. 8 : *Désignation du représentant titulaire et du représentant suppléant* (p. 93, 94); Art. 5 : *Maintien du cinquième alinéa* (ibid.); Art. 13 : *Amendement de M. Guesdon* [30 janvier 1947] (p. 95). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 19 : *Déclarations des biens appartenant à des personnes dont le patrimoine est confisqué* [4 février 1947] (p. 164); Art. 22 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à ne punir que les infractions commises de mauvaise foi* (p. 165); Art. 23 : *Amendement de M. Gozard tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire des biens à la confiscation* (p. 166); Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de*

*protéger les droits des tiers de bonne foi qui ont traité après le 1<sup>er</sup> juin 1944 et avant le jugement ordonnant la confiscation* [6 février 1947] (p. 189); Art. 26 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à augmenter le délai accordé aux créanciers chirographaires pour exercer une action contre les patrimoines ou le produit de leur réalisation pour la quote-part des biens dévolus à l'Etat* (p. 193, 194). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles (*Renvoi devant le Conseil économique*) [4 mars 1947] (p. 560); *Ses observations sur l'ensemble (Communication des résultats du premier tour de scrutin)* (p. 562). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (services civils); Art. 7 bis : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* [25 mars 1947] (p. 1088); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote du texte sur les loyers*) [25 mars 1947] (p. 1096). — Participe à la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* [26 mars 1947] (p. 1111, 1112, 1114); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guy Petit tendant à ce que la loi du 22 décembre 1946 ne soit prorogée que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947* (p. 1115); Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* (p. 1116, 1117, 1118); *Amendement de M. Lucien Midot tendant à ce que la majoration du loyer soit égale à 6 0/0 des dépenses supportées pour travaux par les propriétaires* (p. 1119); Art. 3 : *Amendement de M. Defos du Rau relatif au maintien dans les lieux, en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire, des personnes vivant habituellement avec lui* (p. 1120); Art. 5 : *Maintien dans les lieux* (p. 1123, 1124); Art. 6 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire la durée du préavis s'il existe déjà une décision de justice passée en force de chose jugée* (p. 1125); Art. 8 : *Amendement de M. Jean Cayeux tendant à permettre dans les villes sinistrées, aux propriétaires qui ont des charges de famille, lorsque celles-ci sont supérieures à celles des locataires, d'exercer le droit de reprise* (p. 1126); Art. 4 (suite) : *Amendement de M. Dubois tendant à faire disparaître les abus commis dans les*



*stations touristiques* (p. 1127); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1128). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [27 mars 1947] (p. 1172); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Jean Cayeux sur l'équipement sportif de la région parisienne [20 mai 1947] (p. 1684). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi modifiant l'organisation de la procédure de la Cour de Cassation; Art. 3 : *Erreur matérielle dans la rédaction du deuxième alinéa* [30 juin 1947] (p. 2751); Art. 11 : *Amendement de M.M. Grimaud et Edgar Faure tendant à assurer la continuité de la tenue du fichier* (p. 2252); Art. 19 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à imposer au demandeur l'obligation de faire connaître au greffe la date et la signification du mémoire* (p. 2553); Art. 39 : *Alinéa additionnel de M. Faure tendant à ce que le pourvoi énonce le moyen de droit invoqué* (p. 2557); Art. 54 : *Amendement de M. Faure tendant à ne pas prévoir le cas de guerre maritime* (p. 2558); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Schmitt relative à la grâce amnistiante dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin [30 juin 1947] (p. 2561). — Est entendu : sur la modification de l'ordre du jour [9 juillet 1947] (p. 2853); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la discussion du projet de loi d'assainissement du commerce* [9 juillet 1947] (p. 2880). — Répond : à la question de M. Charpin sur les conditions dans lesquelles le parquet a interjeté appel dans l'affaire M. Malafosse contre M. Farge [11 juillet 1947] (p. 2991, 2992); — à la question de M. Grenier sur l'audition des témoins à charge dans les procès de collaboration. [11 juillet 1947] (p. 2992). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles), JUSTICE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3019, 3020, 3021, 3022, 3025); Chap. 101 : *Conseil supérieur de la magistrature* (p. 3026); Chap. 105 : *Amendement de M. Garet tendant à réduire les crédits pour les cours d'appel* (p. 3026, 3027); Chap. 330 : *Crédits pour entretien des bâtiments pénitentiaires* (p. 3028, 3029); Chap. 602 : *Fonctionnement des tribunaux des pensions* (p. 3029); Chap. 611 : *Archives concernant les faits de collaboration, trouvées en Allemagne* (p. 3030, 3031). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports des locataires et des bail-

leurs : *Discussion générale (Nécessité de hâter les débats)* [24 juillet 1947] (p. 3496, 3497, 3500); Art. 1<sup>er</sup> : *Dispositions concernant les loyers de la région parisienne, des grandes villes et localités sinistrées* [28 juillet 1947] (p. 3625, 3626, 3627, 3628); *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* (p. 3630); *Son renvoi à la Commission* (p. 3633); *Date de la suite de la discussion* (p. 3633, 3634). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3643); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino concernant les sous-locataires de bonne foi* (p. 3650); Art. 2 : *Amendement de M. Delachenal concernant le droit de reprise sur les locataires étrangers* (p. 3650); Art. 3 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise* (p. 3654, 3655); *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires en retraite* (p. 3656); Art. 4 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* (p. 3657); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à réduire les majorations de loyers de 60 et 50 0/0 à 45 et 25 0/0* (p. 3657); *Amendement de M. Ramarony tendant à faire payer aux locataires les charges, prestations, taxes et fournitures pour l'entretien de l'immeuble* (p. 3666); Art. 6 : *Amendement de M. Mondon tendant à faire régler par décret le fonctionnement des commissions prévues par l'article* (p. 3670); Art. 7 : *Amendement de M. Mondon tendant à préciser le fonctionnement de la commission des loyers* (p. 3671); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3675). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la suite de la discussion sur les loyers*) [26 juillet 1947] (p. 3614, 3615). — S'associe à l'hommage rendu par le Président Herriot à la ville de Brest lors de la catastrophe de juillet 1947 [29 juillet 1947] (p. 3676). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amnistie, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçons* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3842); Art. 9 : *Demande le rétablissement du texte voté en première lecture* (p. 3843, 3844); Art. 12 bis : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 3845). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, indus-

rielles et artisanales : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4056, 4057, 4058); Art. 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa : *Modification de la liste des condamnations interdisant de créer un commerce ou une entreprise* [7 août 1947] (p. 4060); 7<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Montillot tendant à dissocier l'alinéa* (p. 4061); Art. 5 bis : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à exiger des personnes élues aux tribunaux de commerce les mêmes conditions* (p. 4063); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149, 4150); — d'une proposition de loi concernant le fonctionnement des cours et tribunaux en cas de guerre : *Discussion générale (urgence du projet)* [8 août 1947] (p. 4121, 4122). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Ramadier) (1) [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

**En cette qualité :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de l'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les accords douaniers et la Conférence de La Havane*) [18 novembre 1947] (p. 5078). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [24 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 41630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5157); *Discussion générale* (p. 5184); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5327, 5328); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Chambrun tendant à sauvegarder le droit de grève* (p. 5395); Art. 2 : *Amendement de M. Lianté tendant à substituer à cet article l'article 414 du Code pénal* (p. 5419); *Amendement de M. Mabrut concernant la propagation des fausses nouvelles* (p. 5419); *Amendement de M. Citerne concernant la répression des voies de fait* (p. 5421); *Amendement de M. Cot visant la cessation concertée du travail* (p. 5422); *Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie ten-*

*dant à sanctionner les atteintes au droit de grève* [3 décembre 1947] (p. 5455 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* (p. 5460); *Sous-amendement de M. Bacon tendant à supprimer au premier alinéa la définition du sabotage* (p. 5464); *Amendement de M. Diori tendant à ne pas appliquer la loi dans les départements et territoires d'outre-mer* (p. 5477); *Explications de vote de M. Moisan sur l'ensemble du projet* (p. 5480). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 (*Accident du train Paris—Lille*) [3 décembre 1947] (p. 5450). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à l'accès des femmes à diverses professions d'auxiliaires de la Justice; Art. 4 : *Amendement de M. Garet tendant à supprimer l'article comme inutile* [5 décembre 1947] (p. 5506). — des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U. R. S. S. [12 décembre 1947] (p. 5715, 5716, 5717, 5718); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Mutter, membre de l'Assemblée Nationale [16 décembre 1947] (p. 5772). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Péron et Lenormand sur les évasions collectives de prisonniers politiques [16 décembre 1947] (p. 5775, 5778, 5779); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la politique de reconstruction*) [16 décembre 1947] (p. 5781). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à calculer en points la valeur relative des loyers et à fixer un nouveau barème des loyers* [18 décembre 1947] (p. 5867, 5868); *Amendement de M. Citerne tendant à proroger la loi sur les loyers du 30 juillet 1947* (p. 5869); *Amendement de M. Gazier relatif au maintien dans les lieux des locataires dans les hôtels* (p. 5870); Art. 2 : *Amendement de M. Badiou relatif aux offices d'habitation à bon marché* (p. 5873); *Amendement de M. Mondon relatif au droit de reprise par certaines catégories de propriétaires* (p. 5874); *Amendement de M. Berger tendant à suspendre toute expulsion jusqu'au vote de la loi définitive* (p. 5875); Art. 3 : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 5876); de cette proposition de loi amendée

(1) A la suite du remaniement du Cabinet Ramadier.

par le Conseil de la République; Art. 2 nouveau : *Mesures en faveur des économiquement faibles* [27 décembre 1947] (p. 6332, 6333). —

**Est entendu** : pour une adresse de sympathie à l'égard des victimes du cyclone de la Réunion [30 janvier 1948] (p. 323); — sur une proposition de résolution rendant hommage au Mahatma Gandhi à l'occasion de son décès [30 janvier 1948] (p. 323); — sur la démission du président de la Haute Cour de justice (*Dernière session de cette Haute Cour*) [30 janvier 1948] (p. 327); — sur un rappel au règlement (*Discussion de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos relative au délai de dépôt des billets de 5.000 francs*) [3 février 1948] (p. 343). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à rendre la loi applicable à toutes les communes* [3 février 1948] (p. 348); *Demande de M. de Moro-Giafferri de renvoi du projet à la Commission* (p. 349); *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre la loi aux villes d'eaux* (p. 350); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'intervention préfectorale pour l'extension de la loi* [3 février 1948] (p. 352); *Amendement de M. Mondon tendant à remplacer l'avis de la Commission départementale des loyers par celui du conseil général* (p. 352); *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux sinistrés* (p. 353); Art. 2 : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer l'article* (p. 354, 355); Art. 2 bis : *Amendements de MM. Minjoz et Péron tendant à supprimer l'article* [10 février 1948] (p. 563); *Amendement de M. Mondon tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles en construction ou à construire* (p. 563, 564, 567); *Sous-amendements de MM. Faure et Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles bâtis depuis septembre 1959* (p. 564); Art. 3 : *Maintien dans les lieux des locataires* (p. 566), *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 568, 569); *Sous-amendement de M. Toujas tendant à supprimer toute allusion dans le premier alinéa aux clauses et conditions de contrat* (p. 571); *Sous-amendement de M. Delachenal tendant à n'accorder le maintien dans les lieux qu'aux citoyens français* (p. 571, 572); *Amendement de forme de M. Guesdon* (p. 572); *Amendement de M. Mabrut tendant à supprimer l'obligation de jouir en bon père de famille* (p. 572); *Amendements de MM. Buron*

*et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 573); Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 576); Art. 6 : *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes occupant des locaux expropriés* [13 février 1948] (p. 709); *Amendement de M. Auban tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi ou assimilées comme vivant au foyer* (p. 711); *Amendement de M. Minjoz concernant le maintien dans les lieux de personnes après l'expiration du contrat de travail* (p. 712); *Sous-amendement de M. Dominjon tendant à insérer les mots « à leur charge »* (p. 713); Art. 3 ter (suite) : *Amendement de M. Minjoz relatif aux conditions d'exercice du droit de reprise par les propriétaires* (p. 714); Art. 7 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* [17 février 1948] (p. 756); Art. 7 bis : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 757); Art 8 : *Amendement de M. Péron tendant à intercaler dans le premier alinéa le mot « mansardé »* (p. 758); *Amendement de M. Charpin permettant à l'occupant qui a subi la charge des travaux d'obtenir une réduction de son loyer* (p. 759); *Amendement de M. de Moro-Giafferri prévoyant la consécration des droits du propriétaire par le juge des loyers* (p. 759); Art. 8 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à obliger le propriétaire à prévenir le locataire en vue d'une réoccupation éventuelle* (p. 760); *Amendement de M. Charpin tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 761); *Disjonction du dernier alinéa de l'article* (p. 761, 762); *Renvoi de la discussion* (p. 763); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* [2 mars 1948] (p. 1230); Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre l'article à diverses catégories de victimes de guerre* (p. 1231); Art. 6 : *Amendements de MM. Péron et Minjoz relatifs aux ouvriers logés par leurs employeurs* (p. 1235); Art. 10 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir un acte extrajudiciaire* (p. 1243); *Renvoi de la discussion* (p. 1243); Art. 32 : *Amendement de M. Minjoz relatif à la procédure en cas de contestation* [5 mars 1948] (p. 1377); Art. 33 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* (p. 1379); *Sous-amendement de M. Angeletti tendant à remplacer le chiffre de 10.000 francs par celui de 40.000 francs* (p. 1383); Art. 36 : *Suppression des frais de*

procédure (p. 1385, 1386); Chap. VII : *Dispositions diverses (Règles de louage)* [9 mars 1948] (p. 1598, 1600); Art. 47 : *Amendement de M. Angeletti tendant à accorder au locataire des dommages-intérêts en cas de non-exécution des clauses de l'article* (p. 1604); Art. 48 : *Montant du loyer dans les immeubles sinistrés* (p. 1605, 1606); Art. 53 : *Dispositions concernant les sous-locations; Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1610, 1611); Art. 59 : *Amendement de M. Delachenal tendant à n'accorder le maintien dans les lieux qu'à certains étrangers* (p. 1611, 1612); Art. 51 : *Payement du loyer par mensualités* [16 mars 1948] (p. 1712); Art. 52 bis : *Amendement de M. Faure tendant à ne pas interdire la transformation de locaux d'habitation en locaux professionnels* (p. 1713); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* (p. 1715, 1716); *Ses remarques sur les chapitres VI et VIII* [4 mai 1948] (p. 2468, 2469); Art. 40 : *Amendement de M. Citerne tendant à mettre à la disposition du locataire l'appartement qu'on lui aura refusé à cause de ses enfants* (p. 2471); Art. 44 : *Amendement de M. Chautard tendant à insérer un article nouveau punissant le « marché noir » du logement* (p. 2472); Art. 44 bis : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2473); Art. 62 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à éviter que les majorations de loyers entraînent des majorations d'impôt en 1948* (p. 2475, 2476, 2478); Art. 62 quater : *Amendement de M. de Tinguy tendant à supprimer l'article* (p. 2480); Art. 14 bis : *Limitation du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2795); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer les mots « au moins tacite »* [20 mai 1948] (p. 2799, 2800); *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2800); Art. 12 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers* (p. 2802); *Longueur des débats* [21 mai 1948] (p. 2836); Art. 13 : *Amendement de M. Citerne tendant à limiter le droit de reprise aux parents vivant avec le propriétaire* (p. 2839); *Motion d'ordre de M. Grimaud : Lenteur des débats* [25 mai 1948] (p. 2888, 2889); Art. 13 (suite) : *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2945, 2947); Art. 13 bis :

*Amendement de M. Citerne tendant à étendre le droit de reprise à tous les fonctionnaires et travailleurs mis à la retraite* (p. 2949, 2950); *Amendement de M. Coudray tendant à étendre le droit de reprise aux prisonniers et déportés* (p. 2952); *Amendements de MM. Castellani et Juglas tendant à étendre le droit de reprise aux fonctionnaires coloniaux* (p. 2953); *Amendement de M. Montillot tendant à étendre le droit de reprise aux familles de soldats envoyés aux colonies* (p. 2953); *Amendement de M. Mondon tendant à accorder le droit de reprise aux mariés dans la première année de mariage* (p. 2953); *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas accorder le droit de reprise à ceux qui auront cédé leur logement* (p. 2955); *Amendement de M. Mabrut tendant à éviter que le propriétaire ne fasse un choix arbitraire parmi les locataires pour la reprise* [28 mai 1948] (p. 3017); Art. 14 ter : *Amendement de M. Minjoz tendant à priver les propriétaires condamnés du droit de reprise* (p. 3018, 3019); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire rembourser au locataire les améliorations faites dans le local en cas de reprise* (p. 3020); Art. 13 : *Droit de reprise des locaux professionnels* [3 juin 1948] (p. 3132); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 3133); *Amendement de M. Mondon tendant à ce que le propriétaire puisse faire une reprise deux années après l'achat seulement* (p. 3135); *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 3137); *Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa* (p. 3140); Art. 13 bis : *Amendement de M. Chautard tendant à accorder aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité le droit de reprise* (p. 3147); *Amendement de M. Guy Petit tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards sans profession* (p. 3148); *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le dernier alinéa* [4 juin 1948] (p. 3205, 3206); *Amendement de M. Minjoz tendant à obliger le propriétaire faisant la reprise à mettre son local à la disposition du locataire évincé* (p. 3206); Art. 27 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux sous-locataires* (p. 3208, 3209); Art. 29 : *Conditions du maintien dans les lieux en hôtel* (p. 3211); Art. 31 : *Amendement de M. Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux clients d'hôtel* (p. 3211, 3212); Art. 44 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à exclure*

du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration (p. 3213, 3214); Art. 52 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à faciliter les échanges d'appartement (p. 3218, 3220); Art. 53 bis : Amendement de M. Dominjon tendant à simplifier la récupération d'un appartement réquisitionné (p. 3221, 3222); Art. 62 bis : Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter à l'année 1948 l'exonération fiscale (p. 3223, 3224); Chap. III, art. 16 : Amendements de MM. Minjoz, Citerne et Triboulet tendant à modifier le système de majorations de loyers [11 juin 1948] (p. 3430, 3431, 3433, 3442, 3443, 3447); Nécessité d'obtenir une décision (p. 3438); Amendement de M. Delachenal tendant à créer une commission municipale des loyers [15 juin 1948] (p. 3505); Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article (p. 3507, 3508); Art. 19 : Amendement de M. Citerne tendant à prendre l'avis des commissions départementales (p. 3511, 3512); Art. 20 : Amendement de M. Citerne tendant à étendre le rôle des commissions départementales des loyers [17 juin 1948] (p. 3618); Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article (p. 3619, 3620); Nouvelle rédaction de l'article (p. 3620); Art. 21 : Amendement de M. Berger tendant à supprimer l'article (p. 3621); Amendement de M. Minjoz relatif à la fixation de la valeur locative des jardins (p. 3621, 3622); Amendement de M. Minjoz relatif à la fixation de la valeur locative des garages (p. 3622); Art. 23 : Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires (p. 3625, 3626); Amendements de MM. Denais, Pinay, Chautard, Mondon, Triboulet et F. Dupont tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge (p. 3630, 3631); Amendements de MM. Triboulet et Mondon tendant à inclure les tapis dans les prestations (p. 3631, 3632); Date de mise en exécution de l'article (p. 3634, 3635); Art. 24 : Amendement de M. Chautard tendant à faire connaître aux locataires la valeur locative de leurs logements par lettre recommandée (p. 3636); Art. 25 : Amendements de MM. Rollin et Citerne tendant à renvoyer à une loi ultérieure la hausse des loyers (p. 3639, 3642); Amendements de MM. Ramarony, Minjoz et Claudius Petit tendant à modifier les délais d'application des hausses de loyers (p. 3649); Continuation du débat [18 juin 1948] (p. 3672);

Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer le prix de base par rapport au salaire moyen départemental (p. 3674, 3676, 3677, 3678); Art. 23 : Date de mise en vigueur de l'article (p. 3680); Art. 26 : Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse aux familles nombreuses et économiquement faibles (p. 3681, 3682); Art. 26 noniès : Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article (p. 3683, 3684, 3685); Sa réponse à M. Dominjon au sujet des baux de bienfaisance (p. 3686); Art. 62 bis : Pas de majorations d'impôts en conséquence des majorations de loyers (p. 3688, 3689); Art. 64 : Amendement de M. Thamier tendant à accorder l'allocation de logement aux jeunes ménages pendant trois ans (p. 3718); Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles [23 juin 1948] (p. 3828, 3829); Art. 16 C : Allocations logement en fonction du nombre des enfants (p. 3830); Art 16 F : Amendement de M. Minjoz relatif aux bénéficiaires des primes d'aménagement (p. 3832); Amendement de M. Claudius Petit relatif aux conditions d'obtention de cette prime (p. 3833, 3834); Amendement de M. Minjoz relatif aux sources de ces primes (p. 3834); Art. 16 H : Amendement de M. Barrot tendant à ne pas accorder l'allocation logement aux personnes ayant le logement gratuit (p. 3835); Art. 16 I : Amendement de M. Duquesne relatif à la date de mise en application de l'allocation logement (p. 3837, 3838, 3839); Art. 65 : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deux alinéas relatifs à la composition des commissions en cas de litige (p. 3841); Art. 69 : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer la prime de salaire unique et à créer un fonds commun d'allocations logement [24 juin 1948] (p. 3896); Art. 70 : Amendement de M. Claudius Petit tendant à réduire de 50 à 30 0/0 le taux du prélèvement sur les loyers à déduire en faveur de l'allocation logement (p. 3898, 3899); Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder des primes aux personnes ayant à quitter des appartements trop vastes (p. 3901); de ce projet de loi en seconde délibération [24 juin 1948] (p. 3909); Art. 12 : Utilisation de formules consacrées (p. 3911); Art. 23 : Substitution de « propriétaire » à « bailleur » (p. 3913); Art 61 : Application de la loi dans les départements d'outre-mer (p. 3920); Procédure

*d'urgence appliquée à la loi* (p. 3921); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 3927, 3928); — d'une proposition de résolution relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs: *Absence de M. le Ministre des Finances* [3 février 1948] (p. 356). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*débat sur les loyers*) [6 février 1948] (p. 473), [8 mars 1948] (p. 1562, 1563). — Prend part à la discussion: du projet de loi réprimant la remise illicite d'argent ou objets quelconques aux détenus: *Discussion générale* [13 février 1948] (p. 706); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées: *Sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 797); *Renvoi de la discussion* (p. 807); *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 838, 850, 854, 852, 853); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Leenhardt tendant à préciser sur quelle base est établi le prix illicite* (p. 854, 855, 856); *Amendement de M. Viollette tendant à substituer à la date du 13 janvier 1948 celle du 10 février 1948* (p. 857, 858); *Amendement de MM. Faure et Péron tendant à n'appliquer la loi que lorsque l'augmentation n'est pas justifiée par une hausse du prix de revient* (p. 858, 859, 860, 861); *Amendement de M. Sourbet tendant à excepter les produits dont le prix de vente était inférieur au prix de revient* (p. 862); Art. 1<sup>er</sup> bis: *Déclaration obligatoire par les dépositaires et vendeurs* [19 février 1948] (p. 879, 880); Art. 2: *Amendement de M. Ribeyre tendant à faire countersigner les arrêtés par le Ministre de l'Agriculture* (p. 881); *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer la dernière phrase* (p. 882); Art. 3: *Amendement de MM. Ramarony et Faure relatifs aux poursuites en cas d'infractions* (p. 886, 887); *Amendement de M. Minjot relatif à la procédure en cas de poursuites* (p. 888, 889); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Définition de prix illicites pour les produits majorés depuis le 13 janvier 1948* [24 février 1948] (p. 1017, 1018); Art. 2: *Amendement de M. Sourbet tendant à faire signer par le Ministre de l'Agriculture les arrêtés concernant les produits agricoles* (p. 1018, 1019); Art. 3: *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1020, 1021); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1023); — de la proposition de résolution relative à la catastrophe ferroviaire de Thumeries: *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 830); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines

lois du temps de guerre; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Gau tendant à proroger la législation sur les jardins ouvriers* [26 février 1948] (p. 1147); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis: *Amendement de M. Gau tendant à proroger la législation sur les jardins ouvriers* [27 février 1948] (p. 1215, 1216); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre; Art. 2: *Amendement de M. Wasmer créant un greffe à Saarbrück* [27 février 1948] (p. 1176); Art. 3: *Amendement de M. Barangé tendant à insérer des articles nouveaux ouvrant des crédits* (p. 1177); — d'une proposition de loi relative à la résidence des avoués près le tribunal de Grasse; Article unique: *Ouverture de bureaux à Cannes par ces avoués* [5 mars 1948] (p. 1374, 1375, 1376). — Répond à une question de M. Joseph Dumas relative au jugement de trafiquants de faux tickets récemment inculpés [5 mars 1948] (p. 1389). — Prend part à la discussion de propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de Justice; Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Joly tendant à supprimer la Haute Cour* [9 mars 1948] (p. 1576, 1577); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer le secret des délibérations* (p. 1580, 1581); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer les sanctions contre les jurés défaillants* (p. 1584, 1585); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir une amende pour les jurés défaillants* (p. 1587). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Réponse à M. Hamon*) [9 mars 1948] (p. 1614); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Livry-Level et Tourné sur des arrestations de résistants [18 mars 1948] (p. 1909, 1910). — Répond à une question orale de M. Manceau relative à l'élévation à la 1<sup>re</sup> classe du tribunal du Mans [23 avril 1948] (p. 2244). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la journée du 1<sup>er</sup> mai: *Discussion générale* [27 avril 1948] (p. 2290). — Ses réponses à des pétitions [30 avril 1948] (p. 2450). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Regaudie et Denis sur le jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane [4 mai 1948] (p. 2494, 2495). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les nouveaux départements d'outre-mer: Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE: *Ses observa-*

tions sur les cultures aux Antilles [21 mai 1948] (p. 2825). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Renvoi du débat sur les spécialités pharmaceutiques*) [21 mai 1948] (p. 2843). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire et aux magistrats : *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2890); Article unique : *Amendement de M. Bardoux tendant à étendre les avantages de la loi aux greffiers* (p. 2891); — du projet de loi relatif à la prescription des obligations entre commerçants : *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2892); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles : *Demande de M. Montillot de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2928, 2929); *Demande de M. Sourbet de renvoi à la Commission* (p. 2930, 2931). — Répond : à une question de M. Garet relative au reclassement des greffiers et des secrétaires de parquet [28 mai 1948] (p. 3031); — à une question de M. Pierre Chevallier concernant la situation des tribunaux paritaires d'arrondissement et la nécessité d'une allocation d'essence [28 mai 1948] (p. 3031, 3032). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Tourné sur le réjet du pourvoi en cassation de deux F.F.I. condamnés à mort [28 mai 1948] (p. 3035, 3036). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion : *Discussion générale* [2 juin 1948] (p. 3104, 3105); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, JUSTICE. Chap. 100 : *Résultats et conduite de l'épuration* [2 juin 1948] (p. 3111); Chap. 105 : *Traitements des membres des Cours d'appel* (p. 3112, 3113); Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de 4<sup>e</sup> instance* (p. 3115, 3116); Chap. 611 : *Exercices clos : Nomination de juges de paix suppléants* (p. 3118, 3119); LÉGIION D'HONNEUR : *Sa réponse au Rapporteur* [19 juillet 1948] (p. 4824, 4825). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Suite du débat sur les loyers*) [4 juin 1948] (p. 3224, 3225). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à supprimer ces cours et à renvoyer les affaires aux tribunaux militaires* [8 juin 1948] (p. 3261, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268); Art. 4 : *Amendement de M. Dominjon tendant à modifier*

la date de mise en vigueur de la loi (p. 3269); — du projet de loi fixant la composition des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3269); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3270, 3271, 3273); Art. 2 : *Amendement de M. Gallet tendant à transférer certains pouvoirs discrétionnaires du juge de enfants au tribunal* (p. 3273). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi relative à la domiciliation des lettres de change et billets à ordre [11 juin 1948] (p. 3428); — sur une attribution de compétence à la Commission de la justice [17 juin 1948] (p. 3616); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Continuation de la discussion de la loi sur les loyers*) [18 juin 1948] (p. 3689, 3723); [24 juin 1948] (p. 3903); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux victimes des inondations de l'Isère*) [24 juin 1948] (p. 3909). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à accorder des secours aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915). — Sa réponse à une pétition [28 juin 1948] (p. 4105). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prorogation en matière de loyers : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4132). Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de de la Justice* [20 juillet 1948] (p. 4863).

Est entendu au cours du débat sur son investiture en qualité de *Président du Conseil désigné* : *Ses déclarations sur son programme et sa politique* [24 juillet 1948] (p. 4880, 4881, 4891, 4892). — Est nommé *Président du Conseil* [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

#### En cette qualité :

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Billoux sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Sa demande de renvoi à la suite* [27 juillet 1948] (p. 4912, 4914); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Garaudy abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales : *Sur l'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4986, 4987); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier*) [7 août 1948] (p. 5509, 5510). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement éco-

nomique et financier : *Question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5525, 5526); *Motion préjudicielle de M. Pronteau tendant au renvoi au Conseil économique* (p. 5535); *Motion préjudicielle de M. Guillon tendant au renvoi devant l'Assemblée de l'Union française* (p. 5537); *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5572); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Frédéric-Dupont et Triboulet tendant à limiter à l'actuel Gouvernement les pouvoirs de cette loi* (p. 5586, 5587); *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* (p. 5593, 5594); *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas diminuer les effectifs de la magistrature* (p. 5594, 5595); *Amendements de MM. Doyen et Minjoz tendant à ne pas réformer les services de l'Éducation nationale* (p. 5595, 5596); *Amendements de MM. Cristofol et Mont relatifs aux conditions de suppressions d'emplois* (p. 5597, 5598); Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer l'article* (p. 5615); *Amendements de MM. Deixonne et Védrines tendant à réorganiser les entreprises nationales dans le cadre des lois de nationalisation* (p. 5616); *Amendement de M. Védrines tendant à interdire les apports de capitaux étrangers* (p. 5617); *Sous-amendement de M. Minjoz relatif au respect de la législation sur la presse* (p. 5619); Art. 4 : *Amendement de M. Guérin tendant à rétablir l'article supprimé* (p. 5619); Art. 5 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 5620, 5621); Art. 6 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à prendre l'avis des Commissions parlementaires* (p. 5621); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas porter atteinte au statut des fonctionnaires* (p. 5621); *Amendement de M. Denais tendant à supprimer la référence au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 5622); Art. 7 bis : *Amendement de M. Guérin relatif au rôle du corps de contrôle auprès des Commissions parlementaires* (p. 5623); Art. 3 : *Amendements de MM. Mont, Viatte, Gabelle et Garcia relatifs au financement de la Sécurité sociale* [10 août 1948] (p. 5638); Art. 5 : *Amendements de MM. Rigal et Auguet établissant un plan de réforme fiscale* (p. 5663); *Amendement de M. Meunier (Pierre) tendant à prévoir un vote du Parlement sur le plan de réforme fiscale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 5665); Art. 7 : *Amendement de M. Barel tendant à retirer de la compétence des pouvoirs réglementaires la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 5672);

*Amendements de MM. Gabriel Paul et André Denis tendant à excepter les centres d'apprentissage et de formation professionnelle* (p. 5675); *Amendement de M. Musmeaux tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur de la Sécurité sociale avant toute réforme* (p. 5677); *Amendement de M. Valentino relatif aux paiements entre l'Union française et l'étranger* (p. 5677); *Amendement de M. Guérin tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 5678); *Amendement de M. Mauroux tendant à limiter les pouvoirs visés à l'article 6 aux lois en vigueur* (p. 5678); *Amendement de M. Horma Ould Babana tendant à insérer un article sauvegardant les droits et les attributions de l'Assemblée* (p. 5679); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5682); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendements de MM. René Schmitt et Grésa tendant à éviter la transformation des sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* [17 août 1948] (p. 5823); Art. 3 : *Amendements de MM. Garcia, de Menthon et Renard tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 5824); *Amendement de M. Renard tendant à reprendre au troisième alinéa le texte du Conseil de la République* (p. 5824); Art. 5 : *Amendement de M. Duclos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale concernant la soumission à l'Assemblée des décrets relatifs aux impôts* (p. 5827, 5828); Art. 7 : *Amendement de M. Barel tendant à excepter de la compétence du Gouvernement la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 5829); *Amendement de M. Mauroux tendant à disjoindre les deux derniers alinéas* (p. 5829); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête en Bretagne : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5576). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5988, 5994). — S'associe à la commémoration de la Libération de Paris [25 août 1948] (p. 6222). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Modification de l'ordre du jour*) [26 août 1948] (p. 6309). — Donne sa démission de *Président du Conseil* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* [10 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Vice-Président du Conseil, Ministre*



*de la Justice* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'expulsion des clients de certains hôtels, garnis ou meublés [14 septembre 1948] (p. 6526); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [20 septembre 1948] (p. 6734); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale* [15 septembre 1948] (p. 6544 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la Commission* (ibid.); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi aux rentes constituées jusqu'en 1948* [17 décembre 1948] (p. 7719); *Amendement de Mme Rabaté tendant à faire verser un acompte aux bénéficiaires dans un délai de trois mois* (p. 7719); Art. 2 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à lier l'augmentation de la rente à l'augmentation du revenu du bien cédé en viager* (p. 7721); *Amendement de M. Minjoz relatif au cas des héritiers du débirentier* (p. 7722); Art. 3 : *Amendement de M. Médecin tendant à prendre pour référence les taux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (p. 7723); *Amendement de M. Auguet relatif aux rentes viagères constituées par des Compagnies d'assurances* (p. 7724, 7725); Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas relatifs aux règles de procédure* (p. 7726); *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir la continuation du service de la rente en cas de litige* (p. 7726). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au statut du personnel de la police [15 septembre 1948] (p. 6547). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du taux des amendes pénales : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6696); Art. 8 : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 6697); Art. 10 : *Amendement de M. de Menthon tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 6697). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Organisation de l'ordre du jour de la séance suivante*) [18 septembre 1948] (p. 6698). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Jacques*

*Duclos tendant à fixer les élections en octobre 1948* [25 septembre 1948] (p. 6923). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Ordre des travaux parlementaires*) [25 septembre 1948] (p. 6927, 6928); — sur la proposition de résolution relative à l'aide aux familles des victimes de l'accident de Laghouat [26 septembre 1948] (p. 6948, 6949). — Prononce une allocution rendant hommage aux travaux de l'Assemblée Nationale [26 septembre 1948] (p. 6949). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur la répression des délits commis par les grévistes, la progande communiste et les nouveaux textes répressifs actuellement à l'étude* [18 novembre 1948] (p. 7102 et suiv.); — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi concernant la résiliation des contrats privés et l'amnistie en matière de collaboration*) [25 novembre 1948] (p. 7227); — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la résiliation des contrats privés; Art. 2 : *Amendement de M. Chautard tendant à augmenter le délai laissé pour engager la procédure* [25 novembre 1948] (p. 7229); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de collaboration : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7269, 7270); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* (p. 7275); — des interpellations sur les mutineries du pénitentier d'Epinal : *Discussion générale* (*Ses observations sur l'épuration, les récentes mesures de grâce, l'émeute du Camp de la Vierge, le régime des prisonniers et le nombre des internés : 8.000 en 1946, 5.000 en 1948*) [7 décembre 1948] (p. 7397 et suiv.); — du projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7405). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion d'une interpellation sur le régime des conventions collectives*) [7 décembre 1948] (p. 7406). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Sa réponse aux observations de M. Péron sur l'attitude du Gouvernement lors du scrutin* [9 décembre 1948] (p. 7435). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Jacques Duclos relative à l'assassinat de M. A. Houillier par un

agent de police : *Ses observations sur le déroulement des faits, la mort accidentelle de la victime et la fuite des deux autres colleurs d'affiches* [14 décembre 1948] (p. 7582, 7583, 7584); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'interpellation de M. Krieger-Valrimont sur un document disparu par ordre de M. le Ministre de l'Intérieur* [14 décembre 1948] (p. 7585). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* [28 décembre 1948] (p. 8034); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Schmitt tendant à reconduire l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant le régime des réquisitions* [28 décembre 1948] (p. 8054); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à déterminer le tribunal compétent pour les litiges soulevés par les réquisitions* (p. 8055); Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à considérer les prioritaires comme locataires de bonne foi* (p. 8056); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 8056, 8057); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Ar. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8062); *Amendement de M. Chautard relatif au renouvellement normal du bail d'ici 1951* (p. 8064); Art. 2. *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 8067); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article* [31 décembre 1948] (p. 8320, 8321). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des propositions de loi relatives aux dommages de guerre* [28 décembre 1948] (p. 8073). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse : *Discussion générale* [21 janvier 1949] (p. 93, 94); Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* (p. 96); *Amendement de M. Bardoux tendant à inclure la lâcheté parmi les vices condamnés* (p. 98); *Amendement de M. Dominjon tendant à interdire toute publicité pour d'autres publications interdites*

(p. 98); Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à constituer la Commission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice* [27 janvier 1949] (p. 143, 144); *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir des représentants d'autres Ministères* (p. 145); *Ses observations sur la composition de la Commission de contrôle et de surveillance* (p. 148); *Amendement de M. Hutin-Desgrées relatif aux pouvoirs de la Commission* (p. 150); Art. 11 ter : *Amendement de M. Pierrard relatif à l'importation de publications étrangères* (p. 173, 174); Art. 11 quater : *Amendement de M. Mont tendant à interdire la vente ou offres couplées de publications enfantines* (p. 175); Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à réserver 95 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 175, 176); *Amendement de M. Lacaze tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 176); *Amendement de Mme Braun tendant à prévoir une taxe spéciale sur les dessins et plans étrangers* (p. 177); *Amendement de M. Pierrard tendant à accorder, en cas d'infraction, le droit de poursuite aux organisations syndicales* (p. 177, 178); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 180). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*débats sur la presse enfantine*) [27 janvier 1949] (p. 155); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand [27 janvier 1949] (p. 184, 185); — pour une déclaration du Gouvernement (*Sa réponse aux attaques du journal l'Espoir sur le classement de l'affaire de collaboration économique Sainrapt et Brice, la soi-disant démission de Lindon, le trafic de viande Mauvais*) [3 février 1949] (p. 313, 314, 315, 316). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la campagne de presse engagée contre le Garde des Sceaux : *Discussion générale* [3 février 1949] (p. 318, 319); — d'interpellations sur la mutation de magistrats et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi : *Discussion générale (Ses observations sur la lettre de M. Lindon, le rapport de M. Boissarie, les accusations lancées contre lui par la presse d'opposition)* [8 février 1949] (p. 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420). — Donne sa démission de Vice-Président du Conseil, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [13 février 1949] (*J. O.* du 14 février 1949, p. 1674).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 886); Article unique : *Son amendement tendant à retarder la date d'exigibilité du versement provisionnel* (p. 890, 891); *le retire* (p. 891); *Son amendement tendant à réduire la pénalité pour les contribuables s'étant acquittés avec retard* (p. 892); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Modification d'un arrêté relatif aux étudiants en médecine* [2 février 1950] (p. 894). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Demande de renvoi à la Commission de l'éducation nationale, présentée par M. Boulet* [16 février 1950] (p. 1116); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2663); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Son amendement tendant à rétablir les droits de douane suspendus le 1<sup>er</sup> octobre 1950* [31 décembre 1950] (p. 9955, 9956); *le retire* (p. 9956); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 13 : *Taxe d'encouragement à la production textile* [19 avril 1951] (p. 3590). — S'excuse de son absence [3 juin 1949] (p. 3127), [22 juin 1950] (p. 5158), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 616). — Obtient des congés [3 juin 1949] (p. 3127), [22 juin 1950] (p. 5158), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 616).

**MARIN (M. Louis), Député de Meurthe-et-Moselle.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et des pétitions [4 décembre

1946] (p. 54); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 35); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de comptabilité [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les droits universitaires et à maintenir les universités françaises dans les conditions matérielles de fonctionnement conformes à l'intérêt national, n° 1396. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à supprimer tout délai entre la mise à la retraite ou la disparition des fonctionnaires civils ou militaires et le paiement de leur pension de retraite et de celle de leurs veuves ou orphelins, n° 2600. — Le 28 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à la publication des séances ou fractions de séances en comité secret qui ont eu lieu, à la Chambre des Députés, dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940, n° 2601. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à abroger tous les textes qui autorisent le Gouvernement ou les Ministres à réaliser par décret des manipulations monétaires et, notamment, des dévaluations, alignements, ponctions ou autres opérations analogues, n° 3196. — Le 30 avril 1949, une proposition de loi tendant à assurer la réparation intégrale des dommages causés par les grandes inondations, n° 4092. — Le 15 juillet 1948, une proposition de loi tendant à faire affilier, dans un délai de six mois,

par règlement d'administration publique, au régime des retraites prévu par la loi du 14 avril 1924, les professeurs artistes de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, n° 4950. — Le 15 juillet 1948, une proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés par les inondations qui ont, en décembre 1947 et janvier 1948, ravagé les départements de l'Est et, pour éviter le retour de semblables catastrophes, à promouvoir l'aménagement des eaux en France, n° 4951. — Le 17 août 1948, une proposition de loi tendant à assurer aux professeurs du Conservatoire national de musique, de l'École nationale des Beaux-Arts, de l'École des Arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, n° 5283. — Le 31 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants victimes des crues de la Seille en août 1948 dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle, n° 5423. — Le 14 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'amitié conclu à Paris, le 26 juin 1947, entre la France et la République des Philippines, n° 7442. — Le 28 juillet 1949, une proposition de loi tendant à assurer la répartition des dommages causés par les grandes inondations, la distribution des secours de l'Etat à l'occasion des catastrophes nationales, l'incorporation dans le plan Monnet d'un projet d'aménagement des eaux en France, n° 8079. — Le 19 octobre 1950, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder une pension nationale à la veuve de Victor Liotard, n° 11075. — Le 9 décembre 1950, une proposition de loi relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent, n° 11582. — Le 9 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter, dans les plus brefs délais, les demandes de crédits nécessaires pour l'application de la réforme prescrite par la loi du 3 avril 1950 sur la transformation d'emplois et la réforme de l'auxiliaariat en ce qui concerne le Ministère des Affaires étrangères, n° 12437. — Le 3 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un Livre d'or à la gloire des combattants tombés pour la défense et la libération de la France dans la

guerre 1939-1945, n° 12672. — Le 16 avril 1951 une proposition de loi tendant à rectifier la date que, pour le terme légal du mandat des députés élus en 1936 et des sénateurs en exercice en juin 1940, le Bureau de la première Assemblée Nationale Constituante élue en 1945 a fixée et que le Bureau de l'Assemblée Nationale actuelle a confirmée, n° 12845. — Le 2 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1<sup>er</sup> octobre 1951 la date limite de recevabilité des propositions relatives à la médaille de la Résistance française et à attribuer sous certaines conditions cette distinction aux personnes décorées de la Croix de guerre pour faits de résistance, n° 13046. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11582) de M. Louis Marin et plusieurs de ses collègues relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent, n° 13047. — Le 11 mai 1951 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir, pour les deux guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945, un Livre d'or rappelant le souvenir des victimes civiles et de leurs souffrances, n° 13226. —

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; EDUCATION NATIONALE : *Traitements des secrétaires de facultés et des agents des lycées* [19 décembre 1946] (p. 144); FINANCES : *Dégagement d'un avion postal conservé par les Anglais comme prise de guerre et nomination des représentants du Ministre des Finances dans les Commissions des dommages de guerre* (p. 149); JUSTICE : *Nomination des représentants des sinistrés et des présidents des commissions des dommages de guerre* (p. 155); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Répartition de charbon aux asiles de vieillards* (p. 161); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, EQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) : *Ses articles additionnels tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* (p. 311 et suiv.); —

du rapport tendant à modifier le règlement adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale; Art. 26 : *Son amendement concernant la convocation des délégués des autres Commissions à la Commission des finances* [27 décembre 1946] (p. 372); Art. 34 : *Son amendement tendant à réduire à 50 le nombre des signataires des demandes de modification de l'ordre du jour* (p. 375). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux [7 février 1947] (p. 227). — Prend part à la discussion sur le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 26 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire la convocation aux séances de la Commission de l'auteur d'une proposition ou d'un amendement* (p. 229); *Ses observations sur la Commission des comptes définitifs* (ibid.); Art. 39 : *Durée des interventions et de l'ensemble de la discussion* (p. 230); Art. 66 : *Rapidité de l'adoption du règlement* (p. 234); Art. 73 bis : *Mise en distribution du texte* (p. 235); *Ses observations sur deux rapports concernant la modification du règlement (Pouvoirs respectifs du Bureau, du Président et des Questeurs)* [4 mars 1947] (p. 563, 564, 565); *Organisation de la discussion* (p. 565 et suiv.); Art. 39 : *Son amendement relatif à l'organisation des débats* (p. 567 et suiv.); Art. 71 : *Discussion des amendements* (p. 570); Art. 96 : *Son amendement tendant à rétablir l'autorité du bureau* (p. 571, 572); Art. 97 : *Questions écrites* [20 mars 1947] (p. 933). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 67 bis : *Publication des documents nécessaires à l'étude des questions financières* [7 février 1947] (p. 247); *Intervention des contrôleurs des dépenses engagées* (p. 248); Art. 67 ter : *Rapports des contrôleurs des dépenses engagées et de la Commission des finances* (p. 250). — Remercie le Président de l'Assemblée des vœux qu'ils ont formulés à l'occasion de son 76<sup>e</sup> anniversaire [7 février 1947] (p. 249). — Dépose une demande d'interpellation sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [25 février 1947] (p. 444); la développe [27 février 1947] (p. 484 et suiv.). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date de discussion du rapport sur le règlement* [25 février 1947] (p. 445); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des crédits pour l'équipement et la modernisation*

[28 février 1947] (p. 540, 541). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 666, 667); — du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947; Art. 7 bis : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* [25 mars 1947] (p. 1087, 1088, 1089); — d'une proposition de résolution de M. Cogniot relative aux droits universitaires, en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1947] (p. 1747, 1748, 1749). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 23 mai 1947 : *Vote à l'unanimité de la résolution sur les droits universitaires* [29 mai 1947] (p. 1773); — sur une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur la loi de finances [29 mai 1947] (p. 1775, 1776, 1777, 1778). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 111 : *Elèves de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer* [19 juin 1947] (p. 2224); Chap. 304 : *Publications du Service des statistiques* (p. 2226); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Traitements des Ministres et du personnel titulaire (Communication des circulaires ministérielles aux parlementaires)* [7 août 1947] (p. 4040, 4041, 4042); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 310 : *Diffusion d'informations à l'étranger* (p. 4047). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la Conférence de Moscou et de la Conférence des Trois à Paris [22 juillet 1947] (p. 3446). — Est entendu dans la discussion : des interpellations sur les conséquences de la Conférence de Moscou et de celle de Paris [25 juillet 1947] (p. 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour participation à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3827, 3828); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur l'ensemble; Ses observations sur le budget, ses éloges au personnel de l'Assemblée* [9 août 1947] (p. 4154, 4155); — du projet de loi concernant les élec-

tions municipales; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer le panachage* [12 août 1947] (p. 4310, 4311); Art. 19 : *Son amendement tendant à étendre les effets de l'article à toute la loi* (p. 4317); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (Cas d'ouvriers grévistes)* [28 août 1947] (p. 4765). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la reconstruction* [24 février 1948] (p. 1012, 1013); *Débat sur les inondations de l'Est* [2 mars 1948] (p. 1267). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les associations syndicales* [2 mars 1948] (p. 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261); Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Guillon et Thiriet tendant à prévoir des coopératives agricoles*, [17 mars 1948] (p. 1824, 1825); Art. 5 : *Son amendement relatif au retrait d'agrément par le Ministre* (p. 1835); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis de la Commission nationale* (p. 1836, 1837); Art. 12 : *Son amendement relatif au contrôle financier de ces sociétés coopératives* (p. 1839, 1840); Art. 21 : *Son amendement tendant à ce que tout membre d'une association puisse obtenir du Président des renseignements* (p. 1855); *Son amendement tendant à ce que l'association ne puisse engager aucun sinistré pour une somme supérieure à ses droits* (ibid.); Art. 24 : *Amendement de M. Coudray tendant à permettre au bureau de déléguer des pouvoirs au Commissaire du Gouvernement* (p. 1857); Art. 33 : *Ses amendements relatifs aux subventions accordées aux sociétés coopératives* (p. 1859); Art. 37 : *Amendement de M. Billoux relatif au droit de retrait des signataires* (p. 1859, 1860); Art. 54 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article interdisant les emprunts modiques* (p. 1865); Art. 61 : *Son sous-amendement tendant à publier à l'Officiel les textes d'application de la loi* (p. 1867, 1868); Art. 6 : *Conformité des statuts des sociétés avec les statuts-types* (p. 1869); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la politique allemande* [5 mars 1948] (p. 1402, 1403, 1404, 1405); *Sa réponse au Ministre des Affaires étrangères* [11 mars 1948] (p. 1667); — des propositions

de loi tendant à modifier la Haute Cour de Justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer les sanctions en cas de défaillance des jurés* [9 mars 1948] (p. 1584, 1585, 1586); — de la proposition de loi de M. Manceau tendant à abroger le décret maintenant sous les drapeaux le premier contingent de la classe 1947 : *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi* [11 mars 1948] (p. 1644, 1645); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement satisfait, tendant à supprimer l'article* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3058); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065); Art. 15 : *Obligation de concurrence entre les entrepreneurs pour les travaux* (p. 3067, 3068, 3069); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3070); Art. 16 : *Possibilité pour le Ministre de désigner des administrateurs provisoires dans les coopératives* (p. 3071). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*débat sur les sinistrés de l'Est*) [16 mars 1948] (p. 1744, 1745). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 34 du règlement : *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1797, 1798, 1799); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne faire signer la demande que par 50 membres* (p. 1804, 1805); *Amendement de M. Bouxom tendant à restreindre le droit de parole à un orateur de chaque groupe* (p. 1805, 1806, 1807); — du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits; Art. 3 : *Amendement de Mme Nédelec tendant à disjoindre l'article* [18 mars 1948] (p. 1917); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1929, 1930, 1931, 1932); Article unique : *Amendements de MM. Crouzier et Roseblatt tendant à rembourser intégralement les dommages* (p. 1936); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Ses explications de vote sur l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2554); *Discussion générale* (p. 2600, 2601, 2602). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les accords de Londres sur l'Allemagne* [8 juin 1948] (p. 3292, 3293). — Prend part à la discussion des interpellations sur la Conférence de Londres : *Discussion générale : Sa réponse à M. Philip* [12 juin 1948] (p. 3493, 3494); *Ses observations*

sur les experts, la sécurité, la survivance de l'Hitlérisme, la Sarre, les négociations du Traité de Versailles, l'attitude des Anglo-Saxons [15 juin 1948] (p. 3552 et suiv.); — des proposition de résolution tendant à apporter une aide aux victimes des inondations des Alpes: *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915, 3916); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques: *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4418). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Leur des travaux parlementaires*) [15 juillet 1948] (p. 4609, 4610). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948: Etat A, INTÉRIEUR; Chap. 100: *Ses observations sur les secours aux victimes des calamités publiques* [19 juillet 1948] (p. 4839, 4840); Chap. 302: *Amendement de M. Pourtalet tendant à réduire de L.000 francs les crédits pour les commissions de l'administration centrale (révision de la frontière italienne)* [27 juillet 1948] (p. 4922); Chap. 307: *Depenses relatives aux élections* (p. 4923, 4924); Chap. 601: *Secours aux victimes des calamités publiques* [28 juillet 1948] (p. 4965, 4966); *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 100 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4968, 4969); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100: *Ses observations sur les accords avec l'étranger* [30 juillet 1948] (p. 5123, 5124, 5125, 5126, 5127); Chap. 500: *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 5131, 5132); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5132); *la retire* (p. 5133); *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce chapitre de 4.000 francs* (p. 5133); *le retire* (p. 5134); Chap 501: *Œuvres françaises à l'étranger (dépenses en France)* (p. 5135); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 7: *Son amendement tendant à avancer d'une semaine la date du décret fixant le jour des élections* [12 août 1948] (p. 5742, 5743); Art. 21: *Son amendement tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 5750); Art. 32: *Son amendement tendant à ne pas limiter les élections partielles* [13 août 1948] (p. 5775, 5776, 5777); *le retire* (p. 5777); Art. 35: *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa limitant les réunions électorales* (p. 5778, 5779, 5780); Art. 1<sup>er</sup>: *Sa motion relative à l'ordre de la discussion* [18 août 1948] (p. 5868, 5869); *Son amendement*

*tendant à diminuer de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* (p. 5872, 5873, 5874, 5875, 5876); *le retire* (p. 5877); Art. 5: *Son amendement tendant à modifier la répartition des sièges parmi les départements* (p. 5906, 5907); *le retire* (ibid.); Art. 21: *Son amendement tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 5912, 5913, 5914); Art. 29: *Son amendement tendant à attribuer les sièges d'après le nombre de suffrages recueillis* (p. 5915); *le retire* (ibid.); Art. 51: *Son amendement tendant à réduire de 44 à 37 les Conseillers pour les Territoires d'outre-mer* (p. 5926); *le retire* (ibid.); Art. 61 bis: *Son sous-amendement tendant à ne pas élire des candidats battus au suffrage universel* (p. 5933, 5934); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales: *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6144 et suiv., 6151, 6153); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale* (p. 6168, 6169); *Amendement de M. Cristofol tendant à tenir compte de la densité de la population dans chaque canton* (p. 6170, 6171); Art. 2: *Son amendement tendant à fixer en mai les élections cantonales* [25 août 1948] (p. 6185, 6186, 6187); *Amendement de M. Cristofol tendant à renouveler les conseils généraux dans les six mois suivant la loi sur l'organisation départementale* (p. 6187); Art. 6: *Son amendement tendant à interdire aux indignes nationaux d'être candidats* (p. 6192, 6193, 6194, 6195); Art. 7: *Son amendement tendant à supprimer le 5<sup>e</sup> alinéa, nécessitant pour être éligible la domiciliation dans le département* (p. 6195); *le retire* (ibid.); Art. 15: *Son amendement tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 6198); Article additionnel: *Son amendement tendant à renouveler en 1949 intégralement les conseils généraux* (p. 6214, 6215, 6217, 6218); — des interpellations sur le statut de la Ruhr: *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences des accords de Londres et de la décision Clay-Robertson, la question de la Ruhr depuis 1924, les relations commerciales avec l'Allemagne, les échanges de fer contre du coke, la cokéfaction des charbons français, la permanence du danger allemand)* [2 décembre 1948] (p. 7332 et suiv.); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10: *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse, tendant à supprimer l'article relatif au payement*

*des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7916); — du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernager: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mai 1949] (p. 2886). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4780, 4781). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe: *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4477, 4478, 4479, 4480); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: *Discussion générale (Ses observations sur l'impôt portant sur les arbres fruitiers)* [20 juillet 1949] (p. 4846, 4847, 4848, 4849, 4850). — Dépose une demande d'interpellation: sur l'état des négociations entre la France, les Alliés et l'Allemagne [3 novembre 1949] (p. 5960); la développe (*Ses observations sur les accords de Washington d'avril 1949, l'attribution du plan Marshall à l'Allemagne, la renaissance économique allemande et les dangers que ce développement entraîne pour la France*) [22 novembre 1949] (p. 6176, 6177, 6178, 6179, 6180, 6181, 6182, 6183, 6184, 6185, 6186); — sur le tableau des 29 et 30 septembre 1949, fixant les bénéficiaires agricoles [3 novembre 1949] (p. 5960); — sur les actes de vandalisme commis dans nos parcs nationaux [3 novembre 1949] (p. 5960). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution relative à l'extension de la prime exceptionnelle aux salariés agricoles: *Urgence* [24 novembre 1949] (p. 6214); — du projet de loi portant création d'un établissement administratif à l'île Amsterdam: *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6488); — des interpellations sur la distribution d'électricité: *Amendement de M. Serre à l'ordre du jour de confiance tendant à exiger de l'Allemagne des livraisons de courant électrique* [9 décembre 1949] (p. 6753). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (*Débat sur les taxes locales*) [23 décembre 1949] (p. 7194). — Dépose une demande d'interpellation sur les répartitions de secours aux sinistrés des Landes [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêt des Landes: *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 943, 944, 945, 946). — Dépose une demande d'interpellation sur la conférence de Londres et le

pool franco-allemand de la sidérurgie [31 mai 1950] (p. 4043) — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉTRANGÈRES: *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand, la confusion du budget, la nécessité pour le Parlement de suivre les négociations, l'inutilité du secret d'Etat dans les conversations engagées)* [20 juin 1950] (p. 5044, 5045, 5046, 5047, 5048, 5049); Chap. 1000: *Crédits de l'Administration centrale (Nécessité pour le Ministre de rendre des comptes sur sa politique étrangère)* (p. 5062, 5063); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (Ses observations sur le vandalisme exercé dans les beaux-arts, l'entretien du jardin du Luxembourg et la popularité de Ponce Pilate)* [23 juin 1950] (p. 5199, 5200, 5201, 5202, 5203, 5206); Chap. 3736: *Restauration des Musées de France* [18 juillet 1950] (p. 5538); Chap. 3738: *Bibliothèque de l'Institut* (p. 5538); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES: *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5923, 5924, 5925, 5926, 5927, 5928, 5929, 5930); HAUT-COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 6020: *Presse, propagande et documentation* [26 juillet 1950] (p. 6000, 6001); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; FINANCES: *Discussion générale (Ses observations sur le forfait pour la culture des arbres fruitiers)* [4 août 1950] (p. 6704, 6705); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE: *Discussion générale (Ses observations sur les statistiques du Ministère et le Livre d'Or des victimes civiles)* (p. 6722). — Dépose une demande d'interpellation sur le plan de pool charbon acier, mines de fer [19 juillet 1950] (p. 5607). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS: *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6399, 6400, 6401); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles: *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6570, 6571, 6572); Art. 8: *Son amendement tendant à fixer un délai d'un mois pour la publication du décret d'application* [4 août 1950] (p. 6649); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République: *Discussion générale*



[4 août 1950] (p. 6728, 6729); Art. 1<sup>er</sup> : *Amen-  
dement de M. Hénault tendant à reprendre le  
texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les  
dommages causés par les troupes françaises et  
alliées, mais non ceux commis par les services  
civils* (p. 6730, 6731, 6732); — Dépose une  
demande d'interpellation sur le réarmement de  
l'Allemagne [20 octobre 1950] (p. 7062); la  
développe (*Ses observations sur l'unité impossible  
de l'Europe, le danger de rester seul face à face  
avec le Reich, l'évolution allemande de 1918 à  
1959, l'importance de l'état-major allemand et  
l'alliance possible germano-soviétique*) [24 octobre  
1950] (p. 7141, 7142, 7143, 7144, 7145); *Sa  
demande de vote de l'ordre du jour par division*  
[25 octobre 1950] (p. 7228). — Prend part à la  
discussion d'une proposition de résolution rela-  
tive aux recommandations de l'Assemblée con-  
sultative du Conseil de l'Europe : *Pose la ques-  
tion préalable* [14 novembre 1950] (p. 7697,  
7698, 7699, 7700, 7701, 7702, 7703, 7704);  
*Question préalable posée par M. Billoux*  
(p. 7720). — Est entendu sur le procès-verbal  
de la séance précédente (*Rectification d'une de  
ses interventions lors de la réforme électorale*)  
[3 avril 1951] (p. 2572). — Dépose une de-  
mande d'interpellation sur les négociations qui  
aboutissent au traité sur le pool charbon acier  
[11 mai 1951] (p. 5044, 5045). — S'excuse  
de son absence [14 février 1947] (p. 324),  
[7 mars 1947] (p. 726), [11 mars 1947]  
(p. 795), [21 mars 1947] (p. 988), [30 mai  
1947] (p. 1834), [21 juin 1947] (p. 2300),  
[15 juillet 1947] (p. 3016), [28 novembre 1947]  
(p. 5212), [26 décembre 1947] (p. 6270), [3 jan-  
vier 1948] (p. 1), [22 septembre 1948] (p. 6820),  
[10 février 1949] (p. 449), [5 juillet 1949]  
(p. 4195), [10 juillet 1949] (p. 4515), [24 jan-  
vier 1950] (p. 453), [29 mars 1950] (p. 2605),  
[27 avril 1950] (p. 3009), [12 mai 1950] (p. 3650),  
[18 novembre 1950] (p. 7914), [22 novembre  
1950] (p. 7997), [21 avril 1951] (p. 3730),  
[28 avril 1951] (p. 4188) [15 mai 1951] (p. 5165).  
— Obtient des congés [21 juin 1947] (p. 2300),  
[15 juillet 1947] (p. 3016), [28 novembre 1947]  
(p. 5212), [26 décembre 1947] (p. 6270),  
[3 janvier 1948] (p. 1), [22 septembre 1948]  
(p. 6820), [10 février 1949] (p. 449), [5 juillet  
1949] (p. 4195), [24 janvier 1950] (p. 453),  
[27 avril 1950] (p. 3009), [12 mai 1950]  
(p. 3650), [22 novembre 1950] (p. 7997),  
[21 avril 1951] (p. 3730), [28 avril 1951]  
(p. 4188), [15 mai 1951] (p. 5165).

**MARSELLI (M. André)**, *Député de la Haute-  
Saône.*

*Ministre de l'Air*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Cabinet RAMADIER)

du 31 octobre au 24 novembre 1947.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

*Ministre des Anciens Combattants*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 29 juin 1950 au 12 juillet 1950.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946]  
(p. 39). — Est nommé membre de la Commis-  
sion de la défense nationale [17 décembre 1946]  
(p. 102), [16 novembre 1948] (p. 6990),  
[18 janvier 1949] (p. 34). Est élu Président  
de cette Commission (*J. O.* du 21 décembre  
1946, p. 10803). — Est nommé membre de la  
Commission des pensions [16 novembre 1948]  
(p. 6990), [18 janvier 1949] (p. 34).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi relatif à  
la reconstitution des listes d'ancienneté des  
officiers des différents corps et cadres de

l'armée de l'air, n° 2212. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, n° 2535. — Le 10 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Air, budget annexe des constructions aéronautiques). — (Tome I : Air). — Tome II : Budget annexe des constructions aéronautiques), n° 7415.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Air* (Cabinet Ramadier) [23 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

#### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* [7 février 1947] (p. 260); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le 2<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1188); Etat A, AIR, Chap. 307 : *Amendement de M. Jean Palewski tendant à empêcher l'occupation du plateau de Saclay par le Ministère de l'Air* (p. 1193); Chap. 312 : *Amendement de M. Pierre Girardot tendant à réduire de 1 million les crédits affectés à la propagande, la presse et l'information* (ibid.); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat F, CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES, Chap. 911 : *Amendement de M. Palewski tendant à réduire les crédits de 1 million de francs pour les travaux neufs* [29 mars 1947] (p. 1312, 1313). — Participe à la discussion de l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [20 juin 1947] (p. 2284, 2285, 2286). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); AIR : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3956, 3958, 3959, 3960, 3961); Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Gréa tendant à réduire les crédits pour le matériel de*

*série aérien* (p. 3964); Etat B, Chap. 904 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3966); Etat E, Chap. 800 : *Amendements de MM. Gaillard et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour les constructions aéronautiques* (p. 3967); Chap. 900 : *Amendements de MM. Gaillard et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3967); Chap. 902 : *Amendements de MM. Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les crédits pour l'équipement industriel* (p. 3968); *Usines Latécoère* (ibid.). — Donne sa démission de *Ministre de l'Air* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (Cabinet Ramadier) [31 octobre 1947] (*J. O.* du 1<sup>er</sup> novembre 1947, p. 10862) (1). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* [20 novembre 1947] (p. 5091). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

#### En cette qualité :

Répond à une question de M. Monteil relative à la situation des sociétés nationalisées de constructions aéronautiques [19 décembre 1947] (p. 5919). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 2, Etat B : *Reclassement du personnel* [24 décembre 1947] (p. 6234). — Répond à une question de M. Bouret concernant la catastrophe du Latécoère 631 au large de Sainte-Mère-Eglise [23 avril 1948] (p. 2244, 2245). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Cas du général Léchères*) [23 juin 1948] (p. 3846). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (Sa réponse aux orateurs et son activité ministérielle)* [23 juin 1948] (p. 3872 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa réponse à M. Tillon* [24 juin 1948] (p. 3931); *Insultes adressées à un Commissaire du Gouvernement* (ibid.); *Mauvaise qualité des moteurs livrés* [25 juin 1948] (p. 3966); Art. 3 : *Amendement de Mme Nedelec tendant à rajuster les prix de la S. N. E. C. M. A. avec effet rétroactif* (p. 3997); *Cas de M. Weill* (p. 4000); Art. 4 : *Amendement de M. Palewski tendant à main-*

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

tenir le Comité consultatif (p. 4002); Art. 5 : Amendement de M. Ballanger tendant à régler les arriérés dus par l'Etat à la S. N. E. C. M. A. (p. 4006); Art. 6 : Amendement de M. P. Meunier tendant à augmenter le capital et à prévoir une avance de 3 milliards (p. 4008). — Est entendu pour un fait personnel (*Observations de M. Lamps*) [25 juin 1948] (p. 4015). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, Chap. 1051 : Amendement de M. Médecin tendant à rétablir les crédits pour les corps de contrôle de l'air [8 juillet 1948] (p. 4444); AIR : Ses observations sur les crédits alloués à l'Air et sa réponse au Rapporteur [15 juillet 1948] (p. 4597 et suiv.); Titre 1<sup>er</sup>, Chap. 120 : Amendement de M. Montel tendant à augmenter les crédits pour la solde des officiers (p. 4600); Amendement de M. Grésa tendant à réduire d'un million les crédits de ce chapitre (p. 4601); Amendement de M. Livry-Level tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 4602); Chap. 322 : Amendement de M. Livry-Level tendant à rétablir les crédits pour frais de transports, logements et cantonnements (p. 4613); Chap. 325 : Entretien du matériel aéronautique (p. 4617); Ecoles de mécaniciens de l'air (p. 4617, 4618); Chap. 330 : Amendements de MM. Clostermann et Livry-Level tendant à augmenter les crédits pour les carburants (p. 4622); Chap. 331 : Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 44.520.000 francs les crédits pour l'armement de l'armée de l'air (p. 4623, 4624); Chap. 912 : Matériel de série de l'air [16 juillet 1948] (p. 4652); Etat C, Chap. 131 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (p. 4654, 4657); Chap. 931 : Travaux neufs (Terrain de Chartres) (p. 4660, 4661); Etat D, Chap. 932 : Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour équipement technique (Centre de Saint-Elix) (p. 4663). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Forces armées [20 juillet 1948] (p. 4862). — Est nommé *Ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale*

[5 août 1948] (p. 5363 et suiv.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 001 : Amendement de M. Hamani Diouri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant [6 août 1948] (p. 5421); Chap. 100 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (*Emplois réservés*) (p. 5425); Amendement de M. Jean Duclos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du chapitre (*Revalorisation des pensions*) (p. 5425); Amendements de MM. Michel et de Tinguay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Droits des prisonniers*) (p. 5427, 5428); Chap. 312 : Soins médicaux gratuits (p. 5429); Chap. 500 : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (p. 5432, 5433); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 5447); Amendement analogue de M. Touchard (p. 5448); Chap. 702 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour le personnel des transferts de corps (p. 5449); Chap. 711 : Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour transfert de corps (p. 5449, 5450). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre* [31 août 1948] (p. 6406).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *En qualité de Rapporteur pour l'Air* [9 juin 1949] (p. 3233, 3234, 3235, 3236); Etat A, AIR; Chap. 320 : Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de déplacement [16 juin 1949] (p. 3439); Chap. 912 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'Air [17 juin 1949] (p. 3473, 3474, 3477); le retire (p. 3477); Chap. 923 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études et prototypes (p. 3489); le retire (*ibid.*); MARINE, Chap. 904 : Refontes et gros travaux de la flotte [21 juin 1949] (p. 3534); Ses explications de vote sur l'ensemble [24 juin 1949] (p. 3757); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat C, AIR; Chap. 331 : Matériel de série de l'armée de l'air [22 juillet 1949] (p. 5036); — du projet

de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 5 bis : *Interdiction faite à la S.N.C.F. d'accroître ses participations financières* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4036). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées, Air* (Cabinet Bidault), Décret du 29 octobre 1949 (*J.O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 356, 357); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131); *Ordre du jour de M. Marty demandant l'annulation des licenciements prononcés à la S.N.E.C.M.A.* (p. 3151); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR : *Ses observations sur le budget de l'air* [11 mai 1950] (p. 3523, 3524, 3525, 3526); Chap. 1005 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la solde des officiers (statut des officiers généraux)* (p. 3527); *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (limite d'âge du personnel navigant)* (p. 3527); Chap. 3055 : *Frais de transport du personnel* (p. 3528); Chap. 3075 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits demandés pour le logement et le cantonnement* (p. 3528); Chap. 3115 : *Amendement de M. Bouret tendant à supprimer les crédits pour la préparation militaire* (p. 3529); Chap. 3145 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel roulant* (p. 3530); Chap. 3175 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien de l'armement* (p. 3530); Chap. 900 : *Amendement de M. P.-O. Lapie tendant à réduire de 4.000 francs les crédits prévus pour les installations de bases (Essey-lès-Nancy)* (p. 3532); Chap. 912 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la construction du matériel de série (hélicoptères)* (p. 3532, 3533); Etat B, AIR, Chap. 3317 : *Sa demande d'augmentation des crédits pour le matériel de transports* (p. 3534); Chap. 335 : *Construction de prototypes* (p. 3535); Chap. 932 : *Amendement de M. Palewski tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement technique (souffleries de Meuçon)*

(p. 3536); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 5, Etat B : *Matériel de transport civil (plan de construction aéronautique)* [21 juillet 1950] (p. 5771, 5772); Art. 23 : *Nomination d'officiers supérieurs et généraux de l'air* [22 juillet 1950] (p. 5792, 5793). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6142, 6143, 6144, 6145). — Répond à une question de M. Minjoz relative à la protection contre les fraudes en matière de fromages [28 juillet 1950] (p. 6151). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Motion préjudicielle de M. Moynet demandant le report du débat (état de l'aviation française)* [27 décembre 1950] (p. 9674, 9675); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR; Chap. 9121 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [29 décembre 1950] (p. 9792, 9793); — du projet de loi relatif à la constitution de détachements de météorologie; Art 2 : *Amendement de M. Girardot tendant à défendre le statut des fonctionnaires contre les exceptions prévues* [16 février 1951] (p. 1263); Art. 4 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental accordant le rang de sous-officier à tous les adjoints techniques* (p. 1263, 1264). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées (Air)* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J.O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies ; Art. 2, AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Amendement de M. Montel tendant à supprimer l'abattement de 4.600 millions (achat de matériel français)* [8 mai 1951] (p. 4809, 4810); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour 1951; Etat A, AIR; Chap. 9230 : *Demande de rétablis-*

sement des crédits pour études et prototypes (avions à réaction) [18 mai 1951] (p. 5422, 5423).

**MARRANE (M. Georges)**, *Conseiller de la République.*

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 5 mai 1947.

Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; Chap. 901 : *Amendement de M. Frédel tendant à réduire les crédits pour les dépenses d'équipement des organismes d'hygiène sociale* [7 mars 1947] (p. 750, 751) ; Chap. 902 : *Amendement de Mme Denise Bastide relatif aux dépenses d'équipement pour la protection de l'enfance* (p. 752). — Sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* est acceptée [Décret du 5 mai 1947] (*J. O.* du 6 mai 1947, p. 4223).

**MARTEL (M. Henri)**, *Député du Nord*  
(3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39).

Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

**MARTEL (M. Louis)**, *Député de la Haute-Savoie.*

*Questeur de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948]

(p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des moyens de communication en vue de la représenter au sein du Comité consultatif du tourisme [*J. O.* du 28 février 1947] (p. 1895). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui permettront au tourisme français de concourir efficacement au relèvement national, n° 1410. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, n° 1638. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours d'urgence pour venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe des Houches (Haute-Savoie), n° 4395. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 14 du Règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant le tourisme à l'examen, pour le fond, de la Commission des moyens de communication, n° 4430. — Le 9 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi portant création d'un Centre national du tourisme, n° 5222. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le développement des possibilités touristiques de la côte bretonne ; 2° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer le tourisme dans le département de l'Ariège, par la création de la route de montagne allant de Vicdessos à Ustous et l'aménagement des stations hivernales et climatiques d'Ax-les-Termes et d'Aulus ; 3° de MM. Viatte, Beauquier, Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme en Franche-

Comité ; 4<sup>o</sup> de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie des frais occasionnés par l'organisation d'un Festival de la Fleur et de son parfum dans les Alpes-Maritimes et à en constituer le Comité national ; 5<sup>o</sup> de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le développement du tourisme populaire dans les départements de la région jurassienne ; 6<sup>o</sup> de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission ; 7<sup>o</sup> de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer sa décision supprimant le Commissariat au tourisme et le remplaçant par une direction générale du Ministère des Travaux publics et des Transports ; 8<sup>o</sup> de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder des prêts de 3 1/2 0/0 à l'hôtellerie et à assouplir les formalités pour obtenir ces prêts ; b) à ne pas exiger le règlement des impôts des commerçants des stations thermales, avant la fin de saison ; 9<sup>o</sup> de M. Pénoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme dans les Ardennes françaises, n<sup>o</sup> 8346. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à la suppression du Comité consultatif du Tourisme, n<sup>o</sup> 9338. — Le 2 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surséoir à la vente des hôtels Sokolnikoff, n<sup>o</sup> 10162. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh et plusieurs de ses collègues tendant à prévoir les moyens de transport suffisants et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'A.O.F., d'A.E.F., de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre annuellement en pèlerinage à « La Mecque », n<sup>o</sup> 10291. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression du Comité consultatif du Tourisme, n<sup>o</sup> 10305. — Le 22 juin 1950, un

rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh et plusieurs de ses collègues tendant à prévoir les moyens de transports suffisants et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'A.O.F., d'A.E.F., de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre annuellement en pèlerinage à « La Mecque », n<sup>o</sup> 10405. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de MM. Louis Martel, Médecin et Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la vente des hôtels Sokolnikoff, n<sup>o</sup> 10480. — Le 21 juillet 1950, une proposition de loi portant création au sein de la Caisse centrale du Crédit hôtelier, commercial, industriel d'une section de crédit thermal, n<sup>o</sup> 10703. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à prévoir les moyens de transport suffisants et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'A.O.F., d'A.E.F., de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre annuellement en pèlerinage à La Mecque, n<sup>o</sup> 10776.

#### Interventions :

Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 48), [14 janvier 1947] (p. 4). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 700 : *Prix de vente du lait* [12 juin 1947] (p. 2040); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, État A, INTÉRIEUR, Chap. 508 : *Annuités de l'Etat aux communes des zones franches de Gex et Haute-Savoie* [7 août 1947] (p. 4081, 4082). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique financière et économique du Gouvernement (Tourisme étranger) [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 1594); — sur le projet de

loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 8; *Amendement de M. Billères tendant à instituer une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics au profit du Fonds départemental de péréquation* [11 décembre 1947] (p. 5615, 5616). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 155, *Commissariat général au Tourisme* [21 juin 1948] (p. 3759, 3760); — d'une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. André Mercier tendant à rendre autonome de l'Assemblée Nationale, le budget de l'Assemblée de l'Union française* [27 décembre 1948] (p. 8014). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, transports et tourisme, Etat A, Chap. 133 : *Commissariat général au Tourisme* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1076, 1077); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtels; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter l'énumération des prestations secondaires* [29 mars 1949] (p. 1807). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 mars 1950] (p. 2661); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur les pensions versées aux anciens parlementaires condamnés et à leurs ayants droit)* [14 juin 1950] (p. 4790, 4792, 4793); — d'une proposition de loi relative au pèlerinage à la Mecque des musulmans de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1950] (p. 5657); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9290). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326).

**MARTINE (M. Jean-Charles)**, *Député de la Côte française des Somalis.*

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 89). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1949] (p. 34); [21 mars 1950] (p. 2202). — Est élu vice-président de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [14 mars 1950] (p. 1966); de la Commission des finances [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité directeur du F. I. D. E. S. [8 juillet 1949] (**F. n° 430**).

#### Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Côte française des Somalis, n° 728. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des cercles de Tadjoura et de Obock en Côte française des Somalis, durement éprouvées par la sécheresse depuis 1946, n° 3122. — Le 28 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc C. F. A. en côte française des Somalis, le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, n° 3168. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines délibérations des Assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale, n° 3607. — Le 11 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines délibérations des Assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale, n° 3788. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 40 du titre VI de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de

l'Assemblée Nationale, n° 3907. — Le 30 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. la proposition de résolution de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre dans le meilleur délai possible à l'Assemblée Nationale un projet de loi tendant à l'abrogation du décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer autre que l'Indochine ; II. la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947, qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, n° 5120.

— Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française, n° 7025.

— Le 12 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée Nationale à voter une loi suspendant l'application de l'article 9 du décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret, n° 7863. — Le 29 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les effectifs du corps de l'inspection du travail et des affaires sociales de la France d'outre-mer et portant prise en charge par l'Etat de la rémunération de ces fonctionnaires, n° 13029.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 318 : *Services coloniaux des ports de Marseille et de Bordeaux* [19 juin 1947] (p. 2228) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 310 : *Matériel de l'Agence économique des colonies* [7 août 1947] (p. 4051). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 32 :

*Son amendement tendant à étendre l'application de la loi à la Côte française des Somalis* [7 juillet 1947] (p. 2791, 2793) ; *Nouvelle rédaction de l'article* [8 juillet 1947] (p. 2804) ; — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel [16 juillet 1947] (p. 3084) ; — sur le projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 2, AGRICULTURE, Chap. 406 : *Contribution de l'Etat aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles* [27 décembre 1947] (p. 6380). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une allocation de vieillesse aux non salariés ; Art. 28 : *Application de la loi aux territoires d'outre-mer* [28 décembre 1947] (p. 6414) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6415) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 245, 246) ; — du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 483, 484) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre les avantages du reclassement aux fonctionnaires d'outre-mer* (p. 501, 502, 503) ; *le retire* (p. 503) ; *Son amendement relatif au matériel et aux casernements de la gendarmerie* [10 février 1949] (p. 589) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 4 : *Son amendement tendant à étendre les avantages du reclassement aux fonctionnaires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 501, 502, 503) ; *le retire* (p. 503) ; — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 637, 638). — Est entendu sur un incident : *Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux* [12 février 1948] (p. 665). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement, budget 1948 (Dépenses civiles) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1074, 1075) ; — du projet de loi relatif aux délibérations des Assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1948] (p. 1792) ; — de la proposition de résolution adressant un hommage de sympathie à l'Etat d'Israël : *Demande de discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2743) ; *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* [20 mai 1948] (p. 2782) ; — du projet de loi portant aména-



gement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Réglementation du travail en Afrique* [9 juin 1948] (p. 3321, 3323, 3325); *Ses observations sur la politique gouvernementale outre-mer* (p. 3326, 3327); Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 3342); Chap. 312 : *Postes coloniaux de radiodiffusion* (p. 3357); Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 3357, 3358); Chap. 506 : *Subventions à la Côte des Somalis* (p. 3358); FINANCES, Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5152, 5153); — du projet de loi relatif au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3788); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : Convention de coopération économique européenne; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [6 juillet 1948] (p. 4379, 4380); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Aujoulat tendant à ne pas appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* [9 août 1948] (p. 5611, 5612); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5876); *Amendement de M. Guillon tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les territoires d'outre-mer* (p. 5909); Art. 51 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reporter l'élection des conseillers des territoires d'outre-mer* (p. 5922); *Son amendement tendant à permettre aux députés élus au collège unique de choisir entre les deux collèges pour voter* (p. 5924); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 51 : *Amendement de M. Silvandre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Sénégal, au Soudan et à Madagascar* [20 septembre 1948] (p. 6747); — du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7523); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des produits agricoles coloniaux, bananes, cacao, café et vanille)* [25 février 1949] (p. 998, 999); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Proposition de M. Juglas d'interrompre la dis-*

*ussion* [10 mars 1949] (p. 1529); — du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un collège de grands électeurs dans la province de Saïgon-Cholon* [11 mars 1949] (p. 1584, 1585); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 mars 1949] (p. 1937); Chap. 100 : *Réorganisation du Ministère* (p. 1956); Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 1959); Chap. 503 : *Subventions au budget de la Somalie française* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1977); Chap. 603 : *Caisse intercoloniale de retraite* (p. 1979); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 5 : *Amendement de M. Hamani Diiori tendant à étendre la loi aux invalides des territoires d'outre-mer* [12 avril 1949] (p. 2396, 2397). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement français au sujet des anciennes colonies italiennes [12 avril 1949] (p. 2417). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant la composition et l'organisation du Haut Conseil de l'Union française, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2470); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Aumeran* (p. 2472); — du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mai 1949] (p. 2886, 2887); — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 juin 1949] (p. 3140, 3141); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Subventions au F.I.D.E.S.* [6 juillet 1949] (p. 4295). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer* [20 octobre 1949] (p. 5902, 5903). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents sanglants survenus à Djibouti les 19 janvier, 23 août et 19 octobre 1949 [29 novembre 1949] (p. 6448). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement des territoires d'outre-mer* [26 décembre 1949] (p. 7247); —

du projet de loi approuvant les rapports des États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 667); — du projet de loi organisant un référendum dans les établissements français de l'Inde : *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1437, 1438, 1439); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Amendement de M. Capitant tendant à attribuer deux sièges aux groupes modérés* [24 février 1950] (p. 1443); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Son amendement tendant à ne faire supporter qu'en 1951, les dépenses de la magistrature par les budgets locaux* [6 juin 1950] (p. 4317, 4318); *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4319); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour le personnel de l'administration centrale (création d'emplois)* (p. 4329, 4330); Chap. 1280 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (incidents de la Côte d'Ivoire)* (p. 4336); Chap. 1240 : *Indemnité de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5824, 5825). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis*) [22 juillet 1950] (p. 5808, 5809). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5830, 5831, 5832, 5833, 5834); Art. 2 : *Amendement de MM. Juge et Silvanre tendant à prévoir 24 membres élus par un collège unique* [24 juillet 1950] (p. 5844, 5845); Art. 5 : *Amendement de M. Duveau tendant à supprimer la représentation des tirailleurs sénégalais* [26 juillet 1950] (p. 6032); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juillet 1950] (p. 6092); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 38 : *Son amendement relatif à l'initiative des dépenses, partagée entre l'Assemblée et le chef du territoire* [4 août 1950] (p. 6760); Art. 59 : *Son amendement tendant à autoriser le président de l'Assemblée à inscrire des propositions à l'ordre du jour* (p. 6760); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 21 : *Son amendement tendant à sou-*

*mettre les caisses de secours aux dispositions réglementaires en vigueur* [16 décembre 1950] (p. 9204); Art. 27 : *Son amendement tendant à prévoir la mise à la disposition de locaux par les gouverneurs au profit des syndicats* (p. 9210); *le retire* (p. 9211); Art. 70 : *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas payer les heures de nuit à un tarif spécial* [17 février 1951] (p. 1309); Art. 91 : *Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte de l'avis de la commission consultative du travail du Ministère des Territoires d'outre-mer* [24 février 1951] (p. 1624); *Amendement de M. Castellani relatif au remboursement de la valeur du logement* (p. 1625); Art. 98 : *Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail* [17 mars 1951] (p. 2104); Art. 140 : *Son amendement tendant à prévoir le cas de défaut de service médical public* [14 avril 1951] (p. 3314, 3315); Art. 142 : *Inspecteurs du travail* (p. 3319, 3320); Art. 144 : *Amendement de M. Castellani tendant à tenir compte des pouvoirs parrains des chefs de territoire* (p. 3322, 3323); Art. 145 : *Demande de disjonction du second alinéa mettant la rémunération des inspecteurs du travail à la charge de l'Etat* (p. 3324, 3325); Art. 145 : *Amendement de M. Burlot relatif au salaire et aux indemnités des inspecteurs du travail* [29 avril 1951] (p. 4265); Art. 153 : *Amendement de M. Benoist tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale* (p. 4270, 4271); Art. 154 : *Son amendement relatif au rôle du suppléant légal* (p. 4271); *le retire* (ibid.); Art. 91 : *Amendement de M. Duveau tendant à ne pas faire de différence entre les diverses catégories de travailleurs* (p. 4274); Art. 166 : *Sous-amendement de M. Castellani tendant à faire fixer par arrêté les mentions apportées sur la carte de travail* (p. 4283); Art. 171 : *Amendement de Mme Lefebvre relatif au rôle de l'office de main-d'œuvre en cas de grève* (p. 4285); Art. 191 : *Amendement de M. Castellani tendant à écourter le délai si le tribunal le juge utile* (p. 4300); Art. 200 : *Arbitrage en cas de grève* (p. 4305); Art. 208 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert* [30 avril 1951] (p. 4373); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4377). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur les*

*crédits accordés au F.I.D.E.S.* [9 mars 1951] (p. 1884, 1885); — à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 38: *Amendement de M. Arthaud tendant à augmenter le nombre des députés des territoires d'outre-mer* [21 mars 1951] (p. 2430); — à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (investissements dans les territoires d'outre-mer)* [4 avril 1951] (p. 2680); Chap. 1270: *Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité (procès des pères blancs de Dakar)* [5 avril 1951] (p. 2744); Chap. 6010: *Demande de rétablissement des crédits pour la caisse des retraites des territoires d'outre-mer, présentée par le Gouvernement* [26 avril 1951] (p. 4016); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3399); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer: *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3852, 3853); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économie; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5000: *5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* [9 mai 1951] (p. 4899, 4900); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [11 mai 1951] (p. 5075). = S'excuse de son absence [19 juillet 1948] (p. 4823); [29 novembre 1949] (p. 6398). = Obtient des congés [19 juillet 1948] (p. 4823); [29 novembre 1949] (p. 6398).

**MARTINEAU (M. Jean)**, *Député de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] p. 39). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'éducation nationale [17 janvier

1950] (p. 299). [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Chaumel et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République, relative à l'application de l'article 33 (droit de reprise) du statut des baux ruraux conformément à l'interprétation formulée par la loi du 9 avril 1947, **n° 2223**. — Le 21 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'application de l'article 33 (droit de reprise) du statut des baux ruraux conformément à l'interprétation formulée par la loi du 9 avril 1947, **n° 2467**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, **n° 3752**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, **n° 4800**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Buron tendant à définir la situation des fermiers et métayers occupants de fait au regard de l'application de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage et de la loi du 13 avril 1946, **n° 4825**. — Le 4 mai 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1250 du 5 août 1948 organisant le marché des sels de l'Ouest, **n° 9857**.

#### Interventions :

Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Chaumel concernant l'article 33 (droit de reprise) du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4238); Art. 3. *Amendement de M. Orvoen*

tendant à appliquer l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 15 avril 1945, au bail à domaine congéable (*ibid.*).

**MARTY (M. André)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [25 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder la mention « mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne, dans les rangs de l'armée régulière de la République espagnole, n° 888. — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mise au travail des condamnés pour fait de collaboration avec l'ennemi, n° 1247. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en pleine activité la Société nationale d'études et de construction de matériel aéronautique, n° 4394. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à maintenir en pleine activité la Société nationale d'études et de construction de matériel aéronautique, n° 4637. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à l'enseignement de la langue catalane dans les Universités de Montpellier et de Toulouse et dans certains établissements d'enseignement, n° 5028. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel, à assurer du travail et à payer intégralement leur salaire aux 2.000 ouvriers de l'usine Citroën réduits au chômage par un incendie, n° 6312. — Le 11 juillet 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de

guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés aux ayants cause des combattants de la guerre 1939-1945, et à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladies, alors qu'ils appartenaient à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945, n° 7853. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, n° 8293. — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser une indemnisation des heures perdues par suite des mesures réduisant l'attribution d'énergie électrique, n° 8669. — Le 31 décembre 1949, une proposition de loi tendant à mettre un terme à la liquidation des usines nationales d'aviation, à réembaucher le personnel licencié et à prescrire au Gouvernement de déposer un programme de constructions d'appareils nécessaires à l'aéronautique civile et de fabrications de paix utiles à la nation, n° 8923. — Le 2 mai 1950, une proposition de loi tendant à assurer aux lock-outés de la S. N. E. C. M. A. une indemnité égale aux trois quarts de leur salaire habituel, n° 9821. — Le 8 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la régularité des opérations électorales à l'occasion du renouvellement de la moitié des délégués à l'Assemblée algérienne, n° 11880 (Rectifié).

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4484, 4485, 4486, 4487, 4488, 4489, 4490, 4491, 4492); — des interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5076, 5077); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Incidents des Alpes-Maritimes* [29 novembre 1947] (p. 5338). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (*Crédits à la S. N. E. C. M. A.*) : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3162); —

du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à interdire la fonction d'administrateur aux personnes ayant travaillé pour les anciennes sociétés* [25 juin 1948] (p. 3975); Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire la participation de sociétés étrangères* (p. 3993, 3994); Art. 3 : *Etablissement d'un bilan par l'administrateur spécial* (p. 3995); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4011, 4012, 4013); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Sa réponse au sujet de son discours prononcé à Rouen contre la guerre éventuelle avec l'U. R. S. S. et la sujétion actuelle de l'armée française aux Anglais* [23 novembre 1948] (p. 7175, 7176, 7177). — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion de sa proposition de résolution relative aux secours aux ouvriers de l'usine Citroën [11 février 1949] (p. 507, 508). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> *quinquies* : *Interdiction d'étendre l'activité des sociétés nationales d'aéronautique sans l'autorisation du Parlement* [29 juillet 1949] (p. 5491); Art. 6 : *Licenciement des employés de ces sociétés* (p. 5494, 5495). — Dépose une demande d'interpellation sur les coupures de courant électrique en France [10 novembre 1949] (p. 6074); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6425, 6426); la développe [9 décembre 1949] (p. 6740, 6741, 6742, 6750); *Son ordre du jour demandant la reprise du plan d'équipement de 1946 et la livraison de courant par l'Allemagne* [9 décembre 1949] (p. 6750). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux radiations des listes électorales : *Urgence* [22 novembre 1949] (p. 6154, 6155, 6156). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les coupures de courant* [22 novembre 1949] (p. 6171, 6172). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Amendement de M. Védrynes tendant à augmenter de 1.370 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunication* [26 décembre 1949] (p. 7266). — Dépose une demande d'in-

terpellation sur la fermeture de l'usine de la S. N. E. C. M. A. à Argenteuil [16 février 1950] (p. 1124). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'abrogation de certaines incapacités électorales* [28 février 1950] (p. 1519). — Dépose une demande d'interpellation : sur le fait qu'un criminel de droit commun arrêté à Paris pour un assassinat a été soustrait à la justice française et remis à des autorités américaines [3 mars 1950] (p. 1829); — sur la fermeture de l'usine de moteurs d'avions S. N. E. C. M. A. Kellermann [25 avril 1950] (p. 2806); la développe [2 mai 1950] (p. 3107, 3108 3109. 3110, 3111. 3112, 3113); *Son ordre du jour demandant l'annulation des licenciements prononcés à la S. N. E. C. M. A.* (p. 3149, 3150, 3151, 3152). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion d'une proposition de loi relative au lock-out de la S. N. E. C. M. A.* [16 mai 1950] (p. 3705. 3706); *Temps accordé aux discussions d'urgence* [30 mai 1950] (p. 3998, 3999). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de contentieux et réparations civiles (lock-out Morane-Saulnier à Tarbes)* [5 juin 1950] (p. 4287, 4288); — d'une proposition de loi accordant une indemnité au personnel licencié de la S. N. E. C. M. A. : *Urgence* [22 juin 1950] (p. 5138, 5139). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures arbitraires prises par le Gouvernement contre les républicains espagnols [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur les projets de démembrement de la S. N. C. F. et les compressions accélérées de personnels cheminots [17 octobre 1950] (p. 6920). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur la liquidation de la S. N. C. F.* [24 octobre 1950] (p. 7132); *Réorganisation de la S. N. C. F., loi sur les incapacités électorales, loi relative aux baux commerciaux* [21 novembre 1950] (p. 7627, 7968); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Toujas sur la révocation d'ouvriers de l'arsenal de Tarbes [12 décembre 1950] (p. 8945). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRA-

VAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à supprimer l'article bloquant 35 milliards destinés à la S. N. C. F.* [22 décembre 1950] (p. 9475, 9476, 9478). — Dépose une demande d'interpellation : *sur les légitimes revendications des cheminots* [21 mars 1947] (p. 2469); — *sur les grèves de la R. A. T. P.* [21 mars 1951] (p. 2469).

### MASSON (M. Albert), Député de la Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé vice-président de la Commission de l'agriculture [*J. O.* du 20 janvier 1947] (p. 782). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

#### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge toutes les dépenses pour l'entretien et l'achat du matériel et des locaux des collèges techniques, n° 403. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant au financement de l'apprentissage et de l'enseignement technique, n° 686. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à déterminer un statut provisoire des centres d'apprentissage, n° 687. — Le 25 août 1948, une proposition de loi tendant à : 1° assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur; 2° attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement; 3° préparer la réorganisation de la formation technique supérieure, n° 5388. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'arrêté du 6 septembre 1948, relatif à l'attribution d'une prime unique, uniforme et exceptionnelle de 2.500 fr. aux travailleurs à domicile et aux concierges d'immeubles d'habitation, n° 5496. — Le 2 dé-

cembre 1948, une proposition de loi tendant à déterminer un statut des centres d'apprentissage, n° 5704. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention annuelle de 300.000 francs pour l'entretien des maisons natale et familiale de Louis Pasteur, transformées en musées à Dôle et à Arbois et contrôlées par l'Etat, n° 7779. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage, n° 11302. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à amnistier les faits commis à l'occasion des grèves et des conflits sociaux, n° 11812. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 10906) complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, n° 12731. — Le 26 avril 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 11302) de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage, n° 12987.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'Exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 947 : *Son amendement tendant à reprendre le crédit accordé par le Gouvernement pour subventions aux collectivités pour travaux d'aménagement sportif* [7 mars 1947] (p. 737, 738). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1947] (p. 3392); Chap 344 : *Collèges techniques* (p. 3412); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Amendements de MM. Duclos et Schauffler tendant à exonérer les artisans* [3 janvier 1948] (p. 16, 17). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 2 janvier 1948 portant réalisation

d'économies pour le Ministère de l'Education nationale et supprimant des emplois dans l'enseignement technique [5 janvier 1948] (p. 96). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 50 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* [3 août 1948] (p. 5278); Chap. 409 : *Bourses de l'enseignement technique* [4 août 1948] (p. 5326); Chap. 411 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses des centres d'apprentissage* (p. 5327); le retire (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime uniforme et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6566); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7081); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage : *Discussion générale* [14 décembre 1948] (p. 7579, 7580); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet* (p. 7580); Art. 2 : *Son amendement tendant à solliciter l'avis du Conseil supérieur de la formation professionnelle et non pas du Ministère des Finances* [16 novembre 1948] (p. 7608); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage* (p. 7611, 7612); Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver le nom de Centre d'apprentissage aux établissements publics* (p. 7613); Art. 9 : *Amendement de Mlle Dienesch tendant à maintenir provisoirement le concours de l'enseignement technique* (p. 7615); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Amendement de M. Airoidi tendant à prévoir un crédit de 70 milliards pour les constructions scolaires, prélevé sur les crédits militaires* [3 mars 1949] (p. 1189); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 132 : *Traitements des professeurs des lycées et collèges* [5 avril 1949] (p. 2027); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8039 : *Reconstruction des établissements d'enseignement technique* [4 juillet 1949] (p. 4158, 4159); Chap. 9079 : *Travaux des centres d'apprentissage* (p. 4161); Chap. 9099 : *Equipped des centres d'apprentissage* (p. 4161).

— Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre l'épidémie de typhoïde qui sévit dans les départements de la Loire et du Rhône [29 décembre 1949] (p. 7509); — sur les manifestations qui se sont déroulées à Roanne pour la défense de la paix, et l'intervention des C.R.S. [10 mai 1950] (p. 3475). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour frais de déplacement des compagnies républicaines* [31 mai 1950] (p. 4078); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1560 : *Personnel des centres d'apprentissage* [17 juillet 1950] (p. 5478); Chap. 1570 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel contractuel des centres d'apprentissage (création de nouveaux centres)* (p. 5480); Chap. 1580 : *Auxiliaires des centres d'apprentissage* (p. 5480); Chap. 1600 : *Indemnités aux stagiaires des écoles normales d'apprentissage* (p. 5481); Chap. 1610 : *Professeurs d'éducation physique* (p. 5481); Chap. 3540 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des centres d'apprentissage* [18 juillet 1950] (p. 5525, 5526) Chap. 3660 : *Matériel d'éducation physique pour l'enseignement post-scolaire* (p. 5531); Chap. 3680 : *Construction de collèges du second degré (centres régionaux d'éducation physique)* (p. 5532); Chap. 3718 : *Etablissements d'enseignement de la jeunesse et des sports* (p. 5536); Chap. 4110 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses d'enseignement technique* (p. 5550); Chap. 5300 : *Apprentissage artisanal* (p. 5565); Chap. 5380 : *Subventions aux associations sportives* (p. 5569, 5570); Chap. 6050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air* [19 juillet 1950] (p. 5607); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4495, 4496). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du plan d'économie au Ministère de l'Education nationale [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7936, 7937); — du projet

de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9050 ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la construction des établissements de l'enseignement technique* [11 avril 1951] (p. 3094) ; Chap. 9070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la construction de centres d'apprentissage* (p. 3095). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Enseignement de la langue allemande en Alsace*) [20 avril 1951] (p. 3647). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils et 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1360 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement secondaire (création de postes)* [21 avril 1951] (p. 3708) ; Chap. 1520 : *Etablissements d'enseignement technique* (p. 3738) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (surpopulation des collèges techniques)* (p. 3739, 3740) ; *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (écoles d'apprentissage de Strasbourg)* (p. 3740, 3741) ; Chap. 1540 : *Centres d'apprentissage* (p. 3742, 3743) ; Chap. : 1550 : *Personnel contractuel des centres d'apprentissage (insuffisance des centres)* (p. 3744) ; Chap. 1560 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel auxiliaire des centres d'apprentissage* (p. 3744) ; *le retire* (p. 3745) ; Chap. 3460 : *Matériel de l'enseignement technique* [23 avril 1951] (p. 3767) ; Chap. 3480 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'enseignement technique* (p. 3768) ; Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 3771).

**MASSON (M. Jean)**, *Député de la Haute-Marne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 novembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [2 novembre 1950] (p. 7375), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission

des boissons [17 janvier 1950] (p. 299). — Est élu vice-président de la Commission de l'agriculture [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre : de la Commission des finances [29 juillet 1950] (p. 6198) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 février 1951] (p. 1338) ; suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de loi (rectifiée) relative à la représentation des ouvriers et employés devant les Conseils de prud'hommes, **n° 239 (rectifiée)**. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les services administratifs inutiles et à réduire le nombre des fonctionnaires, **n° 707**. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer au personnel des P.T.T. les prestations en nature auxquelles il a droit, **n° 967**. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour réviser et améliorer la réparation des dommages causés par les troupes alliées dans les maisons réquisitionnées, **n° 1182**. — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la loi du 3 juillet 1944 et à reconnaître la qualité de salarié aux gérants succursalistes des maisons d'alimentation de détail, de façon à les faire bénéficier de toutes les lois sociales, **n° 1251**. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France, **n° 1815**. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux des paquets acheminés par la voie des airs et à destination des militaires du Corps expéditionnaire d'Indochine, **n° 2389**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux pour l'expédition des colis adressés aux militaires effectuant leur temps de service ou rappelés sous les drapeaux, **n° 2888**. — Le



18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à la prorogation jusqu'au 31 mars 1948 de la loi du 13 septembre 1946, instituant une allocation temporaire aux vieux autres que les salariés et élevant le taux de cette allocation à 1.200 francs par mois, n° 2917. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à autoriser l'utilisation de la procédure du recours gracieux pour les redevables, au titre du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, dans l'impossibilité reconnue de faire face aux versements qui leur seront demandés, n° 3099. — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation les revenus exceptionnels et différés, n° 3162. — Le 26 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France, n° 3568. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser la place, dans la hiérarchie administrative, des emplois occupés par les fonctionnaires des services agricoles départementaux, n° 3619. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reculer la date de mise à la retraite des fonctionnaires, pères de familles nombreuses, n° 3627. — Le 5 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions de la circulaire du 10 janvier 1947 relative à l'interprétation de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et à assurer aux sinistrés une juste réparation des dommages qu'ils ont subis, n° 3680. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947-1948 ; 2° de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé ; 3° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour

le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé ; 4° de M. Dulin et plusieurs de ses collègues transmise par M. le président du Conseil de la République tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 par la fixation à deux quintaux à l'hectare emblavé de la prime d'encouragement et par l'octroi d'une prime supplémentaire d'un quintal par hectare ensemencé en sus des emblavements de l'an dernier, n° 3808. — Le 18 mars 1948, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport, n° 3862. — Le 10 juin 1948, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Edgar Faure et Hugues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la Direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au Ministère de la Production industrielle, n° 4510. — Le 18 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les permissions agricoles en faveur des agriculteurs sous les drapeaux, n° 4619. — Le 28 juin 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier, pour les déplacements officiels, les sociétés sportives d'amateurs d'une réduction de 75 0/0 des tarifs de la S.N.C.F. lorsqu'elles participent à des compétitions ou à des championnats, n° 4738. — Le 28 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux entreprises sinistrées la possibilité d'amortir, au point de vue fiscal, les immobilisations reconstituées sur le coût total à 50 ou 100 0/0, au fur et à mesure des dépenses, sans perdre l'exonération fiscale des indemnités reçues, n° 4739. — Le 27 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au réajustement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux ou à leurs ayants droit, n° 5067. — Le 25 novembre 1948, une proposition de loi tendant à l'annulation des promesses de vente d'immeubles consenties avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et non réalisées, n° 5652. — Le 7 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier, pour les déplacements officiels, les sociétés sportives d'amateurs d'une réduction de 50 0/0 des tarifs de la S.N.C.F. lorsqu'elles participent à des

compétitions ou à des championnats, n° 5722. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 26 janvier 1949, relatif aux taux d'extraction et aux caractéristiques obligatoires des différentes farines, n° 6297. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter d'urgence une solution à la question du stock outil dans la meunerie, n° 6345. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 11 janvier 1949 et à ramener le prix des issues de meunerie à 800 francs le quintal, n° 6346. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le Haut-Commissariat au Ravitaillement et ses services, n° 6425. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer les élections complémentaires aux chambres d'agriculture par application de la loi du 3 janvier 1924, n° 7422. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les soutiens de famille de l'exemption totale ou d'une réduction du temps de service militaire, n° 7423. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à maintenir dans leurs droits acquis les bénéficiaires du décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux pensions, n° 7460. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines modifications au régime des prestations familiales des travailleurs indépendants, n° 7731. — Le 20 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, n° 8232. — Le 4 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave ; 2<sup>o</sup> de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, n° 8311. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché des fromages de garde, n° 8385. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à préciser la date de prise d'effet de la loi n° 49-1033 du

31 juillet 1949 relative au régime des mutations par décès, n° 8638. — Le 16 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la liquidation des péréquations de pensions et à présenter un rapport sur l'état des travaux avant le 1<sup>er</sup> mars 1950, n° 8748. — Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de la législation sur les dommages de guerre les enfants mineurs français, dont l'un des auteurs de nationalité française est mort pour la France, n° 9082. — Le 23 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P.T.T. des dispositions du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles de l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque, n° 9300. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi relative à la législation laitière, n° 9764. — Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 du Code général des contributions directes, n° 9792. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la répartition du prélèvement de 2 0/0 prévu par l'article 8 du décret du 19 janvier 1950 entre les agents des contributions indirectes chargés du recouvrement, n° 9851. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de certains impôts les personnes âgées qui cèdent leurs droits à dommages de guerre, n° 9852. — Le 22 mai 1950, une proposition de loi annulant le décret n° 50-541 du 30 avril 1950 relatif à la fixation du prix du blé, n° 10026. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à créer la tenue d'un compte spécial des eaux-de-vie de fruits à noyau, n° 10520. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Legendre et plusieurs de ses collègues annulant le décret n° 49-1546 du 1<sup>er</sup> décembre 1949 relatif au plan de production betteravière, n° 10657. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'encouragement de la production du blé, n° 11307. — Le 27 décembre 1950, une proposition de loi ayant pour but de permettre aux meuniers la constitution d'un stock outil ne dépassant pas vingt jours d'approvisionnement, n° 11771. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des

postes de chefs de service dans les contributions directes, n° 12280. — Le 6 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement la loi du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, n° 12733. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à inviter l'administration des contributions directes à donner tous renseignements utiles aux cultivateurs exploitants pour le classement de leurs exploitations en vue de leur imposition, n° 12776. — Le 11 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, n° 12777.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1011); — des interpellations relatives au problème du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1595 à 1598); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gabriel Cudenet* [16 mai 1947] (p. 1654, 1655). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [2 juillet 1947] (p. 2630, 2631). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Longueur des débats* [12 août 1947] (p. 4301); 1<sup>re</sup> PARTIE, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier le nombre d'habitants au dessus duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à un tour* (p. 4308); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à limiter la propagande électorale aux communes de plus de 9.000 habitants* (p. 4316); 2<sup>e</sup> PARTIE, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le vote préférentiel* (p. 4318); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4319); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les signes préférentiels* (p. 4319); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement concernant le mode d'attribution des sièges* (p. 4319); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique générale en matière agricole [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5162, 5163, 5164, 5165). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Ses explications de*

*vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6125); Art. 7 bis : *Réduction de 10 0/0 sur les dépenses de l'Etat* (p. 6149, 6150, 6151); *Son amendement tendant à ne percevoir le prélèvement que si les dépenses de l'Etat ont été réduites* (p. 6153); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947; Etat 2, EDUCATION NATIONALE, Chap. 260-2 : *Relèvement du taux des heures supplémentaires* [27 décembre 1947] (p. 6380, 6381); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du 1<sup>er</sup> trimestre 1948; Art. 10 : *Son amendement tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination d'officiers généraux* [30 décembre 1947] (p. 6554, 6555, 6556); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6598); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 77, 78); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 428); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour attirer l'attention sur les ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts* (p. 447); [6 février 1948] (p. 485, 486, 487), *Se rallie à l'amendement de M. Anxionnaz* (p. 490). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1265, 1266, 1270). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1416, 1417, 1418); — de la proposition de résolution de Mme Vermeersch relative à l'attribution de suppléments de pain aux familles nombreuses : *Ses explications de vote* [27 avril 1948] (p. 2314); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères; Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Farine tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* [14 mai 1948] (p. 2677, 2678); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à*

accorder au locataire le local du bailleur faisant la reprise sauf opposition de celui-ci [3 juin 1948] (p. 3141, 3143, 3144); Art. 26 noniès : Son rappel au règlement (Sa demande de scrutin) [18 juin 1948] (p. 3685); — des interpellations sur la composition du Gouvernement et sa politique générale : *Discussion générale* [7 septembre 1948] (p. 6449, 6450); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête pour vérifier les comptes du Parti communiste et du Populaire* [23 novembre 1948] (p. 7150, 7151); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Sous-amendement de M. Tanguy Prigent tendant à exonérer également les sociétés coopératives agricoles* [23 décembre 1948] (p. 7907); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles : *Demande de M. Chautard de renvoi à la Commission de la justice* [10 février 1949] (p. 476); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les betteraves* [11 février 1949] (p. 514); Art. 16 : *Son amendement tendant à abroger l'article 4 de la loi du 24 septembre 1941 interdisant les apéritifs à base d'alcool* (p. 517, 518); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 535, 536); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la Sécurité sociale aux professions agricoles* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4067, 4068, 4069); *Son amendement tendant à disjoindre l'article* (p. 4069); *le retire* (p. 4070); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir le fonds de solidarité agricole en reprenant le texte du Conseil de la République* (p. 4070). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures à prendre pour assurer les débouchés indispensables à la production agricole [22 février 1949] (p. 794); la développe (*Ses observations sur le rôle essentiel de l'agriculture en France, le problème des engrais, le manque de main-d'œuvre agricole, les importations scandaleuses de pommes de terre de semence en provenance de Hollande, la lourdeur du nouveau système fiscal pour les agriculteurs*) [25 février 1949] (p. 955, 956, 957, 958); — sur l'accord commercial conclu à Francfort le 28 février 1949 avec la trizone [15 mars 1949] (p. 1647). — Prend part à la discussion : du projet de

loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2320); Chap. 113 : *Direction départementale des services agricoles* (p. 2333); Chap. 160 : *Amendement de M. Pavmier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras* (p. 2335); Chap. 174 : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions la contribution de l'Etat aux dépenses des conseils agricoles départementaux* (p. 2345, 2346, 2347); *le retire* (p. 2347); Chap. 310 : *Son amendement tendant à réduire de 5.400.000 francs l'abattement sur le matériel des directions départementales des services agricoles* (p. 2348, 2349); Chap. 310-2 : *Dépenses d'équipement des directions départementales des services agricoles* (p. 2349); Chap. 318 : *Son amendement tendant à augmenter de 17 millions l'abattement sur les frais d'enquêtes statistiques* (p. 2349); *le retire* (p. 2350); Chap. 345 : *Amendement de M. Zunino tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement de la Commission nationale agricole de l'inaptitude au travail* (p. 2354); Chap. 513 : *Aide à l'amélioration de la production agricole* (p. 2366); Chap. 514 : *Encouragement aux meilleurs exploitants agricoles* (p. 2368); Chap. 519 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour les activités culturelles de la jeunesse rurale* (p. 2369); *le retire* (p. 2370); — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir l'avis de la direction départementale des contributions directes* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4016, 4017); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République : *Dispositions générales*; Art. 6 : *Amendement de MM. Penoy, Mallex et Peytel tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4044, 4045); — des interpellations relatives au fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4595, 4596, 4597, 4598, 4609, 4616, 4617); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4729); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4845, 4846); Art. A : *Son amendement tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 4868, 4869); Art. 7 : *Droit de dénonciation*

du forfait par l'intéressé (p. 4888); Art. 10 *quater* : Son amendement tendant à exonérer d'impôts les coopératives pour certaines opérations commerciales d'achat et de vente [21 juillet 1949] (p. 4958); Proposition de M. Marcel David de suspendre le débat (p. 4966); Art. A : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux impôts fonciers sur les propriétés non bâties (p. 4968, 4969, 4970); Art. B : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 11 du décret portant réforme fiscale (p. 4971); Art. 2 : Son amendement tendant à reprendre l'article disjoint par la Commission (p. 4979); Art. 4 *ter* : Son amendement relatif à l'évaluation des bénéfices des bois (p. 4979, 4980); Art. 9 *bis* : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 4980); Art. 10 *bis* : Son amendement relatif au calcul des charges de l'exploitation (p. 4980, 4981); Art. 44 *bis* : Son amendement tendant à répartir les sommes mises en réserve depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1949 [24 juillet 1949] (p. 5161); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 2 : Amendement de M. Hughes tendant à insérer six articles nouveaux portant réglementation du droit de grève [10 novembre 1949] (p. 6033, 6034, 6036, 6037); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave, en qualité de Rapporteur [10 novembre 1949] (p. 6044, 6045, 6058); — d'une proposition de loi, portant revalorisation de la retraite du combattant (*Discussion générale*) [8 décembre 1949] (p. 6689). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6756). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6860, 6861); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* (*Ses observations sur les constructions de l'Etat à l'usage de l'administration*) [22 décembre 1949] (p. 7156, 7157); Art. 27 : Demande de disjonction présentée par M. Halbout de l'amendement de M. Tanguy-Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles [31 décembre 1949] (p. 7638); Art. 27 *bis* : Son amendement tendant à rétablir le droit de timbre sur les affiches (p. 7666, 7667); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Suppression des emplois du service du ravitaillement* [31 décembre 1949] (p. 7662); Amendement de

Mlle Dupuis tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus en fonction (p. 7663); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : Majoration de 25 0/0 sur la taxe locale [29 décembre 1949] (p. 7531); Amendement de M. Emile Hughes tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants (p. 7532, 7533); Art. 2 : Amendement de M. Schmitt tendant à prévoir un régime spécial pour les villes de 25.000 à 100.000 habitants [30 décembre 1949] (p. 7578). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique de garantie des prix agricoles [4 janvier 1950] (p. 162); — sur la prise en charge par le Gouvernement des pertes du Gaz de France [13 janvier 1950] (p. 233). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite du débat sur la politique agricole*) [24 janvier 1950] (p. 469). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Développe son interpellation* (*Ses observations sur la garantie des prix de revient, le problème de la betterave, la libération des échanges, l'équipement rural, la motorisation de l'agriculture, la détaxe des carburants agricoles, le stockage et l'exportation du blé, le prix des fromages et la politique néfaste de l'O.N.I.C.*) [25 janvier 1950] (p. 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498); *Son ordre du jour demandant la garantie des prix agricoles et la hausse du prix de la betterave* [24 février 1950] (p. 1480, 1481, 1482); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Ses explications de vote sur le rapport* [24 février 1950] (p. 1444); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement relatif aux avances à la Caisse centrale de la France d'outre-mer pour l'équipement des territoires d'outre-mer* (p. 2908, 2909); *Le retire* (p. 2909); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 mai 1950] (p. 3183). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Justice*) [17 mai 1950] (p. 3762, 3763). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE : *Ajournement du débat* [17 mai 1950] (p. 3766); AGRICULTURE : *Discussion générale* : *Ses observations sur la nécessité d'augmenter les*

*exportations agricoles, l'établissement du prix de revient du blé par le décret du 30 avril, la taxe d'encouragement aux textiles et l'utilisation des stocks d'alcool* [24 mai 1950] (p. 3852, 3853, 3854, 3855); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales des services agricoles (Reclassement des ingénieurs du service agricole)* (p. 3887); *le retire* (ibid.); Chap. 1310 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Institut de recherche agronomique (Spécialisation de l'enseignement agricole)* (p. 3890); *le retire* (ibid.); Chap. 1630 : *Service des huras* (p. 3895, 3896); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à faire répartir par les conseils généraux les subventions aux activités culturelles* (p. 3944, 3946, 3947); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5652); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 11 : *Attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre* [21 juillet 1950] (p. 5749); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6065). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du blé de la récolte 1950 [17 octobre 1950] (p. 6920); la développe [7 décembre 1950] (p. 8777, 8778, 8779); *Discussion générale* [8 décembre 1950] (p. 8845, 8847, 8848); *Nouvelle rédaction de l'ordre du jour de M. Moussu* (p. 8863, 8864). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction des amendements prévoyant des cas de dispenses. présentée par le Gouvernement* [27 octobre 1950] (p. 7309); *Amendement de M. Temple tendant à prévoir des permissions agricoles* (p. 7322). — Dépose une demande d'interpellation sur la sécurité intérieure du pays menacée par les agents du Kominform [15 décembre 1950] (p. 9151). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* [20 décembre 1950] (p. 9364); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE; Chap. 3050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les frais d'élection aux*

*chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9551); Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9552, 9555); Chap. 5020 : *Amendement de M. Lucas tendant à rétablir les crédits pour frais de vulgarisation et d'information éducatives* [26 décembre 1950] (p. 9623); MARINE MARCHANDE; Chap. 4070 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Secours aux familles des naufragés)* [3 janvier 1951] (p. 82); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la contribution pour les communes sinistrées* [5 janvier 1951] (p. 228). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du budget de l'Agriculture*) [25 janvier 1951] (p. 376). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE; Chap. 5220 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la détaxe des carburants agricoles* [26 janvier 1951] (p. 460, 461); Chap. 5240 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour subventionner le maïs importé* (p. 475); Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour imposition sur forêts domaniales (Ventes de domaines)* (p. 477); *le retire* (p. 478); Art. 3 : *Amendement de M. Valay relatif à l'utilisation de la taxe professionnelle de la production forestière* (p. 479); EDUCATION NATIONALE; Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires élémentaires (instituteurs chargés d'écoles à classe unique)* [21 avril 1951] (p. 3731); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1442); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* [15 mars 1951] (p. 1996); *Son sous-amendement tendant à préciser l'interprétation des bulletins de vote non modifiés* (p. 1997); Art. 6 : *Son rappel au règlement (Deuxième délibération sur le cinquième alinéa relatif aux apparentements nationaux)* [19 mars 1951] (p. 2156); *Demande de disjonction des autres amendements relatifs à*

la date des élections, présentée par la Commission [21 mars 1951] (p. 2461); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 2 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les dommages urbains (indemnisation des branchements d'eau, d'électricité et de gaz)* [18 avril 1951] (p. 3477); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5491, 5492); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les successions entre époux et en ligne directe* (p. 5511); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence [4 février 1947] (p. 148), [15 juillet 1948] (p. 4592), [27 juillet 1948] (p. 4912), [22 juillet 1949] (p. 5012). = Obtient des congés [4 février 1947] (p. 148), [15 juillet 1948] (p. 4592), [27 juillet 1948], (p. 4912), [22 juillet 1949] (p. 5012).

**MATON (M. Albert)**, *Député du Nord* (5<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder et à développer notre agriculture pomologique par la création de centres coopératifs spécialisés dans la technique moderne de la pomologie, n° 874. — Le 13 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser par l'octroi d'un premier secours de 50 millions les victimes des

orages qui ont saccagé, ces temps derniers, de nombreuses communes du département du Nord et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10263.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 104 : *Délégations générales en province* [11 juillet 1947] (p. 3004, 3005); — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947, Etat I, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6376); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'Exercice 1947 : Art. 1<sup>er</sup>, INTÉRIEUR, Chap. 312 : *Amendement de M. Fietez tendant à supprimer les crédits pour le transport de la Sûreté nationale* [19 mars 1948] (p. 1981, 1982); — de deux projets de résolution relatifs aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 60 millions le budget de l'Assemblée Nationale* [17 juillet 1948] (p. 4756); — du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 100 : *Ses observations sur les inspecteurs et inspecteurs généraux* [18 juillet 1948] (p. 4802, 4803); Chap. 112 : *Services extérieurs de la Direction des carburants* (p. 4805); Chap. 116 : *Laboratoire central des services chimiques (Francolor)* (p. 4806); Chap. 322 : *Dépenses de fonctionnement de conseils et de commissions* (p. 4810); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : Art. 7 : *Son amendement tendant à limiter les pouvoirs réglementaires en matière d'organisation, transformation et fusion des services* [10 août 1948] (p. 5673); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure les sociétés d'économie mixte* [20 août 1948] (p. 6036); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1821, 1822, 1823, 1824); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 113 : *Traitement des fonctionnaires de préfectures (cas de*

*M. Bernard, sous-préfet du Nord*) [6 avril 1949] (p. 2139, 2140); — d'une proposition de loi modifiant la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 2 : *Son amendement tendant à exclure de la nationalisation les usines produisant moins de 12 millions de kilowatts-heure par an et ayant un accord avec l'Electricité de France* [20 mai 1949] (p. 2724); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2725, 2726); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2748, 2749, 2750); *Son ordre du jour demandant l'extension des sucreries, l'utilisation de l'alcool comme carburant et le juste prix de la betterave* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2774); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1000 : *Personnel de l'administration centrale (chômage dans l'industrie métallurgique)* [12 juin 1950] (p. 4645, 4646); Chap. 1020 : *Personnel des services extérieurs (service de la propriété industrielle)* (p. 4646); Chap. 5050 : *Ses explications de vote sur le budget de l'Industrie et du Commerce* [22 juillet 1950] (p. 5822). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents survenus à Maubeuge (Nord) lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1951 [6 mai 1951] (p. 4692).

**MAURELLET (M. Augustin), Député de la Charente.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [21 décembre 1946] (p. 201). — Est élu secrétaire de la Commission de la défense nationale [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission de la réforme administrative [19 mai 1948] (p. 2732); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950] (p. 3674). — Est

nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une allocation d'essence aux boulangers ruraux effectuant des tournées dans les communes rurales, **n° 1097**. — Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux habitants de vingt-quatre communes du département de la Charente ravagées par un orage de grêle d'une violence extraordinaire, lundi 27 mai 1947, **n° 1595**. — Le 27 juillet 1948, une proposition de loi tendant à exonérer les agriculteurs bénéficiant de l'allocation temporaire aux vieux du versement de cotisations aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, **n° 5060**. — Le 20 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, **n° 7926**. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à dispenser certains artisans ruraux, âgés de plus de 70 ans, de la taxe sur le chiffre d'affaires, **n° 11383**. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11845) tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements, **n° 12151**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions financières et budgétaires et créant des ressources nouvelles; Art. 3 *quater* : *Délais accordés aux auxiliaires pour faire valider leurs services* [30 décembre 1947] (p. 6581); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses mili-



taires d'avril et mai 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1963) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 52 : *Son amendement tendant à modifier la taxe sur les vins de liqueur* [27 avril 1948] (p. 2288) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5524) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5592) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 1025 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe (sous-officiers de carrière)* [11 mai 1950] (p. 3546, 3547) ; *le retire* (p. 3547) ; Chap. 912 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'armement* (p. 3558) ; Etat B, SERVICE DES POUDRÉS, Chap. 175 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les ouvriers des poudreries nationales* (p. 3601, 3602) ; — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir la réduction du service militaire en cas de réduction dans les autres états européens* [23 novembre 1950] (p. 8082) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 8 : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise à un orphelin d'exploitant agricole* [6 avril 1951] (p. 2850).

**MAUROUX (M. Fernand)**, *Député du Gers.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451 et 5452). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à remplacer la taxe « ad valorem » et la taxe de luxe qui frappent la vente des alcools par la perception de droits spécifiques, n° 1521. — Le 26 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de MM. Ramarony, Bruyneel et Bergasse tendant à rendre une liberté contrôlée au commerce d'importation des céréales secondaires, n° 1849. — Le 29 juillet 1947, une proposition de loi sur l'organisation du marché de la viande, n° 2154. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour la collecte des céréales et le contrôle de leur emploi, n° 2423. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à atténuer les inégalités qui peuvent résulter de l'application des coefficients prévus par l'article 2 de la loi du 7 janvier 1948 portant prélèvement de lutte contre l'inflation, n° 3593. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, n° 3659. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Liquard tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté totale du commerce des bois, n° 4973. — Le 28 juillet 1948, une proposition de loi portant modification de la loi n° 48-571 du 31 mars 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 5074. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques : I. sur le projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels ; II. les propositions de loi : 1° de MM. Mauroux et Catrice tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels ; 2° de MM. Pairault, Maurice Walker et plusieurs de leurs collègues, conseillers de la République, tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, n° 5153 (rectifié). — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la répartition des produits industriels, n° 5833. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant financement des services assurant

la répartition des matières premières et produits industriels, n° 5992 (articles). — Le 3 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir sur une base rationnelle adaptée à la situation les dispositions réglementaires ou fiscales qui entravent le marché des bois, n° 6654. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un programme de congélation de viande afin d'amener la stabilité des prix intérieurs et à préparer une exportation raisonnée, n° 6722. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels, n° 7528. — Le 21 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. le projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels ; II. le projet de loi portant modification à la loi n° 48-1991 du 31 décembre 1948 portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, n° 7967. — Le 30 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la prise en charge par l'Etat et au financement des services assurant la répartition des matières premières et des produits industriels, n° 8121. — Le 20 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 9, 12, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, et 88 de la Constitution, n° 9025. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à réformer la composition et le fonctionnement du Conseil économique, n° 9349. — Le 21 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures, n° 9553. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à réprimer les abus qui ralentissent l'activité des industries et commerces du cuir, n° 9880. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire

accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, n° 9881. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5.0/0, n° 9933. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de MM. Mauroux, Marcel Cartier, Joseph-André Hugues tendant à réprimer les abus qui ralentissent l'activité des industries et commerces du cuir, n° 10730. — Le 29 juillet 1950, une proposition de loi complétant la législation actuelle en faveur des candidats aux services publics empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre, n° 10817. — Le 2 août 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946, sur les nationalisations, n° 10865. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 10 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures, n° 10879. — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 10884) étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la législation métropolitaine relative aux chambres de commerce, n° 12334. — Le 6 avril 1951, une proposition de loi sur les contrats d'enchaînement en usage dans certaines industries, n° 12718. — Le 23 avril 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8517) et la lettre rectificative (n° 12577) au projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations,

n° 12936. — Le 24 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 12718) de M. Mauroux et plusieurs de ses collègues sur les contrats d'enchaînement en usage dans certaines industries, n° 12942.

### Interventions :

Dépose un amendement à l'article 5 du projet de loi modifiant et complétant la législation économique, en vue de permettre au délinquant de fournir des explications devant la Commission [14 février 1947] (p. 333). — Intervient dans la discussion : du projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels, du bétail et de la viande : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1239, 1240); Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que le retrait de la carte professionnelle ne soit effectué que conformément à l'avis d'une commission* (p. 1261, 1262, 1263) Art. 6 : *Son amendement tendant à ce qu'aucune déclaration d'ouverture du commerce ne soit admise après la promulgation de la loi* (p. 1264); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que le retrait de la carte professionnelle d'acheteur ne soit effectué que conformément à l'avis du conseil départemental de la viande* [29 mars 1947] (p. 1317, 1318). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général 1947; Art. 2 *quinquiès* : *Amendement de M. Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3775); Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier les droits sur les alcools* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3870); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Interprétation de l'amendement de M. Rigal repris par MM. Delachenal et Duclos* [22 décembre 1947] (p. 6110); *Son amendement tendant à ce que le contribuable soumis au régime du bénéfice réel puisse demander une détaxe* (p. 6110, 6111); Art. 3 : *Son amendement tendant à étaler sur deux ans les impôts s'appliquant aux cultures spéciales* (p. 6132); *le retire* (p. 6133). — Prend part à la discussion : du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre; en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 février 1948] (p. 1145); Art. 2 : *Amen-*

*dement de M. Leenhardt relatif aux délais de prorogation des groupements d'importation* (p. 1148); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à permettre aux exploitants de constituer des réserves non frappées d'impôts* [22 avril 1948] (p. 2179); — du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels : *Sa demande de discussion d'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4970); en qualité de *Rapporteur* (p. 4987, 4988). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la répartition des produits industriels*) [7 août 1948] (p. 5510). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : Art. 7 : *Son amendement tendant à limiter les pouvoirs réglementaires aux lois en vigueur* [10 août 1948] (p. 5678, 5679); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à disjoindre les deux derniers alinéas* [17 août 1948] (p. 5829); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [23 décembre 1948] (p. 7926); *le retire* (p. 7927); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer en février 1949, la taxe sur l'énergie et celle alimentant le fonds forestier* (p. 7954); *le retire* (ibid.); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Article additionnel : *Son amendement relatif à la taxe alimentant le fonds forestier* [29 décembre 1948] (p. 8112); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8302); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Louvel tendant à confier les fonctions de V.O.C.R.P.I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* (p. 8303, 8304); Art. 4 : *Amendement de M. Abelin tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article* (p. 8307); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques : *Discussion générale* (*Ses observations sur l'obtention de licences d'importation, la hausse du prix des bois et des cuirs, les importations insuffisantes de métaux, la fabrication de tracteurs par les sociétés nationales, la rationalisation des méthodes de travail, la fraude fiscale*) [23 mars 1949] (p. 1754, 1755, 1756); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.;

Chap. 310 : *Son amendement tendant à augmenter de 10 millions l'annulation de crédits sur le transport des correspondances* [12 avril 1949] (p. 2314, 2315); *le retire* (p. 2315); Chap. 313 : *Son amendement tendant à augmenter de 40 millions l'annulation de crédits sur l'entretien du matériel automobile* (p. 2315, 2316); — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Son amendement tendant à interdire toute réclamation de la part des contribuables si l'abattement atteint 80 0/0 de la majoration effectuée en 1949* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4019, 4020); *le retire* (p. 4020); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la décote aux agriculteurs au-dessus du chiffre de 27.000 francs* [20 juillet 1949] (p. 4881, 4882); *le retire* (p. 4882); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à confronter les décisions des Commissions départementales voisines pour unifier les estimations forfaitaires* [21 juillet 1949] (p. 4978). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur l'O.C.R.P.I.* [24 juillet 1949] (p. 5198). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels, en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1949] (p. 5368, 5369, 5373, 5374); Art. 2 : *Amendement de M. Julian relatif à l'intégration des agents de l'O.C.R.P.I.* (p. 5375); Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir « à titre temporaire » la prise en charge des agents de l'O.C.R.P.I. par l'Etat* (p. 5376); *Amendement de M. Joubert relatif à la priorité de licenciement des agents de l'O.C.R.P.I.* (p. 5377); Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les emplois créés dès qu'ils ne seront plus indispensables* (p. 5379); Art. 5 : *Amendement de M. Lenhardt tendant à ne pas souligner la précarité des créations d'emplois* (p. 5380); Art. 6 : *Amendement de M. Lespès tendant à supprimer les articles 6, 7, 8, 9* (p. 5381); Art. 4 : *Amendement de M. Fagon relatif aux modalités d'intégration des agents de l'O.C.R.P.I. venant en concurrence avec des fonctionnaires titulaires* [28 juillet 1949] (p. 5347, 5348); Art. 6 : *Demande de seconde délibération de l'article présentée par M. Louvel* (p. 5438); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5439). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de*

*M. Mock*) [13 octobre 1949] (p. 5786, 5787). — Son rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Manche [27 octobre 1949] (p. 5940). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 32 : *Mise en application du plan de lutte contre la fraude* [27 décembre 1949] (p. 7401); Art. 45 : *Son amendement relatif à l'établissement du plan de lutte contre la fraude fiscale* (p. 7424, 7425); — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3 : *Son amendement relatif à la répartition du fonds commun de péréquation entre les départements* [30 décembre 1949] (p. 7580); — d'une proposition de loi créant un droit de droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne faire payer les droits qu'aux véhicules en circulation en 1950* [17 mars 1950] (p. 2159); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2436, 2437); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur la création d'un Ministère de l'Economie Nationale)* [15 juin 1950] (p. 4860). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative aux agressions contre certaines organisations politiques (*Attentat contre M. Jacques Duclos*) [4 novembre 1950] (p. 7688). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 5 : *Son amendement relatif à la durée du bail* [31 janvier 1951] (p. 592). — S'excuse de son absence [20 décembre 1950] (p. 9347). — Obtient un congé [20 décembre 1950] (p. 9347).

**MAYER (M. Daniel),** *Député de la Seine*  
(2<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
(Cabinet RAMADIER)

du 9 mai 1947 au 22 octobre 1947.

*Ministre des Affaires sociales*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 octobre 1947 au 24 novembre 1947.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la presse [13 décembre 1949] (p. 6793).

**Dépôts :**

Le 19 décembre 1946, un projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant la consommation de charbon dans les établissements industriels, n° 154. — Le 20 décembre 1946, un projet de loi relatif aux conventions collectives de travail, n° 176. — Le 27 décembre 1946, un projet de loi tendant à accorder des indemnités aux agents d'assurances et courtiers, par suite du transfert de la gestion du risque accident du travail aux organismes de sécurité sociale, n° 230. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, n° 253. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des articles 30 à

50 b inclus et 54 du Livre II du Code du travail, n° 255. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi autorisant le Président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle, n° 275. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (Code du travail maritime), n° 276. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 278. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, n° 280. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant création d'attachés du travail, n° 296. — Le 3 juin 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 24 concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa dixième session tenue à Genève le 15 juin 1927, n° 1537. — Le 3 juin 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 17 concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 7<sup>e</sup> session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925, n° 1538. — Le 3 juin 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 42 concernant la réparation des maladies professionnelles adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 18<sup>e</sup> session tenue à Genève le 21 juin 1934, n° 1539. — Le 3 juin 1947, un projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 1540. — Le 5 juin 1947, un projet de loi tendant à proroger la loi n° 47-614 du 31 mars 1947 concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, n° 1594. — Le 12 juin 1947, un projet de loi tendant à modifier les articles 86 et 87 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la Mutualité, n° 1647. — Le 17 juin 1947, un projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, n° 1714. — Le 8 juillet 1947, un projet de loi portant abroga-

tion de la loi du 7 juillet 1900 autorisant l'Administration des postes et télégraphes à effectuer, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, n° 1940. — Le 24 juillet 1947, un projet de loi tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 2, 4 et 5 du Livre II du Code du travail, relatif à l'âge d'admission des enfants au travail, n° 2104. — Le 6 août 1947, un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année 1947, n° 2275. — Le 12 août 1947, un projet de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 2418. — Le 22 août 1947, un projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 2470. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi portant application au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, n° 2587. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi tendant au transfert du « fonds de secours et de maladie » institué en faveur du personnel ouvrier des filatures de soie au « fonds national de solidarité et d'action mutualistes », n° 2804. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, n° 2805. — Le 16 décembre 1947, un projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail et de l'assurance-invalidité en ce qui concerne les professions non agricoles, n° 2865. — Le 22 décembre 1947, un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1947, n° 2975. — Le 30 décembre 1947, un projet de loi apportant des améliorations au régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 3057. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler, n° 3133. — Le 12 février 1948, un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 3341. — Le 17 mars 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à

ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique, n° 3820. — Le 20 avril 1948, un projet de loi rendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 64 à 73 b inclus du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail sur la procédure de la saisie-arrêt des salaires et appointements, n° 3909. — Le 20 avril 1948, un projet de loi relatif à la mise en vente et à l'emploi de produits nocifs à usage industriel, n° 3939. — Le 27 avril 1948, un projet de loi modifiant le chapitre IV du Titre III du Livre II du Code du travail, n° 4023. — Le 13 mai 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, n° 4145. — Le 13 mai 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948, n° 4146. — Le 19 mai 1948, un projet de loi tendant à la ratification de la Convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, n° 4229. — Le 19 mai 1948, un projet de loi tendant à modifier les articles 32 a et 32 b du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail relatifs aux cautionnements, n° 4240. — Le 19 mai 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 44 assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations, n° 4242. — Le 28 mai 1948, un projet de loi tendant à l'attribution d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898 sur la mutualité, n° 4357. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un projet de loi modifiant l'article 25 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, n° 4389. — Le 2 juin 1948, un projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés politiques, résistants, travailleurs non volontaires, réfractaires au service du travail obligatoire et anciens combattants, n° 4422. — Le 2 juin 1948, un

projet de loi portant validation de l'acte dit « loi du 20 janvier 1941 » fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraites pour le remboursement des majorations de rente à la charge de l'Etat, n° 4423. — Le 16 juin 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 29 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail concernant le repos des femmes en couches, n° 4584. — Le 15 juillet 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 22 août 1946 en ce qui concerne les modalités, d'attribution des allocations prénatales, n° 4956. — Le 15 juillet 1948, un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 4966. — Le 19 juillet 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 77, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents, et la Convention n° 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents, n° 4994. — Le 20 juillet 1948, un projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés, n° 5002. — Le 9 août 1948, un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, n° 5230. — Le 10 août 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne, n° 5233. — Le 10 août 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale conclue le 11 juin 1948, n° 5234. — Le 20 août 1948, un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales, n° 5340. — Le 23 août 1948, un projet de loi concernant l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, n° 5347. — Le 25 août 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la Convention générale entre la France et la Belgique du 17 jan-

vier 1948 sur la sécurité sociale, n° 5387. — Le 23 novembre 1948, un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 5630. — Le 22 décembre 1948, un projet de loi tendant à modifier la section première du chapitre IV du titre III du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail relative à la saisie-arrière et à la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés et commis (articles 61 à 73 b du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail), n° 5886. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi tendant à majorer les indemnités au titre des législations sur les accidents du travail, n° 5983. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, n° 6133. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 24<sup>e</sup> session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938, n° 6134. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi tendant à étendre le contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale, n° 6140. — Le 25 janvier 1949, un projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du Livre II du Code du travail, n° 6161. — Le 10 février 1949, un projet de loi relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection, n° 6390. — Le 8 mars 1949, un projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, n° 6696. — Le 9 mars 1949, un projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le premier trimestre 1949, n° 6733. — Le 15 mars 1949, un projet de loi tendant à la ratification de la Convention n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947, n° 6818. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les

accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 25 février 1949 entre la France et la Sarre, **n° 7156 (et annexes)**. — Le 17 mai 1949, un projet de loi tendant à modifier les articles 37 et 38 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, **n° 7172**. — Le 9 juin 1949, un projet de loi tendant à ouvrir au Ministère du Travail les crédits nécessaires pour assurer un taux différentiel d'introduction de main-d'œuvre étrangère en faveur des employeurs agricoles, **n° 7407**. — Le 21 juin 1949, un projet de loi tendant à modifier la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi, **n° 7549**. — Le 13 juillet 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signée le 26 mars 1949, **n° 7899**. — Le 8 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles applicable aux spectacles de variétés et aux music-halls, **n° 9450 (Rectifié)**.

#### Interventions :

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Léon Blum) [*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691].

#### En cette qualité :

S'associe, au nom du Gouvernement, à l'hommage rendu par le Président de l'Assemblée à la mémoire de Paul Langevin [19 décembre 1946] (p. 130). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi tendant à indemniser les heures perdues dans les établissements industriels : *Indemnisation ne s'appliquant qu'aux établissements fermés par manque de charbon et non d'énergie électrique* [20 décembre 1946] (p. 191); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Conventions collectives*) [20 décembre 1946] (p. 197). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 293); Art. 2 : *Amendement de M. Guesdon tendant à accroître l'efficacité de la Commission supérieure des conventions collectives* [23 décembre 1946] (p. 296); Art. 3 : *Composition de la Commission des conventions collectives* (*ibid.*); Art. 13 : *Amendement de M. Girard*

*tendant à supprimer le deuxième alinéa concernant l'application de la loi aux départements français d'outre-mer* (p. 297, 298, 299). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [16 janvier 1947] (1).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique française en Indochine [14 mars 1947] (p. 853 à 855). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Ramadier) [décret du 9 mai 1947] (*J. O.* du 10 mai 1947, p. 4334).

#### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Louis Siefridt relative à l'économie de gestion à réaliser du fait de la substitution du système de la répartition au système de la capitalisation en matière d'assurance-vieillesse [23 mai 1947] (p. 1745); — de M. Henri Lespès sur la représentation de la chambre syndicale des voyageurs, représentants et placiers auprès du conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale [30 mai 1947] (p. 1849); — de M. Georges Morand sur les conditions d'hygiène d'une usine d'Angers pour la préparation des étoupes [30 mai 1947] (p. 1849). — Participe à la discussion : de la proposition de loi de M. Henri Meck relative à la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel [3 juin 1947] (p. 1886, 1887); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents d'assurances; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réduire à 250 millions l'indemnité due aux agents d'assurances* [10 juin 1947] (p. 2003); *Amendement de M. Pineau tendant à réduire l'indemnité à 400 millions* (p. 2004); Art. 14 : *Amendement de M. Segelle tendant à ne pas accorder d'indemnité aux compagnies d'assurances* (p. 2007); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale; Arrêté concernant l'arbitrage* [23 juin 1947] (p. 2349). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de loi sur l'élection des délégués du personnel dans les comités d'entreprise*) [23 juin 1947] (p. 2399). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.



l'élection des délégués du personnel dans les entreprises [26 juin 1947] (p. 2485, 2486). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*), TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [4 juillet 1947] (p. 2734, 2735); Chap. 100 : *Réduction de crédits pour les traitements du personnel* [9 juillet 1947] (p. 2853); Chap. 106 : *Emploi des prisonniers de guerre* (p. 2854); Chap. 107 : *Rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire* (p. 2854); Chap. 109 : *Crédits pour les contractuels* (p. 2855); Chap. 1103 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à supprimer le chapitre* (p. 2855); Chap. 114 : *Services sociaux* (p. 2856); Chap. 303 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits de l'Imprimerie nationale de quatre millions* (p. 2857); Chap. 3052 : *Frais d'enquête* (ibid.); Chap. 308 : *Amendement de MM. Viatte et André tendant à supprimer les achats d'automobiles* (p. 2858); Chap. 311 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits pour récompenses honorifiques* (p. 2859); Chap. 400 : *Allocations familiales* (ibid.); Chap. 401 : *Fonds de chômage* (p. 2860); *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire les crédits de 100 millions* (p. 2860, 2861); *Travailleurs africains* (ibid.); Chap. 407 : *Majoration des rentes mutualistes* (p. 2861); Chap. 410 : *Acompte pour la retraite des vieux* (p. 2863); Chap. 500 : *Crédits pour l'Organisation internationale du travail* (p. 2863); Chap. 501 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits pour bourses d'études du service social du travail* (p. 2863, 2864); Chap. 701 : *Crédits pour les agents contractuels* (p. 2864); Chap. 706 : *Centres de formation professionnelle* (p. 2864, 2865); *Amendement de M. Mazier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2865); Chap. 720 : *Entretien des prisonniers de guerre* (p. 2866); Chap. 722 : *Unités de l'armée gardant les prisonniers de guerre* (p. 2867). — Répond à une question de Mme Lefebvre concernant les mesures prises pour régler les conflits sociaux dans le respect de la liberté du travail [18 juillet 1947] (p. 3176). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros visant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 5 : *Amendement de M. Pinçon tendant à ne pas appliquer les dispositions concernant la compensation du travail du dimanche aux exploitations n'occupant pas plus de deux ouvriers*

[29 juillet 1947] (p. 3681). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3<sup>e</sup> trimestre 1947 : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4397); Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à empêcher le cumul de la retraite et de l'allocation temporaire* (p. 4398, 4399). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre des Affaires sociales et des Anciens combattants* (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires sociales et des Anciens combattants* [20 novembre 1947] (p. (5093).

#### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (*Sa réponse à une allégation de M. Jacques Duclos* [21 novembre 1947] (p. 5107). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Ministère R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

#### En cette qualité :

Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [5 décembre 1947] (p. 5526); — pour une communication du Gouvernement sur la situation sociale [6 décembre 1947] (p. 5537, 5538, 5539); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Croizat sur ses déclarations concernant l'état social [6 décembre 1947] (p. 5541, 5542). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 6 : *Amendement de M. Montel tendant à opérer une compensation entre le prélèvement et les indemnités de réquisition* (p. 6148); — du projet de loi portant reconduction des crédits du Budget 1947 à l'Exercice 1948, Etat I, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6377); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales; Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal tendant à calculer les allocations familiales sur la base du salaire minimum réel* [28 décembre 1947] (p. 6400); *Amendement de M. Delachenal relatif aux allocations familiales aux travailleurs des départements* (p. 6401); *Amendement de M. de Sesmaisons relatif aux*

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

*travailleurs allant travailler dans une localité autre que celle de leur domicile* (p. 6401, 6402); Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6432, 6433); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés : *Discussion générale* [28 décembre 1947] (p. 6407, 6408); Art. 10 : *Cumul des allocations de vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 6409, 6410); Art. 27 : *Décrets et règlements d'administration publique d'application* (p. 6414); Art 28 bis : *Amendement de M. Sion tendant à créer de nouveaux emplois au ministère intéressé* (p. 6414); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4615); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6664); — du projet de loi portant reconduction au 4<sup>e</sup> trimestre 1947 de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : *Amendement de M. Bissol tendant à ajouter un alinéa accordant cette allocation aux vieux des nouveaux départements d'outre-mer* [29 décembre 1947] (p. 6445); Art. 4 : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 6446); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à modifier le calcul des allocations familiales dans la Seine* [6 février 1948] (p. 467, 468); *Amendement de M. Minjoz tendant à accorder un délai plus long pour la mise en vigueur du nouveau régime* (p. 469); *Amendement de M. Musmeaux tendant à ajouter un article relatif aux abattements d'après les zones de salaires* (p. 469); Art. 2 : *Amendement de M. Valentino relatif aux allocations familiales aux travailleurs des départements d'outre-mer* (p. 472); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1948] (p. 935); — d'une proposition de résolution en faveur des travailleurs du taxi : *Discussion d'urgence* [6 février 1948] (p. 499); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 5 : *Sa demande de disjonction du dernier alinéa* [6 février 1948] (p. 508). — Est entendu sur une demande de modification de l'ordre du jour (*Date de la discussion de la retraite des mineurs*) [20 février 1948] (p. 980, 981). — Répond à une question de M. Ambroise Croizat concernant le versement de 30 millions à la C. G. T.-F. O. et les motifs de cette subvention

[27 février 1948] (p. 1194, 1195, 1196, 1197). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses en 1948 et majoration de droits; Art. 2 : *Reconduction de l'allocation aux économiquement faibles* [18 mars 1948] (p. 1914); — du projet de loi créant des caisses de compensation pour la main-d'œuvre frontalière étrangère [19 mars 1948] (p. 2015). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2496, 2498); — de l'interpellation de M. Lecœur sur la catastrophe de Courrières [4 mai 1948] (p. 2498, 2499, 2500, 2501). — Répond à une question de M. Cayeux relative aux défauts de versement aux caisses d'allocation familiales [14 mai 1948] (p. 2658, 2659). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à constituer une commission d'enquête sur la catastrophe de Colombelles : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2661, 2662); — du projet de loi relatif aux indemnités compensatrices aux chômeurs de Cerbère et d'Hendaye : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2662); — de propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Sa demande de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2766, 2767, 2768); Art. 2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national* [25 mai 1948] (p. 2883); *Amendement de M. Solinhac tendant à rembourser les élixirs* (p. 2885); *Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* (p. 2886); Art. 4 : *Amendement de M. Solhinac tendant à ajouter le mot « conforme » après « avis »* (p. 2887); — de la proposition de loi tendant à assurer le secret et la liberté du vote lors des élections prud'homales : *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2893); — de la proposition de loi accordant un congé supplémentaire aux mères exerçant une activité salariée, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3155); — du projet de loi relatif aux loyers, titre II, allocation logement : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté* [18 juin 1948] (p. 3713). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la revision des zones de salaires*) [25 juin 1948] (p. 3978). — Prend part à la discussion : de propositions de loi portant

revision des zones de salaires : *Question préalable posée par M. R. Prigent* [28 juin 1948] (p. 4067 et suiv.); *sur l'urgence* (p. 4076 et suiv.); — de la proposition de loi modifiant le régime des assurances vieillesse : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Moisan tendant à tenir compte des personnes ayant élevé trois enfants* [16 juillet 1948] (p. 4677); *Amendement de M. Mazier relatif à la réversion des pensions à la mort d'un des conjoints* (p. 4678); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la loi dans les nouveaux départements d'outre-mer* (p. 4680, 4681); *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder l'allocation vieillesse même à ceux qui n'ont pas eu un emploi salarié en fin de carrière* (p. 4682, 4683); *Amendement de M. Mazier relatif aux sanctions contre les employeurs n'ayant pas cotisé aux assurances sociales* (p. 4684); *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 56.000 francs le taux de l'allocation aux vieux travailleurs* (p. 4685, 4686); *Amendement de M. Boutavant tendant à supprimer la 3<sup>e</sup> zone de salaires et à porter à 29.000 francs au moins cette allocation* (p. 4687); *Amendements de Mme Darras, MM. Delachenal et Mazier tendant à ne pas réduire l'allocation des femmes dont le mari la touche déjà et à favoriser les mères ayant élevé cinq enfants* (p. 4688, 4689); *Amendement de M. Girard tendant à augmenter les allocations aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer* (p. 4690, 4691); Art. 19 : *Amendement de M. Ramette tendant à supprimer l'article* (p. 4694); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Sa demande de réserver l'article* [5 août 1948] (p. 5371). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 100 : *Problème des allocations familiales* [28 juillet 1948] (p. 4971); Chap. 106 : *Services extérieurs du Travail (Directeurs départementaux)* (p. 4972); Chap. 111 : *Directions régionales de la sécurité sociale* (p. 4973); Chap. 401 : *Fonds national de chômage* (p. 4975); Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux*

(p. 4976, 4977); Chap. 705 : *Entretien de la main-d'œuvre déplacée* (p. 4978); Chap. 706 : *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* (p. 4981, 4982); Chap. 707 : *Services départementaux de formation professionnelle (Grèves aux Antilles)* (p. 4983, 4984); Chap. 710 : *Contrôle social des Nord-Africains* (p. 4984). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion des propositions de loi étendant la sécurité sociale aux étudiants [3 août 1948] (p. 5269). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant application aux étudiants de la sécurité sociale; Art. 2 : *Fixation d'une limite inférieure d'âge* [4 août 1948] (p. 5333); Art. 5 : *Amendement de M. Garaudy tendant à exonérer les boursiers de la cotisation* (p. 5335). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse*) [4 août 1948] (p. 5336). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 septembre 1948] (p. 6937). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder les allocations familiales aux travailleurs en grève [24 novembre 1948] (p. 7201). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter l'allocation à 45.000 francs par an* [4 février 1949] (p. 350, 351); *Sa réponse aux observations de M. Garcia concernant la carence du Gouvernement* (p. 351); *Amendement de M. Duprat tendant à fixer le taux unique de l'allocation à 57.000 francs* (p. 352); Art. 5 : *Fixation du plafond des salaires déterminant le*

montant des cotisations (p. 353); Article additionnel : *Amendement de M. Girard relatif au taux d'allocation dans les départements d'outre-mer* (p. 355). — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion d'une proposition de résolution relative aux secours aux ouvriers de l'usine Citroën [11 février 1949] (p. 508). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'attribution de bons de lait aux mères de famille : *Discussion générale* [11 février 1949] (p. 545); — de la proposition de loi relative aux salariés membres d'un conseil général ou municipal : *Discussion générale* [11 février 1949] (p. 547); — du projet de loi modifiant le Code du travail (*Question préalable posée par M. Patinaud*) [18 février 1949] (p. 681, 682); *Motion préjudicielle de M. Besset tendant au renvoi au Conseil économique* (p. 684); Art. 3 : *Amendement de M. Besset tendant à supprimer l'article* (p. 711); *Amendement de M. Rosenblatt relatif aux conditions exigées des candidats délégués mineurs* (p. 713); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Musmeaux tendant à prévoir l'avis des syndicats* (p. 715); *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 716); Art. 5 : *Amendement de M. Fayet tendant à porter à dix jours le délai accordé aux syndicats pour faire parvenir les listes de candidats* (p. 717); *Amendement de M. Meck tendant à accorder un délai pour rectifier les listes de candidats* (p. 718); Art. 6 : *Demande de M. Musmeaux de réserver l'article* (p. 719); *Renvoi du débat* (p. 721); Art. 9 : *Amendement de M. Sion relatif aux fonctions des délégués de surface* (p. 722); Art. 12 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer l'article* (p. 724); *Amendement de M. Meck tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 724); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1258); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à reprendre le chiffre de dix ans* (p. 1261, 1262); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du Travail et de la sécurité sociale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1693, 1694); Chap. 318 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les commissions de classement des communes dans les zones de salaire* (p. 1695, 1696, 1697); Chap. 401 : *Fonds national de chômage* (p. 1698); *Sa de-*

*mande de suppression de l'abattement de mille francs* (ibid.); Chap. 506 : *Centre de formation professionnelle accélérée* (p. 1700, 1701, 1702); — d'une proposition de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Girard tendant à modifier la composition du conseil d'administration des caisses de la sécurité sociale* [30 mars 1949] (p. 1859); *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir une liste de candidats au conseil d'administration des caisses de la sécurité sociale* (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 1860); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2731); Art. 2 : *Relèvement du salaire de base servant pour le calcul de la rente* (p. 2733, 2734); — du projet de loi relatif aux accidents du travail dans les départements d'outre-mer; Art. 8 : *Amendement de E. Mabrut tendant à prévoir un décret fixant la date et les modalités d'application de la loi* [20 mai 1949] (p. 2737, 2738); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Application de la loi à titre transitoire* [30 juillet 1949] (p. 5657). — Répond à une question de M. Degoutte relative aux subventions pour les achats ou réparations d'immeubles des coopératives laitières par les caisses de la sécurité sociale [3 juin 1949] (p. 3128). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ramette tendant à éviter le cumul avec l'allocation versée en vertu de la loi du 17 janvier 1948* [5 juillet 1949] (p. 4179); Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas supprimer l'allocation temporaire à ceux qui ne bénéficieraient pas de la loi du 17 janvier 1948* (p. 4180); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 4182); *Sa demande de division de la loi en deux parties* (p. 4185); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Dépôt par le Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> novembre 1949 d'un projet de loi concernant les vieux non rattachés à une caisse de sécurité sociale* [12 juillet 1949] (p. 4672). — Répond à une question de M. Auban relative à l'application de la loi du 17 janvier 1948 organisant en sections professionnelles les professions libérales en vue de l'extension à ces professions de l'allocation de

vieillesse [8 juillet 1949] (p. 4413). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4547, 4552), [11 juillet 1949] (p. 4606 à 4627), [12 juillet 1949] (p. 4687, 4696); *Ordre du jour de confiance de M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4714, 4715); *Amendement de M. Boutavant à l'ordre du jour de M. Gazier tendant à harmoniser les rapports de la mutualité et du corps médical* (p. 4716); *Amendement de M. Bouxom à l'ordre du jour de M. Gazier tendant à préciser « dans le cadre de la législation actuelle »* (p. 4717, 4718); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale; Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires à la Cour des Comptes* [13 juillet 1949] (p. 4730, 4731); *Sous-amendement de M. Gaillard tendant à réduire le nombre de postes de magistrats à créer* (p. 4732, 4733); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale; Art. 4 : *Amendement de M. Gazier tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées à des associations privées* [13 juillet 1949] (p. 4741, 4742); — d'une proposition de résolution tendant à payer la journée du 14 juillet à tous les travailleurs : *Urgence* [20 juillet 1949] (p. 4837); — d'une proposition de loi relative à une indemnité exceptionnelle de congés payés : *Contre l'urgence* [21 juillet 1949] (p. 4911). — Est entendu pour une communication à l'Assemblée (*Ses observations sur la prime de vacances attribuée aux employés de la Sécurité sociale*) [25 juillet 1949] (p. 5214, 5215). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le prélèvement des prestations familiales dès que les cotisations le permettront* [30 juillet 1949] (p. 5586, 5587); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à faire centraliser les propositions des conseils d'administration de la Sécurité sociale par les unions des travailleurs indépendants* (p. 5588); — d'une proposition de loi portant extension de l'allocation aux vieux amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5652); — du projet de loi relatif aux effets du service militaire sur le contrat de travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale*

[30 juillet 1949] (p. 5654). — Sa réponse à l'allocation de M. le Président Herriot au terme des travaux parlementaires [30 juillet 1949] (p. 5662). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [13 octobre 1949] (p. 5764).

#### En qualité de Député :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Sa réponse à M. Jacques Duclos au sujet de sa renonciation au Ministère du Travail*) [27 octobre 1949] (p. 5925). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour les attachés du travail* [5 juin 1950] (p. 4254); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur la politique socialiste à l'égard de Bao Daï, la nécessité de réformes sociales en Indochine et la lutte anticommuniste)* [19 octobre 1950] (p. 7001, 7002). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [20 octobre 1950] (p. 7088). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur le danger sociétiqu, la double Allemagne, le militarisme allemand, l'utilité d'une armée allemande, la démilitarisation dans le passé et la création d'une armée européenne)* [25 octobre 1950] (p. 7190, 7191, 7192, 7193, 7194, 7195, 7196); *Amendement de M. Temple à l'ordre du jour de confiance de M. Chevalier relatif à la création éventuelle d'une armée européenne* (p. 7228, 7229); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7442, 7444), [4 novembre 1950] (p. 7474, 7475), [7 novembre 1950] (p. 7507, 7508, 7509, 7510, 7511, 7512, 7513, 7517); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 décembre 1950] (p. 8572); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement allemand* [12 décembre 1950] (p. 8975, 8976). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement (*Article de M. Perroy dans la « Revue socialiste »*) [12 avril 1951] (p. 3217, 3218).

**MAYER (M. René),** *Député de Constantine.*

*Ministre des Finances et des Affaires économiques*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 99). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370) *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à déclarer applicable à l'Algérie l'ordonnance du 14 novembre 1944 et le décret du 2 février 1945 relatifs à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle. **n° 420.** — Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à obtenir, dans le cadre des réparations allemandes à effectuer sur des biens de consommation, des prestations en nature de charbon pour la France, **n° 666** — Le 23 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exécuter l'obligation que lui impose l'article 7 de la loi du 23 décembre 1946 quant au dépôt d'un projet de loi relatif aux assurances sociales en agriculture, **n° 1456.** — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), état A, Ministère de la Justice, **n° 1556.** — Le 22 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre à l'Algérie la prime d'encouragement à l'hectare pour la culture du blé, **n° 2094.** — Le 27 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire (Dépenses militaires) pour le mois de décembre 1947, **n° 2706** — Le 27 novembre 1947, un projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes, **n° 2713.** — Le 27 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget de l'Intérieur, **n° 2714.** — Le 27 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947, **n° 2728.** — Le 28 novembre 1947, un projet de loi portant relèvement du taux des prestations familiales, **n° 2735.** — Le 29 novembre 1947, une deuxième lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 2739.** — Le 3 décembre 1947, un projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire (Services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement ; 2<sup>o</sup> ratification de décrets, **n° 2762.** — Le 3 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947, **n° 2763.** — Le 5 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1947 et portant relèvement des prestations familiales, **n° 2780.** — Le 9 décembre 1947, une lettre rectificative au projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et

les communes, n° 2795. — Le 11 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 2819. — Le 16 décembre 1947, un projet de loi portant fixation du tarif des douanes à l'importation, n° 2879. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France (Avances provisoires à concurrence de 25 milliards), n° 2892. — Le 19 décembre 1947, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, n° 2937. — Le 19 décembre 1947, un projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, n° 2938. — Le 19 décembre 1947, un projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 2939. — Le 22 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires pour les mois de janvier, février et mars 1948, n° 2974. — Le 26 décembre 1947, un projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre pour l'exercice 1948, n° 3001. — Le 26 décembre 1947, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement (Dépenses civiles) pour l'exercice 1948, n° 3003. — Le 26 décembre 1947, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de janvier, février et mars 1948, n° 3004. — Le 27 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du Budget général (Dépenses ordinaires des services civils) et des budgets annexes (Services civils) pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, n° 3026. — Le 27 décembre 1947, un projet de loi portant aménagement, dans le cadre du Budget général pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordi-

naires civiles), n° 3027. — Le 27 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du Budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948 n° 3028. — Le 27 décembre 1947, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2937) relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, n° 3030. — Le 29 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 3036. — Le 29 décembre 1947, un projet de loi portant création d'une taxe de capitation sur les personnes ne pouvant justifier d'une activité professionnelle, n° 3048. — Le 31 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des victimes des inondations de l'Est, n° 3069. — Le 31 décembre 1947, un projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3071. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi autorisant la cession amiable à la Société à responsabilité limitée des Etablissements Jacquau Berjonneau, de l'usine de Mocdieu, à Nonancourt (Eure) et Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir), n° 3098. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi autorisant la cession amiable à la Société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.), de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-les-Arpaçon (Seine-et-Oise), n° 3123. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne, n° 3125. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales, n° 3144. — Le 27 janvier 1948, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3144) portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales, n° 3148. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 3165. — Le 29 janvier 1948, un projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. de la Banque de France, n° 3177. — Le 12 février 1948, un projet de loi portant attribution

d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général Leclerc de Hauteclocque et adoption de ses enfants par la Nation, n° 3347 (rectifié). — Le 17 février 1948, un projet de loi portant modification de certaines dispositions du Code général des impôts directs, n° 3397. — Le 18 février 1948, un projet de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 200 millions de francs applicable au chapitre 6012 : « Secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone de l'île de la Réunion », n° 3457. — Le 20 février 1948, un projet de loi relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole au titre de l'année 1948, n° 3495. — Le 20 février 1948, une lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 3496. — Le 24 février 1948, un projet de loi instituant une Caisse autonome de la reconstruction, n° 3527. — Le 25 février 1948, un projet de loi collectif d'ordonnancement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 ; 2° ratification de décrets, n° 3549. — Le 27 février 1948, une deuxième lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 3598. — Le 4 mars 1948, un projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1948 d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse, n° 3650. — Le 11 mars 1948, un projet de loi tendant à la constitution de caisses privées de compensation concernant la main-d'œuvre étrangère frontalière, n° 3757. — Le 16 mars 1948, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois d'avril et de mai 1948, n° 3801. — Le 16 mars 1948, un projet de loi portant autorisation de dépenses sur l'exercice 1948 et majoration de droit, n° 3802. — Le 16 mars 1948, un projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat, n° 3803. — Le 20 avril 1948, un projet de loi autorisant la cession à la société anonyme de Produits chimiques et engrais d'Auby d'un emplacement industriel situé sur le territoire de la commune d'Istres et dépendant de la Poudrerie nationale de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), n° 3920. — Le 20 avril 1948, un projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France, n° 3923. — Le 22 avril 1948, un projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création

d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, n° 3977. — Le 27 avril 1948, un projet de loi tendant à modifier la loi n° 47-1804 du 12 septembre 1947 ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, n° 4022. — Le 29 avril 1948, un projet de loi portant approbation de l'accord conclu le 11 mars 1948 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique octroyant à la République française un crédit de 50 millions de dollars pour achat de biens meubles en surplus appartenant au Gouvernement des Etats-Unis et situés sur le territoire des Etats-Unis, aux Iles Hawaï, en Alaska (y compris les Iles Aléoutiennes) à Porto-Rico et dans les Iles Vierges, n° 4050. — Le 29 avril 1948, un projet de loi relatif au régime des avances aux entreprises d'armement à la pêche, n° 4051. — Le 29 avril 1948, un projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948, n° 4059. — Le 29 avril 1948, un projet de loi portant majoration des rentes viagères constituées au profit des anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes, n° 4063. — Le 29 avril 1948, un projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 0/0 sur les viandes fraîches, n° 4064. — Le 4 mai 1948, un projet de loi relatif au report à l'exercice 1948 des crédits destinés dans le budget de 1947, à l'octroi de subventions spéciales au profit des collectivités locales, n° 4107. — Le 13 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947, n° 4153. — Le 13 mai 1948, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Gouverneur de la Banque de France, n° 4166. — Le 13 mai 1948, un projet de loi tendant à adapter les dispositions de la loi n° 46-860 du 30 avril 1948 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation



de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, n° 4167. — Le 14 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit en vue de couvrir les dépenses entraînées par la visite de Son Altesse Royale, la Princesse Elisabeth, n° 4174. — Le 14 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une indemnité compensatrice à la Société nationale des Chemins de fer, n° 4213. — Le 19 mai 1948, un projet de loi tendant à autoriser la prorogation des sociétés arrivées à expiration pendant la durée des hostilités, n° 4231. — Le 19 mai 1948, un projet de loi tendant à modifier la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, n° 4244. — Le 19 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au Ministère de l'Éducation nationale au titre de la commémoration du centenaire de la mort de Chateaubriand, n° 4258. — Le 20 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 pour « subventions aux groupements d'achat de produits oléagineux, du cacao et du café », n° 4262. — Le 25 mai 1948, un projet de loi instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, n° 4310. — Le 25 mai 1948, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour le mois de juin 1948, n° 4311. — Le 27 mai 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la 3<sup>e</sup> session de l'organisation des Nations unies, n° 4332. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un projet de loi simplifiant la gestion de la Dette de la Société nationale des Chemins de fer français et du Crédit foncier de France, n° 4391. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 4393. — Le 2 juin 1948, un projet de loi instituant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles, n° 4419. — Le 2 juin 1948, un projet de loi portant statut provisoire de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° 4420. — Le 4 juin 1948, un projet de loi relatif à l'enga-

gement des dépenses de l'exercice 1948, n° 4475. — Le 15 juin 1948, un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres du gouverneur général Eboué, n° 4560. — Le 15 juin 1948, un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Jean Perrin et de Paul Langevin, n° 4562. — Le 16 juin 1948, un projet de loi tendant à faciliter l'équipement des entreprises par le recours au crédit, n° 4587. — Le 23 juin 1948, un projet de loi portant relèvement des droits de quai applicables aux navires et aux marchandises, n° 4684. — Le 23 juin 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à passer des conventions avec le gouverneur de la Banque de France, n° 4685. — Le 24 juin 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des calamités publiques qui ont affecté divers départements, n° 4713. — Le 29 juin 1948, un projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, n° 4747. — Le 30 juin 1948, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1948, n° 4775. — Le 29 juin 1948, un projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, n° 4958. — Le 19 juillet 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du regroupement des services administratifs, n° 4990. — Le 20 juillet 1948, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de juillet et août 1948, n° 4997. — Le 24 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des crédits pour le secours des populations du Constantinôis sinistrées par suite de tremblement de terre, n° 6566. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Pacte de l'Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, n° 7849. — Le 1<sup>er</sup> dé-

cembre 1949, un projet de loi tendant à compléter le Livre II du Code pénal et modifiant les articles 61, 62, 268 et 365 dudit Code, **n° 8550**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar, **n° 8551**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix, **n° 8552**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi portant création de postes de magistrats et de greffiers dans certains Tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'appel d'Alger, **n° 8553**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi abrogeant l'article 4 de la loi du 5 juin 1875, **n° 8554**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif aux Tribunaux de commerce en Algérie, **n° 8555**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144 et 260 du Code pénal, **n° 8556**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI, modifié par la loi du 12 août 1902, **n° 8557**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, **n° 8558**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi tendant à instituer un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal, **n° 8559**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et des aouns de justices de paix d'Algérie, **n° 8560**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi modifiant l'article 248 du Code pénal, **n° 8561**. — Le 13 décembre 1949, un projet de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, **n° 8695**. — Le 13 décembre 1949, un projet de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> avril 1950 la prorogation prévue par la loi n° 48-2009 en faveur des locataires de baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 8697**. — Le 21 décembre 1949, un projet de loi portant amnistie et relatif aux condamnations pour fait de collaboration ou de commerce avec l'ennemi, **n° 8807**. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi permettant aux militaires appartenant aux formations de l'armée qui opèrent sur le territoire de l'Indochine de se faire relever des forclusions qu'ils ont encourues en matière civile, commerciale et administrative, **n° 8880**. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi maintenant

à titre provisoire, le siège du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Saint-Nazaire à la Baule-Escoublac et le siège du tribunal cantonal de Moyeuville-Grande à Rombas, **n° 8881**. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi modifiant les articles 510 et suivants du Code d'instruction criminelle, **n° 8897**. — Le 10 janvier 1950, un projet de loi tendant à compléter l'article 37 du Code pénal, **n° 8954**. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, **n° 8975**. — Le 24 janvier 1950, un projet de loi complétant le paragraphe premier de la section VII du titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, **n° 9041**. — Le 28 janvier 1950, un projet de loi contre les malfaiteurs d'habitude, **n° 9086**. — Le 3 février 1950, un projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, **n° 9157**. — Le 3 février 1950, un projet de loi rendant applicables dans les Territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions des lois du 11 avril 1946 et du 22 septembre 1948 modifiant l'article 412 du Code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères, **n° 9159**. — Le 3 février 1950, un projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, **n° 9160**. — Le 23 février 1950, un projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, **n° 9295**. — Le 17 mars 1950, un projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 9542**. — Le 23 mars 1950, un projet de loi relatif aux dispositifs d'alerte, **n° 9591**. — Le 23 mars 1950, un projet de loi modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, **n° 9593**. — Le 23 mars 1950, un projet de loi tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise de la Cour d'appel de Sarrebrück, **n° 9594**. — Le 5 mai 1950, un projet de loi tendant au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, **n° 9871**. — Le 30 mai 1950, un projet de loi modifiant l'article 5 du Code d'instruction criminelle et l'article 133 du Code pénal, **n° 10106**. — Le 30 mai 1950, un projet de loi validant et rendant applicables à l'Algérie les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1943

portant création d'un service de police technique, n° 10108. — Le 8 juin 1950, un projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifié ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, n° 10219. — Le 15 juin 1950, un projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du Code de procédure civile, n° 10296. — Le 15 juin 1950, un projet de loi modifiant les articles 75, 80 et 86 du Code pénal, n° 10297. — Le 15 juin 1950, un projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions, n° 10298. — Le 15 juin 1950, un projet de loi relatif au contentieux administratif, n° 10313. — Le 23 juin 1950, un projet de loi relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus au mahakmas d'Algérie, n° 10444. — Le 23 juin 1950, un projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, n° 10446. — Le 11 juillet 1950, un projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juge de paix, n° 10542. — Le 25 juillet 1950, un projet de loi complétant l'article 67-a du Livre IV du Code du travail, n° 10747. — Le 31 juillet 1950, un projet de loi relatif à la compétence et au fonctionnement de la Chambre de la Cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne, n° 10827. — Le 2 août 1950, un projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires, n° 10867. — Le 3 août 1950, un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants, n° 10883. — Le 4 août 1950, un projet de loi portant statut de la magistrature, n° 10941. — Le 17 octobre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9593) modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, n° 10965. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif aux juridictions compétentes pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, n° 10999. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et

l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 11000. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, n° 11001. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire ou d'ancien magistrat, n° 11002. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à réprimer la provocation à l'abandon d'enfants, n° 11019. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi modifiant l'article 11 du Code d'instruction criminelle, n° 11020. — Le 14 novembre 1950, un projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la Cour d'appel d'Alger et des postes de juges des enfants dans certains tribunaux du ressort de cette cour, n° 11257. — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif à l'interdiction de séjour, n° 12575. — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, n° 12584. — Le 6 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8556) modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144 et 260 du Code pénal, n° 12738. — Le 19 avril 1951, un projet de loi portant réorganisation des territoires du sud de l'Algérie, n° 12905. — Le 19 avril 1951, un projet de loi intégrant dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative à la perception d'amendes de composition, n° 12906. — Le 24 avril 1951, un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux suppléants de juges de paix et à conférer à ceux-ci certaines garanties au point de vue disciplinaire, n° 12941. — Le 26 avril 1951, un projet de loi modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression de faux monnayage, n° 12990. — Le 26 avril 1951, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, n° 12991. — Le 12 mai 1951, un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 13231.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre (services civils), Loi de finances, Art. 22 bis : *Taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* [21 décembre 1946] (p. 228, 230), Art. 45 : *Travaux de réfection du cadastre* [22 décembre 1946] (p. 251); Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* (p. 268); *Ses observations sur l'ensemble (équilibre du budget)* [22 décembre 1946] (p. 277); — de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 327 et suiv.); *Passage à la discussion des articles* (p. 337). — Prend part au débat sur la désignation des Conseillers de la République représentant les Français des pays de protectorat [27 décembre 1946] (p. 377). — Est entendu au cours du débat sur la validation de M. Pantaloni, Député de Constantine [30 janvier 1947 (p. 98). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 129); Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de l'article* (p. 140); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement en vue de modifier la date limite de liquidation du compte spécial de l'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 153, 155); Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en vue de modifier le droit de timbre mensuel des affiches lumineuses* (p. 159); *le retire* (ibid.); Art. 20 : *lieu de déclaration des biens appartenant à des personnes dont le patrimoine est confisqué* (p. 165); Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* [7 février 1947] (p. 261). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 526). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des crédits pour l'équipement et la modernisation*) [28 février 1947] (p. 541); *Examen du budget extraordinaire* [4 mars 1947]

(p. 577). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 582, 583, 584); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à limiter les possibilités de revision et de résiliation des contrats passés par les collectivités locales* (p. 586); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas obliger le Gouvernement à consulter automatiquement le Conseil national des services publics* (p. 590); *Amendement de M. Defferre tendant à ce que l'indemnité provisionnelle ne soit qu'un acompte à valoir sur le montant de l'indemnité définitive* (p. 591); *Sa proposition tendant à scinder l'article 1<sup>er</sup> en quatre articles* (p. 591); Art. 2 : *Sa proposition tendant à corriger la rédaction de l'article 2 pour la mettre en harmonie avec la scission de l'article 1<sup>er</sup> en quatre articles* (p. 592); *Amendements de MM. Louwel et Paul Bastid tendant à ce que les transferts soient obligatoires pour ceux de ces biens dont la reprise par le concédant est imposée par le cahier des charges* (ibid.); Art. 6 : *Sa proposition tendant à scinder cet article en trois articles* (p. 595); Art. 9 : *Amendement de M. André Guillaud tendant à prévoir une indemnité provisoire* (p. 597); Art. 10 : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à étendre l'article à tous les engagements pris en vue d'exécuter le service public* (p. 598); *Amendement de M. Gaston Defferre tendant à ce que les marchés ou contrats passés avec les filiales ne soient pas obligatoires pour la collectivité* (p. 598); *Amendement de M. Serre tendant à ce que la collectivité se substitue au concessionnaire pour remplir les obligations contractées envers l'Etat à la suite de subventions* (p. 599); Art. 15 : *Amendement de M. Serre relatif à l'application de la loi à la France d'outre-mer* (p. 601, 602); *Son amendement relatif aux décrets d'application de la loi* (p. 602). — Est entendu sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'Exercice 1947, Art. 27 : *Amendement de M. Abelin tendant à ce que le Parlement participe le plus possible à la fixation des travaux* [6 mars 1947] (p. 678); *Amendement de M. Arthaud tendant à porter à 25 0/0 les subventions accordées aux hôpitaux et hospices et aux écoles d'infirmières pour leurs travaux* (p. 679, 680); Art. 32 : *Dépenses qui peuvent être engagées au cours de l'année 1947 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger*, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANS-

PORTS : *Discussion générale* ; *Charte-partie et loi sur les dommages de guerre* [7 mars 1947] (p. 746) ; JUSTICE : *Discussion générale* ; Est entendu en qualité de *Rapporteur* : *Locaux de détention* (p. 752) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME ; Art. 28 bis : *Communication aux Commissions des finances des autorisations de dépenses* (p. 759) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 904 : *Travaux d'aménagement du Cap-Vert* (p. 770) ; *Ses observations sur l'ensemble du projet* (p. 784). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'Exercice 1946, Dispositions spéciales ; Art. 23 : *Décrets d'avances* [20 mars 1947] (p. 947) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du Budget de l'Exercice 1947 (dépenses militaires), Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER ; Chap. 450 : *Campagne en Indochine* [20 mars 1947] (p. 953) ; — du projet de loi portant dévolution d'organismes professionnels et répartition des produits industriels ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer la date du 31 mars 1948 par celle du 30 juin 1947* [28 mars 1947] (p. 1268) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa relatif aux modalités de perception de la taxe destinée à financer l'Office central de répartition* (ibid.) ; Art. 4 : *Disjonction de l'article relatif aux pouvoirs du directeur de la Caisse autonome de recouvrement des Comités d'organisation* (p. 1269) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ce que le délinquant soit entendu devant le Comité du Contentieux* (ibid.) ; le retire (p. 1270) ; Art. 7 : *Disjonction de l'article relatif aux plaintes générales en matière de répartition* (ibid.). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille : *Ses observations sur l'ensemble* [28 mars 1947] (p. 1278) ; — sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux ; Art. 5 bis (suite) : *Heure de la discussion* [29 mars 1947] (p. 1297) ; — sur le projet de loi amendé par le Conseil de la République portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du Budget ordinaire (services civils) pour le 2<sup>e</sup> trimestre de l'Exercice 1947 ; Art. 7 bis : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à donner la possibilité au Conseil économique de recruter un personnel spécial* [29 mars 1947] (p. 1314). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à

la journée du 1<sup>er</sup> mai 1947 en qualité de *Rapporteur* [29 avril 1947] (p. 1334) ; — du projet de loi approuvant un contrat entre le Gouvernement français et la Banque internationale [23 mai 1947] (p. 1755, 1756) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, Exercice 1947) ; Art. 22 : *Sanctions disciplinaires au titre de l'épuration administrative* [29 mai 1947] (p. 1788) ; Art. 27 ter : *prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* (p. 1791) ; Art. 110 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* (p. 1803) ; Art. 45 bis : *Son article additionnel relatif à l'indemnisation des actionnaires de la Banque d'Algérie* (p. 1838) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur l'intégration des cantonniers dans le corps des Ponts-et-Chaussées* (p. 1846) ; Art. 45 bis (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* [3 juin 1947] (p. 1883, 1884, 1886) ; *Son amendement tendant à augmenter l'indemnité allouée aux actionnaires de la Banque d'Algérie* (p. 1886) ; le retire (ibid.) ; Dépenses civiles, Etat A, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 50 millions la charge du Trésor résultant du prix de vente du pain* [12 juin 1947] (p. 2042) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ; Chap. 314 : *Commission centrale du Rhin* [19 juin 1947] (p. 2234, 2235) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* ; *Politique économique en Algérie* [26 juin 1947] (p. 2508) et *réunion organisée par M. Mollet au Ministère de l'Intérieur* (p. 2508 et 2514) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [11 juillet 1947] (p. 2999, 3000, 3001) ; JUSTICE : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [15 juillet 1947] (p. 3016, 3017, 3018, 3019) ; Chap. 100 : *Indemnités du Ministre et de l'Administration centrale* (p. 3025) ; Chap. 104 : *Traitements de la Cour de Cassation* (p. 3026) ; Chap. 110 : *Indemnités pour les services extérieurs* (p. 3027) ; Chap. 116 : *Jury national des marchés de guerre* (p. 3027) ; RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3036) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3165) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 248 : *Son amendement tendant à réduire de 624.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des services d'architecture (inspecteurs des sites)* [22 juillet 1947] (p. 3404). —

Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2093, 2094, 2095, 2097); *Son ordre du jour de confiance* [20 juin 1947] (p. 2287); — sur la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève : *Urgence de la discussion* [18 juin 1947] (p. 2180); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et création de ressources; Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2364); Art. 8 : *Amendement de M. Gilles Gozard tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur les créations et extensions d'établissements commerciaux et industriels* (p. 2372); Art. 30 : *Amendement de M. Gozard relatif à la limitation des dividendes* (p. 2383); Art. 36 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à augmenter l'allocation aux travailleurs agricoles* (p. 2388); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2391, 2395); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Pouvoirs du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2457, 2458, 2459); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3038); — sur la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3059, 3060, 3061); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel; Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* [16 juillet 1947] (p. 3087); — sur l'adoption en deuxième lecture d'une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée* [24 juillet 1947] (p. 3458, 3459, 3460, 3461); Art. 5 : *Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer les mots « ou annulée » dans la première phrase* (p. 3462, 3463). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant la Conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3596, 3597, 3598, 3599, 3600). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4199, 4200); *Discussion générale* (p. 4218, 4220); *Discussion générale* [21 août 1947] (p. 4535, 4536, 4537, 4538, 4539, 4540); *Ses remarques sur le discours de M. Cadi Abdelhader* [22 août 1947] (p. 4566,

4567); Art. 4 : *Amendement de M. Bouret tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les affaires propres à l'Algérie* [23 août 1947] (p. 4607); Art. 5 : *Amendements de MM. Rabier, Fayet et Augarde tendant à modifier la composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4609, 4610, 4611, 4612); Art. 7 : *Amendement de M. Capitant tendant à préciser les cas où les lois de la République française peuvent être appliquées à l'Algérie* [25 août 1947] (p. 4629, 4630); *Amendement de M. Capitant tendant à insérer un article nouveau permettant au Gouvernement d'assurer l'exécution en Algérie des lois qui y sont applicables* (p. 4631); Art. 10 : *Amendement de M. Rabier relatif au cas de refus d'homologation* (p. 4632, 4633); Art. 11 : *Amendement de M. Viollette tendant à autoriser l'Assemblée algérienne à délibérer et voter des règlements algériens* (p. 4633); *Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter des lois algériennes* (p. 4635, 4636); Art. 12 : *Amendement de M. Rabier concernant l'exécution des décisions de l'Assemblée algérienne relatives aux emprunts ou grands travaux* [26 août 1947] (p. 4642); Art. 25 : *Son amendement concernant la composition et le mode d'élection de l'Assemblée algérienne* (p. 4644); *le retire* (p. 4646); Art. 26 : *Amendements de MM. Djemad et Rabier concernant les conditions d'éligibilité à l'Assemblée algérienne et les règles d'incapacité et d'incompatibilité* (p. 4647); *Son amendement concernant les règles d'incompatibilité* (p. 4647); Art. 28 : *Amendements de MM. Rabier et Fayet concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne* (p. 4660, 4661); Art. 29 : *Son amendement concernant la désignation du président de l'Assemblée algérienne* (p. 4661, 4662); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* (p. 4664, 4665); *Amendement de M. Giacobbi tendant à ne pas demander l'avis de l'Assemblée Nationale pour la dissolution de l'Assemblée algérienne* (p. 4666); Art. 37 : *Amendements de MM. le général Aumeran, Viard, Viollette tendant à définir la compétence administrative du gouverneur général* (p. 4668, 4669); *Amendement de M. Djemad tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa* (p. 4669); *Son amendement tendant à supprimer les deux premières phrases du deuxième alinéa* (p. 4669); *le retire* (ibid.); Art. 38 : *Amendement de M. Fayet tendant à*

faire régler l'organisation de l'administration d'Algérie par l'Assemblée algérienne (p. 4670); Son amendement tendant à reprendre le texte de M. Rabier concernant l'organisation de l'administration algérienne (p. 4670); Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif au rôle du secrétaire général (p. 4670); Art. 41 : Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission relatif à la validation de certains décrets ayant trait à l'Algérie (p. 4672); Amendement de M. Capitant tendant à supprimer l'article (p. 4673, 4674); Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission (p. 4674); Art. 43 : Amendement de M. Serre tendant à faire voter le budget de l'Algérie par les conseils généraux jusqu'à la réunion de l'Assemblée algérienne (p. 4675); Art. 44 : Amendement de Mme Sportisse tendant à rendre nécessaire l'avis du Conseil de Gouvernement pour les décrets d'application du statut de l'Algérie (p. 4675); Articles additionnels : Sous-amendement de Mme Sportisse tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes (p. 4684, 4685); Son sous-amendement tendant à organiser en Algérie l'enseignement de l'arabe (p. 4690); Art. 6 réservé : Amendement de M. Rabier tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 7 mars 1944 et du titre IV de la loi du 5 octobre 1946 [26 août 1947] (p. 4700); Dernier alinéa de l'article (p. 4703); Art. 11 réservé : Désignation de l'amendement de M. Bouret comme article 11 bis [27 août 1947] (p. 4727); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 4739). — Participe à la discussion : du projet de loi approuvant la Convention entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4805); — du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4845, 4846, 4847). — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Participe à la discussion du projet de loi approuvant la Convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Or récupéré en Allemagne)* [25 novembre 1947] (p. 5133). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 no-

vembre 1947] (p. 5134, 5135, 5136). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5159); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5220, 5224, 5225, 5226); Art. 1<sup>er</sup> : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat (Art. 17 du règlement)* (p. 5227, 5228); *Explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 5230, 5231); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Déraillement du train Arras—Paris par suite de sabotage* [29 novembre 1947] (p. 5416). — Est entendu sur la fixation de l'interpellation de M. Croizat sur les déclarations de M. Daniel Mayer, Ministre du Travail [6 décembre 1947] (p. 5543). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Maintien du régime de subventions en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1945* [6 décembre 1947] (p. 5545, 5546, 5548); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir le texte du Conseil de la République* [21 décembre 1947] (p. 6001); — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux pour exercices clos et exercices périmés [6 décembre 1947] (p. 5549). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : *Bilan de l'activité française, les nouveaux prélèvements fiscaux, le projet d'emprunt forcé* [19 décembre 1947] (p. 5923, 5924, 5925, 5926, 5927, 5928, 5929, 5930, 5931). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5988, 5990, 5991), [21 décembre 1947] (p. 6003, 6004, 6006, 6007, 6015, 6030, 6031, 6032, 6036, 6037, 6038, 6048, 6050), [22 décembre 1947] (p. 6057, 6058, 6059, 6066, 6067, 6068, 6069, 6070); *Renvoi du débat* (p. 6082); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Denais tendant à transformer l'impôt en emprunt* (p. 6089); *Amendement de M. de Tinguy instituant un emprunt de 5 0/0 obligatoire* (p. 6092); *Dix amendements tendant à exempter les sinistrés* (p. 6098, 6099); *Nouvel amendement de M. Courant tendant à exempter les sinistrés en reportant le prélèvement sur les dommages dus par l'Etat* (p. 6100); Art. 2 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt*

sur les bénéfices industriels et commerciaux (p. 6102, 6103, 6104); Amendement de M. Delachenal tendant à utiliser le système employé pour l'impôt général sur le revenu (p. 6106); Amendement de M. Rigal tendant à exonérer la part de bénéfices allant de 1 à 52.000 francs (p. 6106); Amendements de MM. Mallez et Ribeyre tendant à faire porter le prélèvement sur les bénéfices réels et non sur le chiffre d'affaires (p. 6108, 6109); Amendement de M. Mauroux tendant à ce que le contribuable soumis au régime du bénéfice réel puisse obtenir une détaxe (p. 6110, 6111); Amendement de M. Pleven tendant à exempter de prélèvement les entreprises qui ont subi une perte d'exploitation en 1946 (p. 6111); Amendement de M. de Tinguy tendant à supprimer le prélèvement inférieur à 2.500 francs (p. 6111, 6112); Explications de vote sur l'article (p. 6112); Art. 3 : Prélèvement sur les exploitants agricoles (p. 6116, 6117); Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer les petits agriculteurs et à appliquer aux autres les taux prévus pour les commerçants et industriels (p. 6117, 6131); Amendement de M. Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs (p. 6119, 6120, 6121, 6126, 6128); Amendement de M. Garcia tendant à réduire de moitié le prélèvement sur les métayers (p. 6129); Alinea 3 concernant l'abattement à la base sur le bénéfice imposable (p. 6132); Amendements de MM. Pleven, Vée et Moussu tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu (p. 6133); Amendements de MM. Triboulet et Waldeck Rochet tendant à établir l'égalité de traitement entre agriculteurs et commerçants (p. 6135, 6136); Art. 4 : Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux (p. 6139); Amendement de M. Triboulet tendant à exonérer les membres des professions libérales de plus de 65 ans (p. 6140, 6141); Amendement de M. Denais tendant à réduire de 50 0/0 l'imposition sur la fraction de bénéfices provenant de rémunérations payées pour prestation de services (p. 6141); Amendement de M. Mondon tendant à distinguer les redevables n'ayant rien investi dans leurs professions (p. 6141, 6142); Amendement de M. Burlot tendant à exonérer les contribuables des professions non commerciales dont l'impôt est prélevé à la source (p. 6142); Amendements de MM. Antier et de Moro-Giafferri tendant à accorder un abattement aux titulaires de la retraite du combattant ou d'une pension de guerre (p. 6142, 6143); Art. 5 : Amendements de MM. Delcos et Gabelle

tendant à tenir compte des incidences familiales (p. 6143, 6144); Amendements de MM. Ramette, Montel, Queuille et Triboulet tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction (p. 6145, 6146, 6147); Art. 6 : Amendement de M. Montel tendant à opérer une compensation entre le prélèvement et les indemnités de réquisition (p. 6148); Art. 7 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à faciliter le paiement du prélèvement aux contribuables qui ne pourront pas emprunter (p. 6149); Amendement de M. Demy tendant à déduire pour le calcul du prélèvement les impôts cédulaires payés en 1947 (p. 6149); Amendements de MM. Ramette et Masson tendant à ne percevoir le prélèvement que si les réductions de dépenses de l'Etat ont été faites (p. 6152, 6153); Art. 7 bis : Amendement de M. Bessac tendant à prévoir l'assainissement de la circulation monétaire (p. 6158); Art. 8 : Amendement de M. Girard tendant à ne pas appliquer la loi dans les départements d'outre mer (p. 6158, 6159); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Création d'un prélèvement exceptionnel et mesures en faveur des sinistrés et spoliés [31 décembre 1947] (p. 6667, 6668, 6669); Art. 2 : Amendements de MM. Delachenal et Duclos tendant à exonérer les contribuables dont les bénéfices forfaitaires n'ont pas dépassé 100.000 francs pour la tranche de 1 à 52.500 francs (p. 6676); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 2 : Amendement de M. Darou permettant aux assujettis de s'acquitter en une fois du prélèvement [22 décembre 1947] (p. 6170); Amendement de M. Louvel tendant à autoriser les assujettis à se libérer en souscrivant aux emprunts des associations de sinistrés (p. 6170); Amendement de M. de Tinguy tendant à autoriser les contribuables à faire souscrire une tierce personne à leur place (p. 6170, 6171); Amendement de M. Pleven tendant à régler les modalités de souscription (p. 6171); Art. 3 : Amendement de M. Charpentier permettant l'utilisation des titres de l'emprunt en garantie d'avances aux agriculteurs pour l'achat de matériel agricole (p. 6172); Art. 4 : Amendement de M. Livry-Level tendant à ne rendre la cession des titres d'emprunts possible que par acte notarié (p. 6174); Amendement satisfait de M. Crouzier concernant l'exemption accordée aux sinistrés (p. 6174); Explications de vote sur l'ensemble du projet (p. 6174). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (Discussion des projets financiers)



[30 décembre 1947] (p. 6542, 6543, 6544). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 10 : *Taux et base de l'impôt général sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6571) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles ; Art. 4 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne maintenir les administrations dans les immeubles occupés que jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1948* [30 décembre 1947] (p. 6582, 6583, 6584) ; Art. 4 : *Amendement de M. Deixonne tendant à insérer un article nouveau relatif aux avances faites à des particuliers au titre de la loi du 19 août 1936* (p. 6585) ; Art. 5 : *Amendement de M. Sion tendant à exonérer de l'impôt cédulaire les heures supplémentaires* (p. 6586) ; *Amendement analogue de M. Musmeaux* (ibid.) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Sesmaisons relatif au délai d'exigibilité des contributions directes* (p. 6587) ; Art. 13 bis : *Mesures contre la détention d'or et de devises fortes* (p. 6588) ; Art. 13 ter : *Suppression de la C. C. D. V. T.* (p. 6588, 6589, 6590) ; Art. 16 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer tous droits et taxes sur les produits pétroliers consommés par l'Etat* (p. 6592) ; *Droits sur les produits pétroliers* (p. 6593, 6594, 6595) ; Art. 17 : *Amendement de M. Gros relatif aux produits de parfumerie et de toilette* (p. 6597) ; *Amendements de MM. Masson, Very et Lucas relatifs aux droits sur les rhums* (p. 6600) ; *Amendement de M. Garcia tendant à modifier les droits de consommation sur les alcools* (p. 6601, 6602) ; *Amendement de M. Fernand Chevalier tendant à affecter les augmentations du prix de cession des alcools à la régie commerciale des alcools* (p. 6602) ; Art. 18 : *Amendement de M. Fernand Chevalier relatif aux tarifs pour les manquants chez les marchands d'alcool* (p. 6603) ; Art. 19 : *Amendement de M. Brusset relatif aux vins de liqueur bénéficiant de l'appellation contrôlée* (p. 6603) ; Art. 24 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à exempter les casinos de toute taxe supplémentaire* (p. 6604) ; Art. 26 : *Amendements de MM. Coudray, Cartier et Ribeyre tendant à exonérer de la redevance sur les radios les vieillards salariés vieux travailleurs* (p. 6605) ; *Amendement de M. Charles Benoit tendant à exonérer les hôpitaux et sanatoria de la taxe radiophonique* (p. 6605) ; Art. 26 bis : *Amendement de M. Valentino relatif à la perception des impôts dans les départements d'outre-mer* (p. 6606, 6607) ; *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article additionnel instituant*

*une taxe sur la vente d'automobiles d'occasion* (p. 6607) ; Art. 31 : *Amendement de M. Gozard tendant à insérer un article nouveau réglementant l'ouverture de comptes spéciaux* (p. 6610) ; Art. 41 bis : *Amendement de M. Ramette tendant à fixer le taux de la redevance départementale et communale sur les mines de charbon* (p. 6611) ; Art. 43 : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier la réglementation des caisses d'épargne* (p. 6611) ; Art. 46 : *Amendement de M. Pierre Meunier relatif au rôle de la Commission de vérification des comptes des établissements publics d'Etat* (p. 6612) ; *Amendement de M. Bergasse tendant à faire établir par cette Commission de vérification un rapport sur les entreprises nationalisées* (p. 6614) ; Art. 50 : *Disjonction de cet article par la Commission* (p. 6615) ; Art. 3 quinquies (*En nouvelle délibération*) *Mesures concernant la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 6616) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles) : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6645, 6646). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des projets retour du Conseil de la République*) [31 décembre 1947] (p. 6660) ; — sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion sur le prélèvement exceptionnel au 2 janvier 1948*) [31 décembre 1947] (p. 6678, 6679). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Montel tendant à bloquer au Crédit national le produit du prélèvement en vue de la reconstruction* [3 janvier 1948] (p. 14, 15) ; Art. 2 : *Discussion commune des amendements* (p. 16) ; *Amendement de MM. Duclos et Schauffler tendant à exonérer les artisans* (p. 17) ; *Amendement de M. Duclos tendant à substituer un abattement de 96.000 francs à celui prévu de 10.000 francs* (p. 18) ; *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer la notion du bénéfice réel à celle du chiffre d'affaires* (p. 20, 21) ; *Amendements de M. Schauffler tendant à nécessiter un accord avec les organismes professionnels pour la fixation des coefficients* (p. 21) ; Art. 3 : *Prélèvement sur les exploitants agricoles* (p. 24) ; *Amendements de MM. Delachenal, Sourbet, Gros, Biscarlet et Desson tendant à exonérer les victimes des calamités agricoles en 1947* (p. 28, 29) ; *Amendement de M. Garcia tendant à répartir le prélèvement entre le propriétaire et le métayer* (p. 31) ; Art. 4 : *Amendements de MM. Lamps, de Moro-Giafferri,*

*Delachenal, Bardoux et Giacobbi tendant au relèvement de l'abattement à la base pour les professions non commerciales* (p. 34, 35, 36); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à exonérer les victimes des inondations de l'Est* (p. 36); *Art. 4 bis : Amendement de M. July tendant à réduire le prélèvement pour charges de famille* (p. 38, 39); *Amendement de M. de Boysson tendant à réduire le prélèvement à partir de deux enfants à charge* (p. 39); *Art. 4 ter : Amendements de MM. Courant, Coudray, Laniel, Michaut Vendroux, Kuehn, André. Kriegel-Valrimont et Fonlupt-Esperaber en faveur des sinistrés et des victimes des inondations* (p. 44, 45, 46, 47); *Art. 5 : Amendements de MM. Bouvier et Bouvier-O Cottereau tendant à insérer de nouveaux articles en faveur des anciens combattants, résistants et déportés* (p. 49); *Art. 6 : Amendement de M. Dusseau tendant à insérer un nouvel article permettant de s'acquitter du prélèvement en souscrivant aux emprunts locaux d'équipement rural* (p. 50); *Art. 7 : Amendement de M. Rousseau tendant à ajouter un alinéa accordant des délais de paiement aux créiteurs de l'Etat* (p. 50); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt amendé par le Conseil de la République; *Art. 2 : Exonération du prélèvement exceptionnel par souscription à l'emprunt* [5 janvier 1948] (p. 95); *Art. 3 : Reprise du texte voté en première lecture relatif à la définition des emprunts auxquels les contribuables pourront souscrire* (p. 96); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes: *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs: *Demande de discussion d'urgence* [29 janvier 1948] (p. 267); *Discussion générale* (p. 274, 275, 280, 281, 282); *Art. 2 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rembourser en huit jours les sommes de moins de 400.000 francs* (p. 285); *Amendement de M. Desjardins tendant à rembourser immédiatement 50 000 francs par déposant* (p. 285, 286); *Amendement de M. Duclos tendant à rembourser 50.000 francs par déposant dont le revenu imposable est inférieur à 200.000 francs* (p. 286); *Amendement de M. Serre tendant à rembourser 100.000 francs dans un délai de huit jours* (p. 287); *Amendement de M. Ramarony tendant à régler dans un délai d'un mois les conditions de remboursement* (p. 287); *Amendement de M. Livry-Level tendant à permettre d'échanger*

*les sommes retirées des banques dans les trois derniers jours* (p. 287); *Amendement de M. Bruyneel tendant à faire accepter ces billets en paiement des dettes envers l'Etat* (p. 288). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Débats à venir sur l'île de la Réunion, le franc C. F. A.* [3 février 1948] (p. 356, 357, 358). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5 000 francs: *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 359, 360). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la politique étrangère*) [10 février 1948] (p. 601). — Prend part à la discussion de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux: *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 638, 639, 640, 641). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débats financiers*) [17 février 1948] (p. 793). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées: *Sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 797, 798, 800); *Demande de renvoi au Conseil économique* (p. 801); *Discussion générale* (p. 804); [18 février 1948] (p. 839, 841, 842, 843, 845, 847, 848, 853). — Est entendu: sur une demande de modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs*) [20 février 1948] (p. 978); *Explications de vote sur la question de confiance posée contre* [24 février 1948] (p. 1001, 1004, 1006, 1007); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la Marine marchande*) [24 février 1948] (p. 1012); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Montel, Bergasse et Lespès sur les augmentations du gaz et de l'électricité [24 février 1948] (p. 1014). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 902: *Demande de disjonction présentée par M. Villon des chapitres 902 à 907* [25 février 1948] (p. 1081); Chap. 908: *Crédits pour le Commissariat de l'énergie atomique* (p. 1083); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Art. 9 : Amendement de M. Deixonne relatif aux crédits pour l'équipement hydroélectrique et des centrales thermiques* [20 mars 1948] (p. 2050); *Art. 29 : Subventions aux collectivités*

*locales* (p. 2051, 2052); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; Art. 2 : *Amendement de M. Leenhardt relatif aux délais de prorogation des groupements d'importation* [26 février 1948] (p. 1148). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Respect de l'ordre du jour*) [26 février 1948] (p. 1148). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1425, 1426, 1427, 1428, 1429); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* (p. 1436); *Fractionnement de l'emprunt en tranches* (p. 1438); *Amendements de MM. Duclos et Viollette relatifs au fractionnement en tranches de l'emprunt* [6 mars 1948] (p. 1459, 1460, 1461); *Amendement de M. Raulin-Laboureur tendant à ajouter un alinéa relatif aux industries saisonnières* (p. 1463); *Amendement de M. Bouvier tendant à ajouter un article accordant de nouveaux délais pour souscrire à l'emprunt* (p. 1464); Art. 9 bis : *Amendements de MM. Furaud et de Raulin-Laboureur tendant à accorder des délais de paiement* (p. 1470); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à tenir compte de la catégorie réelle du contribuable* (p. 1471); *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir un représentant des sinistrés dans la commission départementale du prélèvement* (p. 1471); *Amendement de M. Courant tendant à modifier la composition de la commission départementale du prélèvement* (p. 1471); *Amendement de M. Paumier tendant à modifier les commissions paritaires* (p. 1472); *Amendement de M. Cayeux tendant à modifier les commissions paritaires* (p. 1474); *Amendement analogue de M. Lucas* (p. 1474); *Amendement analogue de M. Tanguy Prigent* (p. 1475); *Amendement analogue de M. Paumier* (p. 1475); *Amendement de M. Laurens tendant à tenir compte des conditions d'établissement des impositions en 1946* (p. 1476, 1477); *Amendement de M. Dusseaux prévoyant l'envoi d'un accusé de réception aux assujettis* (p. 1477); Art. 9 quater : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif aux délais de paiement* (p. 1477); *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des délais si le contribuable s'est déjà acquitté pour la moitié* (p. 1478, 1479); Art. 4 : *Amendements de MM. Crouzier, Coudray et Siefridt tendant à exonérer les sinistrés* (p. 1481); *Amendement de M. Penoy tendant à exonérer les évacués de 1940* [7 mars 1948] (p. 1502); *Amendement de*

*Mme Schell tendant à exonérer sinistrés, spoliés et déportés* (p. 1503); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à exonérer les inondés de l'Est* (p. 1503); *Amendement de M. Bouvier tendant à dispenser de versement préalable les catégories visées dans l'article* (p. 1504); Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* (p. 1508, 1509, 1510); Article additionnel : *Amendement de M. Palewski tendant à corriger les injustices du tarif progressif* (p. 1511); Art. 9 : *Révision par décret des coefficients établis* (p. 1523, 1524, 1525); *Amendement de M. Schauffler tendant à nécessiter l'avis des organismes professionnels* (p. 1525); Articles additionnels : *Amendement de M. Pleven relatif aux coefficients applicables aux agriculteurs imposés sur le bénéfice réel* (p. 1526); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à appliquer à tous l'abattement pour enfants à charge* (p. 1526); *Amendement de M. Le Coutaller tendant à permettre aux sinistrés de convertir les titres de l'emprunt obligatoite en emprunt de reconstruction* (p. 1527, 1528); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer quatre articles nouveaux relatifs au Fonds national de modernisation et d'équipement* (p. 1529, 1530); *Renvoi de la discussion* (p. 1531); Art. 5 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à permettre aux contribuables soumis à l'impôt sur les B. I. C. de choisir entre le calcul sur le bénéfice réel et celui sur le chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1540, 1541, 1542); *Amendement de M. Ramarony tendant à fixer un plafond au prélèvement* (p. 1542); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement de M. de Tinguy* (p. 1544, 1546); *Sous-amendement de M. Dusseaux tendant à augmenter de 50 0/0 le chiffre d'affaires pris en considération* (p. 1545); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à diminuer le taux appliqué aux artisans* (p. 1546); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à diminuer le bénéfice imposable du montant du minimum vital* (p. 1549); *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer le bénéfice réel en 1947 au chiffre d'affaires* (p. 1549, 1550); *Amendement de M. Mallez tendant à étendre la loi à l'Algérie* (p. 1552); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Gozard tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [11 mars 1948] (p. 1671); *Amendements de MM. Meunier et de Sesmaisons tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 9 quater* (p. 1672, 1673). —

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur le prélèvement*) [6 mars 1948] (p. 1481, 1482). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits; Art. 5 : *Amendement de M. Rixet tendant à rétablir l'article relatif aux droits d'usage des postes de radio* [18 mars 1948] (p. 1919, 1920); Article nouveau : *Délai supplémentaire pour les déclarations d'impôt sur le revenu* (p. 1921, 1922); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947 : *Explications de vote (Internement de Mme Joliot-Curie)* [19 mars 1948] (p. 1993); — du projet de loi créant la Caisse autonome de reconstruction; Art. 5 : *Amendement de M. Triboulet relatif au renouvellement des membres désignés et à la nomination du président du conseil d'administration* [19 mars 1948] (p. 2000, 2001); Art. 8 : *Amendement de M. Mido! relatif au secret professionnel à exiger des dirigeants de la Caisse* (p. 2003); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Discussion générale* [19 mars 1948] (p. 2018, 2020, 2021); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Auguet tendant à revaloriser au coefficient 7 les rentes viagères antérieures à 1959 et au coefficient 3 celles postérieures* (p. 2022); Art. 2 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à exiger la nationalité française comme condition pour bénéficier de la loi* [20 mars 1948] (p. 2042, 2043); *Amendement de M. Médecin tendant à majorer le taux pour les rentiers-viagers les plus modestes* (p. 2043); Art. 3 : *Amendement de M. Auguet tendant à substituer le montant du minimum vital à l'abattement prévu pour l'impôt général sur le revenu* (p. 2044, 2045); Art. 3-14 : *Opposition de l'article 48 du règlement à tous les amendements entraînant augmentation de dépenses* (p. 2045, 2047); Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux tendant à compenser la perte qu'a entraînée la dévaluation* (p. 2047); Art. 16 : *Prévision du paiement d'un acompte provisionnel* (p. 2048); — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2052, 2055); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2098, 2099, 2100, 2101, 2102); Art. 4 : *Amendement de M. Lamps tendant à élever à 84.000 francs l'abattement pour les commerçants soumis au forfait* [22 avril 1948] (p. 2189); *Amendement de M. Lamps tendant à élever le taux des impôts*

*à 28 0/0 pour les sociétés anonymes* (p. 2189); Art. 5 bis : *Amendement de M. de Tinguy relatif à la détermination des frais déductibles par hectare pour les agriculteurs* (p. 2190); Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* (p. 2194, 2195); *Amendement de M. Louxel tendant à ne faire porter l'impôt que sur 80 0/0 du bénéfice* [23 avril 1948] (p. 2221, 2222); *Amendement de M. de Boysson tendant à ramener le taux de l'impôt à 16 0/0 dans le cas du régime de la déclaration contrôlée du bénéfice net* (p. 2223); *Amendement de M. Gozard tendant à étendre le taux de 15 0/0 à tous les revenus des professions non commerciales touchés par chèque* (p. 2224); *Amendement de M. Denais relatif aux gérants des sociétés à responsabilité limitée* (p. 2225); Art. 12 bis : *Impôt cédulaire pour les ostréiculteurs* (p. 1226); *Amendement de M. Brillouet tendant à appliquer l'article aux ostréiculteurs employant leur famille ou moins de deux personnes* (p. 2227); Art. 13 bis : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 2228, 2229); Art. 14 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à affranchir de l'impôt les revenus inférieurs à 155.000 francs, minimum vital* (p. 2231, 2232); *Amendements de MM. Denais et Faure tendant à déduire des revenus imposables de l'an suivant l'impôt sur le revenu* (p. 2233); *Amendement de M. Rigal tendant à déduire des revenus imposables la moitié de l'impôt sur le revenu* (p. 2233, 2234); *Amendement de M. Rigal tendant à exempter de l'impôt les gratifications aux vieux travailleurs* (p. 2235); *Amendements de MM. Meunier, Delahoutre, Gozard et Siefridt relatifs aux abattements pour charges de famille et pour les pensionnés du travail* (p. 2237, 2238); Art. 28 bis : *Amendement de M. Guillon tendant à reporter au 31 mai 1948 la date d'application de la majoration de 10 0/0 pour impôts non payés* (p. 2261, 2262); *Amendement de M. Pleven tendant à déduire des bénéfices imposables les versements à l'Entr'aide française* (p. 2262); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 29 (ex-52) : *Droits de consommation sur les vins d'appellation contrôlée* [10 juin 1948] (p. 3384); — du projet de loi portant approbation d'une Convention entre le Gouvernement et la Banque de France : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2566, 2567); — de la proposition de loi de M. Louvel modifiant la loi portant nationalisation du gaz et de l'électricité : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2772, 2773); — de la proposition de

loi de M. Blocquaux relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion d'urgence* [20 mai 1948] (p. 2788, 2789); — de la proposition de loi de M. Duclos modifiant les lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Article unique : *Amendement de M. Auguet tendant à insérer un article abrogeant la majoration de 10 0/0 pour les contribuables retardataires* [20 mai 1948] (p. 2792). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage ment des cadres [27 mai 1948] (p. 2956, 2957, 2959). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification de l'accord franco-américain du 11 mars 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Explications de vote* [27 mai 1948] (p. 2975). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Discussion du projet de dégage ment des cadres*) [27 mai 1948] (p. 2975). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégage ment des cadres : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2994, 2995); *Contre projet de M. Cristofol* [2 juin 1948] (p. 3123); *Nouveau texte de la Commission* [3 juin 1948] (p. 3165, 3166, 3167); Article unique : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à interdire toute création d'emploi pour un an* (p. 3172); *Amendement de M. de Tinguy tendant à licencier titulaires ou non titulaires au choix, suivant la compétence* (p. 3172); *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier de Résistants* (p. 3174, 3175, 3176, 3177); *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier d'abord les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* (p. 3178, 3179); *Amendement de M. Bruyneel tendant à garder les fonctionnaires titularisés avant juin 1940* (p. 3181); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à ne pas tenir compte des fonctionnaires mis normalement à la retraite* (p. 3181); *Amendement de M. Pleven tendant à augmenter l'indemnité de licenciement aux auxiliaires* (p. 3182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le cinquième alinéa du paragraphe relatif au pourcentage des titulaires licenciés* [9 juillet 1948] (p. 4555); *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne pas licencier le conjoint d'un agent déjà licencié* (p. 4556); *Ses observations sur l'ensemble de la loi* (p. 4560). — Répond à une question de M. Midol concernant l'application de l'or-

donnance du 25 octobre 1945 relative aux allocations familiales [28 mai 1948] (p. 3032). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Crise financière de la S. N. E. C. M. A.*) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3066). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord financier franco-libanais : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3160, 3161); — de la proposition de loi de M. Guyon accordant une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (Crédits pour la S. N. E. C. M. A.) : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3161, 3163); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la tenue à Paris de la 3<sup>e</sup> session de l'Organisation des Nations Unies : *Discussion générale* [10 juin 1948] (p. 3373, 3374, 3375); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture de crédits au titre des Affaires étrangères* (p. 3375, 3376). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion du budget militaire*) [9 juillet 1948] (p. 4561). — Prend part à la discussion de propositions de loi portant révision des zones de salaires : *Sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4073 et suiv.). — Sa réponse à une pétition [28 juin 1948] (p. 4103). — Prend part à la discussion : des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Discussion générale Sa réponse à M. Betolaud* [5 juillet 1948] (p. 4318); *Sa réponse à M. Chambeiron* (p. 4324); *Ses observations sur les accords bilatéraux avec les U. S. A. et la Convention des Seize* (p. 4328 et suiv.); *Importance des investissements français* [6 juillet 1948] (p. 4347); *Création de la Commission de la réforme administrative* (p. 4351); *Expéditions de poutrelles d'acier des U. S. A.* (p. 4364); — de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur : *Discussion générale* [9 juillet 1948] (p. 4558, 4559); Art. 1<sup>er</sup> : *Prorogation des délais au 15 septembre 1948* (p. 4559, 4560); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse : *Sa réponse au Rapporteur* [16 juillet 1948]; (p. 4674, 4675); Art. 3 : *Amendement de M. Boutavant tendant à supprimer la 3<sup>e</sup> zone de salaires et à porter à 29.000 francs au moins l'allocation aux vieux travailleurs* (p. 4687, 4688). — Donne sa démission de *Ministre des Finances et des Affaires économiques* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948; Art. 17 : *Amendement de M. Anzonnaz tendant à supprimer le corps de contrôle militaire* [6 août 1948] (p. 5454, 5455); Art. 31 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à l'utilisation du produit de la vente d'excédents de matériel* (p. 5457, 5458); Art. 32 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à la ventilation des crédits pour la gendarmerie* (p. 5458); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5592, 5593). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* [8 septembre 1948] (p. 6471).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales, amendée par le Conseil de la République : (*Mécanisme du retour de la proposition de loi du Conseil de la République*) [23 septembre 1948] (p. 6868); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7895); Art. 10 : *Demande du Gouvernement d'une deuxième lecture de l'article* (p. 7920); Art. 13 bis : *Amendement de M. Louvel tendant à affecter 4 milliards d'économies sur les entreprises nationales au fonds d'équipement* (p. 7925); Art. 14 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à permettre au Gouvernement de proposer de nouveaux impôts à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1949 en cas d'échec de l'emprunt* (p. 7927); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les conclusions de la Commission des finances tendant à reprendre le texte de l'Assemblée)* [31 décembre 1948] (p. 8250, 8251); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et portant dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 dé-

cembre 1948] (p. 8098); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8162, 8169); Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales* (p. 8174); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Palewski relatif au pourcentage prélevé pour les œuvres sociales* (p. 8179); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949; Art. 10 : *Amendement de M. Fagon relatif aux intégrations dans le cadre des administrateurs civils* [31 décembre 1948] (p. 8258); Art. 11 : *Son amendement tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission* (p. 8258); — d'une proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 272, 273); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel : *Amendements de MM. Fagon, Petit et Mme Lempereur relatifs au reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 470, 471); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : Art. 1<sup>er</sup> : *Sa réponse aux conceptions économiques de M. Meunier* [15 février 1949] (p. 572); — du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative (*Passage à la discussion des articles*) [17 février 1949] (p. 651); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire*) [24 février 1949] (p. 906, 907, 908); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir pour trois mois un crédit de 67.250 millions* [2 mars 1949] (p. 1137); *Amendement de M. Louvel tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 18 milliards pour les travaux de l'électricité et du gaz de France* (p. 1140); Etat A : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 2 milliards les prêts à la S. N. C. F.* (p. 1145); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S. N. C. F.* (p. 1148); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mai 1949] (p. 2796); — du projet de loi relatif à certaines

dispositions économiques et financières; Art. 8: *Amendement de M. Yvon tendant à fixer à 175 millions de litres au moins, le contingent d'essence attribué aux prioritaires* [25 mai 1949] (p. 2897, 2898); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2904, 2905); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor: *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2883, 2885); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à limiter la loi à la ville de Chandernagor* (p. 2885); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer: *Discussion générale (Ses observations sur la dévaluation de janvier 1948 et l'importation de produits américains)* [21 juin 1949] (p. 3575, 3576); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique, en qualité de *Rapporteur* [22 juillet 1949] (p. 5064, 5065, 5066, 5067, 5068, 5069, 5070); *Question posée par M. Billoux* [23 juillet 1949] (p. 5098); *Motion préjudicielle déposée par M. Malleret - Joinville* [25 juillet 1949] (p. 5250); *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5264); Article unique: *Ratification du Pacte de l'Atlantique* (p. 5331); Article additionnel: *Amendement de M. Michelet tendant à demander au gouvernement américain des précisions sur le Comité de défense et les fournitures du matériel de guerre* [26 juillet 1949] (p. 5346, 5347). — Est nommé *Président du Conseil désigné* [20 octobre 1949] (p. 5884). Prend part aux débats sur son investiture (*Son programme de Gouvernement et ses observations sur la question des salaires et des prix, le droit de grève des fonctionnaires, la prime de 3.000 francs aux bas salaires, le déficit du commerce extérieur, l'équilibre budgétaire à assurer, la guerre d'Indochine et le problème allemand*) [20 octobre 1949] (p. 5884, 5885, 5886). Renonce à former le Ministère malgré le vote favorable de l'Assemblée [27 octobre 1949] (p. 5917). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Bidault), décret du 28 octobre 1949 (*J. O.* du 28 octobre 1949) (p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux locations-gérançes; Art. 10: *Amendement de M. Wasmer tendant à prévoir une indemnité de plus-value à la sortie du bail* [8 novembre 1949] (p. 6017); *Sa demande de disjonction de l'amendement* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux radiations des listes électorales: *Urgence* [22 novembre 1949]

(p. 6155, 6156). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence: d'une proposition de loi amnistiant certains délits politiques en Algérie: *Contre l'urgence* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6467); — d'une proposition de loi portant amnistie en faveur de certains travailleurs: *Urgence* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6469). — Prend part à la discussion: des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics; Art. 8: *Amendement de M. Peron tendant à supprimer l'article relatif aux provocations orales ou écrites* [6 décembre 1949] (p. 6642, 6643); — du projet de loi relatif aux baux commerciaux; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Citerne tendant à proroger la loi existante jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1950* [16 décembre 1949] (p. 6954); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 7: *Arbitrage obligatoire en cas de conflits* [4 janvier 1950] (p. 118); Art. 12: *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à prévoir des créations d'emplois au Conseil d'Etat* (p. 143); Art. 14: *Amendement de M. Coste-Floret relatif aux indemnités attribuées aux Conseillers d'Etat membres de la Commission supérieure d'arbitrage* (p. 144); Art. 20: *Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* (p. 147, 148); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Art. 31 du Code du travail: *Amendement de M. André tendant à prévoir un décret pour l'application de la loi aux offices publics et ministériels* [2 février 1950] (p. 911); *Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions du transport* (p. 915); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat: *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1752, 1753, 1754, 1755, 1756); *Contre-projet de M. Tourné tendant à abroger le paragraphe 3 de l'article 76 du Code pénal* (p. 1761, 1762); Art. 1<sup>er</sup>: *Application de la peine de réclusion pour les infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* (p. 1773, 1775, 1776); *Amendement de M. Coffin tendant à humaniser les peines prévues par l'article 76 du Code pénal* (p. 1804, 1807); *Sous-amendement de M. Cot tendant à ne prévoir en temps de paix que les travaux forcés à temps* (p. 1809); *Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer « sera » à « ne sera pas » au paragraphe A de l'amendement de M. Dominjon* (p. 1815, 1816);

*Sous-amendement de M. Tournaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* (p. 1823, 1824); — du projet de loi relatif à la prorogation des baux commerciaux; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Citerne tendant à proroger les textes existants jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi* [23 mars 1950] (p. 2304); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Rollin tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur les appartements achetés dix ans avant l'exercice de ce droit* [24 mars 1950] (p. 2343, 2344); *Amendement de M. Rollin tendant à supprimer l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 2346, 2347); Art. 3: *Amendement de M. Ninine tendant à supprimer l'article limitant le droit de reprise aux propriétaires ayant acheté avant la loi* (p. 2348, 2349); *Amendement de M. Chautard tendant à substituer « éviction » à « événement »* (p. 2349, 2350); *Amendement de M. Schaufler tendant à insérer un article nouveau accordant le droit au maintien dans les lieux aux locataires ayant 5 enfants au moins* (p. 2351, 2352); *Amendement de Mme Ginollin tendant à insérer un article nouveau ne permettant pas d'expulser le locataire du local d'un immeuble vendu par appartement sans le reloger* (p. 2353, 2354); Article additionnel: *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter du droit de reprise les mutilés, invalides et vieillards de plus de 75 ans* [16 mai 1950] (p. 3696, 3697); *Amendement de M. Cayeux tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954* (p. 3699, 3700); Art. 4: *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente* (p. 3703, 3704); Art. 6: *Amendement de M. Citerne tendant à permettre de plein droit la résiliation de toutes promesses d'achat* (p. 3720); Art. 7: *Amendement de M. Bourbon tendant à obliger le vendeur à faire connaître aux acheteurs éventuels les dispositions de la loi* (p. 3720, 3721); *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article 7* (p. 3721); — des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin: *Discussion générale* [29 mars 1950] (p. 2603, 2604); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles: *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2662, 2663); — des interpellations sur l'arrestation de 2 députés (Mme Marie Lambert et M. Signor):

*Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 2990, 2991, 2992, 2993). Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des économiquement faibles pour couvrir leurs frais de déménagement [5 mai 1950] (p. 3333). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des crédits civils en 1950; Etat C, ORDRE DE LA LIBÉRATION, Chap. 1200: *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour indemnités diverses (médaille de la Résistance)* [12 mai 1950] (p. 3656); JUSTICE: *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Grimaud* [17 mai 1950] (p. 3767); *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4108, 4116, 4117, 4118, 4119, 4120, 4121, 4122); Chap. 1020: *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour le conseil supérieur de la magistrature (Arrestation de résistants)* (p. 4125, 4126); Chap. 1060: *Sa demande de rétablissement des crédits pour les cours d'appel* (p. 4126); *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour les cours d'appel (Grefte de la cour d'appel de Douai)* (p. 4127); Chap. 1070: *Sa demande de rétablissement des crédits pour les tribunaux de première instance* (p. 4127, 4128); Chap. 1100: *Justices de paix (Limite d'âge des juges de paix)* (p. 4129); Chap. 1120: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires (Suppression des cours de justice)* (p. 4130); Chap. 1170: *Jury national des marchés de guerre* (p. 4131), Chap. 1280: *Éducation surveillée* (p. 4132); Chap. 1370: *Sa demande de rétablissement des crédits pour les congés de longue durée* (p. 4132); Chap. 1380: *Amendement de M. Serré tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour rémunération des greffiers (Greffiers d'Algérie)* (p. 4133); Chap. 3000: *Matériel de l'administration centrale (Achat d'immeubles)* (p. 4133, 4134); Chap. 3020: *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel du Conseil d'État* (p. 4134); Chap. 3050: *Matériel de la Cour d'appel (Chauffage de la Cour de Cassation)* (p. 4134, 4135); *Amendement de M. Courant tendant à réduire de 1000 francs les crédits de ce chapitre (Rajeunissement de l'équipement)* (p. 4135); Chap. 3070: *Sa demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement des services judiciaires* (p. 4137); Chap. 3100: *Sa*



demande de rétablissement des crédits pour les loyers des services judiciaires (p. 4137); Chap. 3120 : *Frais d'impression (Publication du Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation)* (p. 4138); Chap. 3210 : *Achat de matériel automobile pour les bois de justice* (p. 4138); Chap. 5000 : *Subvention aux œuvres post-pénales* (p. 4139); Chap. 6020 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les tribunaux des pensions* (p. 4141); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 1000 : *Amendement de Mme Bastide tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale pour l'administration centrale (Politique de répression gouvernementale)* [27 juillet 1950] (p. 6101); — d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France : *Question préalable posée par M. Toujas* [16 mai 1950] (p. 3726); — d'une proposition de loi relative à la répression des faits de collaboration : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3728, 3729). — Répond à une question de M. Barel relative aux manifestations du 28 mars 1950 à Nice contre la bombe atomique [2 juin 1950] (p. 4181). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logement; Art. 2 : *Amendement de M. Jeanmot tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* [29 juin 1950] (p. 5285). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité. [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 6 : *Amendement de M. Toujas tendant à supprimer l'article obligeant les emprunteurs à fixer une plaque sur le matériel nanti* [27 juillet 1950] (p. 6095); Art. 14 : *Amendement de M. Chautard relatif au règlement de conflits entre titulaires de nantissements successifs* (p. 6096); Art. 24 : *Amendement de M. Chautard relatif au délai d'homologation des contrats de nantissement* (p. 6098); — d'une proposition de loi relative à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété : *Sa demande*

*de renvoi à la Commission* [27 juillet 1950] (p. 6104). — Répond à une question de M. Minjoz relative aux tarifs des experts en matière de détermination des loyers [28 juillet 1950] (p. 6150). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Motion préjudicielle de M. Minjoz* [24 octobre 1950] (p. 7110); *Discussion générale* (p. 7112), [2 novembre 1950] (p. 7382), [3 novembre 1950] (p. 7436, 7437, 7438, 7439, 7440, 7441), [4 novembre 1950] (p. 7457, 7460); *Suite de la discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7507, 7523, 7524); *Motion préjudicielle de M. Terrenoire tendant à mettre en résidence surveillée le maréchal Pétain* [9 novembre 1950] (p. 7554); *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* (p. 7561); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 1<sup>er</sup> à 5* (p. 7575); Art. 2 : *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Epuración en Alsace-Lorraine)* (p. 7581); *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les peines inférieures à cinq ans de dégradation nationale* (p. 7586); *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à une peine inférieure à dix ans de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7639); *Amendement de M. Quilici tendant à amnistier les condamnés algériens à la dégradation nationale* (p. 7641, 7642); *Amendement de M. A. Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à vingt ans au moins de dégradation nationale* (p. 7645); *Amendement de M. Rollin tendant à faire cesser la peine de dégradation à l'expiration de la peine principale* (p. 7647); Art. 3 : *Amendement de M. Michelet tendant à assimiler les mineurs déjà condamnés à ceux qui ne le sont pas encore* [14 novembre 1950] (p. 7669, 7670); *Amendement de M. Toujas tendant à tenir compte des grâces déjà intervenues* (p. 7670); *Amendement de M. Montillot tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale qui sont anciens combattants, pères ou fils de morts au champ d'honneur* (p. 7673); *Amendement de M. Meck tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht après le 25 août 1942* [16 novembre 1950] (p. 7765, 7766); *Amendement de M. Bentâieb tendant à amnistier les Nord-Africains musulmans venus en France travailler avec contrat de travail ou appelés par l'armée* (p. 7771); Art. 4 : *Sort des*

amendements réservés (p. 7772); Art. 5 : Amendement de M. Michelet tendant à supprimer l'article relatif aux condamnations prononcées par la Haute-Cour de justice (p. 7774, 7775); Amendement de M. Toujas tendant à exclure du bénéfice de la libération conditionnelle les condamnés par la Haute-Cour (p. 7784); Art. 6 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les condamnés à plus de vingt ans de dégradation nationale (p. 7791); Art. 7 : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'amnistie accordée aux contumaces (p. 7794); Amendement de M. Theetten tendant à amnistier les condamnés engagés volontaires pour l'Indochine (p. 7795); Art. 8 : Amendement de M. Albert Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans une formation de l'armée allemande après le 25 août 1942 (p. 7798); Art. 9 : Amendement de M. Bourbon tendant à supprimer le premier paragraphe accordant l'amnistie par décret aux condamnés à moins de trois ans de prison (p. 7825, 7826); Amendement de M. Joseph Hughes relatif aux condamnés mis en liberté conditionnelle (p. 7829); Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas (p. 7831); Amendement de M. Bentaïeb tendant à amnistier les Nord-africains venus avec un contrat de travail ou appelés par l'armée dans la métropole (p. 7833); Art. 10 : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir la consultation d'une commission de membres du Comité d'action de la résistance [17 novembre 1950] (p. 7887, 7888); Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis (p. 7889); Amendement de M. Bentaïeb tendant à amnistier les soldats et travailleurs nord-africains amenés dans la métropole (p. 7891); Article additionnel : Amendement de M. Bentaïeb tendant à amnistier les Musulmans algériens venus avec un contrat de travail ou engagés dans une formation armée [21 novembre 1950] (p. 7957); Art. 12 : Amendement de M. July tendant à établir la confusion des peines pour les confiscations prononcées par différentes cours (p. 7964); Art. 13 : Amendement de M. Michelet tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant un délai de deux ans pour les réintégrations dans la Légion d'honneur [28 novembre 1950] (p. 8211); Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à prévoir un tour de priorité pour les anciens combattants (p. 8213); Art. 14 : Amendement de M. Rincant tendant à

spécifier que l'amnistie n'entraîne pas de réintégration dans les emplois et fonctions publiques (p. 8217); Art. 16. Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif au rapatriement et à la remise aux parents amnistiés des corps des anciens combattants morts au champ d'honneur [4 décembre 1950] (p. 8476); Chap. 4 : Libérations anticipées (p. 8476, 8477, 8480); Art. 17 : Amendement de Mme Braun tendant à supprimer le chapitre prévoyant des libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine (p. 8483, 8884, 8485); Art. 19 : Amendement de Mme Duvernois tendant à ne pas appliquer les dispositions du chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures, délations et trahisons (p. 8499, 8500); Art. 20 : Amendement de M. Chautard tendant à limiter à vingt ans la durée maxima de la dégradation nationale (p. 8503, 8504); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir parmi les exclusions le droit d'administrer des associations professionnelles ou des syndicats (p. 8505); Art. 21 : Amendement de Mme François tendant à supprimer l'article limitant la confiscation aux biens présents des condamnés (p. 8506); Art. 22 : Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer l'article relatif aux interdictions de séjour (p. 8506); Amendement de M. Michelet tendant à suspendre l'interdiction de séjour pour les indignes nationaux, sauf exceptions (p. 8507); Amendement de Mlle Weber tendant à supprimer l'interdiction de séjour pour les Alsaciens-Lorrains indignes nationaux (p. 8508, 8509); Amendement de M. Fonlupt-Esperaber tendant à prévoir un régime spécial pour les interdits de séjour alsaciens lorrains (p. 8510); Article additionnel : Amendement de M. Coudray tendant à indemniser les amnistiés après les autres sinistrés (p. 8538); Art. 25. Amendement de M. Bentaïeb tendant à supprimer les rétrogradations prononcées contre des militaires de carrière en Afrique du Nord (p. 8548); Article additionnel : Demande de disjonction des amendements déposés, relative à l'épuration administrative, présentée par la Commission (p. 8551); Amendement de M. André Hughes tendant à rendre le droit d'éligibilité aux épurés administratifs (p. 8552); Amendement de M. Fayet tendant à réintégrer les fonctionnaires algériens victimes de la loi du 5 octobre 1940 (p. 8553, 8554); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer les cours de justice (p. 8554); Amendement de M. Bentaïeb tendant à appliquer la loi du 16 août 1947 amnistiant les infractions économiques en Algérie (p. 8558,

8559); *Amendement de M. Toujas tendant à amnistier les condamnés pour manifestations contre les missions étrangères d'inspection* (p. 8560); *Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les résistants non encore amnistiés par la loi du 16 août 1947 (Affaire Kabaczinski)*, (p. 8564, 8565); *Sous-amendement de M. Penoy tendant à amnistier les résistants complices de meurtres* (p. 8565); *Sous-amendement de M. Noguères tendant à annuler les condamnations civiles prononcées contre des résistants* (p. 8566); *Amendement de M. Bentaïeb tendant à amnistier les Nord-africains ayant servi dans des formations para-militaires pendant l'occupation* (p. 8567); *Demande de disjonction de 21 amendements sans rapport avec la loi, présentée par la Commission* (p. 8567); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 8572); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Amendement de M. Aubry tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides* [2 janvier 1951] (p. 7); Art. 10 *ter* : *Amendement de M. Bentaïeb tendant à accorder de droit l'amnistie aux Musulmans engagés en France dans des formations spéciales* (p. 10); Art. 14 *bis* : *Épuration administrative* (p. 12); Art. 27 *quater* : *Amendement de M. Minjoz relatif aux droits des tiers contre les résistants poursuivis* (p. 17); — Est entendu sur : le procès verbal de la séance précédente (*Réponse de M. Morice aux accusations de collaboration économique*) [4 novembre 1950] (p. 7468); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français [12 décembre 1950] (p. 8954). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'Exercice 1951 : LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION; Chap. 0700 : *Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les médaillés militaires* [12 décembre 1950] (p. 8957); Article unique : *Réouverture du délai de mise en instance de la Médaille de la résistance* (p. 8957); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux : *Question préalable posée par M. Garet* [14 décembre 1950] (p. 9065, 9066); *Discussion générale* (p. 9070, 9071, 9072); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire bénéficier les sociétés de la loi* (p. 9079); *Situation des établissements publics* (p. 9080); *Amendement de M. Rollin tendant à appliquer la loi aux officiers ministériels* (p. 9081);

*Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à appliquer la loi aux concessions faites par l'Etat ou les collectivités publiques* (p. 9081); *Amendement de M. Minjoz tendant à appliquer la loi aux sociétés qui construisent des locaux commerciaux* (p. 9082); Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne pas prévoir de restrictions quant aux conditions de l'exploitation par le locataire* (p. 9083); *Amendement de M. Grimaud tendant à préciser la date marquant le terme de la durée de jouissance requise pour le renouvellement du bail* (p. 9084); *Amendement de M. Minjoz tendant à assimiler certains exploitants à des propriétaires* (p. 9085); *Demande de réserver l'article présentée par M. Grimaud* (p. 9085); Art. 3 : *Amendement de M. Grimaud relatif aux formalités de notification du congé* (p. 9087, 9088); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans* (p. 9090); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le texte de la Commission* (p. 9091). — Répond à une question de M. de Moro-Giafferri relative à la mise en liberté provisoire d'inculpés [15 décembre 1950] (p. 9153, 9154). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : *Amendement de M. Péron tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires du bail* [30 décembre 1950] (p. 9865, 9866); *Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas opposer la loi au propriétaire évincé d'un local d'habitation qui veut reprendre un local commercial* (p. 9869); *Amendement de M. Grimaud tendant à rajuster provisoirement la valeur des loyers* (p. 9871); *Amendement de M. Grimaud tendant à accorder la prorogation aux personnes épurées ou condamnées par une Cour de justice* (p. 9872); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Sa demande de renvoi à la Commission* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 612); Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à majorer les rentes payées pour des ventes en usufruit* [13 mars 1951] (p. 1859); Art. 7 : *Amendement de M. Dupont tendant à inclure les employés de commerce ayant des rentes d'institutions de prévoyance* (p. 1860, 1861); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Article additionnel : *Amendement de M. Chautard relatif aux conditions nécessaires pour la dénonciation du bail par le bailleur* [6 février 1951] (p. 761); Art. 4 : *Amendement de M. Chautard*

donnant au locataire congédié le droit de demander le renouvellement de son bail (p. 762); Art. 5 : Amendement de M. Minjoz tendant à réduire le délai prévu de trois à un mois (p. 762); Art. 6 : Amendement de M. Hugonnier tendant à prévoir le paiement d'une indemnité en cas de refus de renouvellement du bail (p. 764, 765); Art. 7 : Amendement de M. Citerne tendant à porter le délai prévu à trois mois pour l'examen par le locataire des propositions du propriétaire (p. 767); Amendement de Mme Reyraud relatif à un immeuble reconstruit où le locataire ne peut plus exercer sa profession (p. 768); Amendement de M. Coudray tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit (p. 769, 770); Nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article (p. 771); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, JUSTICE, Chap. 1000 : Ses observations sur la relégation, l'assistance judiciaire, l'interdiction de séjour et l'arrestation arbitraire d'un médecin parisien [15 février 1951] (p. 1186, 1187, 1193, 1194, 1195); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1 000 francs les crédits de l'administration centrale (Arrivée de généraux allemands à Paris) (p. 1198); Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1 000 francs les crédits de ce chapitre (Mise en liberté conditionnelle des militants de la Bocca) (p. 1209, 1210); Chap. 1040 : Haute-Cour de justice (p. 1212, 1213); Chap. 1050 : Vacances d'emplois à la Cour de Cassation (p. 1213); Chap. 1090 : Greffier de la Cour d'appel de Colmar (p. 1214); Chap. 1100 : Suppression de justices de paix (p. 1214); Ses observations sur les expulsions de locataires (p. 1215); Chap. 1110 : Indemnités des services extérieurs judiciaires (p. 1215); Chap. 1170 : Amendement de M. Courant tendant à réduire de 5.000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires (Réductions excessives des crédits) (p. 1216); Chap. 1180 : Assistantes sociales des établissements pénitentiaires (p. 1216); Chap. 3050 : Amendement de M. Berger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des cours d'appel (Frais d'entretien des bâtiments) (p. 1217); Suite du débat (p. 1217); Chap. 3070 : Frais de déplacement des services judiciaires [16 février 1951] (p. 1252); Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Frais de déplacement des tribunaux paritaires ruraux) (p. 1253);

Chap. 3140 : Matériel des services extérieurs pénitentiaires (Camp de la Châtaigneraie) (p. 1255); Chap. 3190 : Amendement de M. Toujas tendant à réduire de 1 000 francs les crédits pour l'entretien des mineurs détenus dans les établissements d'éducation surveillée (p. 1256); Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Arrestation des résistants criminels) (p. 1257); Chap. 6020 : Fonctionnement des tribunaux des pensions (p. 1257, 1258); Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 1258, 1259); Chap. 6040 : Amendement de Mme Bastide tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'approvisionnement des cantines de prisons (Sort des combattants de la paix) (p. 1259); Ses observations sur les crédits affectés aux cantines (p. 1260); Art. 3 : Demande de disjonction des articles prorogeant la délégation de magistrats dans les administrations centrales (p. 1261); Explications de vote sur l'ensemble (ibid.). — Donne sa démission de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Répond à une question de M. Minjoz relative à l'exécution d'une commission rogatoire chez un avocat [6 avril 1951] (p. 2809). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : Discussion générale [17 avril 1951] (p. 3379, 3383, 3387, 3389); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B; ENERGIE : Prêts aux Charbonnages de France [6 mai 1951] (p. 4680); Demande de disjonction des prêts, présentée par Mme Schell (p. 4682, 4683); Ligne 4 : Demande de disjonction du prêt de 10 milliards à la Compagnie nationale du Rhône, présentée par M. Michel (p. 4693); COMMUNICATIONS : Prêts à la S.N.C.F. (p. 4695); Prêts à Air France (p. 4696); AGRICULTURE : Prêts à l'agriculture et à l'industrie de l'azote (canal du Verdon) (p. 4697); Amendement de M. Perdon tendant à supprimer les prêts à l'industrie de l'azote (p. 4698); Amendement de M. Girard tendant à ouvrir des crédits à la Caisse nationale de crédit agricole pour des prêts dans les territoires d'outre-mer (p. 4698, 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLÉ : Amendement de M. Charpen-

tier tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique) (p. 4700, 4701); Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (p. 4702); Amendement de M. Djemad tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour prêts à l'Afrique du Nord (Retard de l'équipement de l'Algérie) (p. 4703); Amendement de M. Girard tendant à reporter 1 milliard des investissements en Sarre aux investissements dans les territoires d'outre-mer (p. 4705); Amendement de M. Serre tendant à réduire de 4.500 millions les investissements en Sarre (p. 4706); Amendement de Mlle Archimède tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer (p. 4707); INVESTISSEMENTS SOCIAUX : Amendement de M. Gozard tendant à réduire de 1 million les prêts divers (Insuffisance des crédits) (p. 4708); Article additionnel : Amendement de M. Leenhardt tendant à prévoir 34 milliards de crédits pour les entreprises privées (p. 4709); Amendement de M. Julian tendant à prévoir 3 milliards pour les entreprises artisanales et les petites entreprises (p. 4710); Amendement de M. Leenhardt tendant à prévoir 5 milliards de prêts pour le tourisme (p. 4710); Amendement de M. Lambert tendant à prévoir 5 milliards de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs par la Caisse mutuelle de crédit agricole (p. 4711); ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : Demande de disjonction des prêts pour le plan de modernisation et d'équipement, présentée par M. Leenhardt (p. 4726); Art. 2 : Amendement de Mlle Archimède tendant à réserver 249 millions à l'équipement agricole des départements d'outre-mer (p. 4728); Etat C; ELECTRICITÉ DE FRANCE : Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de paiement; Chantier d'Egleros (Alpes-Maritimes) (p. 4731); Art. 5 : Amendement de M. Valay tendant à augmenter de 4 milliards les crédits pour l'agriculture et l'industrie de l'azote (p. 4733); Demande de disjonction de l'article (Electrification rurale), présentée par M. Coudray (p. 4733); Article additionnel : Amendement de M. Camphin tendant à interdire toute fermeture de mine (p. 4740); Nouveau texte de la Commission [9 mai 1951] (p. 4873, 4874); Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : Amendement de M. Leenhardt tendant à prévoir des prêts pour les « trains à bandes »

(p. 4875, 4876); Prêts pour l'équipement touristique (p. 4877); Amendement de M. Médecin tendant à augmenter les prêts pour l'équipement touristique (p. 4879); MARINE MARCHANDE; Chap. 9600 : Demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstitution de la flotte de commerce, présentée par M. Hamon (p. 4880); Article additionnel : Amendement de M. Valentino tendant à créer des sociétés d'économie mixte pour la construction de logements (p. 4881); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; EDUCATION NATIONALE; Chap. 1000 : Suppression de la direction de l'architecture [7 mai 1951] (p. 4753, 4754); FINANCES; Chap. 1590 : Demande de disjonction de l'abattement sur le personnel des douanes (Suppression d'emplois), présentée par M. Cristofol (p. 4756); Chap. 6000 : Amendement de M. David tendant à prévoir un abattement de 30 millions sur les frais de trésorerie (p. 4757); INDUSTRIE ET COMMERCE; Chap. 5040 : Amendement de M. Verneyras tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au Centre de cinématographie (p. 4758); INTÉRIEUR; Chap. 5050 : Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 4.000 francs les abattements sur les subventions aux collectivités locales atteintes par faits de guerre (p. 4759); JUSTICE : Suppression de 63 tribunaux et des tribunaux paritaires des baux ruraux (p. 4761, 4762); Demande de disjonction de l'abattement sur les tribunaux de 4<sup>e</sup> instance, présentée par M. Lamps (p. 4763); Art. 2; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : Amendement de M. Auban tendant à supprimer l'abattement de 4.600 millions (Achat de matériel français) [8 mai 1951] (p. 4810); Art. 3 : Amendement de M. Alliot tendant à disjointre l'article relatif aux abattements sur les P.T.T. (p. 4811); Art. 5 : Amendement de M. Pineau tendant à soumettre les économies aux Ministères techniques intéressés (p. 4812); Art. 7 bis : Amendement de M. Paumier tendant à vendre le carburant agricole à la moitié du prix de l'essence ordinaire (p. 4831); Sa demande de disjonction de l'article relatif au carburant agricole (p. 4832); Art. 9 : Amendement de M. Verneyras tendant à supprimer l'article relatif aux frais de gestion du Fonds d'aide temporaire au cinéma (p. 4833, 4834); Art. 16 : Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer l'article portant suppression des services de logement (p. 4834); Amendement de M. Minjoz relatif au financement des services de logement (p. 4835);

Art. 17 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux modifications de la convention du 31 août 1937 avec la S.N.C.F., présentée par M. Poumadère* (p. 4837); Art. 7 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à fixer le prix du carburant agricole à la moitié du prix de l'essence ordinaire* [9 mai 1951] (p. 4896); Art. 5 bis : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 5 milliards d'économies par décret, présentée par M. Lamps* (p. 4897); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* (p. 4898, 4899, 4900) : *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4900, 4901). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Exécution du noir Mac Gee aux U. S. A.*) [8 mai 1951] (p. 4831). — Prend part à la discussion du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950 ; *Discussion générale* [9 mai 1951] (p. 4908). — S'excuse de son absence [30 juin 1947] (p. 2548), 28 octobre 1947] (p. 4911), [3 mars 1949] (p. 1198), — Obtient des congés [30 juin 1947] (p. 2548), [28 octobre 1947] (p. 4911), [3 mars 1949] (p. 1198).

#### MAZEL (M. Jean), Député de la Lozère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103) ; de la Commission de la justice et de législation [29 mai 1947] (p. 1783), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel des communes ; Art. 20 : *Amendement de M. Bardoux tendant à ajouter trois articles nouveaux, relatifs aux secrétaires de mairies* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6527). — S'excuse de son absence [30 décembre 1947] (p. 6522). — Obtient un congé [30 décembre 1947] (p. 6522).

#### MAZIER (M. Antoine), Député des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 décembre 1946] (p. 202), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [16 mai 1950] (p. 3674), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé vice-président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [J. O. du 10 novembre 1949] (p. 11035), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 718), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 883).

— Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 janvier 1950] (p. 299) ; du conseil supérieur de la mutualité [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 avril 1947] (**F. n° 51**), [14 mars 1951] (**F. n° 688**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est nommé juré de la Haute Cour de Justice (Loi du 27 décembre 1945), [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196). *Session du 14 juin 1949*, [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'application du décret du 1<sup>er</sup> mai 1947 relatif aux congés des fonctionnaires coloniaux, **n° 1761**. — Le 6 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi prolongeant la période d'application des articles premier et 2 de la loi du 3 septembre 1947 portant amélioration de la situation des pensionnés de la Caisse de retraites des marins et de la Caisse générale de prévoyance des marins français, **n° 3704**. — Le 13 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant statut des centres d'apprentissage, **n° 5268**. — Le 26 août 1948, un rapport sup-

plémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant statut des centres d'apprentissage, n° 5397.

— Le 31 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'enrayer la crise agricole qui menace certaines régions, notamment les régions productrices de pommes de terre et légumes, n° 6051. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le décret prévu par l'article 19, paragraphe 3 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 fixant les modalités spéciales du financement des travaux d'équipement rural en ce qui concerne les communes « économiquement faibles » ou sinistrées, n° 7665. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution des prestations familiales, n° 7909. — Le 23 juillet 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux dispensaires antituberculeux l'autorisation d'effectuer des insufflations de pneumothorax, n° 8000. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les prestations « vieillesse » de la sécurité sociale, n° 8521. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles et à unifier le taux des divers avantages prévus en faveur des vieillards par la législation de sécurité sociale et d'assistance, n° 8672. — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que soit remboursé aux employeurs par les caisses des allocations familiales le complément à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, n° 8887. — Le 19 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Augustin Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renouveler le paiement de la prime exceptionnelle et à l'étendre à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, n° 9012. — Le 29 janvier 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les coopératives agricoles du droit au renouvellement de leur bail, n° 9094. — Le 14 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dagaïn

et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapables du fait de leurs blessures de se livrer à un travail lucratif, n° 9458. — Le 1<sup>er</sup> avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les allocations familiales versées aux travailleurs indépendants en les calculant sur la même base que celles des salariés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1949, n° 9706. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre, n° 10402. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder une fois par an aux vieux travailleurs et aux retraités une réduction de tarif sur les transports, n° 10548. — Le 26 juillet 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises, n° 10769. — Le 30 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 42 0/0 les salaires forfaitaires résultant du décret du 5 novembre 1948, et servant de base pour le calcul des pensions des inscrits maritimes, n° 11470. — Le 31 décembre 1950, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 11044) et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme). Dispositions concernant la Marine marchande, n° 11830. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à demander l'inscription au budget de 1951 des crédits indispensables au fonctionnement des centres de formation professionnelle des adultes, n° 11945. — Le 10 mai 1951, un rapport au

nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 12604) portant création d'un établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, n° 13166. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 12465) de M. Denvers et plusieurs de ses collègues, sénateurs, relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins du commerce ou de la pêche, invalides de guerre, n° 13210. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy-Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 11425) tendant à accorder aux « personnes qualifiées » appelées à siéger dans les caisses de Sécurité sociale une indemnité compensatrice de perte de salaire ou de gain ; 2° de MM. Jean Cayeux et Maurice Schumann (n° 12808) tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, n° 13234. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12747) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, n° 13235. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. — Le projet de loi (n° 7037) portant organisation de la formation professionnelle ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. André Denis et plusieurs de ses collègues (n° 202) portant organisation de la formation professionnelle et de l'utilisation de la main-d'œuvre ; 2° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues (n° 870) tendant à l'organisation de la formation professionnelle ; 3° de M. Morice et plusieurs de ses collègues (n° 1696) sur l'organisation de la formation professionnelle ; 4° de M. Mondon (n° 4460) relative à l'organisation de l'apprentissage, n° 13236.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 290) ; — sur le projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1224) ; — sur le projet

de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille : *Ses observations sur l'ensemble* [28 mars 1947] (p. 1278). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Son amendement tendant à rétablir pour les centres de formation professionnelle les crédits demandés par le Gouvernement* [9 juillet 1947] (p. 2865) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine Marchande : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3189, 3190) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 1, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6377) ; — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à la reversion des pensions à la mort d'un des conjoints* [16 juillet 1948] (p. 4678) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux sanctions contre les employeurs n'ayant pas cotisé aux assurances sociales* (p. 4683, 4684) ; *le retire* (p. 4684) ; *Son amendement tendant à favoriser les femmes ayant élevé cinq enfants* (p. 4689) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [28 juillet 1948] (p. 4977) ; MARINE MARCHANDE : *Etablissement national des invalides de la marine* (p. 5002) ; EDUCATION NATIONALE ; Chap. 100 : *Retard au vote du statut de la formation professionnelle* [3 août 1948] (p. 5257) ; Chap. 322 : *Examens et concours du second degré* [4 août 1948] (p. 5304). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du statut de l'apprentissage* [10 décembre 1948] (p. 7524). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage : En qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1948] (p. 7577 et suiv.) Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Masson* (p. 7581) ; *Amendement de M. Doyen tendant à qualifier plus qu'à définir les centres d'apprentissage* [16 décembre 1948] (p. 7608) ; Art. 2 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à solliciter l'avis du Conseil supérieur de la formation professionnelle et non pas du Ministère des Finances* (p. 7608) ; *Amendement de M. Bardoux tendant à former des centres avec des maîtres artisans* (p. 7609, 7610) ; Art. 3 : *Amendement de M. Doyen*



tendant à fixer la composition des conseils d'administration des centres d'apprentissage (p. 7611); Amendement de M. Masson tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage (p. 7612); Art. 6: Amendement de M. Doyen relatif aux centres d'apprentissage privés (p. 7614); Explications de vote sur l'ensemble (p. 7616, 7617); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale; Art. 3: Son amendement tendant à inclure les mutilés et veuves de guerre ne pouvant exercer de profession [17 décembre 1948] (p. 7702, 7703); le retire (p. 7706); Son amendement tendant à accorder les prestations aux veuves de guerre et mutilés incapables d'exercer une activité (p. 7706); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la mévente de certains produits agricoles [18 février 1949] (p. 743); la développe (Ses observations sur les difficultés de vente des pommes de terre et primeurs bretons, la concurrence des produits espagnols et nord-africains, la nécessité d'exporter pour maintenir les prix) [25 février 1949] (p. 950, 951, 952, 953). — Prend part à discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 134: Traitements du personnel des écoles normales primaires [5 avril 1949] (p. 2030); Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement proposé pour le personnel des écoles normales primaires (p. 2031, 2032); le retire (ibid.); Chap. 348: Ecoles normales d'enseignement technique (p. 2060, 2061); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande; Chap. 112: Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime [8 avril 1949] (p. 2252); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6: Son sous-amendement tendant à soumettre les services routiers aux obligations des services publics [31 mai 1949] (p. 3002); le retire (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A: AGRICULTURE, Chap. 9019: Travaux d'équipement rural [4 juillet 1949] (p. 4150); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis: Son amendement tendant à supprimer l'impôt sur la culture des pommes de terre de semence [20 juillet 1949] (p. 4871); Amendement de M. Pouyet

relatif aux exploitants agricoles sinistrés [21 juillet 1949] (p. 4978); Son amendement relatif aux terres prises à ferme par l'exploitant pour le calcul du bénéfice forfaitaire (p. 4979); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation de la date des élections pour la Mutualité sociale agricole [6 décembre 1949]. (p. 6634). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles: Discussion générale [14 décembre 1949] (p. 6859, 6860, 6863); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6875); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés: Discussion générale [20 janvier 1950] (p. 427, 428); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés, en qualité de Rapporteur [26 janvier 1950] (p. 518, 519, 520); Amendement de M. Moisan tendant à rapprocher le mois de référence de la date de paiement (p. 547); Amendement de M. Gabriel Paul tendant à verser la prime aux salariés de moins de 16 ans (p. 549); Amendement de Mme Nédelec tendant à supprimer le plafond de salaire fixé à 20.000 fr. (p. 549); Amendement de M. Gabriel Roucaute tendant à verser la prime aux prestataires de la Caisse nationale autonome des mines (p. 549, 550); Amendement de M. Valentino tendant à prévoir une augmentation de 20 0/0 des allocations familiales dans les départements d'outre-mer (p. 550); Amendement de M. Bartolini tendant à intégrer les primes horaires dans les salaires afin de revaloriser la hiérarchie des salaires (p. 551); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la Sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 4: Amendement de Mme Claeys tendant à supprimer la représentation des unions départementales d'associations familiales auprès des caisses régionales d'allocations familiales [17 février 1950] (p. 1197, 1198); Art. 10: Amendement de M. Coffin tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 assurés (p. 1203, 1204); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1224). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Régime de la sécurité sociale pour les grands invalides de guerre) [23 mai 1950] (p. 3790). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la Sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre, en qualité de Rapporteur [30 mai 1950] (p. 3990, 3991);

Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fagon tendant à étendre la loi aux orphelins des invalides civils et aux veuves* (p. 3993); Art. 2 : *Amendement de M. Aubry tendant à placer la loi dans le cadre de la loi créant la Sécurité sociale* (p. 3994, 3995); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à assimiler les veuves non remariées et celles remariées qui ont des enfants du premier lit* (p. 3996); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à étendre la loi aux invalides des départements d'outre-mer* (p. 3996, 3997); de proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1950] (p. 5656); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4014, 4015, 4016); — d'une proposition de loi relative au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950;

**TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE** : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4241, 4242, 4243); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour payement aux P.T.T. (forfait de correspondance)* (p. 4258); *le retire* (p. 4258); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage* (p. 4264, 4266, 4267); Chap. 4140 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour prime de change aux travailleurs immigrés italiens* (p. 4281); *le retire* (ibid.); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour formation professionnelle accélérée* (p. 4287); **MARINE MARCHANDE** Chap. 1070 : *Service d'inscription maritime* [8 juin 1950] (p. 4525) Chap. 1120 : *Enseignement maritime, (Ecole de navigation du Havre)* (p. 4527, 4528); Chap. 3020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais de missions et de déplacements* (p. 4529); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les dépenses de matériel des services extérieurs* (p. 4529); Chap. 4060 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à la subvention à l'Établissement national des invalides de la marine* (p. 4534, 4535); Chap. 5010 : *Crédits maritimes mutuels* [9 juin 1950] (p. 4555); **ÉDUCATION NATIONALE** : *Discussion générale (Ses observations sur la lenteur des décisions ministérielles au sujet des constructions scolaires)* [22 juin 1950] (p. 5173); Chap. 1530 : *Établissements d'enseignement technique* [17 juillet 1950] (p. 5470); Chap. 1560 : *Personnel des centres*

*d'apprentissage* (p. 5478); Chap. 3130 : *Indemnités de déplacement attribuées aux inspecteurs d'academie* (p. 5497); Cha. 3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 5504); Chap. 3510 : *Frais de stage des maîtres dans les centres d'apprentissage* [18 juillet 1950] (p. 5523); Chap. 4070 : *Contribution de l'Etat à la sécurité sociale pour les étudiants* (p. 5547, 5548); Chap. 4110 : *Bourses de l'enseignement technique* (p. 5549, 5550); — d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : *Amendement de M. Duprat tendant à porter à 2 500 francs l'allocation temporaire aux vieux* [23 juin 1950] (p. 5196). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification d'une information de M. d'Astier de la Vigerie*) [17 juillet 1950] (p. 5462). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 10 : *Amendement de M. Hughes tendant à rétablir l'obligation pour les enfants* [6 décembre 1950] (p. 8698, 8699); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale* [16 décembre 1950] (p. 9229, 9230); Art. 2 : *demande de disjonction de l'article modifiant la base des allocations familiales* (p. 9232, 9233); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9881); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **MARINE MARCHANDE**, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 janvier 1951] (p. 52, 53); Chap. 1100 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime* (p. 68, 69); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents* [25 janvier 1951] (p. 364); *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 15 février 1951* (p. 367); *Discussion générale* (p. 371, 372, 373, 374); *Demande de renvoi du débat présentée par le Gouvernement* (p. 374). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite du débat sur les vieux travailleurs*) [25 janvier 1951] (p. 376). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **MARINE MARCHANDE**, Chap. 5040 : *Contribution à l'apprentissage maritime* [30 janvier 1951]

(p. 554); Chap. 4050 : *Subventions à l'établissement national des invalides de la marine* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 623); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer de 100 0/0 la taxe sur les passagers* [2 février 1950] (p. 692, 693); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le contrôle des lois sociales et la suppression des zones de salaires* [16 mars 1951] (p. 2078, 2079, 2080, 2081); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Reconstruction des écoles et centres d'apprentissage* [20 avril 1951] (p. 3652, 3653); Chap. 3840 : *Travaux de restauration des bâtiments (recrutement des élèves-maîtres)* [23 avril 1951] (p. 3809).

— Pose à M. le Ministre du Travail une question relative au salaire minimum garanti [2 février 1951] (p. 679). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 917, 918, 919, 920); *Son amendement tendant à majorer les allocations familiales des travailleurs indépendants et des travailleurs agricoles* (p. 928, 929); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 947, 948); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 991); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 52.000 francs par an et l'indemnité pour conjoint à 40 000 francs* (p. 998); Art. 2 : *Revalorisation des rentes versées aux vieux travailleurs salariés* (p. 1003); Article additionnel : *Son amendement relatif à la création d'un fonds d'aide sociale aux vieux travailleurs* (p. 1007, 1008); Art. 16 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des pensions des veuves dans l'évaluation des ressources des requérants de l'allocation temporaire* (p. 1010, 1011).

— Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et l'assainissement du marché de la pomme de terre [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3228, 3229). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4142, 4143); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (Ses observations sur les conditions économiques en province, les différences du coût de la vie entre diverses régions)* [11 mai 1951] (p. 5052, 5053, 5054).

**MAZUEZ (M. Fernand)**, *Député de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu secrétaire de cette commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [30 juin 1947] (p. 2548), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [4 mars 1947] (p. 557). — Est élu vice-président de la Commission des immunités parlementaires [*J. O.* du 11 mars 1949] (p. 2531), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé membre de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu : secrétaire de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717); vice-président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 2 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Paul Boulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de voitures automobiles mis à la disposition du corps médical, n° 1210. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi

de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à renforcer les sanctions professionnelles infligées à certains praticiens de professions médicales ou paramédicales pour des faits de collaboration, n° 1320. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations dites de « reposance », n° 3439. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Lalle tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article premier de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, n° 4674. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en accord avec la S.N.C.F. le billet collectif à 50 0/0 en faveur des sociétés sportives, n° 4802. — Le 27 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir efficacement dans l'intérêt matériel des populations sinistrées par les orages de grêle le 11 mai sur certaines communes de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, et en juin dans plusieurs communes de l'arrondissement de Mâcon, n° 5061. — Le 17 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à déterminer le mode d'élection par l'Assemblée Nationale des 3 Conseillers de la République appelés à représenter les citoyens français résidant au Maroc, du Conseiller de la République appelé à représenter les citoyens français résidant en Indochine et des 3 Conseillers de la République appelés à représenter les Français résidant à l'étranger (application des art. 56 à 59 de la loi du 23 septembre 1948), n° 5612. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Eugène Rigal, tendant à autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien, de médecin, de dentiste ou de vétérinaire, n° 6907. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7039) concernant M. André Le Troquer, n° 7344. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en

autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 4016) concernant M. Maurice Thorez, n° 7454. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre « Jean-Moulin », maison de post-cure des déportés internés patriotes, n° 7820. — Le 20 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chaque région sanitaire, un établissement de post-cure pour les convalescents de poliomyélite, n° 8226. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 8354. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à organiser, dans le cadre départemental, une défense technique coordonnée contre la grêle, n° 8467. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi tendant à faire déclarer incompatible avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique, n° 8852. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes et d'assistants ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948, n° 9004. — Le 7 février 1950, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Mezerna, n° 9196. — Le 7 février 1950, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Jaquet, n° 9198. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attributions des prestations familiales, n° 9249. — Le 23 février 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 9296. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom

de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes et d'assistants ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948, n° 9401. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits, n° 10852. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 11220. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département de Saône-et-Loire un premier secours d'urgence et une exonération fiscale, n° 11529. — Le 20 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 11717. — Le 20 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 12155) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12272. — Le 14 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 10748) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7546) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 12476. — Le 15 mars 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et

la lettre rectificative au projet de loi (n° 12155) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12511. — Le 16 mars 1951, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et la lettre rectificative (n° 12155) au projet de loi portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12528. — Le 20 mars 1951, un 4<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 12155) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12565. — Le 21 mars 1951, un 5<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 12155) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12610. — Le 21 mars 1951, un 6<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 10948) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 12155) portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12615. — Le 12 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, n° 12812. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Aku et plusieurs de ses collègues (n° 11113) relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis ; 2<sup>o</sup> de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues (n° 11309) relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis ; 3<sup>o</sup> de M. Edouard Daladier et plu-

sieurs de ses collègues (n° 11357) tendant à fixer le mode de représentation à l'Assemblée Nationale des territoires d'outre-mer relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 12929. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 12938) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10948) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12956. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 12826) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, n° 12960.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*), Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3304). — Ses rapports sur des pétitions [2 mars 1948] (p. 1289), [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5559), [16 novembre 1948] (p. 7013), [25 janvier 1949] (p. 120), [24 février 1949] (p. 917), [31 mai 1949] (p. 3011, 3012), [28 juin 1949] (p. 3914, 3915). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez, en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1949] (p. 3632); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au Règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4336). — Ses rapports sur des pétitions [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6539), [2 janvier 1950] (p. 17), [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 868), [14 mars 1950] (p. 2021), [20 juillet 1950] (p. 5778). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites concernant M. Mezerna, en qualité de *Rapporteur* [2 février 1950] (p. 1613); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [21 décembre 1950] (p. 9414, 9415, 9416, 9417, 9418); *Motion préjudicielle de M. Eugène Rigal deman-*

*dant l'ajournement du débat* (p. 9432); en qualité de *Rapporteur* [22 février 1951] (p. 1483, 1484, 1485); *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un référendum sur ce sujet* (p. 1485); *Contre-projet de M. André tendant à abroger la loi existante* (p. 1516, 1517); *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste majoritaire à deux tours* (p. 1520); *Contre-projet de M. Pierre Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1572); *Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir le groupement de listes apparentées* (p. 1576, 1579); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de réserver le cas des départements d'outre-mer* [27 février 1951] (p. 1679); *Amendement de M. Delachenal tendant à prévoir un seul tour de scrutin* [28 février 1951] (p. 1721); *Sa demande de renvoi à la Commission* [15 mars 1951] (p. 1977); *Suite du débat* [19 mars 1951] (p. 1990); *Nouveau texte de la Commission* (p. 1990); *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1991); *Suite du débat* (p. 1993); *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas attribuer plus de 6 sièges à une circonscription électorale* (p. 1995); *Son rapport supplémentaire* [19 mars 1951] (p. 2151); Art. 6 : *Amendement de M. Barrachin tendant à prévoir des apparentements nationaux qui devront être respectés sur le plan départemental* (p. 2154); *Amendement de M. Chambeiron tendant à prévoir la publication des listes apparentées par les soins des préfets* (p. 2155); *Amendement de M. Bonnefous tendant à ne pas appliquer les apparentements nationaux lors des élections de 1951* (p. 2159); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2161); *Son rapport supplémentaire* [21 mars 1951] (p. 2303, 2304); Art. 6 : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'amendement de M. Bétolaud prévoyant des apparentements nationaux et des apparentements départementaux* (p. 2306); *Nouveau texte de la Commission* (p. 2324); *Amendement de M. Eugène Rigal tendant à prévoir la présentation de plusieurs candidats* (p. 2326); Art. 11 : *Amendement de M. Boulet tendant à prévoir 544 députés pour la métropole répartis dans les départements au prorata de la population* (p. 2329); *Modification de l'article 15 de la loi du 5 octobre 1946* (p. 2330); Art. 12 bis : *Amendement de M. Marceau Dupuy relatif aux modalités de sectionnement de la Gironde* (p. 2331); Art. 28 : *Amendement de M. Péron tendant à faire mentionner*

les apparentements sur les affiches électorales (p. 2344); Renvoi du débat (p. 2347); Art. 10 bis: Amendement de M. Bentaïeb tendant à assurer la sincérité du vote en Algérie (p. 2419); Amendement de M. Bichet tendant à établir le vote obligatoire (p. 2420); Art. 16 bis: Amendement de M. Weill-Reynal relatif au panachage associé au vote préférentiel (p. 2426); Sa demande de renvoi à la Commission (ibid.); Art. 42: Amendement de M. Benoist tendant à prévoir dans les départements d'outre-mer la représentation proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel (p. 2446); Article additionnel: Sa demande de disjonction des amendements relatifs à la date des élections (p. 2460, 2461); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2461, 2462); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [26 avril 1951] (p. 4035, 4036); Art. 1<sup>er</sup>: Sous-amendement de M. Bour tendant à prévoir le scrutin de liste départemental majoritaire à un tour (p. 4049); Art. 2: Amendement de M. Betolaud tendant à supprimer l'article 4 bis de la loi du 5 octobre 1946 (Élections au régime de la représentation proportionnelle dans la Seine et la Seine-et-Oise) (p. 4063); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur [24 avril 1951] (p. 3838); Demande de seconde délibération de l'article 3, présentée par M. Benoist (p. 3902). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**MECK (M. Henri)**, Député du Bas-Rhin.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné: par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative des opérations de rapatriements tardifs [J. O. du 7 mars 1947] (p. 2124); par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux travailleurs

salariés et assimilés des professions non-agricoles en ce qui concerne l'assurance-vieillesse [J.O. du 22 novembre 1947] (p. 11561). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi relative au maintien de la Caisse d'assurance des employés d'Alsace et de Lorraine, n° 51. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 52. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 53 (Rectifié). — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation du taux de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 54. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 55. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations, n° 56. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité, n° 59. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte pour le calcul de la retraite des agents des P.T.T. du cadre local d'Alsace et de Lorraine le temps de service effectué en qualité d'ouvrier, n° 60. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, n° 68. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 69. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à faire rembourser par l'Etat aux municipalités d'Alsace et de Lorraine les indemnités payées en vertu de l'ordonnance du 21 avril 1945, n° 85. — Le 20 décembre 1946, une pro-

position de loi tendant à l'extension aux tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine, des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que des militaires ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, **n° 170**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi relative aux allocations militaires des incorporés de force dans la Wehrmacht, **n° 171**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 septembre 1946 relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, **n° 224**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation de dettes, **n° 312**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée, **n° 313**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés spoliés une avance sur les différentes indemnités pour dommages de guerre prévues par la législation actuelle en la matière, afin de hâter la réinstallation des foyers, la reconstruction des immeubles et entreprises sinistrées et la reprise économique du pays, **n° 331**. — Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales jusqu'à l'âge de 18 ans pour les apprentis et jusqu'à 21 ans pour les étudiants, **n° 438**. — Le 6 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité, **n° 468**. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, **n° 669**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi relative au cumul des rentes accidents du travail avec les traitements et les salaires, **n° 720**. — Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux des rentes servies par les organismes de sécurité sociale et la retraite des vieux travailleurs, **n° 753**. — Le 5 mars 1947, une proposition de loi tendant

à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement, **n° 824**. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 concernant les impôts locaux, **n° 907**. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi relative à l'application de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur les spoliations, **n° 908**. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2410 du 18 octobre 1945 relative au calcul des rentes de l'assurance invalidité-vieillesse et de l'assurance des employés dans les départements du Bas Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et à l'application, dans ces départements, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 963**. — Le 18 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 964**. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier des avantages accessoires de l'ordonnance n° 45-2454 sur la sécurité sociale les invalides 100 0/0 d'avant le 1<sup>er</sup> juillet 1946 habitant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 983**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les traitements et salaires la fraction correspondant au minimum vital, **n° 1106**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt général sur le revenu la fraction correspondant au minimum vital, **n° 1107**. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle le paiement mensuel des rentes d'assurances sociales, **n° 1109**. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises, **n° 1214**. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 août 1946 afin d'attribuer aux fonctionnaires et militaires momentanément éloignés de la métropole le bénéfice des prestations familiales, **n° 1215**. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur



la proposition de loi de M. Le Sciellour et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprises, n° 1506. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, n° 1507. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à reporter la limite d'âge fixée pour l'octroi des prestations familiales pour certaines catégories de bénéficiaires, n° 1742. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 35 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur les assurances sociales, n° 1743. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Raymond-Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur les articles 115, 115 a, 116 et 116 a du Livre II du Code du travail, relatifs à l'institution et au fonctionnement des commissions départementales du travail, n° 1744. — Le 3 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle le paiement mensuel des rentes d'assurances sociales, n° 1895. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de MM. Médecin, Hugues, Olmi tendant à accorder l'indemnité spéciale de déportation aux populations frontalières des Alpes-Maritimes déportées par l'ennemi hors du territoire national et rapatriées après le 1<sup>er</sup> mars 1945, n° 1957. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la caisse de

retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaire, n° 1974. — Le 16 juillet 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les grands invalides, titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, des avantages accordés aux invalides du travail par l'article 56, paragraphe 3, de ladite ordonnance, n° 2039. — Le 22 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer l'enseignement français dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2088. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier des avantages accessoires de l'ordonnance n° 45-2454 sur la sécurité sociale les invalides 100 0/0 d'avant le 1<sup>er</sup> juillet 1946 habitant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2115. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Chautard tendant à étendre aux assurés sociaux atteints de longue maladie antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946 le bénéfice des dispositions des articles 32 et suivants de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, n° 2117. — Le 24 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 35 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur les assurances sociales, n° 2119. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir des crédits spéciaux pour la création de nouvelles chaires à l'Université de Strasbourg, n° 2127. — Le 26 juillet 1947, une proposition de loi tendant à élargir le domaine d'application de la législation sur l'âge limite d'admission dans les administrations publiques, n° 2145. — Le 29 juillet 1947, une proposition de loi tendant à introduire le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des conseillers prud'hommes, n° 2155. — Le 31 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de certaines rentes servies par les caisses de sécurité sociale,

**n° 2184.** — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les grands invalides, titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, des avantages accordés aux invalides du travail par l'article 56, paragraphe 3, de ladite ordonnance, **n° 2185.** — Le 9 août 1947, une proposition de loi tendant à rendre provisoirement applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le régime de sécurité sociale institué par les ordonnances n° 45-2250 du 4 octobre 1945, n° 45-2454 du 19 octobre 1945 et la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 pour les salariés des professions agricoles et forestières, **n° 2367.** — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à faire bénéficier les grands invalides, titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, des avantages accordés aux invalides du travail par l'article 56, paragraphe 3 de ladite ordonnance, **n° 2379.** — Le 11 février 1948, une proposition de loi tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désirant s'installer comme artisan, **n° 2387 (rectifié).** — Le 25 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 14 avril 1924 relative aux pensions civiles et militaires, **n° 2484.** — Le 25 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions en vue de fixer un délai minimum pour la présentation de la réclamation en cas de contestation par application de l'article 52 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, **n° 2485.** — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner des facilités de circulation aux aveugles, **n° 2543.** — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi de finances du 8 août 1947 à l'avantage des pères de famille fonctionnaires pour le calcul de leur limite d'âge, **n° 2603.** — Le 20 novembre 1947, un

rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de certaines rentes servies par les caisses de sécurité sociale, **n° 2682.** — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires d'immeubles, totalement sinistrés ou inhabitables, le remboursement du loyer qu'ils sont obligés de payer dans l'attente de la reconstruction de leurs propriétés, **n° 2756.** — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'élaboration rapide des bordereaux et barèmes applicables aux biens sinistrés, **n° 2757.** — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder de toute urgence au vote d'une loi de financement des dommages de guerre qui subordonnera aux nécessités de la reconstruction l'aménagement des ressources de l'Etat, **n° 2758.** — Le 29 novembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter certaines dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 2759.** — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire publier d'urgence les modalités d'application de la loi du 30 août 1947 instituant l'allocation d'attente pour sinistrés, **n° 2760.** — Le 16 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 2878.** — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux incorporés de force dans les unités allemandes les avantages prévus par l'article 10 *bis* de l'ordonnance du 11 mai 1945, **n° 2911.** — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour la validation en vue de la retraite des années accomplies en qualité d'auxiliaires dans les administrations de l'Etat, **n° 2912.** — Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale :

sur : I. le projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail et de l'assurance-invalidité en ce qui concerne les professions non agricoles ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation du taux de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes ; 2<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; 3<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail ; 4<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 5<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail ; 6<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; 7<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, **n° 2965**. — Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 17 de la loi du 14 avril 1924 relative aux pensions civiles et militaires, **n° 2968**. — Le 22 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 2985**. — Le 5 février 1948, une proposition de loi portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, **n° 3267**. — Le 25 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail, **n° 3559**. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la culture des arbres fruitiers le long des routes, **n° 3620**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des maires et adjoints, **n° 3931**. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés qui se séparent volontairement de leurs employeurs, le bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés,

**n° 3997**. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à assurer le paiement des salaires pour la fête nationale du 14 juillet, **n° 4062**. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à majorer le taux de l'assistance aux infirmes et incurables âgés de moins de 60 ans, tels qu'ils sont définis au paragraphe 3, article 20, de la loi du 14 juillet 1905, **n° 4079**. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, **n° 4263**. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, **n° 4347**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les projets de loi : 1<sup>o</sup> relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 88, 89 et 90 du Livre II du Code du travail ; 2<sup>o</sup> rendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 64 à 73 b inclus du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail sur la procédure de la saisie-arrêt des salaires et appointements, **n° 5015**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 2, 4 et 5 du Livre II du Code du travail, relatif à l'âge d'admission des enfants au travail, **n° 5016**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification de l'assurance-vieillesse, **n° 5151**. — Le 9 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Chautard tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1644 du 30 août 1947 relative à l'assurance longue-maladie aux membres de la famille de l'assuré social, **n° 5232**. — Le 27 août 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 45 et 103 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 5399**. — Le 14 septembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de

l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et à modifier l'article 8 de la même loi, **n° 5467**. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi tendant à la révision des pensions dues aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre et à leurs ayants cause, **n° 5512**. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail ; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 5° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail, **n° 5898**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 relative au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse, **n° 5899**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à régler le mode de calcul du plafond des cotisations d'assurances sociales, **n° 5900**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions d'invalidité de la sécurité sociale, **n° 5901**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à porter au taux unique de 45.000 francs l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés ; 2° de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à régler le mode de calcul du plafond des cotisations d'assurances sociales ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions d'invalidité de la sécurité sociale, **n° 6025**. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la

Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à relever les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, des pensions de vieillesse et d'invalidité de la sécurité sociale ainsi que le plafond des cotisations d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail, **n° 6473**. — Le 8 avril 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail ; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 5° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail, **n° 6999**. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, en étendant son bénéfice aux dommages de réquisitions, **n° 7216**. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à codifier les avantages sociaux des lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948 dont peuvent bénéficier les tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine, **n° 7217**. — Le 24 mai 1949, une proposition de loi sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence, **n° 7261**. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 7291**. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 25 février 1949 entre la France et la Sarre, **n° 7683**. — Le 4 juillet 1949, une proposition de loi tendant à

proroger l'ensemble des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine, n° 7746. — Le 23 juillet 1949, une proposition de loi tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprises, n° 8006. — Le 24 juillet 1949, une proposition de loi tendant à la création de caisses de compensation pour des indemnités aux salariés économiquement faibles, n° 8013. — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à majorer les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 8021. — Le 27 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs, n° 8067. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi modifiant l'article 10, cinquième alinéa, de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, n° 8204. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 61 du Code des impôts directs en exonérant de l'impôt céduaire les pensions d'invalidité et de retraite ainsi que les allocations aux vieux travailleurs accordées en vertu des ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945, n° 45-2410 du 18 octobre 1945 et n° 45-2454 du 19 octobre 1945, du décret n° 46-1662 du 19 juillet 1946 et de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, n° 8209. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à améliorer les rentes des veuves d'accidentés du travail, n° 8264. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi modifiant l'article 10, 5<sup>e</sup> alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, n° 8282. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi relative à la sécurité sociale des ouvriers forestiers, n° 8652 (rectifié). — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la prolongation de la durée du mandat des administrateurs de caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales, n° 8868. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, n° 8910

— Le 31 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux unique de 55.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés ; 2<sup>o</sup> de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les prestations « vieillesse » de la sécurité sociale ; 3<sup>o</sup> de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale, n° 8922. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signée le 26 mars 1949, n° 9403. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi modifiant les dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1946 et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1956, n° 9503. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi tendant à porter le plafond d'assujettissement de la Sécurité sociale de 264.000 francs à 300.000 francs par an, n° 9777. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à faire réserver un certain pourcentage de la cotisation en matière de sécurité sociale pour le risque de l'assurance-vieillesse, n° 9834. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, n° 10146. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à régler les conditions d'assujettissement aux caisses d'allocations familiales agricoles des salariés de l'industrie, exerçant à titre accessoire une activité professionnelle agricole, n° 10282. — Le 20 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées du Bas-Rhin une indemnité compensa-

trice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle, n° 10362. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 10487. — Le 20 juillet 1950, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Ben Chennouf et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail ; 2° de M. Borra et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail ; 3° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 10650. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité des difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 11066. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, n° 11099. — Le 26 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 47-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, n° 11116. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi relative aux fonctions du personnel des Eaux et Forêts, n° 11504. — Le 29 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10951) de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux unique de 66.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge ayant moins de 65 ans à 10.000 francs par an, n° 11804. — Le 30 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9834) de M. Meck et plusieurs de ses collè-

gues tendant à faire réserver un certain pourcentage de la cotisation en matière de sécurité sociale pour le risque de l'assurance-vieillesse, n° 11818. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, n° 12031. — Le 9 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi (n° 12104) relatif au régime de l'assurance-vieillesse et portant ouverture de crédits ; 2° les propositions de loi : a) de M. Croizat (n° 10951) tendant à porter à un taux unique de 66.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge de moins de 65 ans à 10.000 francs par an ; b) de M. Meck (n° 12031) portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, n° 12146. — Le 14 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 8115) tendant à modifier les ordonnances des 19 octobre 1945 et 2 février 1945 modifiées par la loi du 23 août 1948 en vue de fixer le minimum garanti de la pension de réversion ou le secours viager des veuves sans qu'il soit tenu compte des bonifications pour enfants, n° 12196. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11073) de MM. Albert Schmitt, Meck et Sigrist tendant à déclarer applicable dans le ressort de la Cour d'appel de Colmar l'article 89, Livre IV, titre premier, chapitre VII du Code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale, n° 12296. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8989) de M. Robert Schmidt et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des dettes contractées par certaines entreprises à l'égard de leurs salariés, n° 12488. — Le 21 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11251) autorisant le Président de la République à ratifier les avenants n° 1 et 2 de l'accord complémentaire n° 5 à la Convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signée le 27 juillet 1950, n° 12589. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 12579) émis par le Conseil de la République sur le

projet de loi (n° 12104) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au régime de l'assurance-vieillesse, n° 12603. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8529) de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 12768. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10459) de Mme Francine Lefebvre, de Mlle Prévert et de M. de Chevigné tendant à modifier les articles 32 et 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de 60 ans, n° 12769. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10645) de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues complétant l'article 51 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 12770. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8264) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les rentes des veuves d'accidentés du travail, n° 12771. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10990) de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 12772. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9503) de M. Meck et plusieurs de ses collègues modifiant les dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1946 et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1956, n° 12773. — Le 2 mai, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux

caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 13061.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; Art. 4 : *Son amendement tendant à améliorer les indemnités de fonctions des maires des communes de moins de 2 500 habitants* [25 février 1947] (p. 446); *Son amendement tendant à autoriser les communes suburbaines à caractère industriel des villes de plus de 100.000 habitants, à voter des indemnités de fonctions dans les limites correspondant à l'échelon immédiatement supérieur à celui de leur population* (p. 446 et suiv.). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 43 bis (nouveau) : *Situation des porteurs de titres confisqués sous l'occupation* [3 juin 1947] (p. 1879). — Est entendu au cours du débat : sur sa proposition de loi relative à la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1947] (p. 1886, 1887), [26 juin 1947] (p. 2484, 2485); *Discussion générale (Demande l'achèvement des débats)* (p. 2495); Article unique : *Amendement de M. Gazier tendant à maintenir le scrutin majoritaire* (p. 2497, 2498); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2500, 2501); *Demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi amendée par le Conseil de la République* [3 juillet 1947] (p. 2668, 2669); sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Défense de la représentation proportionnelle)* [3 juillet 1947] (p. 2678); Article unique (p. 2679). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à instituer le régime de représentation proportionnelle dans l'élection des comités d'entreprise, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1947] (p. 2501); — du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 8 : *Son amendement tendant à établir le scrutin de liste pour l'assemblée générale, réglé par un décret d'administration publique* [30 juillet 1947] (p. 3709, 3710); — d'une proposition de résolution invi-

tant le Gouvernement à introduire en Alsace-Lorraine la caisse de retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaire, en qualité de *Rapporteur* [12 août 1947] (p. 4253, 4254); — d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République étendant aux grands invalides les avantages accordés par l'ordonnance du 19 octobre 1945, en qualité de *Rapporteur* [12 août 1947] (p. 4254). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles; Art. 13 : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Alsace-Lorraine* [30 avril 1948] (p. 2445); — du projet de loi portant création d'une caisse de compensation pour les charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers; Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre cette loi à d'autres régions frontalières que le Nord* [30 juin 1948] (p. 4178); — d'une proposition de loi portant modification du régime de l'assurance vieillesse, en qualité de *Rapporteur* [16 juillet 1948] (p. 4674); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Mazier relatif à la réversion des pensions à la mort d'un conjoint* (p. 4678); Art. 2 : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la loi dans les nouveaux départements d'outre-mer* (p. 4681); Art. 3 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder l'allocation vieillesse même à ceux n'ayant pas eu un emploi salarié en fin de carrière* (p. 4683); *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 36 000 francs l'allocation aux vieux travailleurs* (p. 4686); *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 29.000 francs au moins cette allocation en supprimant la 3<sup>e</sup> zone de salaires* (p. 4687); *Amendement de M. Girard tendant à élever les allocations aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer* (p. 4690, 4691, 4692); Art. 19 : *Amendement de M. Ramette tendant à supprimer l'article* (p. 4694); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1948] (p. 5369); — d'une proposition de résolution octroyant une prolongation de délai au Conseil de la République : *Discussion générale* [20 juillet 1948] (p. 4868). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attribution aux touristes étrangers de bons d'essence [5 août 1948] (p. 5408). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 35 : *Son amendement tendant à prévoir la réversibilité de la pension sur le*

*conjoint* [6 août 1948] (p. 5490); *le retire* (ibid.); Art. 66 : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental pour l'application de la loi en Alsace-Lorraine* (p. 5498); — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Demande de M. Denais de renvoi à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8077); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs, en qualité de *Rapporteur* [4 février 1949] (p. 338, 339); *Discussion générale* (p. 344, 345, 346, 348, 349); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter l'allocation à 45.000 francs par an* (p. 350); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1949] (p. 684); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation les salariés cultivant pour leur consommation personnelle* [11 février 1949] (p. 511); *le retire* (p. 512); — du projet de loi modifiant le Code du travail (*Motion préjudicielle de M. Besset tendant au renvoi au Conseil économique*) [18 février 1949] (p. 683); Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder un délai pour rectifier les listes de candidats* (p. 718); *le retire* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer le plus grand reste à la plus forte moyenne* (p. 720); *Son amendement relatif à l'ordre de répartition des sièges* (p. 720, 721); *Son amendement tendant à simplifier le texte* (p. 721); Art. 12 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer l'article* (p. 723); *Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 724); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 741); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1490, 1491); — d'une proposition de loi complétant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2177); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1949] (p. 2729, 2730); Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 2735); Article additionnel : *Amendement de M. Sigrist tendant à étendre la loi à l'Alsace-Lorraine* (p. 2736); de cette proposition de loi amendée par le Conseil



de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5658, 5659); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Article additionnel : *Son amendement tendant à relever les pensions et rentes servies par la sécurité sociale* [5 juillet 1949] (p. 4184, 4185); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4492, 4493); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4650, 4651); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4694); — d'une proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5654, 5655); — du projet de loi relatif à la réparation des accidents du travail dans les départements d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5656); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à prévoir des dispositions spéciales pour l'Alsace-Lorraine* [10 novembre 1949] (p. 6072); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 14 : *Son amendement tendant à élire les membres de la Commission paritaire communale au scrutin de liste avec représentation proportionnelle* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6493); *Son amendement tendant à faire déterminer par décret les catégories de fonctionnaires pour l'élection des délégués du personnel* (p. 6493); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à élire une commission paritaire inter-communale par département au scrutin de liste* (p. 6494); Art. 20 : *Son amendement tendant à dispenser des règles ordinaires de recrutement les personnes ayant déjà rempli des fonctions analogues* (p. 6502); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif au recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale* (p. 6503); *Son amendement relatif au règlement de recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale* (p. 6503, 6504); Art. 21 bis : *Son amendement relatif à la définition de la rémunération du personnel* [2 décembre 1949] (p. 6587, 6588); Art. 31 : *Son amendement tendant à fixer les délais de réhabilitation en cas de sanctions* (p. 6594); *le retire* (ibid.); Art. 34 :

*Son amendement relatif au fonctionnement du Conseil de discipline communal ou inter-communal* (p. 6595); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6864, 6865); Art. 7 : *Son amendement relatif au cas des veuves de salariés* (p. 6872); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7441, 7442, 7443); Art. 2 : *Amendement de M. A. Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à 20 ans au moins de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7642, 7643, 7644, 7645); Art. 3 : *Son amendement tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht après le 25 août 1942* [16 novembre 1950] (p. 7763, 7764, 7765, 7766, 7767, 7768, 7769); *le retire* (p. 7770); Art. 22 : *Amendement de Mlle Weber tendant à supprimer l'interdiction de séjour pour les Alsaciens-Lorrains, indignes nationaux* [4 décembre 1950] (p. 8509); Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir une durée de service de quinze ans seulement et la réversibilité des pensions* (p. 8546, 8547); *le retire* (p. 8547); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amnistie des condamnés à moins de quinze de dégradation nationale* [2 janvier 1951] (p. 3). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Injures à lui adressées au cours du débat sur l'amnistie*) [16 novembre 1950] (p. 7819, 7820). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1951] (p. 367, 368, 373, 374); *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 984, 985, 986); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à porter l'allocation à 55.000 francs par an sans abattement de zone* (p. 997); Art. 2 : *Revalorisation des rentes versées aux vieux travailleurs salariés* (p. 1003); Art. 16 : *Amendement de M. Darou tendant à abaisser, dans certains cas, la limite d'âge de 65 ans pour l'obtention de l'allocation* (p. 1011); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions; Art. 7 : *Son amendement tendant à revaloriser les dépôts de garantie laissés par des salariés chez leur employeur* [14 mars 1951] (p. 1898); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires amendé par le Conseil de la

République; Art. 2 : *Compensation aux dépens des communes ayant des biens fonciers* [21 mars 1951] (p. 2295); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 36 : *Son amendement tendant à payer à l'agent frappé de suspension au moins 50 0/0 de son traitement* [16 avril 1951] (p. 3337); Art. 73 : *Son amendement tendant à accorder aux agents mobilisés le même traitement qu'aux fonctionnaires* (p. 3341, 3342); Art. 76 bis : *Son amendement tendant à faciliter les mutations d'agents d'une commune à une autre* (p. 3342); Art. 81 : *Son amendement tendant à prévoir l'exception des agents bénéficiant déjà d'un régime plus avantageux* (p. 3346); Art. 81 : *Son amendement tendant à faire exception pour les agents déjà bénéficiaires d'un régime de retraite plus avantageux* (p. 3350); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits (Enseignement de l'Allemand en Alsace-Lorraine)* [20 avril 1951] (p. 3671); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Betolaud* [18 mai 1951] (p. 5504); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à soustraire les communes à l'impôt sur les sociétés* (p. 5518); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer de 300 0/0 les pensions des fonctionnaires français de la Sarre* (p. 5529, 5530); *Son amendement relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine* (p. 5530); *le retire* (ibid); *Son amendement tendant à proroger la législation en vigueur en Alsace-Lorraine* (p. 5550). = S'excuse de son absence [29 juin 1948] (p. 4115), [15 novembre 1949] (p. 6097), [10 janvier 1949] (p. 189), [17 janvier 1950] (p. 280). — Obtient des congés [10 janvier 1950] (p. 189), [17 janvier 1950] (p. 280).

**MÉDECIN (M. Jean), Député des Alpes-Maritimes.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949]

(p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329).

**Dépôts :**

Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder l'indemnité spéciale de déportation aux populations frontalières des Alpes-Maritimes déportées par l'ennemi hors du territoire national et rapatriées après le 1<sup>er</sup> mars 1945, n° 1034. — Le 9 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver une part importante de la production automobile pour assurer les besoins des grandes villes en véhicules de voirie, n° 1294. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi concernant les limites d'âge des fonctionnaires, n° 2689. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prononcer l'intégration de titulaires de certains diplômes dans le cadre des chargés d'enseignement, n° 3998. — Le 30 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adopter une tarification dégressive pour les trajets ferroviaires à grande distance, n° 4099. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à assurer effectivement aux fonctionnaires combattants volontaires, visés par les lois des 14 avril 1924 et 9 décembre 1927, les avantages de carrières prévus par les dites lois, n° 4528. — Le 16 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du Statut des grands invalides de guerre, n° 5574. — Le 25 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence par l'Assemblée Nationale les crédits qui permettront de verser aux communes qui peuvent y prétendre le reliquat de la subvention spéciale d'équilibre pour l'exercice 1947, n° 5657. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la nationalité française aux originaires des territoires de Brigue, Tende, Saint-Dalmas-de-Tende, Libre et Piemme résidant en France ou dans la

Principauté de Monaco, n° 5838. — Le 22 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les dépenses d'intérêt général incombant à l'Etat, figurant actuellement dans les budgets communaux, n° 5888. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la législation sur les dommages de guerre aux populations françaises des territoires recouverts à la suite du traité de paix avec l'Italie, n° 5894. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir une ristourne sur le prix de l'essence en faveur des artisans du taxi, n° 5895. — Le 27 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, n° 5942. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi interprétant les articles 10 et 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6256. — Le 18 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 30 août 1947 instituant le versement d'une allocation d'attente aux sinistrés, n° 6524. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, n° 7169. — Le 31 mai 1949, une proposition de loi complétant l'article 60 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7305. — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, n° 7561. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 août 1949 permettant aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquérir la nationalité française par déclaration, n° 8622. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une pro-

position de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un nouveau délai aux parents des victimes de la guerre pour la restitution et le rapatriement des corps, n° 9117. — Le 16 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour déplacer la date des vacances scolaires, en vue de favoriser la politique de l'allongement des saisons touristiques, n° 10329. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intégrer de plein droit dans la nationalité française les personnes originaires des territoires cédés à la France par le Traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, bénéficiaires de la nationalité française par naturalisation avant le rattachement, n° 10553. — Le 29 juillet 1950, une proposition de loi relative à la pension de retraite des agents de l'Etat mis à la retraite au cours des hostilités et maintenus en activité par application de la loi du 11 juillet 1938, n° 10825. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, n° 11990. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à interpréter la loi du 2 août 1949 en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique », n° 12068. — Le 26 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'émission d'un emprunt au profit des industries touristiques sinistrées, en application des articles 44 à 49 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, n° 12982.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 505 : *Fonctionnement des organismes de tourisme* [19 juin 1947] (p. 2248, 2249, 2251, 2252) ; P. T. T., Chap. 310 : *Transport de correspondances (Ligne aérienne Paris—Nice)* [11 juillet 1947] (p. 2973) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* (p. 3000) ; — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers ; Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer le taux pour les petits rentiers-viagers* [20 mars 1948] (p. 2043) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 13 bis : *Amendement de M. Mabrut tendant à éviter que*

le propriétaire ne fasse un choix arbitraire parmi les locataires pour son droit de reprise [28 mai 1948] (p. 3017); Art. 14 *ter*: Amendement de M. Minjoz tendant à faire rembourser au locataire en cas de reprise les améliorations au local (p. 3020); Art. 13: Son amendement tendant à ce que le propriétaire puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe [3 juin 1948] (p. 3134); Ses observations sur la durée de quatre ans imposée aux propriétaires nouveaux avant de pouvoir exercer sa reprise (ibid.); Art. 13 *bis*: Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le dernier alinéa [14 juin 1948] (p. 3206); Art. 52 *bis*: Son amendement tendant à supprimer les offices d'habitation à bon marché de la liste des personnes morales pouvant ester en justice (p. 3217); Art. 53: Ses observations sur les sous-locations (p. 3218, 3219); Chap. 3, Art. 16: Amendement de M. Citerne tendant à créer une caisse de compensation des loyers [11 juin 1948] (p. 3434, 3435); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Etat A, Chap. 1051: Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les corps de contrôle de l'Air [8 juillet 1948] (p. 4443); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma; Art. 7: Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article [30 juillet 1948] (p. 5100, 5101); Sanctions prévues contre les fraudeurs (p. 5101); — du projet de loi relatif à la réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 3: Son amendement tendant à tenir compte pour la pension de l'indemnité de résidence [6 août 1948] (p. 5476); Art. 8: Son amendement tendant à tenir compte des services militaires effectués (p. 5479); le retire (ibid.); Son amendement tendant à tenir compte des bonifications de cinq années accordées aux fonctionnaires dégagés des cadres (p. 5480); le retire (ibid.); Art. 17: Son amendement tendant à ne pas toujours prévoir six mois de grade pour l'établissement de la pension (p. 5483); le retire (ibid.); Art. 30: Son amendement relatif au calcul de la pension d'invalidité (p. 5486); Art. 67: Son amendement tendant à appliquer la loi aux retraités des collectivités locales (p. 5498); le retire (p. 5499); Art. 68: Son amendement tendant à augmenter l'indemnité provisionnelle (p. 5499); le retire (ibid.); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers; Art. 3: Son amendement tendant à prendre pour référence les taux de la

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [17 décembre 1948] (p. 7723); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949: Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre des budgets communaux, l'enseignement, les services de lutte contre l'incendie) [21 décembre 1948] (p. 7792, 7793); — de propositions de loi relatives aux loyers: Discussion générale [3 février 1949] (p. 302); — du projet de loi relatif à l'acquisition de la naturalisation française par déclaration, en qualité de Rapporteur [17 février 1949] (p. 634, 635, 636, 637); Article unique: Amendement de M. Pourtalet tendant à inclure tous les « originaires » (p. 639); Amendement de M. Barel tendant à étendre la loi aux personnes résidant à Monaco (p. 640, 641); Amendement de M. Barel tendant à proroger le délai pour la demande à faire par les intéressés (p. 641); — du projet de loi portant aménagement de la taxe locale: Demande de renvoi à la Commission de l'intérieur présentée par M. Dreyfus-Schmitt [20 mai 1949] (p. 2751); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 26: Amendement de M. Pleven tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers [2 juin 1949] (p. 3068, 3069); Sous-amendement de M. de Tinguy tendant à inclure tous les établissements saisonniers (p. 3070); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères; Art. 2: Son amendement tendant à ne majorer que les rentes supérieures à 500 francs [12 juillet 1949] (p. 4663); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42: Amendement de M. Hugues tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de crédit agricole [23 juillet 1949] (p. 5109); Ses explications de vote sur l'article 42 [24 juillet 1949] (p. 5153). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire de comptabilité publique n° 7123 du 31 octobre 1949 et l'application de l'article 290 du décret portant réforme fiscale [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion: du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4: Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits de la reconstruction pour l'équipement touristique [27 décembre 1949] (p. 7338, 7339); le retire (p. 7340); Art. 5: Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits d'investissements pour l'industrie touristique [28 décembre 1949] (p. 7486, 7487, 7488); le retire (p. 7488); —

du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7517, 7518, 7519) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur le tourisme et l'équipement hôtelier)* [7 juin 1950] (p. 4386, 4387, 4388, 4389) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur les constructions scolaires, l'école de Bon Voyage à Nice, la lenteur des décisions ministérielles à l'égard de l'initiative des municipalités)* [22 juin 1950] (p. 5171, 5172, 5173) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9284, 9285, 9290) ; — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions ; Art. 7 : *Son amendement relatif au contrat de capital différé avec versement de prime unique* [14 mars 1951] (p. 1899) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1902) ; — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2293) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3384, 3385) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951 ; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à augmenter les prêts pour l'équipement touristique* [9 mai 1951] (p. 4877, 4878, 4879) ; — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5030).

### MÉHAIGNERIE (M. Alexis), Député de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier

1948] (p. 194) ; de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de l'agriculture [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux cultivateurs des permissions spéciales au cours de l'été 1948, n° 4319. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles, n° 8504. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage, n° 10015.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles ; Article unique : *Son amendement tendant à faire choisir par l'exploitant le fonds qu'il veut conserver* [17 décembre 1948] (p. 7671) ; *Son amendement tendant à préciser les conditions de l'habitabilité d'un bâtiment* (p. 7677) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'électrification des campagnes)* [23 décembre 1948] (p. 7880) ; — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Son amendement tendant à délivrer aux contribuables ayant acquitté le prélèvement le premier trimestre 1949, des titres d'emprunt exceptionnel* [6 avril 1949] (p. 2130) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture ; Chap. 161 : *Direction du génie rural et de l'hydraulique agricole* [12 avril 1949] (p. 2336) ; — du projet de loi relatif au développement des investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 6 : *Crédits prévus pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3063, 3064) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE : *Ses observations sur la baisse des prix agricoles* [24 mai 1950] (p. 3875, 3876) ; — du

projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Temple tendant à prévoir des permissions agricoles* [27 octobre 1950] (p. 7322) — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1<sup>er</sup>: *Son sous-amendement tendant à interdire au vendeur de se soustraire au droit de préemption* [15 décembre 1950] (p. 9139).

**MEKKI (M. Bezzeghoud), Député d'Oran**  
(2<sup>e</sup> collége).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 116). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 348), Est élu vice-président de cette commission [*J. O.* du 4 février 1948] (p. 1264), [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J.O.* du 20 janvier 1950] (p. 739), [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 9 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant déclassement partiel de la place de Tlemcen, n° 3714. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant déclassement d'une partie des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie), n° 5288. — Le 9 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 68 et 70 de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes pour permettre aux conseillers élus à titre musulman, dans les départements d'outre-mer, de siéger dans les mêmes conditions et avec les mêmes titres et prérogatives que leurs collègues élus à titre français, n° 12744.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation

économique; Art. 1<sup>er</sup> : *Non application de la loi à l'Algérie* [14 février 1947] (p. 329); — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1932, 1933). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Anciens combattants nord-africains)* [21 juillet 1947] (p. 3309). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4299). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4518). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 409). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de guerre [8 juin 1948] (p. 3283). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948; AIR : *Ses observations sur la base aérienne d'Oran* [15 juillet 1948] (p. 4600); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5364); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [19 mai 1949] (p. 2659); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7052 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les militaires autochtones rapatriables* [16 juin 1949] (p. 3421); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 543); — du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logement; Art. 2 : *Amendement de M. Jeonmot tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* [29 juin 1950] (p. 5285); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 21 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à attribuer 51 sièges à l'Algérie* [21 mars 1951] (p. 2451).

**MENDÈS-FRANCE (M. Pierre)**, *Député de l'Eure.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 28 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 13 septembre 1946 relative aux catégories sociales « économiquement faibles » afin de faire disparaître des abus et des fraudes incompatibles avec l'état des finances publiques et des injustices incompatibles avec le caractère généreux de cette loi, **n° 790**. — Le 4 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi mettant au point le statut du fermage et le complétant par des dispositions financières appropriées, **n° 1235**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), état A, Finances, **n° 1556**. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée, **n° 4044**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), finances et affaires économiques, I. — Finances, **n° 4046**. — Le 31 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale le projet de loi organique réglant le mode de présentation du budget et à s'inspirer à cet égard des suggestions du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, **n° 6015**. — Le 18 février 1949, un rapport au

nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6518**. — Le 29 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6883**. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7090**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652); Art. 29 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à attribuer au Ministère de la Reconstruction les sommes économisées sur les chapitres ne paraissant pas de première urgence* (p. 681); — sur l'interpellation de M. Charles Lussy relative au maintien de la politique des salaires et des prix telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1429). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), FINANCES, Chap. 101 : *Amendement de M. Bougrain tendant à réduire les crédits du personnel auxiliaire et contractuel* [11 juillet 1947] (p. 2980); Chap. 130 : *Indemnités pour comptables et services extérieurs* (p. 2981); Chap. 350 : *Amendement de M. Fagon tendant à augmenter les crédits pour remboursement de frais aux contributions indirectes* (p. 2983); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6026, 6027, 6028, 6029, 6030, 6031, 6032, 6033, 6034, 6040); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Rôle de M. Deprez, président de la S.N.C.A.S.E.)* [22 juin 1948] (p. 3820, 3821); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des finances :

*Proposition de M. A. Petit de renvoyer la discussion au lendemain* [6 avril 1949] (p. 2164); Chap. 100 : en qualité de *Rapporteur (Péréquation des retraites)* (p. 2165, 2166); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le danger de l'inflation, la fiscalité excessive, les effets favorables de la bonne récolte de 1948, l'analogie de la situation présente avec l'après guerre et la crise de 1921, la réévaluation de l'encaisse or de la Banque de France, la dévaluation éventuelle du franc, l'exportation raisonnée des produits agricoles, la gestion des sociétés nationales)* [24 mai 1949] (p. 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur l'impossibilité d'une victoire militaire, la nécessité de traiter avec Ho Chi Minh)* [19 octobre 1950] (p. 7002, 7003, 7004); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur la vanité et l'impossibilité d'un nouvel effort financier et militaire en Indochine)* [22 novembre 1950] (p. 8043, 8044, 8045, 8046); *Ses explications de vote sur les ordres du jour* (p. 8051, 8052); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Sa demande de renvoi à la Commission* [27 décembre 1950] (p. 9677, 9678, 9679, 9680, 9681, 9682, 9683, 9684, 9685); *Discussion générale* (p. 9690); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article* [29 décembre 1950] (p. 9801, 9802). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 824); [6 février 1948] (p. 492); [18 juillet 1948] (p. 4776); [5 juillet 1949] (p. 4195); [23 mai 1950] (p. 3774); [3 janvier 1951] (p. 86). = Obtient des congés [11 mars 1947] (p. 824); [6 février 1948] (p. 492); [18 juillet 1948] (p. 4776); [5 juillet 1949] (p. 4195); [23 mai 1950] (p. 3774); [3 janvier 1951] (p. 86).

**MENTHON (M. François de)**, *Député de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [4 février 1947] (p. 148); de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

### Dépôts :

Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à réviser le prix de certaines coupes de bois soumises au régime forestier et à faire bénéficier, en certains cas, les communes forestières d'une ristourne sur la vente de leurs coupes de bois de 1941 à 1945, n° 1405. — Le 30 décembre 1947, une proposition de loi tendant à la création dans chaque Ministère d'un comité de contrôle financier, n° 3054. — Le 17 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre exceptionnel la gratuité de l'envoi d'un colis aux soldats d'Indochine à l'occasion des fêtes de Noël, n° 11326.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils) : *Ses observations sur l'ensemble (Taux sur les laits condensés et en poudre)* [25 mars 1947] (p. 1095); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*S'oppose à la divulgation des débats du Conseil des Ministres*) [2 juillet 1947] (p. 2621); (*Accord du parti socialiste avec la politique gouvernementale*) (p. 2624, 2625). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une Commission exceptionnelle de la réforme administrative : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3481, 3482, 3486). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Personnel départemental de la Direction générale du contrôle économique* [7 août 1947] (p. 4035). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4177). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Ses observations sur le programme de M. Léon Blum* [21 novembre 1947] (p. 5110, 5111); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. Marie (Question de la laïcité)* [24 juillet 1948] (p. 4890, 4891). — Prend part à la dis-



cussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5530, 5531); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [17 août 1948] (p. 5823); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Discussion générale* [24 août 1948] (p. 6155, 6156); Art. 2 : *Amendement de M. Cristofol tendant à renouveler les conseils généraux dans les six mois suivant la loi sur l'organisation départementale* [25 août 1948] (p. 6187); Article additionnel : *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux dans les trois mois suivant la loi sur l'organisation départementale* (p. 6215, 6217); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 septembre 1948] (p. 6839, 6840); — des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement avec demande de priorité* [7 septembre 1948] (p. 6452). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Henri Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6483). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification du taux des amendes pénales; Art. 10 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux départements d'outre-mer* [18 septembre 1948] (p. 6697); *le retire* (p. 6698); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur le climat social et économique* [23 novembre 1948] (p. 7174, 7175); — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Accusations contre M. A. Marie) (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Delcos faisant confiance au Garde des Sceaux*) [8 février 1949] (p. 426); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) (*Son ordre du jour de confiance au Gouvernement*) [24 février 1949] (p. 899). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt (*Sa demande*

*d'affichage du discours de M. Petsche, Ministre des Finances*) [10 mars 1949] (p. 1505). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art 8 : *Ses explications de vote sur l'article instituant un double secteur de l'essence* [25 mai 1949] (p. 2904). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Nécessité de tenir une séance de nuit*) [24 juin 1949] (p. 3790). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à laisser au Ministre le choix des usines à aliéner* [28 juin 1949] (p. 3882). — Est élu membre de l'Assemblée Consultative Européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Validation des élections du Niger*) [29 juillet 1949] (p. 5498); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5791, 5792); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer et l'attitude du groupe M.R.P.*) [20 octobre 1949] (p. 5897, 5898); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Sa motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5937). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Son ordre du jour de confiance* [7 février 1950] (p. 1052). — Est entendu sur un incident (*Discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat*) [2 mars 1950] (p. 1610). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au Règlement (Vote du sous-amendement de Mme Ginollin)* [3 mars 1950] (p. 1819); *Son amendement tendant à punir de réclusion les coupables de mal-façons, destructions volontaires, entraves à la circulation et entreprise de démoralisation* (p. 1881); — des interpellations sur les événements de Brest : *Son ordre du jour de confiance approuvant l'attitude du Gouvernement* [27 avril 1950] (p. 3024); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Sa demande de renvoi du débat au mardi 13 juin* [9 juin 1950] (p. 4582); *Sa demande de suspen-*

*sion de séance* [22 juin 1950] (p. 5157); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5266). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Sa demande de suspension de séance* [30 juin 1950] (p. 5321); *Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille* (p. 5321, 5322, 5323); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Plevin) : *Ses explications de vote sur la motion de M. Witterrand investissant M. Plevin* [11 juillet 1950] (p. 5381, 5382); — à la discussion d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Accusation contre M. Jules Moch) : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8281); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8429, 8430, 8431); — à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9936, 9937). — Dépose une demande d'interpellation sur l'alliance de combat du syndicat postal français et d'un syndicat d'Allemagne orientale [30 janvier 1951] (p. 520); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 février 1951] (p. 1353). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1671, 1672, 1673, 1677, 1678); Art 38 *Sa demande de disjonction des amendements concernant les territoires d'outre-mer* [21 mars 1951] (p. 2430, 2431); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2446); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur les problèmes économiques, les débouchés agricoles français, le problème scolaire, la réforme électorale* [6 mars 1951] (p. 1775, 1776); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la réforme électorale, le problème scolaire, les prix agricoles* [9 mars 1951] (p. 1806); — à la discussion du projet de loi relatif au dévelop-

pement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Article additionnel : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à accorder une indemnité compensatrice aux maîtres laïques de l'enseignement libre qui ne reçoivent pas le minimum professionnel garanti* [21 mars 1951] (p. 2263).

### MERCIER (M. André), Député de l'Oise.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). == Est nommé : membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); Président de cette commission [J. O. du 22 décembre 1946] (p. 10824), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1012); membre : de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de comptabilité [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947, la législation actuellement en vigueur en matière de loyer sur les locaux à usage d'habitations et professionnels, n° 84. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale, n° 127. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale, n° 128. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale), n° 129. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, n° 130. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, n° 131. — Le 17 dé-

cembre 1946, une proposition de loi tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale), **n° 132**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa, article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, **n° 133**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 69 du Livre IV du Code du travail sur la représentation des ouvriers agricoles en justice par les permanents de leur syndicat, **n° 134**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1947, la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et professionnel, **n° 974**. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, **n° 2342**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder la franchise postale pour les lettres et colis adressés par les vieux travailleurs salariés et les économiquement faibles à leurs enfants, petits-enfants se trouvant sous les drapeaux dans la métropole, territoires d'outre-mer ou en occupation, **n° 5910**. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à décider que les propositions de loi émanant des conseillers de la République ne peuvent être reçues par l'Assemblée Nationale, que dans la forme où elles lui sont parvenues jusqu'à ce jour, en application de l'article 14 de la Constitution, **n° 7533**. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix, **n° 8250**. — Le 20 décembre 1949, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai aux bénéficiaires de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 : « tendant à adapter la législation de sécurité sociale à la situation des cadres » pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse, **n° 8777**. — Le 27 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 9067**. — Le 24 février 1950, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure prise par arrêté du Ministre des Finances en date du 1<sup>er</sup> février 1950, tendant à ramener Beauvais dans la deuxième catégorie pour l'attribution de l'indemnité de « difficulté exceptionnelle d'existence », **n° 9333**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité des tarifs — pour les cartes hebdomadaires d'abonnement — des cars de remplacement sur les lignes Beauvais—Compiègne et Chantilly—Senlis avec les tarifs de la S. N. C. F. et à construire des abris pour l'attente des cars, **n° 11267**. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable au personnel de l'Industrie hôtelière le décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 11567**. — Le 16 février 1951, une proposition de loi tendant au maintien à plein effectif des ateliers S. N. C. F. de Chambly-Moulin Neuf (Oise), **n° 12253**. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 20 du décret du 6 mai 1939 concernant les conditions d'attribution de l'assistance-chômage aux chômeurs saisonniers, **n° 12417**.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Vendée [28 novembre 1946] (p. 35). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Législation sur les loyers*) [17 décembre 1946] (p. 116). — Prend part à la discussion : sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat [19 décembre 1946] (p. 132); — du rapport tendant à modifier le règlement adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale : en qualité de *Président de la Commission du suffrage universel et du règlement*; Art. 26 : *Amendement de M. Louis Marin concernant la convocation de délégués des autres commissions à la Commission des finances* [27 décembre 1946] (p. 373); Art. 27 : *Amendement de M. Leenhardt relatif à la correspondance entre le Président de la Commission des finances et la Cour des comptes* (p. 374); Art. 34 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à réduire à 30 le nombre des signataires des demandes de modification de l'ordre du jour* (p. 375). — Est entendu au

cours du débat : sur la nomination des Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger (*Élection au scrutin de liste*) [4 février 1947] (p. 149); — sur le renvoi de la discussion d'un projet de loi relatif au remplacement des Conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, en qualité de *Président de la Commission* [7 février 1947] (p. 228). — Prend part à la discussion du règlement de l'Assemblée Nationale en qualité de *Président de la Commission* (p. 228); Art. 26 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à rendre obligatoire la convocation aux séances de la commission de l'auteur d'une proposition ou d'un amendement* (p. 229); Art. 39 : *Durée des interventions et de l'ensemble de la discussion* (p. 230); *Ses observations sur deux rapports concernant le règlement (Organisation de la discussion)* [4 mars 1947] (p. 567); Art. 39 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à ce que la Conférence des Présidents répartisse les intercessions* (p. 568); *Amendement de M. Maurice Violette tendant à ce que la Conférence des Présidents fixe l'ordre des interventions avec l'accord des orateurs* (p. 569); Art. 70 : *Droit d'amendement* (p. 570); Art. 96 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à rétablir l'autorité du bureau* (p. 571, 572). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Règlement provisoire de l'Assemblée*) [21 février 1947] (p. 435); *Discussion des questions orales* [28 février 1947] (p. 540). — En qualité de *Président de la Commission du suffrage universel, des pétitions et du règlement*, prend part à la discussion de la proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la magistrature : *Ses observations sur l'ensemble (Examen des candidatures au Conseil supérieur de la magistrature par la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions)* [4 mars 1947] (p. 563). Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que les locaux occupés par les syndicats ou unions de syndicats soient considérés comme locaux à usage professionnel* [26 mars 1947] (p. 1115). — Son rapport sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1604, 1605). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Lois électorales*) [3 juin 1947] (p. 1889). — Participe à la discussion du projet de loi d'amnistie; Art. 9,

septième alinéa : *Son amendement tendant à porter le plafond de l'amende à 15.000 francs en faveur des personnes qui, en raison de l'occupation ennemie n'ont pas été en mesure de présenter leur défense régulièrement* [21 juin 1947] (p. 2309); *Son amendement reporté à l'article 11* (p. 2309). — Pose à M. le Ministre des Finances une question concernant la réglementation de la culture du tabac [11 juillet 1947] (p. 2994). — Est entendu sur un rappel au règlement (*Délai de demande de discussion d'urgence*) [16 juillet 1947] (p. 3058). — Est entendu dans la discussion : de la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans la majorité politique en qualité de *Rapporteur* [6 août 1947] (p. 3973, 3974); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Cristofol instituant une procédure exceptionnelle du vote par correspondance dans les élections municipales et cantonales [7 août 1947] (p. 4020). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales (*Renvoi du projet à la Commission après le vote de confiance*) [11 août 1947] (p. 4242, 4244); *Demande de M. Demusois de réouverture de la discussion générale* [12 août 1947] (p. 4292, 4293); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans l'âge de l'électorat* (p. 4297); *Amendement de M. Lhuillier tendant à ne pas appliquer l'article dans les communes de la Seine* (p. 4308); — du projet de loi instituant le vote par correspondance aux élections municipales pour certaines catégories d'électeurs : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4322); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger en 1947 la loi du 24 août 1946* (p. 4323, 4324); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 2 : *Ses observations sur la suspension de séance durant le pointage* [29 novembre 1947] (p. 5292); *Sur la clôture des explications de vote* (p. 5296). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Date effective de la séance du 1<sup>er</sup> décembre*) [29 novembre 1947] (p. 5412). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 15 : *Son amendement tendant à inclure l'Oise dans la région parisienne précédemment définie* [16 décembre 1947] (p. 5734); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer les derniers alinéas de l'article* (p. 5735); *le retire* (ibid.); Art. 30 :

*Son amendement tendant à limiter l'émission d'emprunts par la Régie* (p. 5760); *le retire* (ibid.); — de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée : *Ses observations sur l'urgence* [19 décembre 1947] (p. 5910); Art. 2 : *Modifications de l'article 18 concernant les commissions* [20 décembre 1947] (p. 5964, 5965); — d'une proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7428); — d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1948] (p. 7788); — d'une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rendre autonome de l'Assemblée Nationale le budget de l'Union française* [27 décembre 1948] (p. 8013, 8014); Art. 2 : *Amendement de M. Petit tendant à supprimer l'examen par l'Assemblée Nationale du budget de l'Assemblée de l'Union française* (p. 8015); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.); — d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuite : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 809, 810, 811); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas prévoir de rétroactivité pour les affaires pendantes* (p. 813, 814) — Est entendu sur l'ajournement de la discussion de trois rapports relatifs à des demandes en autorisation de poursuite : *Son rappel au règlement* [25 février 1949] (p. 930). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 918), [31 mai 1949] (p. 3011, 3012), [28 juin 1949] (p. 3914, 3915). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des lois américaines aux travailleurs français employés dans les entreprises occupées par les services du plan Marshall [23 mars 1949] (p. 1794). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur l'application des lois américaines aux travailleurs français*) [29 mars 1949] (p. 1814). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juin 1949] (p. 3809). — Ses rapports sur des pétitions [2 janvier 1950] (p. 17, 18). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport relatif à la procédure

d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Theetten* [24 février 1950] (p. 1419); *Renvoi du débat* (p. 1421); *Discussion générale* (p. 1442). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Suite de l'ordre du jour*) [3 mars 1950] (p. 1668). — Pose : à M. le Ministre du Travail, une question relative à l'application de la loi française aux travailleurs des établissements dépendant des services du plan Marshall [17 mars 1950] (p. 2143); — à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la liquidation des pensions des vieux travailleurs et économiquement faibles [31 mars 1950] (p. 2719, 2720). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences policières exercées contre les malades du sanatorium Paul-Doumer à Liancourt (Oise) [2 juin 1950] (p. 4179). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Son rappel au Règlement* [9 juin 1950] (p. 4564); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (Incidents du sanatorium Paul-Doumer à Liancourt (Oise))* [12 juin 1950] (p. 4609, 4610, 4611); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur le budget des députés communistes)* [14 juin 1950] (p. 4791, 4792). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à la situation des vieux travailleurs des professions agricoles [28 juillet 1950] (p. 6151). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6170, 6171); — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 octobre 1950] (p. 6924, 6925). — Son rapport sur une pétition [4 novembre 1950] (p. 7483). — Pose à M. le Ministre du Travail, une question relative aux salaires dans l'industrie hôtelière [17 novembre 1950] (p. 7875). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8275, 8276, 8277); —

du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les pensions dues aux anciens députés* [12 décembre 1950] (p. 8924, 8925); Art. 2: *Sa demande de seconde délibération* (p. 8927); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8928). — Son rapport sur une pétition [20 février 1951] (p. 1397). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum: *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1447, 1448, 1449); *Sa motion tendant à suspendre le débat* (p. 1449). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion en seconde lecture du projet augmentant les allocations familiales*) [1<sup>er</sup> mars 1951] (p. 1739). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup>: *Son sous-amendement tendant à adopter la représentation proportionnelle avec le plus fort reste* [15 mars 1951] (p. 1975, 1976); Art. 2: *Amendement de M. Vergès tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste dans les départements d'outre-mer* [21 mars 1951] (p. 2327); Art. 13: *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu 60 0/0 des voix* (p. 2330); Art. 17: *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des élections partielles au scrutin majoritaire* (p. 2340); Art. 28: *Son amendement tendant à déclarer nuls les bulletins ne mentionnant pas les apparentements* (p. 2345); Art. 1<sup>er</sup> bis: *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste* (p. 2418); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à attribuer un député par 500.000 habitants et par fraction de population supérieure à 250.000* [24 avril 1951] (p. 3855, 3856); Art. 5: *Son amendement tendant à supprimer le représentant de l'administration dans les commissions chargées de la révision des listes électorales* (p. 3889, 3890); Art. 15: *Son amendement tendant à supprimer dans les Commissions chargées de distribuer les cartes électorales, le représentant de l'administration* (p. 3897); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Son contre-projet tendant à reprendre la représentation proportionnelle intégrale* [28 avril 1951] (p. 4191); Art. 3: *Son amendement tendant à ne pas découper le*

*département de la Gironde* (p. 4194); Art. 6: *Son amendement tendant à exiger d'un parti trente listes de candidats pour qu'il soit « national »* (p. 4195); Art. 28: *Son amendement tendant à n'annuler que les bulletins imprimés ne mentionnant pas les apparentements* (p. 4203); Art. 17 bis: *Son amendement tendant à prévoir le remplacement automatique des députés décédés ou démissionnaires dans la Seine et la Seine-et-Oise* (p. 4208).

#### MERCIER (M. André-François), Député des Deux-Sèvres.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre: de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 34), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (o. 3049).

#### Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à réviser l'organisation actuelle de la préparation militaire des jeunes et instituant sur de nouvelles bases le service prémilitaire, n<sup>o</sup> 1439. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de MM. Palewski et Gilbert Cartier relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air, n<sup>o</sup> 3758. — Le 4 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de MM. Palewski et Gilbert Cartier relative à l'abrogation pour le temps de

paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air, n° 6329. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6684. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux jeunes propriétaires d'immeubles ou d'appartements une reprise rapide, n° 8689. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires du contingent la faculté d'obtenir le transport gratuit d'un colis à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, n° 8708. — Le 15 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de MM. Bouxom et André-François Mercier tendant à accorder les avantages de la loi du 15 avril 1949 à certaines catégories d'appelés appartenant à des familles nombreuses, n° 8733. — Le 19 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. André-François Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires du contingent la faculté d'obtenir le transport gratuit d'un colis à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, n° 8764. — Le 22 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 11374. — Le 30 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air, n° 11464. — Le 3 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11536) portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et

sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine, n° 11836. — Le 5 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 11864) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine, n° 11868. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes des orages qui ont sévi récemment sur le département des Deux-Sèvres, n° 12639. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 8690) par MM. Bouxom et André-François Mercier tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions permettant à certaines catégories d'officiers dégagés des cadres d'obtenir l'application d'un barème de retraite plus favorable, n° 12819.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 609 : *Dépenses de propagande auprès des personnes déplacées* [18 juillet 1947] (p. 3172, 3173); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale* [24 décembre 1947] (p. 6231); — du projet de loi relatif au statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 juin 1948] (p. 4010). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 9 juillet 1948 : *Confusion au sujet du camp d'Arzew* [15 juillet 1948] (p. 4592). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : SECTION AIR : *Ses observations sur le matériel en Afrique du Nord* [15 juillet 1948] (p. 4597); Chap. 912 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits pour le matériel de série* [16 juillet 1948] (p. 4653); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 357 : *Service de*

*l'artillerie* [17 juillet 1948] (p. 4732); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 mars 1949] (p. 1200, 1201); — des conclusions de son rapport sur une demande en autorisation de poursuite contre M. Roucaute, en qualité de *Rapporteur* [9 mars 1949] (p. 1390, 1391, 1394, 1395); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR, Chap. 324 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif à la préparation militaire* [16 juin 1949] (p. 3440, 3441); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie* [22 juillet 1949] (p. 5015); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Son amendement tendant à régler le cas des sursitaires dispensés du service par des lois antérieures* [27 octobre 1950] (p. 7333); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [3 janvier 1951] (p. 87); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Officiers français mis à la disposition de Bao Daï* [5 janvier 1951] (p. 216, 217).

**MÉTAYER (M. Pierre)**, Député de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Armées,*

(Cabinet RLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Secrétaire d'Etat à la Fonction publique  
et à la Réforme administrative,*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Secrétaire d'Etat à la Fonction publique  
et à la Réforme administrative,*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [17 janvier

1950] (p. 299); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion *Cormoran N. C. 211* [21 juin 1949] (p. 3549). Est élu Président de cette Commission [5 juillet 1949] (**F. n° 434**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (Application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

## Dépôts :

Le 22 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages aux combattants démobilisés revenant d'Indochine, **n° 2095**. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi sur l'organisation générale de la défense nationale, **n° 3652**. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi relative à la mise à la retraite des officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section du cadre de l'état-major général des armées (réserve), **n° 3681**. — Le 9 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à disjoindre des textes formant le statut futur de l'armée, les dispositions concernant la gendarmerie nationale afin de réaliser, par son rattachement à la Présidence du Conseil, une réforme de structure de cette force publique ; 2<sup>o</sup> de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à constituer au sein du Sous-Secrétariat d'Etat à la Guerre une direction spéciale de la gendarmerie, **n° 3715**. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi sur l'organisation des forces armées du temps de paix et du temps de guerre, **n° 4130**. — Le 25 mai 1948, une proposition de loi fixant les effectifs des forces armées, **n° 4306**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi sur le service militaire actif, **n° 4377**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi sur le recrutement des effectifs militaires, **n° 4378**. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1<sup>o</sup> la proposition de



loi de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux cultivateurs des permissions spéciales au cours de l'été 1948; 2<sup>o</sup> de M. Billat et plusieurs de ses collègues accordant aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions exceptionnelles dans la période des grands travaux agricoles, n<sup>o</sup> 4615. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les motifs qui ont pu provoquer l'accident ayant entraîné la mort de l'équipage et la destruction du *Cormoran N. C. 211*, n<sup>o</sup> 5079. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n<sup>o</sup> 49-1054 du 2 août 1949 relative à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, n<sup>o</sup> 9433.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Armées* (Cabinet L. Blum) [17 décembre 1946] (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux armées* (16 janvier 1947) (1).

### En qualité de Député :

Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1190) ; — dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3929) ; Chap. 903 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour l'équipement du service du génie* [6 août 1947] (p. 3951) ; Chap. 907 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* (p. 3952) ; Chap. 912 : *Cession de matériel lourd* (p. 3952, 3953) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Date des débats sur le statut de l'Algérie* [9 août 1947] (p. 4182). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général*

*Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4197) ; — du projet de loi de dégagement des cadres de fonctionnaires ; Art. 14 : *Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des militaires de carrière* [12 août 1947] (p. 4284) ; — du projet de loi concernant les élections municipales ; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas accorder de siège aux listes ayant obtenu moins de 5 0/0 des voix* [12 août 1947] (p. 4313) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5217) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs de la région parisienne ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un office régional des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5664, 5665) ; *Contre-projets de MM. David et Peytel tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5666) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Regaudie tendant à inclure toute la Seine-et-Oise dans la région parisienne* (p. 5669, 5671). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du premier trimestre 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant le vote de trois douzièmes au lieu de deux* [30 décembre 1947] (p. 6548) ; Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* (p. 6552) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses remarques sur M. Villon)* [11 mars 1948] (p. 1641, 1642) ; — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux activités annexes de la S. N. E. C. M. A.* [25 juin 1948] (p. 3990, 3991, 3992) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bétolaud relatif au délai du transfert juridique des activités annexes* (p. 3994) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à soumettre les décisions importantes à l'approbation du Gouvernement* (p. 4003, 4004) ; — de la proposition de loi de M. Billat tendant à accorder des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux, en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1948] (p. 3865) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat tendant à augmenter ces permissions de dix à quinze jours* (p. 3866) ; *Amendement de M. Billat tendant à étendre cette loi aux années à venir* (p. 3866) ; *Amendement de M. Billat tendant à appliquer la loi aux*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

*militaires ayant déjà trois mois de service* (p. 3866, 3867); *Amendement de M. Bouvier-O'cottreau tendant à accorder ces permissions aux soldats ayant eu moins de dix jours de prison* (p. 3867); Art. 2: *Modification de la date de mise en vigueur* (p. 3867); Art. 6: *Amendement de M. Billat tendant à suspendre les permissions en cas de conflit seulement* (p. 3868); Art. 7: *Extension à l'Afrique du Nord* (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [7 juillet 1948] (p. 4417); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100: *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer le chapitre* [28 juin 1948] (p. 4094); *Amendement de M. Bruyneel tendant à réduire les crédits pour le matériel* (p. 4095). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Renvoi de la discussion sur le cinéma* [28 juin 1948] (p. 4099). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant le budget des dépenses militaires de l'exercice 1948: *Discussion générale (Insuffisance de matériel)* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4231 et suiv.); Etat A: *Proposition de M. Montel de voter le budget en bloc* [8 juillet 1948] (p. 4441); MARINE, Etat B, Chap. 905: *Amendements de MM. Montel et Serre tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes* [9 juillet 1948] (p. 4563); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendements de MM. Capdeville, Montel, Auxionnaz et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits* [17 juillet 1948] (p. 4747). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour: *Discussion du statut de la S. N. E. C. M. A. en deuxième lecture* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4261). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948: Art. 13: *Ses explications de vote sur l'article interdisant aux Ministres tout dépassement de crédits* [20 juillet 1948] (p. 4867). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au recouvrement des retenues de 6 0/0 pour pension, dues par les fonctionnaires, anciens prisonniers de guerre [26 novembre 1948] (p. 7263). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949: Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions de francs (Ses observations sur l'importance exagérée des crédits militaires)* [31 décembre 1948] (p. 8293, 8294); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochin-

chine: *Renvoi du débat* [21 mai 1949] (p. 2761). — Est entendu sur le retrait d'une demande de renvoi à la Commission du projet de loi relatif à la réorganisation de la S. C. A. N. et de la S. N. E. C. M. A. [2 juin 1949] (p. 3073). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949: *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3290, 3291, 3292); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER: *Discussion générale* [22 juin 1949] (p. 3651, 3653, 3657); Art. 6: *Son amendement tendant à imputer les abattements votés sur les 48 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur les dépenses militaires* [23 juin 1949] (p. 3729); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3757); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juin 1949] (p. 3902, 3903); *Sa demande de renvoi du vote sur l'ensemble* (p. 3905); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etat-Unis: *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques: *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3134, 3132); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Montel demandant la réduction des licenciements* (p. 3156); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950: *Son rappel au Règlement (Organisation du débat)* [9 mai 1950] (p. 3409, 3410); *Discussion générale* (p. 3417), [10 mai 1950] (p. 3482, 3483); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Limite d'âge du personnel navigant)* [11 mai 1950] (p. 3527); *le retire* (p. 3528); Chap. 912: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour construction de matériel de série (Hélicoptères)* (p. 3532); *le retire* (p. 3533); Chap. 923: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les prototypes* (p. 3533); *le retire* (ibid.); Etat A, GUERRE, Chap. 1005: *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les soldes des officiers (Emploi du mot autochtone)* (p. 3537); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Soldes dues aux prisonniers de guerre)* (p. 3538); Chap. 3115: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la préparation*

*militaire et le perfectionnement de la réserve* (p. 3554); Chap. 3245 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la rénovation du matériel automobile* (p. 3555, 3556); *le retire* (p. 3556); Chap. 803 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les reconstructions du service du génie* (p. 3557); *le retire* (ibid.); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* (p. 3579); *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 3591); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le solde des officiers (Création de l'armée vietnamienne)* (p. 3611); *le retire* (ibid.); Chap. 3510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport du personnel militaire (Admission des familles en Indochine)* (p. 3614); *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la fonction publique* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (J. O. du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 2 : *Amendement de M. Gréza tendant à accorder une prime exceptionnelle aux petits fonctionnaires et à majorer de 20 0/0 leurs allocations familiales en juillet* [27 juillet 1950] (p. 6085); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8538, 8541); *Demande de disjonction de l'article présentée par Mme Lempereur* (p. 8544); *Amendement de M. Fontupt-Esperaber tendant à préciser toutes les catégories de fonctionnaires et employés des services publics intéressés* (p. 8545); *Amendement de M. Meck tendant à prévoir une durée du service de quinze ans seulement et la réversibilité des pensions* (p. 8546); Article additionnel : *Demande de disjonction des amendements relatifs à l'épuration administrative, présentée par la Commission* (p. 8550). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Minjoz relative à la pratique du bakchich dans l'administration [6 avril 1951] (p. 2809).

**MÉTY (Mme Mathilde), Député du Rhône**  
(1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommée membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est nommée juge suppléant à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à l'aménagement, dans toutes les grandes gares et dans les gares de correspondance, d'un local spécialement réservé aux enfants en bas âge et à leurs mères, n° 3873. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à décerner, à titre posthume, la croix de la Légion d'honneur aux deux chemins-victimes de l'accident du vendredi 16 avril 1948 sur l'express Lyon—Le Croisic, n° 4927. — Le 8 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier le personnel féminin des P.T.T. des dispositions précisées au statut général des fonctionnaires par l'article 140 1<sup>o</sup> *in fine*, n° 5216. — Le 8 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens

de communication sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à décerner, à titre posthume, la croix de la Légion d'honneur aux deux cheminots victimes de l'accident du vendredi 16 avril 1948 sur l'express Lyon—Le Croisic, n° 5217.

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 32). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Attitude de l'inspection d'académie en Ardèche* [22 juillet 1947] (p. 3388, 3389); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 1, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 601 : *Son amendement relatif à la confection et à la distribution d'imprimés* [27 décembre 1947] (p. 6358); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5207); EDUCATION NATIONALE, Chap. 310 : *Frais de déplacement de l'inspection générale* [4 août 1948] (p. 5303, 5304). = Donne sa démission de Député [18 janvier 1949] (p. 34).

**MEUNIER (M. Jean)**, *Député de l'Indre-et-Loire.*

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947,

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de

la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la presse [24 février 1948] (p. 998), [18 janvier 1949] (p. 34), [16 mai 1950] (p. 3674), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes, n° 114. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918, n° 11320.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports* [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux prix plafonds et à leur application dans tous les départements [14 mai 1948] (p. 2658). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales : *Sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4666, 4667). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5935). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

dans les départements d'outre-mer ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino relatif aux droits de police des préfets dans les départements d'outre-mer* [4 novembre 1949] (p. 5987, 5988) ; Art. 3 : *Sa demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988) ; *Amendement de M. Véry tendant à ajouter un article prévoyant l'intégration du personnel avec effet rétroactif à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 5989) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes ; Art. 4 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer « de nature à compromettre son indépendance »* [10 novembre 1949] (p. 6038) ; *Sa demande de rétablissement du second alinéa* (p. 6039) ; Art. 11 : *Amendement de M. Viollette tendant à n'établir de dossier pour chaque agent que dans les communes où existe un service du personnel* (p. 6041) ; Art. 15 : *Sa demande de rétablissement du texte initial pour le deuxième alinéa* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6494) ; Art. 17 : *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental* (p. 6496) ; Art. 20 : *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental au premier alinéa* (p. 6526) ; Art. 21 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement* (p. 6259) ; *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental* (p. 6531) ; Art. 21 bis : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le comité national paritaire* [2 décembre 1949] (p. 6588) ; Art. 23 : *Amendement de M. Allonneau tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois semblables de l'Etat* (p. 6591, 6592). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les événements de Sidi-Ali-Bonnab* [29 novembre 1949] (p. 6432). — Répond à une question de M. Pierre Villon relative à la mise en résidence forcée dans l'Allier, de deux mineurs espagnols du Gard [2 décembre 1949] (p. 6580). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 20 : *Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* [4 janvier 1950] (p. 147) ; — des conclusions d'un rapport portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Nouveau texte de la Commission pour l'article*

*relatif au siège des pouvoirs publics* [4 janvier 1950] (p. 134) ; Art. 9 : *Sa demande de reprise du texte voté par le Conseil de la République relatif à la procédure des commissions d'enquête* (p. 135, 136) ; Art. 18 : *Incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée de l'Union française et de membre de l'Assemblée algérienne* (p. 138). — Répond à une question : de M. Ballanger relative à la présomption de tentative d'assassinat par un commissaire de police [20 janvier 1950] (p. 418) ; — de M. Ballanger relative à l'expulsion de 60 Nord-Africains de leur logement au Raincy [20 janvier 1950] (p. 418) ; — de M. Joseph Denais relative à l'abrogation de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative [20 janvier 1950] (p. 419). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

**MEUNIER (M. Pierre)**, *Député de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie du Comité d'examen des comptes de la marine [10 février 1948] (**F. n° 206**).

#### Dépôts :

Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'établissement des Forges de la Chaussade à Guérigny, **n° 2678**. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à augmenter la limite des ressources, pour l'attribution de l'allocation aux économiquement faibles, **n° 3603**. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet

de loi portant fixation du Budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Marine. — Budget ordinaire. — Budget de Reconstruction et d'Équipement. — Budget annexe des Constructions et Armes navales), n° 4720. — Le 5 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Marine. — Budget ordinaire. — Budget de Reconstruction et d'Équipement. — Budget annexe des Constructions et Armes navales), n° 4849. — Le 9 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur la région de Genlis (Côte-d'Or), n° 5228. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du Budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Marine. — Budget ordinaire. — Budget de Reconstruction et d'Équipement. — Budget annexe des Constructions et Armes navales), n° 5358. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 6163. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Marine; Budget annexe des Constructions et Armes navales), n° 7380. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget des Dépenses militaires pour l'exercice 1949, (Défense nationale : Marine; Budget annexe des Constructions et Armes navales). — Tome II, Défense nationale, Budget annexe des Constructions et Armes navales, n° 7381. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à supprimer jusqu'au 15 octobre 1950 toute majoration des sommes réclamées à titre d'acompte sur l'imposition des bénéfices agricoles, n° 9605. — Le 24 mars 1950, une proposition de loi tendant à ce que les collectivités locales ne soient pas assujetties à l'impôt sur les sociétés, n° 9629. — Le 26 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures, dans le cadre des attachés, n° 12977.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> bureau sur es opérations électorales du département de la Corse [28 novembre 1946] (p. 12). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 44 : *Son amendement tendant à la publication des bases d'imposition pour chaque contribuable* [22 décembre 1946] (p. 249); *le retire* (p. 250); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); ARMEMENT, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 350); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Amendement de M. Plevin tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* [7 février 1947] (p. 259, 261); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 45 bis (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* [3 juin 1947] (p. 1883); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 319 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [22 juillet 1947] (p. 3396); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier le régime du quotient familial pour l'impôt général sur le revenu* [23 juin 1947] (p. 2370); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer les articles relatifs aux mesures destinées à accélérer la rentrée des impôts directs en 1947* (p. 2376); — du projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3075, 3076); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier les abattements pour charges de famille* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3864); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); MARINE, en qualité de *Rapporteur* [6 août 1947] (p. 3969, 3970, 3971); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [14 novembre 1947] (p. 5041). — Participe à la discussion : du projet de loi

approuvant la Convention passée avec la Banque de France : *Discussion générale (Or récupéré en Allemagne)* [25 novembre 1947] (p. 5132, 5133); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat* [28 novembre 1947] (p. 5226, 5227); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Dépenses entraînées par ce projet)* [29 novembre 1947] (p. 5297); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes; Art. 1<sup>er bis</sup> : *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5609); — du projet de loi relatif à l'établissement des forges de La Chaussade, à Guerigny, en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1947] (p. 5638). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [22 décembre 1947] (p. 6161); — du projet de loi portant réforme de la fiscalité; Art. 88 : *Amendement de M. Ramette tendant à insérer deux nouveaux articles relatifs à la publicité des rôles concernant l'impôt général sur le revenu et l'impôt cédulaire* [29 décembre 1947] (p. 6464, 6465); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions budgétaires; Art. 46 : *Son amendement relatif au rôle de la Commission de vérification des comptes des établissements de l'Etat* [30 décembre 1947] (p. 6612); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des charges : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 246, 247, 248); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 9 *quater* : *Son amendement tendant à suspendre le paiement en cas de demandes de remises* [6 mars 1948] (p. 1477, 1488, 1479); Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les déportés et prisonniers de guerre* (p. 1480); Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* [7 mars 1948] (p. 1509); Art. 7 : *Amendement de M. Rochet tendant à réduire le prélèvement pour les viticulteurs* (p. 1514, 1515); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République;

Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 9 quater* [11 mars 1948] (p. 1672, 1673); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1945); — du projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation transitoire de la répartition des produits industriels; Article unique : *Modification du texte de la Commission* [19 mars 1948] (p. 2023); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1948] (p. 2048); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 14 : *Amendement de M. Rigul tendant à déduire des revenus imposables la moitié de l'impôt sur le revenu de l'an précédent* [23 avril 1948] (p. 2233); *Son amendement relatif aux abattements pour charges de famille* (p. 2235, 2238); Art. 49 : *Amendement de M. Rochet tendant à élever à 5 millions le plafond au-dessous duquel est exonéré des droits de soulte le copartageant* [27 avril 1948] (p. 2281); Art. 52 : *Droits de circulation sur les vins* (p. 2285); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 56 *bis* : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre l'article concernant les impôts sur les bénéfices agricoles* [10 juin 1948] (p. 3387). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative aux contribuables ayant trop souscrit à l'emprunt libérateur du prélèvement exceptionnel [14 mai 1948] (p. 2658). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Blocquaux relative au prélèvement exceptionnel; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer la majoration de 10 0/0 prévue pour les défaillants* [20 mai 1948] (p. 2789); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir une augmentation de capital et une avance de 3 milliards* [25 juin 1948] (p. 4007); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; MARINE, en qualité de *Rapporteur spécial* [9 juillet 1948] (p. 4543, 4544); Chap. 122 : *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour les quartiers-mâtres et marins* (p. 4551, 4552); Chap. 904 : *Acquisition du transport L'Alphé* (p. 4562); Chap. 905 : *Amendements de MM. Montel et Serre tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes*

(p. 4563, 4564); Chap. 982 : *Amendement de M. Montel tendant à réduire de 9 millions les crédits pour achats immobiliers* (p. 4566); *Transmission du budget de la Marine au Conseil de la République* (p. 4567). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Interruption des débats pendant un jour franc*) [17 juillet 1948] (p. 4753). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [28 juillet 1948] (p. 4976, 4977); FINANCES, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les fonctionnaires de l'administration centrale (Revalorisation des traitements)* [30 juillet 1948] (p. 5156, 5157, 5158); — du projet de loi relatif aux conventions passées avec la Banque de France : *Discussion générale (Or récupéré en Allemagne)* [7 août 1948] (p. 5508); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 5 : *Réforme de la fiscalité* [10 août 1948] (p. 5643, 5644); *Son amendement tendant à prévoir un vote du Parlement sur le plan de réforme fiscale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 5665); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'abandon de ses droits de vote du budget par le Parlement, l'énormité du budget 1949, le vote d'un douzième provisoire pour les crédits militaires, la majoration de 2 décimes sur la taxe à la production, la baisse des prix, la suppression de 4 impôts seulement, la lourdeur des nouveaux impôts directs, la rançon du plan Marshall)* [22 décembre 1948] (p. 7851, 7852, 7853); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles ordinaires de 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1948] (p. 8280). — Dépose une demande d'interpellation sur les gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes [31 décembre 1948] (p. 8346). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : *Fonctionnement des comptes de commerce et achat de lait aux Etats-Unis* [15 février 1949] (p. 570, 571, 572); Etat A : *Son amendement tendant à diminuer de 5 milliards le montant des découverts dus au Commissariat au ravitaillement* (p. 574); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer de la péna-*

*lité les contribuables devant payer moins de 50.000 francs* [6 avril 1949] (p. 2128). — Dépose une demande d'interpellation : sur la suppression des attributions de farine aux industries de la biscuiterie [17 mai 1949] (p. 2549); — sur les incidents lors de la vente aux enchères d'objets ayant appartenu au maréchal Pétain [21 mai 1949] (p. 2797). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre instable du budget, le coût de la guerre d'Indochine et la chute du cours de l'emprunt 5 0/0 1949)* [23 mai 1949] (p. 2844, 2845); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (Dispositions générales); Art. 33 : *Amendement de M. Monteil tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de la C.C.D.V.T.* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4065). — Est entendu sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence, d'une proposition de résolution relative aux attributions de céréales panifiables [24 mai 1949] (p. 2852). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour la Marine* [9 juin 1949] (p. 3225, 3226); Etat A, MARINE, Chap. 318 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement présentée par le Gouvernement* [21 juin 1949] (p. 3530); Chap. 320 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement présentée par le Gouvernement* (p. 3531); Chap. 327 : *Demande de rétablissement des crédits pour les approvisionnements de la Marine présentée par le Gouvernement* (p. 3532); Chap. 904 : *Amendement de M. Augard tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour refonte et gros travaux de la flotte* (p. 3538); Etat C, SERVICE DES POUDRES, Chap. 880 : *Demande de rétablissement des crédits pour les travaux immobiliers, présentée par le Gouvernement* [23 juin 1949] (p. 3727); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* [22 juillet 1949] (p. 5027); — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Contre-projet de M. Auguet tendant à retenir pour base de calcul la valeur locative fixée en 1948* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4004, 4005, 4007); *Rappel au règlement de M. Cristofol, application de l'article 48 du règlement* (p. 4009);



— du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 3 : *Fonctionnement du fonds de stabilisation des changes* [7 juillet 1949] (p. 4363, 4364). — Dépose une demande d'interpellation sur la carence du Gouvernement lors du procès du général allemand Von Rothberg aboutissant ainsi à l'acquiescement de cet officier [10 juillet 1949] (p. 4562). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance (*Ses observations sur l'acquiescement du général allemand Von Rothberg*) [19 juillet 1949] (p. 4783). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement fiscal; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son sous-amendement tendant à détaxer les agriculteurs ayant un revenu inférieur à 450.000 francs pour les cultures spéciales et 420.000 francs pour les cultures générales* [21 juillet 1949] (p. 4973, 4974); Art. 42 bis : *Son amendement relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises construisant des barrages* [24 juillet 1949] (p. 5154, 5155); Art. 13 H : *Amendement de M. Garcia tendant à diminuer le taux des impôts sur les bénéficiaires des artisans* (p. 5186). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences policières exercées le 25 novembre à Dijon contre les travailleurs par les C.R.S. [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6531). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les incidents de Dijon* [6 décembre 1949] (p. 6649, 6650); *Discussion de la loi de finances* [13 décembre 1949] (p. 6812, 6813). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; *Discussion générale (Ses observations sur la fiscalité, la reconstruction, le plan Marshall, l'augmentation de la production industrielle, le coût de la guerre d'Indochine)* [21 décembre 1949] (p. 7118, 7119, 7120, 7121); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7236); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 7); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 429, 430); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé

par le Conseil de la République; Art. 2 : *Crédits destinés aux dépenses civiles (Reclassement des fonctionnaires)* [29 janvier 1950] (p. 766, 767); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle majorant la taxe à la production* [31 janvier 1950] (p. 817, 818); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2746, 2747, 2748); *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2780); *Ses explications de vote sur cet ordre du jour* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures proposées par la Commission nationale des économies [27 avril 1950] (p. 2995). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3676, 3677); Article unique : *Recevabilité du contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux petits fonctionnaires des indemnités de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4563, 4565); *Son amendement tendant à appliquer ces dispositions à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1950* [15 juin 1950] (p. 4845); *Son amendement tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1950* [22 juin 1950] (p. 5155, 5156). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des textes reportant la majoration de 10 0/0 pour non paiement du tiers provisionnel* [16 mai 1950] (p. 3706); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* [25 mai 1950] (p. 3948); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 11 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant le pécule attribué aux anciens prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* [21 juillet 1950] (p. 5750); Art. 14 : *Suppression de l'élevation de l'exonération à la base pour l'impôt général sur le revenu* [24 juillet 1950] (p. 5871); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 2 : *Amendement de M. Grésa tendant à accorder une prime exceptionnelle aux petits fonctionnaires et à majorer de 20 0/0 leurs allocations familiales en juillet* [27 juillet 1950] (p. 6085); *Son amendement tendant à substituer le chiffre de 1.940 millions à celui de 1.800 mil-*

lions (p. 6085, 6086); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6086); Art. 3 : *Imputation des dépenses prévues sur le budget des finances* (p. 6087); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 64 : *Son amendement tendant à ne plus assujettir les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés au taux de 240/0* [2 août 1950] (p. 6484); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12 : *Amendement de M. July tendant à établir la confusion des peines pour les confiscations prononcées par les différentes Cours* [21 novembre 1950] (p. 7964); *Son amendement tendant à ne pas supprimer le recouvrement des amendes* (p. 7964, 7965); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Sa demande de vote par division* [13 décembre 1950] (p. 9028); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Son rappel au règlement (ordre des orateurs)* [27 décembre 1950] (p. 9685); *Discussion générale* (p. 9691, 9692, 9693); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 8 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la répartition des crédits par décret* [30 décembre 1950] (p. 9883); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Proposition de M. Frédéric-Dupont tendant à renvoyer le débat au 15 février* [25 janvier 1951] (p. 367); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Modification de forme* [21 mars 1951] (p. 2315); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements des agents des contributions indirectes (reclassement des receveurs buralistes de 1<sup>re</sup> classe)* [3 avril 1951] (p. 2583); RADIODIFFUSION, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs économiquement faibles infirmes et incurables* [10 avril 1951] (p. 3035, 3036); FINANCES : amendé par le Conseil de la République, Chap. 1620 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel du contrôle économique (suppression des brigades polyvalentes)* [25 avril 1951] (p. 3954); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 1840 :

*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le reclassement (insuffisance du reclassement actuel)* [16 mai 1951] (p. 5224); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le reclassement du personnel de l'Etat (suppression des abattements de zones pour les fonctionnaires)* (p. 5227); *le retire* (ibid.); *Sa demande de réserver le chapitre* (p. 5227); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 8 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir 45 milliards pour les habitations à loyer modéré* [18 avril 1951] (p. 3503). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Suppression des abattements de zones de salaires*) [25 avril 1951] (p. 4002, 4003). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter le prêt à 50 francs par jour* [18 mai 1951] (p. 5444).

**MEZERNA (M. Ahmed)**, *Député d'Alger*  
(2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 141). — Est nommé membre : de la Com-du travail et de la sécurité sociale [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de la défense nationale [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission de l'intérieur [23 janvier 1951] (348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [30 novembre 1948] (p. 7302).

#### Dépôt :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 9 mars 1946 portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des événements des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1945, n° 478.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du département d'Alger

(2<sup>e</sup> collège) [31 janvier 1947] (p. 120, 123). — sur les interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1520, 1521), [9 mai 1947] (p. 1540); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour déposé par M. Jacques Duclos comportant l'institution d'une commission d'enquête* (p. 1564); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la discussion de l'interpellation sur le statut politique de l'Algérie; Evasion d'Abd-El-Krim*) [25 juin 1947] (p. 2464). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, Etat A, INTÉRIEUR: (*Fermeture des cafés en Algérie*) [26 juin 1947] (p. 2516). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4197); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4452, 4453, 4454, 4455, 4459). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème palestinien [27 décembre 1947] (p. 6388). — Est entendu sur les propositions concernant l'ordre du jour (*Débat sur les affaires musulmanes*) [27 février 1948] (p. 1183). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement: *Organisation du débat* [27 février 1948] (p. 1200); *développe son interpellation déposée le 27 décembre 1947 sur la politique musulmane et la Palestine* (p. 1204, 1205, 1206, 1207). — Dépose une demande d'interpellation sur le rôle de l'administration dans les élections algériennes du 4 avril 1948 [20 avril 1948] (p. 2104). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2491, 2492). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mai 1948] (p. 2784). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'Algérie*) [29 juin 1948] (p. 4148, 4149); (*Débat sur la situation en Algérie*) [15 juillet 1948] (p. 4612). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine: *Demande de M. Serre de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1591); — du projet de loi ratifiant le Pacte Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5278, 5279, 5280, 5281, 5282); — d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab;

*Urgence* [13 décembre 1949] (p. 6774); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7231). — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France: *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 629, 630, 631); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes: *Discussion générale, (Ses observations sur la situation en Algérie)* [7 février 1950] (p. 1046). — Dépose une demande d'interpellation sur les arrestations de centaines d'Algériens et les tortures qu'ils subissent [25 avril 1950] (p. 2806). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents; *Discussion de son interpellation* [9 mai 1950] (p. 3398, 3399). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4047, 4048); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (Ses observations sur l'enseignement en Algérie, la diffusion de la langue arabe et les débouchés ouverts aux étudiants algériens)* [22 juin 1950] (p. 5175, 5176, 5177); Chap. 1090: *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (medersas de Tlemcen et Constantine)* [23 juin 1950] (p. 5224); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5267, 5268). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille): (*Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5320, 5321). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie permanente du journal l'« Algérie Libre » [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion: des interpellations sur les événements d'Indochine: *Discussion générale (Ses observations sur les méfaits de la politique coloniale française, la personnalité de Bao Dai, le rattachement de coloniaux en Algérie et les fautes commises par la France en ne respectant pas les accords de 1946)* [19 octobre 1950] (p. 7009, 7010, 7011, 7012); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parle-

mentaire : *Discussion générale (Politique de répression pratiquée par M. Naegelen, Gouverneur de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7066, 7067, 7068, 7069); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7077, 7078); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7444, 7445, 7446, 7447); Article additionnel : *Demande de disjonction de 21 amendements sans rapport avec la loi, présentée par la commission* [4 décembre 1950] (p. 8568, 8569); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8572). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Tunisie et la fusillade des grévistes d'Enfidaville [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8428); — sur la politique du Gouvernement au Maroc [8 janvier 1951] (p. 282). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion d'une interpellation sur la situation au Maroc*) [6 février 1951] (p. 800, 801). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951. INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (activité de la police en Algérie)* [27 février 1951] (p. 1655, 1656); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3070 : *Matériel pour les Nord-Africains (misère des Nord-Africains en France)* [20 mars 1951] (p. 2198, 2199); — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur la politique colonialiste en Algérie et au Maroc* [6 mars 1951] (p. 1767, 1768, 1769); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la politique colonialiste en Algérie* [9 mars 1951] (p. 1809, 1810); — à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République; Art. 10 *quinquies* : *Amendement de M. Cadi tendant à supprimer l'article relatif à la composition des bureaux de vote en Algérie* [26 avril 1951] (p. 4066). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Incidents du 1<sup>er</sup> mai à Paris*) [2 mai 1951] (p. 4441). — Dépose une demande d'interpellation sur la provocation policière dont ont été victimes les travailleurs algériens de Paris [4 mai 1951] (p. 4536). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Fixation des élections au 17 juin 1951*

(*date des élections en Algérie*) [10 mai 1951] (p. 4964). — S'excuse de son absence [17 mai 1949] (p. 2536). — Obtient un congé [17 mai 1949] (p. 2536).

#### MICHAUD (M. Louis), Député de la Vendée.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la marine marchande et des pêches [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194) [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de MM. Vendroux, Thiriet et Coudray et plusieurs de leurs collègues tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, n° 1269. — Le 13 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux familles et aux marins pêcheurs victimes de la tempête qui a sévi, les 3 et 4 avril 1947, sur les côtes de Vendée, du Morbihan et du Finistère, n° 1298. — Le 9 juin, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Mont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paiement de l'allocation de maternité, n° 4505. — Le 27 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et

des pêches sur le projet de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique, n° 5946. — Le 8 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 8992) de MM. Yvon, Louis Michaud et Cayol, étendant au commerce d'importation de poisson, les dispositions de la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948, portant organisation et statut de la profession de mareyeur, n° 11572. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter, en ce qui concerne l'enregistrement des contrats de travail, l'article 19 du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail, n° 11639. — Le 22 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en faveur des victimes du chalutier « Le Fureteur » de la flotte de l'île d'Yeu, disparu en mer le 13 mars 1951, n° 12590.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Gard [28 novembre 1946] (p. 15). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande ; Art. 20 : *Son amendement relatif au renouvellement des conseils d'administration des compagnies* [20 février 1948] (p. 954) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 102 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les contractuels de l'Administration centrale* [2 août 1948] (p. 5192) ; Chap. 123 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique* (p. 5196) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale (Canots de sauvetage)* [7 avril 1949] (p. 2198). — Est entendu : sur une question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le Ministre des Finances relative au cumul des retraites et des salaires [4 août 1950] (p. 6639) ; — sur le report des questions orales (*Absence des Ministres compétents*) [27 octobre 1950] (p. 7315), [3 novembre 1950] (p. 7432). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à

l'exécution d'un mandat d'arrêt contre l'ancien député Léo Figuères [10 novembre 1950] (p. 7634, 7635, 7636). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; Chap. 3040 : *Protection de la pêche maritime* [3 janvier 1951] (p. 72) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer les allocations prénatales de 20 0/0* [8 février 1951] (p. 928) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Article additionnel : *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à autoriser les caisses des écoles privées* [23 avril 1951] (p. 3823). — S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

**MICHAUT (M. Victor)**, Député de la Seine-Inférieure (4<sup>re</sup> circonscription).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Vice-Président de cette Commission (*J. O.* du 21 décembre 1946, p. 10803), (*J. O.*, du 30 janvier 1948, p. 1012). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

#### Dépôts :

Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la Résistance, n° 1411. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de 10 millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage du chalutier *Duc-de-Normandie* de Fécamp, n° 12333. — Le 29 avril 1951, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux familles des travailleurs victimes de l'explosion de l'usine U.R.G. à Petit-Couronne (Seine-Inférieure) un premier secours de quatre millions de francs, n° 13028.

### Interventions :

Son rapport au nom de 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Orne [28 novembre 1946] (p. 25). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) : *Articles additionnels de M. Louis Marin tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* [23 décembre 1946] (p. 315); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale (Crédits et organisation de la reconstruction)* [19 juillet 1947] (p. 3239, 3240, 3241); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 2 : *Constitution d'unités militaires de secteur* [29 novembre 1947] (p. 5293). — Est entendu au cours d'un incident soulevé par M. Michelet (*Hommage aux combattants de la Résistance*) [29 novembre 1947] (p. 5303). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la Reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [30 décembre 1947] (p. 6518); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa concernant les sinistrés* [3 janvier 1948] (p. 14); Art. 4<sup>ter</sup> : *Son amendement permettant aux sinistrés d'imputer sur le prélèvement les sommes dues par l'Etat* (p. 42). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Lecourt tendant à l'affichage de la liste établie*; *Son refus de faire acte de candidature* [14 janvier 1948] (p. 154, 155). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948]

(p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de la reconstruction; Art. 43 : *Son amendement tendant à supprimer la possibilité de déroger à l'interdiction faite à certaines personnes de gérer la société* [17 mars 1948] (p. 1862); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 5040 : *Contribution à l'apprentissage maritime* [30 janvier 1951] (p. 554); *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 555); Chap. 5060 : *Amendement de M. Giovani tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'exploitation des services maritimes postaux* (p. 559).

### MICHEL (M. Maurice), Député de la Drôme.

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], p. 300, [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du suffrage universel [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers de guerre qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, n° 1443. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les dispositions de l'ordonnance du 25 octobre 1945 accordant les allocations du Code de la famille aux grands invalides et victimes de guerre soient appliquées dans le plus bref délai, n° 1683. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Romans, n° 1774. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à délivrer le bon anniversaire de chaussures, au choix, soit en usage ville, soit en usage travail, n° 1775. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégrever dès cette année de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les cultivateurs victimes d'orages ou d'intempéries, n° 2329. — Le 17 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser les bénéfices forfaitaires imposés pour les cultures spécialisées des départements de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère, n° 3422. — Le 6 août 1948, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 4 milliards pour le financement de la première tranche d'un pécule aux prisonniers de guerre qui, pendant leur captivité, n'ont perçu ni solde, ni traitement, n° 5196. — Le 23 septembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 fixant le montant des emprunts communaux pouvant être autorisés par les préfets ou sous-préfets, n° 5521. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi tendant à réserver au Parlement la fixation de taxes intérieures de consommation, notamment la taxe sur les produits pétroliers, n° 6139. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à ramener le taux de la taxe intérieure sur les carburants au taux fixé par la loi du 6 janvier 1948, n° 6737. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret n° 48-1422 du 16 septembre 1948 relatif à l'établissement des lignes de cabines téléphoniques rurales, n° 6738. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 4 milliards et à la création de recettes au moins égales au montant de ce crédit pour effectuer le paiement de la première tranche du pécule aux prisonniers de guerre qui, pendant leur captivité, n'ont perçu ni solde, ni traitement, n° 7081. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du 2 juin 1949 relative au régime de vente de l'essence en substituant au chiffre de 175.000.000 de litres le chiffre du contingent attribué aux prioritaires en juin, soit 240.000.000 de litres, n° 7750. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouver-

nement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur la région de Buis-les-Baronnies, n° 7969. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à la mise en vente libre de l'essence au prix de 40 francs, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1949, n° 8217. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour : a) garantir l'écoulement normal de notre production d'huile d'olive ; b) limiter les importations d'huiles étrangères ; c) établir et réaliser un programme de recherches, d'amélioration et de vulgarisation oléicole et oléotechnique en vue d'obtenir une élévation de la qualité et le développement de notre production d'huile d'olive, n° 8359. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à effectuer, dès le premier exercice, le versement des sommes représentant la première annuité des subventions accordées en annuités en application de l'article premier de la loi du 14 août 1947 modifié par l'article 19 de la loi du 8 avril 1949 et relatif aux subventions d'équipement accordées par l'Etat aux collectivités, n° 9543. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre recevables les demandes de remise ou de dégrèvement du prélèvement exceptionnel, parvenues après les délais légaux, n° 9761. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en service la ligne ferroviaire Pierrelatte—Nyons, n° 9763. — Le 5 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne se livrer à aucun licenciement au Ministère de l'Industrie et du Commerce et à ne prendre aucune mesure sans convocation préalable du Comité technique paritaire, n° 10176. — Le 8 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déclarer d'utilité publique l'aménagement du barrage de Montélimar ; 2° à prévoir les crédits nécessaires pour le démarrage des travaux ; 3° à prévoir l'ouverture de travaux publics régionaux, n° 11882. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 11882) de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déclarer d'utilité publique l'aménagement du barrage de Montélimar ; 2° à prévoir les crédits nécessaires pour le démarrage des tra-

vaux; 3<sup>o</sup> à prévoir l'ouverture de travaux publics régionaux, n<sup>o</sup> 12384.

### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Finistère [28 novembre 1946] (p. 14). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 279, 283). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements sanglants de Valence le 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] (p. 5515); la développe (p. 5515, 5516, 5521); *Son ordre du jour adressant des condoléances aux victimes et à leurs familles et invitant le Gouvernement à prendre des sanctions* (p. 5521). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6006, 6007). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Blocage des billets de 5.000 francs*) [17 février 1948] (p. 792). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat* [16 mars 1948] (p. 1755, 1756); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Peyrat relatif au rôle du Centre national de la recherche scientifique* (p. 1760); Art. 4 : *Amendement de M. Mudry tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 1762); Art. 7 : *Son amendement tendant à créer une Caisse autonome de financement* (p. 1764); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1766); — des interpellations de MM. Lespès, Montel et Bergasse sur l'augmentation du prix de l'électricité : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2864, 2865, 2866); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [4 juin 1948] (p. 3237, 3238); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 116 : *Laboratoire central des services chimiques (Francolor)* [18 juillet 1948] (p. 4806); Chap. 304 : *Matériel de la direction de l'électricité* (p. 4808); Chap. 306 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le matériel du laboratoire central des services chimiques de l'Etat* (p. 4808, 4809); Chap. 332 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour sondages et recherches géologiques*

(p. 4810); Chap. 402 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour œuvres sociales* (p. 4811); Chap. 502 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour encouragement à l'artisanat* (p. 4811); INTÉRIEUR, Chap. 311 : *Son amendement tendant à réduire de 142 millions les crédits pour frais de déplacement des C. R. S.* [27 juillet 1948] (p. 4929, 4930); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Droits des prisonniers)* [6 août 1948] (p. 5427, 5428); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5376 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Dépôt de propositions de loi sur le pécule*) [6 août 1948] (p. 5420). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Réorganisation des entreprises nationales* [9 août 1948] (p. 5612, 5613, 5614); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées : *Pose la question préalable* [20 août 1948] (p. 6031); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8164, 8165, 8166, 8167); Art. 3 : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer l'article* (p. 8175); *Amendement de M. Louvel relatif à la réorganisation administrative du Gaz de France* (p. 8176); Article additionnel : *Amendement de M. Pleven tendant à insérer un article relatif à la réduction du déficit du Gaz de France* (p. 8180) — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi relative aux taxes sur les carburants : *Ses explications de vote sur l'urgence* [27 janvier 1949] (p. 140). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Son contre-projet tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 269, 270, 271); *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits* (p. 272); *Rappel au règlement de M. Peytel (Renvoi à la Commission)* (p. 274); *Contre-projet de M. Peytel* [3 février 1949] (p. 299); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1105, 1106); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer un délai pour le dépôt du plan de*



*modernisation et d'équipement* (p. 1142, 1143); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2265); — du projet de loi portant réparation de l'abattement opéré sur le budget de l'industrie et du commerce : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1826); Chap. 307 : *Matériel du laboratoire des services chimiques de l'Etat* [30 mars 1949] (p. 1878); Chap. 507 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention au Gaz de France* (p. 1883, 1884); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1909, 1910, 1911). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt des travaux d'équipement de l'Electricité de France [8 avril 1949] (p. 2277). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Etat A, Chap. 309 : *Rattachement des abonnés au téléphone* [12 avril 1949] (p. 2313, 2314). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Louvel sur les travaux d'équipement hydro-électriques [17 mai 1949] (p. 2540). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2889, 2890); *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2896); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Régime de vente de l'essence)* [2 juin 1949] (p. 3049, 3052); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir la liberté de l'essence pour le 1<sup>er</sup> octobre 1949* (p. 3052, 3053); *Son amendement tendant à augmenter les rations des prioritaires* (p. 3053, 3054); Dispositions générales; Art. 1<sup>er</sup> : *Subvention de 24 milliards 600 millions à la S. N. C. F. (Ses observations sur les attributions d'essence)* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4034). — Dépose une demande d'interpellation sur la réduction des contingents d'essence attribués aux prioritaires [10 juin 1949] (p. 3313). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux attributions d'essence aux chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4258, 4259); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas accorder au Gouvernement l'autorisation de vendre des titrés des sociétés où l'Etat est majoritaire*

[6 juillet 1949] (p. 4302); *Son amendement analogue* (p. 4303); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire l'aliénation de la part de l'Etat* [12 juillet 1949] (p. 4670); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement* [21 juillet 1949] (p. 4901); *Discussion générale* (p. 4902, 4904); Article unique : *Son sous-amendement tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* (p. 4905, 4906, 4909); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Airoldi tendant à dissoudre la société Berliet à la date du 5 septembre 1944* [15 novembre 1944] (p. 6129, 6130, 6131, 6132, 6133); *Contre-projet de M. Philip dissolvant la société Berliet à la date du 3 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* [29 novembre 1949] (p. 6443, 6446, 6447); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6028); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le danger allemand, l'insuffisance de la dénazification et la politique des anciens prisonniers de guerre)* [25 novembre 1949] (p. 6342, 6343). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du prix de l'essence [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6722, 6723); *Contre-projet de M. Charlot tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 fr. le litre* (p. 6730); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lespès tendant à fixer un prix de vente uniforme* (p. 6731). — *Son rappel au Règlement (Renvoi à la Commission)* (p. 6732); Art. 2 : *Demande de suspension du débat présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1949] (p. 6977); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (7019, 7020, 7021); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7022); Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire les taux de la taxe intérieure sur les carburants* (p. 7028, 7029); *Son rappel au Règlement (Application de l'ar-*

*article 48 du Règlement*) (p. 7028). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du statut du personnel communal* [16 décembre 1949] (p. 6973, 6974); *Discussion de la proposition de loi relative au prix de l'essence* [21 décembre 1949] (p. 7105). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 2 milliards pour le pécule des anciens prisonniers de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7277, 7278); Art. 9 : *Son amendement tendant à inclure les camionneurs exploitants* [27 décembre 1949] (p. 7382); Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à fixer les taxes sur les produits pétroliers et à supprimer la caisse de compensation* (p. 7387, 7388, 7389); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* [25 avril 1950] (p. 2818, 2819); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* (p. 2842, 2843, 2844); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire les prêts aux grosses entreprises et à augmenter les prêts aux artisans* [26 avril 1950] (p. 2918, 2919); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4643, 4644); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4646); Chap. 1140 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le laboratoire central des services chimiques de l'Etat* [13 juin 1950] (p. 4664, 4665); Chap. 5080 : *Amendement de Mme Schell tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour la Caisse de compensation des combustibles minéraux (Importations de charbon de la Ruhr)* (p. 4679, 4680); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6032 : *Première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre* [26 juillet 1950] (p. 6005, 6006, 6007). — Dépose une demande d'interpellation sur les travaux d'équipement hydro-électriques du Rhône du barrage de Donzère-Mondragon [27 novembre 1950] (p. 8177). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1 000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Licenciement des*

*fonctionnaires de l'O. C. R. P. I.)* [5 décembre 1950] (p. 8634); Chap. 1010 : *Institut de la propriété industrielle* (p. 8639, 8640); Chap. 5070 : *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la subvention à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides (Hausse du prix du gaz)* [8 décembre 1950] (p. 8875); Chap. 1040 : *Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs de la direction des mines* (p. 8877, 8878). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative au pécule des anciens prisonniers de guerre [9 février 1951] (p. 983). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement voté par le Conseil de la République* [14 mars 1951] (p. 1919); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 septième : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* [15 mai 1951] (p. 5187, 5188, 5189, 5190); *Demande d'application de l'article 47 de la Constitution, présentée par le Gouvernement* (p. 5191); Chap. 6040 : *Ayants droit des prisonniers de guerre morts en captivité* [17 mai 1951] (p. 5340, 5341); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 9051 : *Subventions au bureau de recherches des pétroles (Recherches de pétrole faites en France par les trusts internationaux)* [11 avril 1951] (p. 3164, 3165, 3166); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Rôle des trusts et recherches au Gabon)* (p. 3167); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole)* [19 avril 1951] (p. 3550); Art. 3 : *Son amendement relatif au recouvrement des créances de l'Etat* (p. 3558); Art. 10 : *Son amendement tendant à affecter 2.755 millions au pécule des prisonniers de guerre* (p. 3562); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951, Etat B; ENERGIE, Ligne 4 : *Sa demande de disjonction du prêt de 10 milliards à la Compagnie nationale du Rhône* [6 mai 1951] (p. 4692, 4693); Article additionnel ; *Amen-*

dement de M. Camphin tendant à interdire toute fermeture de mine (p. 4739, 4740); Ses explications de vote sur l'ensemble [9 mai 1951] (p. 4886); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat B : Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les prêts aux Charbonnages de France [22 mai 1951] (p. 5675); Art. 3 bis : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant une loi réorganisant les sociétés nationales (p. 5677); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : Sa demande de disjonction de l'abattement sur les subventions à la Caisse de compensation aux combustibles solides [7 mai 1951] (p. 4759); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Pécule des prisonniers de guerre) [11 mai 1951] (p. 5068, 5069); — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines : Discussion générale [21 mai 1951] (p. 5615, 5616).

**MICHELET (M. Edmond)**, Député de la Corrèze.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [6 mai 1947] (p. 1476); de la Commission de la population, de la famille et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837); suppléant de cette Commission [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). Est élu Président de cette Commission [2 février 1950] (**F. n° 510**).

#### Dépôts :

Le 26 janvier 1948, une proposition de loi tendant à accorder quatre mois de solde entière aux veuves de militaires décédés en activité de

service, **n° 3130**. — Le 12 février 1948 un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Terrenoire et plusieurs de ses collègues portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, **n° 3319**. — Le 17 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser sans délai la totalité des sommes déposées en application de la loi portant démonétisation des coupures de 5.000 francs par les personnes ayant perçu dans les quinze jours qui ont précédé le vote de cette loi, des arrérages de pension ou de retraite ou des prestations versées au titre des lois sur la sécurité sociale, **n° 3392**. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Anxionnaz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation faite aux officiers et sous-officiers dégagés des cadres en exécution de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946, portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946, **n° 3436**. — Le 25 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Terrenoire et plusieurs de ses collègues portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, **n° 3551**. — Le 9 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres par application des textes législatifs antérieurs à la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire, **n° 3716**. — Le 20 juillet 1948, une proposition de loi tendant à réparer le préjudice subi par les officiers et assimilés de l'armée de terre du fait de l'acte dit « loi du 2 août 1940 », **n° 5006**. — Le 30 juillet 1948, une proposition de loi abrogeant l'ordonnance du 3 mars 1945 sur les associations familiales et instituant de nouvelles unions d'associations familiales, **n° 5117**. — Le 13 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Terrenoire et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 13 mai 1943 en ce qui concerne la limite d'âge des maîtres-tailleurs et cordonniers des troupes coloniales, **n° 5265**. — Le 18 février 1949, un

rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de M. Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à préciser en faveur des militaires dégagés des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946, n° 6503. — Le 18 février 1949, une proposition de loi relative à la réglementation des laboratoires d'analyses médicales, n° 6525. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour les officiers généraux du cadre de réserve le régime du paiement mensuel et à terme échu de leur solde, n° 7041. — Le 22 juin 1949, un rapport, au nom de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Michelet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour les officiers généraux du cadre de réserve le régime du paiement mensuel et à terme échu de leur solde, n° 7579. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées dont la carrière a été affectée par des événements de guerre, n° 7924. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, en faveur des cadres chargés de famille, l'Instruction n° 97284 PM/IB, en date du 23 juin 1949, du Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui règle le tour de départ aux territoires d'outre-mer, n° 8181. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944, n° 8416. — Le 21 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées dont la carrière a été affectée par des événements de guerre, n° 9278. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le statut des officiers en non-activité, n° 9525. — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux entreprises routières de transports publics les réductions de tarifs consenties par la S.N.C.F. en faveur de certaines catégories de voyageurs, n° 10034. —

Le 22 juillet 1950, une proposition de loi portant statut des officiers en retraite, n° 10716. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 8 août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres et munitions, artifices ou explosifs, n° 10992. — Le 27 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la prise en considération, pour la fixation de l'échelon de solde des officiers et sous-officiers F.F.I. intégrés dans l'armée, de l'ancienneté totale des services civils accomplis antérieurement, n° 11422. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion, en matière d'indemnités relatives à des réquisitions effectuées par les armées françaises ou alliées, des créanciers qui, par suite de circonstances exceptionnelles, n'ont pu produire leurs titres de créances dans le délai fixé par la loi n° 46-2922 du 23 décembre 1946, n° 12017. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 12305. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 12356.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le 2<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1187, 1191); — sur le projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la loi aux soldes de dégageement des cadres* [25 juin 1947] (p. 2429); — sur le projet de loi d'amnistie; Art. 9 : *Nouvelle rédaction de l'article* [7 juillet 1947] (p. 2787); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à préciser la définition des formations de la Résistance* (p. 2788, 2789). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour faire cesser les campagnes diffamatoires qui cherchent à porter atteinte à l'honneur d'officiers français [7 juillet 1947]

(p. 2794). — Pose à M. le Président du Conseil une question concernant les mesures prises pour sauvegarder l'honneur des officiers impliqués dans les complots [11 juillet 1947] (p. 2994). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 521 : *Amendement de Mme François tendant à réduire les subventions à la Croix-Rouge* [18 juillet 1947] (p. 3158); Chap. 526 : *Subvention à l'Entr'aide française* (p. 3161). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3765). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraisons de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3527); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les mois d'août et septembre 1947 (Budget ordinaire, dépenses militaires) : *Demande de discussion d'urgence* [31 juillet 1947] (p. 3751). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3798, 3799); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3803, 3804); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Chap. 907 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* [6 août 1947] (p. 3952); AIR : *Discussion générale* (p. 3954, 3958); MARINE, Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves : porte-avions* (p. 3985, 3989, 3990). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Péron tendant à abaisser la majorité politique à 20 ans : *Demande de rejet* [6 août 1947] (p. 3974). — Intervient dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Barel invitant le Gouvernement à lutter contre les incendies de forêts dans le Sud-Est : *Son amendement tendant à inclure les forêts du Sud-Ouest* [6 août 1947] (p. 3973). — Est entendu au cours du débat sur une motion d'ordre (*Fixation de la date des*

*débats sur le projet de loi de dégagement des cadres*) [11 août 1947] (p. 4241, 4242). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de dégagement des cadres de fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4263); Art. 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les veuves de déportés* (p. 4275); *Son amendement tendant à garder par priorité les déportés politiques* (p. 4275); Art. 14 : *Son amendement concernant les licenciements de militaires* (p. 4281, 4282, 4283, 4284); *Amendement de M. le général Malleret-Joinville tendant à garder par priorité certaines catégories de militaires* (p. 4285); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur l'œuvre commune de la Résistance* [29 novembre 1947] (p. 5289). — Est entendu pour un fait personnel (*Hommage aux combattants de la Résistance*) [29 novembre 1947] (p. 5303). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Réponse à M. Hamon sur le cas du général Guillaudot* [3 décembre 1947] (p. 5462); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du 1<sup>er</sup> trimestre 1948; Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* [30 décembre 1947] (p. 6554); Art. 10 : *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination d'officiers généraux* (p. 6555, 6556); *Son sous-amendement limitant la portée de cette abrogation* (p. 6556); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6556, 6557); — du projet de loi relatif au rappel à l'activité des officiers en non-activité; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bouvier concernant le rappel des officiers possédant des connaissances techniques* [31 décembre 1947] (p. 6685); Art. 3 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de Résistance* (p. 6685, 6686); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Anxionnaz et Masson tendant à réduire les crédits* [6 février 1948] (p. 488, 489); *Ses explications de vote sur l'amendement Anxionnaz* (p. 490); Art. 6 : *Crédits accordés aux victimes de guerre* (p. 513, 514); Art. 13 : *Son amendement tendant à ajouter un article nouveau relatif aux militaires dégagés des cadres* (p. 528, 529); Art. 14 : *Sa réponse aux observations de M. Tourné* (p. 530, 531); *Ses*

*explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 532); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1303); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucuute tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1307); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article 5 à partir de « résistance à l'ennemi »* (p. 1312); Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1312); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs en Allemagne* [18 juillet 1948] (p. 4815, 4816). — Est entendu pour un fait personnel (*Sa réponse à M. Villon*) [11 mars 1948] (p. 1645). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1950). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille : *Attaques de M. Tillon* [23 juin 1948] (p. 3846). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Cas du général Léchères)* [23 juin 1948] (p. 3847); *Vote du budget de l'Air par douzièmes* (p. 3876); Art. 9 : *Amendement de M. Palewski tendant à mettre fin au régime spécial par une loi* [25 juin 1948] (p. 4009); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4011); — de la proposition de loi relative à la révision des zones de salaires : *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4078); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4160); *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4191); *Importance des effectifs* (p. 4202); *Cas des généraux Léchères et Gérardot* (p. 4205); *Dégagements de cadres d'officiers* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4234); *Durée du service* (p. 4248); *Mise en disponibilité de généraux* (p. 4250); Etat A, Chap. 7051 : *Amendement de M. Bouvrier-O'Coltereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* [8 juillet 1948] (p. 4469, 4470, 4471); GUERRE, Chap. 120 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 5.200 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 4480, 4481); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Capdeville, Montel, Anzionnaz et Monteil tendant à*

*réduire l'ensemble des crédits* [17 juillet 1948] (p. 4752). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Suite du débat sur le budget militaire*) [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4261). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification de trois actes internationaux (Coopération économique) : *Absence des orateurs* [6 juillet 1948] (p. 4344); *Coopération économique européenne*; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4389); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5552). — Dépose une demande d'interpellation sur les inconvénients que présente pour le moral de l'armée le décret du 7 décembre 1948 qui aboutit à la politisation du corps des officiers et notamment des officiers généraux [17 décembre 1948] (p. 7734). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 550 milliards pour les dépenses militaires* [23 décembre 1948] (p. 7941, 7942); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8008, 8009); Article unique : *Son amendement tendant à intercaler « l'organisme d'étude »* (p. 8010). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Vote des douzièmes provisoires pour l'armée*) [22 février 1949] (p. 817, 818, 819, 820). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la mauvaise pratique budgétaire des douzièmes provisoires, l'insuffisance des crédits accordés pour la Défense nationale, la faiblesse numérique des effectifs, la guerre menée en Indochine)* [3 mars 1949] (p. 1211, 1212, 1213, 1214); Art. 2 : *Son amendement tendant à poursuivre les travaux sur le Jean-Bart et le Clemenceau* (p. 1227); *Son amendement tendant à ne pas faire de nouveaux dégagements de cadre* (p. 1227, 1228, 1229); *le retire* (p. 1229); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1238); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3813, 3814) — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5270, 5271, 5272, 5273, 5274); Article addi-

tionnel : *Son amendement tendant à demander au Gouvernement américain des précisions sur le Comité de défense et les fournitures de matériel de guerre* [26 juillet 1949] (p. 5343). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur son attitude pendant l'occupation*) [26 juillet 1949] (p. 5276, 5277). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux familles de déportés de se rendre sur les lieux d'incinération ou d'inhumation de leurs proches [9 décembre 1949] (p. 6757); la développe [13 décembre 1949] (p. 6805, 6806, 6807, 6808). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à l'application de la loi du 5 avril 1946 sur le dégagement des cadres [20 janvier 1950] (p. 419, 420). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale* [7 février 1950] (p. 1031, 1032, 1033). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Campagne de diffamation lancée à l'occasion de l'affaire Revers-Mast par les communistes et publication de la liste Tripier*) [8 mars 1950] (p. 1918, 1919); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport de M. Delahoutre sur les travaux de la Commission d'enquête au sujet du scandale Revers-Mast* [2 mai 1950] (p. 3144, 3145). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3286). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Nullité de la séance de nuit*) [5 mai 1950] (p. 3327). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne d'intelligence avec l'ennemi poursuivie par l'Humanité [25 juillet 1950] (p. 5934). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la domiciliation obligatoire des effets de commerce et billets à ordre [28 juillet 1950] (p. 6150). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités gouvernementales à l'origine de l'échec militaire subi au Tonkin [17 octobre 1950] (p. 6920); la développe (*Ses observations sur la politique d'atermoiements, le ravitaillement du Viet-Minh par la Chine et la propagande communiste en France*) [19 octobre 1950] (p. 6979, 6980, 6981, 6982); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 7019,

7020). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Motion préjudicielle de M. Minioz* [24 octobre 1950] (p. 7110); *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7434), [4 novembre 1950] (p. 7455), [7 novembre 1950] (p. 7524, 7525, 7526, 7527); *Son contre-projet tendant à amnistier les condamnés à moins de cinq ans de prison* [9 novembre 1950] (p. 7572); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à amnistier de plein droit les condamnés à la dégradation nationale* (p. 7578); *le retire* (ibid.); *Suite du débat* (p. 7587); Art. 2 : *Son amendement tendant à amnistier les faits n'ayant pas encore entraîné de condamnation* [10 novembre 1950] (p. 7636); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés à moins de cinq ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7665); *Son amendement tendant à assimiler les mineurs déjà condamnés et ceux qui ne le sont pas encore* (p. 7668, 7669, 7670); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice* [16 novembre 1950] (p. 7773); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer « à titre principal »* (p. 7789, 7790); *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les condamnés à plus de vingt ans de dégradation nationale* (p. 7790); Art. 7 : *Son amendement tendant à amnistier les mineurs condamnés à cinq ans de travaux forcés* (p. 7793); Art. 10 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis* [17 novembre 1950] (p. 7889); Art. 12 : *Son amendement tendant à faire disparaître l'interdiction de séjour* [21 novembre 1950] (p. 7963); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant un délai de deux ans pour la réintégration dans la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8211); Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir par décret des réintégrations individuelles dans les emplois et fonctions publiques* (p. 8216); *le retire* (p. 8218); Chap. 4. *Libérations anticipées* [4 décembre 1950] (p. 8480); Art. 22 : *Son amendement tendant à suspendre l'interdiction de séjour pour les indignes nationaux, sauf exceptions* (p. 8507); Art. 25 : *Demande de disjonction de l'article, présentée par Mme Lemercier* (p. 8544); *Amendement de M. Bentaieb tendant à supprimer la rétrogradation prononcée contre des militaires de carrière en Afrique du Nord* (p. 8548); Article additionnel : *Demande de disjonction des*

*amendements relatifs à l'épuration administrative, présentée par la Commission* (p. 8550); *Amendement de M. Bentaieb tendant à supprimer les rétrogradations prononcées contre des officiers promus sous le Gouvernement de Vichy* (p. 8560); Art. 27 : *Son amendement tendant à préciser « condamnation pénale »* (p. 8561); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à amnistier exclusivement les faits de résistance, non les délits de droit commun* (p. 8565); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8574, 8575); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Minjox tendant à n'amnistier que les condamnés à dix ans ou moins de dégradation nationale* [2 janvier 1951] (p. 4); Art. 9 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la grâce amnistiante aux libérés sous condition* (p. 5); Art. 10 : *Amendement de M. Aubry tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides* (p. 8); Art. 14 bis : *Épuration administrative* (p. 12); Art. 27 quater : *Amendement de M. Tourné relatif aux droits des tiers contre les résistants poursuivis* (p. 15); Art. 27 quinquies A : *Amendement de Mme Bastide tendant à rétablir le texte du Conseil de la République amnistiant les petits délinquants condamnés jusqu'en 1950* (p. 18); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 20). — Est entendu sur les propositions de la Conférence de Présidents (*Suite du débat sur l'amnistie*) [21 novembre 1950] (p. 7967, 7968). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Son rappel au règlement* [23 novembre 1950] (p. 8087); *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8148, 8165, 8166, 8167, 8168); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine; Art. 2 : *Son amendement tendant à prendre de préférence les dégagés des cadres en 1946* [3 janvier 1951] (p. 90); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 94). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités exercées par la police à l'égard des étudiants [17 mars 1951] (p. 2121). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur la grève des transports parisiens*) [20 mars 1951] (p. 2222). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des ser-

vices civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2236). — Est entendu sur un incident (*Son attitude au sujet du problème scolaire et sa réponse à M. P.-H. Teitgen*) [20 mars 1951] (p. 2340). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire fixer par une loi les responsabilités françaises dans la stratégie occidentale (Haut commandement du général Eisenhower)* [21 mars 1951] (p. 2408, 2410); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2410, 2411); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mars 1951] (p. 2465, 2466); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 8 : *Son amendement tendant à faciliter le droit de reprise aux bailleurs qui ont une famille nombreuse* [6 avril 1951] (p. 2853). = S'excuse de son absence [21 janvier 1947] (p. 25), [5 septembre 1947] (p. 4863), [10 septembre 1948] (p. 6471), [27 octobre 1949] (p. 5935), [28 novembre 1950] (p. 8234). = Obtient des congés [21 janvier 1947] (p. 25), [10 septembre 1948] (p. 6471), [28 novembre 1950] (p. 8234).

**MIDOL (M. Lucien)**, Député de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Président de la Commission des moyens de communication [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre du Conseil supérieur des transports [18 novembre 1947] (p. 5060).



**Dépôts :**

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, en matière de transports, les billets de vacances, les billets collectifs et les billets de fin de semaine à tarifs réduits, n° 879. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder des avances aux propriétaires sinistrés à qui des sujétions d'intérêt général imposent des charges non couvertes par la loi des dommages de guerre, n° 1135. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la S. N. C. F. pour que les pensions des agents de chemins de fer retraités soient majorées dans la même proportion et en même temps chaque fois que les traitements des agents en activité de service seront augmentés, n° 1403. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, en matière de transports, les billets de vacances, les billets collectifs et les billets de fin de semaine à tarifs réduits, n° 1573. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports, n° 2720. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Fiévez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire construire un canal reliant l'Escaut à la Sambre, qui serait la réalisation du premier tronçon du projet de canal du Nord-Est destiné à relier l'Est au port de Dunkerque, n° 3948. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution, transmise par le Conseil de la République, tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant institution de la Compagnie nationale Air-France, n° 4202. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet

de loi relatif aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 5911. — Le 22 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 4, paragraphe premier, de la loi du 28 octobre 1946 et de l'article 21, paragraphe 3, de la même loi portant, dans l'ordre, élévation du plafond de paiement des dommages mobiliers en attendant le plan de financement et élévation du taux forfaitaire des réparations mobilières, n° 7990. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir le statut du personnel de la Compagnie Air-France, n° 8353. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner à la carte sociale des économiquement faibles un caractère de priorité afin de faciliter l'accès des divers transports publics aux titulaires de ladite carte, n° 8373. — Le 22 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, pour tenir compte des propositions de la S. N. C. F., homologuées par décisions du Ministre des Travaux publics et des Transports, en date des 8 avril 1944 et 1<sup>er</sup> août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant : d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et petite vitesse, n° 8429. — Le 19 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réglementation de la vente des dommages de guerre, n° 8767. — Le 20 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer rendu nécessaire par la mise en vigueur de l'article 87 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaie de 0 fr. 10 et de 0 fr. 20, n° 9021. — Le 8 février 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de commu-

nication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Greffier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, d'urgence, les mesures nécessaires pour la construction du pont de chemin de fer des Andelys (Eure), n° 9206. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à instituer une prime de transport en faveur des salariés de la région parisienne, n° 9226. — Le 27 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer, rendu nécessaire par la mise en vigueur de l'article 87 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaie de 0 fr. 10 et de 0 fr. 20, n° 9782. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à donner expressément pouvoir aux préfets, sur proposition des délégués départementaux du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, d'accorder par arrêté la mainlevée des inscriptions de privilèges pris pour sauvegarder les droits de l'Etat en matière de travaux d'office exécutés par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, n° 10500. — Le 3 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à satisfaire les revendications du personnel de la S. N. C. F. et à lui accorder notamment : 1° la péréquation intégrale des pensions et retraites ; 2° une augmentation de 6.000 francs par mois, sans abattement de zone, avec application de l'échelle mobile, n° 12664. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés immobiliers en conformité avec les prescriptions de l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946, n° 12837. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 11618) relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 13154.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2° bureau sur les opérations électorales du territoire de la Côte d'Ivoire [11 février 1947] (p. 289). — Est

entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Coordination de la route, du rail et des canaux)* [7 mars 1947] (p. 741, 742) ; — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 ; Art. 7 bis : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* [25 mars 1947] (p. 1088) ; — sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer le loyer de 6 0/0 de la dépense supportée par le propriétaire à la suite de travaux* [26 mars 1947] (p. 1119) ; *le retire* (p. 1127). — Pose au Ministre des Travaux publics et des transports une question sur les plans de l'aéroport d'Orly [16 mai 1947] (p. 1630). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 161 : *Institut géographique national* [19 juin 1947] (p. 2244) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 500 : *Ses observations sur la forclusion des demandes des sinistrés* [19 juillet 1947] (p. 3266). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour participation à l'Exposition internationale de l'urbanisme : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3827) ; — du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3829, 3830) ; — du projet de loi instituant ouverture de crédits pour le budget de la reconstruction et de l'équipement (Exercice 1947) : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4104) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 9 : *Son amendement concernant le droit de reprise du matériel existant par la régie* [12 décembre 1947] (p. 5677) ; Art. 19 : *Son amendement concernant les pouvoirs du directeur général de la régie* [16 décembre 1947] (p. 5736) ; Art. 25 : *Son amendement concernant les annuités de renouvellement du matériel et des installations* (p. 5758) ; *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa de l'article* (p. 5758) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 5763) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à sup-*

primer le dernier alinéa (p. 5764, 5765) ; le retire (ibid.) ; Art. 41 : Amendement de M. Regaudie tendant à insérer un article nouveau prévoyant un Commissaire du Gouvernement auprès de l'office [18 décembre 1947] (p. 5817) ; Art. 42 : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 5845) ; Son amendement tendant à ne pas représenter les transporteurs dans l'office (p. 5845, 5846) ; le retire (ibid.) ; Son amendement relatif au recours devant le Ministre des Travaux publics (p. 5847) ; le retire (ibid.) ; Art. 49 : Son amendement tendant à inclure un article nouveau concernant la délivrance de licences d'exploitation à des transporteurs privés (p. 5850) ; le retire (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [12 décembre 1947] (p. 5720). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction des crédits du budget 1947 à l'exercice 1948, RECONSTRUCTION ET URBANISME : Discussion générale [27 décembre 1947] (p. 6372) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 181.530 millions [30 décembre 1947] (p. 6500) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les avances aux sinistrés étrangers (p. 6504, 6505) ; le retire (ibid.) ; Art. 4 : Son amendement tendant à faciliter la construction d'installation et d'outillage d'un intérêt général (p. 6508) ; Art. 8 : Son amendement tendant à diminuer de 1 million les crédits pour la reconstruction en Indochine (p. 6511, 6512) ; le retire (ibid.) ; Art. 11 : Son amendement tendant à augmenter le prélèvement sur les prêts de l'Etat en vue de constituer un fonds de garantie (p. 6512) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1947] (p. 6673) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 4 ter [5 janvier 1948] (p. 87, 88) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948), Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Discussion générale [25 février 1948] (p. 1062) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 908 : Crédits pour le Commissariat de l'énergie

atomique (p. 1081, 1082, 1083) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Discussion générale (p. 1083, 1084, 1086) ; Art. 23 : Crédits pour les habitations à bon marché (p. 1117) ; — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction ; Art. 2 : Modalités du régime des sociétés coopératives [2 mars 1948] (p. 1279) ; Son amendement tendant à prévoir des coopératives agricoles (p. 1284), [17 mars 1948] (p. 1824, 1826, 1827) ; le retire (p. 1828) ; Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920 (p. 1832) ; Art. 18 : Son amendement tendant à permettre aux propriétaires de se constituer en associations sans attendre le remembrement (p. 1853) ; Art. 37 : Sous-amendement de M. Coudray tendant à faciliter la création de coopératives à vocation spéciale (p. 1860) ; Art. 44 : Amendement de M. Billoux tendant à transmettre au préfet les pouvoirs du Ministre pour la résiliation des marchés (p. 1863) ; Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 1869) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3058) ; Art. 5 : Amendement de M. Lenormand tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'agrément du Ministre de la Reconstruction pour chaque coopérative (p. 3059) ; Art. 18 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil facilitant la constitution des associations syndicales (p. 3071). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion en 2<sup>e</sup> lecture du projet de loi portant réorganisation des transports dans la région parisienne [11 mars 1948] (p. 1642). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : Son amendement tendant à reprendre le texte voté en 1<sup>re</sup> lecture [6 mars 1948] (p. 1698) ; — du projet de loi relatif aux retraites des petits cheminots en qualité de Rapporteur [16 mars 1948] (p. 1752, 1753) ; — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : Discussion générale [18 mars 1948] (p. 1934) ; — du projet de loi créant la Caisse autonome de reconstruction ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à préciser l'article de loi auquel se réfère l'article 1<sup>er</sup> [19 mars 1948] (p. 1997) ; Art. 2 : Son amendement tendant à limiter les charges

supportées par la Caisse (p. 1997, 1998) ; le retire (ibid.) ; Art. 5 : Amendement de M. Triboulet relatif à la désignation des membres et du président du conseil d'administration (p. 2001) ; Art. 6 : Son amendement tendant à faire consulter le conseil d'administration sur le programme de travaux (p. 2002) ; le retire (ibid.) ; Art. 8 : Son amendement relatif au secret professionnel à exiger des dirigeants de la caisse (p. 2003) ; Art. 12 : Son amendement tendant à ce que les sommes inscrites au compte spécial soient affectées à la caisse dès la signature de la convention prévue (p. 2003) ; — du projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Bouret tendant à faire de la compagnie une société anonyme [29 avril 1948] (p. 2334) ; Amendement de M. Anxionnaz tendant à rattacher le statut d'Air-France à celui de l'aviation commerciale (p. 2336, 2337) ; Art. 4 : Amendements de MM. Anxionnaz, Faure, Bouret et Lécivain-Servoz relatifs à la composition du conseil d'administration (p. 2344) ; Art. 9 : Amendements de MM. Benoist, Regaudie et Faure relatifs aux cahiers des charges (p. 2364) ; — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France, amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 : Rôle du président du conseil d'administration [2 juin 1948] (p. 3099) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, P. T. T., Chap. 117 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de responsabilité [21 juin 1948] (p. 3748) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 100 : Ses observations sur les inondations de l'Isère (p. 3755) ; Chap. 502 : Subvention au service des examens du permis de conduire (p. 3764, 3765) ; Chap. 605 : Majoration des retraites des agents de la S. N. C. F. (p. 3768) ; — du projet de loi portant réforme du cadre des agents des télécommunications, amendé par le Conseil de la République en qualité de Rapporteur suppléant [16 septembre 1948] (p. 6561, 6562) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : Amendement de MM. Lenormand, Crouzier et Nisse, tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre [23 décembre 1948] (p. 7916) ; Amendement de M. Gervolino tendant à étendre le paiement par titre aux biens à usage agricole ou artisanal supérieurs à 120.000 francs (p. 7919) ; Son

amendement tendant à excepter les dommages commerciaux du paiement par titre d'emprunt inaliénable (p. 7956) ; — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles) ; Art. 1<sup>er</sup> : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur le permis de conduire) [31 décembre 1948] (p. 8237, 8238) ; Art. 38 : Budget annexe des P. T. T. (p. 8269) ; — du projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques, en qualité de Rapporteur [21 janvier 1949] (p. 87) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme : Discussion générale [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1069, 1070) ; — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 29 bis A : Amendement de M. Albert Petit tendant à subventionner les Offices d'habitations à bon marché [8 mars 1949] (p. 1359) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : Son rappel au règlement ; Application de l'article 48 du règlement [9 mars 1949] (p. 1424, 1425) ; Art. 2 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les crédits pour les dommages mobiliers (p. 1427) ; Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes (p. 1430) ; Art. 3 : Amendement de M. Lenormand tendant à affecter les ressources nouvelles, le cas échéant, à la reconstruction (p. 1442, 1443) ; Art. 3 ter : Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide (p. 1448, 1449) ; Art. 2 : Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer les deux derniers alinéas (p. 1453) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1455) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 ter : Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles [8 avril 1949] (p. 2271, 2272) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme : Discussion générale [23 mars 1949] (p. 1788, 1789) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 6 : Amendement de M. Schmidt relatif à la coordination des transports [31 mai 1949] (p. 2998) ; Son sous-amendement tendant à prévoir des charges

sociales équivalentes dans chaque entreprise (p. 3.000); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses de l'application du décret de coordination des transports [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Ses explications de vote sur l'article* [27 décembre 1949] (p. 7344); Art. 43 : *Amendement de M. Gaillard tendant à bloquer les trois quarts des crédits accordés à la S. N. C. F. jusqu'à la réalisation de réformes* [27 décembre 1949] (p. 7423); Art. 48 : *Son amendement tendant à prévoir des emprunts pour l'aéroport de Paris* (p. 7429); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 48 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emprunts contractés par la Caisse autonome de reconstruction et la S. N. C. F.* [29 janvier 1950] (p. 790); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Bacon* [17 mars 1950] (p. 2133); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; Art. 3 : *Son amendement tendant à affecter les recettes à l'indemnisation des dommages de guerre* [17 mars 1950] (p. 2160, 2161); Art. 4 : *Amendement de M. Jean-Paul David tendant à ouvrir un crédit de 30 millions pour frais de recouvrement de cet impôt* (p. 2161); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre; Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* [28 mars 1950] (p. 2486, 2487); Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet relatif à l'attribution de priorités nationales de reconstruction d'immeubles* (p. 2498); *Son amendement tendant à modifier la répartition des crédits en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2499); *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement* (p. 2504); *Amendement de M. Nisse tendant à prévoir un emprunt au profit de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 2508); Art. 3 ter : *Son amendement tendant à fixer le forfait pour le mobilier détruit*

à 225.000 francs (p. 2510); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2519); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Réparation des dommages immobiliers urbains* [2 juin 1950] (p. 4169, 4170); Art. 2 bis : *Modalités de la réparation des dommages mobiliers* (p. 4171, 4172); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Transformation d'emplois)* [3 mai 1950] (p. 3217); Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Attribution de la prime de vacances)* (p. 3223); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1170 : *Personnel du Conseil supérieur des transports* [7 juin 1950] (p. 4401, 4402); Chap. 3320 : *Entretien des voies navigables* (p. 4413); Chap. 5120 : *Prime de compensation sur les frets des voies navigables* (p. 4418); Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (Licenciement du personnel de la S. N. C. F.)* (p. 4436); *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Déficit grandissant de la S. N. C. F.)* (p. 4439); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Administration centrale (Abondance des circulaires ministérielles)* [13 juin 1950] (p. 4694); Chap. 1040 : *Frais de déplacement du personnel extérieur* (p. 4695); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs les crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction (Rétablissement des crédits supplémentaires)* (p. 4715); le retire (p. 4716). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture de lignes de chemin de fer de la S. N. C. F. [30 mai 1950] (p. 3983); — sur la rupture des relations entre la S. N. C. F. et la Fédération des travailleurs des chemins de fer (C. G. T.) [17 novembre 1950] (p. 7874). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4070 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés pour les services du logement* [15 décembre 1950] (p. 9165); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

pour les subventions aux coopératives mobilières (p. 9169, 9170); le retire (p. 9170); Art. 3 : Amendement de M. Stiefridt tendant à ne maintenir le service du logement que dans les villes sinistrées à plus de 20 0/0 (p. 9187); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1210 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation intérieure (Entretien des canaux) [19 décembre 1950] (p. 9267, 9268); le retire (p. 9268); Chap. 1330 : Institut géographique national (p. 9269); Chap. 3260 : Entretien des routes et ponts (p. 9273, 9274); Chap. 3280 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des voies de navigation (p. 9274); le retire (ibid.); Chap. 5020 : Postes de secours sur les routes (p. 9284); Chap. 5120 : Subventions à la R.A.T.P. (p. 9302). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications du personnel de la S. N. C. F. et l'attitude du Ministre des Travaux publics [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [5 avril 1951] (p. 2766); P. T. T., Chap. 1000 : Ses observations sur la retraite des agents de la Compagnie générale des autos postales [2 mai 1951] (p. 4423); Chap. 1130 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Ouvriers de l'atelier des timbres-postes) (p. 4435, 4436); Chap. 1230 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la pose de lignes télégraphiques (Indemnités de risques) (p. 4470, 4471); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 16 : Son amendement relatif à la rétrocession des immeubles bâtis sur des terrains réquisitionnés [13 avril 1951] (p. 3286); Art. 26 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer l'autorisation administrative à l'autorisation judiciaire pour la mutation de dommages de guerre [18 avril 1951] (p. 3463); Art. 2 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les autorisations de paiement (Augmentation des crédits de 16 milliards) (p. 3474); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages urbains (Indemnisation des branchements d'eau,

d'électricité et de gaz) (p. 3477, 3478); le retire (p. 3478); Son amendement tendant à prévoir un emprunt de 80 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction (p. 3493); Amendement de M. Coudray tendant à supprimer la phrase relative à l'utilisation du produit des emprunts (p. 3494, 3495); Art. 21 : Amendement de Mme Nautre tendant à porter le plafond des indemnités forfaitaires pour les dommages mobiliers à 225.000 francs [19 avril 1951] (p. 3524); Amendement de M. Yvon relatif aux marchés de travaux passés par les associations syndicales et coopératives de reconstruction (p. 3526). — Dépose une demande d'interpellation sur l'établissement du siège de l'état-major du général Eisenhower à Marly (Seine-et-Oise) [14 avril 1951] (p. 3308).

**MILCENT (M. Jean)**, Député de l'Aisne.

Son élection est validée [23 février 1951] (p. 1546). = Et nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [7 avril 1951] (p. 2908).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951 : Ses explication de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé) [22 mai 1951] (p. 5769).

**MINJOZ (M. Jean)**, Député du Doubs.

*Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce  
et à la distribution.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102),

[11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348), de la Commission du ravitaillement [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu vice-président de la Commission de la justice et de législation [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011), [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [20 juillet 1948] (p. 4864). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel, n° 57. — Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-729 du 16 avril 1946, portant amnistie, n° 116. — Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 18 avril 1946 relative à la propriété commerciale, n° 118. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à dispenser de l'examen prévu par la loi du 26 juin 1941, (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) les licenciés en droit ayant obtenu leur diplôme antérieurement au 26 juin 1941, n° 472. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer en France des écoles d'infirmiers d'Etat, n° 474. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, n° 576. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du Code civil (empêchements au mariage), n° 577. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à permettre l'annulation de certaines décisions ayant prononcé, pendant l'occupation, le divorce, n° 578. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier la procédure relative aux changements de nom, n° 579. — Le 14 février 1947,

une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'incompatibilité résultant de la parenté ou de l'alliance en matière d'élections municipales, n° 580. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, n° 581. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonctionnement, n° 582. — Le 21 février 1947, une proposition de loi portant modification et codification des textes relatifs aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 683. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi du 12 juillet 1905 sur la distribution des sommes saisies-arrêtées, n° 773. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer « la sécurité automobile », n° 849. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de dispositions fiscales particulières les commerçants sinistrés qui reconstituent leur entreprise, n° 878. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 997. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'expropriation d'entreprises abandonnées par leurs propriétaires à la libération et reprises par le personnel lui-même, n° 1002. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 *in fine* de la loi du 9 mars 1946, portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des événements des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1945, n° 1060. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi portant réglementation des restaurants, n° 1111. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier 4 et 5 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 relative à la réintégration de certains locataires, n° 1171. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier

les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, **n° 1173**. — Le 4 mai 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile, **n° 1229**. — Le 9 mai 1947, une proposition loi tendant à modifier l'acte du gouvernement de fait dit « loi du 31 décembre 1940 » organisant la profession d'architecte, **n° 1279**. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures restrictives de liberté des voyages internationaux, **n° 1385**. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi portant réglementation des conditions d'accès à la profession de charcutier, **n° 1447**. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues relative aux peines infligées pour défaut de possession du volet « C » en matière d'automobile, **n° 1666**. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions de majorité nécessaires pour l'obtention d'un concordat, **n° 1667**. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Lecacheux tendant à surseoir à l'expulsion des locataires ou occupants de nationalité française, sinistrés de guerre, au profit des bénéficiaires de la loi du 14 novembre 1944, **n° 1668**. — Le 20 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, **n° 1792**. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier la durée du délai fixé par l'article 310 du Code civil pour la conversion de la séparation de corps en divorce, **n° 1846**. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi relatif à l'approvisionnement en viande de la région parisienne, **n° 1936**. — Le 17 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, **n° 2041**. — Le 18 juillet 1947, une proposition de loi tendant à accorder une prorogation de plein droit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1951 aux locataires de locaux à usage commer-

cial, industriel et artisanal, **n° 2070**. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de l'arrêté du 16 janvier 1946 fixant le régime des exonérations et cotisations aux caisses d'allocations familiales des travailleurs indépendants, **n° 2169**. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, **n° 2419**. — Le 19 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, **n° 2441**. — Le 2 septembre 1947, une proposition de loi relative au marché de la viande, **n° 2552**. — Le 30 octobre 1947, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services publics victimes d'accidents du travail le bénéfice des cartes de priorité accordées aux invalides du travail, **n° 2611**. — Le 14 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, **n° 2647**. — Le 14 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne, **n° 2648**. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation, **n° 2676**. — Le 3 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, **n° 2768**. — Le 9 décembre 1947, une proposition de loi tendant au relèvement du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, **n° 2812**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909, modifiée par le décret-loi du 14 juin 1938, sur la constitution du bien de famille insaisissable, **n° 2820**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Mondon et plusieurs de ses collè-



gues tendant à modifier l'article 10 de la loi du 30 mai 1851 relatif aux sanctions encourues par les conducteurs de véhicules qui refusent d'obtempérer aux sommations des agents chargés de constater les contraventions, n° 2822. — Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le versement au personnel en tenue de la Sûreté nationale et de la Police régionale d'Etat d'une indemnité pour service de nuit, n° 2838. — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne la répression de l'infanticide, n° 2839. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à proroger et à modifier la loi n° 47-1412 du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 2889. — Le 26 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envoyer aux Etats-Unis une mission commerciale à l'effet d'y négocier la vente des grandes inventions françaises, n° 2998. — Le 26 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la construction, l'installation et l'emploi des appareils à pression pour le débit de la bière, n° 2999. — Le 31 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, n° 3065. — Le 13 février 1948, une proposition de loi tendant à instituer un service national des logements publics et privés, n° 3390. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice; 2° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de la loi n° 47-1813 modifiant les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute Cour de justice; 3° de M. Lefèvre-Pontalis tendant à modifier le mode de désignation des jurés de la Haute Cour de justice; 4° de M. July portant suppression de juridictions d'exception en matière pénale;

5° de M. Badie tendant à la suppression de toutes les juridictions d'exception en matière de collaboration et au renvoi de toutes les affaires en cours devant les tribunaux militaires, n° 3486 (nouvelle rédaction). — Le 26 février 1948, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 34 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 3578. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du Code pénal, n° 3580. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel, n° 3591. — Le 27 février 1948, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 61 et 62 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 3594. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer certains avantages aux orphelins de guerre, n° 3631. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 340 du Code civil, n° 3663. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 22 ventôse an XII, les articles 22 et 26 de l'acte dit loi n° 2525 du 26 juin 1941 et les articles 1, 4 et 7 de l'acte dit loi n° 2691 du 26 juin 1941 relatif à la profession d'avocat, n° 3734. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans retard au relèvement de l'indemnité de fonction allouée aux greffiers des tribunaux de paix et de simple police, n° 3782. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1945 fixant la composition des tribunaux de première instance, n° 3973. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux, n° 3974. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les titulaires des études de notaire de l'Escarène, Levens et Roquebillière à instrumenter à Nice, n° 3975. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1946 tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets

étrangers, n° 3993. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Hugues et Delcos, tendant à modifier les dispositions légales réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques, n° 4001. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 387 du Code d'instruction criminelle, n° 4003. — Le 22 avril 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909 modifiée par le décret-loi du 14 juin 1938 sur la constitution du bien de famille insaisissable, n° 4004. — Le 27 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, n° 4036. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil relatif à la légitimation des enfants adultérins, n° 4087. — Le 4 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 12 de la loi n° 47-1504 du 16 août 1947 portant amnistie ; 2° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à la révision de l'article 12 de la loi n° 47-1504 portant amnistie en date du 16 août 1947, n° 4131. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 17 mars 1948 relative aux caisses d'épargne, n° 4201. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Gosset tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Levens et Roquebillière à Nice et à y créer cinq études complémentaires, n° 4206. — Le 21 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi portant réduction du nombre des Cours de justice ; 2° la proposition de loi de MM. Desjardins et Bergasse tendant à supprimer les Cours de justice et au renvoi des affaires en cours devant les tribunaux militaires, n° 4293. — Le 12 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Natio-

nale réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, n° 4541. — Le 18 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du Code pénal, n° 4621. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Georges Pernot, conseiller de la République, tendant à modifier l'article 1953, paragraphe 2, du Code civil, n° 4780. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle, n° 4813. — Le 7 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer un contrôle effectif de la distribution de l'essence, et à accorder 20 litres par mois aux non-prioritaires, n° 4881. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Védrines et plusieurs de ses collègues relative aux pouvoirs de la Commission chargée d'enquêter sur la gestion de la Société des éleveurs du Bourbonnais, n° 5033. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'assurer et de rendre définitive l'expulsion hors de France des étrangers condamnés pour crimes ou délits, n° 5034. — Le 5 août 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour rendre effective la garantie de l'Etat accordée à certaines catégories de spoliés par l'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation, n° 5165. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 24 de la loi du 22 ventôse an XII, les articles 22 et 26 de l'acte dit loi n° 2525 du 26 juin 1941 et les articles premier, 4 et 7 de l'acte dit loi n° 2691 du 26 juin 1941 relatif à la profession d'avocat, n° 5169. — Le 24 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un « enseignement social », n° 5537. — Le 16 novembre 1948, une propo-

sition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 relatif à la compétence en matière de litiges nés à l'occasion du contrat d'assurance, n° 5586. — Le 25 novembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 5651. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, n° 5690. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accident du travail, n° 5786. — Le 17 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, afin de favoriser une meilleure utilisation des locaux existants et de faciliter le relogement de certains locataires évincés, n° 5850 (rectifié). — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le projet de réforme fiscale, n° 5935. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à fixer un plafond, pendant le premier semestre 1949, aux majorations de loyer résultant de l'application des articles 26 à 34 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6102. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application la résolution votée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la publicité à donner à la Déclaration universelle des droits de l'homme, n° 6109. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier et compléter les articles 42 A et 42 C du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail, relatifs au « pourboire » dans certaines professions, n° 6211. — Le 4 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, à toutes les communes, n° 6321. — Le 4 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° 6336. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de

loi de M. Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance de plein droit de la carte de résidence privilégiée, n° 6412. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 237, 238, 239, 240, 241, 245 et 247 du Code pénal, la loi validée du 21 juillet 1942, réprimant l'évasion de la main-d'œuvre employée dans les établissements pénitentiaires et la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes, n° 6501. — Le 25 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter par un article 22 *bis* la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les loyers, n° 6612. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi tendant à restreindre dans les communes sinistrées l'exercice du droit de reprise prévu par la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, n° 6716. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à abroger le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle, n° 6968. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Robert Schmidt tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles, n° 6969. — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles, n° 7069. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à relever le chiffre plafond fixé en matière de procédure commerciale pour le recouvrement des petites créances, n° 7095. — Le 20 mai 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Métayer et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les motifs qui ont pu provoquer l'accident ayant entraîné la mort de l'équipage et la destruction du « Cormoran N.C. 251 », n° 7222. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commis-

sion du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. René Capitant tendant à interpréter les termes des articles 34, 39, 45, 46 et 92 du Règlement sur la possibilité de renvoyer à la suite une interpellation dont la discussion générale est en cours, **n° 7336**. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux femmes fonctionnaires ou épouses de fonctionnaires mères de familles, décorées en 1949 ou ayant au moins trois enfants à charge, une indemnité supplémentaire à l'occasion de la Fêtes des mères, **n° 7616**. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les loyers, afin de l'adapter aux circonstances économiques et d'en assurer une application plus équitable, **n° 7636**. — Le 29 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 7674**. — Le 13 juillet 1949, une proposition de loi concernant les détentions préventives de résistants, **n° 7871**. — Le 20 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 36, 37 et 38 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 7938**. — Le 27 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles, **n° 8063**. — Le 28 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote, **n° 8078**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 34 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 aux garages et aux remises qui ne sont pas loués accessoirement à un immeuble à usage d'habitation, **n° 8108**. — Le 30 juillet 1949, un rapport au nom de la

Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale concernant les détentions préventives de résistants, **n° 8131**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la remise de la majoration de 10 0/0 appliquée aux impôts directs qui n'ont pas été réglés aux dates prévues lorsque les contribuables sont de bonne foi, **n° 8139**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne, **n° 8290**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer par décret les modalités d'application de l'article 13 du statut des déportés et internés de la Résistance, **n° 8301**. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, **n° 8375**. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, **n° 8395**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute augmentation du prix des « meublés », **n° 8411**. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de Mme Degrand et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la suppression de la Commission du ravitaille-

ment, n° 8486. — Le 29 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 63 du règlement de l'Assemblée Nationale sur les discussions d'urgence, n° 8510. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration, n° 8605. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adapter au niveau actuel des prix les tarifs des frais de voyage des parties et témoins fixés par le décret du 27 décembre 1920, n° 8625. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation ; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente ; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements ; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements ; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements ; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 8° de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 9° de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; II. la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation, n° 8658. — Le 14 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété, n° 8710. — Le 15 dé-

cembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pallier les néfastes conséquences de la sécheresse en utilisant la force motrice des marées et en intensifiant les adductions d'eau, n° 8730. — Le 16 décembre 1949, une proposition de loi portant : 1° reconduction de l'article 10 de la loi n° 49-507 du 14 avril 1949 ; 2° modification de l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 8756. — Le 22 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter par un article 22 *bis* la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 8823. — Le 23 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration, n° 8825. — Le 28 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration, n° 8864. — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser « un apprentissage de la magistrature », n° 8886. — Le 3 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la modification et à la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° 8936. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 8956. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre l'ensemble des moyens de transports sous la direction d'un organisme unique, n° 9039. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 335 du Code civil relatif à la non-reconnaissance des enfants adultérins, n° 9219. — Le 17 février 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée Nationale représentant la métropole, de 13 membres de l'Assemblée de

l'Union française correspondant aux deux tiers de la représentation du Viet-Nam (application des art. 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), **n° 9261**. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à réglementer les établissements privés recevant des jeunes enfants non soumis à l'obligation scolaire, **n° 9378**. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 248 du Code pénal, **n° 9495**. — Le 21 mars 1950, une proposition de loi tendant à proroger et à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 9550**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 9576**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée à Paris le 11 décembre 1948, **n° 9581**. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés ; 2° de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés ; 3° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger et à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés ; 4° de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés ; 5° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains

clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 9631**. — Le 29 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 66 du décret du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques, **n° 9656**. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 9718**. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10, relatif à l'inéligibilité des ingénieurs des services agricoles, de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture, **n° 9850**. — Le 17 mai 1950, une proposition de résolution tendant à modifier les dispositions réglementaires relatives à la fixation de l'ordre du jour et à la procédure de discussion d'urgence, **n° 9977**. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département du Doubs, en raison des dommages subis dans l'arrondissement de Pontarlier, **n° 10051**. — Le 31 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du Code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, **n° 10125**. — Le 7 juin 1950, une proposition de loi relative à la modification de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1905 concernant la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, **n° 10199**. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ; 2° la proposition de loi de M. Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à faire déclarer incompatible avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique, **n° 10224**. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 111 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française,

**n° 10337.** — Le 22 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article premier D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1180 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, **n° 10397.** — Le 23 juin 1950, une proposition de loi relative à la procédure devant les juges de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise, **n° 10426.** — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé; 2° la proposition de loi de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les entreprises dites sociétés de crédits différés, **n° 10493.** — Le 11 juillet 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 8° de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel; 9° de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; II. la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occu-

pant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation, **n° 10546.** — Le 13 juillet 1950, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, **n° 10613.** — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, **n° 10676.** — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à introduire la peine d'amende dans les Codes de justice militaire des armées de terre et de mer, **n° 10804.** — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. de Moro-Gifferri tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute expulsion de locataires ou occupants de bonne foi jusqu'au vote des textes en discussion, **n° 10820.** — Le 2 août 1950, une proposition de loi concernant les inéligibilités aux élections législatives, cantonales et municipales, **n° 10862.** — Le 24 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système d'assurances obligatoires sur les accidents de chasse, **n° 11111.** — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881, **n° 11369.** — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier de l'assistance judiciaire les locataires dont les ressources sont insuffisantes, pour faire valoir leurs droits ou pour se défendre, **n° 11370.** — Le 22 novembre 1950, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, **n° 11371.** — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 de la loi sur les loyers du 1<sup>er</sup> septembre 1948, **n° 11382.** — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article premier, paragraphe D, de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux

conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 11475. — Le 6 décembre 1950, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 10257) portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 11528. — Le 14 décembre 1940, une proposition de loi tendant à dispenser le conjoint survivant d'un économiquement faible des droits de succession sur l'immeuble habité par lui, n° 11626. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10199) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues relative à la modification de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1905 concernant la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, n° 11630. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres importés, n° 11959. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la réalisation des marchés par les communes, n° 12030. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 11002) tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire ou d'ancien magistrat, n° 12033. — Le 2 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. de Récy (n° 5509) tendant à modifier la loi n° 47-1504 du 15 août 1947 portant amnistie ; 2<sup>o</sup> de M. Bordeneuve, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 4283) tendant à modifier et compléter l'article 10, paragraphe premier, de la loi du 16 août 1947 portant amnistie en ajoutant aux délits qui y sont visés les infractions ayant donné lieu à l'application de peines correctionnelles, n° 12057. — Le 2 février 1951, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 74 du Règlement, n° 12069. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à créer des offices publics d'aménagement de régions urbanisées ou en vue d'urbanisation, n° 12129. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 11257) tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la Cour d'appel d'Alger et des postes de juges des enfants dans

certaines tribunaux du ressort de cette Cour, n° 12375. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, n° 12432. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10532) de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 12532. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 8199) modifiant l'article 196 du Code d'instruction criminelle, n° 12622. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, n° 12747. — Le 11 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster au niveau actuel des prix les minima garantis par l'arrêté du 8 mai 1948 aux gérants de succursales des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation, n° 12779. — Le 19 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6859) modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881, n° 12891. — Le 25 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les loyers d'habitation, n° 12952. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la résolution de l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée Nationale à modifier et à compléter l'article 11 relatif aux incompatibilités de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° 12958. — Le 30 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers, n° 13033. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11002) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire, d'ancien magistrat, d'avocat honoraire, d'ancien avocat, d'officier public ou ministériel honoraire



ou d'ancien officier public ou ministériel, n° 13049. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13034) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 10199) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, n° 13185. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949 et n° 50-770 du 30 juin 1950, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables n° 13267. — Le 18 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux enfants naturels, n° 13308. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 13267) de M. Minjoz tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949 et n° 50-770 du 30 juin 1950, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables, n° 13309. — Le 21 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13298) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10446) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, n° 13312. — Le 21 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13297) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10928) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant le taux de compétence de diverses juridictions, n° 13313. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13345) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 13347. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice

et de législation sur l'avis (n° 13346) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 13348.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce et à la distribution* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce et à la distribution* [16 janvier 1947 (1)].

### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 45 : *Son amendement tendant à obtenir des faveurs fiscales pour les associations ou œuvres des victimes de la guerre ou de l'occupation lorsqu'elles organisent une fête de bienfaisance* [6 février 1947] (p. 202); *le retire* (*ibid.*). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement : *Rationnement en chicorée, confiserie, café, riz, viande* [18 février 1947] (p. 358 et suiv.). — Est entendu au cours du débat : sur un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints : *Ses observations sur l'ensemble* [25 février 1947] (p. 450); — sur un projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation et à usage professionnel; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* [26 mars 1947] (p. 1118); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1127); — sur un projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1238, 1239); Art. 3 : *Amendement de M. Fernand Mauroux tendant à ce que la carte d'acheteur ne soit retirée que sur avis conforme d'une commission* (p. 1262). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi relative

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

à l'exercice du droit de grève : *Urgence de la discussion* [18 juin 1947] (p. 2180); — du projet de loi portant amnistie; Art. 1<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à amnistier la diffamation par la voie de la presse* [18 juin 1947] (p. 2196); Art. 1<sup>er</sup>, 44<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Guesdon tendant à préciser les infractions amnistiées en matière de contributions indirectes* (p. 2197); le retire (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à amnistier la mutilation volontaire lorsque la peine est correctionnelle* [21 juin 1947] (p. 2301); Art. 4 : *Son amendement tendant à amnistier tous les faits d'insoumission commis par des militaires* (p. 2303); Art. 9, 1<sup>er</sup> alinéa : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie accordée à certains délinquants, aux criminels, lorsque la peine est correctionnelle* (p. 2305); Art. 9, 2<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à remplacer le terme « combattants » par celui de « militaires »* (p. 2305); Art. 9, 4<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à intercaler les mots « et raciaux » après « déportés et internés politiques »* (p. 2306); Art. 9, 5<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à substituer au mot « combattants », le mot « militaires » et aux mots « des opérations d'Indochine », « des théâtres d'opérations extérieures »* (p. 2307); Art. 10 : *Son amendement tendant à faire bénéficier de l'amnistie les titulaires de la médaille de la reconnaissance* (p. 2315); Art. 18 : *Son amendement tendant à ce que l'amnistie des mineurs de 18 ans soit attribuée par décret* [30 juin 1947] (p. 2569); *Son amendement tendant à ajouter après le mot « grâce » le mot « amnistiante »* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 bis : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3846). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, en qualité de Rapporteur [8 juillet 1947] (p. 2820, 2821); Art. 3 : *Amendement de M. Triboulet tendant à faire contrôler le stockage et la congélation par un organisme interprofessionnel* (p. 2828); *Amendement de Mme Ginollin tendant à verser un pourcentage sur les tonnages aux sociétés professionnelles* (p. 2828, 2829); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à imposer aux acheteurs de réserver une part de leurs achats au plan de la congélation* (p. 2829); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à accorder aux préfets des pouvoirs spéciaux pour dérouter le bétail* (p. 2830); Art. 6 nouveau : *Nouvelle rédaction de l'article 9*

*tendant à fournir de viande les grands centres* [25 juillet 1947] (p. 3520); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [13 août 1947] (p. 4380); — sur une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 3 : *Son amendement concernant les conditions du droit de reprise* [29 juillet 1947] (p. 3653); *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise* (p. 3655); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3674). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi concernant la fixation du prix des baux à loyer à usage commercial, industriel ou artisanal ayant fait l'objet d'une prorogation : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4396); — du projet de loi portant domiciliation obligatoire des lettres de change et billets à ordre, en qualité de Rapporteur [19 août 1947] (p. 4412). — Son rapport supplémentaire au nom du 1<sup>er</sup> Bureau sur les opérations électorales du département des Ardennes [29 novembre 1947] (p. 5429). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Son amendement satisfait modifiant l'article 4 supprimé* [3 décembre 1947] (p. 5469); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 5485, 5486); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 10 : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau concernant la taxe sur les chiens* [11 décembre 1947] (p. 5617, 5618); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant des dispositions transitoires en matière de loyer, en qualité de Rapporteur [18 décembre 1947] (p. 5858, 5859, 5860) : *Discussion générale* (p. 5864); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à calculer en points la valeur relative des loyers et à fixer de nouveaux barèmes* (p. 5867, 5868); *Amendement de M. Gazier relatif au maintien dans les lieux des locataires dans les hôtels* (p. 5870); Art. 2 : *Amendement de M. Lenormand relatif aux loyers des locaux réparés ou reconstruits depuis la deuxième guerre mondiale* (p. 5872); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le troisième alinéa du texte modificatif* (p. 5873); *Amendement de M. Mondon tendant à inclure un article nouveau relatif au droit de reprise par certaines catégories de locataires* (p. 5873, 5874); *Amendement de M. Garet relatif à la juridiction compétente en matière de reprise par le propriétaire* (p. 5874);

*Amendement de M. Berger tendant à suspendre toute expulsion jusqu'au vote de la loi définitive* (p. 5875); *Amendement de M. Castellani tendant à accorder le droit de reprise aux personnes ayant résidé outre-mer pendant dix ans* (p. 5875); Art. 3 : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* (p. 5876); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [27 décembre 1947] (p. 6330, 6331); Art. 2 nouveau : *Mesures en faveur des économiquement faibles* (p. 6332, 6333); Art. 3 nouveau : *Amendement de M. Charpin tendant à supprimer l'article* (p. 6333); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à toutes les communes* [3 février 1948] (p. 347, 348, 349); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'intervention préfectorale pour l'extension de la loi* (p. 352); *Son amendement tendant à supprimer le huitième alinéa* (p. 353); *le retire* (ibid.); *Sa proposition de disjoindre le dernier alinéa relatif aux sinistrés* (p. 353); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [10 février 1948] (p. 562, 563); *Sous-amendement de MM. Faure et Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux bâtiments construits depuis septembre 1939* (p. 564); Art. 3 : *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 569, 570); *Amendement de M. Guesdon substituant « location verbale » à « bail verbal »* (p. 572); *Amendement de M. Mabrut tendant à supprimer l'obligation de « jouir en bon père de famille »* (p. 572); *Amendements de MM. Buron et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 574); Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal concernant les bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 575); *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif aux membres de la famille du bénéficiaire du maintien dans les lieux* (p. 577); Art. 3 ter : *Amendement de M. Toujas relatif au maintien dans les lieux pour les personnes morales* [3 février 1948] (p. 707, 708); Art. 6 : *Son amendement relatif aux personnes qui n'occupent pas effectivement les locaux loués* (p. 709); *Son amendement relatif aux personnes qui occupent des locaux expropriés* (p. 709, 710); *Amendement de M. Auban tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi ou mortes en déportation comme vivant au foyer* (p. 710, 711); *Son amendement relatif aux personnes occupant un local par*

*suite d'un contrat de travail* (p. 711); *Son amendement concernant le maintien dans les lieux de ces personnes après l'expiration du contrat de travail* (p. 711); *Son amendement relatif aux personnes qui peuvent exercer un droit de reprise sur un local* (p. 712); Art. 3 ter (suite) : *Son amendement relatif à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire* (p. 713, 714); Art. 7 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* [17 février 1948] (p. 756); Art. 8 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri prévoyant la consécration des droits du propriétaire par le juge des loyers* (p. 759); Art. 8 bis : *Son amendement tendant à obliger le propriétaire à prévenir le locataire en vue d'une réoccupation éventuelle* (p. 760); *Sa demande de disjonction du dernier alinéa* (p. 761, 762); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* [2 mars 1948] (p. 1230); Art. 3 bis : *Son amendement étendant le bénéfice de ces dispositions à diverses catégories de victimes de guerre* (p. 1231); Art. 6 : *Son amendement relatif aux employés logés par leurs patrons* (p. 1234, 1235); *Amendement de M. Courant tendant à prévoir l'évacuation des lieux si un local suffisant est offert en échange* (p. 1240); *Son amendement tendant à supprimer au neuvième alinéa la clause relative aux membres de la famille* (p. 1241); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir un acte extrajudiciaire* (p. 1242); *le retire* (p. 1243); Art. 32 : *Son amendement relatif à la procédure en cas de contestation* [5 mars 1948] (p. 1376, 1377); Art. 33 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* (p. 1380); *Amendement de M. Chautard relatif au rôle du juge de paix en cas de procès* (p. 1382); *Sa proposition de réserver le chiffre proposé par M. Angeletti* (ibid.); Art. 34 : *Ses explications de vote sur l'article (Procédure au cas où le loyer excède 10.000 francs par an)* (p. 1385); Art. 36 : *Suppression des frais de procédure* (p. 1385); Art. 40 : *Amendement de M. Citerne tendant à mettre à la disposition du locataire le local qu'on lui a refusé à cause de ses enfants* [4 mai 1948] (p. 2471); Art. 62 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à éviter qu'en 1948 les augmentations de loyers entraînent des majorations d'impôt* (p. 2476, 2477); Art. 62 bis : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2479); Art. 62 ter : *Exemptions d'impôts fonciers pour les constructions nouvelles* (p. 2479); Art. 12 :

Amendements de MM. de Moro-Giafferri et Montillot tendant à exclure les locaux professionnels du droit de reprise [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 14 bis : Limitation du droit de reprise (p. 2795, 2796); Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 2800); le retire (ibid.); Art. 12 : Son amendement tendant à exiger que le logement offert en échange soit confortable et salubre (p. 2804); Son rappel au règlement [21 mai 1948] (p. 2836); Art. 13 : Son amendement tendant à protéger les familles nombreuses contre celles qui le sont moins et à limiter à une fois le droit de reprise (p. 2839, 2840, 2841); Son amendement tendant à supprimer le droit de reprise si l'immeuble a été acquis depuis 1939 (p. 2841); le retire (p. 2842); Son amendement tendant à prévoir des exceptions au droit de reprise (p. 2843); Son amendement tendant à exempter du droit de reprise les locataires de plus de 70 ans ayant moins que le revenu imposable [27 mai 1948] (p. 2944, 2945); Son amendement tendant à interdire le droit de reprise aux propriétaires, depuis 1939, d'appartements dans un immeuble (p. 2947, 2948); Art. 13 bis : Son amendement relatif aux exceptions au droit au maintien dans les lieux (p. 2948); le retire (ibid.); Amendement de M. Citerne tendant à étendre à tous les travailleurs retraités le droit de reprise (p. 2951); Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux propriétaires sinistrés et réfugiés (p. 2951); le retire (ibid.); Amendement de M. Chautard tendant à ne pas accorder le droit de reprise aux propriétaires qui auront cédé leur logement (p. 2956); Amendement de M. Mabrut tendant à éviter que le propriétaire ne fasse un choix arbitraire parmi les locataires pour son droit de reprise [28 mai 1948] (p. 3016, 3017); Art. 14 ter : Son amendement tendant à priver le propriétaire malhonnête du droit de reprise (p. 3018, 3019); le retire (ibid.); Son amendement tendant à faire rembourser au locataire les améliorations apportées au local en cas de reprise (p. 3019, 3020, 3021); Art. 15 : Amendement de M. Dominjon tendant à maintenir les effets des lois antérieures sur les loyers (p. 3024); Art. 13 : Droit de reprise des locaux professionnels [3 juin 1948] (p. 3132); Nouvelle rédaction de l'article (p. 3133); Amendement de M. Citerne tendant à ce que le propriétaire faisant la reprise puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe [3 juin 1948] (p. 3134); Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 3136); Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa (p. 3139 et suiv.); Sous-amendement de M. Maïsson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui fait la reprise sans opposition du propriétaire (p. 3142, 3143); Art. 13 bis : Sa demande de renvoi à la Commission (p. 3149); Son amendement tendant à augmenter de trois à quatre le nombre d'enfants à charge nécessaires pour avoir le droit de reprise [4 juin 1948] (p. 3205); le retire (ibid.); Son amendement tendant à obliger le propriétaire qui exerce son droit de reprise à mettre son local à la disposition du locataire évincé (p. 3206); Art. 27 : Son amendement de forme (p. 3208); Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux sous-locataires meublés (p. 3208); Art. 31 : Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux aux clients d'hôtels et garnis (p. 3211); le retire (p. 3212); Art. 44 bis : Son amendement tendant à insérer un article nouveau écartant du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration (p. 3212, 3213, 3214); Art. 52 bis : Son amendement tendant à insérer un article nouveau facilitant les échanges d'appartements (p. 3217, 3218, 3220); Art. 53 : Amendement de M. Segelle relatif à la substitution éventuelle du sous-locataire au locataire (p. 3221); Chap. III, art. 16 : Son amendement tendant à appliquer un système différent pour les majorations de loyers [11 juin 1948] (p. 3428, 3429, 3430, 3442, 3445); Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article [15 juin 1948] (p. 3508); Modification de forme (p. 3509); Art. 18 : Son amendement tendant à tenir compte de la vétusté du local (p. 3510); Art. 19 : Sa question relative au calcul du prix de base (p. 3512); Art. 20 : Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article [17 juin 1948] (p. 3619); Art. 21 : Son amendement relatif à la fixation de la valeur locative des jardins (p. 3621, 3622); Son amendement tendant à fixer la valeur locative des garages (p. 3622); Art. 21 bis : Son amendement tendant à excepter les locaux administratifs (p. 3623); Art. 23 : Son amendement tendant à ne rembourser au bailleur que les prestations préalablement fournies (p. 3622, 3624); le retire (ibid.); Son amendement tendant à tenir compte pour les prestations, des locaux à usage professionnel (p. 3627); Amendement de M. Triboulet tendant à inclure le condition-

nement d'air et l'abonnement téléphonique (p. 3633); Son amendement tendant à prévoir des relevés détaillés des prestations (p. 3634); Ses observations sur la date de mise en application de l'article (p. 3634); Art. 25 : Son amendement tendant à fixer les modalités d'application de hausse des loyers par paliers (p. 3644, 3646, 3647); Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer le prix de base d'un local type par rapport au salaire moyen départemental [18 juin 1948] (p. 3675, 3677); Art. 62 bis : Pas de majorations d'impôts à la suite des majorations de loyers (p. 3688); Titre II, ALLOCATIONS LOGEMENTS : Motion préjudicielle de Mme Rabaté (p. 3711); Art. 64 : Amendement de M. Citerne tendant à accorder l'allocation logement même pour des logis insalubres en cas de force majeure (p. 3722); Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles [23 juin 1948] (p. 3829); Art. 16 f : Son amendement relatif aux bénéficiaires des primes d'emménagement et de déménagement (p. 3831); Amendement de M. Claudius Petit relatif aux conditions nécessaires pour obtenir ces primes (p. 3833, 3834); Son amendement relatif aux sources des primes d'emménagement et de déménagement (p. 3834); Art. 16 h : Amendement de M. Barrot tendant à ne pas accorder l'allocation logement aux personnes ayant le logement gratuit (p. 3835); Art. 16 i : Date de mise en application de l'allocation logement (p. 3837); Amendement de M. Duquesne relatif à la date de mise en vigueur de l'allocation logement (p. 3838); Art. 65 : Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs à la composition des commissions en cas de litige (p. 3840, 3841); Art. 69 : Son amendement tendant à supprimer l'allocation de salaire unique pour financer l'allocation logement et à instituer un fonds commun [24 juin 1948] (p. 3892, 3895, 3396); Son amendement tendant à insérer un article accordant le maintien dans les lieux aux locataires bénéficiant d'une réduction de loyers (p. 3902, 3903); Art. 32 : Interprétation du mot « connexe » (p. 3917); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3925, 3926, 3927); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République appliquant la loi à l'ensemble du pays [25 août 1948] (p. 6223); Art. 3 : Amendement de M. Dominjon tendant

à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisitions (p. 6226); Art. 3 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 6229); le retire (ibid.); Art. 6 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 6229); le retire (ibid.); Amendement de Mme Schell tendant à accorder un sursis aux travailleurs quittant leur logement à la suite de la rupture de leur contrat de travail (p. 6230); Art. 11 : Amendement de Mme Vailant-Couturier tendant à sauvegarder les intérêts des locataires des professions libérales (p. 6232); Art. 12 bis : Son amendement tendant à excepter du droit de reprise les locaux professionnels mixtes (p. 6233); Art. 13 bis : Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise (p. 6249); Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés si leur immeuble est dans un rayon de 20 kilomètres (p. 6253); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux retraités (p. 6254); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies (p. 6255); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés et réfugiés (p. 6255); Ses explications de vote sur l'article (p. 6257); Art. 14 bis : Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 6257); Art. 14 bis A : Son amendement relatif au choix du propriétaire pouvant exercer sa reprise sur plusieurs logements (p. 6258); le retire (ibid.); Art. 15 : Amendement de M. Citerne relatif aux congés déjà donnés [26 août 1948] (p. 6281); Art. 16 : Amendement de M. Triboulet tendant à intercaler les mots : « où la loi est applicable » (p. 6282, 6283); Art. 18 bis : Son amendement tendant à supprimer le mot « éventuellement » (p. 6283); Art. 20 bis : Augmentation des loyers d'après le prix de base au mètre carré (p. 6285); Art. 23 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux fournitures individuelles (p. 6287); Art. 24 A : Son amendement tendant à reprendre l'article réprimant les spéculations sur sous-locations (p. 6288); Art. 33 : Amendement de M. Citerne relatif au juge tranchant les litiges (p. 6289, 6290); Son amendement tendant à permettre aux huissiers de représenter les parties (p. 6290); le retire (ibid.); Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'exécution provisoire des jugements (p. 6290); Art. 52 : Son amendement relatif au

cautionnement versé par le locataire d'avance (p. 6296); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 6315); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à accorder un délai plus long pour la mise en vigueur de la nouvelle loi [6 février 1948] (p. 468, 469); — de sa proposition de loi relative à la pêche fluviale; Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à augmenter les peines pour ceux qui auront détruit le poisson par des moyens illégaux [10 février 1948] (p. 585, 586, 587). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie des entrepôts de Charenton et des stocks du Train de l'Amitié [12 février 1948] (p. 682). — Prend part à la discussion: du projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus d'argent ou objets quelconques: en qualité de Rapporteur [13 février 1948] (p. 706); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées: Renvoi de la discussion [18 février 1948] (p. 865); Art. 1<sup>er</sup> bis: Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires [19 février 1948] (p. 878, 879); Art. 2: Amendement de M. Llante tendant à supprimer l'article (p. 881); Art. 3: Amendements de MM. Ramarony et Faure relatifs aux poursuites en cas d'infractions (p. 885, 886); Son amendement relatif à la procédure en cas de poursuites (p. 887, 888, 889); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 892, 893); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2: Amendement de M. Sourbet tendant à reprendre le texte voté en première lecture [4 février 1948] (p. 1018); Art. 3: Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 1021). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: Abus des procédures d'urgence [27 février 1948] (p. 1191, 1192). — Prend part à la discussion: des propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice: en qualité de Rapporteur [4 mars 1948] (p. 1346, 1347, 1348); Art. 1<sup>er</sup>: Contre-projet de M. Minjoz tendant à supprimer la Haute Cour de justice [9 mars 1948] (p. 1576); Amendement de M. Chautard tendant à compléter la liste des jurés à la représentation proportionnelle entre les autres partis, si un parti est défaillant (p. 1577); Amendement de M. Chautard tendant à fixer la liste des jurés à l'ouverture de chaque session (p. 1579); Amendement de M. Chautard tendant à ce que chaque juré désigné fasse savoir son acceptation ou refus (p. 1579, 1580);

Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer le secret des délibérations (p. 1580, 1581); Amendement de M. Chautard tendant à obliger les jurés suppléants à assister aux débats (p. 1581, 1582); Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer les sanctions contre les jurés défaillants (p. 1584); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir une amende pour les jurés défaillants (p. 1587, 1588); — de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion; Article unique: Son amendement tendant à suspendre les expulsions de clients d'hôtels et garnis [2 juin 1948] (p. 3107, 3108); le retire (p. 3109); Sous-amendement de M. Citerne tendant à supprimer la référence au règlement intérieur des hôtels (p. 3109); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 611: Exercices clos (Nomination de juges de paix suppléants) [2 juin 1948] (p. 3118); — du projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice: en qualité de Rapporteur [8 juin 1948] (p. 3260); Art. 1<sup>er</sup>: Contre-projet de M. Desjardins tendant à supprimer les cours de justice (p. 3267, 3268); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: en qualité de Rapporteur [25 août 1948] (p. 6246); — du projet de loi fixant la composition des tribunaux de première instance: en qualité de Rapporteur [8 juin 1948] (p. 3269). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: Suite de la discussion sur les loyers [23 juin 1948] (p. 3881). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi portant révision des zones de salaires: Sur l'urgence [28 juin 1948] (p. 4070 et suiv.); Ses observations sur les prix et les salaires (p. 4072, 4073); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité: Discussion générale [30 juin 1948] (p. 4183, 4184); — du projet de loi fixant les contingents de décorations; Art. 6: Amendement de M. Betolaud tendant à rétablir l'article relatif aux contingents exceptionnels [6 juillet 1948] (p. 4354, 4355); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup>: Son amendement tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée [9 août 1948] (p. 5592, 5593); Son amendement tendant à ne pas réformer les services de l'Education nationale (p. 5595); le retire (p. 5596); Art. 2: Son sous-amendement relatif à « Havas Publicité »

(p. 5618) ; *Son sous-amendement relatif au respect de la législation sur la presse* (p. 5618, 5619) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 38 : *Continuation du débat* [13 août 1948] (p. 5785) ; — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Deixonne tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant l'aide de l'Etat* [20 août 1948] (p. 6034, 6035) ; *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de représentant* (p. 6035) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6038) ; Article additionnel : *Amendement de M. Buron instituant une taxe sur les postes récepteurs de télévision* (p. 6096) ; *Amendement de M. Charlot tendant à accorder une avance de 250 millions à la radiodiffusion pour la télévision* (p. 6096) ; — de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission)* [15 septembre 1948] (p. 6546, 6547) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser le mode de calcul de la valeur du bien cédé en viager* [17 décembre 1948] (p. 7720) ; Art. 2 : *Son amendement relatif au cas des héritiers du débirentier* (p. 7722) ; Art. 3 : *Définition de la plus-value acquise par certaines catégories de biens (valeurs mobilières)* (p. 7722) ; *Amendement de Mme Rabaté tendant à substituer un délai de dix-huit mois au délai d'un an* (p. 7723) ; *Amendement de M. Auguet relatif aux rentes viagères constituées par des compagnies d'assurances* (p. 7725) ; *Son amendement tendant à ne pas faire dépasser par le paiement de la rente la valeur du bien cédé en contrepartie* (p. 7725) ; *Son amendement relatif au cas de remboursement du capital en espèces* (p. 7725) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas relatifs aux règles de procédure* (p. 7725, 7726) ; *Ses rectifications de forme* (p. 7727) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7727). — Est entendu au cours du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence : *Procès de Madagascar* [23 septembre 1948] (p. 6855, 6856). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [24 septembre 1948] (p. 6884) ; — de la proposition de loi relative à la résiliation des contrats privés ; Art. 2 : *Amen-*

*dement de M. Chautard tendant à augmenter le délai laissé pour engager la procédure* [25 novembre 1948] (p. 7229) ; — d'une proposition de loi relative au changement des prénoms de « l'adopté » en cas d'adoption : en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1948] (p. 7265 et suiv.) ; Art. 4 : *Prolongation des délais pour obtenir modification des prénoms* (p. 7266) ; — de la proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7271, 7272) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* (p. 7276) ; Art. 3 nouveau : *Intégration de la loi dans la loi d'amnistie* (p. 7277) ; — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas limiter au début des séances les demandes de discussion d'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7433) ; *Son amendement tendant à limiter au début de la première séance de chaque jour les demandes de discussion d'urgence* (p. 7434) ; *Son amendement tendant à réparer une erreur matérielle en prévoyant qu'une discussion d'urgence soit poursuivie jusqu'à sa conclusion* (p. 7442) ; *Amendement de M. Dreyfus-Schmitt tendant à limiter le débat dans le cas d'opposition du Gouvernement à une demande de discussion d'urgence* (p. 7444) ; *Amendement de M. Péron tendant à prévoir un débat public si une majorité de 11 députés au moins en Commission s'est prononcée pour la discussion d'urgence* (p. 7445) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7448). Est entendu sur les questions orales : *Ses observations sur l'absence des Ministres et leur négligence pour répondre aux questions orales* [10 décembre 1948] (p. 7533) ; *Son rappel au Règlement (Possibilité pour les Ministres absents de se faire suppléer)* [17 décembre 1948] (p. 7696). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le gonflement du budget, les économies à réaliser, la nécessité de la reconstruction et de l'équipement scolaire, la réforme fiscale et celle des finances locales, le contrôle unique, les impôts à créer : taxe sur transactions, impôts sur le revenu général, taxes sur la fortune)* [22 décembre 1948] (p. 7849, 7850) ; Art. 9 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [23 décembre 1948]

(p. 7892); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions : *Discussion générale* [28 décembre 1948] (p. 8053); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à déterminer le tribunal compétent pour les litiges soulevés par les réquisitions* (p. 8055, 8056); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8320); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8061); *Contre-projet de M. Garet tendant à accorder un délai de grâce d'un an avant l'éviction pour les baux à usage professionnel* (p. 8063); *Amendement de M. Chautard relatif au renouvellement normal du bail du locataire d'ici 1951* (p. 8064); *Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas suspendre les procédures d'éviction engagées* (p. 8065, 8066); Art. 2 : *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas forclore les demandes de renouvellement de bail* (p. 8067); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Interdiction de majoration d'impôts du fait des majorations de loyers* [31 décembre 1948] (p. 8328); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés dans le rapport de la Cour des comptes : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8315, 8316). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 59). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés du calcul de la surface corrigée, la fixation de la valeur locative, certaines hausses de loyers particulièrement scandaleuses, la nécessité pour les Français de consacrer une part plus importante de leurs ressources à leur loyer)* [28 janvier 1949] (p. 246, 247, 248); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté* [4 février 1949] (p. 372); *Ses explications de vote sur le rejet de sa proposition de loi* (p. 372, 373, 374, 379); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Palewski tendant à étendre l'allocation logement* [8 février 1949] (p. 395); *Renvoi à la Commission* (p. 396); *Discussion immédiate de la proposition de loi* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1031); *Amendement de Mme Rabaté tendant à demander l'extension de*

*l'allocation logement aux ménages disposant de moins de 16.000 francs par mois* (p. 1033); *Amendement de M. Pierrard tendant à ne pas prélever les allocations logements sur les fonds de la sécurité sociale* (p. 1036); *Amendement de M. Péron tendant à prévoir une large extension de l'allocation logement à tous ceux dont les ressources sont inférieures de 25 0/0 au salaire de base* (p. 1036); *Son amendement tendant à tenir compte des éléments de la surface corrigée* (p. 1038); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution* (p. 1039, 1040); Art. 1<sup>er</sup> (de la proposition de loi) : *Sa demande de réserver l'article* [8 mars 1949] (p. 1295); Art. 2 : *Son amendement tendant à ramener au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée, les loyers trop élevés* (p. 1296, 1297); *Amendement de M. Chautard tendant à diminuer les loyers supérieurs à 300 0/0 du taux obtenu par le calcul de la surface corrigée* (p. 1299); *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* (p. 1300); Art. 3 bis : *Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret pour chaque augmentation semestrielle* (p. 1303); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer le loyer des cours, jardins et garages* (p. 1304, 1305, 1306); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* (p. 1307); *Son amendement tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à usage professionnel* (p. 1309, 1310, 1311); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne majorer les loyers de 1948 que de 25 à 33 0/0 suivant les catégories d'immeubles* (p. 1312); *Son amendement tendant à prévoir des majorations en fonction du loyer scientifique calculé d'après la surface corrigée* (p. 1313); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à maintenir l'article concernant les locataires de l'immeuble acheté par un nouveau propriétaire* [14 avril 1949] (p. 2462, 2463); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif au maintien dans les lieux du locataire auquel le propriétaire a imposé un prix illicite* (p. 2464); Art. 1<sup>er</sup> bis A : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* (p. 2464, 2465); le retire (p. 2465); Art. 1<sup>er</sup> bis B : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux conditions de résiliation du bail* (p. 2466); Art. 4 : *Amendement de M. Ramarony*



tendant à reprendre l'article du Conseil de la République limitant la taxation des dépendances aux remises et garages seulement (p. 2467); — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débats sur les loyers*) [11 février 1949] (p. 547). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [15 février 1949] (p. 591, 592); — d'une proposition de loi portant prorogation des délais impartis aux locataires; Article unique : *Son amendement tendant à augmenter d'un mois ce délai* [17 février 1949] (p. 628); *Amendement de M. Dominjon tendant à faire payer le loyer pratiqué le 31 décembre 1948 à titre d'acompte aux échéances normales* (p. 628); de cette proposition de loi en 2<sup>e</sup> lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [22 février 1949] (p. 814); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées (*Question préalable posée par M. Frédéric-Dupont*) [17 février 1949] (p. 630); — d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente des demandes en autorisation de poursuite; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir un délai de trente jours pour le dépôt des rapports sur les affaires pendantes* [22 février 1949] (p. 814). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de chemin de fer du 18 février 1949 à Port-d'Atelier [24 février 1949] (p. 912). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir le remplacement du vieux matériel de la S.N.C.F.* [2 mars 1949] (p. 1142); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S.N.C.F.* (p. 1147). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 917, 918). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à limiter à deux ans la durée d'application de la loi* [29 mars 1949] (p. 1803, 1804); *Amendement de M. Rollin tendant à exclure les étrangers de la loi* (p. 1804); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à mettre à la charge du client la justification de son droit au maintien dans les lieux* (p. 1805, 1806); Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux personnes à la charge du*

locataire (p. 1810); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1813). — Ses rapports sur des pétitions [5 avril 1949] (p. 2103); [31 mai 1949] (p. 3011, 3012); [28 juin 1949] (p. 3914, 3915). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Dépose une demande d'interpellation sur la rupture des négociations franco-suissees [25 mai 1949] (p. 2908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Article additionnel : *Amendement de M. Citerne tendant à suspendre l'application des hausses de loyers* [3 juin 1949] (p. 3117). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Suppression de la séance du mardi matin*) [3 juin 1949] (p. 3152); — une motion d'ordre (*Débat sur les cours de justice*) [7 juin 1949] (p. 3179). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des cours de justice* [7 juin 1949] (p. 3198); [5 juillet 1949] (p. 4220); *Sous-amendement de M. Mutter tendant à supprimer le 31 juillet 1949, les cours de justice de Colmar, Lyon et Toulouse* (p. 4222, 4223); Art. 2 : *Amendement de M. Lareppe tendant à supprimer l'article* (p. 4225); Art. 4 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à substituer la date du 31 juillet 1950 à celle du 31 juillet 1949* [6 juillet 1949] (p. 4266); *Son amendement tendant à substituer la date du 31 décembre 1949 à celle du 31 juillet 1949* (p. 4267); *Son amendement tendant à renvoyer les affaires de presse devant la cour de justice de Paris* (p. 4267); *Sous-amendement de M. Péron tendant à renvoyer toutes les affaires pendantes devant la cour de justice de Paris* (p. 4268); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le cas des affaires suspendues pour supplément d'information* (p. 4272); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas spécifier de date pour la limite dans laquelle les cours de justice pourront évoquer de nouvelles affaires* (p. 4272); Article additionnel : *Amendement de M. Péron tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de collaboration économique* (p. 4273). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi supprimant les cours de justice* [9 juin 1949] (p. 3208, 3209). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Art. 6 : *18 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur les*

dépenses militaires [23 juin 1949] (p. 3728, 3729); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République [28 juin 1949] (p. 3807); — du projet de loi relatif à la législation des loyers dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [28 juin 1949] (p. 3809, 3810); Article unique: *Amendement de M. Valentino relatif à la transmission du droit au maintien dans les lieux* (p. 3810, 3811); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux commerciaux: *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement* [6 juillet 1949] (p. 4262); — d'une proposition de loi relative aux loyers et locaux d'habitations et professionnels: *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4263); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 juillet 1949] (p. 4912); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement; Article additionnel: *Son amendement tendant à préciser que l'allocation ne sera payée que grâce aux sommes recouvrées à cet effet* [8 juillet 1949] (p. 4400); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4401); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République: *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5397, 5398); — du projet de loi relatif aux astreintes en matière d'expulsion amendé par le Conseil de la République; Art. 2: *Demande de vote par division présentée par le Gouvernement* [8 juillet 1949] (p. 4401, 4402). — Est entendu sur le report d'une question orale [8 juillet 1949] (p. 4416). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 juillet 1949] (p. 4417); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à prévoir une résolution, soit de l'Assemblée Nationale, soit des autres Assemblées* (p. 4436); Art. 2: *Son amendement tendant à substituer « l'Assemblée » à « la Chambre »* (p. 4436); *Son amendement tendant à modifier le titre de la proposition de loi* (p. 4437); *le retire* (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juillet 1949] (p. 5524, 5525); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères: *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4651); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Bourbon tendant à majorer les rentes souscrites avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 4661);

Art. 2: *Amendement de M. Médecin tendant à ne majorer que les rentes supérieures à 500 fr.* (p. 4663); Art. 6: *Son amendement relatif au remboursement éventuel du capital de la rente aux rentiers* (p. 4666); Article additionnel: *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie* (p. 4667); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4668). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [13 juillet 1949] (p. 4745); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4784, 4785). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants: *Urgence* [29 juillet 1949] (p. 5480, 5481); en qualité de *Rapporteur* (p. 5481); Art. 1<sup>er</sup>: *Mise en liberté provisoire de tous les inculpés résistants* (p. 5483); Art. 2: *Extension de la loi à tous ceux qui auront accompli des actes en faveur de la libération du territoire* (p. 5483); Art. 3: *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux actes n'ayant pas de rapport avec des faits de résistance* (p. 5484); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5631); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Delahoutre tendant à remplacer la date du 8 mai 1945 par celle de la libération du territoire* (p. 5632); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat: *Sa proposition de continuer le débat jusqu'à épuisement de l'ordre du jour* [30 juillet 1949] (p. 5613); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux des sinistrés, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5627); — du projet de loi relatif à la nationalité des originaires des territoires cédés par l'Italie, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5629); — du projet de loi portant prorogation de certaines sociétés arrivées à leur terme statutaire, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5629); — d'une proposition de loi relative à la publicité des protêts, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5630); Art. 6: *Interdiction de publier les états établis en vertu de cette loi* (ibid.); *Amendement de M. Dominjon tendant à ajouter les mots « sous peine de dommages et intérêts »* (p. 5631); —

du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5631). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Retrait du projet de loi mettant fin aux réquisitions de logement* [3 novembre 1949] (p. 5959). — Son rapport sur une pétition [3 novembre 1949] (p. 5963). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations-gérances; Art. 10 : *Amendement de M. Citerne tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires-gérants* [8 novembre 1949] (p. 6017); *Sa demande de disjonction de cet amendement* (ibid.); Art. 11 : *Amendement de M. Citerne tendant à porter le délai accordé à six mois* (p. 6018); — d'une proposition de loi relative aux radiations des listes électorales : *Urgence*, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1949] (p. 6154, 6155). — Est entendu : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative aux loyers : *Absence des signataires de la demande d'arbitrage* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6466); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi portant amnistie en faveur de certains travailleurs : *Son rappel au règlement (Abus du droit de parole)* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6468). — Son rapport sur une pétition [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6539). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1949] (p. 6639, 6640, 6641); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au transfert éventuel du siège du Parlement* (p. 6641); Art. 7 : *Amendement de M. Péron tendant à ne présenter de pétitions qu'à l'Assemblée Nationale* (p. 6642); Art. 8 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article relatif aux provocations orales ou écrites* (p. 6643); Art. 12 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article relatif aux incompatibilités avec les mandats électifs* (p. 6644, 6645); Art. 18 : *Son amendement relatif au calcul de la majorité constitutionnelle* (p. 6646); Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir que les membres des Parlements pourront recevoir la Légion d'honneur au titre des réserves de l'armée* (p. 6647); *Amendement de M. Péron tendant à prévoir que les membres des Parlements pourront recevoir la Légion d'honneur au titre de la Résistance* (p. 6647); Art. 27 : *Amen-*

*dement de M. Péron tendant à supprimer le troisième alinéa rendant possible le cumul de l'indemnité parlementaire avec les pensions de retraite* (p. 6648); Art. 29 : *Son amendement tendant à abroger la loi du 29 avril 1930* (p. 6648); *Amendement de M. Viard tendant à prévoir l'incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée algérienne et de membre de l'Assemblée de l'Union française* (p. 6648); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6649) de ce rapport, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 janvier 1950] (p. 133, 134); Art. 1<sup>er</sup> : *Nouveau texte de la Commission pour l'article relatif au siège des pouvoirs publics* (p. 134, 135); Art. 2 : *Reprise du texte voté en première lecture* (p. 135); Art. 9 : *Demande de reprise du texte voté par le Conseil de la République relatif à la procédure des commissions d'enquête, présentée par le Gouvernement* (p. 136); Art. 18 : *Incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée de l'Union française et de membre de l'Assemblée algérienne* (p. 138); Art. 24 : *Mission spéciale en temps de guerre attribuée aux membres de l'Assemblée Nationale* (p. 139); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 140). — Est entendu pour : une motion d'ordre (*Discussion du projet de loi relatif aux baux commerciaux*) [16 décembre 1949] (p. 6953); — une motion d'ordre (*Discussion du projet de loi relatif aux réquisitions de logements*) [28 décembre 1949] (p. 7470). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement, en qualité de *Rapporteur suppléant* [28 décembre 1949] (p. 7471); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Péron tendant à proroger d'un an le régime en vigueur* (p. 7471); Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs à l'exécution des jugements rendus* (p. 7472, 7473); Art. 3 : *Son amendement tendant à proroger d'un an la taxe sur les locaux insuffisamment occupés* (p. 7473). — Ses rapports sur des pétitions [2 janvier 1950] (p. 17, 18). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la proposition de loi relative à l'organisation des pouvoirs publics en seconde lecture* [3 janvier 1950] (p. 45), [4 janvier 1950] (p. 124); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la prime de 3.000 francs accordée aux salariés* [20 janvier 1950] (p. 438). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'organisation financière des offices d'habitation à bon marché

[27 janvier 1950] (p. 597). — Ses rapports sur des pétitions [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 868), [14 mars 1950] (p. 2021, 2022). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1950] (p. 1413, 1414); *Contre-projet de Mme Peyroles et de MM. Capitant et Bétolaud tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* (p. 1416, 1417, 1418); *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Theetten* (p. 1418, 1419); *Prise en considération du contre-projet de Mme Peyroles* (p. 1419); *Renvoi du débat* (p. 1420, 1421); *Nouvelles conclusions de la Commission* (p. 1440, 1441); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1506, 1507, 1508); *Suspension de la séance* [21 mars 1950] (p. 2205); *Contre-projet de Mme Ginollin tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements* (p. 2206); *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* (p. 2209); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 2210); *Renvoi de la discussion* (p. 2211); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur les appartements achetés dix ans avant l'exercice de ce droit* [24 mars 1950] (p. 2342, 2343); *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'extension du droit de reprise pour les propriétaires évincés du local où ils sont locataires* (p. 2345, 2346); Art. 3 : *Amendement de M. Ninine tendant à supprimer l'article limitant le droit de reprise aux propriétaires ayant acheté avant la loi* (p. 2348); *Amendement de M. Chautard tendant à substituer « éviction » à « événement »* (p. 2349); *Amendement de M. Citerne tendant à inclure dans l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1947 les mots « au motif où »* (p. 2350); *Amendement de M. Schaufler tendant à insérer un article nouveau accordant le droit au maintien dans les lieux aux locataires ayant trois enfants au moins* (p. 2351); *Amendement de M. Ninine tendant à insérer un article nouveau maintenant valable les congés donnés en application des articles 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 2352); *Amendement de Mme Ginollin tendant à insérer un article nouveau ne permettant pas d'expulser le locataire d'un local d'un immeuble vendu par appartements sans le*

*reloger* (p. 2352, 2353); Article additionnel : *Son amendement tendant à exempter du droit de reprise les mutilés, invalides et vieillards de plus de 75 ans* [16 mai 1950] (p. 3695, 3696); Art. 4 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente* (p. 3703); Art. 6 : *Amendement de M. Berger tendant à faire rembourser le locataire acquéreur de son appartement qui ne pourrait payer la totalité des versements* (p. 3719); *Amendement de M. Citerne tendant à permettre de plein droit la résiliation de toute promesse d'achat* (p. 3720); Art. 7 : *Amendement de M. Bourbon tendant à obliger les vendeurs à faire connaître aux acheteurs les dispositions de la loi* (p. 3721); *Amendement de Mme Bastide tendant à annuler les jugements prononcés en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 contre des locataires occupant encore les lieux* (p. 3722); Art. 8 : *Amendement de M. Toujas tendant à appliquer la loi dans toutes les communes* (p. 3723, 3724). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'abrogation de certaines incapacités électorales* [28 février 1950] (p. 1518, 1519); — sur le conflit de compétence entre deux commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2127). — Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de l'Information, une question relative au congé de longue durée pour tuberculose localisée non pulmonaire [17 mars 1950] (p. 2145). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des baux commerciaux, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1950] (p. 2301); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Citerne tendant à proroger les textes existants jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi* (p. 2304); *Amendement de M. Chautard tendant à proroger les textes existants jusqu'au 31 juillet 1950* (p. 2305); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2663); Article unique : *Amendement de M. Berger tendant à substituer la date du 31 décembre 1950 à celle du 1<sup>er</sup> avril 1952* (p. 2666); *Amendement de M. Barel tendant à étendre l'article aux locataires contre lesquels un jugement d'expulsion a été rendu* (p. 2666, 2667); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 30 : *Amendement de M. Bouvier*

tendant à reprendre l'article limitant le cumul de mandats d'administrateur de sociétés [25 avril 1950] (p. 2825). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des économiquement faibles pour couvrir leurs frais de déménagement [5 mai 1950] (p. 3333, 3334). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3359, 3360); Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer le trésorier-payeur général au préfet pour présider les comités des caisses d'épargne* (p. 3361); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de renvoi du 5<sup>e</sup> alinéa relatif à l'utilisation de l'excédent des dépôts, présentée par le Gouvernement* (p. 3363); — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard tendant à n'accorder le bénéfice de la loi qu'aux personnes visées à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* [9 mai 1950] (p. 3389); Art. 2 : *Détermination du montant des primes accordées* (p. 3389). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à la grève des théâtres nationaux et au budget des théâtres de province [12 mai 1950] (p. 3651, 3652). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la répression des faits de collaboration, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3728, 3729); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4105, 4113, 4114, 4115, 4119); Chap. 3120 : *Frais d'impression (Publication du Bulletin des arrêts de la Cour de cassation)* (p. 4138); Chap. 6000 : *Frais de justice* (p. 4141); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1430 : *Traitement des instituteurs des écoles primaires (Ecoles maternelles privées)* [17 juillet 1950] (p. 5464, 5465). — Ses rapports sur des pétitions [14 juin 1950] (p. 4799), [21 juillet 1950] (p. 5778, 5779). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des réquisitions de logements, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [29 juin 1950] (p. 5288). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à la discrimination raciale dans certains hôtels [21 juillet 1950] (p. 5734). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française,

en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1950] [p. 6026, 6027]. — Pose à M. le Ministre : de la Justice une question relative aux tarifs des experts en matière de détermination de loyers [28 juillet 1950] (p. 6150); — de l'Agriculture une question relative à la protection contre les fraudes en matière de fromage [28 juillet 1950] (p. 6151). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, LOI DES CRÉDITS, Art. 49 bis : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à la fixation du nombre des conseillers d'Etat* [2 août 1950] (p. 6449, 6450). — Est entendu sur une question posée par M. Depreux à M. le Ministre de la Reconstruction relative aux bonifications d'intérêts accordées par la loi du 8 mars 1949 [4 août 1950] (p. 6641). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6664); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6734, 6735); — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée : *Question préalable posée par M. Péron* [17 octobre 1950] (p. 6923); *Discussion générale* (p. 6925); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à interdire les amendements aux propositions de la Conférence des Présidents ayant pour objet des discussions d'urgence ou des interpellations* (p. 6927); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne prévoir d'inscriptions à l'ordre du jour de projets ou de propositions non rapportés que par la Conférence des Présidents* (p. 6928); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire, en qualité de *Rapporteur (Cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7046, 7047); *Sa demande de poursuivre le débat à la prochaine séance* (p. 7059); Article unique : *Amendement de M. Viard tendant à valider les décisions et arrêtés du Gouverneur général du 26 août 1950 à la date de la promulgation de cette loi* (p. 7074, 7075); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Sa motion préjudicielle* [24 octobre 1950] (p. 7109, 7110, 7111); *la retire* (p. 7111); *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7447, 7448, 7449), [7 novembre 1950] (p. 7524); *Contre-projet de*

*M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7559, 7561); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7576); *le retire* (p. 7577); Art. 2 : *Son amendement tendant à n'amnistier que les peines inférieures à cinq ans de dégradation nationale* (p. 7586); *Suite du débat* (p. 7587); *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnés à une peine inférieure à dix ans de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7639); Art. 3 : *Amendement de Mme Darras tendant à supprimer l'article amnistiant les mineurs de moins de 21 ans* [14 novembre 1950] (p. 7664, 7665); *Son amendement tendant à tenir compte des grâces déjà intervenues* (p. 7670); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Montillot tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale qui sont anciens combattants, pères ou fils de morts au champ d'honneur* (p. 7673); *Son rappel au Règlement (Longueur des débats)* [16 novembre 1950] (p. 7765); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les condamnés à plus de vingt ans de dégradation nationale* (p. 7790); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'amnistie à accorder aux contumaces* (p. 7794); Art. 9 : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* (p. 7830); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés* [17 novembre 1950] (p. 7885); *Son amendement tendant à prévoir la consultation d'une commission de membres du comité d'action de la résistance* (p. 7887); Art. 12 : *Amendement de M. July tendant à établir la confusion des peines pour les confiscations prononcées par différentes cours* [21 novembre 1950] (p. 7963); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8210); *Sous-amendement de M. Chautard tendant à prévoir un tour de priorité en faveur des résistants pour leur réintégration dans la Légion d'honneur* (p. 8212); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase relative à l'exercice de la contrainte par corps devant une juridiction civile* [4 décembre 1950] (p. 8474); *le retire* (ibid.); *Amendement analogue de Mme Bastide* (p. 8474); Chap. 4 : *Libérations anticipées* (p. 8480); Art. 17 : *Son amendement tendant à excepter de la libération conditionnelle les condamnations à des peines*

*perpétuelles* (p. 8485, 8486); *Son amendement tendant à ne pas accorder de libération anticipée aux condamnés de la Haute Cour de justice* (p. 8494, 8495); Art. 18 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser les effets de la libération anticipée* (p. 8498); Art. 20 : *Son amendement tendant à qualifier la dégradation nationale de peine infamante* (p. 8503); *Amendement de M. Chautard tendant à limiter à vingt ans la durée maxima de la dégradation nationale* (p. 8503, 8504); *Son amendement tendant à prévoir parmi les exclusions le droit de diriger un mouvement de jeunesse* (p. 8505); *Son amendement tendant à prévoir parmi les exclusions le droit d'administrer des associations professionnelles ou des syndicats* (p. 8505); *Son amendement tendant à prévoir parmi les exclusions le droit de faire partie des organismes d'administration de la sécurité sociale* (p. 8505); *le retire* (p. 8506); Article additionnel : *Amendement de M. Coudray tendant à indemniser les condamnés après les autres sinistrés* (p. 8537); Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour l'application de l'article* (p. 8549); Article additionnel : *Amendement de M. André Hugues tendant à rendre le droit d'éligibilité aux épurés administratifs* (p. 8552); *Amendement de M. Bentahieb tendant à supprimer la contrainte par corps en matière de condamnation pour profits illicites en Algérie* (p. 8557, 8558); Art. 26 : *Son amendement tendant à inclure les crimes contre la paix et l'humanité* (p. 8560, 8561); *le retire* (p. 8561); Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier les résistants non encore amnistiés par la loi du 16 août 1947* (p. 8561, 8562); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnés à dix ans ou moins de dégradation nationale* [2 janvier 1951] (p. 4); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer « qui ne pourra excéder vingt ans »* (p. 13); Art. 27 quater : *Son amendement relatif aux droits des tiers contre les résistants poursuivis* (p. 14). — Est entendu sur : le report des questions orales (*Absence des Ministres compétents*) [27 octobre 1950] (p. 7315); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite de la discussion du projet de loi d'amnistie*) [2 novembre 1950] (p. 7391). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à l'insuffisance des crédits alloués pour les bourses d'enseignement [3 novembre 1950]

(p. 7429). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1950]. (p. 7482, 7483), [12 décembre 1950] (p. 8986, 8987). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au licenciement de fonctionnaires du contrôle économique [10 novembre 1950] (p. 7631, 7632). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur la revision de la Constitution*) [29 novembre 1950] (p. 8302); — le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur les loyers en Algérie*) [30 novembre 1950] (p. 8354). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution relative à la revision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8354, 8355); Article unique : *Contre-projet de M. Capitant tendant à reviser de très nombreux articles de la Constitution* (p. 8363). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Grenier sur l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français [12 décembre 1950] (p. 8954). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Question préalable posée par M. Garet* [14 décembre 1950] (p. 9066); *Discussion générale* (p. 9069, 9070); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire bénéficier les sociétés de la loi* (p. 9079); *le retire* (ibid.); *Situation des établissements publics* (p. 9080); *Son amendement tendant à appliquer la loi aux sociétés qui construisent des locaux commerciaux* (p. 9081, 9082); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas faire de différence entre baux écrits ou verbaux* (p. 9082, 9083); *Son amendement tendant à assimiler certains exploitants à des propriétaires* (p. 9084, 9085); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans* (p. 9090, 9091). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à la location d'immeubles à des économiquement faibles [15 décembre 1950] (p. 9151). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, AGRICULTURE : *Son rappel au Règlement* [23 décembre 1950] (p. 9566, 9567); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Discussion générale* [30 décembre 1950] (p. 9860); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas faire jouer la clause résolutoire de bail à défaut de paiement*

*si le locataire se libère dans le délai d'un mois* (p. 9864, 9867); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Demande de renvoi présentée par M. Chamant* [4 janvier 1951] (p. 134); — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Ses rapports sur des pétitions [12 janvier 1951] (p. 339, 340). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet relatif aux loyers commerciaux et à la vente d'immeubles par appartements*) [25 janvier 1951] (p. 374, 375); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement, sabotage des débats*) [30 janvier 1951] (p. 516, 517); *Absence de quorum* [31 janvier 1951] (p. 582); *Son rappel au règlement (Sabotage du travail parlementaire)* [2 février 1951] (p. 710). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire le délai de trois à un mois* [6 février 1951] (p. 762, 763); Art. 6 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer l'article énumérant les motifs pour lesquels le bailleur peut refuser le renouvellement du bail* (p. 763); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir l'opposition de l'autorité administrative compétente* (p. 766, 767); *Amendement de M. Touchard tendant à prévoir une indemnité pour le locataire évincé si l'immeuble n'est pas reconstruit en un an* (p. 767). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification de l'ordre du jour*) [7 février 1951] (p. 838). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative aux honoraires de certains experts désignés pour déterminer la surface corrigée des locaux d'habitation [9 février 1951] (p. 981). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1100 : *Suppression de justices de paix (Expulsion de locataires)* [15 février 1951] (p. 1215); Chap. 3190 : *Amendement de M. Toujas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des mineurs détenus dans les établissements d'éducation surveillée* [16 février 1951] (p. 1256); INTÉRIEUR, Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62.152 millions (Crise du logement et expulsion de locataires)* [27 février 1951]

(p. 1652). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur le prix du tabac*) [21 février 1951] (p. 1410). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Contre-projet de M. Legendre tendant à faire constater au début de chaque séance la présence de la majorité absolue des députés* [21 février 1951] (p. 1456); Article unique : *Son amendement tendant à ne pas exiger le quorum pour le vote du procès-verbal* (p. 1462); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ne faire constater l'absence du quorum que sur demande de 100 députés dont la présence est constatée* (p. 1462). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion en seconde lecture du projet augmentant les allocations familiales*) [1<sup>er</sup> mars 1951] (p. 1739, 1740); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la réforme électorale*) [13 mars 1951] (p. 1835). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Cristofol tendant à ajourner le débat* [15 mars 1951] (p. 1973); Art. 14 : *Sa demande de suspension de séance* [21 mars 1951] (p. 2338); *la retire* (p. 2339); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas inscrire sur les listes électorales les condamnés à plus de 100.000 francs d'amende ou à plus de deux mois de prison* (p. 2454, 2455); *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à ne pas radier les condamnés à plus de six mois de prison avec sursis* (p. 2457); *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à ne pas radier les condamnés à moins de 200.000 francs d'amende* (p. 2457); *Demande de disjonction présentée par la Commission des amendements relatifs à la date des élections* (p. 2461); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2464, 2465). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur la grève des transports parisiens*) [20 mars 1951] (p. 2222, 2223); *Suite du débat budgétaire* [21 mars 1951] (p. 2270); — le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget du Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes*) [4 avril 1951] (p. 2668). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique une question relative à la politique du bakchich dans l'administration [6 avril 1951] (p. 2809); — à M. le Ministre de la Justice une question relative à l'exécution d'une Commission roga-

toire chez un avocat [6 avril 1951] (p. 2809, 2810); — à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative au retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale [13 avril 1951] (p. 3264, 3265). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 13 : *Son amendement tendant à ne pas étendre les primes d'économies aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier* [13 avril 1951] (p. 3281); Art. 14 : *Son amendement tendant à confier le plan de construction en série de logements aux organismes d'habitation à loyer modéré* (p. 3284); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, en qualité de Rapporteur [17 avril 1951] (p. 3376, 3377); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grimaud tendant à permettre au président du tribunal siégeant en référé d'accorder des délais de longue durée aux locataires qui doivent être expulsés* [28 avril 1951] (p. 4158, 4159); *Amendement de M. Toujas tendant à donner à la mesure transitoire un caractère définitif* (p. 4159); *Modification de forme* (p. 4160); *Amendement de Mme Bastide tendant à ne pas définir le logement à mettre à la disposition des expulsés* (p. 4160); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir que le juge des loyers pourra autoriser des expulsions sans relogement* (p. 4162); *Amendement de M. Bétolaud tendant à prévoir le cas où le propriétaire loge dans un local malsain pour lui* (p. 4162, 4163); Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article prévoyant la rétroactivité de la loi* (p. 4163); Art. 3 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif aux personnes occupant un logement au titre de leur profession* (p. 4165); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas expulser les familles dont le chef est en Indochine ou en Corée* (p. 4166); *Amendement de M. Devinat relatif au cas des propriétaires sinistrés cherchant à reprendre leur logement* (p. 4166); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3416, 3417); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir 45 milliards pour*



*les habitations à loyer modéré* [18 avril 1951] (p. 3502, 3503); Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir 15 milliards de capitaux bonifiés pour les habitations à loyer modéré* (p. 3503, 3504); Art. 10 : *Son amendement tendant à étendre aux acquéreurs des logements des habitations à loyer modéré le bénéfice des primes à la construction* [19 avril 1951] (p. 3520); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : *Son amendement tendant à exonérer des impôts sur le revenu les intérêts des livrets de caisse d'épargne* [19 avril 1951] (p. 3597). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suppression des séances du 1<sup>er</sup> mai et débat sur la suppression des zones de salaires*) [24 avril 1951] (p. 3866, 3867). — Ses rapports sur des pétitions [27 avril 1951] (p. 4125, 4126). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suppression des séances du dimanche*) [2 mai 1951] (p. 4439). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Taillade tendant à abroger l'article du budget des Travaux publics bloquant la moitié de la subvention à la S.N.C.F.* [8 mai 1951] (p. 4806); Art. 16 : *Son amendement relatif au financement des services de logement* (p. 4834, 4835); *Son amendement relatif à l'utilisation de la taxe de compensation sur les logements insuffisamment occupés* [9 mai 1951] (p. 4894, 4895); le retire (p. 4895); Art. 1<sup>er</sup> : **RECONSTRUCTION ET URBANISME**, Chap. 4070 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le personnel des services de logement* (p. 4898); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 16 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement* [18 mai 1951] (p. 5488); — d'une proposition de loi prorogeant certains baux commerciaux, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5741); — d'une proposition de loi prorogeant la législation dans les départements d'Alsace-Lorraine, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5742); Article unique : *Relèvement des traitements des magistrats* (p. 5742, 5743); — du projet de loi de finances pour 1951, amendé par le Conseil de la République, Art. 25 : *Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles* [22 mai 1951]

(p. 5747, 5748); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'allocation compensatrice pour les locataires économiquement faibles* [12 mai 1951] (p. 5764, 5765). — Ses rapports sur des pétitions [2 juin 1951] (p. 5826, 5827). — S'excuse de son absence [10 mai 1951] (p. 4975).

**MITTERRAND (M. François)**, Député de la Nièvre.

*Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947

*Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949

*Ministre de la France d'outre-mer*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Ministre de la France d'outre-mer*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des finances [15 novembre 1949]

(p. 6099), [17 janvier 1950] (p. 300). Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527).

### Dépôts :

Le 16 mai 1947: un projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité, n° 1343. — Le 16 mai 1947, un projet de loi relatif à la codification des textes législatifs et réglementaires concernant les pension militaires d'invalidité et les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, n° 1344. — Le 22 mai 1947, un projet de loi attribuant au Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur, n° 1392. — Le 9 juillet 1947, un projet de loi accordant des prorogations des baux à ferme ou à colonat partiaire, n° 1951. — Le 13 août 1947, un projet de loi accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945, n° 2422. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1945 étendant aux militaires des F. F. L. certains avantages prévus en faveur des prisonniers de guerre et déportés, n° 2537. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi étendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du Crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n° 2540. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre, n° 2589. — Le 15 juillet 1948, un projet de loi relatif aux droits à pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord, n° 4957. — Le 22 novembre 1950 un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426

(annexe n° 13). — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de l'orage et de la grêle qui se sont abattus dans la région de Montsauche, Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Decize, Pouilly-sur-Loire, etc., et dans la plupart des cantons du département de la Nièvre, n° 10141. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du Code civil, n° 11007. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi ratifiant le décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du Service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, n° 11021. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget du Togo (exercice 1947) et du budget annexe du chemin de fer et du wharf (exercice 1947), n° 11022. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et le décret du 1<sup>er</sup> avril 1950 relatifs à la suspension temporaire des droits de douane en Afrique occidentale française, n° 11023. — Le 19 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° 11071. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi ratifiant le décret du 7 août 1950 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du Code des douanes de ce territoire, n° 11101. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre, n° 11102. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation

dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie, n° 11448. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la Commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française complétant les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, n° 11449. — Le 19 décembre 1950, un projet de loi modifiant le décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités nouvelles à Madagascar, n° 11691. — Le 19 janvier 1950, un projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police, n° 11692 (rectifié). — Le 4 janvier 1951, un projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, n° 11846. — Le 23 janvier 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5601) tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 11920. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo, n° 11930. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du Code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, n° 11931. — Le 30 janvier 1951, un projet de loi adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948 modifiant les taux des amendes pénales, n° 11992. — Le 13 février 1951, un projet de loi complétant l'article premier du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations, n° 12160. — Le 13 février 1951, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative à la répression des évasions,

et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949 modifiant les articles 237 à 241, 245 et 247 du Code pénal et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, n° 12168. — Le 13 février 1951, un projet de loi autorisant le groupement des titres des emprunts émis par les territoires relevant du Ministre de la France d'Outre-mer, n° 12171. — Le 22 février 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi du 2 août 1950 modifiant l'article 380 du Code pénal, n° 12327. — Le 22 février 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles premier et 2 de la loi du 22 avril 1925 modifiant les articles 174 et 203 du Code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette même loi, n° 12328. — Le 27 février 1951, un projet de loi instituant un fonds forestier d'outre-mer, n° 12357. — Le 28 février 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables à Saint-Pierre et Miquelon des modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 12387. — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer, n° 12582. — Le 27 avril 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables aux Etablissements français dans l'Inde certaines modifications apportées au Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 13000. — Le 27 avril 1951, un projet de loi modifiant l'article 592 du Code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 inclus du même Code, n° 13007. — Le 27 avril 1951, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les modifications apportées dans la métropole aux articles 66, 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle, n° 13008. — Le 7 mai 1951, un projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, n° 13109.

#### Interventions :

Est nommé *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

**En cette qualité :**

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions financières ; Art. 2 : *Sa demande de disjonction* [4 février 1947] (p. 156) ; — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils) ; Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 501 : *Centre national de la cinématographie* [25 mars 1947] (p. 1068). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation : de M. Montillot sur le rapatriement d'un prisonnier français de la zone d'occupation russe en Allemagne [20 mai 1947] (p. 1686) ; — de M. de Tinguy sur l'aide aux victimes de la guerre (ibid.). — Répond à une question : de M. Louis Siefridt relative aux chiffres de nos pertes de guerre [23 mai 1947] (p. 1747) ; — de M. Desjardins relative à la mise en application de la loi du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés [6 juin 1947] (p. 1972). — Est entendu sur l'organisation de la suite de la discussion du budget [18 juillet 1947] (p. 3197). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3296, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313) ; Chap. 001 : *Retraite du combattant* (p. 3315, 3316) ; Chap. 002 : *Amendement de M. Augarde tendant à réduire les crédits pour allocations provisoires d'attente* [21 juillet 1947] (p. 3317) ; Chap. 102 : *Salaires du personnel auxiliaire* (p. 3318) ; Chap. 104 : *Traitements du personnel contractuel et technique de l'administration centrale* (p. 3319) ; Chap. 110 : *Traitements du personnel des services extérieurs* (p. 3320) ; Chap. 113 : *Salaires des auxiliaires des services extérieurs* (p. 3321) ; Chap. 115 : *Traitements des cadres complémentaires des services extérieurs* (ibid.) ; Chap. 300 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 3321, 3322) ; Chap. 301 : *Matériel et dépenses de chauffage de l'administration centrale* (p. 3322) ; Chap. 303 : *Matériel des services extérieurs* (ibid.) ; Chap. 304 : *Dépenses du service d'état civil et des sépultures (Exhumations de corps de fusillés)* (p. 3323) ; Chap. 305 : *Construction et entretien de cimetières militaires en Italie* (p. 3324) ; Chap. 307 : *Frais de missions et indemnités aux médecins civils* (p. 3324) ; Chap. 310 : *Fournitures de l'Imprimerie nationale* (p. 3325) ; Chap. 311 : *Frais de correspondance et de télé-*

*phone* (p. 3325) ; Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* (p. 3326) ; Chap. 314 : *Travaux d'entretien des services extérieurs* (ibid.) ; Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* (p. 3327) ; Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* (p. 3328, 3329, 3330) ; Chap. 700 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire les crédits pour le corps des assimilés spéciaux* (p. 3331) ; Chap. 702 : *Service des transports, transferts de corps ; Ses observations concernant les dépenses résultant des hostilités* (p. 3331, 3332, 3333) ; Chap. 711 : *Transfert des corps* (p. 3334). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement : *Ses observations sur la présence d'un policier dans l'Assemblée* [29 novembre 1947] (p. 5262, 5263) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Incident au cours de la discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5331, 5332) ; — des interpellations sur le renvoi de la Mission française de rapatriement en U.R.S.S. [12 décembre 1947] (p. 5708, 5709, 5710, 5711, 5712) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale (Décret créant la carte d'ancien combattant 1939-1945)* [5 février 1948] (p. 427) ; *Ses observations sur l'amélioration de la situation des pensionnés* (p. 431, 432, 433, 434, 435, 436) ; Art. 6 : *Crédits pour les victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 513, 514, 516, 517) ; *Amendement de M. Aubry tendant à réduire les crédits pour les victimes de guerre* (p. 518) ; Art. 7 : *Amendements de M. Hamani-Diori tendant à étendre cette loi aux invalides d'outre-mer* (p. 521) ; Art. 8 : *Modification du Code des pensions militaires* (p. 522) ; *Amendement de M. Devemy concernant la réversion de la pension aux veuves* (p. 522) ; Art. 8 ter : *Amendement de Mme Péri tendant à augmenter le taux des pensions militaires d'invalidité* (p. 524) ; Art. 8 quater : *Non remboursement des délégations de solde par les veuves* (p. 526) ;

Art. 12 : *Amendements de MM. Touchard et Lambert tendant à supprimer l'article* (p. 528) ; Art. 14 : *Observations de M. Tourné sur l'insuffisance des crédits accordés* (p. 530) ; — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Mouton concernant les droits des autres catégories de Résistants* [4 mars 1948] (p. 1310) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rosenblatt relatif à la définition des déportés* (p. 1311) ; Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1313) ; *Amendement de M. de Raulin-Laboureur prévoyant un règlement d'administration publique* (p. 1314) ; Art. 6 : *Amendement de M. Le Coutaller relatif aux ayants droit des décédés* (p. 1315) ; Art. 12 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à créer une médaille des déportés* (p. 1317) ; Art. 13 : *Amendement de M. Mouton relatif à l'attribution de la carte du combattant aux déportés* (p. 1317) ; Art. 14 : *Voyage des parents de décédés jusqu'au lieu du décès* (p. 1318) ; Art. 15 : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif au paiement des dommages de guerre aux déportés* (p. 1318) ; Art. 17 : *Amendement de M. Roucaute concernant les modalités d'application de la loi* (p. 1319) ; *Ses observations sur l'ensemble et notamment sur l'article 16* (p. 1319, 1320) ; de ces propositions de loi (2<sup>e</sup> partie : *Déportés et internés politiques*) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Touchard tendant à assimiler déportés politiques et déportés résistants* [19 mars 1948] (p. 2005) ; Art. 3 : *Définition des catégories d'internés politiques* (p. 2006) ; *Amendement de M. Devemy tendant à préciser les conditions d'internement donnant droit au statut d'interné* (p. 2007) ; *Amendement de M. Mouton tendant à compléter l'article par un alinéa relatif aux internés condamnés en vertu de lois abrogées* (p. 2007, 2008). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de guerre [8 juin 1948] (p. 3280 et suiv.). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Information)* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet, p. 7363). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Information)* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Secrétaire d'Etat*

*à la Présidence du Conseil (Information)* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Information)* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Information)* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République ; Etat A. PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour la subvention à l'agence « France-Presse »* [14 septembre 1948] (p. 6518) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 ; Art. 3 : *Ouverture de crédits pour la radiodiffusion française (Sa réponse aux critiques sur les programmes de la radio)* [31 décembre 1948] (p. 8214, 8215) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires ; Art. 42 : *Augmentation de la taxe radio-phonique* [31 décembre 1948] (p. 8272, 8274, 8275, 8276, 8277, 8278) ; Art. 48 : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article* (p. 8279) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 7 : *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'interdiction temporaire de la publication condamnée* [27 janvier 1949] (p. 154). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique [8 février 1949] (p. 405, 406). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Observations sur le brouillage des émissions de Radio Andorre)* [7 avril 1949] (p. 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211) ; Chap. 111 : *Observations sur le manque d'objectivité de la radio* (p. 2213) ; Etat B. Chap. 500 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 23 millions 850.000 francs l'abattement sur la subvention à « France Presse »* [8 avril 1949] (p. 2227) ; Chap. 501 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer l'abattement sur la subvention à la Maison des journalistes*

(p. 2227, 2228). — Répond à une question : de M. Grenier relative aux suppressions exigées dans le film Clochemerle et aux motifs de la modification de la composition de la Commission de censure [10 juin 1949] (p. 3289) ; — de M. Grenier relative à la suppression de l'émission radiophonique « Chants et chœurs soviétiques » [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4025) ; — de M. Desjardins relative à l'importation de farine pour combler le déficit de blé [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4025, 4026). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française ; *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4772, 4796, 4797, 47798, 4799, 4800, 4801) ; Art. 2 : *Etablissement d'une redevance sur les postes de télévision* (p. 4803, 4804) ; *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'article* (p. 4805) ; *Amendement de M. Desson tendant à augmenter la taxe radiophonique* (p. 4806) ; *Amendement de M. Gosset tendant à faire payer semestriellement la taxe radiophonique* (p. 4807) ; *Amendement de M. Auguet tendant à détaxer les vieux économiquement faibles* (p. 4808) ; Art. 4 : *Amendement de M. Pierrard relatif au remboursement des services rendus par la Radiodiffusion française aux divers Ministères* [21 juillet 1949] (p. 4924) ; *Amendement de M. Genest tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs et les économiquement faibles* (p. 4925) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* (p. 4927, 4928, 4929, 4930, 4931, 4932, 4933, 4934) ; *Amendement de M. Barel tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les crédits de ce chapitre* (p. 4936) ; Chap. 103 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux services techniques* (p. 4937) ; Chap. 107 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques* (p. 4938, 4939) ; Chap. 108 : *Amendement de M. Desson tendant à ouvrir un crédit 49.350.000 francs pour les cachets des émissions artistiques* (p. 4949) ; *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4939) ; *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ses observations sur le Prix Italia)* (p. 4940) ; Chap. 111 : *Amendement de M. Desson tendant à augmenter de*

*7.500.000 francs les crédits pour les émissions d'information* (p. 4941) ; Chap. 115 : *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la radiodiffusion de Tunisie* (p. 4941) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5578) ; Art. 2 : *Amendement de M. Auguet tendant à augmenter la réduction de redevance en faveur des économiquement faibles* (p. 5579). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Information) [13 octobre 1949] (p. 5764).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (*Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du texte gouvernemental*) [24 décembre 1949] (p. 7231, 7232) ; — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes ; Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la loi des maxima* [23 mars 1950] (p. 2296) ; *Demande de suspension du débat présentée par M. Ramarony* (p. 2298) ; — des conclusions d'un rapport d'enquête sur les faits relatés par M. le Président du Conseil : *Motion de M. Delcos constatant que les Ministres ont agi dans l'intérêt national* [5 mai 1950] (p. 3310, 3311, 3313) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; **RADIODIFFUSION**, Chap. 1000 : *Ses observations sur Radio Monte-Carlo* [2 juin 1950] (p. 4203, 4204, 4208) ; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Chap. 5160 : *Demande de rétablissement des crédits pour le transport des journaux invendus, présentée par le Gouvernement* [7 juin 1950] (p. 4441, 4442) ; **MARINE MARCHANDE**, en qualité de Rapporteur [8 juin 1950] (p. 4507, 4508) ; Chap. 1140 : *Supplément familial de traitement* (p. 4528) ; Chap. 3020 : *Amendement de M. Mazier tendant à rétablir les crédits pour frais de mission et de déplacement* (p. 4529) ; Chap. 3040 : *Demande de rétablissement des crédits pour la protection et la surveillance des pêches, présentée par le Gouvernement* (p. 4532) ; Chap. 3120 : *Demande de rétablissement des crédits pour achat de matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 4533) ; Chap. 4060 : *Demande de réserver le chapitre relatif à l'établissement national des invalides de la marine, présentée par M. Mazier* (p. 4534) ; Chap. 4070 : *Amendement de M. Gouge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'en-*

*seignement maritime* (p. 4535); Chap. 6050 : *Demande de rétablissement des crédits pour différence d'inventaires des navires réquisitionnés par les Alliés, présentée par le Gouvernement* (p. 4558). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5333, 5334); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Sa motion investissant M. Pleven comme Président du Conseil*) [11 juillet 1950] (p. 5381). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1240 : *Indemnité de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5824, 5825); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5834); Article additionnel : *Amendement de M. Sissoko tendant à spécifier que cette loi n'est applicable qu'à la Côte française des Somalis* [24 juillet 1950] (p. 5856, 5857); Art. 5 : *Amendement de M. Duveau tendant à supprimer la représentation du bataillon de tirailleurs sénégalais* [26 juillet 1950] (p. 6032); *Amendement de M. Senghor tendant à prévoir 10 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* (p. 6036). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à la libération des échanges dans les territoires d'outre-mer [14 novembre 1950] (p. 7690, 7691). — Répond à une question de M. Dumas relative aux actes de discrimination raciale dans les territoires d'outre-mer [23 décembre 1950] (p. 9499). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (3<sup>e</sup> cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (statut des administrateurs des territoires d'outre-mer, rébellion de Madagascar, procès des pères blancs*

*de Dakar)* [4 avril 1951] (p. 2680, 2681, 2682, 2683, 2685); Chap. 1260 : *Personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (dépolitisation des gouverneurs)* (p. 2697, 2698, 2699); *Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Commission d'enquête sur les événements de la Côte d'Ivoire)* (p. 2700); Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés pour les magistrats des territoires d'outre-mer (massacres de Madagascar)* (p. 2703, 2705, 2707); Chap. 3100 : *Dépenses de fonctionnement de la section de presse (hebdomadaire « Climats »)* (p. 2709); Chap. 5020 : *Subvention au budget de Saint-Pierre et Miquelon* [5 avril 1951] (p. 5727, 5728); Chap. 6010 : *Caisse des retraites de la France d'outre-mer* (p. 2729); Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le Ministre* (p. 2730, 2731); Chap. 1270 : *Amendement de M. Castellani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (procès des pères blancs de Dakar)* (p. 2744, 2747); Chap. 1000 : *Procès des pères blancs de Dakar* [26 avril 1951] (p. 4013); Chap. 1270 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (incidents de Tieme en Côte d'Ivoire)* [26 avril 1951] (p. 4015); Chap. 6010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la caisse des retraites de la France d'outre-mer* (p. 4016, 4017); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Catégories d'électeurs inscrites sur les listes électorales* [24 avril 1951] (p. 3862); Art. 4 : *Création de commissions chargées de la révision des listes électorales* (p. 3889); *Rappel au règlement de M. Malbrant (continuation du débat)* (p. 3895); Art. 18 : *Délai octroyé pour la révision des listes électorales* (p. 3898); TABLEAUX ANNEXES : *Amendement de M. Caillaudet tendant à rétablir le double collège au Cameroun* (p. 3902); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant les catégories d'indigènes à inscrire sur les listes électorales* [22 mai 1951] (p. 5734); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants* (p. 5735, 5736); *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'alinéa déclarant nulle toute inscription intervenue depuis*

la clôture de la session d'inscription (p. 5737); Art. 11 : Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale interdisant la candidature des membres des cabinets ministériels (p. 5739) — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Réforme électorale dans les territoires d'outre-mer) [11 mai 1951] (p. 5086, 5087).

**MOCH (M. Jules)**, Député de l'Hérault.

*Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Reconstruction*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre des Travaux publics et Transports*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

*Ministre des Affaires économiques, Travaux publics, Transports, Reconstruction et Urbanisme.*

(Cabinet RAMADIER)

du 23 octobre 1947 au 24 novembre 1947.

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet SCHUMAN)

Du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Vice-Président du Conseil,  
Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre de la Défense nationale*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38).

### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, un projet de loi modifiant l'article 5 de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer pour l'ensemble des voies ferrées, des quais des ports maritimes et de navigation intérieure, n° 211. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 251. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France, n°295. — Le 21 février 1947, un projet de loi portant organisation de la marine marchande, n° 673. — Le 25 février 1947, un projet de loi relatif au transfert des licences des buffets et buvettes des gares dans l'enceinte du domaine public des chemins de fer, n° 703. — Le 4 mars 1947, un projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relatif à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, n° 813. — Le 4 mars 1947, un projet de loi tendant à approuver la Convention intervenue le 17 avril 1946 entre le Ministre des Travaux publics et des transports et la Compagnie des chemins de fer départementaux, en vue de la cessation de l'affermage du réseau de la Corse par la Compagnie de chemins de fer départementaux, n° 816. — Le 18 mars 1947, un projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi du 22 juillet 1922 relative au régime des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des voies ferrées d'intérêt local et des tramways, et modification de l'article premier de la loi n° 46-2239 du 16 octobre 1946, n° 961. — Le 18 mars 1947, un projet de loi portant



extension en faveur des bénéficiaires de la loi du 22 juillet 1922 des dispositions de la loi n° 46-1718 du 3 août 1946, n° 962. — Le 29 avril 1947, un projet de loi relatif à la conservation du souvenir du débarquement allié en Normandie, n° 1174. — Le 16 mai 1947, un projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipements par suite d'événements de mer, n° 1315. — Le 29 mai 1947, un projet de loi tendant à approuver un 4<sup>e</sup> avenant à la Convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à La Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse, n° 1473. — Le 3 juin 1947, un projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau, n° 1553. — Le 17 juin 1947, un projet de loi tendant au rétablissement et à la réglementation du Conseil supérieur des transports, n° 1716. — Le 8 juillet 1947, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer, n° 1941. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 2225. — Le 6 août 1947, un projet de loi simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports, n° 2268. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraite des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, n° 2355. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, n° 2590. — Le 22 octobre 1947, un projet de loi relatif aux comités régionaux de tourisme et aux associations subventionnées au titre du tourisme, n° 2592. — Le 28 octobre 1947, une lettre rectificative au projet de loi portant organisation de la marine marchande, n° 2598. — Le 13 novembre 1947, un projet de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversées des estuaires de l'Atlantique, n° 2629. — Le 27 no-

vembre 1947, un projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité, n° 2715. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1926 autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour dépôt de corps à l'institut médico-légal et fixant le taux de cette taxe, n° 2893. — Le 24 décembre 1947, un projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 10 septembre 1926, n° 2987. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne, n° 3102. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits pour la session, en 1948, de la Conférence des Indes occidentales à la Guadeloupe, n° 3169. — Le 25 février 1948, un projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg, n° 3547. — Le 25 février 1948, un projet de loi rendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 3548. — Le 4 mars 1948, un projet de loi portant suppression, transformation d'emplois et réorganisation de services au Ministère de l'Intérieur, n° 3654. — Le 17 mars 1948, un projet de loi relatif à la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les inondations dans l'Est de la France aux mois de décembre 1947 et janvier 1948, n° 3836. — Le 20 avril 1948, un projet de loi sur l'organisation du territoire de Lihre rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, n° 3917. — Le 20 avril 1948, un projet de loi tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, n° 3918. — Le 13 mai 1948, un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiée par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947, n° 4194. — Le 13 mai 1948, un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, déjà modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947, n° 4195. — Le 18 juin 1948, un projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République, n° 4491. — Le 4 août 1948, un projet de loi relatif aux élections cantonales, n° 5156. —

Le 23 août 1948, un projet de loi relatif au statut des personnels de police, n° 5353. — Le 31 août 1948, un projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, n° 5420. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 18 mars 1918 réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, n° 5563. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi portant modification des statuts de la Banque d'Algérie et approbation d'une convention passée entre le Gouvernement général de l'Algérie et la Banque de l'Algérie, n° 5595. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Réunion (exercice 1946), n° 6136. — Le 3 février 1949, un projet de loi mettant en vigueur, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions législatives sur la police des bâtiments menaçant ruine, n° 6274. — Le 3 février 1949, un projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 6289. — Le 10 février 1949, un projet de loi reportant la date des élections aux conseils généraux dans les départements d'outre-mer, n° 6365. — Le 10 février 1949, un projet de loi portant statut du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 6366. — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant organisation des services de police dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 7057. — Le 12 avril 1949, un projet de loi tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la date de clôture de l'exercice 1948, la date limite de vote pour l'exercice 1948 des impositions directes par les assemblées locales, ainsi que la date limite de clôture de la session budgétaire des conseils généraux pour l'exercice 1949, n° 7073. — Le 24 mai 1949, un projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la loi du 10 août 1871 relatives aux circonscriptions électorales, aux conditions et au mode d'élection des conseillers généraux et portant sectionnement des quatre départements en cantons, n° 7258. — Le 16 juin 1949, un projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie, n° 7464. —

Le 24 juin 1949, un projet de loi autorisant la cession amiable à la ville de Strasbourg des terrains dépendant de l'enceinte fortifiée de la place, n° 7611. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif à la répression des débarquements irréguliers et clandestins d'étrangers, n° 8179. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi autorisant la passation d'un bail pour une durée de trente ans par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location à cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest affectée au Ministère de l'Intérieur, n° 8197. — Le 24 novembre 1949, un projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8459. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension aux personnels du service actif des égouts, n° 8542. — Le 22 décembre 1949, un projet de loi portant attribution d'un édifice culturel au Directoire d'Alsace et de Lorraine de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg, n° 8815. — Le 21 décembre 1949, un projet de loi portant abrogation des articles premier et 2 de l'acte dit « loi du 27 août 1940 », n° 8816. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, n° 8882. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des citoyens français de l'Algérie et des territoires d'outre-mer, en dehors de leur département ou territoire d'origine, n° 8978. — Le 20 janvier 1950, un projet de loi portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 9024. — Le 3 février 1950, un projet de loi relatif au régime électoral des Chambres de Commerce d'Algérie, n° 9156. — Le 24 juin 1950, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs victimes de sinistres graves dus à des calamités agricoles, n° 10452. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 10947. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement de la place de

Mascara (Algérie), n° 11010. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône (Algérie), n° 11011. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Drael-Mizan (Algérie), n° 11012. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la Place d'Arzew (Algérie), n° 11013. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement du Fort Cavaignac à Bou Saada (Algérie), n° 11014. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud-Algérien), n° 11015. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place d'Aumale (Algérie), n° 11016. — Le 7 décembre 1950, un projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine, n° 11536. — Le 4 janvier 1951, un projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements, n° 11845. — Le 30 janvier 1951, un projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° 11994. — Le 13 février 1951, en projet de loi relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Sétif (Algérie), n° 12172. — Le 13 février 1951, un projet de loi portant déclassement du fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe, n° 12173. — Le 20 février 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 12265. — Le 22 février 1951, un projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou (Algérie), n° 12325. — Le 22 février 1951, un projet de loi modifiant la loi n° 50-248 du 1<sup>er</sup> mars 1950 portant suppression de la Cour de justice de l'Indochine, n° 12326. — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-292 du 3 mars 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951

fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 12576. — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant modification de la loi n° 49-1060 du 2 août 1949 relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-lines », n° 12593. — Le 27 avril 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-417 du 13 avril 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 13004. — Le 27 avril 1951, un projet de loi relatif au déclassement de la place de Collo (Algérie), n° 13005.

### Interventions :

Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Reconstruction* (Cabinet Léon Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10.691).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947; RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils); Art. 5 : *Mise en application de la loi sur les dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 310); *Articles additionnels de M. Louis Marin tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* (p. 316); Art. 7 : *Amendement de M. Guillon tendant à substituer les Commissions locales aux Commissions cantonales de dommages de guerre* (p. 318). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Reconstruction* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Participe à la discussion de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 423, 425, 427 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. André Monteil, relative aux entreprises artisanales de pêche maritime [25 février 1947] (p. 458); — au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Art. 32 : *Dépenses à engager au cours de l'année 1947 par l'administration des Chemins de fer de la Méditerranée au Niger* [6 mars 1947] (p. 684, 685); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Ports, coordination de la route et du rail, canaux et aéroports, tourisme, marine marchande, achats à l'étranger, travaux de l'Isère et du Drac, tarifs de la S. N. C. F.* [7 mars 1947] (p. 744, 745, 746); Chap. 907 : *Amendements de M. M. Garavel, Billat et Terpend, tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des vallées de l'Isère, du Drac et de la Romanche* (p. 747); Chap. 917 : *Amendement de M. Abelin tendant à réduire les crédits pour les travaux et installations de l'aéronautique* (p. 748). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 3 *ter* : *Suspension des acquisitions d'immeubles et de passation de baux au profit des administrations publiques* [25 mars 1947] (p. 1083, 1084); Art. 7 *bis* : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* (p. 1086, 1087, 1088, 1089). — Répond à une question : de M. Midol sur les plans de l'aéroport d'Orly [16 mai 1947] (p. 1630); — de M. Alain Signor sur la construction des bateaux de bois et leur attribution aux patrons-pêcheurs [16 mai 1947] (p. 1631); — de M. Marcel Servin relative à la mise en service des autorails ou trains de voyageurs entre Vesoul et Dijon par Gray [23 mai 1947] (p. 1744). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, exercice 1947, services civils); Art. 119 : *Services géographiques en Algérie, en Tunisie, au Maroc* [29 mai 1947] (p. 1800); Art. 15 : *Amendement de M. Albert Gazier tendant à excepter de l'intégration dans le corps des ponts et chaussées les cantonniers*

*du département de la Seine* [30 mai 1947] (p. 1845, 1846); Art. 25 : *Suppression du corps du génie de l'air* (p. 1847); Dépenses civiles, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Réduction des crédits, dévalorisation de la fonction technique par rapport à la fonction administrative, subvention exceptionnelle à la S. N. C. F., coordination des moyens de transport* [19 juin 1947] (p. 2244, 2242); Chap. 106 : *Avancement des ingénieurs des ponts et chaussées* (p. 2242); Chap. 107 : *Indemnité compensatrice aux ingénieurs et ingénieurs-adjoints qui sortent du cadre des adjoints techniques par la voie du concours* (p. 2243); Chap. 157 : *Institut géographique national (Personnel titulaire)* (p. 2244); Chap. 161 : *Institut national : Salaire du personnel ouvrier* (p. 2244, 2245); Chap. 301 : *Chauffage et éclairage de l'administration centrale* (p. 2245); Chap. 304 : *Indemnités pour service de nuit, indemnités de tenue des officiers de port* (p. 2245); Chap. 308 : *Chauffage des services des ponts et chaussées* (p. 2246); Chap. 328 : *Commissariat général au tourisme* (p. 2246); Chap. 346 : *Entretien des chemins vicinaux de montagne* (p. 2247); Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 2248); Chap. 505 : *Fonctionnement des organismes de tourisme* (p. 2249, 2250); *Transformation d'hôtels en appartements* (p. 2252); *Salaires dans l'hôtellerie et subventions à « Tourisme et travail »* (p. 2253); Chap. 507 : *Subvention à Port-Vendres, situation de Sète* (p. 2253, 2254); *Ports autonomes de Bordeaux et du Havre* (p. 2254); Chap. 700 : *Agents départementaux du service des transports* (p. 2255, 2256); *Double secteur de l'essence* (p. 2257); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et en Grande-Bretagne* [3 juillet 1947] (p. 2682); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703); *Réduction de crédits* (p. 2704, 2705); *Lignes aériennes* (p. 2706, 2707); *Crédits pour aérodromes* (p. 2707, 2708); Chap. 101 : *Fonctionnaires détachés* [4 juillet 1947] (p. 2716); Chap. 103 : *Assistants sociales et infirmières* (p. 2716); Chap. 137 : *Aérodrome de Nice* (p. 2718); Chap. 138 : *Réduction des crédits pour le personnel contractuel* (p. 2718, 2719); Chap. 150 : *Soldes et indemnités des gendarmes de l'air* (p. 2720); *Amendement de M. Bouret tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (ibid.)*; Chap.

318: *Frais de déplacement et de mission* (p. 2721, 2722, 2723); Chap. 334: *Ecoles d'aviation civile* (p. 2723, 2724); Chap. 340: *Frais de correspondance* (p. 2724); Chap. 341: *Acquisitions d'automobiles* (ibid.); Chap. 342: *Entretien d'automobiles* (p. 2725); Chap. 343: *Missions à l'étranger* (p. 2725, 2726); Chap. 500: *Subventions diverses* (p. 2726); Chap. 519: *Exploitation des lignes aériennes* (p. 2727, 2728); Chap. 519-2: *Exploitation de la ligne France-Antilles* (p. 2729); Chap. 613: *Suppression de lignes postales* (ibid.); **SECRETARIAT D'ETAT A LA MARINE MARCHANDE**: *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3184, 3185, 3187, 3190, 3191, 3192); Chap. 125: *Services de l'inscription maritime* (p. 3192); Chap. 126: *Inspection et police de la navigation et de la pêche* (p. 3193); Chap. 151: *Enseignement maritime* (p. 3193); Chap. 317: *Organisation du pilotage* (p. 3194, 3195); Chap. 333: *Enseignement et apprentissage maritimes* (p. 3205, 3206); Chap. 339: *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour paiement à l'Imprimerie nationale* (p. 3207); Chap. 342: *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 3208); Chap. 401: *Œuvres sociales en faveur du personnel* (ibid.); Chap. 403: *Subventions à l'Etablissement des invalides de la Marine* (p. 3209); Chap. 405: *Bourses et prêts pour enseignement maritime* (p. 3209); Chap. 406: *Œuvres sociales pour les gens de mer* (p. 3211); Chap. 518: *Subvention à l'Office scientifique des pêches maritimes* (p. 3215, 3216); Chap. 608: *Services de paquebots entre l'Afrique du Nord et la France* (p. 3216, 3217); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; **Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Chap. 107: *Sa demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour les ingénieurs des travaux publics de l'Etat* [7 août 1947] (p. 4052, 4053); Chap. 700: *Organisation et contrôle des transports routiers* (p. 4053, 4054); **MARINE MARCHANDE**, Chap. 333: *Enseignement et apprentissage maritimes* (p. 4054). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel: *Amendement de MM. Guyon et Grésa tendant à annuler la loi du 5 octobre 1941* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3873). — Répond à une question: de M. Coudray relative au trafic dans les petits ports [30 mai 1947] (p. 1851);

— de M. Georges Morand relative à la ligne de chemins de fer Angers — Segré (p. 1852); — de M. Charles Benoist sur les réductions de tarifs accordées par la S. N. C. F. aux sociétés sportives (ibid.). — Est entendu au cours du débat sur une communication de M. Ramadier, *Président du Conseil*, relative à la grève des cheminots [10 juin 1947] (p. 2013, 2014, 2015, 2016). — Répond à une question: de M. Charles Benoist relative au rétablissement de certains trains entre Boissy-Saint-Léger et Brie-Comte-Robert [13 juin 1947] (p. 2106); — de M. Arthur Giovoni relative au rétablissement de la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse (p. 2106, 2107); — de M. Laurens relative à la reconstruction de la voie ferrée Bort—Eygurande [4 juillet 1947] (p. 2743); — de M. Demusois concernant l'attribution d'une carte de priorité dans les trains aux vieillards [8 août 1947] (p. 4116); — de M. Mora concernant les travaux à effectuer dans le port de Saint-Jean-de-Luz [8 août 1947] (p. 4116). — Participe à la discussion du projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports: *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4392). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics et Transports* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre des Affaires économiques, des Travaux publics et Transports, de la Reconstruction et Urbanisme* (1) [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement: *Vente des chemins de fer aux U. S. A.* [28 octobre 1947] (p. 4919); *Question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4971). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre: *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5029, 5031). — Prend part à la discussion des interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5061, 5068). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République: *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lussy* [21 novembre 1947]

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

(p. 5116). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5159); — du projet de loi tendant à la défense de la République : *Ses explications avant le vote sur la question préalable (Divers sabotages)* [29 novembre 1947] (p. 5255, 5256, 5257, 5258); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5280); *Sa motion préjudicielle tendant à rejeter en bloc tous les amendements* (p. 5283, 5284); Art. 2 : *Attaque contre le siège du parti communiste à Saint-Brieuc* (p. 5295); Art. 3 : *Evacuation des gares et des dépôts* (p. 5297). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : *Situation des conflits ouvriers* [3 décembre 1947] (p. 5464, 5465, 5466, 5467, 5468). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Michel sur les événements sanglants de Valence du 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] (p. 5516, 5517, 5518, 5519). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 5 décembre 1947 : *Envoi de gendarmes à Valence* [9 décembre 1947] (p. 5564); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Montel sur l'attitude du Gouvernement français devant l'expulsion par l'U. R. S. S. de la mission de rapatriement [9 décembre 1947] (p. 5565). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité : *Discussion générale* [9 décembre 1947] (p. 5572, 5573, 5574); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Malleret-Joinville tendant à définir exactement les effectifs des 64 compagnies* (p. 5578); Art. 2 : *Amendement de M. Demusois tendant à modifier les conditions de radiation des cadres* (p. 5580); Art. 3 : *Amendement de M. Palewski tendant à ne faire recruter parmi les licenciés par priorité que jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1948* (p. 5583); *Amendement de M. Mont tendant à tenir compte dans le recrutement de la valeur professionnelle* (p. 5584); Art. 4 : *Nombre des effectifs nouveaux des compagnies* (p. 5584, 5585); Art. 6 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au droit de grève* (p. 5585, 5586, 5587); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les

départements et les communes; Art. 1<sup>er bis</sup> : *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5609, 5610); Art. 7 : *Amendement de M. Siefridt concernant les communes suburbaines* (p. 5613); Art. 8 : *Amendement de M. Billères tendant à instituer une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics au profit du fonds départemental de péréquation* (p. 5615); *Amendement de M. Triboulet tendant à tenir compte des sinistres dans la répartition du fonds de péréquation* (p. 5616); Art. 10 : *Demande de disjonction de l'article* (p. 5617); — de la proposition de loi de M. Smail tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne : *Discussion générale (Découpage des circonscriptions et suppression de l'essence au parti communiste)* [29 décembre 1947] (p. 6427, 6428, 6429, 6430); — du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 646, 647); Article unique : *Amendement de M. Rabier tendant à créer une nouvelle circonscription dans les territoires du sud* (p. 678); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la Conférence des Indes occidentales à la Guadeloupe : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 661); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Nouvel examen par le Gouvernement* [12 février 1948] (p. 662). — Répond à une question : de M. Demusois relative à l'aménagement de lotissements par des associations syndicales [13 février 1948] (p. 730, 731); — de M. Demusois relative à l'application de la loi du 11 octobre 1945 concernant les réquisitions de logement [13 février 1948] (p. 731). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat de politique étrangère* [13 février 1948] (p. 748). — Répond à une question : de M. Albert Petit relative aux sapeurs-pompiers du régiment de Paris [5 mars 1948] (p. 1389); — de M. Coudray relative aux mesures prises pour arrêter les incendies qui se développent et ruinent les récoltes et les stocks de marchandises [5 mars 1948] (p. 1391); — de M. Brault relative à la situation financière des petites communes rurales de l'Oise [5 mars 1948] (p. 1391, 1392). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits; Art. 3 : *Amendement de Mme Nédelec tendant à disjoindre l'article*

[18 mars 1948] (p. 1915, 1916, 1917). — Sa réponse à une pétition [30 avril 1948] (p. 2450). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : de l'interpellation de M. Césaire sur les incidents de Fort-de-France à la Martinique le 6 février 1948 [4 mai 1948] (p. 2486, 2487); — des interpellations de MM. Paget et Mézerna sur les incidents d'Algérie lors des élections du 4 avril 1948 [4 mai 1948] (p. 2490, 2491, 2492); — de l'interpellation de M. Babet sur le prix du sucre à la Réunion [4 mai 1948] (p. 2503, 2504). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole : *Demande de discussion d'urgence* [4 mai 1948] (p. 2507); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à autoriser le défilé de la Jeunesse du 16 mai [4 mai 1948] (p. 2509). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : des interpellations de Mme Sportisse et M. Serre sur la catastrophe de Kenadsa [8 juin 1948] (p. 3279); — de l'interpellation de M. Besset sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 : *Son récit de la grève des usines Bergougnan* [18 juin 1948] (p. 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3707, 3708). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4419); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale* [19 juillet 1948] (p. 4830 et suiv.); Chap. 100 : *Observations sur les secours aux victimes des calamités publiques* (p. 4839); *Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 1 million les crédits pour le personnel de l'administration centrale* (p. 4839, 4840); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire les crédits de ce chapitre de 10 millions (Événements de Perpignan)* (p. 4841); Chap. 107 : *Tribunaux administratifs d'Alsace-Lorraine* (p. 4842, 4843); Chap. 108 : *Amendement de M. Fagon tendant à rétablir les crédits prévus pour les préfets « hors cadres »* [27 juillet 1948] (p. 4915); Chap. 117 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 4.082.000 francs les crédits pour l'inspection générale* [27 juillet 1948] (p. 4916); Chap. 121 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale* (p. 4918, 4919); *Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 67.500 francs les crédits de*

*ce chapitre* (p. 4919); Chap. 125 : *Indemnités au personnel de la Sûreté nationale* (p. 4920); Chap. 128 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 1 million les crédits pour le service Z (Masques à gaz)* (p. 4920); *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 8 millions les crédits de ce chapitre* (p. 4921); Chap. 302 : *Commissions de l'administration centrale (Logement des Algériens)* (p. 4922); *Amendement de M. Pourtalet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Révision de la frontière franco-italienne)* (p. 4923); Chap. 307 : *Dépenses relatives aux élections* (p. 4923, 4924); Chap. 309 : *Difficultés de diffusion des journaux communistes* (p. 4925, 4926); Chap. 310 : *Enquêtes de la Sûreté nationale* (p. 4927, 4928); *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4929); *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 142 millions les crédits pour frais de déplacement des C. R. S.* (p. 4929, 4930); Chap. 318 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 150 millions les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4931); Chap. 319 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 4932); Chap. 324 : *Subventions pour les pistes transsahariennes* (p. 4932); Chap. 326 : *Dépenses de matériel de la Sûreté nationale* (p. 4933); *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 100 millions les dépenses pour ce chapitre* (ibid.); Chap. 327 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 52 millions les crédits pour achat de matériel automobile* (p. 4934); Chap. 501 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 1.000 francs la participation à la Commission de police criminelle internationale* (p. 4934); Chap. 502 : *Subventions à la police municipale de Paris* (p. 4935); *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 1.344 millions ces subventions* (p. 4935, 4936); Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4956, 4957, 4958, 4959, 4960); Chap. 506 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 50 millions les crédits pour les services d'incendie et secours* (p. 4961); Chap. 506-2 : *Subventions pour équipement des services d'incendie et de secours* (p. 4962); Chap. 506 6 : *Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le laboratoire du feu* (p. 4962, 4963); Chap. 509 : *Subventions aux communes du Comté de Nice pour impôts payés en Italie* (p. 4963);

Chap. 512 : *Dépenses de fonctionnement de la gendarmerie* (p. 4963, 4964); Chap. 513 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 1 million les subventions au fonds de progrès social en Algérie* (p. 4965); Chap. 601 : *Secours aux victimes des calamités publiques* (p. 4967); *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 100 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4968, 4969). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5716, 5718, 5728); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Cristofol* (p. 5729, 5732); Art. 4 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à fixer à 25 ans l'âge pour l'éligibilité* (p. 5739); Art. 6 : *Amendement de M. Péron relatif aux délégués et à leur mode d'élection* (p. 5740); Art. 7 : *Amendement de M. Marin tendant à avancer d'une semaine la date du décret fixant le jour des élections* (p. 5742); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5743, 5744, 5745); Art. 29 : *Nouvelle rédaction* [13 août 1948] (p. 5774); Art. 31 : *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir un régime spécial dans les départements d'outre-mer* (p. 5774); Art. 35 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant les réunions électorales* (p. 5780); Art. 36 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article* (p. 5781); Art. 37 : *Amendement de M. Péron tendant à accorder des circulaires gratuites à chaque candidat* (p. 5782); *Amendement de M. Péron tendant à supprimer les deux derniers alinéas de l'article* (p. 5783); *Amendement de M. Benchennouf relatif au candidat se dispensant du cautionnement* (p. 5784); Art. 51 : *Sa demande de réserver les articles relatifs à l'élection des conseillers dans les territoires d'outre-mer* (p. 5785, 5786); Art. 55 : *Amendement de M. Bichet tendant à réduire la représentation des Français des protectorats* (p. 5787); Art. 60 : *Election des conseillers représentant les Français à l'étranger* (p. 5789); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée*

[17 août 1948] (p. 5843, 5844); Art. 6 : *Amendement de M. Demusois relatif au mode d'élection dans les départements d'outre-mer* (p. 5845); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux* (p. 5846, 5847); Art. 1<sup>er</sup> : *Motion de M. Marin relative à l'ordre de la discussion* [18 août 1948] (p. 5868, 5869); *Amendement de M. Viard tendant à faire nommer 11 conseillers par l'Assemblée* (p. 5872); *Amendement de M. Pleven tendant à augmenter la représentation des Français des protectorats* (p. 5880); *Amendement de M. Bouxom tendant à augmenter de 1 à 3 la représentation des Français à l'étranger* (p. 5882); *Amendement de M. Viard tendant à faire nommer 11 conseillers seulement par l'Assemblée* (p. 5894); *Amendement de M. Desson tendant à faire nommer 13 conseillers par l'Assemblée* (p. 5896); *Continuation du débat toute la nuit* (p. 5901); *Amendement de M. Cristofol tendant à accorder des délégués supplémentaires aux villes de plus de 15.000 habitants* (p. 5902, 5903); Art. 5 : *Amendement de M. Barrachin tendant à modifier la répartition des sièges parmi les départements* (p. 5904); Art. 21 : *Amendement de M. Marin tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 5913, 5914); *Amendement analogue de M. Cristofol* (p. 5914, 5915); Art. 51 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reporter l'élection des conseillers des territoires d'outre-mer* (p. 5922, 5923); *Amendement de M. Martine relatif aux députés élus au collège unique en A. O. F.* (p. 5924); Art. 56 : *Amendements de MM. Rabier et Castellani relatifs au mode d'élection des conseillers de Tunisie* (p. 5929); Art. 57 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau relatif au mode d'élection des conseillers pour le Maroc* (p. 5930); *Sous-amendement de M. Castellani tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation des groupes* (p. 5932); Art. 60 : *Mode d'élection des conseillers représentant les Français de l'étranger* (p. 5933); Art. 21 : *Amendement de M. Cristofol tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 5935, 5936); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5936); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malbrant tendant à rendre deux sièges à l'Indochine* [20 septembre 1948] (p. 6736); Art. 3 : *Date de réunion du conseil nouvellement élu* (p. 6738, 6739); Art. 8 bis : *Cas où un député ou conseiller général serait*



délégué de droit (p. 6740, 6741); Art. 51 : Amendement de M. Silvandre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Soudan, Sénégal et Madagascar (p. 6747); Art. 59 : Mode d'élection du conseiller pour l'Indochine (p. 6748); Explications de vote sur l'ensemble (Commentaires constitutionnels sur l'adoption à la majorité relative) (p. 6749); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : Question préalable posée par M. Barrachin [24 août 1948] (p. 6143, 6146); Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale (p. 6166, 6167); Amendement de M. Cristofol tendant à tenir compte de la densité de la population dans chaque canton (p. 6170); Art. 2 : Amendement de M. Marin tendant à fixer en mai la date des élections cantonales [25 août 1948] (p. 6186); Art. 2 bis : Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article (p. 6188, 6189); Sa demande de disjonction (p. 6190); Art. 6 : Amendement de M. Marin tendant à interdire aux indignes nationaux d'être candidats (p. 6193, 6194, 6195); Art. 7 : Amendement de M. Marin tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 6195); Art. 8 : Amendement de M. Barel relatif à l'éligibilité des fonctionnaires des finances (p. 6196); Art. 9 : Inéligibilités en application de l'article 258 du Code pénal (p. 6197); Art. 15 : Amendement de M. Marin tendant à interdire les candidatures multiples (p. 6198); Art. 21 : Démissions d'office (p. 6199); Art. 27 : Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à mettre à la charge de l'Etat les frais d'élection (p. 6212); Art. 31 : Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif au vote par correspondance des réfugiés (p. 6213); Art. 32 : Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à reprendre l'article portant ouverture de crédits (p. 6214); Art. 32 bis : Amendement de M. Rabier tendant à fixer la date des élections cantonales en Algérie (p. 6214); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Discussion générale [22 septembre 1948] (p. 6839, 6840); Art. 2 : Demande de renvoi de la discussion présentée par M. Valentino (p. 6842). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Heure de la prochaine séance) [24 août 1948] (p. 6171). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (J. O. du 5 septembre 1948, p. 8786. —

Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (J. O. du 12 septembre 1948, p. 9000).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime exceptionnelle et uniforme* [16 septembre 1948] (p. 6568); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Xavier Bouvier* [20 septembre 1948] (p. 6752, 6753); *Discussion générale (Incidents de Grenoble)* (p. 6756); *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6774, 6775); Art. 2 : *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'article* (p. 6779); *Amendement de M. Servin tendant à ne prononcer de sanctions que dans le respect des garanties disciplinaires* (p. 6781, 6782); Art. 4 : *Amendement de M. Bellanger tendant à n'accorder aucune indemnité aux policiers en mission contre des grévistes* (p. 6783). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le statut de la police et interpellations sur les incidents de Grenoble*) [20 septembre 1948] (p. 6758). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Grenoble [21 septembre 1948] (p. 6794, 6798, 6799, 6800, 6801, 6802, 6805, 6806, 6807); *Sa demande de priorité pour l'ordre du jour de confiance de M. Lussy* (p. 6810); — d'une proposition de loi tendant à abroger le décret Régnier du 30 mars 1935 : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6811, 6812). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la prochaine séance*) [23 septembre 1948] (p. 6868). — Prend part à la discussion : des interpellations sur ses révélations au sujet des grèves des houillères (*Ses observations sur ses principes de Gouvernement, le déroulement de la grève et ses cinq phases principales, les stocks d'armes des grévistes, les brutalités commises par ceux-ci et les arrestations effectuées, les contre-vérités publiées dans la presse communiste, les consignes du parti communiste, la politique de l'U. R. S. S. et les versements de solidarité des pays satellites de l'U. R. S. S.*) [16 novembre 1948] (p. 6996 et suiv.); — des interpellations sur ses révélations et les grèves des mineurs (*Sa réponse à M. Gabriel Roucaute au sujet de l'activité des C. R. S.*) [17 novembre

1948] (p. 7055, 7056); *Ses observations sur la dissolution éventuelle du parti communiste* [18 novembre 1948] (p. 7098 et suiv.); *Sa réponse à M. Duclos au sujet du document Jdanov, la mort du mineur Jamsek, du récit des incidents de Firminy-Alès et Montceau-les-Mines, des ressources du parti communiste et de ses dépenses réelles* [19 novembre 1948] (p. 7135, et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre 1948 [25 novembre 1948] (p. 7225). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : *Situation des républicains espagnols et du général Fernandez* [31 décembre 1948] (p. 8222); *Procès Pucheu* (p. 8223, 8224). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'établissement des budgets des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 189, 190, 191, 193). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 648, 650, 651); *Renvoi à la Commission* (p. 652); — du projet de loi relatif à l'organisation départementale (*Demande de M. Cartier de renvoi à la Commission*) [17 février 1949] (p. 653); — d'une proposition de loi relative au statut général des agents communaux : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 655); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6006); *Organisation du débat* (p. 6007); *Discussion générale* (p. 6010, 6011); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Defferre tendant à inclure les sapeurs-pompiers* (p. 6012); *Amendement de M. Viollette tendant à tenir compte de l'importance des communes* [10 novembre 1949] (p. 6031); Art. 2 : *Amendement de M. Defferre tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux actions intentées par les syndicats* (p. 6033); *Amendement de M. E. Hughes tendant à insérer six articles nouveaux relatifs à la réglementation du droit de grève* (p. 6035, 6036, 6037); Art. 9 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer le deuxième alinéa faisant couvrir, par la collectivité locale dont il dépend, l'agent condamné pour des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions* (p. 6040); Art. 11 : *Amendement de M. Viollette tendant à substituer « prend un emploi » à « est muté »* (p. 6041); Art. 12 :

*Ses observations sur l'interprétation de l'article* (p. 6041, 6042); Art. 20 : *Nouvelle rédaction de l'article relatif aux règles de recrutement* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6499); *Amendement de M. Truffaut relatif aux conditions de recrutement* (p. 6499, 6500); *Modalités d'application des règles de recrutement établies par les maires* (p. 6500); *Amendement de M. Allonneau tendant à fixer la liste des diplômes exigés et le programme des concours par analogie avec l'Etat* (p. 6501); *Amendement analogue de M. Truffaut* (p. 6501, 6502); *Amendement de M. Meck tendant à dispenser des règles ordinaires de recrutement les personnes ayant rempli auparavant des fonctions analogues* (p. 6502); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à favoriser lors des concours les personnes ayant eu des emplois inférieurs dans la même administration* (p. 6502, 6503); *Amendement de M. Meck tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif au recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale* (p. 6503); Art. 19 : *Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6504, 6505). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Retard pour une réponse à une question orale*) [17 février 1949] (p. 656). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales : *Urgence* [18 février 1949] (p. 674, 675); Art. 5 : *Amendement de M. Guiguen tendant à prévoir le vote par correspondance et par procuration* (p. 676); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 100 : *Amendement de MM. Petit et Ginestet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sa réponse aux divers interpellateurs)* (p. 2135, 2136); Chap. 106 : *Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements de l'administration préfectorale* (p. 2137, 2138); Chap. 108 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements des fonctionnaires hors-cadre de l'administration préfectorale* (p. 2139); Chap. 113 : *Traitement des fonctionnaires de préfectures (Cas de M. Bernard, sous-préfet du Nord)* (p. 2140, 2141); Chap. 118 : *Inspection générale de l'administration* (p. 2141, 2142, 2143); Chap. 122 : *Personnel de la Sûreté nationale* (p. 2143, 2144); Chap. 129 : *Personnel du service « Z » et sapeurs-pompiers*

(p. 2151); Chap. 300 : *Matériel de l'administration centrale, achat d'immeubles* (p. 2152, 2153); Chap. 309 : *Frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 2153); Chap. 310 : *Frais d'enquête de la Sûreté nationale* (p. 2154); Chap. 312 : *Dépenses de transport de la Sûreté nationale* (p. 2154); *Amendement de M. Ginetet tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement pour les dépenses de transport de la Sûreté nationale* (p. 2155); Chap. 500 : *Subventions de l'Etat à la préfecture de la Seine* (p. 2157); *Amendement de M. A. Petit tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre* (p. 2158, 2159); Chap. 508 : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux édifices culturels des collectivités locales* (p. 2159); Chap. 510 : *Subventions aux collectivités locales pour l'équipement des services de lutte contre l'incendie* (p. 2160); Chap. 515 : *Participation du Ministère de l'Intérieur aux dépenses de la gendarmerie* (p. 2160); Chap. 516 : *Amendement de M. Moktari tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les subventions aux fonds de progrès social en Algérie* (p. 2162); Chap. 601 : *Secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques* (p. 2163); — des interpellations sur l'activité du Rassemblement du peuple français et le complot de la Pentecôte : *Discussion générale (Ses observations sur le complot organisé par le colonel Detore, le complot du 20 mars 1949 à la préfecture de police, certains rapports de police au sujet de l'activité clandestine du R. P. F., l'action de M. Hubert, secrétaire général du Rassemblement populaire français en Seine-et-Oise et les complots organisés par le Parti communiste)* [14 juin 1949] (p. 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur la ratification d'un accord international sur le blé* [28 juin 1949] (p. 3881). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9059 : *Travaux de voirie, Urbanisme* [5 juillet 1949] (p. 4191); Cgap. 9089 : *Subventions aux collectivités locales pour la reconstruction* (p. 4200); Chap. 9129 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rétablir les crédits demandés pour le programme d'urbanisme à Paris et Marseille* (p. 4200); Chap. 9169 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les immeubles de la*

*Sûreté nationale* (p. 4202); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Amendement de M. Serre tendant à communiquer à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Algérie* [7 juillet 1949] (p. 4380, 4381). — Est entendu pour un hommage au Président de l'Assemblée Nationale [8 juillet 1949] (p. 4396). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation logement : *Urgence* [8 juillet 1949] (p. 4397); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4574, 4575); Art. 2 : *Amendement de M. Césaire tendant à modifier le tableau des cantons de la Martinique* (p. 4580, 4581); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer l'article relatif à la réorganisation des justices de paix* (p. 4582, 4583); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Amendement de M. Hughes tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de produits agricoles et portant à 2,70 0/0 le taux de cette taxe sur les entreprises intégrées* [23 juillet 1949] (p. 5110, 5111); *Sous-amendement de M. Pleven tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles* (p. 5115). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est désigné en qualité de *Président du Conseil* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est entendu au cours du débat sur son investiture (*Son programme de Gouvernement et ses observations sur la politique des prix et des salaires, l'équilibre budgétaire, la fraude fiscale, la décentralisation départementale, la guerre d'Indochine et la politique pacifique de la France sur le plan international*) [13 octobre 1949] (p. 5766, 5767, 5768, 5769, 5773, 5792, 5793, 5794, 5795). — Renonce à former le cabinet malgré le vote l'investissant en qualité de *Président du Conseil* [20 octobre 1949] (p. 5884). — Est nommé *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Bidault), décret du 28 octobre 1949 (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5984); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Urgence* [10 novembre 1949] (p. 6043); — d'une proposition de résolution

relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab : *Urgence* [13 décembre 1949] (p. 6772, 6773, 6774). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur les relations avec la Pologne [13 décembre 1949] (p. 6780, 6781, 6782, 6783, 6784); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur les mesures prises contre des organisations d'immigrés [13 décembre 1949] (p. 6786, 6787); — le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des interpellations sur les événements de Duchau* [13 décembre 1949] (p. 6787). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7513, 7514, 7517, 7518, 7520); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gaborit tendant à exempter les mareyeurs de la taxe locale* (p. 7530); *Amendement de M. L'Huillier tendant à remplacer la taxe additionnelle par une taxe sur les ventes au détail* (p. 7531); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants* (p. 7533); *Amendement de M. Truffaut tendant à accorder au conseil général de la Seine les mêmes facultés qu'aux conseils municipaux pour décider des majorations* (p. 7534); Art. 2 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif au cas particulier de la ville de Paris* (p. 7536); *Renvoi du débat* (p. 7536); *Amendement de M. Mouchet tendant à mettre à égalité les petites communes avec les communes de 10.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7576); *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à accorder 70 0/0 du produit de la taxe aux villes de plus de 10.000 habitants* (p. 7577); *Amendement de M. René Schmitt tendant à prévoir un régime spécial pour les villes de 25.000 à 100.000 habitants* (p. 7578); *Amendement de M. Robert Prigent relatif au fonds national de péréquation* (p. 7579); *Amendement de M. Guyon tendant à instituer un fonds commun départemental* (p. 7579); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. L'Huillier relatif aux communes suburbaines de la Seine* [31 décembre 1949] (p. 7683); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de réunir la majorité constitutionnelle)* (p. 7684, 7685); — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 226, 227, 240, 243, 245, 246, 247, 254, 255); *Ses observations*

*sur l'historique des incendies de la forêt des Landes, les mesures de lutte contre le feu, les secours accordés aux sinistrés, la question des secours distribués par le comité régional communiste* [19 janvier 1950] (p. 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 345, 347, 351, 353, 371, 372, 373, 375); *Ordre du jour de M. Chaban-Delmas demandant une enquête administrative et technique sur la catastrophe et un statut de la Commission régionale des Landes de Gascogne* [20 janvier 1950] (p. 397, 398). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Retrait de l'ordre du jour des questions orales*) [13 janvier 1950] (p. 232); *Suite de la discussion des interpellations sur les incendies des Landes* [17 janvier 1950] (p. 297). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3254); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 4050 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour le service des œuvres sociales* [31 mai 1950] (p. 4082); Chap. 5040 : *Amendement de M. Ginestet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions exceptionnelles aux collectivités locales (Epuisement du temps de parole dévolu au parti communiste)* (p. 4084); AVIATION CIVILE : *Discussion générale* [19 juin 1950] (p. 4971, 4972); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur la valeur de l'Europe)* [20 juin 1950] (p. 5059). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5323, 5324). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements pour 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5760); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap.

1002 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le traitement du Ministre et des Secrétaires d'Etat* [21 juillet 1950] (p. 5766); GUERRE, Chap 3145 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel blindé* (p. 5767); Etat B : *Matériel de transport civil (Construction de 15 Armagnac)* (p. 5772, 5773); Art 15 : *Réorganisation des télécommunications des Départements militaires* [22 juillet 1950] (p. 5790, 5791); Art. 18 : *Intégration des ingénieurs de l'Ecole Centrale dans le corps des ingénieurs militaires de l'air* (p. 5792); Art 31 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'avancement des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique* (p. 5796); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6142, 6155, 6163, 6164, 6165, 6166, 6167, 6168, 6169); Art. 4 : *Sous-amendement de M. Montel tendant à prévoir la fabrication de modèles étrangers en France, sous licence* (p. 6184); Art. 6 : *Amendement de M. Montel tendant à autoriser le Gouvernement à modifier les constructions dans le cadre du programme fixé* (p. 6185). — Répond à une question de M. Serre relative aux conséquences financières du plan de défense collective de la zone de l'Atlantique-Nord [28 juillet 1950] (p. 6151). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : *Ordre du jour de confiance présenté par M. Chevallier (Terme de « bicot » qu'il aurait employé en parlant du Sultan du Maroc)* [19 octobre 1950] (p. 7014, 7015); — des interpellations sur le rearmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur les possibilités d'une agression soviétique)* [25 octobre 1950] (p. 7180). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la prochaine séance*) [25 octobre 1950] (p. 7229). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation de la durée du service militaire : *Discussion générale (Ses observations sur l'armement français et les fabrications de modèles nouveaux de tanks, de canons et d'avions)* [26 octobre 1950] (p. 7248, 7249, 7250, 7251, 7252, 7253, 7254); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Maurellet tendant à prévoir la réduction du service militaire en cas de réduction dans les autres Etats européens* [23 novembre 1950] (p. 8082, 8083); Art 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Guesdon tendant à sup-*

*primer le dernier alinéa relatif aux prêts des militaires servant dans les territoires d'outre-mer* (p. 8083); — d'une interpellation sur le vote le concernant émis par l'Assemblée Nationale le 28 mar 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8444, 8445); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9646); *Motion préjudicielle de M. Auguet demandant le retrait du projet* (p. 9666, 9667, 9668, 9669, 9670); *Demande de renvoi présentée par M. Mendès-France* (p. 9686, 9688); *Discussion générale* (p. 9704, 9711, 9714); *Contre-projet de M. Jacques Duclos tendant à fixer à 340 milliards le budget militaire* [28 décembre 1950] (p. 9742); *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à affecter 352 milliards au réarmement* (p. 9743); *Discussion générale* [29 décembre 1950] (p. 9766); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottreau tendant à rétablir les crédits demandés pour travaux maritimes (Base de Mers-el-Kébir)* (p. 9798, 9799); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à réduire de 740 à 340 milliards les crédits ouverts pour le budget de l'armée* (p. 9801); Art. 2 bis : *Amendement de M. Abelin tendant à bloquer une partie des crédits d'engagement* (p. 9822, 9823); Art 14 : *Amendement de M. Gaillard tendant à interdire des transferts d'un chapitre d'armement à un chapitre de fonctionnement* (p. 9833); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 290); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951; Art. 4 : *Sa demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la défense nationale* [28 février 1951] (p. 1706). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 43 bis : *Comptabilisation de la valeur du matériel du plan d'aide militaire* [19 avril 1951]

(p. 3603, 3604); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5035, 5036, 5037); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5037); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur les dépenses militaires comparées à celles des U. S. A. et de l'Angleterre)* [17 mai 1951] (p. 5347); *Ses observations sur la mobilisation industrielle* (p. 5369, 5370); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1011 : *Soldes du personnel employé au Secrétariat à l'Air* [17 mai 1951] (p. 5374); Chap. 1012 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes du personnel employé à l'Administration centrale de la guerre (Inspecteur général des forces armées)* (p. 5374); Chap. 1021 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de l'air (Dactylographes)* (p. 5375); GENDARMERIE, Chap. 1030 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités (Envoi de gendarmes en Indochine)* (p. 5376); CORPS DE CONTRÔLE, Chap. 1051 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 650.000 francs les crédits pour soldes des corps de contrôle de l'air (Indemnité de frais de service)* (p. 5377); SERVICE D'ACTION SOCIALE, Chap. 1100 : *Personnel des services sociaux* (p. 5378); SERVICE DE SANTÉ, Chap. 1110 : *Demande de rétablissement des crédits pour les officiers du service de santé* (p. 5378); DÉPENSES DIVERSES, Chap. 1140 : *Indemnités pour charges militaires* (p. 5379); CABINETS DES MINISTRES, Chap. 3000 : *Presse (Interdiction de journaux dans les casernes)* (p. 5379); GENDARMERIE, Chap. 3090 : *Matériel (Achat de machines à écrire)* (p. 5380); SERVICES DIVERS, Chap. 3230 : *Services de recherches scientifiques* (p. 5380); Chap. 3240 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport de correspondances militaires* (p. 5381); SUBVENTIONS, Chap. 5000 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les installations du service des poudres* (p. 5381); DÉPENSES DIVERSES, Chap. 6040 : *Frais de réception du matériel étranger* (p. 5382); DÉPENSES RESULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7001 : *Amende-*

*ment de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres (Rappel des dégagés)* (p. 5382); *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres (Rappel des dégagés)* (p. 5383); Chap. 7012 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services de liquidation des F. F. I.* (p. 5384); Chap. 7063 : *Délégations de solde aux familles des tués, disparus et prisonniers* (p. 5383); INVESTISSEMENTS, Chap. 9021 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 77 millions les crédits pour le service des essences* [18 mai 1951] (p. 5407); GUERRE, Chap. 9131 : *Demande de rétablissement des crédits pour les munitions* (p. 5417); AIR, Chap. 3195 : *Demande de rétablissement des crédits pour les carburants* (p. 5419, 5420); Chap. 5005 : *Subventions aux constructions aéronautiques (Ecole professionnelle d'Alger)* (p. 5420); Chap. 9000 : *Amendement de M. Pirot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Base américaine de Châteauroux)* (p. 5421); Chap. 9110 : *Demande de rétablissement des crédits pour les constructions aéronautiques (Machines-outils)* (p. 5421, 5422); MARINE, Chap. 9041 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour refontes et gros travaux (Chalutiers)* (p. 5427); Etat C, SERVICE DES ESSENCES, Chap. 8911 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottureau tendant à supprimer les crédits pour reconstruction et réparation du stockage* (p. 5431); SERVICE DES POUDRES, Chap. 371 : *Demande de rétablissement des crédits pour matières et marchés (Poudrerie de Sevran-Livry)* (p. 5432); Art. 9 : *Amendement de M. Triboulet relatif aux arrêtés permettant des transferts de crédits* (p. 5443, 5444); Art. 10 : *Suppression de deux budgets annexes en 1951 relatifs aux armements* (p. 5444); Art. 17 : *Vacances du corps des commissaires ordonnateurs de l'air* (p. 5445); Art. 21 : *Recrutement des médecins du service de santé* (p. 5446); *Amendement de M. Triboulet tendant à accorder une bonification d'un an aux officiers sortant de l'Ecole navale* (p. 5446); Art. 23 : *Amendement de M. Triboulet tendant à intercaler « sur demande des intéressés »* (p. 5447); *Motion de M. Tourné tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour* (p. 5448); Article additionnel : *Amendement de M. Tri-*

boulet tendant à abroger le décret fusionnant les trois corps de la gendarmerie (p. 5450, 5451); Art. 36 : *Intégration d'officiers étrangers des puissances alliées naturalisés dans l'armée française* (p. 5451); Art. 38 : *Demande de rétablir l'article relatif à la production d'états comptables périmés avec une nouvelle rédaction* (p. 5453); Art. 40 : *Demande de rétablissement de l'article relatif aux travaux du service du génie* (p. 5454); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 21 bis : *Amendement de M. Fagon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale accordant une bonification d'une année aux officiers de la marine sortant d'une grande école d'ingénieurs* [22 mai 1951] (p. 5709, 5710); Art. 23 : *Mutations et changements d'affectation des officiers* (p. 5710); *Rappel au règlement de M. Cristofol (Vote en 2<sup>e</sup> lecture)* (p. 5711); — d'une proposition de loi relative aux conventions collectives de travail pour le personnel des caisses d'épargne, amendée par le Conseil de la République : *Urgence de ce débat* [22 mai 1951] (p. 5711). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Vote par correspondance pour les fonctionnaires et salariés en congé payé*) [22 mai 1951] (p. 5712, 5713).

**MOISAN (M. Edouard)**, *Député de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 4 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à proroger la loi n° 47-614 du 31 mars 1947 concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, **n° 1912**. — Le 10 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à proroger la loi n° 47-614 du 31 mars 1947 concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, **n° 1967**. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant abrogation de la loi du 7 juillet 1900 autorisant l'administration des postes et télégraphes à effectuer, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, **n° 2927**. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à assurer le secret de la liberté du vote lors des élections prud'homales, **n° 3770**. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible, **n° 4077**. — Le 21 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de MM. Bougrain, Edgar Faure et Lespès tendant à modifier l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 et la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 relatives aux comités d'entreprises, **n° 4644**. — Le 22 décembre 1948, une proposition de loi tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, **n° 5889**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à majorer, pour tenir compte de la dépréciation de la monnaie, les créances de salaires sanctionnées par jugement, **n° 5931**. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les abattements de zones de salaires, **n° 6373**. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922 (modifié par les

lois des 22 juin 1928 et 25 janvier 1933) en vue de majorer la valeur des jardins et champs pour l'acquisition desquels les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à consentir des prêts, **n° 6902**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les dispositions du décret n° 49-426 du 25 mars 1949 renforçant le contrôle sur les organismes de sécurité sociale, **n° 7662**. — Le 9 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gautier et plusieurs de ses collègues portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948, portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers ; 2° de M. Raymond Laurent et plusieurs de ses collègues portant prorogation et modification des articles premier, 2 et 3 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative aux jardins ouvriers ; 3° de MM. François Dumas et Satonnet, sénateurs tendant à modifier la loi du 21 mars 1948 relative à la législation sur les jardins ouvriers, **n° 7841**. — Le 30 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale portant prorogation et modification des articles premier et 2 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, **n° 8120**. — Le 6 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Joseph Dumas tendant à un retour de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives ; 2° de M. Lespès modifiant la loi n° 46-2924 du 29 décembre 1946 relative aux conventions collectives du travail ; 3° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et à la détermination d'un salaire minimum garanti, **n° 8615**. — Le

17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à supprimer la condition de résidence exigée, pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du Livre IV du Code du travail, **n° 8993**. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, **n° 9102**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, **n° 9585**. — Le 19 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale, **n° 10642**. — Le 10 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, **n° 11232**. — Le 24 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10503) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à préciser à l'égard du personnel des caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, **n° 11733**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [23 décembre 1946] (p. 325) ; — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale : *Discussion générale* [27 février 1947] (p. 505, 506) ; Art. 2 : *Son amendement concernant les groupements mutualistes comptant cinq cents assurés* (p. 506, 507) ; *Son amendement tendant à reprendre l'ancien article 3 relatif à l'administration de chaque section par un conseil élu*



(p. 508); *Ses observations sur l'ensemble* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 mars 1947 : *Régime de la sécurité sociale des fonctionnaires* [28 mars 1947] (p. 1219). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille : en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1272, 1273, 1274) ; Art. 3 : *Supplément temporaire pour charges de famille* (p. 1277) ; — de la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève ; *Urgence de la discussion* [18 juin 1947] (p. 2178, 2179) ; — d'une proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel des entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2486) ; *Discussion générale* (p. 2489, 2490, 2492). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Fixation de la date de fin de session et du débat sur le statut de l'Algérie* [12 août 1947] (p. 2498, 2499) ; — au cours du débat sur le projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Renvoi de la discussion* [13 août 1947] (p. 4382, 4383). — Participe à la discussion : du projet de loi amendé par le Conseil de la République concernant les élections municipales ; Art. 2] : *Amendement de M. Noël tendant à reprendre le texte du Conseil de la République interdisant à un candidat de se présenter dans plusieurs communes* [28 août 1947] (p. 4774, 4775) ; Art. 6 : *Amendement de M. André Noël tendant à limiter les remplacements à la suite de vacances du fait de démissions* (p. 4775, 4776) ; — du projet de loi concernant les élections au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne tenir compte pour l'attribution des sièges complémentaires que des listes ayant obtenu 5 0/0 au moins des suffrages* [28 août 1947] (p. 4781) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à limiter le nombre des remplacements par suite de démissions dans les listes* (p. 4782) ; — du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [3 décembre 1947] (p. 5479, 5480) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité ; Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à tenir compte dans le*

*recrutement de la valeur professionnelle* [9 décembre 1947] (p. 5583, 5584). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa relatif aux syndicats professionnels et associations* [19 février 1948] (p. 889) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 16 f : *Amendement de M. Duquesne tendant à étendre les primes d'emménagement et de déménagement* [23 juin 1948] (p. 3831) ; Art. 65 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 3840) ; — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à tenir compte des personnes ayant élevé trois enfants* [16 juillet 1948] (p. 4677) ; *le retire* (ibid.). — Son rapport sur les élections du territoire de Haute-Volta [24 février 1949] (p. 916) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 29 bis A : *Amendement de M. Gabelle tendant à subventionner les offices d'habitations à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1359) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Demande de M. Coulibaly de retrait de l'ordre du jour* [22 mars 1949] (p. 1673) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 1673, 1674) ; *Discussion générale* (p. 1690) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers : Art. 4 : *Son amendement relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés ayant obtenu un local de l'administration* [16 juin 1949] (p. 3390) ; *Son amendement relatif au maintien dans les lieux des locataires ayant obtenu un local de l'administration* (p. 3393) ; — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2940, 2941) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à décharger les caisses de sécurité sociale de la délivrance des cartes* (p. 2941, 2942) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le terme « économiquement faibles »* (p. 2942) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant les avantages accordés aux titulaires de la carte* (p. 2943) ; — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au licenciement du personnel* [28 juin 1949] (p. 3898, 3899) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allo-

cation temporaire aux vieux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 juillet 1949] (p. 4186). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la Sécurité sociale* [9 juillet 1949] (p. 4491). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4631, 4632, 4633) ; *Ordre du jour de M. Capitant tendant à réorganiser la Sécurité sociale* [13 juillet 1949] (p. 4713) ; — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [13 juillet 1949] (p. 4733, 4734, 4735, 4736, 4737) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Patinaud tendant à abroger le décret du 25 mars 1949* (p. 4740) ; *Amendement de M. Gazier tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées à des associations privées* (p. 4743) ; — d'une proposition de loi relative à une indemnité exceptionnelle de congés payés : *Contre l'urgence* [21 juillet 1949] (p. 4910, 4911) ; — d'une proposition de loi relative à la législation sur les jardins ouvriers, en qualité de *Rapporteur* [23 juillet 1949] (p. 5092) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5633) ; Art. 2 : *Différences de statuts entre les jardins familiaux et les jardins attenants aux maisons d'habitation* (p. 5633). — Est entendu : sur une communication à l'Assemblée du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale : *Observations sur la prime de vacances attribuée aux employés de la Sécurité sociale* [25 juillet 1949] (p. 5215, 5216) ; — pour une motion d'ordre : *Discussion de la proposition de loi relative aux conventions collectives* [8 décembre 1949] (p. 6674). — Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1949] (p. 6894, 6895, 6896, 6897, 6898, 6899, 6900, 6918) ; *Demande de renvoi à la Commission pour examen des amendements présentée par M. Beugniez* (p. 6934) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Moussu tendant à étendre la loi aux professions agricoles* [20 décembre 1949] (p. 7043, 7044, 7045) ; *Amendement de M. Joubert tendant à exclure de la loi les concierges* (p. 7047, 7048) ; *Amendement de M. Joubert tendant à ne pas soumettre à la loi les exploitations familiales agricoles n'ayant pas plus de deux ouvriers* (p. 7049) ; Art 31 du Code du travail : *Amendement de M. Emile Hugues*

*tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* [23 décembre 1949] (p. 7197, 7198) ; Art. 31 A du Code du travail : *Amendement de M. André tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure les conventions collectives* (p. 7200, 7201) ; Art. 31 D du Code du travail : *Amendement de M. Devinat tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministre à une convention collective* (p. 7203) ; *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à déposer au greffe de la justice de paix, les conventions collectives pour les professions agricoles* (p. 7203) ; Art. 31 E du Code du travail : *Amendement de M. André Hughes tendant à prévoir la possibilité pour les membres d'un syndicat de ne pas accepter la convention signée par leur représentant* (p. 7204) ; *Amendement de M. Emile Hughes tendant à mentionner « sauf stipulations contraires desdits contrats »* (p. 7204) ; *Amendement de M. Emile Hughes tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 7205) ; Art. 31 F du Code du travail : *Amendement de M. Besset relatif à la représentativité des organisations syndicales* (p. 7206) ; *Amendement de M. André tendant à laisser le soin de la convocation des commissions paritaires au Ministre du travail* (p. 7207) ; *Amendement de M. Lespes tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie des travailleurs intéressée* [31 décembre 1949] (p. 7642, 7643) ; *Amendement de M. Poimboeuf tendant à permettre aux représentants syndicaux des diverses catégories professionnelles de discuter les avenants aux conventions* (p. 7645) ; *Sous-amendement de M. Theetten tendant à supprimer l'ancienneté parmi les éléments devant déterminer la représentativité des organismes syndicaux* [3 janvier 1950] (p. 28, 29) ; *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas appliquer l'article aux professions agricoles* (p. 29) ; Art 31 G : *Amendement de M. Lespes relatif aux dispositions que doivent contenir toutes les conventions collectives* (p. 31) ; *Amendement de M. A. Hughes tendant à notifier à chaque salarié son coefficient personnel* (p. 31, 32) ; *Amendement de M. Gazier tendant à faire figurer parmi les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* (p. 32) ; *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions d'apprentissage* (p. 34, 35, 36) ;

*Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives la publication des rémunérations du travail et du capital (p. 37); Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer parmi les dispositions des conventions collectives les conditions de liaison entre la rémunération et la productivité (p. 40); Amendement de M. André Hughes tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives le régime des retraites du personnel (p. 41); Amendement de M. Bichet tendant à prévoir que les représentants des organisations syndicales devront appartenir aux professions intéressées (p. 42); Amendement de M. André tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une Commission (p. 42); Art. 31 I : Amendement de M. Poimboeuf relatif au cas où les conventions nationales n'existeraient pas (p. 44, 45); Art. 31 J : Amendement de MM. Devinat et Bichet tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention (p. 57, 58); Amendement de M. Capitant tendant à consulter employeurs et salariés par référendum au sujet de l'extension d'une convention collective (p. 63); Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé » (p. 64, 65); Amendement de M. Boutavant tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant l'exclusion du bénéfice de l'extension, les clauses ne répondant pas à l'activité de la profession considérée (p. 65); Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture de la loi (p. 66, 67); Art. 31 N : Amendement de M. Boutavant tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la non extension de certaines clauses de la convention collective par le Ministre du Travail [4 janvier 1950] (p. 82); Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé » (p. 83); Art. 31 O : Amendement de M. Devinat tendant à accorder une plus grande liberté aux employeurs et salariés pour les accords ne concernant qu'un ou quelques établissements déterminés (p. 83); Amendement de M. Devinat tendant à prévoir dans les conventions d'établissement d'autres clauses que celles mentionnées (p. 84); Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité (p. 85); Art. 31 P : Amendement de M. Hughes tendant à fixer par décret ministériel les éléments*

*de la rémunération du personnel (p. 87); Art. 31 Q : Sa demande de réserver l'article (p. 88); Art. 31 X : Amendement de M. Devinat tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives (p. 89, 90, 103, 104); Sous-amendement de M. Bouxom tendant à introduire 3 représentants de l'Union nationale des associations familiales dans la Commission supérieure des conventions collectives (p. 91); Amendement de M. Bichet tendant à permettre aux représentants des syndicats des diverses catégories de participer aux travaux de la Commission supérieure des conventions collectives (p. 104); Amendement de M. Gosset relatif à la représentation des entreprises publiques, des petites entreprises et des artisans (p. 105); Amendement de M. de Sesmaisons tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles (p. 106, 107, 108); Art. 3 : Amendement de M. Maurice Guérin tendant à inclure dans le statut des entreprises publiques la procédure des réglementations des conflits du travail (p. 110); Art. 4 : Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail (p. 111, 113); Amendement de M. Raulin-Laboureur tendant à comprendre tous les cas de conflits du travail, avant ou après grève (p. 115); Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 116); Art. 6 : Amendement de M. Devinat tendant à supprimer l'article (p. 116); Art. 7 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le texte gouvernemental concernant l'arbitrage (p. 122); Art. 12 : Amendement de M. Pierre André relatif à la composition de la Cour supérieure d'arbitrage (p. 142); Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à prévoir des créations d'emploi au Conseil d'Etat (p. 143); Art. 20 : Amendement de M. Cayol relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la marine marchande (p. 146); Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie (p. 147, 148); Art. 1<sup>er</sup> : Art. 31 P : Nouveau texte de la Commission (p. 148); Art. 31 Q : Nouveau texte de la Commission (p. 148); Art. 31 Y : Amendement de M. Patinaud tendant à faire établir le salaire minimum vital par la Commission supérieure des conventions collectives (p. 153); Sous-amendement de M. Gazier tendant à ne pas tenir compte des conditions économiques géné-*

rales (p. 154) ; Art. 3 : Amendement de M. Maurice Guérin tendant à imposer les procédures d'arbitrage aux entreprises publiques comme aux entreprises privées (p. 157) ; Art. 3 bis : Non rupture du contrat de travail par une grève (p. 158) ; Art. 1<sup>er</sup> : Art. 31 X du Code du travail : Modification de l'article en ce qui concerne le statut des entreprises publiques (p. 158, 159) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [2 février 1950] (p. 898) ; Discussion générale (p. 899, 901, 906) ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 du Code du travail) : Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la détermination des relations collectives entre travailleurs et employeurs (p. 909, 910) ; Amendement de M. Gazier tendant à prévoir des conventions collectives pour le personnel des caisses d'épargne privées (p. 910) ; Amendement de M. André tendant à prévoir un décret pour l'application de la loi aux offices publics et ministériels (p. 911) ; Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au personnel des entreprises publiques (p. 912) ; Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions du transport (p. 913, 914, 915) ; Renvoi du débat (p. 915) ; Amendement de M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions collectives aux professions agricoles (p. 925, 926) ; Art. 31 A : Amendement de M. André tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle (p. 927) ; Art. 31 E : Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'extension automatique des conventions collectives (p. 928, 929) ; Art. 31 F : Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales (p. 932, 933) ; Amendements de MM. Pierre André, Lespes, Degoutte, Bichet et Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes [3 février 1950] (p. 954, 955, 956, 957) ; Demande de vote par division de M. Joubert (p. 957, 958) ; Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant des conventions annexes pour chaque catégorie professionnelle (p. 972, 973) ; Art. 31 G : Amendement de M. Pierre

André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la liste des dispositions obligatoirement insérées dans les conventions collectives (p. 975, 976) ; Amendement de M. André tendant à supprimer les paragraphes 5 et 6 du texte de la Commission (p. 979) ; Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi de personnel à capacité réduite (p. 981) ; Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux dispositions facultatives (p. 981) ; Art. 31 H : Amendement de M. Bichet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions régionales et locales (p. 983) ; Art. 31 I : Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République fixant les clauses cantenues dans les conventions régionales et locales (p. 985) ; Art. 31 J : Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à insérer un article supplémentaire ne prévoyant que des conventions régionales pour les travailleurs agricoles (p. 986) ; Art. 31 O : Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux primes à la productivité (p. 991) ; Amendement de M. Joseph Hughes tendant à reprendre partiellement le texte du Conseil de la République relatif aux primes à la productivité (p. 992) ; Rappel au règlement de M. de Moro-Giafferri (Observations sur l'éventuelle participation des ouvriers aux bénéfices (p. 992) ; Art. 31 R : Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution de la convention par les groupements de travailleurs [8 février 1950] (p. 1067) ; Art. 31 X : Amendement de M. Devinat tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales (p. 1068) ; Art. 31 Z : Amendement de forme présenté par M. de Sesmaisons (p. 1069) ; Art. 2 bis : Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève (p. 1070, 1083, 1084) ; Art. 3 : Son amendement tendant à inclure le personnel des caisses d'épargne privées dans le champ des conventions collectives (p. 1071) ; Art. 3 bis : Amendement de M. André tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève (p. 1078, 1079) ; Art. 3 ter : Disjonction de l'article relatif à la procédure de

règlement des conflits du travail (p. 1084) ; Art. 7 : Amendement de M. Perdon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'instituant pas de Commission de conciliation spéciale pour l'agriculture (p. 1085) ; Art. 18 : Amendement de M. Gazier tendant à abroger la loi instituant un statut obligatoire pour le personnel des caisses d'épargne privées (p. 1087) ; Art. 18 bis : Amendement de M. P. Coste-Floret tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la création d'emplois au Conseil d'Etat (p. 1088) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : Discussion générale [20 janvier 1950] (p. 423, 424) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : Discussion générale [26 janvier 1950] (p. 525, 544) ; Contre-projet de M. André tendant à prévoir l'établissement de conventions collectives particulières avant le vote de la loi sur les conventions collectives (p. 546) ; Son amendement tendant à rapprocher le mois de référence de la date de paiement (p. 547) ; — du projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale et d'allocations familiales, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 : Amendement de M. Gazier tendant à créer une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 ouvriers [3 mars 1950] (p. 1679) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : Son rappel au règlement (Demande de suspension de la séance) [3 mars 1950] (p. 1736). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Son rappel au règlement) [22 juin 1950] (p. 5178). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis ; Art. 5 : Son amendement tendant à prévoir 12 conseillers dans le premier collège [27 juillet 1950] (p. 6089) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 75 ter : Son amendement tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires [2 août 1950] (p. 6483, 6484) ; — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles ; Art. 7 : Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Tanguy Prigent prévoyant la création dans un an d'une caisse départementale

d'assurance contre les calamités agricoles [4 août 1950] (p. 6648) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4070 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale supprimant la contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants [4 août 1950] (p. 6710, 6711, 6712, 6713) ; — d'une proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de la sécurité sociale, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [4 août 1950] (p. 6733) ; Art. 3 : Amendement de M. Beugniez tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la responsabilité des agents comptables des caisses (p. 6734) ; — d'une proposition de loi relative aux jardins ouvriers, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant [4 août 1950] (p. 6771) ; — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée ; Art. 4 : Son amendement tendant à ne prévoir qu'une séance spéciale par semaine pour les demandes de discussion d'urgence [17 octobre 1950] (p. 6930) ; — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif ; Art. 3 : Sa demande de suspension de séance [27 octobre 1950] (p. 7334) ; — des interpellations sur la situation en Indochine : Son rappel au règlement (débat hors du sujet) [22 novembre 1950] (p. 8052, 8053) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 17 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation additionnelle à la surtaxe progressive [13 décembre 1950] (p. 9031) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, amendée par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [30 décembre 1950] (p. 9880) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 46 : Sous-amendement de M. Duveau relatif au cas de maladie prolongée [3 février 1951] (p. 729) ; Art. 62 ; Amendement de M. Castellani relatif aux déclarations à remplir par le tâcheron (p. 739, 740) ; Art. 64 : Extension des conventions collectives du travail aux territoires d'outre-mer [10 février 1951] (p. 1026) ; Amendement de M. Castellani tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives au domaine territorial et professionnel

(p. 1028, 1029) ; Art. 65 : Amendement de M. Castellani tendant à ne tenir compte que de l'avis des deux tiers des adhérents (p. 1030) ; Art. 66 : Son amendement tendant à admettre l'adhésion de tout employeur (p. 1033) ; Art. 69 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à interdire à l'Administration de prendre connaissance des registres d'adhésion et de la comptabilité des syndicats (p. 1036, 1037) ; Suite du débat (p. 1037) ; Art. 70 : Amendement de M. Castellani tendant à ne pas payer les heures de nuit à un tarif spécial [17 février 1951] (p. 1309) ; Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir pour le travail de nuit des conditions aussi favorables que pour le travail de jour (p. 1310) ; Amendement de M. Ninine relatif à la désignation des délégués du personnel (p. 1310) ; Amendement de M. Ninine tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix (p. 1311) ; Amendement de M. Castellani tendant à accorder des pouvoirs aux chefs des territoires pour insérer des dispositions nouvelles (p. 1315) ; Art. 73 : Amendement de M. Ninine tendant à supprimer le deuxième alinéa donnant aux chefs du territoire le droit de suspendre une convention collective (p. 1317) ; Art. 79 : Amendement de M. Castellani tendant à tenir compte des usages locaux dans chaque territoire (p. 1320) ; Art. 91 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer le septième alinéa relatif aux conditions de rendement [24 février 1951] (p. 1611) ; Amendement de M. Ninine tendant à prévoir les indemnités par catégories professionnelles (p. 1612, 1613) ; Son amendement tendant à préciser que les salaires sont les salaires minima interprofessionnels garantis (p. 1618) ; Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de rendement (p. 1619, 1620) ; Amendement de M. Castellani tendant à supprimer « par catégories professionnelles » (p. 1621) ; Amendement de M. Castellani relatif au remboursement de la valeur du logement (p. 1625) ; Art. 92 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article définissant les travailleurs adultes (p. 1626) ; Art. 97 : Son amendement tendant à retenir à l'employé congédié l'indemnité de préavis (p. 1634) ; Art. 98 : Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail [17 mars 1951] (p. 2103) ; Amendement de M. Castellani ten-

dant à ne délivrer de bulletin de paye que sur demande du salarié (p. 2106) ; Amendement de Mme Lefebvre tendant à ne pas tenir compte de la mention « pour solde de tout compte » (p. 2108) ; Rappel au règlement de M. Malbrant (absence des parlementaires) (p. 2124) ; Amendement de M. Castellani tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser le quart du salaire (p. 2123) ; Art. 106 : Son amendement tendant à annuler toutes dispositions autorisant des prélèvements sur le salaire (p. 2124) ; Art. 108 : Amendement de M. Ninine tendant à rendre obligatoire un éconamat dans une entreprise employant plus de 100 salariés (p. 2129) ; Amendement de M. Duveau relatif au contrôle du fonctionnement des économats (p. 2129) ; Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le contrôle des économats par le chef de la circonscription administrative (p. 2131) ; Art. 208 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert [30 avril 1951] (p. 4373) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4375, 4376). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (rectification du scrutin sur le contre-projet de M. Barrachin) [23 février 1951] (p. 1546, 1547). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : Ses observations sur les salaires minima garantis [16 mars 1951] (p. 2064) ; RADIO-DIFFUSION, Chap. 1090 : Emissions de Rennes-Bretagne [10 avril 1951] (p. 3001) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : Son rappel au règlement (application de l'article 17 de la Constitution) [21 mars 1951] (p. 2440) ; Nouvelle rédaction de l'article (p. 2445) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4403) ; — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : Discussion générale (Ses observations sur la modification du salaire minimum garanti) [11 mai 1951] (p. 5057, 5058) ; — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies, amendé par le Conseil de la République ; Art. 16 : Amendement de

*M. Minjoz tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement* [18 mai 1951] (p. 5488).

**MOKTARI (M. Mohamed), Député d'Oran**  
(2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 116). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34).

#### Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret du 26 septembre 1939 prononçant la dissolution du parti du peuple algérien, n° 732. — Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi sur la taxe d'apprentissage du 13 juillet 1925, n° 1307. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, n° 1985. — Le 5 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 14 août 1944 portant extension de la compétence des juges de paix à compétence étendue d'Algérie, n° 4861. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4975. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonc-

tionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, n° 5191 (rectifié). — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre la sécurité sociale aux grands invalides et aux veuves de guerre qui n'exercent pas ou n'ont pas exercé une fonction salariée, n° 6984. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement des instituteurs du cadre spécial et des moniteurs en Algérie et à opérer l'intégration du cadre spécial dans le cadre normal, n° 7060. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le personnel enseignant du premier degré d'Algérie dans ses droits acquis, n° 7497. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à faire considérer comme contractée en service toute affection pulmonaire survenant trois mois, au moins, après l'admission dans les cadres du corps enseignant, n° 7819. — Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à décider l'envoi en Algérie d'une Commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi-Ali-Bounab le 28 septembre 1949, n° 8496. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission chargée : 1° d'enquêter sur la situation exacte des travailleurs nord-africains en France, leurs difficultés et leurs besoins; 2° de proposer dans un délai d'un mois, et compte tenu des doléances recueillies, des mesures sociales et financières qui feront l'objet d'un débat au Parlement et seront susceptibles d'assurer, avec le maximum d'efficacité, la défense des intérêts des travailleurs en cause, n° 8693. — Le 18 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les maisons closes en Algérie et à assainir certains quartiers par la fermeture de celles d'entre elles situées en dehors des quartiers réservés et qui seraient une gêne sérieuse pour les habitations avoisinantes, n° 8699. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour que dans un avenir très prochain le douar de

Sidi-Ali-Bounab (Algérie) soit un centre modèle du point de vue des réalisations sociales, n° 8703 (rectifié). — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'améliorer le recasement des anciens militaires nord-africains, n° 8805. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou des territoires d'outre-mer exerçant leurs attributions en France, le bénéfice de la gratuité des transports dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements, pays ou territoires, n° 8999. — Le 19 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité de traitement à tous les échelons, des juges de paix algériens avec leurs collègues métropolitains et à élargir les cadres dans les classes supérieures, n° 9000. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, n° 11938. — Le 28 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer dans les plus brefs délais les nouveaux statuts régissant le personnel des préfectures d'Algérie, n° 13018. — Le 30 avril 1951, une proposition de loi tendant à déterminer les conditions d'intégration des instituteurs du cadre spécial dans le cadre normal des instituteurs et institutrices d'Algérie, n° 13039. — Le 4 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'Assemblée algérienne un projet de décision en vue de l'application en Algérie du principe de la séparation du culte et de l'Etat, n° 13073.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3357, 3358, 3359, 3360). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas soumettre l'Algérie au régime de la loi du 5 avril 1884* [12 août 1947] (p. 4313, 4314); de ce projet de loi

amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Amendement de M. Fayet tendant à étendre les dispositions de cette loi à l'Algérie* [28 août 1947] (p. 4776). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4420); Art. 2 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à accorder le droit de vote aux femmes musulmanes* [23 août 1947] (p. 4602, 4603); *Amendement de M. Rabier tendant à soumettre à l'Assemblée algérienne l'attribution du droit de vote aux femmes musulmanes* [23 août 1947] (p. 4603); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire nommer un représentant en Algérie par le Gouvernement français* (p. 4604, 4605); *Proposition de M. d'Astier de la Vigerie de limiter le temps de parole dans la discussion des articles et des amendements* [25 août 1947] (p. 4627); Art. 7 : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau abolissant le régime des décrets en matière législative* (p. 4627); Art. 27 : *Son amendement concernant le contentieux des élections et l'indemnité annuelle aux membres de l'Assemblée algérienne* [26 août 1947] (p. 4647); *le retire* (p. 4648); Art. 29 : *Son amendement relatif à la composition et aux fonctions du bureau et des commissions de l'Assemblée algérienne* (p. 4661, 4662); Articles additionnels : *Sous-amendement de Mme Sportisse tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes* (p. 4684); *Ses amendements : tendant à établir en Algérie la séparation de l'église et de l'Etat* (p. 4685) et *concernant l'enseignement de la langue arabe et la réglementation de la presse de langue arabe* (p. 4685, 4687, 4688, 4689 4691); *Sous-amendement de M. R. Mayer tendant à organiser en Algérie l'enseignement de l'arabe* (p. 4690); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947; Etat 1, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 101 : *Son amendement relatif aux indemnités de licenciement de l'Administration centrale* [26 décembre 1947] (p. 6285, 6286); — de la proposition de loi de M. Smaïl tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6426, 6427, 6429); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6533, 6534, 6535,



6536); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 4 : *Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 500, 503); Art. 14 : *Son amendement tendant à ajouter un article appliquant la loi en Algérie* (p. 531, 532); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 532), — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget de 1948, dépenses civiles); Art. 9 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Electricité et Gaz d'Algérie* [25 février 1948] (p. 1109, 1110); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, P. T. T., Chap. 117 : *Indemnités éventuelles : Cas des postiers nord-africains* [21 juin 1948] (p. 3747); FINANCES, Chap. 071 : *Pensions militaires* [30 juillet 1948] (p. 5150); Chap. 079 : *Son amendement tendant à réduire de 200 francs les crédits pour retraites aux ouvriers des ateliers de l'Etat* (p. 5150, 5151); Chap. 169 : *Rappels aux fonctionnaires réintégrés* (p. 5175, 5176); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement en Algérie* [3 août 1948] (p. 5249, 5250, 5251); Chap. 384 : *Conservatoire national de musique (Conservatoire d'Alger)* [4 août 1948] (p. 5318, 5319); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Etat A, GUERRE, Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soldes des sous-officiers et soldats (Sort injuste des soldats musulmans)* [8 juillet 1948] (p. 4490, 4491, 4492); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire les crédits pour la solde des officiers* [16 juillet 1948] (p. 4716). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Son droit à la parole*) [16 juillet 1948] (p. 4648, 4649). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5995 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Discussion générale* [24 août 1948] (p. 6154); Art. 2 bis : *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6189). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition du Gouvernement [14 septembre 1948] (p. 6512). —

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents des mines de Benisaf en Oranie le 5 décembre 1948 [9 décembre 1948] (p. 7470). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 mars 1949] (p. 1589). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1643, 1644). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1688, 1689); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2032, 2033, 2035); Chap. 312 : *Administration académique (Fusion de l'enseignement primaire en Algérie)* (p. 2059); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 516 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention aux fonds de progrès social en Algérie* [6 avril 1949] (p. 2162); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2451, 2452, 2453, 2454); Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel (Anciens combattants musulmans)* [19 mai 1949] (p. 2680, 2681); Chap. 108 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux membres des commissions chargés de l'examen des candidatures aux emplois réservés* (p. 2683); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2783, 2784); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7052 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les militaires autochtones rapatriables* [16 juin 1949] (p. 3420, 3421); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Amendement de M. Serre tendant à communiquer à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Algérie* [7 juillet 1949] (p. 4380). — Prend part aux débats : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion tendant*

à investir *M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5903); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5940). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de presse nuisible aux intérêts des travailleurs nord-africains et l'amélioration de la situation desdits travailleurs [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6421, 6422). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les Nord-Africains* [6 décembre 1949] (p. 6650, 6651). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6689); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'Algérie* [26 décembre 1949] (p. 7281); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les investissements en Algérie* [28 décembre 1949] (p. 7489); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [20 décembre 1950] (p. 9357, 9358); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [8 février 1951] (p. 939); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préserver les droits des travailleurs nord-africains se retirant dans leur territoire d'origine* [9 février 1951] (p. 1001, 1002); *le retire* (p. 1002); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et organisations de secours des Algériens (Misère des Algériens, brutalités policières en Algérie)* [20 février 1951] (p. 1339, 1340, 1341); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Personnel enseignant en Algérie* [20 avril 1951] (p. 3654, 3655, 3656, 3657); P. T. T., Chap. 1200 : *Supplément familial de traitement (Cas d'un auxiliaire en Algérie)* [2 mai 1951] (p. 4438); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à*

*réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Liquidation des pensions des anciens combattants algériens)* [15 mai 1951] (p. 5196, 5197). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur la loi électorale*) [30 avril 1951] (p. 4392). — S'excuse de son absence [10 janvier 1950] (p. 189), [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 858), [25 avril 1950] (p. 2806), [13 mars 1951] (p. 1828), [5 avril 1951] (p. 2742), [4 mai 1951] (p. 4536). — Obtient des congés [10 janvier 1950] (p. 189), [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 858), [25 avril 1950] (p. 2806), [13 mars 1951] (p. 1828), [5 avril 1951] (p. 2742), [4 mai 1951] (p. 4536).

### **MOLLET (M. Guy), Député du Pas-de-Calais** (2<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre d'Etat*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 10 mars 1951.

*Vice-Président du Conseil  
chargé du Conseil de l'Europe*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39).

### **Interventions :**

Est nommé *Ministre d'Etat* (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [16 janvier 1947] (1).

### **En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

de l'ordre du jour de M. Lussy [30 octobre 1947] (p. 4974, 4975, 4976); — des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5172); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1<sup>er</sup>: *Grève des mineurs du Pas-de-Calais* [29 novembre 1947] (p. 5394); Art. 3: *Arrivée de tanks à Arras* [3 décembre 1947] (p. 5460). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné: *Ses observations sur le programme de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6412, 6413, 6414). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste Maurice Thorez: *Discussion générale (Ses observations sur les variations du parti communiste en matière de politique extérieure française depuis vingt ans, le régime d'oppression existant en Union soviétique)* [24 février 1949] (p. 892, 893, 894). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne: *Discussion générale (Ses observations sur le Conseil de l'Europe, l'inclusion de l'Allemagne occidentale dans les nations libres, la nécessité pour la France et l'Angleterre de diriger conjointement l'Europe, le développement de l'union européenne dans le futur, malgré les soviets)* [25 novembre 1949] (p. 6330, 6331, 6332, 6333, 6334, 6335). — Est entendu sur une communication du Gouvernement: *Ses observations sur l'attitude respective des partis socialiste et communiste* [7 février 1950] (p. 1028, 1029). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven): *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Mitterrand* [11 juillet 1950] (p. 5381). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5416). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe: *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7731, 7739, 7740, 7741). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe* [6 mars

1951] (p. 1763). — Est désigné comme *Président du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1762). — Prend part: aux débats sur sa demande d'investiture: *Sa déclaration ministérielle (Son programme de Gouvernement, la situation économique, la hausse des prix inévitable, les impôts nouveaux, les problèmes de l'Union française et la politique internationale)* [6 mars 1951] (p. 1764, 1765, 1777, 1778, 1779); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille): *Ses observations sur les prix agricoles* [9 mars 1951] (p. 1799). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**MONDON (M. Raymond), Député de la Moselle.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre: de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102). — Est élu Secrétaire de la Commission de la justice et de législation (*J. O.* du 30 janvier 1948, p. 1011), (*J. O.* du 20 janvier 1949, p. 782). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'intérieur (*J. O.* du 19 janvier 1950, p. 717), (*J. O.* du 25 janvier 1951, p. 882). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative des opérations de rapatriements tardifs (*J. O.* du 7 mars 1947, p. 2124). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947]

(p. 796). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction [15 juin 1948] (p. 3522).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation, n° 111. — Le 20 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 173. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés politiques des camps et prisons de Schirmeck, Natzweiler, Woippy, Queuleu, Einsisheim, Haguenau, les avantages prévus par l'ordonnance du 11 mai 1945 en faveur des déportés politiques, n° 557. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les secrétaires de Parquet de l'indemnité exceptionnelle accordée aux greffiers des tribunaux par la loi du 7 octobre 1946 et le décret du 22 octobre 1946, n° 1216. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'article 11 de l'ordonnance du 21 avril 1945 les vendeurs de biens et droits mobiliers et prorogeant le délai prévu par l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945, n° 1217. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 30 mai 1851 relatif aux sanctions encourues par les conducteurs de véhicules qui refusent d'obtempérer aux sommations des agents chargés de constater les contraventions, n° 1218. — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 595 du Code d'instruction criminelle, n° 1397. — Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix, n° 1544. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Delcos et plusieurs de ses collègues relative aux pouvoirs de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin, n° 1590. — Le 12 juin 1947,

un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° la proposition de loi de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la composition du jury de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945; 2° la proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 27 février 1946 sur le jury de la Haute Cour et à organiser par un décret nouveau la désignation et le tirage au sort des jurés, tant titulaires que suppléants, sur la base de la proportionnalité politique, n° 1654. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 380 du Code pénal (vol entre parents), n° 1669. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant suppression de l'inspection générale des services judiciaires, n° 1890. — Le 4 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 17 de l'ordonnance du 11 mai 1945 réglant la situation des déportés politiques, n° 1913. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'organisation des justices de paix, n° 2056. — Le 18 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour réaliser l'unification législative entre les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et les autres départements français, n° 2079. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 19 mars 1940, modifié par l'arrêté du 4 septembre 1940, relatif à la perception de la taxe forfaitaire de 8,50 0/0 sur le prix de cession amiable des biens mobiliers aliénés par l'Administration des domaines aux sinistrés et spoliés, n° 2159. — Le 8 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés politiques des camps et prisons de Schirmeck, Natzweiler, Woippy, Queuleu, Einsisheim, Haguenau, les avantages prévus par l'ordonnance du 11 mai 1945 en faveur des déportés

politiques; 2° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 9 et 17 de l'ordonnance du 11 mai 1945, réglant la situation des déportés politiques, n° 2339. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les indemnités de session accordées aux membres du jury criminel et les indemnités allouées aux témoins et aux experts appelés à déposer en matière correctionnelle ou criminelle, n° 2426. — Le 19 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiés par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute Cour de justice, n° 2449. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 9 et 17 de l'ordonnance du 11 mai 1945 réglant la situation des déportés politiques, n° 2504. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 25, alinéa premier, de la loi du 16 août 1947, portant amnistie aux personnes poursuivies en vertu de l'ordonnance du 28 août 1944, relative à la répression des crimes de guerre, n° 2708. — Le 9 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs du département de la Moselle victimes de la grêle au cours du mois de juillet 1947, n° 2810. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour réaliser l'unification législative entre les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et les autres départements français, n° 2833. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2834. — Le 27 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures de prélèvement exceptionnel en faveur de certaines catégories de

victimes de la guerre, n° 3149. — Le 3 février 1948, une proposition de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3226. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation des dommages occasionnés par les inondations qui ont ravagé les départements de l'Est du 28 décembre 1947 au 5 janvier 1948, n° 3287. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 4089. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle, n° 4207. — Le 19 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon, n° 4246. — Le 4 juin 1948, une proposition de loi relative à l'organisation de l'apprentissage, n° 4460. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel, n° 4516. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine et modifiant le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, n° 4586. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi n° 392 du 22 juillet 1943 portant modification de l'article 231 de la loi du 28 germinal an VI relative à l'organisation de la gendarmerie nationale, et à l'introduction du décret n° 1969 du 22 juillet 1943 portant modification aux articles 174 et 280 du décret du 20 mai 1903 sur le service de la gendarmerie, n° 4627. — Le 18 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la liquidation des expropriations des terrains, dans la zone de la ligne Maginot, n° 5293. — Le 18 août 1948, une proposition de loi tendant à revaloriser les indemnités d'expropriation dues aux proprié-

taires des terrains expropriés dans la zone de la ligne Maginot, n° 5294. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à admettre les femmes d'assurés sociaux au bénéfice des allocations de repos en matière d'assistance maternité, n° 5684. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux, n° 5791. — Le 21 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, n° 5870. — Le 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à relever le prix limite de 50.000 francs au-dessus duquel les immeubles appartenant aux départements, communes et établissements publics départementaux et communaux doivent obligatoirement recourir à l'adjudication avec publicité et concurrence, n° 5871. — Le 23 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — le projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946; II. — les propositions de loi : 1° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour rendre effective la garantie de l'Etat accordée à certaines catégories de spoliés par l'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation, n° 5925. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à supprimer le ministère d'avoué en cas de demandes de mutation d'immeubles sinistrés présentées au tribunal de première instance statuant en Chambre du Conseil, n° 5996. — Le 11 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'indemnité aux personnes ayant été victimes des calamités publiques qui se sont produites du 1<sup>er</sup> janvier 1948 au 15 janvier 1948 sur l'ensemble du territoire, n° 6057. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article

113 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, n° 6167. — Le 28 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Mondon tendant à relever le prix limite de 50.000 francs au-dessus duquel les immeubles appartenant aux départements, communes et établissements publics départementaux et communaux doivent obligatoirement recourir à l'adjudication avec publicité et concurrence, n° 6234. — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'organisation judiciaire en Sarre, n° 6693. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi tendant à instituer l'ordre des métreurs experts en bâtiment et réglementant le titre de la profession de métreur expert en bâtiment, n° 6694. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6723. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 6961. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions du décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946, accordant une « indemnité de difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, n° 7035. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, n° 7289. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant annulation de l'acte dit loi du 8 août 1944, n° 7290. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi mettant en vigueur, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions législatives sur la police des bâtiments menaçant ruine, n° 7483.

— Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 100 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, **n° 7536**. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de Mme Schell et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 attribuant une indemnité de difficulté administrative à certains fonctionnaires ; 2° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions du décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946, accordant une « indemnité de difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 7569**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 7670**. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, **n° 7917**. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, **n° 7958**. — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 8238**. — Le 27 octobre 1949,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 119 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, afin de reporter au 1<sup>er</sup> janvier la majoration de 10 0/0 devant être appliquée au montant des impôts qui n'auront pas été payés à cette date, **n° 8280**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire et qui ne bénéficient pas de la loi du 13 juillet 1949, **n° 8321**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le décret portant application de la loi du 2 août 1949 instituant la carte sociale des économiquement faibles, **n° 8322**. — Le 25 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 2° de Mme Schell et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à modifier le décret n° 49-1309 du 27 septembre 1949 relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 8498**. — Le 29 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article premier du décret n° 48-1830 du 1<sup>er</sup> décembre 1948, relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de guerre, **n° 8519**. — Le 13 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi prévu à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue d'accorder une allocation compensatrice à l'augmentation de loyers résultant de la présente loi, **n° 8980**. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de MM. Pierre Chevallier et Dezarnaulds tendant à faire supporter par l'Etat les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, réclamées aux villes et communes par les anciennes com-

pagnies gazières; 2<sup>o</sup> de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à substituer l'Etat aux communes qui pourraient se trouver débitrices à l'égard du Gaz de France et de l'Electricité de France du fait de la réglementation officielle des prix, n<sup>o</sup> 9111. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle, au cours de la semaine du 22 au 28 mai 1950, n<sup>o</sup> 10138. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître le règlement d'administration publique prévu par l'article 32 de la loi du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions du personnel de l'Etat, n<sup>o</sup> 10339. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs dont les champs ont été ravagés par la grêle pendant la semaine du 11 au 18 juin, n<sup>o</sup> 10389. — Le 28 juillet 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, n<sup>o</sup> 10798. — Le 17 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer, n<sup>o</sup> 11059. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives aux fonctionnaires résidant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n<sup>o</sup> 11067. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 251 du décret n<sup>o</sup> 48-1986 du 9 décembre 1948 prévoyant la création d'un fonds national de péréquation, modifié par la loi n<sup>o</sup> 49-1642 du 31 décembre 1949 relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n<sup>o</sup> 11300. — Le 12 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n<sup>o</sup> 11472) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 5515) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder certains

avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, n<sup>o</sup> 11689. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 9575) de M. René Capitant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des personnels de la Police municipale de Paris, n<sup>o</sup> 12803. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 8965) tendant au reclassement du personnel communal dans les départements d'Alsace et de Lorraine; 2<sup>o</sup> de MM. Albert Schmitt, Meck et Sigrist (n<sup>o</sup> 12711) tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n<sup>o</sup> 12924.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Aveyron [28 novembre 1946] (p. 10). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à proroger la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [20 décembre 1946] (p. 191). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation : *Présente le rapport de M. Wasmer* [23 décembre 1946] (p. 338). — Est entendu au cours du débat : sur une proposition de loi relative à la nullité des actes de spoliation ; Art. 3 : *Date à laquelle ne seront plus recevables les demandes en nullité ou en annulation* [29 mai 1947] (p. 1780) ; — sur une proposition de résolution relative aux pouvoirs de la Commission d'enquête sur le vin, en qualité de *Rapporteur* [12 juin 1947] (p. 2032). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : *Amendement de*



*Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [12 juin 1947] (p. 2033, 2034); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les crédits pour l'information en Alsace-Lorraine* [10 juillet 1947] (p. 2940, 2941); JUSTICE : *Discussion générale (Jury de la Haute Cour)* [15 juillet 1947] (p. 3020); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale (Situation de la Moselle)* [19 juillet 1947] (p. 3234, 3235). — Participe à la discussion du projet de loi portant amnistie; Art. 9, 4<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à accorder le bénéfice de la loi aux incorporés de force dans l'armée allemande et aux insoumis* [21 juin 1947] (p. 2306). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1947] (p. 2549); — sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Cour de cassation; Art. 19 : *Soutient l'amendement de M. Edgar Faure tendant à imposer au demandeur l'obligation de faire connaître au greffe la date de signification du mémoire* [30 juin 1947] (p. 2552); Art. 26 : *Soutient l'amendement de M. Faure relatif à l'inscription d'office de l'affaire au rôle* (p. 2554); Art. 39 : *Soutient l'amendement de M. Faure tendant à abrégier les délais de procédure pour porter l'affaire à l'audience* (p. 2556, 2557); *le retire* (p. 2557); Art. 56 : *Son amendement concernant l'admission provisoire à l'assistance judiciaire* (p. 2559); *le retire* (ibid.); Art. 66 : *Soutient l'amendement de M. Faure tendant à faire courir le délai de pourvoi à partir du 15 août au lieu du 1<sup>er</sup> octobre* (p. 2560); — sur la proposition de loi de M. Guérin relative à la composition du jury de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* [9 juillet 1947] (p. 2867, 2868, 2872, 2873); Article unique : *Amendement de M. Guérin concernant la nomination du greffier en chef* (p. 2879); sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4754). — Est entendu dans la discussion; du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Date de la suite de la discussion* [28 juillet 1947] (p. 3634); — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 3 : *Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 3, 4, 5, 6, 7* [29 juillet 1947]

(p. 3652); Art. 4 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* (p. 3656); *Amendement de M. Ramarony tendant à faire payer aux locataires les charges, taxes, prestations et fournitures pour l'entretien de l'immeuble* (p. 3667); Art. 6 : *Son amendement tendant à faire régler par décret le fonctionnement des commissions prévues par l'article* (p. 3670); Art. 7 : *Son amendement tendant à préciser le fonctionnement des commissions des loyers* (p. 3670, 3671); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3673). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer le panachage* [12 août 1947] (p. 4311). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa en mentionnant les provocateurs au délit* [28 août 1947] (p. 4769); *Son sous-amendement tendant à obliger la direction des journaux suspendus à payer leur personnel* (p. 4768, 4769); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [14 novembre 1947] (p. 5040). — Est entendu sur une déclaration de députés d'Alsace et de Lorraine protestant contre une injure faite à M. Robert Schuman, *Président du Conseil* [29 novembre 1947] (p. 5342). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau relatif au droit de reprise par certaines catégories de propriétaires* [18 décembre 1947] (p. 5873); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5875); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à distinguer les redevables n'ayant rien investi dans leurs professions* [22 décembre 1947] (p. 6141); *le retire* (p. 6142); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de payement de dépenses pour la reconstruction et les dommages de guerre en 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 181.530 millions* [30 décembre 1947] (p. 6501, 6502); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer l'avis de la Commission départementale des loyers par*

celui du Conseil général [3 février 1948] (p. 352); Art. 2 bis : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles en construction ou à construire [10 février 1948] (p. 563); Art. 3 : Amendement de M. Claudius Petit relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés (p. 572, 573); Art. 3 bis : Son amendement tendant à compléter l'article par « depuis plus de six mois » (p. 578); Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à supprimer l'article [2 mars 1948] (p. 1230); Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux sinistrés et réfugiés (p. 1230); Art. 6 : Amendements de MM. Péron et Minjoz relatifs aux ouvriers logés par leurs employeurs (p. 1234, 1235); Son amendement tendant à supprimer « dans la même agglomération » au troisième alinéa (p. 1240); Art. 14 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le deuxième alinéa [20 mai 1948] (p. 2800); Art. 12 : Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers (p. 2801, 2802); Art. 13 : Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans ne payant pas d'impôt sur le revenu [27 mai 1948] (p. 2946); Art. 13 bis : Amendement de M. Citerne tendant à étendre le droit de reprise à tous les travailleurs mis à la retraite (p. 2949); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux mariés depuis moins d'un an (p. 2953); Amendement de M. Lenormand tendant à faciliter le relogement des locataires évincés (p. 2954); Art. 13 : Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux propriétaires depuis deux ans seulement [3 juin 1948] (p. 3135, 3136); le retire (p. 3136); Amendement de M. Citerne tendant à ce que le propriétaire faisant une reprise puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe (p. 3137); Art. 13 bis : Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés même mutés dans une localité dans un rayon de 20 kilomètres (p. 3147, 3148); Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa pour supprimer les spéculations sur les reprises [4 juin 1948] (p. 3205); Art. 27 : Son sous-amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires sinistrés, même en sous-location (p. 3210); Art. 31 : Amendement de M. Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux clients d'hôtels (p. 3212); Art. 44 bis : Amendement de M. Minjoz tendant

à exclure du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration (p. 3213, 3214); Art. 20 : Amendement de M. Citerne tendant à étendre le rôle des commissions départementales des loyers [17 juin 1948] (p. 3619); Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3619); le retire (p. 3620); Nouvelle rédaction de la Commission reprise par son amendement (ibid.); Art. 21 : Amendement de M. Berger tendant à supprimer l'article (p. 3621); Art. 23 : Son amendement tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge (p. 3628, 3629); Son amendement tendant à inclure les tapis dans les prestations (p. 3631); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des relevés détaillés des prestations (p. 3634); Art. 25 : Amendements de MM. Claudius Petit, Ramarony et Minjoz relatifs aux délais d'application de la hausse des loyers (p. 3647, 3648); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires des réquisitions [25 août 1948] (p. 6226); Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux sous-locations (p. 6226, 6227); Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (ibid.); Art. 3 bis : Son amendement relatif au droit de reprise par la concubine (p. 6228); Art. 13 bis : Son amendement tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires pour le droit de reprise des propriétaires (p. 6247); Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés si leur immeuble est dans un rayon de 20 kilomètres (p. 6253, 6254); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés et réfugiés (p. 6255); Ses explications de vote sur l'article (p. 6257); Art. 33 : Amendement de M. Minjoz tendant à permettre aux huissiers de représenter les parties [26 août 1948] (p. 6290); Art. 53 : Son amendement tendant à interdire la cession d'un bail à usage commercial ou professionnel (p. 6297); Art. 13 bis : Amendement de M. Berger tendant à excepter du droit de reprise certaines catégories de locataires (p. 6314); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 6315, 6316). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : Débat sur l'organisation judiciaire en Sarre [3 février 1948] (p. 357). — Prend part à la discussion : du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Rasenblatt

tendant à ne pas maintenir en vigueur l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 [26 février 1948] (p. 1146); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1152, 1153). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Débat sur les inondations de l'Est*) [2 mars 1948] (p. 1265); — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Institution d'une commission départementale du prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1469); Art. 9 bis : *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir un représentant des sinistrés dans la commission départementale du prélèvement* (p. 1471); *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions paritaires de prélèvement* (p. 1473); *le retire* (p. 1474); Art. 4 : *Son amendement en faveur des expulsés et spoliés par l'ennemi* [7 mars 1948] (p. 1501); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs sinistrés* (p. 1516); Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder des remises aux contribuables dont le chiffre d'affaires réel est inférieur à celui fixé* [8 mars 1948] (p. 1546, 1547); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1553, 1554); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1932); Article unique : *Amendement de Mme Schell tendant à insérer un article nouveau tendant à indemniser les salariés en chômage du fait de l'inondation* (p. 1937); — de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion : *Discussion générale* [2 juin 1948] (p. 3105); Article unique : *Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires d'hôtels et garnis* (p. 3107); *le retire* (p. 3109); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, JUSTICE, Chap. 105 : *Traitements des cours d'appel* [2 juin 1948] (p. 3112); Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de première instance* (p. 3114); EDUCATION NATIONALE, Chap. 527 : *Théâtres nationaux* [4 août 1948] (p. 5341); — du projet de loi portant modification de l'article 378 du Code criminel : en qualité de *Rapporteur* [8 juin 1948] (p. 3274); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes de calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4418);

— du projet de loi portant modification du taux des amendes pénales; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [18 septembre 1948] (p. 6697); *le retire* (ibid.); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections* [23 septembre 1948] (p. 6860); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à faciliter l'interprétation juridique du texte* [28 décembre 1948] (p. 8054, 8055); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article premier* [28 décembre 1948] (p. 8067); — d'une proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 3 : *Son amendement tendant à donner aux locataires le choix entre le report du bail et l'indemnité d'éviction* [28 décembre 1948] (p. 8071, 8072); Art. 6 : *Son amendement relatif aux contestations pouvant naître de l'application de la présente loi* (p. 8072). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des propositions de loi relatives aux dommages de guerre* [28 décembre 1948] (p. 8073). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi : *Demande de M. Denais de renvoi à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8076); en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1948] (p. 8153); Art. 1<sup>er</sup> : *Remboursement des spoliations à venir* (p. 8155); *Demande du Gouvernement d'assimiler les spoliés et les sinistrés* (p. 8156); *Son amendement de forme* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer un délai de trois mois pour l'application de la loi* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés budgétaires des collectivités locales [20 janvier 1949] (p. 63). Est entendu sur : la fixation de la date de discussion de cette interpellation [27 janvier 1949] (p. 188, 189, 190, 194); la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'établissement des budgets des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 194). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers (*Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté*)

[4 février 1949] (p. 372); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 133 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité spéciale en Alsace-Lorraine* [6 avril 1949] (p. 2151, 2152); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliations accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 avril 1949] (p. 2182); Art. 3 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* (p. 2183, 2184); *Application de l'article 16 de la loi des maxima* (p. 2185, 2186). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P.T.T.; Chap. 301 : *Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [12 avril 1949] (p. 2311, 2312); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine; *Discussion générale* [23 juin 1949] (p. 3679); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup> : **ETAT A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4210); Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires* (p. 4225); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4856). — Dépose une demande d'interpellation : sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas soumis au Parlement le plan de financement des dommages de guerre prévu à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948 [30 juillet 1949] (p. 5663); — sur la répartition du crédit provisionnel de 2 milliards en vue de la réparation des dégâts causés par les inondations [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations-gérançes; Art. 11 : *Son amendement relatif aux locataires-gérançes lésés en temps de guerre* [8 novembre 1949] (p. 6018). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition du crédit provisionnel de 2 milliards accordé en vue de la réparation des dégâts causés par les inondations [22 novembre 1949] (p. 6186). — Prend part à la discussion : des interpel-

lations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6744, 6745, 6749); — d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative au statut du fermage; Article unique : *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir l'extension de l'ordonnance du 4 décembre 1944 aux départements d'outre-mer* [14 décembre 1949] (p. 6853); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter l'allocation temporaire à 2.500 francs par mois* [14 décembre 1949] (p. 6868); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Son rappel au règlement (application de l'article 17 de la Constitution)* [27 décembre 1949] (p. 7332); Art. 50 : *Emission de titres d'emprunt remis aux sinistrés* (p. 7431, 7432); — du projet de loi relatif aux taxes locales additionnelles aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Demande de renvoi à la Commission de l'intérieur présentée par M. Cordonnier* [28 décembre 1949] (p. 7496); *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7516, 7517, 7518, 7522); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 8 : *Evaluation du principal fictif de base pour la contribution des patentes* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 862); Art. 9 : *Conventions entre le Ministère des Finances et le Crédit foncier en vue de prêts aux collectivités locales* (p. 864); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2452, 2453, 2454, 2477); Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à n'appliquer l'article qu'après règlement forfaitaire total des sinistrés au-dessus de 50 0/0* (p. 2510); Art. 6 : *Indemnisation des spoliés* (p. 2511); Art. 14 *bis* : *Application de la loi du 23 avril 1949 sur les spoliations* (p. 2518); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 5, Etat E : *Avances aux collectivités sarroises* [25 avril 1950] (p. 2814); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 7 : *Son amendement tendant à permettre aux collectivités locales de majorer les primes annuelles prévues* [28 avril 1950] (p. 3081); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., chap. 3000 : *Indemnités pour difficultés d'existence* [3 mai 1950]

(p. 3224, 3225); INTÉRIEUR, chap. 1420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* [31 mai 1950] (p. 4073); le retire (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME, chap. 1090 : *Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence* [13 juin 1950] (p. 4697); Chap. 4080 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement (besoins des prioritaires et utilité du fichier immobilier)* (p. 4711, 4712); EDUCATION NATIONALE, chap. 5490 : *Activité théâtrale (décentralisation)* [19 juillet 1950] (p. 5594); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150 une indemnité spéciale de cherté de vie* [15 juin 1950] (p. 4841); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, art. 1<sup>er</sup> : Etat B, EDUCATION NATIONALE, chap. 8100 : *Reconstitution du matériel scolaire* [20 juillet 1950] (p. 5681); INTÉRIEUR, chap. 9030 : *Remise en état du réseau routier* (p. 5685); TRAVAUX PUBLICS : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des ponts sur les routes nationales* (p. 5689); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6577, 6578); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0* (p. 6589, 6590); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2 : *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (épuration en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7582); Art. 3 : *Amendement de M. Meck tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht après le 25 août 1942* [16 novembre 1950] (p. 7765); — du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; HAUT-COMMISSARIAT EN SARRE, chap. 5000 : *Subventions diverses (subventions aux théâtres, conservatoires en Alsace-Lorraine)* [14 décembre 1950] (p. 9102); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 36 bis : *Question préalable posée par M. Bejolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9892); *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 9894);

— du projet de loi portant délégation de magistrats à la Cour d'appel de Colmar, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 172); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 189, 190, 191, 192); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Truffaut tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes* (p. 223); Art. 5 : *Amendement de M. Boulet tendant à reporter la date limite du vote des budgets communaux au 15 janvier* (p. 229); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, chap. 1330 : *Indemnité de résidence* [13 février 1951] (p. 1063); Chap. 3030 : *Conseils, comités et commissions (Commission législative d'Alsace-Lorraine)* (p. 1079); Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1163, 1166, 1167); Chap. 5050 : *Subventions aux collectivités locales atteintes par la guerre (villages lorrains)* (p. 1170, 1171); Chap. 5080 : *Subventions pour l'équipement du service d'incendie et de secours* (p. 1171); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir la répartition par le Fonds national de péréquation de 1.350 millions* [21 mars 1951] (p. 2294); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement pour les services civils en 1951; INTÉRIEUR, chap. 801 : *Réparation des chemins départementaux et communaux* [11 avril 1951] (p. 3099); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET DE RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [12 avril 1951] (p. 3235, 3236); Art. 29 : *Son amendement tendant à porter le plafond des indemnités compensatrices de remembrement à 250.000 francs* [18 avril 1951] (p. 3466); Art. 2 : *Réparation des dommages de guerre dans la Moselle* (p. 3470); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les autorisations de paiement (loyers des sinistrés logés dans les baraques)* (p. 3478, 3479); Art. 3;

*Emprunt lancé par les groupements de sinistrés* (p. 3496); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950* (p. 3500); — du projet de loi de finances pour 1951, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : *Son amendement tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles* [22 mai 1951] (p. 5746); *le retire* (p. 5748). — S'excuse de son absence [24 juillet 1950] (p. 5867). — Obtient un congé [24 juillet 1950] (p. 5867).

**MONIN (M. Philippe)**, Député de l'Orne.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé Vice-Président de cette Commission (*J. O.* du 3 juin 1949, p. 5457), (*J. O.* du 19 janvier 1950, p. 716), (*J. O.* du 25 janvier 1951, p. 881). — Est nommé membre de la Commission de comptabilité [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de l'agriculture en vue de la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [23 juin 1948] (*J. O.*, p. 6179). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

#### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans le courant de l'année 1947 une manifestation ayant pour but de présenter nos produits agricoles susceptibles d'être exportés, **n° 308**. — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exclure à titre exceptionnel le lait et les produits laitiers de la deuxième baisse de

5 0/0, **n° 526**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux, **n° 702**. — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à relever l'abattement à la base de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 742**. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à réprimer la grève des fonctionnaires chargés d'un service de sécurité, **n° 777**. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le jugement des litiges entre preneurs et bailleurs de baux ruraux, **n° 895**. — Le 13 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser l'élevage des chevaux, **n° 916**. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Com-

mission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à un examen bienveillant par les contributions directes des demandes d'exonération déposées par les cultivateurs dont les récoltes ont été particulièrement atteintes par la gelée et la grêle, **n° 996**. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des funérailles nationales à M. le général Leclerc de Hauteclouque, **n° 2751**. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à édifier aux Invalides un monument funèbre au général Leclerc, **n° 2752**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux contribuables soumis au prélèvement exceptionnel, institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, des facilités et des délais pour leur rendre plus aisée la faculté de se libérer du prélèvement au moyen de la souscription à l'emprunt prévu par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, **n° 3103**. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à permettre aux agriculteurs de se libérer du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948 en réalisant des travaux d'équipement agricole, **n° 3301**. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à organiser la recherche vétérinaire, **n° 4067**. — Le 22 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Barbier et plusieurs de ses collègues organisant la lutte contre les parasites animaux et végétaux des bois et forêts,

**n° 4654.** — Le 27 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai le décret portant fixation de la date de convocation des collèges électoraux pour les élections cantonales d'octobre 1948, **n° 5062.** — Le 25 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Barbier et plusieurs de ses collègues organisant la lutte contre les parasites animaux et végétaux des bois et forêts, **n° 5372.** — Le 2 mars 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la constitution d'une Commission des boissons, **n° 6628.** — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au commerce de l'essence, **n° 6701 (rectifié).** — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, **n° 6742.** — Le 29 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale par l'addition d'un article nouveau prévoyant l'impression du recueil des programmes et engagements électoraux, **n° 8524.** — Le 23 février 1950, un avis au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Paul Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, **n° 9303.** — Le 21 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles applicable aux courses de chevaux, **n° 9559.** — Le 17 mai 1950, une proposition de loi tendant à détaxer les produits d'alimentation dérivés du lait dans les mêmes conditions que celui-ci, **n° 9980.** — Le 31 mai 1950, une proposition de loi tendant à faire procéder dans les mairies intéressées à l'affichage des textes législatifs concernant l'amélioration de l'habitat rural, **n° 10119.** — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à dégrever les héritiers de tout bien foncier du paiement des droits de succession y afférant en ligne directe et entre époux, à condition qu'ils s'engagent à employer sur leur fonds le montant desdits droits en investissements agricoles, **n° 11941.** — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur par décret certaines dispositions de l'article 367 du Code général des

impôts permettant le report des contingents d'alcool de pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne, **n° 12290.**

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales : du département du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 25) ; du Puy-de-Dôme (p. 26). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre le réensemencement en blé des terres gelées [6 février 1947] (p. 188) ; la développe [21 mars 1947] (p. 1003, 1004). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique ; Art. 11 : *Amendement de M. Schneiter tendant à refuser la qualité d'officiers de police judiciaire aux fonctionnaires de la direction générale des enquêtes et du contrôle économiques* [14 février 1947] (p. 338). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le ravitaillement en pain et la nourriture du bétail [26 août 1947] (p. 4703). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4757, 4758). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et ses mesures tracassières [29 janvier 1948] (p. 298). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement et sa politique : *Discussion générale* [7 septembre 1948] (p. 6450, 6451). — Dépose une demande d'interpellation sur la vente du pain sans tickets et l'hypocrisie du système actuel [7 septembre 1948] (p. 6458). — Est entendu sur : la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur cette motion* [15 mars 1949] (p. 1639) ; — une attribution de compétence à une Commission (*Proposition de résolution relative à la vente du Coca-Cola*) [13 décembre 1949] (p. 6797). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé et du pain [17 octobre 1950] (p. 6919) ; la développe (*Ses observations sur le prix du blé, les exportations*

*de blé*) [7 décembre 1950] (p. 8772, 8773). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à reporter le versement du 2<sup>e</sup> acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu* [30 avril 1951] (p. 4363). = S'excuse de son absence [28 mars 1947] (p. 1219), [18 novembre 1947] (p. 5059), [16 novembre 1948] (p. 6989), [25 novembre 1948] (p. 7213), [21 mars 1951] (p. 2252). = Obtient des congés [28 mars 1947] (p. 1219), [25 novembre 1948] (p. 7213), [21 mars 1951] (p. 2252).

### **MONJARET (M. Constant), Député des Côtes-du-Nord.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### **Dépôt :**

Le 27 octobre 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages, n° 8262.

#### **Interventions :**

Est nommé *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1), [14 janvier 1947] (p. 1), [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement (*Ses explications de vote sur les*

*ordres du jour de MM. Rochet et Valay*) [25 février 1949] (p. 1000). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Question préalable posée par M. Peron* [3 mars 1950] (p. 1723, 1724). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

### **MONT (M. Claude), Député de la Loire.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011), [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 817), [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [3 février 1948] (p. 343), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

#### **Dépôts :**

Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à modifier le paiement de l'allocation de maternité, n° 3111. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'installation de téléphones publics de hameaux dans les communes rurales, n° 4127. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exécuter ses engagements pris à l'égard des journaux vendus 5 fr., n° 5501. — Le 24 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Claude Mont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exécuter ses engagements pris à l'égard des journaux vendus 5 francs, n° 5544. — Le 17 février 1949, un rapport au



nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 6469. — Le 26 juillet 1949, une proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1946 concernant l'exercice de la profession de géomètre-expert, n° 8040. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'assujettissement à la taxe proportionnelle fixé par l'article 4 du décret du 9 décembre 1948, n° 8200. — Le 15 juin 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles facilités de crédit pour des travaux d'équipement rural, n° 10302.

### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie ; Art. 15 réservé : *Son amendement tendant à fixer les conditions dans lesquelles les impôts seront votés par l'Assemblée algérienne* [27 août 1947] (p. 4725) ; *le retire* (p. 4728) ; — du projet de loi portant réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité ; Art. 3 : *Son amendement tendant à tenir compte dans le recrutement de la valeur professionnelle* [9 décembre 1947] (p. 5583). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, INFORMATION, Chap. 500 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la subvention à l'Agence France-Presse* [28 juin 1948] (p. 4091) ; INTÉRIEUR, Chap. 601 : *Secours aux victimes des calamités publiques* [28 juillet 1948] (p. 4965) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, INFORMATION, Chap. 500 : *Son amendement tendant à augmenter les subventions à l'Agence France-Presse* [14 septembre 1948] (p. 6517, 6518) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5546) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux conditions de suppression d'emplois* [9 août 1948] (p. 5597, 5598) ; Art. 3 : *Son amendement relatif à la réforme du financement de la Sécurité sociale* [10 août 1948] (p. 5638) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas porter atteinte aux ressources des collectivités locales* (p. 5662, 5663) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 3 : *Son amendement tendant à constituer la Com-*

*mission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice* [27 janvier 1949] (p. 142, 143, 144) ; *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir des représentants d'autres ministères* (p. 145) ; *Ses observations sur la parité de la représentation des auteurs et dessinateurs* (p. 147) ; Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs, rédacteurs en chef de journaux condamnés pour collaboration* (p. 151) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer le Ministère de la Justice à celui de l'Éducation nationale* (p. 153) ; Art. 6 : *Son amendement analogue* (ibid.) ; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à interdire la vente ou offre couplées de publications enfantines* (p. 174, 175) ; Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à réserver 95 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 176). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur les atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique [8 février 1949] (p. 406). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat A, Chap. 305 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 1.500.000 francs l'abattement sur les frais de fonctionnement des services de documentation* [8 avril 1949] (p. 2225) ; Etat B, Chap. 500 : *Amendement de M. Verneyras relatif à la subvention à France-Presse* (p. 2226). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'établissement de la valeur locative suivant les plafonds fixés par les tribunaux [9 décembre 1949] (p. 6740). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil* [22 décembre 1949] (p. 7130) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4038, 4039) ; Chap. 3200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection civile (masques à gaz)* (p. 4080) ; *le retire* (p. 4081) ; Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de réparation des édifices culturels des collectivités locales* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4096) ;

PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les collaborations extérieures aux services de la documentation* [14 juin 1950] (p. 4756) ; Chap. 3050 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de documentation et diffusion, présentée par le Gouvernement* (p. 4757, 4758) ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention pour les œuvres sociales de la presse* (p. 4766, 4767). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au régime du dépôt des actions des sociétés [26 janvier 1951] (p. 441). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1165, 1166). — S'excuse de son absence [15 novembre 1949] (p. 6097). — Obtient un congé [15 novembre 1949] (p. 6097).

**MONTAGNIER (M. Eugène), Député du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé par la Commission de l'agriculture en vue de la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [9 juin 1948] (F. 252).

**Dépôts :**

Le 6 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 481. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier de la loi du 13 avril 1946 instituant le statut du fermage et du métayage,

les exploitations agricoles remises en culture, n° 738. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à récupérer en Allemagne des armes de chasse ; à répartir celles-ci entre les chasseurs dont les armes ont été spoliées ou détériorées ; à reconnaître à ceux-ci la priorité pour l'achat des armes de chasse neuves, n° 1625. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 5 de l'acte dit loi du 12 juillet 1941 portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, n° 1626. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'arrêté du 27 août 1946 relatif aux statuts des sociétés départementales des chasseurs et à le remplacer par une réglementation plus démocratique, n° 1627. — Le 13 juin 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 1708. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 221 du Code général des contributions directes, relatif à la remise d'impôts pour pertes de récoltes subies pour faits de grêle, n° 2132. — Le 11 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les lieux, par priorité, l'annexe de l'intendance de Tarare jusqu'au moment où il sera trouvé dans la ville un local correspondant, n° 2383. — Le 13 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder le marché de l'eau-de-vie de fruits, n° 2431. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 2885. — Le 26 dé-

cembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier le « régime fiscal des vins » et à revenir à un régime mettant les taxes des vins d'appellations contrôlées avec les vins ordinaires à un pied d'égalité, n° 3008. — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer un dégrèvement fiscal, à accorder un moratoire de paiement du prélèvement pour les producteurs de fruits victimes des gelées de février et à leur consentir des prêts à taux réduits par les caisses de crédit agricole jusqu'à la récolte 1949, n° 3882. — Le 17 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le prix du permis de chasse pour l'année 1948 au taux actuel tant que la pratique de la chasse ne sera pas organisée rationnellement, n° 4598. — Le 22 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Morand et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, qui régit la pêche fluviale en France, n° 4651. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Pronteau et plusieurs de ses collègues tendant à classer le produit « Pineau des Charentes » ou « Pineau charentais » dans la catégorie des vins doux naturels, n° 4693. — Le 29 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes de l'orage du 10 juin des cantons de Condrieu et Givors et accorder les crédits nécessaires pour la remise en état des chemins, routes, curage des torrents et relèvement des murs de soutènement, n° 4758. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de loi tendant à organiser rationnellement, sur l'ensemble du territoire, la pratique de la chasse en la rendant accessible à tous, n° 4814. — Le 25 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie pour importation de gibier vivant destiné au repeuplement de notre territoire national, n° 5547. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par la Commission

départementale des contributions directes de Meurthe-et-Moselle ; 2° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par les commissions départementales des contributions directes des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, n° 5914. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par les sangliers et accordant certains pouvoirs aux maires pour détruire ce gibier, n° 6115. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux métayers « l'intégrité de la prime d'encouragement à l'hectare pour la culture du blé et du seigle » accordée par la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947, dont le taux pour 1948 a été fixé par l'arrêté du 30 août 1948, n° 6292. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abaisser le prix du permis de chasse et à modifier le deuxième alinéa de l'article 12 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 des voies et moyens, n° 7465. — Le 25 juillet 1949, une proposition de loi tendant à une meilleure organisation de la chasse en France et abrogeant les actes dits lois du 28 juin 1941 et du 27 décembre 1941, et les arrêtés qui en découlent, n° 8015. — Le 29 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder aux centres d'appareillages les matières premières indispensables pour la fabrication d'appareils de prothèse orthopédiques ; 2° faire aménager ces centres d'une façon plus salubre, n° 8114. — Le 29 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie concernant l'importation des perdrix et faisans nécessaires au repeuplement du gibier sur le territoire français, n° 8117. — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les producteurs des formalités du titre de mouvement pour le transport des céréales secondaires et du seigle destinés aux besoins de leur exploitation, n° 8667. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder « au fonds agricole de majoration de rentes » les avances nécessaires pour per-

mettre le paiement aux accidentés du travail agricole des majorations prévues par la loi du 2 août 1949, n° 8687. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946, en matière de conversion, n° 9184. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles et forestières d'une prime exceptionnelle, n° 9281. — Le 7 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux personnes sinistrées par l'orage de grêle qui s'est abattu le 26 mai 1950 sur des localités du Rhône, n° 10195. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à assurer au personnel de l'entreprise Martin-Moulet de Oullins (Rhône) mis en congé par la fermeture de l'entreprise, une indemnité égale à 75 0/0 du salaire habituel, n° 10274. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi tendant à supprimer le troisième paragraphe de l'article 968 du Code général des impôts qui fixe le montant de la cotisation à 300 francs inclus dans le prix du permis de chasse pour être destiné aux fédérations départementales des chasseurs, n° 10352. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer les vins, cidres et poirés de la taxe de 1 0/0 créée par la loi n° 50-388 du 2 avril 1950 définie à l'article 14 de cette loi, n° 10353. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à subventionner les collectivités locales dans la proportion de 50 0/0 des frais d'achat des fusées paragrêles utilisées au cours de l'année 1950, n° 10391. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865 pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, n° 11228. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 11911) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 9212) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865 pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, n° 12248. — Le 10 mai 1951, une proposition de loi tendant à autoriser le contri-

buable à demander une imposition distincte pour le conjoint tirant des revenus de son propre travail, n° 13197.

### Interventions :

Est entendu au cours de la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [25 juillet 1947] (p. 3528, 3529); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à diverses dispositions budgétaires ; Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire les droits sur les alcools consommés par les récoltants* [30 décembre 1947] (p. 6597) ; *Droits sur les alcools* (p. 6598). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [2 mars 1948] (p. 1248); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 7 : *Amendement de M. Védrines tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles* [7 mars 1948] (p. 1518); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 357 : CHASSES [25 mai 1948] (p. 2913); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 16 bis : *Prix du permis de chasse* [20 août 1948] (p. 6054, 6055); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 16 bis : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le permis de chasse* [26 septembre 1948] (p. 6939); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 502 : *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir les crédits pour subventions à l'Académie d'agriculture* [28 juillet 1949] (p. 5402); — des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1490); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques ; Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire un article nouveau interdisant la vente du coca-cola* [28 février 1950] (p. 1532, 1533); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles ;

**BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES**, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* [31 juillet 1950] (p. 6256). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au règlement des impôts des exploitants victimes de calamités agricoles [8 décembre 1950] (p. 8832). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art 6 : *Son amendement tendant à prévoir des réductions de baux en cas de calamités agricoles* [16 février 1951] (p. 1237, 1238). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique suivie par la Compagnie Fives-Lille de Givors n'acceptant plus que de la fabrication de matériel de guerre [17 mai 1951] (p. 5336, 5337). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, GUERRE, Chap. 9121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.500 millions les crédits pour le matériel lourd et l'armement (usine de Fives-Lille à Givors)* [18 mai 1951] (p. 5416, 5417).

**MONTEIL (M. André)**, Député du Finistère.

*Secrétaire d'Etat aux forces armées (Marine)*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Secrétaire d'Etat aux forces armées (Marine)*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu Vice-Président de la Commission de la défense nationale (*J. O.* du 21 décembre 1946, p. 10803), (*J. O.* du 29 janvier 1948, p. 964), (*J. O.* du 20 janvier 1949, p. 782), (*J. O.* du 19 janvier 1950, p. 716). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président

du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383).

### Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de loi relative à la situation de cantinier militaire, **n° 1440**. — Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée active de terre en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, **n° 2978**. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. André Monteil et plusieurs de ses collègues relative à la situation de cantinier militaire, **n° 3437**. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve des armées de terre, de mer et de l'air, **n° 3438**. — Le 28 juin 1948, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Tome III. Articles de loi), **n° 4740**. — Le 17 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application du décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux, **n° 5843**. — Le 20 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. André Monteil et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application du décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux, **n° 5868**. — Le 23 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux, **n° 6855**. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi concernant le statut du personnel des écoles annexes et des écoles d'application, **n° 6939**. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant modification au tableau annexe de la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électrosémaphoriques, **n° 7339**. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi tendant au reclassement d'enseignes de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe et

officiers de grade correspondant, n° 7340. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 20 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue d'interdire les dépôts de projets de loi et de propositions de loi ou de résolution dits « improprement en blanc », n° 8694. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, n° 9393. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, n° 9520. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à réparer un préjudice de carrière subi par certaines catégories d'officiers de gendarmerie dégagés des cadres, n° 10090. — Le 14 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien, n° 10281.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Drôme [30 janvier 1947] (p. 103). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions du 3<sup>e</sup> Bureau, en qualité de *Rapporteur* [11 février 1947] (p. 279). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles M. le Ministre des Travaux publics et des Transports a cru devoir homologuer le 20 janvier 1947, une décision du Comité central des pêches maritimes portant définition des entreprises artisanales de pêche maritime [21 février 1947] (p. 407); Est entendu sur la fixation de la date [25 février 1947] (p. 457, 459). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 43 : *Amendement de M. Guiguen tendant à permettre à l'Etat d'entreprendre la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif, destinés au logement des populations sinistrées* [6 mars 1947] (p. 687); — sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), Etat A, FRANCE D'OUTRE-

MER, Chap. 450 : *Campagne d'Indochine* [20 mars 1947] (p. 953, 954); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante : *Suite de la discussion du budget* [17 juillet 1947] (p. 3148). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 722 : *Crédits pour les unités gardant les prisonniers de guerre* [9 juillet 1947] (p. 2867); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3166); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECRÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3187); Chap. 314 : *Surveillance et protection des pêches maritimes* (p. 3193); Chap. 406 : *Subventions pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 3210, 3211); Chap. 514 : *Subvention au crédit maritime mutuel* (p. 3211, 3212). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [28 novembre 1947] (p. 5216, 5217). — Est entendu au cours : du débat sur la discussion d'urgence du projet de loi tendant à assurer la défense de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1947] (p. 5249, 5250); de la discussion de ce projet de loi, en qualité de *Rapporteur*; Art. 2 : *Assimilation des militaires rappelés aux gardes républicains* [29 novembre 1947] (p. 5292); — de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Répond à une accusation de « vychyssisme » portée contre lui* [29 novembre 1947] (p. 5320, 5321). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air) une question relative à la situation des sociétés nationalisées de constructions aéronautiques [19 décembre 1947] (p. 5919, 5920). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par l'inondation* [30 décembre 1947] (p. 6515, 6516); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du 1<sup>er</sup> trimestre 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6525, 6526); — de la proposition de loi

de M. Minjoz relative à la pêche fluviale ; Art. 7 : *Amendement de M. Minjoz concernant les sanctions pour la destruction de poissons par alcool, dynamite et tous procédés illégaux* [10 février 1948] (p. 585, 586) ; *Ses amendements relatifs aux sanctions pour destruction de poissons illégaux et le cas de pollutions involontaires* (p. 586). — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 837, 844) ; — du projet de loi portant organisation de la marine marchande ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cance tendant à désigner au Conseil de la marine marchande les personnalités des organisations syndicales les plus représentatives* [19 février 1948] (p. 918) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à faire prendre les décrets prévus en Conseil des Ministres* [20 février 1948] (p. 938) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participations par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* (p. 943) ; *Amendement de M. Hamon relatif aux placements faits par les compagnies de navigation* (p. 944) ; Art. 19 : *Amendements de MM. Cermolacce et Reeb relatifs aux services à concéder à la Compagnie générale transatlantique* (p. 950) ; *Continuation de la discussion* (p. 952) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à choisir les représentants du personnel du conseil d'administration à l'intérieur de la Compagnie* (p. 954) ; *Sa demande de seconde délibération du projet* (p. 957). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le maintien sous les drapeaux de la classe 1947* [9 mars 1948] (p. 1615). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1634) ; — de la proposition de loi de M. Manceau tendant à abroger le décret maintenant sous les drapeaux le premier contingent 1947, en qualité de *Rapporteur* [11 mars 1948] (p. 1642, 1643) ; — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Aérodrome de Villaroche)* [22 juin 1948] (p. 3810) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Politisation de la S.N.E.C.M.A.* [25 juin 1948] (p. 3967, 3968) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, CONTRE-ESPIONNAGE, Chap. 100 : *Réorganisation du S.O.E.C.* [29 juin 1948] (p. 4132, 4133) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [19 juillet 1948] (p. 4830) ; — du projet de loi portant fixation du budget

des dépenses militaires de 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juin 1948] (p. 4160), [30 juin 1948] (p. 4179 et suiv.) ; *Vote défavorable de la Commission des finances* (p. 4192, 4193) ; *Cas du général Lechères* (p. 4204) ; *Renvoi du débat* (p. 4208) ; *Arme atomique* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4226) ; *Importance des effectifs* (p. 4234) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Villon tendant à réduire de 270 milliards les crédits* [7 juillet 1948] (p. 4411, 4412) ; Chap. 1011 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits de l'administration centrale de l'Air* (p. 4415) ; Chap. 1013 : *Son amendement tendant à rétablir un crédit de 2.525.000 francs pour les services de l'administration centrale de la Marine* [8 juillet 1948] (p. 4436, 4437) ; Chap. 1030 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 70 millions les crédits pour la gendarmerie* (p. 4443) ; Chap. 1092 : *Personnel de la sécurité militaire (Guerre)* (p. 4447) ; Chap. 7010 : *Reconstitution de l'ordre de bataille de la Résistance* (p. 4468) ; Chap. 7051 : *Soldes et indemnités des militaires dégagés des cadres* (p. 4469) ; Chap. 9010 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les subventions au service des poudres* (p. 4474, 4475) ; SECTION GUERRE : *Pose la question préalable* (p. 4477) ; *le retire* (p. 4478) ; Chap. 120 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 3.200 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 4480, 4481) ; Chap. 124 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les services civils de l'intendance* (p. 4493) ; Chap. 126 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le service du matériel automobile* (p. 4494) ; Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* [9 juillet 1948] (p. 4521, 4522) ; Chap. 324 : *Préparation militaire* (p. 4525) ; Chap. 335 : *Carburants* (p. 4527, 4528) ; Chap. 342 : *Demande de rétablir les crédits pour les immeubles du domaine militaire* (p. 4536) ; MARINE, Etat A, Chap. 127 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des travaux maritimes* (p. 4452) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 904 : *Amendement de M. Manceau tendant à diminuer de 459 millions les crédits pour achat et construction de navires* (p. 4554) ; AIR, Chap. 135 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel ouvrier civil* [15 juillet 1948] (p. 4603, 4604) ; Chap. 318 : *Amendement de M. Montel*

tendant à rétablir les crédits prévus pour l'ameublement (frigidaires et éplucheuses) (p. 4604, 4605); Chap. 323 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction (p. 4613, 4614, 4616); Chap. 327 : Amendement de M. Livry-Level tendant à rétablir les crédits prévus pour l'entretien du matériel automobile (p. 4618); le reprend à son nom (p. 4619); Etat C, Chap. 130 : Amendement de M. Bouvier-O'Cottreau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des constructions aéronautiques [16 juillet 1948] (p. 4655); Etat D, Chap. 931 : Amendement de M. Grésa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux neufs (p. 4662, 4663); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (p. 4715); Chap. 153 : Son amendement tendant à réduire de 39.639.000 fr. les crédits pour la solde des troupes (question des aspirants) [16 juillet 1948] (p. 4716, 4717); Chap. 157 : Solde des troupes supplétives en Indochine [17 juillet 1948] (p. 4728); Chap. 357 : Service de l'artillerie (matériel de parachutiste) (p. 4731); Chap. 359 : Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour le fonctionnement du service automobile (p. 4732, 4733); Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement tendant à réduire les crédits militaires de 4 milliards (p. 4738, 4739, 4740, 4741); Renvoi de la discussion (p. 4742, 4743); Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits militaires [19 juillet 1948] (p. 4856, 4857, 4858). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (Suite du débat sur le budget militaire et discussion du statut de la S. N. E. C. M. A. en deuxième lecture) [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4260, 4261). — Prend part à la discussion de la proposition de loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, amendée par le Conseil de la République : Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 4417). — Est entendu pour une motion d'ordre (Suite de la discussion du budget militaire) [8 juillet 1948] (p. 4494, 4495). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948 : Art. 13 : Ses explications de vote sur l'article interdisant aux Ministres tout dépassement de crédits [20 juillet 1948] (p. 4866, 4867); — du projet de loi tendant au redressement écono-

mique et financier : Discussion générale [8 août 1948] (p. 5548), [9 août 1948] (p. 5567); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des tempêtes de Bretagne : Discussion générale [9 août 1948] (p. 5576, 5577); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : Question préalable posée par M. Barrachin [24 août 1948] (p. 6148); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : Discussion générale [18 septembre 1948] (p. 6617); — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux : Discussion générale [23 septembre 1948] (p. 6866); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. L. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres [26 novembre 1948] (p. 7275); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : Son rappel au règlement (Irrecevabilité de l'ordre du jour de M. Bonte) [2 décembre 1948] (p. 7367, 7638); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949; Art. 3 : Régime spécial pour les crédits de reconstruction et d'équipement [10 décembre 1948] (p. 7551); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale; Art. 9 : Maintien de la législation actuelle pour les accidents en service commandé [17 décembre 1948] (p. 7707); Art. 13 : Amendement de M. Fagon tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer (p. 7708, 7709, 7710). — Est entendu : pour un rappel au règlement (Absence des parlementaires signataires d'une demande de discussion d'urgence du fait du changement du programme des travaux de l'Assemblée) [23 décembre 1948] (p. 7874); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son rappel au règlement (Rythme des séances) [23 décembre 1948] (p. 7897). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : Art. 12 : Amendement de MM. Nisse, Crouzier et Schmitt, tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables [23 décembre 1948] (p. 7921); Art. 2 : Ouverture d'un crédit de 350 milliards pour les dépenses militaires de 1949 (p. 7937, 7938); Art. 3 : Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement (p. 6749); — du projet de loi portant ouver-



ture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale : *Ses explications de vote sur l'article unique* [27 décembre 1948] (p. 8011, 8012); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Défense nationale [31 décembre 1948] (p. 8282, 8283); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à réduire à 58.333 millions les crédits* (p. 8295); Art. 2, Etat A, Chap. 923-2 : *Amendement de M. Aubry tendant à réduire de 40 millions les crédits pour l'Office national d'études et de recherches aéronautiques* (p. 8297); Art. 13 : *Statut des officiers généraux de réserve* (p. 8299, 8300); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance du matériel, sur les principes stratégiques modernes exposés par le général Girardot et Liddell Hart, sur la nécessité de développer la marine française et d'achever la construction du Clemenceau et d'un second porte-avions, sur la situation en Indochine et le manque d'effectifs)* [3 mars 1949] (p. 1201, 1202, 1203, 1204, 1205); Art. 2, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9040 : *Construction de logements militaires* (p. 1226); Art. 3, Budgets annexes : *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 40 millions les crédits pour le service des poudres* (p. 1234); Art. 4 bis : *Son amendement tendant à ne pas prévoir de modifications de structure dans l'organisation de la Défense nationale* (p. 1234, 1235); *le retire* (p. 1235); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Ses observations sur le Cormoran* [10 mars 1949] (p. 1498, 1499); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Roucaute : *Discussion générale* [9 mars 1949] (p. 1392, 1393); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1510). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du budget de l'armée*) [29 mars 1949] (p. 1815). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux, en qualité de *Rapporteur* [31 mars 1949] (p. 1926, 1927, 1928); *Contre-projet de M. Girardot tendant à faire respecter la loi du 31 mars 1928* (p. 1929, 1930); Art. 2 : *Amendement de M. Manceau tendant à supprimer l'article* (p. 1931); Art. 4 :

*Nouvelle rédaction de l'article* (ibid.); *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* (p. 1931, 1932); Art. 7 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de trois mois le service dû par les soutiens de famille* (p. 1934); Art. 8 : *Amendement de M. Villon tendant à supprimer l'article* (p. 1934, 1935); *Amendement de M. Cayeux tendant à soumettre le décret portant libération anticipée au Parlement* (p. 1935); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1990); Chap. 115 : *Traitement des élèves des écoles normales supérieures* (p. 2012); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances; Chap. 100 : *Impôt sur les cultivateurs* [6 avril 1949] (p. 2166); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Etat D : *Amendement de MM. Girardot et Dassonville tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale* [8 avril 1949] (p. 2230, 2231); Chap. 360 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* (p. 2234); Chap. 363 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 2 millions l'abattement sur le matériel automobile* (p. 2236); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la Marine marchande; Chap. 404 : *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour l'établissement des invalides de la marine* [8 avril 1949] (p. 2254); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 169 : *Son amendement tendant à augmenter de 3 millions l'abattement sur les salaires des contractuels des eaux et forêts* [12 avril 1949] (p. 2341, 2342); Chap. 339 : *Son amendement tendant à augmenter de 2.000 francs l'abattement sur le matériel de la Direction des eaux et forêts (Ses observations sur la répartition d'essence)* (p. 2351); *le retire* (p. 2352); Chap. 353 : *Son amendement tendant à augmenter de 1 million les abattements sur travaux d'entretien dans les forêts domaniales, dunes et parcs* (p. 2355, 2356); *le retire* (ibid.); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Question préalable posée par M. Aumeran* [21 mai 1949] (p. 2768); — du

projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2988, 2989); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de la C. C. D. V. T.* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4063, 4064, 4065); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour la Guerre* [9 juin 1949] (p. 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232); *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3293, 3295); Etat A, DÉPENSE NATIONALE, Chap. 1011 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de l'Air* [14 juin 1949] (p. 3330); Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la Guerre* (p. 3331); Chap. 1013 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la Marine* (p. 3331); Chap. 1021 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de l'Air* (p. 3332); Chap. 1022 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de la Guerre* (p. 3332, 3333); Chap. 1023 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de la Marine* (p. 3333); Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie (Ses observations sur le reclassement des gendarmes)* (p. 3334, 3335); *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 3.500 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3337); Chap. 3020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les dépenses de fonctionnement de matériel et d'entretien* [16 juin 1949] (p. 3407); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du parc automobile* (p. 3407, 3408); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les secours et allocations diverses* (p. 3410, 3411); *le retire* (p. 3413); *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3412, 3413); Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde*

*des militaires dégagés des cadres* (p. 3415, 3416); Chap. 7012 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3416); *le retire* (p. 3417); Chap. 7031 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses résultant des hostilités* (p. 3418, 3419); *le retire* (p. 3419); Chap. 318 : *Habillement et campement du personnel* (p. 3437); Chap. 320 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* (p. 3438); Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* (p. 3439); Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air (Ses observations sur les derniers modèles mis en service)* [17 juin 1949] (p. 3470, 3471, 3472, 3473, 3477, 3479, 3485, 3486, 3487); *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour ce chapitre* (p. 3476); GUERRE, Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 3491, 3492); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 2 milliards les crédits de ce chapitre* (p. 3495); Chap. 316 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3507); *le retire* (ibid.); Chap. 323 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'instruction des réserves* (p. 3510, 3511); Chap. 323:2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour convocation des réserves* (p. 3512); Chap. 324 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire* (p. 3513); *le retire* (ibid.); Chap. 336 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la rénovation du matériel automobile* (p. 3514, 3515); *le retire* (p. 3515); Chap. 340 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des transmissions* (p. 3515); Chap. 902 : *Equiperment des services de matériel automobile* (p. 3518); Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement du service des transmissions* (p. 3519); *le retire* (ibid.); Chap. 912 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel lourd* (p. 3519); *le retire* (ibid.); MARINE, Chap. 904 : *Refontes et gros travaux pour la flotte (Ses observations sur l'achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* [21 juin 1949] (p. 3532, 3533);

*Amendement de M. Augarde tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 3536); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3538); FRANCE D'OUTRE-MER : *Ordre de la discussion* [22 juin 1949] (p. 3642); *Ses observations sur la guerre d'Indochine* (p. 3652); Chap. 353 : *Amendement de M. Silvoandre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le couchage* [23 juin 1949] (p. 3678); Etat C, Chap. 130 : *Situation du personnel titulaire et auxiliaire des sociétés aéronautiques* (p. 3701); Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3701, 3702, 3703, 3704); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 juillet 1949] (p. 5013); Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie* (p. 5013); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les secours et allocations des services sociaux* (p. 5017); *le retire* (ibid.); GUERRE, Chap. 121 : *Solde des officiers des services* (p. 5019); Chap. 124 : *Personnel civil extérieur* (p. 5021); Chap. 133 : *Ouvriers du personnel civil extérieur* (p. 5022); Chap. 323 : *Instruction, recrutement et écoles* (p. 5026); Chap. 341 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour études et expérimentations techniques* (p. 5027); MARINE, Chap. 904 : *Refontes et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 5033, 5034). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la S.N.C.A.C.* [21 juin 1949] (p. 3566, 3567). — Prend part à la discussion; du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3815, 3830); Art. 1<sup>er</sup> ter : *Amendement de M. Peyrat tendant à maintenir l'usine de la S.N.C.A.C. à Châteauroux* (p. 3853); *Amendement de M. Pleven tendant à laisser le choix au Gouvernement des usines à aliéner parmi toutes celles existantes* (p. 3858, 3859); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliaire, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 novembre 1949] (p. 6060, 6061); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne limiter le recrutement d'auxiliaires que dans les administrations civiles* (p. 6071, 6072). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation de pommes

de terre de Hollande et du Danemark [10 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion; des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe)* [25 novembre 1949] (p. 6315, 6316, 6317); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7300); Art. 39 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article relatif aux transferts de crédits pour la défense nationale* [27 décembre 1949] (p. 7405); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 11 : *Son amendement tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la Défense nationale* [31 décembre 1949] (p. 7654, 7655); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950, en qualité de *Rapporteur* [2 mars 1950] (p. 1622, 1623, 1627, 1628); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à fixer à un an la durée du service militaire* (p. 1629); *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas faire servir les jeunes gens dans un territoire autre que ceux du bassin méditerranéen* (p. 1630); Art. 4 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer la convocation trimestrielle pour les armées de l'air et de mer* (p. 1631); *Amendement de M. Hénault relatif à l'incorporation des sursitaires ayant résilié leur sursis* (p. 1631); Art. 6 : *Amendement de M. Halbout tendant à supprimer la forclusion pour le dépôt des demandes de dispenses* (p. 1632); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1950] (p. 2146, 2147); Art. 6 : *Amendement de M. Hughes tendant à ne pas dispenser les fils aînés de filles mères du service militaire* (p. 2148, 2149); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2052, 2053, 2054); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3254); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 : *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3488, 3489, 3490, 3491, 3492); Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, DÉFENSE NATIONALE,

Chap. 1030 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les soldes de la gendarmerie (Limite d'âge des officiers gendarmes)* (p. 3501, 3502) ; Chap. 7012 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 88 millions les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3512) ; Etat A, AIR, Chap. 1005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde des officiers (Emplois d'officiers généraux de l'air)* [11 mai 1950] (p. 3526) ; Etat B, AIR, Chap. 3317 : *Demande d'augmentation des crédits pour le matériel de transport, présentée par le Gouvernement* (p. 3534) ; Etat A, MARINE : *Amendement de M. Capdeville tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour refonte et gros travaux de la flotte* (p. 3588) ; MARINE, Etat B, Chap. 181 : *Personnel ouvrier* (p. 3594, 3595) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Reclassement des chefs d'équipe)* (p. 3597) ; Art. 23 : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir davantage de nominations dans les grades supérieurs de l'armée de l'air* (p. 3623, 3624) ; Art. 25 : *Amendement de M. Triboulet relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique* (p. 3625) ; Art. 31 : *Son amendement relatif aux bonifications d'ancienneté accordées aux polytechniciens* (p. 3627) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5765, 5766) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel militaire des postes de l'étranger, présentée par le Gouvernement (Attachés militaires)* [14 juin 1950] (p. 4768) ; Chap. 1020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel contractuel (Réduction des états-majors)* (p. 4769) ; Chap. 1030 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel civil des postes de l'étranger* (p. 4770) ; Chap. 3020 : *Demande de rétablissement des crédits prévus pour le matériel, présentée par le Gouvernement* (p. 4770) ; Chap. 3070 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4771) ; Chap. 3080 : *Documentation, publication et diffusion* (p. 4771) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Dassonville tendant à supprimer les crédits pour la revue de la défense nationale*

(p. 4772) ; Chap. 1600 : *Amendement de M. Girardot tendant à supprimer les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale à Fontainebleau* (p. 4773). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires en 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine)* [31 juillet 1950] (p. 6317). — Répond à une question de M. Duveau relative au statut des ouvriers de Diego-Suarez [22 décembre 1950] (p. 9497). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires) : *Explications de vote sur l'ensemble (Organisation militaire du pacte atlantique)* [21 mars 1951] (p. 2410, 2411) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Discussion générale* [17 mai 1951] (p. 5354) ; — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Solde des officiers (Création d'un poste de contre-amiral)* [18 mai 1951] (p. 5424) ; Chap. 1025 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des marins (Solde des officiers mariniens)* (p. 5425) ; Chap. 1115 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel ouvrier* (p. 5425) ; Chap. 3005 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 5426) ; Chap. 9041 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour refontes et gros travaux (Chalutiers)* (p. 5427) ; *Programme de réarmement naval (Porte-avions La Fayette)* (p. 5427, 5428) ; Chap. 9120 : *Acquisitions immobilières* (p. 5428) ; Etat C, CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 180 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel et auxiliaire* (p. 5428, 5429) ; Chap. 9821 : *Se*

demande de rétablissement des crédits pour acquisitions immobilières (Villa à Saint-Tropez) (p. 5429, 5430).

**MONTEL (M. Pierre)**, Député du Rhône  
(1<sup>re</sup> circonscription).

Secrétaire d'Etat aux forces armées (Guerre).

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 29 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1948] (p. 39). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; Vice-Président de cette Commission (*J. O.* du 29 janvier 1948, p. 964), (*J. O.* du 19 janvier 1950, p. 716) ; Président de cette même Commission (*J. O.* du 20 janvier 1949, p. 782), (*J. O.* du 25 janvier 1951, p. 882). — Est désigné par les Commissions de la presse, des affaires étrangères, de la défense nationale et des finances pour faire partie de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de la Radiodiffusion vers l'étranger [19 mars 1951] (**F. n° 695**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé Vice-Président de la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de MM. Joseph Denais et Xavier Bouvier tendant à valoriser la médaille coloniale, **n° 833**. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi relative à l'application aux contrats d'amodiation de carrières des textes relatifs aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, **n° 1201**. — Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à la nomination dans la réserve de l'armée de mer des officiers auxiliaires ainsi que

des officiers et non-officiers détenteurs d'un grade à titre temporaire, **n° 1360**. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le Bureau de l'Assemblée Nationale avant l'interruption de la session de 1947 un projet de loi portant affermage des sociétés nationalisées depuis la Libération, **n° 2033**. — Le 30 octobre 1947, une proposition de loi tendant à l'annulation de l'acte dit « loi du 22 août 1940 » annulant les nominations et promotions à titre temporaire dans les trois armées de terre, de mer et de l'air, antérieures au 1<sup>er</sup> septembre 1940, **n° 2606**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Leclerc une pension exceptionnelle, **n° 2816**. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, **n° 3314**. — Le 19 février 1948, une proposition de loi tendant à interdire aux établissements bancaires de décompter des intérêts de découvert aux commerçants et industriels devenus débiteurs du fait du retrait des billets de 5.000 francs, **n° 3459**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Hippolyte Masson, transmise par M. le Président du Conseil de la République ayant pour objet de permettre la révision des mesures disciplinaires prises à l'égard des militaires de l'armée de mer frappés durant les hostilités sans avoir pu prendre connaissance de leur dossier, **n° 3490**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les lieux, par priorité, l'annexe de l'intendance de Tarare jusqu'au moment où il sera trouvé dans la ville un local correspondant, **n° 3505**. — Le 2 février 1948, une proposition de loi tendant à permettre aux contribuables assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation de s'en libérer par souscription d'actions de sociétés d'H. B. M. **n° 3618**. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Anxionnaz por-

tant admission à l'honorariat de leur grade des officiers titulaires d'un grade d'assimilation au titre des Forces françaises combattantes, homologué, n° 4168. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer dans les conditions de l'ordonnance du 13 décembre 1944, n° 4169. — Le 25 juin 1948, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Marine, budget annexe des constructions et armes navales), n° 4731. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour l'érection de la statue du maréchal Foch ; 2° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'érection de la statue du maréchal Foch avant l'ouverture de la session de l'Organisation des Nations Unies qui doit se tenir à Paris en septembre 1948, n° 4896. — Le 9 juillet 1948, une proposition de loi tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, n° 4928. — Le 13 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant validation et modification de l'acte dit loi n° 531 du 4 octobre 1943 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, n° 5264. — Le 25 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les officiers nommés ou promus à un grade à titre temporaire en vertu du décret du 4 octobre 1939 et qui ont été privés de leur grade par l'acte dit « loi du 22 août 1940 » à porter de nouveau les insignes de ce grade, à en recevoir l'appellation et, le cas échéant, à en exercer les fonctions tout en ne percevant que la solde du grade à titre définitif dont ils sont détenteurs, n° 5650. — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les militaires de carrière des dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de la loi du 18 août 1936 sur les mises à la retraite par ancienneté des fonctionnaires et employés civils de l'Etat, n° 6077. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi relative aux droits des fonctionnaires militaires frappés de sanctions par l'au-

torité de fait dit Gouvernement de l'Etat français, n° 6224. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant à surseoir à toutes expulsions de locataires jusqu'au 31 décembre 1949, n° 6339. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à déterminer les bénéficiaires de l'exemption de l'impôt de mutation par décès prévu à l'article 413 du Code de l'enregistrement dans le cas où le défunt est mort en déportation, n° 6394. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant au maintien dans les lieux de certaines catégories de locataires (mutilés, réformés, veuves de guerre non remariées), n° 6395. — Le 1<sup>er</sup> mars 1949, une proposition de loi relative aux créations et extensions d'entreprises, n° 6619. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi relative au cumul des mandats d'administrateur dans les sociétés anonymes, n° 7530. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Giraud une pension exceptionnelle, n° 7551. — Le 30 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier les premier et deuxième alinéas de l'article 37 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de faciliter le vote « sans débat » des propositions de résolution, n° 8905. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu à Washington le 27 janvier 1950 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, n° 9430. — Le 20 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 juin 1951 le délai dans lequel seront recevables les demandes de certificat d'appartenance aux Forces françaises de l'intérieur ainsi que les demandes d'attribution de grades d'assimilation aux membres des Forces françaises de l'intérieur et de la Résistance intérieure française, n° 11702. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans des cimetières désaffectés, n° 11909. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à libérer à partir du 15 avril 1951 les jeunes gens nés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre 1929 appartenant à la classe 1950 et actuellement sous les drapeaux, n° 12479. — Le 4 avril 1951, une

proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, n° 12688.

### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Aude [28 novembre 1946] (p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des Budgets ordinaire et extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires); ARMÉES : *Discussion générale* [23 décembre 1947] (p. 343). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attribution du portefeuille de la Défense nationale et les attributions respectives des Ministres de ce département [28 janvier 1947] (p. 42); la développe (p. 46); — Est entendu : dans la discussion de l'interpellation de M. Lespès sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la sécurité sociale [31 janvier 1947] (p. 113); — sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [31 janvier 1947] (p. 125). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 42 : *Fixation du taux des frais de régie, fonds national d'amélioration de l'habitat, suppression de postes de commissaires de police et d'officiers de paix* [6 février 1947] (p. 195); Art. 67 *quinquies* : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à renforcer le contrôle de l'Etat sur les entreprises nationalisées* (p. 252, 253). — Participe à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Répartitions prioritaires à la F.G.N.A.*) [18 février 1947] (p. 361); *Ordre du jour déposé en conclusion de ce débat* [20 février 1947] (p. 406). — Demande à interpellier sur les conditions dans lesquelles ont été licenciés, à Paris et en province, un certain nombre de commissaires de police et officiers de la paix à la date du 31 décembre 1946, sans aucun préavis ni indemnité de quelque nature que ce soit [25 février 1947] (p. 465). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant

suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 498); — des interpellations relatives à la politique française en Indochine [14 mars 1947] (p. 852, 853); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses militaires de l'exercice 1947; ETAT A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits accordés pour la solde de l'armée* [20 mars 1947] (p. 951); *le retire* (ibid.); *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1026); — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discussion générale* [26 mars 1947] (p. 1114); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le 2<sup>e</sup> trimestre 1947 : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1185, 1186, 1187). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations du Ministre de la Défense nationale concernant l'organisation de la nation armée [2 mai 1947] (p. 1136). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 4 mai 1947 : *Rubriques du « Journal officiel » relatives aux abstentions de vote* [6 mai 1947] (p. 1475); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Leenhardt sur les entreprises placées sous réquisition [22 mai 1947] (p. 1711); — sur le renvoi à la semaine suivante de la question de M. Desjardins relative à l'examen de la régularité des comptes de gestion des Charbonnages de France [23 mai 1947] (p. 1747); — sur la demande d'interpellation de M. Gazier relative à la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués des entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2487). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 318 : *Frais de mission et déplacement* [4 juillet 1947] (p. 2722); Chap. 342 : *Acquisitions et entretien d'auto-*

mobiles (p. 2724, 2725) ; Chap. 350 : *Exploitation de lignes aériennes* (p. 2728) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL (Services de la Défense nationale) : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2906, 2907) ; P. T. T., Chap. 103 : *Services d'études et de recherches* [11 juillet 1947] (p. 2969) ; Chap. 310 : *Transport des correspondances et du matériel* (p. 2972) ; RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3035, 3036) ; INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation aux charges d'intérêt général des collectivités locales* [17 juillet 1947] (p. 3106) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 100 : *Traitements du Commissaire général et des cadres* [18 juillet 1947] (p. 3171). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (*Budget ordinaire, Exercice 1947, Dépenses civiles*) ; Art. 49 : *Droits de timbre sur les cartes d'entrée dans les salles de jeu* [31 juillet 1947] (p. 3740) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'Exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3769). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République ; ETAT A, ECONOMIE NATIONALE : *Ordre de discussion des budgets* [7 août 1947] (p. 4033) ; Chap. 115 : *Service des importations et exportations* (p. 4035) ; Chap. 118 : *Personnel départemental de la Direction générale du contrôle économique* (p. 4035). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation de l'évaluation des voies et moyens du Budget de l'Exercice 1947 ; Art. 19 *décis* : *Pouvoirs de décision du Conseil de la République* [8 août 1947] (p. 4102, 4103). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2752) ; — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3037) ; — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] : *Discussion générale* (p. 3079) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote de douzièmes provisoires pour les crédits militaires*) [30 juillet 1947] (p. 3721). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pro-

visoires pour les mois d'août et septembre 1947 (Budget ordinaire, Dépenses militaires) : *Demande de discussion d'urgence* [31 juillet 1947] (p. 3752) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3790, 3791, 3792, 3799) ; *Explication de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3804) ; — d'une proposition de loi tendant à l'application à l'Assemblée Nationale de la loi du 19 juillet 1947 (*Relèvement de l'indemnité parlementaire*) : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire les crédits demandés* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3826) ; — du projet de loi portant amnistie, amendé par le Conseil de la République ; Art. 18 *bis* : *Amnistie des mineurs de 21 ans ayant fait l'objet d'une citation* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3847, 3848) ; — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; Art. 9 : *Interdiction aux Ministres d'engager de nouvelles dépenses supplémentaires (Programmes futurs pour l'armée)* [5 août 1947] (p. 3937) ; Chap. 907 : *Amendement de M. Malheret-Joinville tendant à supprimer les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* [6 août 1947] (p. 3952) ; Chap. 912 : *Cession de matériel lourd* (p. 3953) ; MARINE, Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (Porte avions)* (p. 3985, 3986, 3988) ; Chap. 905 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations maritimes* (p. 3990) ; le retire (*ibid.*) ; Chap. 906-2 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'aéronautique navale* (p. 3991) ; Chap. 907 : *Son amendement tendant à doter de 2 millions le chapitre des acquisitions immobilières* (p. 3991) ; Etat B, Chap. 905 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux maritimes (Magasins de Saint-Denis)* (p. 3992) ; Chap. 906-2 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le matériel de série de l'aéronautique navale* (p. 3993) ; le retire (*ibid.*) ; Chap. 907 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions de terrains pour les magasins de Saint-Denis* (p. 3993) ; le retire (*ibid.*) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; MARINE, Chap. 907 : *Acquisitions immobilières (Magasins de Saint-Denis)* [9 août 1947] (p. 4153). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la



proposition de loi de M. Cristofol instituant une procédure du vote par correspondance dans les élections cantonales et municipales [7 août 1947] (p. 4021). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4148); *Renvoi du projet devant la Commission* [11 août 1947] (p. 4242, 4243, 4244); — d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille : *Discussion générale* [11 août 1947] (p. 4231); — du projet de loi de dégageant de cadres des fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Gresa tendant à ajourner le débat* [12 août 1947] (p. 4257); Art. 14 : *Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des militaires* (p. 4283); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4287). — Est entendu au cours du débat sur une proposition de résolution de M. Jean Masson invitant le Gouvernement à réduire les tarifs postaux pour les militaires du corps expéditionnaire en Indochine [13 août 1947] (p. 4382). — Dépose une demande d'interpellation sur l'organisation actuelle de la défense nationale [13 novembre 1947] (p. 5003). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5031, 5032); — du projet de loi approuvant la Convention passée avec la Banque de France : *Discussion générale (Or récupéré en Allemagne)* [25 novembre 1947] (p. 5132, 5133). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) du mois de décembre 1947 : *Discussion générale (Misère de l'armée)* [28 novembre 1947] (p. 5213, 5214); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Assimilation des soldats à des sous-officiers* [29 novembre 1947] (p. 5288). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 5449). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Citation de paroles de M. Pierre Cot* [3 décembre 1947] (p. 5462). — Est entendu pour un fait personnel : *Attitude de M. Cot vis-à-vis du parti communiste* [3 décembre 1947] (p. 5487,

5488]. — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement devant l'expulsion par l'U. R. S. S. de la Mission française de rapatriement [9 décembre 1947] (p. 5565) et est entendu sur la fixation de la date de discussion (*ibid.*); la développe [12 décembre 1947] (p. 5692, 5693, 5694). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une pension exceptionnelle à Mme la générale Leclerc, en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1947] (p. 5619); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 40 : *Amendements de MM. Bichet, Robert-Schmidt et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées* [18 décembre 1947] (p. 5812); — de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale : *sur l'urgence* [19 décembre 1947] (p. 5911); — d'une proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Son rappel au règlement* [19 décembre 1947] (p. 5935); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6059, 6060); Art. 4 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux* (p. 6139, 6140); Art. 5 : *Son amendement tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction* (p. 6145, 6146); Art. 6 : *Son amendement tendant à opérer une compensation entre le prélèvement et les indemnités de réquisition* (p. 6147, 6148); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6162, 6163); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 3 : BUDGETS ANNEXES, Chap. 101 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1 million pour le personnel ouvrier aéronautique* [24 décembre 1947] (p. 6235, 6236); *le retire* (p. 6236); — du projet de loi relatif au rappel en activité des officiers en non-activité; Art. 3 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de Résistance* [31 décembre 1947] (p. 6636). — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [3 janvier 1948] (p. 8, 9); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à bloquer au Crédit national le produit du prélèvement en*

vue de la reconstruction (p. 14, 15); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement à la base pour les contribuables ayant combattu à la Libération* (p. 33); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 272, 273, 274, 275). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes de l'accident du *Languedoc-161* à Romainville et le rapport Pellenc-Chalandon sur les usines aéronautiques [29 janvier 1948] (p. 298); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des prochaines interpellations* [3 février 1948] (p. 358). — Prend part à la discussion ; de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Son rappel au règlement* [4 février 1948] (p. 382) ; *Discussion générale* (p. 388, 390, 391); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire de 1 million les crédits* [5 février 1948] (p. 444) ; *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1 million les crédits* (p. 446) ; *Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1 million les crédits* (p. 447) ; *Amendements de MM. Anxionnaz et Masson tendant à réduire les crédits accordés* [6 février 1948] (p. 486); Art. 7 : *Son amendement relatif au relèvement des pensions de guerre* (p. 519); Art. 8 : *Son amendement concernant la pension des veuves de guerre* (p. 523); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1168) ; *Son amendement tendant à rétablir l'article* (p. 1169) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1171, 1172). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos tendant à abroger le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Contre l'urgence* [4 février 1948] (p. 401, 402). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 484). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Longueur des débats et limitation de la durée de la séance de nuit*) [17 février 1948] (p. 793). — Prend part à la discussion : du projet de loi

tendant à la répression des hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence* [17 février 1948] (p. 798) ; *Demande de renvoi au Conseil économique* (p. 801) ; *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 832, 837, 852); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt tendant à préciser sur quelle base est établi le prix illicite* (p. 855, 856) ; *Amendements de MM. Faure et Péron tendant à n'appliquer la loi que lorsque l'augmentation n'est pas justifiée par la hausse des prix* (p. 859, 861); Art. 3 : *Amendement de M. Moisan tendant à ajouter un alinéa permettant aux associations et syndicats de se porter partie civile* [19 février 1948] (p. 889); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Nouvelle définition de prix illicite pour les produits majorés depuis le 15 janvier 1948* [24 février 1948] (p. 1017); — de la proposition de résolution relative à la catastrophe ferroviaire de Thumeries : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 830). — Dépose une demande d'interpellation sur les récentes augmentations du gaz et de l'électricité [20 février 1948] (p. 981); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [24 février 1948] (p. 1014), [4 mai 1948] (p. 2496, 2497). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 904 : *Aménagement du Cap Vert* [25 février 1948] (p. 1077, 1078). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Pratique des séances de nuit* [26 février 1948] (p. 1134) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le prélèvement exceptionnel* [2 mars 1948] (p. 1265, 1267), [4 mars 1948] (p. 1299, 1300). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant la Compagnie Air-France : *Discussion générale* [16 mars 1948] (p. 1739, 1740, 1744). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Livry-Level et Tourné sur des arrestations de Résistants [18 mars 1948] (p. 1911). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits ; Art. 3 : *Amendement de Mme Nédélec tendant à disjoindre l'article* [18 mars 1948] (p. 1915) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1946).

1947); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2082, 2086, 2087, 2088); Art. 1<sup>er</sup> : *Réévaluation de leurs actifs par les entreprises soumises à l'impôt sur les B. I. C.* [22 avril 1948] (p. 2172); Art. 3 bis : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du salaire versé par l'exploitant à son conjoint, du bénéfice net imposable* (p. 2175); Art. 10 : *Amendement de M. Denais relatif aux gérants des sociétés à responsabilité limitée* [23 avril 1948] (p. 2225, 2226); Art. 14 : *Son amendement tendant à déduire des revenus imposables la moitié de l'impôt sur le revenu* (p. 2233, 2234). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur ses interpellations* [20 avril 1948] (p. 2102, 2103). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation et la fusion des trois Régies financières par le Gouvernement [20 avril 1948] (p. 2104). — Prend part à la discussion : du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air France : Art. 4 : *Amendement de M. Faure tendant à céder 30 0/0 des actions à des sociétés publiques et privées* [4 mai 1948] (p. 2513); Art. 5 : *Amendement de M. Clostermann tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 2515); *Son rappel au règlement (Longueur des débats)* (p. 2518); Art. 11 : *Son amendement tendant à établir des comptes distincts pour chaque ligne aérienne* (p. 2518, 2519); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2520, 2521); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Rôle du président du conseil d'administration* [2 juin 1948] (p. 3098, 3099); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3102); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2652); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2669); Art. 2 : *Amendements de MM. Farine et Petit tendant à maintenir les écoles privées si bâties par les mineurs* (p. 2678); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans et ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2946). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage- ment des cadres [27 mai 1948] (p. 2957). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de

juin 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2979, 2980, 2981). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Faillite de la S.N.E.C.M.A.* [2 juin 1948] (p. 3096). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3404); — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat tendant à appliquer la loi aux militaires en service depuis trois mois* [23 juin 1948] (p. 3867); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4417); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.; Art. 1<sup>er</sup> : *Résultats de la reconversion* [25 juin 1948] (p. 3965). — Est entendu sur un incident : *Adoption sans débat d'une proposition de loi limitant à dix millions les augmentations de capital des sociétés par actions* [25 juin 1948] (p. 3985). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4157, 4158), [30 juin 1948] (p. 4180 et suiv.), (p. 4196 et suiv.); *Ses observations sur les porte-avions et les bases de l'Union française* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4220, 4221); *Organisation du Conseil d'état-major* (p. 4246); *Reclassement des officiers* (p. 4249); Etat A, Chap. 1011 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour l'Administration centrale de l'Air* [7 juillet 1948] (p. 4414); Chap. 1012 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 13.708.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'Administration centrale de la Guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); Chap. 1013 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'Administration centrale de la Marine* (p. 4438, 4439); *Réduction de 10 0/0 sur l'ensemble des crédits* (p. 4440); GUERRE, Etat B, Chap. 905 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour équipement du service des transmissions* [9 juillet 1948] (p. 4538); Etat C, Chap. 161 : *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour les ouvriers des fabrications d'armement* (p. 4540); Chap. 360 : *Amendement de M. Bartolini tendant à relever les crédits pour fonctionnement des fabriques d'armement* (p. 4541);

**MARINE**, en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 4544, 4545, 4546); Etat A, Chap. 122 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour la solde des quartiers-maîtres et marins* (p. 4551); le retire (p. 4552); Etat B, Chap. 904 : *Amendement de M. Manceau tendant à diminuer de 459 millions les crédits pour achat et construction de navires* (p. 4553, 4554); Chap. 905 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes* (p. 4562, 4563); Etat D, Chap. 982 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour achats immobiliers de 9 millions* (p. 4566); le retire (ibid.); **AIR** : *Ses observations sur le matériel en Afrique du Nord* [15 juillet 1948] (p. 4597, 4598); et *l'insuffisance des crédits alloués à l'Air* (p. 4598, 4599); Titre 1<sup>er</sup>, Chap. 120 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour la solde des officiers* (p. 4600); *Amendement de M. Gresa tendant à réduire de 1 million les crédits de ce chapitre* (p. 4601, 4602); Chap. 122 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les sous-officiers et soldats (Soldes)* (p. 4603); Chap. 124 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel civil extérieur* (p. 4603); Chap. 126 : *Son amendement analogue* (ibid.); Chap. 131 : *Son amendement analogue* (ibid.); Chap. 318 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour l'achat d'ameublement (Frigidaires et machines à épilucher)* (p. 4604, 4605); Chap. 323 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction* (p. 4614, 4615, 4616); Chap. 331 : *Sa réponse à M. Gresa* (p. 4623); Chap. 912 : *Matériel de série de l'air* [16 juillet 1948] (p. 4652); Chap. 131 : *Crédits pour le personnel ouvrier (Bénéfices d'une société nationalisée)* (p. 4657); **FRANCE D'OUTRE-MER**, Chap. 353 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le couchage* (p. 4730); Chap. 357 : *Service de l'artillerie* (p. 4731, 4732); Chap. 359 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 50 millions les crédits du service automobile* (p. 4733); Chap. 653 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice et réparations civiles (Brutalités de la légion)* [17 juillet 1948] (p. 4735, 4736, 4737); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires de 12 milliards et 1 franc* (p. 4738 et suiv., 4749, 4750); *Ses explications de vote*

*sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits* [19 juillet 1948] (p. 4855, 4856); *Retire son sous-amendement* (p. 4858); Art. 17 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à supprimer les corps de contrôle militaires* [6 août 1948] (p. 5454); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5459); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; **RECONSTRUCTION ET URBANISME** : *Discussion générale* [17 juillet 1948] (p. 4760); **LÉGION D'HONNEUR**, Chap. 70 : *Traitements des membres de l'ordre* [19 juillet 1948] (p. 4825); **INTÉRIEUR** : *Discussion générale* (p. 4829, 4830); Chap. 512 : *Dépenses de fonctionnement de la gendarmerie* [28 juillet 1948] (p. 4964); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948; Art. 13 : *Ses explications de vote sur l'article interdisant aux Ministres tout dépassement de crédits* [20 juillet 1948] (p. 4867); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5532); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5592); Art. 2 : *Amendement de M. Védrines tendant à interdire les apports de capitaux étrangers dans les entreprises nationalisées* (p. 5617); Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5659, 5660); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos* [18 septembre 1948] (p. 6644); Art. 1<sup>er</sup> A : *Amendement de M. Duclos relatif aux sociétés n'ayant pas subi le prélèvement exceptionnel de lutte* (p. 6664); *Amendement de M. Duclos tendant à taxer les réserves des sociétés* (ibid.); Art. 3 : *Impôt sur les véhicules automobiles* (p. 6668); Art. 4 : *Amendement de M. Denais relatif aux frais forfaitaires de représentation* (p. 6670); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Attitude de M. Garaudy* [18 novembre 1948] (p. 7110); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête et ses observations sur la propagande communiste et le péril soviétique* [23 novembre 1948] (p. 7169 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collabora-

tion : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7269); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cristofol tendant à ne prévoir aucune urgence acquise de plein droit* [9 décembre 1948] (p. 7442); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7448); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur : *Contre l'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7456); Article unique : *Son amendement tendant à réserver le droit de recours en responsabilité civile pour les dommages visés par cette loi* [9 décembre 1948] (p. 7461, 7462); — de propositions de loi modifiant le statut des combattants volontaires de la Résistance; Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des postulants au titre de combattants volontaires de la Résistance (Activité de son frère pendant l'occupation)* [14 décembre 1948] (p. 7572). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa réponse à M. Boccagny* [14 décembre 1948] (p. 7588). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale : *Discussion générale* [17 décembre 1948] (p. 7698, 7699); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la sécurité sociale* (p. 7699, 7700); Art. 6 : *Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* (p. 7704); — du projet de loi portant fixation des maxima de dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'impôt sur le revenu et la possibilité d'imposer les salaires supérieurs à 500.000 fr.)* [21 décembre 1948] (p. 7823); Art. 12 : *Ouverture d'un crédit de 350 milliards pour les dépenses militaires de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7938, 7939, 7940, 7941). — Est entendu sur l'inscription à l'ordre du jour d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation du commandant en chef de l'Europe occidentale [23 décembre 1948] (p. 7884). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8096, 8097); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8159, 8160); — du projet de loi portant fixation du Budget

général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup>, JUSTICE : *Amendement de M. Camphin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Grévistes mineurs emprisonnés)* [31 décembre 1948] (p. 8233); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 2, Etat A, Chap. 923-2 : *Amendement de M. Aubry tendant à réduire de 40 millions les crédits pour l'Office national d'étude et de recherche aéronautique* [31 décembre 1948] (p. 8297); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de M. Thorez en 1948 aussi bien qu'en 1939, la politique anti-française du parti communiste en France et en Indochine)* [24 février 1949] (p. 885, 886); — de la proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [25 février 1949] (p. 932); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 1<sup>er</sup>; *Amendement de M. Billat tendant à réduire le service pour les soutiens de famille* [3 mars 1949] (p. 1225); *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Billat (ibid.)*; Art. 2, Etat A : *Amendement de M. Michelet tendant à poursuivre les travaux sur le Jean-Bart et le Clemenceau* (p. 1227); *Amendement de M. Michelet tendant à ne pas faire de nouveaux dégagements de cadres* (p. 1229); de ce projet de loi amende par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mars 1949] (p. 1494, 1495, 1496, 1497). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1505). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1510); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Sa demande de renvoi du vote sur la motion préjudicielle de M. Coulibaly* [22 mars 1949] (p. 1690). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Abus du droit de parole lors de l'adoption du procès-verbal* [23 mars 1949] (p. 1746); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget militaire* [5 avril 1949] (p. 2065, 2066). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répar-

tion de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Nécessité de modifier l'ordre du jour en l'absence du Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2179); Etat D : *Amendement de MM. Girardot et Dassonville tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale* [8 avril 1949] (p. 2231, 2232, 2233). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Fixation de la date de rentrée parlementaire au 17 mai* [12 avril 1949] (p. 2326). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 avril 1949] (p. 2446); — d'une proposition de résolution relative au droit de souveraineté de la France sur certaines îles australes : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2447); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2448); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 001 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à augmenter de 530 francs l'abattement sur la retraite du combattant* [19 mai 1949] (p. 2665); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* [31 mai 1949] (p. 2965, 2966, 2967, 2968); *Son rappel au règlement (Suspension de la séance)* (p. 2980, 2981); Art. 3 : *18 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur le budget des dépenses militaires* (p. 2986); *Amendement de M. Dusseaux tendant à disjoindre l'article* (p. 2988, 2990); Art. 13 : *Son amendement tendant à étendre l'article aux actes de fusion des sociétés* [2 juin 1949] (p. 3056); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Sa demande de renvoi du débat* [9 juin 1949] (p. 3218); *Discussion générale* (p. 3236, 3237, 3242, 3248), [10 juin 1949] (p. 3291, 3296); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3000 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 13 millions les crédits pour les services de presse* [16 juin 1949] (p. 3406); Chap. 4000 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les secours et allocations diverses* (p. 3411); *Ses observations sur l'organisation de l'armée*

(p. 3433); AIR, Chap. 120 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 143 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 3435); Chap. 326 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le matériel des télécommunications* (p. 3442); Chap. 912 : *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* [17 juin 1949] (p. 3476, 3477); Chap. 923 : *Etudes et prototypes* (p. 3488); GUERRE, Chap. 122 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 3492); Chap. 322 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour logement et cantonnement* (p. 3510); Chap. 323-2 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour convocation des réserves* (p. 3512); Chap. 327 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel blindé et chenillé présentée par le Gouvernement* (p. 3513, 3514); Chap. 800 : *Demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction des bâtiments de l'intendance présentée par le Gouvernement* (p. 3516); Chap. 903 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement du service du génie présentée par le Gouvernement* (p. 3518); MARINE, Chap. 131 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier du service du commissariat* [21 juin 1949] (p. 3529); Chap. 318 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement, présentée par le Gouvernement* (p. 3530, 3531); Chap. 904 : *Refontes et gros travaux pour la flotte* (p. 3534); FRANCE D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la guerre d'Indochine* [22 juin 1949] (p. 3650); Chap. 153 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 13 milliards les crédits pour le personnel non officier* [23 juin 1949] (p. 3668, 3669); Chap. 156 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des gendarmes (Observations sur les gardes républicains)* (p. 3674); Chap. 352 : *Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3677); Chap. 353 : *Amendement de M. Silvanre tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'habillement et le couchage (Intendance coloniale)* (p. 3678); Chap. 356 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionne-*

ment du service de santé (p. 3690); Chap. 359 : Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service automobile (p. 3692); Chap. 953 : Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la motorisation et la mécanisation des unités (p. 3694); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 35 0/0 les crédits de la Défense nationale et de 50 0/0 les crédits pour la France d'outre-mer (p. 3696); Etat C, Chap. 331 : Matériel de série de l'armée de l'air (p. 3706); Chap. 336 : Etudes et prototypes; Fonctionnement de l'O.N.E.R.A. (p. 3717, 3718); SERVICE DES POUDRES, Chap. 880 : Demande de rétablissement des crédits présentée par le Gouvernement pour les travaux immobiliers (Equippedement des ports) (p. 3727); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : Soldes et indemnités de la gendarmerie [22 juillet 1949] (p. 5015); Chap. 3150 : Dépenses de fonctionnement et d'entretien d'immeubles des services sociaux (p. 5016); GUERRE, Chap. 122 : Solde des sous-officiers et hommes de troupe (p. 5019, 5020); MARINE, Chap. 904 : Refonte et travaux de la flotte (Achèvement du Clemenceau et du Jean-Bart) (p. 5028). — Est entendu sur le retrait d'une demande de renvoi à la Commission du projet de loi relatif à la réorganisation de la S. C. A. N. et de la S. N. E. C. M. A. [2 juin 1949] (p. 3072, 3073). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Georges Morand : Sa demande de renvoi du scrutin public à la tribune [10 juin 1949] (p. 3273, 3274). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Suite de la discussion du budget des dépenses militaires [23 juin 1949] (p. 3709). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : Discussion générale [24 juin 1949] (p. 3773); Renvoi du débat [28 juin 1949] (p. 3816); Art. 1<sup>er</sup> ter : Rappel au règlement de M. L'Huillier (p. 3816); Renvoi du débat p. 3846). — Est entendu pour un rappel au règlement : Modification de l'ordre du jour [28 juin 1949] (p. 3881). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : Discussion générale [8 juillet 1949] (p. 4422); — du projet de loi portant ratification du Pacte

atlantique, en qualité de Rapporteur pour avis [22 juillet 1949] (p. 5070, 5071, 5072, 5073); Discussion générale [26 juillet 1949] (p. 5272); Article additionnel : Amendement de M. Michelet tendant à demander au Gouvernement américain des précisions sur le comité de défense et les fournitures de matériel de guerre (p. 5346, 5347); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 1<sup>er</sup> : Mise en liberté provisoire de tous les inculpés résistants [29 juillet 1949] (p. 5483); Art. 3 : Amendement de M. Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux actes n'ayant pas de rapport avec des actes de résistance (p. 5485); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5486); — du projet de loi ds finances pour l'exercice 1950, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale [16 décembre 1949] (p. 6997, 6998); Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction et les emprunts de l'E. D. F.) [21 décembre 1949] (p. 7068, 7081); Droit à la parole du parti P. R. L. (p. 7110); Ses observations sur la fraude fiscale [22 décembre 1949] (p. 7166); Son rappel au règlement (p. 7171); Article additionnel : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à prévoir un impôt exceptionnel sur les super-bénéfices des personnes morales [27 décembre 1949] (p. 7364, 7366, 7367). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Paroles prononcées par M. Arthaud au sujet de la politique coloniale française [23 décembre 1949] (p. 7194, 7195). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci [17 janvier 1950] (p. 289, 290); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : Son rappel au règlement (Insultes lancées par M. Patinaud : « les chéquards ») [26 janvier 1950] (p. 526); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : Discussion générale [28 janvier 1950] (p. 654, 655); Sa motion demandant l'affichage du discours de M. Plevin, Ministre de la Défense nationale (p. 681, 682); Amendement de M. Tourné demandant l'affichage des noms figurant sur le chéquier de Van Co (p. 682); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : Dis-

*cussion générale* [29 janvier 1950] (p. 735, 736); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 4 : *Ouverture de crédits équivalents à six mois de dépenses pour la Défense nationale* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 860); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République (Art. 31 R du Code du travail) : *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution de la convention par les groupements de travailleurs* [8 février 1950] (p. 1067); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1090). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre mer : *Urgence* [16 février 1950] (p. 1107); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les fonctionnaires des territoires d'outre-mer* [16 février 1950] (p. 1142). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1318, 1319, 1320); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 février 1950] (p. 1345); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre : *Motion préjudicielle de M. Villon tendant au renvoi à la Commission de la défense nationale* [23 février 1950] (p. 1348); Art. 4 : *Amendement de M. Halbout tendant à mettre fin aux réquisitions d'immeubles par les services publics dans les communes sinistrées* (p. 1534). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application de la règle du cumul pour les traitements français en Allemagne [24 février 1950] (p. 1436). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Ses explications de vote sur le rapport* [24 février 1950] (p. 1444); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1629); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appeler les jeunes gens nés entre le 31 octobre 1930 et le 30 novembre 1930* (p. 1628); Art. 6 : *Amende-*

*ment de M. Halbout tendant à supprimer la forclusion pour le dépôt des demandes de dispense* (p. 1632, 1633); *Amendement de M. Bouxom tendant à permettre la libération des fils aînés de familles de 7 enfants* (p. 1633); *Dispense pour les orphelins de père* (p. 1635); Art. 7 : *Amendement de M. Billiat tendant à prévoir la libération anticipée des soutiens de famille* (p. 1636); *Cas de dispense pour les fils d'invalides* (p. 1636); *Amendement de M. Billat tendant à insérer un article nouveau augmentant l'allocation journalière aux familles des soutiens de familles* (p. 1637); Art. 10 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à obliger les employeurs à reprendre les jeunes gens dans leur emploi à leur libération du service militaire* (p. 1637, 1638); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire, présentée par le Gouvernement* [17 mars 1950] (p. 2148, 2149); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Motion de M. Péron demandant un texte de loi faisant la lumière sur le scandale Revers-Mast* [3 mars 1950] (p. 1795); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1950] (p. 1987, 1988, 1989, 1990); *Motion préjudicielle de M. de Chambrun tendant à ajourner la ratification* (p. 1998); *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2047, 2055, 2056, 2057, 2058); Article unique : *Amendement de Mme Braun tendant à compléter l'article par un alinéa prévoyant que les armes livrées par l'Amérique ne seront pas destinées à des opérations de police* (p. 2091); *Amendement de M. Girardot tendant à insérer un alinéa prévoyant une loi pour fixer le chiffre maximum du personnel prévu par l'article 6 de l'accord* (p. 2092, 2093); *Amendement de M. de Chambrun tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les accords relatifs à la livraison de matières premières aux Etats-Unis* (p. 2095, 2096); *Amendement de M. Pourtalet tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les modifications en cours d'application de l'accord* (p. 2097); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Ses explications de vote sur les*



*différents ordres du jour* [27 avril 1950] (p. 3004); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3119); *Son ordre du jour demandant la réalisation du plan quinquennal aéronautique et faisant confiance au Gouvernement* (p. 3149, 3152, 3153, 3154, 3155); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) [4 mai 1950] (p. 3288); — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie, Haut Commissaire à l'énergie atomique [9 mai 1950] (p. 3384, 3385). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 : *Rappel au règlement de M. Métayer (Organisation du débat)* [9 mai 1950] (p. 3410); *Discussion générale* (p. 3416), [10 mai 1950] (p. 3459, 3466, 3467, 3468, 3472, 3481, 3489); *Motion préjudicielle de M. Villon tendant à réduire de 200 milliards les dépenses militaires* (p. 3500); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1080 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel de la justice militaire* (p. 3503); Chap. 7001 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 12.500.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 3509); AIR, Chap. 800 : *Reconstruction des bases aériennes* [11 mai 1950] (p. 3531); Etat B, AIR, Chap. 3317 : *Demande d'augmentation des crédits pour le matériel des transports civils, présentée par le Gouvernement* (p. 3534); Etat A, GUERRE : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services de l'intendance, présentée par le Gouvernement* (p. 3548, 3549); Chap. 3025 : *Demande présentée par M. Bouvier-O' Cottereau de réserver le chapitre relatif à l'habillement* (p. 3551); Chap. 903 : *Equiperment du service du génie* (p. 3558); Chap. 912 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armement* (p. 3558, 3559); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* (p. 3579); Chap. 3015 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour l'habillement et le couchage* (p. 3583); Chap. 3035 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3584);

Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour refonte et gros travaux de la flotte* (p. 3588); Chap. 909 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat immobilier (Base de Font-Reau)* (p. 3590); Chap. 1005 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la solde des officiers* (p. 3590); Etat B, MARINE, Chap. 181 : *Personnel ouvrier* (p. 3593); Chap. 880 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers* (p. 3599, 3600); Etat B, SERVICE DES POUDRES, Chap. 370 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation du Service des poudres (Baisse sur les poudres de chasse)* (p. 3603); Etat A, FRANCE D'OUTRE MER, Chap. 1520 : *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1 million les crédits pour la solde des officiers (Cercle de l'Adrar en Mauritanie)* (p. 3610); Chap. 1530 : *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des troupes (Hausse des primes d'engagement)* (p. 3612); *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Sort des volontaires du contingent)* (p. 3612); Art. 3 : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 905 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 20 millions les crédits pour travaux maritimes* (p. 3617); Art. 18 : *Amendement de M. Triboulet tendant à exiger des connaissances techniques minima, des ingénieurs militaires de l'air* (p. 3622); Art. 19 : *Amendement de M. Triboulet tendant à exiger la connaissance des télécommunications, des ingénieurs des travaux de l'air* (p. 3623); Art. 23 : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir davantage de nominations dans les grades supérieurs de l'armée de l'air* (p. 3623); Art. 24 : *Amendement de M. Triboulet tendant à prendre sur contrat les officiers subalternes de réserve de l'air* (p. 3624); Art. 25 : *Amendement de M. Triboulet relatif au recrutement du corps de contrôle de l'Administration de l'aéronautique* (p. 3624, 3625); Art. 33 : *Amendement de M. Triboulet tendant à conférer un statut militaire aux A.F.A.T.* (p. 3627); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3631). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour : *Sa demande de poursuivre la discussion du budget militaire jusqu'à épuisement* [11 mai 1950]

(p. 3570). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Subventions au Commissariat à l'énergie atomique* [14 juin 1950] (p. 4759, 4760); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1010 : *Demande de M. Guy Petit de réserver le chapitre* (p. 4768); Chap. 1020 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir les crédits pour le personnel contractuel (Réduction des états-majors)* (p. 4769); CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES, Chap. 1000 : *Personnel de l'échelon central* (p. 4774); — d'une proposition de résolution relative aux fonctionnaires retraités en zone C.F.A. : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4821). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Présence obligatoire aux séances de Commission* [24 juin 1950] (p. 5081, 5082). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime des pensions des personnels ouvriers de l'Etat : *Discussion générale* [22 juin 1950] (p. 5136, 5137). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

#### **En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien, en qualité de *Rapporteur suppléant* [28 juillet 1950] (p. 6133, 6134, 6135, 6136, 6137, 6138, 6140, 6141); *Discussion générale* (p. 6161, 6162, 6163); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à prévoir la fabrication de modèles étrangers en France sous licence* (p. 6184, 6185); Art. 6 : *Son amendement tendant à autoriser le Gouvernement à modifier les constructions dans le cadre du programme fixé* (p. 6185); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 *ter* : *Allègements fiscaux éventuels par décrets* [2 août 1950] (p. 6424); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6553); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6554); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur la*

*Conférence de Fontainebleau en 1946, les responsabilités du désastre de Caobang, la comparaison avec l'Inde et la Corée)* [19 octobre 1950] (p. 6993, 6994). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour : *Débat sur le réarmement de l'Allemagne* [20 octobre 1950] (p. 7088). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur la possibilité d'une agression soviétique)* [25 octobre 1950] (p. 7180); *Sa demande de suspension de séance* (p. 7212); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7247, 7248, 7256, 7258, 7262, 7266, 7267, 7279, 7281, 7289, 7290); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à affirmer l'égalité du service militaire pour tous les Français* [27 octobre 1950] (p. 7303); *Rappel au règlement de M. Gosset (Discussion commune des amendements)* (p. 7306, 7307); *Sa demande de suspension de séance* (p. 7309); *Amendement de M. Tourné tendant à maintenir le service à douze mois* (p. 7316); *Amendement de M. Tourné relatif à la présomption d'origine pour les maladies et infirmités des démobilisés* (p. 7320); *Amendement de M. Billat tendant à augmenter les permissions de vingt jours par an* (p. 7321); *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à porter la solde à 30 francs par jour* (p. 7322, 7323); *Amendement de M. Billat tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7324, 7325); *Amendement analogue de M. Bouxom* (p. 7326); Art. 3 : *Amendement de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7332); Art. 6 : *Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article prévoyant des examens et épreuves de sélection* (p. 7388); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7346); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8022). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget du réarmement* [12 décembre 1950] (p. 8959). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Son rappel au règlement (Sa demande de renvoi du débat)* [26 décembre 1950] (p. 9606, 9607); *Réunion de la Commission* (p. 9607, 9608); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950]

(p. 9768); Etat A, AIR, Chap. 9124 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (p. 9792); GUERRE, Chap. 3025 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement* (p. 9795, 9796); MARINE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux maritimes (Base de Mers-el-Kébir)* (p. 9798, 9799); Art. 6 *Amendement de M. Girardot tendant à faire vérifier par l'Assemblée Nationale les opérations du fonds de défense nationale* (p. 9826); Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économie et de réforme* (p. 9830); Art. 14 : *Amendement de M. Billat tendant à supprimer l'article prévoyant des transferts de crédit d'un chapitre à l'autre* (p. 9832); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 : *Discussion générale* [30 décembre 1950] (p. 9881, 9882); Art. 3 : *Dépenses militaires* (p. 9882); Art. 10 : *Demande de disjonction de l'article relatif au programme d'entretien de l'armée, présentée par M. Billat* (p. 9884); Art. 11 : *Amendement de M. Billat tendant à supprimer l'alinéa relatif aux droits de réquisition* (p. 9884); Art. 23 : *Demande de disjonction de l'article relatif au financement de dépenses d'intérêt militaire, présentée par M. Dupuy* (p. 9888); Art. 26 : *Demande de disjonction de l'article augmentant l'effectif des militaires de carrière, présentée par M. Billat* (p. 9889); Art. 29 : *Son amendement tendant à prévoir la réintégration des élèves de Coëtquidan déga-gés des cadres* (p. 9890); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine; Art. 2 : *Amendement de M. Michelet tendant à prendre de préférence les déga-gés des cadres en 1946* [3 janvier 1951] (p. 90); *Amendement de M. Billat tendant à ne pas envoyer de soldats du contingent en Asie* (p. 91); Art. 5 : *Amendement de M. Billat tendant à interdire les pressions en vue d'engagements pour l'Indochine sur les soldats qui effectuent leur service légal* (p. 92); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 94); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 216). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Discussion du projet augmentant les cadres en Indochine, en seconde lecture*) [5 janvier 1951] (p. 216). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de

fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur les manifestations lors de la visite du général Eisenhower* [6 février 1951] (p. 788, 789); Chap. 1290 : *Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations au personnel de la sûreté nationale (Indemnités de nuit à Colmar)* [13 février 1951] (p. 1062, 1063); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* [3 avril 1951] (p. 2610, 2611, 2612). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellation sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 873). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 918); — du projet de loi relatif à la constitution de détachements de météorologie, en qualité de *Rapporteur suppléant* [16 février 1951] (p. 1262); Art. 2 : *Amendement de M. Girardot tendant à défendre le statut des fonctionnaires contre les exceptions prévues* (p. 1263); Art. 4 : *Demande de reprise du texte gouvernemental accordant le rang de sous-officier à tous les adjoints techniques, présentée par le Gouvernement* (p. 1263, 1264); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au règlement (Limitation du temps de parole)* [15 mars 1951] (p. 1972); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1990, 1991, 1996); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Panachage et vote préférentiel)* [27 avril 1951] (p. 4111). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3211); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3402). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [7 mai 1951] (p. 4784); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Elections partielles en Seine et Seine-et-Oise)* (p. 4786); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 2 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Son amendement tendant à supprimer l'abatte-*

ment de 1.600 millions (Achat de matériel français) [8 mai 1951] (p. 4809); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : Fixation des élections au 17 juin (Nécessité des lois budgétaires) [10 mai 1951] (p. 4962); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de Rapporteur pour avis (Ses observations sur la situation matérielle misérable des officiers) [17 mai 1951] (p. 5355, 5356, 5357, 5358); Temps de parole de la Commission (p. 5364) : Discussion générale (Caractère du général de Lattre) (p. 5366); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, GENDARMERIE, Chap. 1030 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités (Envoi de gendarmes en Indochine) [17 mai 1951] (p. 5375); Etat A, CABINETS DES MINISTRES, Chap. 3050 : Voitures automobiles (p. 5379) ; DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7001 : Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres (Rappel des dégagés) (p. 5383); INVESTISSEMENTS, Chap. 9021 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 77 millions les crédits pour le service des essences [18 mai 1951] (p. 5407) ; Chap. 9090 : Installations du service de santé (p. 5408); Etat A, GUERRE, Chap. 1005 : Soldes des officiers (p. 5408); Chap. 3005 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Ration de vin) (p. 5411); Chap. 3065 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Payement des frais de voyage des permissionnaires) (p. 5412); Amendement de Mme Hélène Le Jeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Permissions à l'occasion des élections législatives) (p. 5412); Chap. 9021 : Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à rétablir les crédits pour le service du génie (Ecole de Coëtquidan) (p. 5415); Chap. 9121 : Amendement de M. Montagnier tendant à réduire de 1.500 millions les crédits pour le matériel lourd et l'armement (Usine de Fives-Lille, à Givors) (p. 5416, 5417); Etat A, AIR, Chap. 3085 : Amendement de Mme Hélène Le Jeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le recrutement (p. 5419); Chap. 9120 : Amendement de M. Bouret tendant à

réduire de 100 millions les crédits pour le matériel de série de l'air (p. 5422); Etat A, MARINE, Chap. 9041 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour refontes et gros travaux (Chalutiers) (p. 5426, 5427); Etat C, CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 9821 : Demande de rétablissement des crédits pour acquisitions immobilières (Villa à Saint-Tropez), présentée par le Gouvernement (p. 5429, 5430); SERVICE DES ESSENCES : Observations de la Commission sur le stockage (p. 5430); Chap. 894 : Amendement de M. Bouvier O'Cottereau tendant à supprimer les crédits pour reconstruction et réparations du stockage (p. 5431); SERVICE DES POUDRES, Chap. 371 : Demande de rétablissement des crédits pour matières et marchés (Poudrerie de Sevran-Livry), présentée par le Gouvernement (p. 5432); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Billat tendant à accorder des dispenses aux jeunes gens de la classe 1950 [18 mai 1951] (p. 5441); Art. 16 : Demande de reprise du texte gouvernemental pour le recrutement des ingénieurs chimistes du service des poudres (p. 5445); Art. 17 : Vacances du corps des commissaires ordonnateurs de l'air (p. 5445); Art. 21 : Amendement de M. Triboulet tendant à accorder une bonification d'un an aux officiers sortant de l'École navale (p. 5446); Art. 23 : Amendement de M. Triboulet tendant à intercaler « sur demande des intéressés » (p. 5447); Motion de M. Tourné tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour (p. 5448); Article additionnel : Amendement de M. Girardot tendant à abroger le décret du 29 septembre 1950 relatif à la défense en surface (p. 5452); Art. 36 bis : Demande de disjonction de l'article relatif aux officiers généraux versés dans la réserve et invalidés à un taux supérieur à 25 0/0, présentée par le Gouvernement (p. 5453); Art. 41 : Amendement de M. Triboulet tendant à octroyer la franchise des droits de douane aux matériel et équipement militaires (p. 5454, 5455); Art. 42 : Son amendement tendant à étendre les dispositions de l'article au Maroc et à la Tunisie (p. 5455); Article additionnel : Amendement de M. Villon tendant à permettre l'introduction des journaux librement dans les casernes (p. 5456). — S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 796), [8 mai 1947] (p. 1505), [28 mai 1948] (p. 3031), [31 décembre 1948] (p. 8309), [29 juillet 1949] (p. 5532), [27 oc-

tobre 1949] (p. 5917), [22 juin 1950] (p. 5158), [17 juillet 1950] (p. 5464), [27 février 1951] (p. 1649), = Obtient des congés [11 mars 1947] (p. 796), [8 mai 1947] (p. 1505), [28 mai 1948] (p. 3031), [31 décembre 1948] (p. 8309), [29 juillet 1949] (p. 5532), [27 octobre 1949] (p. 5917), [22 juin 1950] (p. 5158), [17 juillet 1950] (p. 5464), [27 février 1951] (p. 1649).

**MONTILLOT (M. Robert)**, *Député de la Haute-Saône.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [23 août 1948] (*J. O.*, p. 6108); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est élu vice-président suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [30 avril 1948] (p. 2442).

**Dépôts :**

Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, **n° 664**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter une disposition de la loi du 18 avril 1946 sur les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, **n° 715**. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi tendant à rendre valable les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la Libération ; II. La proposition de loi de M. René Coty relative aux annonces légales insérées avant l'application de l'ordonnance du 9 janvier 1945 dans les journaux créés avant la Libération, **n° 3617**. — Le 20 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6120**. — Le 20 mai 1949, une proposition de loi sur l'application de l'ar-

ticle 8 de la loi du 4 mars 1943 relatif aux participations des sociétés, **n° 7228**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône), **n° 11109**. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, **n° 12479**.

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur le cas d'un prisonnier de guerre français qui, retenu dans la zone d'occupation russe malgré plusieurs demandes de rapatriement et ayant été signalé à sa famille comme disparu par le Gouvernement français, le 5 juin 1946, n'a réussi à s'échapper, grâce à de faux papiers, que le 18 janvier 1947, après une première tentative infructueuse, et vient seulement de pouvoir rentrer dans sa commune [21 mars 1947] (p. 1011). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 mai 1947] (p. 1679, 1686). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale (Longueur des débats)* [24 juillet 1947] (p. 3497). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales : *Demande de discussion d'urgence* [4 août 1947] (p. 3884) ; *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4057) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Liste des condamnations interdisant de créer un commerce ou une entreprise : Sa demande de disjonction* (p. 4059) ; 7<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à disjointer l'alinéa 7* (p. 4061) ; *le maintient* (p. 4062) ; — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Sa demande de renvoi à la Commission de la justice et de législation* [10 août 1947] (p. 4205) ; *la retire* (ibid) ; — du projet de loi tendant à instituer un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [22 décembre 1947] (p. 6103, 6104). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 6 : *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes occupant un local par suite d'un contrat de travail* [13 février 1948] (p. 711) ; Art. 33 :

*Amendement de M. Chautard relatif au rôle du juge de paix en cas de contestation* [5 mars 1948] (p. 1382); Art. 51 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des paiements de loyers par mensualités* [9 mars 1948] (p. 1608); *Son amendement tendant à supprimer l'article* [16 mars 1948] (p. 1711); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article* (p. 1715); Art. 44 : *Amendement de M. Chautard tendant à insérer un article nouveau punissant le marché noir du logement* [4 mai 1948] (p. 2472); Art. 12 : *Son amendement tendant à exclure les locaux professionnels du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux familles de soldats envoyés outre-mer* [27 mai 1948] (p. 2953). — Est élu Vice-Président suppléant de la Haute Cour de Justice [30 avril 1948] (p. 2442). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des houillères de Rouchamp (Haute-Saône) [14 mai 1948] (p. 2649). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2651); *Renvoi de la discussion* (p. 2659); *Reprise de son texte initial par la Commission* (p. 2665, 2666); Art. 2 : *Possibilité de maintien pour les écoles privées* (p. 2671, 2672); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 2681, 2682); — de propositions de loi concernant le cumul des exploitations agricoles : *Sa demande de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2927, 2928, 2929). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la réorganisation de la répartition des matières premières*) [7 août 1948] (p. 5510). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5727); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée* [17 août 1948] (p. 5842); *le retire* (p. 5844); *Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa relatif à la représentation des Français à l'étranger* [18 août 1948] (p. 5881, 5882); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 3 : *Impôt sur les véhicules automobiles* [18 septembre 1948] (p. 6669); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Ginestet, député de

l'Aveyron, en qualité de Rapporteur (*Ses observations sur les tracts signés par M. Ginestet adressés aux mineurs de Decazeville et insultant MM. Moch, Lacoste et Ramadier*) [11 février 1949] (p. 537, 538, 539, 541); — d'une proposition de loi modifiant l'article 380 du Code pénal relatif au vol entre parents; Article unique : *Son amendement tendant à simplifier le texte en le raccourcissant* [11 février 1949] (p. 543); — de propositions de loi relatives aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel* [8 mars 1949] (p. 1310). — Dépose une demande d'interpellation sur la restitution par le Gouvernement des voitures réquisitionnées lors de la Libération à leurs propriétaires dépossédés [31 mai 1949] (p. 3008). — Prend part à la discussion; du projet de loi relatif au régime de vente de l'essence, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1949] (p. 3049); — d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article* [16 juin 1949] (p. 3395); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Art. 38 : *Son amendement relatif à la confirmation des grades des officiers de la gendarmerie et de la garde mobile* [23 juin 1949] (p. 3735); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4431); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4437). — Dépose une demande d'interpellation sur les réquisitions d'automobiles faites par le Ministère de la Défense nationale et les conditions de restitution desdites voitures à leurs propriétaires [4 novembre 1949] (p. 5991). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6124, 6125, 6126); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6623, 6624, 6625, 6626). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Discussion du statut de l'entreprise Berliet* [29 novembre 1949] (p. 6431). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer*

les deux derniers alinéas relatifs à l'exécution des jugements rendus [28 décembre 1949] (p. 7471, 7472). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la mine de charbon de Ronchamp (Haute-Saône) [23 mai 1950] (p. 3795). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 3 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale, anciens combattants, pères ou fils de morts au champ d'honneur* [14 novembre 1950] (p. 7672, 7673); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la rétroactivité de la loi* [28 avril 1951] (p. 4163); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux personnes occupant un logement au titre de leur profession* (p. 4164). — S'excuse de son absence [21 janvier 1947] (p. 25), [4 mars 1947] (p. 557), [22 mars 1947] (p. 1019), [27 mai 1948] (p. 3015), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [2 juin 1948] (p. 3096), [6 juillet 1948] (p. 4356), [17 décembre 1948] (p. 7694), [22 juin 1949] (p. 3648), [28 juin 1949] (p. 3799), [31 mars 1950] (p. 2718), [16 novembre 1950] (p. 7820). — Obtient des congés [4 mars 1947] (p. 557), [27 mai 1948] (p. 3015), [2 juin 1948] (p. 3096), [6 juillet 1948] (p. 4356), [17 décembre 1948] (p. 7694), [22 juin 1949] (p. 3648), [28 juin 1949] (p. 3799), [31 mars 1950] (p. 2718), [16 novembre 1950] (p. 7820).

**M. MOQUET (M. Prosper)**, *Député de l'Yonne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et agriculteurs, ainsi que tous les habitants de la ville d'Auxerre et des communes victimes de l'ouragan qui s'est abattu sur la région de la vallée de l'Yonne, le 4 août 1947, n° 2292. — Le 2 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 30 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 21 mai 1950 ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950, n° 10159. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 15 juin 1950 à Mailly-le-Château et à Mailly-la-Ville ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10514. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 16 juin 1950, notamment dans la contrée de Chablis ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950, n° 10526.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, art. 5 : *amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à réduire de 40 milliards les crédits d'investissements en bloquant temporairement cette somme* [28 décembre 1949] (p. 7492, 7493).

**MORA (M. Albert)**, *Député des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101) ; de la Commission de la famille, de la

population et de la santé publique (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la marine marchande et des pêches [14 juin 1949] (p. 3347), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [4 mars 1947] (p. 557).

### Dépôts :

Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les directrices et directeurs d'écoles publiques à mettre à la disposition des municipalités les locaux des établissements scolaires aux jours et heures où ils ne sont pas occupés pour y organiser des garderies d'enfants, chaque fois que quinze familles au moins en font la demande d'ouverture, n° 2259. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure et à leurs familles : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemin de fer ; 2° la franchise postale, n° 7102. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemin de fer ; 2° la franchise postale, n° 8356. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports. n° 8543. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler le contingent supplémentaire de 150.000 caisses de sardines en conserve, en provenance du Maroc, ainsi que les importations venant du Portugal, de l'Espagne et de tous autres pays, n° 9032. — Le 27 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les dettes présentes et à venir de la ville de Bayonne dans

l'affaire du Crédit municipal dite « affaire Stavisky » et à rembourser par priorité les petits porteurs de bons, n° 9799. — Le 27 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'usine Bréguet de Bayonne-Anglet (Basses-Pyrénées) une commande de 30 planeurs, immédiatement, afin d'éviter de nouveaux licenciements et surtout la fermeture de cette usine, n° 9800. — Le 24 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemin de fer ; 2° la franchise postale, n° 10028. — Le 4 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour entreprendre la démolition du plateau rocheux qui existe à l'entrée de la passe et construire un système de digues au port sardinier de Saint-Jean-de-Luz, n° 11178. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à installer au port sardinier de Saint-Jean-de-Luz un système de signalisation, pour permettre aux bateaux de pêche et de la marine marchande de se réfugier dans la rade, n° 11236. — Le 22 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Ossès à Saint-Etienne-de-Baigorry, n° 11400. — Le 2 janvier 1951, une proposition de loi tendant à dégager un crédit de 20 milliards de francs en vue de subventionner des travaux d'électrification rurale et à modifier le taux de la subvention de l'Etat en capital, n° 11834. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi tendant : 1° à supprimer l'abattement de zone aux ouvriers travaillant au forage des puits de pétrole ; 2° à assimiler les foreurs aux mineurs de fond en ce qui concerne l'âge de retraite, n° 11859. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence les crédits nécessaires à l'octroi d'un secours aux marins-pêcheurs ainsi qu'aux travailleurs des usines de conserves de la région de Saint-Jean-de-Luz, secours en aucun cas inférieur au montant de l'allocation de chômage, n° 12016. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 11891) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues ten-



dant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, n° 12039. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget de 1951 un crédit de 10 millions de francs pour être distribué aux marins-pêcheurs et ouvriers de la conserve de Saint-Jean-de-Luz et Capbreton réduits à la misère depuis six mois par des difficultés exceptionnelles de pêche n° 12485. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget de 1951 un nouveau crédit de 5 millions de francs pour être distribué aux marins-pêcheurs et ouvriers de la conserve de Saint-Jean-de-Luz et Capbreton réduits à la misère depuis plus de six mois par des difficultés exceptionnelles de pêche, n° 12830. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à venir en aide immédiatement aux victimes du sinistre qui s'est abattu sur la région béarnaise le 3 mai dernier, n° 13133.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département de l'Ariège [28 novembre 1946] (p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 301 : *Son amendement tendant à déduire les crédits pour loyers et impôts* [17 juillet 1947] (p. 3134, 3135); *le retire* (ibid.). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics et Transports concernant les travaux à effectuer dans le port de Saint-Jean-de-Luz [8 août 1947] (p. 4116). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes; Art. 4 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa prévoyant que les dispensaires soigneront aussi les étrangers à l'arrondissement* [19 mai 1948] (p. 2717); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 404 : *Dispensaires antituberculeux* [29 juillet 1948] (p. 5051, 5052); Chap. 405 : *Services antivénéériens* (p. 5052, 5053); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la population, Chap. 508 : *Subventions aux œuvres luttant contre la tuberculose* [23 mars

1949] (p. 1783). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève de cures existant dans divers sanatoria [14 juin 1949] (p. 3373). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* [4 juillet 1949] (p. 4150); — d'une proposition de résolution relative aux coupures de courant dans les établissements hospitaliers : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6401). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation de l'industrie de la conserve à Saint-Jean-de-Luz [3 mars 1950] (p. 1693). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Importation de sardines du Maroc)* [8 juin 1950] (p. 4524); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 3130 : *Contrôle des sérums et vaccins* [12 juin 1950] (p. 4615); Chap. 3150 : *Education sanitaire et sociale* (p. 4615); Chap. 4070 : *Dispensaire d'hygiène sociale* (p. 4618); Chap. 4120 : *Assistance aux tuberculeux* (p. 4622); Chap. 5090 : *Lutte contre la tuberculose* (p. 4635); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Protection de la pêche maritime (Pêche à Saint-Jean-de-Luz)* [3 janvier 1951] (p. 72). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation faite aux marins pêcheurs et au personnel des usines de conserves de Saint-Jean-de-Luz [14 mars 1951] (p. 1914).

#### MORAND (M. Georges), Député du Maine-et-Loire).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348), de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011). — Est désigné pour les fonctions de

juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs d'ardoises et de fer des avantages intégraux du statut des mineurs, **n° 1528**. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, qui régit la pêche fluviale en France **n° 4290**. — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les mineurs ardoisiers ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer, atteints par la schistose pneumoconiose, du décret **n° 47-2201** du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles, **n° 6680**. — Le 12 mars 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder la franchise postale pour les lettres et colis adressés par les vieux travailleurs salariés et les économiquement faibles à leurs enfants, petits-enfants se trouvant sous les drapeaux dans la métropole, territoires d'outre-mer ou en occupation, **n° 6817**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer les mineurs affiliés à la Caisse autonome de retraites comme les mineurs de charbon et à leur accorder une indemnité égale au montant d'une journée de travail à l'occasion de la Sainte-Barbe, **n° 8623**. — Le 31 décembre 1949, une proposition de loi modifiant la loi du 21 juillet 1909 sur les conditions de retraites des cheminots, pour l'application de la péréquation aux dites retraites, **n° 8926**. — Le 24 février 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à **maintenir** la ligne de chemin de fer Quimper — Penmarch, et à compléter sur cette ligne le

trafic marchandises par le trafic voyageurs, **n° 9339**. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : 1° la proposition de loi de M. Morand et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 21 juillet 1909 sur les conditions de retraites des cheminots pour l'application de la péréquation aux dites retraites ; 2° la proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prescrire la péréquation intégrale des retraites de la S. N. C. F., **n° 9412**. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la péréquation intégrale des retraites en faveur des cheminots des lignes secondaires et des tramways dans le plus bref délai, **n° 9544**. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre les installations de pompage nécessaires pour rendre navigable toute l'année la section Nantes—Redon du canal de Nantes à Brest, **n° 9922**. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950, à tous les cheminots une prime de 3.000 francs par mois, en attendant la revalorisation de leur traitement, **n° 10066**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée du Loir dans la journée du 20 juin 1950, notamment dans les cantons de Seiches, Durtel et Chalennes, ainsi que dans la commune de Montreuil-Belfroi, et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, **n° 10412**. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Morand et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950, à tous les cheminots, une prime de 3.000 francs par mois, en attendant la revalorisation de leur traitement, **n° 10606**. — Le 18 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 314 du Code général des impôts qui prévoit l'utilisation d'un compteur pour les alambics, **n° 11343**. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution :

1° de Mme Boutard et plusieurs de ses collègues (n° 10691) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la S. N. C. F. les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale du personnel de la C. I. M. T. à Saint-Pierre-des-Corps; 2° de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues (n° 10858) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la S. N. C. F. les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements : Ateliers de réparations de matériel ferroviaire de Saint-Denis-de l'Hôtel (Loiret), afin d'assurer l'activité normale du personnel de cette entreprise et d'éviter tout nouveau licenciement, **n° 12516**. — Le 16 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un secours d'urgence afin de venir en aide aux victimes les plus nécessiteuses de l'ouragan qui s'est abattu sur une partie des départements du Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure et de la Sarthe, **n° 12526**. — Le 6 mai 1951, une proposition de loi tendant à appliquer la loi du 3 mars 1951 aux mineurs assimilés des bassins de la région de l'Ouest en ce qui concerne les 20 0/0 d'augmentation sur les allocations familiales, à relever systématiquement ces allocations et à verser une subvention de trois milliards pour combler le déficit de la Caisse autonome et de un milliard pour permettre le démarrage normal de la Caisse des allocations familiales, **n° 13101**. — Le 10 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger de la S. N. C. F. le respect de la loi du 21 juillet 1909 sur les retraites des agents de la S. N. C. F. par le maintien de tous les éléments de rémunération dans le calcul des pensions pour la retraite, **n° 13209**. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 12640) de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire que les chars militaires en ródage empruntent les routes nationales, départementales et communales de la Beauce, en raison de la déprédation qu'ils occasionnent à celles-ci, **n° 13263**.

### Interventions :

Pose : à M. le Ministre de la Production industrielle une question sur les conditions d'hygiène d'une usine d'Angers pour la pré-

paration des étoupes [30 mai 1947] (p. 1849); — à M. le Ministre des Travaux publics et transports une question sur la ligne de chemins de fer Angers—Segré [30 mai 1947] (p. 1852). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 9 : *Amendement de M. Benoit relatif à l'établissement d'un cahier des charges* [29 avril 1948] (p. 2363); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à faire bénéficier les retraités de la S. N. C. F. des majorations de pensions de l'Etat* [27 décembre 1949] (p. 7411). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des usines Bessonneaux à Angers [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Primes de danger)* [3 mai 1950] (p. 3219, 3220); le retire (p. 3220); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le chauffage, l'éclairage et le mobilier des services extérieurs* (p. 3225, 3226); le retire (p. 3226); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: *Discussion générale (Ses observations sur le déficit de la S. N. C. F.)* [6 juin 1950] (p. 4368, 4369, 4370, 4371); Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge par l'Etat du déficit de la S. N. C. F. (Salaires des cheminots)* [7 juin 1950] (p. 4433, 4434); *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4435); AVIATION CIVILE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (Prime de 3.000 francs au personnel et revalorisation des salaires)* [20 juin 1950] (p. 5025, 5026). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la détermination du bénéfice agricole forfaitaire [17 novembre 1950] (p. 7879, 7880). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit de la S. N. C. F. (Pensions des retraités)* [19 décembre 1950] (p. 9307, 9308); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement

des services civils en 1951 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1150 : *Amendement de M. Pournadère tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'aviation légère et sportive (Aéroclubs)* [14 mars 1951] (p. 1929) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2057) ; P.T.T., Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Agents exclus de l'indemnité pour supplément de travail)* [2 mai 1951] (p. 4467, 4468) ; Chap. 1250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prime de rendement* (p. 4472) ; Chap. 3320 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour fourniture des services extérieurs (Habillement du personnel)* (p. 4478). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795)

**MORICE (M. André)**, Député de la Loire-Inférieure).

*Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*

(Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Enseignement technique)*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de l'Education nationale*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 29 juin 1950 au 11 juillet 1950.

*Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

Son **élection** est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé : **membre de la Comimis-**

sion de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid*) ; secrétaire de cette Commission [J.O. du 21 décembre 1946] (p. 10803) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 février 1947] (p. 444) ; membre de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale [J.O. du 28 mai 1947] p. 4891).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant, **n° 43**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à augmenter les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, **n° 44**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, **n° 45**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, **n° 46**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à un juste rajustement de l'indemnité spéciale temporaire payée aux retraités proportionnels, **n° 47**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à rétablir un juste et nécessaire équilibre entre les traitements d'activité, revalorisés et les pensions, par la péréquation des retraites, l'admission des retraités au bénéfice de l'indemnité de résidence et la reconnaissance du droit de toutes les veuves au bénéfice de la pension de réversion, **n° 48**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, **n° 49**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale dans l'intérêt de la mutualité française, **n° 345**. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 538**. — Le 13 juin 1947, une proposition de loi sur l'organisation de la for-

mation professionnelle, n° 1696. — Le 20 juin 1947, une proposition de loi tendant à étendre à certaines grandes villes les possibilités d'un régime spécial réglant le taux des licences des débits de boissons et permettant d'établir un taux progressif suivant l'importance de l'établissement, n° 1780. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au plus tôt la péréquation des retraites pour tous les fonctionnaires de l'Etat, n° 1845. — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 2177.

### Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 327, 329) ; *Ses explications de vote* (p. 336, 337). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution relative aux élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale [14 février 1947] (p. 340) ; — sur sa proposition de loi sur l'organisation administrative de la sécurité sociale : *Discussion générale* [27 février 1947] (p. 505) ; Art. 2 : *Amendement de M. Moisan concernant les groupements mutualistes comptant au moins cinq cents assurés* (p. 506) ; *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre l'ancien article 3 relatif à l'administration de chaque section par un conseil élu* (p. 508) ; *Ses observations sur l'ensemble* (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1167), [28 mars 1947] (p. 1223, 1226, 1228, 1229, 1230) ; Article unique : *Son contre-projet* (p. 1241) ; *Son amendement tendant à permettre aux mutuelles de jouer un rôle important dans la gestion des risques* (p. 1250). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'abolition du barème B concernant les retraités proportionnels [23 mai 1947] (p. 1746). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des agents d'assurance ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réduire à 250 millions*

*l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2003). — Pose à M. le Ministre des Finances : une question relative à l'attribution de l'indemnité de 25 0/0 aux retraités proportionnels [13 juin 1947] (p. 2108) ; — une question relative à la date du départ de péréquation des retraites (ibid.). — Déclare retirer deux questions posées à M. le Ministre des Finances [20 juin 1947] (p. 2281). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises ; Article unique : *Son amendement tendant à établir le maximum de liberté* [26 juin 1947] (p. 2497) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement relatif au second tour de scrutin* (p. 2498) ; *le retire* (ibid.). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des comités d'entreprise ; Article unique : *Son amendement relatif au parrainage des listes* [26 juin 1947] (p. 2502) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement relatif au second tour de scrutin* (ibid.) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conséquences des modifications de l'enseignement technique et la réorganisation de cet enseignement [28 octobre 1947] (p. 4915) ; — sur la désorganisation de l'enseignement technique et la nécessité d'un plan d'ensemble organisant la formation professionnelle en France [25 novembre 1947] (p. 5137). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique* (Cabinet R. Schuman) [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Enseignement technique)* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement technique et son organisation* [3 août 1948] (p. 5255 et suiv.) ; Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5279, 5280, 5281) ; Chap. 312 : *Fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 5312) ; Chap. 409 : *Boursés de l'enseignement technique* [4 août 1948] (p. 5326) ; Chap. 411 : *Amendement de M. Masson*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses des centres d'apprentissage (p. 5327); Chap. 514 : Subventions pour l'orientation professionnelle (p. 5339); Chap. 517-1 : Subventions aux écoles professionnelles de l'aéronautique (p. 5340); Amendement de M. Lamps tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (ibid.). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Enseignement technique) [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (J. O. du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Masson [14 décembre 1948] (p. 7581); Ses observations sur le nouveau statut des centres d'apprentissage [16 décembre 1948] (p. 7606); Amendement de M. Doyen tendant à qualifier plus qu'à définir les centres d'apprentissage (p. 7606); Explications de vote sur l'article (p. 7608); Art. 2 : Amendement de M. Albert Masson tendant à solliciter l'avis du Conseil supérieur de la formation professionnelle et non pas du Ministère des Finances (p. 7609); Amendement de M. Bardoux tendant à former des centres avec les maîtres artisans (p. 7610); Art. 3 : Amendement de M. Doyen tendant à fixer la composition des conseils d'administration des centres d'apprentissage (p. 7611); Art. 4 : Amendement de M. Masson tendant à accorder le statut de la fonction publique au personnel des centres d'apprentissage (p. 7612); Art. 5 : Amendement de M. Masson tendant à réserver le nom de centre d'apprentissage aux établissements publics (p. 7613); Art. 6 : Amendement de M. Doyen relatif aux centres d'apprentissage privés (p. 7614); Art. 9 : Amendement de Mme Dienesch tendant à maintenir provisoirement le concours de l'enseignement technique (p. 7615); Explications de vote sur l'ensemble (p. 7617). — Répond à une question : de M. Airoldi relative aux difficultés des collectivités locales pour construire des stades et piscines [28 janvier 1949] (p. 239); — de M. Waldeck Rochet relative à l'allocation d'attente aux vieux travailleurs économiquement faibles et aux conditions nécessaires pour la toucher [28 janvier 1949] (p. 240); — de M. Gazier relative à l'injustice subie par les agents administratifs des établisse-

ments de l'armement qui ne bénéficient pas d'un échelon supplémentaire [28 janvier 1949] (p. 240); — de M. Abelin relative à la subvention accordée aux chambres de métiers, proportionnellement au nombre d'apprentis formés [18 février 1949] (p. 698). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : Discussion générale [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1054); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : Discussion générale [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2006, 2007); Chap. 106 : Inspection générale de l'enseignement (p. 2010); Chap. 148 : Personnel des établissements publics de l'enseignement technique [5 avril 1949] (p. 2051, 2052); Chap. 150 : Secrétaires d'orientation professionnelle (p. 2054); Chap. 154 : Professeurs d'éducation physique (p. 2054); Chap. 161 : Etablissements d'enseignement de la direction de la jeunesse et des sports (p. 2056); Chap. 348 : Ecole nationale d'enseignement technique (p. 2061); Chap. 355 : Centres d'apprentissage (p. 2062); Chap. 414 : Bourses aux élèves des centres d'apprentissage (p. 2081); Chap. 415 : Bourses pour les établissements de la direction de la jeunesse et des sports (p. 2082); Chap. 534 : Amendement de Mlle Rumeau tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement pour les camps et colonies de vacances (p. 2086, 2087); Chap. 536 : Office des sports scolaires et universitaires (p. 2087); Chap. 539 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres post-scolaires et maisons de la culture (p. 2089, 2090); Amendement de M. Rincent tendant à supprimer le chapitre (p. 2090); Chap. 603 : Amendement de M. Farine tendant à réduire de 2 millions 700.000 francs les crédits pour le rayonnement sportif (p. 2095); Chap. 606 : Amendement de M. Farine tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'éducation physique dans le milieu du travail (p. 2095, 2096). — Répond à une question : de Mme Lefebvre relative au choix fait parmi les assistantes sociales par la commission paritaire de licenciement [10 juin 1949] (p. 3288); — de M. Castera relative au nombre des bureaux gérés par un comptable ayant fourni un cautionnement aux P. T. T., au Trésor et à l'Enregistrement [10 juin 1949] (p. 3288); — de M. Bardoux relative à l'autorisation accordée aux sociétés d'assurances nationalisées, de réaliser des augmentations de capital sans

respecter les formes légales [10 juin 1949] (p. 3288); — de M. Mabrut relative à l'envoi à l'étranger de périodiques concernant les stations thermales [10 juin 1949] (p. 3289). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 8039 : *Reconstruction des établissements d'enseignement technique* [4 juillet 1949] (p. 4159); Chap. 8079 : *Reconstruction du Grand Palais* (p. 4159); Chap. 9069 : *Centres d'apprentissage* (p. 4161); Chap. 9079 : *Travaux des centres d'apprentissage* (p. 4161); Chap. 9099 : *Équipement des centres d'apprentissage* (p. 4162); Chap. 9479 : *Subventions aux travaux d'aménagement sportif* (p. 4166). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la jeunesse et aux sports* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la jeunesse et aux sports* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846),

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 G du Code du travail); *Amendement de M. Gazier tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* [3 janvier 1950] (p. 33); *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de fonctionnement de l'apprentissage* (p. 34, 35, 36, 37); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 G du Code du travail); *Amendement de M. Patinaud tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'apprentissage* [3 février 1950] (p. 977, 978). — Répond à une question de Mlle Dienesch relative à l'institution de culture ouvrière de Marly-le-Roi [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4496, 4497, 4498, 4499); *Contre-projet de M. Thamiar tendant à n'effectuer aucune réduction des crédits affectés à l'Education nationale* (p. 4503, 4504); *Amen-*

*dement de M. Viatte tendant à ne pas réduire les crédits pour la recherche scientifique* [15 juin 1950] (p. 4814); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale; Article unique : *Pas de réduction des crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4831); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [23 juin 1950] (p. 5216, 5217, 5218, 5219); Chap. 1090 : *Amendement de M. Thamiar tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration académique (Reclassement des petits fonctionnaires d'académies)* (p. 5224); Chap. 1480 : *Conservatoire national des arts et métiers* [17 juillet 1950] (p. 5469); Chap. 1530 : *Etablissements d'enseignement technique* (p. 5471, 5472, 5473); *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5473); Chap. 1540 : *Amendement de M. Djemad tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités dans les établissements d'enseignement technique* (p. 5474); Chap. 1550 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les secrétaires d'orientation professionnelle* (p. 5477); Chap. 1560 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 5479); Chap. 1570 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la création de nouveaux centres d'apprentissage* (p. 5481); Chap. 1610 : *Professeurs d'éducation physique* (p. 5481); Chap. 1630 : *Indemnités de suppléance attribuées aux professeurs d'éducation physique* (p. 5482); Chap. 1680 : *Direction de la jeunesse et des sports (Culture populaire)* (p. 5483); Chap. 1700 : *Auxiliaires de la direction de la jeunesse et des sports* (p. 5483); Chap. 3440 : *Conservatoire national des arts et métiers (Institut aéronautique de Saint-Cyr)* [18 juillet 1950] (p. 5520); Chap. 3450 : *Ecoles nationales d'enseignement technique (Matériel)* (p. 5520); *Amendement de M. Allonneau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5520); Chap. 3460 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des collèges techniques* (p. 5521); Chap. 3470 : *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'examen des demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage* (p. 5522);

Chap. 3480 : *Examens et concours de l'enseignement technique* (p. 5523); Chap. 3500 : *Bourses de voyages de l'enseignement technique* (p. 5523); Chap. 3510 : *Frais de stages des maîtres dans les centres d'apprentissage (Centre Charles-Blanc à Perpignan)* (p. 5524, 5525); Chap. 3540 : *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres d'apprentissage* (p. 5525); Chap. 3660 : *Matériel d'éducation physique pour l'enseignement post-scolaire* (p. 5531); Chap. 3680 : *Constructions de collèges du second degré* (p. 5532, 5533); Chap. 3690 : *Entretien des auberges de la jeunesse* (p. 5536); Chap. 3718 : *Amendement de M. Farine tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement de la jeunesse et des sports* (p. 5536); Chap. 4110 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement technique* (p. 5550); Chap. 4130 : *Amendement de M. A. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses des centres d'apprentissage* (p. 5551); Chap. 5200 : *Subventions aux écoles nationales supérieures d'ingénieurs* (p. 5562); Chap. 5220 : *Subventions aux cours professionnels* (p. 5563); Chap. 5300 : *Apprentissage artisanal* (p. 5565); Chap. 5360 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5566, 5567); Chap. 5370 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire les crédits pour les camps et colonies de vacances* (p. 5569); Chap. 5380 : *Subventions aux associations sportives* (p. 5570); Chap. 5400 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1 franc les crédits pour organisation d'épreuves de masse (Meeting pour la paix tenu sur la Côte d'Azur)* (p. 5571); Chap. 5410 : *Œuvres post-scolaires et associations d'éducation populaire* (p. 5572, 5573); Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les mots « mouvements de jeunesse » [19 juillet 1950] (p. 5586, 5587); Amendement de M. Deixonne tendant à ajouter « organisation des loisirs et tourisme » (p. 5588); Chap. 6050 : *Amendement de M. Albert Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air* (p. 5608); Chap. 6070 : *Activités physiques dans les milieux du travail* (p. 5609); Chap. 6090 : *Expéditions françaises à l'Himalaya* (p. 5609); Chap. 6140 : *Subventions aux cours de perfectionnement pour la promotion ouvrière* (p. 5610); Chap. 5410 : *Œuvres post-scolaires et mouvements de jeunesse* [22 juillet 1950] (p. 5806). — Donne sa démis-

sion de *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Suite du débat budgétaire* [21 juillet 1950] (p. 5754); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale (Accusations lancées par M. Gouge contre lui, d'avoir aidé à construire le mur de l'Atlantique)* [4 novembre 1950] (p. 7466, 7467). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement technique et augmentation du nombre des collèges techniques* [20 avril 1951] (p. 3663, 3664, 3665, 3666); Chap. 1500 : *Conservatoire des arts et métiers* [21 avril 1951] (p. 3738); Chap. 1520 : *Etablissements de l'enseignement technique (Création de collèges techniques)* (p. 3738, 3739); Amendement de M. A. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Surpopulation des collèges*) (p. 3740); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Ecole d'apprentissage de Strasbourg*) (p. 3740, 3741); Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Surveillance de l'Ecole des arts et métiers*) (p. 3741); Chap. 1540 : *Centres d'apprentissage* (p. 3743, 3744); Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Insuffisance des centres d'apprentissage*) (p. 3744); Chap. 1560 : Amendement de M. Albert Masson tendant à réduire de 1.000 fr.



les crédits pour le personnel auxiliaire des centres d'apprentissage (p. 3744, 3745); Chap. 1580 : *Professeurs d'éducation physique (École de Joinville)* (p. 3746, 3747, 3748); Chap. 1650 : *Centres régionaux d'éducation physique* (p. 3748, 3749); Chap. 1660 : *Personnel complémentaire des centres régionaux de la jeunesse et des sports* (p. 3749); *Sa demande de siège jusqu'à achèvement du débat* [23 avril 1951] (p. 3766, 3767); Chap. 3460 : *Matériel de l'enseignement technique (Frais de déplacement)* (p. 3767); Chap. 3480 : *Amendement de M. A. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'enseignement technique* (p. 3768); Chap. 3630 : *Amendement de M. Airoidi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel sportif* (p. 3768); Chap. 3650 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux de la jeunesse et des sports (Centre des marquisats à Annecy)* (p. 3769); *Amendement de M. Airoidi tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Matériel des Creps)* (p. 3770); Chap. 3711 : *Amendement de M. Airoidi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres régionaux de la jeunesse* (p. 3770); Chap. 3793 : *Frais de stage des centres régionaux de la jeunesse* (p. 3771); Chap. 4110 : *Bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 3771); Chap. 5220 : *Orientation professionnelle* (p. 3772, 3773); Chap. 5260 : *Centres d'apprentissage de l'aéronautique* (p. 3773); Chap. 5310 : *Apprentissage artisanal* (p. 3774); Chap. 5320 : *Internats de l'enseignement technique (Orientation des élèves)* (p. 3774, 3775); Chap. 5370 : *Auberges de la jeunesse* (p. 3776); Chap. 5380 : *Camps et colonies de vacances (Œuvre des jeunes laïques)* (p. 3778); *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3779); Chap. 5390 : *Subventions aux associations sportives* (p. 3779, 3780); Chap. 5420 : *Œuvres post-scolaires et organisations d'éducation populaire* (p. 3781); Chap. 6050 : *Amendement de M. Airoidi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air (Réduction sur les billets dits « de plein air »)* (p. 3781, 3782); Chap. 6070 : *Activité physique dans les milieux ouvriers* (p. 3782); Chap. 6081 : *Fonds national sportif (Concours de pronostics)* (p. 3783, 3784, 3785); Chap. 6130 : *Subventions à la promotion ouvrière* (p. 3785); Art. 5 : *Sa demande de*

*rétablissement de l'article relatif à l'Institut supérieur des matériaux et de la construction* (p. 3785); Art. 11 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à créer une inspection de l'orientation professionnelle* (p. 3786); Article additionnel : *Amendement de M. Thamier tendant à détaxer les activités des associations sportives* (p. 3787); ÉDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Exemptions d'impôts pour les associations sportives, touristiques et culturelles* [22 mai 1951] (p. 5666). — Répond à une question : de M. Finet relative au licenciement de personnel enseignant des centres d'apprentissage et collèges techniques [27 avril 1951] (p. 4119); — de M. Gaillard relative au taux imposé aux entreprises pour obtenir des délais de paiement des taxes indirectes [27 avril 1951] (p. 4119); — de M. Courdray relative à l'agrandissement de l'aérodrome de Saint-Jacques de la Lande [27 avril 1951] (p. 4120).

**MORO-GIAFFERRI (M. Vincent de),** Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription.)

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195), [28 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la défense nationale [15 novembre 1949] (p. 6099); [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329) [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé procureur général à la Haute-Cour de justice. (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à adresser l'hommage de sa sympathie et de son admiration aux troupes françaises qui [défendent en Indo-

chine l'œuvre de la France et la sécurité de nos nationaux et de nos amis, n° 289. — Le 28 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (rectifié) relatif à l'élection et au statut des représentants des magistrats au Conseil supérieur de la magistrature, n° 400 (Articles). — Le 14 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif au fonctionnement et à la composition des Cours et Tribunaux, n° 594. — Le 18 février 1947, un rapport au nom de la Commission chargée de de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 621. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à accorder un droit de représentation aux enfants naturels reconnus dans la succession de leurs grands-parents morts *ab intestat*, n° 413. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à proroger et à modifier la loi du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 2883. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 2930 (rectifié). — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3949. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à adresser les félicitations et l'hommage de l'Assemblée Nationale à M. Luigi Einaudi à l'occasion de son élection à la présidence de la République italienne, n° 4186. — Le 7 juillet 1948, une proposition de loi tendant à accorder un délai de route de six jours aux travailleurs corses des administrations publiques et privées, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, n° 4886. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes, n° 5018. — Le 21 septembre 1948, une proposition de loi tendant à interdire que la peine capitale soit exécutée par des soldats du contingent, n° 5506. — Le 3 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6662. — Le 8 avril 1949, un

rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6994. — Le 2 juin 1949, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (nos 2655-2829) concernant M. Cristofol, n° 7345. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (nos 6844-6964) concernant M. Georges Morand, n° 7346. — Le 10 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7149) concernant M. Lavergne, n° 7414. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 relative aux incapacités électorales, n° 8409. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de Mme Saunier, sénateur, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, n° 10728. — Le 27 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute expulsion de locataires ou occupants de bonne foi jusqu'au vote des textes en discussion, n° 10781. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives, notamment les ordonnances du 17 septembre 1943, du 21 avril 1944, du 5 avril 1945, du 13 septembre 1945 et les lois du 19 janvier 1946, du 26 avril 1946 et du 8 octobre 1946 qui ont déclaré inéligibles certains citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée publique, n° 10998. — Le 25 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 10100) modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 11964. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11188) de M. Joseph-André Hugues et plusieurs de ses collègues ayant pour but de réglementer la pratique des arrhes, n° 12113. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, une proposition de réso-

lution tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution afin de rendre possible la consultation du suffrage universel sur le mode de scrutin qui sera décidé en vue des élections législatives, n° 12404. — Le 12 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph-André Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 11188) ayant pour but de régler la pratique des arrhes n° 12804. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 8732) contre un membre de l'Assemblée, n° 13022.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, Art. 22 bis : *Sa demande de disjonction de l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* [21 décembre 1946] (p. 230); — de la proposition de loi de M. Mondon tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945, relative aux actes de spoliation : *Amendement de M. Bétolaud tendant au retour au droit commun à partir du 1<sup>er</sup> juin 1947* [23 décembre 1946] (p. 339). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature, en qualité de *Rapporteur* [30 janvier 1947] (p. 89); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chastellain tendant à faire élire les membres du conseil par leurs collègues du parquet* (p. 90); Art. 3 : *Amendement de M. Chastellain tendant à rendre obligatoire la déclaration de candidature* [30 janvier 1947] (p. 91); *Amendement de M. Edgar Faure tendant à empêcher les membres sortants d'être rééligibles* (p. 92); Art. 8 : *Désignation des représentants titulaires et des représentants suppléants* (p. 93); Art. 13 : *Amendement de M. Guesdon* (p. 95). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 18 : *Confiscation des biens par décision judiciaire* [4 février 1947] (p. 161); Art. 19 : *Déclaration des biens appartenant à des personnes dont le patrimoine est confisqué; Son amendement tendant à éviter la délation* (p. 165); Art. 23 : *Amendement de M. Gozard tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire des biens à*

*la confiscation* (p. 167); Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les droits des tiers de bonne foi qui ont traité après le 1<sup>er</sup> juin 1944 et avant le jugement de confiscation* [6 février 1947] (p. 190, 191). — Prend part à la discussion : des opérations électorales du Gabon-Moyen-Congo [25 février 1947] (p. 462, 464); — d'une proposition de loi de M. Viollette tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945 ne pourraient participer ni à l'élection du bureau, ni à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 960); — d'un projet de loi complétant et modifiant la législation économique, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* [20 mars 1947] (p. 968, 969). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 4 : *Possibilité de transférer par décret les crédits d'un Département ministériel à un autre* [25 mars 1947] (p. 1084). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation et à usage professionnel : *Ses observations sur l'ensemble* [26 mars 1947] (p. 1130); — du projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande [28 mars 1947] (p. 1239); — des interpellations relatives aux événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1556). — Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du territoire du Tchad [20 mai 1947] (p. 1689, 1693); — sur une demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches : *Motion préjudicielle de M. de Chambrun* [6 juin 1947] (p. 1977, 1981, 1982); — sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2123, 2124, 2125); — sur le projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2189); Art. 10 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à amnistier les titulaires de la carte du combattant* [21 juin 1947] (p. 2315); Art. 11 : *Amendement de M. Minjoz tendant à élever le montant de l'amende au-dessus duquel l'amnistie ne s'appliquera pas* (p. 2317, 2318); *Son amendement tendant à amnistier les infractions punies d'amende, quel que soit le chiffre de celle-ci* (p. 2318, 2319); Art. 14 : *Demande de disjonction de M. Teitgen de l'alinéa 4 concer-*

*nant la restitution des amendes et confiscations* [30 juin 1947] (p. 2563); Art. 19 : *Amendements de M.M. Desjardins et Gau tendant à amnistier les condamnés par les chambres civiques et les cours de justice* (p. 2573 et 2574). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Pouvoirs du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2460); — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [9 juillet 1947] (p. 2874, 2875, 2876); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la discussion sur les loyers au mardi suivant*) [26 juillet 1947] (p. 3614, 3615). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), JUSTICE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3024, 3025), TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SecrÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE, Chap. 317 : *Organisation du pilotage* [18 juillet 1947] (p. 3194), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 002 : *Amendement de M. Augarde tendant à réduire les crédits pour allocations provisoires d'attente* [21 juillet 1947] (p. 3316). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3629). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3645, 3646, 3647), Art. 3 : *Son amendement concernant les locaux à usage professionnel* (p. 3653); Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire les majorations de loyers de 60 et 30 0/0 à 45 et 25 0/0* (p. 3657); *le modifie en 43 et 25 0/0* (p. 3658); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3675); — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, artisanales et industrielles : *Demande de discussion d'urgence*, en qualité de *Rapporteur* [7 août 1947] (p. 4015, 4016, 4017, 4018, 4019, 4020); *Discussion d'urgence* (p. 4055, 4056); *Discussion générale* (p. 4057); Art. 1<sup>er</sup> : *Liste des condamnations empêchant de créer ou d'entreprendre un commerce ou une entreprise* (p. 4060); Alinéa 5 : *Enumération de ces condamnations* (p. 4060);

Alinéa 7 : *Amendement de M. Montillot tendant à disjointre l'alinéa* (p. 4061, 4062); Art. 5 bis : *Amendement de Mme Poinço-Chapuis tendant à exiger des personnes élues aux tribunaux de commerce les mêmes conditions* (p. 4063); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* (*Renvoi à la Commission des affaires économiques*) [9 août 1947] (p. 4148, 4149); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de reprendre le texte voté en 1<sup>re</sup> lecture* (p. 4150); Art. 6 : *Son accord au texte du Conseil de la République* (p. 4151). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date des débats sur le statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4298). — Prend part à la discussion : du rapport sur la procédure d'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française : *Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Capitant tendant à ne désigner les membres de l'Assemblée de l'Union française qu'après le renouvellement du Conseil de la République* [13 novembre 1947] (p. 4996); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations sur les actes de sabotage* [29 novembre 1947] (p. 5309); — de sa proposition de loi prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyer : *Ses explications de vote sur l'urgence* [18 décembre 1947] (p. 5862, 5863); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6331); Art. 2 nouveau (p. 6332); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder un abattement aux prisonniers et déportés* [22 décembre 1947] (p. 6142, 6143); *le retire* (ibid.), — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; art. 4 : *Son amendement tendant à diminuer le bénéfice imposable d'un abattement de 60.000 francs* [3 janvier 1948] (p. 32, 36); *le retire* (p. 36). — Est entendu sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Démarche de M. le Président d'âge auprès du Président de la République* [14 janvier 1948] (p. 150, 151). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Demande de discussion d'urgence* [29 janvier 1948] (p. 267) — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements tendant à appliquer la nouvelle loi à toutes les communes*

[3 février 1948] (p. 349); *Sa proposition de renvoi à la Commission* (ibid.); Art. 2 : *Sa proposition de réserver l'article 2* (p. 355); Art. 3 : *Maintien dans les lieux des locataires* (p. 566); *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa* [10 février 1948] (p. 569); *Amendements de MM. Buron et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 573); Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 576, 577); *Son amendement concernant les membres de la famille du bénéficiaire du maintien dans les lieux* (p. 577); Art. 6 : *Amendement de M. Minjoz relatif au maintien dans les lieux de personnes après l'expiration du contrat de travail leur accordant un logement* [13 février 1948] (p. 712); *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui peuvent exercer un droit de reprise* (p. 712); *Sous-amendement de M. Dominjon tendant à insérer les mots « à leur charge »* (p. 713); Art. 8 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa prévoyant la consécration des droits du propriétaire par le juge des loyers* [17 février 1948] (p. 759); *le retire* (ibid.); Art. 8 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à obliger le propriétaire à prévenir le locataire en vue d'une réoccupation éventuelle* (p. 760); Art. 33 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* [5 mars 1948] (p. 1380, 1381); Art. 51 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article* [9 mars 1948] (p. 1608, 1609); Art. 59 : *Amendement de M. Delachenal tendant à n'accorder le maintien dans les lieux qu'à certains étrangers* (p. 1611, 1612); Art. 51 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article prévoyant le paiement des loyers par mensualités* [16 mars 1948] (p. 1711); Art. 53 : *Son amendement tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* (p. 1713, 1714, 1715, 1717); Art. 62 bis : *Amendement de M. de Tinguay tendant à éviter qu'en 1948 les majorations de loyers entraînent des majorations d'impôts* [4 mai 1948] (p. 2476, 2479); Art. 62 ter : *Exemptions d'impôts pour les constructions nouvelles* (p. 2479); Art. 12 : *Son amendement tendant à exclure les locaux professionnels du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 14 bis : *Limitations du droit de reprise* (p. 2795, 2796); *Son amendement tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux*

*professionnels* (p. 2796, 2797, 2798); *le retire* (p. 2798); Art. 12 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers* (p. 2801); *Son amendement tendant à tenir compte des accords internationaux* (p. 2802); Art. 13 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre à tous les travailleurs retraités le droit de reprise* [27 mai 1948] (p. 2950, 2951); Art. 14 ter : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire rembourser au locataire en cas de reprise les améliorations au local* [28 mai 1948] (p. 3021); Art. 15 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas abroger les effets des lois antérieures sur les loyers* (p. 3023); Art. 44 : *Sanctions contre les propriétaires ayant mésusé de leur droit de reprise* (p. 3026); Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le troisième alinéa* [3 juin 1948] (p. 3136, 3137); *Sous-amendement de M. Masson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui fait la reprise sauf opposition du propriétaire* (p. 3142, 3144); Chap. III, art. 16 : *Amendements de MM. Minjoz, Citerne et Triboulet tendant à modifier totalement le système de majoration des loyers* [11 juin 1948] (p. 3435, 3436); Art. 21 : *Amendement de M. Berger tendant à supprimer l'article* [17 juin 1948] (p. 3621); Art. 23 : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires* (p. 3625); *Cas de la suppression de la fourniture des prestations* (p. 3634, 3635); Art. 24 : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire à 10 0/0 la majoration du loyer en cas de sous-location* (p. 3635); Art. 25 : *Amendement de M. Rollin tendant à majorer de 50 0/0 les loyers et à prévoir une nouvelle loi* (p. 3644). — Est entendu sur les propositions de la Contérence des Présidents : *Débat sur les billets de 5.000 francs* [3 février 1948] (p. 357, 358). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 559). — Son rapport sur les élections du département de la Mayenne [6 février 1948] (p. 536). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 799); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer « associations familiales » au dernier alinéa*

[24 février 1948] (p. 1019, 1020); *le retire* (p. 1020); *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1020, 1021); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1023, 1024); — de propositions de loi portant statut des internés et déportés de la Résistance : Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* [4 mars 1948] (p. 1307); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 5 : *Son amendement tendant à ajouter un article permettant de céder les titres d'emprunt émis* [7 mars 1948] (p. 1511, 1512); *le retire* (p. 1512); — de propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer les sanctions contre les jurés défaillants* [9 mars 1948] (p. 1584); *Son amendement tendant à prévoir une amende pour les jurés défaillants* (p. 1586, 1587); — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 8 mars 1948 (*Sa rectification de vote*) [11 mars 1948] (p. 1652); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Lecœur sur la catastrophe de Courrières [4 mai 1948] (p. 2500). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution adressant des félicitations à M. Einaudi, Président de la République italienne : *Demande de discussion d'urgence* [13 mai 1948] (p. 2576); — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [19 mai 1948] (p. 2718); — de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Demande d'ajournement de M. Aumeran* [20 mai 1948] (p. 2782, 2783); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de première instance* [2 juin 1948] (p. 3114, 3115); *Amendements de MM. Mabrut et Badie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits* (p. 3116, 3117); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100 : *Ses observations sur la situation des artisans* [31 juillet 1948] (p. 5183); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement technique* [3 août 1948] (p. 5248); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 508 : *Amendement de M. Ségelle tendant à augmenter les crédits pour la prophylaxie des maladies vénériennes* [14 septembre 1948] (p. 6519); —

du projet de loi portant réduction du nombre des Cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à supprimer les Cours de justice* [8 juin 1948] (p. 3267); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3403); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Anaxionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires de 12 milliards et 1 francs* [17 juillet 1948] (p. 4739); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6775); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6783, 6784); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales amendée par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [23 septembre 1948] (p. 6854); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les majorations d'impôts directs* [24 septembre 1948] (p. 6891); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur la répression de la propagande étrangère* [18 novembre 1948] (p. 7100 et suiv.); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 décembre 1948] (p. 8057); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard relatif au renouvellement normal du bail d'ici 1951* [28 décembre 1948] (p. 8064); *Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas suspendre les procédures d'éviction engagées* (p. 8065); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Demande de disjonction du Gouvernement* [31 décembre 1948] (p. 8321); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 janvier 1949] (p. 224, 225); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 374); *Amendement de M. Palewski à la proposition de résolution*

tendant à prévoir des mesures de compensation pour les locataires ayant une ou plusieurs personnes à charge [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1035); Amendement de M. Péron tendant à prévoir une large extension de l'allocation logement à tous ceux dont les ressources sont inférieures à 25 0/0 du salaire de base (p. 1036); Art. 2 : Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires [8 mars 1949] (p. 1300, 1301, 1302); Art. 3 bis : Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret à chaque augmentation semestrielle (p. 1303); Art. 4 : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages (p. 1306); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux (p. 1308); Amendement de M. Palewski tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel (p. 1310); Art. 5 : Sa proposition de suspendre le débat (p. 1313); Article additionnel : Amendement de M. Viard tendant à revenir au droit commun pour certaines catégories d'immeubles (p. 1315); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République : Discussion générale [14 avril 1949] (p. 2462); Art. 1<sup>er</sup> A : Son amendement tendant à maintenir l'article relatif aux locaux à usage professionnel (p. 2463); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendements de MM. Citerne et Minjoz tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés (p. 2465); — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Mise en cause de M. A. Marie) : Discussion générale [8 février 1949] (p. 414, 420); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Cachin : Discussion générale [4 mars 1949] (p. 1264, 1267, 1268); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Garaudy : Discussion générale [4 mars 1949] (p. 1271); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : Demande de M. Coulibaly de retrait de l'ordre du jour [22 mars 1949] (p. 1672); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à exclure les étrangers du bénéfice de la loi [29 mars 1949] (p. 1807); le retire (ibid.); Art. 6 : Son amendement relatif à la procédure

devant le juge des référés (p. 1811, 1812). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son rappel au Règlement (limitation du droit de parole) [29 mars 1949] (p. 1815). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : Discussion générale [31 mars 1949] (p. 1917, 1918); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : Discussion générale [12 avril 1949] (p. 2297). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Sa proposition de fixer la date de rentrée parlementaire au 17 mai [14 avril 1949] (p. 2491). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'activité du Rassemblement populaire français et le complot de la Pentecôte : Discussion générale (Ses observations sur les articles du procureur général Boissarie) [14 juin 1949] (p. 3354); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez : Discussion générale [22 juin 1949] (p. 3637, 3638); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale : Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat [5 juillet 1949] (p. 4229, 4230, 4231); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : Son rappel au règlement [25 juillet 1949] (p. 5251); Son rappel au règlement [26 juillet 1949] (p. 5300, 5301); — d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée d'immunité parlementaire amendée par le Conseil de la République : Discussion générale [29 juillet 1949] (p. 5527, 5528, 5533, 5534, 5535, 5536). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Ses observations sur la recevabilité de la demande de scrutin public à la tribune [13 octobre 1949] (p. 5800). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente [10 novembre 1949] (p. 6066, 6067); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : Discussion générale [15 novembre 1949] (p. 6127, 6128); — des interpellations sur la distribution d'électricité : Discussion générale [9 décembre 1949] (p. 6747); Amendement de M. Serre à l'ordre du jour de confiance tendant à exiger de l'Allemagne des livraisons de courant électrique

(p. 6753); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Sa proposition de renvoyer le débat au lendemain* [27 décembre 1949] (p. 7376); Art. 25 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à insérer un article exigeant 30 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* (p. 7391); Art. 27 : *Amendement de MM. Dusseaulx, Rigal et Gaillard tendant à supprimer l'article créant un impôt sur les bénéfices non distribués* (p. 7397); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7604); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 8, 9); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art 1<sup>er</sup> (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de fonctionnement de l'apprentissage* [3 janvier 1950] (p. 37); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* [4 janvier 1950] (p. 111, 113, 114); Art 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 117, 118); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement concernant l'arbitrage* (p. 122, 123); — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 286); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art 1<sup>er</sup> (Art. 31 O du Code du travail) : *Son rappel au règlement (Ses observations sur l'éventuelle participation aux bénéfices des ouvriers)* [3 février 1950] (p. 992, 993); Art. 3 bis : *Non-rupture de contrat du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1074, 1075); *Amendement de M. Ramarony tendant à disjoindre l'article* (p. 1076, 1077, 1080, 1081); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1089); — des interpellations sur la composition du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les banquets auxquels il a pris part)* [7 février 1950] (p. 1037, 1038). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulière-

ment en Côte d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1137). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Demande de renvoi présentée par M. Benoist* [21 février 1950] (p. 1254); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1513); Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954* [16 mai 1950] (p. 3700). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'abrogation de certaines incapacités électorales* [28 février 1950] (p. 1519). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer « sera » à « ne sera pas » au paragraphe A de l'amendement de M. Dominjon* [3 mars 1950] (p. 1814, 1815); — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1974). — Est entendu sur le conflit de compétence entre deux commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2127, 2128). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des baux commerciaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Citerne tendant à proroger les textes existants jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi* [23 mars 1950] (p. 2304, 2305); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2438); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2665); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Son ordre du jour constatant la régularité de l'action gouvernementale et approuvant les déclarations du Gouvernement* [27 avril 1950] (p. 2995, 2997, 2998, 2999); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T.; Chap. 0010 : *Ses observations sur l'augmentation des tarifs* [3 mai 1950] (p. 3198); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits*



demandés pour le personnel des services de direction (p. 3200, 3201); Chap. 1110 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services d'enseignement (p. 3218); Chap. 1120 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services spéciaux (p. 3219); Chap. 1140 : Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour le personnel des services techniques spécialisés (p. 3219); Chap. 1160 : Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour le personnel auxiliaire des services techniques spécialisés (p. 3219); Chap. 3030 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le chauffage, l'éclairage et le mobilier des services extérieurs (p. 3225); JUSTICE : Discussion générale [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4108, 4110); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Discussion générale (Ses observations sur le droit à pension d'une veuve de mort pour la France) [21 juin 1950] (p. 5104, 5105); EDUCATION NATIONALE; Chap. 1530 : Etablissements d'enseignement technique (taxe d'apprentissage) [17 juillet 1950] (p. 5472, 5473); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : Ordre du jour de M. Pineau approuvant la lutte contre la fraude fiscale [23 mai 1950] (p. 3819); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 2 : Son amendement tendant à assimiler les veuves non remariées et celles remariées qui ont des enfants du premier lit [30 mai 1950] (p. 3996); le retire (ibid); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : Discussion générale [30 mai 1950] (p. 4016, 4017); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 : Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles [21 juillet 1950] (p. 5745); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : Discussion générale [22 juillet 1950] (p. 5833, 5834). — Dépose une demande d'interpellation relative aux incidents scandaleux qui ont marqué le Tour de France cycliste [28 juillet 1950] (p. 6148). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au statut des réfractaires, amendée par le Conseil de la Répu-

blique : Son rappel au règlement (Discussion de sa proposition de résolution relative aux expulsions de locataires) [3 août 1950] (p. 6554, 6555); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : Motion préjudicielle de M. Minjoz [24 octobre 1950] (p. 7109, 7110, 7111); Discussion générale [2 novembre 1950] (p. 7377); [4 novembre 1950] (p. 7461, 7462, 7463); [7 novembre 1950] (p. 7519); Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à une peine inférieure à dix ans de dégradation nationale [10 novembre 1950] (p. 7635, 7640); Art. 3 : Amendement de M. Capitant tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant l'amnistie aux peines inférieures à cinq ans de prison [14 novembre 1950] (p. 7667, 7668); Amendement de M. Michelet tendant à assimiler les mineurs déjà condamnés à ceux qui ne le sont pas encore (p. 7670); Art. 5 : Amendement de M. Michelet tendant à supprimer l'article relatif aux condamnations prononcées par la Haute Cour de justice [16 novembre 1950] (p. 7775); Art. 7 : Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas amnistier les contumaces (p. 7794); Art. 9 : Etendue du bénéfice de l'amnistie (p. 7799, 7800, 7801); Art. 10 : Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis [17 novembre 1950] (p. 7889); Art. 12 : Amendement de M. July tendant à établir la confusion des peines pour les confiscations prononcées par différentes Cours [21 novembre 1950] (p. 7964); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à dix ans ou moins de dégradation nationale [2 janvier 1951] (p. 4); Art. 27 quater : Amendement de M. Minjoz relatif aux droits des tiers contre les résistants poursuivis (p. 17); Art. 27 quinquies A : Amendement de Mme Bastide tendant à rétablir le texte du Conseil de la République amnistiant les petits délinquants (p. 18); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 20); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : Amendement de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge [27 octobre 1950] (p. 7332). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (Suite de la discussion du projet de loi d'amnistie) [2 novembre 1950]

(p. 7390, 7391). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'article unique* [21 novembre 1950] (p. 7948); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [22 novembre 1950] (p. 8056); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution; Article unique : *Son contre-projet tendant à réviser les articles 1 à 95 de la Constitution* [30 novembre 1950] (p. 8360, 8361, 8362); *le retire* (p. 8362); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 3; *Amendement de M. Grimaud relatif aux formalités de notification du congé* [14 décembre 1950] (p. 9087); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans* (p. 9089, 9090); *Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission* (p. 9091). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative à la mise en liberté provisoire d'inculpés [15 décembre 1950] (p. 9153, 9154, 9155). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion de la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9292, 9293). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Giovoni tendant à fixer le tarif kilométrique entre la France et la Corse au même taux que celui de la S.N.C.F.* [22 décembre 1950] (p. 9512); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>, État A, MARINE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Bouvier-O'Cottreau tendant à rétablir les crédits pour les travaux maritimes (Base de Mers-el-Kébir)* [29 décembre 1950] (p. 9799); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel et artisanal : *Discussion générale* [30 décembre 1950] (p. 9859, 9860, 9861); Article additionnel : *Amendement de M. Grimaud tendant à rajuster provisoirement la valeur des baux commerciaux* (p. 9871). — Dépose une demande d'interpellation : sur la garantie du respect par les autorités judiciaires du secret professionnel [8 janvier 1951] (p. 282); — sur l'arrestation et le maintien en détention, sans mandat, d'un chirurgien parisien [11 janvier 1951] (p. 326); — sur les moyens que le Gouvernement compte prendre afin d'éviter une crise des transports à

Paris [23 janvier 1951] (p. 346). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 6 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à prévoir le paiement d'une indemnité au cas de refus de renouvellement du bail* [6 février 1951] (p. 764, 765); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 989); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les arrestations arbitraires, le régime de l'instruction des affaires criminelles en France, l'assistance judiciaire et l'interdiction de séjour* [15 février 1951] (p. 1184, 1185, 1188, 1189, 1190, 1191, 1195); INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (expulsion de locataires)* [27 février 1951] (p. 1657, 1658); P.T.T., Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service des directions (Création de 20 directeurs adjoints)* [2 mai 1951] (p. 4429); Article additionnel : *Son amendement relatif à la rédevance exigible des receveurs pour le logement* [4 mai 1951] (p. 4522); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (Forclusion des demandes de pension)* [15 mai 1951] (p. 5175). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au relèvement des tarifs des transports publics parisiens [16 mars 1951] (p. 2048, 2049). — Dépose une demande d'interpellation sur l'organisation des services de transports dans l'agglomération parisienne [20 mars 1951] (p. 2213). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 10 *ter* : *Son amendement tendant à abroger l'ordonnance du 14 août 1945 enlevant le droit de vote aux personnes condamnées à 1.000 francs d'amende* [21 mars 1951] (p. 2421, 2422); *le retire* (p. 2422); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Ginestet tendant à ne pas radier des listes électorales les condamnés de moins de six mois de prison* (p. 2456); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires) : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale (Grève des*

*transports parisiens*) [21 mars 1951] (p. 2400, 2401); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* (*Ses observations sur les droits des propriétaires, les ventes d'appartements et la modification de la loi sur les loyers*) [17 avril 1951] (p. 3383, 3384, 3386, 3387); *Suite du débat* (p. 3389); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grimaud tendant à permettre au président du tribunal siégeant en référé d'accorder des délais de longue durée aux locataires qui doivent être expulsés* [28 avril 1951] (p. 4157, 4158); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir que le juge des loyers pourra autoriser des expulsions sans relogement* (p. 4161). = S'excuse de son absence [24 novembre 1948] (p. 7189), [29 mars 1950] (p. 2585). — Obtient un congé [24 novembre 1948] (p. 7189).

**MOUCHET (M. Pierre)**, *Député de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [22 mars 1947] (p. 1019).

**Dépôts :**

Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire les besoins essentiels du ravitaillement du pays, **n° 1161**. — Le 26 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives au compte spécial affecté aux exploitations forestières dites « exploitations en régie »,

**n° 3007**. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à la suppression définitive du « compte spécial » affecté aux exploitations forestières dites « exploitations en régie » et à son remplacement par des dispositions nouvelles, **n° 3190**. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté aux produits laitiers et à assurer une ration normale de lait aux enfants, vieillards et invalides, **n° 4080**. — Le 7 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à l'agriculture 60 0/0 des effectifs de prisonniers de guerre allemands ou anciens prisonniers de guerre devenus travailleurs libres, **n° 4895**. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes travailleurs provenant de l'organisation dite « Chantiers de jeunesse » par le fait ou à l'occasion de leur service dans les formations encadrées du Ministère de la Production industrielle, **n° 6808**. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues portant dérogation aux dispositions de l'article 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur la réforme des pensions civiles et militaires en ce qui concerne les droits reconnus par l'article 32, paragraphes IV et V de ladite loi, à chaque orphelin atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré, **n° 6809**. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les sinistrés de Boège (Haute-Savoie) victimes d'un incendie d'une rare violence et à accorder des crédits nécessaires à leur réinstallation, **n° 7965**. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le taux minimum des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 8686**. — Le 26 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Chautard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le montant de l'indemnité versée aux médecins-experts pour l'étude des dossiers qui leur sont confiés par le tribunal des pensions, **n° 8850**. — Le 26 juillet 1950, une pro-

position de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux victimes des orages qui ont sévi en Haute-Savoie, à plusieurs reprises, un secours important et demandant que : 1° des indemnités soient accordées proportionnellement aux dégâts subis; 2° des prêts soient consentis aux agriculteurs sinistrés, à un taux très réduit; 3° des dégrèvements sur les impôts fonciers et les bénéfices agricoles, n° **10768**. — Le 22 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille de l'exploitant et à l'étendre aux exploitants ayant au moins trois enfants de moins de 12 ans, n° **11749**. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi créant un insigne officiel des maires, n° **11962**. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11794) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux et par leurs ayants droit, n° **12911**. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11902) de M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les mesures de régionalisation des directions départementales des Anciens combattants, n° **12913**.

### Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux stocks de café en Afrique et à l'importation clandestine [21 mai 1948] (p. 2849). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à améliorer sa qualité : *Son amendement tendant à supprimer la date du 1<sup>er</sup> juillet* [30 juin 1948] (p. 4185); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: Chap. 507 : *Prophylaxie de la tuberculose* [29 juillet 1948] (p. 5066); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5114, 5115). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression définitive du

Haut Commissariat au ravitaillement [9 mars 1949] (p. 1458). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1488); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887, 1888); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'intérieur, Chap. 113 : *Traitements des fonctionnaires des préfectures, secrétaires de mairie* [6 avril 1949] (p. 2140, 2141); Chap. 302 : *Subventions aux chemins communaux* (p. 2153); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2293), Etat A, Chap. 309 : *Rattachement des abonnés au téléphone* (p. 2313, 2314); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2318); Chap. 505 : *Subventions aux centres d'insémination artificielle* (p. 2363); Chap. 513 : *Amendement de M. Lucas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à l'amélioration de la production agricole* (p. 2367); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [19 mai 1949] (p. 2652); Chap. 002 : *Allocation provisoire d'attente* (p. 2667, 2668); Chap. 123 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transferts de corps (retour des corps de morts en Allemagne)* (p. 2682); *le retire* (p. 2684); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4861); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Mauroux tendant à confronter les décisions des commissions départementales voisines pour unifier les estimations forfaitaires* [21 juillet 1949] (p. 4978, 4979); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Amendement de M. Lenormand tendant à augmenter de 100 milliards les crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7331, 7332); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7520); Art. 2 : *Son amendement tendant à mettre à égalité les petites communes avec les communes de 10 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7576, 7577); — des

interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu*) [24 février 1950] (p. 1494); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE: *Discussion générale (Ses observations sur l'établissement du prix de revient du blé et l'électrification rurale)* [24 mai 1950] (p. 3875); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS; Art. 28 *ter*: *Allègements fiscaux éventuels par décrets (bénéfices agricoles sur les pâturages)* [2 août 1950] (p. 6424, 6425); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à permettre le cumul des avantages prévus* [6 décembre 1950] (p. 8687); Art. 10: *Amendement de M. E. Hugues tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants* (p. 8697, 8698). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget de l'agriculture*) [22 décembre 1950] (p. 9470). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit de 62 milliards (reclassement des secrétaires de mairies)* [27 février 1951] (p. 1652, 1653). = S'excuse de son absence [3 novembre 1949] (p. 5953). = Obtient un congé [3 novembre 1949] (p. 5953).

**MOUSSU (M. Raymond)**, *Député de l'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] p. 347). Est élu Président de cette Commission [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011); [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 782); [*J.O.* du 19 janvier 1950] p. 716); [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 881).

#### Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 12 octobre 1945 sur le statut juridique de la coopération

agricole, n° 721. — Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, n° 1735. — Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, n° 1736. — Le 5 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Ras-Rhin et de la Moselle, n° 2783. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers, n° 3809. — Le 29 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers, n° 4763. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, n° 4916. — Le 3 août 1948, une proposition de loi modifiant la loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, n° 5136 (rectifié). — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date d'application du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 6338. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, n° 8254. — Le 25 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 8501. — Le 29 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du recensement agricole mondial de 1949-1950 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés, n° 8518. — Le

1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, n° 8575. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, n° 8576. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation de vieillesse dans les professions agricoles pour le premier trimestre 1950, n° 9536. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de Touraine, n° 10145. — Le 24 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole une somme de 3 milliards de francs destinée à la création de prêts à moyen terme et à intérêts réduits en faveur des victimes des orages de grêle survenus depuis le début de mai, n° 10465. — Le 11 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre le fonctionnement des tribunaux paritaires de fermage, n° 11894. — Le 9 février 1951, une proposition de loi tendant à réglementer la profession d'horticulteur et de pépiniériste, n° 12153. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur le projet de loi n° 12166 relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts, n° 12401.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Cher [28 novembre 1946] (p. 12). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif au prix des baux à ferme (*Disjonction de l'amendement de M. Waldeck Rochet*) [20 décembre 1946] (p. 194); *Demande le renvoi à la Commission* (p. 195); *Retire sa demande* (ibid.); *Disjonction de l'amendement de M. David* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES : *Ses observations sur l'ensemble* (*Situation des*

*agriculteurs*) [22 décembre 1946] (p. 274) ; — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Attitude du M. R. P. sur les ordres du jour déposés à la suite de ces interpellations* [16 mai 1947] (p. 1653) ; — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder aux producteurs de blé une prime lorsque la récolte du département aura excédé celle des cinq dernières années* [5 juin 1947] (p. 1935) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement de M. Bardoux tendant à instituer une prime pour les récoltes 1948 et 1949* (ibid.) ; Art. 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif au prix différentiel* [6 juin 1947] (p. 1953). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement. (*Politique agricole*) [2 juillet 1947] (p. 2628, 2629, 2630). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles ; Art. 7 : *Son amendement tendant à tenir compte des usages locaux dans les décisions des commissions paritaires* [29 juillet 1947] (p. 3682, 3683). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux mesures prises pour assurer le succès de la collecte du blé malgré les conséquences fâcheuses de la fixation du prix [8 août 1947] (p. 4113, 4114, 4115). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* [22 décembre 1947] (p. 6133, 6134) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat 1, AGRICULTURE, Chap. 527 : *Subventions au blé de printemps* [26 décembre 1947] (p. 6282) ; — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales ; Art. 2 : *Amendement de M. Valay relatif aux prestations au titre agricole, en qualité de Président de la Commission de l'Agriculture* [6 février 1948] (p. 471). — En qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture*, est entendu au cours du débat sur : la proposition de loi de M. Minjoz relative à la pêche fluviale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de M. M. Monteil et Minjoz concernant les sanctions pour la destruction de poissons par des moyens illégaux* [10 février 1948] (p. 586) ; — le projet

de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1248, 1249); Art. 6 : *Annulation des dispositions contraires à la présente loi* (p. 1252). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à stabiliser le taux des baux à ferme, en qualité de *Président de la Commission de l'agriculture* : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2419); Article unique : *Contre-projet de M. Laurens permettant le recours devant les tribunaux paritaires* [30 avril 1948] (p. 2422, 2423, 2424); *Amendement de M. Lamarque-Cando tendant à étendre le délai jusqu'à la promulgation du nouveau statut des baux* (p. 2433); *Son amendement relatif à l'établissement du prix des baux à l'échéance, stipulés en céréales et produits laitiers* (p. 2434, 2436, 2437, 2439); *Demande de M. Duclos de renvoi à la Commission* (p. 2441, 2442); *Reprend la proposition de loi retirée par M. Ruffe* (p. 2446); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République; *Renvoi du débat* [2 juillet 1948] (p. 4285, 4286); *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4392, 4393, 4397); Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en 1<sup>re</sup> lecture* (p. 4399). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Débat sur la majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles*) [30 avril 1948] (p. 2443). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles, en qualité de *Président de la Commission* [30 avril 1948] (p. 2443); *Sa demande de seconde délibération de l'article 3* (p. 2445); — de la proposition de loi créant un conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 5 : *Amendement de M. Audeguil relatif aux délibérations du conseil* [14 mai 1948] (p. 2633); Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du conseil* (p. 2634); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2638). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le statut du fermage*) [25 mai 1948] (p. 2915). — Prend part à la discussion : de propositions de loi concernant le cumul des exploitations agricoles : *Demande de M. Montillot de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2928); *Demande de M. Sourbet de renvoi à la Commission* (p. 2930). — Est entendu pour une modification de l'ordre du

jour (*Stabilisation des baux à ferme*) [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4261). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4419); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord de coopération économique franco-américain; Art. 3 : *Ses sous-amendements tendant à modifier la composition de la commission mixte d'application des crédits du plan Marshall* [19 août 1948] (p. 6002); — du projet de loi relatif à l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 18 : *Son amendement relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* [20 août 1948] (p. 6059, 6060); — de la proposition de résolution tendant à accorder la prime de 2.500 francs aux travailleurs agricoles : *Discussion générale* [16 septembre 1948] (p. 6570, 6571); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6608); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole; Art. 2 : *Amendement de M. Perdon tendant à rattacher les travailleurs agricoles à la sécurité sociale* [18 novembre 1948] (p. 7067); Art. 3 : *Amendement de M. Perdon tendant à supprimer le collège électoral des exploitants employant de la main-d'œuvre salariée* (p. 7068); Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à accorder le droit de vote à toute conjointe* (p. 7068); Art. 23 : *Demande de disjonction présentée par M. Paumier* (p. 7073). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la modification du statut viticole, en qualité de *Président de la Commission* [18 novembre 1948] (p. 7075). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à 2 hectares* [25 novembre 1948] (p. 7241); — du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, en qualité de *Rapporteur* [7 décembre 1948] (p. 7400, 7401); Art. 2 : *Application possible des circonstances atténuantes en vertu des articles 463 et 351 du Code pénal* (p. 7403); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7645, 7646);

*Contre-projet de M. Lenormand tendant à interdire dorénavant la réunion d'exploitations agricoles* (p. 7650); *Amendement de M. Halbout tendant à faire fixer par les préfets avant 1949 les surfaces minima au-dessus desquelles le cumul pourra être annulé* (p. 7652); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à étendre cette mesure à tous les départements* (p. 7653); *Amendement de M. Méhaignerie tendant à faire déclarer par l'exploitant les fonds réunis et celui qu'il veut conserver* [17 décembre 1948] (p. 7673). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi sur le paiement des baux à ferme* [23 décembre 1948] (p. 7897). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8018); *Renvoi de la discussion* (p. 8020); *Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux conditions de paiement en nature* [28 décembre 1948] (p. 8033); *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* (p. 8034, 8035); Art. 2 : *Amendement de M. Desjardins tendant à appliquer la loi aux baux de l'Etat et des collectivités publiques* (p. 8041); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Ruffe tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme* [31 décembre 1948] (p. 8339); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à limiter à 25 0/0 des charges totales, les charges dues au titre des cotisations et impositions* [10 février 1949] (p. 480). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des interpellations sur la politique agricole* [18 février 1949] (p. 684). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix trop élevé du matériel agricole, tracteurs, etc.)* [25 février 1949] (p. 993, 994); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1159); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1949] (p. 1339); — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 3 septièmes ;

*Amendement de M. Caron tendant à disjointre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1362); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 505 : *Subventions au centre d'insémination artificielle* [12 avril 1949] (p. 2363); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 : *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir le renouvellement des conseils d'administration de la mutualité agricole chaque année par moitié* [17 mai 1949] (p. 2545); Art. 14 : *Anomalies du texte voté en contradiction avec l'article 12* (p. 2548); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* [20 mai 1949] (p. 2735); — de la proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Baudry d'Asson relatif au cas où la demande d'amodiation ne serait pas recevable* [10 juin 1949] (p. 3279); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3280); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales aux salariés des professions agricoles : *Discussion générale* [24 juin 1949] (p. 3752, 3789); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République; *Dispositions générales*; Art. 5 bis : *Interdiction faite à la S.N.C.F. d'accroître sa participation financière* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4037); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [5 juillet 1949] (p. 4183); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 121 : *Solde des officiers des services* [22 juillet 1949] (p. 5019); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Urgence* [28 juillet 1949] (p. 5392, 5394); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* (p. 5459); *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* (p. 5466). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débats sur le prix de la betterave* [8 novembre 1949] (p. 6019).



— Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Urgence* [10 novembre 1949] (p. 6043, 6044); *Discussion générale* (p. 6052); — d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative au statut du fermage; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir une élection partielle aux tribunaux paritaires quand le nombre des assesseurs dans les catégories du fermage et du métayage se trouvera réduit à deux* [14 décembre 1949] (p. 6852); *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir l'extension de l'ordonnance du 4 décembre 1944 aux départements d'outre-mer* (p. 6853); — d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative au statut du fermage; Article unique : *Son amendement relatif aux réunions des commissions consultatives départementales* [14 décembre 1949] (p. 6854); *Son amendement tendant à prévoir la répartition des élus aux commissions consultatives par arrondissement* (p. 6854); *Son amendement tendant à prévoir des élections partielles en cas de besoin* (p. 6854); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à insérer un article nouveau réduisant de 50 0/0 la taxe intérieure sur les carburants utilisés par les agriculteurs* [20 décembre 1949] (p. 7026, 7027); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits collectifs du travail; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre la loi aux professions agricoles* [20 décembre 1949] (p. 7042, 7045) (Art. 31 J du Code du travail); *Son amendement tendant à exclure les professions agricoles de l'extension des conventions collectives* [3 janvier 1950] (p. 63); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture du champ d'application de la loi* (p. 66, 67); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 13 : *Amendement de M. Penoy tendant à établir une taxe de 15 0/0 sur les pneus destinés aux véhicules lourds* [27 décembre 1949] (p. 7389); Art. 27 : *Demande de renvoi de l'amendement de M. Tanguy Prigent à la Commission de l'agriculture, présentée par M. Temple* [30 décembre 1949] (p. 7617); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 3.000 francs* (p. 7619); *Demande de disjonction de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation for-*

*faitaire des bénéficiaires agricoles* [31 décembre 1949] (p. 7639). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et la garantie des prix des produits agricoles [19 janvier 1950] (p. 342); la développe [24 janvier 1950] (p. 464) : *Ses observations sur la situation difficile des agriculteurs, la baisse du pouvoir d'achat des paysans, la diminution des revenus agricoles, la garantie des prix nécessaires à l'accroissement de la production, l'exportation vers les pays européens voisins, le stockage des produits laitiers et la motorisation de l'agriculture* [25 janvier 1950] (p. 504, 505, 506, 507, 508, 509); *Discussion générale* [17 février 1950] (p. 1933, 1935); *Ses observations sur les expulsions de fermiers des Landes par les C. R. S.* [24 février 1950] (p. 1447); *Son ordre du jour de confiance* (p. 1480, 1482). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir un dénombrement des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 436, 437); *le retire* (p. 437). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la politique agricole* [20 janvier 1950] (p. 437, 438). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à tenir compte du cas spécial des ouvriers agricoles logés et nourris* [26 janvier 1950] (p. 551, 552); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 février 1950] (p. 898, 899); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 février 1950] (p. 1091); — du projet de loi organisant un referendum dans les Etablissements français de l'Inde : *Renvoi du débat* [23 février 1950] (p. 1327). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi prorogeant la loi sur l'organisation de la marine marchande* [24 février 1950] (p. 1454); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif au recensement agricole mondial* [17 mars 1950] (p. 2161, 2162). Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1950] (p. 2223, 2224); *Question préalable posée par M. Mallez* (p. 2225, 2226); — du projet de loi

relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées : *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [30 mars 1950] (p. 2643); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [25 avril 1950] (p. 2846, 2847, 2848); Art. 2 : *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les Charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2915). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'Agriculture* [11 mai 1950] (p. 3570); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'Agriculture* [16 mai 1950] (p. 3705); — sur une modification de l'ordre du jour : *Impossibilité de discuter le budget de l'Agriculture* [17 mai 1950] (p. 3763). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Motion préjudicielle de M. Legendre tendant à ajourner le débat* [24 mai 1950] (p. 3868); Chap. 1490 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services sanitaires vétérinaires* (p. 3893); le retire (ibid.); Chap. 1510 : *Amendement de M. Mabrut tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Laboratoire de recherches vétérinaires* (p. 3894); Chap. 3290 : *Amendement de M. Lussy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux* [25 mai 1950] (p. 3923, 3924); Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 3949); Chap. 5230 : *Subventions aux aliments du bétail* (p. 3955). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Sa demande de suppression de la séance de nuit* [24 mai 1950] (p. 3879). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5653); — d'une proposition de loi relative aux contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, en qualité de *Rapporteur suppléant* [27 juillet 1950] (p. 6061); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6063); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lalle tendant à fixer le prix du blé avant le 1<sup>er</sup> août de chaque année* (p. 6071); Art. 2 : *Amendement de M. Rochet tendant à instituer un prix différentiel selon le prix de revient* (p. 6071); *Ses explications* [de

*vote sur l'ensemble* (p. 6072); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6200); PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DES COTISATIONS; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer de toute cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6212, 6213); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Perdon tendant à ramener au 1<sup>er</sup> avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* (p. 6215); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6219); Art. 4 : *Amendement de M. Castera tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* (p. 6220); Art. 5 : *Amendement de M. Pouyet tendant à exonérer les agriculteurs victimes de calamités agricoles* (p. 6223); Article additionnel : *Amendement de M. Delachenal tendant à payer intégralement les allocations familiales aux exploitants dont le revenu cadastral est supérieur à 40 francs* (p. 6224); *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder l'allocation de salaire unique aux salariés qui ont une exploitation agricole en même temps* (p. 6224, 6225); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Urgence* [3 août 1950] (p. 6542); *Assainissement du marché des fromages et cessation des importations* (p. 6549); *Amendement de M. Delcos tendant à défendre tous les produits agricoles contre les importations* (p. 6651); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6569); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Farinez tendant à réserver les prêts par priorité aux agriculteurs* (p. 6589); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas autoriser la saisie des biens de l'emprunteur défaillant* (p. 6597); *Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts* [4 août 1950] (p. 6619). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux chambres d'agriculture [4 août 1950] (p. 6653, 6654). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé de la récolte 1950 [17 octobre 1950] (p. 6918); la développe (*Ses observations sur le prix du*

blé, la hausse des produits industriels) [7 décembre 1950] (p. 8769, 8770, 8771, 8772); *Son ordre du jour approuvant la politique agricole du Gouvernement et regrettant que la garantie des prix ne soit pas appliquée* (p. 8857, 8858, 8863); *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 8864). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7422); [17 novembre 1950] (p. 7858); [24 novembre 1950] (p. 8110, 8111); *Contre-projet de M. H. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8418, 8421, 8422); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article* [8 décembre 1950] (p. 8810); *Discussion des amendements sur l'article* (p. 8811); *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à accorder le droit de retrait à l'exploitant en cas d'aliénation* (p. 8814); *Sous-amendement de M. Gallet relatif à l'étendue du droit de préemption au profit des membres de la famille de l'exploitant* (p. 8816); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à limiter aux parents du 3<sup>e</sup> degré le rachat sans droit de préemption* (p. 8817); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas appliquer le droit de préemption aux donations* (p. 8818); *Sous-amendement de M. Defos du Rau relatif au droit de préemption en matière de donation* [15 décembre 1950] (p. 9137); *Sous-amendement de M. Roques tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* (p. 9138); *Sous-amendement de M. Paumier relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* (p. 9139); *Amendement de M. Méhaignerie tendant à interdire au vendeur de se soustraire au droit de préemption* (p. 9139); Art. 2 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas dissocier la maison des terrains qui dépend d'elle* (p. 9142); Art. 3 : *Amendement de M. Pirot tendant à supprimer l'article permettant à des agriculteurs seulement, l'achat de certaines terres* [20 décembre 1950] (p. 9383); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à prévoir la libre vente des fonds en cas de défaillance du bénéficiaire du droit de préemption* (p. 9384); *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption* (p. 9386); Art. 4 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article relatif aux formalités de vente* (p. 9388); Article additionnel : *Amen-*

*dement de MM. Lucas et Rincant relatifs aux délais accordés aux bénéficiaires du droit de préemption pour faire valoir leurs droits* [26 janvier 1951] (p. 418); Art. 5 : *Amendement de M. Roques relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* (p. 422); *Amendement de M. Olmi tendant à prévoir l'amélioration de l'habitat rural par un prélèvement sur le prix du bail* (p. 425, 426); *Amendement de M. Rochet relatif aux parcelles exclues du bénéfice du statut* (p. 427); *Amendement de M. Rochet tendant à n'exclure que certaines petites parcelles du bénéfice du statut* (p. 429); *Discussion commune des amendements de MM. Defos du Rau, Tricart, Lucas et Roques* [31 janvier 1951] (p. 585); *Amendement de M. Lucas relatif aux formalités de vente par adjudication nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* (p. 586, 590); *Amendement de M. Weill-Raynal relatif au droit du preneur au renouvellement de son bail* (p. 591); *Sa demande de disjonction des amendements relatifs à la durée des baux* (p. 592, 593); Art. 6 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à fixer les prix des baux à ferme par référence aux denrées payées en 1939 et au rendement connu des terres* [2 février 1951] (p. 668); *Amendement de M. Olmi tendant à fixer le bail d'après les denrées produites par type d'exploitation* [9 février 1951] (p. 968, 969); *Amendement de M. Thuillier tendant à établir un mode de calcul spécial pour les productions saisonnières* (p. 970, 971); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation du prix des baux par référence aux quantités de denrées produites en 1939* [14 février 1951] (p. 1128); *Productivité des améliorations* (p. 1131); *Amendement de M. Fabre tendant à autoriser des prix supérieurs à la règle pour tenir compte des impenses du bailleur* (p. 1133); *Amendement de M. Olmi tendant à fixer les limites des obligations du bailleur pour les réparations* (p. 1141); *Amendement de M. Garcia tendant à prévoir le versement en espèces au cours moyen fixé par arrêté préfectoral* (p. 1142); *Amendement de M. Lucas relatif à l'établissement des prix moyens du lait et du beurre retenus* (p. 1144); *Amendement de M. Roques relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à révision* [16 mars 1951] (p. 2029); Art. 7 : *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir des exceptions à la règle accordant les deux tiers au métayer*

[6 avril 1951] (p. 2799, 2801, 2815); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à inclure les besoins de la famille du preneur* (p. 2815); *Amendement de M. Defos du Rau relatif au produit des cultures innovées par le preneur* (p. 2818); *Amendement de M. Gallet tendant à ne pas diminuer la part d'un métayer pendant le bail en cours* (p. 2820); *Amendement de Mme Marie Lambert tendant à ne pas remettre en cause les avantages déjà acquis par les preneurs* (p. 2821); *Amendement de M. Alfred Coste-Florat tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public* (p. 2826); *Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le feu* (p. 2836); *Amendement de M. Tricart tendant à appliquer l'article à partir de 1951* (p. 2838, 2839); *Proposition de M. Delcos de scinder le projet en deux parties* (p. 2841); *Amendement de M. Pirot relatif aux formalités du congé signifié par le bailleur* (p. 2842); Art. 8 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à faciliter l'exercice du droit de reprise par le bailleur* (p. 2847); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de six ans à celui de neuf ans* (p. 2848); *Sous-amendement de M. David tendant à mentionner « dans les conditions réglées par décret »* (p. 2849); *Amendement de M. Maillocheau tendant à supprimer le quatrième alinéa permettant la reprise de fermes dont les logements sont en ruines* (p. 2852); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à accorder aux enfants du bailleur décédé la possibilité d'exercer le droit de reprise triennal* (p. 2858); Art. 10 : *Amendement de M. Genest tendant à accorder à l'exploitant les avantages réservés aux locataires principaux* (p. 2860); *Amendement de M. Maillocheau tendant à obliger le propriétaire à acheter le cheptel* (p. 2860); *Suite du débat* (p. 2864); *Sa proposition de scinder le projet* (p. 2865). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de propositions relatives à l'agriculture* [14 novembre 1950] (p. 7706). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [28 novembre 1950] (p. 8259); Art. 13 : *Amendement de MM. Vée et Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* [6 dé-

cembre 1950] (p. 8716); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE; Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* [23 décembre 1950] (p. 9554); *Sa proposition de renvoi du débat* (p. 9565, 9566); Chap. 5020 : *Amendement de M. Lucas tendant à rétablir les crédits demandés pour frais de vulgarisation et d'information éducative* [26 décembre 1950] (p. 9621); Chap. 5120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux jardins ouvriers* (p. 9626, 9627). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'Agriculture* [25 janvier 1951] (p. 376); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'Agriculture* [25 janvier 1951] (p. 384). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE; Chap. 5220 : *Demande de M. Charpentier de réserver le chapitre relatif à la ristourne pour détaxe des carburants agricoles* [26 janvier 1951] (p. 460); Chap. 5230 : *Disjonction du chapitre subventionnant les engrais azotés et les phosphates* (p. 469); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 922, 923). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le statut du fermage* [13 mars 1951] (p. 1833, 1834). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 mai 1951] (p. 4901); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas appliquer la taxe aux céréales exportées* [16 mai 1951] (p. 5246); Article additionnel : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de la taxe les betteraves à sucre dont le produit est exporté* (p. 5248, 5249).

**MOUSTIER (M. Roland-François de),**  
Député du Doubs.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commis-

sion des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J.O.* 27 janvier 1951] (p. 944). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [20 septembre 1948] (p. 6732 et 6733). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention économique européenne et du programme du relèvement européen (application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948)[15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Loi du 27 décembre 1945)[19 juillet 1947] (p. 3242), [30 novembre 1948] (p. 7302).

### Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou [27 février 1947] (p. 495 et suiv.); — du projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2118, 2119); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), **ETAT A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**: *Discussion générale (Représentation des usagers aux comités départementaux des transports)* [19 juin 1947] (p. 2241). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2277). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement [10 février 1948] (p. 604). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat de politique étrangère*) [13 février 1948] (p. 747). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10: *Amendement de M. Louvel tendant à ne faire porter l'impôt sur les professions non commerciales que sur 80 0/0 du bénéfice* [23 avril 1948] (p. 2222); — de la proposition de résolution adressant des félicitations à M. Einaudi, président de la République italienne: *Sa demande de discussion d'urgence*

[13 mai 1948] (p. 2576); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; **ETAT A : AGRICULTURE**, Chap. 156: *Service des haras* [25 mai 1948] (p. 2899); — du projet de loi ratifiant l'accord financier franco-libanais: *Discussion générale (conflit de Palestine)* [3 juin 1948] (p. 3160). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord de Londres concernant l'Allemagne occidentale [4 juin 1948] (p. 3241); la développe: *Ses observations sur la Ruhr, le problème allemand, les réparations, le pacte de Bruxelles* [11 juin 1948] (p. 3461 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux élections cantonales: *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6149, 6150). — Est entendu sur : la proposition de la conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation sur le problème de la Ruhr* [23 novembre 1948] (p. 7166). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions prises par les commandants en chef de la bi-zone concernant la propriété et la gestion des mines de la Ruhr [23 novembre 1948] (p. 7177); — les conclusions d'un rapport concernant les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française: *Discussion générale (Relèvement de l'indemnité parlementaire)* [2 décembre 1948] (p. 7337). — Prend part à la discussion : du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor: *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2881, 2882); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5268, 5269, 5270). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement*) [25 novembre 1949] (p. 6355, 6356); — des interpellations sur les événements de Dachau: *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6810); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés: *Amendement de M. Moussu tendant à tenir compte du cas spécial des ouvriers agricoles logés et nourris* [26 janvier 1950] (p. 551); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet Nam, du Cambodge et du Laos avec la France: *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 617); — du

projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 bis: *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article nouveau prévoyant la réglementation du droit de grève* [8 février 1950] (p. 1083); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis: *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2056); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch): *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8445). — Est entendu sur la nomination d'un questeur de l'Assemblée Nationale: *Opposition de M. Péron à la candidature de M. Joubert* [10 mai 1951] (p. 4977). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275); [4 mars 1947] (p. 557); [18 mars 1947] (p. 867); [8 juillet 1948] (p. 4436); [15 février 1949] (p. 562); [17 mai 1949] (p. 2536); [30 janvier 1951] (p. 549). = Obtient des congés [8 juillet 1948] (p. 4436); [15 février 1949] (p. 562); [17 mai 1949] (p. 2536); [30 janvier 1951] (p. 549).

**MOUET (M. Marius)**, *Député de la Drôme, puis Conseiller de la République.*

*Ministre de la France d'outre-mer*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre de la France d'outre-mer*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103). — Son élection est annulée [11 février 1947] (p. 284).

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet L. Blum) [17 décembre 1946] (*J. O.* du 17 décembre 1946, (p. 10691).

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire [12 décembre 1946] (p. 78, 79). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine [20 décembre 1946] (p. 196). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, (p. 939).

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (*Situation des fonctionnaires d'outre-mer*) [31 janvier 1947] (p. 135, 136); — sur le projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités; Art. 4 : *Dispositions transitoires applicables à la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane* [25 février 1947] (p. 453); *Amendement de M. Girard tendant à ce que la prorogation soit la même que pour les départements métropolitains* (p. 454); — sur le règlement de l'ordre du jour (*débat sur l'Indochine*) [6 mars 1947] (p. 690). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème indochinois [13 mars 1947] (p. 827), [18 mars 1947] (p. 871, 875 à 883, 888, 891, 902). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel titulaire du Ministère* [25 mars 1947] (p. 1063, 1064). — Sa communication relative aux mandats d'arrêt décernés contre les députés Rawahangy et Rabemananjara à la suite des événements de Madagascar [29 avril 1947] (p. 1332). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Raseta sur la politique

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

générale du Gouvernement à Madagascar [6 mai 1947] (p. 1489). — Son allocution relative à la commémoration de la victoire de 1945 [8 mai 1947] (p. 1506). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1516), [9 mai 1947] (p. 1538, 1543 à 1548, 1550 à 1557, 1560); *Ordres du jour de M. Gaston Defferre et de M. Jacques Duclos, ce dernier comportant l'institution d'une Commission parlementaire d'enquête* (p. 1563). — Répond à une question de M. Paul Antier relative aux cours des acquisitions prioritaires de produits d'alimentation [6 juin 1947] (p. 1972). — Prend part à la discussion : d'une demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1976). — du projet de loi d'amnistie [18 juin 1947] (p. 2193, 2194); Art. 32 : *Amendements de MM. Lamine Gueye, Martine, Yacine Diallo et Valentino tendant à étendre aux territoires d'outre-mer l'application de la loi* [7 juillet 1947] (p. 2791, 2792, 2793), [8 juillet 1947] (p. 2804); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Direction du plan et inspection générale des chasses* [19 juin 1947] (p. 2217, 2218, 2220); *Inspection générale de l'enseignement et de la jeunesse* (p. 2220, 2221); Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs et résidents en position d'expectative* (p. 2221, 2222); Chap. 107 : *Traitements des fonctionnaires de l'agence économique des colonies* (p. 2222); Chap. 111 : *Traitements des élèves-administrateurs de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 2223 et 2224); Chap. 301 : *Commissions des Caraïbes et des mers du Sud* (p. 2225); Chap. 304 : *Publication du service des statistiques* (p. 2225, 2226, 2227); Chap. 310 : *Expositions coloniales dans les foires locales* (p. 2227); Chap. 312 : *Jurisque colonial* (p. 2228); Chap. 318 : *Services coloniaux de Marseille et Bordeaux* (p. 2228); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 2229); Chap. 704 : *Subventions aux budgets locaux* (p. 2229 et 2230); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 107 : *Agence économique des colonies* [7 août 1947] (p. 4051); Chap. 310 : *Matériel de l'agence économique des colonies* (p. 4051); Chap. 311 : *Matériel de la section technique d'agriculture tropicale*

(p. 4051); Chap. 320 : *Entretien des immeubles* (p. 4052). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupes en Afrique Noire : *Motion d'ajournement de M. Pleven tendant à ne discuter de la loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française* [30 juillet 1947] (p. 3717); *Renvoi de la discussion* (p. 3719); *Motion préjudicielle de M. Malbrant tendant au renvoi devant la Commission pour établissement de deux projets de loi* [4 août 1947] (p. 3887); *Discussion générale* (p. 3898, 3899); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à assurer aux deux sections des assemblées locales une représentation égale* (p. 3901); Art. 37 : *Amendement de M. Castellani tendant à inclure dans les attributions des Grands Conseils les tarifs des impôts sur le revenu* (p. 3905); Art. 37 bis : *Attributions du Conseil général* (p. 3905); Art. 41 : *Amendement de M. Félix Tchicaya relatif aux concessions forestières, agricoles et permis de recherches* (p. 3907, 3908, 3909); Art. 42 bis : *Dépenses d'administration supportées par l'Etat* (p. 3909, 3910); *Prolongation de la séance* (p. 3911); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [4 août 1947] (p. 3914). — Répond à une question de M. d'Aragon concernant le fonctionnement des services sanitaires dans la guerre d'Indochine [8 août 1947] (p. 4117). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales : *Demande de discussion d'urgence* [4 août 1947] (p. 3884). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique Noire : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4184); — du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Motion préjudicielle de M. Pleven tendant à différer le débat jusqu'à la fusion du Conseil de la République et de l'Union* [12 août 1947] (p. 4259). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Boisdon tendant à modifier l'article 10 de la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Article unique : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire à cinq ans la durée du mandat* [12 août 1947] (p. 4288). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [J. O. du 23 octobre 1947, p. 10463].

**MOUTON (M. Adrien)**, *Député des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Secrétaire de cette Commission [26 janvier 1948] (p. 195). — Est désigné par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative des opérations de rapatriements tardifs (*J. O.* du 7 mars 1947, p. 2121).

### Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé à l'échange des billets de banque périmés aux Français ayant été dans l'impossibilité de le faire avant la date fixée en raison des faits de guerre, **n° 426**. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à majorer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1947, les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, **n° 460**. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour utiliser les caravanes médico-sociales en Afrique du Nord, **n° 730**. — Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles est attribuée la carte de combattant aux soldats avec ou sans uniforme de la guerre 1939-1945, **n° 842**. — Le 6 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à restituer la carte et les avantages du combattant aux marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux et ayant été affectés dans les bases navales françaises à l'étranger et dans les colonies, **n° 850**. — Le 6 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte, pour le calcul de pension, le temps passé dans les usines travaillant pour la défense nationale, aux ouvriers mobilisés pendant la guerre 1914-1918, détachés dans ces usines, s'ils sont rentrés ou s'ils

sont restés après leur démobilisation au service de l'Etat, **n° 851**. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 116 du Code général des impôts directs relatif à la détermination du revenu imposable en matière d'impôt général sur le revenu, **n° 1136**. — Le 4 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la retraite à tous les titulaires de la carte du combattant, **n° 1237**. — Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville d'Arles une subvention pour venir en aide aux sinistrés de cette ville, victimes de l'incendie du 12 mai 1947, **n° 1554**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler aux déportés politiques les familles mosellanes et alsaciennes transplantées dans des camps allemands, **n° 1596**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Lareppe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles visant à procéder à un règlement équitable et rapide des indemnités dues aux victimes d'accidents causés par les armées françaises, alliées et allemandes sur leurs personnes et dans leurs biens, **n° 1597**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un régime spécial sur les chasses gardées dans la commune d'Arles-sur-Rhône, **n° 1686**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 105 de la loi du 31 mars 1932 accordant un droit de prolongation de carrière aux fonctionnaires anciens combattants, **n° 1772**. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à confier à l'Office national des anciens combattants la répartition du crédit de 100 millions figurant au chapitre 19 *quinquièmes* de l'Office national des anciens combattants, ouvert par la loi de finances du 23 avril 1946, **n° 1823**. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry tendant à instituer une aide spéciale au profit des aveugles de la Résistance, **n° 2052**. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de



résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget des Pensions les crédits nécessaires afin de revaloriser la retraite du combattant, n° 2053. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder certaines priorités pour l'admission dans les sanatoria aux prisonniers de guerre évadés, n° 2322. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 le paiement aux prisonniers de guerre évadés de l'indemnité dite « des frais d'évasion » prévue par la circulaire C 095 C. I. M. T. du 20 janvier 1945, n° 2328. — Le 28 octobre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance, n° 2572. — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution de la carte du combattant aux soldats avec ou sans uniforme de la guerre 1939-1945, n° 2850. — Le 6 février 1948, une proposition de loi relative au statut du fermage en ce qui concerne les anciens combattants, prisonniers et déportés, n° 3280. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir d'urgence la nomenclature des formations militaires combattantes au cours de la guerre 1939-1945, n° 4335. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décoordonner la ligne Arles—Port-Saint-Louis-du-Rhône, pour permettre une liaison par autorail entre ces deux villes, n° 4465. — Le 17 juin 1948, une proposition de loi établissant un statut spécial aux déportés du travail et à leurs ayants cause, n° 4597. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance, n° 4688. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5375. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la

Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, n° 5748. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité, n° 5764. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues établissant un statut spécial aux déportés du travail et à leurs ayants cause; 2° de M. Darou et plusieurs de ses collègues établissant un statut des déportés du travail, n° 5919. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement, n° 5927. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer l'arrêté interministériel du 4 mai 1948 concernant les modalités de l'ordonnance de la carte du combattant, n° 5999. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à obtenir que la réduction de 50 à 75 0/0 accordée aux mutilés sur les tarifs des chemins de fer, leur soit maintenue lorsqu'ils utilisent des billets populaires de « congés payés » avec réduction de 30 0/0 et que les droits à ces 30 0/0 des autres membres de la famille restent entiers, n° 6124. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures urgentes dans le domaine de la réorganisation administrative du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre, n° 6291. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement, n° 6638. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à la réintégration dans l'administration des fonctionnaires et agents déportés et internés, ainsi que des veuves de guerre, licenciés avant la promulgation de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 6735. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 31 de la loi du 6 janvier 1948 concernant les disposi-

tions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948, n° 6741. — Le 31 mars 1949, une proposition de loi tendant à établir un statut des réfractaires, n° 6898. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir que la réduction de 50 à 75 0/0 accordée aux mutilés sur les tarifs des chemins de fer, leur soit maintenue lorsqu'ils utilisent des billets populaires de « congés payés » avec réduction de 30 0/0 et que les droits à ces 30 0/0 des autres membres de la famille restent entiers, n° 7403. — Le 8 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 5 millions destinés à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise: « Chantiers et ateliers de Provence » à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), n° 7792. — Le 13 juillet 1949, une proposition de loi tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du Travail, aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence, à Port-de-Bouc, pendant la durée de fermeture de ces ateliers par suite du lock-out patronal, n° 7885. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Boutavant et plusieurs de ses collègues tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, n° 9060. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du décret du 4 juillet 1945 et du décret interministériel du 25 novembre 1935 concernant les combattants volontaires de la guerre 1914-1918 aux engagés volontaires de la guerre 1939-1945, n° 9535. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires, anciens combattants, le droit aux congés à plein traitement pour maladies consécutives aux blessures de guerre, n° 9545. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour accélérer l'attribution de la carte du com-

battant aux combattants de la guerre 1939-1945, n° 10056. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme, n° 10184. — Le 14 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le départ gratuit en colonie de vacances — voyage et séjour compris — des orphelins pupilles de la nation dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande et pour les pupilles de la nation se rendant individuellement en vacances, n° 10280. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, établissant le statut des déportés du travail, n° 10661. — Le 2 août 1950, une proposition de loi tendant à suspendre les licenciements et les déplacements forcés des travailleurs d'Air-France, du Centre de Marignane, et à réintégrer ceux déjà licenciés ou déplacés, qui en feront la demande, n° 10860. — Le 20 octobre 1950, une proposition de loi établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi, et déterminant les droits de leurs ayants cause, n° 11090. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à ramener au prix de 1948 (45 fr.) la taxe de la plaque fiscale sur les vélocipèdes et à préciser l'article 555 du Code général des impôts prévoyant que la marque fiscale concerne le cycle lui-même, n° 11107. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application effective de la loi sur les emplois réservés, n° 11153. — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1951 un crédit de 5 milliards pour réaliser la deuxième tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, n° 11240. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 50-1223 du 3 octobre 1950 concernant la réduction des effectifs du service des restitutions de corps du Ministère des Anciens combattants et Victimes

de guerre, en application du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, n° 11339. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 11090) établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi, et déterminant les droits de leurs ayants cause ; 2° de M. Forcinal et plusieurs de ses collègues (n° 11168) établissant le statut du travailleur déporté, n° 11551. — Le 13 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que, à propos de l'ancienne école des houillères de Fuveau, la loi du 8 juin 1948 soit appliquée et l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix, en date du 28 novembre 1949, respecté, n° 11601. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité, n° 11646. — Le 15 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 5 millions de francs pour secourir les sinistrés de la tornade qui a ravagé la côte ouest de Port-de-Bouc le 12 février 1951, n° 12215. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à maintenir au budget des Anciens combattants les chapitres 5020 et 6030 prévoyant : 1° un crédit de 500 millions de francs destiné à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés et internés politiques de la Résistance et par les déportés et internés politiques ; 2° un crédit de 300 millions de francs destiné au règlement des droits pécuniaires des F.F.C.I. et des déportés et internés de la Résistance, n° 12440. — Le 20 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire achever en 1951, la construction définitive de l'usine d'hydrogénation et desynthèse de Rousset (Bouches-du-Rhône), n° 12568. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi n° 11713 de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 en vue de relever de 18.000 francs à 48.000 francs, le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des

combattants morts pour la France, n° 12606. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi n° 12556 de M. Serre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le statut des combattants volontaires de la Résistance, n° 12607. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi n° 12543 de Mmes Claeys, Rose Guérin, Nautré et plusieurs de leurs collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, n° 12608. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à déclarer jour férié payé la date du 8 mai de chaque année, jour anniversaire de la date de capitulation de l'Allemagne hitlérienne en 1945, n° 12750. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi n° 12381 de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux personnels civils placés sous le régime militaire, le bénéfice du cumul de pensions d'ancienneté et d'invalidité, n° 12816. — Le 20 avril 1951, une proposition de loi tendant à établir le statut de la Résistance intérieure française, n° 12928. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 en substituant aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », n° 13260.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3293, 3294) ; Chap. 102 : *Salaires du personnel auxiliaire* (p. 3317) ; Chap. 104 : *Traitements du personnel contractuel et technique de l'administration centrale* (p. 3318) ; — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Malleret-Joinville tendant à définir exactement les effectifs des 64 compagnies* [9 décembre 1947] (p. 5576, 5577) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE ; Chap. 002 : *Amendement de M. Touchard relatif aux allocations d'attente aux*

*anciens combattants* [26 décembre 1947] (p. 6283); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale (Création de la carte de combattant)* [5 février 1948] (p. 427); Art. 6 : *Crédits accordés aux victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 516, 517); Art. 12 : *Avantages accordés aux déportés politiques* (p. 527, 528); — de propositions de loi portant statut des internés et déportés de la Résistance; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* [4 mars 1948] (p. 1307); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Terrenoire concernant les droits de toutes les catégories de résistants* (p. 1309); Art. 3 : *Son amendement relatif à la définition des internés* (p. 1311, 1312); *Amendement de M. Peytel relatif aux évadés* (p. 1312); *Poursuite de la discussion* (p. 1313); Art. 5 bis : *Son amendement tendant à créer un pécule pour les déportés* (p. 1314); Art. 13 : *Son amendement relatif à l'attribution de la carte du combattant aux déportés* (p. 1317); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1320); de ces mêmes propositions de loi (2<sup>e</sup> partie : *déportés et internés politiques*) Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa relatif aux internés condamnés en vertu de dispositions légales abrogées* [19 mars 1948] (p. 2007); Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant des bonifications pour campagnes de guerre et des avantages concédés aux anciens combattants* (p. 2009); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2010); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les prisonniers de guerre et déportés* [6 mars 1948] (p. 1480). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3285). Prend part à la discussion : de cette interpellation : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5368); *Son ordre du jour motivé avec demande de priorité* (p. 5399); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Darou* (p. 5400); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Ses observations sur la situation matérielle des anciens combattants* [5 août 1948]

(p. 5400, 5401); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 6 : *Son amendement tendant à accorder des bonifications aux fonctionnaires des zones maritimes* [6 août 1948] (p. 5477, 5478); *le retire* (p. 5478); — des propositions de loi fixant les statuts et les droits des combattants volontaires de la Résistance : *Son rappel au Règlement (Contre-projet de M. Devemy renvoyé à la Commission)* [10 décembre 1948] (p. 7512); *Discussion générale* [14 décembre 1948] (p. 7568, 7569); Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause « pendant trois mois au moins »* (p. 7569, 7570); *Amendement de M. Roucaute tendant à inclure les formations affiliées au C.N.R.* (p. 7571); Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions départementales statuant sur les demandes de titre de combattant volontaire de la Résistance* (p. 7571); *Son amendement tendant à afficher la liste des postulants au titre de combattant volontaire de la Résistance* (p. 7572); Art. 10 : *Son amendement tendant à inclure les formations affiliées au C.N.R.* (p. 7573); *Son amendement tendant à accorder à tous les combattants volontaires le grade de sergent au moins* (p. 7574); Art. 13 : *Son amendement tendant à préciser sur la carte de combattant la durée des services de chaque intéressé* (p. 7574); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1<sup>er</sup> : *Avances et prêts sur le fonds national de modernisation et d'équipement* [2 mars 1939] (p. 1135, 1136); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* [12 avril 1949] (p. 2387); *Contre-projet de M. Aubry* (p. 2388); *Rappel au règlement de M. Péron* (p. 2391); *Application de l'article 17 de la Constitution* (p. 2391); Art. 5 : *Son rappel au règlement (Application de l'article 16 de la loi des maxima du 31 décembre 1948)* (p. 2398); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur les budgets des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2403, 2404, 2405), [18 mai 1949] (p. 2584, 2585), [19 mai 1949] (p. 2655, 2658); Chap. 001 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à augmenter de 530 francs l'abattement sur la retraite du combattant* (p. 2667); Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 100 fr.*

*l'abattement sur le traitement du personnel (Pécule des prisonniers de guerre)* (p. 2677, 2678); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant (*Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Barangé*) [8 décembre 1949] (p. 6677); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'oléiculture* [26 décembre 1949] (p. 7246); *Son amendement tendant à affecter 24 milliards 800 millions aux anciens combattants* (p. 7253, 7254). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation des lois en vigueur par la direction de la S.N.C.A.S.E. à Marignane [3 février 1950] (p. 967); la développe [2 mai 1950] (p. 3114, 3115). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Contre-projet de M. Cherrier invitant le Gouvernement à accorder à tous les retraités deux versements trimestriels en attendant la péréquation* [14 mars 1950] (p. 1977); — d'une proposition de loi relative au taux de la pension de certains orphelins de guerre; Art. 1<sup>er</sup>; *Application de la loi des maxima* [14 mars 1950] (p. 1980); — d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2125); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2388, 2389); *Son ordre du jour demandant la revalorisation des pensions des victimes de guerre, la majoration de la retraite de combattant et le remboursement du pécule des prisonniers de guerre* (p. 2409, 2410); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3363, 3364, 3365); *Demande de renvoi du débat présentée par le Gouvernement* (p. 3365), en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1950] (p. 3782); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6551); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* (p. 6553); *Renvoi à la Commission* (p. 6554); *Amendement de M. Lambert tendant à qualifier les déportés du travail de « requis »* [4 août 1950] (p. 6742, 6743, 6744); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Urgence*

[9 mai 1950] (p. 3367), en qualité de *Rapporteur* (p. 3368); — d'une proposition de loi instituant un statut des réfractaires : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3789). — Dépose une demande d'interpellation sur le chômage dans les mines des Bouches-du-Rhône [23 mai 1950] (p. 3794) — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime des pensions du personnel ouvrier de l'Etat : *Discussion générale* [22 juin 1950] (p. 5137); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 : *Amendement de M. Burlet tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* [21 juillet 1950] (p. 5747); Art. 11 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant le pécule attribué aux anciens prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* (p. 5751); *Son amendement tendant à ne pas qualifier d'exceptionnel le pécule* (p. 5751, 5752); Article additionnel : *Son amendement tendant à allouer aux anciens prisonniers de guerre un pécule de 400 francs par mois de captivité* [24 juillet 1950] (p. 5872); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 juillet 1950] (p. 6011); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Licenciement du personnel du Ministère)* [24 juillet 1950] (p. 5880, 5881); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Accélération de la distribution de la carte des anciens combattants)* (p. 5901); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6723). — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien; Art. 1<sup>er</sup> : *Différentes catégories d'avions prévues (Fermeture de l'aéroport de Marignane)* [28 juillet 1950] (p. 6183). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5040 : *Subvention au déficit d'Air France (licenciements au centre de Marignane)* [14 mars 1951] (p. 1952); *Amendement de M. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de*

ce chapitre (*Expropriations à Marignane*) (p. 1955); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Demande de renvoi à la Commission des propositions intéressant les anciens combattants, présentée par M. Bouvier-O'Cotteureau* [15 mai 1951] (p. 5156); Chap. 700 : *Retraite du combattant (Pécule des prisonniers de guerre, pensions des veuves de guerre)* (p. 5159, 5160); Chap. 5000 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Pupilles de la nation)* [17 mai 1951] (p. 5324). — Son rapport supplémentaire sur les élections de la Seine [15 mars 1951] (p. 2005). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale (Pensions des victimes de guerre)* [21 mars 1951] (p. 2310, 2311). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés bureaucratiques opposées par le Ministère de la Reconstruction pour retarder l'autorisation de reconstruire l'usine de traitement des eaux de la ville d'Arles [17 mai 1951] (p. 5337).

**M. MOYNET (M. André)**, Député de Saône-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la défense nationale [4 février 1947] (p. 148); de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à économiser les moyens appauvris des transports

français et les dépenses occasionnées par ces transports en aménageant et utilisant pour le transport du vin, les pipe-lines installés par l'armée américaine, n° 482. — Le 20 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder le marché de l'eau-de-vie de fruits, n° 2681. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en ce qui concerne les artisans, n° 3517. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs un abattement de 5 0/0 sur les impôts sur les bénéfices agricoles, n° 8608.

#### Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1); [14 janvier 1947] (p. 1). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3084, 3085); — pour un fait personnel : *Son état physique lors de la séance du 29 novembre 1947 et attitude de M. Thorez en 1940* [5 décembre 1947] (p. 5522, 5523, 5524). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [28 janvier 1949] (p. 244); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la fiscalité excessive, l'écrasement de la route au profit du rail, les avantages de la liberté économique)* [24 mai 1949] (p. 2867, 2868). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3132, 3133, 3134, 3140); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Sa motion préjudicielle demandant le report du débat (état de l'aviation française)* [27 décembre 1950] (p. 9670, 9671, 9672, 9673, 9674); *la retire* (p. 9675). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [9 janvier 1951] (p. 309). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000:

*Ses observations sur le développement d'Air-France, les nouveaux modèles d'avions utilisés, les systèmes de Radio Air Control, l'insuffisance du réseau aérien français, l'insécurité du trafic aérien en France, le « Bretagne », le cargo Bréguet, l'« Armagnac »* [16 février 1951] (p. 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [4 juillet 1947] (p. 2737), [13 janvier 1948] (p. 129), [13 mai 1948] (p. 2564), [31 août 1948] (p. 6403). = Obtient des congés [4 juillet 1947] (p. 2737), [13 janvier 1948] (p. 129), [13 mai 1948] (p. 2564), [31 août 1948] (p. 6403).

### **MUDRY (M. Auguste), Député de la Savoie.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527) [24 février 1951] (F. n° 680). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### **Dépôts :**

Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydroélectriques, n° 1727. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Billat et plusieurs de ses collègues relative à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, et tendant à

résoudre ce problème conjointement avec l'équipement hydroélectrique de la France, n° 2186. — Le 30 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la population sinistrée de la commune de Montgellafrey par l'incendie du 20 septembre 1947, n° 2608. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Barel et plusieurs de ses collègues concernant la suppression de bons matières, points d'appareillage et tous autres bons de matières premières au stade de la distribution et de l'utilisation du matériel et des appareils électriques dans l'industrie électrique, n° 4358. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser la percée d'un tunnel routier sous le Fréjus afin d'assurer une liaison routière rapide France—Italie, n° 7970. — Le 30 juillet 1949, une proposition de loi tendant : 1° à supprimer le privilège exorbitant que détiennent les trusts de l'électrochimie et de l'électrometallurgie en matière de fournitures d'électricité ; 2° à faire payer les fournitures d'électricité aux trusts et aux gros industriels à des prix correspondant aux prix de revient et à supprimer ainsi les faveurs qui leur ont été accordées et dont les conséquences financières sont supportées par les petits et moyens consommateurs, n° 8132. — Le 14 décembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, en vue d'empêcher la restitution illégale aux anciennes compagnies du gaz et de l'électricité, des biens transférés à la Nation en 1946, n° 8713. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages des 26 mai et 17 juin en Savoie, n° 10369. — Le 12 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire et gratuite la vaccination antiaphteuse, n° 11906. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 50 du Code général des impôts afin d'élever à 10 millions de francs le plafond du forfait, n° 12118. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions pour venir en aide aux popula-

tions sinistrées par les inondations survenues en Savoie en mars 1951, n° 12598.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2120). — Pose une question à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques au sujet de la prime de démobilisation accordée aux F. F. I. qui n'avaient pas contracté d'engagement pour la durée de la guerre [19 décembre 1947] (p. 5918). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la composition des conseils d'administration* [16 mars 1948] (p. 1762); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A.; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au choix des administrateurs de la S. N. E. C. M. A.* [25 juin 1948] (p. 3975); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à préciser de quels Ministères dépendra l'administrateur spécial* (p. 3977); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir les activités connexes de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3989); *Son amendement tendant à ne pas abandonner les activités annexes* (p. 3993); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir un conseil d'administration au lieu du comité consultatif* (p. 4008); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la rétrocession des territoires du Mont-Cenis à l'Italie faite le 6 juillet 1948 [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire la location des entreprises nationales* [9 août 1948] (p. 5617, 5618); Art. 7 : *Extension de la compétence du pouvoir réglementaire* [10 août 1948] (p. 5670, 5671); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (Investissements); Art. 3 : *Investissements pour équipement de l'Electricité de France* [27 août 1948] (p. 6383, 6384, 6385); — du projet de loi portant fixation de la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article premier* [30 décembre 1948] (p. 8175); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Louvel tendant à*

*ouvrir un crédit supplémentaire de 67.250 millions pour trois mois seulement* [2 mars 1949] (p. 1138); — d'une proposition de loi modifiant la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz : *Pose la question préalable* [20 mai 1949] (p. 2722, 2723); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne modifier que la forme* (p. 2723); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs au transport du gaz naturel* (p. 2723, 2724); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5580, 5581, 5582, 5583); Art. 2 : *Son amendement tendant à éliminer du transport du gaz naturel les entreprises publiques où l'Etat n'est pas majoritaire* (p. 5592); Art. 2 bis : *Amendement de M. Goudoux tendant à reprendre le texte adopté en première lecture relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kilowatts-heure par an* (p. 5606, 5607); *Son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas* (p. 5607); *Ses explications de vote sur l'article 3* (p. 5608); Art. 4 : *Amendement de M. Goudoux tendant à restreindre la puissance des centrales non susceptibles d'être nationalisées* (p. 5609); Art. 4 A : *Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article prévoyant des prix spéciaux pour l'électricité fournie à des sociétés filiales de producteurs de courant* (p. 5609); Art. 4 bis : *Amendement de MM. Goudoux et Krieger tendant à supprimer l'article accordant à la S. N. C. F. et aux Houillères nationales l'autonomie de leur production d'électricité* (p. 5610); Art. 4 bis A : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux sociétés de distribution d'électricité régies par des collectivités locales* (p. 5611); Art. 4 bis B : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5611); Art. 5 : *Statut du personnel des centrales électriques autonomes* (p. 5613); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5625); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, AGRICULTURE, Chap. 351 : *Entretien des ouvrages édifiés pour la conservation des terrains de montagne* [28 juillet 1949] (p. 5409); Chap. 522-2 : *Subventions aux travaux d'équipement rural* (p. 5410); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour l'Electricité de France* [28 décembre 1949] (p. 7476, 7477); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à supprimer la phrase prévoyant un*



*blocage temporaire des crédits d'investissements* (p. 7486); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réduisant de 33 milliards les crédits d'investissements* [31 janvier 1950] (p. 779, 780); Art. 43 A : *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des entreprises nationales* (p. 787); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements de l'Electricité de France* [26 avril 1950] (p. 2898, 2899); Art. 23 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France* [3 mai 1950] (p. 3180, 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Répartition des prêts entre les entreprises par le Ministère* [19 juillet 1950] (p. 5619, 5620); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1160 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service des instruments de mesures* [13 juin 1950] (p. 4665); *le retire* (p. 4666); Chap. 1180 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour l'Ecole supérieure de métrologie* (p. 4666). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative aux officiers d'active anciens fonctionnaires [21 juillet 1950] (p. 5736). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 46 : *Indemnité temporaire aux fonctionnaires des établissements publics de l'Etat (Etablissement thermal d'Aix-les-Bains)* [2 août 1950] (p. 6448). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution du Conseil central des œuvres sociales du gaz et de l'électricité [20 octobre 1950] (p. 7063). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Convention avec les mines de Blodelsheim)* [5 décembre 1950] (p. 8638); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5140 : *Prophylaxie des*

*maladies contagieuses (Fièvre aphteuse)* [26 janvier 1951] (p. 446, 447); Chap. 5170 : *Encouragement à la sélection animale* (p. 452); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations viagères (Personnel retraité de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains)* [4 mai 1951] (p. 4550); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat R, ÉNERGIE : *Sa demande de disjonction des prêts à l'Electricité de France (Insuffisance de l'équipement électrique)* [6 mai 1951] (p. 4683, 4684); Article additionnel : *Son amendement tendant à assurer l'autofinancement de l'Electricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737); *Son amendement tendant à rétablir le conseil central des œuvres sociales de l'Electricité et de Gaz de France* (p. 4738, 4739). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**MULLER (M. Pierre), Député de la Moselle.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39).

Elu conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

**MUSMEAUX (M. Arthur), Député du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [30 mai 1950] (p. 3983); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu : secrétaire de cette Commission (*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804); vice-président de cette même Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718), [*J. O.* du 8 juin 1950] (p. 6137), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé membre du Conseil supérieur de la sécurité sociale [4 fé-

vrier 1947] (p. 148). — Est désigné par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative pour la revalorisation de la retraite du combattant [*J. O.* du 7 mars 1947]. (p. 2121).

### Dépôts :

Le 20 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant la consommation de charbon dans les établissements industriels, **n° 172**. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Bouvier O'Cottereau et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre ; 2° de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant ; 3° de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant, **n° 556**. — Le 17 juin 1948, une proposition de loi relative à l'extension de l'amende de fol appel aux appels des jugements du Conseil de prud'hommes, **n° 4595**. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que la loi de rajustement du 12 janvier 1948, relevant les chiffres des salaires de calcul des rentes de mutilés du travail, ainsi que les majorations des rentes des anciens mutilés, **n° 5788**. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 31 janvier 1948 les délais prévus à l'article 75 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant organisation de l'ordre des comptables et des experts-comptables, **n° 7273**. — Le 2 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 54 F et 54 G du Livre II du Code du travail concernant les congés payés pour les travailleurs, **n° 7740**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 54 F et 54 G du Livre II du Code

du travail concernant les congés payés pour les travailleurs ; 2° la proposition de résolution de MM. Duquesne et Beugniez, tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité complémentaire exceptionnelle de congés payés en faveur des salariés des professions industrielles, commerciales et agricoles, **n° 7823**. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gautier et plusieurs de ses collègues portant prorogation des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 et par la loi n° 49-1100 du 2 août 1949 relatives aux jardins ouvriers, **n° 10770**. — Le 5 août 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, **n° 10935**. — Le 21 décembre 1950, une proposition de loi tendant à porter à 40.000 francs par an l'allocation-vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 11742**. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à l'économie prévue sur le crédit affecté au régime de sécurité sociale des étudiants, **n° 12324 (rectifié)**. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° (n° 11742) de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à porter à 40.000 francs par an l'allocation-vieillesse pour les personnes non salariées ; 2° (n° 12669) de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à porter l'allocation aux vieux à 48.000 francs par an, **n° 12792**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à indemniser les heures perdues dans les établissements industriels, en qualité de *Rapporteur* [20 décembre 1946] (p. 190) ; — sur le projet de loi relatif au régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1168) ; — sur le projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille : *Ses observations sur l'ensemble* [28 mars 1947] (p. 1278) ; — sur le projet de loi relatif à

l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire l'indemnité à 250 millions de francs* [10 juin 1947] (p. 2002, 2003) ; — sur la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève : *Discussion sur l'urgence* [18 juin 1947] (p. 2179) ; — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 35 : *Son amendement tendant à augmenter de 120 francs par mois l'allocation aux vieux travailleurs* [23 juin 1947] (p. 2387) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs agricoles* (p. 2388). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2486) ; *Repousse la discussion d'urgence* (p. 2488) ; *Discussion générale* (p. 2494, 2495, 2496) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Adoption de la représentation proportionnelle)* [3 juillet 1947] (p. 2677, 2678) ; — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 410 : *Acompte pour les vieux* [9 juillet 1947] (p. 2862) ; Chap. 501 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits pour bourses d'études du service social du travail* (p. 2864). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans l'âge de l'électorat* [12 août 1947] (p. 4296) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés ; Art. 4 : *Allocations aux artisans urbains et ruraux* [28 décembre 1947] (p. 6409) ; Art. 10 : *Cumul de cette allocation avec l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 6410) ; *Amendement de M. Ségelle relatif au taux des allocations de vieillesse* (p. 6411). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1947 ; Art. 2 : *Amendement de M. Bissol tendant à accorder cette allocation aux vieux des nouveaux départements d'outre-mer* [29 décembre 1947] (p. 6446) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles ; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer d'impôt cédu-*

*laire les heures supplémentaires* [30 décembre 1947] (p. 6586) ; — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ajouter un article nouveau relatif aux abattements d'après les zones de salaires* [6 février 1948] (p. 469) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 472) ; — de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales : *Demande de renvoi présentée par le Gouvernement* [3 juin 1948] (p. 3185). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur la révision des zones de salaires*) [15 juin 1948] (p. 3516). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 16-i : *Amendement de M. Duquesne relatif à la date de mise en vigueur de l'allocation logement* [23 juin 1948] (p. 3838) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la modification des assurances vieillesse*) [7 juillet 1948] (p. 4421). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 3 : *Amendements de M.M. Viatte, Mont, Gabelle et Garcia relatifs au financement de la sécurité sociale* [10 août 1948 (p. 5638, 5639) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa* (p. 5675) ; *Son amendement tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur de la sécurité sociale avant toute réforme* (p. 5677) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Élévation à 1.600 francs de cette allocation* [31 décembre 1948] (p. 8202, 8204) ; — du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale* [18 février 1949] (p. 703, 704) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir l'avis des syndicats* (p. 715) ; *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (ibid.) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 716) ; Art. 5 : *Amendement de M. Meck tendant à accorder un délai pour rectifier les listes de candidats* (p. 718) ; Art. 6 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 719) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 721) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 722, 723) ; — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2730, 2731). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident des mines de Pecquencourt provoquant la mort de trois ouvriers mineurs [17 juin 1949] (p. 3520, 3521). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant recon-

duction de l'allocation temporaire aux vieux ; Art. 7 : *Son amendement tendant à porter à 120.000 francs par an la retraite des vieux* [5 juillet 1949] (p. 4184) ; — d'une proposition de résolution tendant à payer la journée du 14 juillet à tous les travailleurs : *Urgence* [20 juillet 1949] (p. 4836) ; — d'une proposition de loi relative à une indemnité exceptionnelle de congés payés : *Urgence*, en qualité de *Rapporteur* [21 juillet 1949] (p. 4910). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder une prime de 5.000 francs aux bénéficiaires des congés payés en 1949 [27 juillet 1949] (p. 5384) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 juillet 1949] (p. 5515, 5516). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants ; Art. 2 : *Amendement de M. Gaborit tendant à prévoir le calcul des prestations sur la base de 9.000 francs par mois à partir du moment où les cotisations permettront le relèvement des allocations* [29 juillet 1949] (p. 5514) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à renouveler la prime chaque mois, jusqu'à la conclusion des conventions collectives* [26 janvier 1950] (p. 547) ; — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales ; Art. 2 : *Son amendement tendant à n'élire les conseils d'administration des caisses primaires de la sécurité sociale que pour trois ans* [17 février 1950] (p. 1193) ; Art. 5 : *Amendement de M. André tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections* (p. 1199) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 bis : *Voix consultative accordée aux représentants élus du personnel des caisses de la sécurité sociale* [3 mars 1950] (p. 1669) ; Art. 5 : *Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République rétablissant le panachage* (p. 1669) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 ouvriers* (p. 1678, 1679) ; Art. 13 bis : *Sa demande de vérification du quorum* (p. 1693, 1694). — Est entendu : sur un rappel au Règlement (*Suite de l'ordre du jour*) [3 mars 1950] (p. 1668) ; — sur un incident (*Décision du Bureau de prononcer la censure avec exclusion*

*temporaire contre lui*) [3 mars 1950] (p. 1703 à 1712). La censure avec exclusion temporaire est prononcée contre lui par application de l'article 10 du Règlement [3 mars 1950] (p. 1712). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1060 : *Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* [5 juin 1950] (p. 4250, 4251) ; *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre* (p. 4252, 4253) ; Chap. 4060 : *Motion tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* (p. 4267) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4060 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4361, 4362) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; FINANCES, Article unique : *Non adoption de l'article* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6383). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Continuation du débat jusqu'à épuisement de l'ordre du jour*) [4 août 1950] (p. 6756). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales ; Art. 6 : *Application de la loi des maxima à l'amendement de Mme Darras* [16 décembre 1950] (p. 9239) ; *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9239) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir une augmentation de 60 0/0 en janvier 1951* (p. 9241) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 5120 : *Amendement de M. Moussu tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux jardins ouvriers* [26 décembre 1950] (p. 9627) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet avant le 15 mars 1951* [8 février 1951] (p. 941, 942). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements des grosses sociétés métallurgiques qui refusent les commandes en raison de l'incertitude des prix de vente [20 avril 1951] (p. 3647).

**M. MUTTER (M. André), Député de l'Aube.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la défense nationale [3 février 1951] (p. 726); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150); *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 102 du Code général des impôts directs relatif aux réductions pour charges de famille, n° 9. — Le 28 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre le Parti communiste, n° 2602. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais supplémentaires pour le paiement des impôts, n° 11058. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 11919. — Le 2 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures utiles et nécessaires à la protection et à l'aide de l'industrie française de fabrication de métiers à bonneterie Cotton, n° 12066. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 188 et 203 du Code d'instruction criminelle, n° 12067. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 11349) de M. Theetten et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour accorder des réductions de taxes aux expéditeurs de paquets poste avion, de colis postaux avion et de mandats adressés à des militaires opérant en Indochine, n° 12499.

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Haut-Rhin [28 novembre 1946] (p. 27). — Est entendu : au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [5 décembre 1946] (p. 63); *Situation en Indochine* [12 décembre 1946] (p. 81). — Demande à interpeller sur la politique du Gouvernement devant les graves événements qui se déroulent en Indochine [20 décembre 1946] (p. 196). — Est entendu au cours d'une communication du Gouvernement sur la situation en Indochine [23 décembre 1946] (p. 321). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [14 mars 1947] (p. 855), [18 mars 1947] (p. 891 à 894). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats de la conférence de Moscou [8 mai 1947] (p. 1524). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion [20 mai 1947] (p. 1681); la développe [20 juin 1947] (p. 2289, 2290). — Intervient dans la discussion du projet de loi d'amnistie [18 juin 1947] (p. 2187, 2188, 2189, 2190); Art. 17: *Son amendement tendant à amnistier les mineurs de 21 ans de l'indignité nationale* [30 juin 1947] (p. 2568). — Participe à la discussion : des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3542 à 3548); — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement (*Ses relations avec la police allemande*) [28 octobre 1947] (p. 4923); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations contre la clôture* [29 novembre 1947] (p. 5400); — des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U.R.S.S. : *Discussion générale* [12 décembre 1947] (p. 5693, 5704); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre lui-même : *Ses explications sur l'article de presse incriminé* [16 décembre 1947] (p. 5771, 5772). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises à la suite des déclarations de M. le Président du Conseil sur l'activité du parti communiste français [30 décembre 1947] (p. 6618). — Est entendu au cours du débat sur : la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Voyage de M. Thorez en Italie* [14 janvier 1948] (p. 152); — la demande d'inscription à l'ordre du jour

de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 fr. : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre cette inscription* [24 février 1948] (p. 1002, 1003) ; — les interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la politique russe* [5 mars 1948] (p. 1400, 1401, 1402) ; — le projet de loi portant aménagements fiscaux en seconde lecture ; Art. 4 A : *Son rappel au règlement* [13 mai 1948] (p. 2571) ; — les interpellations sur les recommandations de la conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur la sécurité française, le contrôle de la Ruhr et l'attitude soviétique)* [15 juin 1948] (p. 3522 et suiv.) ; — les projets de loi ratifiant trois actes internationaux : *Convention de coopération européenne* ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4388) ; — le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Villon tendant à réduire les crédits à 270 milliards* [7 juillet 1948] (p. 4411) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits* [19 juillet 1948] (p. 4857) ; — l'investiture de M. Marie, Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Queuille* [24 juillet 1948] (p. 4893) ; — les propositions de la conférence des Présidents (*débat sur l'Indochine*) [3 août 1948] (p. 5268). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du pain à Paris et en province [16 septembre 1948] (p. 6576) ; — sur la politique générale du Gouvernement [16 novembre 1948] (p. 6990) ; la retire [17 novembre 1948] (p. 7009). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur les menées communistes, les nécessités de dissoudre le parti communiste et la propagande anti-française* [18 novembre 1948] (p. 7097 et suiv.). — Est entendu pour un fait personnel : *Le programme du C. N. R. et les nationalisations* [22 décembre 1948] (p. 7869). — Prend part à la discussion d'un projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8150). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Problème des*

*loyers*) [20 janvier 1949] (p. 59). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la campagne de presse engagée contre M. Marie, Garde des Sceaux : *Discussion générale (Ses observations sur l'affaire de collaboration économique Sainrapt-Brice et l'attitude de M. Lindon)* [3 février 1949] (p. 318). — Dépose une demande d'interpellation sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Mise en cause de M. A. Marie) et la développe [8 février 1949] (p. 406, 407, 408, 409, 413, 414). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire*) [24 février 1949] (p. 908, 909) ; — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. M. Cachin : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1265 et suiv.). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1507). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Proposition de M. Juglas d'interrompre la discussion* [10 mars 1949] (p. 1528, 1529) ; — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1562, 1563, 1564, 1565) ; — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2763, 2764) ; *Question préalable posée par M. Guillon* (p. 2773, 2774) ; — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3140) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3298) ; ETAT A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Son rappel au règlement* [23 juin 1949] (p. 3690) ; — d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez : *Discussion générale* [22 juin 1949] (p. 3635, 3636) ; — du projet de loi portant suppression des Cours de justice ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjot tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des Cours de justice* [5 juillet 1949] (p. 4221, 4222) ; *Son sous-amendement tendant à supprimer le 31 juillet 1949, les Cours de justice de Colmar, Lyon et Toulouse* (p. 4222,

4223); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4230, 4231); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4426); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4439); — du projet de loi ratifiant le Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5224, 5225, 5226, 5227). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*See observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5771, 5772, 5773, 5793); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5931, 5932). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [24 novembre 1949] (p. 6213); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6822); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la prime de 3.000 francs, le départ des Ministres socialistes et la politique du parti communiste)* [7 février 1950] (p. 1040, 1041); — d'une proposition de loi relative à certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1527). — Prend part aux débats sur l'investiture du président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pleven* [11 juillet 1950] (p. 5371, 5372). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Article additionnel : *Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés, présentée par M. Barangé* [24 juillet 1950] (p. 5872); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 3 : *Imputation des dépenses prévues sur le budget des finances* [27 juillet 1950] (p. 6086, 6087); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme

aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6141); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7226); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7257, 7258, 7259, 7260); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à affecter les chefs dans les garnisons proches de leurs domiciles* [27 octobre 1950] (p. 7310); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7329); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9 : *Amendement de M. Bourbon tendant à supprimer le premier paragraphe accordant l'amnistie par décret aux condamnés à moins de trois ans de prison* [16 novembre 1950] (p. 7825, 7826, 7827); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Motion préjudicielle de M. Auguet demandant le retrait du projet* [27 décembre 1950] (p. 9669, 9670); *Contre-projet de M. Jacques Duclos tendant à fixer à 340 milliards le budget militaire* [28 décembre 1950] (p. 9741, 9742); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards compensé par des recettes nouvelles* [5 janvier 1951] (p. 212, 213); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Discussion générale* [4 janvier 1951] (p. 133). — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du projet de loi relatif aux loyers commerciaux et à la vente d'immeubles par appartements*) [25 janvier 1951] (p. 373). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Demande de prise en considération de la lettre rectificative par le Gouvernement* [8 février 1951] (p. 913, 914); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder à toutes les catégories 20 0/0 d'augmentation des allocations familiales en février et mars* (p. 917); *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* (p. 924); *Application de l'article 48 du Règlement* (p. 926); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son rappel au Règlement (adop-*

tion du 5<sup>e</sup> alinéa) [19 mars 1951] (p. 2157); Art. 10 ter : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'ordonnance du 14 août 1945 enlevant le droit de vote aux personnes condamnées à 1.000 francs d'amende [21 mars 1951] (p. 2422, 2423); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (nécessité des apparentements, politique du R. P. F. et date des élections fixée au 10 juin) [27 avril 1951] (p. 4114, 4115); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 3 : Non prise en considération de la situation des descendants [21 mars 1951] (p. 2287); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, **RADIODIFFUSION**, Chap. 6080 : Travaux de reconstruction et d'équipement (poste de Nancy) [10 avril 1951] (p. 3033); P. T. T. : Ses explications de vote sur l'ensemble [4 mai 1951] (p. 4547, 4548); **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION**, Chap. 4000 : Prestations familiales (Statut du personnel hospitalier) [4 mai 1951] (p. 4548, 4549); **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**, Chap. 700 : Retraite du combattant (pensions des anciens combattants [15 mai 1951] (p. 5171,

5172); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2 : Recevabilité de l'amendement de M. Deixonne tendant à appliquer la loi relative à la laïcité de l'Etat [19 avril 1951] (p. 3554); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 16 : Amendement de M. Coudray tendant à faire jouer le vote préférentiel et le panachage si 10 0/0 au plus des bulletins sont modifiés [28 avril 1951] (p. 4208); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ensemble [30 avril 1951] (p. 4393); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (Recevabilité de la motion de M. Cot) [2 mai 1951] (p. 4483); Ses explications de vote sur l'ensemble (justification des apparentements) [7 mai 1951] (p. 4788); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 23 : Motion de M. Tourné tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour [18 mai 1951] (p. 5448, 5449); — du projet de loi de finances pour 1951 : Demande de renvoi du débat, présentée par M. Betolaud [18 mai 1951] (p. 5504).

